

ANNIE  
KRIEDEL

Ce que j'ai cru  
comprendre

ROBERT LAFFONT

Sévrienne et agrégée d'histoire, docteur ès lettres avec une thèse sur les origines du communisme français, **Annie Kriegel** est actuellement professeur à Paris X (Nanterre) et éditorialiste au *Figaro* et à *l'Arche*. Spécialiste reconnue du communisme, de l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier, auxquels elle a consacré de nombreuses publications, Annie Kriegel a étendu le domaine de ses recherches à la situation du judaïsme et des juifs dans le monde moderne.



Murielle Eymenc

1944

Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
Kahle/Austin Foundation

« NOTRE ÉPOQUE »

*Collection dirigée par Georges Liébert*

## DU MÊME AUTEUR

1920. *Le Congrès de Tours. Naissance du parti communiste français*. Paris, Julliard, 1964 (coll. Archives).
- Les Internationales ouvrières (1864-1943)*. Paris, « Que sais-je ? », PUF, 1964. 5<sup>e</sup> éd., 1983. Trad. japonaise, espagnole, italienne.
1914. *La Guerre et le mouvement ouvrier français*. Paris, « Kiosque », A. Colin, 1964 (en collaboration avec J.-J. Becker).
- Aux origines du communisme français*. Paris, Mouton, 1964, 2 vol. (thèse pour le doctorat d'État), épuisé. Éd. abrégée, Paris, « Science », Flammarion, 1969 (épuisé) ; Nouvelle éd. abrégée, Paris, « Champs », Flammarion, 1978.
- La Croissance de la CGT (1918-1921)*. Paris, Mouton, 1966 (thèse complémentaire pour le doctorat d'État).
- Le Socialisme français et le pouvoir*. Paris, EDI, 1966 (en collaboration avec Michelle Perrot).
- Le Pain et les roses. Jalons pour une histoire des socialismes*. Paris, PUF, 1968 ; éd. 10/18, 1973 (épuisé).
- Les Communistes français. Essai d'ethnographie politique*. Paris, « Politique », Le Seuil, 1968 ; 2<sup>e</sup> éd. revue, augmentée et mise à jour, 1970 ; 3<sup>e</sup> éd., 1974 (épuisé). Trad. américaine, espagnole, turque ; nouvelle édition entièrement refondue et augmentée, avec la collaboration de Guillaume Bourgeois, Paris, « L'Univers historique ». Le Seuil, 1985.
- Les Grands Procès dans les systèmes communistes. La pédagogie infernale*. Paris, « Idées », Gallimard, 1972. Trad. espagnole, portugaise, italienne.
- Communismes au miroir français. Temps, cultures et sociétés en France devant le communisme*. Paris, « Bibliothèque des Histoires », Gallimard, 1974.
- Un autre communisme ? Compromis historique, eurocommunisme, union de la gauche*. Paris, « Essais », Hachette, 1977. Trad. japonaise, américaine, portugaise, espagnole.
- Les Juifs et le monde moderne*. Essai sur les logiques d'émancipation. Paris, Le Seuil, 1977. Trad. italienne.
- Le Communisme au jour le jour*. Chroniques du *Figaro* (1976-1979). Paris, Hachette, 1979.
- Israël est-il coupable ?* Paris, Robert Laffont, « Libertés 2000 », 1982.
- Le Système communiste mondial*. P.U.F., 1984.
- Réflexion sur les questions juives*. Paris, Hachette, coll. Pluriel, 1984.
- La Grève des cheminots*. 1920. Armand Colin, 1988.

ANNIE  
KRIEGEL

Ce que j'ai cru  
comprendre



ROBERT LAFFONT



BEAUCONFIELD  
BIBLIOTHÈQUE • 1997

303 Boul. Beaconsfield, 10660 LaSalle, P.Q.  
H9W 4A7

PA 15, 743

Éditions Robert Laffont, S.A., Paris, 1991

ISBN 2-221-06536-0

*Pour le docteur Irène Kriegel  
Qui lira ces pages de son œil rieur et sagace  
de clinicienne des grands désastres.*

« Je devais ou bien écrire le livre, ou bien désespérer : c'était la seule chance de me sauver du néant, du chaos, du suicide. C'est sous cette pression que le livre a été écrit, et il m'a apporté le secours attendu, simplement parce qu'il a été écrit, peu importe qu'il soit bon ou mauvais. C'était le principal. Et aussi : quand j'écrivais, je n'ai pu penser un instant à d'autres lecteurs que moi-même, ou tout au plus, de temps en temps, à l'un de mes proches camarades de combat, et jamais je ne pensais alors à des survivants, mais toujours à des hommes qui sont morts à la guerre. »

Hermann Hesse, *Die Morgenland Fahrt*  
(*Le Voyage en Orient*, Calmann-Lévy, 1948).





## Avant-propos

« Tant que subsiste la volonté obstinée de comprendre et de faire comprendre ce que l'on a compris, peut-être n'y a-t-il pas lieu de tout à fait désespérer. »

Ignace Silone, « Le Choix des camarades »,  
*Preuves*, n° 43, sept. 1954.

Au début des années 80, Pierre Nora avait conçu le projet de demander à quelques historiens français contemporains de « se faire les historiens d'eux-mêmes » : ils devaient décrire en une cinquantaine de pages les chemins par où ils étaient passés avant de devenir historiens et historiens de la manière dont ils l'étaient<sup>1</sup>. Fort des précédents que constituaient les textes annonciateurs de ce genre nouveau dus à Philippe Ariès, Emmanuel Le Roy Ladurie, Pierre Goubert, Mona Ozouf, Alain Besançon<sup>2</sup>, Pierre à qui me liait un très ancien compagnonnage m'avait proposé d'en être. Ma contribution, la voici. Avec des années de retard et quelques centaines de pages en trop.

C'est que j'avais hésité jusqu'à la dernière minute... et même après. Une chose est de penser au singulier, une autre que l'univers du « je » envahisse le champ de l'écriture. J'avais jusque-là, dans mes articles, mes études, mes livres, scrupuleusement banni tout ce qui pouvait apparaître comme relevant de l'opinion individuelle, du jugement subjectif, du témoignage personnel. Sans doute l'expérience sensible, le mouvement de mon cœur, mes soucis, mes intérêts du moment, mes humeurs coloraient-ils mon propos et parfois couraient au-dessous de la surface du texte, craquelant sa croûte et la striant de fines rides. Sans doute également le choix des images qui venaient sous ma plume était-il commandé par ma vie ordinaire : un matin, je me pris à sourire en m'apercevant que je comparais les sentiments

---

1. *Essais d'Ego-Histoire*, Maurice Agulhon, Pierre Chaunu, Georges Duby, Raoul Girardet, Jacques Le Goff, Michelle Perrot, René Rémond, Gallimard, 1987.

2. P. Ariès, *Un historien du dimanche*, Le Seuil, 1980 ; E. Le Roy Ladurie, *Paris-Montpellier, PC-PSU, 1945-1963*, Gallimard, 1982 ; P. Goubert, « Naissance d'un historien : hasards et racines », in *La France d'Ancien Régime*, Privat, 1984 ; M. Ozouf, « L'image dans le tapis », in *L'École de la France*, Gallimard, 1984 ; A. Besançon, *Une génération*, Julliard, 1987.

du président de la République quand il se rendait à l'étranger à ceux d'un soldat en permission ; ce jour-là, mon dernier fils partait au service.

A quoi tient cette répugnance à parler de moi-même alors que le monde des médias l'exige tyranniquement et rend quasi inaudible la parole distanciée et abstraite ? A mon éducation première, peut-être, on le verra. La pudeur, ce vocable si désuet, était encore il y a un demi-siècle la pelure couleur d'abricot qui enveloppait toute tendresse. Peut-être aussi au pli, acquis très tôt, dès la clandestinité, du secret ou du moins de l'extrême discrétion, trait dont on sait par ailleurs qu'il était, même en période légale, une constante de la pratique communiste. Est-ce en ces temps maintenant lointains que j'ai contracté ce goût du silence, ce sentiment de sécurité que me procure le fait d'être taciturne alors que, professeur, l'ironie de ma condition m'oblige à consacrer tant d'heures à la communication verbale sous toutes ses formes ? Le fait que très jeune je sois devenue sourde y a sans doute également contribué. Dans mon cas, il me faut écouter pour entendre, ce qui implique une disposition d'esprit où le spontané et l'inconscient sont nécessairement placés sous contrôle. J'aperçois enfin une dernière raison, signe d'appartenance à une génération : j'ai toujours éprouvé le sentiment qu'une femme, quoi qu'on dise, ne s'appartenait pas entièrement, qu'elle avait, par souci et déférence pour ses proches, à se prémunir d'une exposition excessive aux tumultes du siècle. L'antienne des années 70 : « Ton corps est à toi », ne me choquait pas mais me paraissait contraire à toute vérité vécue — formule de petit propriétaire exploitant que démentait l'expérience ancestrale de la gestation maternelle et, plus largement, de l'indivision familiale.

Le fait est que je n'ai jamais tenu de journal intime ni pris au jour le jour de notes qui puissent constituer un matériau brut pour des mémoires à venir. Si, une fois. Il est vrai que j'avais alors quatorze ans et que se traînait un vendredi après-midi la leçon de géographie — en seconde le programme de géographie générale était une matière fort ingrate. J'ouvris un beau cahier tout neuf que j'avais en réserve dans ma case. En quête d'inspiration, je regardai par la fenêtre, l'une de ces fenêtres hautes, au bas grillagé, qui, dans les vieux lycées comme était le mien, obligeaient à ne voir que le ciel. Je vis donc, tout là-haut sur le toit d'en face, un couvreur. J'en décrivis en beau langage, comme pour une composition française, la démarche bondissante que le contre-jour découpait en ombre chinoise. Puis, mordillant ma plume, je m'arrêtai. Ce fut fini pour la vie, n'ayant pas trouvé d'autre sujet plus palpitant qu'un couvreur.

On aura deviné que je manque d'imagination. J'enjolie à l'occasion ; comme toute femme, je grossis ou estompe le trait, mais il me faut un point de départ. Contrainte funeste qui me plaçait dans la situation inconfortable d'un personnage d'I.B. Singer : « Les livres de mémoire, répondait celui-ci en guise de boutade à qui essayait de le persuader d'écrire les siens, sont toujours pleins de mensonges et, comme je ne sais dire que la vérité, comment pourrais-je en écrire un<sup>1</sup> ? »

---

1. I.B. Singer, « Les coureurs », in *Yentl et d'autres nouvelles*, Stock, 1984.

Ce n'est pas tant d'inclination pour le mensonge tout pur que doit être pourvu le mémorialiste ; c'est plutôt d'être en garde contre le type de mémoire qui est la sienne. « Des chaînons manquants, il y en a plein dans toute biographie, dans toute œuvre. Tous sélectionnent. Une question : comment <sup>1</sup> ? » Adolf Rudnicki n'évoque ici que la sélection consciente. Mais la sélection initiale, primordiale, sa propre mémoire la pratique à l'insu de l'intéressé en se délestant, selon les règles qui lui sont constitutives mais qu'elle n'explicite pas, de souvenirs dont on ne peut évaluer ni le nombre, ni le poids, ni le sens puisqu'ils ont été évacués et éliminés sans laisser de traces. C'est seulement la comparaison aléatoire avec la mémoire d'autres témoins qui permet parfois d'apercevoir l'étendue de ses oublis. C'est ainsi qu'Edgar Morin, en faisant le récit plein de verve, de saveur et de douleur de son exclusion du Parti, me fit jouer, dans un passage très connu de l'un de ses livres les mieux venus, *L'Autocritique*, le personnage odieux de l'exécuteur des hautes œuvres. Quand je lus ce texte, j'en fus bouleversée mais surtout consternée ; car je n'avais aucun autre souvenir de cette scène qu'un détail trivial et même grotesque, celui d'avoir couru à perdre haleine, à la sortie de cette réunion de cellule qui se tenait en bordure d'une commune limitrophe de la banlieue sud, du fait que, pour prendre le métro, il me fallait traverser un immense terrain vague et que je ne pouvais m'empêcher d'avoir peur, la nuit étant tombée. Comment avais-je pu oublier tout le reste <sup>2</sup> ? Bornée, abrutie, manquais-je de cœur à ce point ? Peut-être mais peut-être aussi n'étais-je pas du tout le personnage qu'avait cru voir Edgar Morin ; si mon rôle ce soir-là s'était effacé de mon souvenir, c'est qu'il était insignifiant et s'en était effacé en raison de cette insignifiance.

J'ai en effet une mémoire friande de l'analyse des logiques qui sous-tendent les faits, des mécanismes, des systèmes en mouvement avec leurs règles, leurs valeurs, leurs finalités. Du drame qu'avait vécu Morin, j'avais fort exactement conservé l'intelligence théorique : quand, quelques années plus tard, mon tour à moi fut venu d'avoir des désaccords de fond, je quittai la place sans demander mon reste, convaincue qu'on n'a pas à exiger de changer les règles du jeu si le jeu ne vous convient plus.

Dans ses *Carnets de la drôle de guerre*, Jean-Paul Sartre s'interroge sur ce qui lui a interdit d'accéder à l'authenticité, sur ce qui l'a enfoncé dans sa « frivolité » : « [Gide] explique à Roger Martin du Gard qu'il y a un certain sens du réel qui lui manque et que les événements les plus importants lui semblent des mascarades [...]. Finalement à Gide pas plus qu'à moi, il n'est jamais rien arrivé d'irréparable. Je n'ai pressenti l'irréparable qu'à une ou deux reprises, par exemple lorsque j'ai cru devenir fou <sup>3</sup>. »

*A Gide pas plus qu'à moi, il n'est jamais rien arrivé d'irréparable* : voilà l'anneau auquel s'est attachée ma décision de mener le présent ouvrage jusqu'à son terme. Cet irréparable qui m'est arrivé m'oblige à parler non

1. Adolf Rudnicki, *Têtes polonaises*, Albin Michel, 1981.

2. Cf. *infra*, p. 493 et sq.

3. Gallimard, 1983, p. 391-392.

pas seulement avec sincérité comme il va de soi, mais dans un esprit de vérité.

C'est pourquoi ce travail se défend d'être simple travail de mémoire, s'accordant le droit à l'injustice, à l'omission, à l'erreur, n'ayant de compte à rendre de rien puisque, raffolant de la digression, fantasque et libre, la beauté du diable, la mémoire se pavane avec l'arrogance du caprice.

Le titre qui m'est venu dit bien où je veux en venir : *Ce que j'ai cru comprendre*. Sur le moment et plus tard. L'écart, de l'un à l'autre, j'ai dû, pour l'établir avec exactitude, faire usage de bien des sources, personnelles ou non, privées ou publiques, qui sont celles dont les historiens se servent usuellement. L'effort nécessaire n'était pas de même ampleur pour toutes les périodes de ma vie dont j'avais à traiter : il fut moindre pour écrire des temps où je n'étais qu'une petite personne privée et de ceux où je le redevins partiellement. Aussi le lecteur ne pourra-t-il qu'être frappé par le caractère considérablement plus impersonnel et abstrait des chapitres sous le titre, emprunté à Pierre Pascal, d'« En communisme ». Cette impersonnalité croissante là est une dimension de l'histoire qu'on rendrait plus opaque encore en la niant et, par des commérages fondés sur des on-dit invérifiables, en faisant croire que l'on est détenteur d'un savoir caché, dissimulé pour atténuer les responsabilités encourues. Hélas, non, le mémorialiste qui accepte de plein gré de se faire historien du communisme qu'il a vécu peut se tromper, commettre des erreurs factuelles ou plus générales, mais il ne sait rien de plus, de science sûre, que ce qu'il en écrit avec honnêteté et rigueur.

« Le souci de la vérité » : c'est en dernier ressort ce qui a fait sauter en moi les ultimes défenses à l'encontre d'une entreprise où je devais m'exprimer à la première personne du singulier. « Le souci de la vérité » : c'est le titre que Michel Foucault avait donné à l'un de ses derniers articles qu'il fit paraître dans *Le Nouvel Observateur*<sup>1</sup> en hommage à Philippe Ariès. En conformité avec l'air du temps qui avait fini par auréoler l'œuvre solitaire d'Ariès et la faire baigner dans une atmosphère de compliments certes mérités mais tardifs, Michel Foucault avait traité l'historien américain, Laurence Stone, de « sot » pour avoir rappelé qu'Ariès « était de droite, qu'il restait traditionaliste, qu'il avait été d'Action française et pour un temps du côté de Vichy ». Or, dans sa conclusion, sans doute pour qu'on ne se méprît pas sur les raisons qui le faisaient aimer Ariès — « cet homme qui savait élaborer ses fidélités » —, Michel Foucault décochait ce trait ravageur : « Nous sommes tous las de ces convertis du marxisme qui changent bruyamment leurs principes et leurs valeurs fondamentales mais qui, au *Figaro* d'aujourd'hui, pensent aussi court que dans *La Nouvelle Critique* d'hier ».

1. 17 février 1984.

Sans doute Foucault, en cessant d'être communiste, n'avait-il pas eu à changer ses principes et ses valeurs, son adhésion n'ayant été en son temps qu'une foudade saisonnière et son départ aussi primesautier que sa venue.

Que ni la guerre ni l'adhésion au communisme n'eussent laissé leurs marques atroces sur un homme qui avait exactement mon âge, cela n'est pas à blâmer, mais cela suffit-il à son innocence ? Grâce lui soient néanmoins rendues : c'est en lisant ces lignes gratuitement inéquitables que j'ai décidé d'écrire — pour l'honneur des miens, ceux des mêmes douleurs partagées qui, toute leur vie et jusqu'à aujourd'hui, ont eu à payer au plus haut prix, dans leur chair et dans leur âme, d'avoir eu à faire face au plus abominable enchaînement de désastres que le monde ait connu depuis longtemps.

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

卷之四

四

四

四

四

# I.

## MON PÈRE, MA MÈRE

« — Sinon l'enfance, qu'y avait-il alors qu'il n'y a plus ?  
Plaines ! Pentès !

Il y avait plus d'ordre ! Et tout n'était que règnes et confins  
de lueurs. Et l'ombre et la lumière alors étaient plus près  
d'être une même chose... Je parle d'une estime... Aux lisières  
le fruit.

.....  
Enfance, mon amour, n'était-ce que cela ?...

Enfance, mon amour... ce double anneau de l'œil et l'aisance  
d'aimer...

Il fait si calme et puis si tiède.

Il fait si continuels aussi,

qu'il est étrange d'être là, mêlé des mains à la facilité du  
jour... »

Saint-John Perse, *Éloges*,  
« Pour fêter une enfance »,  
Gallimard, 1960 (coll. Poésie).





## La vie quotidienne d'une petite fille des années 30

Tout avait pourtant assez bien commencé. Mon enfance fut tout au long un bonheur paisible et sobre. Mes parents, s'ils n'avaient aucune prétention pour eux-mêmes, avaient une très haute idée de leurs devoirs.

Dans ce foyer judéo-alsacien, on respirait des valeurs fortes qui n'étaient pas neuves mais auxquelles on adhéraient avec une conviction tranquille. Mon père, orphelin à dix ans, avait dû, tôt, abandonner l'école où il excellait. A quinze ans, sa mère, veuve avec trois jeunes enfants, l'avait envoyé, pour acquérir une connaissance des affaires et des langues, en Allemagne et en Belgique. La guerre, classe 15, il l'avait faite de bout en bout. Soldat puis caporal dans cette artillerie de tranchée qu'on appelait familièrement les « crapouillots », il avait été blessé et décoré à Verdun. Il avait ensuite dû se « faire une situation », comme on disait alors. Sillonnant les départements du Nord et de l'Est, de Dunkerque à Strasbourg, pour « représenter » auprès des bazars, magasins de demi-gros et détail les « maisons » de jouets et d'articles de ménage dont il avait les « cartes », il ne rentrait que le vendredi soir et repartait dès le dimanche : rythme de vie ancestral qui ne faisait que reproduire, à peine modernisé, celui des colporteurs des communautés juives d'Alsace et de Lorraine. Seul le rayon d'action s'était élargi : l'établissement des chemins de fer y avait contribué et plus encore l'introduction, autour des années 30, d'un nouvel « instrument de travail », l'automobile personnelle.

Mon père, dans sa profession, était très respecté. D'abord en raison de la réputation dont jouissait sa maison, le Jouet de Paris — JEP. J'ai eu la surprise, l'été 1988, d'observer qu'un historien américain publiait aux Éditions d'art A. Maeght un ouvrage consacré à cette firme disparue il y a vingt ans<sup>1</sup> et que le musée des Arts décoratifs de Paris à la même date lui réservait une de ses expositions.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, dans de petits ateliers situés dans les arrière-cours de l'Est parisien et de sa banlieue, de modestes ferblantiers fabriquaient des jouets tirés de chutes de métal qui provenaient de la fabrication de casseroles et d'ustensiles de ménage. Au siècle suivant, un premier regroupement d'artisans avait donné naissance à des firmes plus importantes, comme ce fut le cas du Jouet de Paris né en 1902 de la

---

1. Clive Lamming, *Le Jouet de Paris*, JEP, Ed. A. Maeght.

fusion de nombreuses petites firmes très anciennes comme DS, FV, Tantet et Manon, Douliot, Leconte, Roussel et Dufrien, etc. Racheté en 1909 par la Société Industrielle de Ferblanterie (SIF), grosse maison d'articles de ménage installée à Chalon-sur-Saône dont mon père avait aussi la carte, le Jouet de Paris avait son usine sise 94, rue de Paris à Montreuil-sous-Bois. Pendant la Première Guerre mondiale, il dut fabriquer des casques pour les poilus. La paix revenue, il se lança, sous la direction d'un entrepreneur remarquable, Cyrille Bonnet, dans la création de nouveaux jouets en tôle d'acier épaisse, émaïls et peintures inaltérables, mécanismes tout acier et bronze inusables — autobus, trains électriques, bateaux, automobiles. Pas n'importe quelles automobiles : en 1927, des Rolls-Royce ou des Hispano-Suiza. Pas n'importe quel train : en 1928, la Flèche d'Or avec ses voitures Pullman marron et crème ; dans les années 30, de superbes autorails articulés, de grands trains carénés filant sur les aiguillages des grandes gares en tôle lithographiée, sous les signaux lumineux multicolores tandis que tintaient les sonnettes électriques et s'abaissaient les barrières automatiques des passages à niveau.

De ces trains, pour la circulation desquels mon frère aîné réquisitionnait d'autorité l'espace entier de la chambre commune qui, en principe, revenait à tous les enfants, j'ai gardé un souvenir d'émerveillement tel qu'il me rend encore aujourd'hui pénible la visite d'un rayon de jouets où triomphe systématiquement la laideur façon Goldorak.

Mon père dans sa profession était aussi très respecté pour ses qualités propres, sa compétence, son zèle, son exactitude et sa méticuleuse intégrité. Dans un métier où, par la force des choses, échouant le soir, après avoir promené leurs malles d'échantillons sur des chemins boueux et verglacés, dans des hôtels médiocres plantés face à la morne gare locale, beaucoup de « voyageurs » se laissaient aller à courir la gueuse, à jouer leur chemise, à se dévergondner en d'interminables beuveries avec des compagnons de hasard, mon père, lui, légèrement distant et peut-être timide, demeurait un modèle de réserve et de tenue. Il y avait du mérite : jeune et d'autant plus charmant qu'il était très soigné de sa personne, on disait qu'il avait assez aimé la bagarre, les femmes et le jeu. Il avait d'ailleurs, pour se punir, cessé de fumer après avoir perdu au jeu de manière inconsidérée. En tout cas, il n'y avait plus trace de ces dérèglements quand il eut à faire face aux besoins d'une famille où les enfants, très désirés, étaient venus régulièrement s'adjoindre, les trois premiers au rythme d'un tous les dix-huit mois dont, entre deux garçons, moi née en 1926 un jour de fin d'été où la chaleur accablait ma grand-mère venue assister sa bru.

Préparés par des rangements et des soins de ménage particulièrement attentifs dans une maison où le calme et le silence devaient être assurés au père fatigué de sa « tournée », nous attendions le retour du chef de famille avec appréhension. La revue qu'il passait de nos mains, de nos ongles, de nos oreilles et de nos carnets de notes était sans complaisance. Il me jetait dans le désespoir parce que, dans une forêt épaisse de 10, il dénichait le 0 que me valait rituellement le fait de chanter faux lors de la leçon de solfège.

Il devait être tout particulièrement sensible à cette carence puisqu'il a conservé le livret du fameux opéra d'Auber, *La Muette de Portici*, qui avait été en 1880, à l'école communale de la rue Amelot, le 2<sup>e</sup> prix de chant reçu en 1<sup>re</sup> classe par sa mère, Charlotte Weill.

Mon père se conformait-il seulement par là au modèle courant du *paterfamilias* ? En lisant la description que fait son fils aîné de la manière dont le grand Marc Bloch avait élevé ses six enfants, je me suis demandé, tant la ressemblance était saisissante avec ce que j'avais connu chez moi, si c'était un trait d'époque ou si le trait d'époque ne s'était pas trouvé renforcé par la fidélité, peut-être inaperçue, à une Tradition. Autoritaire, tyrannique à l'occasion, habitué à être servi, mon père ne faisait pas même mine de mettre la main aux tâches domestiques. C'est dans son très grand âge que je l'ai vu s'aventurer à la cuisine et me demander de l'initier aux mystères de la confection du café. Porteur d'une morale stricte et, par définition, étroite, qui, lui coûtant, le raidissait, il n'introduisait dans l'expression de ses sentiments à notre égard aucun élan qui pût adoucir ses exigences. Aussi la note dominante de nos sentiments à nous, les enfants, était-elle en retour la crainte. Celle-ci ne tourna à l'attendrissement que lorsque nous le vîmes maintenir sans faiblesse jusqu'au bout l'idée, devenue peu réaliste, qu'il était de ses prérogatives d'encore régenter le petit monde de ses enfants.

Cependant, dès le dimanche, le café au lait de la fin de journée pris avec une tarte au fromage blanc, le gâteau au chocolat ou le kügelhopf, la maison retrouvait son ambiance de semaine. Une maison dont ma mère était l'infatigable ordonnatrice.

Ma mère avait la passion de l'instruction. Jeune fille, le refus que lui avaient opposé ses parents quand elle avait supplié qu'ils la laissent, après le brevet, continuer ses études l'avait jetée dans une maladie de langueur. Ceux-ci, devant sa neurasthénie et sur les conseils d'un médecin avisé, avaient dû finalement consentir à ce qu'elle allât au Cours Doineau pour y préparer le brevet supérieur, mais en y mettant une condition : leur fille parallèlement et avec le même zèle devrait s'initier aux arts qui forment la bonne maîtresse de maison — la couture dans tous ses raffinements, y compris la broderie, la cuisine, l'hygiène, etc.

Ma mère aurait aimé, plus que tout, être institutrice. Elle rechercha d'ailleurs toute sa vie la compagnie d'enseignants. Enjouée, simple et serviable, elle était consultée par toutes les femmes du quartier qui, place des Vosges, gardaient avec elle leurs enfants le soir après l'école ou le jeudi. Elle donnait volontiers des conseils sur la manière de s'y prendre avec tel enfant difficile ou pas très vif ou sur ce qu'il fallait faire avec un enfant qui avait des dons. En somme, à elle seule, elle avait inventé et pratiquait à titre gracieux l'orientation scolaire. Elle faisait même une rude concurrence au médecin de quartier : au premier bouton, elle diagnostiquait laquelle des maladies d'enfant s'annonçait et elle indiquait le premier traitement. Elle avait le chic, avec deux doigts passés dans l'encolure de la chemise ou du pull, pour vérifier si la fièvre montait. Elle suivait avec attention l'évolution

des idées médicales sur l'élevage des nourrissons et les progrès de la pédiatrie la passionnaient<sup>1</sup>.

Elle aimait s'entretenir avec notre pharmacien, grand dispensateur d'eau de Vals (l'Évian ou le Perrier du temps), le docteur Glory dont l'officine était tout près de chez nous, sur le boulevard Beaumarchais. On a un peu oublié le rôle qu'ont joué au XIX<sup>e</sup> siècle et dans le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle les pharmaciens dans la diffusion des règles d'hygiène<sup>2</sup>. Au carrefour des sciences naturelles et de la médecine, le pharmacien — M. Homais ! — fut une figure emblématique de ce qu'on tint pour le Progrès, teintée d'une connotation un peu trouble. Le pot où il gardait des bonbons pour les enfants que ses pratiques venaient faire régulièrement peser n'atténuait pas la crainte sourde qu'éveillait l'alignement des bocaux aux poisons. Sans parler de toute cette alchimie dont les effluves parvenaient de l'arrière-boutique où le préparateur s'employait aux analyses, à la confection de sirops et remèdes prescrits par le médecin. A la différence de celui-ci qui courait les routes, le pharmacien, attaché à son antre, restait à toute heure consultable. Il jouait le rôle de première urgence, le « SOS Médecins » d'aujourd'hui.

Ma mère aimait également s'entretenir avec notre médecin de famille, le docteur Paris, et les spécialistes auxquels elle avait eu affaire, le professeur Maduro quand mon jeune frère et moi-même avions contracté une otite qui s'était compliquée en mastoïdite et surtout le docteur Schwab, son accoucheur. Nous fûmes, je crois, des premiers à être vaccinés contre la rougeole. Mais cet intérêt pour la médecine n'incitait pas ma mère à recourir précipitamment aux services de l'homme de l'art. Il lui fallait être certaine que la chose s'imposât pour qu'elle se résolût à appeler le docteur. Elle trichait en outre avec les délais d'exclusion qui, pour éviter la propagation des maladies contagieuses, obligeaient les enfants à manquer l'école quand ils avaient attrapé par exemple la coqueluche ou la varicelle. Elle estimait qu'ils étaient calculés trop large. Quand j'ai eu, bien que je fusse vaccinée, la seule maladie grave de mon enfance — la diphtérie — elle me veilla nuit et jour jusqu'à ce que je fusse tirée d'affaire.

1. C'est sous la III<sup>e</sup> République, avant la découverte majeure de la pénicilline, qu'une politique de la petite enfance fut élaborée et mise en place par un concours de médecins (d'abord des médecins de campagne comme les docteurs C. Monot et A.T. Brochard, puis, à l'ère pastorienne, sous le couvert des mots clés tels que prophylaxie, prévention, aseptie, stérilisation, des médecins accoucheurs — le docteur Pinard de la clinique Baudelocque —, des chirurgiens — le docteur Tarnier, créateur de la première couveuse —, des « puériculteurs »), par un concours aussi d'hommes politiques (au premier rang : Paul Strauss, beau-frère de Tristan Bernard, sénateur de la Seine de 1897 à 1936, ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales de 1922 à 1924, membre de la loge « Thélème » de la grande loge) et d'une multitude de sociétés protectrices et de bénévoles mus par la charité ou la philanthropie (Firmin Marbeau, fondateur des crèches). De la naissance à la cinquième année, le quotient de mortalité infantile passa de 30,6 ‰ dans les générations se situant entre 1806 et 1810 à 12,6 ‰ dans les générations se situant entre 1926 et 1930. A l'orée du XIX<sup>e</sup> siècle, près du tiers des générations disparaissaient avant cinq ans, c'était le cas d'un dixième seulement entre les deux guerres. Cf. les beaux travaux parallèles d'Alain Norvez et de Catherine Rollet, PUF/INED, 1990.

2. Sur le rôle des « apothicaires », cf. Augustin Cochin, *L'Esprit du jacobinisme*. Rééd. PUF, 1979.

Elle avait naturellement reporté sur ses propres enfants le goût qu'elle avait d'instruire et d'éduquer. C'était une femme active et énergique qui ne se passait rien. Il n'y avait donc aucune chance qu'on échappât, pour cause de fatigue ou de découragement de sa part, aux divers apprentissages qu'elle tenait pour nécessaires au développement de l'esprit et du corps. Levée chaque jour que Dieu faisait à 6 h 30 — penser qu'elle aurait pu une fois, une seule fois, faire la grasse matinée aurait provoqué un fou rire général —, elle préparait tout d'abord le café au lait, les tartines de beurre et de confiture qu'à 7 heures, tous habillés, mains propres et coiffés de frais, nous prenions, assis à nos places attitrées, autour de la table de la salle à manger dans le recueillement qui convient au premier repas, prélude glorieux de la journée à venir.

Elle n'avait pas eu à s'interroger sur le fait de nous envoyer dès trois ans à l'école maternelle comme c'est, hélas sans doute, devenu la règle aujourd'hui. L'école maternelle était encore l'équivalent, pour les enfants très pauvres et délaissés, de l'asile pour les vieillards sans ressources. Vingt ans plus tard, en 1944-1945, il n'y avait encore que 300 000 enfants inscrits en maternelle pour 3 millions à l'école primaire. L'école maternelle n'acquiesce son prestige que dans les années 60 lorsque le travail féminin hors du domicile se fut répandu dans toutes les couches de la société.

Le jour anniversaire de nos cinq ans, elle nous installait avec cérémonie sur un coussin qui nous mettait à la bonne hauteur pour nous donner notre première leçon de lecture, d'écriture et de calcul. Elle ne souffrait pas l'amateurisme et refusait de se prêter, comme on le voit faire de jeunes mères impatientes et changeantes, à un apprentissage plus précoce mais décousu. Elle s'attachait en priorité à favoriser la concentration de l'enfant en lui faisant bien distinguer le jeu et le travail. La leçon quotidienne était courte mais intense et son contenu précis. Sans aucune des fioritures auxquelles par la suite crut devoir recourir la pédagogie des « activités d'éveil ». Je peux attester qu'elle eut, en une chaîne quasi ininterrompue, avec ses enfants, ses nièces, plus tard ses onze petits-enfants, bien des « élèves ». A tous elle fit franchir, sans cris ni larmes, l'obstacle des enseignements élémentaires tant elle était convaincue de la capacité des enfants, à proportion de leurs dons, à répondre aux attentes exprimées avec une claire et tranquille confiance.

Dès lors, quand à six ans nous entrions à la « grande école », nous montions directement au cours élémentaire 2<sup>e</sup> année. En ce temps-là, les inspecteurs primaires et les directeurs ou directrices d'école ne cultivaient par l'actuelle intransigeance des planificateurs et ordinateurs chargés de gérer non des enfants, mais des « flux » calculés sur la base des structures numériques des classes d'âge. Une distribution erratique de dispenses troublerait ou perturberait les évaluations ! Les maîtres des années 30 s'accommodaient d'élèves que séparaient une ou deux années. La cohabitation dans le respect des différences n'avait-elle pas été la règle, ne l'est-elle pas toujours dans les écoles de campagne à classe unique ?

Ce même jour de nos cinq ans, nous étions mis au piano. Un A. Bord

que j'ai toujours chez moi et qui me fait sourire à cause des vers de Max Jacob :

*A bord ! Piano A. Bord  
Livre de bord !  
Paris, la mer qui pense, apporte  
Ce soir au coin de la porte,  
Ô tavernier du quai des brumes,  
Sa gerbe d'écume.*

Quand le temps fut venu de partager les heures disponibles de la journée — avant et après l'école — en tranches égales pour que chacun des enfants pût disposer de sa demi-heure quotidienne (ouverte avec des gammes, terminée par l'étude d'un « morceau »), il m'échut la première tranche : celle de 7 h 30 / 8 heures. Je fus ainsi conduite à remplir la fonction de réveille-matin musical pour tout notre immeuble. J'en ai gardé l'habitude du travail matinal. Une seule fois je fus priée de remettre ma leçon de piano : il y avait un deuil chez des voisins. Ce jour-là, tout le monde arriva en retard au travail.

L'exercice physique n'était pas négligé. Non qu'il y eût quelque souci qui pût se comparer avec l'obsession du corps dont la mode sévit aujourd'hui. Peu importait qu'on fût grand ou petit, gros ou maigre. L'esthétique ou le bien-être ne faisait rien à l'affaire. Ce qui comptait, c'était la santé, l'hygiène résumée par un mot obsédant : la propreté. Celle du corps qu'assurait chaque soir, avant le dîner, le bain quotidien pris deux par deux, les filles d'abord, les garçons ensuite (par contre, l'hygiène dentaire était encore mal assurée). Celle du vêtement (plus que du sous-vêtement pas encore fréquent) constamment protégé par le tablier, noir à l'école primaire, plus fantaisie à la maison. Celle du logis enfin où, fenêtres ouvertes, le ménage, sols, tapis, meubles et lits, constituait la première obligation de la matinée après le départ des enfants à l'école.

Il fallait aussi « prendre l'air ». Il est vrai que « l'air » du dehors à Paris était sans doute meilleur qu'il n'est aujourd'hui si l'air du dedans de maisons moins confortables et plus resserrées était plus confiné. En tout cas, pluie ou vent, gel ou soleil, la « promenade de santé » était une religion. On allait donc chaque jour, à l'exception du dimanche, au jardin, en l'occurrence le jardin de la place des Vosges. On n'avait pas l'idée qu'il fût, comme on dit aujourd'hui en langage administratif, un « espace vert ». La merveilleuse architecture Louis XIII de l'ancienne place Royale, fort dégradée au demeurant — le temps des décrassages et des rénovations à la Malraux n'était pas venu, et de loin —, n'avait pas encore retenu, par bonheur pour nous, l'attention d'aucun circuit touristique. J'y ai peut-être rencontré néanmoins Miguel de Unamuno, recteur de l'université de Salamanque, qui, exilé à Paris après que le roi Alphonse XIII d'Espagne eut confié le pouvoir à Primo de Rivera, aimait à s'y promener. Magasins d'antiquité et restaurants de luxe n'avaient pas chassé les artisans des fonds de cour des hauts immeubles, et nous avons sucé le lait de la beauté sans qu'il eût à couler du paragraphe idoine d'un guide mandaté. Est-ce la raison pour laquelle, dès

l'enfance, j'ai éprouvé un vif intérêt pour l'architecture ? Ce serait audacieux de l'affirmer. Mais il est de fait que mon jeu préféré, quasi exclusif, celui auquel je sacrifiais de longues heures les dimanches après-midi ou les jours de pluie, c'était un jeu de construction en bois, appelé l'*Édifice*, et qui permettait de réaliser des modèles de châteaux, églises et palais des siècles classiques, à l'image de ce que j'avais chaque jour sous les yeux.

Enfermé dans ses hautes grilles, le jardin de la place des Vosges était par excellence le lieu ouvert et clos où, pour les femmes et les enfants du quartier, se pratiquait l'interpénétration des conditions sociales, des confessions et des opinions. Interpénétration sans exclusive ? Ce n'est pas certain. Il me semble en effet qu'à l'échelle de l'arrondissement s'était constituée une sorte de hiérarchie des jardins. Nous n'allions pas au square du Parc-Royal ni davantage au square du Temple, peut-être parce qu'ils étaient de superficie médiocre, impropre aux grands jeux, peut-être parce qu'ils n'étaient pas suffisamment clos ni soustraits aux miasmes et fracas de la circulation. Peut-être et surtout parce qu'ils étaient moins bien « fréquentés ». Y sévissaient des bandes de garnements laissés à eux-mêmes, témoignage regrettable d'une absence de surveillance maternelle.

A l'intérieur du jardin de la place des Vosges lui-même, les places occupées par chaque groupe, quasi constantes selon la saison et l'ensoleillement, avaient acquis une subtile signification. On ne s'asseyait pas sur les bancs de gros bois peint en vert, l'hygiène servant de prétexte : les bancs étaient faits pour les indigents ou du moins pour des passants et à ce titre déjà suspects.

Les habitués, eux, s'alignaient le long des petites grilles qui enserraient les pelouses. On y installait les bébés pour qu'ils agrippent leurs menottes et apprennent à se lever puis à se déplacer latéralement avec leur gros derrière bardé et rebondi de couches et pointes de protection. Il fallait aussi être à bonne distance de la fontaine. Ni trop loin ni surtout trop près car les enfants plus grands s'y bouscuaient, tantôt pour asperger leurs concurrents, tantôt pour dissoudre dans l'eau la poudre de coco parcimonieusement versée de main maternelle dans leur timbale. Pas la grosse timbale de fer-blanc attachée par une chaîne au corps de la fontaine et dont seuls les clochards pouvaient se servir, mais leur propre timbale, cadeau indispensable reçu à la naissance et marqué du prénom (en fait ma mère n'emportait qu'une seule timbale pour toute sa troupe).

La destruction récente des grandes grilles<sup>1</sup>, pour raison esthétique et par souci de restauration de la place dans son authenticité première, n'a fait qu'entériner la dissolution, dans les années 50-60, de cette éminente forme urbaine de sociabilité. Plus symbolique encore a été la suppression du kiosque à musique qui certes depuis longtemps n'accueillait plus guère de fanfares à l'exception du 14 Juillet où se produisait la musique de la Garde républicaine. Mais le kiosque était le point de rencontre, le lieu géométrique, centre et nœud de cette société de jardin. Il est amusant

1. En fait, après quelques années, elles ont été reposées : les urbanistes avaient dû céder. Mais le jardin n'en a pas été réveillé pour autant.

d'observer les louables efforts qu'ont déployés dans les années 70-80 la municipalité de Paris et le ministère de la Culture pour réveiller cette vie de quartier sans remarquer qu'elle prenait naguère appui non sur des décisions arrêtées en des bureaux affectés à cet effet, mais sur la fécondation réciproque d'un groupe social défini et d'un mouvement d'idées mettant l'accent sur la nécessité d'améliorer l'hygiène de vie des tout-petits et des adolescents.

Le groupe où ma mère avait ses habitudes comportait plusieurs familles catholiques, les Durel, les Herson, les Levacher, très pratiquantes et très nombreuses. Leurs rejetons allaient aux Francs-Bourgeois ou à Massillon tandis que nous fréquentions l'école communale — les garçons rue de Turenne, les filles rue de Sévigné — et plus tard le lycée — les garçons Charlemagne, les filles Victor-Hugo. Les réseaux de camaraderie dans lesquels s'inséraient les enfants ne se calquaient pas nécessairement sur ceux des mères. Les enfants étaient libres de jouer avec qui bon leur semblait dans la société entière du jardin et pas seulement dans le groupe où figurait leur mère. Cette liberté de choix, il me semble qu'ils l'exerçaient avec plus d'étroitesse que les adultes : on jouait avec qui vous ressemblait le plus.

Si chaleureuses et étroites fussent-elles, les relations de jardin ne débordaient pas les grilles : on ne se rendait jamais les uns chez les autres sauf si l'on avait par ailleurs des liens de famille. Cette séparation absolue entre la sphère semi-publique de la vie de jardin et la sphère rigoureusement privée, soulignée par le fait qu'on n'allait pas au jardin le dimanche ou plutôt qu'on n'allait pas à ce jardin-là mais, s'il faisait beau, au Luxembourg ou au Pré-Catelan (le jardin de Swann, « ce décor à la Watteau sous la lune pleine, fantômes d'arbres au bord d'une rivière de poupée<sup>1</sup> »), s'exprimait dans une autre exclusion bien significative : aucun homme, aucun père de famille ne venait jamais place des Vosges saluer femme et enfants même si d'aventure il avait eu le temps de passer un moment avec les siens.

La société ne favorisait pas une séparation des sexes plus nette qu'aujourd'hui, c'était la forme que prenait la division du travail dans l'univers domestique au sein de la petite bourgeoisie urbaine. Je n'ai jamais vu mon père pousser la voiture d'enfants, l'une de ces lourdes et solennelles machines construites pour porter deux passagers, l'un nouveau-né, l'autre marchant à peine, tandis que sur les côtés, accrochés à la caisse, trottaient les aînés.

Prendre l'air n'était pas suffisant : il fallait se remuer. Pas question de s'avachir sur une chaise ; d'ailleurs, les mères avaient leur pliant et ne nous autorisaient pas les chaises, moins encore les fauteuils de fer alors payants. Une vieille chaisière qui figurait assez bien la fée Carabosse de nos contes, brandissant son carnet à souches tandis que la grande sacoche de toile noire où elle fourrait sa monnaie tressautait sur son ventre, fonçait sur les resquilleurs qui tentaient de se prélasser sans acquitter les dix centimes de location.

---

1. Mathieu Galey, *Journal 1953-1973*, Grasset, p. 120.



On jouait donc. Sur la partie cimentée qui entourait, au centre du jardin, la statue équestre de Louis XIII, les filles jouaient à la marelle — avec un palet qui, plutôt que de bois, était une boîte plate en fer, la marelle « à carrés » d'ailleurs dont la forme était l'homologue de notre « gros pain » tandis que la marelle « avion », avec sa terre, son ciel et son enfer, c'était de préférence pour celles qui mangeaient de la baguette. Ou bien elles jouaient « à la tapette », une balle qu'on lançait en l'air et rattrapait après une mimique appropriée et dans un ordre qui rappelait celui des conjugaisons de verbe : d'un pied, de l'autre, d'une main, de l'autre, sans bouger, sans parler, petite picuse, grande pieuse, petit rouleau, grand rouleau. Ou encore à la corde, en simple ou en double, rythmée par des comptines dont l'une avait pour chute « les marches du Panthéon » et une autre commençait ainsi <sup>1</sup> :

*Le Palais-Royal est un beau quartier  
Toutes les jeunes filles y sont à marier.*

Les garçons, l'hiver, jouaient aux gendarmes et voleurs. Les inviolables camps respectifs, délimités au talon, formaient des demi-cercles compris entre les grandes grilles et les petites portes battantes d'entrée. Les vacances de Pâques ouvraient pour eux la saison des billes, des plumes et des osselets. Garçons et filles, petits, avaient tous des cerceaux ; plus grands, des patins à roulettes dont les roues mal graissées produisaient sous les arcades un écho atrocement grinçant.

A cinq ans encore, entre la lecture et le piano, notre mère nous mettait aussi à l'eau. Chaque jeudi, au tout début d'après-midi, elle nous conduisait à la piscine Ledru-Rollin. L'adhésion à la Ligue maritime et coloniale (nous ignorions que nous fussions par là des suppôts du colonialisme) nous donnait droit à des entrées à tarif réduit. Il ne s'agissait pas, bien sûr, d'y barboter. Selon un programme qui a d'ailleurs été repris un peu plus tard dans toutes les écoles de la Ville de Paris, nous suivions d'abord un entraînement sur pliant pour acquérir la connaissance des « mouvements » rythmés et coordonnés des bras et des jambes. Quand enfin ma mère nous lâchait après nous avoir un temps tenus par la taille ou le menton, la brasse coulée n'avait plus de secrets pour nous. Libre dès lors à chacun d'en cultiver les variantes comme la brasse papillon et d'affronter, s'il en avait le cœur, la haute voltige du saut de tremplin.

On pourrait penser que ces apprentissages combinés nous composaient une existence exigeante, morne et répétitive. Ce serait se méprendre, car ces apprentissages n'impliquaient aucune des contraintes qui pèsent aujourd'hui sur l'entraînement des enfants-cobayes sélectionnés et destinés à affronter la haute compétition intellectuelle et sportive. Ma mère n'avait pas la religion du record. Le mouvement d'idées pédagogiques auquel, consciemment ou non, elle se rattachait, était plutôt celui, humaniste et optimiste, qui mettait l'accent sur la nécessité de placer chaque enfant dans la situation non de faire mieux que les autres, mais aussi bien qu'il le pouvait avec ses goûts et

1. Cf. le livre charmant de Marie Rouanet, *Nous les filles*, Payot, 1990.

ses dons. C'est ainsi que ma mère s'interdisait de nous comparer les uns aux autres et de tirer argument de ce que l'un réussissait mieux dans une discipline pour faire honte aux autres. Au demeurant, elle encourageait, admirait, félicitait, récompensait de préférence un effort, un progrès plutôt qu'une réussite. Quant à punir, c'était exclu : je n'ai pas souvenir qu'aucun d'entre nous ait jamais été condamné au pain sec ou privé de dessert.

Si défi il y avait — puisqu'il faut bien un moteur qui pousse l'enfant de l'avant —, ce n'était pas un défi externe : regarder dans l'assiette du voisin, au propre et au figuré, était tenu pour un vilain défaut. Le défi existait bien : à l'égard de soi-même.

Ceci se traduisait de manière très concrète par un comportement paradoxal à l'égard des résultats scolaires. Ma mère attachait la plus grande importance aux notes et aux classements parce que c'était un instrument de mesure qui permettait à l'intéressé de se situer. Il est de fait que la progressive disparition de toute série chiffrée dans la vie scolaire a installé les enfants dans un climat d'apesanteur : ils flottent, faute de repères, et ce qui serait susceptible d'être aisément corrigé n'est même plus perçu. Ma mère s'arrangeait en revanche pour que nous quittions Paris avant la distribution des prix de manière à ce que les colifichets de la gloire scolaire nous fussent épargnés. Une seule fois, la dernière année avant que n'éclatât la guerre, elle m'autorisa à retourner à Paris pour recevoir mes prix : était-ce parce qu'une valise suffisait tout juste à les transporter tous ? Était-ce parce que les livres étaient superbes et que la remarquable directrice du lycée, Mme Maugendre, avait conseillé à ma mère de ne pas me refuser cette joie même si elle était un peu futile ? Je crois surtout qu'il se trouvait que j'avais une merveilleuse robe de linon bleu tendre que ma mère m'avait confectionnée pour tenir le rôle de Louison dans une représentation du *Malade imaginaire* donnée à l'occasion d'une fête scolaire et qu'il fallait bien l'user !

Il est indéniable que cette philosophie du développement de l'enfant avait une connotation stoïcienne et qu'elle contribuait à proposer pour idéal la figure du héros. Ce n'était pas mal trouvé pour l'époque. Stoïcisme et héroïsme seraient bientôt des garanties de survie. Sans qu'aucun pressentiment n'eut inspiré mon initiative, je m'étais engagée dans cette voie à la manière puérile qui convenait à mes douze ans. J'avais remarqué que j'étais facilement incommodée par la chaleur ; pour m'entraîner à mieux résister à cette faiblesse constitutionnelle, je me trimbalai toute la saison d'été avec un gros pull-over à manches et col montant sous lequel je suai avec dignité.

De cette absence d'esprit de compétition, de cette insistance sur le développement personnel dont chacun avait à décider lui-même, découlait une autre conséquence : le droit à la différence, que dis-je ?... le devoir de différence et la tolérance qui en est le corollaire. Dans les jeux comme dans l'étude, ma mère ne se faisait qu'une obligation : offrir le maximum de choix pour que chacun pût trouver ce qui lui convenait et le pratiquer de la manière la plus originale possible. Chaque enfant avait son jeu préféré : l'un son chemin de fer, l'autre ses soldats, le troisième son jeu de construction

et ainsi de suite. Chacun avait ses matières de prédilection : l'un était matheux, l'autre littéraire, le troisième aimait tout ou n'aimait rien...

Ma mère s'attachait à nous ouvrir des pistes. Ma première visite au Louvre, un jeudi après-midi de pluie, s'est ainsi fixée dans ma mémoire d'une manière indélébile. J'avais neuf ans. Officiellement, cette visite d'automne avait pour but de conduire mon frère aîné, dont l'Antiquité égyptienne figurait au programme d'histoire, au département d'égyptologie. Pour nous délasser après la contemplation des austères mastabas, nous montâmes au département des peintures : je tombai en arrêt devant le *Bœuf écorché* de Rembrandt. Peut-être ce bœuf avait-il quelque chose de sympathiquement familier et de rassurant après tant de tableaux dont les thèmes, puisés dans le Nouveau Testament, suscitaient en moi un vague sentiment de culpabilité. Je fus prise d'une émotion joyeuse, si forte et légère que j'ai, ma vie durant, continué à courir les musées. C'est encore aujourd'hui l'un de mes plaisirs les plus sûrs. Le bruit me fatigue et rien n'isole mieux que la rencontre muette et solitaire avec un peintre et son œuvre. Ce n'est pas à moi seule d'ailleurs que ce *Bœuf écorché* de Rembrandt fit si grande impression. Raïssa Maritain raconte dans ses Mémoires que ce tableau qu'elle trouvait par sa brutalité « indigne d'un grand artiste » fut à l'origine d'un des rares dissentiments qui, au temps de ses fiançailles, lui fit mesurer à quel point elle et Jacques avaient besoin d'être d'accord en tout. Est-ce aussi d'avoir été si fortement émue par le tableau que Rembrandt peignit en 1655 qui me fit élire entre tous, peintre préféré de mon âge mûr, Chaïm Soutine dont le *Bœuf écorché*, peint en 1933, est l'œuvre la plus forte du Petit Palais de Genève ? Henri Raczymov a reproduit récemment dans sa biographie de l'étrange Maurice Sachs<sup>1</sup> des extraits de l'article que celui-ci avait écrit à New York pour célébrer ce *Bœuf écorché* de Soutine, « immense, inouï, rempli d'or semble-t-il et de pierres précieuses, dont les entrailles rougeoient comme un feu fabuleux, dont les veines s'irradient de saphir, les chairs de rubis, toile qui est un monument humain, un paroxysme de la peinture ».

Le cinéma, mon père nous y emmenait le dimanche matin à la séance de 11 heures, dans une petite salle de la place de la République. Cela ne coûtait qu'un franc, et pour ce prix modique, nous avions Charlot, Laurel et Hardy, Noël-Noël dans son personnage d'Adémaï : des films drôles et émouvants, bêtes et pleins de vie. Une seule fois, nous sommes allés sur les Champs-Élysées : c'était évidemment pour voir *La Marseillaise* de Renoir, indispensable complément, dans l'esprit parental, aux défilés du 11 Novembre.

Autre sortie d'exception — de moindre ambition pédagogique mais ravissante — : il nous fut donné de voir *Blanche-Neige et les Sept Nains*. Sans doute exemptés de la réprobation maternelle pour la perfection formelle des délicieux petits personnages. Et ce furent donc les chansons de ce dessin animé musical qui bercèrent mes premières et vagues songeries :

1. Henri Raczymov, *Maurice Sachs ou les travaux forcés de la frivolité*, Gallimard, 1988.

*Un jour mon princ' viendra,  
Un jour il me dira  
Ces mots d'amour, si troublants et...*

Comme ce fut plus tard le film d'Henri Decoin, *Premier Rendez-vous*, qui, avec Danielle Darrieux fredonnant :

*Ah ! qu'il doit être doux et troublant  
L'instant du premier rendez-vous. Où...*

accompagna mes émois et secrets de petite fille.

Étions-nous devenus assez grands ou bien avions-nous attendu les deux premières années d'occupation à Paris pour voir les grands succès de 1939, *Trois Valses* de Pierre Fresnay et Yvonne Printemps, *Circonstances atténuantes* avec Arletty en gigolette, casquette et accroche-cœur, *Carnet de bal*, *Paradis Perdu* d'Abel Gance avec Micheline Presles et Fernand Gravey et, dans une catégorie plus martiale, *Trois de Saint-Cyr* ? Ce n'est en tout cas que dans l'immédiat après-guerre, une fois close la parenthèse des années de Résistance (l'une des règles de sécurité imposées aux militants communistes clandestins étant l'interdiction d'entrer dans une salle de cinéma, salle-piège), que nous sommes devenus par excellence la génération du cinéma. J'ai été une cinéphile passionnée, avec pour inaltérable objet d'admiration et d'inspiration toute l'œuvre d'Ingmar Bergman — jusqu'aux années 70 où la vague des grandes machines semi-pornographiques a brisé et tari le goût que j'avais du septième art.

Allions-nous au théâtre ? Non, cela relevait d'un faste qui aurait pu encourager des prétentions chez des enfants immodestes. Une seule fois, mes frères et moi, nous allâmes à la Comédie-Française où se donnait *Cyrano de Bergerac*.

Mais nous allions au cirque. Le Cirque d'Hiver, boulevard des Filles-du-Calvaire, dont la forme polygonale et les bas-reliefs sculptés à l'extérieur rappelaient qu'élevé au début de Second Empire il s'était d'abord appelé Cirque Napoléon, était si proche de chez nous qu'un jour un éléphant fugueur s'égara jusqu'au café-tabac installé au rez-de-chaussée de notre immeuble. De cette aventure, une enseigne « A l'éléphant » conserva le souvenir jusqu'à ce que l'emportât l'une de ces rénovations destructrices dont le quartier de la Bastille fut dans les années 80 le théâtre.

Le Cirque d'Hiver, c'était alors les Bouglione. Serrés sur les gradins de bois, nous y savourions dans une excitation bon enfant l'odeur des fauves, la musique crierde et pétaradante dont jouaient les Augustes entre chaque exhibition, les numéros vedettes des clowns et des trapézistes, et ce clou final du spectacle qu'était la séance de dressage des éléphants, des tigres et des lions.

Rien là qui ressemblât à du music-hall ou au café-concert ni davantage au théâtre. Le boulevard du Temple retrouvait cependant à l'époque de Noël les baraques de bois qui, vendant surtout des cartes de visite gravées, rappelaient les fastes populeux des temps où marionnettistes, paradeurs, funambules, camelots, arlequins, figures de cire, acteurs de bouis-bouis comme le Théâtre Historique d'Alexandre Dumas, la Gaîté, les Folies

Dramatiques, l'Ambigu Comique animaient le « Boulevard du Crime ». A Pâques, lestés de quelques pièces, nous courions librement, sur le boulevard Richard-Lenoir (cadre, l'hiver, de nos moroses « promenades de santé »), les attractions de la Foire au Jambon et de la Foire du Trône. Puis c'était la Foire de Paris où mon père, qui avait à y recevoir ses clients, pouvait nous emmener gratis.

De toutes les pistes que nous ouvrit ma mère, la plus décisive reste encore celle de la lecture. Sans doute avait-elle une idée de la marche à suivre en la matière bien trop définie et étroite. Inutile de préciser qu'elle était radicalement hostile à la lecture des illustrés : la chère femme ne soupçonnait pas qu'un demi-siècle plus tard la BD serait considérée comme un art et même un sujet de thèse universitaire. Je ne sais pourquoi, elle avait fait une exception pour Bécassine. Je pus donc m'enchanter à loisir des aventures de la jeune Bretonne. Cette proscription de l'illustré, ma mère ne devait pas être seule en son temps à l'avoir imposée à ses enfants si j'en crois ce que raconte mon exact contemporain, le cardinal Lustiger :

« On m'interdisait absolument de lire le moindre illustré : mes parents disaient que c'étaient "des bêtises". C'est ce qui m'a donné le goût de la lecture sérieuse. J'avais le droit de lire, à condition que ce soient des livres et non des illustrés. Aussi, en revenant du lycée Montaigne, je m'arrêtais toujours devant la même marchande de journaux rue Notre-Dame-des-Champs et je lisais *Tintin et Milou* affiché à l'étalage. Je restais parfois une demi-heure debout à éplucher l'illustré jusqu'à ce que la marchande me chasse<sup>1</sup>. »

Après, dans l'ordre, la comtesse de Ségur, Jules Verne (oh ! *Les Enfants du capitaine Grant*, *L'Île mystérieuse*), Paul d'Ivoi et Alexandre Dumas — sans oublier ni *La Case de l'oncle Tom*, ni l'Hector Malot de *Sans famille*, lu et relu jusqu'à ce que mon exemplaire, mouillé de larmes et serré sur mon cœur, tombât en charpie, et d'*En famille*, ni l'Erckmann-Chatrian de *L'Ami Fritz* et de *Madame Thérèse* —, ma mère tenait que l'accession à la « grande » littérature passait nécessairement par Balzac, Hugo, George Sand, Daudet, Zola, Anatole France et Dickens et Tolstoï. Ce parcours qui n'était pas sans mérite, même s'il était quelque peu linéaire — je réparerai de moi-même les deux plus graves absences : Stendhal et Dostoïevski —, fut donc le mien. La Bibliothèque Rose, la série verte chez Hachette, la collection Nelson, enfin les petits fascicules populaires à 10 centimes dans lesquels les grands auteurs étaient publiés, j'ai tout dévoré<sup>2</sup>.

Quelle ne fut d'ailleurs pas ma surprise quand, un peu par hasard, parce que l'une d'elles, Limor, avait une improbable coqueluche qui la tenait alitée, j'ai rencontré un si vif succès en lisant, chaque soir et bientôt, à leur demande pressante, chaque matin à leur réveil, *Les Petites Filles*

1. Jean-Marie Lustiger, *Le Choix de Dieu*, entretien avec J.L. Missika et D. Wolton, De Fallois, 1987.

2. Cette liste comparée à celle que, dans ses *Mémoires* (pp. 40-41), établit Andreï Sakharov des lectures d'un enfant d'une famille soviétique, il est vrai une famille éclairée d'ancien style, dans les années 30, apparaît d'une similitude frappante : il y avait à cette date une vraie culture européenne de base dont Jules Verne était l'arche majeure. Qu'en est-il aujourd'hui ?

*modèles* puis *François le Bossu* à mes deux petites-filles qui ne savaient alors lire qu'en hébreu. Deux fillettes qui pratiquent le français en famille mais dont la langue dominante est l'hébreu, l'une et l'autre élevées en Israël dans un pays où châteaux, bonnes d'enfant, comtesses, curés et vertus chrétiennes ne font vraiment pas partie du paysage. Or les voici littéralement fascinées par l'univers qu'évoque la bonne comtesse, comme je l'avais été un demi-siècle plus tôt. Il doit bien y avoir une raison qui conduise ma petite Abigaïl de huit ans à s'identifier à la « bonne Camille », à sangloter, comme elle, quand Sophie, la pauvre orpheline, se laisse aller à commettre frasques et mauvaises actions et, de ce fait, à connaître dangers, peurs et punitions. Et cette raison, c'est sans doute que l'appartenance des personnes à une société particulière et particulièrement privilégiée ne modifie en rien la pertinence de la distinction constamment rappelée entre le bien et le mal. Pour toute petite fille, est-il rien de plus horrible que de n'avoir plus de maman, est-il rien de plus excitant que d'éprouver, par amour et obéissance pour elle, l'envie d'être bonne et bonne d'abord à l'égard de ceux qui souffrent en ressentant pour eux pitié et compassion ?

Pour en revenir à mes propres lectures de jeunesse, le point capital est ailleurs. Il y avait tout en haut d'un escalier étroit de la mairie du III<sup>e</sup> arrondissement, à quelques dizaines de mètres de notre immeuble, logée sous les combles, une bibliothèque municipale tenue par un homme qui avait l'amour des livres. Pour une raison que j'ignore, elle était d'une exceptionnelle richesse. Nous pouvions y emprunter, à chaque visite, cinq livres mais nous pouvions aussi lire sur place, juchés au sommet de grandes échelles qui nous protégeaient des chuchotements et des allées et venues. C'est là que j'ai, dans une liberté totale, englouti littérature française et étrangère avec une préférence marquée et curieuse pour le théâtre de boulevard de la Belle Époque, celui de Dumas Fils, de Porto-Riche, Maurice Donnay, Henry Becque. Il m'amuse que soixante ans plus tard un cinéaste aussi ambitieux qu'Alain Resnais ose porter à l'écran le *Mélo* d'Henry Bernstein, si décrié, méprisé et rejeté dans l'oubli par tant de galimatiesques jaugeurs de mérites.

C'est là aussi que j'ai, dès l'âge de dix ans, lu les grandes collections historiques. J'allais y préparer, dans Michelet ou Lavis, mes compositions d'histoire. C'est là enfin que j'ai acquis le plaisir, jamais éteint depuis, de travailler en bibliothèque. Aujourd'hui encore, découvrir une bibliothèque vieillotte, quelque peu poussiéreuse, délaissée, dépassée, me procure une émotion rare. Je conviens que les prodigieuses machineries électroniques des campus américains rendent le travail plus efficace, mais aucune, si confortable et pratique soit-elle, ne dispense le silence minéral qu'assurent lambris, velours, tapisseries, opalines des « cabinets de livres » oubliés — la Mazarine, l'Arsenal, la Bibliothèque polonaise, la Bibliothèque Thiers ou Marmottan, la Bibliothèque Tourgueniev ou la Bibliothèque de l'Alliance israélite universelle<sup>1</sup> — et les émouvantes surprises que recèlent leurs flancs trop inviolés.

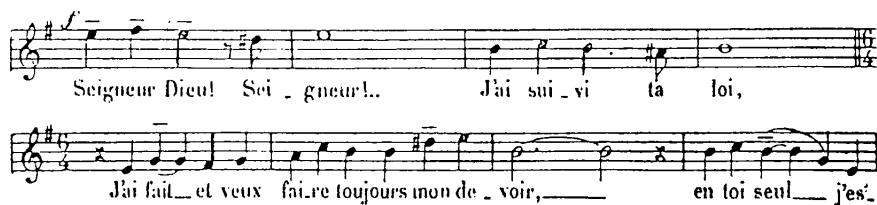
1. La Bibliothèque de l'Alliance, rue La Bruyère, a été en 1989 agrandie, rénovée, modernisée grâce au professeur Adi Steg, président de l'AIU. Elle reste néanmoins assez resserrée pour garder son mystère.

Musées, cinémas, bibliothèques : brrr ! quelle éducation de bas-bleu, quelle étouffante serre chaude culturelle ! C'est bien possible. Encore convient-il d'observer que la culture avec laquelle nous étions mis en contact était une véritable culture, sans doute pas très audacieuse, mais exigeante dans son classicisme. Rien donc qui s'apparentât aux produits dont le « culturel » fait aujourd'hui ses choux gras. Cette primauté donnée au sérieux, c'était aussi un trait d'époque et de génération : j'ai lu avec un peu d'attendrissement que, comme mon humble père, le général de Gaulle à ses enfants avait l'habitude de répéter : « On n'est pas là pour rigoler. » Et puis surtout, quelle chance que cette insistance, cette boulimie culturelle dans ma prime jeunesse ! Je n'avais pas treize ans que j'allais être proscrite, pour cinq longues années, de cet univers enchanté des tableaux, des films et des livres. Le souvenir nostalgique qu'aux jours les plus durs je sus conserver du monde de la beauté et de l'esprit où j'avais vécu enfant m'a soutenue et a fortifié ma volonté de survie.

Certes, je reconnais avoir été, plus que mes frères souvent rétifs, une petite fille docile qui se pliait de bonne grâce aux règles de la maison. J'aimais mes obligations journalières : le piano, l'école, le jardin. C'est, je crois bien, que ma mère était constamment présente. Je ne me souviens pas d'un seul jour où elle n'ait été assise près de moi quand je travaillais mes gammes ou, du moins, attentive à mon jeu. Mes frères, eux, eurent tôt à souffrir du gros crayon dont elle tapait sur les doigts quand un dièse ou un bémol était oublié. Pourtant, l'aîné surtout était plutôt bon musicien, bien meilleur que moi. C'est ce que disait d'ailleurs « Madame Jeanne », notre professeur de piano, lors de la leçon mensuelle qu'elle nous donnait à la maison et où elle établissait, en accord avec ma mère qui recueillait avec gravité ses observations et ses conseils, le programme pour le mois suivant.

Je ne me souviens plus du moment où mes frères furent autorisés à ne plus « faire leur piano », ce qui nous donna, à nous les filles, la possibilité d'allonger le temps de notre pratique journalière. Sans jamais devenir une instrumentiste même convenable, je pris un grand plaisir toute ma jeunesse, une heure à une heure et demie par jour, à jouer les classiques dont nous ne sortions guère sauf à s'aventurer chez Liszt, Albeniz ou Manuel de Falla. Bien entendu aussi Schumann et Schubert. La rigueur, l'austérité, la sobriété de Bach, l'ordonnance, l'organisation hiérarchique de son univers, étaient sans doute ce qui convenait le mieux à ma sensibilité personnelle. La raison, le poète de langue russe, Iossif Brodski, me l'a révélée quand il écrit : « Dans chaque musique il y a Bach, dans chacun de nous il y a Dieu. » Reste que l'une de mes joies les plus évidentes, c'était de jouer à quatre mains avec ma mère des arrangements pour piano des symphonies de Beethoven. Ce que j'aimais par-dessus tout, c'était que ma mère chantât. Elle avait une voix souple et chaude de « soprano dramatique » qui m'émerveillait d'autant plus qu'à ma grande tristesse je chantais faux. C'est aussi pourquoi, tant que mon ouïe demeura passable, j'adorai l'opéra. Le souvenir d'enfant qui me fait encore venir les larmes aux yeux, c'est celui d'avoir, emmenée par mon école en récompense de je ne sais plus quoi, eu

le privilège d'assister à l'Opéra à une représentation de *Werther*. Et quand ma mère chantait :



c'était pour moi l'image même de la sainteté féminine.

Des années plus tard, à l'issue d'une conférence que j'avais donnée dans une loge du Bnai Brith, un cousin par alliance, qui, disait-il avec un humour triste, avait d'autant plus l'esprit de famille pour le compte de sa belle-famille que pendant la guerre, dans un pays de l'Est désormais inaccessible, il avait perdu tous les siens, eut la bonne pensée de m'apporter l'extrait de naissance, qu'il venait de retrouver en rangeant de vieux papiers, de la grand-mère de sa femme, Zoé Gainsborg, née Becker. J'aurai l'occasion de reparler de cette femme de grande dignité qui fut, des années durant, la gardienne de la mémoire familiale. Tanté Zoé, comme l'appelait tout un chacun, était la dernière des sept enfants dont mon grand-père paternel était le troisième. Leur père, Lyon Becker, était né en Hellimer le 29 mai 1828. Hellimer était alors un petit village juif proche de Saint-Avold en Lorraine<sup>1</sup>. Il a disparu aujourd'hui et ne subsistent, pour témoigner à ce carrefour de routes de la présence dans le passé d'une communauté juive vouée au commerce, qu'un cimetière clos, où s'enfoncent dans la glaise des pierres dressées couvertes d'inscriptions en hébreu, et... un supermarché. C'est en souvenir de ce berceau familial qu'ayant à choisir un jour un pseudonyme je choisis celui de David Ellimer (en négligeant par mégarde et ignorance le H de l'authentique Hellimer). Dans les années 1962-1964, du temps du premier *Observateur*, le *France-Observateur* de Roger Stéphane et de Gilles Martinet, je signalais de cette manière mes contributions fréquentes à l'hebdomadaire.

Ce me fut une joie, ayant écrit à la mairie d'Hellimer, département de la Moselle, pour obtenir un extrait d'acte de naissance de ce Lyon Becker, de découvrir que le premier de ma lignée à avoir bénéficié d'un état civil « civil », c'est-à-dire français — il s'appelait Mathieu : Mathieu Becker, domicilié à Hellimer, âgé de trente-trois ans à la naissance de son fils (ce qui le faisait naître en 1795) —, avait pour profession déclarée à cette date de 1828 celle de musicien. Musicien, qu'est-ce à dire ? S'agit-il d'un *hazzan*, d'un de ces chantres dont les rabbins se méfiaient et dont ils rabaissaient à tout coup le prestige jugé malsain ? Qu'ils chantent la gloire de Dieu et assurent la réputation des offices synagogaux, certes, mais leur belle voix

1. L'annuaire Créhange 5625 (soit l'année 1864/1865) indique qu'Hellimer a encore à cette date un ministre officiant rétribué par l'État. Cf. Georges Wormser, *Français israéliques. Une doctrine. Une tradition. Une époque*, Éditions de Minuit, 1963, p. 50.



fait palpiter le sein des femmes assises dans les travées du haut, leurs joues un peu cachées sous le foulard dont leur tête est couverte ?

S'agit-il plutôt d'un compositeur de village, d'un ménétrier dont le violon, dans les fêtes villageoises ou les célébrations de mariages, faisait danser et qui, le 15 août, le Jour des Fifres (*Pfeifertag*), se rendait à Bischwiller pour confirmer, avec tous les ménétriers d'Alsace, son allégeance au *Geigerkönig*, le roi des violons, seigneur de Ribaupierre ? Ou bien encore l'un de ces jeunes joueurs d'orgue dont Vigny, dans *Stello*, a fait son héros et dont Sainte-Beuve, en 1837, a évoqué la destinée dans *Les Pensées d'août* :

*Je voyais cheminer, tout près de la portière,  
Un pauvre joueur d'orgue : il nous avait rejoints :  
Ne pas cheminer seul, cela fatigue moins.  
Courbé sous son fardeau, gagne-pain de misère,  
Que surmontait encore la balle nécessaire,  
Un bâton à la main, sans un mot de chanson,  
Il tirait à pas lents, regardant l'horizon.*  
.....  
*Sa main habituelle à l'orgue se porta :  
Qu'attendait-il ?... Soudain le soleil éclata,  
Et l'orgue, au même instant, comme s'il eût pris flamme,  
Fêta d'un chant l'aurore et pria comme une âme.*

Ne s'agit-il pas dès lors d'un de ces colporteurs-musiciens juifs dont la légende veut qu'ils aient porté de village en village, de ville en ville, jusqu'à Marseille, l'hymne composé le 26 avril 1792 par Rouget de Lisle, officier du génie en garnison à Strasbourg ?

Ma mère était donc toujours là. Elle était là quand nous rentrions de l'école en fin de matinée. Nous la trouvions à reprendre près de la fenêtre ou devant sa machine à coudre, taillant et faulant elle-même chemises de nuit et pyjamas. Le déjeuner était prêt ; nous n'avions plus qu'à nous mettre à table. Bien que mon frère aîné, d'esprit toujours aventureux et fort gourmand, eût aimé savoir plus précisément ce qui se passait dans le préau où les femmes de service installaient chaque jour, après la récréation du matin, de longues tables de bois avec leurs bancs, il n'obtint jamais de rester, fût-ce une fois, à la cantine. La cantine, c'était comme l'école maternelle, encore une forme d'aide sociale pour les enfants très pauvres ou orphelins. On reconnaissait ceux-ci à ce qu'ils apportaient en classe, outre leur cartable, un panier. Ils y conservaient jusqu'à 4 heures leur goûter car ils restaient aussi à l'étude. Après la classe proprement dite et une nouvelle récréation, ils retournaient jusqu'à 6 heures à leur pupitre pour, sous la surveillance d'un maître — pas forcément le leur —, faire leurs devoirs. On voit là combien la cantine, jusqu'entre les deux guerres, ne préfigurait en rien ce qu'elle est devenue par la suite — le mode quasi général, de l'enfance à la retraite, au moins dans les grandes villes, de se nourrir à midi.

Ma mère était naturellement là, les soirs d'hiver où la nuit tombait

trop tôt pour que nous allions au jardin. Nous rentrions directement de l'école à la maison. Nous la trouvions qui tricotait ; elle confectionnait elle-même, selon un calendrier strict calqué sur le rythme des saisons, tout notre vestiaire, en laine pour l'hiver, en coton ou en fil d'Écosse pour l'été : chaussettes ou socquettes, gants à longues manches ou petits gants de filose, écharpes, bonnets ou bérêts, jupes, pull-overs gros ou fins, à manches ou sans, culottes, maillots et, bien entendu, toute la layette. J'admirais surtout d'adorables cache-cœur sur lesquels on nouait, en le changeant au moins deux fois par jour, un bavoir brodé repassé et amidonné de frais.

Tout ce tricotage exigeait beaucoup de fournitures. Une ou deux fois l'an, comme il y avait la (trépidante) période des confitures, elle programrait une expédition au magasin des Laines Écossaises, boulevard Saint-Germain, de l'autre côté de la Seine. Une expédition, c'est le mot, car nous ne sortions presque jamais de notre quartier, sauf sous la conduite éclairée et vigilante de notre père le dimanche ou à des dates définies du calendrier patriotique en honneur à la maison. Nous ne manquions jamais le défilé sur les Champs-Élysées le 11 Novembre et encore moins les impressionnantes obsèques nationales que la République offrait à ses serviteurs malchanceux, tels Paul Doumer assassiné en 1932 par Gorgulov (alors que, président de la République, il inaugurait la vente annuelle de l'Association des écrivains anciens combattants) ou encore Louis Barthou victime, en décembre 1934, de l'attentat commis contre le roi Alexandre de Yougoslavie que, ministre des Affaires étrangères, il était allé accueillir à Marseille.

Aux Laines Écossaises, outre les jeux d'aiguilles nécessaires (jeux de quatre fines aiguilles en acier pour les chaussettes en coton, de deux aiguilles en acier ou en corne plus longues et plus ou moins grosses pour la laine), il fallait sélectionner les souples écheveaux que nous serions autorisés, à l'aide d'un tourniquet, à transformer en pelotes si nous étions assez habiles pour calibrer celles-ci convenablement.

Il fallait en outre calculer à bon escient les quantités nécessaires pour réaliser chaque série de pièces et coordonner les coloris retenus. Les bonnes mœurs voulaient en effet que les enfants d'une même famille fussent « habillés pareil », du premier coup d'œil reconnaissables. C'était une manière indirecte de proclamer qu'on avait les moyens de vêtir de neuf les plus petits au même titre que les plus grands. C'était peut-être aussi une manière de combattre, par esprit d'équité, la tentation de faire « descendre » jusqu'aux derniers les frusques déjà malmenées par les aînés. Par contre, dans ce domaine comme dans bien d'autres, il n'y avait rien qui ressemblât à l'accumulation insensée de linge et de vêtements dont regorgent aujourd'hui les armoires et commodes enfantines même dans des familles modestes. En règle générale, chaque enfant n'avait que deux tenues : les habits de semaine et ceux du dimanche. Ceux du dimanche ? Dès qu'on le pouvait, l'habit à col marin que nous allions acheter cérémonieusement à la Grande Maison, sise rue Auber et remplacée aujourd'hui, bien sûr, par un gigantesque emporium de gadgets électroniques. La Grande Maison, c'était le chic anglais, du drap ou de la serge inimitable mais, hélas, surtout inusable. La

semaine était obligatoire le tablier de percale noire à l'école primaire, la blouse grise boutonnée par-devant façon épicier à Charlemagne, au moins dans les petites classes, la blouse une semaine bis une semaine rose à Victor-Hugo avec, au point de croix en coton rouge perlé sur la poitrine à gauche, la mention du nom, du prénom, de la classe, cela jusques et y compris la classe de philosophie. Je ne suis pas certaine que d'avoir, dans les années 50, supprimé le tablier ou la blouse sous prétexte de combattre la propension, d'essence militaire, à l'uniforme ait eu des effets exclusivement salutaires. Dans les années 60, chez les filles en tout cas, cela a excité le désir de paraître, à un âge où le goût n'est pas formé et tire aisément du côté de la vulgarité. Dans les classes mixtes, l'éveil de la sexualité adolescente s'est accompagné, quand sa précocité même n'en était pas favorisée, d'une concurrence entre filles sur le terrain de la toilette, ce qui n'était pas une bonne façon d'atténuer les inégalités sociales. C'est du moins ce que j'ai observé à loisir dans ces années-là où j'ai eu, en province ou à Paris, à enseigner dans des classes de 4<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup>. Et quand, dans les années 70, la mode adolescente a viré et voulu que plus l'accoutrement fût laid, informe, sale et haillonneux, plus ce fût dans le vent, on se prit à regretter les cachemises d'antan. Ce fut d'ailleurs matière à l'une de ces observations troublantes qu'on récolte à aller voir ailleurs ce qui se passe : de nos jours, le degré de débraillé autorisé à l'école n'induit ni le degré d'archaïsme ni le degré de libéralisme de la société environnante. Les écoliers et lycéens du Japon et d'Israël sont pour la plupart tenus à porter non des uniformes au sens strict du mot, mais des pièces de vêtement, chemises, chemisettes, pantalons ou jupes conformes à un modèle, signe distinctif de l'école où ils vont. Or cela n'a pas nui à l'avance technologique du pays du Soleil levant ni à l'extrême démocratie des mœurs au pays de la Bible. Il est vrai qu'en Union soviétique aussi...

Dans la pièce où nous installions tous autour d'un même et disgracieux bureau, garni, pour que chacun pût avoir sa place attitrée, d'allonges pliantes qu'un menuisier avait fixées, ma mère était là, assise en retrait sur un des lits, plus souvent celui des filles qui se trouvait plus près de la lumière tombant du plafonnier. La tête courbée sur son ouvrage, elle ne la relevait que si elle entendait s'échapper d'une poitrine un discret soupir, signal de détresse qui suggérait que le problème ou la question de grammaire des devoirs du soir n'allait pas fort. Il lui arrivait alors de proposer son aide, sauf si elle jugeait que l'effort préalable avait été un peu court. En revanche, elle faisait volontiers réciter les leçons que nous allions d'abord apprendre à haute voix dans le couloir : les fables de La Fontaine qu'elle nous encourageait à dire en y mettant le « ton » requis ; les chefs-lieux et sous-préfectures des départements qu'elle savait sur le bout des doigts, mais aussi les déclinaisons latines bien qu'elle ignorât, à son grand regret, le latin, et même les verbes irréguliers anglais qu'elle maniait à la perfection mais avec un accent effroyable, ce qui témoignait, étant donné la finesse de son oreille musicale, à quel point les langues vivantes étaient encore enseignées sur le modèle des langues mortes. Elle ne déclarait forfait que devant les verbes grecs.

En fait, très vite après les toutes premières années d'école, ma mère nous laissa la bride sur le cou d'autant qu'au besoin nous pouvions nous entraider les uns les autres. Je commençais à emmagasiner des centaines de vers français en les entendant tomber de la bouche de mon frère aîné et celui-ci, qui avait de l'humour à revendre, s'écroulait de rire à m'entendre, pauvre innocente, répéter après lui l'élégie lamartinienne :

*Temps heureux, se peut-il que ces moments d'ivresse  
Où l'amour à long flot nous verse le bonheur  
S'éloignent loin de nous...*

Même passive, ma mère était là, tout simplement parce qu'elle aimait cette atmosphère studieuse au milieu de ses enfants. Une seule fois, elle fut loin de la maison, lors de la naissance de ma petite sœur quand elle alla accoucher en clinique. Jusque-là, elle avait accouché chez elle comme c'était encore l'usage. Mais elle n'avait pas le goût des traditions pour les traditions. Au contraire, elle s'intéressait à tout ce qui lui paraissait signe de progrès. Elle fut d'ailleurs très mécontente de sa nouvelle expérience. Elle qui avait nourri tous ses aînés ne put nourrir cette petite dernière, ce dont elle fut très contrariée. Selon elle, la montée du lait n'avait pas été surveillée comme il convenait. Pour moi, en revanche, le bénéfice de cette audace manquée fut durable. Car, après avoir été amenés sous les fenêtres de la chambre où reposaient ma mère et son nouveau-né, il ne nous resta plus qu'à aller en face découvrir le Jardin des Plantes du côté où se trouve le Labyrinthe. De ce jour de 1934, ma prédilection pour ce jardin où, sous le signe de Buffon et Lacépède, tout semble réuni pour le plaisir de l'âme : des arbres gigantesques et tordus dont quelque membre de la famille des Jussieu rapporta les pousses dans son chapeau ; des fleurs modestes comme celle qui a ma prédilection, la pensée, présentée et étiquetée dans toutes ses variétés le long des chatoyantes plates-bandes ; des théories de tout-petits venus des écoles maternelles voisines s'ébattre dans les allées ; une ménagerie avec des ours dans leur fosse, des lions dans leur cage, des oiseaux dans leur volière, des serpents dans des vitrines, des otaries et des tortues géantes dans des bassins ; enfin les galeries du Muséum avec leurs fantastiques collections de pierres précieuses ou de squelettes d'espèces fossiles.

Chaque jour aussi ma mère se réservait, après le déjeuner, quelques minutes où il était entendu que nous ne devions pas la déranger : elle buvait son café et écrivait à mon père. Ils s'écrivaient tous les jours. Le téléphone demeurait un recours exceptionnel. En raison de son coût ? Je ne sais. Est-ce son rare usage qui entourait tout appel de solennité, est-ce le fait que le numéro de mes parents resta le même plus d'un demi-siècle, je constate que moi qui ai besoin d'une astuce mnémotechnique pour me rappeler le mien propre, me vient aussitôt à la mémoire, dans sa forme ancienne : ARC 34 32 (ARC. pour Archives), le numéro de téléphone de mon enfance. Il n'y en a qu'un autre qui me fait comme celui-là battre encore le cœur : LIT 12 11. Il y a quarante ans, je pouvais y joindre, avant que nous fussions mariés, le docteur Arthur Kriegel !

Mes parents s'écrivaient donc tous les jours. Leur correspondance

n'était pas de nature strictement familiale. Ma mère assurait une sorte de secrétariat commercial. Elle ouvrait toutes les lettres adressées à mon père et lui faisait suivre celles qu'elle jugeait utile qu'il reçût sans attendre son retour à la maison. Le dimanche, au moment de son départ, elle notait sur un bloc destiné à cet usage les adresses quotidiennes successives où le voyageur descendrait. J'ai longtemps gardé cette religion du « courrier » — courrier du cœur, courrier d'affaires à déposer, toutes affaires cessantes, à la grand-poste — avant d'être vaincue par la paresseuse facilité du téléphone, d'un téléphone qui, en zébrant le temps, en le hachant en brefs interludes entre deux appels, en interrompant d'autorité la conversation ou l'occupation en cours, a pulvérisé le sens de l'intimité que donnait naguère le fait d'être chez soi, à l'abri et en sécurité.

Cette constante présence de ma mère ne constituait pas seulement une protection, bien que celle-ci fût réelle et efficace. De manière générale d'ailleurs, la société française de l'époque ne savait pas encore assurer à tous ses enfants le bien-être auquel ceux-ci dans leur très grand nombre ont eu depuis accès. Dans ces premières années 30 où la crise et le chômage (non ou très peu indemnisé) maintenaient les quartiers populaires à la limite de la faim, le rachitisme, la tuberculose, la misère physiologique due à l'ivrognerie étaient des réalités familiaires côtoyées journallement à l'école ou dans la rue. En revanche, la société savait les tenir à l'écart des pires fléaux. Par comparaison, on doit admettre que les adolescents de toutes conditions sont aujourd'hui très concrètement exposés à des dangers affreux, naguère proprement inconnus. Sans aucun doute, faute d'instances protectrices : famille, école, Églises, toutes ces institutions ont été les unes après les autres neutralisées et désarmées au bénéfice d'une assistance sociale multiforme, administration proliférante d'un État dont les méthodes et les moyens, de nature exclusivement matérielle, sont impuissants à justifier les interdits et à provoquer les seules réactions de défense qui soient salvatrices, celles d'origine morale.

Cette constante présence de ma mère contribuait surtout à ce que les valeurs parentales nous pénètrent et nous enveloppent sans même que nous les ressentions comme une obligation aussi éprouvante que celle d'avoir à avaler chaque jour une cuillerée à soupe d'huile de foie de morue — un rite quasi religieux, un substitut à la prière du soir !

Comment juger cette imprégnation précoce par certaines valeurs tenues pour essentielles ? N'était-ce pas là abus d'autorité ? Une manière insupportable d'imposer un moule dont, de gré ou de force, une personnalité gracile, encore incertaine d'elle-même, devait épouser les contours ? De fait, la distance est énorme entre les certitudes sur lesquelles mon éducation fut construite, au risque de m'étouffer, et la fantastique absence, aujourd'hui, de toute règle sûre qui puisse guider et affermir des parents désarçonnés, perplexes ou affolés. Comme bien des grands-mères, j'ai la charge joyeuse de mes petits-enfants l'été. Or il n'y a pas de jour où je ne m'interroge, désireuse de bien faire, craignant le trop et le trop peu, sur ce qu'il faut, de

ces adorables charmeurs, tolérer et ce qu'il leur faut refuser. Découpé en d'infimes incidents, rien ne vaut vraiment qu'on intervienne, impose, ordonne, dénonce et condamne. Le pire d'une vie déjà longue, c'est qu'elle justifie la sagesse de l'Ecclésiaste. Tant d'échecs subis, tant d'erreurs ou de fautes commises n'incitent pas à croire qu'on possède la vérité infuse. Mais accumulé en d'innombrables licences, tout devient chaotique, inorganique, inhumain. Il en est des règles de la vie morale et sociale comme des règles qui commandent la distinction entre le pur et l'impur. Il n'y a pas de fondement strictement rationnel à la manière dont les choses sont classifiées dans l'une ou l'autre catégorie. Ce qui importe, c'est la classification elle-même. C'est pourquoi j'ai pris finalement le pari de tenir pour intolérable ce que nous, les grands-parents, nous étions incapables, physiquement et moralement incapables de tolérer longtemps. Ce n'est pas un critère très convaincant, mais c'en est un.

Quelles étaient donc ces fameuses valeurs parentales ? J'en vois trois, vraiment centrales : l'harmonie, le travail et la justice. L'harmonie qui commençait dans les petites choses de tous les jours. Ma mère bien sûr n'a jamais levé la main sur aucun de nous. Fessées, gifles, a fortiori corrections en règle, autant d'humiliations qui nous furent évitées. Les martinets que je découvris un jour exposés au Bazar de l'Hôtel de Ville me parurent les vestiges grotesques d'un âge barbare.

Il suffisait à ma mère d'une observation, faite sur un ton qui ne permettait pas qu'on s'y méprît ou qu'on comptât sur son indifférence, son inattention ou sa résignation, pour qu'on abandonnât un projet délictueux. Ou du moins excessivement délictueux : l'autorité maternelle n'a jamais empêché mon frère aîné d'aller mettre le doigt et un peu plus dans les pots de confiture rangés sur le haut du buffet de la cuisine. Elle ne laissait pas non plus s'instaurer entre nous une atmosphère de chamaillerie. Elle réprouvait les contestations pour un jouet ou pour une meilleure part de gâteau, mais elle veillait aussi à ce que, sous couleur de taquinerie, les grands n'ennuient pas les petits. En revanche, elle n'accueillait pas volontiers les plaintes hypocrites et demandait qu'on réglât entre nous nos querelles. Elle ne tolérait pas davantage les caprices, les rages, les pleurnicheries morveuses, les bouderies et taper du pied ou se rouler par terre étaient des manières inconnues au bataillon.

Étions-nous pour autant des enfants modèles formés à l'anglaise par un apprentissage assidu de la maîtrise de soi ? Pas exactement et même pas du tout. Il régnait au contraire à la maison, du moins quand mon père n'était pas là car sa présence signalait que le jour n'était pas ordinaire, un aimable climat de liberté, d'ardeur et de joyeuse animation. L'harmonie recherchée n'était pas froide. Sa chaleur résultait d'une compréhension individuelle des règles indispensables à la vie d'une petite collectivité et d'une incitation à établir, par négociation et concertation, les variantes souples les mieux adaptées aux circonstances et aux goûts personnels. La tendresse et l'humour faisaient le reste.

On parlait beaucoup, on se parlait beaucoup. Il est vrai qu'il n'y avait ni télévision ni même radio. Mon père ne se procura son premier poste de

TSF que pour capter à partir de 1940 la radio de Londres. Les jeux de cartes, sans être proscrits (on laissait volontiers les petits jouer un moment à la bataille ou au menteur), n'étaient pas encouragés. Il arrivait à ma mère de faire des patiences, mais c'était déjà pendant la guerre et probablement, en effet, pour prendre patience. Restait donc la conversation. On parlait tant que l'une des sentences favorites, surtout des plus grands à l'adresse des plus petits, c'était, sur l'air des lampions : « Quand on n'a rien à dire, on se tait. » Ma mère s'efforçait à ce qu'aucun ne confisquât à son profit la parole et que chacun à son tour pût s'exprimer. A condition de le faire dans une langue correcte. Elle rectifiait inlassablement les prononciations et les constructions défectueuses et, sans qu'aucun interdit fût explicite, il était entendu que l'argot n'était pas de mise à la maison. Il y eut une rumeur de stupéfaction indignée quand l'un des garçons traita un jour l'autre d'imbécile. A table, en présence de mon père qui s'asseyait le premier, le dos à la cheminée, puis invitait d'un sourire les enfants, debout derrière leur chaise, à prendre place, nous devions garder le silence à moins que nous fussions directement interrogés. Il fallait laisser les parents, enfin réunis, converser entre eux. Dans ces conditions, mon frère aîné, qui n'était pas dans la ligne de mire de son père à la droite duquel il était assis, multipliait les grimaces pour faire pouffer les petits. J'avais moi la chance de me trouver protégée, assise entre père et mère, et de pouvoir sans risque rire sous cape à condition de ne pas glousser.

Quand nous étions seuls avec notre mère, nous pouvions parler tout notre soûl. L'école était bien sûr au centre de ces bavardages mais aussi, au fur et à mesure que les grands multipliaient leurs centres d'intérêt, toutes les sortes possibles de sujets. A l'exception de deux dont, enfant, j'ignorais littéralement l'existence : le sexe et l'argent.

Le sexe. Ce serait faux de croire que l'atmosphère était à la pudibonderie. La naissance des enfants n'était entourée d'aucun conte. Les roses et les choux n'étaient qu'une manière jolie de parler, comme le bleu et le rose de la layette ne signifient pas qu'on pense que les garçons naissent bleus et les filles roses.

Quand son berceau devint trop petit pour Françoise, ma sœur cadette, je fus exilée avec elle dans un divant-lit du salon-salle à manger, qu'on ouvrait le soir. L'arrangement, dû au manque de place, me coûta. Ne plus pouvoir traîner la journée sur mon lit à plat ventre, fût-ce pour y lire commodément, je le ressentis comme une atteinte à mon territoire. Le pincement de cœur dut être assez fort puisque, aussitôt que cela me fut possible, je supprimai les lits superposés où j'avais dû à mon tour coucher mes deux aînés quand, au début des années 50, la crise du logement fut à Paris effroyable.

Mais je crois que j'ai surtout regretté de ne plus dormir dans la chambre qui avait été commune à tous les enfants. Jusque-là, en effet, dans cette chambre de dimension médiocre cohabitaient filles et garçons, chaque lit ayant deux locataires du même sexe. Cette concentration n'est plus de mise aujourd'hui : chaque enfant a son lit et le plus souvent sa chambre, si petite fût-elle. Appropriation qui n'est peut-être pas étrangère à la percée

d'un individualisme abusif stimulant, sans doute prématurément, un besoin ambigu d'isolement. L'enfant des années 80 vit fréquemment isolé au sein d'une cellule familiale, elle-même étroite et isolée. Ne peut-on d'ailleurs y voir l'une des causes du récent recul de la nuptialité et même de la cohabitation juvénile ? Il est de fait que depuis quelque temps se développe furieusement chez les jeunes couples urbains le goût de vivre chacun de son côté, chacun dans sa propre chambre aux dépens de la chambre conjugale mais plus encore chacun dans son propre studio.

Certes, ce fut un moment de ravissement que celui que je connus quand, reçue à l'École normale supérieure de Sèvres, je bénéficiai d'une chambre pour moi toute seule. Je crois bien que c'est l'impression la plus forte que me fit mon succès : quand je me couchai le premier soir, avec, au pied de mon lit, une pile de revues découverte par hasard dans une armoire sur le palier où était ma chambre — c'était la collection entière des *Annales* de Marc Bloch et Lucien Febvre —, je me crus, la lampe de chevet allumée pour moi seule, la reine de l'univers. C'était la première fois que je goûtais une solitude si onctueuse.

Cela ne me fit pas pour autant mépriser ni oublier l'intimité dense et chaleureuse dans laquelle j'avais vécu toute mon enfance, même si des disputes éclataient assez fréquemment quant à la ligne de démarcation qui, idéalement, partageait les lits en deux. Mon frère aîné avait poussé le goût de la plaisanterie jusqu'à convaincre son cadet que la meilleure distribution de l'espace serait que lui couchât au centre du lit tandis que le petit aurait la jouissance entière de chacun des deux côtés de la place centrale. Cela ne marcha, bien sûr, qu'un temps.

En tout cas, vivant dans la même chambre, nous n'ignorions rien de l'anatomie respective des nus masculin et féminin. Bien que j'aie lu depuis toute une littérature sur la sexualité et la perversité enfantines, je n'ai conservé aucun souvenir de quelconques « jeux interdits » ni d'observations parentales sur la manière dont nous devons tenir nos mains, par exemple, sur la couverture. S'il m'arrivait de me cacher sous les draps, c'était pour continuer à y lire, avec une lampe de poche, tant ma soif de lecture n'était pas étanchée quand l'heure de l'extinction des feux avait sonné.

Je veux donc bien croire que l'innocence des enfants n'est pas ce qu'on croyait, mais je crains que le pansexualisme des années 60-70 n'ait beaucoup fait pour altérer artificiellement cette innocence. Et je ne connais rien de plus stupide, dans ces stupides années, que cette rage d'imposer des cours collectifs d'éducation sexuelle dès le collège. Peut-être n'étions-nous pas suffisamment préparés à affronter les manifestations physiques de la puberté. J'étais déjà en seconde au lycée quand, à l'occasion d'une visite médicale, je ne sus que répondre au médecin scolaire qui me demandait si j'étais « formée ». Et quand peu après la chose survint, ma mère ne me donna que de brèves explications associées à un mode d'emploi technique dont la note dominante était que je devais procéder avec la plus extrême discrétion aux soins de toilette et d'hygiène qui étaient à prendre chaque mois. Il est possible qu'il y eût, chez elle, une inhibition due à sa propre éducation. Encore que, peu portée aux commentaires, elle n'en manifestait pas moins



une tolérance, exceptionnelle à l'époque, à l'égard des lectures qui pouvaient m'éclairer : elle n'eut qu'un bref moment d'hésitation quand elle me vit lire, dans la série des Rougon-Macquart, *La Faute de l'abbé Mouret*. Elle me laissa faire et eut raison : le Paradou ne m'inspira aucune pensée coupable. Vraisemblablement d'ailleurs, cette extrême discrétion était un résidu profane de la tradition religieuse juive qui veut que la période du sang menstruel soit vécue comme un temps impur. Il y avait au demeurant beau temps que j'avais observé comment ma mère ne laissait à personne le soin de trier le dimanche soir le linge sale et, après qu'il eut passé la nuit à tremper dans des bassines d'eau tiède additionnée de savon de Marseille et d'eau de Javel, de mettre à bouillir la grosse lessive hebdomadaire pour le blanc, qui faisait du lundi un jour spécial — au menu de midi, il y avait toujours des nouilles pour marquer qu'on n'avait pas de temps à perdre pour éplucher et cuisiner. Nous n'entrions pas ce jour-là dans la cuisine sous prétexte que la vapeur qui s'échappait de la cheminée de la lessiveuse comme d'une locomotive ne devait pas se répandre dans le reste de la maison. En fait, nous n'entrions pas jusqu'à ce que le linge, une fois frotté à coups de grosse brosse en chiendent sur une planchette placée au-dessus du baquet où il était mis à refroidir, une fois rincé et tordu, une fois étendu sur le séchoir qu'on remontait au plafond, fût enfin descendu et mis en tas pour être repassé le mardi.

Quoi qu'il en soit, il est de fait qu'à l'école comme à la maison, nous n'étions pas tympanisés par les choses du sexe et que nous les vivions, quand nous avions à les vivre, sur un mode dépourvu de toute emphase. En savions-nous moins pour autant ? Sur le plan technique, peut-être : encore que je n'ai pas eu l'impression que, lorsque les temps en furent venus, la technique nous eût posé des problèmes insurmontables. Nous savions bien qu'il y avait mystère. Sans que jamais rien n'ait été édicté à ce sujet, nous n'entrions jamais dans la chambre de nos parents, pas seulement quand ils y étaient mais encore quand ils n'y étaient pas, bien que l'appartement fût petit et qu'une extension de notre espace vital eût été bienvenue.

J'avais bien remarqué aussi — c'est fou ce que les enfants, à condition qu'on ne les assomme pas de discours superflus et qu'on ne veuille pas leur tirer les vers du nez, sont observateurs — que, lorsqu'une cousine, très belle, très élégante, très parfumée, très froufroulante, faisait son entrée le dimanche chez la tante Zoé, il y avait un mouvement de foule qui conduisait tous les hommes de la famille à faire cercle autour d'elle tandis que toutes les autres femmes riaient sous cape de l'émoi de leur jeune et sémillant mari. Avec cette cousine entraînait la vie audacieuse d'une femme libre. Il arrivait qu'on usât à son égard d'un mot vigoureux en judéo-alsacien. Sa signification ne m'échappait pas bien qu'il fût dit avec une nuance d'affectueuse fierté : il faut de tout pour faire une bonne et grande famille, même une femme qui portait un titre de comtesse à la suite d'éphémères épousailles exotiques. C'est par elle que j'ai très tôt appris à distinguer les noms et les robes de Jeanne Paquin (née Beckers !), de Paul Poiret et de sa sœur Jeanne Boivin, des sœurs Callot, de Maggy Rouff ou de Madeleine Vionnet, la reine du biais.

Ma mère, elle, bien qu'avenante, s'habillait sans apprêt. Elle ne s'embarrassait pas, d'ailleurs à mon grand regret, du col de renard ou du manteau d'astrakan qui, dans la bonne société juive du temps, étaient les attributs impérativement distinctifs de la respectabilité féminine.

Elle ne se maquillait pas non plus. Sans doute la modestie était-elle encore de rigueur pour les femmes mariées. D'autres qu'elle étaient cependant moins retenues, encore que cela n'allât guère au-delà d'un art très mesuré. Ces choses-là ne se commandent pas : comme ma mère, sauf quand un court moment autour de 1950 le Rouge Baiser, par la grâce du dessinateur de mode René Gruau, devint, en même temps que le bas Scandale, une irrésistible obligation, je ne me suis jamais non plus maquillée, ma sœur, si. Et parmi mes filles, l'une oui, l'autre non.

Manque de coquetterie ? Sans doute. Mais qu'est-ce que cela cache ? Un « déficit » de féminité ? Je n'ai jamais pourtant été un garçon manqué ni souffert à la pensée de n'être qu'une fille. La crainte de déplaire ? Ou au contraire le désir de mieux lire dans les yeux des autres l'effet que je produisais ? Étais-je en délicatesse avec mon visage pour le regarder si rarement et seulement à la dérobée ? Non. Je ne me trouvais pas spécialement laide même si j'admirais de tout cœur la gracieuse beauté de ma petite sœur. En fait, comme il en est de mes articles que je suis incapable de relire une fois publiés, de ma voix que je ne peux écouter en rediffusion même si cela me permettrait de faire des progrès, j'avais simplement peu d'intérêt pour mon propre visage : un trait d'archaïsme qui révèle une individualité pas tout à fait aboutie et à l'aise dans une époque où le « choc des photos » l'emporte sur le « poids des mots ».

Mes parents nous ont-ils donné, par leur attitude à l'égard l'un de l'autre, une leçon de choses qui équilibrât le non-dit ? Il est certain que, jusqu'à la guerre, ma mère fut une femme heureuse. Sa gaieté, son entrain, sa curiosité d'esprit en témoignaient. Ensuite les choses se gâtèrent. Je dirai plus loin l'épouvantable malheur qui s'abattit sur elle et que mon père supporta très mal. Il reste que leur accord, très profond sur toutes les affaires importantes de la vie — qu'ils eussent de ces affaires une vue que je tiens aujourd'hui pour fondée ou contestable —, a triomphé de toutes les horreurs et usures du temps puisqu'il ont pu, entourés de tous les leurs, fêter chez moi leur soixantième anniversaire de mariage et qu'à cette occasion, pour la dernière fois sans doute, ma mère, d'une voix cassée et chevrotante mais encore chaude et vivante, entonna son grand air de *Werther*.

L'argent. Nous ne recevions aucun argent de poche. Ce n'était pas alors l'usage qu'écoliers et lycéens disposent à leur guise d'un pécule hebdomadaire ou mensuel. N'importe comment, il était interdit d'apporter de l'argent en classe. Pas par peur du vol, mais les maîtres, bien avertis de l'impécuniosité parfois dramatique des familles de leurs petits élèves dans ce quartier de très modestes artisans ou façonniers souvent immigrés de fraîche date, redoutaient à juste titre tout ce qui risquait d'accentuer les différences de condition et de mettre dans une confusion embarrassée les plus démunis.

En revanche s'était très tôt établi un barème de récompenses en monnaie sonnante et trébuchante : quand les garçons obtenaient la croix d'honneur qu'ils accrochaient avec un ruban rouge sur leur tablier noir ; quand les filles rapportaient beaucoup de bons points ou une place flatteuse au classement du mois ; plus tard, quand les uns ou les autres étaient, sur leur livret trimestriel, inscrits au tableau d'honneur ou, suprême consécration, étaient admis à recevoir les félicitations du conseil de discipline. Cela n'avait guère plus qu'une valeur symbolique puisque les sommes ainsi gagnées, bien que soigneusement consignées dans un carnet, étaient négligeables. Simplement, le fait que la récompense ne fût plus une glace à 50 centimes pompeusement achetée chez le boulanger-pâtissier du coin de la rue de Béarn mais la pièce de 50 centimes elle-même marquait l'entrée dans l'univers des signes.

Quand je dis que l'argent n'était pas un sujet de conversation, je veux dire que nos parents ne discutaient jamais devant nous de questions telles que gains, revenus, investissements, placements. Nous ignorions tout de la situation réelle dont bénéficiait notre père et dont, au demeurant, ne semblaient dépendre ni le train de vie de la maison ni une gestion qui devait exactement correspondre à ce qu'on appelait alors une « gestion de père de famille ».

Acheter, dépenser, il était exclu que ce fût une affaire d'humeur, la résultante d'une envie brutale, d'une inspiration incoercible. Aucun de nous n'aurait poussé l'audace jusqu'à suggérer, au cours d'une promenade, qu'on lui achetât une quelconque babiole ou une friandise. Nous regardions avec une sorte d'effarement les enfants assez effrontés ou assez rustres pour réclamer d'aller aux chevaux de bois ou aux balançoires bien qu'en vérité nous aimions fort que nos parents nous le proposent. Surtout les manèges où, avec une baguette de bois, substitut d'une épée ou mieux encore d'une hallebarde, le cavalier, son heaume imaginaire surmontant l'écu d'arme à la manière dont Paolo Ucello l'a représenté combattant à la bataille de San Romano, devait décrocher des anneaux pendus à un tableau muni de glissières : celui qui avait enfilé sur sa baguette le plus grand nombre d'anneaux gagnait une sucette ou le droit à un second tour. Il m'a fallu attendre la promenade dominicale aux Tuileries avec mes propres enfants pour imaginer qu'on puisse satisfaire ce rêve suprême : monter à âne. Le malheur voulut que cette génération-là ne témoignât d'aucun intérêt, sinon distraît, pour les ânes : ceux-ci, dédaignés, disparurent.

Avec le recul, convient-il d'estimer que mes parents poussaient l'esprit d'économie jusqu'à l'avarice ? Il est de fait que mon père, sur ses très vieux jours, devint de plus en plus parcimonieux. Mais il me paraît que cette avarice-là n'exprimait pas seulement le désir, poussé au paroxysme, d'amasser un héritage. Si, des années durant, il avait pu se faire une joie de laisser « de quoi » après lui, il fut clair à partir d'un certain moment que cet héritage, dont ses enfants étaient trop heureux, en gardant leur père nonagénaire, de n'avoir pas à le toucher, n'aurait, pour les trop nombreux petits-enfants, qu'un intérêt limité. Il me paraît donc plus juste de percevoir, dans cette avarice du grand vieillard, une sorte d'ultime raidissement, de

refus désespéré des nouvelles normes de la société de consommation dont le style heurtait en lui les convictions les plus profondes.

Aucune dépense, au-delà du seuil de satisfaction des besoins vitaux, n'est jamais automatiquement commandée par un simple rapport entre son montant envisagé et les disponibilités financières du moment. Elle est fondée sur des normes qui découlent d'une conception plus ou moins élaborée de ce que l'intéressé qualifie de besoins. Or la conception que mes parents se faisaient de leurs besoins et des nôtres était à l'évidence caractérisée par une modestie, une réserve, une retenue d'origine morale. Il y avait autant de pommes dans le compotier, au dessert, que de bouches autour de la table, pas une de plus. Il ne pouvait s'agir à ce très humble niveau de nous inculquer le sens d'une saine économie ménagère. Vaine entreprise au demeurant car mes parents étaient assez fins pour observer que les traits constitutifs de la personnalité de chacun de leurs rejetons feraient des uns des gestionnaires timorés, de l'autre un gestionnaire avisé et entreprenant, d'un autre encore un « panier percé ».

En fait, ce qu'ils nous proposaient, c'était une certaine idée de la « vie bonne », aux antipodes de la « bonne vie ». La « vie bonne », ils étaient en accord total pour la définir, reposait sur trois principes majeurs. Le premier, c'est qu'il fallait être d'une sourcilleuse intégrité et s'acquitter avec diligence de toutes ses obligations financières. Aucun retard n'était acceptable dans le règlement des factures. Mon père se faisait un devoir d'être chaque année le premier à se présenter chez le percepteur pour, à la date dite, payer ses impôts. Ce n'était pas là un simple trait, légèrement maniaque, inhérent à sa personnalité. Dans ses *Mémoires*, André Maurois, lui aussi, note de son propre père, Ernest Herzog, que, « scrupuleux jusqu'à la manie, il ennuyait les employés de l'octroi ou de la douane par la minutie de ses déclarations... Lorsque l'impôt sur le revenu fut établi et qu'il entendit des amis riches parler avec complaisance de fraudes ingénieuses et coupables, il entra dans de violentes colères ».

J'aurai l'occasion de revenir plus loin sur la signification cachée de cette volonté d'être un modèle de rigoureuse honnêteté. Car seule cette signification cachée peut rendre compte d'une passion et d'un scrupule que l'honnêteté, en elle-même vertu simple n'exigeant ni efforts ni sacrifices d'un grand mérite, n'implique généralement pas à ce degré. J'ai pour ma part hérité et pâti de ce principe : je suis incapable de parler d'argent — à valoir, honoraires, salaires ou autres — sans rougir et, quand par force le sujet doit être abordé, je détourne aussi vite que possible l'entretien.

Le second principe, c'est qu'il fallait refuser et se refuser à toutes les formes d'intempérance ou de luxe et cultiver une sobriété, une discrétion, pour tout dire une austérité qui pouvait aller jusqu'à ignorer et malmenier le goût du beau en même temps que les joies des petits plaisirs partagés. Cela commençait à table où, bien que ma mère fût fille d'un négociant en vins, le régime sec était l'ordinaire. Le vin était réservé aux seuls jours de fête et le champagne aux anniversaires. L'alcool, en apéritif ou digestif, on n'en connaissait pas le goût. Sauf le rhum dont on versait quelques gouttes dans la pâte à crêpes et le kirsch indispensable à la confection de certains gâteaux

propres à la cuisine alsacienne. Inutile de préciser que le tabac, auquel avait renoncé tôt mon père, n'entrait pas dans la maison. Ici j'hésite d'ailleurs : effet de restriction sur les petits plaisirs ou bien interdit pesant sur les femmes ? Aucune femme « honnête » n'aurait alors fumé en public et pas davantage en privé. J'ai déjà dit ma docilité : par la suite, bien que tous mes autres frères et sœur s'y soient mis, je n'ai pas adopté les mœurs nouvelles. Je ne bois toujours pas d'alcool et je ne fume pas. Sans raison particulière autre que celle de n'avoir pas commencé — par respect pour mes parents et singulièrement pour ma mère. Peine perdue d'ailleurs, mes propres enfants et, parmi eux, mes filles, même le médecin, n'ont pas jugé nécessaire de m'imiter. Tous boivent à l'occasion de l'alcool et fument plus qu'à l'occasion.

A quoi tenait ce souci authentique d'extrême modération dans la recherche des bonnes choses de la vie ? La réponse me paraît indiscutable : à la nécessité impérieuse de ne rien céder au désir de paraître, cela de façon à ne pas choquer et humilier de plus pauvres, de moins chanceux, de plus démunis. Encore une clef : ne pas humilier. Seuls ceux qui craignent l'humiliation peuvent à ce point craindre d'humilier leur prochain.

J'ai connu peu de gens qui fussent au degré de mes parents si dépourvus d'arrogance, si peur portés à la suffisance ou au snobisme. Par souci de s'assurer une respectabilité dont l'ingrédient de base, dans la petite bourgeoisie, était une peu du qu'en-dira-t-on ? Par crainte frileuse de la dépense déraisonnable, une vue timorée des choses et des gens, une étroitesse qui venait autant du cœur que de la tête ? Peut-être, mais c'est non moins vrai qu'ils étaient naturellement de plain-pied avec les petites gens, qu'ils manifestaient à leur égard la même attention cordiale et retenue qui faisait le fond de leurs manières dans leurs rapports avec autrui. Ils n'avaient pas même l'idée qu'ils pourraient se pousser dans le monde et cultiver des relations utiles. Ils avaient par contre une idée précise et d'ailleurs candide de la « réussite » qui, pour eux, ne pouvait se situer que dans deux ordres : l'ordre professionnel et plus encore celui des choses de l'esprit.

Le troisième principe enfin découlait des deux premiers : toute peine mérite salaire et la peine de ceux qui peinent mérite qu'on s'en soucie et qu'on fasse les gestes susceptibles de l'alléger. Le mot de « charité » n'était pas prononcé, mais il allait de soi qu'on honorât et réconfortât le mendiant en lui donnant la pièce. Et quand un chanteur des rues pénétrait dans notre cour pour régaler d'une ritournelle les locataires à la fenêtre, c'était à qui des enfants envelopperait le premier dans un papier le gros sou tiré de sa tirelire et le jetterait en criant : « Merci, merci. »

## 2.

## Les miens

Harmonie, travail, justice... Ce sont là des figures qui, depuis la révolution de Juillet au siècle dernier, s'inscrivaient, dans leur filiation saint-simonienne, fouriériste, maçonnique, au Calendrier du parfait Petit Républicain et mon père en était un. Très « ferme », comme on disait pour rendre la nuance « radicale-socialiste ». Par-delà cet horizon politico-culturel, somme toute assez commun dans la petite bourgeoisie urbaine du centre de Paris, n'y avait-il rien d'autre qui fût le lien matriciel des valeurs auxquelles mes parents se référaient pour justifier leur manière d'être et d'avoir ? Évidemment, si.

Nous étions juifs. Ou plutôt, dans le parler judéo-alsacien dont ma mère surtout avait gardé quelques mots intraduisibles, nous étions des *yidt*, version intime et familière de la pompeuse et solennelle appellation d'« israélites » : depuis tombée en désuétude, celle-ci fut la forme sentencieuse, forgée au XIX<sup>e</sup> siècle, par laquelle les intéressés eux-mêmes et ceux de leurs compatriotes chrétiens qui répugnaient à l'antisémitisme et à son vocabulaire ordurier avaient eu recours pour donner quitus en bloc aux « Français de confession mosaïque » tandis que leurs coreligionnaires venus d'Europe centrale ne pourraient prétendre à la respectabilité que sous bénéfice d'inventaire. On sait ce qu'il advint de cette distinction quand les temps se firent moins cléments...

Nous étions donc juifs. Mais qu'est-ce à dire ? Il n'y avait chez nous aucune pratique religieuse, si résiduelle soit-elle. A l'exception cependant d'une seule : les garçons furent circoncis à la naissance. La dimension religieuse de la chose était toutefois déguisée et rationalisée : la circoncision passait pour une précaution d'hygiène. Ainsi c'est l'inscription physique au plus intime du corps masculin et qui commande la continuité et la succession des générations, dont la pratique survécut quand toutes les autres pratiques étaient abandonnées. Que cette inscription eût été perpétuée quand, peu d'années plus tard, elle devait à elle seule constituer une constante menace d'être découvert fait rêver sur les entrelacs de la vie et de la mort : la vie ne vaut-elle d'être transmise que si on accepte de la risquer pour proclamer un Sens — l'Alliance — dont le sens prévaut sur la vie elle-même ?

Ma mère ne respectait pas les interdits alimentaires, encore qu'elle continuât à faire la cuisine à l'huile, ultime trace de l'antique injonction : « Tu ne cuiras pas l'agneau dans le lait de sa mère. » Elle réservait de

même la viande pour le repas de midi où ne figurait aucun fromage tandis que les laitages constituaient le fond du repas du soir. Nous consommions 3 litres et demi à 5 litres de lait par jour : l'hiver pour les yogourts qu'elle fabriquait quotidiennement dans sa yaourtière ; l'été pour le lait caillé qui, sous un voile de mousseline, s'élaborait lentement dans une grande jatte où elle avait jeté une pincée de présure ; le jeudi, surtout s'il pleuvait, pour les crêpes ou le pain perdu qui étaient reçus au goûter avec enthousiasme ; le dimanche pour les crèmes renversées, les œufs à la neige, les glaces aux fruits de saison qu'elle fabriquait dans une sorbetière. Le café au lait enfin — une larme de café (à la chicorée), des torrents de lait — préludait le dimanche soir au départ du père. J'ai continué ma vie durant à boire le café au lait avec cette touche de solennité intérieure qui marque les départs, matin ou soir, sur les chemins de la vie.

Nous ne sanctifions ni le *schabbat* ni les jours de fête. Pas même le Grand Pardon (Yom Kippour). Encore que mon père (consciemment ?) eût choisi de n'être pas sur les routes le samedi. Pourtant, la semaine anglaise n'était pas encore instituée et ses clients auraient volontiers reçu sa visite ce jour-là. De son côté ma mère, qui avait encore connu chez ses grands-parents maternels qu'elle adorait une pratique religieuse exacte (son grand-père, Léopold Simonin, avait été le *parness*<sup>1</sup> de la communauté rémoise avant la guerre de 1914), ne manquait pas, d'un ton neutre mais insistant, de remarquer à notre intention le 1<sup>er</sup> de l'an juif : « Mes enfants, si nous étions pratiquants, aujourd'hui ce serait *Roch Hachana* » (elle prononçait les *a* comme des *e*).

Mais cela n'allait pas plus loin. Certes, nous n'allions pas à l'inverse jusqu'à remplacer les fêtes juives par les fêtes chrétiennes. Même Noël, dont on aurait pu à la rigueur ne retenir que la signification profane de fête des enfants, n'était célébré qu'avec beaucoup de discrétion, sans agapes ni sapin. Mon père profitait d'ailleurs de ce que, dans le Nord où il allait en tournée, la distribution des jouets aux enfants se faisait non pas à Noël mais à la Saint-Nicolas pour à l'occasion déplacer la date où nous recevions nos cadeaux. D'une manière plus générale, mes parents (là encore en avaient-ils conscience ?) se servaient beaucoup de ce subterfuge : nous faire vivre à contretemps des autres pour brouiller les pistes. Ainsi le dimanche, si nous allions au bois, nous y arrivions en tout début d'après-midi et nous en partions (mon père devait aller reprendre son train) alors que les familles chrétiennes qui avaient été à la grand-messe le matin commençaient à arriver. Mon père disait que c'était plus agréable d'éviter la foule, mais en fait ce décalage subtil contribuait de manière décisive à nous donner le sentiment que nous étions différents sans que la substance de cette différence fût explicitement définie et localisée. Dans un monde moins prospère, moins mobile et plus traditionnellement religieux qu'aujourd'hui, dans un monde où les fêtes étaient davantage ruptures et explosions de bombances matérielles et spirituelles, c'est cette absence de fêtes interrompant le cours du temps qui a donné à notre maison son climat d'austérité. Les seules fêtes

---

1. Le président.

patriotiques ne sauraient suffire à scander les temps longs de la vie quotidienne et les temps brefs mais intenses de la célébration collective.

Nous n'allions pas, bien sûr, à la synagogue — la *Shule*, disait ma mère. Sauf à la synagogue de la rue des Tournelles (qui s'ouvre sur la place des Vosges), mais c'était pour y porter, à l'orée de l'hiver, les vieux vêtements à l'intention des nécessiteux. Une seule fois, en 1938 pour le mariage de la jeune sœur de mon père, nous nous sommes rendus en corps à la grande synagogue de la rue de la Victoire. Élevée dans un style roman fleuri qu'agrémentent des réminiscences mauresques, inaugurée en 1874 par Lazare Isodor, grand rabbin du Consistoire central après avoir été rabbin de Phalsbourg, sa « large nef », écrivait le grand rabbin Julien Weill, ornée de douze rosaces avec les symboles des douze tribus d'Israël, devait « abriter l'élite des familles israélites de Paris ». Pour une fois que je faisais partie de l'élite et bien curieusement puisque j'étais réputée observer avec attention tout ce qui sortait de l'ordinaire, je ne me souviens d'aucun détail de ce mariage, sinon le fait d'avoir couvert mes cheveux d'une fine résille bleue confectionnée au crochet par ma mère et d'avoir, à la réception donnée chez elle par la mère du marié, rue de la Faisanderie, pénétré dans un salon si vaste que le plafond en devait être soutenu par des colonnes. Peut-être cette carence de souvenirs moins futiles tient-elle à ce que je ne disposais d'aucune des clefs indispensables pour comprendre la liturgie. Peut-être tient-elle à ce que la mémoire en fut brusquement déchirée et son travail interrompu quand, moins de trois ans plus tard, mon nouvel oncle fut arrêté et déporté pour disparaître à jamais.

Étions-nous donc, comme semble en témoigner ce bref inventaire, des juifs pour l'essentiel déjudaisés ? Ce n'est pas si simple. La première preuve en est que je n'ai dû à aucun moment, par accident, de manière fortuite ou pour toute autre raison, « apprendre » que j'étais juive : je l'ai « toujours » su, ce qui signifie que la chose devait être aussi naturelle à la maison que l'air qui y était respiré. Il est clair surtout que nous étions nourris des valeurs religieuses traditionnelles transcrites dans un langage profane.

Rien ne me paraît plus significatif à cet égard que la considération exceptionnelle attachée à l'étude. Certes, il y avait chez mes parents la conviction « républicaine » que l'accès au savoir était la condition de toute émancipation et l'école l'institution majeure destinée à permettre à chacun des citoyens d'une libre démocratie de faire mûrir et reconnaître ses capacités. Dans ce cadre, les concours d'entrée aux grandes écoles incarnaient pour eux les noces mystiques de la Science et de la République, sentiment qu'ils s'efforçaient de faire partager à la jeune classe. L'école, la simple école primaire, annonçait déjà les temps à venir, ceux de la liberté des enfants... sans Dieu. Le respect des diplômes que conférait l'école — peut-être aussi une montée de la crainte, en cette année 1938, devant ce que réservait l'avenir — fit que ma mère tint, bien que je fusse déjà en fin de 5<sup>e</sup> au lycée, à ce que je me présente, l'année de mes douze ans, au certificat d'études primaires. Malgré une exécution incertaine d'un lied de Schubert — *La Truite* — qui était au programme et une description sommaire d'une de nos plus belles possessions, Madagascar (un ovale avec au centre



Tananarive), je fus reçue première de l'arrondissement. Ce qui ne donna lieu d'ailleurs à aucun commentaire ni réjouissance familiale. Je fus un peu plus tard profondément marquée et émue par l'obstination avec laquelle ma mère, de 1939 à 1944, parfois dans les pires conditions, au milieu des plus grands soucis et des plus grands périls, commençait, partout où nous débarquions, évacués, fuyards, réfugiés, exilés ou cachés, par nous inscrire sans perdre une heure à l'école du lieu et tenait la main à ce que, incertains des lendemains, nous préparions comme si de rien n'était nos examens à subir six mois ou un an plus tard. Dès lors que ses enfants apprenaient, un peu de dignité lui était rendue. Je revois mon frère aîné en 1945, après deux années d'une Résistance agitée et de retour d'une guerre qu'il avait faite jusqu'au Danube, s'entendre dire, sur le ton définitif qu'elle prenait dans les occasions où le sacré était en cause, qu'il ne lui restait plus qu'à « réintégrer la taupe », c'est-à-dire à reprendre la préparation du concours interrompue depuis belle lurette. Pour un garçon qui avait connu l'ivresse de l'aventure, qui avait eu charge d'hommes au combat, c'était dur d'avoir à se soumettre à nouveau aux règles de vie du taupin *lambda*.

On comprend pourquoi le thème foucaldien, issu des fantaisies soixante-huitardes, de l'école comme « lieu d'enfermement » des enfants par une société tourmenteuse a pu me choquer au plus intime de mes convictions républicaines.

On comprend aussi que cet attachement passionné à l'institution scolaire ne s'était pas développé en terrain vierge. L'étude — *halimoud* en hébreu — est le premier devoir de piété dans la tradition juive. Sans doute cette étude-là est-elle confinée dans la lecture et la discussion des textes sacrés, mais de la lecture du Livre à la lecture de livres le passage ne fut jamais infranchissable. Ma mère avait encore connu l'atmosphère, si caractéristique, faite de respect et de fierté, qui entourait l'homme instruit — *Haham* — dans une famille attentive à soulager celui-ci de tout souci matériel. Son grand-père, le *parness* rémois, n'avait jamais contribué à l'entretien de sa famille qu'en ouvrant et fermant chaque jour de bonne grâce les volets de la petite mercerie que tenait sa femme, Marie Lambert, 19, rue des Capucins. Pour le reste, il étudiait et dirigeait sa communauté. Est-ce cette pratique assidue et discrète des études sacrées qui a préparé dans tant de familles juives à peine émancipées cette explosion de créativité intellectuelle où se heurtèrent, comme le mascaret à la marée montante, puis se mêlèrent, culture juive traditionnelle et culture laïque moderne ? Pourtant, depuis Rachi le Champenois, ce judaïsme rural qu'était le judaïsme des Marches de l'Est ne s'était distingué ni par l'apparition en son sein d'aucun savant rabbin — ses rabbins étaient d'honnêtes rabbins de campagne — ni par la production d'aucun grand Commentaire.

Autre point : dans l'éducation de ses enfants, ma mère se faisait un principe absolu de ne consentir à aucune différence de traitement entre garçons et filles. Sans doute manifestait-elle, les jours où mon père était absent, une touche de considération particulière à l'égard de mon frère aîné. Elle prétendait que ce n'était pas le fils qu'elle honorait ainsi, mais l'aîné. Il est permis d'être sceptique. Encore éprouvait-elle le besoin de se justifier.

Elle prenait le plus grand soin à ne pas exiger de ses filles les menus services qu'elle n'aurait pas demandés à ses garçons. Si, à l'improviste, elle s'apercevait qu'elle avait oublié de ramener du marché un produit dont elle était à court, elle dépêchait qui elle avait sous la main.

Les quelques missions stables dont chaque enfant fut à un moment titulaire ne semblent pas avoir eu de sexe visible. J'eus longtemps la charge d'aller aux aurores chercher le quotidien dont mes parents étaient des lecteurs archifidèles — *L'Œuvre*, que Moshé Kisling, comme beaucoup d'autres peintres de sa génération qui aimèrent placer leur quotidien préféré auprès d'objets de la vie ordinaire, a introduit dans son tableau de 1915, *Nature morte à la bouteille* — et d'acheter les biftecks du déjeuner chez le boucher chevalin (la viande de cheval, pour je ne sais quelle raison très précise, faisait alors partie des canons de la diététique infantine). Je me souviens encore que le total de mes cinq biftecks devait être compris entre 13,25 et 13,75 francs.

Certes, ma mère ne poussait pas la chose à l'absurde. Si je ne jouais pas à la poupée, elle ne s'en félicitait pas sous prétexte d'y voir une promesse d'émancipation des servitudes féminines. Elle disait seulement que j'aurais bien le temps de pouponner, ce en quoi elle avait raison. Et elle souriait quand je m'adonnais à la menuiserie, activité peu féminine, lorsque le Front populaire et Jean Zay, pour tenir compte de l'introduction de la semaine anglaise dans le monde du travail, décrétèrent que les classes du samedi après-midi seraient désormais consacrées aux « loisirs dirigés » — formule bientôt remplacée par celle « d'activités dirigées », car le jeune ministre de trente-trois ans, qui avait déjà abandonné le titre traditionnel de ministre de l'Instruction publique pour celui, naguère suggéré par Léon Brunschvicg à Monzie, de ministre de l'Éducation nationale, se vit brocardé et par dérision appelé ministre des Loisirs<sup>1</sup>.

À défaut de jouer à la poupée, l'amateur de menuiserie que j'étais construisit, il est vrai, un lit... de poupée.

Je n'étais pas très douée non plus pour les travaux d'aiguille. À l'école, c'était comme une fatalité, ma « pièce » de percale blanche se froissait et s'ornait de vilaines traces, des taches d'encre dont mes doigts étaient en permanence maculés malgré mes frottages à la pierre ponce. L'application que je mettais à réaliser, dents serrées ou langue pendante, le sujet du jour — un ourlet point de chausson, une couture rabattue, un surjet, une boutonnière, une bride, une reprise — était d'ailleurs découragée par le fait que, dotée d'une voix sonore et aimant à lire « avec le ton », la maîtresse me chargeait le plus souvent de la lecture à voix haute dont la pratique, en classe de couture, avait été reprise des pieux ouvroirs pour jeunes filles pauvres. En revanche, je montrais du goût pour le tricot ou la confection des gâteaux, et ma mère ne refusait pas de m'initier à ces travaux de femme.

On pourrait donc penser qu'elle ne faisait là que tirer les leçons de sa propre expérience et de ce qu'elle avait souffert quand ses parents avaient

---

1. Ce qu'il note dans ses *Souvenirs et Solitude* (Julliard, 1945, préface de Jean Cassou) écrits à la prison de Riom avant de mourir assassiné en juin 1944 par les tueurs de Darnand.

voulu la retirer de l'école pour la mieux préparer à ses obligations ultérieures d'épouse et de mère. D'une certaine manière, ce ne serait pas faux. L'amertume qu'on ne l'eût pas autorisée à acquérir un métier reconnu ne fit que croître tout au long de sa vie. La mention « sans profession » qui figurait sur ses papiers d'identité l'enrageait. Elle tenait pour une revanche que ses filles jouissent de cette source de toute dignité qu'était selon elle l'exercice d'une profession autonome.

Et pourtant cette vision d'avenir s'appuyait, bien plus qu'elle n'en avait conscience, sur la tradition juive. La tradition religieuse : le fait que le *schabbat*, c'est-à-dire l'interruption du vendredi soir au samedi soir de tout travail, concernât les femmes au même titre que les hommes, avait constitué le fondement d'une relation d'égalité essentielle entre les sexes. Jusque dans les maisons juives les plus pauvres d'Alsace ou de Lorraine, on avait recours à une *shabbes goïe* — une « chrétienne de sabbat » —, chargée le samedi des travaux indispensables comme l'entretien du feu dans les grands poêles de fonte. Ce qui avait induit l'habitude que, même les jours ordinaires, la maîtresse de maison juive avait droit à une aide ménagère pour les gros travaux.

Il en était ainsi pour ma mère : Julia puis Marie-Louise — cette dernière surtout — furent, pour nous les enfants, des figures centrales de notre univers. Marie-Louise était, quand elle arriva chez nous autour des années 30, venant de Rethel où elle avait été élevée par sa grand-mère, une belle jeune fille, grande et svelte, très soignée de sa personne bien que sa mise fût simple et sa tenue très réservée. Elle avait de magnifiques cheveux qu'elle enroulait en grosses tresses blondes encadrant son fin visage. Elle arrivait le matin à 8 heures et partait le soir après avoir dîné, sauf le dimanche où elle partait après déjeuner. Le fait qu'elle eût son propre logis a d'ailleurs contribué à sauver mon père. Quand vint le temps de la persécution, Marie-Louise proposa de lui laisser sa chambre de Belleville. C'est là qu'il allait dormir chaque soir entre 1941 et 1942.

Depuis qu'elle était entrée en service chez nous, Marie-Louise ne nous avait jamais quittés. Elle venait avec nous en vacances ; elle vint avec nous pendant l'exode de 1940. Une fois par mois, elle s'absentait une journée. Ma mère était seule dans la confidence. Elle se rendait chez la nourrice où elle avait mis en garde l'enfant qu'elle avait eu d'un homme de son pays qui l'avait abandonnée. Ce secret explique la lueur de tristesse qu'elle avait parfois dans les yeux, la distance qu'elle marquait à l'égard de tout étranger et la force avec laquelle elle serrait souvent sur son cœur celui des garçons qui avait l'âge de sa propre fille.

Marie-Louise avait une dignité, une fierté, une autorité si calmes et naturelles qu'il était évident que nul, en dehors de ma mère, n'était autorisé à lui donner des ordres. Elle avait au contraire délégation de pouvoir pleine et entière pour tout ce que ma mère considérait de sa responsabilité. Pour nous, elle était l'autorité en second, qu'on ne discutait pas plus que la première. Mais une autorité pleine de la grâce d'une jeunesse dont la modestie ne pouvait pas nous cacher l'éclat. De même que l'autorité de ma

mère était toute pétrie de tendresse, l'autorité de Marie-Louise était toute mêlée d'affection.

La présence dans les foyers juifs même modestes d'une bonne avait pour corollaire une organisation spécifique du budget domestique. La part réservée à la rétribution des services qui libéraient la mère des tâches les plus rebutantes y était beaucoup plus élevée que dans le budget type d'une famille chrétienne de statut correspondant. J'ai moi-même, ma vie durant et dans un autre contexte, été fidèle à cette règle de gestion. Bien entendu, les femmes juives compensaient ce luxe relatif qui consistait à bénéficier de l'aide d'une servante, comme on disait encore au siècle dernier dans les campagnes alsaciennes sans que se glissât dans cette appellation aucune nuance de mépris. Elles tenaient leur partie dans les activités commerciales de leur mari ou même se créaient leur propre petit commerce, en vendant par exemple au marché les gâteaux de leur fabrication. L'arrangement laissait, dans la gestion du temps, un solde positif. Ces femmes, qui pour la plupart recevaient une instruction de base et même, dans les catégories les plus aisées, une éducation aussi soignée que celle des garçons, avaient le temps de lire — des livres de piété sans doute mais aussi, si le goût de la lecture les tenait, bien d'autres livres. Ma mère racontait que sa propre grand-mère paternelle, grand-mère Julie, qui tenait dans les années 70 du siècle dernier une *garkiche* — une crémérie chaude cacher — 14, rue des Écouffes (une rue qui se jette à angle droit dans la rue des Rosiers), était célèbre dans le quartier non seulement pour la qualité de sa cuisine, mais parce qu'elle avait toujours, dans la vaste poche ventrale de son tablier, un livre qu'entre deux clients, debout, elle dévorait.

Que nous ne fussions pas des juifs déjudaisés ne se marquait pas seulement dans le maintien des valeurs traditionnelles transposées en valeurs profanes et laïcisées. Plus encore le fait d'appartenir à un groupe très structuré et compact ne laissait planer aucun doute sur la dimension juive de notre identité.

Quel groupe ? Aucun qui fût de nature volontaire. Je crois bien n'avoir jamais entendu mes parents discuter de leur adhésion ou de leur participation à des associations ou organisations purement juives, religieuses ou laïques. A des associations ou organisations non juives, du reste pas plus. A une époque où le scoutisme exerçait encore un vif attrait sur les parents et les enfants des couches moyennes urbaines, aucun des enfants ne fut effleuré par l'idée qu'il pourrait rejoindre les Éclaireurs israélites ni davantage les Éclaireurs (neutres).

Nous avions un groupe de référence naturel : les juifs originaires d'Alsace et de Lorraine. J'ai déjà dit que ce découpage n'était pas entièrement sympathique. Combien de fois mon père n'est-il pas remonté à notre appartement en bougonnant : « Ils nous font du tort ! » *Ils*, c'étaient les juifs originaires d'Europe centrale qui se réunissaient en grappes sur les trottoirs de la rue Dupetit-Thouars, face au marché du Temple, pour traiter de leurs affaires dans la langue qui leur était maternelle et commune, le yiddish. « Pourquoi, protestait mon père, parlent-ils dans leur sabir ? » Cet homme de haute moralité, ce républicain avancé, perdait alors toute mesure

et toute générosité : il n'imaginait pas qu'on ne tînt pas à devoir et honneur de parler la langue du pays d'accueil quand, ce pays d'accueil, on avait la chance insigne que ce fût la France.

Cette intolérance rogue, cette sécheresse de cœur devant la misère et le courage de ces immigrés de fraîche date furent évidemment balayées par la communauté imprévue de destin à laquelle tous les juifs, quel que fût leur statut national antérieur, furent exposés dans la période de la grande persécution.

Mais dans l'entre-deux-guerres, cette attitude des « Israélites », surtout des « Iekkes<sup>1</sup> », à l'égard des « Polaks » reste une tache qui a longtemps pesé sur ma conscience bien que nous, les enfants, eussions sur ce point un comportement spontanément dépourvu de toute étroitesse.

C'est ainsi que je me rendais volontiers, quand il y avait presse au moment des grandes livraisons de décembre, dans un atelier de fabrication de jouets en peluche dont le patron se trouvait être, je ne sais par quel hasard facétieux, le mari d'une cousine de mon père. C'était un Bulgare de religion orthodoxe et, malgré ses préventions contre les Polaks auxquels bizarrement il assimilait ce brave « bougre », mon père nous laissait aller. Intervenant dans ce cas la solidarité des gens du jouet. Rien à mon goût n'est plus mignon, plus gracieux, plus charmant qu'un jouet en vraie peluche — ours, lapin, chat, dans leur pelage aux couleurs naturelles et d'une taille adaptée à celle des petits bras des bambins. A cette date, par bonheur, on ignorait encore les calamiteuses peluches en matière synthétique, rêches nids à poussière géants sans forme ni esprit, aux couleurs criardes et fausses, aux poils pisseux. L'atelier où nous travaillions était un étroit logement en étage de la rue Pastourelle, mais la pièce du bourrage où je m'asseyais sur un escabeau bas était rendue encore plus exiguë par le fait que la bourre, tirée d'un sac en poignées filandreuses, dégageait des poussières qui voletaient, tamisant la lumière déjà glauque de saison et rendant l'air irrespirable. On disait que, fait à longueur d'année, ce travail était mauvais pour les bronches. Trois ou quatre hommes étaient installés dans la pièce, eux aussi accroupis sur un siège bas, le visage concentré sur leur ouvrage qu'ils menaient avec des gestes rapides et précis. Ils échangeaient en yiddish des paroles rares et, quand ils levaient la tête pour chercher à tâtons un outil tombé à leurs pieds, on voyait leurs yeux fatigués et rougis dans un visage émacié et blême sous le chapeau ou le béret dont je ne savais pas s'il était signe de fidélité religieuse ou protection des cheveux contre la poussière de bourre. Ce sont ces hommes dont je me suis souvenue quand en 1947 j'ai préparé mon diplôme d'études supérieures d'histoire sous la direction

---

1. Forme yiddishisée du mot allemand qui désigne la jaquette, c'était le surnom dont les juifs d'Europe centrale et orientale se plaisaient à affubler la catégorie des juifs allemands auxquels ils assimilaient les juifs alsaciens-lorrains. Ils faisaient ainsi allusion au type de vêtement, cérémonieux, que ceux-ci portaient de préférence, symbole de leur appartenance à la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, tandis que les « Polaks », généralement de condition plus modeste, artisans ou ouvriers, étaient en manches de chemise. C'est du moins l'une des explications habituellement avancées de ce sobriquet.

d'Ernest Labrousse : j'avais à dessein choisi de traiter « L'évolution de l'artisanat dans le III<sup>e</sup> arrondissement de Paris de 1896 à 1945<sup>1</sup> ».

Quelques années plus tôt, un épisode laisse à penser que j'avais spontanément une conception moins restrictive de la solidarité juive que mes parents. Ce fut à vrai dire ma première épreuve — ratée — de sociologie politique, discipline qui, trois ou quatre décennies plus tard, serait la mienne.

Je devais avoir cinq ou six ans puisque je lisais *Le Général Dourakine*, la suite de *L'Auberge de l'ange gardien*, de la comtesse de Ségur. On se souvient peut-être que le bon gros général, de retour dans ses terres de Gromiline, retrouve un beau jour, mourant de faim au pied d'un arbre, son ancien aide de camp en Circassie, le prince Romane Pajarski, échappé de Sibérie après avoir « travaillé aux mines » pour conspiration en faveur de la Pologne et avoir voulu « affranchir sa patrie ». Le général décide alors de faire passer au malheureux, déguisé en précepteur anglais, la frontière russe. Or, après les formalités d'usage facilitées par les pourboires que distribue généreusement le *feltyègre* du général-comte, le prince Romane, au comble d'une émotion joyeuse, se découvre et s'écrie : « La Pologne ! ma mère, ma sainte, ma catholique patrie. »

Saisie, égarée, je brise avec ce récit haletant, lu jusque-là à la vitesse de la berline qui emmenait le prince Romane vers la liberté et la patrie, je jette le livre par terre et, rouge, balbutiante, les cheveux emmêlés, je cours à ma mère et tends un doigt accusateur : « Il dit, il dit : "Pologne, ma catholique patrie." Mais la Pologne, c'est tout juif. »

N'appelait-on pas « Polaks » ces juifs que je côtoyais dans les rues de mon quartier et à l'école tels qu'on peut les voir encore dans certaines photographies de Patrick Zachmann, et leur enlever la Pologne, n'était-ce pas comme me l'enlever à moi, juive comme eux ? Avais-je jamais rencontré des Polaks qui ne fussent aussi des juifs ?

« Mon enfant, mon enfant, dit ma mère en me caressant les cheveux pour m'apaiser, il n'y a pas de pays au monde qui soit tout juif. »

Après un demi-siècle, je devais me souvenir de ma consternation d'enfant quand, à l'occasion de la réédition d'un merveilleux roman d'Eliza Orzeszkowa, *Meir Ezofowicz*<sup>2</sup>, je présidai au Centre Rachi une réunion dramatiquement houleuse où chrétiens polonais, émigrés en Occident depuis l'établissement du communisme dans leur patrie, et juifs polonais, survivants du grand massacre hitlérien, en vinrent à s'invectiver, les premiers reprochant aux seconds d'avoir en somme contribué à introduire en Pologne la peste du communisme, les seconds reprochant aux premiers d'avoir, avec leur nationalisme antisémite borné, préparé puis collaboré à l'entreprise d'anéantissement du judaïsme de Pologne. Impuissante à rétablir un ordre de parole

1. Cet artisanat-là a reculé. Il est menacé de disparaître au rythme d'une « réhabilitation » du Marais qui fait de ce quartier naguère insalubre mais actif un quartier « strictement culturel ou richement résidentiel ».

2. Publié en 1978, le roman d'Eliza Orzeszkowa, traduit par Ladislas Mickiewicz, parut en français aussitôt après l'édition polonaise. La nouvelle édition, revue par Sofia Bobowicz et Henri Raczymov, a été publiée en 1983 chez Robert Laffont avec une préface de moi et un commentaire historique d'Alexandre Derczansky.

traversé par des malédictions en yiddish et en polonais, je songeais avec désespoir, devant cet immense et définitif malheur en partie double, à l'illusion lyrique — dont Eliza Orzeszkowa, George Sand de la Pologne des années 70 du siècle dernier, est superbement pénétrée — qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, a emporté romantiques, libéraux et progressistes, convaincus que la Pologne affranchie, éclairée, illuminée par les Lumières, serait celle de deux peuples, le chrétien et le juif, coexistant dans la paix et l'harmonie...

Il serait bien léger de n'attribuer qu'aux mauvais côtés d'une mentalité collective la responsabilité de ce refus crispé des juifs français de traiter, autrement que par une philanthropie distante, les problèmes posés par l'accueil de leurs coreligionnaires qu'avaient chassés d'Europe centrale et orientale l'antijudaïsme chrétien, la misère, l'autocratie, la guerre, la révolution, les nationalismes exaspérés, le fascisme enfin dans ses diverses moutures locales.

Sans doute ces juifs français, dans le cours du processus graduel d'intégration et d'assimilation que la logique de l'émancipation leur avait fait suivre tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, étaient-ils devenus membres des catégories sociales de la « grande société » auxquelles ils appartenaient auparavant dans le cadre plus étroit de la minisociété juive : les catégories de la petite et de la moyenne bourgeoisie. Fût-ce avec les décalages individuels vers le bas ou vers le haut qu'on peut observer lors du passage de tout groupe migrant du niveau hiérarchique occupé dans la société d'origine au niveau hiérarchique correspondant de la société d'accueil.

Ce faisant, ils avaient contracté certains des traits que, dans la culture allemande, les étudiants attribuent globalement aux « bourgeois », surtout aux gens de négoce, sous le nom de « philistinisme », mais qui, dans la culture française, les faisaient, peu ou prou, de la race des « bourgeois gentilshommes », assoiffés de respectabilité et de reconnaissance sociale. De là découlaient des ridicules dont l'un des plus répandus, au point de devenir un trait quasi ethnique, était la vanité, une vanité qui s'exprimait par exemple dans le goût forcené des décorations et des médailles, fussent-elles en chocolat ; une vanité d'autant plus dérisoire que, dans maints cas, il eût été normal que les intéressés éprouvent de l'orgueil, à considérer le chemin parcouru ou les réussites exemplaires atteintes à force de talent et de travail dans des domaines hautement compétitifs. Mais de là aussi, plus graves que ces ridicules, des duretés, une sorte de raideur qui, combinée avec l'apprentissage, par exemple chez les polytechniciens, de disciplines de fer comme les mathématiques, engendrait une propension fâcheuse à la rigidité intellectuelle et affective. La générosité et l'imagination se tarissaient, rétrécies, recroquevillées au profit d'une observance grincheuse des « bonnes règles ». Aussi, quelque diverse et même opposée que fût la famille politique à laquelle ils se sont respectivement attachés, Pierre Villon, Jules Moch et Michel Debré me paraissaient-ils avoir témoigné d'un même ensemble de qualités et de défauts — scrupuleuse intégrité, désintéressement absolu, zèle et dévouement frôlant le fanatisme, goût de la réforme et de l'innovation

contrastant avec une fidélité entêtée à l'homme ou à l'idée élus pour maîtres, courage physique — qui trahit leur commune appartenance à ce groupe judéo-alsacien.

Ces traits d'une psychologie formée par l'histoire ne doivent pas envahir tout le champ de l'explication et faire oublier que leur attitude désolante à l'égard des juifs étrangers s'enracinait dans un projet collectif qui avait sa logique et, impliquant des contraintes, avait ses mérites : un projet d'émancipation, à ambition universaliste, et qui devait conduire les juifs à entrer de plain-pied dans la société libérale établie, en s'accommodant de ses principes et règles de fonctionnement.

Deux domaines s'en trouvaient directement affectés. D'abord celui de la loi. L'accession à l'égalité des droits impliquait que, devenus citoyens à part entière, le respect de la loi commune fût aux juifs français non pas un fardeau, mais une célébration joyeuse. Même chez les juifs étrangers arrivés plus récemment, qui, pourtant, ne bénéficiaient pas encore du statut de citoyens, s'observait souvent le même désir passionné de substituer la loi à la Loi bien qu'ils eussent encore à vivre dans un univers dont rendait bien compte la modification qu'avec un sombre humour ils proposaient du libellé de la devise nationale — une devise, disaient-ils, qui devrait ainsi s'énoncer : « Liberté, égalité, carte d'identité ».

Ce respect de la loi, ce civisme, pratiqué avec dévotion depuis un siècle, explique la pathétique difficulté qu'eurent les juifs français à apprendre, pour leur salut, à désobéir à la loi de Vichy. S'ils allèrent en masse « se déclarer » en automne 1940, ce n'est pas seulement qu'ils ignoraient jusqu'où cette première démarche les conduirait, c'est surtout qu'ils n'imaginaient pas que pouvaient revenir les temps où serait honorable, respectable, digne de considération, qu'un citoyen français d'origine juive transgressât la loi.

L'autre domaine, c'est celui du rapport à la patrie, celui d'un patriotisme certes dévoyé quand il les incitait à repousser ceux de leurs coreligionnaires qui, selon la belle formule de Léon Blum, « n'avaient pas eu », comme lui, « la bonne fortune » de « trouver dans leur pays natal » une « patrie digne, égale et libre », mais un patriotisme qui, par ailleurs, sincère, générateur de dévouement au bien public et d'esprit de sacrifice, a été, d'une certaine manière, le modèle sur lequel l'intuition de Herzl a fait se construire le patriotisme israélien d'aujourd'hui : un patriotisme dont l'énergie initiale est d'ordre militaire, le patriotisme de la « patrie en danger » et de la « course aux frontières ».

Mon père n'avait pas la mentalité « ancien combattant ». Si le casque qu'il avait emporté avec lui resta toujours planté au plus haut du buffet en loupe d'orme de la salle à manger familiale, il n'était pas porté à raconter ses faits d'armes. Un demi-siècle plus tard, la désinvolture narquoise avec laquelle la jeune génération des années 60-70 (celle des plus âgés de ses petits-fils) dans la bourgeoisie libérale se soustrayait au service militaire lui était cause de véritable souffrance. Lui qu'avait bouleversé l'*aliah*<sup>1</sup> du premier de ses petits-enfants, tant lui était inintelligible le projet de choisir

---

1. La « montée » en Israël.



un autre destin que celui, inégalable à ses yeux, de citoyen français, il avait trouvé de quoi, sinon se consoler, au moins être en accord avec la manière dont les obligations du service armé sont là-bas acceptées, sans forfanterie mais avec honnêteté, comme le premier des devoirs à l'égard de la collectivité nationale.

Il n'est pas inintéressant de noter que l'homme de gauche qu'était mon père avait sans réserve transposé l'anticléricalisme traditionnel de la gauche française en un « antirabbinisme » qui le faisait désertier la synagogue pour les mêmes raisons, soulignait-il, que les chrétiens se déchristianisaient et passaient à l'agnosticisme ou à l'athéisme. En revanche, il n'avait pas repris dans son fond de pensée propre l'antimilitarisme qui n'était pourtant pas moins une composante d'égale importance de l'idéologie de gauche. Non qu'il fût « militariste » ou qu'il éprouvât un respect sans mélange pour l'armée en général et les officiers en particulier. Mais il avait du bon sens et tenait que, sans armée, il était vain, pour un pays menacé, d'espérer se défendre. J'ai déjà dit comment il nous emmenait rituellement à la revue du 11 Novembre « saluer et complimenter l'armée française ». De même, au contraire du pacifisme radical des instituteurs de l'époque, il n'éprouvait pas le besoin de railler ou de contrarier celui de ses fils qui n'avait, enfant, qu'une seule et unique passion : ses soldats de plomb.

En fait, toute l'histoire familiale — d'une famille sans histoires — était tissée d'histoires de guerres, de défaites, d'honneur militaire et de désastres dans ses rapports avec l'armée. Ce que j'ai pu reconstituer remonte à la campagne d'Algérie qui, autour des années 60 du siècle dernier, à lire l'édifiant récit du grand rabbin Isaac Lévy de Colmar, *Isaïe ou le travail* (1862), semble avoir fortement marqué les jeunes conscrits juifs d'Alsace. Partant avec ses camarades de la même classe d'âge dont « les uns pleuraient, d'autres chantaient pour s'étourdir », Isaïe, lui,

« ne se livrait ni à la joie bruyante des uns ni à la douleur des autres. Il cheminait d'un pas grave et lent, et sur sa figure on pouvait lire les sérieuses pensées qui l'agitaient. Il devenait soldat non par goût, mais pour obéir à la loi, et il avait l'attitude calme et recueillie de l'homme qui accomplit son devoir ».

Le grand rabbin Isaac Lévy savait-il son Hugo, celui des *Châtiments* ? C'est possible, et qu'un vers lui chantât dans la tête :

*Les grenadiers pensifs s'avançaient à pas lents !*

Ou encore qu'il se souvînt de ces « vers inoubliables » comme les avait qualifiés Péguy avant de tomber à Villeroy :

*Puis, à pas lents, musique en tête, sans fureur,  
Tranquille, souriant à la mitraille anglaise,  
La garde impériale entra dans la fournaise.*

C'est en tout cas à leur retour de la campagne d'Algérie que deux copains de régiment, l'un, Jacques Dreyfuss, né à Guebwiller (Haut-Rhin) le 2 juin 1841, l'autre, Léopold Simonin, né à Schirmeck (Bas-Rhin) — deux copains qui, juifs, sont aussi des « pays » puisque Schirmeck n'est qu'à une quarantaine de kilomètres à vol d'oiseau de Guebwiller —, décident

de prendre femme en épousant deux cousines germaines : Jacques épouse à Paris Julie Lambert, Léopold épouse à Reims Marie Lambert. La commune histoire de guerre des deux cousins par alliance n'était cependant pas terminée puisque tous deux se retrouvèrent engagés à Sedan et, toujours ensemble, parvinrent, grâce à leur connaissance de l'allemand, à s'échapper de la nasse dans laquelle quatre-vingt mille soldats de l'armée française encerclée, après la capitulation de Napoléon III, étaient pris. De Belgique où ils s'étaient réfugiés, ils regagnent la France.

Un mot sur les épousailles des deux amis. Les très nettes différences de condition sociale entre eux n'ont pas empêché qu'ils convolent en justes noces au sein d'une même famille venue, semble-t-il, du pays de Bade à Senones dans les Vosges où elle avait prospéré — au moins quant au nombre incalculable d'enfants du nom de Lambert qui y vit le jour. Avec ses sept frères, Jacques Dreyfuss, lui aussi, était de très modeste extraction : dans la déclaration qu'il avait faite à sa naissance, son père, Samuel Dreyfuss, né à Soultzmatt en 1809, s'était qualifié de fripier. De l'un sans doute de ces fripiers auquel songe à s'adresser l'illustre ancêtre des préhistoriens, Jacques Boucher de Crèvecœur de Pertes, quand, prenant sa retraite de haut fonctionnaire des Douanes, il s'apitoie sur son bel uniforme qu'il a trop peu mis, « ses broderies et son chapeau à plumes » :

« Peut-être deviendrez-vous la conquête d'un digne enfant de Jacob, acheteur de vieux galons, qui aura reconnu que vous êtes d'argent fin, que vous avez coûté deux cents écus à votre heureux propriétaire, et qu'en vous achetant cent francs comme défroque il pourra aisément tirer de vous le double en bon métal, car les boutons en sont également, de même que les ganses et la dragonne. Oui ! honnête Israélite, deux cents francs d'argent fin, je vous le promets, et vous aurez le drap en sus pour vous faire un gilet rond ou un caraco pour votre petit dernier<sup>1</sup>. »

Quant aux deux témoins choisis par le déclarant, Abraham Netter et Jacques Bloch, ils s'étaient désignés comme marchands colporteurs.

Par contre, Léopold Simonin, qui avait fait ses humanités au lycée de Strasbourg, appartenait à une famille aisée d'industriels. Son père était à Schirmeck propriétaire près de la gare d'une usine de blanchiment textile travaillant en liaison avec le grand établissement de blanchisserie et teinturerie de Thaon près d'Épinal. Il n'était pas le seul industriel juif à Schirmeck : en 1987, le musée du Florival de cette commune a organisé une exposition d'art moderne en hommage à un autre de ses enfants juifs, Pierre Lévy, le grand industriel bonnetier de Troyes, qui y naquit en 1907 d'une famille propriétaire des Établissements Achille-Lévy dont l'atelier de meubles était installé jusqu'à la Première Guerre mondiale rue des Blés près de la basilique Saint-Léger.

C'est le frère aîné de Léopold Simonin qui, à la mort du père, reprit l'usine. Il expédiait d'ailleurs à Reims, pour que Marie, sa belle-sœur, les vendît dans son magasin à l'enseigne de « Mercerie et Chiffons », les

1. Cf. Alcius Ledieu, *Boucher de Perthes. Sa vie. Ses œuvres. Sa correspondance*, 1865.

« déchets », c'est-à-dire de belles serviettes ayant un défaut. La famille Simonin était ainsi devenue à Schirmeck une famille de notables : l'un des trois neveux de Léopold, Camille, né lui aussi à Schirmeck en 1865, en devint le maire et le conseiller général avant d'être, lors des élections législatives de 1919, élu député du Bas-Rhin sur la liste du Bloc national. Ami intime d'Alexandre Millerand, qu'il suivit en 1924 dans sa retraite politique, il s'était inscrit au groupe très conservateur de la gauche républicaine.

Mais revenons à la guerre précédente. Le 27 juin 1871 Jacques Dreyfuss, dans une déclaration faite entre les mains du maire du IV<sup>e</sup> arrondissement de Paris — où il s'attribue toujours la profession de colporteur —, eut à « exprimer sa volonté, en raison du traité de paix du 10 mai 1871 et de la loi du 29 juin suivant, d'opter pour la nationalité française ».

Dans le même temps, la mère de mon père, née Charlotte Weill, va devoir quitter Phalsbourg, la « porte de la Lorraine » où elle est née deux ans plus tôt. Car c'est par fidélité à la France qui leur a accordé, dans leur plénitude, les droits s'attachant à la citoyenneté française que, en communion avec les groupes des députés protestataires au nom duquel Émile Keller déclarait le 17 février 1871, devant l'Assemblée nationale réunie à Bordeaux, tenir « d'avance pour nuls et non venus tous actes et traités, vote ou plébiscite qui consentiraient l'abandon en faveur de l'étranger de tout ou partie de nos provinces d'Alsace et de Lorraine », tant des miens partent, de l'autre côté des Vosges, s'installer sur la route qui conduit à Paris.

Pourquoi par exemple Léopold Simonin à Reims ? Je ne sais. Il est vrai que dès le XI<sup>e</sup> siècle Reims avait été un centre de vie juive. Au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, Jacob Ben Meir Tam, plus connu par les talmudistes sous le nom de Rabbenou Tam, avait réuni à Troyes un synode de cent cinquante rabbins, dont certains venus de Reims. Mais les juifs avaient été expulsés de Reims en 1394 et ce sont justement des juifs de souche alsacienne comme mon arrière-grand-père qui restaurent après la guerre de 1870 une vie communautaire pour six cent cinquante familles. Ce sont eux qui font construire en 1879 la synagogue aujourd'hui centenaire.

Or, et c'est peut-être le paradoxe le plus troublant, ces juifs alsaciens-lorrains qui font le suprême sacrifice du déracinement pour rester français vont directement souffrir du soupçon d'être et d'incarner l'étranger, l'ennemi, puisque l'Alsace-Lorraine, dont ils viennent, est désormais possession allemande. C'est ce paradoxe qui confère sa tension à l'Affaire Dreyfus. L'inculpation de Dreyfus, c'est l'inculpation d'un officier juif qui a justement choisi la carrière d'officier d'état-major parce que, Alsacien, il sait ce que signifie la défaite militaire issue d'une impréparation à l'épreuve de vérité. J'ai déjà dit ailleurs<sup>1</sup> ce qu'avait été pour ma mère l'Affaire Dreyfus : elle en acquit son prénom, Georgette, qui lui fut donné en hommage au Georges Clemenceau de *J'accuse*, comme sa sœur cadette s'appelle Lucie en hommage à la modeste, courageuse et digne femme du capitaine ; mais elle perdit

1. Cf. le chapitre 5, « Aux origines françaises du sionisme ; l'Affaire Dreyfus », dans mon livre *Les Juifs et le monde moderne*, Paris, Le Seuil, 1977.

l'usage de son nom patronymique car son père, Samuel Henri Dreyfuss, pour sauver sa maison de commerce de la Halle aux Vins, dut en changer la raison sociale et prendre un nom moins chargé de passion et d'exécration, celui de la famille de sa femme : Simonin. Ce n'était pas une précaution superflue. En lisant un mémoire de maîtrise préparé en 1981 à l'université de Reims et traitant de l'histoire de la communauté juive dans cette capitale économique de la Champagne entre 1870 et 1980, j'y ai trouvé, reproduit en annexe, un libelle intitulé *L'indicateur des juifs de la Marne* (1898) qui recense cent cinquante-trois personnes avec leurs nom, adresse, profession, état civil et actes d'association. A la page 83, on trouve la notice suivante :

« Simonnin-Dreyfus, mercerie et chiffons, 19, rue des Capucins. Ce Dreyfus (Samuel) est né à Paris le 26 janvier 1870 de Jacques et Jeannette Lambert ; s'est marié le 12 août 1895 avec Juliette Simonnin, née à Reims le 30 décembre 1874 de Léopold et Marie Lambert. Témoins du mariage : Dreyfus (Georges) au 106<sup>e</sup> d'Infanterie, Châlons ; Eugène Lambert, jardinier-chef à Bicêtre ; Mendel (Abraham), imprimeur à Reims, 8, rue Sainte-Marguerite — celui-ci met ostensiblement les trois points maçonniques dans sa signature. Les loges ont fait là une superbe recrue ; Simonnin Fernand, capitaine au 91<sup>e</sup> à Mézières (nous avons écrit à cette adresse pour demander à cet officier s'il était juif, notre lettre nous est revenue avec la mention "inconnu" <sup>1</sup>). »

Un dernier élément manifeste à quel point il convient de relativiser l'hostilité de mes parents à l'encontre des juifs qui n'appartenaient pas au groupe judéo-alsacien. Ils auraient pu quitter le quartier des Enfants-Rouges — dont le nom rappelait l'hôpital fondé sous François I<sup>er</sup> pour les enfants orphelins, ces Enfants-Dieu (enfants de Dieu) auxquels on faisait porter des habits rouges pour indiquer que la charité se chargeait d'assurer leur subsistance. Mes parents auraient pu s'installer plus à l'ouest, dans le IX<sup>e</sup>, ou même tout à fait à l'ouest de Paris, dans le XVI<sup>e</sup>, le XVII<sup>e</sup> ou Neuilly. Or ils s'y refusèrent. Au début des années 20 sévissait déjà une crise locative qui n'eut pas le caractère dramatique de celle qui marqua, à Paris, l'immédiat après-Second Guerre mondiale mais qui fut néanmoins sérieuse. Ils avaient donc, au moment de leur mariage, consenti une forte reprise pour louer un petit appartement sur cour d'un immeuble du boulevard Beaumarchais. Les fenêtres de derrière s'en ouvraient sur la rue Amelot où mon père retrouvait le souvenir de ses grands-parents que, dans son enfance, il était venu à la sortie de l'école saluer chaque jour. Il n'est en outre guère de juifs ayant vécu les années sombres à Paris qui ne se rappellent qu'on parlait à voix basse de la « rue Amelot » pour évoquer les œuvres de secours au nom anodin — la Colonie scolaire, le dispensaire de la mère et de l'enfant —

---

1. A noter les nombreuses erreurs de cette notice : Simonnin pour Simonin ; Dreyfus pour Dreyfuss ; Jeannette pour Julie. A cause du nom de Dreyfus, on évoque surtout le mariage de la fille de la maison, Juliette, avec Samuel (en fait Henri-Samuel) Dreyfuss dont les mères respectives, Marie et Julie Lambert, on l'a vu, étaient cousines germaines. Georges Dreyfuss dont il est question est un frère du marié ; Eugène Lambert dont je reparlerai (cf. 2<sup>e</sup> partie, chap. 2) est un cousin de la mariée ; Fernand est un frère de la mariée ; Abraham Mendel est, par sa femme née Élise Lambert, l'oncle de la mariée : ce sont ses arrière-petits-enfants, Jacques et Antoinette Amselle, qui sont aujourd'hui médecins à Épernay.

qu'animait au 36, avant d'être lui-même déporté sans retour, un apôtre de la charité, David Rapoport.

Quand, avec la naissance des enfants, ce premier logis se fut révélé par trop étroit, ils s'établirent en 1934, pour leur vie entière, dans une HBM (habitation à bon marché) pour famille nombreuse — ancêtre relativement luxueux et, pour l'époque, très confortable de l'HLM des années 50-60 —, qu'on venait de construire sur le Carreau du Temple. Le piquant supplémentaire de la chose est que la rue où mes parents devaient vivre plus d'un demi-siècle, avec la seule interruption de la guerre, s'appelait rue de Picardie : coïncidence amusante, compte tenu du rôle que devait jouer dans ma vie cette province avec laquelle je n'avais a priori aucun lien.

Sans doute mon père, pour cette fidélité au quartier, arguait-il de la priorité qu'était pour lui la proximité de ses affaires. Mais il y avait aussi et surtout une tradition obstinément poursuivie d'enracinement familial dans cette partie de Paris qui correspond aux III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup>, X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> arrondissements et qui avait été le premier lieu de concentration des juifs alsaciens-lorrains à leur arrivée dans la capitale au cours des années 40-60 du siècle dernier.

Du côté de ma mère, les Dreyfuss avaient toujours habité le quartier Saint-Paul : j'ai dit que sa grand-mère Maria tenait une *garkiche* rue des Écouffes. Elle habitait rue Pavée, juste à côté de la synagogue. Son fils, Henri, y était né. Ma mère avait habité toute son enfance rue Beautreillis, une petite rue perpendiculaire à la rue Saint-Antoine, dans un appartement où sa sœur aînée, qu'en semaine elle voyait tous les jours, a continué à habiter après la mort de leurs parents et son mariage. L'emplacement était commode. Il suffisait de passer la Seine, pont Henri-IV, pour être à la Halle où les vins, notamment du Minervois, arrivés par la gare d'Austerlitz, étaient mis dans des foudres en attendant que les chefs de chais donnent aux rouleurs de tonneau l'ordre de charger et encorder les pièces de 220 litres sur les voitures de livraison.

C'est à la Halle du quai Saint-Bernard que Jacques Dreyfuss, qui, en 1876, habitait à Paris rue du Pont-Louis-Philippe (c'est du moins ce qu'indique son livret militaire que j'ai retrouvé dans les papiers de mon père), établit la maison de courtage en vins qu'il transmet à ses fils. Que mon arrière-grand-père, chaudronnier de son état initial, se fût, après son mariage, orienté vers cette profession n'a rien d'étonnant. D'abord, il était d'usage assez fréquent que, dans un couple où la femme tenait une auberge ou une gargote comme le faisait Julie, l'homme fît en plus grand le commerce des vins dont il avait pour commencer fourni sa propre femme. Ensuite, le courtage en vins était un « métier juif » traditionnel dans toutes les périodes, depuis le Moyen Âge, où le royaume de France avait toléré la présence juive. Le vin, dans une maison juive observante, ne doit avoir été manipulé par aucune main non juive. Ce qui entraîne que seuls des juifs peuvent effectuer les diverses opérations nécessaires à la fabrication, au transport et au commerce du vin destiné à être bu sur des tables juives. Pourquoi dès lors ne pas ajouter à ces opérations consacrées mais d'ampleur réduite, puisque le « marché juif » est étroit, celles qui produisent cet autre vin — le vin de messe — dont le caractère consacré n'est pas dû aux

manières rituelles qui président à sa fabrication mais à celles qui président à son utilisation ?

L'appartement de la rue Beautreillis, à deux pas de la place des Vosges et de la Bastille, à deux pas également de la rue de Sévigné où les trois petites Simonin allèrent à l'école communale avant que ce fût à mon tour d'y aller, est demeuré dans ma mémoire l'une des maisons de ce type de maisons qui marquèrent, avec un réseau de jardins, mon territoire enfantin. On y respirait une odeur de beaux meubles et de bonne cuisine : ma tante était une maîtresse de maison hors pair, sans aucune des préoccupations plus vastes qui faisaient l'originalité mais aussi la tension intérieure de ma mère, sans non plus le côté tatillon et acariâtre des maîtresses de maison repliées sur la préservation de leurs parquets luisants. Candide Dame Tartine, elle était bonne, d'une bonté toute naturelle. Les calculs compliqués lui étaient étrangers, à l'exception des calculs de temps de cuisson des friandises dont elle imaginait sans trêve de nouvelles recettes et qui lui permettaient de gâter les enfants, les siens et ceux des autres. Son époux, encore un Lambert ! qui, semble-t-il, ne lui faisait pas la vie heureuse, la lui faisait du moins aisée. Remarquable coupeur, formé à Zurich, il avait ouvert, juste en face de l'Élysée, une chemiserie de luxe où il fabriquait, dans les voiles les plus fins, du sur mesure. Cette aisance se manifestait à nos yeux dans un détail irrécusable : rue Beautreillis, on ne mangeait pas, comme on le faisait encore chez nous, du gros pain mais de la baguette.

Tante Mimi, comme on appelait cette bonne personne, n'a laissé derrière elle qu'un sillage de bonnes actions et de bonnes œuvres accomplies sans prétention et sans hâte, dans la sérénité d'un cœur content. Elle avait toujours dans sa réserve de recettes de bonne femme le petit truc fait pour arranger les petits malheurs. C'est elle qui m'apprit à dissimuler dans une boulette de pain le cachet d'aspirine ou de quelque médicament autrement impossible à avaler. Aujourd'hui encore, toujours incapable d'avaler un cachet, je continue à me servir de la recette de tante Mimi.

Chaque mercredi après-midi, elle allait, tâche évidemment bénévole, tenir la bibliothèque scolaire à l'école communale de la rue de Sévigné qui avait été la sienne avant d'être celle de ses filles et de ses nièces. L'excellente directrice, Mlle Guès, et un professeur du cours complémentaire, Mlle Personne, lui étaient des amies personnelles avec qui elle demeura liée toute sa vie. Une par une, chaque classe conduite par son institutrice descendait dans le petit local qui s'ouvrait sur la cour d'entrée. Les écolières, serrées en file indienne, avaient à « rendre » le livre emprunté la semaine précédente avant d'en obtenir un autre. Quand l'une des jeunes lectrices désirait conserver le même livre, soit qu'elle ne l'eût pas terminé, soit qu'elle en fût si enchantée qu'elle souhaitait en faire sur-le-champ une seconde lecture, elle lançait à pleine gorge un retentissant : « Je renoue ! » « Je renouvelle », corrigeait doucement ma tante, dix fois, cent fois le même après-midi. « Renouveler » est un verbe à la conjugaison traîtresse pour les petits d'avant le certificat d'études.

Du côté de mon père, les Becker avaient toujours habité dans le X<sup>e</sup> arrondissement. Ma grand-mère, seul de mes grands-parents que j'aie

connu, logeait rue des Vinaigriers. Elle est morte quand j'avais huit ans et ce fut un de mes premiers et vifs chagrins d'enfant. Elle portait, sur sa stricte et modeste robe de veuve en jersey noir, un camée dont les tons d'ivoire ciselé évoquent toujours pour moi la dignité un peu raide d'une femme qu'avait laissée inconsolée, murée dans son malheur, la disparition brutale de son mari et du père de ses trois jeunes enfants. Mon grand-père avait été en effet emporté à quarante-cinq ans. Ce qui explique que le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*, en accordant une notice à ce militant, Becker, qui avait été délégué de la Seine au congrès d'unité socialiste de la salle du Globe à Paris en avril 1905, signale qu'« il ne reparut plus dans aucune assise nationale ultérieure ». Et pour cause, puisqu'il mourut quatre mois après, en août de la même année, malgré les soins les plus éclairés que lui avait, à la maison Dubois — l'actuel hôpital Fernand-Vidal —, prodigués son cousin germain, le grand pneumologue Léon Bernard, le maître très cher de Robert Debré qui, dans ses souvenirs<sup>1</sup>, lui rend un admiratif et affectueux hommage. Léon Bernard, qui avait par ailleurs la réputation d'être un ours et laissait à sa femme, née également Bernard, et à sa sœur le soin d'entretenir les liens de famille, fut le croisé d'une pédagogie de l'hygiène sociale qui, à la belle époque du solidarisme de Léon Bourgeois, relia pasteurisme et durkheimisme, unit en somme la guerre faite au bacille avec la guerre faite au taudis. Cheville ouvrière du Comité national de défense contre la tuberculose, il fut sans le savoir à l'origine de l'un de nos amusements d'écolier : vendre les carnets de timbres antituberculeux et les vignettes grand format qu'arborait la vitrine de tout commerçant respectable, ce qui donnait lieu ensuite à une sorte de tennis-barbe. Au lieu de compter les barbus qui passaient par les rues : 15 pour le premier, 30 pour le second, 40 pour le troisième et jeu pour le quatrième, c'était les vignettes des vitrines qu'on comptait ainsi. La première vignette qui pouvait nous octroyer le 15 était celle qu'un cordonnier de la petite rue du Forez avait apposée. On courait à perdre haleine jusque-là, dissimulant en outre ainsi la vague peur que nous avions à passer par cette rue étroite et souvent fangeuse.

L'appartement de la rue des Vinaigriers, d'une propreté solennelle, n'inspirait pas la gaieté. A un détail près : ma grand-mère, dont l'époux avait été un libre penseur déterminé, cuisinait au beurre alors que ma mère, je l'ai dit venue d'une famille moins audacieuse, cuisinait encore à l'huile. Et pourtant, je dirai bientôt pourquoi ce fut probablement là que je sus que le monde était vaste et intéressant.

Telles sont les dimensions de mon territoire enfantin. A une extrémité la place de la Bastille où, au retour de la piscine Ledru-Rollin, on s'attardait à observer, et plus encore écouter, les cracheurs de feu et les hercules briseurs de chaînes qui avaient leurs habitudes, sur le terre-plein surplombant le canal, près de la station du métro dont la bouche offrait une volumineuse marquise modern style sous laquelle on pouvait s'abriter. A demi nus, un simple maillot mettant en valeur leurs biceps, les poignets enserrés dans une

---

1. Robert Debré, *L'Honneur de vivre*, Stock-Hermann, 1974.

lanière de cuir, les bateleurs devaient, par leur bagout, retenir les spectateurs jusqu'au moment de la quête et cela sans avoir trop souvent à exécuter leur numéro.

A l'autre extrémité, la rue des Vinaigriers — dans ce X<sup>e</sup> arrondissement dont Léon-Paul Fargue affirmait qu'il était « le plus poétique, le plus familial et le plus mystérieux de Paris ». Après avoir fait un coude, la rue des Vinaigriers débouchait sur le canal Saint-Martin. Avec ses résidences de standing, ses vedettes de tourisme, ses embarcations de plaisance, c'est aujourd'hui un « secteur en voie d'aménagement », ô combien, avec cheminements piétonniers descendant vers le plan d'eau, piste cyclable et autres coulées d'eau, de pierre et d'arbres. Mais la vie d'autrefois, les vingt chalands par jour transportant charbon, blé, sable, les ponts mobiles, les écluses manœuvrées à la main, les déchargements, les charrois, les dépôts et hangars des trois ports serrés entre de maigres squares aux arbres, gris de la poussière des cimenteries, tous ces mouvements et bâtisses poussées sans ordre ni grâce entraînaient une animation qui nous fascinait.

Gustave Flaubert qui s'était installé, en 1856, 42, boulevard du Temple, commence en 1874 la rédaction de son *Bouvard et Pécuchet* par une ouverture restée dans toutes les mémoires :

« Comme il faisait une chaleur de trente-trois degrés, le boulevard Bourdon se trouvait absolument désert.

Plus bas, le canal Saint-Martin, fermé par les deux écluses, étalait en ligne droite son eau couleur d'encre. Il y avait au milieu un bateau plein de bois, et sur la berge deux rangs de barriques. »

Dans les années 30, Arletty lançant sur sa passerelle : « Atmosphère, atmosphère, est-ce que j'ai une gueule d'atmosphère ? », Marcel Carné et Louis Jouvet ont eux aussi, avec *Hôtel du Nord*, conservé à jamais pour les cinéphiles les images, le climat, la poésie de ce quartier englouti dans sa rénovation.

Ce n'est pas seulement ce décor et ce folklore qui m'ont initiée au Paris populaire dont je me voudrais plus tard l'historienne. C'est plus encore d'y croiser les hommes et d'y hanter familièrement les lieux qui furent ceux du mouvement ouvrier organisé dans la première moitié du siècle. Depuis l'angle de la rue des Vinaigriers dont je ne soupçonnais pas qu'elle abritait alors une permanence des trotskistes (ces « bolcheviks-léninistes » qui publiaient *La Vérité*) mais où le cordonnier, derrière la grande vitre de son échoppe courbe, était l'expression vivante de l'anarchie — plus tard son souvenir s'est fondu en moi avec l'image de Jean Grave, le « cordonnier de l'anarchie » —, le quai de Valmy, la rue de la Grange-aux-Belles, l'avenue Mathurin-Moreau avec, au bout, le parc des Buttes-Chaumont que son cachet de romantisme populaire distinguait heureusement des allées classiques et hautaines du dominical Pré-Catelan, sont autant de rues où le syndicalisme ouvrier eut ses permanences, ses bistrots, ses librairies, ses rédactions, ses sièges et ses salles de meeting.

Entre ces deux extrémités, à mi-parcours se tenait la place de la République. Au coin de la rue Béranger, là où aujourd'hui se pressent les



clientes africaines de chez Tati, était installé l'un de ces magasins à l'enseigne de la « Toile d'Avion » que Boussac en 1919 avait eu l'idée d'ouvrir pour y vendre des robes d'été et des chemises d'homme coupées dans cette toile beige et légère dont il restait un stock important à la fin des hostilités. En 1934, de retour de chez ma grand-mère, nous y avons croisé un long et chaotique cortège de manifestants. Ce ne sont pas ceux de février puisque je revois ma mère, un peu effarée, poussant en courant la voiture du bébé né cette année-là en avril et se retournant pour vérifier que nous la suivions bien. Manifestants du 1<sup>er</sup> Mai ? Peut-être puisque nous avons les bras nus. Le côté belliqueux de la chose se trouve renforcé par le hasard qui veut que mes frères portent des sortes de hallebardes dont ma grand-mère leur a fait cadeau. C'est en tout cas ce jour-là que je suis bouleversée par la sombre vision d'une foule d'hommes dont la misère s'inscrit dans les yeux caves qui, sous la casquette, mangent des joues creusées.

Au cœur de ce territoire, l'artère maîtresse pour moi, c'était l'étroite rue de Sévigné. J'y ai appris à observer la division spatiale du savoir, à repérer les lignes d'une cartographie sociale. Le trottoir de gauche, quand on venait de la rue du Parc-Royal, était le trottoir de l'école communale qui, après le certificat d'études passé en cours B, offrait la série du cours A et des trois cours complémentaires conduisant de douze à seize ans au brevet élémentaire. Tandis que le trottoir de droite, entre la Bibliothèque historique de la ville de Paris et le musée Carnavalet, était celui du lycée Victor-Hugo. Les filles ne se regardaient pas d'un trottoir à l'autre, mais elles n'avaient pas besoin de se regarder pour mesurer la différence des conditions : sur le trottoir de gauche, les mains, la tête, les jambes étaient nues ; sur le trottoir de droite, gants, bonnet ou béret, bas, chaussettes ou socquettes étaient portés réglementairement. D'un trottoir à l'autre, les traversées étaient rares. Je fus l'une des seules de ma classe à me présenter à l'examen d'entrée en 6<sup>e</sup> et, de ce fait, à changer de côté. Je crois n'en avoir tiré aucune fierté ni arrogance. D'où vient, dès l'âge de dix ans, cette absence de gloriole ? Je ne sais. D'autant que cette absence n'impliquait pas pour autant que je me fisse, par un obscur sentiment de révolte contre l'injustice sociale, un point d'honneur de fréquenter le trottoir de gauche. Non : puisque j'allais au lycée, je marchais sur le trottoir de droite sans éprouver le besoin de m'en sentir exhaussée. Peut-être était-ce parce que j'étais très petite et qu'il est difficile, quand on mesure 1,50 mètre, de regarder le monde de haut...

Notre appartenance au monde juif s'inscrivait donc d'abord, comme il se doit, dans l'espace, par la délimitation d'un territoire qui nous était repères et repaires. Faut-il pousser la chose jusqu'à dire qu'il était le lieu de notre enfermement, mi-volontaire, mi-subit, la version élargie et assouplie d'un ghetto originel ? Oui et non.

D'abord, de manière générale, c'était là une particularité du Paris d'autrefois : il suffit de lire Céline ou Léautaud pour s'en convaincre. Mais on aura remarqué aussi que ce territoire était pour l'essentiel défini par les stations de caractère familial qui le jalonnaient. Thème très connu de ce qui

pourrait constituer le môle d'une sociologie de la persistance, concourant à expliquer comment un groupe particulier, somme toute peu nombreux, réussit à préserver la part originelle de son identité, à résister à la dynamique de la fusion au sein d'un groupe plus vaste et autrement défini : la famille au sens large était l'horizon indépassable de notre apprentissage de la vie sociale.

Indépassable : il est de fait que mes parents, qui recevaient au domicile fort peu, n'ont jamais reçu à l'impromptu, à la fortune du pot ou bien pour un dîner prié, quelque personne que ce soit qui n'appartînt pas à la famille et, par voie de conséquence, qui ne fût pas juif. Chaque samedi soir ma grand-mère et, avant son mariage, ma tante, qui habitait alors avec elle, venaient dîner. Elles apportaient à chacun des enfants un cigare en chocolat, « fumé » dans une religieuse extase. Une fois par an, en décembre, c'était le grand branle-bas. J'étais commise à préparer la crème pâtissière destinée à napper de somptueuses tartes à l'ananas que l'on considérait, en raison de leur garniture exotique, comme un sommet d'inventivité culinaire. On recevait... la famille, des dizaines d'oncles et cousins.

Gershom Scholem, dans ses souvenirs — *De Berlin à Jérusalem* —, fait, à propos de sa famille berlinoise, une observation analogue : il n'entrait chez lui aucun chrétien. Il en tire argument pour démontrer l'inanité de la prétention des juifs allemands à s'être totalement intégrés dans la société qui les avait invités à s'assimiler. Le raisonnement me paraît court. Il faudrait vérifier que cette carence de relations sociales intimes autres que les relations familiales, dans le cadre strictement privé et clos de la maison, n'était pas un trait de la petite bourgeoisie dans son ensemble, chrétienne ou juive, à une époque où la vie était moins large qu'elle ne l'est aujourd'hui. Et la famille plus vaste. Tenir maison ou table ouverte, recevoir et être reçu, avoir pour les dames un jour signaient déjà l'appartenance à la bourgeoisie aisée. Il existait en revanche d'autres lieux de sociabilité où les hommes étaient de leur côté appelés à se mêler, à niveau social égal, sans discrimination d'origine confessionnelle : par exemple le cercle. Mon grand-père maternel allait chaque jour en fin d'après-midi à son cercle avenue de l'Opéra. Pour, entre hommes, qui se sentent égaux de droit comme par les conditions de fortune, y jouer, causer, lire les journaux, fumer, entretenir des relations d'affaires, bourgeois libéraux d'assez fraîche date et d'encore petits moyens que rebutait la morgue des gens de salon ou leur condescendance. Vers 7 heures, mon grand-père quittait son cercle et se faisait ramener en fiacre chez lui pour y prendre sa femme et se rendre avec elle au théâtre ou dîner en ville. Un crayon de Steinlen conservé au Petit Palais de Genève, *La sortie du théâtre*, montre bien que c'est là la vie de la catégorie moyenne du négoce parisien.

Encore qu'il ne faille pas s'y tromper. Le Cercle républicain où il avait ses habitudes s'inscrivait, son nom l'indique bien, dans une mouvance idéologique et politique définie. Pour tout dire, c'était une excroissance maçonnique qui drainait les loges du centre de Paris. Or la franc-maçonnerie, surtout parisienne, fut, au cœur du XIX<sup>e</sup> siècle, une sorte d'institution particulière, une structure d'accueil — la principale ? — qui se chargea de

délivrer aux juifs leur ticket d'entrée dans la société française. Mes deux grands-pères étaient maçons. Mon père, non. La fonction intégrative de la maçonnerie n'avait plus lieu d'être. Mais il garda, sa vie durant, la manière de voir qu'enfant il avait acquise de son vénérable de père. Moi-même, si l'historienne que je suis a dû réviser quelques idées reçues et « penser la Révolution », je demeure à lire ces vers touchée par le républicanisme de mes pères, un républicanisme il est vrai teinté d'un barrésisme un peu fiévreux comme il convient au républicanisme de souche alsacienne et lorraine :

*Pourtant garde ta foi dans ta récente histoire,  
Ne renie pas l'éclat des jeunes Marseillaises,  
La proclamation des droits dans l'Assemblée,  
La voix des orateurs brillant entre les piques  
Et la retentissante émeute de Paris ;  
Ne renie pas le temps romain des volontaires,  
Quand les tambours blessés mouraient battant la charge,  
Frères des moulins français et des ponts de la Meuse,  
Ne mime pas le repentir des régicides  
Que poursuit la racaille obstinée des laquais,  
Qui cachent dans les bois leur vie diminuée  
Moqués par les enfants qui vont au catéchisme,  
Et qui sont dénoncés par de bas pamphlétaires  
A l'exécration des prudents villageois.  
N'oublie pas les Bourbons, escortés des cosaques,  
La terreur blanche au fond de la lâche Provence,  
Ce pays de païens sans cœur et sans pensée,  
De cruels maquignons, de félibres bavards  
Et qui n'a su nourrir de sa clarté splendide  
Qu'une race jouisseuse, excitée et vulgaire,  
La race des brailleurs et des tambourinaires<sup>1</sup>.*

Quoi qu'il en soit, on cousinait beaucoup, jusqu'à des degrés où le cousinage exigeait une mémoire généalogique. Cette mémoire-là, les femmes surtout la cultivaient avec un zèle opiniâtre. Après la sempiternelle interrogation : « C'est un(e) yidt ? », elles s'acharnaient, dès lors que leur était présenté un nouveau venu, à repérer dans le tableau des chaînes de générations la place qui était la sienne et assurait de son honorabilité. Ce n'était d'ailleurs pas là curiosité gratuite mais actualisation permanente des données à partir desquelles s'arrangeaient les mariages. Peu ou prou, toute femme mariée était en effet marieuse, auxiliaire bénévole mais empressée des marieuses professionnelles, les *chadchen*<sup>2</sup>. Cette rage de matrone à apparier les jeunes gens nous faisait rire. C'est peut-être cette obsession généreusement partagée qui explique la surprenante résistance du groupe judéo-alsacien non pas seulement à la conversion, mais à l'exogamie. L'assimilation était en marche depuis bien longtemps, les trois fatidiques générations dont on dit qu'elles sont nécessaires et suffisantes pour parachever le processus avaient pris le relais comme prévu, et le mariage

1. Henri Franck, *La Danse devant l'arche*, 1921.

2. Prononcer : châtren.

mixte restait une exception. Il le resta jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, sauf, aux confins du groupe, parmi ceux — généralement des intellectuels — dont la carrière professionnelle les amenait à se détacher du noyau central et à vivre dans une société définie par d'autres bases. Il est curieux d'observer que les juifs, venus d'Europe centrale et orientale, pourtant fréquemment plus observants, offrirent, semble-t-il, moins de résistance. Peut-être parce que, malgré la constitution de *landsmanschaften* — les « sociétés d'originaires » dont chacune regroupait dans le pays d'accueil les immigrés en provenance de la même ville du vieux pays —, le déracinement avait coupé les canaux par où passait l'information (la « réputation » : piété, honorabilité, santé, situation financière, etc.) sur laquelle se décidaient les alliances familiales. En contrepartie, dans la communauté judéo-alsacienne, si les mariages mixtes étaient rarissimes, fréquents étaient les mariages entre petits-cousins. On en a déjà vu plusieurs cas, dont celui de mes grands-parents maternels. Claude Lévi-Strauss, dont on sait l'intérêt pour l'étude des systèmes de parenté, rappelle que ses propres parents étaient « issus de germaines » et s'interroge : « Est-ce à cause des liens de famille ou à cause des rapports entre peintres que mes parents se connurent ? Je ne sais plus » (le père de Claude Lévi-Strauss était peintre comme l'était le mari de la sœur aînée de sa mère, Henry Caro-Delvaile, et encore le mari d'une autre sœur, Gabriel Roby<sup>1</sup>). L'alternative est-elle contraignante ? Si la proximité des intérêts professionnels a pu jouer, les liens dans une famille comme celle, traditionnelle, du rabbin Lévy de Bayonne, devenu le grand rabbin de Versailles, n'ont pu que favoriser la conclusion d'une si courante union.

Mes parents sont un bon exemple de la méthode qui prévalait chez les juifs alsaciens. Mon père — c'était en 1922, à vingt-sept ans, un homme fait — descendait à l'hôtel du Nord quand sa tournée l'appelait à Reims. Depuis qu'avec ses parents, les Simonin, elle était rentrée de Saint-Étienne où elle avait été en 1914 évacuée après le bombardement de la ville-martyre, la sœur de Juliette Dreyfuss, Hélène Weill, belle et accorte femme, en était la patronne. Son mari, Edmond, originaire de Strasbourg, avait de son côté une importante boucherie, place des Marchés, dont mon père, sarcastique et peut-être médisant, disait qu'elle n'était pas très caché bien que le gendre tînt à fournir ses beaux-parents fort scrupuleux en matière de *cachrouit*.

Juliette Dreyfuss, Hélène Weill : tandis que Lévy et Kahn étaient les noms patronymiques d'environ une famille juive d'Alsace sur six (exactement : en 1874, 17 p. 100 du lot), Dreyfus, Bloch et Weill — des patronymes qui sont autant de toponymes — l'étaient d'un peu plus d'une famille sur huit (exactement, à la même date : 13 p. 100). Une malicieuse histoire du folklore judéo-alsacien raconte d'ailleurs comment un juif d'un village d'autrefois, un dimanche matin où il n'avait pas la conscience très tranquille, crut percevoir dans le martèlement saccadé des tambours de la fanfare municipale une menaçante interpellation à l'encontre

« De Blum, de Weill, de Lévy, de Bloch ».

---

1. Cl. Lévi-Strauss, Didier Eribon, *De près et de loin*, O. Jacob, 1988, p. 11.

Becker, le patronyme de mon père, est un nom moins répandu (mais sa mère était une Weill et la mère de sa mère une Cerf — un patronyme particulièrement honorable puisqu'il fut celui du fameux Cerf-Beer, le syndic des Juifs d'Alsace à la veille de la Révolution française).

Becker — qui peut s'écrire Bekker ou Baecker, mais la graphie « Becker » est la plus usuelle dans toute la région sarroise — est un nom de métier : boulanger, en allemand. Ce qui explique que le patronyme de Becker n'est pas spécifiquement juif. L'était-il ou non ce Balthazar Becker qui, en 1694 à Amsterdam, publia en quatre tomes in-octavo un ouvrage intitulé *Le Monde enchanté* ? L'était-il ou non, probablement non, ce Nicolas Becker, poète et patriote allemand né et mort à Geilenkirchen, le fameux auteur de l'*Hymne du Rhin* composé en 1840

*Non ! Ils ne l'auront pas notre Rhin allemand !*

auquel Alfred de Musset répondit avec éclat

*Nous l'avons eu, votre Rhin allemand !  
Il a tenu dans notre verre.*

Et qui donc était ce Becker que, dans une nouvelle d'Ivan Bounine<sup>1</sup>, rêve d'imiter un jeune lycéen russe :

« L'enfant... eût voulu évoquer, avant de s'endormir, ces lointaines contrées que tout le monde ignore, certains prodiges de passion et de dévouement, la vie de Livingstone, celle de Becker... » ?

Je n'en savais pas plus quand un jour j'eus l'idée d'interroger l'ordinateur spécialisé du musée de la Diaspora à Tel-Aviv. Ma science s'accrut aussitôt vertigineusement. Le nom de Becker peut désigner le métier du premier de la lignée à prendre ce nom-là. En fait, comme beaucoup de patronymes pris ou reçus par des juifs quand ils eurent à s'en doter pour répondre aux exigences d'un service d'état civil géré par des institutions publiques, le patronyme de Becker fut adopté comme un acronyme de l'hébreu « Bnei Kedoshim » (fils de martyrs) ou mieux encore « Bnei Kedoshim Rabanim » (fils de martyrs et rabbins) — BKR. Or la règle veut que ces noms-là renvoient au groupe de noms dérivant du prénom biblique Baruch (« le béni », en hébreu) — Baruch, fils de Neric, scribe et homme de confiance du prophète Jérémie au point qu'il s'assit pour rédiger toutes les prophéties de ce dernier et peut-être même composer le récit de sa vie. D'ailleurs, c'est un nom que l'on donne volontiers à un enfant pour éloigner de sa vie l'infortune. A partir de là, translittération, transcription et migration ont multiplié les variantes et versions, depuis Abenbaruch jusque Barouh et Bourack et, par une dérivation de l'équivalent latin Benedict, depuis Bendit, Bond jusqu'à Benoît et Barry.

L'hôtesse de Reims remarqua donc ce jeune André Léon Becker, un garçon avenant et sérieux, et, après deux ou trois passages où elle eut l'occasion d'apprendre de sa bouche quelles étaient ses origines, sa situation

1. Ivan Bounine, « Propos nocturnes », in *Le Monsieur de San Francisco*, Stock, 1984 pour la trad. française.

de famille et sa situation tout court, elle s'en ouvrit à sa sœur Juliette Dreyfuss qui habitait Paris. Il lui semblait en effet que ce parti pourrait convenir à la seconde fille de celle-ci.

Avoir trois filles à marier, ne pouvoir à chacune donner qu'une petite dot — 30 000 francs — dans un temps où si nombreux avaient été les jeunes gens qui avaient été tués à la guerre que les survivants pouvaient se montrer exigeants, c'était un gros souci auquel les Simonin, les Weill et les Dreyfuss essayaient ensemble d'apporter remède. Surtout quand, comme on le disait malicieusement des Dreyfuss, on était un peu « *springer* », « *m'as-tu-vu* » pourrait se traduire cette expression judéo-alsacienne un peu leste. Mais il en avait été de même du côté des Becker. Du fait que ma grand-mère en raison de son veuvage avait pu lui assurer une excellente éducation, l'ayant envoyée toute une année dans une pension anglaise, mais n'avait pu lui constituer de dot, ma tante Madeleine, bien que première vendeuse chez Bernard, avenue de l'Opéra, maison de qualité qui « *faisait le flou* » (tailleurs, manteaux, fourrures), s'était mariée fort tard avec un homme de petite condition et qui n'était pas originaire d'Alsace-Lorraine — un juif tout de même mais d'une famille venue d'Europe centrale et qui s'appelait Stowietzky, disgrâce suprême quand dix ans plus tard éclata l'affaire Stavisky ! Au contraire sa cadette, ma tante Guite, orpheline de père dès sa naissance (à quatre-vingt-cinq ans elle se souvient encore qu'à Hanoukka<sup>1</sup>, quand elle était toute petite, une dame très bonne, originaire de Phalsbourg et qui, de son nom d'épouse, s'appelait Fabius<sup>2</sup>, lui apportait des jouets), avait pu se marier, elle aussi tard mais « *très bien* » grâce au petit héritage que ses frère et sœur lui avaient abandonné après la mort de leur mère.

Il serait d'ailleurs injuste de penser que les stratégies matrimoniales n'avaient qu'un seul ressort : l'argent. Ce ressort-là comptait mais moins que l'honorabilité — une notion complexe, fragile et déterminante. C'est ainsi que les Weill — la branche de la mère de mon père — étaient assurément plus aisés que les Dreyfuss — la branche du père de ma mère — si j'en crois les extraits de naissance des membres de ces lignées appartenant aux mêmes générations. Joseph Weill, le père de cette Charlotte, ma grand-mère, dont j'ai déjà noté qu'elle était née à Phalsbourg en 1868, s'était, dans la déclaration de naissance de sa fille, qualifié à trente-cinq ans de rentier et les deux témoins qui avaient contresigné celle-ci, Salomon Cerf, trente-six ans, cousin germain du déclarant, et N.J. Salomon, soixante-deux ans, ami d'icelui, s'étaient tous deux qualifiés de propriétaires.

Mais revenons en 1922 à Reims. Après discrète vérification des dires de l'intéressant jeune homme, les deux sœurs s'entendirent sur un adroit scénario : la jeune fille serait invitée à venir donner un coup de main à sa tante dans la période où l'on savait que devait ponctuellement repasser le voyageur. C'est ainsi qu'ils furent présentés l'un à l'autre, qu'ils se plurent, qu'ils se marièrent. La cérémonie eut lieu évidemment à la synagogue du

---

1. Hanoukka, la « fête des Lumières », est aussi la fête des enfants qui reçoivent à cette occasion cadeaux et jouets.

2. Il s'agissait très probablement de la mère d'Elie et Paul Fabius. C'est d'Elie, qui eut cinq fils, dont Laurent Fabius (que son père, André, fit baptiser) est le petit-fils.

grand-père de la mariée. La noce déroula ses fastes trois jours durant à l'hôtel du Nord où étaient accourus des dizaines et dizaines de membres de la parentèle chargés de somptueux cadeaux. Le champagne, envoyé par toutes les maisons de la place, coula à flots.

On prétend que l'histoire ne repasse pas deux fois les mêmes plats. En revanche d'une génération à l'autre, par pure coïncidence, il arrive qu'une fille remette ses pas dans les pas de ses parents. J'y pensais quand je fus, pour mon premier poste universitaire, élue maître de conférences à la toute jeune université de Reims. Et chaque fois que, pour gagner l'établissement qui se trouvait être encore installé dans d'inconfortables mais bien sympathiques bâtiments anciens du centre-ville — c'était dans les années 60, avant la construction de l'actuelle université repoussée à la périphérie —, je longuais la cathédrale, j'éprouvais non seulement cette sorte d'épanouissement intérieur, de bien-être physique que me procure la contemplation d'un chef-d'œuvre de pierre, mais aussi un sentiment de réjouissance au souvenir malicieux d'un récit de ma mère attaché à la cathédrale de Reims. Un récit du temps où les juifs, bien que leurs logis, serrés autour de la synagogue, fussent souvent situés non loin, évitaient, par crainte d'être brusquement accusés de sacrilège, de s'approcher et plus encore de pénétrer dans l'édifice chrétien ; ils faisaient même souvent un détour pour n'avoir pas à en traverser le parvis. Or un juif de Reims, bien averti de la répugnance de ses coreligionnaires à fréquenter les alentours de la cathédrale, en avait profité pour donner en toute impunité ses rendez-vous galants à l'intérieur. Il était ainsi certain de ne pas être surpris par un mari jaloux ou une commère cancanière. Quant au regard de Dieu...

On cousinait donc beaucoup. En semaine avec les cousins du côté maternel, le dimanche avec les cousins du côté paternel. Un dimanche au moins sur deux ou trois — surtout l'hiver car, au printemps, nous faisions plutôt cercle au Pré-Catelan où nous prenions l'air dans un ennui distingué —, nous allions chez la tante Zoé dont le défunt mari avait été propriétaire d'un magasin de timbres rue de Paradis. C'était une matriarche parmi d'autres semblables qui, devenues fort précocement veuves, avaient reporté leur dévouement amoureux sur le seul enfant dont elles avaient eu le temps d'accoucher. Ce n'était pas toujours le cas : une autre de mes grand-tantes, la tante Caroline, avait été définitivement abattue par la mort de son Raphaël. L'oncle Raphaël, que je n'ai bien sûr pas connu, c'est pour moi le souvenir légendaire dans lequel je confonds cette sombre et triste cohorte de très jeunes époux qui, entre 1914 et 1918, tombèrent au champ d'honneur, laissant à jamais des femmes au cœur brisé. La tante Caroline ne sut que pleurer pendant près de soixante ans celui à qui elle avait été si brièvement unie et continua à le pleurer même après qu'à la guerre suivante elle eut perdu sa fille, son gendre et son petit-fils, disparus à Auschwitz.

La tante Zoé, elle, après son veuvage, retrouva un rôle à sa mesure. Elle ne se contentait pas, après avoir mis sa bru sous son inflexible coupe, de gouverner souverainement le ménage de son fils ; quatrième des sept

enfants Becker, elle avait encore pris à charge de rassembler entre ses mains tous les fils qui tissaient la trame d'un groupe familial devenu considérable mais demeuré vivace à la génération des cousins et des petits cousins. Dans sa bergère au petit point qu'elle ne quittait jamais, chaque fournée d'arrivants devait à son tour s'approcher et s'incliner devant elle. Elle feignait de s'absorber dans une éternelle tapisserie, en réalité elle surveillait son monde.

Elle avait une manière inimitable de soupirer : « Comme cette petite a une figure de goïe ! », qui me jetait dans des abîmes de perplexité. Je n'avais pas à en douter, ce n'était pas là un compliment mais, dès lors que la vertu de ma mère était insoupçonnable, que voulait-elle suggérer ? Que je n'avais pas le « type » ? Ah, le « type », tout était là ! Certes pas celui que l'ordurière caricature antisémite dessinait du juif lippu au nez plongeant dans la bouche, aux yeux glauques écartés et aux oreilles en éventail sur un corps difforme. Le « type » de la tante Zoé était un genre que, de la Belgique à la Suisse par le Luxembourg, on retrouve dans la vallée du Rhin chez tant de femmes, juives ou non : un air d'énergie placide, un maintien que souligne une forte poitrine nourricière, un visage plein sous le casque d'une chevelure claire, mi-courte et largement ondulée ou ramassée en chignon et bien sûr chapeauté. Aujourd'hui encore, dans les petites villes de Flandres et de la Suisse bâloise, les boutiques de mode présentent en vitrine, selon les saisons, feutres chasseur, cloches, bretons, galettes, bérêts à la midship, béguins en satin et « paradis », toques, tambourins, turbans, drapés à la maharadjah, capelines, canotiers, borsalinos qu'ornent, sobres ou exubérants, des bouillonnés de mousseline, des tourbillons de tulle point d'esprit, des rubans, des fleurs, des pierres aux reflets précieux, des colibris aux plumes ébouriffées, des mouches et bestioles d'Amérique du Sud, montées sur fil de laiton avec deux perles à la place des yeux, des plumes, des aigrettes vert Nil, des voilettes et résilles. Les jouxtant fréquemment, des salons de thé-pâtisseries aux nappes blanches délicatement empesées sous un éclairage discret offrent, pour ces dames en quête de réconfort après les essayages auxquels elles se sont prêtées, des gâteaux très crémeux. De là ma prédilection particulière pour le tableau de Degas — un pastel, datant de 1885 environ, intitulé *Chez la modiste*.

La pire épreuve chez la tante Zoé était la cérémonie du thé. A nous qui n'aimions que le café au lait de nos provinces perdues et recouvrées, on servait dans des tasses de porcelaine chinoise un insipide thé, à l'anglaise bien sûr, avec du citron ou un nuage de lait. Rien qui rappelât le fort thé à la russe qu'on boit, brûlant, dans des verres auxquels on se réchauffe les mains, en soufflant comme un volcan pour que sa chaleur se diffuse dans l'air ambiant. C'est que l'anglomanie tourmentait les familles juives qui avaient, comme tante Zoé, franchi la limite fatidique de l'Opéra et de la Madeleine pour aller s'installer dans un rez-de-jardin à Passy, à la Muette, à Auteuil. Dans ces années 30, emportée par le même élan, la tante Zoé avait évacué ses lourds et superbes bahuts d'origine, en chêne ou sapin, dont un encausticage attentif, fait de main ménagère, exaltait l'odeur et la couleur, pour acquérir un prétentieux salon en acajou vernis. Depuis, elle craignait par-dessus tout que, turbulents, nous n'endommagions en les



rayant les portes mafflues du long buffet bas accroupi sur le tapis comme une baleine échouée sur un banc de sable.

Un salon platement bourgeois donc ? Pas tout à fait. Certes, il n'accueillait que des membres de la famille dont aucun n'était ni très remarquable ni très dissemblable de tous les autres, tant cette famille était homogène. Les valeurs partagées étaient sans ambiguïté ni fantaisie : les femmes étaient vertueuses bien que le mot, incongru, ne fût pas prononcé car il aurait impliqué que le contraire pût exister. Les hommes étaient diligents et perspicaces car ils avaient à charge de conduire leurs affaires à travers les récifs et écueils d'une crise qui, au tournant des années 30, inquiétait les plus rassis. Ils n'étaient pas tous impeccablement fidèles à leur femme légitime — on murmurait même que l'un d'eux avait un second ménage goï —, mais aucun n'aurait osé abandonner épouse et enfants pour courir la prétentaine. Bref, le mot qui semble le mieux apte à rendre l'atmosphère de ce salon, c'est celui de « décence », bien loin, sinon à l'opposé, des audaces du Paris des Années folles.

Cette décence ne sentait pas le renfermé. Car ce salon accueillait fréquemment des gens de la famille qui, de passage ou de retour, venaient du monde entier. Le judaïsme d'Alsace-Lorraine avait en effet connu tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle un fort taux d'émigration et de dispersion. Pas seulement en raison de circonstances historiques comme la guerre de 1870. Mais du fait d'une croissance démographique explosive qui, dès la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, avait produit des familles très nombreuses. Le recul de la mortalité, plus précoce que dans les familles chrétiennes, peut-être grâce à certaines règles d'hygiène issues des prescriptions rituelles, avait en effet commencé à assurer la survie de nichées dont aucune limitation volontaire des naissances ne réduisait encore le développement.

Dans ce judaïsme de village et de petite ville qu'était le judaïsme alsacien-lorrain — il s'était longtemps vu refusé l'installation à demeure dans les villes importantes, Strasbourg, Colmar, Mulhouse —, la pression démographique devint telle que seul l'exode pouvait la réduire. Un exode à trois rayons d'action : d'abord vers les villes des deux provinces dès qu'elles furent déclarées « ouvertes » ; puis vers les villes et surtout les villes capitales des pays contigus aux deux provinces : Paris, mais aussi Luxembourg, Bâle, Bruxelles ; enfin, et de plus en plus, vers l'outre-mer, dans les colonies françaises et davantage encore vers les pays neufs, les deux Amériques, l'Extrême-Orient.

C'est ainsi que deux frères de ma grand-mère paternelle, Maurice et Samuel Weill, avaient émigré en Californie et, dans le plus grand magasin de San Francisco fondé d'ailleurs par un autre Alsacien, avaient été calicots. En 1916, le doyen et président de la colonie française à San Francisco, « vieille barbe » de 1848 et propriétaire d'un quotidien, *L'Écho de l'Ouest*, était d'ailleurs aussi un Weill, prénommé Raphaël. Maurice, lui, était alors revenu en France pour répondre en 1914 à son ordre de mobilisation et, lassé de son expérience américaine, ce vieux garçon n'était pas reparti. Il avait pris logis chez sa sœur à qui il procurait un modeste supplément de ressources, supplément dont cette femme demeurée si tôt veuve se trouvait

aise. Il jouait avec nous au nain jaune et, pour se consoler de ses habitudes devenues sédentaires, travaillait dans une maison réputée d'articles de voyage. L'Amérique n'avait d'ailleurs pas réussi à tous ceux de ma lignée qui y avaient été chercher fortune. Certains, oui, des Cerf, nous firent visite en 1937 à l'occasion de l'Exposition universelle et nous envoyèrent à la Libération des colis de vêtements dont j'ai gardé un souvenir émerveillé : il y avait là une robe bayadère à empiècement cache-cœur, un manteau de drap à grande pèlerine de cocher, une petite robe de lainage noire rebrodée de marguerites aux couleurs naïves. L'un de ces heureux cousins américains, président ou quelque chose d'analogue dans une université de l'Ouest, proposa même de me faire venir en Amérique et de prendre en charge mes études supérieures, mais, quand il sut que j'étais communiste, il renonça à son généreux projet. L'esprit de famille ne devait pas aller sans doute pour lui jusqu'à fermer les yeux sur une aussi regrettable erreur (sur l'erreur, il n'avait pas tort, mais il devait avoir, à plus de dix mille kilomètres de l'Europe, une idée assez vague de ce qui s'y était passé et sa méthode pour hâter la correction de ladite erreur laissait sans doute à désirer).

D'autres avaient été moins heureux. On rit encore en famille de la mésaventure qui ruina mes arrière-grands-parents paternels, les Joseph Weill, de Bischwiller, quand les terres qu'avaient été chargés d'acheter, avec les économies parentales, leurs deux fils partis aux Amériques, dans l'espoir que leur valeur décuplerait le jour où les compagnies de chemin de fer les rachèteraient pour y faire passer la ligne en construction, tombèrent à rien. La ligne passa bien mais à côté. Les fils n'eurent plus qu'à prendre leurs parents en charge. Tant que ceux-ci vécurent, ils leur envoyèrent une mensualité et l'on sait que les juifs alsaciens ont souvent une longévité exceptionnelle, ce qui fut le cas : Joseph Weill mourut en 1914, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Plus extraordinaire : le frère de mon grand-père paternel, David Becker, partit au Japon comme Ingénieur du Mikado. Lui ne spécula pas sur les terrains où le chemin de fer était censé devoir passer. Centralien, il fut appelé à le construire. Cela lui réussit d'ailleurs encore moins. Il mourut brusquement au Japon, laissant une jeune femme (qui était aussi sa nièce, une fille de sa sœur aînée Cécile Carp) et une toute petite fille que je connaîtrai quand elle sera devenue une jeune femme, Simone Goldstein, mariée à Liège avec un marchand de meubles. Accompagnée de mon plus jeune fils, j'ai pu en 1979 retrouver la tombe de ce grand-oncle enterré à Yokohama, l'un des trois ports nippons qui, après la visite du commodore Perry, avaient été en 1859 ouverts au commerce étranger. David Becker repose sous un cerisier dans le carré juif de la nécropole réservée aux Européens. Trois quarts de siècle après sa mort, et ce devait être le premier qui témoignât de la venue d'un proche, je déposai pieusement, selon la coutume, un caillou sur la pierre tombale où on lit en français :

Ici repose  
David Becker  
né à Paris  
le 15 septembre 1863

décédé  
à Yokohama  
le 14 juin 1906.

L'histoire de David Becker m'était connue bien avant que j'aie au Japon. Mettant à profit son séjour là-bas, David avait accepté de vérifier à l'embarquement — un contrôle impérieusement nécessaire sans lequel la chose aurait été impraticable tant les mœurs commerciales étaient encore différentes — les caisses de japonaiseries et chinoiseries que son frère aîné, mon grand-père Henri Becker, réceptionnait ici, pour le comptoir en gros qu'après avoir été représentant en draperie de Roubaix il avait ouvert avec un associé, « Monsieur Babani », passage Meslay, à proximité du théâtre de l'Ambigu. Dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle s'était en effet développé en Europe un goût passionné pour les objets d'Extrême-Orient. Des marchands de haut vol — Bing ou Auguste et Philippe Sichel — avaient remplacé les ferrailleurs d'antan et autres remisiers de bric-à-brac pour procurer bronzes, faïences, porcelaines, ivoires, bois sculptés et bibelots de fer ciselé de Chine et du Japon à d'opulents amateurs, les Rothschild, les Camondo et surtout Henri Cernuschi qui installa ses fabuleuses collections dans un hôtel-musée qu'à sa mort il légua à la ville de Paris. Edmond de Goncourt, qui fut un amateur moins fortuné certes mais très averti, parle souvent de ses achats dans son *Journal* ; par exemple cette note du 30 octobre 1874 : « Ce matin, j'ai été prendre Burty et nous avons été *inspectionner* l'arrivage de deux envois du Japon. Nous avons passé des heures au milieu de ces formes, de ces couleurs, de ces choses de bronze, de porcelaine, de faïence, de jade, d'ivoire, de bois, de carton, de tout cet art capiteux et hallucinatoire. [...] J'ai acheté des albums anciens, un bronze si gras qu'il semble la cire perdue de ce bronze, j'ai acheté la robe d'un tragédien japonais où, sur du velours noir, des dragons d'or aux yeux d'émail se griffent au milieu d'un champ de pivoines roses. » Pour ma part, j'ai encore récemment convoyé un dernier et précieux vestige de ce négoce exotique : une magnifique potiche décorée en porcelaine de Chine que ma tante, qui l'avait par miracle sauvée des trois ou quatre désastres absolus dont sa vie fut jalonnée, destinait à sa fille, installée au kibboutz Merhavïa.

Épilogue curieux : les deux frères, l'un au Japon, l'autre à Paris, aux deux bouts de la chaîne commerciale qu'ils avaient créée, moururent à quelques mois d'intervalle, brusquement emportés à quarante-cinq ans, l'un d'une maladie de cœur, l'autre d'une pneumonie.

Mais le hasard a voulu que leur esprit d'entreprise, leur goût des horizons, des civilisations et des arts lointains aient éveillé très précocement chez moi un intérêt passionné pour un monde compris dans ses plus vastes dimensions. Un jour que je furetai chez ma grand-mère, je découvris, au bas de la vaste armoire qui meublait l'entrée du sombre appartement, une boîte à chaussures dans laquelle étaient rangées les cartes postales expédiées par les membres de la famille pendant leurs voyages au long cours ainsi qu'une collection complète de *L'Illustration*. Dès lors, je passais des heures innombrables à classer ces documents précieux. J'en ornaï mes cahiers

d'histoire et de géographie, car il semble bien que mes professeurs n'aient pas attendu les injonctions de la pédagogie active pour m'encourager à constituer des dossiers illustrés sur les pays peu connus où les miens s'étaient aventurés.

### 3.

## L'été au bord de la mer

« Ô ces larges beaux jours dont les matins flamboient !  
La terre ardente et fière est plus superbe encor  
Et la vie éveillée est d'un parfum si fort  
Que tout l'être s'en grise et bondit vers la joie.

... Ô ces matins de fête et de calme beauté !  
Roses dont la rosée orne les purs visages,  
Oiseaux venus vers nous, comme de blancs présages,  
Jardins d'ombre massif et de frêle clarté ! »

Émile Verhaeren, *La Joie*.

« Le vent marin s'est levé,  
Le sable t'a ensevelie... »

(Vieille chanson.)

« Depuis toujours, j'ai rêvé d'une chanson  
dont les vers  
seraient comme les dunes en bordure de mer,  
édifiées sans rime ni raison  
par l'eau et par le vent  
au gré des belles et des mauvaises saisons.  
Une chanson venue au monde naturellement  
et qui mourrait aussi de sa belle mort  
(pour autant qu'elle soit promise à ce sort)  
comme les dunes au bord de la mer. »

Ismail Kadaré, *Au bord de la mer*.

« La Mer, en nous portée, jusqu'à la satiété du souffle et la  
péroraison du souffle »

Saint-John Perse, *Amers*, « Invocation », 3.

J'ai jusqu'ici évoqué la texture de ce qu'était la vie ordinaire d'une enfant de ma sorte au cours des années 30. Mais en rester là serait oublier comment cette vie ordinaire était chaque année suspendue, réorientée, ouverte à de nouvelles leçons et influences pendant tout un trimestre d'été :

car il y avait les vacances, pendant lesquelles l'effacement de la parentèle-écran me permettait de prendre une vue plus directe d'une petite société originale, on dirait aujourd'hui : la France profonde.

Dans les derniers jours de juin — deux semaines à un mois avant la fin officielle de l'année scolaire qui, en ces temps-là, se terminait le 14 juillet dans les lycées et le 31 dans les écoles primaires —, la maison entraînait dans une période fiévreuse. On venait tout juste d'en terminer avec les confitures de fraises et de groseilles que, par grands paniers, on allait acheter de bon matin aux Halles sur le carreau près de Saint-Eustache. Les grands bocaux, recouverts de leur couche de paraffine, s'alignaient désormais avec leur étiquette millésimée sur le haut du buffet de la cuisine et la bassine de cuivre avait été raccrochée à son clou jusqu'à l'année suivante.

C'est alors qu'on remontait de la cave deux panières si grandes qu'on pouvait s'y cacher. Ma mère nous chassait de ses jambes ; le front plissé, elle sortait de l'armoire à linge les draps, les taies, les torchons, les nappes, les serviettes de table, les serviettes et gants de toilette, les peignoirs et draps de bain qui constituaient le fond de maison dont on aurait besoin. S'y ajoutait le vestiaire d'été qu'elle avait tricoté au printemps pour chacun d'entre nous — maillots deux pièces des beaux jours, pull-overs et châles de laine des jours de gros temps, maillots une pièce pour le bain quotidien sans compter la tenue dominicale de rigueur : jupe à gros plis de flanelle blanche pour les filles, culotte courte de même flanelle pour les garçons. Les langes de laine et ceux de coton blanc, les couches, les pointes, les culottes de caoutchouc, les brassières de finette festonnée, de percale ou de flanelle, les bégains, les chaussons, les robes et costumes habillés, les cache-cœur, les bavoirs de piqué blanc ou côtelé, les bavettes en tissu éponge, les taies rondes festonnées, galonnées ou à jour, le couvre-lit et la couverture de voiture piqués et ouatinés, tout ce fourniment pour l'habillement du dernier-né faisait à lui seul une énorme pile. Et puis les livres et cahiers des devoirs de vacances, les cahiers de musique, car changer d'air et « partir à la mer » ne signifiait pas comme aujourd'hui que les enfants s'abandonnaient, trois mois durant, à une oisive sauvagerie.

Quand nous avions été autorisés à grimper sur les malles d'osier pour faire poids et aider à leur difficile fermeture et que le service rapide des chemins de fer du Nord était venu en prendre livraison, il fallait encore battre et rouler les tapis, répandre de la naphthaline dans toutes les fentes du parquet, sous les lits et les meubles, recouvrir de housses et de papier journal toutes les surfaces exposées à recevoir de la poussière, fermer enfin volets et persiennes pour condamner à l'ombre et au silence un logis déserté pour trois mois. On part aujourd'hui plus souvent mais moins longtemps. Le ménage est peut-être aussi l'objet de soins moins anxieux ou peut-être l'arsenal de produits de droguerie dont on dispose rend-il le traitement *a posteriori* plus expédient que les mesures préventives. Quoi qu'il en soit, on ne connaît plus ce vaste déploiement de tâches ménagères annonciateur des grandes migrations d'été.

Le jour venu, nous avions un dernier motif de ravissement. Nous prenions un taxi — le seul de l'année qui eût notre clientèle — pour aller...

à la gare du Nord. Ce n'était pas très long mais c'était bien. Les taxis G7 d'alors n'étaient pas des véhicules ordinaires mais des voitures de place avec vitres de séparation et strapontins qui se déplaient et se repliaient en trois morceaux, objets de convoitise réservés aux garçons du fait que le sexe faible était appelé à porter éventuellement le bébé ou le précieux sac aux tartines de pâté de foie, l'un où l'autre exigeant une égale douceur dans leur maniement.

Où allions-nous ? Pas très loin ; tout de même, pour l'époque, pas tout près. Pas aussi près que Victor Hugo qui, en 1822, passait avec Adèle, sa fiancée, l'été... à Gentilly. Pas aussi près que mon amie Monique qui allait, elle, à... Champigny. Parmi les partants — ce n'était pas la majorité —, ceux qui s'arrêtaient à proximité de la capitale étaient légion. Ou bien alors ceux qui, comme mon autre grande amie d'école, Jacqueline, s'éloignaient davantage le faisaient pour retrouver, chez leurs grands-parents, la maison de famille. Nous étions donc des privilégiés puisque nous allions à Cayeux-sur-Mer. Quand le grand train qui était passé par Creil, Longueau, Amiens, Abbeville, après trois heures d'une course que nous avions jugée interminable, s'arrêtait à Noyelles, nous descendions pour emprunter un tortillard. Un « petit train » aux wagons de bois qui, à travers garennes et pâtures, musardait à la vitesse de vingt kilomètres à l'heure.

Jusqu'à la guerre qui, entre autres conséquences et comme les guerres le font souvent de ceux qui les subissent, me fera connaître du pays, je n'ai connu du monde que Paris et Cayeux. Notre unique voyage annuel, c'était celui qui, par le train, nous conduisait de Paris à Cayeux et retour.

Pourquoi Cayeux-sur-Mer ? Toujours ce même entrelacement de tradition, de commodité et d'hygiène. Mes grands-parents maternels qui semblent avoir eu un goût plus affirmé des mondanités que n'eurent mes parents y allaient déjà quand, avant 1914, Cayeux, grâce à un maire entreprenant, Anatole Mopin, était entré de plein droit dans le chapelet des plages comme il faut de la côte normande et de la côte d'Opale. Ma mère y était donc allée toute son enfance. J'avais fréquenté la même école qu'elle ; nous allions aux mêmes bains de mer. Par ailleurs mon père qui, à proprement parler, ne prenait pas de vacances (les hommes à l'époque se désintéressaient rarement de leurs affaires plus que quelques jours d'affilée) pouvait nous y rejoindre le vendredi soir comme il faisait à Paris puisque sa tournée des plages du Nord, partie intégrante du secteur qu'il avait en charge, le mettait à courte distance de notre lieu de séjour estival. Enfin on tenait que, pour les petits Parisiens anémiés, rien ne valait l'air tonique, salin et iodé des plages de la Manche. On emmenait alors à Berck les enfants atteints de maladie osseuse, mais même les enfants en bonne santé devaient trouver sur les plages voisines de quoi « se fortifier ».

En somme, notre présence à Cayeux était la résultante de deux évolutions indépendantes mais concomitantes : l'entrée au siècle dernier des juifs émancipés d'Alsace-Lorraine dans la société française et la vogue des bains de mer comme pratique capable de conjurer la redoutable menace du rachitisme et de la tuberculose.

Il semble d'ailleurs qu'à Cayeux, dès avant 1914, comme sur d'autres

plages de la Manche, parmi les baigneurs de petite et moyenne bourgeoisie, les juifs eussent été assez nombreux. Cet engouement pour les plaisirs de la plage témoigne-t-il que chez ces juifs émancipés les enseignements bibliques sont déjà devenus moins familiers, moins présente la vision du grand « abyme » liquide sur lequel, à l'aube de la Création, flotte l'esprit de Dieu, moins angoissant le souvenir de la grande catastrophe, ce déluge, dont la mer d'aujourd'hui est une relique et qui naquit du péché des hommes, moins terrifiante enfin la crainte des monstres marins et autres créatures abominables que redoutaient les pèlerins se rendant en Terre sainte — malgré l'aventure rassurante de Jonas, celui des douze petits prophètes qui avait passé trois jours dans le ventre d'une baleine ? Le prestigieux ambassadeur de France à Rome autour des années 60, le président du Conseil constitutionnel des années 60-70, Gaston Palewski, passait en 1911 ses vacances à Fort-Mahon. Le futur cardinal Lustiger en 1938 passait les siennes à Berck comme les y passaient maints enfants de ces « grinnings » — immigrés fraîchement débarqués de Pologne — qui, tailleurs, fourreurs, casquetiers, maroquiniers, se sont installés au pied de Belleville<sup>1</sup>. A Cayeux même, une jeune agrégée des lettres, professeur au lycée Victor-Hugo, habite avec sa mère, au coin de la rue des Bains, une maison avec jardinnet qui fait angle. Elle se nomme Renée Lévy. Membre du réseau du musée de l'Homme puis du réseau Hector, elle sera arrêtée en décembre 1941, transférée en février à Coblenz où les juges du tribunal militaire allemand la condamnent à mort. Ses dernières paroles, avant son exécution le 31 août 1943, un témoin les recueillit : « Je suis française et j'ai bien fait de servir mon pays. Je regrette seulement de n'avoir pu en faire davantage. » A Cayeux enfin, de cette présence juive, une trace encore : le grand magasin de nouveautés de l'endroit, les Galeries Modernes, avait pour propriétaires des Dreyfus qui, très vieilles gens estimées de tous leurs concitoyens — lui, Armand, né en 1872 d'un marchand de bestiaux de Mertzwiller dans le Bas-Rhin, elle, Fanny Frey, née en 1881 à Paris —, furent arrêtés en janvier 1944 avec quinze autres juifs qui résidaient encore dans la Somme. Ce département, au long de l'occupation, fournit, sur 635 déportés parmi lesquels 354 ne rentrèrent pas, 64 déportés « raciaux » dont deux seulement revinrent. Les Dreyfus, eux, furent déportés par le convoi du 20 janvier 1944 qui transportait 632 hommes, 515 femmes, 21 enfants de moins de dix-huit ans, au total 1 368 malheureux sur lesquels il n'y eut en 1945 que 47 survivants ; 1 077 avaient été gazés dès leur arrivée à Auschwitz<sup>2</sup>. Avec les Dreyfus devait disparaître leur magasin, remplacé jusqu'à il y a peu par une succursale du plus important réseau coopératif local, la Ruche.

La Première Guerre mondiale avait commencé à ternir l'éclat de la station. Proche de la ligne de front tenue par l'armée britannique au temps de la bataille de la Somme, Cayeux et surtout son cordon de dunes derrière lequel prospérait, en un lieu-dit nommé Brighton, un vaste bois de pins avaient abrité les bivouacs d'une unité canadienne. Le bois, fragile sur cette

1. Cf. les souvenirs du docteur Henri Rosencher, *Le sel, la cendre et la flamme*, 1986.

2. *Bulletin du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, janv. 1968, n° 169.



terre sablonneuse, en avait été dévasté. Sur le pourtour de la baie de Somme subsistent d'ailleurs de multiples témoignages de cette sanglante année 1916. Ici, sur la route de Brighton, un petit fortin, déjà en ruine dans les années 30 ; à Noyelles, perdu dans un repli du vallon, un cimetière militaire chinois, toujours entretenu par Sa Gracieuse Majesté britannique : dorment là de leur dernier sommeil de jeunes Célestes recrutés jusqu'en Chine pour fournir de la main-d'œuvre civile à la perfide Albion qui, contre tout engagement, les utilisa à creuser des tranchées sous le feu de l'ennemi<sup>1</sup>. Et chez ma voisine, à Saint-Valéry, voici que le vieux jardinier jusqu'à ces dernières années était, dit-on, fils d'un soldat hindou qui séduisit une jeune Valéricaine.

Sans doute ces marques que fit dans le paysage et dans le cœur des hommes la Première Guerre mondiale semblent-elles, si l'on néglige de consulter dans chaque commune les interminables listes des noms inscrits sur les monuments aux morts, plus légères que celles qu'y fit la Seconde. Cayeux, dans la zone interdite entre 1940 et 1944, eut alors tout son front de mer détruit. Son port et le village de pêcheurs à la pointe du Hourdel, et toutes ses villas de première ligne, les plus pimpantes, furent dynamitées pour permettre à l'armée d'occupation de couler d'indestructibles casemates de béton — elles sont toujours là — et de s'assurer une vue parfaitement dégagée sur l'immensité marine d'où, un jour, les armées alliées auraient à venir pour délivrer l'Europe.

La station sortit de l'épreuve brisée. Elle s'en est, en apparence, relevée et rien n'indique à ses visiteurs insouciantes des années 80 ce que fut, quarante ans plus tôt, le calvaire des villes de la côte. En fait, elle ne redevint jamais ce qu'elle avait été. Elle se contenta désormais de faciliter par ses accès routiers (le petit train a été supprimé, vaincu par la concurrence de la voiture individuelle, et l'ancienne gare, désaffectée, ne sert plus qu'épisodiquement au transport, l'automne, des betteraves vers les silos des sucreries) et par l'aménagement des abords de la plage l'écoulement du flot anonyme de vacanciers et touristes qu'apportent et remportent les congés d'été et, de plus en plus, les week-ends, beaucoup d'entre eux en caravanes qui s'alignent dans les populeux campings établis derrière les dunes de la Mollière.

Ce qui disparut avec la Seconde Guerre mondiale — et dont la guerre n'est pas responsable, mais la marche du monde, l'évolution des mœurs —, c'est cette société de plage qui, jusqu'à la fin des années 30, avait acquis une consistance saisonnière originale. Sans doute une décision ponctuelle, désastreuse dans ses effets, contribua-t-elle à précipiter son déclin. Dans les années 45-50, les propriétaires des villas détruites furent autorisés à transférer leurs dommages de guerre n'importe où en France, pas seulement là où leur bien avait été touché. L'attrait irrésistible qu'exerçaient désormais les climats plus chauds et les rivages plus luxuriants en incita beaucoup à se tourner vers le Midi. Les plages du Nord furent laissées à la foule, aux réserves de

---

1. Annie Kriegel, « Aux origines du communisme chinois : ouvriers et étudiants chinois en France dans les années 10 et 20 », *Communismes au miroir français*, Gallimard, 1974, chap. 3.

peuple de l'arrière-pays industriel. Économiquement, elles n'eurent pas à s'en plaindre, mais leur fonction évolua en un sens qui rend difficile à comprendre comment Cayeux fut pour moi, quand j'étais enfant, une école de liberté où j'appris à aimer la nature et à accéder à une connaissance plus intime de la société française.

La vie à Paris n'était pas seulement confinée, pesaient sur elle les contraintes d'une surveillance quasi continue. Même pour aller à l'école, petits poucets dissimulés sous leur capuchon, la gibecière dessinant une bosse, nous marchions en bande suivant des itinéraires invariables incluant les crochets qui permettaient de prendre au passage tel ou tel camarade de renfort. Coincée dans la cohorte familiale entre deux garçons, il y avait peu de chance que je pusse me soustraire à la protection que mes frères m'accordaient impitoyablement. Surtout l'aîné qui avait déjà une haute idée de ses devoirs. A Cayeux, rien de tel. Sauf à respecter les horaires fixés pour les repas de midi et du soir, les servitudes étaient minimes. Le matin, la leçon de piano et les devoirs de vacances étaient expédiés entre 7 h 30 et 9 heures. La journée s'ouvrait ensuite entièrement disponible. Bien sûr, il y avait les contraintes cosmiques : les horaires de marée qui faisaient que le bain, qu'il valait mieux par prudence prendre, surtout les jours de grande marée, à marée montante, était à une heure précise. Si l'on voulait profiter de l'immense plage de sable pour jouer au croquet ou pêcher dans les chenaux, il fallait y venir à marée basse. Mais, pour le reste, l'emploi du temps était libre et pour chacun, par ailleurs doté d'une bicyclette, les allées et venues n'étaient soumises qu'à la seule inspiration.

On pourrait s'étonner qu'un lieu aussi apparemment ingrat ait éveillé chez une enfant un attrait pour la nature dont les petits Parisiens de naissance ignoraient en général l'existence. Sans doute ma mère avait-elle souhaité que nous ne restions pas insensibles aux « leçons de choses », comme on désignait modestement l'enseignement des sciences naturelles. Non qu'elle eût admis qu'on élevât à la maison des chats, des chiens, des oiseaux ni même des poissons rouges : ses règles d'hygiène et d'économie domestique l'interdisaient. Mais nous en accordions d'autant plus de soin à l'élevage des vers à soie, tenus, Dieu soit loué, pour exempts de dangers microbiens et fort peu exigeants quant à la dépense. Chaque jour donc, à la sortie de l'école, nous allions faire provision de feuilles de mûrier fraîches chez l'herboriste. Au printemps la culture, sur coton humide, de haricots ne prêtait pas à moins d'émerveillement. Que d'un haricot naquit une frêle tige constituait une prodigieuse surprise pour des enfants qui n'avaient aucune notion des choses de la terre.

Si c'est à Cayeux et pas ailleurs qu'a mûri en moi l'amour de la nature, c'est peut-être que la nature s'y révèle mieux pour ce qu'elle est, maternelle et protectrice,

*La nature est là qui t'attend et qui t'aime  
Plonge-toi dans son sein qu'elle t'ouvre toujours.*

Tout comme une mère charnelle est peut-être pour ses enfants plus attrayante et chérie si elle n'est pas Miss France.

La mer ourlée, à marée haute, d'énormes bancs de galets ; les bas champs troués de canaux, de mares et d'étangs ; les dunes de sable plantées d'oyats et de liserons aux fleurs roses ; des bouquets de saules têtards et d'aulnes courbés par le vent du nord-ouest, émergeant tantôt sur l'herbe rase, tantôt d'un maquis impénétrable où les argousiers aux épines acérées ajoutent, avec leurs grappes de baies, une note orangée et l'onagre, avec ses grandes fleurs, une note jaune d'or ; un maigre bois de sapin auquel le chèvrefeuille et les mûres des ronciers, outre de jolies odeurs, offrent de fugitives couleurs blanche, rouge et noire ; un ciel mouvant souvent brouillé, tout cela n'a pas de quoi faire défaillir d'émotion : je n'essaierai pas d'en convaincre ceux qui, comme moi, ont connu bien plus tard

*Des lichens de soleil et des morves d'azur.*

Mais quoi ! L'espace, les vents

*J'aime le vent, l'air et l'espace  
Et je m'en vais sans savoir où  
Avec mon cœur fervent et fou  
Dans l'air qui luit et dans le vent qui passe,*

les couleurs subtilement estompées de la rencontre du ciel et de la mer, le calme des lents crépuscules, le mouvement des marées, de la paresse languide de la morte-eau aux déchaînements équinoxiaux ; les coquillages, mollusques et crustacés : coques, palourdes, couteaux, étoiles de mer, bernard-l'ermite, bigorneaux, bulots ; les galets avec, à la hauteur des plus grosses mers, des colonies de choux marins vert rougeâtre, les oiseaux de mer, les poissons, les algues, les lichens, les mousses, les plantes des vases salées comme ces franges d'armoise au feuillage argenté, ces touffes de fétuques rouges, ces champs de lilas de mer dont on fait des bouquets séchés aux tons bleu-rose ou ces plages de salicornes que, sous le nom de passe-pierres, on mange en salade ou conservés dans le vinaigre, il y a là une variété de matériaux, inertes ou vivants, de formes, de couleurs qui, à un œil exercé appuyé sur une terminologie empruntant au picard ses expressions communes les plus imagées, donne lieu assez à rêver. Il n'est pas besoin d'insister aujourd'hui où Turner est admiré à l'égal des plus grands.

J'ai découvert plus tard que je n'avais pas été la seule à être ainsi séduite par les approches de la baie de Somme. Colette, qui prit des vacances au Crottoy, de l'autre côté de la baie, a, dans *Les Vrilles de la vigne*, parlé des « jolis oiseaux du marais » : « Ils ont des noms charmants, ces oiseaux de la mer et du marécage. Des noms qui fleurent la comédie italienne, voire le roman héroïque comme le Chevalier combattant... » Et sa plume court pour, au coucher du soleil, dire les couleurs de la baie, « désert humide et plat où la mer, en se retirant, a laissé des lacs oblongs, des flaques rondes, des canaux vermeils où baignent les rayons horizontaux... : la dune est mauve, avec une rare chevelure d'herbe bleuâtre, des oasis de liserons délicats dont le vent déchire, dès leur éclosion, la jupe-parapluie veinée de rose... ».

Moi qui, neuf mois par an, vivais dans l'abstraction urbaine, voici

donc que m'était rendu le monde des saveurs et des odeurs. J'aimais accompagner mon père à la criée de la Halle aux poissons quand la cloche annonçait l'arrivée des ballons qui voituraient les « mannes » auxquels les bachots — des chaloupes conduites à la godille — faisaient franchir la distance entre les bateaux au large et la plage. Sur des clayettes visqueuses étaient disposés par paires ou par unité, pour être vendus aux enchères, des lots de poissons plats, soles, limandes, turbots, barbues, raies, flets, carrelets tandis que les plus gros poissons comme les chiens de mer étaient vendus dans des basquettes. Si des bancs étaient passés à proximité, les maquereaux se trouvaient en si grande quantité et à si vil prix qu'outre ceux qu'on mangeait frais, agrémentés d'une baie un peu acide qui portait justement le nom de groseille à maquereau, on en mettait à mariner dans des terrines de grès. J'aimais aller avec ma mère au marché qui, le mardi et le vendredi, faisait accourir, dans des carrioles, paysannes et maraîchères des environs avec leurs légumes et fruits de saison, fraise, cassis, groseille, framboise et une variété dite anglaise de cerise acidulée à la peau délicatement transparente ; avec des herbes odoriférantes où dominaient l'estragon, la ciboulette, le romarin, la sarriette et le thym ; avec des bouquets de fleurs naïves comme on n'en voit pas chez les fleuristes — fleurs de jardin potager : marguerites, dahlias, pivoines, capucines, narcisses, soucis, résédas, mais aussi fleurs de marais, de murs et de bords de route : boutons-d'or, giroflées, valérianes rouges, mauves, bleuets, gueules-de-loup, linaires pourpres, prêles et cet « œillet des croisades » que Bernard II, seigneur de Saint-Valéry, aurait rapporté de Jérusalem où la légende veut qu'il soit entré le premier lors de l'assaut mené en 1099 sous la conduite de Godefroy de Boulogne, fils de sainte Ide et mieux connu sous le nom de Godefroy de Bouillon ; avec enfin des branches : monnaie du pape, chardon, jonc, herbe de pampa, coloquinte. En somme de quoi mieux entendre Verlaine :

*Voici des fruits, des fleurs, des feuilles et des branches  
Et puis voici mon cœur...*

Mais une petite communauté de bord de mer avait trop anciennement travaillé et disputé ce coin de terre dont l'histoire remontait au VI<sup>e</sup> siècle quand son territoire marécageux « n'était habité que par des pêcheurs et des conducteurs de troupeaux » pour que l'amour de la nature en surgît pur de toute coloration humaine.

Sa fonction de station balnéaire était par ailleurs trop récente, quelques décennies à peine, pour avoir absorbé et détruit toutes les autres sources de vie et de développement. L'arrivée des baigneurs avait certes représenté un surcroît appréciable de revenus mais sans qu'on eût abandonné l'exploitation des ressources antérieures ni changé du tout au tout la manière de vivre.

Au demeurant dans une société comme celle du premier quart du XX<sup>e</sup> siècle où les écarts de rang ou de fortune étaient sans doute plus marqués qu'ils ne le sont aujourd'hui, il y avait, pour des raisons que je ne saurais dire — peut-être la moindre spécialisation entraînait-elle moins de

compartimentage —, un moindre isolement des individus et des groupes les uns par rapport aux autres. Les campings, les villages de vacances, les résidences ont aujourd'hui avec leur environnement des liens quasi nuls : quelques professionnels suffisent à assurer les communications indispensables. Dans les années 30, rien de tel. Nous vivions au sein d'une communauté qui ne s'était pas défaite même si, l'été, les gens du pays se serraient dans des annexes — buanderies, caves, appentis — pour tirer profit de la location du corps principal de leur logis. Comme de surcroît les mêmes baigneurs revenaient de saison en saison chez les mêmes loueurs et entretenaient avec eux des rapports stables de fidélité réciproque, une intimité se créait entre les deux populations dont les touristes chartérisés, en quête chaque année d'horizons nouveaux, n'ont plus idée.

Il y avait d'abord une importante population paysanne. Je ne soupçonnais pas à l'époque les raisons pour lesquelles je me sentais curieusement accordée à la vie de la campagne. Je l'ai mieux compris quand j'ai su que jusqu'à mes bisaïeux les miens avaient vécu dans de petites communautés rurales. Certains de mes oncles et cousins exerçaient d'ailleurs, en conformité avec des usages traditionnels, des métiers qui les mettaient au contact des gens de la terre.

Il nous arrivait par exemple, aux beaux jours, d'aller chez l'un des cousins de mon père, établi marchand de bestiaux à Versailles. On passait alors des heures à la ferme où les bêtes achetées aux éleveurs séjournaient en transit avant d'être livrées au boucher ou au chevillard. J'aimais aussi, avec mon oncle Pierre — celui que la sœur de mon père avait épousé au temple de la Victoire — aller, les jambes dans de grosses bottes boueuses, aux environs de Cayeux où, marchand de biens, il assistait à l'adjudication de pâtures par le tabellion du lieu qui, enchères reçues, soufflait une à une les trois chandelles allumées devant lui.

Dans le quartier du Bout-d'Aval, celui dit de la Vieille-Église, très éloigné de la plage, les fermes étaient nombreuses. On allait chez Céline chercher du fromage blanc. On allait chaque soir chez Bocquet, à l'heure du retour de la traite, chercher le lait encore chaud qu'on ramenait dans un grand pot au lait. On allait plus loin encore, jusqu'à Routhiauville, dans une ferme où la patronne nous laissait monter l'âne, couper des sureaux avec lesquels on confectionnait des arcs, ramasser, après la pluie, des escargots, pêcher enfin la grenouille dans les trous d'eau.

Il y avait aussi, plus près des baigneurs, une population qui, elle, vivait de la mer. La plage, c'est aujourd'hui, pour les habitants des villes-béton, un endroit où se dorer au soleil sur un matelas gonflable, s'étendre sur une chaise longue sous un parasol, crawler pour entretenir sa forme et sa ligne ou perfectionner son style, faire de la voile, de la planche ou du surf, filer en cabin-cruiser. En somme, une simple base naturelle pour sports nautiques. Il y a un demi-siècle, si le bain était, pour les estivants, le moment fort de la journée comme de boire à la source pour les curistes le verre prescrit, il reste que la mer était d'abord un lieu de vie dont dépendaient des populations entières.

Un lieu de vie dangereux<sup>1</sup> : malgré feux de marée et cloches de brume, malgré au sud l'amer d'un ancien phare qu'en 1944 les Allemands firent sauter, malgré au nord un phare de trente mètres, malgré le sémaphore tenu par deux guetteurs, malgré des mâts de signaux à Brighton et au Hourdel pour indiquer les passes et guider les bâtiments à leur entrée dans le chenal, malgré balises et tonnes — sortes de grosses bouées, en bois ou en tôle, fixées à des écueils — et les services d'une station de pilotage, la navigation demeurait hasardeuse.

En témoignait la présence, en avant de la Halle aux poissons, de l'imposant hangar dans lequel la Société centrale de sauvetage des naufragés entreposait le canot de sauvetage — le premier, qui était entré en service en 1874, reçut dix ans plus tard le nom d'*Amiral Courbet* en hommage au vainqueur des Pescadores qui, par son testament, avait laissé « toutes ses économies » à la Société de sauvetage dont il était l'un des membres fondateurs, et le second, don de la famille d'un avocat-conseil au ministère de la Marine, s'appelait *Benoît Champy*. Avec son équipage de douze hommes, la sortie du canot de sauvetage, qui, en raison de la bande de galets s'interposant entre la digue et le sable, demandait pour sa mise à la mer quatre chevaux et une heure de temps (il fallait douze chevaux pour le remonter), était toujours un événement considérable et d'autant plus émouvant qu'elle intervenait généralement par gros temps et dans une mer démontée. J'assistais à celle qui, en juillet 1935, devait permettre le sauvetage d'un lougre.

Échouages et naufrages avaient été encore au XIX<sup>e</sup> siècle des catastrophes si fréquentes que les complaintes et chants funèbres des cérémonies pour les trépassés — les « péris en mer » — étaient dans toutes les mémoires : « Ah, pauv' Lazerre, pourquoi n't'es-tu point méfié du coup d'vin d'aval ? » Dans les annales des équipages qui s'étaient perdus corps et biens revenaient d'ailleurs les mêmes patronymes, ceux des familles qui, de père en fils, « allaient à la mer », les Sauvage, Dailly, Bocquet, Brunet, Devismes, Serry, Boyard, Louvel, Ternisien, Mopin, Maclart.

La part, dans le budget d'un matelot pour « gérer sa coque », des frais de culte trahissait cette obsédante présence du danger et de la mort. Le baptême, quand le bateau neuf, du chantier à la plage, était tiré sur des rondins de bois par des chevaux, était une cérémonie imposante. Le vicaire, entouré d'un chantre et de ses enfants de chœur, disait, devant l'assistance découverte, les prières de circonstance avant d'asperger d'eau bénite la coque et de jeter par les écouteilles des poignées de blé et de sel, promesses d'abondance, comme le vin que le patron répandait sur le plancher après avoir cassé une bouteille. Pourquoi casser une bouteille ? Sans doute pour faire la part du malheur, comme les juifs brisent un verre quand ils se marient. Quand les bateaux étaient à la mer, des cierges brûlaient toute la nuit. Des messes étaient dites, basses pour la pêche au poisson frais dans

---

1. Cf. la remarquable brochure éditée avec l'aide du syndicat mixte et du ministère de la Culture au profit de l'Amicale des marins de Cayeux-Le Hourdel, *Les pompons rouges* : « Le passé maritime de Cayeux-Le Hourdel », préface de P. Sizaire, de l'Académie de marine, 1984, 67 p.

les parages, chantées pour la pêche au hareng qui, d'octobre à janvier, se pratiquait au large entre Boulogne et Dieppe. Les femmes allaient en pèlerinage à Notre-Dame-du-Bon-Secours de Boulogne, l'un des pèlerinages les plus courus de la chrétienté depuis le <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle puisque Chaucer, dans ses *Canterbury Tales*, parle d'une femme très pieuse :

*Et trois fois elle avait été à Jérusalem  
Elle avait passé mainte rivière étrangère ;  
Elle avait été à Rome, et à Boulogne,  
En Galice à Saint-Jacques, et à Cologne.*

Le jour de la fête de son saint patron, le 29 juin, avec bannière et maquette ex-voto aux voiles taillées dans du bois, la confrérie de Saint-Pierre se rendait, en procession, à la bénédiction de la mer. Enfin la chapelle des marins, Notre-Dame-de-la-Mer, qui avait été construite sur la crête des galets en 1860 avec des cotisations prélevées par les matelots sur leur part de pêche, était dédiée à la Vierge Marie. Sans compter croix et calvaires sur les chemins qui menaient au port.

On ne sait plus que Jean-Baptiste Clément, ce « rimailleur » des « revendications prolétariennes », écrivit bien d'autres chansons que *Le Temps des cerises* et par exemple celle-ci en 1865, à Honfleur, sur une musique de Darcier :

*Nous coulons comme un vrai galet,  
Ventre de chien ! vieille carcasse !  
A pas besoin de gobelet,  
Nous allons boire à la grand'tasse.  
Un de moins !...  
Ho ! hiss ! ho !  
— Qu'on m'en sauve ! et, sur les cailloux,  
Je vais pieds nus à Notre-Dame...*

Menaçante, la mer savait néanmoins être généreuse. Soixante-dix marins dans les années 30, sur vingt-huit bateaux dont seize à moteur — mais au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle Cayeux avait eu jusqu'à quatre-vingts bateaux et en 1865 on avait encore compté jusqu'à cinquante-huit embarcations servant à la pêche —, pratiquaient la pêche au chalut, au filet dérivant, à la corde, la pêche au chien de mer, au mullet, à la crevette, au maquereau. A ces marins embarqués s'ajoutaient tous ceux qui vivaient d'une foule de petits métiers. Les pêcheurs à pied pêchaient « au plomb » le maquereau et, avec des étades<sup>1</sup> flottantes sur le sable, le hareng ou pratiquaient la pêche au parc en montant verticalement leurs filets sur des perches de bois disposées en demi-cercle et enfouies dans le sable. Les pêcheurs de crevettes, à marée basse, dans l'eau des chenaux du genou à la poitrine, cochaient, parallèlement à la côte, un haveneau que, dos au vent, ils relevaient entre deux traits<sup>2</sup> pour le débarrasser des algues et des crabes et faire glisser les crevettes dans la

1. Filet garni dans le haut sur toute la longueur de petits flotteurs plats et lesté à sa base de poids, le tout maintenu par des filins avec paillons enfouis dans le sable.

2. *Cocher* : pousser en dirigeant ; *haveneau* : grand filet appelé en patois « rochet » ; *trait* : parcours entre deux relevages du filet.

queue du filet. Les verrotiers et verrotières, sur la lisière du flot, à l'aide d'une longue pelle au fer recourbé, creusaient le sable, à une vitesse stupéfiante, là où un tortillon noir indiquait qu'un gros ver — dont on se servait pour boîter les lignes de pêche au merlan — s'était dissimulé dans la vase et, brusquement, plongeaient la main au fond du trou pour ramener leur prise. Les ramasseuses, la hotte au dos, remontaient une tonne de galets par jour qu'elles déversaient dans des wagonnets filant sur des voies étroites de la mer vers la gare où ils étaient déchargés dans des tombereaux. Les voituriers assuraient le transport du poisson. Les crieurs et vendeuses au détail sur des tables de pierre à la Halle ou, dans les rues, sur des baladeuses « chasse-marée » se chargeaient d'offrir, notamment le vendredi, la marée dans les villages environnants. Les charpentiers de marine, sur deux ou trois petits chantiers navals, construisaient ou réparaient des bateaux et se fournissaient auprès de voiliers et de poulieurs pour le grément. Les cordiers travaillaient en plein vent dans une allée d'arbres où, sur une longueur de cent cinquante à deux cents mètres, ils préparaient à la main, après cardage et peignage du chanvre, les fils de base des cordages avant de les tordre au rouet. Enfin, rassemblant cette population en un tout dont ils assuraient la gestion financière, une poignée d'armateurs pouvaient être tout à la fois propriétaires des bateaux, fournisseurs des provisions de bouche et de produits — balais, bougies, charbon — dont les marins embarqués avaient besoin, mareyeurs, négociants en fournitures de marine, cordiers...

Si déjà quelques-unes de ces activités étaient menacées par le progrès technique — les corderies à la main disparaissent après la Première Guerre mondiale sous la concurrence des corderies mécaniques à l'anglaise —, la plupart soutenaient la vitalité d'un monde dur à la peine, traversé de drames auxquels le pire des remontants — l'alcool et le vin — était souvent mêlé ; traversé aussi de conflits entre armateurs et patrons de pêche, entre patrons et hommes d'équipage sur la répartition des parts, sur les prélèvements pour avaries ou frais de toute nature opérés avant partage du produit brut. Mais d'un monde encore étroitement solidaire : les veuves de marins, les marins invalides avaient le droit d'embarquer un nombre déterminé de filets sur les bateaux partant à la pêche au hareng et comptaient ainsi, dans la répartition du produit net, pour la demi-part que représentait le filet d'un non-navigant (l'homme à bord pouvait être de son côté sans filet et comptait pour une autre demi-part). Caisse des invalides, syndicat professionnel maritime, mutualité d'assurance maritime, crédit mutuel maritime, autant d'associations qui, dans les années 30, témoignaient de cette solidarité organisée et agissante des gens de mer entre eux.

Un dernier trait explique enfin que, s'ils y prenaient intérêt, les baigneurs pouvaient ne pas se tenir à l'écart des préoccupations de ceux des Cayolais qui vivaient de la mer et, à condition de saisir le parler picard, aller boire avec eux la « bistouille » — le café à la chicorée associé à un petit verre de genièvre — chez Maclart ou chez Ternisien. Curieux du vaste monde où, inscrits maritimes, ils avaient depuis des siècles pris part aux expéditions lointaines, ces Cayolais-là étaient naturellement ouverts aux étrangers. Tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, des marins cayolais se sont trouvés



engagés, blessés, tués dans les combats sur mer contre vaisseaux, convois, escadres anglais tant sur les côtes françaises qu'à l'embouchure du Saint-Laurent. Il s'en est trouvé dans l'escadre du comte d'Estaing partie en 1778 porter secours aux insurgés américains : ils participèrent aux combats au large de la Grenade, de la Martinique, de la baie de la Chesapeake ; d'autres, avec Suffren, sont partis en 1781 pour les Indes et combattirent sur les côtes de Ceylan. Il y en eut encore sur les corsaires armés contre les Anglais pendant le Consulat et l'Empire. Dans la guerre d'Espagne en 1823, au combat de Navarin contre les Turcs en 1827, lors de l'expédition de La Plata contre l'Argentine de 1837 à 1840, de l'expédition des Dardanelles en 1853, de la guerre de Crimée en 1854, de la guerre d'Italie en 1859, de l'affaire de Fou-tcheou pendant la guerre de Chine entre 1882 et 1885, on retrouve, embarqués sur des frégates, corvettes, goélettes, cuirassés, croiseurs, canonnières, transports, des enfants de Cayeux. Tombés en mer, morts à bord, dans les prisons anglaises, de maladies dans des hôpitaux exotiques — à l'hôpital de Fort-Royal à la Martinique, à Smyrne, aux îles Marquises —, du choléra, de la fièvre typhoïde, emmenés enchaînés par des pirates marocains (mais libérés contre rançon), les marins cayolais ont payé un lourd tribut. Ceux qui sont revenus sont revenus différents. Bien des noms de rues rappellent encore aujourd'hui les fortunes et infortunes des marins-pêcheurs « levés » par la marine militaire, de ce François Simon Boyard qui fut, dans Dresde où en 1813 il conduisit un convoi de vivres et de munitions de guerre, fait lieutenant par Napoléon en personne ou de cet autre Jean Flour Boyard qui mourut en 1842 au mouillage de Taïvac dans l'île Nouka-Hiva.

Cette ouverture au monde, que toutes les formes de guerre sur mer ont assurée aux gens de la côte, se communiquait de proche en proche à d'autres Cayolais ; les hommes de Dieu s'y firent volontiers missionnaires. Et le médecin qui, dans les années 30, avait l'estime générale du pays — le docteur Meslin qui en était d'ailleurs le conseiller général — était un ancien médecin colonial habitué à pratiquer toutes les formes d'intervention sans disposer d'aucun recours. Une Ternesienne, après son mariage avec un poète acméiste, devint à Moscou Gabrielle Evodovna Ivanova, danseuse et actrice chez Meyerhold.

Cachée derrière la chaise de mon père au café, je suivais, silencieuse et attentive, la conversation entre marins et baigneurs sur la pêche, les grands voyages, la guerre. J'allais m'asseoir, impasse des Marins, au pied d'un vieux pensionné, le père Boyard, à qui mon frère donnait à réparer le petit voilier qu'il faisait courir dans les mares de la plage. J'allais bavarder, rue Jean-Bart, avec Madame Louise, assise sur le seuil de sa cuisine dont la porte était l'unique ouverture. Son fils, Auguste, était l'idiot du village. Quand les gamins du cru le poursuivaient, réclamant de lui qu'il fît le signe de croix — c'était la seule chose qu'on avait pu, disait-on, lui apprendre et qu'il accomplissait frénétiquement quand il passait devant l'église ou rencontrait un convoi funèbre —, j'étais triste et fâchée. J'allais aussi voir travailler le corroyeur à qui je donnais à réparer ma serviette de classe ou le charron, M. Noyelle, qui sculptait de grandes roues à moyeu d'orme, ou

encore le maréchal-ferrant dont la forge, les feux et les fourneaux sont remplacés aujourd'hui par... la Caisse d'épargne. J'observais la peine des femmes à qui revenait, outre le « ramendage » des filets, le lessivage de tout ce qui avait été au contact du poisson. Par comparaison, blanchir le linge des estivants n'était certes pas une partie de plaisir, mais c'était moins dur : c'est du moins ce que me disait Mme Morel, la blanchisseuse de la place Parmentier. J'observais surtout comment la gêne et parfois la misère s'installaient dans l'étroite pièce du bas, généralement l'unique pièce à vivre, quand le mauvais temps persistant empêchait plusieurs semaines d'affilée les bateaux, surtout les plus petits comme les sauterelliers qui se livraient à la pêche à la crevette, de quitter l'estacade du Hourdel.

S'ils vivaient au milieu d'une population locale qui conservait sa vie propre, les baigneurs avaient aussi une autre vie. Cette vie-là se passait tout entière à la plage. Cayeux avait la particularité de disposer, en arrière des galets et parallèlement à la côte, d'un chemin de planches de deux kilomètres de long. En bordure et face à la mer s'alignaient des cabines en forme de maisonnette de bois destinées non pas seulement à entreposer le matériel de plage (pliants, jeux et jouets), à servir de cabines de déshabillage et de rhabillage avant et après le bain, mais à ménager un abri quand le temps tournait à la pluie ou au vent. Il suffisait d'ailleurs pour connaître les prévisions météorologiques, sans même se fonder sur le degré de visibilité des falaises de Mers et du Tréport, de regarder où les cercles familiers avaient installé chaises longues, fauteuils, sièges pliants et parasols : à l'intérieur des cabines ou sur les planches privées du front de cabines, c'était mauvais signe ; de l'autre côté du chemin de planches, sur les galets, c'était mieux ; sur la crête des galets au plus près de la mer pleine ou, si la mer était basse, sur le sable, et c'était signe de grand beau temps.

Cette disposition de la plage explique comment avait pu se constituer une société dotée de principes et de règles de fonctionnement, donc de hiérarchie et de discrimination. D'une manière générale, les cabines reléguées aux deux extrémités de la plage, en mauvais état, de forme démodée ou à la peinture défraîchie, étaient réservées aux nouveaux venus, aux vacanciers d'occasion, aux estivants dont on ne savait pas encore s'ils renouvelleraient leur expérience. Au contraire, les cabines du centre, pimpantes, avec leurs petites fenêtres souvent ornées de rideaux à fleurs ou à carreaux, appartenaient à des habitués qui, d'une année sur l'autre, retenaient leur place, toujours à peu près la même.

Plaisirs et fêtes étaient communs à tous. On se pressait sur les galets pour assister aux régates. Les grands bateaux de pêche, moteur arrêté et toutes voiles dehors — le grand foc, le tape-cul, la grand-voile —, faisaient la course entre eux. Le vainqueur avait droit à une aubade. Puis c'était au tour des barques de faire la course à la « godille ». Enfin, clou de la fête, le bateau de sauvetage sortait ce jour-là en gloire. On courait dans les rues, de carrefour en carrefour, excités par les couleurs, les odeurs, les vivats et les cadences des orphéons, pour admirer et applaudir le défilé de la fête des fleurs. De grands chars y participaient, fruits de l'ingéniosité et du désir de publicité des sociétés locales, porteurs de tableaux vivants — de ravissantes

jeunes filles — et conduits par des chevaux à l'oreille fleurie. Des « matelotes » trébuchaient, rouges de plaisir et de confusion, dans leur déguisement de circonstance en papier crépon, la tête, les bras, les jambes ceints de fleurs fraîches. Dans chaque catégorie, les plus jolis costumes, les plus inventifs, étaient primés. Nous ne laissions personne confisquer à son profit nos places habituelles sur les marches du kiosque où, place Courbet, à l'entrée de la plage, chaque dimanche à 5 heures, une fanfare ou une harmonie, de Cayeux ou d'ailleurs, tous drapeaux déployés, les leurs et le drapeau national, donnaient un concert de musique militaire. Il fallait aussi, toutes affaires cessantes, se retrouver, chaque jour de juillet à 5 heures, devant le magasin de cycles de M. Lecat : c'est là qu'étaient affichés les résultats de l'étape du Tour de France et chacun de célébrer, au cœur d'un attroupement d'enfants et de vélos qui bloquait la circulation, les mérites et atouts respectifs de Vietto, Antonin Magne, Leduc... En fin de saison, c'était au lawn-tennis le grand tournoi annuel. Rien moins qu'un général (du cadre de réserve ?), le général Lips dont le nom avait la saveur de ce pain d'épice Lips fabriqué à Gertwiller dans des locaux qui, jusqu'en 1789, avaient fait partie de la cour d'amière appartenant au mont Sainte-Odile, en ordonnait et arbitrait les rencontres. Quand le soleil était de la partie, le tournoi était surtout l'occasion d'une exhibition de toilettes, falbalas et fanfreluches où brillaient les mères tandis que les jeunes filles, en jupette blanche, rosissaient sur leur raquette. Les séances matinales de gymnastique que, pour les petits, assurait M. Renoult, le plus ancien et le plus populaire des animateurs sportifs de la plage ; les courses en sac qu'organisaient les marques de chocolat ; les concours de châteaux de sable ou de panneaux décoratifs dont les plus prestigieux étaient patronnés par *Le Matin* et *Le Figaro* ; les photographies de groupe où l'on s'amusait à figurer quand « Madame Photo-Souvenir », en agitant sa cloche et en plantant sur les galets son trépied recouvert d'un tissu noir, avait averti qu'elle allait tirer un portrait collectif ; le bal du 14 Juillet ; la retraite aux flambeaux du 15 Août ; tout était prétexte à mouvements de foule, concours d'affluence, distribution de prix.

Le point névralgique où s'exprimaient toutes les pulsions de la vie cayolaise en saison et hors saison était... la gare. De Noyelles à Cayeux, enjambant à Saint-Valéry la Somme par une estacade, circulait un petit train d'« intérêt économique » sur une ligne qu'avait ouverte la Compagnie du Nord en 1866. Aujourd'hui où la gare désaffectée a condamné au silence tout le quartier qui en vivait, il est difficile d'imaginer quelle intense activité s'y déployait. Toutes les marchandises y transitaient. Les jours de marché descendaient du premier train les paysannes venues de Lanchères ou de Pendé avec leurs paniers. En saison, les malles des baigneurs s'entassaient dans la Halle jusqu'à ce que Victoire Oin — une grande femme, comme le sont les femmes du Nord, avec un visage maigre aux cheveux ficelle, un tablier de cuir noir sur son caraco à fleurs — et son mari Tchiot-Tchiot, ancien cocher de l'Hôtel Central, qui avaient la concession du service des bagages à domicile, aient pu les livrer sur leur grand chariot à deux chevaux. Dans les périodes de tension intérieure ou internationale, les plus affamés

de nouvelles venaient jusqu'à la gare chercher leur quotidien tandis qu'une nuée de jeunes garçons porteurs de journaux — mon père les appelaient plaisamment les Dupuy, du nom du prestigieux fondateur du *Petit Parisien* qui, à son zénith, pulvérisait, avec 2 300 000 exemplaires quotidiens, tous les records mondiaux — s'égaillait à toutes jambes pour vendre à la criée. Au début d'octobre s'ouvrait la saison des betteraves. Les cultivateurs apportaient leur récolte dans des tombereaux qu'ils faisaient peser sur l'une ou l'autre des grandes bascules qui appartenaient à la sucrerie d'Abbeville et à celle de Beauchamps avant que des ouvriers, appointés par les sucreries, ne les déchargent dans les wagons. L'hiver, de pauvres gens venaient avec brouettes ou voitures d'enfant quêter un peu de charbon qu'on livrait en gare pour l'usine à gaz voisine.

Ce n'était pas seulement une gare de marchandises. C'était bien davantage encore une gare de voyageurs. C'était par elle que les six cents Cayolais mobilisés en 1914 étaient partis après avoir repris en chœur *Le Chant du départ*, d'abord entonné par le directeur de l'usine à gaz monté sur le billard du Café du Siècle. Cent trente-sept d'entre eux ne reviendraient pas, parmi lesquels le chef de chœur improvisé. C'était par la gare qu'avaient débarqué de 1914 à 1918 ceux qu'on appelait les « émigrés », Flamands, Wallons, Français de l'Aisne et du Pas-de-Calais, et puis les blessés français qui furent logés au casino, au Kursaal, au Palace Hôtel, à la colonie de Vitry transformés en autant d'hôpitaux. Les convalescents britanniques — cavaliers anglais, lanciers hindous — furent, eux, concentrés au camp n° 5 de La Mollière.

La présence de ces derniers a laissé sa trace dans une chanson écrite en 1917 par un chansonnier de terroir, Gaston Bon, et mise en musique sur l'air de *Tango roulis-roulis* :

*Qu'est-il donc arrivé ? Cayeux est animé  
Comme aux anciens beaux soirs d'été  
Les soldats anglais sont venus au pays  
Aux belles demoiselles sans cesse ils ont souri  
Et les filles de chez nous adorent les rendez-vous  
Où l'on dit gentiment « A love you »  
L'on ne se comprend pas mais l'on s'aime bien  
Au revoir, ma chérie, à demain, et le petit fiancé  
Que l'on avait l'an passé se dit tout bas dans sa tranchée.*

#### Refrain

*On danse le tango et le roulis-roulis  
Avec les soldats kaki, l'on ne pense plus  
A ceux qui sont au front, aux pauvres « bleu horizon »  
Si les mamans pleurent en songeant à la guerre  
Les filles oublient leur misère et vont chercher  
Le soir au bord des flots les plus tendres bécots.*

*Jeunes filles de Cayeux, vous pensez vraiment peu  
Aux pauvres poilus qui sont au feu  
Quand ils reviendront des terribles combats*

*Ils se souviendront de toutes vos noubas  
Les Anglais partiront, les Français reviendront,  
Bien heureux de revoir leurs maisons.  
Et si vous faites les doux yeux, ils songeront  
Aux anciens amoureux qui sont partis bien loin,  
Laissant un gros chagrin et peut-être un jeune bambin.*

La paix revenue, les « trains de plaisir » reprirent, attendus par les omnibus des trois hôtels, l'hôtel des Bains, l'hôtel du Commerce, l'hôtel Central. En corps on allait chercher, à une date prévue un an à l'avance, les amis de la saison passée ; on y reconduisait avec cérémonie ceux qui repartaient les premiers ; on envoyait des éclaireurs repérer l'arrivée chuintante du petit train à la dernière halte avant Cayeux — la halte de Hurt. Le train du dimanche en fin d'après-midi attirait une foule pépiante d'épouses et d'enfants en tenue de plage venus escorter le paterfamilias, recravaté et chapeauté, que ses affaires rappelaient à la grand-ville. Devoir accompli, telle une classe qui s'égaille avec un peu de soulagement loin des yeux du maître respecté, on retournait gaiement à la mer pour y contempler le coucher du soleil.

Si égalitaire fût-elle en apparence, cette société de saison n'était pas dupe. Dans la partie centrale de la plage se concentraient les habitués parmi lesquels se recrutaient les Importants du syndicat d'initiative qui avaient la charge d'ordonner, juger et noter les célébrations, fêtes, concours et tournois. Sociologue en herbe, j'avais dûment relevé la subtile distinction qui séparait, de part et d'autre de la grande entrée, l'aval de l'amont. Celui-ci, que dominait en arrière-plan l'imposant casino, était considéré comme plus bourgeois ; celui-là, comme plus intellectuel. C'est ainsi que l'aval avait commenté avec un peu d'effarement le fait qu'à un mariage célébré au Kursaal — le café élégant de la place Courbet — entre des rejetons de l'amont on avait servi des melons au kirsch. Des melons : c'était déjà du luxe, mais avec du kirsch, c'était friser la débauche.

Inutile de préciser que nous appartenions à l'aval : cela signifiait que les enseignants y étaient en nombre. Nos amis les plus intimes, avec qui nous faisions cabines communes en ce sens que l'une de nos deux cabines, toujours placées côte à côte, était réservée aux enfants et l'autre aux parents, étaient un couple de directeur et directrice d'école primaire. Les Belhomme sont restés dans ma mémoire l'incarnation la plus pure de ces « hussards noirs » qui firent la grandeur de la III<sup>e</sup> République. D'une simplicité biblique, d'une bonté que rien ne désarmait, d'une angélique patience, ils promenaient avec eux des convictions sereines et une honnêteté à toute épreuve. Ce n'était certes pas des battants ni des combattants, mais des gens assurés de leur devoir — ils s'étaient voués une fois pour toutes à l'instruction des enfants. Ils arrivaient dès les tout premiers jours d'août quand leur double école de garçons et de filles de Livry-Gargan s'endormait pour l'été et repartaient dans la seconde moitié de septembre pour préparer avec leurs adjoints, comme ils désignaient leurs collègues, la rentrée qui à cette époque était inaltérablement fixée au 1<sup>er</sup> octobre.

Entre-temps, leur programme était sans complications : le matin ou après le déjeuner en fonction des horaires de marée, avec leur second fils, Jackie, qui avait notre âge, nous faire faire une dictée et des problèmes, nous entraîner dans une balade à pied s'il faisait beau et si la mer était haute, jusqu'à l'auberge de la mère Besson, à l'orée du bois de sapins. Nous y avions droit à un verre de limonade pour arroser la tartine de pâté de foie préparée à l'avance de main maternelle. Mais l'essentiel, c'était, pour M. Belhomme surtout, d'animer nos jeux : la pêche à la crevette, la récolte, à la limite de la basse mer, de coquillages qui enrichissent nos collections, la construction de grands forts que la mer montante détruirait avec peine, l'établissement de retenues et de barrages sur les chenaux qu'abandonnait la mer pour créer des réseaux de canaux et des lacs artificiels où déployer nos flottes à voile ou mécaniques, les courses à pied ou à saute-mouton, le croquet (ah ! après les premiers arceaux, passer la cloche !), une sorte de volley-ball qui se jouait non avec une balle, mais avec un rond en caoutchouc...

Il y avait certes des valeurs communes aux deux moitiés de la plage. La plus évidente, la plus affichée, la plus célébrée mais aussi la plus intimement ressentie me paraît avoir été le patriotisme. Les cabines municipales portaient, à leur fronton, une planchette de bois, avec, calligraphié et peint, le nom qui leur était respectivement attribué. Elles avaient toutes reçu des noms de batailles de la guerre de 1870 et de la Première Guerre mondiale. Les cabines privées, si certaines versaient dans le style poétique du genre *Soleil Couchant* ou *Brise Marine*, ou bien encore se contentaient de rappeler le nom donné à la villa correspondante, n'étaient pas moins cocardières : dans notre secteur, deux d'entre elles, toujours placées bien entendu côte à côte, s'appelaient, la première, « Qui vive ? » et la seconde « France ». Rien d'étonnant : la population des baigneurs, outre le petit contingent des Parisiens, était pour l'essentiel constituée de gens de l'Est et du Nord, de Strasbourg jusqu'à la mer en passant par Cambrai, Maubeuge ou Reims. Beaucoup n'étaient qu'à peine remis des terribles épreuves traversées de 1914 à 1918. Rescapés du front ou de retour dans leur maison pillée et même détruite après l'avoir quittée en catastrophe quand, devant l'avance des armées ennemies, ils avaient été évacués, ils portaient dans leur chair et dans leur cœur les marques des souffrances endurées et jusque sur le revers des primesautières vestes de plage s'étaient croix de guerre, médailles militaires, Légions d'honneur gagnées au combat. Mon père, qui n'avait pourtant pas un goût excessif pour la gloriole, ne serait pas sorti sans sa croix de guerre : elle attestait que la légère claudication dont sa marche était affectée était due à une blessure. On mesure ici l'écart d'une génération à l'autre. Mon mari, sauf, il est vrai, le jour de son mariage où il courut, au risque d'arriver en retard à la mairie, se procurer un ruban, n'a guère porté la croix de guerre que lui valut sa participation à la guerre suivante.

Ce qui séparait l'amont de l'aval de la plage, était-ce bien une différence de nature économique, le fait que les uns fussent moins aisés que les autres ? Il est exact qu'on trouvait sans doute moins de propriétaires de villas et de

cabines dans notre secteur que dans l'autre. La propriété n'a pas qu'une dimension économique. Elle est aussi fonction du modèle culturel dont l'individu ou le groupe auquel il appartient se réclame. C'est ainsi que mon père a répugné toute sa vie à investir dans l'immobilier. C'était une très ancienne tradition pour un juif que de conserver la capacité de mobiliser très vite son avoir : même quand, avec l'assimilation, les facteurs d'insécurité eurent paru diminuer et même disparaître, subsista le sentiment vague qu'il était imprudent de trop « s'installer ». Aussi mon père n'a-t-il jamais de sa vie voulu pour lui-même devenir propriétaire ni de son appartement parisien ni davantage d'une villa de vacances. Ce n'est que sous l'empire de l'urgence et de la nécessité qu'après la guerre, pour conserver un toit à ses enfants mariés ou à l'un de ses beaux-frères menacé d'être expulsé quand l'immeuble où il était locataire fut sur le point d'être vendu par appartements, qu'il acquit deux ou trois appartements, et il n'a cessé de maugréer contre les ennuis que lui procurait la chose, pressé, dès qu'il le pouvait, de s'en défaire.

Les fonctionnaires, nombreux dans notre secteur, n'avaient alors pas davantage, même quand ils en avaient les moyens, le goût d'être propriétaires. Le fait qu'ils fussent, au cours de leur carrière, dépendants d'affectations aléatoires ne les incitait pas à s'enraciner.

Ce qui séparait l'amont de l'aval, c'était à vrai dire plutôt... la messe. La messe, pas la foi ni le respect du dimanche et des habits endimanchés qui était général. Aller à la messe — à la grand-messe de l'église Saint-Pierre —, c'était sans conteste une démarche qui excluait du camp des « laïcs ». Il reste que, si les « laïcs » étaient pour la plupart athées ou du moins agnostiques, ce n'était pas une règle absolue puisque les protestants, représentés en particulier par la famille Mehl, de Saverne — mais M. et Mme Mehl étaient aussi des enseignants —, se comptaient parmi eux. C'est à Cayeux que Roger Mehl, le futur doyen de la faculté de théologie protestante de Strasbourg, prononça, l'été 1939, son premier sermon pastoral. Nous y fûmes en masse. Le temple était une grange, pas beaucoup plus nue qu'un temple ordinaire. Le jeune pasteur avait choisi de s'interroger sur l'antique interpellation : « Caïn, qu'as-tu fait de ton frère ? » Comme il arrive fréquemment chez les jeunes orateurs, fussent-ils sacrés, le sermonnaire avait dû être un peu touffu ou bien les souvenirs du catéchisme chez ces laïcs bon teint qui étaient venus l'écouter étaient décidément très estompés. Quoi qu'il en soit, l'après-midi de cette radieuse journée, chacun s'abordait, et de cabine en cabine courait la même question malicieuse : « Mais qu'a-t-il fait de son frère ? »

Cette ligne de partage entre laïcs et cléricaux ne devait pas être cependant infranchissable. D'abord, l'humour des choses voulait que la maison louée par mes parents de nombreuses années de suite s'appelât *L'abri Saint-Joseph*. De plus, parmi mes camarades de jeu les plus proches, Jacques Moulard était entré au séminaire. Dans les jours qui suivirent en septembre 1939 la mobilisation et la déclaration de guerre, j'allai de moi-même, à la chapelle des Marins où Jacques célébrait chaque fin d'après-midi le salut, chanter avec la foule des fidèles : « Sauvez, sauvez la France

au nom du Sacré-Cœur. » Devenu prêtre, Jacques Moulard m'a encore rendu visite quelques années plus tard quand je fus devenue sévrienne : parce qu'il portait soutane, le cerbère qui, conformément au règlement, interdisait ailleurs qu'au parloir toute visite de frère et plus encore de cousin ou d'ami, l'autorisa à entrer dans ma chambre.

Je suis déjà à l'époque assez curieuse des grandes affaires publiques pour observer que, dans cette société de plage où, jusque-là, l'emportaient les règles communes de civilité et de tolérance, les tensions grandissaient. Quand les jeunes garçons du pays accouraient vendre à la criée sur les planches les journaux du matin et du soir arrivés par le dernier train, les acheteurs lorgnaient d'un œil plus dédaigneux ou coléreux sur les feuilles qu'achetaient ceux qui pensaient différemment. Sans doute y avait-il eu de premiers gestes d'impatience, quelques réflexions malsonnantes contre les « salopards » quand, sur les galets, s'étaient aventurés quelques « congés payés » en casquette et en tandem. Mais cela n'emporta pas la conviction. Il était de tradition que le dimanche après-midi se mêlât aux vacanciers une foule endimanchée de paysans et de petites gens des cités ouvrières du Vimeu, sans compter les familles et les supporters des musiques invitées pour le concert dominical.

La radicalisation des esprits se marquait surtout, à partir de 1936, par les attitudes de défi qui opposaient avec une âpreté de moins en moins dissimulée les Croix-de-Feu, leurs cannes et leurs bérets basques aux partisans du Front populaire. L'occasion en était dérisoirement fournie par le défilé quotidien des colonies de vacances, arpentant les planches d'une extrémité à l'autre au pas cadencé et en chantant. La colonie municipale de Vitry était rouge, la colonie départementale de la Somme, verte, la colonie de Sœur Rose, noire. Chacune d'elles habillait en conséquence ses petites pensionnaires : en ces temps-là (comme d'ailleurs toutes les catégories d'organisations de jeunesse : les Jeunesses socialistes portaient alors chemise bleue et cravate rouge), les colonies de vacances se percevaient encore comme des groupements de type paramilitaire dont les membres étaient tenus au port d'un uniforme. La couleur du béret, surtout, était indicative et plus encore le répertoire des chants de marche dont le seul point commun était d'être atrocement braillés.

Les chansons qui avaient été les années précédentes si fantastiquement chères à tout le pays confondu dans une même nostalgie : *J'ai deux amours* (de Joséphine Baker) en 1930, *Couchés dans le foin* (de Mireille) en 1931, *Le plus beau tango du monde* (d'Alibert) en 1935, *Au lycée Papillon* (de Giorgius) en 1936,

*On n'est pas des imbéciles,  
On a même de l'instruction,  
Au lycée papa  
Au lycée papi  
Au lycée Papillon*

*Mon légionnaire*, la même année (de Piaf), et encore *Marinella* (de Tino Rossi), *Y'a d'la joie* (de Charles Trenet), enfin du même en 1937 *Je chante*,



toutes ces chansons, même les douces-amères (*Tout va très bien, Madame la Marquise*, d'Andrex en 1935), même les veules (*Amusez-vous, foutez-vous d'tout*, d'Albert Willemetz, en 1934), même, un peu plus tard, trop tard, les méritoires (*Ça fait d'excellents Français*, de Maurice Chevalier, en 1939) s'éloignent et se perdent. On ne danse plus le *lambeth-walk*.

Ce qu'on se lance désormais à la tête, ce sont les chants patriotiques ou *L'Internationale* qui rythment les fêtes champêtres que, pour les parents des petits colons et les estivants, donnent dans leurs domaines respectifs les colonies de vacances et qui deviennent autant de manifestations politiques. C'est à Brighton, à l'occasion de la fête que donne la colonie communiste de Vitry, que pour la première fois je me trouve au contact de militants communistes... La fête : cette fête-là et toutes les fêtes de ces derniers étés s'effacent aussi. Nous sommes en 1939.

101

101

101

## II.

### LA GUERRE

« *Schreibt und farschreibt !* » (« Écrivez et décrivez ! »)  
ordonne le doyen des historiens juifs, Simon Dubnov, dont  
ce sont les dernières paroles quand, en décembre 1941, dans  
le ghetto de Riga, l'auguste vieillard est abattu.



## 1.

### Du repli à l'exode, 1939-1940

« Je conservais l'orgueil d'appartenir à la nation qui, presque seule, avait gagné la plus grande des guerres, une nation dont la puissance s'étendait sur le globe tout entier, une nation riche d'une histoire dont je me sentais toujours l'héritier... Je me trouvais dépossédé de l'essentiel de ce qui, jusqu'à présent, avait été mien. »

Raoul Girardet, *Singulièrement libre*,  
Perrin, 1990, p. 52.

Ce 1<sup>er</sup> septembre 1939, il fait encore très beau. Jambes et pieds nus dans mes sandales, les épaules également découvertes, je passe en trombe à bicyclette devant la Halle aux poissons. Là, devant une affiche blanche surmontée de deux drapeaux tricolores croisés à la hauteur de la hampe, un petit attroupement, surtout des femmes, le traditionnel fichu de laine noire croisé sur la poitrine, attire mon attention. Du bout du pied, je freine à mort et saute de ma machine. C'est la mobilisation générale. A 4 heures du matin, sans déclaration de guerre, l'armée allemande a envahi la Pologne. Après deux jours encore d'inutiles tergiversations, le 3 septembre, la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne, la première à 11 heures, la seconde à 17 heures.

Journalistes, chroniqueurs, mémorialistes, historiens ont dit à l'envi combien l'atmosphère générale en France, quand la guerre avait commencé en 1939, tranchait par rapport à celle que la France avait connue en 1914. La détermination colorée de ferveur qui s'était manifestée dans les derniers jours de juillet 1914 et s'était prolongée près de quatre mois avait fait place en septembre 1939 à une sorte de résignation hargneuse.

La Première Guerre mondiale a cassé l'Histoire en deux, avec un avant et un après. C'est ce que je percevrai avec la clarté de l'évidence quand, à la fin des années 50, j'aurai, pour mes thèses de doctorat, à remonter dans mes recherches de 1920 à 1914. C'est aussi pourquoi, dans ces années 80, au fur et à mesure de la parution de chacun de ses « nœuds », je lis goulûment, jamais rassasiée ni repue, le grand œuvre de Soljenitsyne, *La Roue rouge*. Ce géant farouche, en parcourant à grandes enjambées infatigables, le doigt prêt à pointer, l'œil aux aguets, le « champ couvert de

morts sur qui tombait la nuit », reconstitue dans le détail, avec une stupéfiante perspicacité, l'enchaînement de faits et gestes disparates, souvent anodins, sans liens nécessaires entre eux, le plus souvent exempts de toute intention maligne, qui font qu'associés et additionnés fâcheusement un monde peut, lui, tomber en morceaux.

La Seconde Guerre mondiale n'a peut-être fait que répandre jusqu'aux limites de l'univers terrestre les ferments de destruction et de subversion que la Première avait encore pour l'essentiel concentrés en Europe. Avec néanmoins des innovations décisives : le fascisme et le communisme, dressés l'un contre l'autre après avoir un temps fait cause commune et partagé un commun butin, ont porté les « malheurs de la guerre » à des extrémités insoupçonnées.

La guerre classique entre États d'à peu près même nature, ambition et puissance, on sait à quel point elle peut être sanglante, interminable et absurde. Du moins, c'est l'image qu'avait laissée derrière elle la guerre de 1914. Mais elle conservait, péniblement (les gaz !), des règles. On avait bien tenté, pour forcer ses limites, pour justifier l'escalade vers l'horreur, de lui conférer une coloration idéologique. Les Alliés avaient proclamé que, de leur côté, ils ne menaient qu'une guerre du Droit. Une trouvaille. En termes de propagande, c'était un slogan de toute première bourre. Avec le grain de vérité sans lequel aucune manipulation des esprits ne saurait être efficace. La guerre est précisément faite pour trancher par la force ce que le Droit est incapable de déterminer comme correspondant à l'équité et la justice. Qu'une province limitrophe eût été arrachée par la force, qu'elle fût reconquise par une force supérieure de sens contraire, il n'y avait rien là qui fût en rupture avec ce que Proudhon lui-même avait établi. A la force, dans les conflits de souveraineté, il n'y a pas de substitut pour fonder, serait-ce à terme, le Droit. Dès lors, proclamer que la force des uns se confondait avec le Droit, c'était hardi et bien venu mais tautologique et inversable. Sans doute le consentement des populations, auquel on a confié depuis le soin de fonder le Droit, avait-il déjà été timidement sollicité. Mais il n'est lui-même le plus souvent qu'une sanction et un sacre donnés a posteriori à la victoire des armes. Reste que le Droit paraissait exhaussé d'être porté par la République — un régime où les citoyens ont leur mot à dire. Malheureusement, la République française avait à côtoyer, au sein de la Triple-Alliance, le despotisme russe. De surcroît, avec un empire colonial immense, toute république qu'elle fût, elle avait quelques difficultés à se distinguer des empires qui, eux, s'affirmaient comme tels.

Ce n'était là cependant que brouilles par rapport à la charge idéologique des années 40. Celle-ci modifie de fond en comble l'extension du qualificatif de « total » déjà appliqué avec un peu d'exagération à la guerre précédente. En somme, la Seconde Guerre mondiale a peut-être eu un sens, encore que ce sens fût très équivoque pour une bonne partie des pays du champ de bataille. Ce qu'exprime bien dans la plénitude de son cynisme le mot de « libération » chargé de maquiller la conquête de l'Europe centrale et orientale par l'Armée rouge. De cette guerre frénétique, que symbolisent et

résumément à jamais deux noms : Auschwitz et Hiroshima, nul n'est sorti innocent, encore moins indemne.

N'allons pas trop vite cependant. Pour la France et les Français — c'est une tout autre affaire pour la malheureuse Pologne —, la guerre commence tout doucement.

Un bel été tire à sa fin. Je vais sur mes treize ans et rien, en ces dernières semaines, ne semble encore avoir troublé l'ordre de mes jours. Du pacte germano-soviétique signé le 23 août, des discussions qu'il a sans doute suscitées dans mon entourage, je ne garde aucun souvenir direct et fiable. Quand quatre ou cinq ans plus tard j'aurai à remplir ma « biographie » avec, pour question-test, celle-ci : « Quelle a été votre attitude au moment du pacte germano-soviétique ? », c'est d'une âme toute pure que je répondrai n'avoir eu aucune attitude. Je n'étais pas très au courant.

C'est qu'à cet âge-là on ne saurait s'occuper de tout. Et j'étais alors fort accaparée. Qu'on en juge. En juillet ou en août, au concours des châteaux de sable organisé par *Le Figaro*, j'avais gagné le premier ou le second prix national. Construire, ai-je dit, était une passion. Construire des châteaux, fût-ce en sable, s'accordait avec ma familiarité de l'art du Grand Siècle. Mon mérite en outre était mince, c'était mon frère aîné qui avait eu l'idée d'une nouvelle manière, plus spectaculaire, de disposer et découper tours et clochetons. Il était bien trop grand seigneur pour se donner la peine de la mettre en forme. Avec son accord et ma légendaire application, j'avais donc résolu les menus problèmes en suspens et le résultat avait charmé les nobles membres du jury. Deux ou trois semaines plus tard, par la publication des listes de lauréats dans *Le Figaro* — nous ne l'achetions qu'à cette occasion ; nous, c'était *L'Œuvre*, qui allait, hélas, bientôt si mal tourner —, j'apprenais que j'avais gagné... un appareil photo.

L'appareil en effet me fut remis en cérémonie au Casino. Très petit, c'était malgré tout un appareil photo et les enfants n'étaient pas encore bardés de bidules personnels. Je ne fus pas, bien entendu, autorisée à m'en servir illico. Ce serait, dit ma mère avec sagesse, pour l'été suivant quand j'aurais, avec de bonnes places à l'école, accumulé de quoi me procurer des rouleaux de film et faire face aux frais de développement chez le photographe du cru, Becquerel. Hélas, avant que ne revînt l'été suivant, mon appareil fut perdu dans le tohu-bohu de l'exode. La sagesse, ce fut une réflexion que je gardai pour moi, n'est pas bien sage par temps troublés. Je fus si marrie de ce premier dommage de guerre que jamais plus par la suite je n'ai de nouveau songé à acquérir un appareil photo ni à m'initier à cet art mineur. Il faut avouer aussi qu'entre-temps je me suis découvert une phobie, celle d'appuyer sur des boutons. Sur les boutons de la machine à laver comme sur ceux du téléviseur. Mon élan vers le modernisme avait été précocement brisé !

Pourtant, bien qu'indifférente aux tours de force et tours de main favorisés par les derniers raffinements techniques comme aux gloses alambiquées de préfaciars incontinents, j'aime et cours les expositions de collections

photographiques, surtout celles qui privilégient l'indépassable authenticité de la photographie : les portraits et scènes de genre. Je ne connais rien qui donne à voir le petit peuple ouvrier des années 30 à Paris mieux qu'une photographie de Kertész exposée en 1987 au musée Jacquemart-André ni rien qui jurât tant avec le surréalisme belge et sa charge onirique que les photographies de Magritte ou de Michel de Ghelderode prises par Georges Thiry et exposées au musée d'Art moderne de Villeneuve-d'Ascq en 1988.

J'aime aussi les images et les livres d'images. Je ne suis guère collectionneuse, mais je rêve de faire quelque jour un album de la seule collection que j'aie assez largement constituée, une collection de reproductions de peintures et tableaux de toutes époques où une femme — aux hautes époques, en général la Sainte Vierge, jeune femme le jour de l'Annonciation ou jeune mère qui enseigne les rudiments à son Fils, plus tard saintes, reines et princesses, grandes dames, bourgeoises, jeunes filles, fillettes — tient un livre qui peut être le Livre, une lettre, une partition de musique, un journal. Une collection qui montrerait, à l'encontre des affirmations d'une histoire des femmes misérabiliste et polémique, l'ancien-neté dans notre société et dans la culture dite judéo-chrétienne de l'alphabétisation féminine et sa continuité.

Je ne trouve jamais tant plaisir à la finition d'un livre que si la collection ou l'éditeur autorise d'y inclure quelques illustrations. Le cabinet des estampes et de la photographie, à la Bibliothèque nationale, est un antre prodigieux où je défie quiconque de résister à s'attarder. C'est là que j'ai trouvé, en l'état, la collection de plaques qu'*Excelsior*, quotidien où, formule à l'époque révolutionnaire, l'illustration — dessins et photos — avait un rôle primordial, avait constituée de 1914 jusqu'en juin 1940 au fil de l'actualité. Beaucoup de ces plaques avaient été malencontreusement brisées à je ne sais quelle occasion (bombardement ? déménagement ?), comme en témoignait le registre où, au jour le jour, ses photographes consignaient leurs travaux. J'y trouvais par exemple, intacte, la plaque de la photographie représentant, au congrès fondateur à Tours du PCF, le « délégué indochinois » dont le sténogramme du congrès ne révélait pas l'identité mais dont le photographe, sur ses registres du 27 décembre, avait écrit le nom : Nguyễn Ai Quai. Une manière fautive d'ailleurs d'écrire ce nom, la bonne manière étant Nguyễn Ai Quốc (Nguyễn le Patriote), un pseudonyme de celui qui fut connu plus tard sous le nom d'Hô Chi Minh. J'ai fait figurer cette photographie dans l'un de mes premiers livres, *Le Congrès de Tours. Comment naquit le PCF ?* (Julliard, coll. Archives, 1964). La photo n'est pas très bonne, l'homme est très jeune, et elle ne permet certainement pas de dissiper les doutes dont Jean Lacouture se fait l'écho dans sa biographie d'Hô Chi Minh — celui qui s'est fait appeler Hô Chi Minh avant et après la Seconde Guerre mondiale est-il bien un seul et même homme ?

Rien n'est plus difficile, à chaud comme à froid, pour l'analyste du moment comme pour l'historien, de mesurer avec certitude le degré d'incandescence d'une opinion publique. Même aujourd'hui, la technique



des sondages ne met pas à l'abri des faux-semblants et des manipulations. Les sondages ne sont d'ailleurs vraiment fiables que pratiqués en série, à intervalles réguliers, sur une même batterie de questions. Or la guerre est un événement qui fait trop rupture, de nature trop cataclysmique pour que son déclenchement ne périme pas d'un coup la validité des sondages antérieurs.

En tout cas, ni en 1914 ni en 1939 cette technique n'avait cours avec les moyens et à l'échelle nécessaires. En revanche on écrivait, on s'écrivait beaucoup. Préfets, instituteurs, services de police spécialisés dans l'observation de l'« état des esprits » ont laissé des rapports et témoignages abondants. J'ai consacré beaucoup d'efforts et de temps, dès mes premières recherches en histoire contemporaine, à essayer de comprendre ce qui en 1914 avait surpris jusqu'aux plus avertis et aux plus confiants. Dans ces sociétés déjà industrielles dont Marx professait que la lutte des classes y était le seul type de conflit à faire l'histoire et mobiliser la classe ouvrière internationale, voici qu'à la minute de vérité, dans toute l'Europe, de la moins développée à la plus économiquement avancée, les classes laborieuses manifestèrent qu'elles donnaient en fait la priorité aux intérêts de la nation à laquelle elles appartenaient.

Lénine aura beau mettre sa terrible déconvenue sur le compte de la « trahison » de l'aristocratie ouvrière, cette couche privilégiée d'ouvriers hautement qualifiés, assurés de la stabilité de leur emploi, à qui il attribuera la « faillite » de la social-démocratie. Seul, à peine compris d'une poignée de fidèles souvent plus anarchistes ou pacifistes que bolcheviques, il aura beau persévérer dans ses vues, naître enfin à lui-même et à son destin en proclamant sur-le-champ qu'il n'avait désormais plus rien à voir avec cette II<sup>e</sup> Internationale à laquelle, jusque-là, fût-ce à son extrême extrême gauche, il avait, faute de mieux, consenti d'appartenir. Il aura beau appeler à créer une III<sup>e</sup> Internationale fondée non plus sur la dialectique geignarde de la guerre et de la paix, mais sur la seule dialectique qui fût grosse d'une victoire « véritable » — celle, robuste et offensive, de la guerre et de la révolution. Il aura beau, trois ans plus tard, quand la lassitude, née d'un monstrueux carnage apparemment inutile, aura en effet dissipé, chez les plus fragiles ou les plus exposés au fléau, les mortelles « illusions » de l'Union sacrée, démontrer qu'une guerre perdue, cette « défaite de son propre pays » qu'il n'hésite pas à appeler de ses vœux, accouche bien de la révolution à condition qu'au moment crucial il se trouve une étroite phalange de révolutionnaires assez professionnels, exercés et endurcis pour la conduire à ses fins dès lors qu'elle aura éclaté, c'est-à-dire que l'Etat et la société se seront d'eux-mêmes effondrés sous le poids de leurs échecs, de leurs erreurs, de leurs divisions.

Lénine aura donc beau stigmatiser, théoriser, prophétiser, gagner : le fait majeur, en août 14, demeure qu'au rebours d'une anthropologie marxiste qui n'a sans doute pas d'idée bien nette sur le phénomène national mais qui en tout état de cause le tient pour un phénomène second, secondaire, subalterne, dépendant, la nation est une réalité dont le dynamisme, la force d'attraction, la capacité de mobiliser les énergies et les dévouements de ceux

qui se reconnaissent en elle l'emportent sur les aptitudes correspondantes de la classe.

C'est la conclusion à laquelle j'étais déjà parvenue dans le premier tome de ma thèse. Je suis revenue à plusieurs reprises sur ce point décisif. Ce qui paraissait digne d'être mieux établi, c'est que les militants internationalistes, pacifistes, antimilitaristes, antipatriotes qui, dans la France des premières années du siècle, avaient constitué la fraction authentiquement ouvrière la plus structurée, la mieux définie, la plus enracinée d'un mouvement de protestation contre le principe même de la guerre et de la défense de la patrie — sans d'ailleurs qu'à aucun moment ils ne se soient engagés dans une pratique subversive en matière nationale ni soient allés au-delà de la menace verbale de « planter le drapeau dans le fumier » —, eh bien c'était les mêmes, oui, les mêmes que les soldats qui, la fleur au fusil, proclamaient en août 14 la certitude de faire leur devoir en allant le porter à Berlin. Faut-il donc penser que, dans un moment d'enthousiasme tumultueux, ils ont collectivement perdu la tête et basculé d'un extrême à l'autre, qu'ils se sont convertis en masse de l'antipatriotisme au chauvinisme ? Faut-il croire au contraire que l'antipatriotisme ne fut jamais qu'une mode superficielle, ostentatoire, un signe éphémère de ralliement à une micro-société différente, dissidente, contestataire, plus rêvée que vécue ? Que le patriotisme, emmagasiné à l'heure de la préformation sur les bancs de l'école républicaine, fut la seule vérité, la seule constante du monde ouvrier comme des autres composantes d'une société à la cohésion éclatante ? Si éclatante qu'à l'autre extrémité du spectre, la dissidence politique des monarchistes et religieuse des catholiques, récemment encore dénoncée et mise au ban de la nation — avec quelle brutalité vindicative par la République combiste ! —, se dissolvait comme par enchantement.

Il m'a paru qu'il fallait chercher ailleurs la solution du problème. « Les grandes masses ouvrières ainsi que le noyau des militants, écrivais-je<sup>1</sup>, me semblent avoir été traversés, soulevés, émus, entraînés et par le sentiment

---

1. Groupés sous la rubrique « Patrie et Révolution », j'ai, après une première approche, « Patrie ou Révolution : le mouvement ouvrier français devant la guerre (juillet-août 1914) », communication présentée le 6 juin 1963 à la Société d'histoire moderne et publiée dans la *Revue d'histoire économique et sociale*, 1965 (3), p. 365-386, rassemblé dans *Le Pain et les Roses* (PUF, coll. Hier, 1968 ; 10/18, 1973, toutes versions épuisées) trois textes qui traitent en particulier de cette question :

— « Les inscrits au Carnet B. Dimension, composition, physionomie politique, limites du pacifisme ouvrier », communication présentée, en collaboration avec J.-J. Becker, au XCI<sup>e</sup> congrès national des Sociétés savantes, pâques 1966 ;

— « Jaurès en juillet 14 » : après un premier texte, « Jaurès, le parti socialiste et la CGT à la fin de juillet 1914 d'après les rapports de police conservés aux Archives nationales », publié dans le *Bulletin de la société d'études jaurésiennes*, n° 7, oct.-déc. 1962, j'avais présenté une communication « Jaurès en juillet 14 » (*Le Mouvement social*, n° 49, oct.-déc. 1964, p. 62-77) au colloque organisé par la Société d'études jaurésiennes et la faculté des lettres de Toulouse en mai 1964 et dont les actes furent publiés en 1966 sous le titre *Jaurès et la nation*.

— « Août 14. Nationalisme et internationalisme ouvriers » publié dans *Preuves*, n° 193, mars 1967, p. 25-38, à la suite de réflexions et débats poursuivis, après le XCI<sup>e</sup> congrès des Sociétés savantes (pâques 1966), à Londres dans le cadre d'un colloque franco-britannique d'histoire ouvrière en avril 1966 (*Le Mouvement social*, n° 65, oct.-déc. 1968, p. 109-120) et à Paris dans le cadre d'un colloque organisé à l'École normale supérieure sur le thème « Niveaux de culture et groupes sociaux » en mai de la même année et dont les actes ont été publiés aux Éditions Mouton, 1967.

d'appartenance à une communauté nationale interclasse *et* par le sentiment d'appartenance à une communauté de classe supra- et internationale. » C'était proposer de placer la contradiction au cœur même de la réalité observée. C'était récuser les considérations générales et abstraites sur la responsabilité des élites possédantes qui auraient, par égoïsme de classe, manqué d'intégrer dans la société nationale et d'y arrimer, autant que les lois de la République le promettaient, un prolétariat tenu en lisière. C'était s'abstenir de décider nulle et non avenue l'ambition qui avait été celle des militants ouvriers de la grande époque d'être à eux seuls une société, une culture, une civilisation.

Pour vérifier quelques conséquences et corollaires de l'hypothèse ainsi posée, je fis équipe avec mon frère cadet qui, à son tour, entraînait dans la carrière : dédié bien sûr à notre père, « classe 15 », nous avons ensemble écrit et publié chez Armand Colin, dans la collection Kiosque aujourd'hui disparue<sup>1</sup>, un petit livre pour lequel je conserve de ce fait une certaine tendresse : *1914, la guerre et le mouvement ouvrier français*. Puis, sur cette lancée, mon frère a continué seul. Dix ans plus tard, il publiait enfin son grand œuvre : *1914. Comment les Français sont entrés en guerre*<sup>2</sup>. Il y atténuait le sentiment un peu excessif qu'avaient donné aux historiens les récits et témoignages sur les foules enfiévrées qui, à Berlin, Munich, Paris, Londres, Saint-Petersbourg, avaient crié leur joie, leur soulagement, oui, leur soulagement à l'idée de quitter les mornes horizons de la vie quotidienne, les misérables tracas de l'univers domestique, pour, hommes parmi les hommes, faire, après quarante-quatre années consécutives obstinément paisibles et civiles, la guerre.

Les romanciers, même quand leur vision des choses n'est pas tout à fait conforme à celle des historiens, s'y sont aussi laissés prendre ! Les *Thibault* de Roger Martin du Gard, dont le tome VII qui nous intéresse ici le plus directement fut publié en novembre 1936, quand donc les ai-je lus ? Si j'en crois mes carnets de lecture, seulement ces mois de l'été 1944 où je vécus recluse après la catastrophe qui s'abattit sur mon groupe de résistance. Ce qui expliquerait que dans ma tête un peu perdue tout se mélangea alors et que l'été 1914 se confondit avec l'été 1939. Quoi qu'il en soit, les *Thibault*, je les ai relus plus tard puisque à l'heure où il faut choisir non plus son camp ni son destin, mais plus humblement, plus authentiquement, son compagnon, entre Jacques et Antoine Thibault, entre le révolutionnaire antimilitariste buté et arbitraire et le médecin rayonnant, savant et bon, j'ai, sans balancer, pour mon compte et pour la vie, élu le médecin. Mais sans renoncer pour autant, romanesquement, romantiquement, à pleurer avec Gise, avec Jenny, le fol, insupportable et malheureux Jacques.

1. Annie Kriegel et Jean-Jacques Becker, *1914, la guerre et le mouvement ouvrier français*, A. Colin, 1964 (coll. Kiosque). Le principe de cette excellente mais trop éphémère collection était, comme son nom l'indique, de faire reposer l'étude des faits sur l'information tirée de la presse et de s'attacher à l'analyse des mouvements d'opinion. Abondamment illustrée dans une mise en pages très élaborée, elle avait plus d'élégance que le tout-venant des collections de ce type.

2. Fondation nationale des sciences politiques, 1977.

Sans doute ont-elles accusé plus de mesure, les délicates balances sur lesquelles, avec circonspection, mon frère a pesé non plus les réactions des seuls manifestants qui, dans les rues de Paris, se grisaient de leurs propres slogans, non plus celles des seuls soldats qui, couverts de fleurs, affichaient bravement, dans l'encadrement des fenêtres et des portières des trains filant à la frontière, tous les signes d'un courage et d'une résolution dont ils auront tant besoin, mais celles de la France profonde et discrète, la France des provinces, la France des champs et des bois.

Comment distinguer avec sûreté les écarts dus à une manière ancestrale d'extérioriser ses sentiments — plus lourde, plus lente, moins bavarde, comme méfiante — qui est la manière paysanne et ceux dus à de vraies différences d'appréciation ? Sans compter les écarts dus aux différences de situation : les salariés des villes pouvaient compter sur les allocations qui seraient versées à leur famille, sur les divers moratoires qui leur seraient accordés et les délivreraient provisoirement de dettes ou d'obligations criardes. Ainsi leur départ au front — une absence qui serait brève : trois ou quatre mois, pensaient-ils — et la perte de la paye qui en résulterait seraient en partie compensés. Pour les petits paysans propriétaires, fermiers, métayers, l'avenir immédiat était plus préoccupant et les soucis personnels plus taraudants : qui gérerait le bien, qui conduirait à temps les durs travaux de la terre, qui aurait la force physique et l'énergie morale de rentrer les récoltes et de soigner les bêtes ? Avaient-elles aussi, ces âmes averties et déliées dans leur enveloppe terreuse, pressenti que les ruraux seraient ceux qui en définitive, à l'heure des comptes et des bilans, apparaîtraient comme ayant versé le plus haut prix de sang et de larmes ?

Peut-être au fond est-ce Marc Bloch, témoin privilégié parce que historien de métier qui, en deux phrases, a le plus exactement rendu l'humeur des premiers jours de 1914. Dans ses *Souvenirs de guerre 1914-1915* (Cahier des Annales, 26, Armand Colin, 1969), il note : « Dans la rue, dans les magasins, dans les tramways, les gens causaient entre eux, familièrement ; et l'unanime bienveillance se traduisait par des mots ou des gestes, souvent puérils et gauches, et néanmoins touchants. Les hommes pour la plupart n'étaient pas gais ; ils étaient résolus, ce qui vaut mieux. »

Si entre-temps je n'avais pas obliqué vers d'autres recherches, j'aurais aimé asseoir sur des bases plus solides l'histoire de la nation française dans la première moitié du <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle et entreprendre avec mon frère une comparaison systématique du moral du pays en 1914 et en 1939.

Sans doute, de l'une à l'autre date, on connaissait déjà bien les différences de climat. En 1914, la guerre avait éclaté à la surprise d'à peu près toutes les catégories de la population, étonnant même les observateurs les plus sourcilieux ou pessimistes. Depuis dix ans, tant de précédentes alertes, tant de crises s'étaient dénouées avant l'irréparable que l'opinion publique avait fini par croire que les gouvernements en cause avaient acquis le tour de main, le savoir-faire, qui leur permettrait en toutes circonstances de bloquer évolutions et développements fatals. C'est d'ailleurs sur ce point précis que Jaurès, le 31 juillet, dans les heures précédant son assassinat, avait senti monter en lui l'inquiétude et la colère. L'« apôtre du socialisme

et de la paix » donnait volontiers acte au gouvernement français du fait qu'il n'encourait aucune responsabilité dans le déclenchement de la présente crise et qu'il n'était animé que de sentiments pacifiques. Mais il estimait que le cabinet ne faisait pas assez, qu'il ne montrait pas assez d'énergie et de détermination pour sauver *in extremis* la paix. De là à penser que Jaurès, eût-il échappé aux balles de son meurtrier, aurait appelé ses partisans à se dérober au devoir de Défense nationale, il y a un abîme qu'une polémique ultérieure n'a pu franchir que parce qu'elle transposait abusivement en 1914 les débats de conscience de 1917.

La surprise en 1914 était d'autant plus justifiée que, depuis 1912 et les fureurs partisans qu'avait de part et d'autre soulevées la discussion autour de la loi de trois ans de service militaire, une sorte de consensus, comme on dirait aujourd'hui, s'était dégagé. Il revenait à tenir défense de la paix et défense nationale pour les deux faces d'une même et nécessaire politique. Si le mot de détente ne fleurait pas à l'excès les années 60, on aurait même pu parler de détente en cette année 1914 où, pour la première fois depuis 1871, un président de la République en la personne de Raymond Poincaré avait honoré de sa présence une réception à l'ambassade d'Allemagne.

Rien de tel en 1939. La seule surprise, ce fut que la guerre eût attendu jusque-là pour éclater.

Autre différence qui pesa lourd : en 1914, une fois la guerre devenue réalité, on crut de bonne foi que celle-ci serait courte — au plus tard serait-on rentré chez soi pour la Noël. Cette illusion-là n'avait plus cours en 1939 : on savait que la guerre serait longue. Aussi longue qu'elle le fut ? Peut-être pas, mais ce n'était là qu'une sous-évaluation mineure.

Par-delà ces différences objectives de climat, il me semblait qu'il fallait observer de plus près ce qui, dans la guerre moderne, dès lors qu'elle est confiée à des soldats de conscription, décide pour une bonne part de la victoire ou de la défaite, une fois admis que les camps en présence bénéficient de systèmes d'armes de qualité équivalente : la capacité de résistance de la cohésion nationale ou, dans l'ordre subjectif des sentiments qui en émanent, la vigueur du patriotisme.

On a beaucoup opposé l'« élan » de 1914 à l'« abattement » de 1939. Faut-il y voir la marque d'un affaissement, de l'une à l'autre guerre, du patriotisme des uns insuffisamment compensé par le redressement du patriotisme des autres ? Pur verbiage : les présupposés idéologiques sur le « sens » des deux guerres mondiales ne sauraient masquer que, du « social-chauvinisme », comme les adversaires de la Défense nationale dans le mouvement ouvrier et socialiste qualifièrent le « patriotisme de collaboration de classe » des masses populaires en 1914, au « patriotisme antifasciste de lutte de classes » des années 30, la différence n'est pas aussi substantielle que veulent le faire croire dogmatiques et doctrinaires. En pourrait témoigner une enquête qui révélerait la constance de la symbolique nationaliste (slogans, injures, menaces, chants et chansons, drapeaux).

Par contre, tout laisse à penser que serait plus féconde une exploration de cette sorte d'*épuisement* national dont la tragédie de 1940 est l'expression. Un épuisement physique et nerveux dû sans aucun doute à l'intensité des

efforts qu'avait exigés la victoire de 1918. Le prix à payer avait alors été tel que les réserves de l'organisme français, sa substance vitale elle-même, avaient été entamées. C'est là d'ailleurs une hypothèse qui pourrait conduire à légitimer un parallèle avec la Grande-Bretagne de 1945.

Vingt ans n'avaient évidemment pas suffi pour achever la reconstitution des réserves et provoquer un renouveau de vitalité. De la victoire de 1918 à la défaite de 1940, ce qui avait fait la différence, ce n'était donc pas, à suivre cette piste, la variation de l'attachement à la patrie des uns et des autres — Parisiens et provinciaux ; ouvriers, paysans et bourgeois ; gens de gauche et gens de droite ; catholiques et anticléricaux ; soldats et officiers. Ce qui a fait la différence, c'est que le temps avait manqué. La montée de la sève, la floraison, le redressement, comme dira le général de Gaulle, prématurés en 1940, auront bien lieu. Trop tard ? En tout cas, plus tard. C'est le secret des Trente Glorieuses — 1945-1975.

J'en veux pour preuve ce que fut notre état d'esprit, à nous très jeunes adolescents, dans ces jours de la mobilisation et de la déclaration de guerre en août-septembre 1939. Extérieurement, nous étions graves et déterminés. Par nos mines réfléchies, par notre maintien retenu, nos attentions soucieuses à l'égard des adultes, nous disions, dans notre langage muet d'enfants peu portés sur les concessions et le laxisme, que nous comprenions le sérieux de l'heure, la lourdeur de la tâche et de la menace qu'ils avaient à affronter. Affronter... et vaincre, car intérieurement et quand nous étions entre nous, quelle excitation ! Bien sûr, je savais que je n'étais qu'une fille : mais, tout de même, en temps de guerre une « quille », comme disaient entre eux les garçons sans doute parce qu'ils jouaient encore aux quilles, n'aurait pas un mince rôle. Elle serait la marraine d'un jeune soldat et je me demandais déjà lequel de nos camarades de jeu — Claude, Pierre, Jacques, Christian, — me choisirait pour lui tricoter, quand le temps et l'hiver seraient venus, des passe-montagnes et des moufles. Elle serait infirmière, secouriste, brancardière, ambulancière...

A la vérité, je sentais bien que ce n'était guère là ma vocation. J'étais plutôt faite pour prier. Malheureusement, prier n'était pas le genre de la maison. J'allais donc seule à la chapelle des marins, où officiait, devant une foule ardente et recueillie de femmes de toutes conditions et d'enfants à mon image, mon ami Jacques, le séminariste, prier un Dieu dont je savais à peine qu'Il était le Dieu d'Abraham, Isaac et Jacob. Syncrétisme d'ignorance ? Poussée de ferveur que portaient les chants et les odeurs de la cérémonie comme il est si fréquent à l'époque nerveuse de la puberté ? Manifestation d'un vif sentiment d'appartenance à une nation ancrée dans sa fidélité chrétienne malgré un siècle et demi d'anticléricisme et d'athéisme militants ? Un peu de tout cela sans doute, mais aussi autre chose, puisque, en d'autres occasions, j'ai ressenti cette attente, ce besoin d'entendre parler de Dieu — aujourd'hui d'ailleurs si souvent déçus par ceux précisément qui, ayant vocation à parler de Lui, ne parlent, à tort et à travers, que de ce qu'ils pensent, les malheureux, de Ses œuvres. Pour moi, la prière n'est pas alors, dans l'affolement du moment, que requête ou récrimination. Elle n'est pas davantage action de grâces et louange pour Celui qui a déferé aux

supplications de ses créatures. Elle n'est pas non plus épanchement de hasard d'une âme trop pleine d'elle-même, de ses humeurs, de ses terreurs ni débordement d'un cœur trop épris de ses désirs et de ses élans. Elle est acte désintéressé, imposé par soi-même à soi-même, du Service divin, loin, bien loin des tracas et fracas, d'un monde humain qui n'est que de circonstance et de passage.

Si la fille que j'étais hésitait entre l'instant et l'Éternité, les garçons, eux, avaient mieux à faire. Ils calculaient déjà combien la guerre devait leur faire le plaisir de durer pour qu'ils pussent y accomplir leur devoir. « Accomplir leur devoir » : la tonalité de la formule, avec ce soupçon de résignation qu'elle recelait, ne correspondait d'ailleurs pas à leur projet véritable. Ce dont ils se promettaient mille joies et aventures, c'était de partir à la guerre, chevaucher, conquérir la gloire, vaincre. Mon frère Jean-Jacques, qui n'avait que onze ans, était néanmoins soucieux : Hitler n'allait-il pas, là, en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, s'effondrer ? Est-ce que lui, généralissime de toutes ses armées de soldats de plomb, n'arriverait pas trop tard sur le champ de bataille où, l'épée dégainée, sur le front des troupes au garde-à-vous, il aurait à saluer le drapeau ? Peut-être, disait-il, méditatif, accepterait-on qu'il s'engageât — à dix-huit ans et pourquoi pas à dix-sept ? Naturellement Henri, l'aîné, bombant le torse et les biceps, marchant au pas cadencé, faisait l'important : à tabler sur la durée de la Grande Guerre, il était quasi certain, avec ses quatorze ans révolus, d'avoir l'âge à temps. Il l'aura en effet.

En attendant, « l'arrière », à l'écoute des consignes gouvernementales, avait à prendre ses premiers quartiers. Puisqu'on répétait avec insistance qu'il ne fallait pas ramener les enfants dans la capitale ni dans aucune des grandes villes menacées du Nord et de l'Est, l'idée naquit — chez qui ? je croirais volontiers : chez ma mère — de demander l'ouverture d'un lycée-annexe du lycée d'Amiens pour que les familles, en l'absence de leur chef mobilisé, puissent garder à Cayeux avec les plus jeunes qui pourraient aller à l'école primaire du pays ceux qui étaient déjà collégiens et lycéens. Comme il était nécessaire de connaître approximativement le nombre d'enfants susceptibles d'être concernés par une telle initiative et dont le chiffre inclinerait les autorités académiques à accueillir la requête avec bienveillance, des équipes d'adolescents — dont je fus — firent du porte-à-porte pour recueillir les préinscriptions. Comme, en ce temps-là et dans cette région, les familles étaient souvent nombreuses, ce fut vite fait d'atteindre les effectifs souhaitables.

Du côté des locaux, pas de problèmes. Ceux qui en 14-18 avaient été transformés en hôpitaux ou centres de convalescence, le Casino, le Kursaal, l'hôtel du Commerce seraient, avec quelques cloisons installées par les agents municipaux, réaménagés en salles de classe. Le corps enseignant ? Hormis le chef d'établissement qui nous fut envoyé — la très énergique et très compétente Mme Simon, directrice du collège d'Armentières avant de l'être

du lycée d'Amiens —, beaucoup de nos professeurs furent des volontaires. J'eus en la personne de l'archiviste départemental de la Somme, négligé dans sa tournure mais savant latiniste et père, à la barbe carolingienne, d'une nombreuse famille, un merveilleux professeur de lettres dont l'un des fils, dans ma classe, devait, avant d'embrasser la carrière paternelle, me disputer la palme d'aimable traducteur, en vers français, des iambes, des spondées et dactyles virgiliens. A l'autre extrémité — était-il trop jeune pour être mobilisé, était-il plutôt ajourné ou réformé pour fragilité de constitution ? — notre professeur de mathématiques, avec sa figure pâle, une cape mollement soulevée par le vent quand, à grandes enjambées lasses, il gagnait le Casino par les galets, fit battre les cœurs des petites filles, ses élèves, bien que les maths, à cette époque, engendrassent chez elles invincible ennui plutôt que douce mélancolie.

Tout était donc paré quand, à l'heure dite, le 1<sup>er</sup> octobre, le lycée de Cayeux ouvrit ses portes. Ce qui explique qu'en effet, pour nous du moins, la « drôle de guerre » fut un enchantement qui dura sept mois. Mon père avait été brièvement mobilisé dans la territoriale mais, ancien combattant et chef d'une famille nombreuse, il avait été bientôt rendu à la vie civile. Naguère, à Paris, il rentrait au logis chaque vendredi soir : ainsi revenait-il à Cayeux. Ma mère avait enfin satisfait son vœu le plus secret et le plus cher : elle avait été agréée comme volontaire pour remplacer un instituteur mobilisé. Ce fut une maîtresse d'école admirable et comblée. Quand elle rentrait à l'abri Saint-Joseph, les quarante ou cinquante cahiers de ses petits élèves sous le bras, le roi n'était pas son cousin et moi j'étais comme une princesse. Elle me permettait de regarder par-dessus son épaule les corrections qu'elle écrivait à l'encre rouge, avec pleins et déliés, et nous parlions des étonnantes aptitudes du petit Quentin et du petit Ouin — René Ouin, le fils de Victoire dont j'ai dit qu'elle assurait le service de livraison des bagages... Ma mère avait raison. René Ouin fit d'excellentes études. Malheureusement, fidèle aux traditions de cette population de bordure de côtes toujours attirée par les voyages lointains, René Ouin, dès le premier poste qu'à sa demande il avait obtenu dans la France d'outre-mer, devait mourir à vingt-sept ans en 1957 à Tormilin, cercle de Boffa, en Guinée. Le jardin municipal face au marché perpétue sa mémoire ; proche de sa maison natale, il porte son nom.

La classe de 3<sup>e</sup> où j'entrai fonctionnait au Casino. J'avais été placée, grâce à un ordre alphabétique favorable, à une table qui jouxtait le large panneau vitré. Dès que je détournais la tête du tableau et de l'estrade, s'offrait à moi la mer, la « mer toujours recommencée », une mer comme je ne l'avais jamais vue, débarrassée de l'appareillage, chemin de planches et cabines, qui, l'été, la harnachait. La mer m'était rendue dans sa fantasque intégralité. Son bruit et son écume rythmaient et salaient nos leçons. Entre deux cours, nous sautions par la fenêtre et courions à elle, ivres de mêler sa réalité physique au poème de Baudelaire que nos aînés en 1<sup>re</sup> venaient d'apprendre et nous apprendre :



*Homme libre toujours tu chériras la mer*

.....

..... *Et ton cœur*

*Se distrait quelquefois de sa propre rumeur*

*Au bruit de cette plainte indomptable et sauvage.*

Bien entendu, la classe était mixte. Il n'avait pas même été envisagé qu'on pût, dans ce lycée improvisé, maintenir la rigoureuse séparation des sexes qui était la règle dans les lycées français de l'époque. Cette hardiesse passa inaperçue et ne fut à l'origine d'aucune modification ni dans nos manières de parler ni dans nos manières d'être. Nos jeux, sur la plage, avaient toujours été mixtes et ce lycée cayolais s'inscrivait bien plus dans la suite de nos jeux que dans celle de nos scolarités parisiennes.

En même temps que la mer, nous découvriions... l'hiver. Il fut rude, si je m'en souviens bien, puisque les étangs du Hâble-d'Ault gelèrent assez pour que nous y patinions, puisque les dunes de sable de Brighton durcirent comme pierre et que je m'y cassai sottement le bras. Ce qui me valut, tout le long du chemin de retour, un bras soutenant l'autre, les remontrances de mon frère aîné qui adorait les occasions de faire leçon à ses cadets. C'était heureusement le bras gauche. Une fois que le docteur Meslin eut énergiquement tout remboîté, le coude dans une écharpe de beau drap blanc dont ma mère et moi allâmes faire l'acquisition chez l'aimable Mme Sizaire, la marchande d'étoffes dont le souvenir se confond pour moi avec celle que peignit Paul Sérusier vers 1898, je retournai en classe. Sur cahiers et copies, un galet faisait office de main gauche.

L'absence de tout confort moderne à la maison était une source, chaque jour renouvelée, de plaisirs et d'amusements. Les chambres du premier étage n'étaient pas chauffées. On se glissait dans les hauts lits de cuivre sous de lourdes courtelines ouatées et piquées, en satinette rouge sombre, et d'énormes édredons, rebondis et légers, dont la cardeuse avait rénové la laine. Dans la cuisine, de l'eau chauffait en permanence sur la cuisinière. Près d'elle on faisait sa toilette en se plongeant dans un grand baquet d'émail. Et tout le monde se serrait dans la petite salle attenante pour y faire ses devoirs. Le petit godin luttait bravement... pour que le piano ne prenne pas froid.

La drôle de guerre ? En classe, autour du gros poêle qui fumait un peu, nous n'avions guère de quoi entretenir nos passions patriotique et guerrière. Ni la répression anticomuniste à l'intérieur ni la première étape du double martyre polonais n'étaient de nature à retenir notre attention. Que Molotov ait en automne 1939 exigé des bases militaires dans les pays Baltes, c'est seulement, aussi peu brillant que cela soit pour une historienne de métier, deux ou trois décennies plus tard que je pris enfin connaissance et conscience de ce fait-là et, en revenant en arrière, des suites et conséquences de l'entrée de l'Armée rouge en Pologne le 17 septembre 1939, que ce fût en Pologne orientale les déportations de masse dont une instruction du NKVD du 11 octobre 1939 établit les premières modalités ou que ce fût l'ultimatum qui, le 14 juin 1940, permit sans coup férir à l'Armée rouge de prendre possession des États baltes.

La guerre de Finlande ne nous atteignit guère davantage. Seule l'expédition de Norvège, quand les troupes françaises, polonaises, norvégiennes et anglaises reprirent victorieusement Narvik, nous enthousiasma. Je revois un jeune stratège en herbe, hissé sur la pointe des pieds pour atteindre de son bras gauche, tout en haut de la carte accrochée au tableau, l'emplacement de la Norvège, démontrer de son bras droit, devant la classe ébahie d'une telle prescience, qu'en prenant l'offensive à partir de la ligne Maginot la France allait écraser l'Allemagne comme une coque placée entre deux branches d'un casse-noix. C'est là la dernière image que je conserve de notre candeur enfantine. Quelques jours plus tard, la guerre succédait à la drôle de guerre.

10 mai 1940. Un printemps et un été triomphants se lèvent sur le plus grand désastre que la France ait connu. Cependant, à deux ou trois ans de différence d'âge, les souvenirs qu'on en garde peuvent être très diversement colorés.

Mon époux me dit que, replié temporairement de Strasbourg une première fois en 1938, il a découvert alors Paris, les « Français de l'intérieur » et, étonnement suprême et suprêmement dégoûté, le bifteck saignant puis, évacué en 1939 et cette fois pour de bon, il a vécu de bout en bout, du haut de ses seize ans, comme une épouvantable humiliation l'exode en train bondé de Caen jusqu'à la frontière espagnole où des fonctionnaires français de la police des frontières, arrogants comme si de rien n'était, lui refusèrent le passage et le refoulèrent. Humiliation si épouvantable que sa brûlure, jamais cicatrisée, commande encore ses réflexes face à toute menace extérieure : on ne peut pas lésiner sur les moyens de défense.

Orphelin de père, ses trois frères mobilisés, seul avec une mère intelligente et énergique mais dont les langues de communication, l'allemand et l'alsacien, comme c'était le cas pour la majorité des Strasbourgeois de sa génération, n'inclinent pas les interlocuteurs à la cordialité — sans compter que les évacués d'Alsace voyagent avec tous leurs biens, notamment ces énormes édredons gonflés de plumes d'oie qu'on appelle « plumons » —, le jeune homme a mûri vite. Ses sentiments et réactions sont déjà ceux d'un adulte.

Je n'en suis pas là. Au sein d'une famille où mes parents tiennent entre eux conseil et prennent les grandes décisions sur la base des informations que se charge de recueillir mon père tandis que ma mère veille à l'intendance, les enfants ainsi protégés sont plutôt portés à trouver de l'intérêt à tout ce qui rompt avec la routine.

Dans les premiers jours de l'offensive allemande, on a vu passer les Belges suivis de peu par les gens du Nord. Mais, à Cayeux, rien là que de banal : on les a déjà vus à la guerre précédente. La Somme, la Somme de 1916, est toujours là, fidèle. C'est sur la Somme, de l'autre côté de la baie, que les Allemands seront à nouveau arrêtés. Las, entre le 18 et le 20 mai, les Allemands réussissent à établir six têtes de pont au sud de la Somme. La plus à l'ouest est celle qui tient la baie elle-même. D'où le drame du 22 mai

quand, par marée basse vers 16 heures, des centaines de réfugiés venant de Belgique, du Nord et du Pas-de-Calais tentent de traverser à partir du Crotoy en direction de Saint-Valéry. Les mitrailleuses allemandes, encore postées sur la rive nord, crépitent, fauchant ceux qui se sont jetés dans le canal pour le franchir à la nage. Une jeune Valéricaine, Modeste Godin, se porte au secours des blessés. Elle tombe, frappée d'une balle en plein cœur. La marée montante recouvre les corps : en se retirant, elle les emporte avec elle.

C'est autour de la tête du pont d'Abbeville que la bataille fait rage du 27 mai au 4 juin. Le 27 mai au soir, en effet, la 4<sup>e</sup> division cuirassée aux ordres du général de Gaulle dont le poste de commandement est installé à Huppy, à une trentaine de kilomètres de Cayeux, est jetée contre la 57<sup>e</sup> division d'infanterie bavaroise. Les 28 et 29 mai, elle avance de douze kilomètres, passant par le moulin de Limeux, le village de Bailleul, s'emparant de Caumont, Huchenneville, le bois de Fréchencourt, poussant jusqu'aux monts de Caubert, ancien camp de César, hauteur abrupte qui domine Abbeville. Mais les réserves font défaut, la puissance manque pour enlever le passage de la Somme et ouvrir le couloir qui libérerait les armées du Nord encerclées. Le 3 juin, c'est Dunkerque.

D'Abbeville est venu l'ordre d'évacuation. Mon père voudrait encore attendre, mais les autorités municipales ne l'entendent pas de cette oreille. Il ne reste plus qu'à charger la voiture. Peu de choses en vérité : on ne prend que l'indispensable. Notre mobilier est à Paris.

La déroute, l'exode ? En réalité, nous, les enfants, nous ressentons d'abord la chose comme un voyage inespéré, avec la note d'imprévu, de merveilleux que ce mot, rare encore à l'époque, évoque. Car tout voyage — puisqu'on n'en fait jamais, on peut rêver — est nécessairement de la catégorie Orient-Express.

En l'occurrence, cela apparaît vite tout de même un peu raté. Traversée de moments de tension quand les avions — amis, ennemis ? — survolent la caravane, l'aventure est surtout ponctuée d'attentes interminables à l'entrée des ponts qui franchissent les successives rivières et surtout la Seine. Couchés le premier jour aux Andelys, nous ne sommes le lendemain soir, venant de Pont-Audemer, qu'à Alençon.

Mais si le crapahutage vers le sud est embarrassé, tout loisir en compensation nous est donné d'observer choses et gens. Et, de ce point de vue, le spectacle est vraiment exceptionnel. Tout un pays sorti de ses fermes, de ses chaumières, de ses masures, de ses logements, de ses villas, de ses maisons de maître, de ses châteaux, tout un entremêlement de poussettes, brouettes, voitures à bras, charrettes attelées, carrioles, chars à bancs, bicyclettes, side-cars, conduites intérieures, voitures de sport, camions et camionnettes bâchées et sur les toits, sur les ailes, à l'arrière, à bras, à dos, des amoncellements de vaisselle et de literie, d'outils et de mangeaille sur lesquels, à côté de cages à poules ou à canaris, dorment, bien coincés, des enfants endimanchés. Tout ce qui était généralement dérobé au regard, caché par pudeur, par modestie, par prudence, par honte, voici qu'il se trouvait exposé, affiché, mis à l'air. Une France éventrée béait au grand

soleil de la débâcle et seule la tombée du jour atténuait les odeurs et les pestilences qu'elle dégageait.

Nous-mêmes, où donc étions-nous censés nous diriger ? « Vers Saint-Nazaire », avait dit mon père. Son idée ? S'y embarquer et nous avec lui. « La guerre va se poursuivre à l'extérieur : c'est là et d'abord en Angleterre qu'il faut aller. » Nous écoutons sans mot dire, intérieurement ravis. Monter sur un grand navire, partir où « des oiseaux sont ivres », sur l'océan et puis, un jour, Henri sera accueilli chez les tommies... Mais la chance n'est pas de notre côté. Arrivés à Saint-Nazaire, des places retenues sur le dernier bateau en partance, nous errons dans la ville inconnue en attendant l'heure de retourner au port. Avant que notre bâtiment n'ait rompu ses amarres, le bassin est bombardé, notre navire est endommagé, corps de marins, bagage de soute, cambouis flottent entre deux eaux.

Nous ne partons pas, nous ne partirons plus. La France occupée se referme sur nous comme une huître. Pour l'heure, afin d'attendre d'y voir plus clair, mon père loue à Saint-Brévin-les-Pins une fort belle villa. Il n'y a pas de choix et les réfugiés sont taxés au prix fort. Ma mère, fidèle à sa ligne de conduite, nous inscrit au collège de Saint-Nazaire où, dès le lendemain et chaque jour ensuite, nous nous rendons par le bac de Mindin.

Ce jour où nous sommes arrivés à Saint-Nazaire, est-ce avant, est-ce après le 17 juin ? Est-ce avant le 18 juin ? L'appel du 18 juin, même mon père, plus tard interrogé, ne se souvient plus s'il l'avait réellement entendu. Il a depuis passé tant d'heures, l'oreille collée tout contre le poste qui grésille, à tenter de percer le brouillage pour capter la BBC qu'il n'est plus sûr de rien. Mais du 17 juin, de ce 17 juin où le maréchal Pétain a demandé l'armistice, c'est moi qui m'en souviens. La scène s'est fixée dans ma mémoire comme elle est au cœur de ma vie.

Dans la pièce où nous entrons par mégarde, nous les enfants, mes parents sont réunis. Ma mère pleure. Si ce n'est là chose fréquente, ce n'est pas tout à fait inhabituel. Ma mère est une personne énergique mais sur un fond de sensibilité nerveuse. Je l'ai déjà vue pleurer bien que cela m'ait à chaque fois bouleversée. Non, l'extraordinaire, c'est que, sur le visage de mon père, coulent deux grosses larmes. Même à la mort de ma grand-mère, mon père, son fils, avait su cacher son chagrin derrière un visage crispé.

Il pleure et nous, autour de lui, la tête levée en signe d'interrogation muette, nous faisons cercle. C'est alors qu'il dit d'une voix brouillée : « Mes enfants, la France est vaincue... » Et puis, après un temps d'arrêt, un ton plus bas, comme pour s'excuser de signaler un malheur particulier dans cet immense malheur public, il ajoute : « Et nous sommes juifs. »

La France... et puis nous. Cette succession, cette hiérarchie-là a en effet commandé la vie de mes parents. Que les esprits forts, d'un côté ou de l'autre, se moquent ou se désolent : c'était là leur règle de vie. Ceux qui par ailleurs prétendent que les juifs de vieil enracinement français étaient assez sots, obtus et lâches pour s'imaginer qu'à la différence des juifs étrangers ils ne risquaient rien devraient enregistrer ce démenti. Mon père ne savait pas encore en effet — qui le savait ? — tout ce qu'il risquait, mais il savait déjà qu'il risquait beaucoup.

## Dans Paris occupé, 1940-1942

Juillet 40. Le soleil brûle cette terre brûlée, la France, terre brûlée par plus implacable que lui. Tout est consommé pour un temps ou plutôt tout est en place pour qu'à l'avenir, au fur et à mesure que prendront corps et se démultiplieront les virtualités de la défaite, tout se consume.

La villa de Saint-Brévin-l'Océan où nous sommes réfugiés s'est remplie. Elle a accueilli Renée Simon, la directrice du lycée de Cayeux qui, après avoir supervisé le départ de ses professeurs et de ses élèves, a reçu elle aussi l'ordre de se replier. La sœur de mon père, celle qui s'est mariée en 1938 en grande pompe et que nous appelons tante Guite, nous arrive à son tour. Installée à Arras avec son jeune époux, marchand de biens, fondé de pouvoir régional de la maison Bernard-Lévy, elle a déjà connu, dans l'exode toujours recommencé que sera sa vie, deux étapes : d'Arras à Paris en 1939 où elle trouve refuge chez tante Madeleine, l'autre sœur de mon père, de Paris à Saint-Brévin en 1940. Son mari mobilisé, enceinte, elle conserve — elle la conservera à travers toutes les épreuves — une solide santé physique et morale qui la fait traiter les choses de la vie comme elles le méritent, à leur niveau le plus banal, lavées de toute trace d'emphase.

En relisant un peu au hasard quatre essais à succès, tous parus au printemps 1941, *Après la défaite* de Bertrand de Jouvenel qui, chez Plon, s'enlève à 20 000 exemplaires, *Ci-devant* d'Anatole de Monzie chez Flammarion, *La Moisson de 40* de Benoist-Méchin dont Albin Michel écoule une trentaine de milliers d'exemplaires, enfin *Le Journal de la France*, tome I, d'Alfred Fabre-Luce imprimé à 40 000 exemplaires dès octobre 1940 sans nom d'éditeur à Trévoux (Ain), je me surprends à m'interroger sur les ruses de la raison. Voici quatre hommes de lettres d'un talent aussi élégant qu'incontestable. Ils furent, parmi les analystes les plus fins de leur temps, des observateurs informés, pertinents, réfléchis, cultivés, surtout le dernier, plus circonspect et mesuré, exempt du grain d'esthétisme baroque et cynique qui gâche bien souvent les belles qualités intellectuelles des deux premiers. Comme il est de bonne règle générale, ils procédèrent en 1940 à un examen critique de la situation du moment en s'abstenant de spéculations sur l'avenir à long terme. Ils la prirent telle qu'elle était : une donnée stable et objective appelée à durer et qu'il fallait commencer par admettre pour se conduire en homme de raison, en esprit libre et détaché des contingences. On ne saurait débusquer chez eux rien qui révélât un soudard de la plume, un détrousseur

de cadavres par libelle interposé, un touilleur de bile et d'excréments, un annonceur sardonique d'exercices de purification imposés par une « révolution nationale » dont les thèmes de prédilection étaient empruntés au vainqueur. Rien non plus qui rappelât la pénible naïveté de belles âmes assoiffées de contrition.

Certes nos raisonneurs parfaitement distingués, froids, calculateurs ou formés aux critères d'excellence d'une école comme l'École libre des sciences politiques, ne résument pas à eux quatre l'intelligence française de l'époque. Il suffit pour s'en convaincre de lire le journal que tenait dans le même temps Charles Rist et qui fut publié en 1983 sous le titre *Chronique d'une saison gâtée*. Cependant, comparé à ces mousquetaires penauds, un Bouchinet-Serreules, débarqué à Londres le 22 juillet 1940 et qui, après avoir vu son camarade du collège Stanislas, Geoffroy de Courcel, devient l'aide de camp du général de Gaulle, n'a pas quitté le GQG, Vichy, le Massilia et le Maroc sans réflexion sur les raisons qu'il y a de vouloir continuer la guerre : à ses yeux, c'est le fait que la France dispose d'un empire qui lui donne la profondeur de champ nécessaire à surmonter son écrasante défaite sur le sol métropolitain. Et c'est le fait que l'Allemagne nazie n'est pas un ennemi quelconque avec lequel s'arranger tantôt d'une victoire, tantôt d'une défaite<sup>1</sup>.

Le général de Gaulle lui-même, qu'est-ce qui l'a fait partir pour Londres ? A Roger Stéphane qui l'interrogeait sur ce point, le Général, vingt-cinq ans plus tard, énumérait avec une tranquille précision ses raisons : « Je ne croyais pas que l'Angleterre serait vaincue... et puis je ne croyais pas que cela pouvait s'arrêter là... Les Américains... les Russes..., l'Extrême-Orient... Je ne croyais pas que cette guerre resterait continentale... Et puis il y avait l'amour-propre national... et puis il y avait l'ambition... La rencontre de la circonstance et de l'ambition<sup>2</sup>. »

Reste, il est vrai, que, tous ces comptes faits, le général pouvait n'être qu'un « illuminé » ou, pour employer un vocabulaire moins désobligeant, un croyant dont la foi ne trouvait sens et aliment qu'en elle-même. Comment dès lors s'épargner les erreurs majeures, celles qui ne pardonnent pas ? A quel moment ne faire confiance qu'à sa tête, sa raison, son savoir dans ce qu'il a de précis et d'apparemment sûr ? A quel moment faire fond plutôt sur son instinct, la croyance en des valeurs, et parier sur des temps à venir dont les secrets sont, dans l'instant, verrouillés à quatre tours ? N'est-ce pas d'ailleurs son amère expérience des années 30 et 40 qui a incité Jouvenel à se faire plus tard « futurologue » ? Mais, comme disait Churchill, quand on ne veut pas commettre les mêmes erreurs, on en commet d'autres, ce à quoi n'a pas manqué Jouvenel.

Quoi qu'il en soit, mon père, cet homme sans prétention, sans relations, sans projet ni inspiration à caractère d'exception, s'orienta et trouva mieux

1. « Souvenirs épars, 1940-1942 », *Espoir*, juin 1989.

2. Roger Stéphane, *Tout est bien*, 1989, p. 37.

sa route que ces experts flatteusement célébrés. Instinct de survie ? Peut-être. Il se plaça dans la perspective la plus indiquée : il décida de prendre les choses comme elles étaient mais en les associant, ce qui les relativisait, à l'idée, absolument nette et arrêtée dès le premier instant, qu'elles ne pouvaient être qu'éphémères et transitoires et de ce fait le seraient. La roue tournerait, ce qu'il fallait, conclusion déterminante, c'était *tenir*.

Tenir, cela impliquait pour commencer de ne pas s'attarder dans cette condition, évidemment intenable à long terme, de réfugié. Mon père n'était d'ailleurs pas le seul à réagir ainsi. La France tout entière faisait à nouveau mouvement. Après avoir dégringolé du nord au sud, telle une omelette que la cuisinière rabat d'un bord sur l'autre, voici qu'elle remontait du sud au nord. Dès les premiers jours de juillet, sur des routes presque aussi encombrées qu'à l'aller, nous repartions vers Paris, sensibles cependant à l'atmosphère si changée d'un mois sur l'autre. En mai-juin, le tohu-bohu était dramatique, traversé d'une énergie génératrice de toutes sortes de bruits, depuis le vrombissement des avions jusqu'aux criaileries des humains se débattant au sol. Une énergie qui prenait parfois des allures de gaieté — c'est l'essence même de la tragi-comédie. En juillet, tout était silencieux. Dans le cimetière de leurs illusions perdues, les Français se déplaçaient en s'obligeant à étouffer leurs pas.

Pourquoi mes parents décident-ils de suivre le reflux au lieu de s'installer comme d'autres le font en zone libre ? Inconséquence, imprévoyance ? Je pressens qu'ils ne balancèrent même pas. Tout d'abord le concept de « zone libre » avait-il un sens, une portée qui fût synonyme d'espoir ? Bien que, probablement, ils eussent tort en négligeant les écarts réels entre zone occupée et zone libre — ils seront d'ailleurs amenés à réviser en 1942 leur position en la matière —, ils manifestaient par là le fait qu'à leurs yeux le gouvernement de Vichy, faute de légitimité et d'assise républicaine, ne voudrait ni ne pourrait assurer leur protection. Si, électeurs, ils avaient été consultés, ils auraient voté comme les quatre-vingts parlementaires qui, le 10 juillet, se prononcèrent contre la délégation du pouvoir constituant au maréchal Pétain. Non que, dès cette date, ils se fussent déjà placés en posture de rompre avec les devoirs civiques d'obéissance à la loi. Ils réagissaient d'instinct à la manière du général de Gaulle déclarant le 19 juin précédant : « Devant la confusion des âmes françaises, devant la liquéfaction d'un gouvernement tombé sous la servitude ennemie, devant l'impossibilité de faire jouer nos institutions, moi, général de Gaulle, soldat et chef français, j'ai conscience de parler au nom de la France. » Pour eux comme pour le Général, deux jours après que le gouvernement du maréchal Pétain eut été constitué dans des formes parfaitement légales — le 17 juin —, la légitimité des « formes ordinaires du pouvoir » avait effectivement disparu. « Tous les Français comprennent... », avait dit de Gaulle. Tous ? Hélas, non. C'est là un présent qui n'a que valeur d'optatif. Mais mes parents, oui. Parce qu'ils étaient juifs ? Certes. Mais aussi patriotes et républicains.

Par-delà ces fortes considérations, ils avaient des raisons plus terre à terre. La zone libre, c'était le Sud. D'une famille originaire d'Alsace-Lorraine dont les branches s'étaient égaillées de la Belgique à la Suisse

voisines, parisienne depuis trois générations pour les deux lignées directement concernées, vacancière sur les bords de la Manche quand elle était vacancière, mon père avait toutes ses activités professionnelles localisées dans le Nord et l'Est, de Dunkerque à Strasbourg. Le Midi était donc *terra incognita*. Tenir, c'était d'abord, pour retrouver logement et travail, regagner Paris, reprendre possession de l'appartement fermé depuis la déclaration de guerre et rétablir le contact avec la maison JEP qui employait mon père. Ce raisonnement-là dut être assez partagé puisque à de rares exceptions près toute la parentèle fut bientôt de nouveau réunie autour de la tante Zoé, boulevard Murat. Le bruit avait-il couru de surcroît que les juifs pourraient bientôt être empêchés de remonter à Paris ? C'est bien possible, puisque la première ordonnance allemande interdisant le retour en zone occupée des juifs qui avaient fui date du 27 septembre 1940.

Une panne de voiture nous immobilisa un après-midi entier en Beauce. Il revenait à mon père et mon frère aîné de se démener pour convaincre un fermier de nous faire traîner jusqu'à Chartres par une paire de ses bœufs. En attendant, assise dans les blés, gorgée de soleil, bien avertie du grand rôle que la cathédrale de Chartres avait joué dans sa conversion comme dans celle des Maritain et de Psichari, je psalmodiais les vers de Péguy :

*Ô reine, voici donc après la longue route  
Avant de repartir par ce même chemin  
Le seul asile ouvert au creux de votre main,  
Et le jardin secret où l'âme s'ouvre toute.*  
.....  
*Voici le lieu du monde où tout est reconnu  
Et cette vieille tête et la source des larmes ;  
Et ces deux bras raidis dans le métier des armes ;  
Le seul coin de la terre où tout soit contenu.*

Au même endroit, à peine un an plus tôt, Soutine, qui demeurait alors à Lèves chez les Castaing, se souvenant d'une toile de Courbet, avait représenté dans un paysage désolé et sous un ciel cataclysmique deux enfants solitaires qui cheminent, main dans la main, sur une route de campagne. Tableau poignant et prémonitoire.

Et puis voici de nouveau Paris. Paris occupé. Fut-ce un choc ? Je ne saurais le dire. L'occupation était sans doute visible et insistante sur les grands axes, les boulevards, les places, les carrefours, les avenues. Malgré les concerts que l'armée allemande donnait place de la République et place de la Bastille, notre quartier, déjà écarté par rapport aux grands courants de circulation et désormais de plus en plus replié sur lui-même, n'offrait rien encore qui fût inquiétant. Dès le lendemain du jour où nous avions rouvert nos persiennes, ma mère avait appris que des classes fonctionnaient pour tous les enfants qui désiraient y être accueillis au lycée Voltaire. Nous y allâmes naturellement jusqu'au 31 juillet où, cette fois, les sacro-saintes vacances scolaires nous rendaient à une oisiveté forcée.

Beaucoup de Parisiens étaient eux aussi condamnés à l'inactivité en



attendant que rouvrent les usines, les magasins, les bureaux. Ceux qui n'étaient pas là dans l'hiver 39-40 comme ceux qui avaient beaucoup perdu sur les routes de l'exode en profitaient pour s'adonner avec passion à un seul sport : s'assurer des réserves, constituer des stocks, convaincus qu'ils étaient d'avoir sous peu à souffrir de « restrictions ». Le mot avant la chose apparut très vite. Il n'évoquait d'ailleurs rien qui fût vraiment alarmant. On en restait au souvenir des modestes difficultés de ravitaillement que Paris avait épisodiquement connues en 1918.

Il m'est souvent arrivé d'éprouver de l'agacement, dans les années 50, et parfois même de la consternation quand j'observais que le souvenir de l'occupation se résumait pour beaucoup aux problèmes posés par l'insuffisance des rations auxquelles donnaient droit les tickets d'alimentation. Mais c'était négliger que les soucis alimentaires, les revendications de bouche servirent, surtout au début, de prétexte à une forme précoce de lutte moins pour la survie que pour la dignité et le maintien d'une identité culturelle dont on sait à quel point les choses de la cuisine ne lui sont pas étrangères. En outre, puisque c'était là domaine féminin par excellence, comment exalter l'héroïsme quotidien des femmes de la France occupée en dépréciant les efforts qu'elles firent pour nourrir leur maisonnée et, fréquemment, expédier des colis au mari ou au fils prisonniers ?

Certes, jusqu'en 1942, la misère, le froid et la faim furent, comme par le passé, le lot des plus pauvres. Le marché noir ne fit qu'aggraver, sans la créer, cette inégalité essentielle. Plus tard, à l'exception d'une minorité constituée d'éléments divers — l'argent n'était pas la seule source d'appropriation de la nourriture —, la vie, au moins dans les grandes villes, fut très difficile pour toutes les catégories de la population. On est frappé, quand on regarde des photographies d'époque, de la maigreur générale des visages : c'est bien une foule qui mange fort mal. J'ai lu depuis toutes sortes de récits et de relations sur l'opulence de la table dans les salons huppés de la collaboration ou dans les grands restaurants consacrés dès avant la guerre et qui surent le rester. C'est possible : mais je n'ai rien connu de tel et, pas même une seule petite fois, je ne suis entrée dans la plus humble des gargotes servant sans ticket.

Quoi qu'il en soit, la chasse aux stocks d'épicerie, dans l'été 40, j'y participai en la transformant, avec mes frères, en un jeu de piste. Les commerçants avisés, inquiets pour leurs capacités de réassortiment, avaient très tôt compris qu'il leur fallait limiter les quantités autorisées à chaque client pour les articles les plus demandés : chocolat, huile, sucre, farine, pâtes, savon, café. Nous devions donc judicieusement choisir, pour y faire la queue, les magasins qui fixaient les quotas les plus avantageux. Celui des enfants qui avait le soir gagné, c'était celui qui ramenait... le plus grand nombre de plaques de chocolat. Cette course au trésor, adaptée aux conditions du temps, me donna l'occasion d'étendre dans Paris mon rayon d'action puisque je m'aventurai, seule et victorieusement, jusqu'au grand Félix Potin du boulevard Sébastopol. J'avais remarqué que les magasins à succursales multiples disposaient de stocks et réachalandaient leurs rayons plus largement et plus longtemps que les petites épiceries. Dans l'attente des

décisions de la maison mère, ils en venaient moins rapidement à l'institution de quotas et surtout ils n'étaient pas en mesure de réserver à leurs habitués les articles qui risquaient de bientôt manquer.

Encore qu'elles dussent s'avérer de fort utiles précautions quand la pénurie se fut installée — ma mère évoqua souvent par la suite le fait qu'en usant avec la plus stricte parcimonie elle put, jusqu'à la Libération, laver le linge familial avec du vrai savon —, ces gamineries furent délaissées dès lors que, l'été tirant à son terme, se profila la rentrée scolaire.

Ce qui marqua de manière décisive les nouveaux jours et ouvrit une période qui, de l'automne 1940, s'étend jusqu'en juillet 1942, c'est l'obligation où fut mon père d'aller se « déclarer », lui, sa femme et ses enfants.

« Se déclarer », c'est ainsi qu'en langage courant on désigna l'obligation faite aux juifs de toutes nationalités, en zone occupée, de se faire inscrire, avant le 20 octobre, en application de l'ordonnance allemande du 27 septembre 1940, sur un registre spécial ouvert à la sous-préfecture de leur domicile. Sur-le-champ fut d'ailleurs à son affaire le perfectionnisme de l'administration française. Au lieu d'un simple et gros registre, bien encombrant et qui n'aurait pas permis une consultation souple et différenciée, la préfecture de police mit au point un modèle de fichier, fichier multiple par noms, professions, nationalités, adresses et quartiers.

L'ordonnance allemande du 27 septembre, issue du *Militärbefehlshaber in Frankreich* (MBH), ne resta pas longtemps isolée. Le 3 octobre, le gouvernement de Vichy, qui en avait arrêté les termes au Conseil des ministres deux jours plus tôt, promulguait en toute hâte un statut des juifs applicable à tout le territoire français sans distinction de zone. C'est qu'il n'entendait pas barguigner avec la défense de ses prérogatives. Or il lui fallait signifier — sur le dos des juifs sans doute mais qui d'autre sacrifier sans inconvénient ? — qu'il ne laisserait pas violer l'unité administrative du pays, comme le faisait l'ordonnance allemande du 27 septembre, alors que la convention d'armistice en avait expressément garanti le maintien.

Le texte vichyste, pour faire bonne mesure, allait bien au-delà du simple recensement auquel, pour le moment, se limitait le document allemand puisqu'il excluait les juifs de la fonction publique et instaurait un *numerus clausus* pour les professions libérales. C'est dire que, malgré les exceptions mineures prévues en faveur des anciens combattants ou les dérogations prévues pour cause de « notoriété », il privait du jour au lendemain de leur gagne-pain les juifs les plus assimilés, parfois les plus déjudaisés, en tout cas les moins suspects d'aventurisme marginal.

Le savant commentaire qu'en donna, dans les mois qui suivirent, un jeune juriste du nom de Maurice Duverger à la *Revue du droit public*<sup>1</sup>, ressortait sans doute de l'humour noir. L'universitaire assurait en effet dans

1. « La situation des fonctionnaires depuis la Révolution de 1940 », *Revue du droit public*, n° 57, 1940-1941, p. 277 et *sqq.* Toutes les expressions signalées ici entre guillemets appartiennent au texte de Maurice Duverger.

ses conclusions : « Les lois du 3 octobre 1940 et du 2 juin 1941 n'ont donc pas le caractère de mesures de représailles, mais de mesures d'intérêt public. » Plût au ciel qu'elles fussent des mesures de représailles ! A quelle raison dans l'esprit du législateur répondait en effet, selon Maurice Duverger, cette « incapacité de principe » qui entraînait que désormais le principe de l'égalité d'accès aux fonctions publiques ne s'appliquait qu'aux « nationaux d'origine de race française » à l'exception des « nationaux d'origine de race juive » ? Maurice Duverger l'exposait de cette manière : « Le nouveau régime reconnaissant à toutes les fonctions publiques un certain caractère politique à côté de leur caractère technique, il a été logiquement conduit à exiger de tous les fonctionnaires non seulement des capacités techniques, mais encore une certaine aptitude politique. On a estimé que les juifs, comme les naturalisés, ne présentaient pas en général cette aptitude : d'où leur exclusion des fonctions publiques. »

La législation « française » (non seulement le statut des juifs du 3 octobre, mais l'autorisation donnée le 4 octobre d'assigner à résidence ou d'interner dans des camps spéciaux les juifs étrangers et l'abrogation datée du 7 octobre du décret Crémieux qui avait accordé aux juifs d'Algérie la nationalité française) visait-elle réellement à prendre de vitesse les autorités d'occupation dans ce domaine entre tous sensible de la mise à l'index et à l'écart des juifs ? Le fait est qu'elle n'empêcha pas celles-ci de continuer à faire ce qui leur plaisait quand il leur plaisait. Dès le 18 de ce même mois d'octobre 1940, une deuxième ordonnance allemande s'attaque à la définition non plus des *personnes* qui tombent sous le qualificatif maudit, mais des *entreprises* soumises à leur tour à recensement. Cette seconde ordonnance marque le début d'une politique de spoliation qui, par un processus s'étendant d'octobre 1940 à juin 1941, conduit à l'exclusion de la vie économique des juifs de zone occupée.

Rappeler cet ensemble de premières mesures, toutes groupées en octobre 1940, me paraît nécessaire pour récuser l'opinion selon laquelle les juifs se sont déclarés par étourderie, imprévoyance ou même présomption, assurés, pour ceux d'entre eux qui bénéficiaient d'une très ancienne appartenance à la communauté nationale, d'être intouchables. Croire que c'est d'un cœur somme toute léger qu'ils se rendirent dans les commissariats comme pour accomplir une formalité dont ils n'éprouvèrent, après s'être rassurés les uns les autres sur son innocuité, qu'une émotion passagère, c'est faire insulte non seulement au sens de l'honneur et de la dignité des intéressés, non seulement à leur lucidité, mais à la vérité du climat de l'époque — celui d'une attente anxieuse.

J'ai souvent, au cours de mon existence ultérieure, surtout quand mes propres enfants étaient encore petits, songé à ce que fut la responsabilité écrasante de mes parents avec leurs quatre enfants âgés en 1940 de six à quinze ans. J'ai souvent aussi fait le compte de la succession d'épreuves dont leur vie fut marquée. Nés en pleine Affaire Dreyfus — et j'ai déjà dit ce que l'Affaire avait coûté, notamment à ma mère —, ils n'ont ni l'un ni l'autre vingt ans quand éclate la Première Guerre mondiale. Si celle-ci les épargne, en particulier mon père malgré les quatre années passées, sauf

permissions de loin en loin, dans les tranchées, elle les prive radicalement de leur jeunesse. Mariés peu après la guerre finie, ils ont tout juste le temps d'accueillir leurs premiers enfants que la crise économique secoue leur confiance et leur budget. A peine quelques années encore d'un mieux qu'altère déjà la menace incarnée par la montée de l'hitlérisme en Allemagne, voici la Seconde Guerre mondiale, la défaite française, la persécution. Aux Trente Glorieuses que furent les années de notre maturité correspondent pour eux ce qu'on pourrait appeler les Trente Désastreuses — 1914-1944.

C'est dire que je ne suis pas portée à traiter de haut, avec mépris et sans tenter d'en percer les mobiles et les raisons, les attitudes qui furent les leurs au fil d'événements dont le sens n'avait pas sur-le-champ la clarté de l'évidence.

Auraient-ils pu, par exemple, se dérober à l'obligation de se déclarer ? Il y eut sans doute des juifs pour le faire. En vérité, très peu, puisque, rien que dans la région parisienne, ils furent près de 150 000 — exactement 149 734 — à remplir les formalités d'enregistrement. Sans distinction d'appartenance nationale : parmi les 150 000, 64 070, soit un peu moins de la moitié, n'avaient pas la nationalité française<sup>1</sup>. La propension à contrevenir à la loi n'était donc pas plus grande chez les étrangers, habitués de longue date à déférer aux convocations de la police « pour affaires concernant la régularisation de leurs papiers » — carte d'identité accordéon, autorisation de séjour, certificat d'engagement, etc. —, qu'elle ne l'était chez ceux, Français de naissance ou naturalisés, pour qui la loi républicaine, vécue comme une protection, avait de longue date remplacé la loi religieuse. La république s'était effondrée en juillet 1940 ? Dans les faits et provisoirement, sans doute, mais pas dans leur système de valeurs.

Parmi ceux qui se sont soustraits à l'obligation du recensement, il faut, me semble-t-il, distinguer deux catégories. La première est constituée par ceux qui trouvèrent des échappatoires en spéculant sur les différences existant entre les critères que retenaient respectivement, pour la définition de « qui est juif ? », l'ordonnance allemande et les statuts de Vichy. L'ordonnance allemande précisait en effet qu'« étaient reconnus comme juifs ceux qui appartiennent ou appartaient à la religion juive ou ceux qui ont plus de deux grands-parents juifs ». Le statut vichyssois d'octobre 1940 aggravait les choses puisqu'il considérait comme juive toute personne n'ayant que deux grands-parents juifs si son conjoint était lui-même juif. Quant au second statut édicté par Vichy le 2 juin 1941 et qui servit de base au premier recensement opéré ce même mois en zone libre, il se fonde sur une troisième variante : désormais, il suffisait pour devoir se reconnaître juif d'avoir deux grands-parents classés comme tels et de ne pouvoir prouver sa conversion au christianisme avant le 25 juin 1940.

C'est ainsi que le premier statut aurait dû être fatal à mon oncle André Lambert, le chemisier du faubourg Saint-Honoré et le mari de tante Mimi.

---

1. Sont bien sûr classés dans ce décompte parmi les Français des Français naturalisés. Mais, en ces temps-là, la naturalisation n'était vécue ni d'un côté ni de l'autre comme une simple formalité et un expédient commode. Dans la majorité écrasante des cas, recevoir la nationalité française avait revêtu une signification intense.

Demi-juif par son père, Eugène Lambert, et marié à une femme juive, Germaine Dreyfuss, son compte était bon et il tombait sous le coup de la loi. Un heureux concours de circonstances lui sauvait pourtant la mise. Son père, Eugène Lambert, né à Paris le 4 juillet 1859, avait en effet été déclaré à la mairie de l'ancien III<sup>e</sup> arrondissement comme enfant naturel de Claire Lambert, demoiselle de magasin, âgée de vingt-huit ans. A la vérité, Eugène n'était nullement de père inconnu, sauf aux yeux de la loi. Mais peu importe dans ces conditions que son père s'appelât Lévy : enfant naturel et de ce fait tenu pour aryen en fonction de l'hypothèse la plus « normale » retenue par la jurisprudence, Eugène Lambert qui était jardinier-chef à l'hospice de Bicêtre et avait reçu la Légion d'honneur pour ses chrysanthèmes géants fait de son fils André non plus un demi mais un quart de juif. Tout va bien.

Le second statut contribuait à conforter davantage encore l'aryanité d'André Lambert. Sa mère, Émilie Charlotte Bataille, couturière, née à Gentilly en 1861, du mariage d'un charretier, François Bataille, avec Julie Émilie Woisenet, journalière, était authentiquement chrétienne et elle avait fait baptiser son fils le 1<sup>er</sup> juin 1888 à la paroisse Saint-Saturnin de Gentilly où il était né la veille. L'enfant avait fait aussi sa première communion.

La disposition qui, aux termes du second statut de Vichy, retenait comme critère d'aryanité la conversion au christianisme avant le 25 juin 1940 entraîna une épidémie de conversions. Une fois le certificat de baptême obtenu, l'antidater ou le faire antidater était un subterfuge dont le chrétien le plus à cheval ne pouvait décemment se refuser à être l'auxiliaire. Bientôt il y eut d'ailleurs, sans même simulacre de conversion, une telle circulation de faux certificats de baptême que ce fut probablement la pièce d'identité qui, à la Bourse des faux papiers, tomba au plus bas tarif.

Tante Mimi avait pris le risque de ne pas se déclarer elle-même dans l'espoir d'éviter de compromettre son mari et surtout ses enfants. Un espoir qui fut d'ailleurs vain puisque mon oncle fut dénoncé à la Gestapo et qu'il dut produire une consultation juridique pour soutenir son aryanité légale. Pour accroître sa sécurité et celle des siens, elle se convertit chez les Dames de Sion. La ménagère en elle était si simple et si pratique qu'elle trouva plus simple et pratique d'être vraiment jusqu'à sa mort bonne catholique, croyante et pratiquante. Je vis là, dans l'exercice d'une piété si opportune, non une hypocrisie dont la chère femme était incapable, mais un don du Ciel, une attention gentille du Seigneur Dieu à l'égard d'une de ses plus innocentes créatures.

La seconde catégorie, parmi ceux qui, incontestablement juifs aux termes de la législation allemande ou vichyste, ne déférèrent pas à l'invitation d'aller se faire enregistrer, fut constituée d'individualités qui se situaient déjà très loin, dans leur vie quotidienne comme dans leur esprit, du monde juif. Jeunes, le plus souvent célibataires ou mariés avec un conjoint non juif, installés dans une grande ville où ils n'avaient pas de famille, engagés dans une carrière professionnelle ou dans une vie politique sans aucun

rapport avec leur milieu d'origine, ces hommes étaient à ce point déracinés qu'ils n'avaient pas même idée que ces mesures pussent les concerner.

A la vérité, en octobre 1940, dans ces mois où, après l'effondrement et la dispersion du printemps précédent, chacun — chrétien ou juif — s'affairait à retrouver les siens, son logis, ses activités professionnelles, personne n'était en mesure de conseiller à quiconque d'entrer dans l'illégalité, encore moins dans la clandestinité. Les communistes juifs se firent après coup les impitoyables détracteurs des notables juifs dont le tort, à leurs yeux, fut de prolonger, souvent en effet au-delà du raisonnable, la gestion et la couverture légales des institutions et œuvres juives. Mais eux-mêmes ne donnèrent en octobre 1940, aux leurs comme aux autres, aucune directive de quelque nature qu'elle fût. A cette date, le parti communiste français, dans le contexte de l'accord germano-soviétique, n'invitait ses militants qu'à faire surface et à reprendre leur place, à visage découvert, dans les organisations et institutions légales. On voit mal dès lors que ses militants juifs ne fissent pas de même.

Le passage à la clandestinité est une affaire très différente selon qu'il concerne des individus isolés, des organisations civiles ou militaires dont les membres sont ou non des volontaires et une population entière avec ses nourrissons, ses vieillards, ses malades, ses nécessiteux, ses fous, ses délinquants et ses handicapés. On ne fait pas disparaître, par un coup de baguette magique, une microsociété complète dans les souterrains sociaux : jusqu'au bout, même partiellement engloutie, elle a besoin de canaux, d'orifices, d'intercesseurs et d'intermédiaires qui lui permettent de respirer de temps en temps à l'air libre.

C'est ce lent processus d'engloutissement, cette usure progressive des liens anciens, l'invention à tâtons d'une nouvelle manière de raboter tous les repères, d'enlever flèches et panneaux indicateurs pour s'aplatir dans un parfait anonymat social, qui est la marque des années 1940-1942.

Formidable retournement psychologique, formidable subversion du système des valeurs établies si l'on songe que chez les juifs les plus déjudaisés, les plus ostentatoirement éloignés de toute pratique religieuse, les plus dédaigneux des signes et marques les plus minimales de fidélité, subsistait un ultime et dérisoire reliquat : tenir à honneur de ne pas dissimuler, face à un antisémite, le fait d'être soi-même juif. Avec cette pauvre considération, triomphalement tirée d'un abîme d'ignorance — dont Sartre fera d'ailleurs toute la substance de ses *Réflexions sur la question juive* —, que le judaïsme n'existe que par le regard de l'autre. Mais c'est ce reliquat qui, paradoxalement et à contretemps, incita tant de juifs, qui à la limite auraient pu s'en dispenser, à « se déclarer ». Un homme d'honneur ne saurait être un « juif honteux ».

Processus d'engloutissement ? En fait, un processus intimement contradictoire. Dans un quartier plébéen du Paris de ce temps-là, lui-même abattu, humilié, inquiet, conscient de la relative égalisation des conditions devant un malheur commun aux modalités multiples, tout le monde était porté à resserrer les liens de voisinage, recours et lieu d'entraide privilégié. Les juifs entre eux certes : on sut par exemple que les offices de *Roch Hachana* à la

grande synagogue de la Victoire avaient connu, les 11 et 12 octobre 1940, une affluence exceptionnelle. Mais aussi les juifs avec leurs voisins non juifs. C'est le moment où, pour ne plus avoir dans la rue à s'exprimer en un trop sonore yiddish, beaucoup d'émigrés récents s'efforcent d'acquérir une meilleure connaissance du français. Pour notre part, nous avions toujours entretenu avec nos voisins de palier, les Pouban, des relations cordiales comme il était de règle entre braves gens, mais des relations qui n'avaient à aucun moment tourné à la familiarité envahissante. Ces limites, fixées par ce que la petite bourgeoisie parisienne tenait pour un savoir-vivre fait d'urbanité mais aussi de prévoyance, vont sauter. Sans devenir un phalanstère, le cinquième étage de l'escalier gauche vivra désormais comme si les deux appartements n'en faisaient qu'un.

En contrepartie, une famille comme la nôtre dont pourtant la visibilité sociale avait toujours été modeste, dont la vie, dépourvue de fanfaronnade, n'attirait déjà ni regards ni commentaires, s'attachait à perdre l'identité que le temps, les allées et venues quotidiennes de ses membres avaient fini par lui constituer. Elle cherchait à brouiller l'image de sa composition, à détruire les mille riens, les traces insignifiantes de son existence.

On aura compris que la maison, où l'atmosphère n'avait jamais été, je l'ai déjà abondamment montré, d'une folle exubérance, où l'austérité et la réserve, fussent-elles secrètement chaleureuses, étaient la norme, devint franchement languide. Même la vivacité des intérêts et conversations d'antan semblait déplacée. Mes parents, soucieux, concentrés, ailleurs, sont à notre égard moins disponibles. Pas moins aimants, mais comme absorbés, aspirés par des réflexions et des remémorations dont ils ne viennent pas à bout.

Ainsi s'explique peut-être que mes études prissent dans ma vie une place plus grande encore que celle, déjà considérable, qu'elles avaient occupée jusque-là.

Le lycée avait alors une double qualité : il était immuable, il était clos. C'était en somme, dès lors qu'on y pénétrait, comme un chemin de retour qui attestait de ce que la vie antérieure continuait à exister quelque part à l'état latent. Certes, les tristesses de l'occupation allemande ne l'épargnaient pas. Dès décembre 1940, deux mois jour pour jour après la publication du statut des juifs au *Journal officiel* du 18 octobre, les professeurs juifs, révoqués sans même être admis à faire valoir leurs droits à une retraite s'ils ont moins de quinze ans de service, doivent abandonner leur chaire. Les fonctionnaires juifs de l'Éducation nationale ont d'ailleurs beau ne pas avoir charge d'enseignement quand ils sont archivistes, bibliothécaires, administrateurs, chercheurs, ils sont frappés de même<sup>1</sup>.

Les lycées de jeunes filles, comme le lycée Victor-Hugo dont la fondation remontait à la fin du siècle dernier puisqu'il appartient à la première génération des cinq établissements d'enseignement secondaire public

---

1. Pour le lycée Victor-Hugo, on sait déjà quel chemin d'honneur et de sacrifice conduisit Renée Lévy, professeur agrégé de lettres, à la mort par décapitation à la hache. Elle n'avait pas été mon professeur. Je la connaissais peu, mais il m'arrivait de la croiser, demoiselle discrète et effacée, peut-être distante, sûrement réservée, accompagnée en général de sa mère, quand je passais près de chez elle rue de Normandie.

féminin créés à Paris dans la foulée de la loi Camille Sée de 1880, n'avaient pas encore plus d'un demi-siècle d'existence. Mais après les furieuses polémiques initiales (« La juiverie a imposé cette réforme aux loges, les loges aux chambres, et les chambres au pays », avait encore écrit en 1920, sous la caution d'un cardinal, un polémiste catholique), ils avaient assez vite trouvé leur place et leurs règles. De 285 en 1904-1905, Victor-Hugo était passé à 567 élèves en 1920-1921, et c'était encore, vingt ans plus tard, à peu près l'ordre de ses effectifs. La distribution entre les appartenances religieuses y était plus équilibrée qu'on ne pouvait s'y attendre. Une enquête de la fin du siècle dernier avait montré que 55 p. 100 des élèves y étaient catholiques, 25 p. 100 protestantes, 20 p. 100 israélites. Répartition stable : elle correspond assez bien à celle que j'ai connue.

Le lycée, c'était d'abord la *classe*, un petit groupe d'élèves — nous n'étions que dix-huit en A, alors la division d'élite sélectionnée sur la base d'un goût affirmé pour les humanités classiques avec apprentissage, dès la 6<sup>e</sup>, six heures par semaine, du latin et dès la 4<sup>e</sup>, trois heures par semaine, du grec. Une division dont la composition était, d'année en année, à peu près inaltérable. Certes, l'année de la drôle de guerre avait dispersé l'effectif. Certes, après 1942, le contingent d'élèves juives se volatilisa, arrêtées et déportées ou réfugiées en zone libre. Mais, de 1940 à 1942, notre classe est à l'image exacte de ce qu'elle était déjà en 1938 quand nous étions entrées en 4<sup>e</sup>.

En son sein, il y a, bien sûr, comme dans toutes les classes de filles, des amitiés plus vives, des liens de cœur, d'enfantins secrets partagés, d'injustes et cruels refus d'admettre des candidates dans le cercle des intimes. Nous étions depuis la 6<sup>e</sup> quatre filles inséparables que chacun désignait, par jeu, sous le sobriquet des Trois Mousquetaires. Hélas, en 1938, l'une d'elles, Madeleine, qui avait justement la subtilité d'Aramis, nous avait été brutalement enlevée par une maladie dont le nom n'avait pas été prononcé — je suppose aujourd'hui qu'il s'agissait d'une tuberculose osseuse. Fille d'un professeur de latin qui était le professeur de mon frère aîné, Madeleine Galliot se distinguait par un visage très clair, très blanc où tout, le nez, la bouche, disait la grâce et la sensibilité en éveil tandis que les yeux, immenses, ombragés par une chevelure qui retombait en boucles sur le front, étaient souvent perdus dans les rêves. Personnalité attachante déjà fortement constituée, elle savait nouer autour de son cou un foulard à pois qu'elle glissait dans l'entrebâillement du tablier. Comme si elle avait été mystérieusement avertie de son court destin, elle souriait rarement et n'avait pas la pétulance des filles de son âge — elle était déjà comme un parfum, une trace délicate destinée à embaumer la vie des amies qui lui survivraient.

En seconde, nous n'étions donc plus que trois à nous tenir pour très proches. Jacqueline C. était, de nous trois, la raison et le cœur : elle avait la sagesse souveraine d'Athos. Orpheline de père et de mère — sa mère avait été la directrice de l'école communale de la place des Vosges et elle habitait encore le logement de fonction adjacent —, elle était élevée par ses



deux sœurs aînées, à peine plus âgées qu'elle, mais qui l'entouraient d'une chaude sollicitude : Hélène et Marguerite. Nous les avions connues quand elles étaient deux ou trois classes au-dessus de la nôtre : elles nous en imposaient, surtout Hélène, par le rayonnement d'un maintien fait tout à la fois d'exigences indubitables et de disponibilité attentive. C'étaient, toutes trois, des catholiques ferventes et l'on savait même qu'Hélène attendait que ses sœurs fussent sorties d'affaire pour répondre à sa vocation et se faire religieuse bénédictine. Je devais d'ailleurs assister en février 1946 à sa prise d'habit à l'abbaye Notre-Dame-de-Jouarre dont sainte Telchide avait été au VII<sup>e</sup> siècle la première abbesse et d'où, dès 1947, Hélène partit pour créer à Flée, dans la Sarthe, une filiale dont elle fut pendant trente-cinq ans la mère prieure.

Jacqueline respirait la sérénité. Elle était parfaite sans effort. Gracieuse de sa personne, toujours impeccable dans sa tenue et sa toilette sans luxe ni fanfreluche mais seyante, elle était d'une régularité dans l'excellence en matière de travail scolaire qui décourageait jalousie ou esprit de compétition. Elle était première en tout, toujours, et c'était entendu. Bien sûr, j'étais aussi première, première ex aequo, mais ce n'était pas du tout pareil : ce n'était jamais sûr et ce n'était pas parce que j'étais constamment excellente. Je n'avais pas les mains et les ongles toujours très propres, jamais la coiffure vraiment en ordre et mes copies manquaient aux dimensions requises. Si le sujet m'intéressait, je pouvais rendre une composition française qui, d'une excessive longueur, charriait le pire et le meilleur. J'étais à courir devant quand il aurait mieux valu que je maîtrise mon pas.

Monique B. était celle avec qui je faisais chemin à l'aller et au retour du lycée puisque à quelques minutes de chez moi je passais devant chez elle. C'était aussi la seule chez qui il m'arrivait de monter. Son père, artisan bijoutier, avait sur le même palier que le logement familial un atelier assez grand mais sombre et délabré, où je le trouvais en blouse, penché sur son établi et armé de petites limes. Quand l'atelier prenait un air froid, abandonné, poussiéreux, je savais que les affaires marchaient mal. C'était fréquent.

Monique, disgraciée, avait surtout la bosse des maths. Convenable dans les matières littéraires, elle s'imposait dès qu'il s'agissait des sciences... ou de musique. C'était un trait rare chez les filles qu'au demeurant on n'encourageait pas à cultiver leurs dons si c'était cette partie-là qu'elles avaient forte.

Qu'elle eût une telle supériorité sur nous aurait dû me conduire à l'admirer. Pourtant, non : j'admirais Jacqueline, superbe jardin ordonné à la française, et je ne l'admirais pas, elle, Monique, taillis obscur et fourrés inquiétants. Était-ce parce qu'elle était, comme moi, juive, et que Jacqueline, c'était la blonde chrétienne, l'éclatant sourire de Reims face à la synagogue aux yeux bandés ? Je ne sais. Pourtant très bonne fille, embarrassée d'elle-même, incapable de se mettre en avant ou en valeur, Monique ne cherchait pas du tout, bien au contraire, à faire peur. Mais elle était déjà imprégnée de cette odeur ancestrale de résignation qui faisait pressentir que, malgré son épaisse chevelure moussue, ses grands yeux confiants, sa bouche charnue,

elle n'aurait pas, victime trop bien préparée à consentir, le destin qu'elle méritait.

Le lycée, c'étaient les amies chères élues une fois pour toutes. C'était aussi la sécurité que nous assurait le groupe également constant de nos professeurs. A l'exception de M. Noiville qui nous avait enseigné le latin en 6<sup>e</sup>, nous n'avions pour professeurs que des femmes, toutes, sauf deux ou trois, célibataires : Mlle Seurre, Mlle Perrault, Mlle Combal, Mlle Lac...

Un demi-siècle auparavant, les jeunes institutrices avaient été souvent acculées au célibat dans ces villages où la république tenait à construire une école, fût-ce à classe unique, mais où aucun fonctionnaire de quelque service de l'État que ce fût ne se trouvait pour oser unir sa destinée à celle de la « maîtresse ». Or, même issue d'une famille paysanne, la demoiselle instruite apparaissait comme inaccessible à un simple cultivateur qui, de surcroît, avait besoin d'une femme capable de le seconder dans l'exploitation de sa ferme et si possible de lui apporter de quoi arrondir son lopin. Ainsi s'était formée cette phalange de vieilles filles au grand cœur, aux mains pures, fières, rigides et malheureuses qui, nombreuses, se consacrèrent à la république sociale et à ses audaces : pacifisme, féminisme, syndicalisme, socialisme, protection de l'enfance, instruction des adultes, etc.

En milieu urbain, instituteurs, postiers, cheminots avaient au contraire très vite recherché en mariage ces collègues dont le traitement mettait de l'aise dans le budget domestique et qui avaient en outre l'avantage de vivre au même rythme que leurs enfants et de pouvoir suivre de près leurs études. Toutes mes institutrices à l'école communale de la rue de Sévigné, Mme Charles, Mme Moulin, Mme Cochin, Mme Brocherie, étaient mariées.

Il n'en était pas de même des professeurs de l'enseignement secondaire que leur degré d'instruction et leur traitement plaçaient dans les strates supérieures des classes moyennes où les hommes entendaient encore, pour la plupart, assurer seuls l'entretien du foyer et pouvaient y parvenir. Il est de fait que, lorsqu'on feuillette l'annuaire des promotions de l'École normale supérieure de Sèvres, on peut voir que le pourcentage des anciennes élèves qui, de la première promotion en 1881 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, ne sont pas mariées dépasse les deux tiers<sup>1</sup>. Avoir un traitement assuré pour la vie entière n'excusait pas encore de n'avoir pas de dot. On murmurait aussi que celles qui se mariaient le faisaient souvent tard et mal — au-dessous de leur condition. Comment enfin oublier que nos professeurs qui avaient dans les quarante ans appartenaient aux classes d'âge dont la guerre de 14 avait fauché les fiancés ou ceux en qui elles auraient pu trouver un époux ?

Elles avaient un même port, droites et fermes, sans raideur ni langueur. Habillées simplement, elles ne cultivaient ni le chichi ni le débraillé. Mlle Lac, la plus jeune, était aussi la plus élégante — on la vit même en robe longue un jour de distribution des prix. Mlle Seurre était le plus souvent vêtue de

---

1. Ce pourcentage, souligne Françoise Mayeur dans sa thèse sur *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, était particulièrement élevé dans la catégorie des élèves de Sèvres issues de la bourgeoisie assise.

noir. Mlle Perrault, qui protégeait d'un gant de cuir une main infirme, s'en fichait un peu. Mlle Combal, l'angliciste, avait assez, férue de toutes les teintes de brun, l'allure d'une fille de Baden-Powell. Toutes avaient des figures aux yeux clairs, des traits dont l'énergie n'effaçait pas la douceur, des mains parlantes, des casques de cheveux tordus en chignons bien nets.

Elles s'étaient fixé avec nous des règles de conduite qui excluaient l'humeur, le caprice, la bizarrerie. Elles étaient attentives, disponibles, prudentes, exigeantes. A l'heure où l'adolescence mettait en nous tumultes et turbulences, elles savaient d'un savoir serein, parfois sévère et plus souvent aimable et chaleureux — un savoir qui ne devait sans doute rien à une pédagogie administrative et instituée mais tout à la clarté des impératifs qui avaient cours —, comment d'un même souffle faire lever et calmer fièvres, ferveurs et enthousiasmes. Elles avaient le doigté sûr, ni lointaines et détachées comme ces professeurs à éclipse dont la vie extérieure au lycée est bien trop importante à leurs yeux pour qu'elles se consacrent et se dévouent à leurs élèves, ni trop insistantes et abusives comme ces professeurs qui se croient, copines, gourous, mères supérieures, en droit de peser sur la ligne de croissance des jeunes êtres à elles confiés et au besoin de l'infléchir.

Dans les années 70 où le militantisme féministe fit rage dans la gauche intellectuelle, je me pris souvent à penser au temps où l'on n'avait pas besoin de faire surgir, de manière artificielle et suspecte, des lieux de « sororité ». Il était ironique d'observer que les mêmes qui s'étaient démenées, la décennie précédente, pour que fût instituée une mixité systématique et peut-être discutable des écoles, collèges et lycées, se battaient désormais les flancs pour que les femmes se réunissent « entre elles ».

Pour ma part, dès mes quinze ans, je ne voulais ni grandes sœurs ni bonnes sœurs. Je détestais qu'on me soutirât des confidences ou des larmes. Cabrée, je me retirais dans ma coquille dès lors qu'il me semblait qu'on voulait en savoir plus que je n'avais envie d'en dire. En revanche, un regard tout juste un peu plus appuyé, un sourire tout juste un peu plus désolé quand j'arrivais avec l'étoile jaune cousue sur ma veste, c'était assez pour que mes professeurs, sans paroles inutiles, manifestent ainsi la peine qui était la leur devant un témoignage odieux du malheur commun où gémissait la France.

J'ignorais alors que ces professeurs de l'enseignement public fussent en majorité des femmes très pieuses. Ce n'est que quarante ans plus tard que je compris la chose en rencontrant Mme David, présidente de l'Association Fénelon, en visitant avec elle, au 7, avenue de l'Observatoire, la chambrette sous les toits qui avait été celle de Laurence Combal quand elle y avait été pensionnaire de 1918 à 1922.

Elles n'avaient rien laissé percer, se contentant, par la dignité et la réserve qu'elles mettaient dans leurs rapports avec chacune d'entre nous, de nous préparer à les suivre là où elles avaient fonction de nous conduire.

Car — et c'est pourquoi ma reconnaissance à leur égard est infinie — ce qu'elles ont généreusement partagé avec nous, c'est le sens de la beauté qui les habitait. Professeurs de français, de latin, de grec, d'anglais, elles nous ont fait approcher les esprits et les œuvres consacrés, ceux qui se

situent sans conteste sur la ligne de crête. C'est vrai, j'apprenais par cœur, jusqu'à pouvoir les redire encore aujourd'hui, ces vers archifameux :

*A thing of beauty is a joy for ever  
Its loveliness increases : it will never  
Pass into nothingness, but still would keep  
A bower quiet for us, and a sleep  
Full of sweet dream, and health, and quiet breathing.*

Mais quand, deux ans plus tard, pelotonnée dans un fossé où j'attends en vain un camarade dont je crains qu'il ne vienne pas, je murmure encore, pour me défendre contre le froid et la peur et l'amertume d'un monde trop lourd pour mes dix-sept ans, ces autres vers de l'austère Keats :

*The voice I hear this passing night was heard  
In ancient days by emperor and clown :  
Perhaps the self-same song that found a path  
Through the sad heart of Ruth, when, sick for home  
She stood in tears and the alien corn ;  
The same that oft-time hath  
Charm'd magic casements, opening on the foam  
Of perilous seas, in faery lands forlorn,*

auront-ils eu tort, mes professeurs, de me donner à les lire, les traduire, les expliquer, les apprendre ?

Certes, nulle d'entre elles n'aurait fait lire en classe le journal pour « ouvrir une fenêtre » sur l'actualité. Certes, les aimables ou piquants auteurs du second rayon ne nous étaient pas offerts pour purs chefs-d'œuvre d'une pimpante modernité. Certes, les succès de la dernière saison n'étaient pas admis d'emblée parmi les classiques. A la différence du plus jeune de mes fils à qui, dans les années 70, un indolent barbu donna à commenter en 4<sup>e</sup> *Le Goûter des généraux* de Boris Vian et sa philosophie de trompinette, il était exclu d'entrelarder Villon et Rimbaud avec Pierre Dac.

Vian est un cas assez exemplaire. L'homme n'était pas antipathique. Il a dans l'immédiat après-guerre cultivé avec fraîcheur, talent et authenticité les thèmes fin de siècle de l'anarchisme individualiste — éloge de la paresse, antimilitarisme et antipatriotisme, anticléricalisme, pansexualisme. Ce qu'une feuille des années 90 du siècle dernier résumait bien par son titre : l'*En dehors*. Avec son cœur fragile, un verre à la main, dandy, charmeur, désinvolte, mystificateur, froid, caustique, inconoclaste et provocateur, Vian avait choisi d'être un homme-orchestre — trompinetteur au Tabou, animateur de surprises-parties et du club Saint-Germain, chroniqueur à *Jazz-Hot*, traducteur de Peter Chesney et de Chandler — plutôt que d'exercer son métier d'ingénieur sorti de Centrale. C'était là un parti tout personnel, pas absolument original et qui n'appelle ni condamnation ni admiration automatique.

Là où le bât blesse, c'est, par exemple dans un manuel de littérature du xx<sup>e</sup> siècle à l'intention des élèves de l'enseignement secondaire, d'accorder à Boris Vian, à une page près en sa faveur, la même place qu'à Marcel Proust et Paul Claudel. Sans doute classer et hiérarchiser, cela n'a pas

grand sens en la matière. Il peut se faire que, pour un garçon de dix-huit ans à la sensibilité littéraire en éveil et qui s'interroge en tremblant sur l'impression qu'il a parfois de découvrir en lui-même un don pour l'écriture, des auteurs au destin et à l'œuvre en marge, comme Artaud, Genet, Bataille, Roussel, lui soient de fréquentation plus stimulante que celle des grands écrivains consacrés. Mais c'est là le domaine de l'initiative individuelle, le secret du cheminement et de l'apprentissage personnel.

Là où le bât blesse, c'est de continuer, quarante ans plus tard, comme l'a fait l'exposition de 1989, « Saint-Germain-des-Prés 1945-1950 », du pavillon des Arts, à privilégier, pour évoquer la vie intellectuelle et artistique du second après-guerre, l'existentialisme, le chewing-gum, le rouge baiser, la rose rouge et Juliette Gréco.

Là où le bât blesse encore, c'est de devancer abusivement l'heure où l'enfant, le collégien puis le lycéen, acquiert la capacité de découvrir l'autre côté des choses. La confusion est à son comble quand l'enseignement secondaire est tantôt ravalé au néant d'avant l'expression articulée de la pensée, tantôt hissé jusqu'à l'ultime pointe de recherches en cours. On nous explique d'un côté qu'on ne saurait faire la « lecture plurielle » qui s'impose du *Lac* de Lamartine sans se référer à la version B.D. qu'en a donnée Hergé pour *Tintin*. Mais on nous propose de l'autre un *Profil de L'Écume des jours* dans la collection Hatier qui mobilise et charrie, dans le langage approprié au familier des « maîtres du déchiffrement des théogonies » (Dumézil, Lévi-Strauss, Vernant sans oublier Bachelard) et des linguistes styliciens (Spitzer, Jakobson, Benveniste sans oublier ni Saussure, ni Chomsky, ni Propp, ni Chklovski), les machines d'exploration les plus monstrueusement complexes des sciences humaines des années 70, grammaire transformationnelle, linguistique structurale, esthétique behavioriste, sémiologie, anthropologie culturelle, avec leurs théories et formalisations, champs épistémologiques, paradigmes et syntagmes, codes, procédures, démarches en quête des énoncés, médiations, récurrences, littéralités, paradoxes, métaphores, antinomies, équivalents et fonctions nécessaires à l'élucidation des lexèmes et de l'idéolecte. Pharamineux, éléphanterque, diabolique marteau-pilon mis à la disposition des élèves de 3<sup>e</sup> pour érabouiller un texte de fantaisie, écrit en quelques semaines, d'un seul jet, sans ratures, un texte où le sordide, l'horrible, l'érotique et le maniaque s'habillent de verve, d'invention cocasse et de clins d'œil. Je ne connais que Nizan à avoir subi un traitement analogue par excès.

Le respect des proportions, la prise en compte des impératifs auxquels doivent obéir initiations et progressions, est-ce si difficile à concevoir si l'on y apporte un peu de goût, d'intelligence, de sensibilité et d'expérience ? L'antimilitarisme et l'antipatriotisme, dans leur expression la plus affirmée, sont par exemple des options qui, pour un homme libre, arrivé à sa maturité, ont leur logique, leurs attraits et leur coût. Pas pour un adolescent qui, à douze ou même quinze ans, sauf circonstances exceptionnelles, ne saurait être à l'heure des engagements irréversibles. C'est d'ailleurs biaiser les données avec lesquelles il doit d'abord se familiariser pour fonder plus tard les motivations qu'il aura ou non d'aller à la guerre que d'accorder, comme

le fait la chronologie générale du même manuel littéraire, à la guerre du Rif ou à la guerre d'Indochine une typographie plus éclatante et un plus grand espace qu'à la guerre de 1914-1918 et à celle de 1939-1945 !

De même pour tout ce qui relève du sexe. L'année où je m'agaçais à voir Emmanuel, onze ou douze ans à l'époque, commenter Vian, la presse de gauche avait fait des gorges chaudes de la condamnation, dans le *Bulletin de l'Association autonome des parents d'élèves du lycée Pierre-et-Marie-Curie* de Sceaux, du fait que *L'Arrache-Cœur* avait été donné à étudier à des élèves de 3<sup>e</sup> : « Le monde de *L'Arrache-Cœur* est un monde d'horreur où règnent la violence et la cruauté gratuite, où les sentiments dominants sont la haine, la joie d'humilier, de souiller, de rabaisser ou de ridiculiser tout ce qui est habituellement objet de respect. » Tout « autonomes » qu'ils fussent, suffisait-il de tourner en dérision la pudibonderie des parents d'élèves ? Outre qu'ils étaient les parents et qu'à ce titre, pudibonds ou non, leur manière de voir avait sa légitimité.

Oserais-je dire que c'est exactement pour les raisons qui mobilisaient trente ans plus tard ces parents qu'en 1942 le lycée me fut dans l'immédiat et plus tard une source où je lavais mon visage et mes mains de l'horreur du quotidien, une arche où, tranquille et protégée, guidée et instruite, je fortifiais ma confiance — elle en avait bien besoin — dans la vie et les hommes, un paradis puisque, là au moins innocente, je mordais à la pomme de la connaissance, à l'égale de mes autres compagnes et sans qu'on me demandât compte à l'avance de l'usage que j'en ferais.

Le fait que les temps étaient durs suffit-il à expliquer le contentement que me procurait une institution dont d'autres ont dit avec non moins de sincérité qu'ils l'avaient éprouvée comme un pénible lieu d'enfermement ? Je ne le crois pas. J'ai vu mon fils aîné, dans un temps relativement paisible, passer ses dimanches dans le ravissement à traduire du latin en grec et du grec en hébreu. J'ai vu ma fille aînée se gorger de poésie, et si le premier spectacle qu'elle monta fut de Robert Desnos, c'est d'abord qu'elle avait dans sa tête mille et mille vers, de Louise Labé à Max Jacob. J'ai vu par contre, une fois que l'institution se fut « ouverte » comme on le dit d'un ventre ou d'un fruit pourri, les jeunes gens qu'on encourageait à fuir, fuir en effet, poulains sans maîtres et sans brides, dans les terrains vagues de l'artificiel, du vain et du sordide.

Au demeurant, de me lever un peu plus tôt le matin pour traduire quelques vers supplémentaires de *L'Odyssée* — le grec était, des langues que j'apprenais, mon univers de prédilection, ce qui faisait persifler mon frère quand il me voyait penchée sur le Bailly,

*Du grec ! ô ciel ! du grec ! Il sait du grec, ma sœur !  
Ah ! ma nièce, du grec ! Du grec ! quelle douceur !*

cela ne m'empêchait pas de savoir ce qui se passait dans le monde en feu. Un dimanche matin quand, de mon lit où je me réveille et tends la tête et l'oreille vers le bureau proche où mon père, comme à l'accoutumée, est

collé à la radio, celui-ci me souffle sur un ton d'excitation contenue : « Les Allemands sont entrés en Russie. » Nous sommes donc le 21 juin 1941.

Ce second été de la guerre, j'aurai une autre occasion, subalterne mais sans doute pour moi déterminante, de sortir de mes livres — davantage que je l'aurais aimé. Sans penser pour autant à me retirer du lycée à la rentrée suivante, mon père juge bon en effet de me mettre en état d'acquérir une qualification professionnelle qui m'assure la possibilité de gagner ma vie et, éventuellement, de contribuer à la vie des miens. J'ai quatorze ans, l'âge légal auquel en ce temps-là on était autorisé à se présenter sur le marché du travail.

Pourquoi moi, et pas mon frère aîné ? La chose se comprend aisément. La première vague d'arrestations — celle du 14 mai 1941 — a concerné 3 733 juifs étrangers, convoqués dans les commissariats à l'aide d'un billet vert pour y être regroupés, conduits et internés dans les camps de Pithiviers et Beaune-la-Rolande. Le 20 août 1941, second coup de filet : le XI<sup>e</sup> arrondissement, l'arrondissement où je suis née et qui, de l'autre côté du boulevard du Temple, commence à cent mètres de chez nous, est encerclé au petit matin par la police municipale et la garde mobile. 4 250 juifs sont pris dans la nasse ce jour-là et internés à Drancy — les fonctionnaires de la préfecture de police, accompagnés de gendarmes allemands, ont procédé à leur arrestation à domicile sur la base d'un répertoire d'adresses constitué grâce au fameux fichier.

Or, ce qui retient l'attention de mon père, ce n'est pas du tout que les victimes de ces deux opérations soient exclusivement des juifs étrangers. Pour s'obstiner à les représenter comme s'étant bercés jusque très tard de l'illusion que leur qualité de Français les protégerait de tout malheur irrémédiable, il faut vraiment tenir les juifs français en corps pour des imbéciles ou des aveugles congénitaux ou, pire, pour des canailles. Mon père, dont j'ai reconnu comment, avant guerre, il laissait trop volontiers échapper une irritation malvenue à l'encontre des « Polaks », n'est peut-être pas encore revenu de ses préjugés, mais en tout cas il s'abstient désormais rigoureusement d'en faire état. Il n'en renonce pas pour autant à faire valoir ses droits de Français. Qui d'ailleurs aurait gagné à ce que ce judaïsme alsacien-lorrain abandonnât sans protestations ni luttes le terrain qui était celui-là même du principe de l'unité de la République — l'égalité en droit des citoyens, l'illégitimité de toute discrimination d'origine religieuse ou raciale ? Assurément, ç'aurait été pour les juifs français se placer d'emblée sur le terrain du nazisme dans ce que l'idéologie hitlérienne a de plus centrale — l'idée que la race, la race seule, a vocation à délimiter catégories et appartenances — si, bourgeois ou non, ils avaient d'eux-mêmes et sur-le-champ renoncé à faire valoir leurs « cinq générations » d'ascendants français, tintinnabuler leurs médailles, exalter leurs mérites et leurs réussites, exhiber leurs décorations et leurs parents tombés au champ d'honneur dans les guerres précédentes. Ç'aurait été se placer sur le terrain idéologique du nazisme s'ils avaient renoncé à rappeler les principes de droit qui avaient présidé à la formation de la nation française : ignorant le concept de race, ceux-ci excluaient sans la plus minime dérogation le recours à des critères

raciaux et cantonnaient l'appartenance et la fidélité religieuses dans la sphère de la vie privée. C'est là tout ce que répéta sans se lasser, avec la finesse juridique et la compétence du conseiller d'État qu'il avait été, le vice-président du Consistoire central, Jacques Helbronner, avant d'être lui-même à son tour déporté et de mourir à Auschwitz avec sa femme.

Certes, mon père n'ignorait pas les dangers particuliers et supplémentaires que faisait courir à beaucoup de juifs étrangers le fait d'avoir été internés dès 1939. Le gouvernement de la drôle de guerre, bien prévenu contre la cinquième colonne, avait apporté les plus grands soins, en réactualisant une législation datant de l'autre guerre, à la mise hors d'état de nuire des ressortissants de la puissance ennemie, y compris les juifs allemands réfugiés en France dans les années 30. La France se couvrit alors de camps pour « indésirables ». A la fin de l'année 40, avant que les autorités d'occupation n'eussent décidé pour leur compte aucune nouvelle action, plus de 40 000 juifs étrangers se trouvaient déjà internés dans les camps de la zone libre.

Il ne s'ensuivait pas qu'un homme comme mon père, qui avait le sens de l'honneur, fût incliné à se tenir pour immunisé ou, pire, porté à approuver que les juifs étrangers fussent sacrifiés si son propre salut en dépendait. Au demeurant, à supposer qu'un ignoble espoir de cette sorte l'eût effleuré, la réalité aurait suffi à lui rendre le sens des convenances. Le 12 décembre 1941, ce sont en effet 689 notables juifs français que la *Feldgendarmérie*, la police militaire allemande, assistée de gardiens de la paix, vient elle-même cueillir à leur domicile. Ils sont arrêtés à titre d'« otages ». Parmi eux, le père d'une camarade de classe : la nouvelle m'est chuchotée par une fille sur le banc derrière le mien pour expliquer l'absence de sa voisine de pupitre. Parmi eux, surtout, mon oncle, Pierre Ignace, dont le nom figure dans la liste du convoi n° 1, celui qui, constitué de wagons de voyageurs de 3<sup>e</sup> classe, s'est ébranlé de la gare du Bourget-Drancy le 27 mars 1942, par une journée ensoleillée, avec 1 112 hommes — des hommes encore exclusivement, entre trente-cinq et quarante-cinq ans pour la majorité — dont dix-neuf survivront. Que désormais le destin des juifs de France, quel qu'eût été au départ leur statut de citoyenneté, fût à jamais mêlé et confondu, j'en veux voir un symbole dans le fait que la petite-fille de Pierre, une adorable sabra prénommée Oria, naquit au kibboutz de l'union entre ma cousine Michèle — celle-là même qui avait tout juste un an quand son père disparut — et un solide kibboutznick d'origine polonaise.

Au camp de Compiègne où ils avaient tout d'abord été internés, ce groupe de juifs français ne passa pas inaperçu. Confirmant par là le témoignage que Jean-Jacques Bernard, sous le titre resté célèbre *Le Camp de la mort lente. Compiègne 1941-1942*, confia dès avant la Libération aux Éditions Albin Michel, A. Alperine qui y était alors, bien que juif, au titre d'interné civil arrêté au moment de la déclaration de guerre à l'Union soviétique, a rappelé<sup>1</sup> que ce groupe, à deux rangs de barbelés du sien,

1. *L'Un des trente-six*, en hommage à David Rapoport (1883-1944), Kyoum, Paris, 1946. Pour comprendre le statut d'A. Alperine à Compiègne, il faut se souvenir que le consulat soviétique à Paris avait en 1940, après la chute de Paris et du fait de l'incorporation de la partie de la Pologne qui était revenue à l'URSS en application des clauses secrètes du pacte



connut déjà des conditions matérielles et un traitement bien plus rigoureux que ceux qui s'appliquèrent, surtout dans les premiers temps, aux Russes — en particulier aux Russes non juifs. Ceux-ci avaient d'ailleurs donné aux membres du groupe français le nom de « décembristes ». Parce qu'ils étaient arrivés en décembre. Mais aussi pour leur faire honneur en rapprochant leur destin de celui des « décembristes », ces officiers russes qui, en 1825, tentèrent vainement de renverser le régime autocratique en Russie.

Sans doute Jean-Jacques Bernard met-il l'accent sur le fait que ses compagnons d'arrestation et de captivité entendent n'appartenir qu'à la seule communauté nationale française. A plusieurs reprises, notamment à propos de controverses qui les ont violemment opposés à des camarades de chambrée d'origine étrangère et de sensibilité sioniste, il insiste : « L'idée d'une communauté juive fut repoussée par la plupart d'entre nous comme périmée, arbitraire et blessante. » Il entend ne faire reposer la solidarité qui les unit dans cette épreuve que sur de simples sentiments d'humanité et « la satisfaction, peut-être amère mais profonde, à ne pas fuir le clan des persécutés ». Il admet cependant qu'il y eut « toutes les nuances » : « Les compagnons qui ont vécu avec moi cette dure mais fructueuse expérience pouvaient apporter chacun sa touche et sa vision personnelles. »

Jean-Jacques Bernard était un cas limite. Pas seulement parce qu'il fut libéré avec les grands malades et les hommes de plus de cinquante-cinq ans : des exemptions dont on sait abondamment qu'elles ne furent plus par la suite appliquées aux détenus du camp de Drancy. Pas seulement parce qu'il était le fils de Tristan Bernard dont Maurice Martin du Gard, à la date du 11 octobre 1943, écrit qu'« à Cannes, pris dans une rafle..., l'inoffensif Tristan, malgré son âge et son goitre, fut enlevé sans avoir eu le temps de faire un mot' ». Sitôt la nouvelle de son arrestation connue, s'agitaient les gens de théâtre, François Porché, Sacha Guitry qui obtenait qu'il fût amené à l'hôpital Rothschild. Le maréchal Pétain en personne, par l'intermédiaire de son représentant à Paris, Fernand de Brinon, intervenait auprès des Allemands, qui le libéraient.

Jean-Jacques Bernard était surtout un cas limite parce qu'il avait déjà poussé à sa conclusion religieuse la conception qu'il se faisait de l'assimilation. Ce n'était pas alors un parti très fréquent, comme il le souligne : « Même chez beaucoup de juifs de France entièrement assimilés, nourris de ce terreau latin et chrétien qu'est le terreau français, même chez beaucoup de juifs entièrement détachés du judaïsme, subsiste une prévention contre la religion chrétienne. » Il n'était néanmoins pas le seul à ressentir le besoin

---

germano-soviétique, appelé les porteurs de passeports polonais originaires (en principe du moins) de cette partie orientale de la Pologne à échanger leur ancien passeport polonais contre un passeport soviétique, ce qui, de 1940 à 1941, constitua en effet une protection. Même après l'invasion allemande de l'URSS, ce fut d'ailleurs encore une relative protection car le statut de citoyen soviétique se transformait, selon la loi internationale, en celui de citoyen d'un pays ennemi en temps de guerre. Un citoyen soviétique en territoire français occupé, même juif, devait de ce fait être, même transféré en Allemagne, interné en forteresse dont le régime, sans être plaisant, était tout différent de celui des camps de concentration.

1. On lui en attribua un cependant, et très beau : « Nous vivions dans la peur. Nous allons vivre dans l'espoir. »

de ce qu'il appelait « un accomplissement qui me semble fatal ». Il y avait par exemple avec lui à Compiègne le banquier Robert Zunz qui avait aussi franchi le pas de la conversion. Descendant de Leopold Zunz, le maître de la « Science du judaïsme », il avait spontanément, à l'allemande, préféré, plutôt que de devenir athée, ce qui était en France la norme, se convertir au christianisme. Conversion au demeurant sincère et qui fut ratifiée par ses propres descendants.

Aussi paradoxal que cela paraisse, bien qu'entachées de la suspicion d'opportunisme (même si les mesures antijuives s'appliquaient aux convertis de fraîche date), beaucoup de conversions qui eurent lieu dans ces années-là furent sincères et durables. C'est qu'elles s'inscrivaient dans un mouvement déjà ancien qui remontait au moins au début du siècle. L'Église catholique, qui n'avait pas encore cessé d'être missionnaire, avait alors renouvelé ses méthodes d'apostolat. Un lazariste, le père Lebbe, avait par exemple — mais trop tard pour que la face du monde en fût changée — réussi à convaincre Rome qu'il fallait confier aux Chinois déjà chrétiens et par conséquent à des évêques chinois le soin de convertir la Chine. De même contre la Sorbonne de filiation renanienne et positiviste dont la sociologie de Durkheim et de Lévy-Bruhl était avant 1914 l'ultime rameau, était apparue, comme la fameuse enquête d'Agathon<sup>1</sup> en 1912 l'avait mis en évidence, une génération de jeunes intellectuels qui, dans le climat créé par le bergsonisme, s'était, en retrouvant la foi, attachée à redécouvrir la tradition philosophique proprement chrétienne issue du thomisme. Léon Bloy, Claudel et Péguy lui avaient apporté la caution de leur génie. Dans les années 20, ce fut le monde des lettres qui connut des cas spectaculaires de conversion. En 1925, Copeau, encouragé par Claudel (« mon bon ange », écrit-il), fait retraite dans l'esprit de saint François chez les bénédictins de Solesmes. Dix ans plus tôt, en 1915, Max Jacob, lors de son baptême au couvent Notre-Dame de Sion, a reçu de son parrain, Picasso, avec une *Imitation de Jésus-Christ*, son prénom chrétien de Cyprien. Francis Jammes, Pierre Reverdy, Jean Cocteau, le misérable Maurice Sachs font le pas. A la fin des années 30, c'est même un Romain Rolland, dont la femme s'est convertie au catholicisme et qu'ébranle le pacte germano-soviétique, qui, « bousculé » par Claudel, réexamine sa position à l'égard de l'Église et consacre sa dernière œuvre, restée longtemps inédite, à des *Entretiens sur les Évangiles*<sup>2</sup>.

Or, entre toutes les sortes de peuples à convertir, Léon Bloy, dans son style flamboyant, a plus qu'aucun autre contribué à ramener l'attention de l'Église sur le peuple juif. Son livre, *Le Salut pour les juifs* qui exprime d'un côté la plus épouvantable détestation des ténèbres juives — « il est impossible de mériter l'estime d'un chien quand on n'a pas le dégoût instinctif de la synagogue » —, est d'un autre la plus virulente récusation des « élucubrations antijuives de M. Drumont ». Le nœud central est en

1. Agathon : signature commune d'Henri Massis et d'Alfred de Tarde.

2. Cf. Romain Rolland, *Au seuil de la dernière porte*. Édité par Bernard Duchâtelet, président du fonds Romain-Rolland, Le Cerf, 1989.

effet celui de l'union insécable des deux Testaments : « Israël est investi, par le privilège de la représentation et d'on ne sait quelle très occulte protection, de ce Paraclet errant dont il fut l'habitable et le receleur. Pour qui n'est pas destitué de la faculté de contemplation, les séparer semble impossible, et plus l'extase est profonde, plus étroitement soudés l'un à l'autre ils apparaissent. » Cependant, les deux plus grands esprits de cette cohorte juive qui ressentit l'appel de Jésus, Henri Bergson et Simone Weil, mourront ayant conservé jusqu'au bout leur état de simple postulant. Comme l'écrit drôlement Stanislas Fumet, ils auront « remis leur baptême pour l'éternité ».

De là, autour de deux couples majeurs, Jacques et Raïssa Maritain, Stanislas et Aniouta Fumet, qui l'un et l'autre furent de redoutables convertisseurs, une pléiade, dans les années 20 et 30, de juifs convertis. Beaucoup de femmes, comme cette Franceska Van Leer qui anima une œuvre missionnaire, Les Amis d'Israël, que Rome dut dissoudre en 1926 tant elle avait versé dans un syncrétisme judéo-chrétien de mauvais aloi. Des porteurs de noms considérables : Hans Herzl, Jean-Claude Isaac, Jeanne H. Bergson. Une « grappe égyptienne » dont chaque grain porte le nom d'une des grandes familles juives du Caire ou d'Alexandrie — Cattauï, Menasce, Rollo, Tivoli, Aghion, Harari. Le plus beau grain en est ce Jean de Menasce qui avait été secrétaire de Weizmann : baptisé en 1926, il fait profession chez les dominicains. Très savant spécialiste de l'Iran ancien, il est à l'École des Hautes Études de Paris l'introducteur du mazdéisme. Et puis des religieux comme ce F. Bruno, un Égyptien du Caire lui aussi, de son nom André Huszar, qui, installé en Israël, y fut à l'origine de la Maison Saint-Isaïe. De là aussi qu'il y eut, parmi ces convertis, des déportés à Auschwitz comme Annette Tivoli. De là enfin que l'Église, pour honorer le martyr juif, a cru devoir honorer une religieuse convertie, Édith Stein, ce qui ne va pas sans grande ambiguïté et malaise comme si les juifs honorables ne pouvaient être que des juifs chrétiens.

Ce qui, l'été 1941, a retenu l'attention de mon père, c'est que la police française n'arrête, pour l'heure, que des « individus de sexe masculin ». Une observation qu'il n'est pas seul à faire. Elle explique que ces opérations n'aient provoqué aucune panique, aucun départ précipité et massif de Paris. La population juive de zone occupée, française autant qu'étrangère, ne prendra la décision en masse de se réfugier en zone sud où le gouvernement de Vichy n'a encore fait procéder à aucune mesure comparable d'internement qu'après la grande rafle de juillet 1942 quand il est apparu que désormais les familles — les femmes, les enfants, les vieillards — étaient, au même titre que les maris et les fils, susceptibles d'être emmenées. Car du même coup s'effondre la fable du « travail forcé ».

Qu'en 1941 le danger ne semble planer que sur les hommes conduit mon père à arrêter une série de contre-mesures. L'essentiel, estime-t-il, est de réduire au minimum les indispensables allées et venues des garçons et les siennes propres. Tous trois portent sur eux l'indélébile marque de leur

appartenance. En cas de doute ou de dénégation, il suffit de les faire déshabiller. C'est la raison pour laquelle il inscrit, à la rentrée d'octobre 1941, mon frère aîné comme interne au lycée Louis-le-Grand, ce qui élimine pour Henri le risque de se retrouver en période scolaire quatre fois par jour dans la rue. Ce genre de recours fut d'ailleurs très largement exploité : les internats des lycées, à Paris et en province, se gonflèrent d'élèves juifs. Il est à noter que les administrateurs des lycées qui ne pouvaient ignorer le fait n'y mirent pas obstacle. Il est à noter plus curieusement que cette concentration, dont il était recommandé de fuir les effets funestes dans tant de domaines, se révéla jusqu'au bout bénéfique. Les autorités d'occupation s'acharnèrent à vider les asiles de vieillards au seuil de la décrépitude et de la mort, mais elles ne firent rien pour « épurer » les internats où se cloîtraient des jeunes gens d'avenir. Au demeurant on a ici un exemple supplémentaire du caractère ambigu, contradictoire, paradoxal de la politique vichyssoise. D'un côté, les professeurs juifs, sauf « relèvement de déchéance », par « décret individuel pris en Conseil d'État » pour « services exceptionnels à l'État Français » — ce fut le cas de Marc Bloch par exemple —, étaient révoqués et le second statut du 2 juin 1941, en modifiant la définition du « juif », entraîna même en août 1941 une seconde fournée de gens condamnés à cesser leurs fonctions. De même, par la loi du 21 juin 1941, était institué un *numerus clausus* qui fixait à 3 p. 100 par université le contingent d'étudiants juifs autorisés à s'inscrire. Mais, d'un autre côté, la délégation parisienne du secrétariat d'État à l'Éducation nationale ne fut pas même empêchée d'établir les statistiques portant sur les établissements du second degré de manière à ce que, pris non pas un à un mais tous ensemble, ceux-ci apparussent comme ayant un pourcentage d'élèves juifs inférieur aux fameux 3 p. 100, ce qui rendait inutile de leur appliquer les règles de *numerus clausus* en vigueur dans l'enseignement supérieur. Résultat : dans les classes de préparation aux grandes écoles, les élèves juifs furent admis librement bien qu'ils ne fussent pas autorisés à se présenter aux concours d'entrée.

C'est dans la même période — à une date qui se situe approximativement après l'affaire du XI<sup>e</sup> arrondissement — que mon père décide de ne plus coucher à la maison. C'est aussi vers cette époque qu'il abandonne son travail. Sans l'y avoir explicitement contraint, la maison qui l'employait depuis près de vingt ans déjà n'en fut pas mécontente. Elle l'avait certes nommé chef du magasin et des expéditions en 1940 puisque ses tournées dans le Nord et l'Est étaient devenues sans objet et d'ailleurs impraticables. Les départements du Haut- et du Bas-Rhin avaient été incorporés au *gau* du pays de Bade, les départements du Nord et du Pas-de-Calais avaient été rattachés au *Militärbefehlshaber* de Belgique. Mais sa présence créait une atmosphère de tension dont mon père était profondément blessé. Fin 1941 ou début 1942, il se retirait et cessait d'être payé.

Désormais, filles et femme de la famille assurent les relations avec l'extérieur. Ma mère, chaque quinzaine, prend à grand risque et à grande fatigue le train pour Sablé où elle a trouvé une fermière qui lui réserve volailles, beurre, œufs, farine au plus juste prix de l'époque — évidemment

un prix « fort » mais pas trop. Ces expéditions bimensuelles assurent à la table familiale, sinon l'abondance, du moins, grâce à la cuisinière acharnée, inventive, qu'est ma mère, ouverte à toutes les recettes fondées sur l'économie des produits rares ou l'usage d'ersatz, une tenue suffisante. Ma mère est surtout obsédée par la crainte que ne se déclare chez l'un de ses J2 ou J3 — les catégories, dans la hiérarchie du système de rationnement, qui correspondent aux enfants adolescents — cette « primo-infection » si redoutée à l'époque. Jean-Jacques est si « maigre et vert », répète-t-elle avec un regard désolé. « Mais chaque fois que j'essaie de lui ouvrir l'appétit, c'est Henri qui finit le plat ! »

Pour améliorer encore l'ordinaire, elle a convaincu la gérante de chez Hauser, au bas de notre immeuble, de lui laisser faire sa comptabilité, celle qui concerne moins le calcul des recettes et la gestion des stocks que le collectage des tickets. Jusque tard dans la nuit, une fois mon père parti et à l'abri, maman compte et recompte de fabuleux bordereaux. En contrepartie, elle reçoit tantôt un quart de litre de lait, quelques œufs, des pommes de terre, et surtout ses tickets sont toujours honorés...

Quant aux filles, il n'y a pas le choix. Je suis seule en âge d'être utile. Me voici donc assignée à apprendre la dactylographie et la sténotypie. Mon père révèle dans cet alliage le mélange de prudence et d'ouverture qui le caractérise. La sténotypie, c'est, à la différence de la simple sténographie, de la sténo sur machine. Une petite machine triangulaire où la base est constituée par un clavier tandis qu'en forme d'échelle de pompier un rouleau de papier où s'inscrit la frappe se déroule et s'enroule. Comme pour toute machine, le temps de vogue et d'avenir de la sténotypie a été limité. Trois ou quatre décennies plus tard, les moyens d'enregistrement suppriment l'intermédiaire humain, bien que des dames sténotypistes, en général de ma génération, soient encore aujourd'hui employées, soit pour humaniser une réunion, soit pour interposer, dans le flux du discours à suivre, l'identité des intervenants successifs dans le cas où il y a discussion, échange à plusieurs voix.

Je commence par la dactylographie. Outre les heures de cours à l'extérieur, je consacre quotidiennement plusieurs heures aux répétitions, exercices et devoirs. J'ai trois avantages sur mes camarades d'apprentissage pourtant plus âgées. L'orthographe ne me fait aucun souci. La pratique journalière du piano m'a assoupli mains et doigts, comme le révèlent aussitôt les exercices hors clavier par lesquels commencent les leçons de dactylo à la manière des gammes des leçons de piano. Enfin, j'ai constitutionnellement une mauvaise latéralité : je distingue mal gauche et droite et ma main gauche de ce fait n'est pas beaucoup plus faible (ni forte) que ma droite.

En quelques semaines, j'ai assimilé toutes les règles qu'exigent la correspondance (commerciale), la frappe de rapports et textes administratifs, etc., et j'atteins assez vite la cadence nécessaire pour subir avec succès l'examen professionnel. Cet apprentissage, pas même fastidieux, me sera à la vérité plus utile encore dans un avenir alors lointain que dans l'immédiat. C'est grâce à lui que j'ai pu dactylographier moi-même mes propres textes. Non que j'écrive directement à la machine — sauf la correspondance banale.

Mais, aussitôt le premier jet écrit à la main, je tape l'essai et le retravaille avant une deuxième ou une troisième frappe définitive. Il est amusant d'observer que bien des négligences de langue, bien des scories de la pensée, le manque de densité, d'apprêt, de tenue d'un texte, la bonne dactylo les décèle avec ses doigts comme naguère le faisait la blanchisseuse de la tenue d'un col empesé ou d'une nappe amidonnée.

Être une dactylo de métier m'a fait gagner beaucoup de temps... et d'argent surtout dans les années où, écrivant les deux mille pages de ma thèse, recourir aux services d'une professionnelle aurait pesé trop lourd sur le budget domestique. Rien, également, ne m'a été aussi agréable que de taper les manuscrits de mon mari et de mes enfants. Dans un registre modeste, cela me fait participer de plus près à leurs intérêts et préoccupations.

Cette expérience me conduit chaque année à insister auprès de mes étudiants sur la nécessité pour eux d'apprendre à taper à la machine correctement — pas avec deux doigts. Aux États-Unis, c'est dès l'équivalent de la 3<sup>e</sup>, à la *high school*, qu'en même temps que la conduite automobile et le secourisme les adolescents, garçons et filles, sont appelés à apprendre en classe et pour la classe l'usage de la machine à écrire. A partir de là, aucun professeur n'accepte plus de copies manuscrites et les innombrables « papers » qu'un étudiant, au cours de ses études universitaires, doit mitonner sont en règle absolument générale tapés à la machine.

En France, l'usage d'une machine à écrire a été trop longtemps l'apanage d'une « secrétaire » — toujours une fille — pour que la fraction masculine ne sourie dédaigneusement et ne tienne aucun compte de mes suggestions pressantes. Par bonheur, dans les années 80, le début de généralisation des consoles dans toutes les disciplines de l'information, l'apparition des machines à traitement de textes dans toutes les branches professionnelles ont rendu sans appel l'urgence de maîtriser un clavier. L'image flatteuse du jeune reporter ou du chargé de mission en tout genre qui escalade l'échelle d'un avion gros porteur avec sa machine à écrire, mécanique ou électronique mais plate et elle aussi portable, a fait le reste.

Je n'eus droit pour ma part à aucun argument snob. Seule la nécessité du moment devait me suffire. Quant à la sténotypie, elle s'apprenait alors chez Grandjean, rue des Grands-Augustins, à deux pas de la Bibliothèque nationale. Deux ou trois fois par semaine, après la dernière classe de l'après-midi, je prenais le métro à Saint-Paul pour l'Opéra. Le cours commençait chez Grandjean à 17 h 30. Ce n'était pas sorcier. Toute la question était d'acquérir de la vitesse. Pour devenir « sténotypiste de discours », c'est-à-dire atteindre la vitesse de 240 mots/minute, un entraînement intensif de plusieurs mois était nécessaire. Je fus en mesure de passer mon examen professionnel au printemps 1942 et dès le 1<sup>er</sup> juillet de cette année-là j'occupai ma première place à temps plein. Jusqu'à mon entrée à l'École normale supérieure en 1945, j'exercerai mon art avec des fortunes diverses. Mais n'anticipons pas.

Pour l'heure, je n'ai qu'un problème, mais sérieux. Le cours chez Grandjean se termine vers 19 h 45. En prenant le métro à Bourse, je n'ai jusqu'à Temple que quatre stations. Or, en avril 1942, une ordonnance

allemande a fixé le couvre-feu pour la population juive à 20 heures. Un quart d'heure, c'est court, pour peu que la rame de métro se fasse attendre. J'ai beau courir aussi vite que mes jambes me portent, 8 heures sonnent en général au clocher de Sainte-Élisabeth avant que j'aie tourné le coin de la rue Dupetit-Thouars. Hors d'haleine, j'arrive sur le palier où ma mère m'attend, crispée. C'est son inquiétude qui me donne des ailes. Elle m'a réservé pour me reconforter, je le sais, une assiette de soupe au lait ou au tapioca — ma passion bien qu'il n'y ait dedans qu'une larme de lait et que le tapioca soit souvent remplacé par de la farine grise et grumeleuse. La sténotypie gardera pour moi ce goût de fraîcheur sucrée et épaisse.

L'hiver 1941-1942 avait donc marqué une longue avancée de ce processus d'engloutissement destiné à nous faire disparaître dans les replis les plus cachés des entrailles de la société — provisoirement ou pour toujours, là résidait l'ambiguïté. Les spécialistes allemands de la mise en œuvre de la « solution finale » qui fut arrêtée en janvier 1942 à la conférence de Wannsee disposaient de deux stratégies complémentaires bien qu'en apparence opposées en raison de cette ambivalence propre à tout mécanisme de ségrégation.

L'une consistait à précisément restaurer et accroître la visibilité individuelle et collective des juifs, à faire obstacle à leur tentative de dispersion, d'effacement, d'évanouissement dans l'éther social, à rétablir et creuser les canaux et les pistes où s'inscrivaient leurs traces. Du recensement au port de l'étoile jaune, cette ligne d'action qui fut vécue par ses victimes comme un enchaînement de vexations et d'humiliations correspondait en réalité à la mise en place technique des diverses étapes d'identification, mobilisation et rassemblement des masses humaines destinées à l'« envoi au travail forcé », expression officielle d'usage obligatoire entre affidés, pour désigner les camps d'extermination.

L'autre stratégie, à l'inverse, consistait à boucher hermétiquement les pores de l'organisme social pour empêcher les juifs de remonter de temps en temps à la surface et d'aspirer une goulée d'air libre. Loin de faire obstacle à leur disparition dans les soutes du bateau où toute l'humanité est en principe embarquée de concert, il fallait refermer et claquer sur leurs têtes, pour qu'ils y suffoquent et en crèvent ou ne s'en échappent que pour se rendre, les écoutilles, les trappes, les plaques des catacombes, souterrains, égouts et caves où ils se terraient.

Les mesures prises par les autorités d'occupation dans l'hiver 1942 relèvent de l'une ou l'autre de ces deux stratégies. Depuis la 6<sup>e</sup> ordonnance du *Militärbefehlshaber* qui, le 7 février 1942, impose aux juifs de zone occupée un couvre-feu leur interdisant de quitter leur domicile entre 20 heures et 6 heures du matin jusqu'à la 8<sup>e</sup> qui, le 29 mai, les contraint à porter, à partir du 1<sup>er</sup> juin, l'étoile jaune. Entre-temps, bicyclettes et postes de radio confisqués, téléphone coupé, il leur a été également interdit d'accéder aux lieux publics — parcs et jardins, cafés et salles de cinéma, etc. Dans le métro, ils doivent ne monter que dans la dernière voiture. Enfin, ils ne peuvent entrer dans les magasins non juifs qu'entre 15 et 16 heures, c'est-à-

dire au moment de la journée où les magasins d'alimentation sont déjà rigoureusement vides.

Toutes ces mesures n'étaient pas sorties de la seule imagination des préposés allemands à la section antijuive de la Gestapo en France occupée ni davantage de leurs collaborateurs français. On les retrouve, à un moment ou à un autre, semblablement décidées et mises en application dans toute l'Europe allemande. Léon Poliakov, dans son ouvrage *Bréviaire de la haine*, cite par exemple des échanges de vues qui ont eu lieu entre Goebbels, Goering et Heydrich lors du Conseil des ministres au lendemain du 12 novembre 1938 dont la nuit est connue sous le nom de Nuit de Cristal parce que cette nuit-là, dans presque toutes les villes allemandes, les synagogues ont eu leurs vitres brisées avant d'être incendiées. Goebbels y évoque la nécessité d'interdire aux juifs la fréquentation des théâtres, des cinémas et des cirques allemands parce qu'« il n'est pas possible de permettre aux juifs de s'asseoir aux côtés des Allemands dans les salles ». De même, Goebbels est d'avis qu'« une ordonnance devrait être publiée par le ministre des Communications, introduisant des compartiments pour les juifs (sur quoi Goebbels et Goering discutent pour savoir s'il vaut mieux réserver aux Juifs des compartiments spéciaux ou leur imposer de rester debout dans le couloir des compartiments où seuls les Allemands pourraient être assis). Enfin, après avoir fait quelques fines plaisanteries sur l'opportunité qu'il y aurait à interdire aux Juifs non seulement la visite des villes d'eaux, plages et stations estivales, mais l'accès aux forêts allemandes dont une partie leur serait réservée une fois peuplée des « différents animaux qui ressemblent bougrement aux Juifs », Goebbels signale la nécessité que les Juifs ne puissent plus « se pavaner dans les jardins allemands. A ce propos, je signale la propagande chuchotée des Juives dans les jardins du *Fehrbelliner Platz*. Il existe des Juifs qui n'ont pas tellement l'air juif. Ils s'assoient à côté des mères allemandes et des enfants allemands et commencent à rouspéter et à empester l'atmosphère ».

Cependant, deux au moins des mesures nécessaires à la réussite d'un projet de ségrégation absolue, elle-même condition du passage à l'étape dernière de l'extermination industrielle, n'ont été ni appliquées ni même édictées et peut-être pas même envisagées en France. D'une part, ni les autorités allemandes ni le gouvernement de Vichy n'ont exigé des juifs qu'ils déménagent pour aller habiter en ghetto. Ainsi a manqué un chaînon capital, celui qui en Pologne précéda et prépara, dans la perspective de la solution finale, l'étape du camp de concentration, modèle Drancy, tête de ligne et gare de triage avant Auschwitz.

D'autre part, les autorités d'occupation en France n'édicterent rien de semblable à ce qu'édicte le gouverneur allemand du district de Varsovie le 10 novembre 1941 : « Ceux qui donnent sciemment asile aux juifs qui se cachent ou qui les aident d'une autre façon *sont passibles de la peine de mort.* »

Comment expliquer cette double lacune dans la mise en œuvre, en France, du processus bien repéré de ségrégation des juifs ? J'y ai vu, à tort ou à raison, une confirmation de la fécondité inattendue du combat



obstinément mené, depuis un siècle, par le judaïsme français pour refuser avec passion de se concevoir comme une *minorité*. La logique historique qui était la sienne, celle enclose dans la formule consacrée d'« émancipation », lui avait fait accepter d'être une communauté de nature essentiellement religieuse, mais pas une microsociété compacte, recluse, repliée sur elle-même, aisée à identifier et circonscrire. « La conception, ai-je écrit, qu'il avait de l'intégration personnelle de ses membres dans la nation française fut certes impuissante à empêcher que la barbarie nazie ne s'abattît sur lui, mais, puisqu'il n'avait jamais constitué une *judaïcité* au sens fort, elle empêcha que les nazis eux-mêmes soient en mesure de faire progresser la réalisation de leur dessein en décrétant la constitution des formes géographiques de concentration minoritaire par excellence : la constitution de ghettos<sup>1</sup>. »

De même, observai-je, « habitués à se comporter en citoyens intégrés et assimilés, les juifs français — et le modèle fut rapidement repris par ceux au moins des étrangers qui en avaient les moyens — comprirent aisément que leur sort dépendait désormais non des seules décisions de l'*État* français, mais des réactions de la *société* française. Le paradoxe de Vichy, ce fut de s'afficher l'«*État* français» juste au moment où, État humilié, dépendant et soumis, il ne peut plus jouer le rôle central, pivot, que l'*État* républicain avait joué. Une fois la surprise, l'amertume et le premier désarroi passés, il devint clair que le point d'appui pour la survie n'était plus, comme au temps de l'émancipation, l'*État* et sa loi républicaine, mais la société civile dans la mesure où celle-ci avait justement intériorisé la loi républicaine ».

C'est en effet l'expérience la plus précieuse que mon père et nous avions tiré de plusieurs alertes dont le dénouement heureux ne tint qu'à l'intervention, outre le hasard, de braves gens demeurés inconnus. Une fois — le 11 novembre 1941 —, mon père ne peut s'empêcher de se rendre sur les grands boulevards où il y a foule pour célébrer illégalement cette ancienne fête nationale. Arrêté et amené au poste de police de la mairie du XI<sup>e</sup> arrondissement, il prend sans obstacle la poudre d'escampette. Les gardiens de la paix ne font pas preuve d'une vigilance excessive. Une autre fois, s'étant rendu au Service rapide — un service d'expédition — pour prendre livraison d'un colis de tissu qu'un de ses anciens clients de Roubaix lui avait adressé, il est arrêté par des inspecteurs de la police économique. Ce service se trouve l'objet d'une surveillance particulière dans le cadre de la lutte contre le marché noir. D'un secteur de police à l'autre, la dérive peut s'avérer, pour un juif, dramatique. A-t-il été reconnu comme tel ? Il n'en saura rien : il se contente d'arguer avec force de son statut d'ancien combattant, de ses liens avec le Nord, de sa situation de famille. Le fait est qu'il est relâché le lendemain matin. Une autre fois encore, la police monte dans les étages de l'immeuble où il se réfugie la nuit. Elle frappe à chaque porte pour se faire ouvrir et vérifier l'identité des locataires. Mon père reste coi, dans l'ignorance où il est de la finalité du contrôle. La concierge sort alors sur le pas de sa loge et, d'une voix impatiente, glapit, la tête levée vers le haut de la cage d'escalier : « Il n'y a personne, le locataire est en

1. « De la Résistance juive », *Pardès*, n° 2, 1985, p. 191-209.

voyage. » Les policiers n'insistent pas. Cette concierge-là n'avait reçu ni consigne ni gratification pour intervenir ainsi avec présence d'esprit et aplomb, prendre le risque d'être confondue et peut-être sauver mon père.

Je ne prétends pas ici que la société française fut seulement composée de héros et de petits saints ni même de braves gens. Mais outre le contingent des indifférents, bien résolus à ne s'occuper de rien, ne rien voir ni rien entendre, elle ne fut pas davantage exclusivement composée de salauds. Et ce mélange n'était pas lui-même fortuit.

Les Français appartiennent, par état ou volontairement, à toutes sortes de *structures* intermédiaires, à des groupements multiformes — catégories et classes sociales, classes d'âge et générations, familles spirituelles, mouvements, associations, sociétés de pensée, partis, etc., d'où découle une part de leur identité et de leur comportement. Mais ils sont d'abord formés à se conduire en *individus autonomes*, avec la part de singularité et d'initiative qui assure dans les rencontres les bonnes et mauvaises surprises.

En me souvenant de ces épisodes, vécus dans les années 1941-1942, après tant de textes et d'écrits où la présence et l'action des délateurs qui se firent complices et collaborateurs de la Gestapo étaient relevées et stigmatisées, j'ai tenu à ce que, dans le premier numéro paru en 1985 de notre revue *Pardès*<sup>1</sup>, figure un choix de lettres, retrouvées dans les archives des services de Vichy et écrites, signées par des inconnus, par d'obscurs citoyens français, en faveur non pas tant *des* juifs, mais de tel ou tel juif de leur entourage.

Qu'il n'y eût pas que des héros, mes parents en eurent un témoignage qui, en ce printemps 1942, leur fit une peine profonde. J'en fus la cause involontaire. Je n'en fus informée qu'à l'improviste beaucoup plus tard, car ils eurent l'extrême délicatesse de ne m'en point parler sur l'heure.

A Saint-Brévin-les-Pins où nous avions pris refuge en mai-juin 1940, notre villa se trouvait avoir pour voisine une maison dont la jeune fille était ma camarade de classe au lycée de Saint-Nazaire. Comme j'étais nouvelle, elle avait eu la gentillesse de me montrer le chemin, les lieux, les aîtres. Bientôt, nous fîmes route ensemble pour prendre le bac de Mindin. Un matin, elle m'annonça que son frère, élève à Nantes d'une classe de « Math sup », était revenu. Je le vis le soir même à notre retour du lycée. C'était un grand jeune homme de dix-sept ans, calme et beau, avec un visage d'énergie un peu rêveuse comme on en voit aux marins bretons. Justement, le père était absent parce qu'officier de la marine marchande il naviguait. Les deux maisons sympathisèrent et, même si les malheurs de la patrie mettaient une ombre de retenue sur ces journées, le soleil, la mer, la forêt de pins, l'incertitude des lendemains et tout simplement notre extrême jeunesse à tous firent de ces semaines-là des semaines enchantées. Ma mère souriait un peu de l'empressement avec lequel Roger venait nous chercher, mes frères et moi, pour de grandes courses dans la campagne, mais cela, à ses yeux, ne tirait pas à conséquence. Les mères voient-elles jamais leur enfant devenir jeune fille ?... Et je n'étais pas même encore une jeune

---

1. Cf. IV<sup>e</sup> partie, chap. 6.

filles. Au demeurant, mes frères ne me quittaient pas et le garçon était trop bien élevé pour oser quelque geste que ce soit qui fût déplacé. Quand vint l'heure pour nous du retour à Paris, à la manière de ce temps-là où les très jeunes adolescents — j'avais treize ans — n'étaient pas tenus à se prendre pour des adultes, nos yeux suffirent à faire comprendre ce que nos bouches ni nos mains n'étaient autorisées à exprimer. Roger me fit cadeau, avec l'autorisation de mes parents, d'une jolie liseuse en cuir repoussé, et ce fut tout.

Il avait glissé à l'intérieur une petite photo où nos cinq têtes émergeaient à peine des blés. Avec cet attachement superstitieux des petites filles même les plus futées pour les médailles saintes, je la regardais en classe avant les compositions que je redoutais pour y puiser confiance et inspiration. Quinze mois passèrent. Aucune lettre ne vint abréger ce long délai. Les enfants que nous étions n'étaient pas libres d'écrire à qui bon leur semblait. Surtout dans les internats de lycée où les parents remettaient la liste des correspondants autorisés. C'était ainsi, même en temps de guerre, même en temps de persécution. Même, surtout ?

Toussaint 1941 : nous étions invités à goûter chez nos cousins Weissager. J'aimais aller chez eux. S'occupant avant-guerre du négoce des pierres précieuses, plus particulièrement de celui des saphirs, cette variété bleue, bleu velouté ou bleu-vert vif, du corindon originaire du Cachemire, de Ceylan ou de Birmanie, le père témoignait d'un goût pour les belles choses (*saphir* est un nom hébreu qui signifie justement « la plus belle chose ») qui se reflétait dans leur intérieur. Ils habitaient d'ailleurs, et c'était original pour l'époque, près du Luxembourg dans la petite rue Joseph-Bara où, au 3, Zborowski, le marchand qui découvrit Soutine et Modigliani et en tira sa légende, voisinait avec Derain, Kisling et les frères Dufy. Un coup de téléphone préalable de Marcelle Weissager à ma mère avertit que Roger s'était présenté chez eux, les priant de s'entremettre pour demander à mes parents l'autorisation de nous rendre visite.

Roger était en effet, depuis la rentrée, interne au lycée Saint-Louis où il préparait, dans la « taupe » la plus prestigieuse de France, le concours d'entrée à l'École polytechnique. Dès son premier dimanche de sortie, il avait entrepris de me retrouver et imaginé de demander l'aide des Weissager, qu'il avait connus à Saint-Brévin où ces cousins-là nous avaient aussi rejoints en 1940.

Ma mère, entre deux portes pour atténuer la portée de la chose, me prévint avec une certaine froideur de la démarche de Roger. Sans commentaire ni mise en garde. Je rougis violemment, baissai la tête et demeurai muette. Depuis quinze mois, j'avais vécu avec la certitude inaltérée et rigoureusement silencieuse de revoir mon beau cavalier.

Roger se présenta à la maison. Avec son calot de taupin, ses jeunes moustaches blondes, son visage hâlé aux traits déjà dessinés, les gants à la main, bien pris dans sa tournure encore mince mais souple et solide de garçon qu'aucun sport excessif n'avait par bonheur transformé précocement en athlète, il était charmant. Mes parents lui firent un accueil cordial. Ils ne pouvaient repousser ce jeune provincial, isolé à Paris, reclus toute la semaine

dans un internat au régime très austère, à la nourriture bien médiocre. Très vite, comme si nous avions été ses correspondants attitrés, Roger fut admis à partager le repas dominical. Après avoir, en fervent catholique, assisté à la messe, il arrivait à la maison pour midi. A 5 heures précises les deux garçons, Henri et Roger, l'un à Louis-le-Grand, l'autre à Saint-Louis, avaient à réintégrer leur lycée pour l'étude du soir. Mes parents étaient bien aises de savoir que mon frère ne partait pas seul et que, s'il lui arrivait quelque chose en chemin avant d'être rue Saint-Jacques, Roger, du boulevard Saint-Michel, les en préviendrait.

Nul n'ignorait à la maison les tendres sentiments des deux tourtereaux. Mais nul n'en parlait, même sous forme d'allusions moqueuses. Simplement, mon frère aîné, inflexible quand il s'agissait de sa sœur cadette et qui remisait à cette occasion son humour bien connu, me chaperonnait encore plus férocelement qu'à son habitude. Quant à ma mère, elle ne fermait les yeux que la minute unique où, laissés seuls dans l'entrée de l'appartement, Roger et moi avions licence de nous embrasser sur les joues pour nous dire au revoir jusqu'au dimanche suivant.

Au printemps, les sévérités de l'internat se relâchèrent. Les semaines de concours contraignaient l'administration du lycée à laisser la bride sur le cou à ses grands élèves. De mon côté, mes cours de sténotypie après les heures de classe me faisaient voyager sur des chemins moins balisés que les rituels allers et retours entre lycée et maison. C'est probablement la raison pour laquelle j'ai gardé en mémoire une scène où Roger et moi sommes seuls, debout dans la dernière voiture de la rame du métro puisque je porte l'étoile jaune. Roger, son calot de futur polytechnicien crânement posé de biais sur la tête, entoure de son bras mes épaules. Il le fait avec un tel air de défi que, devant ce jeune chrétien qui protège si farouchement sa très petite et très jeune fiancée juive, les voyageurs, loin d'être choqués, s'attendrissent et sourient. Dans cette dernière voiture montent volontairement, parmi d'autres, les voyageurs qui entendent témoigner de leur muette sympathie à l'égard des persécutés. Une semaine plus tôt, j'étais montée en tenant par la main ma jeune sœur Françoise, une très charmante fillette aux longues boucles d'un blond soyeux, aux yeux très bleus, au visage rose — l'image même d'une petite fille de Marie comme on représente si souvent Marie en oubliant qu'elle était une juive orientale et devait être bien brune ! —, et toute une rangée de voyageurs aussitôt s'était ostensiblement levée pour nous donner leur place.

Juin, juillet 1942 ? Mes parents sont de plus en plus sombres. Un jour, ils le sont plus encore qu'à l'accoutumée. Ils ont reçu une lettre, une lettre affreuse qui les frappe au cœur. Que s'est-il passé ?

J'ai quinze ans et Roger en a plus de dix-huit. L'âge minimum respectivement requis pour fille et garçon qui souhaitent se marier. Hommes et femmes dotés de conjoints non juifs ont été, sinon épargnés, du moins écartés des premières listes de déportés. Dès lors, Roger imagine que, s'il me donne son nom, mon salut sera assuré.

Pur matheux, peu porté sur les raffinements alambiqués des disciplines littéraires, d'une famille de modeste bourgeoisie provinciale où les valeurs,

avant tout religieuses, sont fortes, claires et sans complications, c'est un garçon droit et loyal qu'a peut-être fasciné le fait que j'appartienne, par mes origines et mes goûts, à un type de femme par lui insoupçonné — femme exotique pour ainsi dire et étrange. En tout cas, il m'a donné sa foi. Il écrit en conséquence à son père pour lui exposer son projet et le supplier de donner son accord. Las, le malheureux garçon, tout à son dessein chevaleresque, n'a pas bien mesuré ce qu'une telle proposition, même et surtout en 1942, avait d'inconcevable, d'incongru pour une famille de marins bretons et catholiques, en tout cas pour la sienne.

En réponse à sa supplique, le père ne se contente pas de lui signifier un refus sans appel. Sans doute incapable de se représenter ce qu'était en 1942 le calvaire d'une famille juive, il se croit fondé et a le triste courage d'écrire à mes parents — qu'il n'a jamais rencontrés puisqu'il naviguait les quelques semaines où nous avons habité Saint-Brévin — pour les accuser, sur un ton comminatoire, d'avoir attiré son fils dans un piège, d'avoir manigancé une opération de séduction à l'encontre d'un garçon simple et sans défense dans le but unique de sauver leur fille.

Roger ne m'avait rien dit de son initiative et rien ne put me faire soupçonner qu'il eût reçu de son père l'injonction de rompre sur-le-champ ses relations avec nous. Mes parents de leur côté ne me donnèrent pas davantage à lire la lettre, injuste et mauvaise. Dans leur esprit, en recevant Roger et en le traitant avec cordialité, il n'était pas question de consentir à un mariage. Si Roger leur en avait fait la demande, nul doute qu'ils auraient refusé, non seulement en raison de mon âge, mais du fait que Roger était catholique. J'ai dit déjà comment les stratégies matrimoniales avaient dans ma famille jusque-là respecté strictement le principe de l'endogamie. Il faudra que la tempête souffle bien fort et plus longtemps qu'elle ne soufflait encore en 1941-1942 pour déraciner ou paraître déraciner cette antique tradition. Mais, auraient-ils calculé d'assurer ma sauvegarde, qui était en droit de le leur reprocher ? S'opposer aurait suffi. En fait, mes parents n'avaient fait preuve que de sagesse en ne violentant pas les sentiments de deux jeunes amoureux qui avaient encore le temps d'apprendre à souffrir, et de bonté, en ne me privant pas prématurément de la douceur, au milieu de tant de douleurs, d'un innocent amour.

Derniers jours de mai, premiers jours de juin ? Je rentre un matin du lycée, comme chaque jour, un peu après midi. Je trouve, comme chaque jour aussi, ma mère assise auprès de la fenêtre, dans la salle à manger où elle ravaude, reprise, recoud pour faire durer linge et vêtements. Mais ce matin-là, elle pleure sur son ouvrage. Je n'ai pas besoin de lui en demander l'explication : elle coud sur nos vestes, à gauche et à la hauteur du cœur, les étoiles jaunes qui viennent d'être distribuées. Je suis consternée mais impuissante à la réconforter. Heureusement mon frère aîné, jamais à court d'idées, fait une démonstration très réussie des milles manières dont, avec le bras, un sac, un livre, une casquette et diverses contorsions, on peut

parvenir à dissimuler la marque infâme. Tout le monde rit et c'est un peu moins tristement qu'on passe à table.

15 juillet. Ce jour-là, j'affrontais à la Sorbonne l'oral de mon baccalauréat, première partie. A l'époque, la cérémonie, dans sa minutieuse progression, méritait ce cadre solennel. Le nombre des bacheliers admis en 1<sup>re</sup> partie avait eu beau quadrupler en trente ans, passant, de 1910 à 1942, de moins de 8 000 à 32 000. Dix fois moins environ qu'en cette fin des années 80. En juillet 1953, dans *Le Figaro*, Gérard Bauer, dont la chronique, sous la signature de Guermantes, fait regretter la disparition de l'art d'écrire de si jolis riens, note cette « gracieuse nouveauté » que sont les bachelières dont il observe le « fleurissement » au hasard d'une correspondance et d'un arrêt au buffet d'une gare pyrénéenne où la fille de la maison, à l'émoi du préposé aux bagages, venait d'être reçue à son bachot. De si jolis riens ? C'est tout de même à Gérard Bauer que revient la paternité de la formule qui définit avec le plus de bonheur la « pièce » jouée par le gouvernement de Vichy : « Qui l'a faite, la pièce ? On ne sait pas encore. Shakespeare ? Jarry, Courteline, Corneille ? Peut-être les quatre ensemble. »

Je n'avais pas encore terminé les épreuves que je vis inopinément arriver ma mère. Elle me fait signe de la rejoindre dans un angle. Elle qui attachait tant de prix aux études de ses enfants, de ses filles comme de ses garçons, elle ne prit même pas le temps de m'interroger sur le déroulement de mon examen, ce qui me fit aussitôt concentrer mon attention.

Elle m'exposa d'une voix nette, dépourvue de toute théâtralité — un frémissement secret disait seul l'angoisse et la tendresse —, la rumeur qui courait notre quartier, le quartier des Enfants-Rouges et le Carreau du Temple : on disait que se préparait pour la nuit suivante une grande rafle. Il ne fallait donc pas que je rentre à la maison ; je devais aller chez ma camarade Jacqueline et lui demander de m'abriter pour la nuit.

Après que les résultats eurent été proclamés, je m'attardai encore dans la petite foule jacassante des candidates qu'avaient rejointes frères, cousins et prétendants gantés, cravatés et chapeautés, puis, ayant pris congé, Roger et moi traversâmes le square des Écoles jusqu'au bas de la rue des Carmes où celui-ci me quitta pour regagner Saint-Louis.

J'étais de bonne humeur dans ma tenue de petite lycéenne correcte avec ma toque et mes gants de filoselle bleu tendre, mes socquettes blanches en fil d'Écosse qui composaient le vestiaire obligatoire de la fonction. Un seul détail qui n'appartenait pas au règlement intérieur du lycée : sur ma veste, l'étoile jaune. Mais l'air était doux, l'oral avait bien marché et ce rêve de mon enfance — être autorisée à passer la nuit chez une amie — allait se réaliser. J'avais des rêves modestes. Rien ne pouvait faire que je n'eusse pas les rêves de mon âge, même si les réalités de la guerre et de la persécution les faisaient paraître plus candides qu'ils ne l'auraient été en un temps plus normal.

En arrivant place des Vosges, je regardai de loin la statue de Louis XIII autour de laquelle depuis ma toute petite enfance j'avais chaque jour, après l'école, joué à la marelle. Maintenant, l'entrée du square m'était interdite et je n'avais pas de raison impérieuse d'enfreindre cette interdiction.

Quand j'exposai à Hélène, qui faisait fonction de chef de famille, la requête de ma mère, celle-ci, qui avait le port chaste et doux d'une Madone à l'Enfant, réfléchit puis, sans aucune brutalité, avec cette pleine confiance qu'il y avait entre nous, m'objecta qu'elle ne pouvait y consentir. C'était une trop grande responsabilité pour elle qui avait déjà celle de deux très jeunes filles. Il me parut qu'on ne pouvait lui donner tort et, quand elle me suggéra d'aller demander conseil à ma tante qui habitait non loin de là, je trouvai l'idée excellente.

Tante Mimi me reçut très gentiment, me donna l'une de ces friandises qu'elle confectionnait avec les pauvres ingrédients du rationnement et me dit que la rumeur l'avait atteinte. On lui avait en outre signalé que des personnes, dont elle ne connaissait pas le nom mais qui habitaient rue de Sévigné, étaient disposées à accueillir des juifs à la recherche d'un abri provisoire. Elle m'invitait à y aller voir.

Je remis donc toque et gants et, toujours contente — mais tout de même un peu moins que deux heures auparavant, parce qu'il allait bientôt être 20 heures, l'heure du couvre-feu, et qu'il fallait donc que je me hâte de trouver un toit —, je repartis par la rue Saint-Antoine.

De l'hôtesse qui me reçut, je n'ai gardé aucun autre souvenir que celui d'une voix attentive et chaleureuse. Oui, je n'avais qu'à entrer, et d'un doigt elle me montra au bout d'un corridor étroit une petite pièce. Celle-ci était déjà pleine de monde et il y régnait un silence morne comme, en ce temps-là, dans un salon d'attente de dentiste. J'hésitai sur le seuil : ma mère aurait-elle approuvé que je reste là, parmi ces gens inconnus, ces couples que la peur faisait se serrer un peu trop démonstrativement ? Mais puisque c'était le couvre-feu, puisque c'était un abri, je me résolus à me glisser au pied d'un sofa et, comme il m'arrivait quand décidément la vie devenait trop compliquée et incertaine, je m'endormis.

Je m'éveillai très tôt le lendemain matin. Avec précaution, j'enjambai quelques corps enlacés et j'allai jeter un coup d'œil par la fenêtre. Tout était calme. Bah, pensai-je, ça devait être encore un faux bruit. Je résolus donc de retourner chez moi. J'avais déjà épuisé les charmes de l'escapade.

C'était une aube tendre comme en connaissait un Paris qui, l'été, demeurait d'autant plus agreste que la circulation automobile y avait disparu. La façade de l'hôtel Carnavalet, d'un gris plutôt sale au grand jour, avait des reflets tourterelle. A peine cependant avais-je tourné l'angle de la rue de Turenne que m'apparut un spectacle effarant. Dans l'encadrement d'une de ces portes d'immeuble qui, basses et étroites, donnaient sur de sombres corridors et des escaliers imprégnés d'odeur de pipi de chat (le quartier était très pauvre et densément habité, nul n'avait encore eu l'idée de le décrire comme l'antique et noble Marais, c'était simplement un quartier juif), je vis un agent de police en uniforme qui, à chaque bout de ses deux bras, portait une valise et qui pleurait.

Ces larmes qui coulaient sur un visage massif un peu rougeaud, je m'en souviens distinctement parce qu'on conviendra qu'il n'est pas fréquent de voir pleurer en public un agent de police. Il s'avancait dans la rue, suivi d'une petite troupe indistincte, enfants et vieilles gens mêlés et portant ces

ballots de toile noire dans laquelle ouvriers tailleurs ou casquetiers livraient aux façonniers leur ouvrage. Je regardai la rue avec plus d'attention : et en effet je vis de plusieurs autres immeubles sortir des groupes semblables.

C'était bien la rafle. Je poursuivis néanmoins mon chemin quand, au carrefour de la rue de Turenne et de la rue de Bretagne, j'entendis s'élever jusqu'aux cieux des hurlements. Non pas des cris et des piailllements comme il arrive d'en entendre dans une foule bruyante et excitée, mais des hurlements comme on en entendait naguère dans les salles d'accouchement. Toute la douleur humaine que procurent et la vie et la mort. Un garage servait là de point de rassemblement local et on y séparait hommes et femmes.

La route vers chez moi — à quelques centaines de mètres — était coupée. Je me souviens avec une netteté particulière de ce que je ressentis : je n'étais ni indignée ni effrayée. Je n'avais pas de haine, je n'avais pas non plus de surprise, comme si je savais tout de toute éternité. Je n'avais qu'une préoccupation intense — faire exactement ce qui devait correspondre à ce que ma mère aurait souhaité que je fisse.

Une chose était claire : il ne fallait pas aller à la maison. Une autre l'était moins : où aller ? Près du jardin du Temple, je m'assis sur un banc pour réfléchir. Mon père et mes frères devaient être à l'abri puisque ma mère m'avait dit qu'elle s'en occupait.

Mais ma mère ? Et ma petite sœur ? Sans doute avaient-elles été accueillies chez nos fidèles voisins de palier, les Poubtan, qui avaient vu naître notre petite Shirley Temple, inséparable compagne de jeu, dans l'un ou l'autre appartement, de leur fils Jean.

Dès lors, un vers d'un poème de Rimbaud me revint à la mémoire : « Et le bureau ? » objecte une fille à qui son amoureux propose une virée à la campagne. Voilà, la rafle, c'était bien beau, mais il me fallait aller travailler. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet, j'étais employée dans un bureau de l'avenue de l'Opéra où l'on avait consenti à m'embaucher, il est vrai à un tarif de misère malgré ma qualification professionnelle. Ne pas m'y rendre n'arrangerait rien et je risquais de perdre ma place : que dirait mon père ?

Ce que dirait mon père, je le sus le soir même. Tout s'était bien passé pour nous. Comme je l'avais pressenti, quand à 4 heures du matin elle entendit le branle-bas dont résonnait le commissariat de police de la rue voisine, ma mère avait enveloppé Françoise dans une couverture et l'avait portée chez nos voisins. L'enfant de huit ans y avait d'ailleurs à sa grande joie passé la journée et pris ses repas. Pour elle et pour Jean, c'était le bonheur, mais un bonheur retenu et grave, car les petits ont des antennes pour savoir mieux que personne deviner ce qu'il y aurait de malséant à rire et à s'agiter.

Cette fois, la leçon était claire. Il fallait partir. La réaction de mes parents ne fut pas isolée. En fait, la grande rafle du Vél'd'hiv' qui, en principe, paraissait n'avoir concerné encore que les juifs étrangers — mais nul n'en avait la certitude et d'ailleurs nul ne pouvait savoir ce qu'il en



serait à l'avenir — donna le signal de la dispersion à tous ceux qui, dans la population juive parisienne, disposaient d'un minimum de mobilité.

Ma réaction personnelle fut curieuse. Je vis dans la décision de mes parents une lâcheté et sur l'instant je leur en voulus. Je n'avais aucune notion du principe des rapports de force et je n'avais pas encore fait l'expérience de la sottise qui consiste à engager un combat frontal dans une situation désespérée. Ma source d'inspiration n'était que livresque. Jeanne d'Arc, à la tête de sa petite troupe armée, obligea bien les Anglais à lever le siège d'Orléans, mais ce n'était que les Anglais et elle, c'était la Pucelle. D'une certaine manière, sauver cette fois la France et, avec elle, les juifs, aurait relevé d'une intervention plus miraculeuse encore.

Je gardai bien entendu mes objections pour moi. Il est certain que le dépit et le sentiment d'humiliation, provoqués en moi par notre départ à la sauvette et ce qu'il fallait bien appeler une fuite, contribuèrent à rapprocher le moment où je prendrais la décision d'entrer dans la Résistance et la lutte armée.

Quinze jours s'écoulèrent en préparatifs. Les meubles auxquels nous étions le plus attachés — une salle à manger en loupe d'orme dont quarante-cinq ans plus tard j'hériterai après la mort de mon père et qui, chaque fois que j'entre dans la pièce où désormais elle a pris place, me fait souvenir de ces jours-là ainsi qu'un petit secrétaire Louis-Philippe qui venait des parents de ma mère — furent confiés aux Pouban. Par je ne sais quel procédé, valises et malles furent expédiées en zone sud, gare restante à Lyon, en attendant que nous sachions où nous irions nous installer. En contrepartie des opérations de triage, emballage, pesage pour lesquelles j'étais l'auxiliaire de ma mère, les règles de vie habituelles n'avaient plus cours. Roger, en attente des résultats des concours qu'il avait présentés — il fut en fait brillamment reçu à Polytechnique et nous l'annonça aussitôt par carte interzone —, venait me chercher chaque jour à la sortie de mon travail. De l'avenue de l'Opéra nous gagnions, main dans la main, par la rue des Petits-Champs le Palais-Royal. Comme naguère la place des Vosges, la merveilleuse architecture de cet ensemble dérobé au regard des simples passants me rendait la quiétude de l'âme. D'ailleurs, je ne portais plus l'étoile jaune. Il était entendu que, de l'autre côté de la ligne de démarcation, nous cacherions le fait que nous étions juifs. Autant commencer tout de suite.

Le dernier soir, dans une maison déjà livrée aux ténèbres de l'abandon, les Pouban, tous les parents qui n'avaient pas encore fui — tante Madeleine et oncle Henri, décidés à rester à Paris, tante Mimi et mes cousines — et Roger bien entendu se retrouvèrent pour nous souhaiter bonne chance. On aurait pu s'attendre à ce que l'atmosphère fût au deuil et à la tristesse. Elle l'était sans doute pour les adultes. Le même phénomène qui avait fait de l'exode en 1940 une expérience excitante se reproduisit, au moins pour nous les enfants. Nous étions échauffés comme si devait commencer un voyage plein d'aventures passionnantes. Même quand Roger, avant de nous quitter, murmura pour moi seule : « Je t'attendrai et je prierai pour toi », la vérité m'oblige à dire que, touchée sans doute, j'avais déjà la tête ailleurs.

Le lendemain matin, tôt levés, habillés et équipés, nos parents nous

firent sortir en silence et à la queue leu leu avant que mon père tirât la porte de l'appartement derrière lui. Ce bruit sec encore qu'étouffé de la porte qui se ferme avec précaution, je l'ai depuis gardé dans l'oreille au point que le même cauchemar m'a d'âge en âge poursuivie, celui d'être chassée de chez moi. Obsession si forte que mon mari, dont la fantaisie aurait aimé parfois imaginer que nous déménagions, y a renoncé pour m'épargner de « perdre la maison ».

Dans le train pris à la gare de Lyon, mon père nous dévoila seulement le scénario qui devait nous permettre de franchir la ligne de démarcation. Mon oncle Lambert, le mari de tante Mimi, lui avait recommandé les services d'un passeur qu'il avait retenus de Paris — à un prix relativement modique, quelque 10 000 francs de l'époque, environ 10 600 francs d'aujourd'hui. A la descente du train, à Saint-Pierre-le-Moutiers, nous serions attendus et amenés dans une ferme où nous déshabiller et nous mettre en maillot de bain. Henri serait chargé de transporter le sac marin où seraient tenues au sec nos affaires pour que nous puissions, arrivés de l'autre côté, nous rhabiller. Moi, j'aurais à m'occuper de Françoise, car nous traverserions l'Allier à la nage, du banc de sable qui séparait la rivière en son milieu jusqu'à la rive opposée où commençait la zone libre.

Tout se déroula comme prévu. Il faisait beau. Par un sentier plein d'herbes folles, nous descendîmes au fleuve. De l'Allier à cet endroit on pouvait dire ce que Jules Renard dans son *Journal* avait écrit de la Loire : « Un grand fleuve de sable quelquefois mouillé. » Nous entrâmes dans l'eau en feignant de jouer et nous éclabousser à grands cris et rires. Le passeur, lui, s'éclipsa, soi-disant pour aller s'entretenir — et, de cette manière, détourner leur attention — avec les soldats allemands qui faisaient les cent pas sur le pont situé à quelque distance de notre baignade. Le fit-il ? Nous ne l'avons plus revu et le fait est que les sentinelles déclenchèrent un tir nourri lorsque au signal convenu donné par mon père, nous avons plongé tous ensemble dans le second bras<sup>1</sup>. J'étais très bonne nageuse et j'avais arrimé sous mon bras gauche Françoise qui, avec ses huit ans, était bien sûr moins endurcie. Quand le tir commença, je lui mis violemment la tête sous l'eau et l'exhortai : « Vite, vite, Françoise, sous l'eau, sous l'eau... » Le temps qu'elle accrochée à moi nous réalîsâmes en brasse coulée dut être très honorable puisque nous prîmes pied sur la rive aussitôt après Henri qui avait, lui, à tirer un gros sac. Je jetai sans douceur Françoise dans les taillis bordiers, mais à peine Henri et moi nous étions-nous retournés pour voir où en était le reste de la troupe que nous devinions ma mère en difficulté, à moitié évanouie. Nous sautons à nouveau dans l'eau, la soutenons et la remorquons. Enfin tout le monde est là et s'ébroue à l'abri des hautes

---

1. Mon frère Jean-Jacques, l'historien, a une version de la scène un peu différente. Selon lui, il n'y a pas eu de tir. Seulement, en arrivant à la baignade où nous aurions dû trouver s'ébattant une petite foule d'habitues au sein de laquelle nous dissimuler, il s'est avéré qu'il n'y avait personne sauf un baigneur solitaire qui se révéla être un Allemand et qui, nous ayant vus, se dirigea vers le pont où se tenaient les sentinelles, peut-être pour donner l'alerte, ce qui précipita la décision de mon père de donner le signal pour que nous nous jetions tous dans le second bras.

herbes qui envahissent la rive gauche. Les dernières balles ricochent sur l'eau redevenue paisible avant que le silence ne se rétablisse.

De nouveau, en file indienne, nous suivons un chemin sinueux jusqu'à la ferme qui nous a été indiquée et où l'on doit nous recevoir pour la nuit. Tout à coup je m'écroule par terre, je pouffe, je pouffe, en montrant du doigt un panneau indicateur, et tous les autres comme moi se mettent à rire aux éclats, à rire follement. Sur le panneau, il est indiqué : Lurcy-Lévy, 10 kilomètres. Lévy, Lévy... C'était bien la peine<sup>1</sup>.

La nuit suivante, nous avons tous été un peu malades. Mais la peur rétrospective est pardonnable quand on fait ce genre de chose en famille.

---

1. En fait, il s'agissait de Lurcy-Levis. Avions-nous mal lu, un peu chamboulés comme nous étions, ou le panneau était-il mal orthographié ?

### 3.

## Grenoble, 1942

La zone sud. La zone libre. Dans quelques mois, en novembre, ce ne sera plus que la zone sud. En cet été 1942, si la liberté y est relative et sous contrôle, le sentiment de sécurité qu'on y éprouve après avoir franchi la ligne de démarcation est incontestable. Un sentiment qui n'est peut-être pas de triomphe comme celui ressenti par qui est parvenu de l'autre côté de la frontière espagnole, ni de total réconfort comme celui ressenti après qu'on a réussi à se faire recevoir en terre helvète, ni d'étonnement ravi comme celui ressenti après qu'on a franchi la frontière italienne. Mais tout de même : c'est la zone non occupée, c'est la zone libre.

Reste à savoir où s'installer. Voyageurs sans bagage et sans projet, rien ne nous presse, mon père nous a ménagé une halte pour y réfléchir à loisir.

Il faut ici rappeler que la sœur de ma grand-mère maternelle, tante Hélène, avait été propriétaire dans les années 20 de l'hôtel du Nord à Reims. Dans les années trente, quand de nouveau commencent à courir des rumeurs de guerre, elle et son mari Edmond Weill, qui avaient dû en 1914 se réfugier à Saint-Etienne, prennent les devants et se portent acquéreurs, après avoir vendu leur fonds de Reims, d'un hôtel comparable à Bourges, l'hôtel d'Angleterre, place des Quatre-Piliers. C'est là que tante Hélène s'éteint en 1938. Et c'est aussi non loin de Bourges que son mari, l'ancien boucher qui avait alors soixante-seize ans, et l'un de ses deux fils, Fernand, trouveront la mort en 1944 dans l'une des tragédies les plus révoltantes de l'occupation. Le 21 juillet 1944, la Gestapo de Bourges, forte d'une cinquantaine de soldats allemands et accompagnée d'autant de miliciens, fait irruption à Saint-Amand-Montrond, paisible et riante sous-préfecture du Cher. Saint-Amand avait accueilli en 1939 de nombreux réfugiés alsaciens parmi lesquels un certain nombre de familles israélites dont les chefs étaient nés dans ces petites villes du Bas-Rhin nommées Ingwiller, Hœnheim, Dettwiller, Mommenheim. Plus tard, elle avait encore reçu, en provenance de zone occupée, de nouveaux réfugiés, tous juifs. Edmond, Fernand et la sœur d'Edmond, Jeanne Lang, y avaient une maison qu'ils habitaient de préférence à Bourges où leur hôtel avait été « aryansé ».

Au petit matin du 23 juillet, dans des conditions de grande brutalité, 71 juifs (27 hommes, 35 femmes, 9 enfants) sont raflés et amenés en deux camions à Bourges pour être incarcérés à la prison du Bordiot, gardée par

un personnel allemand. Le lendemain à 16 heures, le vingt-septième prisonnier ayant réussi à s'enfuir avant le transfert à Bourges, les 26 hommes auxquels sont venus s'adjoindre deux autres détenus juifs déjà emprisonnés, au total 28 hommes parmi lesquels sept vieillards de plus de soixante-dix ans, le plus âgé ayant quatre-vingt-cinq ans, et un jeune homme de seize ans sont embarqués dans une camionnette bâchée. Le 8 août, c'est au tour des huit femmes choisies parmi celles qui peuvent être séparées de leurs enfants.

Après de difficiles recherches et grâce aux indications fournies par un miraculeux rescapé, on retrouvera en octobre 1944, à quelques kilomètres de Bourges, les trente-six corps gisant au fond de deux puits de 35 mètres creusés dans le domaine abandonné de Guerry. La plupart des victimes y avaient été précipitées vivantes, leurs restes étant dissimulés sous des blocs de béton et de grosses pierres qui avaient été jetés par-dessus.

Nous ne sommes encore qu'en 1942. Dans l'hôtel de Bourges, la sœur cadette de ma mère, tante Lulu, avait travaillé. Femme de ressource et d'entregent, elle était devenue fort amie de Mme Guet, propriétaire à l'époque de l'hôtel Talleyrand à Bourbon-l'Archambault, une charmante petite ville d'eaux qui avait connu la grande vogue sous Louis XIV. Y faisaient régulièrement leur cure le Grand Condé, le maréchal de Noailles, Scarron, Mme de Sévigné qui, dans une lettre du 7 juillet 1680, met dans la bouche de son oncle, Philippe-Emmanuel de Coulanges, sa propre aversion pour « la vie triste, réglée et saine de Bourbon<sup>1</sup> », Mme de Montespan, Boileau qui, importuné par un jeune homme du cru s'obstinant à lui soumettre de méchants vers, avait écrit, face au Logis du Roy où les eaux captées alimentaient les bains de trois salles voûtées,

Il me paraît, admirable fontaine,  
Que vous n'eûtes jamais la vertu d'Hippocrène.

(Hippocrène, faut-il le rappeler ?, c'est la « fontaine du cheval », consacrée aux muses, qui avait jailli au flanc de l'Hélicon après que Pégase eut frappé le rocher de son sabot.)

Est-ce à Bourbon que j'ai contracté mon goût pour les villes thermales ? Plutôt à Plombières quand, en 1949 et enceinte, j'y ai passé une saison auprès de ma mère à qui les médecins avaient déconseillé l'air vif et trop iodé de son cher Cayeux. Ma mère s'y ennuya à mourir et retourna derechef à Cayeux. Moi, j'adorai cette vie lente et compassée de promenade dans les chemins aimables qui, du ravin où la ville était blottie, escaladaient le versant planté de balsamiques sapinières, ou par des rues aux balcons d'opérette — Rossini, dans son opéra *Il Viaggio à Reims*, y fait s'oublier un diplomate chargé de se rendre au couronnement de Charles X. Les vitrines de tradition offraient d'arachnéennes dentelles du pays, des sirops et liqueurs des Vosges... et de vieux livres : j'y achetai une biographie de Maimonide,

1. Genès Pradel, *Madame de Sévigné en Bourbonnais. Ses séjours à Vichy et à Bourbon-l'Archambault*, Montluçon, Grande Imprimerie du Centre, 1926.

curieux souvenir et étrange intérêt à cette date que je tiendrais pour abusif de considérer prémonitoire.

Mon attrait pour les villes d'eau, c'est mon côté viennois et *gemütlich*. L'atavisme de mes ascendances rhénanes où Baden-Baden, Spa, Ischl, Carlsbad, Salzbourg dessinent une ronde d'ombrelles, de kiosques à musique, de bottines, de baisemains, de canotiers, d'hortensias, de cabriolets, d'auvents et de marquises, mélange d'empire des Habsbourg et de roman russe. Bref, mon côté Schnitzler et Paulina 1880. Aussi n'ai-je rien trouvé de plus sinistre et peut-être d'authentiquement dostoïevskien que la caricature grotesque et pitoyable qu'était devenue Mariánské Lázně, l'ancienne Marienbad, vouée en 1950 aux couples d'apparatchiki, niveau cadre moyen du PC tchécoslovaque et des partis frères.

Même si l'on y croisait des rhumatisants et scrofuleux conduits encore, s'ils ne pouvaient marcher, en chaise à porteurs au grand établissement thermal, de facture néoclassique, en pierre blanche du Poitou alternant avec des panneaux revêtus de briques vernissées rouges, et aux sources de Jonas et de Saint-Pardoux, Bourbon-l'Archambault, tel qu'en 1942 j'ai encore connu l'aménagement qui datait des années 80 du siècle précédent, évoquait plutôt la bergerie à la Marie-Antoinette : herbe drue, vaches plantureuses, lait crémeux, paysage clos et métairies, jardins où, autour de tables nappées et ombrées de grands parasols, des dames pépianthes jouent aux cartes par-dessus des assiettes de pâtisserie. Des réfugiées aussi ? Pour une part, mais mêlées à des habituées, provinciales épouses de médecins et d'avocats du lieu, la fréquentation de Vichy étant au-dessus de leurs moyens. Avec ce mimétisme dont nous savons d'instinct qu'il était propre à dissimuler notre véritable identité, mes frères et moi nous initions au bridge. En nous tenant bien droits mais sans raideur, évitant de nous chamailler pour une tricherie, le visage avenant, l'air réfléchi comme il convenait à ces villégiatures de bon ton.

Un incident mit fin à cette belle ordonnance. Il se révéla un matin que Jean-Jacques, dont je ne connais pas de portrait plus ressemblant que la toile exécutée par Moïse Kisling en 1937 du *Jeune Garçon au chandail rayé* — visage sérieux, bouche close sur un reproche retenu, contrastant avec une chevelure très blonde bouclée et des yeux très bleus —, avait malencontreusement attrapé la scarlatine, alors la plus grave, la plus longue des maladies d'enfant, la plus spectaculaire aussi hormis la coqueluche et fort contagieuse. Si la chose s'ébruitait, il était à craindre que la propriétaire de l'hôtel des Acacias, rue de la Paroisse, où Mme Guet nous avait procuré des chambres, nous priât, pressée par sa clientèle, de quitter au plus vite son établissement. L'expérience de ma mère en matière d'hygiène fit merveille. Elle concentra discrètement tout le lait qui revenait à chacun des quatre enfants pour le réserver au petit malade. Un régime lacté absolu était alors très indiqué et même indispensable à l'enfant atteint de scarlatine. Puis, pour ne pas attirer l'attention en laissant au lit un enfant qui souffrait de la gorge, elle nous emmena chaque jour en promenade dans des prés écartés où elle pouvait le faire reposer et dormir. Reste qu'il fallait cacher l'éruption de plaques rouges et la desquamation qui signalent les phases

successives de la maladie. Le malheureux gamin dut donc porter, chaque fois qu'il se présentait en public, un pull-over à manches longues jusqu'aux doigts de la main. Comme il était très maigre, il pouvait être vraisemblable, ainsi que ma mère l'assurait, qu'il fût très frileux.

Même ainsi perturbé, le séjour à Bourbon ne pouvait être qu'un plaisant intermède. Un matin, mon père nous réunit tous autour de lui. Pour la première fois — avions-nous à ses yeux suffisamment grandi et mûri pour être devenus dignes d'être consultés, était-ce plutôt que nous avions bien fait face à l'épreuve de la traversée de l'Allier ? —, il nous demanda où nous aimerions aller. Les raisons de nos choix furent sans mystère. L'un suggéra Nice pour voir enfin la mer Méditerranée ; l'autre Toulouse pour je ne sais plus quelle raison. Moi, je tenais pour Grenoble. Je n'avais jusqu'à jamais vu de montagnes et je me représentais Grenoble — l'une des villes les plus plates qu'on puisse imaginer ! — comme accrochée à des flancs rocheux d'où dégringolaient maisons et rues.

En fait, mon père avait déjà son idée. Ce serait Grenoble qui se trouvait alors sous la juridiction italienne dont le caractère débonnaire était général et plus accentué, encore quand il s'agissait de ne pas faire tort aux juifs. C'est là l'un des traits qui interdisent, sauf pour les exigences d'une théorisation sommaire et dogmatique, de confondre dans une même catégorie le fascisme italien et le nazisme. En somme, même si le fascisme avait eu l'ambition déclarée de construire enfin un « État fort », il était encore trop marqué par la culture politique italienne classique, y compris ses apparentes « faiblesses » (nonchalance et corruption), pour sombrer dans la barbarie.

J'ai aussi une bonne raison pour me souvenir de notre arrivée à destination — Grenoble : j'y reçus la seule et unique gifle que j'aie jamais reçue de mon père, de surcroît imméritée, ce qui est le comble mais aussi le côté fatal d'une gifle unique. A la descente du train, par une nuit d'encre seulement zébrée des grands éclairs d'un orage de montagne, des déferlements d'eau avaient noyé en d'immenses flaques place, trottoirs et caniveaux. Mon père, au seuil de cette ville inconnue, entre les trois voies qui s'ouvraient devant lui en éventail, hésitait sur la route à prendre pour gagner la pension dont il avait l'adresse. C'est alors que, manquant le bord du trottoir dissimulé par l'eau qui s'écoulait en torrent, je trébuchai et que s'ouvrit le couvercle de mon « instrument de travail », ma machine à sténotypie dont le rouleau de papier cavalcada dans le ruisseau, tel le serpent de papier hygiénique qu'à la télévision le bébé Lotus tire derrière lui. Triste début pour une vie de cape et d'épée qui allait durer deux ans !

La pension Lonjon, cours Berriat, c'est l'éternelle pension des nouvelles et du journal de Katherine Mansfield : « On dirait que je passe la moitié de ma vie à arriver dans des "hôtels étranges". Et à me demander si je peux tout de suite aller me coucher.

"Voudriez-vous aussi remplir ma bouillotte d'eau chaude ?... Merci ; c'est délicieux. Non, je n'aurai plus besoin de rien."

La porte inconnue se referme sur l'étrangère et alors je me glisse entre

les draps. J'attends que les ombres sortent des recoins et tissent leur lente, lente toile sur la Plus Laide De Toutes les tapisseries<sup>1</sup>. »

La pension Lonjon : au bout d'un long couloir étroit partant de l'extrémité du cours, à l'un des carrefours les plus animés et, en été, les plus ensoleillés du centre-ville, un jardinet intérieur à la grâce définitivement fanée était censé donner air et lumière à la salle à manger, imprégnée de cette odeur fade et composite des lieux de refuge temporaires. Le mobilier disparate qui s'y entassait disait assez qu'on avait en hâte rajouté des tables, non pour y accueillir, mais pour y recueillir une humanité flottante de gens aussi affairés qu'inoccupés. On y voyait des couples éperdus de vieilles gens dont l'homme, à force de faire le dos rond et de n'oser plus ouvrir la bouche sur son mauvais français, gardait baissés les yeux dont la flamme de vie s'était, par économie et sentiment d'inutilité, laissé éteindre. Au contraire, la femme, de ses doigts bagués, déformés mais toujours agiles, et de ses yeux fureteurs, cherchait sans trêve ce qu'elle pourrait grappiller et, enveloppé dans une serviette de papier qu'elle tiendrait au fond de sa paume comme un mouchoir, emporter avec elle dans sa chambre bien que ce fût strictement prohibé.

Rien ne rappelait que cette pension ait jamais pu constituer un lieu de séjour plaisant pour des voyageurs, sans doute pas très argentés mais pleins de gaieté et d'allant à la veille de quelque excursion dans le Vercors ou en Oisans. Ou pour des étudiants nantis venus de très loin, des extrémités balkaniques et orientales de l'Europe et même d'Extrême-Orient, dans une ville où les problèmes techniques posés par la maîtrise de l'énergie blanche des torrents de montagne avaient fait éclore des instituts d'ingénieurs de haut niveau et de grande réputation internationale.

L'atmosphère n'était ni aux vacances ni aux études, mais à l'attente. A cette attente très particulière, creuse, vide, inerte qu'est l'attente d'on ne sait trop quoi. Une attente muette. De quoi parler puisque tout le monde savait à quoi s'en tenir sur l'identité de tous les autres, la même que la sienne, bien qu'il y en eût qui s'efforçaient de donner le change, par gloriole, frictionnant leur dignité ou pour mieux tromper l'humiliation qui rongait leur âme à la manière des termites le bois ?

De temps en temps seulement se développait un semblant d'animation. Les voix, basses à l'ordinaire, limitées aux échanges du « passe-moi le sel » ou du « veux-tu de la moutarde ? » entre membres d'une même table, s'élevaient, se rejoignaient par-dessus les tables, s'unissaient dans une conversation générale. C'était signe que soit des nouvelles du front russe ou de Cyrénaïque et d'Égypte — El-Alamein, Rommel, Montgomery — appelaient interrogations et commentaires, soit, et c'était plus souvent le cas, qu'échanger des expériences et des services requérait des informations utiles pour trouver logement, travail, papiers d'identité, pour offrir des points de comparaison entre les divers lieux, réseaux et techniques de fuite et de dissimulation des personnes et des biens.

Il faut admettre également que la qualité des repas n'était pas propre à

---

1. K.M., *Journal*, 21 juin 1918. Cf. *Pension allemande*, 1911.



engendrer la « chaleur communicative des banquets ». On ne nous nourrissait que de cardons et de bettes « au naturel », plantes potagères aqueuses et filandreuses, plus fades encore et moins attrayantes qu'artichauts et poireaux quand on n'a ni jus, ni crème, ni vinaigrette pour les accommoder. En attendant topinambours et rutabagas qui seraient aliments d'hiver, mes frères et moi explorions la ville. Une fois remise de ma déconvenue quand s'imposa à moi la rigoureuse platitude du site de Grenoble au confluent des deux vallées de l'Isère et du Drac, j'eus encore à faire l'expérience du trompeur effet de perspective qui donne à croire que le cirque de montagnes est à portée d'une promenade à pied. Par un sentier qui épousait d'anciennes fortifications, je me contentais d'escalader un éperon rocheux qui, sur la rive droite de l'Isère, surplombe de ses murailles la vieille ville des Dauphins et porte à son sommet deux forts, d'abord le Rabot puis la Bastille. Le reste du temps, nous arpentions les rues stendhaliennes du pourtour de la place Grenette ou de préférence les larges avenues du XIX<sup>e</sup> siècle rayonnant de la place de la Bastille — le cours Jean-Jaurès, le boulevard Gambetta, le boulevard Édouard-Rey —, le nez en l'air, comptant toutes ces innombrables fenêtres dont aucune n'était nôtre.

Par bonheur, dans l'esprit de mon père, la pension Lonjon dont l'existence lui avait été signalée par les Lefko, parents de la bru de tante Zoé — on remarquera le rôle quasi exclusif des réseaux familiaux élargis dans la formation des circuits de fuite —, ne devait être qu'un abri provisoire. Il ne le disait pas ouvertement, mais cette pension était vraiment trop pleine de coreligionnaires à qui, c'était le cas des Lefko (Lefkowitz), il avait fallu raccourcir le trop long patronyme en l'amputant de sa désinence étrangère. N'importe comment, il n'était pas prudent de s'y attarder dès lors qu'on voulait ne pas apparaître pour ce qu'on était.

Un jour enfin — il y avait déjà des semaines qu'entre les brefs intermèdes des maigres repas servis à la pension nous déambulions —, mes parents rentrèrent le sourire aux lèvres. A une annonce qu'ils avaient insérée dans le quotidien local de plus fort tirage, *Le Petit Dauphinois*, ils n'avaient reçu qu'une seule réponse, mais c'était la bonne. Ils venaient de visiter et retenir, à un prix pour l'époque évidemment exorbitant — 1 000 francs par mois —, un appartement meublé qui, à les entendre, nous convenait parfaitement. A deux pas de la pension Lonjon, sur le même trottoir du cours Berriat, c'était l'un de ces appartements dignes et délabrés qui correspondaient bien à notre situation de détresse décente. Situé plein nord au premier étage sur la rue d'un immeuble de belle apparence avec un balcon d'où, en se penchant, on apercevait les contreforts du Vercors et la crête du Moucherotte, cet appartement, dans une tonalité verdâtre qui, quelques décennies plus tôt, avait dû avoir éclat et fraîcheur, se composait de trois pièces séparées par un couloir, d'une cuisine et d'un réduit à destination incertaine. Les deux premières pièces étaient des chambres à coucher dont la plus proche de l'entrée fut réservée aux garçons et celle du milieu, la plus noble, aux parents. La troisième pièce était une salle à manger au fond de laquelle se cachait une alcôve, fermée le jour mais d'où le soir, une fois tirés les rails sur lesquels il était installé, le lit glissait hors

de sa boîte pour s'aérer un peu. Ce ne pouvait revenir qu'aux filles bienheureusement petites, l'une par la taille, l'autre par l'âge. Elles n'étaient d'ailleurs pas à plaindre puisqu'en hiver la salle à manger serait la seule pièce où une salamandre, même peu garnie, entretiendrait un soupçon de chaleur. En revanche, le ménage qu'il me revenait d'y faire exigeait une gymnastique attentive. Cette expérience m'a convaincue que le jogging n'aurait pas eu besoin d'être mis à la mode si entre-temps la vitrification des parquets et la moquette ne s'étaient généralisées.

Je ne saurais dire si notre appartement était plus ou moins semblable à la moyenne des logements de l'époque au centre de Grenoble. Tout point de comparaison me fait défaut : au cours des deux années où nous avons habité la ville, aucun de nous, à une exception près que j'évoquerai bientôt, n'a eu l'occasion de pénétrer chez un Grenoblois de souche. Faut-il voir dans ce trait un refus provincial obstiné, la marque d'une totale absence de cœur ou même de pitié à l'égard d'étrangers, qui plus est possiblement des juifs, même s'il n'était pas exclu que ce fût, à en juger par leur patronyme, des Alsaciens ? Ce ne serait pas équitable. A l'exception de la directrice du lycée de jeunes filles, Mme Caraccio, qui réserva à ma mère, quand celle-ci vint avec sa déférence coutumière me présenter et demander mon inscription en classe de philosophie, un accueil très déplaisant bien que mon livret de l'année précédente fût excellent<sup>1</sup>, nous avons été très correctement reçus et traités partout — à l'école, au travail — où nous fûmes en contact avec les gens du cru, à la ville comme dans ses environs. Mais de là à nouer des rapports privés, à entrer dans une familiarité réciproque, la chose ne venait à l'esprit d'aucun des deux côtés. Une société est comme un océan : des courants multiples la traversent, circulent, ondoient mais ne se fondent ni ne fusionnent.

Une fois installés dans nos nouveaux quartiers, ne restait plus à résoudre que ces deux priorités traditionnelles de la morale parentale : l'école pour tous les enfants et le travail pour moi.

J'avais eu le temps de frictionner ma machine tombée à l'eau et de rembobiner le rouleau de papier facétieux. Après consultation des petites annonces que *Le Petit Dauphinois* affichait dans le hall de ses locaux, avenue d'Alsace-Lorraine, je m'étais présentée chez un homme de lettres à la recherche d'une secrétaire à qui dicter ses œuvres.

J'ai, beaucoup plus tard, lu maintes études de sociologie du travail. J'ai aussi beaucoup pratiqué Simone Weil. Je n'ai pas reconnu, dans les pages d'agonie qu'elle consacre à son stage ouvrier, mon expérience du travail salarié. Certes, je n'ai pas travaillé en usine, mais j'ai travaillé dans les bureaux d'un certain nombre d'entreprises. Il est vrai que j'étais là non pour observer, encore moins pour participer ni me solidariser, mais par nécessité, comme une obligation imposée par la vie. La chose était normale,

---

1. La chose avait dû être pénible à ma mère, compte tenu de l'admiration éperdue qu'elle vouait à tout ce qui relevait de l'école et de l'enseignement publics, puisqu'elle me le rappela en un temps où sa mémoire pourtant semblait évanouie.

naturelle en quelque sorte. Pas un intermède, pas une parenthèse. La vie. Et, de ce fait, sans fin programmée, sans date limite.

La plus pénible fut ma première place, à Paris, en juin-juillet 1942. Je n'avais pas encore compris que le rythme d'une journée de travail, à raison de trois heures le matin et de quatre heures et demie l'après-midi pendant cinq jours et demi, ne pouvait être celui des devoirs à la maison où plus vite on a fini, plus vite on est libre. Embauchée par l'Organisation pour la défense des familles des morts pour la France en 39-40, j'étais seule dans un grand bureau de l'avenue de l'Opéra, au septième étage, avec un balcon qui faisait le tour de l'appartement. Un bureau splendide, avec des glaces partout pour me regarder. Le patron venait une fois tous les trois jours. J'avais à me débattre au milieu d'un courrier énorme, sur des questions épineuses que je tranchais au mieux, en essayant de trouver dans les placards, où régnait un inexprimable désordre, des références. Je travaillais à la chaîne : 60 lettres par jour. Et tout cela pour 60 francs. Dans ces conditions, la fin de l'après-midi se traînait, affreuse : la tête me tournait, une tristesse glauque me submergeait. Quand enfin je sortais, j'étais vidée et accablée par le côté sordide de la vie.

Dès que, dans d'autres places où dactylos et secrétaires étaient en nombre, des collègues m'eurent gentiment montré comment il fallait s'y prendre pour se ménager des temps de pause — sans pour autant négliger ni saloper sa tâche —, cela alla mieux. Ce qui me fut aussi un inépuisable sujet d'ahurissement et de perplexité, c'était la gaieté salace des conversations dans les bureaux à composante exclusivement féminine. Ce que les filles pouvaient se raconter, de leur ventre, de leur dimanche et de leur nuit, c'était à n'y pas croire mais aussi impayable !

Mais revenons à mon homme de lettres grenoblois. C'était, je crois bien, rue Voltaire ou dans l'une de ces rues du XVIII<sup>e</sup> siècle, entre la place de Verdun et la place Notre-Dame, pleines d'hôtels aux façades Louis XVI avec leurs hautes fenêtres voilées de grands rideaux à volant de dentelle ou festonnés, en guipure, en tulle point d'esprit ou encore en linon, en batiste ornée de broderie ajourée. Des tentures de damas, velours ou brocart achevaient d'encapuchonner la lumière, rendant l'atmosphère de ces grandes pièces, aux murs couverts de boiseries et de stucs ou tendus de perse, sombre, humide, figée. La seule note un peu gaie, outre le bois doré du mobilier Louis XV, était due aux têtiers de dentelle Renaissance blanche ornées de glands et jetées sur le velours passé des fauteuils Voltaire.

Mon nouveau patron était donc un écrivain. J'ai oublié son nom. Je n'ai pas eu loisir de savoir beaucoup de lui : cette demeure lui appartenait-elle ? Descendait-il de l'un de ces « messieurs du Parlement » dont l'esprit frondeur, le souci des libertés locales et, contrastant avec la vertu de prudence qui caractérisait la gestion des affaires à eux confiées, une certaine outrecuidance quant à la nature à long terme de leurs véritables intérêts avaient inspiré, pour contrecarrer la réforme de Lamoignon, les violences, le 7 juin 1788, de la Journée des Tuiles ? Avait-il d'autres occupations que d'écrire et qu'écrivait-il ? Je ne le sais pas davantage.

C'était, si j'en crois le seul souvenir que j'en aie gardé, un homme

vêtu de noir, étriqué et flatulent, distant, empesé et pourtant de mise négligée, vieille toupie engoncée dans ses préjugés, ses privilèges et ses tapisseries. Mais ce souvenir peut fort bien ne correspondre à rien de réel, déformé qu'il est, reconstruit au prisme de l'idéologie qui va, peu après, pénétrer mes sens, commander mon esprit, geler a priori tout sentiment de curiosité, sans parler de sympathie, à l'égard d'un « patron », de classe et d'âge à l'opposé des miens.

Pourtant, le portrait ne doit pas être entièrement faux, car ce qui m'est bien présent, c'est le silence de tombeau de la pièce où je travaille, avec ses doubles portes redoublées de portières et ses doubles fenêtres redoublées de tentures, c'est le caractère hostile de l'imposant secrétaire à cylindre, placage d'acajou, filet de bois clair, bronzes, cuir vert doré aux fers, devant lequel j'ai été installée, coccinelle, termite, scolopendre fébrile, le nez à la hauteur du buvard, emprisonnée dans un fauteuil trop bas aux bras trop arrondis, ahurie ou apeurée par toute cette solennité inconmode.

D'où ma réaction, fatale à mon avenir de servante des belles-lettres. Du fat qui, dans mon dos, traînant les pieds de long en large, se rengorge en me dictant des phrases ornées et laborieuses qu'il feint de faire jaillir de source comme s'il les improvisait, je me libère avec une spontanéité si naïve qu'elle aurait désarmé l'Anglais le plus dépourvu d'humour. Quand, oublieux de ce qu'il n'est là qu'à dicter sa prose à une secrétaire novice et d'occasion, il me lance, d'un trémolo frémissant, inspiré : « Où sont les neiges d'antan ? », j'éclate de rire. Où sont en effet les neiges d'antan ? Qu'y avait-il de drôle qui justifiait l'insolence ? Rien peut-être. Encore que les neiges sur lesquelles même les Grenoblois de souche s'interrogeaient déjà avec une certaine anxiété, c'était plutôt celles, redoutables, du prochain hiver sans charbon. N'importe comment, il me fallait rire — ou pleurer. Et à peine ai-je ri — pas sous cape, pas en pouffant, non, un beau rire franc, des yeux, des lèvres, de la gorge —, je prends conscience de l'énormité de mon imprudence, de mon impudence. Avec la même fulgurante prescience d'avoir oublié ses clefs à l'intérieur que donne le seul bruit de la porte d'entrée tirée à l'étourdi derrière soi. Interloqué, le dicteur se fige.

Une fois congédiée et sur le chemin de retour à la maison, je prévois le regard réprobateur et furieux dont mon père va me gratifier. J'aurai tout loisir de méditer sur le choix des moments où il est séant de rire.

Par chance, je retrouve très vite une place et, cette fois, je la conserve une bonne partie de l'année scolaire 1942-1943. D'une commodité inespérée : de 5 heures à 7 heures chaque jour, en sortant du lycée par la petite porte de derrière qui donne sur la rue Condillac, je n'ai qu'à traverser pour pénétrer dans le local des Scouts de France qui m'ont embauchée pour toutes les petites tâches d'administration qu'implique la vie d'une active organisation de cette sorte.

J'y prendrai, dans le silence et la réserve qui conviennent à ma fonction, un vif intérêt. Ici, plus rien des pesantes fanfreluches de la demeure historique. Comme toute permanence d'association, deux ou trois bureaux au plancher nu, à la peinture qui s'écaille entre les affiches et les affichettes punaisées au mur, encombrés de bancs et de matériels hétéroclites, fanions,

sacs à dos, galoches réglementaires. Quatre décennies plus tard, ce local est toujours à la même adresse, pour le même usage et dans le même état. Pérennité d'un certain ordre.

J'ai dit que le scoutisme n'avait pas été au nombre des principes d'éducation dont ma mère avait fait sa loi et, par la même occasion, la nôtre. A l'observer de l'intérieur mais en non-pratiquante, je ne me demandais pas si cette indifférence avait été ou non justifiée. La question ne se posait plus. Ce qui m'importait, c'était d'approcher des jeunes, comme on dirait aujourd'hui, que je n'avais pas autrement chance de rencontrer, fils et filles de la bonne bourgeoisie catholique de la ville. Ce qui me frappa, c'est, comment dire ?... la netteté des uns et des autres, louveteaux ou routiers, guides ou cheftaines, chefs de patrouille ou commissaires. Netteté ?

Même au retour d'un camp ou d'une marche, ils avaient, au-dessous de la boue ou de la poussière qui maculaient leurs chaussettes et leur chandail, le corps propre et, tout autant, le cœur et l'âme. Propre, comme si en eux et sur eux tout avait été traité, poncé, ripoliné, désinfecté. Rien, dans ce constat, qui fût chez moi de l'ordre de la dérision ou du mépris, pas davantage de l'envie : seulement une sorte d'étonnement, une interrogation purement technique — mais comment font-ils ? D'eux à moi, la différence avait l'éclat de l'évidence. Aussi innocente qu'eux, lavée autant qu'eux, le corps sain et solide comme le leur, imbue des mêmes règles et principes intangibles de droiture et d'honneur, je n'avais pourtant pas ce lissé, cette résistibilité au mal. Cela venait-il de ce que, d'âge en âge, leurs ancêtres, leurs parents, eux-mêmes n'y avaient pas été exposés avant l'heure de telle manière que, quand c'était temps, ils étaient en effet « prêts » ? C'est ainsi que le maréchalisme dont les Scouts de France étaient à bon droit crédités n'avait aucun caractère politique qui préjugât fâcheusement de l'avenir. Ce maréchalisme n'était qu'en apparence l'expression d'une funeste dérive. La preuve en est que la plupart de ces jeunes gens, quand ils eurent à faire leurs preuves — en 1944-1945 —, se comportèrent courageusement au feu. Mais ils n'avaient aucun besoin ni moyen d'anticiper, ils n'étaient ni désireux ni en mesure de s'inquiéter et de s'impliquer avant l'âge légal du service de la patrie, ils n'avaient pas été élevés dans le soupçon et, de ce fait, n'avaient aucun soupçon de ce qui était de l'ordre du fiel et de la sanie. C'est ce qui les rendait si parfaitement droits, loyaux, secourables : ils avaient les mains et l'âme pures parce qu'ils avaient loisir de ne pas prendre encore, avant d'avoir achevé leur croissance physique, intellectuelle, spirituelle, le monde et les hommes en pleine figure.

Ce qui me surprenait le plus, c'est le temps que passaient les routiers à s'interroger et discuter des devoirs réciproques des fiancés et des jeunes époux. Il y avait là une manière de parler interminablement de l'amour comme si l'amour en soi n'était pas un problème, comme si le seul problème c'était non d'aimer, mais d'être fidèle. Ce problème-là était-il si urgent, compte tenu de l'urgence, me semblait-il, d'autres affaires moins personnelles ? Mais sans doute avaient-ils raison. La fidélité exige apprentissage et engagement dont il faut avoir très tôt le plus grand soin. Je m'apercevrai assez vite comment mon manque d'entraînement en la matière m'a en effet

conduite à oublier, oublier sans malice, comme on oublie ses clefs, avec la même aisance que le généreux de nature s'oublie lui-même. Le cœur non prévenu ne fait souvent qu'entériner la rupture d'abord produite par les circonstances de la vie.

Est-ce à la fin de l'année scolaire 1942-1943 ou bien avant que, pour une raison qui m'échappe, j'abandonnasse le secrétariat administratif des Scouts de France pour travailler à *La République du Sud-Est* ? Le passage de l'un à l'autre fut-il dû à une initiative qui n'était pas de mon fait ? C'est bien possible puisque *Sud-Est* était alors le quotidien catholique de la région — d'un tirage inférieur à celui du *Petit Dauphinois* — comme les Scouts de France constituaient la branche catholique — elle, la plus grosse — du scoutisme. Cela pourrait-il signifier que tant chez les Scouts qu'à *Sud-Est* ceux qui m'avaient embauchée et organisé mon transfert savaient à quoi s'en tenir sur mon identité ? Ce n'est pas certain. J'étais une trop infime jeune personne pour qu'on s'interrogeât bien à fond sur mon compte. Mais peut-être l'un ou l'autre de ceux qui avaient à me donner des ordres s'est-il un jour silencieusement étonné que cette petite dactylo, dotée sur le plan professionnel d'un début d'expérience et de bonnes connaissances techniques, fût aussi lycéenne — un titre et un état dont il faut se souvenir qu'ils étaient à l'époque peu répandus. La France ne comptait encore dans l'enseignement secondaire public qu'une trentaine de milliers d'élèves. Quoi qu'il en soit, dans ces deux institutions sur lesquelles planait l'ombre de l'évêché, le ton de la bonne éducation était de règle et ce ton impliquait que certaine question ne fût pas posée. C'était déjà beaucoup.

En tout cas, c'est bien avant la fin de l'occupation italienne (septembre 1943) que je me revois cavalant en pleine nuit dans le cours Jean-Jaurès, désert et ensommeillé, pour échapper aux lazzi, dénués de mauvaises intentions mais importuns, que me lancent les rondes de *bergsaglieri* à plumets. « Ah, la bella machina, la bella machina ! » Ils me hélaient avec une bonhomie goguenarde sans esquisser le moindre désir de vérifier si j'avais bien sur moi mon laissez-passer de travailleur de nuit.

J'ai dû en fait commencer très tôt dans l'année 1943 à assurer la permanence du dimanche soir puisque, pour me permettre, lestée de marrons grillés, d'arriver à l'heure à mon travail, mes parents donnaient dès le milieu de l'après-midi le signal de redescendre de l'aiguille de Quaix-en-Chartreuse où nous montions le matin après avoir parcouru en tram la distance de la place Grenette à Saint-Égrève. Nous y étions reçus dans l'une de ces fermes-chalets aux murs construits, sur un soubassement de pierres, avec des troncs de mélèze empilés à l'horizontale. Elle faisait à l'occasion auberge et on nous y servait un délicieux et roboratif gratin dauphinois avant de remplir de pommes nos sacs à dos. De retour à la maison, nous déversions celles-ci dans un ancien coffre à charbon remisé dans le couloir d'entrée de l'appartement. Nous étions autorisés la semaine durant et à toute heure à y faire main basse — et compléter ainsi les maigres repas. J'en ai gardé une affection reconnaissante pour ces pommes, pas très grosses, fraîches et croquantes, à l'odeur un peu sure. Elles continuent à figurer paradoxalement pour moi le côté clair de l'existence.

Que mon emploi à *Sud-Est* ait commencé très tôt dans l'année 1943 est aussi attesté par le fait que, le lundi, les professeurs qui nous faisaient cours en matinée me laissaient discrètement m'assoupir sur mon banc la tête dans les mains. Elles ne savaient trop de quoi il retournait, mais elles étaient bien certaines qu'il ne pouvait s'agir ni de paresse ni de dissipation.

C'est que cette permanence, de 7 heures du soir jusqu'à 2 heures du matin, était astreignante. Les correspondants dispersés dans toutes les petites villes alentour de Grenoble se disputaient mes services de sténo de presse pour transmettre les résultats tout chauds des épreuves sportives qui s'étaient déroulées ce jour-là dans leur commune. Neuf fois sur dix, il s'agissait de concours de boules. C'était si urgent que, délaissant ma machine à sténoscrire, le casque vissé sur les oreilles, j'enregistrais les communications en direct à la machine à écrire. Que de soins et de précautions pour ne pas écorcher les noms et les performances des héros du jour, la composition des tête-à-tête, doublettes et quadrettes, les scores de chaque partie, des demi-finales et finales avec la moyenne des tirs, le nombre de carreaux et des buts dans poule, omnium, challenge et coupe ! Car ça ne pardonnait pas. La moindre erreur, dans ces informations champêtres au sein d'une Europe en feu, faisait l'objet de plaintes et de récriminations auprès du chef d'édition qui m'étaient aussitôt répercutées.

Il est d'ailleurs inexact de parler d'épreuves sportives à propos de ces concours de boules du dimanche. Le sport n'occupait pas, dans la presse, la place éminente qu'il occupe aujourd'hui avec ses multiples disciplines et spécialités. Le jeu de boules, comme son nom l'indique bien, était encore à l'époque un authentique amusement villageois dont le caractère de jeu, jeu entre hommes qui, dans chaque bourg, se regroupaient au sein de l'association locale des joueurs de boules, l'emportait sur tout autre.

Dès les vacances scolaires venues, l'été 1943, mon service à *Sud-Est*, d'hebdomadaire, devint quotidien. Je connus alors vraiment la vie nocturne d'un journal, du côté non de sa rédaction, mais de sa composition.

Toute ma vie, j'ai aimé les journaux et, d'âge en âge, je me suis trouvée associée de plus ou moins près à un stade ou à un autre de telle ou telle variété de journalisme.

Je savais à peine marcher que je reçus la charge d'aller chaque matin chercher le journal que mon père lisait aussitôt s'il était à la maison et que ma mère lisait en prenant son café après le déjeuner. Tout en courant pour le rapporter — en ce temps-là, on ne faisait attendre ni son père ni sa mère —, je parcourais vite, vite, les titres de la une. Ça coûtait cinq centimes et je sens encore au creux de ma paume convulsivement serrée la grosse pièce brune — en ce temps-là, on ne se risquait pas non plus à perdre un gros sou.

Quand, à sept ans, pour ma première rédaction à la grande école, la maîtresse demanda de décrire le métier qu'on aimerait faire plus tard, je témoignai de goûts et d'aspirations modestes mais précis : je voulais être marchande de journaux. Oh, pas la marchande d'aujourd'hui sertie dans son élégant kiosque de verre et d'acier, mais la marchande comme elle existait avant la Seconde Guerre mondiale ou plutôt *le marchand* qui courait

par les rues d'un réverbère à l'autre en glapissant les grands titres de *Paris-Soir* dernière ! Un métier grisant : la liberté dans la grand-ville et la gaieté excitante des nouvelles — pas de mauvaises nouvelles pour un enfant. En somme, j'avais instinctivement le sens de la continuité historique. Crieuse de journaux, c'était une manière de mettre mes pas dans les pas de mes ancêtres colporteurs.

En 1943, au moins pour ce qui concerne le versant légal de mon existence, il n'était question ni d'acheter ni de vendre des journaux, pas davantage de collaborer à la rédaction de l'un d'eux, mais de n'être que l'une de ces humbles techniciennes de presse dont la voix seule est familière aux correspondants dispersés dans les communes alentour.

De 5 heures du soir — quand je prenais mon service — à minuit ou 2 heures du matin, la veillée était longue, chaotique, avec des plages de temps morts où le téléphone demeurait obstinément muet, tandis qu'à d'autres moments les appels se succédaient à un rythme effréné. Les uns prévus de longue date quand ils concernaient des cérémonies locales inscrites au calendrier, fêtes patronales, foires et marchés, comices agricoles, festivités pour le départ à la retraite d'un directeur d'école ou les noces d'or d'un couple « sympathiquement connu et estimé », messes d'actions de grâces pour célébrer l'anniversaire d'un demi-siècle de vocation sacerdotale. Dans ces cas-là, les « papiers » étaient soigneusement rédigés et dictés d'une voix claire. D'un modèle quasi unique, ils comportaient en bonne place la liste des notabilités présentes, toujours à peu près les mêmes ; aussi finissait-on par savoir par cœur leur qualité et l'orthographe de leur patronyme. D'autres appels résultaient d'une actualité de circonstance — drames domestiques, incendies et feux de grange ou de prairie, accidents de chasse ou de montagne, chutes de pierre ou de neige ayant entraîné dégâts et problèmes de circulation, enfants ou chiens échappés à la vigilance de leur mère ou de leur maître, nominations et distinctions flatteuses échues à des personnalités du cru, arrivée ou départ d'un fonctionnaire d'autorité des postes, des chemins de fer, de la gendarmerie. Dans ces cas d'urgence, les correspondants, énervés, sur les dents, bafouillaient, égarés dans leurs notes, confondant assassins et victimes et c'était toute une affaire que de mettre debout les dix ou douze lignes consacrées à l'événement.

Quelle que fût la fébrilité du jour, j'avais droit à une pause. Vers 22 heures les typos et linos de l'imprimerie, séparée par une porte vitrée du réduit où j'étais installée, venaient me chercher et m'offraient cigarettes et café. Je n'acceptais que rarement les cigarettes et pour la chaleur qu'elles donnaient à mes doigts gourds, d'autant que c'était là une attention qui à l'époque avait du prix et dont il ne fallait pas priver les vrais fumeurs. Par contre, le café, même s'il n'était qu'eau chaude teintée, combattait l'engourdissement des nuits d'hiver quand le rude climat dauphinois et la médiocrité des moyens de chauffage s'entendaient pour les rendre pénibles. Comme ce café-là n'était qu'un ersatz dépourvu d'arôme, il ne dissipait pas la forte odeur d'encre et de graisse de machine dont l'atelier et les vêtements de travail de mes compagnons, surtout leurs chandails, étaient imprégnés et qui m'écoeurait un peu. J'étais aussi intimidée, seule fille ou femme et très



jeune, dans ce petit monde d'hommes qui me traitaient certes jovialement, comme la même que j'étais, mais qui, carrés, costauds, dotés de gros doigts que procurait la manipulation des caractères de plomb, entretenaient entre eux des relations fondées sur de vénérables traditions corporatives, des habitudes du milieu, des manières d'être et de vivre.

Une heure plus tard, vers 11 heures, commençait à circuler dans les bureaux une feuille, déposée dans toutes les rédactions, qui énumérait en détail les informations qu'il était interdit de publier. Le plus souvent, des informations liées aux actions de la Résistance intérieure, surtout locale. C'était en somme une forme de censure préventive qui permettait de rendre plus rapide la vérification finale des morasses obligatoirement soumises avant l'impression aux censure française et allemande. Le jeudi 16 décembre 1943 à 20 heures devait d'ailleurs être abattu de deux balles dans la région du cœur et d'une au front l'*Oberleutnant* Hoffmann, chef de la censure allemande à Grenoble, au moment où il regagnait son domicile, une villa réquisitionnée de la rue Thiers. Le lendemain de sa mort, le couvre-feu fut fixé à 20 heures en semaine, à 19 heures le samedi et à 17 heures le dimanche.

De la feuille envoyée par les services de la censure, j'exécutais aussitôt une copie. Quelques instants plus tard, des coups légers étaient frappés au carreau d'une porte qui ouvrait vers l'extérieur sur une impasse lépreuse. La porte prudemment entrebâillée, passait une tête bouclée aux yeux rieurs, puis une main se tendait pour recevoir la copie et la silencieuse apparition — Maurice — s'effaçait déjà dans la nuit. Demain, les abonnés à *Sud-Est* trouveront dans leur boîte aux lettres, avec leur quotidien censuré, le libre supplément.

Mon travail salarié mordait à l'occasion sur mon temps de sommeil, mais il n'empiétait pas sur ma vie scolaire. Quand mes études se trouvèrent pratiquement interrompues dans l'hiver 1943-1944, ce sera du fait d'autres circonstances et activités auxquelles je vais venir.

Tandis que mes frères étaient élèves au lycée de garçons, le lycée Champollion, l'un en seconde, l'autre en taupe, j'ai donc été la première année de notre séjour à Grenoble élève de la classe de philosophie, au lycée de filles, le lycée Stendhal, avant d'entrer en octobre 1943 en première supérieure — l'hypokhâgne, comme on dit plus familièrement.

Je m'étonne parfois de la gravité des discordances qui séparent les mémoires de gens sans doute d'égale bonne foi. Par exemple, Bernard Frank et ses *Digressions* du mardi dans *Le Monde*<sup>1</sup> me plongent dans un abîme de perplexité quand, avec ce mélange de légèreté et de tartarinade qui fait le charme de la goutte de cynisme dont il humidifie la pointe sèche de son écriture, il avance ce lieu commun des militants juifs de gauche (militants dont par ailleurs il n'a que faire et parmi lesquels il n'exige pas d'être rangé) : « Laissés à eux-mêmes, sans maréchal prestigieux, [les Français] se

1. 21 août 1985. Il est depuis passé au *Nouvel Observateur*.

seraient débrouillés comme ils auraient pu. Le désastre ne se serait pas métamorphosé en revanche politique, en idéologie. La poignée de Français qui, dans les commencements, aurait résisté au risque de leur vie n'aurait pas eu à lutter, outre la Gestapo, contre la police de leur pays. Et ceux qui auraient aidé les Allemands auraient été de simples traîtres. Les juifs français et les autres ne seraient pas, par respect pour le maréchal et son administration, allés se dénoncer comme tels à la mairie. Ne se sentant pas faussement protégés, ils auraient songé davantage à se prendre en main. Mis au pilori par la seule propagande ennemie, ils auraient trouvé dans la population une complicité moins embarrassée. »

Le tissu de fausses évidences et de vraies contrevérités est ici si serré que je suis à mon tour embarrassée pour savoir par où commencer. Faut-il d'abord préciser que je n'ai aucun souci de blanchir le gouvernement de Vichy ? Au demeurant, François Mauriac — Frank le rappelle opportunément en qualifiant de « magistral » le texte qu'il écrivit à vif dans *Le Figaro* à l'heure du procès Pétain — a formulé un jugement qui me paraît définitif dans son équité : « Le dialogue de l'accusation et de la défense va se poursuivre de siècle en siècle [...]. [Pétain] restera une figure tragique, éternellement errante, à mi-chemin de la trahison et du sacrifice. »

Dussé-je me tenir moi-même pour insensée, je me demande parfois si, contrairement à l'idée commune, la part de sacrifice dans la politique et la conduite du maréchal Pétain n'ont pas eu des effets plus certains et positifs sur le salut des juifs que sur le destin de la France<sup>1</sup>. Comment oser proférer une telle extravagance ? La France ne s'est fait admettre comme le quatrième grand du cercle des vainqueurs que du seul fait de l'action du général de Gaulle. A l'échelle nationale, c'est cette action-là qui eut à long terme un effet capital. En revanche, pour les juifs dont l'objectif n'était pas de vaincre au terme d'une guerre inexpiable, pour qui être associés à la victoire des armes n'était qu'un luxe ou une grâce supplémentaire puisque l'urgent dans l'immédiat c'était la survie d'une population entière, civile par définition, il me paraît peu douteux que Vichy, quelles qu'eussent été les concessions faites à l'occupant, quelle qu'eût été sa soumission, la collaboration consentie à l'exécution de ses desseins, ait été, dans l'année la plus dramatique, cruciale, l'année 1942, un point d'appui qui s'est plutôt *ajouté* au point d'appui majeur qu'étaient au quotidien la société civile française, ses structures et institutions non gouvernementales. Autrement, on ne comprendrait pas que les juifs de zone occupée et, plus au nord, de Belgique et des Pays-Bas aient, au péril de leur vie et en payant très cher les services de passeurs, massivement fui en zone libre. Que l'écrivain Bernard Frank lise ou relise l'un de ses plus talentueux confrères, le romancier flamand Hugo Claus et son *Chagrin des Belges*<sup>2</sup> — une hargneuse, farceuse et grotesque chronique familiale dans une petite ville de Flandre occidentale

1. Faut-il rappeler ce fait étonnant : on ne trouve pas ne serait-ce que le mot « juif » dans aucun des discours innombrables que prononça le « chef de l'État français » de 1940 à 1944 ? Ce qui signifie que celui-ci voulut se tenir rigoureusement à distance de cet aspect de la politique de ses gouvernements successifs.

2. Trad. du néerlandais, Julliard, 1985.

entre 1939 et 1947 —, pour saisir ce qu'a pu être la collaboration dans un pays qui n'existait plus s'il avait jamais existé comme État.

Les chiffres sont là. Ils ne sont pas d'une exactitude aussi assurée que ceux des recensements quinquennaux en période tranquille, mais ils résultent de calculs et d'investigations sur lesquels tous les spécialistes s'accordent. Les voici. Aux Pays-Bas qui, comme on le sait, se trouvèrent dans la situation qu'aurait souhaitée Bernard Frank pour la France, c'est-à-dire soumis à l'administration directe des autorités occupantes, la « solution finale » aura été réalisée à 80 p. 100 : sur les 140 000 juifs enregistrés, 110 000 furent déportés. La Belgique était, elle, dans une situation intermédiaire puisque, si les détenteurs du pouvoir politique avaient choisi l'exil, les autorités administratives, demeurées sur place, firent fonctionner normalement leurs services, en particulier à l'échelle communale et par le biais des secrétaires généraux des ministères. Or, sur les 56 000 personnes fichées à titre racial, 25 000 furent déportées, soit 45 p. 100. En France enfin les 75 000 déportés représentent 34 p. 100 des 218 000 juifs recensés. Le pourcentage est même probablement plus faible — 25 p. 100 — puisqu'on estime que le nombre de juifs qui, en zone libre où le recensement fut plus tardif, choisirent de ne pas s'y soumettre fut plus grand que dans les régions occupées. Le total des juifs en territoire français était probablement de 300 000.

Ces chiffres, je le répète, doivent être maniés avec précaution. La faiblesse relative du pourcentage français a des causes multiples. Mais, parmi ces causes, de quel droit éliminer avant tout examen l'existence du gouvernement de Vichy ?

Que dire, de surcroît, de l'absurdité de l'affirmation de Frank selon laquelle ç'aurait été « par respect pour le maréchal et son administration » que les juifs allèrent « se dénoncer comme tels à la mairie » ? Le recensement des juifs a eu lieu dans toute l'Europe occupée, avec ou sans maréchal. C'est en France encore que l'opération a donné les moins bons résultats. Une fois en effet qu'ils eurent franchi la ligne de démarcation, les juifs venus de zone occupée, instruits par l'expérience, n'ont déferé à aucune des obligations qu'exigeait en principe leur changement de résidence. Dans leur grande masse, ils se sont donc trouvés à partir de 1942-1943 soustraits à toutes les procédures d'identification et de repérage : enregistrement et fichage, apposition de l'estampille « Juif » ou « Juive » sur la carte d'identité. Quant à l'étoile jaune, malgré plusieurs démarches en ce sens des autorités allemandes, le maréchal Pétain avait refusé d'en imposer le port en zone sud (et en Algérie). Une fois franchie la ligne de démarcation, les juifs n'eurent donc pas à entrer, ce qui aurait été très difficile à réussir durablement, dans une clandestinité absolue et rigoureuse mais plutôt dans une semi-illégalité, assez semblable à celle d'autres catégories de Français et qui n'empêchait pas, sauf dénonciation, de vivre et de travailler.

Catégorique, Bernard Frank croit aussi qu'il suffit qu'il n'y ait plus de pouvoir politique indigène — d'État reconnu par la communauté internationale des États — pour qu'il n'y ait plus d'administration publique et par conséquent plus de police. Admirable bévue d'homme de lettres ! Certes,

en principe, dans un État de droit, la police et l'armée, détentrices de la force, sont sous le contrôle du pouvoir politique qui, leur accordant sa caution et définissant leurs missions, leur impose en contrepartie règles et limites. Mais dans un pays vaincu et occupé où l'autochtone État de droit a sombré, où un gouvernement en exil a emporté avec lui la légitimité politique, la police n'en disparaît pas pour autant. Elle continue à remplir ses fonctions d'antan, à l'instar de toutes les administrations du pays, plus éventuellement quelques autres qui n'avaient pas été prévues par l'ancienne Constitution. Simplement, elle le fait désormais sous le contrôle des autorités d'occupation.

L'adjectif « simplement » est d'ailleurs inadéquat. Car les « autorités d'occupation » sont multiples et souvent en conflit ou en concurrence les unes avec les autres. C'est ainsi, Jacques Delarue a donné une relation détaillée de toute l'affaire dans son *Histoire de la Gestapo* (Fayard, 1962), qu'en France le général Otto von Stülpnagel, *Militärbefehlshaber* (commandant en chef) de l'administration militaire allemande en France depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1940, fut amené à se plaindre auprès de Heydrich, le patron de la Sipo-SD (Gestapo) à Berlin, de ce que l'*Obersturmführer* Hans Sommer, de l'Amt VI, spécialement chargé de la liaison avec les « collaborateurs français », eût, sur ordre du SS *Obersturmführer* Knochen, chef du service parisien de la Sipo-SD, livré à des « criminels français » des explosifs de provenance allemande pour perpétrer des attentats, dans la nuit du 2 au 3 octobre 1941, contre sept synagogues parisiennes. Ces « criminels français », comme écrivait le général Stülpnagel, n'étaient autre que l'un des premiers chefs de la Cagoule, Deloncle, alors chef du MSR<sup>1</sup>, et son adjoint, Filliol, qui avaient en effet proposé au docteur Thomas, chef de Knochen, pour « réveiller l'opinion » et imiter les SA et leur Nuit de Cristal dans l'Allemagne de 1938, d'organiser, à l'insu des militaires, cette série d'explosions.

Ernst Jünger, dans son journal des années 1945-1948 publié en français sous le titre *La Cabane dans la vigne* (Christian Bourgois, 1980), résume à la date du 24 septembre 1945 une situation dont, officier de la Wehrmacht en poste à Paris, il avait été un acteur :

« Otto von Stülpnagel n'avait pas intérêt à provoquer des troubles. Aussi ne furent-ils pas causés par le travail du *Militärbefehlshaber*, mais par les mesures à fondement idéologique de pouvoirs qui, contre le gré des militaires, commencèrent par infiltrer des groupes de direction dans la zone occupée, puis s'y étalèrent.

Ce fut surtout le *Sicherheitsdienst* qui déploya une activité de plus en plus menaçante. Un combat s'engagea entre lui et le Majestic, acharné, avec pour enjeu le pouvoir de décision mais en même temps le droit de rapport au Führer, et finalement la disposition de la police : quatre ans après, il aboutit à l'arrestation et la liquidation du *Militärbefehlshaber* et de bon nombre de ses adjoints.

Les intrigues du *Sicherheitsdienst* étaient inconciliables avec une administration régulière. Sans même parler de leur infamie, elles étaient tout simplement absurdes<sup>2</sup>. »

1. Mouvement social révolutionnaire.

2. On aura compris l'allusion à l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944 et à la répression qui s'ensuivit.

De même en Belgique où l'autorité suprême, comme en France dans la zone occupée, revient sans conteste à l'administration militaire du commandant de l'armée d'occupation, le général von Kalkenhausen, il n'y a pas non plus nécessairement harmonie entre la *Feldgendarmerie*, police militaire rattachée à l'état-major de l'administration militaire allemande — la *Feldkommandantur* — et la police politique de la SS, c'est-à-dire la Gestapo, rattachée, elle, à l'Office central de sécurité de Berlin dont la section IV B3 a la charge de mettre en œuvre la « solution finale ». Les deux administrations allemandes ont des préoccupations différentes : d'ordre plus militaire dans un cas, plus idéologique dans l'autre. Ce qui explique que la Gestapo, quand elle a besoin d'étoffer ses propres effectifs — ils sont très faibles : à Bruxelles, à aucun moment, plus d'une vingtaine de policiers SS —, recourt de préférence aux services auxiliaires des « mouvements d'ordre nouveau », autrement dit des formations politiques et paramilitaires de collaborateurs belges au sens plein du terme, rexistes et flamingants du VNV. Tandis que l'administration militaire allemande, elle, préfère étoffer les effectifs non moins faibles de sa *Feldgendarmerie* en s'entendant, fût-ce en y mettant les formes et en faisant des concessions, avec la police communale belge qui dépend du secrétariat général du ministère belge de l'Intérieur. A vrai dire, pour les grandes occasions, quand tout le monde doit être sur le pont. Lors des quatre grandes rafles de l'été 1942, à Bruxelles et à Anvers, tous les effectifs allemands disponibles de la *Feldgendarmerie* et de la Gestapo encadrant les milices collaboratrices et la police communale belge sont mobilisés et affectés aux différentes tâches qu'implique une rafle : arrestation, comptage, regroupement au camp de Malines (l'équivalent belge du camp de Drancy), préparation du transport à Auschwitz.

Aux Pays-Bas, considérés comme pays « de race germanique » et, pour cette raison, destinés à s'intégrer dans le Grand Reich Allemand, la situation est encore différente puisqu'ils sont, sitôt conquis et occupés, placés non sous une administration militaire, mais sous une administration civile allemande, ce qui confère à la police politique du régime nazi, la SS, une emprise directe et sans partage. C'est dire que la police hollandaise se trouve entraînée dans l'orbite de la SS, elle-même libérée des entraves et soucis d'opportunité politique qu'en France et en Belgique l'administration militaire nourrit dans ses rapports avec, ici, le gouvernement de Vichy et, là, les secrétaires généraux des ministères belges. Une situation qui n'est pas propre aux Pays-Bas : nulle part — en Bohême, en Moravie, dans le gouvernement général de Pologne —, ce ne fut un simple *gauleiter*, c'est-à-dire un préfet, qui fut chargé de l'administration civile, mais un homme de la SS, tel que Heydrich à Prague.

Bernard Frank laisse aussi fâcheusement courir sa plume en n'attribuant qu'au « manque d'imagination » du Maréchal le fait qu'il ait pu, lui, Frank, poursuivre ses études secondaires, de 1940 à 1944, de la classe de sixième à la classe de seconde. Bienheureux manque d'imagination dont n'ont pas fait preuve les simples autorités administratives belges puisque l'ordonnance allemande du 1<sup>er</sup> décembre 1941 interdit dans les établissements d'enseignement public la présence des élèves juifs non soumis à la scolarité obligatoire,

tandis que les élèves juifs qui y sont soumis doivent aller non moins obligatoirement dans les établissements juifs que l'Association des juifs de Belgique est chargée de mettre sur pied. Né belge, Frank ne se serait pas vu seulement, comme il s'en plaint, « interdire tout avenir même médiocre », c'est son présent qui aurait été brisé.

La querelle que j'ai avec Frank — par « digressions » interposées — n'est pas seulement d'ordre institutionnel. Elle touche, en dehors même de la sphère de l'appareil d'État, le tout-venant de la société de l'époque. Frank par exemple écrit encore : « De la classe de sixième jusqu'à celle de seconde, je m'étais vu infliger par tout ce que la France légale comptait de personnages dorés sur tranche un discours moralisateur qui tenait aussi peu compte de la réalité que de mon existence. Vichy nous aura vaccinés contre toutes les formes de l'instruction civique, y compris celle animée du plus pur "esprit républicain". »

C'est à croire que le petit Frank, entre dix et quinze ans, passait sa vie l'oreille vissée sur la radio vichyssoise et l'œil fixé sur les journaux de la révolution nationale. J'aurais cru que, comme tout le monde — au moins dans son monde —, il écoutait plutôt *Radio-Londres* et qu'il ne lisait plus guère de journal sauf le quotidien local pour les communiqués annonçant les dates de distribution des cartes d'alimentation et celles de validation des tickets. *Radio-Vichy*, est-ce que cela existait ? Naturellement, je me souviens bien de *Radio-Paris* pour l'antenne diffusée par la BBC :

*Radio-Paris ment, Radio-Paris ment*  
*Radio-Paris est allemand.*

Mais *Radio-Vichy* ? Et comment s'appelaient donc les grands journaux d'importance nationale à l'époque ? Jusqu'en 1942, repliés à Lyon, *Le Temps*, *Le Figaro*, mais après que ceux-là se furent sabordés ?

Que Vichy, par de multiples interventions, les « voyages du Maréchal », par de multiples relais, l'école, les organisations de jeunesse, la Légion et de multiples supports, affiches, presse, presse enfantine, radio, actualités filmées, ait développé des thèmes — « La terre, elle, ne ment pas » —, instauré des célébrations — la fête des mères —, exalté une nouvelle triade — Travail, Famille, Patrie —, une exposition<sup>1</sup> organisée au musée des Invalides en mai 1990 par le Musée d'histoire contemporaine de la BDIC l'a bien montré, encore que faire de l'occupant dans ce domaine un simple « pouvoir concurrent » prête à contestation. Mais les travaux de Pierre Laborie, eux, ont également montré que la formation et l'évolution de l'opinion publique sont des phénomènes autrement complexes que le simple produit de réaction à la propagande<sup>2</sup>.

A l'école ou au lycée ? Il y avait certes le salut au drapeau le lundi matin. On nous y faisait brailler des chansons récupérées par les institutions maréchalistes du genre compagnons ou chantiers de jeunesse — comme cette chanson scout de d'avant-guerre :

1. Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, Le Seuil, 1990.

2. *La Propagande sous Vichy. 1940-1944.*

Une fleur au chapeau, à la bouche une chanson  
Un cœur joyeux et sincère  
Et c'est tout ce qu'il faut à nous autres bons garçons  
Pour aller au bout de la terre.

Il y avait aussi, plus caractéristique, des distributions en classe de biscuits vitaminés. Il y avait enfin, en surnombre dans les classes terminales, les élèves des Écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, dissoutes pour avoir été les Saumur des hussards noirs de la république.

L'esprit du lycée avait-il changé en profondeur ? J'ai retrouvé mes cahiers d'histoire et de philosophie. Nos professeurs faisaient alors un cours magistral que nous prenions quasiment sous la dictée. On a depuis beaucoup critiqué cette méthode qui nous incitait, paraît-il, à « savoir le cours » plutôt qu'à réfléchir. Je n'ai jamais très bien compris pourquoi « savoir un cours » dispensait de réfléchir. Et ne pas le savoir ? Quoi qu'il en soit, la chose était d'autant mieux venue que nous ne disposions pas toutes des manuels nécessaires ou, comme on dit aujourd'hui pompeusement, des « outils », des « instruments de travail ». En fonction des règles de stricte économie qu'avait édictées mon père dans le cadre de sa stratégie — tenir —, ma mère avait par exemple supprimé radicalement tout crédit pour l'achat de fournitures scolaires. Il est vrai qu'elle n'avait jamais été, même dans les années plus prospères, très prodigue en la matière. Elle nous avait acheté d'occasion un pauvre et maigre dictionnaire latin où l'on ne rencontrait que bien rarement des phrases toutes traduites de nos versions comme le proposait l'opulent Gaffiot à ses utilisateurs comblés.

L'une de mes camarades de classe me prêtait donc, à contretemps bien entendu pour n'en pas être elle-même gênée à l'excès, les livres dont j'avais besoin et qu'en avance ou en retard sur le rythme des leçons je lisais et apprenais éventuellement par cœur. Ce fut d'ailleurs là l'origine d'une petite mésaventure qui me fut cruelle. En ce temps-là et en classe de philosophie, les sciences naturelles étaient une matière importante et volumineuse qui figurait à l'écrit du baccalauréat deuxième partie. Le programme était d'ailleurs d'un vif intérêt puisqu'il s'agissait, pour la première fois dans le cours de la scolarité secondaire, d'une étude très détaillée de l'anatomie et de la physiologie humaines. Le manuel de cette discipline était un énorme pavé dont je ne pus obtenir communication que dans l'avant-dernière semaine précédant l'examen. Je me levai donc aux aurores chaque jour pour apprendre par cœur les chapitres successifs de ce *compendium*. Au terme de cette préparation intensive, je savais tout sur le bout des doigts. Las, le jour de l'examen, lorsque j'eus pris connaissance du sujet, je sus que je le savais par cœur, mais la machine se bloqua. Je ne pus extraire de mon cerveau la première phrase après laquelle tout le ruban se serait à coup sûr déroulé. Cela me coûta la mention « très bien »...

J'ai donc parcouru ces gros cahiers où se trouve consigné l'essentiel de ce qui nous était enseigné. Eh bien, je défie quiconque n'en serait pas averti de pouvoir dater de 1943 plutôt que de 1935 ou de 1953 ces leçons-là. Il n'y a pas la moindre allusion à quelque discours « moralisateur » que ce soit, sauf que la morale, qui était l'un des quatre grands ensembles, avec la

métaphysique, la logique et la psychologie, de l'enseignement philosophique à l'époque, y figure bien évidemment mais pas dans une tonalité qui relevât de la trilogie vichyssoise *Travail, Famille, Patrie* de préférence à la trilogie républicaine *Liberté, Égalité, Fraternité*.

Comment en aurait-il été autrement ? Sans doute les professeurs juifs avaient-ils été pour la plupart éliminés, mais, comme ils étaient peu nombreux, cette élimination, à supposer qu'ils eussent tous professé les mêmes idées (ce qui n'est évidemment pas le cas), n'était pas en mesure de changer substantiellement la texture intellectuelle du corps enseignant. Les manuels eux-mêmes, faute de papier, faute de temps mais aussi faute de volonté politique, n'avaient été ni interdits, ni remplacés, ni même modifiés, qu'il s'agisse du fameux *Précis* d'Armand Cuvillier en philosophie, ou des Malet et Isaac (Isaac !) en histoire<sup>1</sup>. L'infiltration idéologique n'a pas assez de trois ou quatre années pour ruiner un édifice ancien si elle n'est pas accompagnée d'un plein régime totalitaire au sein duquel le système de terreur a charge de liquider les hommes qualifiés, professionnels, spécialistes ou experts, pour leur substituer des « hommes nouveaux » et de mettre au pilon les livres d'« avant » pour créer *ex nihilo* une « littérature » issue d'une matrice exclusivement idéologique.

L'école ne se trouvait pas pour autant tenue à l'écart des circonstances. Les tensions, oppositions et conflits politiques pouvaient y être violents entre professeurs et administrations, entre professeurs, entre professeurs et élèves, entre élèves. Il est certain par exemple que le climat était plus tendu au lycée de garçons qu'au lycée de filles.

Henri, je l'ai dit, était 3/2 en taupe, c'est-à-dire en première année de mathématiques spéciales. Il y avait, comme condisciples, l'honnête Beullac, l'un des futurs ministres de l'Éducation nationale de la V<sup>e</sup> République, et Jean-Jacques Servan-Schreiber qui ne s'appelait encore que Schreiber mais qui avait déjà la superbe dont il fera preuve avec constance sa vie durant — avec moins de mérite d'ailleurs qu'en ce temps-là où il fallait beaucoup de courage pour conserver de la superbe. Or, dans les classes de préparation aux grandes écoles, se maintenaient les traditions de bizuthage qui ne seront enterrées que dans les années 60-70. L'un de ces bizuthages, appliqué à un élève juif d'hypotaupé, S., fut, probablement à juste titre car le président que les taupins s'étaient donné était suspect de pencher vers la collaboration au moins modérée, considéré comme entaché d'antisémitisme. Il en résulta une bagarre générale qui ne resta pas enfermée entre les quatre murs du lycée.

---

1. La mention du nom d'Isaac fut effacée, mais tardivement. Lazare Landau, qui consacra sa thèse de doctorat d'État à Jules Isaac, veut bien me signaler, dans une lettre qu'il m'écrivit le 20 janvier 1986 en réponse aux questions que je lui posais à ce propos, que « l'initiative de retirer le nom d'Isaac est venue du ministère. Mais elle a comblé l'éditeur. Dans son journal intime... Jules Isaac note qu'à ses débuts Hachette appréciait fort ses travaux mais hésitait à se lier par contrat avec un auteur dont le patronyme paraissait trop biblique pour conquérir une certaine clientèle. Ce fut donc sans regret qu'on le gomma durant l'occupation. En bon commerçant, Hachette a opéré la suppression après épuisement du stock existant ».



Il n'est pas à s'étonner dans ces conditions que ce soit précisément au lycée que j'ai noué mes premiers contacts avec une Résistance organisée. Déjà, avant mon départ de Paris, j'avais subi à Victor-Hugo une première épreuve mais qui ne tourna pas à ma gloire... Ce devait être en mai ou juin 1942, en tout cas dans les derniers jours de classe avant la fin de l'année scolaire. Je ne sais plus. Une de mes condisciples sans doute, mais laquelle ? ou bien Henri ?... m'avait proposé de distribuer un paquet de tracts. Bien sûr pas en me plaçant ouvertement à la porte du lycée mais à l'intérieur de la maison, de la main à la main, en choisissant celles de mes camarades que je connaissais pour leur hostilité déclarée à l'égard de l'occupant. Quels tracts ? Je ne sais plus si je l'ai jamais su. Le contenu d'ailleurs n'importait guère. De manière générale, tous ceux qui ont eu à distribuer des feuilles volantes, des textes ou des journaux clandestins ne se souviennent plus après coup de leur contenu, car ce qui importait, c'était le tract en lui-même qui témoignait de l'existence d'un mouvement clandestin de résistance, de la présence de résistants. Résistants à quoi ? A chacun de mettre l'accent sur le point qui le concernait en priorité.

J'avais donc accepté de grand cœur, mais en la matière le cœur ne suffit pas.

A la sortie de midi, en passant devant la surveillante générale qu'on appelait familièrement Patt'à r'ssort parce qu'elle était atteinte d'une forte claudication et au moment d'incliner respectueusement la tête, je fus submergée par un irrésistible sentiment de panique. Prise de nausée, je dus me précipiter aux toilettes où je rendis le contenu de mon estomac et celui de mon cartable. De quoi avais-je si peur ? Pas des Allemands. Leur présence était à peine imaginable dans cet univers clos qu'était le lycée, même un lycée situé en plein quartier juif. Des collaborateurs ? Aucun de nos professeurs, aucun membre de l'administration ne nous avait donné matière à figurer cette menace. D'être punie ? Excellente élève depuis la sixième il y avait bien peu de chances que je le fusse gravement, même et surtout pour un geste de cette sorte. Tout au plus avais-je à redouter une mise en garde de la part de notre directrice, Mme Maugendre, dont l'autorité souveraine nous en imposait mais qu'on aimait aussi pour son indulgente bonté, sa largeur d'esprit, son intelligente délicatesse.

Non, ce qui me terrifiait n'était pas à l'extérieur mais en moi. C'était le passage à l'acte, du permis à l'interdit, du public au clandestin. Pour la transgression, quels qu'en soient la nature et le motif, tout le monde n'est pas également doué, et je l'étais moins que quiconque. Je n'appartiens pas spontanément, je l'ai déjà noté, à la catégorie des rebelles.

Ces tracts jetés au cabinet alimentèrent chez moi, pendant longtemps, une honte brûlante. J'en tirai d'ailleurs la leçon. Quand j'eus à diriger sur une grande échelle la distribution clandestine de journaux et de tracts dont je savais mieux que personne, puisque j'en avais aussi la responsabilité, combien il avait fallu se donner de peine pour les fabriquer, je pris soin de ne laisser aucun de nos jeunes volontaires agir isolément. Je formai des équipes mixtes où un « nouveau » servait d'aide à un camarade ayant déjà

eu le baptême du feu. En outre, dans la définition des objectifs dont, après discussion avec mon responsable « politique », je fixais le détail pour une distribution tantôt spectaculaire tantôt au contraire échelonnée et discrète, je cherchais à introduire un épisode mineur, sans danger mais par moi vérifiable comme, par exemple, un affichage à tel endroit ou à telle heure.

Six mois après ce premier essai lamentable, à Grenoble et encore une fois au lycée, je vins de nouveau au contact de la Résistance. La chose commença sur un registre mineur : on — qui « on » ? je ne sais plus — me demanda de collecter de l'argent et des tickets d'alimentation. Pour qui ? Des résistants ? Des réfugiés ? Les familles de gens arrêtés ? En automne 1942, il n'était guère besoin d'être très explicite quant à la destination de fonds recueillis dès lors qu'on invoquait, à la différence du Secours national, les besoins non pas tant des malheureux que des clandestins.

Si j'avais eu un minimum d'expérience, j'aurais pu aussitôt penser que très probablement je me trouvais dans des eaux communistes. Il était en effet d'usage que la collecte d'argent fût la première épreuve de sélection des adhérents et militants clandestins. *Solidarité*, c'était généralement le nom et le concept d'un premier degré d'action organisée que justifiaient de réels besoins d'argent, mais aussi la nécessité de prévoir des étapes intermédiaires avant l'accession à des niveaux et formes de lutte plus engagés.

Cette fois, je fus à la hauteur de la confiance qu'on me fit. Je ne me contentais pas de solliciter moi-même les filles de mon entourage immédiat. Je constituai un réseau de collectage avec une correspondante dans chaque classe. Les résultats furent, de ce fait, excellents. En deux ou trois semaines, aux alentours de Noël où beaucoup de mes condisciples recevaient de menues gratifications en argent liquide, furent amassées des sommes assez importantes pour l'époque — et plus précieux encore, des tickets d'alimentation et de textile. Le grain d'humour nécessaire s'y ajoutait : c'est lors du maréchaliste salut au drapeau du lundi matin où toutes les élèves de toutes les classes devaient être présentes que circulaient le mieux les consignes, les informations et les résultats de la collecte.

C'est alors que mon professeur de philosophie se découvrit à moi et me proposa de rencontrer un responsable de l'organisation clandestine à l'origine de l'entreprise dont j'avais été un maillon.

Mlle Devouassoux, comme nous disions alors, n'était à mes yeux jusque-là qu'un très bon professeur dont nous prenions le cours avec le plus vif intérêt, un cours fermement construit, clair, nourri — un cours aussi bienheureusement modeste où elle ne cherchait pas, comme tant de professeurs aujourd'hui, à faire valoir son génie propre et des positions philosophiques personnelles ni davantage à réduire la philosophie à quelques auteurs de prédilection. Platon, Descartes, Kant, Bergson, bref les grands classiques nous furent expliqués judicieusement. A vingt-cinq ans, c'était une grande jeune femme belle et grave, peu portée sur la confiance et le copinage. Timide ? En tout cas incapable de se laisser aller à la moindre démagogie pour conquérir nos bonnes grâces. Sévère ? Pas vraiment, mais son attitude n'encourageait pas à ce que nous cherchions des

accommodements avec les règles de travail fixées, notamment la remise, tous les quinze jours, d'une dissertation. Distantes ? Plutôt secrètes et rêveuses, les épaules et les mains frileusement ramenées sur la poitrine.

Je ne savais pas, bien sûr, qu'avant d'être nommée cette année-là précisément à Grenoble, pour elle aussi un lieu de refuge, Simone Devouassoux avait eu maille à partir à Paris avec l'occupant.

De famille aisée, parisienne depuis que son père, d'origine savoyarde, était devenu l'associé de Worms — l'assureur, non le banquier —, Simone Devouassoux s'était située à gauche dès le début de ses études supérieures à la Sorbonne. En 1937-1938, à vingt ans, elle est même communiste mais prend une première fois ses distances avec le parti en 1939-1940 après la signature du pacte germano-soviétique. Comme bien d'autres cependant, elle s'en rapproche en 1941-1942. Au printemps 1942, elle partage avec Yvonne Picard le secrétariat parisien des Étudiants communistes.

Yvonne Picard, qui avait alors vingt-deux ans — elle était née en 1920 à Athènes où son père, Charles Picard, normalien de la promotion 1905 et spécialiste de la statuaire grecque, était directeur de l'École française —, est arrêtée le 18 juin 1942 avec son fiancé, Gaston Étiévent, qui sera fusillé au mont Valérien le 11 août suivant. Ce qui a perdu Yvonne, c'est que sa date de naissance figurait sur le carnet d'un jeune FTP préalablement « tombé » le 16 mai. Il a suffi aux enquêteurs, pour en savoir plus, de consulter la liste des Français nés à l'étranger. Expédiée au dépôt, elle y reste jusqu'au 10 août 1942. De là, transfert à la prison de femmes de Romainville où elle est enfermée jusqu'au 24 janvier 1943. Elle est du convoi de 230 femmes dont Charlotte Delbo, l'une des 49 à avoir survécu, a relaté l'histoire sous le titre *Le Convoi du 24 janvier*<sup>1</sup>. Yvonne Picard fut, dès son arrivée à Birkenau, prise de dysenterie. Numéro 31.634, le visage couvert de poux, elle meurt le 9 mars 1943 après avoir murmuré : « On dira : licenciée en philosophie à dix-neuf ans et morte de dysenterie à vingt-deux ans. »

« On dira... » ? Illusion. De cette jeune philosophe, qui en effet a gardé la mémoire ? Son père, avec qui, depuis son remariage à lui, elle était en froid, ce père mort en 1965 peut-être taraudé du remords d'avoir, par inadvertance, inexpérience ou stupidité, donné aux policiers français venus s'en informer l'adresse de sa fille ? Son parti avec qui elle était souvent en délicatesse car elle n'était pas d'une orthodoxie sans failles ? Ses amis, trop occupés à exhausser leurs propres mérites et les mérites d'une Résistance intellectuelle à laquelle ils se faisaient gloire d'avoir appartenu ?

Yvonne Picard n'est pas la seule à avoir été ainsi oubliée. Il ne m'a pas fallu moins d'une note de C. Cohen Tanoudji, professeur au Collège de France, dans le bulletin des presses du CNRS à l'occasion de la publication en 1989 de l'œuvre scientifique d'Alfred Kastler pour que resurgissent devant moi les noms d'Henri Abraham, de Léon et Eugène Bloch. Il avait déjà fallu vingt ans plus tôt, en 1968, que fût inauguré un collège d'enseignement secondaire du canton de Soultz, une petite ville, proche de Guebwiller, blottie sous la colline du Vieil-Armand, pour qu'Alfred Kastler,

1. Les Éditions de Minuit, 1965.

prix Nobel de physique, évoquât la vie et l'œuvre de deux fils du pays, deux grands savants dont il avait eu le privilège d'être, au lendemain de la Première Guerre mondiale, l'élève à l'Ecole normale supérieure et à la Sorbonne : ces Léon et Eugène Bloch à qui « l'affectueux irrespect » des normaliens avait valu le sobriquet de « grand U », symbole de l'énergie créatrice. Nés en 1876 et 1878 dans l'Alsace annexée, ils étaient, enfants, venus à Paris après que leur père eut vendu sa petite usine alsacienne de tissage de soie pour leur assurer une éducation française. Kastler, dans un très beau texte<sup>1</sup>, explique que, formés dans cette « époque passionnante » où les découvertes de l'électron, des rayons X, de la radioactivité, du radium, du quantum d'action de Max Planck — qui conduisait à la théorie des quanta en même temps que les travaux d'Einstein annonçaient la théorie de la relativité — remettaient en question la physique, les frères Bloch développèrent une œuvre pionnière dans la spectroscopie de l'ultraviolet. Inventeurs, ils ont, de 1914 à 1918, au laboratoire de physique de l'école normale dont le directeur est Henri Abraham, coopéré avec le général Ferrié pour développer la radiotélégraphie militaire et contribuer à la mise au point d'appareils nouveaux utiles à la Défense nationale.

A soixante-quinze ans, Henri Abraham devait être déporté sans retour. Eugène Bloch, arrêté à Lyon par la Gestapo, devait lui aussi disparaître à Auschwitz. Deux ans après la Libération s'éteignait Léon Bloch, réduit à « l'ombre de lui-même ».

Je sais bien que les choses étaient plus complexes, moins tranchées, plus en demi-teintes qu'on ne le dit parfois quand on représente peut-être abusivement la France de ce temps-là comme en état de guerre civile larvée. Si elle ne l'eût raconté elle-même dans ses mémoires, *La nostalgie n'est plus ce qu'elle était*, ne trouverait-on pas par exemple un peu étrange que la petite Simone Kaminker, grâce à l'entremise d'une de ses camarades de classe, Corinne Luchaire, eût considéré comme une chance de devenir en septembre 1940 l'assistante de la secrétaire personnelle de Jean Luchaire, fondateur aux côtés de Marcel Déat, le 1<sup>er</sup> février 1941, du Rassemblement national populaire et futur directeur de ce grand journal du soir et de la collaboration que furent *Les Nouveaux Temps* ? Certes, Simone Kaminker n'avait que vingt ans mais elle avait déjà vingt ans, sans compter un père qui était juif et qui était à Londres. Elle abandonna ce poste et ce journal au printemps 1941 non comme une légende complaisante le veut parce qu'elle avait pressenti que son patron serait fusillé et qu'elle le lui aurait dit, mais tout bonnement pour s'enrôler, sous le nom de cinéma (et pas de clandestinité) de Signoret — le nom de sa mère —, comme figurante dans des films dont le tournage était nécessairement soumis à l'autorisation préalable de la *Propaganda Staffel*. Jusqu'à la Libération elle a vécu, intégrée à une bande de jeunes gens promis à un bel avenir, la vie du Flore à Saint-Germain-des-Prés, ce café devenu depuis 1935 le lieu de rencontre quotidien des cinéastes groupés autour des fondateurs et animateurs du

---

1. Alfred Kastler, *Œuvre scientifique*, CNRS, 1989 (« Deux savants qui honorent l'Alsace : Léon et Eugène Bloch »).

groupe Octobre et qui y nouaient des liens avec des romanciers, des poètes, des musiciens, des architectes, Desnos, Saint-Exupéry, Jean Prévest, Tristan Tzara, Bataille, Jaubert, bien d'autres. « Je vous en prie, nous ne sommes pas au Flore », interrompt sèchement Malraux, alors sur le front de Lorraine, pour arrêter une parole oiseuse.

Simone Signoret a vécu aussi la vie des lieux de tournage où l'entraînaient, aux quatre coins de la France occupée, les petits rôles qu'elle décrochait. Bien mieux que *Le Dernier Métro* de François Truffaut, farci de références à Ernst Lubitsch et à Renoir, c'est un film passé d'ailleurs à peu près inaperçu, *Natalia* (dû à un tout jeune réalisateur, Bernard Cohn, n'ayant pourtant rien vécu de ce temps-là), qui en 1989 a avec une miraculeuse exactitude rendu compte de ce prodige : étroitement surveillé par les autorités d'occupation, soumis au dirigisme d'un Comité d'organisation de l'industrie du film, contraint de respecter les dispositions des lois raciales, ayant à subir la censure morale chère à la « Révolution nationale » du gouvernement de Vichy, le cinéma français connut une période particulièrement faste dont témoignent *Les Visiteurs du soir*, *Les Enfants du paradis*, *L'Éternel Retour* et dix autres œuvres de la même qualité. Ce qui n'empêche qu'en février 1941 sortit sur les écrans parisiens l'abominable *Juif Süß*, de Veit Harlan : les manifestations qui en troublèrent les séances de projection constituèrent, à Toulouse, à Lyon et même à Paris, les signes d'une première résistance organisée.

Alertée par Maurice Merleau-Ponty, Simone Devouassoux, pour en revenir à cette Simone-là, avait, après l'arrestation d'Yvonne Picard, précipitamment quitté son appartement parisien. Pour se rapprocher de François Cuzin, alors en sanatorium — ancien « cacique général », c'est-à-dire major de la troisième année dans la section des lettres rue d'Ulm, ce jeune et brillant philosophe, en 1944 professeur au lycée de Digne, fut arrêté et assassiné —, elle demanda à être nommée en zone libre. Grenoble est son premier poste.

Toute cette histoire antérieure à ma rencontre avec elle en octobre 1942, je ne la connus pas même quand, après la guerre, elle fut devenue par mariage Simone Debout-Oleskiewitz.

Ce patronyme mi-français mi-polonais évoquait pour moi la silhouette d'un garçon avec qui j'avais fugitivement aperçu mon ancien professeur de philosophie un soir de l'hiver 1943-1944 où je les croisai sur une berge de l'Isère. Debout était le nom de clandestinité de ce Polonais, issu d'une bonne famille libérale dont le père, chimiste de valeur, s'était installé en Suisse et était devenu directeur du laboratoire pharmaceutique Ciba. Lui, Ludwig Oleskiewitz, avait été attiré par la France dès avant la guerre, s'était installé à Paris et avait refusé, quand elle s'était trouvée vaincue et occupée, de rejoindre Genève pour s'y mettre à l'abri. Il était en 1943-1944 à Grenoble l'imprimeur de toutes les publications clandestines du PCF tandis que Simone Devouassoux servait de courrier à Fernand Vigne, dépêché dans la région pour y reconstituer l'organisation d'un parti décapité après la fournée d'arrestations du 30 novembre 1943. Les Debout-Oleskiewitz furent d'ailleurs à la Libération — mais j'allais à cette date quitter très vite Grenoble sans

m'êtré avisée de la chose — placés à la tête des *Allobroges*, le quotidien issu de l'organe clandestin qu'avaient fondé sous le sigle du Front national André Dufour et Chevallet (« Benoist »), tous deux communistes. Désireux de faire des *Allobroges*, coincé entre le *Dauphiné libéré* qui avait succédé au grand journal local, *Le Petit Dauphinois*, et *Le Travailleur Alpin*, organe officiel, lui, du PC isérois, un journal ouvert et stimulant, les Oleskiewitz se heurtèrent au sectarisme du secrétariat fédéral que Raymond Guyot, venu en personne de Lyon, avait réintrônisé dans les jours mêmes d'août 1944.

De ce lointain passé, comme il arrive souvent entre d'anciens clandestins qui ont entre eux conservé le pli d'être sinon secrets, du moins laconiques, nous avons continué à ne pas parler quand, deux ou trois décennies plus tard, je rencontrai chez les Desanti Simone Debout-Oleskiewitz, remontée à Paris après son veuvage. Spécialiste de Fourier, elle assurait alors au CNRS l'édition savante des écrits du célèbre utopiste.

Pour en savoir davantage, il me fallut attendre la polémique déclenchée en juin 1985, après la mort de Vladimir Jankélévitch, par l'explosive interview que le philosophe du *Je ne sais quoi* et du *Presque rien* laissa à Jean-Pierre Barrou et Robert Maggiori la charge de publier en *post-scriptum* de ses œuvres. En savoir davantage sur Sartre bien qu'il n'y eût guère besoin de cette polémique *post mortem* pour savoir qu'à un épisode près celui-ci avait de 1941 à 1944 tranquillement poursuivi, après son retour d'une brève captivité, sa carrière universitaire et littéraire sans même avoir, professeur au lycée Condorcet, éprouvé le besoin de protester contre la révocation de tel de ses collègues juifs, par exemple Jean Wahl. Qu'en 1943 il ait publié sa grande œuvre philosophique, *L'Être et le Néant*, passe encore, mais n'avait-il pas, cette même année 1943, sans trouble de conscience, semble-t-il, fait jouer *Les Mouches* avec l'autorisation de la censure théâtrale de la *Propaganda Staffel* et devant un parterre d'officiers allemands apparemment insensibles à la teneur « résistante » de la pièce ? Le 27 mai 1944, c'est au théâtre du Vieux-Colombier la première de *Huis clos* : urgent, forcément urgent ? Mais, argue Ingrid Galster, universitaire allemande qui en 1985 consacre sa thèse à la manière dont furent reçues les deux pièces de Sartre créées sous l'occupation, *Les Mouches* et *Huis clos*, c'est que les spectateurs en uniforme vert-de-gris ne pouvaient en saisir le sens caché, faute de connaître les autres œuvres de Sartre, faute aussi de connaître la littérature clandestine du temps<sup>1</sup>. Une chance pour Sartre, en somme.

A un épisode près, ai-je dit. C'est précisément Simone Debout-Oleskiewitz qui, dans une lettre au *Monde* à l'occasion de cette polémique, le relate. Au début de 1941, elle avait participé au groupe directeur d'une revue clandestine, *Socialisme et Liberté*, avec Sartre, François Cuzin, Marrot, les Desanti et Maurice Merleau-Ponty qui en rédigeait les éditoriaux et la plus grande partie des informations fournies à lui par David Rousset. La revue n'eut que quelques mois d'existence. Épisode ambigu : la question

1. Cf. Ingrid Galster, *Le théâtre de Jean-Paul Sartre devant ses premiers critiques*, Jean-Michel Place, Paris/Günter Narr Verlag, Tübingen.

cruciale de l'époque, celle que posait le fait d'entrer dans la Résistance, ne se trouvait que latéralement abordée par une réflexion sur les rapports entre socialisme et liberté. Quoi qu'il en soit, Sartre s'en tint là<sup>1</sup>. Comme nous l'avons vu de Simone Signoret et de tant d'autres qui « s'engagèrent » dans les années 50 et bien au-delà, le futur théoricien de l'engagement ne s'engagea qu'une fois la guerre finie.

---

1. Sur le même épisode, cf. le récit de Maurice Nadeau : « — Voilà, dit Sartre, dans un an nous devons avoir élucidé la nature de l'État édifié par Vichy »...

« Qu'importe la nature de l'État de Vichy ! Pétain et Laval sont loin, alors que les Allemands sont là » (M. Nadeau, *Grâces leur soient rendues*, A. Michel, 1990, p. 58.)

## JC - MOI, 1942-1944

C'est donc Simone Devouassoux qui m'a fait entrer en contact avec des clandestins.

Aussitôt après la Libération, j'ai écrit une sorte de récit à forme romanesque mais bien sûr, comme tous les textes de cette sorte écrits par des filles de dix-huit ans, d'une rigoureuse exactitude autobiographique (sauf enjolivements parce qu'à cet âge-là on a le goût du joli). Je l'avais conservé, oublié, retrouvé et puis inexplicablement perdu. Il m'en reste les deux premières pages, celles où justement je raconte cette prise de contact. Les voici dans leur naïveté :

« Anne sort de l'école. Rendez-vous à midi, dans le square des Postes. Elle se promène, en attendant l'heure, autour de la place Vaucanson, paisible. Pas d'anxiété dans son cœur, pas de tourments. Elle monte à la poste, achète des timbres, sort deux lettres de sa poche, relit soigneusement les suscriptions, les jette à la boîte. Elle s'arrête en haut des marches, considérant la foule qui guette le tram d'Eybens ; elle sourit, de ses yeux grands ouverts sur la vie. Elle repart lentement, le carton sous le bras, écolière aux cheveux mal peignés.

Elle réfléchit. Ou plutôt elle éprouve par tout son être qu'aujourd'hui il fait doux, que le soleil brille, que l'air ne pèse pas lourd aux épaules, que le Belledone présente une croupe harmonieuse, qu'à déjeuner il y aura des pommes de terre et que la faim commence à tourmenter son estomac.

Puis un brusque saut de pensée : "7 à mon devoir de philosophie. Je l'ai bien mérité. J'ai peiné dessus. Bien fait pour le professeur de sciences naturelles." Elle adresse, par l'imagination, une grimace à son ennemie, ce professeur, qui a critiqué ses dessins et lui a infligé un 2 infamant — pour la moyenne des notes, c'est mauvais<sup>1</sup>.

"Comment peut bien être cette Irène que maintenant je dois rencontrer ?" Anne très inquiète : Simone a dit hier qu'Irène se faisait remarquer par sa beauté, et justement, Anne se tourmente, depuis très longtemps, pour découvrir des jeunes filles belles comme dans les romans. Parce que enfin des jeunes filles charmantes ou même jolies, elle en croise parfois dans la rue, mais des femmes devant lesquelles tomber en arrêt et s'écrier : "Qu'est-ce qu'elle est belle !", non, elle n'en connaît pas. Alors elle reste suspendue, hésitante, un peu anxieuse, entre les deux seules explications plausibles : ou bien les femmes ne sont pas belles, comme Anne l'imaginait, ou les poètes, les peintres, les sculpteurs surtout le lui ont fait accroire, ou bien c'est elle, Anne, qui est dénuée de goût.

---

1. Dans les lycées de filles de l'époque, sauf pour les compositions, la notation était sur 10.



Anne hocherait la tête avec une gravité comique si on insinuait qu'elle prend, le cœur bien léger, une lourde décision ; pour l'instant, elle ne soupèse pas sa résolution ; elle ne prononce pas de serment. Elle y va tout simplement, comme, à huit ans, elle se jetait à l'eau du plongeur haut de 5 mètres. Plutôt curieuse que troublée. Pourquoi serait-elle troublée ? Elle ignore presque tout ce qu'on attend d'elle. Elle entre au groupe clandestin des Jeunesses communistes de l'Isère ? Sans doute. Elle prend naturellement sa place dans la lutte contre les Allemands, ennemis de la France. Pourquoi aux Jeunesses communistes ? Hasard d'une liaison, d'un contact ? Peut-être, mais aussi une obscure impression : c'est là qu'elle accomplira le travail le plus efficace. Puisque les communistes sont traqués sans merci, ils doivent être dangereux. Raisonnablement simple, simpliste peut-être : Anne a seize ans.

Midi. Elle pénètre, tranquille, dans le square. Elle s'assied sur un banc, sans gêne, sans audace non plus. Elle regarde autour d'elle. Un signe de tête à une compagne de classe qui, là-bas, flirte avec un garçon du lycée Champollion. Elle prend un livre, l'ouvre, le referme pour considérer une bicyclette aux pneus ballons, appuyée contre une chaise tout près. Son rêve...

Enfin Simone. A ses côtés, une jeune femme inconnue. Taille moyenne, plutôt petite. Des cheveux blonds tordus en tresse, un visage rond à la peau satinée. Quelque chose de sympathique, de mystérieux aussi. Visage ouvert et franc, et brusquement fermé.

Irène a tendu la main et parle avec enjouement.

— C'est bien toi, Anne ? J'en avais le pressentiment. Je t'ai croisée tout à l'heure, à la poste.

Anne rit et de la coïncidence et du soudain tutoiement.

— Pourquoi ? J'avais donc tellement l'air d'une conspiratrice ?

Simone s'éloigne, après avoir avec Irène échangé quelques mots rapides, adresses, horaires, articles à livrer.

— Viens, sourit Irène à sa compagne. Tu as le temps, je pense ?

— Pas trop. Chez nous, à la maison, nous déjeunons à midi dix.

— Bon, cela va aller vite. C'est tout près.

Elles enfilent le cours La Fontaine. Au coin de l'Ascenseur, où des groupes chuchotants se sont attablés, Irène abandonne Anne, traverse la rue, aborde un homme de puissante carrure juché sur une bicyclette arrêtée au bord du trottoir.

Animation du carrefour à midi. Les employés à manches lustrées défilent, lèvres pincées, yeux clignotants d'avoir écrit ou dactylographié la matinée entière. Pour eux, dans le soleil, dansent les lettres et les chiffres, ronde ironique qui finit d'obscurcir et d'insensibiliser leurs cervelles abruties. Les bicyclettes se poussent et s'accrochent en un tohu-bohu hilare. Les estomacs courent vers la maison où la table n'est pas toujours mise. Le lycée de garçons dégorge des grappes gesticulantes, tandis que les pions, sur le trottoir, tentent en vain de faire circuler leurs élèves et d'éloigner les filles qui viennent cueillir leurs amoureux.

Anne, toute seule immobile au milieu de ce flot humain, résiste à la tentation de tourbillonner. Impression de borne giratoire. Mercures des croisées de chemin, Vierges de carrefour, sur leur piédestal ou dans leur niche de pierre, succomberaient au vertige.

Irène serre la main à l'inconnu et revient vers Anne, qu'elle entraîne plus loin dans l'avenue du Maréchal-Pétain, au coin de la rue Lakanal. »

Ce « tohu-bohu hilare », ces « estomacs qui courent » ! Il faudrait à ce texte consentir d'énergiques repentirs de plume. Mais les notations psychologiques, le climat sont sans doute assez justes.

Cet homme « à la puissante carrure », c'est Jules. Trapu, le visage assombri de la sorte de barbe dure et noire que le rasoir est impuissant à

faire disparaître, ce qui lui donne l'air plus vieux que son âge. Et ce Jules, c'est Jules Borker — qui sera, dans les années 50, spécialiste des problèmes de loyer, l'avocat attitré de la Fédération des locataires dont l'obédience communiste est connue. Son nom sera encore cité dans la presse quand il servira d'intermédiaire entre François Mitterrand et Waldeck Rochet à l'époque du premier rapprochement (1965-1968) entre socialistes et communistes ; plus tard enfin, en 1990, entouré des ambassadeurs d'Union soviétique et de Cuba, il recevra la Légion d'honneur en présence du garde des Sceaux du gouvernement socialiste, Pierre Arpaillange.

Jules, je ne le verrai alors qu'une fois. La suivante, c'est Irène que je rencontre. Elle est la compagne de Jules. Tout de suite après, me voici conduite à Maurice dont je subis le sourire gentiment moqueur quand, dans mon naïf élan de confiance, je lui montre du doigt la maison où j'habite cours Berriat.

Jules, Irène, Maurice — les communistes clandestins, dans leurs relations entre eux, ont choisi de n'échanger que des prénoms. Leur vrai prénom — je conserverai moi-même tout au long ce vrai prénom — ou un prénom d'emprunt, peu importe puisque rien n'est plus passe-partout qu'un prénom. Cet anonymat social qu'assure l'usage exclusif de prénoms, la jeunesse de filiation soixante-huitarde, anxieuse d'abandonner une identité qu'elle jugeait par nature productrice d'inégalités (la passion égalitaire ne saurait avoir de bornes), en redécouvrit la pratique. Quels sont les parents des années 60-70 qui n'ont pas été agacés, choqués, exaspérés par les manières des correspondants de leurs enfants ne se présentant, au téléphone, qu'en donnant leur prénom comme si leur patronyme était une marque infâme ou un secret d'État ? C'est là une déviation, grossière comme tout ce qui procède de l'idéologie, de ce qui fut de l'ordre de la sainteté quand les moines, les papes et les saints, par humilité, n'usaient que d'un prénom pour proclamer la gloire de Dieu.

Certes, tout prénom n'est pas une garantie totale de rigoureux anonymat. Il est de véritables « générations » de prénoms — prénoms révélateurs d'une probabilité d'appartenance aux classes d'âge où, pour des raisons souvent difficiles à reconstituer, ils furent furieusement à la mode. Il est d'autres prénoms indicatifs d'une appartenance religieuse ou ethnique. Les Sarah, Esther et Rébecca ou les Adam, Isaac et David, ce n'était pas bien sûr souhaitable en 1943 qu'ils conservent leur prénom originel. Ils l'échangeaient donc contre un prénom plus neutre — Pierre, Paul ou Jacques. Par contre, mon prénom était tout à fait approprié. Ma mère l'avait choisi, croyait-elle, en souvenir de l'héroïne du cycle romanesque, *L'Ame enchantée*, que Romain Rolland avait publié en 1922, référence littéraire aujourd'hui bien désuète mais qui, dans les années 20, avait grand prestige chez les gens de gauche. En fait, l'héroïne en question s'appelle Annette et non Annie. Peu importe ! Ce qui comptait, c'était qu'un peu rares, Annie autant qu'Annette étaient de facture très française. Anne aurait été trop royal tandis qu'Anna ou Hannah, symbole de la mère juive (celle du prophète Samuel), étaient à l'évidence suspects.

Chacun s'efforçait d'ailleurs, de manière semi-consciente, de se choisir

un prénom qui, neutre, évoquait néanmoins pour lui, mais pour lui seulement, quelqu'un qui lui fut cher. Et si le prénom comportait des résonances multiples, ce n'en était que mieux. Maurice se prénommaient en réalité Charles. Maurice, c'était bien sûr en hommage à Maurice Thorez mais c'était aussi Maurice parce que Maurice est une transcription fréquente de Moïse, Moshé en yiddish, Moïshele si on y ajoute la désinence de tendresse. Il y a beaucoup de Maurice dans les familles juives — et mon fils aîné pour commencer.

Ce recours exclusif à l'usage de prénoms dans le quotidien de la clandestinité communiste n'empêchait pas que chacun, par ailleurs, pour sa sécurité privée si c'était nécessaire et dans les inévitables rapports sociaux, se procurât une fausse identité complète — complètement fausse ou fausse/vraie si elle correspondait à une identité réelle d'emprunt. Il était aussi de règle que, pour chaque action qui apparut dangereuse, les membres de l'équipe engagée fussent dotés d'une identité ponctuelle, capable de résister, mieux que d'autres, à des investigations plus insistantes. Une fois la mission achevée, cette catégorie d'identité devait être restituée et l'on était prié de l'oublier au plus vite puisqu'elle était destinée à resservir.

Pour cette raison, les historiens se doivent d'être particulièrement prudents dans le décryptage et l'identification après coup des porteurs de prénom. Car, anonymes, les prénoms sont aussi volatiles. On en change, on les échange aisément. Mieux, on en a concurremment plusieurs dont chacun n'est connu que d'une catégorie de correspondants. Le cloisonnement, principe de base de toute organisation clandestine, passe par une identité multiple. C'est là l'origine de la mésaventure où Philippe Robrieux a perdu sa crédibilité : il s'est cru en mesure de désigner en Jean Jérôme le responsable de la chute du groupe Manouchian sous prétexte que le délateur s'appelait Roger comme aussi Jean Jérôme à l'époque<sup>1</sup>. Mais des Roger, il y en eut beaucoup et l'indice demande à être recoupé.

Le nom de Jean Jérôme rappelle d'ailleurs opportunément que, dès avant guerre, représentants en mission et agents de l'Internationale communiste portaient eux aussi des prénoms. Jean Jérôme, c'est le prénom double qui a servi, sa vie durant, de pseudonyme à Michel Feintuch. Et Eugène Fried, qui, de 1931 à 1940, fut le représentant de l'Internationale auprès du PCF et de son secrétaire général, Maurice Thorez, était connu — dans le cercle restreint des responsables communistes qu'il avait à fréquenter — sous le prénom de Clément, un prénom adopté, selon Jeannette Vermeersch qui m'en a proposé cette explication, parce qu'il avait été aussi celui du grand-père très aimé de Maurice Thorez.

C'est enfin ce qui explique que seuls les communistes qui furent en contact avec les mouvements gaullistes de la France libre ou qui en furent membres et y occupèrent des postes de responsabilité ont exhibé, après la guerre, des pseudonymes que d'aucuns (ceux en particulier dont le véritable nom de famille avait en France une consonance juive comme c'était le cas

1. Philippe Robrieux, *L'Affaire Manouchian. Vie et mort d'un héros communiste*, Fayard, 1986.

de Pierre Villon, de Raymond Aubrac et de Victor Leduc) ont d'ailleurs conservés par la suite ou qu'ils ont associés à leur patronyme originel comme ce fut le cas pour Degliame-Fouché, Malleret-Joinville, Rol-Tanguy. Sans oublier bien sûr Kriegel-Valrimont qui allait devenir bien plus tard mon beau-frère : lui qui, le vendredi 25 août 1944, membre du COMAC<sup>1</sup>, fut chargé, jeune vainqueur, de convoyer en jeep vers 15 heures le général von Choltitz, commandant la place, signer avec le général Leclerc et Rol-Tanguy sa reddition à la gare Montparnasse, avait ironiquement emprunté pour en faire son nom de résistance depuis 1942 le nom du général de Warlimont qui, descendant d'un huguenot émigré, était en 1940 l'adjoint du commandant des forces d'occupation en France, le général Otto von Stülpnagel. Dans sa *Chronique de Vichy*, Maurice Martin du Gard notait à la date du 13-14 décembre 1940 qu'à l'ambassade d'Allemagne à Paris avait eu lieu une conférence présidée par un général allemand qui avait un nom français tandis qu'également présent le général français Huntziger avait un nom allemand. Martin du Gard estropie d'ailleurs l'orthographe de l'Allemand en écrivant *Varlimont*. Bien excusable est donc la dactylo étourdie — mais dotée d'un joli sens de la langue française — qui, au bas d'un texte clandestin, fit spontanément, du pseudonyme initial de Warlimont<sup>2</sup>, Valrimont, graphie que l'intéressé adopta pour finir.

L'erreur graphique n'est pas toujours due à un tiers. Consciemment ou non, l'intéressé peut y recourir pour signaler (à lui-même ou à qui est capable de la décrypter ?) qu'il ne s'agit pas du nom véritable. C'est ainsi que le nom de Rayski<sup>3</sup> m'était — mais à qui d'autre qu'à moi ? — apparu comme devant à coup sûr être considéré comme un pseudonyme en raison du déplacement du *y* par rapport au nom assez notoire du portraitiste Ferdinand von Raissky, contemporain du grand peintre expressionniste allemand (et lui, juif) Max Libermann.

Est-ce par ailleurs faire preuve de trop d'imagination que de voir, entre la pratique gaulliste et la pratique communiste, une significative différence de classe ? Longtemps, dans l'ancienne France, les membres du tiers état des villes et des campagnes, surtout dans ses strates les plus populaires, n'avait porté qu'un prénom ou même — le prénom de baptême étant trop peu caractéristique — un surnom. Leur nom, s'ils en avaient un, n'était fréquemment qu'une marque d'appartenance à une seigneurie, un corps de métier, un lieu. Seuls les nobles ou bourgeois anoblis avaient un nom qui déterminait l'appartenance à une lignée, nom de terre, de bien, de mérite ou de gloire. Or les mouvements gaullistes étaient d'essence trop élitiste pour que leurs membres imaginent de se passer d'être connus sous un nom, fût-ce un pseudonyme. Les résistants organisés furent au départ si peu nombreux, ils appartenaient à des corps — armée, diplomatie, haute fonction publique — qui pratiquaient trop les règles de civilité fondées sur l'échange réciproque des noms de famille, ils se recrutaient trop par cooptation au

1. Comité d'action militaire du Conseil national de la Résistance.

2. W. Warlimont, général, *Cinq ans au GQG de Hitler*, Éd. Elsevier-Sequoia, Paris-Bruxelles, 1975.

3. Cf. 4<sup>e</sup> partie.

sein des réseaux sociaux préexistants pour que la juvénile mention du seul prénom suffît. Il faut se souvenir aussi que, malgré la présence d'un nombre de femmes non négligeable, la France libre, y compris dans sa composante intérieure, parce qu'elle se voulait en priorité une institution à finalité militaire ayant pour objectif de concourir à la réintégration de la France dans le groupe des puissances victorieuses, était par nature un mouvement masculin et qu'à cette époque même les jeunes garçons s'appelaient entre eux, en classe et dans la cour de récréation, non par leur prénom ni même par prénom et nom associés mais par leur seul « grand nom ».

Mlle Devouassoux m'avait donc introduite auprès de Jules qui disparut aussitôt après cette première entrevue. Jules, je l'ai compris plus tard, était alors instructeur aux cadres. Une fonction dont, à première vue, il pouvait paraître qu'elle était surtout de circonstance — liée aux exigences particulières de sauvegarde d'une organisation clandestine confrontée à une implacable persécution. C'est d'ailleurs le sens d'une très longue circulaire de six pages grand format, dactylographiées à une interligne. Elle est datée de décembre 1943, signée « Groupe Juif. Commission des Cadres » et a pour titre : « La vigilance doit être la préoccupation constante de chaque militant ». Cette circulaire, je l'ai retrouvée dans mes archives car j'ai dû avoir à l'époque à assurer sa reproduction. Elle spécifie en effet en *nota bene* :

« Chaque région doit éditer cette circulaire en autant d'exemplaires qu'elle a d'adhérents. Chaque camarade du parti doit la recevoir et une discussion doit lui être consacrée dans chaque groupe en prenant des mesures pour une application rigoureuse des directives qu'elle contient, application qui doit être contrôlée par les responsables à tous les échelons qui par ailleurs nous feront parvenir des comptes rendus de cette discussion ainsi que leurs observations. »

Parmi les consignes de vigilance données figure tout ce qui relève de la « lutte contre la provocation » et traite des précautions à prendre avant de procéder à l'admission d'un nouvel adhérent.

« Tout individu, *même s'il est juif* (souligné dans le texte), ne doit en aucun cas entrer en contact avec l'organisation tant qu'il n'a pas fourni des renseignements, et ceux-ci vérifiés et reconnus exacts. »

Le rédacteur de la circulaire insiste encore :

« Et surtout que l'on ne vienne pas nous objecter que cela peut gêner le développement de notre organisation. Il n'y a aucune contradiction entre un large recrutement et un contrôle minutieux de chaque adhésion nouvelle. Nous avons raison de faire appel aux masses les plus larges pour la lutte de libération nationale, en nous adressant aux milliers de braves gens qui veulent en finir avec l'oppression et les persécutions hitlériennes. Cette population saine ne craint pas le contrôle. Au contraire, quand elle voit avec quel sérieux chaque demande d'adhésion est examinée, elle se rend compte que nous sommes vraiment un parti digne de sa confiance et capable de faire échec aux entreprises des bandits hitlériens qui tentent de faire pénétrer dans nos rangs des juifs à leur solde. »

En fait, la fonction de Jules reposait sur une conception qui remontait bien en deçà du temps de la clandestinité jusqu'à l'époque où avait été

institué l'usage de la « biographie », document de base préluant à l'ouverture d'un dossier personnel pour chaque militant appelé à remplir une responsabilité et, de ce fait, à devenir un cadre, bénévole ou permanent, peu importe. Aussi contradictoire que cela puisse paraître avec les soucis de vigilance sur lesquels la circulaire citée plus haut insistait, l'usage de la biographie persista tout au long des années de guerre et fut à l'origine d'un des coups les plus durs subis par l'appareil communiste clandestin quand, à la fin de l'hiver 1943, le responsable aux cadres du PCF, « Philibert », fut arrêté chez lui avec une mallette qui contenait trois ou quatre cents biographies<sup>1</sup>.

Quoi qu'il en soit et sans qu'à l'époque j'en fusse consciente, Jules, au cours d'une conversation apparemment à bâtons rompus, me fit remplir l'équivalent d'une première « biographie ». J'en eus plus tard la preuve quand, après la Libération, je remplis de nouveau mais cette fois de ma propre main la classique « bio ».

Jules disparu, c'est avec Catherine que j'ai maintenant des rendez-vous réguliers, Catherine que je retrouverai dix ans plus tard journaliste à *L'Humanité* sous le nom de Catherine Varlin, Catherine belle, joyeuse, énigmatique. Aujourd'hui Catherine — Catherine Winter —, avec toujours cette même ardeur, cette flamme qu'elle avait autrefois, le même air de courage et de détermination, la même gaieté mais, comme chez nous toutes aussi, une lueur fugace de tristesse et d'amertume dans l'œil et le pli de la bouche, est, avec sa sœur, productrice de cinéma. Et, parmi les films qu'elle a produits, l'un d'eux, *Nous n'irons plus au bois*, a beaucoup emprunté à son expérience de la clandestinité.

Quelques semaines encore et Catherine à son tour disparaît. Désormais, des mois durant, fût-ce avec des éclipses momentanées, c'est avec Maurice que je ferai équipe, jusqu'au bout, jusqu'à la catastrophe finale.

Mais d'abord où suis-je tombée ? Dans la Résistance communiste juive, celle dont, quarante ans après, le téléfilm de Mosco, *Des « terroristes » à la retraite*, a fait en 1985 redécouvrir à un large public le sigle oublié : MOI. Plus précisément, du fait qu'il s'agit de la branche cadette, l'appellation exacte de l'organisation est celle-ci : Jeunesse communiste (Main-d'Œuvre immigrée), en abrégé JC - MOI.

Mon entrée dans la MOI peut paraître incongrue. En principe, comme on sait, la MOI est un appareil créé dès les années 20 pour rassembler, sous le contrôle du Comité central du PCF, en groupes de langue, les communistes immigrés. Il s'agit non d'attribuer un statut discriminatoire aux communistes d'origine étrangère, mais de leur permettre d'exercer leurs activités militantes parmi leurs compatriotes et dans la langue qui leur est commune. L'objectif majeur, c'est de faire en sorte que le PCF exerce son contrôle sur tous les communistes résidant et militant en territoire français. Objectif difficile à atteindre : bien des partis communistes, réduits ou non à la clandestinité

---

1. Cf. Alain Guérin, *La Résistance, chronique illustrée, 1930-1950*, t. 5, p. 186, qui s'appuie sur le témoignage de Jean Chaumeil, successeur de Philibert à la tête de la section des cadres.

dans le pays de leur ressort, sont peu désireux de voir leur échapper le contrôle et l'affectation de leurs émigrés. C'est le cas par exemple du PC italien dont une antenne, de surcroît, est installée en France depuis les années 30, au plus près de la frontière italienne, pour diriger l'action communiste clandestine dans l'Italie mussolinienne. Comment cette antenne, cette délégation, pourrait-elle de bonne grâce se priver de puiser dans le seul vivier à sa disposition, les ouvriers communistes italiens des mines de Lorraine, du Bâtiment parisien ou dauphinois... ?

Parmi les groupes de langue que fédère la MOI pour le compte du PCF, l'un des plus nombreux et des plus actifs est le groupe de langue juif. Groupe de langue juif, qu'est-ce à dire ? Faut-il voir dans l'existence d'un tel groupe une résurgence de la vieille tentation « bundiste », l'expression d'une inclination un peu hypocrite vers un socialisme qui soit un socialisme juif ? Ou bien une expression transposée des hésitations et contradictions dont la politique de l'Union soviétique à l'égard de la population juive de Russie et d'ailleurs est entachée ? En principe, non. C'est même, toujours en principe, exactement le contraire. Il n'y a pas d'obsession plus constante, dans l'histoire du mouvement et du monde communiste, que celle de briser en temps voulu toute résurgence d'une quelconque modalité de tentation nationaliste. Le « patriotisme » communiste, le combat pour l'indépendance nationale, l'appel à cultiver un patrimoine culturel national ne sont nullement des trompe-l'œil destinés à abuser des naïfs, mais ils sont *toujours* de l'ordre de la tactique.

Ce qui n'empêche pas qu'en certaines occurrences la chose ne devienne très ambiguë. On verra par exemple comment certains concepts flous, imprécis mais parfaitement reconnaissables — tel celui de « peuple juif » — qui relèvent d'une vision sioniste au sens large finiront par pointer leur nez dans le langage des communistes juifs, rapprochant celui-ci du langage du sionisme socialiste, *poale-sion* ou *poale-sion de gauche*.

Cependant, quand elle ne se trouve pas infléchie sous le poids des circonstances, la logique qui a présidé à la création du groupe de langue juif est bien celle qui dérive non du qualificatif « juif », mais de la formule « groupe de langue ». Il ne s'agit pas de justifier l'institution par le caractère spécifique de la question juive, moins encore par la dimension nationale du problème juif. Même si le groupe de langue italien ou espagnol renvoie, par l'intermédiaire de la langue italienne ou espagnole, à l'existence d'une réalité étatique et nationale appelée Italie ou Espagne, on ne saurait établir la même corrélation quand il s'agit du groupe de langue juif. Il se trouve seulement qu'il y a, n'impliquant en rien qu'elle ait vocation à devenir la langue d'un État national, une « langue juive », le yiddish parlé, compris, lu et écrit par la quasi-totalité des immigrés juifs originaires de Pologne.

C'est cette relation nécessaire au yiddish qui explique qu'un nombre très important de communistes juifs même immigrés ne sont pas, faute d'être yiddishophones, rattachés au groupe de langue juif, mais à celui des groupes de langue dont ils parlent de préférence la langue — l'allemand, le hongrois, le roumain.

Or, comme on l'a vu, non seulement j'appartiens à une famille juive de souche très anciennement française, mais encore, à l'exclusion de quelques mots judéo-alsaciens passés dans le folklore familial, je ne parle ni ne comprends le yiddish. Qu'est-ce que je fais donc dans la JC - MOI ? Qu'est-ce qui fait non seulement que j'y entre (toute entrée dans la Résistance comporte une part de hasard puisque tout dépend sur qui et sur quoi on tombe) mais que j'y reste — ce qui, là, n'est plus affaire de hasard (rien n'aurait interdit à ce que je me fasse muter dans la JC « française ») ? Eh bien, d'abord et paradoxalement, parce que dans la JC, fût-elle MOI, on parle français, un français qui serait même très pur s'il n'était pas souvent très « parigot ». Les « adultes » comme on désigne les communistes de la MOI, membres du PCF, eux, parlent en effet yiddish. Ce sont des émigrés récents, des émigrés de première génération. Les jeunes, au contraire, ont été à l'école en France. S'ils parlent yiddish avec leurs parents, ils parlent français entre eux, sans la moindre trace d'accent, et toute la « littérature » que nous produirons en abondance sera en français. Les seuls tracts que nous éditerons et diffuserons dans une autre langue que le français le seront en allemand. Ils serviront pour le « TA », le « travail allemand », c'est-à-dire le travail d'agitation et de propagande parmi les soldats de l'armée d'occupation, moins d'ailleurs les Allemands que les Autrichiens.

Il y a une autre raison, plus décisive. Français ou immigrés, les juifs sont désormais dans un malheur commun. Peu importe la langue, ce qui compte, c'est que leurs préoccupations, leurs soucis, ce qu'ils attendent et espèrent de nous, jeunes filles et jeunes garçons juifs, procèdent des mêmes besoins.

Si je reste à la JC - MOI, c'est parce que nous sommes des militants juifs, des combattants juifs. Si je n'étais pas juive, quelles raisons aurais-je, que n'a eues aucune de mes amies d'école, pour, à moins de seize ans, entrer dans la Résistance active ? En vérité, si je n'étais pas juive, mon mérite serait exceptionnel mais, l'étant, la chose est presque banale.

D'autres, non moins sincères, déterminés et résolus, ont tenu, contre la prétention nazie à nous rejeter tous dans le même ghetto, à se battre en Français parmi les Français. Jusqu'à aujourd'hui, ils se refusent farouchement à concéder que la part juive de leur identité ait pu accélérer leur engagement patriotique. Je veux bien les croire d'autant qu'il me semble apercevoir ici l'un de ces signaux qui marquent la frontière entre générations. Les gens de l'âge de mes parents ou même plus jeunes, mais qui avaient eu l'âge d'être soldats en 1939, ont en effet vécu la période de l'occupation comme une tragique parenthèse dont la responsabilité exclusive incombait à Hitler et au nazisme.

Au contraire, ceux de mon âge n'avaient pas, en citoyens majeurs, bénéficié d'une connaissance intime de l'« avant ». Ils n'étaient pas en mesure d'imaginer l'« après ». Ce qui comptait, ce qui correspondait à notre expérience vécue, ce qui grandissait avec nous, c'était que tout découlait du fait central que nous étions juifs. Que cela nous fût imposé de l'extérieur ou que nous le voulions tel n'introduisait en fin de compte qu'à des considérations oiseuses. Ainsi s'explique sans doute qu'une fois déprise



du communisme cette génération s'est retrouvée non pas « convertie » au sionisme, mais sioniste ou du moins viscéralement attachée à Israël par un mouvement naturel de réemploi d'une identité constituée de longue date.

MOI, passe encore ! Mais pourquoi JC ? Qu'est-ce qui fait qu'au lieu d'aller chez les gaullistes — ce n'est pas ce qui manquait à Grenoble — je sois allée chez les communistes, hélas, dirais-je aujourd'hui où j'ai loisir d'évaluer le prix exorbitant, payé sans relâche, d'une dette jamais éteinte, pour cette décision aussi inéluctable que, sur le moment, honorable ?

Pour une première raison : les mouvements gaullistes, je l'ai déjà noté, étaient à finalité militaire et à dominante masculine. Ils n'acceptaient en conséquence que des recrues, jeunes sans doute mais pas *très* jeunes et mâles en règle générale. Avec ma taille et ma tournure, je n'avais, jeune fille de seize printemps, en paraissant douze, aucune chance de convaincre quiconque qu'il voyait en moi un garçon de dix-huit à vingt ans. Tout le monde ne saurait avoir la chance de Jeanne d'Arc. La seule organisation qui fût prête à recueillir les adolescents en quête de combats, c'était la communiste, la JC (MOI). Elle attira donc à elle tous les mômes, titis et gavroches juifs. Fut-ce à son honneur ? Peut-être, encore qu'on puisse estimer cynique d'embrigader des enfants et les conduire au sacrifice suprême. La croisade des pasteureaux n'a pas dans l'histoire bonne réputation. Plus près de nous, l'épisode chinois des Gardes rouges que lève le Grand Timonier — Mao — menacé par « la ligne bourgeoise à l'intérieur du parti » est plus atroce encore. Proclamée « unique force révolutionnaire », la jeunesse, écoliers et étudiants, enivrée par sa propre puissance, faisant flotter drapeaux et bannières au son des roulements de tambour et des gongs, destitue, juge, frappe, casse, torture, tue à sa fantaisie et dans le plus total dérèglement. Toute une génération devient tragiquement criminelle par inadvertance et sans même s'en aviser.

Mais ce serait esquiver une partie de l'explication que la borner à l'argument selon lequel la Résistance communiste fut seule accessible aux très jeunes adolescents. Être reçu dans la Résistance communiste, c'était aussi, après avoir perdu patronyme, logis, rue, école, métier, foyer, recouvrer une appartenance. C'était aborder à la terre ferme d'un pays certes imaginaire mais pour une part déjà défini et concret. C'était faire fondre l'indicible tristesse de la perte de sens que la persécution avait infligée à l'existence quotidienne et la faire fondre à la chaleur d'une patrie souterraine, flottant quelque part entre limbes et catacombes, mais vivante et tout animée de la certitude de lendemains enchanteurs. Peut-être n'a-t-on jamais bien mesuré quelle irréparable déchirure fut, pour le tissu fragile de nos âmes adolescentes, le fait de s'être trouvé d'un jour à l'autre brusquement rejeté, expulsé de la communauté nationale et davantage encore de la société instituée.

Est-ce un hasard si, à plat ventre dans l'herbe que le jeune printemps 1943 faisait reverdir, les lèvres collées à la terre, je murmurais fiévreusement, comme le barbier de Midas, le secret qui était le mien : je suis communiste, je suis communiste. L'adhésion au communisme renouait, contre le monde menaçant qui m'enserrait, m'enterrait, m'humiliait, les liens qui me ratta-

chaient à un autre monde sans doute lointain mais, lui aussi, vaste, puissant, combatif.

Ce fervent et reconnaissant baiser que le naufragé donne à la terre ferme retrouvée ne m'était d'ailleurs pas un geste propre, entaché de la crédulité passionnée d'une fille romanesque. A peu près dans les mêmes semaines, mon frère aîné suivait la même pente et se faisait recevoir, de son côté, dans la Jeunesse communiste encore que, lui, ce fût la JC française.

Seule différence, tandis que j'y demeurais et y parcourais patiemment le lent et dur chemin de la formation au métier de communiste, Henri, lui, s'en alla très vite chez les gaullistes. « Lire Marx dans la forêt, très peu pour moi », me dit-il un jour sur le ton de la moquerie. Non que, scientifique, il n'eût pas le goût de la lecture. Bien au contraire : sa brillante carrière ultérieure d'ingénieur et de directeur général de grande entreprise n'a pas empêché qu'il fût un esprit curieux, grand liseur autant que grand voyageur et qui avait au moins la tête aussi philosophique que maints intellectuels patentés. En 1943 ce qui l'intéressait, ce n'était pas Karl Marx, c'était de faire la guerre.

Garçon naturellement courageux, Henri avait aussi un côté casse-cou. Ce qui finira comme cela devait finir : mal. Le 17 août 1944, il redescend une fois de plus du Vercors par Sassenage. Depuis deux mois et dans les deux sens, il est l'un de ceux qui assurent la liaison entre Grenoble et le Vercors. Il a notamment convoyé maints jeunes gens qui désiraient s'engager au maquis. Mais en juillet, attaqué par les Allemands, le maquis du Vercors a été détruit. D'où la dernière mission de mon frère : ramener à Grenoble les armes qui ont pu être cachées dans des cabanes forestières, des grottes, sous des rochers.

Sa mission remplie et les armes rassemblées dans de nouveaux entrepôts, Henri passe chez un ami à Saint-Martin-le-Vinoux, village de bord de route dans la plaine qui s'étend au pied du massif de la Chartreuse. Cet ami, il l'appelle, de l'enseigne peinte sur sa maison, le « potier du Néron ». Félix Faure, c'est son nom, est en effet potier de son état, un potier fort connu dans tout le Dauphiné — comme le sera sa femme Marguerite Faure-Alpe, alors institutrice à Saint-Martin, et qui, fille d'un tailleur de pierre, sera poète et peintre de cette Alpe dont elle porte le nom. Un potier donc tout semblable à celui que chantera Eluard.

Regardez cet homme toujours si doux  
Qui disait : Mes mains font monter la terre <sup>1</sup>.

Las, à peine le potier avait-il offert des poires de son verger à mon frère que, dans ce calme soir d'été, trois hommes en civil font irruption dans la maison. Armés de mitraillettes anglaises, ils commencent par exiger de Faure qu'il leur remette tout l'argent en sa possession. « Pour le maquis », prétendent-ils. Travaillent-ils pour leur propre compte ? Ils tentaient plutôt de piéger le potier et d'acquérir ainsi la preuve qu'il aidait bien la Résistance. Mais, après avoir en vain cherché à extorquer trois cent

---

1. Eluard, *Poème au potier*.

mille francs au maître de la maison, ils se découvrent : « Haut les mains, police allemande ! »

Ces agents français de la Gestapo mettent le feu à la maison, puis emmènent leurs deux prisonniers à vive allure vers Grenoble. Le hasard, confondant, veut encore que, de Saint-Martin au boulevard Gambetta où siège la Gestapo, la voiture ait à passer par le cours Berriat et qu'aux clous elle s'arrête pour laisser traverser une dame qui marche à pas hésitants. « Maman ! » ne peut s'empêcher de crier Henri. L'appel enfantin se brise sur ses lèvres, mais il porte en lui cette ultime vision de sa mère quand, arrivés à destination, Faure et lui sont poussés dans la salle de tortures et atrocement battus à coups de nerf de bœuf. Étendus à terre, le plus âgé geignant doucement, épuisés, ils sont en fin de soirée rejoints par deux autres martyrs. L'un s'appelle Chaix, employé à la police judiciaire et qu'Henri reconnaît pour l'avoir déjà rencontré dans les milieux de la Résistance. L'autre se nomme Lhuillier, le patron des cars Lhuillier qui assurent la ligne Villard-de-Lans - Grenoble. Devant Henri et le potier, les deux malheureux sont soumis à d'indicibles épreuves. La tête de Lhuillier écrasée pour finir à coups de souliers ferrés, les tortionnaires emmènent Faure et Chaix pour les exécuter dans la cour du lycée Champollion — devenu une annexe de la *Gestapo* depuis qu'il a été brutalement réquisitionné et ses élèves expédiés au lycée de filles quand la caserne de Bonne a sauté en décembre 1943. « Laisse le jeune », a ordonné le chef des opérations à son adjoint venu prendre livraison. Pourquoi ? Qui le sait ? Emmené dans une cellule du sixième étage où il est enfermé seul deux jours, promené la nuit suivante entre deux soldats en armes en guise de plaisanterie macabre, transféré le troisième jour dans une cellule à six détenus, Henri constate, avec ses compagnons d'infortune, la quatrième nuit, que la prison est abandonnée. Cette nuit-là, les dernières troupes allemandes ont reçu l'ordre de se replier.

Au matin, libéré, Henri sonne à la porte de notre appartement. Ma mère d'abord ne reconnaît pas l'inconnu qui se tient, muet et tout noir des coups qu'il a reçus, dans l'encadrement de la porte, puis pousse un cri et s'abat sur la poitrine de son fils. Quelques jours plus tard, ayant recouvré figure humaine, soldat de 2<sup>e</sup> classe, mon frère partit avec l'armée du Rhin.

Revenons à 1942. Courageux, Henri l'est, mais les communistes aussi. Seulement il est aussi fantasque, un genre qui n'est pas apprécié à sa valeur dans le monde communiste. Il a le goût, même au sein du tragique, de ce qui est jeu, canular, farce. Il s'était d'abord attribué une fausse identité bien banale : Boulanger, traduction littérale de son patronyme de Becker. C'est pour lui trop plat. Puisque, dans l'argot du temps, pour parler des juifs, on dit « les Bretons » depuis que le ministre socialiste de l'Intérieur, Marx Dormoy, avait à la Chambre en 1938 déclaré qu'à ses yeux Léon Blum était l'égal d'un Breton et qu'il en était résulté une vague de caricatures antisémites tournant en dérision cette prétendue équivalence, Henri trouve plus spirituel d'inverser les syllabes de son patronyme originel. Cela sonne fièrement bas breton — Kerbec — et pour ne pas s'arrêter en si bon chemin il s'anoblit. Henri de Kerbec, c'est superbe et ça s'harmonise bien avec son

épaisse chevelure châtain clair séparée par une raie de côté, ses yeux bleus qu'il cache derrière des lunettes sérieuses, son air buté.

La farce chez lui n'est pas toujours du meilleur goût. Au bas de notre maison, cours Berriat, un bijoutier du cru commerçait plus qu'il n'était convenable avec les occupants. Henri confectionne un cercueil qu'il lui envoie avec l'ordre de fermer le magasin pendant deux mois. Le destinataire s'exécute *illico* et Henri s'étouffe de rire. Plus drôle : il écrit à la Milice et à la Gestapo pour leur fixer un rendez-vous où leur sont promis des renseignements de la plus haute importance sur la Résistance. L'homme de la Milice doit porter un béret basque et à la main *Signal*, l'homme de la Gestapo un chapeau mou et à la main *Le Petit Dauphinois*. Le lieu de la rencontre : sur le parvis de l'église Saint-Louis, à mi-chemin entre la place Grenette et la place Victor-Hugo. Caché à quelques pas de là, Henri savoure avec jubilation la scène cocasse.

Il faut dire que, pour toutes ces gamineries mais aussi pour bien des opérations plus sérieuses et plus audacieuses, Henri a trouvé un camarade et un chef en la personne d'un garçon, énigmatique et attachant, dont il a fait avec nous la connaissance de manière curieuse.

Mon père avait, comme à Paris et pour les mêmes raisons, décidé que nous devrions vivre sur ses économies. « Non déclaré », il passerait de cette sorte mieux inaperçu. Pour un homme qui avait toujours été laborieux, les journées étaient longues. Il avait pris l'habitude, l'après-midi, parce que c'était chauffé, gratuit et ouvert au public, de se rendre aux audiences du palais de justice, ancien hôtel de la Chambre des comptes et du parlement du Dauphiné sis sur la place Saint-André dans le vieux Grenoble. Un jour qu'il en sortait après avoir assisté à un procès où l'inculpé, un élève de l'Institut électrotechnique, était accusé d'avoir distribué des tracts et saboté une réunion de la Milice tenue dans les locaux mêmes de l'école, il se heurta à l'étudiant qui, condamné avec sursis, venait d'être relâché et semblait désespéré, faute de savoir où se réfugier. Mon père engagea alors la conversation et, sur un coup de cœur, proposa au jeune homme de l'emmener à la maison pour la nuit. Toto, de son vrai nom Georges Guérin, qui avait alors vingt-deux ou vingt-trois ans, fut bientôt adopté. Petit, maigrichon, le visage sans grâce, les cheveux coupés en brosse, il couchait dans la salle à manger sur une étroite banquette. De famille très modeste, venu à Grenoble comme élève de l'Institut électrotechnique, il était effacé, doux et gentil dans la vie quotidienne, mais, clandestin, il se révéla d'une trempe physique et morale exceptionnelle. Bientôt membre du groupe Vallier rattaché à *Combat*, il en fit une base à partir de laquelle il lançait sur Grenoble des raids de la plus grande audace.

Le cloisonnement, surtout chez les gaullistes, n'empêchait pas interférences et appartenances multiples. Pourquoi Toto qui, par groupe Vallier interposé, appartenait à *Combat* était-il en même temps plus ou moins sous les ordres d'André Moch qui, lui, relevait de *Résistance-Fer* ? Il est de fait que lorsque André Moch tomba, assassiné par les gens de la Milice, ce fut la compagne de Toto, Lucienne, qui, avec mon père, se rendit de nuit à La Tronche récupérer ce qui se trouvait dans la cachette où elle savait qu'André

Moch dissimulait papiers, armes et argent. Ainsi s'explique que ce fût mon père qui, après la Libération, eut le pénible devoir de remettre au malheureux père, le ministre socialiste Jules Moch, les papiers et autres archives personnelles, derniers souvenirs de son fils.

Mon père fut mêlé à des épisodes peu connus de la Résistance grenobloise. Mais on ne saurait dire qu'il s'y engagea directement. A ses yeux, la responsabilité qu'il avait d'une famille de six personnes le lui interdisait. La chose lui fut pénible et le rendit malheureux. D'autant plus malheureux qu'il eut à se poser une question encore plus délicate : avait-il le droit de laisser ses aînés s'y engager de leur côté, avec le risque que cela représentait pour les plus jeunes ?

Il ne fut pas le seul père de famille juif à s'interroger de cette manière. Dans un récit de l'écrivain Icchokas Meras qui traite de la liquidation du ghetto de Vilno (*La partie n'est jamais nulle*, 1979), une scène m'a rappelé si fort celle que j'avais vécue que j'ai tenu à en placer un extrait comme épigraphe d'une de mes études sur la Résistance<sup>1</sup> :

« Nous nous tenons devant mon père, Esther et moi. Nous le supplions longuement, mais il ne veut rien savoir.

— Je ne peux pas vous laisser partir, dit-il.

— Si, tu peux.

C'est moi qui parle.

— Vous êtes des gosses, vous vous ferez prendre à coup sûr.

— Tu ne veux pas...

— Mon enfant, mon fils, comment pourrais-je le vouloir ? »

Ce fut surtout à mon égard que mon père se montra intraitable. Je n'ai d'ailleurs jamais très bien su si ce qui justifiait à ses yeux la rigueur dont il faisait preuve à mon encontre, c'était le devoir qu'il avait de s'opposer à des imprudences éventuellement fatales ou si c'était la volonté de faire respecter les interdits que les mœurs faisaient encore en ce temps-là peser sur la liberté de mouvement des jeunes filles.

Tant que nous étions en période scolaire, il ne pouvait m'empêcher de sortir. Il fallait bien que j'aille au lycée. Mais, quand vinrent les vacances de l'été 1943, il établit sur moi une surveillance féroce.

Je ne pus desserrer mes liens et m'évader de la prison qu'était devenue la maison que par suite d'une mémorable circonstance adroitement exploitée. Mon père rentra un jour plus soucieux encore qu'à l'accoutumée et, après avoir commencé par demander, selon sa manie habituelle, où j'étais et vérifier que j'étais bien là, expliqua qu'il n'avait réussi par aucune des filières qu'il utilisait habituellement à se procurer le jeu de papiers d'identité dont un lointain cousin, arrivé en catastrophe, le professeur de médecine Jacques Lièvre, avait un urgent besoin. Nous étions à table et, moi qui ne parlais guère, je dis tout à trac que, s'il me laissait sortir, je lui ramènerais ce qu'il cherchait. Il me foudroya d'un regard sceptique, mais, comme l'affaire était pressante et qu'il ne voulait pas gaspiller une chance, même

1. Cf. « Résistants communistes et juifs persécutés », *Réflexion sur les questions juives*, p. 40.

minime, de rendre service à un cousin en détresse, il me dit d'un ton sec : « Bon, va ! »

Je ne me le fis pas dire deux fois. Je volai, en respectant néanmoins les précautions habituelles, jusqu'à l'appartement où travaillait mon couple de spécialistes et leur expliquai que, jouant ma liberté de mouvement, il me fallait un service de première classe. Le soir même, je rapportais à mon père un jeu d'identité en béton auquel j'ajoutais en prime... une feuille de tickets de fromage, ce qui représentait une petite fortune que je n'aurais pas eu l'indélicatesse de soustraire de mon stock — destiné aux familles des camarades arrêtés — si je n'en avais pas attendu une amélioration décisive de mon statut.

Il n'était pas possible en effet devant un résultat aussi probant de s'obstiner à prétendre que la Résistance n'était qu'un vilain jeu pour les enfants que nous étions.

Dès lors, je fus plus libre — enfin... un peu plus. En fait, mon père ne pouvait pas renoncer à me surveiller. Il aurait eu sans doute l'impression d'abdiquer. Quoi ? Son pouvoir, son autorité, son devoir ? Et, de mon côté, il était impensable que je rompe en visière et quitte par exemple la maison, le prétexte en fût-il honorable. Pas seulement parce que je n'étais pas douée pour la révolte. Mais, plus profondément, parce que ce qui m'avait amenée à la Résistance, c'était justement le sentiment aigu d'avoir à prendre ma part de la défense des miens.

C'est ce que j'ai déjà noté dans le texte dont je viens de rappeler l'épigraphe : « La révolte des adolescents, dit-on, vise en général à secouer les contraintes que leur impose la génération des aînés. Ce fut à l'époque pour au contraire restaurer ces contraintes et, souvent, au nom du père disparu que tant d'adolescents demandèrent fiévreusement des armes. Car le premier des maillons d'une chaîne de contraintes restauratrices de dignité, c'était la famille. Il est difficile d'évoquer aujourd'hui l'intensité des sentiments d'amour, de respect et de dévouement réciproques qui se développèrent alors au sein de groupes familiaux menacés d'éclatement et de démantèlement<sup>1</sup>. »

Dissimuler à mon père ce que je faisais malgré ses impératives consignes ? Oui. L'hypocrisie n'était pas de mon fait et la désobéissance sur le fond justifiée. Peut-être même, obscurément, mon père admettait-il de me lâcher une courte bride. Devais-je dès lors exiger davantage, revendiquer ma liberté totale, au besoin en allant chercher fortune ailleurs, ce que matériellement j'aurais pu faire sans grand dommage puisque je gagnais (petitement) ma vie ? Sûrement pas.

D'ailleurs, les limites étroites dans lesquelles mon père m'imposait sa loi avaient leur bon côté. J'étais obligée de choisir très strictement mes objectifs pour les échelonner dans le court laps de temps dont je disposais et j'évitais en conséquence de traîner, de musarder, ce qui était souvent source de pépins. En revanche, chacun sait qu'un des impératifs de la sécurité clandestine, c'est de prendre au plus long, d'éviter le répétitif et le

---

1. *Op. cit.*, p. 48.

direct. Or, combien de fois, faute de temps pour repasser au local où j'entreposais mon matériel, en ai-je ramené à la maison des éléments et les ai dissimulés sous mon lit. Ma petite sœur ne pouvait pas ne pas s'en apercevoir. Avec un instinct très sûr, elle avait appris à se taire. Mais je savais, puisque je dormais avec elle, que, la nuit où il y avait des armes sous le lit, elle faisait des cauchemars. Et parfois je me demande encore avec angoisse si cette peur que je lui causais avec mes manigances, cette peur qu'elle enfermait au fond d'elle-même dans son âme si tendre de petite fille, mais qu'elle criait au fond de l'alcôve dans la nuit noire, n'est pas à l'origine du mal-vivre qui l'a toute sa courte vie étreinte.

Ma sœur n'était pas seule à me couvrir contre l'inquisition paternelle. Ma mère aussi. Quelle fermeté d'âme lui fallut-il pour oser prendre la responsabilité de camoufler, aux yeux de mon père, une part de mes activités ! Quand je n'étais pas là et que mon père, une fois de plus, avec rudesse, s'informait auprès d'elle des raisons de mon absence, elle prétendait qu'elle m'avait envoyée faire une course. Le temps que je mettais à faire ces fameuses courses a dû passer à la légende puisque Catherine Claude, dans un texte que j'évoquerai encore, s'en souvient : « Annie inventait d'effroyables queues aux portes des boutiques où elle faisait les achats de sa famille pour justifier le temps qu'elle nous donnait. » Le soir encore, ma mère me faisait descendre les poubelles et j'en profitais pour, tout autour de la maison, boucler le cycle de mes rendez-vous quotidiens. A cette heure-là, l'attention paternelle était tout entière captivée par Radio-Londres...

Il fallait à ma mère bien plus que la tendre confiance que lui inspirait sa fille aînée. Il fallait l'héroïsme d'une âme forte. D'autant qu'au même moment s'abattait sur elle un immense malheur : elle perdait la vue. Mon père aurait-il pu, aurait-il dû la faire soigner ? Peut-être. Sûrement. Mais il y avait la crainte, ô humour noir d'une réalité sinistre, d'être « vu » — chez le médecin, à l'hôpital. Il y avait la peur de se lancer dans des dépenses qui rapprocheraient le temps où ses économies se trouveraient épuisées. Et puis ma mère n'était pas du genre à se plaindre ni à faire des embarras. Hormis les travaux trop minutieux de couture, elle continua, à l'estime, à s'acquitter de toutes les tâches du ménage, à cuisiner des plats qui fussent mangeables et même appétissants en dépit des produits exécrables — les fameux ersatz — qu'elle avait à sa disposition. Notamment un fameux gâteau aux nouilles — sans nouilles, sans œufs, sans lait — calmait la faim de mon frère aîné quand il passait à la maison.

Ce n'est qu'après la Libération que ma mère consentit à consulter, mais il était trop tard. Les soins de Mme Schiff-Wertheimer, la grande ophtalmologue, ne purent empêcher que, quarante ans durant, ma mère s'enfonçât dans une nuit de plus en plus totale. Pourtant, jusqu'au moment où, dans son très grand âge, épuisée et vaincue, elle s'abandonna définitivement, elle se battit sans trêve, superbe de volonté et d'autorité, pour compenser son infirmité et, appuyée sur sa canne blanche, demeurer active et gaie comme une voyante.

Mon père réagit mal à ce coup qui s'ajoutait à tous les autres. Il en voulut à ma mère. Elle était si adroite, elle parvenait malgré son infirmité à

si bien se débrouiller qu'il crut pouvoir être sceptique, douter que ma mère disposât d'un si infime champ de vision. C'est probablement le remords de cette dureté mauvaise et injuste qui, bientôt nonagénaire, le fit, quand ma mère eut épuisé sa vitalité, la soigner avec un maladroit mais exemplaire dévouement.

On imagine aisément que, dans mes seizième et dix-septième années, de 1943 à 1944, je n'atteignis pas un niveau hiérarchique qui m'eût permis ne serait-ce que d'observer un dispositif tant soit peu global ou même, sans être à proprement parler mêlée au processus, d'être avertie des débats préalables concourant à l'élaboration de la décision.

C'est pourquoi je suis en garde contre la tentation de donner un caractère rétroactif à un savoir tardif. J'ai en effet depuis beaucoup appris des travaux d'historiens, notamment de mes élèves et, plus généralement, de la pléiade de jeunes chercheurs très doués qui font équipe autour de la revue *Communisme*. Je n'ai pas moins appris des témoignages apportés par des hommes dont j'ignorais dans les années 40 jusqu'à l'existence à la tête de la MOI.

Cette existence, j'ai d'ailleurs continué à l'ignorer jusqu'aux années 80. Pour au moins quatre raisons. La première, c'est que ces hommes appartenaient à l'époque des faits à l'appareil « adulte ». Or le seul responsable des « Jeunesses » qui, aux différents échelons et en fonction des règles de cloisonnement, avait le contact avec les aînés était le responsable politique : pour Grenoble, Maurice. La seconde, c'est que je n'appartenais pas au monde yiddishophone d'où ils étaient issus et où, après guerre, ils ont le plus souvent recommencé à évoluer quand ils sont demeurés en France. La troisième, c'est que, dès le printemps 1945, la dissolution de la MOI et le transfert échelonné de certains de ses dirigeants dans les démocraties populaires « pour y construire le socialisme » firent que partirent avec eux l'histoire et la mémoire dont ils étaient porteurs. Il fallut que l'antisémitisme socialiste les renvoyât en Occident pour que, revenus à Paris de leurs « illusions » — *Nos illusions perdues*, c'est le titre qu'Adam Rayski donna à ses Mémoires, les plus intéressants de sa catégorie —, les Gronovski, Rayski et Holban se résolvent à parler et plus encore à écrire. La quatrième enfin, c'est qu'aussitôt après la Libération les choses reprirent pour moi leur tournure « normale » : je ne militai plus que dans l'appareil « français ». Et je n'y connaîtrai que ceux — Krasucki, Borker, Lederman — qui auront, eux aussi, abandonné l'annexe de la MOI sans pour autant se réexpatrier à l'Est.

Je n'ai donc aucun droit à arguer de mon statut de témoin pour trancher dans les débats qui se sont récemment multipliés en ce qui concerne la nature exacte et les fonctions de la MOI, ainsi que les choix stratégiques et politiques qu'elle adopta ou qui lui furent imposés. Je suis portée à penser aujourd'hui que l'Armée rouge ne pouvait pas se désintéresser, de 1941 à 1944, de la source de renseignements stratégico-militaires et des capacités opérationnelles que devait lui procurer un contrôle, par divers



intermédiaires, à divers niveaux et sous diverses formes, sur les appareils et les réseaux différenciés d'obédience communiste dont elle disposait déjà ou qu'elle va s'employer à développer et étoffer dans un pays occupé comme la France. Mais il n'en résulte pas automatiquement que la MOI fût, comme telle ou en corps, soustraite au contrôle politique de la direction clandestine du PCF et réduite à n'être qu'une simple antenne du NKVD, de l'appareil secret du Komintern ou des services spéciaux de l'Armée rouge.

Quand je relis des documents d'époque restés par hasard en ma possession, tracts, circulaires, consignes, bulletins, journaux, je vois bien que m'avaient été fournis plus d'éléments d'appréciation qu'il ne m'en est resté en mémoire. Mais je ne disposais pas en 1943-1944 des instruments intellectuels qui m'auraient permis de comprendre de quoi il retournait.

Il y faut un apprentissage. Avant d'être communiste, il faut le devenir — la même chose pouvant d'ailleurs être dite d'à peu près n'importe quelle expérience. Il en résulte qu'avant que cette expérience, conduite sérieusement et de bonne foi, ait révélé le bien-fondé, les contreparties ou l'erreur désastreuse du choix initial, ce choix-là est particulièrement fait à l'aveugle. D'où le côté redoutable des entraînements de génération. Que toute une génération s'engouffre dans un mouvement d'idées, dans un type d'action ou de conduite ne garantit rien d'autre que la pureté de ses intentions : mais l'enfer peut être au rendez-vous. C'est là sans doute le rouet de toute éducation. Il n'est pas de parents qui n'aient eu à s'interroger avec angoisse sur ce cercle vicieux. L'adolescent, s'il ne fait pas d'expériences, n'en acquiert aucune mais, s'il en fait une fâcheuse, dans quel état en sortira-t-il s'il s'en sort ? Où est la frontière entre expérience licite et regrettable aventure, surtout si l'expérience en question revêt sur le moment une armure de justifications honorables ?

Même en période de clandestinité, l'apprentissage communiste commençait aux deux bouts : celui de la théorie et celui de la pratique, pures l'une et l'autre si je puis dire de toute implication au départ proprement politique. Il est peut-être paradoxal d'observer, pour qui se tient à l'extérieur, qu'une entreprise éminemment politique comme l'était l'entreprise communiste, dont la finalité majeure était d'établir, par une révolution politique, une société radicalement politique, ne conduisait ses adeptes à l'intelligence politique qu'en toute fin du parcours initiatique.

C'est la raison pour laquelle Henri avait eu comme première tâche, dès sa rencontre avec les Jeunesses communistes, de « lire Marx dans la forêt ». C'est le bout de la théorie. On peut bien sûr s'ébaubir de la faculté d'optimisme qui faisait s'investir dans l'étude de Marx des jeunes gens dont une partie était destinée à périr prématurément — à Auschwitz ou ailleurs —, et dont une autre retrouverait par temps plus calmes les horizons familiers. Sur ceux qui étudiaient Marx, combien le lisent encore ? Mais qu'importe ! Si ceux-là ou leurs enfants ne le lisent plus, d'autres le lisent qui n'étaient pas alors destinés à le lire, telle cette petite Albanaise des années 80 qui demande ingénument à un journaliste venu faire un reportage à Tirana si les enfants de France aiment autant qu'elle lire Marx, Lénine et Staline.

Nous lisons donc Marx dans la forêt.

Dans la forêt — n'exagérons pas. Il nous suffisait de nous réunir le soir, quand la nuit tombait, à l'Ile-Verte. Qui connaît Grenoble aujourd'hui, momifiée dans ses bandelettes de béton, avec ses tours, ses grands ensembles, ses résidences, ses villeneuves et ses domaines qui interposent une barde de graisse entre la vieille ville et les bourgs de pied des montagnes, ne peut avoir l'idée de ce qu'était Grenoble il y a moins d'un demi-siècle quand, toute menue et ramassée sur elle-même, elle était de tous côtés pénétrée par la campagne. De la place de Verdun par la rue Hébert, quelques minutes d'un pas nonchalant suffisaient aux étudiants en lettres pour atteindre les portes de la ville. Les bords herbeux de l'Isère qu'on trouvait là offraient des promenades aux amoureux désireux d'échapper aux médisances. Quant à l'Ile-Verte, dans la boucle que fait l'Isère au nord-est de la ville, c'était en effet non pas un « espace vert », mais bel et bien un bois touffu, par bonheur non aménagé et qui n'avait plus rien d'urbain une fois dépassés l'évêché et le quartier à forte population italienne qu'il fallait traverser pour l'atteindre.

Quant à Marx, n'exagérons pas non plus. Les ouvrages dont nous disposions étaient peu nombreux, débris sauvés de la « littérature » publiée par les Éditions Sociales internationales d'avant-guerre et fâcheusement mêlés d'auteurs qui sentaient le soufre. Je me souviens ainsi d'un livre — biographie de Marx ou analyse et commentaire de la pensée marxienne — dont, je ne sais à quelle aune, j'avais pressenti qu'il n'était pas très orthodoxe. Quel en était l'auteur ? J'avais gardé en mémoire que ce devait être un certain Cohen, mais aucune bibliographie, si exhaustive fût-elle, ne m'a depuis révélé un auteur marxiste, marxien ou marxologue de ce nom et d'entre les deux guerres. Je crus un moment que ce pouvait être Max Raphaël, historien de l'art, sociologue et philosophe allemand. Né en 1889 dans la province de Posen, élève à Munich puis à Berlin de Simmel et Brentano, il s'était dès 1932 installé à Paris où il s'intéressa à l'architecture française et aux travaux de ses contemporains, Auguste Perret, Le Corbusier et André Lurçat. Interné au camp des Milles, il réussit à partir en 1941 pour les États-Unis. Il avait publié en 1938 chez Gallimard, dans la Bibliothèque des Idées, traduit de l'allemand, un ouvrage intitulé *La Théorie marxiste de la connaissance*. Mais un simple coup d'œil jeté sur un vieil exemplaire me persuada que ce ne pouvait être mon livre de 1942 tant il était au-dessus de mes modestes capacités de ce temps-là. C'est alors que, fouillant dans une caisse de vieux livres en mauvais état d'un brocanteur de village, je crois bien être tombée sur l'ouvrage que je cherchais : *Exposé du marxisme*, paru aux Éditions Liberté en octobre 1938 sous la signature de Jacques Rennes — un ouvrage plein de fraîcheur et qui correspond à ce que je pouvais absorber. L'ennui maintenant, c'est que je ne parviens pas à identifier ce Jacques Rennes, inconnu au bataillon des spécialistes actuels de Marx et dont on sait seulement qu'ayant au préalable publié en 1936 aux mêmes éditions un livre, *Georges Sorel et le syndicalisme révolutionnaire*, il a appartenu à un cercle d'extrême gauche non communiste des années 30, mais lequel ?

Ces réunions du soir consacrées à l'« éducation » se pratiquaient non

plus en groupes de trois comme l'exigeait la vie quotidienne dans l'organisation clandestine, mais en groupes plus importants, par exemple trois groupes de trois réunis. C'était une dérogation aux règles de sécurité mais, pour l'« éducation », il fallait accepter quelques entorses, compte tenu du petit nombre de cadres un peu plus savants que les autres. Ce souci de l'« éducation » ne tombait pas du ciel. On le trouvait signalé dans toutes les circulaires intérieures qui nous parvenaient du « Centre ». Avec parfois des suggestions qui peuvent, avec le recul, paraître surprenantes. J'ai sous les yeux un bulletin, *La Vie de la MOI*, n° 4, janvier 1944, dix pages recto verso tapées serré à l'encre violette avec une machine qui n'a plus ni *a* ni *o* et dont le stencil, utilisé pour la ronéo, devait être complètement usé. Le déchiffrement en est laborieux. Le chapitre 5 consacré aux « problèmes du parti », après le point 1 sur le recrutement, a un point 2 intitulé « Éducation des cadres » ainsi rédigé : « L'élargissement continu du travail et des tâches toujours nouvelles qui se posent devant notre mouvement nous amène parfois à désigner à différents postes de responsabilité des camarades insuffisamment formés politiquement. Pour mieux aider ces nouveaux cadres, nous inaugurerons une école par correspondance. Les instructeurs interrégionaux doivent inciter tous les cadres régionaux et des sections de différents secteurs à participer à cette école. »

J'ignore ce qu'il en fut de cette « école par correspondance », calquée sur le modèle déjà mis en œuvre par Victor Fay et sa femme quand, pour les lecteurs de *L'Humanité* isolés et les militants sans attaches, ils avaient dans les années 30 créé un réseau de cours par correspondance auquel s'était abonné un millier d'élèves. Mais qu'elle ait été ou non réellement mise sur pied, l'important c'est qu'en janvier 1944 la clandestinité était devenue une manière de vivre si intériorisée qu'elle ne faisait pas obstacle à ce que les « cadres » aillent à l'« école ». Et quand on disait *cadres*, c'était en fait tout le monde, compte tenu de la fréquence des « chutes » qui frappaient les équipes mises en place et accéléraient vertigineusement le rythme de la « montée des cadres » ; compte tenu de la nécessité aussi d'opérer des interversions dans la composition de ces équipes pour empêcher qu'elles ne se fassent repérer en demeurant trop longtemps dans le même endroit, de la nécessité encore de « prêter » des cadres aguerris à des sections et secteurs qui en manquaient ; compte tenu enfin de l'activisme général qui incitait à ne pas s'embarrasser de néophytes s'ils ne consacraient pas tout leur temps libre et toutes leurs forces à « remplir les tâches ». Moi-même, au bout de quelques semaines, je me trouvais à la tête de la JC - MOI pour tout Grenoble, l'Isère et les Alpes.

Il ne faut pas s'imaginer néanmoins que ces séances d'éducation étaient uniquement livresques. En fait, l'essentiel du temps y était consacré à des exercices plus pratiques. Deux en particulier. Le premier : écouter, commenter et discuter un rapport en trois points présenté par le responsable politique. En trois points, non pas comme c'est de règle pour les exposés des bons élèves de Sciences-po — d'un côté, de l'autre et pour finir —, mais en trois points correspondant aux trois échelles où devait se situer successivement l'analyse pour établir un diagnostic final de situation :

l'échelle internationale, l'échelle nationale, l'échelle locale. Inutile de dire que, si commentaires et discussions il y avait, ils ne portaient que sur les données locales dont nous étions à même d'avoir une connaissance directe et d'en saisir le sens de manière pragmatique. Ce premier exercice, hebdomadairement répété, est d'une efficacité certaine. Il est à la source de la capacité des marxistes — des trotskistes plus encore que des communistes orthodoxes — de présenter sur toute question, théorique, historique ou politique, et en toutes circonstances, une analyse très concrète mais totalement gauchie, fondée sur une quantité de faits réels mais prélevés, évalués et disposés selon des principes — les principes du marxisme — qui n'en donnent qu'une vue systématiquement orientée.

Le second exercice était d'utilité encore plus immédiate. Il s'agissait de lire et discuter des textes plus élaborés qui portaient sur la politique communiste dans ses perspectives à court terme. Je retrouve par exemple, toujours tapé à l'encre violette — mais cette fois ce sont les *e* et les *u* qui font des pâtes —, un article dont un chapeau précise qu'il est dû à « Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste français », qu'il a été publié dans les *Cahiers du Communiste (sic)* du 1<sup>er</sup> trimestre 1944. Il s'intitule « Le parti dans la préparation de l'insurrection nationale ». Voici un autre document, plus intéressant encore, qui s'intitule « Circulaire n° 1 concernant l'unité » et dont les destinataires sont « les responsables régionaux et à l'unité ». Ce qui suggère qu'à côté des responsables habituels (« politiques », « techniques », « aux cadres ») il devait y avoir des responsables spécialisés dans l'« unité ». Il est de fait que Micheline, la femme de Maurice, était alors représentante de l'UJJ aux FUJP (prononcez FuiP) de Grenoble. Malheureusement, le bas de la quatrième page est déchiré et il manque une dernière page — celle où devaient se trouver mentionnés la date et le nom de l'organisme émetteur. Cependant, à la lire, c'est à l'évidence une circulaire qui date du début de 1944 puisqu'elle fait état d'une circulaire précédente « du mois de décembre 1943 ». C'est aussi à l'évidence une circulaire qui émane de la JC - MOI puisqu'elle fait référence aux « camarades du parti » qui « vous faciliteront certainement la solution des différents problèmes concernant la collaboration des comités des jeunes avec ceux des adultes ». En substance, ce document de quatre pages relate l'historique qui a conduit à « l'unité d'action de toutes les organisations de la jeunesse juive » et à la constitution d'un « Comité d'action et de défense de la jeunesse juive » (CADJJ) avec quatre signataires : la JC, la Jeunesse sioniste, la Jeunesse bundiste, les Éclaireurs israéliites. On voit que la stratégie unitaire à laquelle la direction du PCF a donné l'impulsion dès 1943 atteint désormais et met en mouvement l'ensemble de l'appareil communiste dans ses diverses subdivisions. On a en effet déjà compris que le CADJJ est, pour les *jeunes* juifs, l'équivalent de ce que fut pour les adultes le Comité général de défense des juifs (CGD), première mouture de ce que sera, un an plus tard, le CRIF — de même que pour les jeunes en général les Forces unies de la jeunesse patriotique (les FUJP) voulaient être (sans y parvenir) l'équivalent chez les adultes du Conseil national de la Résistance (CNR).

A vrai dire, les FUJP n'avaient aucune chance de parvenir à s'imposer

chez les jeunes comme le pendant du CNR pour les adultes. Voulant se faire passer pour un simple organe de coordination de tous les mouvements de jeunesse « patriotes » (c'est-à-dire résistants), elles étaient en réalité truffées de représentants d'organisations communistes plus ou moins déguisées, style jeunes du Mouvement national contre le racisme (MNCR). Les rares représentants d'autres obédiences, jeunes catholiques de la JOC, jeunes de l'Armée secrète, étaient donc submergés dès le départ.

Il y a là une sorte de contradiction *sui generis* entre le degré de contrôle qu'exercent les communistes sur un organe de front unique et son aptitude à fonctionner comme une instance authentique de représentation. On retrouvera bientôt cette contradiction dans les comités départementaux et locaux de la Libération (CDL et CCL), ce qui est à l'origine réelle de leur fragilité initiale et de leur rapide disparition. C'est ainsi que le *Comité de la France combattante de l'Isère et des Alpes dauphinoises*, première mouture, datant du printemps 1943, de ce que sera le Comité départemental de l'Isère de Libération nationale (CDLN) à partir de janvier 1944, s'était doté d'un exécutif de trois membres dont deux étaient communistes. Hégémonie d'autant moins justifiée qu'à Grenoble et dans l'Isère la Résistance communiste, notamment dans ses branches consacrées à la lutte armée, avait longtemps fait pâle figure à côté d'une résistance non communiste remarquablement étoffée, multiple et combative<sup>1</sup>.

Quoi qu'il en soit, l'unité d'action dont pour le moment le CADJJ est l'expression, la « circulaire n° 1 » que j'ai sous les yeux la présente comme le résultat d'une longue bataille conduite contre « ceux qui conseillaient aux juifs la passivité », d'un côté nommément l'UGIF, « cette officine de traîtres et d'agents de la Gestapo » qui « permit par son activité l'arrestation de milliers de juifs », et de l'autre « ceux qui prêchaient l'isolement sous prétexte que le sort de la France ne les regardait pas et qu'il fallait se réserver pour construire "Eretz Israël" », ce qui, sans les nommer puisqu'ils sont signataires du document unitaire, désigne les sionistes. A l'époque, je n'étais pas en mesure de saisir l'allusion à un sionisme dont j'ignorais tout. Inutile de préciser par exemple que m'était demeurée tout à fait inconnue la tenue clandestine en mai 1942 à Montpellier d'un congrès d'unité de la jeunesse sioniste, congrès préparé dès décembre 1941 à Lyon par une rencontre discrète des responsables de l'Organisation sioniste et animé par Simon Levitte, ancien secrétaire général des Éclaireurs israélites.

Le CADJJ — à l'instar du Comité général de défense, plus tard du CRIF, des FUJP ou du CNR — n'est qu'un comité de coordination auquel, au niveau national, régional et local, doivent participer les délégués des quatre organisations signataires pour traiter de la mise en commun des moyens et des ressources dont dispose chacune d'elles en divers domaines — planquages, faux papiers, placement des enfants, assistance et solidarité.

A analyser cette circulaire, deux points me tirent un sourire qui, à l'époque, m'aurait offusquée. D'une part, la circulaire proteste contre le

1. Cf. l'excellente étude d'Hubert Desvages, « Les communistes de l'Isère dans la Résistance », *Cahiers d'histoire*, 1980, numéro 4.

refus des sionistes, des bundistes et des Éclaireurs d'admettre un cinquième membre, l'Union des jeunesses juives (UJJ), « sous prétexte que c'est une répétition de la JC qui ne doit pas être doublement représentée ». « L'UJJ, déclare vertueusement la circulaire, est une organisation indépendante [qui] a protesté elle-même contre ces allégations mensongères. »

Prodigieuse obstination communiste ! En toutes circonstances, duper et doubler ses partenaires ! En janvier 1944, tandis qu'avec tous leurs coreligionnaires ils sont sous la menace constante d'être expédiés à Auschwitz, les communistes juifs feignent de se draper dans leur dignité offensée et qualifient de « mensonge » le fait patent que l'UJJ n'est pas même une « organisation de masse » dans la mouvance de la JC - MOI mais, depuis le printemps 1943, sa simple dénomination à usage externe comme l'UJRE n'est que le sigle, à usage également externe, de la section juive de la MOI, elle-même branche du PC ayant en charge les immigrés et placée sous l'autorité directe de Jacques Duclos.

Mieux, et c'est le second détail qui me fait sourire, la circulaire précise que les CADJJ s'entoureront, pour les affaires militaires, de commissions où ne siégeront que deux techniciens, l'un au nom de la Jeunesse sioniste et des Éclaireurs israélites, le second au nom de la JC, compte tenu que « le Bund étant une petite organisation sera contrôlée par un des deux techniciens ». Ainsi, battue dans son espoir de contrôler aux deux cinquièmes les CADJJ, la JC - MOI se console de ne contrôler ceux-ci qu'à 25 p. 100 puisqu'elle peut contrôler à 50 p. 100 les commissions militaires qui en seront issues.

Était-ce parce que toute cette magouille n'était pas de mon ressort que je n'en ai gardé strictement aucun souvenir et que, si je n'avais retrouvé au grenier ces textes d'époque, je n'aurais pu y faire la moindre allusion ?

Je crois plutôt que cela dépassait de beaucoup le degré, encore très élémentaire, où j'étais arrivée dans l'assimilation des « principes du léninisme ».

Les quelques idées-forces qu'un frottis idéologique superficiel et hâtif inculquait suffisaient d'ailleurs à sécréter la trame d'une « conscience de classe » et d'un « esprit de parti », cocon au sein duquel, désormais protégée, croîtrait la chrysalide de nos âmes communisées.

Il est important de noter, car autrement la suite serait partiellement inintelligible, que l'« éducation », reçue dans les organisations communistes, toute fructueuse qu'elle fût dans l'immédiat et dans son ordre, continua chez moi à coexister avec d'autres aliments dont se nourrissait mon vorace appétit intellectuel. L'adolescence se caractérise justement par la capacité du jeune esprit en formation à stocker des nourritures très diverses, hétérogènes et même incompatibles entre elles. Rien n'assure que celles qui font aussitôt profit éliminent durablement celles mises en réserve. La culture n'est pas ce qui reste quand on a tout oublié, c'est ce qui reste quand on a tout perdu.

J'ai retrouvé un petit carnet de moleskine noire où, en 1944, je notais les lectures que j'allais faire, dès que j'avais un moment de loisir, à la merveilleuse bibliothèque de la place de Verdun, havre de grâce auquel la majesté austère de son immense salle, avec ses 30 000 volumes imprimés et

les nombreuses vitrines renfermant des collections de médailles anciennes et d'objets de l'époque préhistorique, conférait l'atmosphère d'un asile inviolable. De fait, l'un de mes condisciples clandestins fut arrêté alors qu'il en sortait, mais à l'intérieur les occupants ne pénétrèrent jamais. Voici donc mes lectures du mois de janvier 1944, dominé par Gide — *Les Faux-Monnayeurs*, *Les Nourritures terrestres*, *Les Nouvelles Nourritures*, *La Porte étroite* —, Camus — *L'Étranger*, *Le Mythe de Sisyphe* —, Ibsen — *Hedda Gabler* et *Rosmersholm* —, André Breton — *Les Vases communicants* — et Rimbaud. Plus des essais critiques : *La Vie de Jean Racine*, par François Mauriac ; *Ames et Visages du xx<sup>e</sup> siècle*, d'André Rousseaux, *Moralisme et littérature*, de Jacques Rivière. Sans compter deux beaux ouvrages historiques : *Démosthène et la fin de la démocratie athénienne*, de P. Cloché, et *La France économique et sociale au xviii<sup>e</sup> siècle*, d'Henri Sée. Février 1944 a dû être très agité et mars encore plus puisque pour ce dernier mois je n'ai rien noté. En février pourtant, mon cher Proust, *A l'ombre des jeunes filles en fleurs*, tomes 1 et 2, un Faulkner, *Lumière d'août*, et un Giraudoux, *L'École des indifférents*. Surtout de la poésie, avec *Poésie 43* et *Les Cahiers du Sud* de décembre 1943. La poésie, c'est encore ce qui commande mes lectures d'avril : Rimbaud, *Les Illuminations*, Verlaine, *Parallèlement*, *Correspondance*. Rimbaud vu par Verlaine, l'*Anthropologie de la nouvelle poésie contemporaine*, de Kra. Mais aussi et encore Gide, *Les Cahiers d'André Walter*, le *Prométhée mal enchaîné* ; Valéry, *Variétés II* ; Giono, *Colline* ; Jacques de Lacretelle, *Silbermann* et *Le Retour de Silbermann* ; Joyce, *Dedalus* ; Sinclair Lewis, Thomas Hardy, *Jude l'Obscur* ; J.K. Huysmans, *A rebours*, et Julien Benda, *Le Bergsonisme*. En mai, toujours la poésie : Soupault, Apollinaire, Lecomte de Lisle, Nerval, Mallarmé, Baudelaire. Encore Gide, *Prétextes* ; Giraudoux, *Électre* ; Villiers de L'Isle Adam, *Contes cruels*. Et les biographies de Mallarmé par Henri Mondor et d'Apollinaire par Philippe Soupault.

Ce n'était pas seulement dans l'ordre de la culture que je m'alimentais ainsi à plusieurs sources. C'était aussi et plus profondément dans l'ordre des valeurs. Certes, ces vingt à vingt-cinq mois — de l'été 1942 à la Libération — ont apparemment suffi pour que j'acquière et consolide une identité communiste qui désormais oriente et commande la croissance de mon être pensant. Une identité que sa vocation à la totalité fait ambitionner d'être exclusive de tout autre système de référence. Aspirant à occuper tout mon espace spirituel, elle le fait délibérément aux dépens des deux composantes par lesquelles je pouvais être jusque-là définie et, dans une certaine mesure, programmée.

Aux dépens de ma composante française dont le gaullisme était l'expression d'époque. Je serai ainsi prête à comprendre le sens prometteur des conflits qui opposent au cours de l'été 1944, parfois *manu militari*, maquis gaullistes et maquis communistes, conflits censés refléter le mûrissement d'une situation de double pouvoir à laquelle le modèle léniniste de l'année 1917 a donné ses lettres de noblesse et qui doit conduire, si elle est bien exploitée, à la crise révolutionnaire décisive.

Aux dépens de ma composante juive sous l'effet d'un curieux paradoxe :

le fait que l'appareil communiste de la MOI se charge de tout ce qui relève du combat juif et que j'y participe me dispense d'attendre de l'appareil central du PCF qu'il en ait un égal souci. C'est aujourd'hui seulement que, relisant, après l'avoir retrouvé dans mes archives, le n° 1 de *L'Université libre*, édité en zone sud en avril 1944, je m'indigne de la désinvolture du Comité national des professeurs (un autre de ces machicoulis derrière lesquels s'abritent les militants communistes affectés à ce créneau pour exprimer, sous le contrôle de la direction du parti, la politique communiste dans ce secteur). « Animé du désir de défendre et rénover l'Université », il se propose de faire une critique serrée et détaillée des réformes introduites dans l'Université et l'enseignement par le gouvernement de Vichy. Or il faut attendre le onzième (et dernier) point pour voir (enfin !) dénoncer comme « contraire(s) à toutes les traditions de l'Université française » le *numerus clausus* et l'éviction des professeurs juifs des différents ordres de l'enseignement. Dénonciation assortie (en avril 1944 !) de ce commentaire tout de même surprenant par son caractère anodin : « Ce n'est qu'une mesure de vengeance politique dont l'effet est de priver l'enseignement de maîtres et étudiants de valeur. »

Ainsi s'explique que, la guerre finie et transférée de la MOI à l'Union des étudiants communistes, je pourrai sincèrement donner à croire — à moi-même comme aux autres — que toute préoccupation liée à quelque affaire proprement juive que ce soit m'est sortie de l'esprit. Et pourtant... Une identité privilégiée peut à un moment, comme les vagues, recouvrir et submerger la plage parsemée de rochers et d'épis qui disparaissent alors aux regards. En sont-ils emportés ? D'avoir cultivé des thèmes français et juifs au cours de ces mois de clandestinité, serait-ce en les instrumentalisant, en les subordonnant aux valeurs communistes, a sans doute contribué à les enfoncer davantage dans le sous-sol de mon âme. Après une période de latence, quand se retirera la puissante marée communiste, je les retrouverai intacts sous le varech qui les dissimulait.

« Responsable technique », telle était ma fonction. Un « triangle » de direction comprenait trois membres : le « politique » qui était, bien entendu, le chef, l'équivalent du « premier secrétaire » des temps légaux ; le « technique » ; enfin le « responsable aux cadres et à l'éducation » qui avait la charge de tout ce qui relevait de la sécurité et du respect, par chacun des membres de chacun des groupes de trois, des règles de sécurité.

A cet égard, je reçus une bonne leçon quand, de retour d'une expédition où j'avais visité les mairies qui réservaient à chacun de mes passages mensuels un bon accueil à mes demandes de formulaires vierges et de feuilles de tickets de ravitaillement, je déposai le vélo dans les sacoches duquel j'avais rangé mon butin contre la vitrine d'un magasin où je n'en avais que pour une minute, le temps d'acheter un peigne. J'avais oublié le mien et je devais effacer les traces d'une course de cinquante kilomètres dans une vallée venteuse avant de me présenter à la maison devant mon père. Or étais-je à peine sortie du magasin en question que je pris la mesure du



désastre : mon vélo avait été dérobé. Une mésaventure fréquente en un temps où le vol de vélo, sous couvert de résistance ou non, était un vrai sport. Inutile de dire que je dormis mal cette nuit-là. Malgré une engueulade soignée, je fus soulagée, le lendemain matin, à notre premier rendez-vous quotidien, de voir arriver Maurice avec mon vélo que lui avait apporté le responsable de la sécurité pour faire la preuve de l'inconséquence de ma conduite. J'avais joué de malchance : il passait sur mon chemin, sans que je l'eusse repéré, au moment où j'appuyais le guidon de ma machine pour pénétrer dans la boutique.

J'étais donc le « technique » — quelque chose entre le génie, l'intendance et le train — d'abord à l'échelle de la section, puis de la région. En somme, j'avais à voir avec tout ce qui relevait du côté matériel des choses.

Ce n'est pas mon ingéniosité manuelle qui m'avait fait désigner à cette fonction bien que le fait de savoir taper à la machine n'y eût pas été étranger. À la vérité, sauf à une ou deux occasions où je me tirai d'ailleurs fort mal de la tâche très délicate qu'était la frappe de stencil, je n'eus pas à me servir de cet aspect de mes talents. Sans être proprement maladroite, je ne suis pas très douée dans l'art d'apitoyer des machines rebelles ou rétives. J'éprouve même plutôt de la défiance, sinon de l'hostilité à leur égard. Ce qui n'était pas raisonnable en un temps où la difficulté de les faire réparer par des spécialistes exigeait d'entretenir avec elles de véritables rapports amoureux. C'était heureusement le cas de Justin, lui dont la charge spécifique était d'être, non pas le « technique », mais le « technicien » de l'affaire. Sa Gestetner lui était plus précieuse que la prunelle des yeux de tout le triangle de direction.

« Avec Miss Gestetner les secrétaires travaillent vite et mieux » : cette publicité pour la relance de la maison sexagénaire — redressée, rénovée et innovante — me saute au visage juste ce jour où la Gestetner de Justin me revient comme un personnage majeur de notre petit monde clandestin. Cette nouvelle miss-là, si affriolante avec « son clavier amovible, ses touches ultrasensibles, son écran pivotant, son imprimante à marguerite », qui aura pour elle les attentions qu'avait Justin pour la ronéo en bois de sa fabrication (on peut la voir exposée au musée de la Résistance à Grenoble) ? Encore Justin ignorait-il sans doute, comme je l'ignorais moi-même, que sa chère Gestetner était sortie d'un cerveau juif. David Gestetner, né en 1854 à Cierna pri Cope dans la Slovaquie alors hongroise (et de ce fait austro-hongroise), avait commencé sa vie professionnelle à la Bourse de Vienne, puis il s'était rendu aux USA et s'était finalement installé à Londres où il mourut en 1939. C'est à Londres qu'il avait fondé l'entreprise qui porte son nom et avait acquis une réputation mondiale en fabriquant les premières et encore uniques machines à reproduire des textes.

Cette responsabilité de « technique », je la devais plutôt à des qualités modestes de bonne ménagère, bien nécessaires à ce poste : l'exactitude et la régularité, le sens de l'organisation dans sa méticuleuse routine.

Trois grands secteurs réclamaient mes soins.

Tout d'abord, la propagande, vocable sans fard dérivé du concept bolchevique d'*agit-prop* (agitation-propagande). L'hypocrisie a triomphé

dans ce domaine aussi avec la modernisation ou, si l'on préfère, l'habileté mâtinée de cynisme. Le rapport à la vérité est-il en effet devenu plus impératif ? Je n'en suis pas certaine même si nul, fût-ce un communiste de bonne cuvée, ne se hasarderait plus à se départir du langage aseptisé d'annonceur branché en traitant d'autre chose que d'information et de communication. En jetant un coup d'œil en arrière, on s'aperçoit qu'il y avait alors, quelle que fût la fureur des temps, un fond de naïveté et de simplicité : la propagande, c'était la propagande.

Les textes, qu'il s'agisse de journaux, bulletins, tracts, circulaires, affichettes, m'arrivaient par l'intermédiaire de Maurice qui, lui-même, les recevait le plus souvent soit de Baumol, le responsable des adultes — son homologue à la tête de la section grenobloise du groupe juif de la MOI avec qui il avait un contact quasi quotidien —, soit du centre lyonnais de la JC - MOI d'où nous venait un courrier bihebdomadaire, un courrier au sens ancien du terme, en chair et en os, bref un agent de liaison, en général une jeune fille habituée de la ligne Lyon-Grenoble et retour.

Pour gagner du temps, surtout après qu'il eut été décidé par mesure de précaution de faire s'installer Justin avec tout son matériel d'impression — machine à écrire, Gestetner, stock de papier, de stencils, bidons d'encre, rubans et courroies, etc. — du côté de Voreppe, entre Voiron et la Buisse, à une quinzaine de kilomètres de Grenoble (finalement, un peu plus tard, nous le ramènerons en ville, lui, sa femme, son bébé et son imprimerie), Maurice lui transmettait directement le matériel à reproduire en spécifiant les chiffres de tirage nécessaires et me communiquait le jour, le lieu et l'heure où j'aurais à en prendre livraison.

C'est qu'après la capitulation, à l'aube du 9 septembre 1943, de la débonnaire 5<sup>e</sup> division Pusteria du général Di Castiglione — dont les Grenoblois, surtout dans la colonie italienne, s'étaient amusés comme d'une armée d'opérette —, le stationnement de la 157<sup>e</sup> division allemande à Grenoble devait bouleverser les conditions du travail clandestin.

A ce propos je voudrais dire ici combien me paraît, au cours des années 80-90, avoir dérivé une historiographie française pour qui la période 1940-1944 n'est plus celle de l'occupation — un concept et une réalité que la remontée en puissance d'une Allemagne réunifiée au cœur d'une Europe de nouveau à dominante allemande semblent voués à l'obsolescence —, mais celle du gouvernement de Vichy sous l'égide duquel aurait été livrée l'une de ces « guerres franco-françaises » dont l'histoire de France serait jalonnée. A la limite, un cas exemplaire de contresens de la part de jeunes spécialistes avides de règlements de compte toujours recommencés entre gauche et droite également fantasmées et pour qui la notion de patrie a perdu tant de consistance et de relief qu'ils ne comprennent même plus comment l'idée que l'on se faisait de son avenir et de son rang aurait pu être la source conflictuelle majeure.

Certes nous, jeunes « combattants de l'ombre », avions à nous prémunir non pas contre le gouvernement de Vichy en général dont nous nous contentions d'ignorer l'existence, mais contre les authentiques « collaborateurs » de la Milice ; il ne nous serait pourtant pas venu à l'esprit que nous

menions autre chose qu'une guerre — non pas civile mais mondiale — où l'ennemi, redoutable, féroce, qui commandait tout et dont tout procédait, c'était l'occupant, le « Boche » (nos tracts avaient sans doute tort d'utiliser ce sobriquet vulgaire que pour ma part je n'employais pas, encore que le mot se fût normalement chargé de la composante relevant de l'hitlérisme). Lorsqu'il entra directement en scène, nous étions dans l'œil du cyclone.

Les mois de novembre et décembre 1943 furent ainsi particulièrement éprouvants. Le 11 novembre, plus de quatre cents manifestants — parmi lesquels une cinquantaine de militants des JC — furent arrêtés après que les forces allemandes eurent cerné la foule accourue au monument des Diables bleus à l'appel du PC : les détachements armés des FTP, pourtant prévus pour assurer la protection, ne purent rien contre le piège qui leur avait été tendu. A partir du 23 novembre, ce fut la « Saint-Barthélemy grenobloise ». Une équipe d'hommes de main du PPF et de la Waffen SS qui, sous le vocable MNAT, reçut la mission, en collaboration avec la Milice et la Gestapo, de décapiter toutes les centrales clandestines, devait assassiner en quelques jours onze cadres de premier plan de la Résistance non communiste, parmi lesquels le professeur Jean Bistes, attaché à l'Institut électrotechnique et chef du mouvement Combat ; Jean Perrot, responsable départemental de franc-tireur et membre du directoire des MUR ; le docteur Gaston Valois, chef départemental des MUR qui s'ouvrit les veines dans la cellule où il était supplicié ; Jean Pain, son adjoint. Le 22 décembre, les cadavres de René Gosse, directeur de l'Institut polytechnique de Grenoble, et de son fils, étaient retrouvés sur la route de Saint-Ismier. Le lendemain encore, le jeudi 23 décembre, la place Vaucanson était cernée par un cordon de troupes en armes qui chargèrent sur des camionnettes, pour les conduire à la Gestapo, tous les clients des magasins environnants et de la poste, les voyageurs du tram, les passants de ce carrefour très animé. Enfin, le 27 décembre, une rafle vidait l'hôtel Pax de Saint-Martin-d'Hères où beaucoup de juifs avaient pris pension.

Le jeudi 16 décembre, une affaire sanglante avait déjà secoué la communauté juive. A la tombée de la nuit, la *Gestapo* opéra une triple arrestation, la tenue d'une réunion suspecte dans les parages de la place Victor-Hugo lui ayant été signalée. Embarqués sous la menace de mitraillettes, les trois hommes, gardés par deux Allemands, jouent leur va-tout. L'un d'eux se jette sur le garde qui se tient à son côté et tente de le désarmer mais, la tête fracassée, il s'écroule sur la banquette de la voiture où il avait été jeté. Le second, mettant à profit le sacrifice de son camarade, ouvre la portière, tente de s'enfuir mais il est abattu en pleine rue. C'est le commissaire central de Grenoble qui est invité le lendemain à faire enlever à la *Gestapo*, 28, cours Berriat, les corps des deux hommes dont l'identité est rendue publique sous la forme suivante : Julien Lamois, né à Paris en 1925 ; Joseph Djotowski, né à Varsovie en 1907, trente-cinq ans, naturalisé français en 1935. En fait, le premier s'appelait de son véritable nom Julien Zermann et appartenait à une famille étroitement liée d'amitié avec Jean

Jérôme qui en parle dans ses *Mémoires*<sup>1</sup> ; le second s'appelait, semble-t-il, Isaac Brizwiski.

C'est dans ce climat que je devais faire face à mes attributions où figurait la recherche, éventuellement l'achat, de fournitures dont Justin avait besoin pour faire tourner son imprimerie : papier, encre, stencils, carbone, ficelle pour les paquets, toutes marchandises très surveillées et difficiles à se procurer. Il ne suffisait certes pas de traverser la rue pour entrer dans la papeterie d'en face. Il y fallait tout un réseau de relations et de complicités aux divers échelons de la chaîne de fabrication. Justin se débrouillait sans moi. Je ne l'ai jamais entendu se plaindre : comment il résolvait ses problèmes de réassortiment en matière de fournitures de bureau, je ne l'ai jamais su. Verts, roses, jaunes, bis, les produits qui sortaient de son atelier avaient les couleurs changeantes de lots dépareillés.

Justin avait appris à taper lui-même les stencils avec deux doigts. C'était, à ses dires, un matériel trop fragile pour le laisser se perdre, surtout se déchirer, du fait d'un maniement brutal. Il avait par la même occasion approfondi les mystères de l'orthographe, par exemple des participes passés et présents, car il estimait à juste titre que les fautes de français étaient impardonnables.

De complexion frêle, Justin avait la main sensible, très sûre et souple. Il ne pouvait certes rien contre le fait que sa machine à écrire perdait ses *o* et ses *a*. Il avait beau la délicatement nettoyer, en réparer les touches, il aurait fallu en changer. Il y songeait...

Génial bricoleur, Justin avait eu l'idée de transformer, pour livrer ses produits, une voiture d'enfant en voiture à double fond. On a un peu oublié aujourd'hui, au profit de nacelles ou de poussettes très légères, ces lourds carrosses à coffre noir ventru, aménagés pour y asseoir face à face, si besoin était, deux bambins. Entre les deux sièges, leurs quatre petites jambes pouvaient pendre au-dessus d'un plancher ouvrable à la manière d'une trappe. C'était là une cache astucieuse, surtout quand, comme Justin, on n'hésitait pas à faire asseoir dessus son propre bébé, ce qui d'ailleurs me mettait mal à l'aise. Même si ça rendait plus facile de passer les barrages allemands. Il avait aussi construit une remorque à double fond.

Je n'intervenais donc qu'à ce moment-là. Soit à Grenoble, soit plus souvent dans un fossé de la campagne à proximité de Voreppe, à raison d'une fois ou deux par semaine en moyenne, j'avais rendez-vous avec Justin et sa voiture d'enfant. Arrivée la première pour vérifier que tout était calme — je m'étais débarrassée auparavant de tout matériel compromettant —, je le voyais venir de loin, promeneur paisible que seul un œil très exercé aurait pu soupçonner car il avait, de manière indélébile, le genre « Maxime à Vyborg » ou, mieux encore, le côté Serge Eisenstein de la *Ligne générale* et de sa centrifugeuse. Le transvasement était rapide. Je fourrais les paquets de Justin dans un sac à dos et une valise, ce qui était lourd mais sans grand danger. Tout le monde, hiver comme été, trimbalait autour et dans Grenoble des sacs à dos ou des valises de pommes, de noix, de châtaignes.

---

1. Jean Jérôme, *Les Clandestins, 1940-1944*, Acropole, 1986.

J'avais plus de précautions à prendre dès que j'arrivais en vue du premier des locaux dont j'étais seule à avoir les clefs et l'usage. Celui-là se trouvait sur le cours Jean-Jaurès, dans la partie assez éloignée du centre, au-delà du passage à niveau, à laquelle on a donné depuis le nom de cours de la Libération.

C'était Maurice qui avait trouvé à louer à un boucher cette sorte de remise à laquelle j'accédais par un escalier extérieur vermoulu. L'endroit était bien choisi, situé dans cet intervalle où la campagne n'a pas repris ses droits mais où la ville a déjà perdu de sa vitalité.

Composé d'une seule pièce, ce local constituait mon dépôt de matériel. Il y faisait très froid, dépourvu qu'il était de tout moyen de chauffage. J'avais beau garder sur le dos ma canadienne : mes doigts devenaient gourds et le ficelage de mes paquets s'en ressentait. Mais cette remise avait un avantage puisqu'il s'agissait d'y receler des trésors de papier : elle n'était pas au ras du sol. L'absence d'humidité, même par temps de neige, protégeait ma « littérature ».

C'est là que je confectionnais les lots que je devais remettre, avec des consignes verbales pour leur distribution, à chaque responsable « technique » des trois groupes de trois dont nous avons le contrôle et qui, à eux trois, contrôlaient à leur tour neuf groupes de trois.

A moins que, pour une opération moins routinière, surtout à des dates symboles — 11 Novembre, 14 Juillet, etc. —, Maurice ne m'eût donné la directive de prévoir la constitution d'une équipe spéciale qui se chargerait d'une « distribution spectaculaire de masse ».

La série quasi ininterrompue de coups durs qui, de juin à août 1944 et jusqu'à la catastrophe finale — l'arrestation de Maurice, fusillé à Charnècles le 29 juillet 1944 —, ont anéanti notre organisation m'a fait conserver par-devers moi, au lieu de le transmettre pour archives comme c'était la règle, le bilan de notre fabrication et distribution de matériel entre fin décembre 1943 et fin mai 1944.

Ce bilan, établi mois par mois, répertorie de 1 à 44, 44 publications, à raison d'un minimum de 4 seulement en avril mais d'un maximum de 15 le mois précédent. Pour ronéoter ces 44 publications, 87 stencils ont été nécessaires, certaines d'entre elles comportant jusqu'à 6 pages. Au total, 60 000 pages sont passées par nos mains.

A quelles catégories appartiennent ces 44 publications ?

Il y a d'abord des « journaux », c'est-à-dire des feuilles volantes, ronéotées recto verso, avec un titre constant. Par exemple *Jeune Combat*, organe de l'UJJ qui, régulièrement tiré à 300 exemplaires, paraissait à intervalles irréguliers, quatre fois en janvier, deux fois en février, deux fois en mars, une fois en avril. Comme chaque numéro est précisément daté et reçoit un numéro d'ordre à l'intérieur d'une même série, il est aisé de s'y retrouver, à condition de tenir compte des longs délais entre rédaction, impression et distribution. Le n° 10 de *Jeune Combat*, le premier de la série que j'ai conservé, est daté du 17 novembre 1943, mais son impression grenobloise date de la fin décembre — pour ne rien dire de la date où il a été distribué. Et lu ?

*Jeune Combat* se présente sous l'aspect d'une feuille — aujourd'hui jaunie — de même format, approximativement, que les rames de papier actuelles. Le titre, dessiné au « jablon<sup>1</sup> », est placé en haut sur la moitié gauche tandis que, sur la moitié droite, figure à la même hauteur un mot d'ordre : « Dans les Forces unies de la jeunesse, unis pour le combat comme pour la victoire, les jeunes juifs participent avec toute la jeunesse à la Libération de la France. » Ce mot d'ordre correspond à la stratégie unitaire de l'époque dont les premiers linéaments se mettent en place. La formule *Forces unies de la jeunesse* préfigure celle qui s'imposera finalement et qu'on trouvera dès février : *Forces unies de la jeunesse patriotique* ou FUJP. Il témoigne que l'initiative est tout entière d'origine communiste. Mais rien n'est encore conclu du côté de la jeunesse juive. On en est encore à « Unis... les Jeunes Juifs », ce qui correspond au sigle UJJ, mais ce sigle n'est, comme on l'a vu, que la transposition à usage externe du sigle JC - MOI. Ce même numéro le confirme en revenant au verso sur la question avec un article d'une trentaine de lignes sous le titre « La jeunesse juive veut l'unité » et qui se termine par : « Vive l'unité de la Jeunesse Juive ! » En son milieu, la phrase clé : « Ils [les jeunes juifs] s'étonnent de la lenteur apportée par certaines organisations à la réalisation de cette unité tant désirée. » Ces « certaines organisations », quelles sont-elles ? Probablement le Bund ou les Éclaireurs israélites puisque, un peu plus haut, on lit : « Jeunes sionistes, Jeunes communistes, Jeunes inorganisés, tous sans distinction d'opinion s'unissent contre l'ennemi... »

Au-dessous du titre et du mot d'ordre, en première page, deux articles. L'un à gauche est constitué d'extraits de « l'important discours » prononcé par le maréchal Staline à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution russe. Les passages retenus sont ceux qui portent sur les sacrifices et les victoires de l'Armée rouge, sur l'attente du deuxième front, sur la stratégie libératrice de l'Union soviétique avec cette promesse : « Les peuples libérés d'Europe auront la liberté complète de décider eux-mêmes de la structure de leurs propres États. »

À droite, l'article est intitulé « Solidarité nationale » et traite de l'organisation d'un mois d'entraide aux combattants juifs, aux FTP, aux jeunes du maquis. Article complété au verso, sous le titre : « Elles tricoteront... », d'un appel aux jeunes filles juives pour qu'elles « s'arment de leurs aiguilles à tricoter » : « Pas une qui ne fasse soit une paire de chaussettes, soit une paire de gants. » Le MLF est décidément encore dans les limbes ! Au moins sur le plan des mentalités. Car, dans la réalité, la JC - MOI, organisation « civile » puisque par essence « politique », de surcroît organisation urbaine par comparaison avec les maquis ruraux, compte autant de filles que de garçons et qui y ont à peu près les mêmes tâches que les garçons. Cette mixité est d'ailleurs de tradition : les mouvements de jeunesse juifs, à l'exception des Éclaireurs et Éclaireuses israélites qui, eux, suivaient la tradition du scoutisme en la matière (une tradition d'essence paramilitaire), ont toujours été mixtes, notamment les

---

1. Terme polonais désignant une matrice pour le dessin des lettres de titre.

mouvements révolutionnaires de toutes obédiences. Le problème central de l'époque — assurer la survie d'une population entière — requérait, à la différence de la guerre en général dans ce qu'elle a de proprement militaire et donc virile, de ne faire aucune différence entre les deux sexes. Le caractère mixte de notre JC - MOI était à ce point une évidence qu'il nous aurait paru incongru qu'on pût, comme on le fait aujourd'hui sur un ton aigrement revendicatif, parler de « la participation des femmes à la Résistance ».

Chaque numéro de *Jeune Combat* permet de mesurer les progrès enregistrés par la stratégie unitaire communiste. C'est le n° 15 de février 1944 qui s'ouvre sur un long article intitulé : « En marche vers l'unité totale des forces de la jeunesse juive ». Les pourparlers sont en train d'aboutir et « des milliers de jeunes juifs se réjouissent sans doute de l'unité en train de se réaliser entre les jeunes sionistes, jeunes communistes et jeunes bundistes au sein du comité de coordination ». L'article n'a pas été écrit pour célébrer seulement l'unité acquise, il a pour but d'exercer une pression supplémentaire afin de faire accepter l'UJJ au titre d'une cinquième organisation signataire du pacte d'unité : « La jeunesse juive se demande avec angoisse quelles peuvent être les intentions de ces éléments qui, toujours les mêmes d'ailleurs, cherchent par tous les moyens à évincer de l'unité l'organisation la plus grande, la plus bouillante d'énergies combatives, aimée de toute la jeunesse juive pour son ardeur et son courage, que constitue l'Union de la jeunesse juive. »

L'argumentation qui suit n'est pas malhabile : contre une apparence d'unité qui ne viserait qu'à « unir des jeunes juifs de conceptions politiques nettement définies, sionistes, communistes, bundistes », l'UJJ se pose en championne et porte-parole des « jeunes juifs sans parti », « de l'immense majorité des jeunes gens et des jeunes filles qui n'ont pas encore opté pour un parti politique », et plaide pour une « unité totale » qui entraînerait « dans la bataille tous les jeunes juifs sans égard à leur conviction politique ».

On sait déjà que l'affaire échoua. Elle sera reprise par un autre biais : ce même n° 15 de *Jeune Combat* annonce « l'adhésion de l'UJJ aux Forces unies de la jeunesse patriotique qui groupent toutes les organisations de la jeunesse de France ». Une adhésion qui, selon *Jeune Combat*, « a provoqué un grand enthousiasme dans les milieux de la jeunesse juive ». Pourquoi ? Parce que les jeunes juifs « ne sont qu'une partie intégrante de la jeunesse française » et leur lutte « un secteur dans la lutte générale menée par toute la jeunesse de France ». Ainsi est réaffirmée clairement la perspective communiste constante en la matière : une perspective qui se fonde sur une politique d'intégration et d'assimilation des émigrés juifs de la seconde génération.

*Jeune Combat* n'est pas le seul périodique dont Justin eût à assurer la reproduction. Sans doute n'assure-t-il ni celle de *L'Humanité* clandestine ni celle de *L'Avant-Garde*, organe de la Jeunesse communiste française qui, à Grenoble, doit dépendre d'un autre centre d'impression. Je ne trouve dans le bilan de Justin que l'impression, en mars, d'un numéro spécial de *L'Humanité*, daté du 3 décembre 1943, avec un seul article de Jacques Duclos sur la « participation des communistes au Comité français de la

Libération nationale ». C'est un article vigoureusement polémique qui porte sur le droit des communistes de choisir leurs représentants — objet de litige avec le général de Gaulle : « L'intérêt de la France exige que le parti communiste soit représenté au sein du CFLN et, en voulant exercer son droit de contrôle sur la désignation de ses membres au poste de commissaire, il entend agir avec l'esprit de responsabilité d'une grande organisation qui..., etc. », conclut Jacques Duclos.

Le général de Gaulle, lui, ne l'entendit pas de cette manière et le PCF dut s'incliner. Mais il est intéressant de noter la large diffusion de ce numéro spécial de *L'Humanité*, tiré, rien que pour la JC - MOI grenobloise, à 1 000 exemplaires et qui, si l'on en croit le récapitulé de Justin, devait être distribué au maquis.

Dans l'intervalle de parution des « journaux », on tirait des tracts isolés, le plus souvent des « Appels » qui s'adressaient à des catégories bien précises : aux « Jeunes filles et aux jeunes gens juifs de France », tiré, en février, à 300 exemplaires, aux « Jeunes des chantiers, jeunes de la classe 44 », tiré par deux fois en janvier d'abord à 500 puis à 2 000 exemplaires, aux « Gendarmes et forces de police », tiré en mars à 150 exemplaires.

Plus que les journaux, les tracts reflètent les urgences nées des circonstances. En février un tract, tiré à 3 000 exemplaires, s'intitule « Aux armes, jeunes du maquis ! A l'aide de la Haute-Savoie ! » Il correspond à l'offensive déclenchée contre les maquis de Savoie. On sait qu'à cette date — février-mars 1944 — 500 maquisards retranchés sur le plateau des Glières, dans le massif du Chablais, eurent à résister à une vingtaine de milliers d'Allemands et de miliciens. Tandis que *Jeune Combat* (n° 15, janvier 1944) n'a fait encore qu'appeler à former des « comités d'entraide » qui se chargent d'héberger et de diriger sur d'autres maquis les réfractaires savoyards pourchassés, le tract de février, signé « Comité de l'Isère des Forces unies de la jeunesse patriotique », appelle à « la guerre de guérilla » qui « doit préparer le soulèvement total et prochain de la France » et, de cette « guerre de guérilla », les modalités concrètes sont ainsi définies : « Sabotons la production » ; « Faisons sauter les voies de communication, chemins de fer, téléphone, lignes électriques ! » ; « Emparons-nous de leurs armes, de leurs stocks de munitions et de vivres ! » ; « Exterminons les Boches et les traîtres ! »

Vaste programme... Le même mois de février, un tract avec, en gros titre noir, « Alerte ! » et un sous-titre « La Gestapo continue à chasser les juifs », sous la signature « Grenoble, Février 1944. Union des juifs pour la Résistance et l'entraide », est tiré à 400 exemplaires. Comme le titre l'indique, c'est une mise en garde : « Depuis deux semaines, les bandits nazis organisent des rafles contre les juifs des environs de Grenoble. A Uriage, ils ont pris 40 personnes, à Saint-Martin-d'Hères, Seyssinet, Meylan, La Tronche et Vizille, ils ont raflé des juifs français et étrangers, hommes, femmes et enfants ». Après avoir fait état de « la marche victorieuse de l'Armée rouge », de l'exemple donné par « nos frères juifs de Yougoslavie, de Pologne et de Grèce », le tract conclut en donnant deux consignes : « Organisez des groupes de combat ! ! ! Rejoignez le maquis ! ! ! »



Tract bien significatif de la conception que se font les communistes du salut d'une population menacée. Ils ne se préoccupent que de récupérer les éléments jeunes, de mobiliser les individus aptes au combat, mais ils n'ont rien à dire de ce qu'il convient de faire pour les femmes, les enfants, les vieillards qui ne sauraient « organiser des groupes de combat ». C'est d'autant plus significatif que le tract n'est pas signé FUJP ni UJJ mais UJRE. La Résistance, oui, mais l'entraide ? J'ai retrouvé, imperturbablement inchangé, le même état d'esprit chez un ancien secrétaire du PC grec pendant la guerre à qui je demandais, peu avant sa mort en 1985, ce qu'il avait fait pour tenter de sauver la communauté juive de Salonique — 80 000 hommes, femmes et enfants : « Nous l'avons invitée, me dit Vlandas, à nous rejoindre au maquis dans la montagne. Mais elle ne l'a pas fait. » Évidemment...

Tous les textes inscrits au bilan de Justin n'étaient pas destinés à notre seule organisation. Notre « imprimerie » rendait des services à d'autres organisations de la mouvance communiste : aux FUJP, aux FTPF, au MNCR, au CADJJ. *Clarté*, organe des jeunes du MNCR, est, en mars, tiré à 1 000 exemplaires. Pour les FTPF, Justin tire en février à 60 exemplaires le texte d'un serment : « Engagement d'honneur d'un FTPF », et à 110 exemplaires en mars un « SOS ». Pour les FUJP, en mars, un tract, tiré à 5 000 exemplaires, s'intitule « Debout les morts ! » : « Fils des héros de 14, de ceux qui ont chassé les Boches au cri de "*Debout les morts* !" (souligné dans le texte), les jeunes du maquis, noyau de l'Armée de libération nationale, dignes de leurs pères, luttent héroïquement contre l'oppressur sanglant. » Pour le Travail allemand (TA), deux tracts en allemand sortent de notre ronéo à 1 000 exemplaires chacun, l'un en février (« Mots d'ordre pour le 26<sup>e</sup> anniversaire de l'Armée rouge ») et l'autre en mai (« Soldats d'Europe »).

Aux journaux et aux tracts s'ajoutent encore des affichettes, tirées à raison de dix sur le même stencil et qu'on peut jeter en pluie du haut d'un toit ou en passant à bicyclette. Ces affichettes ne portent qu'un seul mot d'ordre par carré. En février 1944, par exemple, 5 000 exemplaires qui, à raison de dix affichettes par exemplaire, font 50 000 affichettes diffusent dix mots d'ordre pour le 26<sup>e</sup> anniversaire de l'Armée rouge : « C'est l'Armée rouge qui anéantit les divisions hitlériennes ! ! » ; « Les sacrifices de l'Armée rouge assurent l'avenir de l'Europe ! ! » ; « Honneur et gloire à la vaillante Armée rouge qui libère l'Europe de la peste brune ! ! », et ainsi de suite.

Cette analyse de la littérature clandestine qu'une petite organisation marginale comme la nôtre, en un laps de temps ramassé, produisait et répandait en si grande abondance me paraît devoir donner à réfléchir à plus d'un titre.

A un premier titre, propre peut-être à remettre en cause l'idée un peu hâtive, que j'ai moi-même cultivée d'autant plus à tort que, pour m'en défaire, il aurait suffi que je monte à mon grenier, selon laquelle il serait difficile d'écrire, faute de documents, l'histoire de la clandestinité. Bien au contraire, et Adam Rayski le souligne dans ses *Mémoires*, c'est un temps où la prohibition absolue de l'usage du téléphone, la nécessité d'espacer les rencontres en tête à tête et davantage encore les réunions à plusieurs, grosses

du danger constant d'attirer l'attention et la dénonciation, enfin l'obligation de communiquer de préférence par des messages, des comptes rendus, des rapports que des agents de liaison se chargeaient de transmettre, font que l'écrit, en clair ou codé, l'emporte de manière décisive sur le verbe.

Mais alors, comment expliquer qu'on nous fît veiller avec un soin jaloux à archiver cette proliférante littérature clandestine, qu'on nous fît prendre de bien grands risques pour conserver par-devers nous les exemplaires justificatifs de tous les documents dont nous assurions la reproduction et pour transmettre régulièrement ceux-ci aux différents appareils dont nous dépendions — les adultes, localement, le centre JC - MOI à Lyon —, tout cela pour qu'après la Libération et depuis nul ne semble s'être soucié de ce qu'étaient devenues ces archives ? Certes, ce ne fut pas le cas du côté proprement juif où, sans doute aiguillonné par la concurrence des éditions du Centre de documentation juive contemporaine de la rue Geoffroy-l'Asnier, le Centre de documentation de l'union des juifs pour la Résistance et l'entraide a publié en 1950, sous forme de fac-similé, un choix de publications juives illégales pour la période 1939-1944. En deux volumes, l'un en français sous le titre ridicule *La presse antiraciste sous l'occupation hitlérienne*, l'autre en yiddish sous le titre plus vrai *Dos wort fun widerstand un zig* (La parole de la résistance et de la victoire). Mais du côté communiste ? Rien de sérieux n'a été fait avant qu'il ne soit trop tard, comme si l'archivage boulimique et obsessionnel avait empêché qu'on ne passât jamais au classement et à l'exploitation des archives. Parties à Moscou, utilisées pour étayer les grands procès des années 50 ? Oui, mais depuis ? A qui la faute si aujourd'hui le PCF gémit qu'il n'y ait pas d'officiel musée de la Résistance intérieure à l'exception du musée de la Résistance présidé par André Tallet à Ivry — un musée qui tient davantage de la glorification à l'usage des enfants des écoles que d'instrument de travail.

Par-delà ce problème d'archives et d'archivage se pose une question de fond. Adam Rayski regrette d'avoir à constater « la carence dont les autres tendances (les tendances non communistes) de la résistance juive ont fait preuve dans le domaine de la presse et de l'information ». C'est un fait, mais est-ce vraiment un fait « regrettable » ? N'est-il pas plutôt révélateur de la place éminente qu'assignaient traditionnellement les communistes à la presse comprise comme agent de mobilisation des énergies et mode de direction de l'action politique de masse ? On ne trouve dans toute cette littérature clandestine aucune information factuelle qui constituât un scoop pour ses lecteurs potentiels. Son intérêt réside dans les analyses stratégiques et tactiques qui fondent et soutiennent les consignes et les directives données. Sauf à une ou deux occasions : par exemple, en mai 1944, le bilan de Justin montre que nous avons fait un grand effort pour célébrer le premier anniversaire de la révolte du ghetto de Varsovie. Sous la signature de l'UJJ et sous le titre « Une page historique de notre histoire », un premier texte de deux pages est tiré à 150 exemplaires. Puis, à 250 exemplaires et destiné au PC - MOI, un second texte de trois pages intitulé « Premier anniversaire du ghetto de Varsovie ». Enfin, à 300 exemplaires et sous la signature du

CADJJ, un troisième texte plus court, « Les héros de la Pologne nous ont montré le chemin <sup>1</sup> ».

Aussi prolifique et accaparant que fût ce secteur de la propagande, il ne constituait pas le tout de mes responsabilités de « technique ». Je supervisais également un service de faux papiers d'identité. De même que je pouvais m'appuyer sur Justin pour faire tourner le service de reproduction de la littérature clandestine, de même je pouvais m'appuyer sur un jeune couple, Lily et Gérard (Victor) Ruger, qui, sans la moindre interruption ni anicroche, ont fait fonctionner l'un des ateliers les mieux outillés et les plus productifs de France en matière de papiers d'identité.

Un peu plus âgés que moi, modestes, effacés comme il convenait, tranquilles et laborieux, ces deux jeunes gens, avec une simple boîte à chaussures à double fond rangée dans la cuisine du second appartement dont j'avais la clef, ont abattu une tâche énorme que l'attribution de la croix de guerre après la Libération est venue justement récompenser. Lily devait d'ailleurs avoir du goût pour ce genre de travail : très coquette, elle aimait se déguiser et s'arranger une nouvelle tête. C'est elle qui habillera et maquillera Micheline, après l'arrestation de Maurice, pour lui permettre de gagner Lyon sans être reconnue.

La fabrication de faux papiers, au moins en ce temps-là, était une occupation assez absorbante mais point ennuyeuse bien qu'elle requît beaucoup de minutie. J'étais assez fière de mon quasi-professionnalisme. Au premier regard, j'étais à même de juger de quelle catégorie ressortissaient les papiers d'identité qui m'étaient présentés, vrais/faux, vrais/vrais, tout à fait faux, et je me scandalisais volontiers de la médiocrité des produits qui sortaient d'autres ateliers que le nôtre. Notre réputation était telle que les gaullistes acceptèrent d'échanger contre des armes certains tampons très rares dont nous étions seuls détenteurs. Et j'ai eu la satisfaction, en relisant un tract, signé du CADJJ, qui annonçait la mise en commun des ressources des quatre organisations signataires du pacte d'unité, de voir que parmi ces ressources figure expressément la mention de tampons. Ces tampons, c'étaient les nôtres.

Pour atteindre à l'excellence dans cet alpha et oméga de toute vie clandestine qu'est la fabrication de faux papiers, il fallait trois choses. La première, un réseau de complicités administratives qui fournissent un réassortiment abondant et régulier de tous les formulaires et cartes vierges. En n'oubliant pas qu'en période d'occupation étrangère et de pénurie alimentaire des contrôles renforcés fonctionnaient non pas à l'aide d'un seul document comme la carte d'identité, mais de toute une panoplie — depuis l'extrait d'acte de naissance jusqu'au certificat de démobilisation — et que cette panoplie ne devait présenter ni contradictions ni incohérence. A vingt-cinq ans, la mention « célibataire » sur une carte d'identité n'éveillait

1. Cf. ma communication présentée au colloque historique international de Turin les 23-24 janvier 1984 : « L'impact du soulèvement du ghetto de Varsovie sur la Résistance en France occupée », *Gli ebrei dell'Europa orientale dall'utopia alla rivolta*, Edizioni di Comunità, 1985, p. 135-142 (en italien).

pas de soupçon, mais qu'un homme de quarante ans ne fût ni marié ni divorcé n'était pas fameux. Un livret de famille, ça ne s'improvise pas...

La seconde chose : une énorme documentation. Dater par mégarde d'un jour qui, l'année retenue, était tombé un dimanche suffisait à ruiner la crédibilité d'une carte d'identité : les commissariats de police ne délivrent pas de papiers le dimanche. Signer du paraphe imité ou du tampon d'un commissaire de police nommément désigné mais qui, à la date indiquée, avait changé d'affectation, c'était prendre le risque d'envoyer un garçon à la mort en cas d'examen approfondi de ses papiers. Quant à faire naître à Péronne dont les armoiries portaient la réconfortante devise : « *Urbs nescia vinci* » — « ville ignorant la défaite » — ou à Douai parce que, dans les deux villes, les archives d'état civil avaient brûlé en 1940, interdisant toute vérification, ç'avait été un « truc » très pratiqué, mais en 1943-1944, c'était éventé et plutôt de nature à éveiller les soupçons.

Il était rigoureusement exclu de garder en mémoire les innombrables détails et corollaires nécessaires à l'établissement de papiers dont la validité ne s'effondrât pas au premier examen. C'était donc une préoccupation permanente que de réussir à camoufler, tout en faisant qu'elle fût accessible et consultable, une documentation aussi révélatrice des objectifs de ceux qui l'avaient constituée. La coder y pourvoyait en partie.

La troisième chose : les tampons, les fameux tampons. Là, nous triomphions. C'est aussi là que réside l'un des remords les plus cuisants de ma vie qui n'en manque pourtant pas.

Il n'était pas alors de papier officiel qui ne comportât l'application d'un ou plusieurs tampons. Aujourd'hui, dans nos États où la bureaucratie s'est passionnément modernisée, le tampon et le tamponnement des actes administratifs ont beaucoup reculé au bénéfice de méthodes moins exposées à la fraude. L'une des avidités auxquelles je reconnais mes étudiants venus des pays en développement, c'est celle qu'ils montrent justement en matière de tampons et de tamponnement des attestations que j'ai à leur procurer.

A vrai dire, à l'origine, le mot tampon désignait « la boîte contenant un coussin imprégné d'encre sur lequel on appuie un timbre gravé de manière à reproduire sur le papier son empreinte ». Mais, par extension et confusion, la boîte qui était un tampon ordinaire, après s'être transformée en boîte porte-timbres, avait fini par donner son nom de tampon aux timbres eux-mêmes.

Pour disposer d'un jeu assez large de timbres qui permît des combinaisons complexes de manière à ce que ne circulent pas des pièces d'identité trop semblables, il ne suffisait pas de dérober quelques tampons dans les bureaux sur place, il fallait en recevoir de très loin. D'où l'importance, ici, d'un réseau qui couvrît au moins la zone sud : par le centre lyonnais, notre section de Grenoble était reliée à celles de Toulouse, Périgueux, Nice, Chambéry, Marseille, Clermont-Ferrand, Limoges. Elle recevait de chacune d'entre elles des empreintes de timbres et, en échange, expédiait celles qui leur étaient demandées. Des empreintes de timbres, ai-je dit, et non des timbres eux-mêmes : faire voyager des timbres n'était pas très sûr et, au demeurant, voyageant, ils n'étaient plus en nombre suffisant. La seule

solution était de les faire reproduire. Il fallait pour cela un graveur. Et un graveur qui sache travailler le caoutchouc comme le bois. Car un timbre de bois épouse mal les diverses épaisseurs de papier et carton sur lesquelles il s'appuie. Avec un timbre de bois, le cercle du timbre apposé à cheval sur le carton et la photo d'une carte d'identité présente un hiatus tandis qu'avec un tampon de caoutchouc il est quasi continu.

Or ce graveur, nous l'avions. Chaque jour ou presque, à midi, je descendais les marches de la faculté des lettres place de Verdun et je retrouvais, venu par la rue Lesdiguières et mêlé à la foule des étudiants sortant des cours, Maurice qui, en bavardant comme s'il était un de mes condisciples, me glissait une feuille portant l'empreinte que j'avais réclamée ou qui m'était envoyée d'ailleurs pour fabrication d'un timbre correspondant. De là, je traversais la place en diagonale et m'engageais, à son angle sud-est, dans la rue Haxo, derrière la préfecture. Sur le trottoir de droite, j'entrais dans un immeuble assez délabré : tout ce pâté de maisons a depuis été démoli et rien ne rappelle ce qu'était la rue Haxo il y a quarante ans, une petite rue très provinciale, calme et pauvre. Au fond de la cour travaillait dans un atelier misérable un graveur taciturne, peu démonstratif et d'une prodigieuse habileté. Je n'avais qu'à lui remettre l'empreinte que j'avais en poche, il me donnait en contrepartie le timbre correspondant à ma commande précédente. Deux minutes plus tard, j'étais de nouveau dans la rue. Je n'ai jamais su comment Maurice l'avait déniché, je n'ai jamais su son nom, il n'a jamais demandé la moindre rétribution, il ne s'est pas fait connaître à la Libération et quand, taraudée du remords de ne pas l'avoir remercié comme il convenait, je suis retournée rue Haxo, l'atelier avait disparu et l'on m'a dit que le vieil artisan, qui installait souvent son éventaire sur le marché au coin de la rue Condillac et la place Vaucanson, était mort dans la même misère à peine décente où il avait vécu. Tout ce que je sais, c'est que c'était un anarchiste, un *anar* de la vieille école qui prenait plaisir à fabriquer des timbres admirablement imités moins peut-être par patriotisme ou pour aider les juifs que par hostilité viscérale au légalisme de n'importe quel État.

Restait, sous ma responsabilité, un troisième secteur d'intervention, plus vague que les deux autres, appelé « Entraide et solidarité ». Un domaine assez indéfini. J'ai retrouvé dans le bilan de Justin l'impression en janvier 1944, à 2 000 exemplaires et à raison de 8 papillons par stencil — soit 16 000 unités au total —, de « bons de solidarité » de 10 à 1 000 francs. C'est ce qui faisait fonction pour nous de planche à billets : chaque bon porte en référence *Union de la Jeunesse juive*, puis au-dessous est mentionné le montant du bon : 10 francs, 20 francs, 50 francs, 100 francs, 500 francs, 1 000 francs, 50 de 10 francs, 3 de 20 francs, 3 de 50 francs, 3 de 100 francs, 1 de 500 francs, 1 de 1 000 francs en deux planches. Enfin, au bas du bon, est indiqué : « Ce billet est un témoignage de votre aide aux jeunes juifs dans la misère. »

Il s'agissait plus encore de développer des « comités d'entraide » susceptibles notamment de collecter de l'argent, des tickets d'alimentation, des vêtements. Le n° 15 de *Jeune Combat* lançait un appel en ce sens, sous

le titre « Formez des comités d'entraide » : « Dans chaque ville, dans chaque commune où il y a de jeunes juifs, constituez des comités d'entraide. Ces comités seront chargés de venir en aide aux jeunes juifs dans la difficulté, trouveront des planques, fourniront des cartes d'identité (l'UJJ met dès aujourd'hui des tampons à la disposition de ces comités<sup>1</sup>). Des tickets assurent l'entraide aux jeunes dans le maquis. »

En fait, j'avais à tenir bazar pour répondre aux besoins de toutes sortes qui m'étaient adressés et qui pouvaient aller d'uniformes de soldats allemands pour le travestissement d'un groupe opérationnel à des armes de tel ou tel type.

Il ne me revenait pas de tenir les comptes. L'argent collecté, je le donnais au fur et à mesure à Maurice. A quoi servait-il ? A payer les permanents ? Si j'étais moi-même bénévole puisque je continuais à habiter chez mes parents et que j'avais d'ailleurs un emploi salarié, d'autres comme Justin et Élise, Gérard et Lily, Maurice et Micheline devaient être pris en charge. Encore qu'il y eût des périodes de dèche où rien n'arrivait, ni du centre ni de nos réseaux de collectage. C'est sans doute à l'un de ces moments-là que Maurice s'est embauché dans un magasin de décoration de la section distinguée du boulevard Gambetta — sur le trottoir de gauche, tout de suite en venant de la place de la Bastille (la boutique est en 1985 toujours à la même place). Il était en effet tapissier de son état — un métier qu'il avait appris à l'École des arts appliqués de la rue Benjamin-Perrée.

Que Maurice fût tapissier et qu'il exerçât si besoin était son métier, je le découvris par hasard, comme bien des choses en ce temps, un jour où, passant sur le boulevard, je l'aperçus derrière la vitrine en train de retapisser un fauteuil crapaud. D'un marteau léger, il frappait sur les clous de tapisserie dont il tenait en bouche une petite réserve. La chose m'a fait sourire. Je n'avais pas imaginé que Maurice pût s'absorber dans un travail aussi méticuleux et presque féminin.

Pourquoi ai-je gardé en mémoire le montant de la mensualité que recevaient les permanents : 2 000 francs ? Peut-être parce que le chiffre, très modeste, me fut cité pour me permettre d'estimer les besoins pressants que mes collaborateurs avaient à couvrir.

Est-ce à dire que les vocables d'entraide et de solidarité étaient seulement utilisés pour couvrir le financement de nos organisations ? Non, car dans notre budget entraient aussi les sommes — faibles mais tout était bien faible — que nous versions chaque mois aux familles des camarades « tombés ». Ce n'était peut-être pas *les* jeunes juifs dans la misère mais, du moins, c'était bien *des* jeunes juifs malheureux.

Quant à « l'entraide au maquis », qu'en penser ? Un simple subterfuge pour attirer de généreux dons ? En fait, le concept de « maquis » était très extensif. Des milliers, des dizaines de milliers de jeunes gens, réfractaires au STO, s'étaient contentés de quitter leur domicile légal et d'aller s'installer

---

1. Il m'étonnerait que j'eusse laissé ainsi partir dans la nature mes précieux tampons. Ne tamponne pas qui veut... Le rédacteur avait sans doute un peu poussé pour allécher d'éventuelles recrues.

dans un coin de campagne ou de montagne où ils donnaient, si nécessaire, un coup de main dans la saison intense des travaux des champs. D'autres s'étaient effectivement regroupés en des unités plus ou moins encadrées et qui recevaient une formation militaire plus ou moins accélérée. Ce n'était pas tout à fait des camps scouts. On ne pouvait exclure que des opérations de nettoyage fussent lancées par des détachements de l'armée d'occupation encadrant des miliciens. Les tragédies des Glières et du Vercors l'ont amplement montré. Elles ont montré aussi combien ces concentrations de jeunes étaient mal préparées à soutenir de véritables combats.

Et puis il y avait les maquis de type intermédiaire, plus légers, plus mobiles. Ils se comportaient plutôt comme des groupes opérationnels disposant de bases arrière. C'était à ce type qu'appartenaient en principe les unités et les camps FTP. Leurs membres, outre la préparation militaire proprement dite dans la perspective de l'« insurrection nationale », recevaient des missions de renseignements et montaient des coups de main. Cependant, le vocable par lequel on les désignait — en application de la règle de sécurité selon laquelle il fallait éviter de prononcer les termes qui pouvaient dans la rue être surpris au vol —, c'était : « les sportifs ». Compte tenu de l'estime limitée qu'à cette date le monde juif éprouvait pour le sport, le choix de ce terme avait un parfum discret de dérision. Encore que beaucoup des dirigeants de la JC - MOI se fussent connus à Paris, au Yask (*Yiddischer arbeiter sportische Klub*), le club sportif ouvrier juif affilié à la FSGT.

Cette légère tendance à l'ironie, on peut en comprendre le ressort. J'ai eu pour ma part à faire des tournées, d'un de nos maquis à l'autre, pour apporter l'argent, les tickets d'alimentation, les vêtements du mois. J'étais en effet à peu près la seule, dans notre petit monde, à pouvoir encore accomplir sans danger excessif ce genre de circuit. Il fallait commencer par sortir de Grenoble, alors complètement encerclée par des postes de la gendarmerie allemande qui, sur toutes les routes, vérifiaient les papiers des piétons comme des cyclistes. Aucun garçon en âge d'être maquisard ne pouvait aisément franchir cette ceinture de sécurité. Par contre, mon *Ausweis* de travailleur de nuit faisait merveille et, plus encore, mon air innocent de petite fille. Une fois dehors, il me fallait gagner à vélo la montagne. Au retour, ça descendait trop mais à l'aller ça montait dur jusqu'à ce que je parvienne au barrage, troncs d'arbre autour desquels chahutaient deux ou trois demi-soldats à demi armés, qui protégeait l'accès d'un camp FTP. De mon autre poche, j'extrayais alors mon laissez-passer FTP, plus tard FFI, et j'arrivais enfin sur la place d'un village dont on me disait, le menton carré, que c'était un « village libéré ». De fait, un drapeau tricolore était hissé à un mât. J'étais bonne fille et écoutais mes bravaches. Dans le doux soleil printanier, aspirant les odeurs balsamiques des sapins, je n'avais qu'à fermer les yeux pour me rappeler l'enfer que nous vivions à Grenoble.

5.

## Va, laisse couler mes larmes

« La nuit qui précéda sa mort  
Fut la plus courte de sa vie  
L'idée qu'il existait encore  
Lui brûlait le sang aux poignets

C'est tout au fond de cette horreur  
Qu'il a commencé à sourire. »

Paul Eluard.

« Voici que vient l'été la saison violente,  
Et ma jeunesse est morte ainsi que le printemps  
Ô soleil c'est le temps de la Raison ardente. »

Guillaume Apollinaire, *La Jolie Rousse*.

« Les larmes qu'on ne pleure pas  
Dans notre âme retombent toutes  
Et de leurs patientes gouttes  
Martèlent le cœur triste et las. »

Charlotte, dans *Werther*.

Telles étaient mes « tâches ». Et je ne puis m'empêcher aujourd'hui de m'interroger sur la valeur de cette action, d'une manière plus générale sur la valeur de cette Résistance juive communiste.

Elle a eu un premier effet indiscutablement bénéfique : parce que *clandestine*, cette Résistance a contribué à répandre les principes de sécurité que l'entrée progressive de toute la population juive dans l'illégalité ou la semi-illégalité se devait de respecter. C'est pourquoi je ne vois aucune raison d'écarter a priori le rôle, entre autres, de la Résistance communiste juive dans le mouvement d'ensemble qui a permis aux juifs de France de mettre en échec, en 1943-1944, le plan de déportation générale et d'extermination que la conférence de Wannsee avait prévu au titre de la « solution finale ».

L'apprentissage des règles de sécurité, l'inlassable répétition de leur énoncé, la vérification assidue qu'elles étaient respectées ont eu un effet à double détente : les jeunes gens engagés dans la Résistance, traqués comme



ils l'étaient par la Gestapo et leurs agents, ont été certes décimés mais en nombre bien moindre que n'avaient fait de victimes les rafles des années 1941-1942. De l'autre, tout le groupe familial auquel ils appartenaient finissait par modeler son comportement sur le comportement de celui des leurs qui avait acquis une sorte d'autorité morale.

J'ai sous les yeux, datant de mars 1944 et tirée à 150 exemplaires, une circulaire intérieure de deux pages signée de la « Région dauphinoise » des JCF. Elle formule quinze règles de sécurité réparties sous cinq chefs : « Prudence » ; « Rendez-vous » ; « Chez toi » ; « Quand tu travailles » ; « En cas de coups durs ».

Le concept de clandestinité fait naître, chez ceux qui n'en ont pas eu une pratique directe, l'idée que ce dut être bien romanesque, peut-être même romantique. Ils ont tendance à confondre la *clandestinité* des années 1940-1944 avec l'*illégalité* à laquelle ont eu recours, de temps à autre quand avec une certaine complaisance ils se faisaient interdire, les mouvements de filiation soixante-huitarde qui, dans les années 70-80, y voyaient la garantie de leur révolutionnarisme.

C'est ce qui m'a fait ressentir avec gêne l'exaltation collective qu'a provoquée la lamentable dérive d'un Pierre Goldman, quelles qu'en soient les circonstances atténuantes nées d'une enfance atrocement chamboulée. Une exaltation faite d'un emboîtement d'illusions, de contrefaçons, de fausses analogies et, au terme, d'imposture. Goldman, sans esprit critique ni véritable respect à l'égard de ce qu'il faisait profession d'honorer, s'était construit une image de lui-même à l'image d'un héros de la Résistance communiste juive<sup>1</sup>. Cette image, les admirateurs éperdus de Goldman l'avaient à leur tour reçue sans inventaire et avaient élaboré à partir d'elle, avec clin d'œil entendu au sabbatéisme<sup>2</sup>, la défense d'une morale inversée, mais d'autant plus morale, grâce à laquelle le judaïsme était à l'avance exonéré et justifié de combattre le mal par le mal.

Or l'*illégalité* des années 60-70 consistait simplement à se placer en marge de la loi d'un État bonasse. Défendu par des avocats-vedettes, traité avec considération sinon sympathie par la bonne presse, soutenu par des pétitions qui plaidaient d'entrée de jeu l'innocence et le bon droit et auxquelles s'associaient tous ceux qui, signeurs patentés, y gagnaient leur renom, l'inculpé qui devait comparaître devant une justice désemparée et mal à l'aise n'avait à redouter au pire qu'une brève privation de liberté dans une prison sans confort mais sans désagrément majeur.

1. *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France*, Le Seuil, 1975.

2. Le plus important mouvement messianique de l'histoire juive d'après la destruction du Temple, le sabbatéisme tire son nom de la figure de Sabbataï Zvi dont Scholem fut le prodigieux biographe. L'apostasie soudaine de Sabbataï Zvi et sa conversion à l'islam abasourdirent ses partisans et fidèles au point que certains d'entre eux voulurent l'expliquer en y voyant un messianisme inversé et caché.

Pierre Goldman dont les parents avaient participé à la Résistance MOI fut une figure tragique de la génération juive des soixante-huitards dans lesquels il ne se reconnaissait d'ailleurs pas. Accusé d'avoir sombré dans la délinquance et, après des hold-up qu'il reconnut, d'avoir commis un double assassinat, il fut, à l'issue d'un second procès retentissant, acquitté sans que son innocence fût pleinement établie. Il devait être abattu quelque temps plus tard au cours d'un règlement de comptes dont officiellement les protagonistes demeurèrent inconnus.

La *clandestinité* des années 1940-1944 était, elle, un défi à des autorités féroces. Le châtement qu'était l'envoi en prison succédait au mieux à d'abominables tortures et n'était trop souvent qu'un préalable. La prison constituait une réserve où la Gestapo allait cueillir les otages à exécuter au titre des représailles. Elle était, à défaut, l'antichambre de la déportation vers les « camps de la mort lente » ou, pire encore, pour les juifs reconnus tels, vers Auschwitz.

La clandestinité n'était donc ni de près ni de loin un jeu aimable. Pour ma part, j'ai conservé de ces temps un écrasant sentiment de contrainte, imprégné d'une humide tristesse. Il faut en effet se représenter ce qu'était le quotidien de nos jours. Qu'il pleuve ou qu'il vente, qu'il gèle ou qu'il neige, insuffisamment habillé, insuffisamment nourri, il fallait, solitaire, à pied ou à vélo — en ville, le plus souvent à pied parce qu'on vérifie mieux si l'on est ou non filé —, assurer de dix à douze rendez-vous échelonnés d'heure en heure et éloignés les uns des autres. Les consignes de sécurité interdisaient qu'on entrât dans un cinéma, un théâtre, une librairie et surtout, ne serait-ce qu'une minute, pour se réchauffer ou se délasser, dans un café. L'usage du téléphone était bien sûr rigoureusement proscrit. Certes, chaque rencontre était source de réconfort : les rapports entre clandestins étaient très chaleureux, la joie d'une journée encore gagnée presque exubérante. Mais chaque séparation provoquait un imperceptible pincement au cœur : demain, qu'en sera-t-il ?

Des consignes comme celles-ci : « Ne garde jamais des photos quelles qu'elles soient », étaient très dures à respecter. Personne n'avait le cœur de détruire ni même de se séparer des photos des êtres les plus chers, surtout si ceux-ci avaient été déportés. Comment faire aussi, dans un mouvement de jeunes où la moyenne d'âge se situait un peu au-dessous ou un peu au-dessus de vingt ans, pour que ne s'ébauchent des romans même si la consigne absolue était de réfréner ses ardeurs et de ne pas laisser aller son cœur avant que la Libération eût rendu à ces choses-là leur aspect strictement personnel ? Il faut comprendre aussi que le noyau dur, central, de l'organisation était composé de garçons et de filles qui se connaissaient depuis bien avant la guerre, qui avaient grandi ensemble dans quelques-unes des « rues juives » du XI<sup>e</sup>, du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Maurice et Justin, par exemple, étaient amis d'enfance. Cette familiarité ancienne était à double tranchant. Elle accroissait la cohérence du groupe, fournissait à l'idéologie un socle, un ancrage, une prise qui en faisait une force, mais elle accroissait aussi le danger qu'un fil une fois tiré la pelote entière y passât.

Par-delà ce premier effet bénéfique, la Résistance juive d'obédience communiste en a eu un second — assez paradoxal. Entre 1945 et 1948, Staline et l'Union soviétique ont levé leurs préventions, pourtant de nature doctrinale et de ce fait constantes, contre le projet sioniste de construction d'un État juif en Eretz-Israël. Ce qui les a, comme il arrive à chaque tournant stratégique, fût-il éphémère, fait se porter impétueusement à la tête du mouvement d'opinion pour la reconnaissance, par l'ONU, de l'État hébreu. Dans les mois qui suivirent, lors de la guerre d'Indépendance, ils

accordèrent à l'armée juive une aide précieuse en matière d'armement. Sans doute Staline — illusion de sa part, mais illusion opportune — estimait-il que la puissance du mouvement communiste juif en Europe et en Palestine était telle qu'on ne pouvait exclure que le nouvel État basculât dans la catégorie des démocraties populaires. En l'occurrence, sa déconvenue participe de la chaîne de déconvenues qu'au rebours des satisfactions que lui procura l'Europe orientale il connut à la frontière méridionale de son empire, en Turquie et surtout en Iran où les républiques séparatistes prosoviétiques de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan iraniens furent vaincues et détruites en 1946.

On a vu le rapprochement qui s'était imposé entre communistes et sionistes dès 1943. Le CADJJ chez les jeunes, le CRIF chez les adultes en avaient été les produits. Au sein même du sionisme qui, comme tout mouvement national, groupe des partis et courants appartenant, de l'extrême gauche à l'extrême droite, à tout l'éventail politique, la gauche et l'extrême gauche s'étaient renforcées aux dépens de la droite jabotinskiste<sup>1</sup>. Pas seulement renforcées mais aussi marxisées de toutes les sortes de marxismes, y compris le marxisme soviétique.

En somme, la Résistance juive d'obédience communiste peut paradoxalement s'enorgueillir d'avoir contribué à faire de l'Union soviétique l'un des États-parrains qui veillèrent sur les premiers pas de l'État sioniste nouveau-né. La dialectique fait parfois des miracles, à condition de se déployer dans une terre à miracles !

Un troisième effet que j'hésite à qualifier de bénéfique mais qui fut durable, c'est l'existence en France d'une institution telle que le CRIF.

Contrairement à ce que prétendaient les communistes pour la dénoncer comme un simple instrument de collaboration avec les autorités d'occupation et le gouvernement de Vichy, l'Union général des israélites de France (mieux connue sous son sigle : UGIF) n'avait jamais eu, ni dans les textes qui la constituèrent ni dans sa pratique, la prétention d'être un organe politique de représentation et d'expression des juifs de France. Il suffit de lire un document majeur, le *Carnet d'un témoin, 1940-1943*<sup>2</sup>, retrouvé et édité par un historien israélien, Richard Cohen. Prenant des notes au jour le jour, l'auteur, Raymond-Raoul Lambert, avant d'être déporté avec sa femme et ses quatre enfants à Auschwitz où toute la famille fut anéantie, était l'âme et le dirigeant de l'UGIF en zone sud. On acquiert la certitude que l'assimilation de l'UGIF aux *Judenraten* (Conseils juifs) de Pologne est totalement non fondée, même si le *Hauptsturmführer* SS Theodor Dannecker, chef de la section antijuive de la Gestapo à Paris de septembre 1940 à septembre 1942, aurait souhaité qu'il en fût ainsi.

1. Vladimir Jabotinski (1880-1940) est le fondateur de l'Union mondiale des sionistes révisionnistes. Nationaliste activiste et intransigeant en ce qui concerne la politique de construction d'un État juif, libéral en matière d'organisation économique et politique de cet État, Jabotinski fut une personnalité de premier plan dont l'éloquence — en russe, hébreu, yiddish, anglais, français et allemand — drainait des foules considérables. Il fut le maître à penser de Menahem Begin.

2. Fayard, 1985.

Contre l'UGIF, assimilée à un *Judenrate* et dénoncée comme tel, les communistes juifs à la fin de l'année 1943, fidèles à la stratégie unitaire que déploie à cette date le PCF, travaillent dans un premier temps, avec l'Union des juifs pour la Résistance et l'entraide (UJRE), à former sous leur contrôle l'équivalent juif du Front national puis, dans un second, ils s'emploient à construire, pendant « résistant » de l'UGIF, un CNR juif sous forme d'un comité de coordination des grandes organisations et institutions juives : ce sera le Conseil représentatif des israélites de France (CRIF). Ils trouvent, bien sûr, une oreille intéressée chez les sionistes pour qui toute ébauche d'une structure politique juive représente un chaînon dans la perspective de leur projet d'État national<sup>1</sup>.

En principe, de même que le Consistoire avait de toutes ses forces combattu l'idée d'une représentation politique des juifs auprès des autorités d'occupation et de Vichy et obtenu que l'UGIF ne fût qu'un organe de coordination des œuvres d'assistance, de même le Consistoire aurait dû s'opposer à la constitution du CRIF, mais la dimension « résistante » qui l'emportait à l'époque sur toute autre masquait la logique politique qui en était le fondement et qui était radicalement contraire à l'idée que le judaïsme français se faisait de lui-même. La chose était d'autant plus masquée que, avec habileté, les communistes avaient saisi qu'il fallait que le président du Consistoire assurât en même temps la présidence du CRIF.

Cette association des deux fonctions sous un même chef se perpétua parce qu'elle avait des raisons profondes. Leur séparation, après la disparition d'Alain de Rothschild et l'élection de Théo Klein dans les années 80, a fait éclater le côté bizarre et ambigu de l'institution du CRIF. Le Consistoire est une assemblée de laïcs chargés de régler les problèmes administratifs, financiers et de gestion de l'institution essentiellement religieuse qu'est la synagogue. Reproduisant l'antique séparation entre le grand prêtre et le roi, la communauté consistoriale, héritière des « syndics de la Nation juive », des « beyllons » de Provence, a à traiter avec les pouvoirs publics et l'ensemble de la société civile de toutes matières dont dépend l'exercice du culte israélite. De manière à ce que les rabbins puissent sans interférence exercer, eux, leurs fonctions de maîtres spirituels. Le Consistoire a ainsi un statut purement civil mais relié par un cordon insécable à la matrice de l'identité juive — la tradition religieuse.

Mais le CRIF ? Dès lors qu'il se soustrait à la couverture consistoriale, le CRIF n'est plus qu'une forme particulière de représentation politique. Or cette forme-là est dès le départ gravement affectée par un double soupçon d'illégitimité. D'une part, la logique française de l'État-nation exclut qu'entre l'État et la société civile s'interposent des minorités ayant vocation à peser sur la sphère de la décision politique. Surtout quand ces minorités sont composées de citoyens français de plein exercice. D'autre part, les juifs eux-mêmes, parce qu'ils sont justement citoyens de plein exercice, n'éprouvent pas le besoin et n'ont d'ailleurs aucun droit à prétendre à une représentation

1. Cf. mon étude « Pouvoir politique et expression communautaire : le CRIF », *Pardès*, 1086, numéro 3.

politique séparée, doublant leur participation civique individuelle. Le CRIF est ainsi implacablement entraîné à dégénérer en *lobby*. Lobby de surcroît qui tend à être, du fait du faible soutien qu'il reçoit de ses mandants potentiels, moins un groupe de pression de la communauté juive sur l'État français qu'à l'inverse un organe de manipulation de la communauté juive mise au service — et c'est le comble — de *deux* États pas toujours en accord l'un avec l'autre, l'État français et l'État d'Israël. Situation malsaine s'il en est. Enfin, et c'est le point de la trajectoire où les choses en sont arrivées à l'aube des années 90, le CRIF et le Consistoire, devenus malencontreusement étrangers l'un à l'autre, sont amenés, même si leurs dirigeants respectifs s'en défendent, à s'identifier le premier à une « gauche » juive en perte de vitesse qui, de ce fait, accentue ses inclinations socialistes et anticléricales et le second à une « droite » religieuse ayant le vent en poupe et qui, de ce fait, ne voit pas pourquoi elle devrait demeurer muette et subordonnée, d'autant qu'elle est en phase avec l'évolution générale du monde juif, y compris en Israël. Cette double identification prend un tour d'autant plus irritant que, comme en Israël, gauche et droite reposent sur un soubassement social inversé par rapport aux attentes logiques. La « gauche » s'appuie sur une fastueuse bourgeoisie d'État (français) flanquée de ses intellectuels eux aussi d'État, tandis que la « droite » s'appuie sur les petites gens des communautés juives banlieusardes. Le résultat, prévisible, est détestable : d'une part, les enjeux d'un tel clivage demeurent dérisoires puisque la communauté n'a pas d'existence institutionnelle et concrète ; d'autre part et surtout, CRIF et Consistoire, installés dans un climat de polémique, de concurrence et de surenchère, sont l'un comme l'autre exposés aux incitations et calculs de pouvoirs et puissances extérieurs à l'un et à l'autre : ils s'usent ainsi mutuellement pour la plus grande satisfaction de leurs adversaires communs.

Si deux retombées de la Résistance communiste juive peuvent être tenues pour bénéfiques, si la troisième appelle interrogation et soupçon, que dire de la quatrième ? Faudrait-il être sûr encore qu'elle eût existé ? On a déjà compris qu'il s'agit de la dimension proprement militaire de la Résistance. C'est aborder ici un côté des choses qui ne m'est pas familier et dont je n'ai aucune expérience directe.

Certes, je connais la directive — elle est répétée dans la plupart des circulaires intérieures que Justin et moi nous avons eu la charge de reproduire et de diffuser — selon laquelle 10 p. 100 d'abord puis 20 p. 100 des membres de la JC devaient être obligatoirement affectés à la branche militaire, c'est-à-dire aux FTP. L'application d'une telle directive incombait au « responsable aux cadres », après concertation avec le « politique » : je n'ai pas eu à m'en occuper mais n'en ai pas davantage subi les contrecoups. J'ai bien eu l'impression que, dans les derniers mois, mes groupes et mes équipes devenaient de plus en plus féminins. Mais j'avais surtout l'impression que nous dansions sur un volcan. N'importe comment, il était hors de question d'affaiblir la colonne dorsale qu'était l'appareil politique, par définition civil. C'était là que se situait le pouvoir de direction et de décision, ce qui

ne saurait surprendre les bons connaisseurs des principes du marxisme-léninisme.

Ce n'est pas à dire que l'aspect militaire fût cyniquement méprisé. Je fus prise d'une sorte de saisissement admiratif mais incrédule quand j'entendis un camarade trotskiste — qu'il fût trotskiste ne fait ici rien à l'affaire mais que j'eusse des contacts avec des trotskistes dans la clandestinité me vaudra bientôt, comme on le verra, des ennuis — déclarer que « nous étions trop intelligents pour nous faire tuer ». Je n'avais pas imaginé — et c'est bien pauvreté d'imagination — qu'on pût calculer comment ne pas se faire tuer et arguer de son QI pour échapper aux risques du combat.

Je suis en revanche de moins en moins portée à jouer les exploits militaires contre le simple et périlleux courage qu'appelait le sauvetage des enfants. Comment ne pas s'interroger sur l'orientation de faits d'armes qui consistaient en 1941-1942 à s'en prendre par la force aux malheureux artisans juifs persistant, pour nourrir leur famille, à coudre des gants fourrés pour l'armée allemande<sup>1</sup> ? Comment ne pas s'interroger sur l'urgence qu'il y avait à faire sauter aiguilles et voies de chemin de fer mais, semble-t-il, jamais celles par où passèrent les trains de déportation ? Comment ne pas tenir pour étrange que les unités armées FTP - MOI à Paris furent, en août 1944, plus rapides à aller occuper le siège de l'UGIF qu'à libérer le camp de Drancy ?

En tout état de cause, il semble qu'il fallait distinguer, au sein de l'appareil militaire FTP issu de la MOI, deux composantes. Il y a eu, bien connus aujourd'hui, des « bataillons » type Carmagnole ou Liberté, à Grenoble et à Lyon : ils participèrent de manière non spécifique mais avec éclat aux combats de la Libération. Mais il y a eu aussi, et c'est toujours très mal connu jusqu'à aujourd'hui, des réseaux de renseignements et d'action dont le colonel Rémy a pu dire brutalement mais sans doute à juste raison que les renseignements qu'ils transmettaient à Londres avaient une valeur égale à 0. Ce qui ne saurait surprendre : même si, pour des raisons tactiques, ils avaient à entretenir des relations avec les services de renseignements de la France libre, ce n'est pas à eux qu'ils réservaient leurs résultats et ce n'est d'ailleurs pas les informations qui intéressaient en priorité les Alliés — toutes celles qui avaient trait aux problèmes, obstacles et conditions d'un débarquement — qu'ils étaient formés à recueillir. Ces réseaux de renseignements et d'action, mis en place dès avant la guerre, notamment en recrutant d'anciens volontaires d'Espagne passés ou non par le PC palestinien, appartenaient organiquement au système militaire soviétique et avaient à répondre en priorité aux besoins soviétiques — à tout ce qui, dans l'armée allemande d'occupation en France, était de nature à affecter la guerre à l'Est. C'est sans doute aussi ce qui explique l'invitation faite à certains cadres de la MOI après la guerre d'aller « construire le socialisme » en Europe orientale alors que rien de tel ne fut proposé par exemple aux juifs communistes de New York dont l'écrasante majorité,

1. Cf. Annette Wieviorka, *Juifs, communistes, résistants*, chap. 7 (« Juifs contre juifs »), Denoël, 1986.

comme on le sait, était originaire de Russie et de Pologne. Les premiers pouvaient contribuer à l'établissement local, sous contrôle soviétique, des noyaux militaires et de sécurité dans les nouveaux États socialistes en formation. Les seconds, comme l'affaire Rosenberg le fera pressentir, avaient pour ceux qui y consentaient mieux à faire sur place.

Reste une dernière question : celle du terrorisme. Je n'ai connu aucun des débats, politique et de conscience, qui avaient eu lieu en 1941-1942. Par la suite, je ne me suis pas interrogée plus avant sur l'argument selon lequel il n'y avait pas eu à proprement parler de recours au terrorisme : c'était les Allemands qui avaient estimé de bonne propagande d'apposer l'étiquette infamante de « terroristes » sur les résistants. La place prise par le terrorisme dans la politique contemporaine m'a contrainte à revoir la chose de plus près. J'y ai été également poussée par un questionnement insistant de mes lecteurs du *Figaro* et de *L'Arche* soucieux de saisir la différence que je faisais entre « terroristes » d'hier et terroristes d'aujourd'hui. Il m'a bien alors fallu admettre que, d'une part, le PCF avait expressément tablé, à partir de juin 1941, sur le développement en spirale de la chaîne : terrorisme — représailles — résistance. Et qu'à cet effet il s'était délibérément servi des volontaires qu'il avait sous la main, les jeunes combattants MOI. Il m'a fallu reconnaître aussi que les attentats individuels contre les soldats et officiers allemands pris au hasard appartenaient sans discussion possible à la sphère d'un terrorisme conçu comme degré élémentaire de la lutte armée. Une conception toujours en vigueur dans le mouvement communiste mondial. Arrivée à ce point, c'est peu dire que la MOI n'a pas servi à grand-chose : elle a beaucoup desservi. Il est significatif que, après quarante années où ses militants et ses martyrs furent paisiblement oubliés de tous sauf de leurs proches, la résurgence ambiguë d'un mouvement terroriste international, soutenu par les diverses obédiences issues du radicalisme révolutionnaire — du bolchevisme marxiste-léniniste —, y compris l'Union soviétique « orthodoxe », ait attiré l'attention sur un épisode ancien mais qui pouvait fournir parallèles et justifications bienvenus, la MOI et l'affaire Manouchian.

Cependant même si l'usage postérieur qui en est fait est suspect, il n'en résulte pas moins que le courage est le courage et le malheur le malheur.

Le malheur qui allait fondre sur notre petit groupe — ces quelques dizaines de garçons et de filles étroitement soudés en dépit du fait que les changements d'affectation, fréquents, entraînaient un remaniement perpétuel de sa composition. Changement d'affectation : ce vocabulaire à tonalité militaire exprimait assez bien l'idée que nous nous faisions de la nature de nos « tâches ». Bien que nous fussions la branche civile, « politique » et par conséquent éminente, qui, en ville, avait pour fonction de signaler la présence au chef-lieu du département des jeunes communistes juifs, le transfert périodique de 10 p. 100 de nos effectifs, selon la directive reçue, destiné à renforcer les FTP - MOI (tant les groupes de combat opérant dans la ville que les maquis) n'avait lieu que pour ceux ou celles qui étaient « brûlés » dans leur responsabilité antérieure.

Un malheur qui allait fondre à l'improviste ? C'est trop dire. L'hiver

1943-1944 avait été dur, mais comment qualifier le printemps qui allait suivre ? Sans doute devait-il être marqué par l'annonce tant attendue du débarquement des troupes alliées, mais, dans le commun de nos jours, l'espoir ne figurait qu'en pointillé. Dans l'immédiat, nous devions faire face au surcroît de mesures prises par les occupants et leurs auxiliaires français pour traquer les « terroristes ». Déambuler à deux, c'était désormais s'exposer à être l'objet d'une vérification d'identité conjointe d'autant plus périlleuse que les règles de sécurité imposaient par ailleurs d'ignorer de quel nom se servait dans la vie courante le camarade avec qui on marchait. Il suffisait alors que la patrouille se livrât à un interrogatoire séparé et croisé pour qu'elle s'aperçût aussitôt que ces deux jeunes gens qui apparemment se connaissaient bien ne savaient pas comment l'autre s'appelait.

Maurice — Charles Wolmarck — et Justin — Maurice Bursztyn — avaient déjà une solide expérience militante quand de conserve ils étaient arrivés à Grenoble. Inutile de répéter ici que je l'ai ignoré jusqu'à ce qu'un jour — quarante ans plus tard — nous en ayons enfin parlé, deux dames aux cheveux gris dînant en tête à tête dans un restaurant italien et causant avec animation comme le font d'anciennes camarades d'école et de jeu, Micheline (dont le véritable prénom est Marguerite) et moi.

Micheline — enfin Marguerite, née Holzman — avait épousé Maurice — enfin Charles Wolmarck — en 1940 peu avant l'exode. Leurs parents avaient cédé à leurs supplications bien qu'à leurs yeux ils fussent trop jeunes — Maurice, né à Varsovie en 1921, n'avait pas vingt ans. Ils s'étaient connus quand, tous deux pionniers, ils allaient à la Bellevilloise, très célèbre coopérative ouvrière qui abritait un patronage d'enfants, un magasin de vente de produits alimentaires, des cours du soir pour adultes, une école de musique, enfin une salle de spectacle où Piaf se produisit à ses débuts et Tino Rossi qui y chanta *Corse île d'amour*. Autant dire qu'ils étaient nés dans ce giron du communisme que ménagea pour leurs enfants, après la Première Guerre mondiale, une poignée de juifs polonais dont les raisons, pour émigrer, furent, indissolublement liées, politiques et économiques. Ils avaient été ensuite, cité d'Angoulême et rue Basfroi, des fidèles du YASK. Le sport populaire, associé à la découverte de la nature, à la mixité libre des grandes vadrouilles dans une campagne qui, pour être proche de Paris, n'en est pas moins grasse et pimpante, à la bicyclette, au camping, aux paniers remplis de tartines de pâté de foie et de bouteilles de limonade, est une « conquête » du Front populaire. Maurice, dont le père, ébéniste de métier, fabriquait des meubles, avait naturellement fait l'école Boule tandis que Micheline était élève à l'Institut de chimie de la rue Gay-Lussac. Micheline cependant semble avoir devancé Maurice dans la vie militante. Elle participe déjà aux fameux contre-jeux Olympiques qui se déroulent à Barcelone juste au moment où éclate la guerre civile espagnole.

Maurice avait un copain de toujours : Justin — enfin Maurice Bursztyn, son aîné d'à peine quelques mois. Lui aussi né à Varsovie et venu dès sa deuxième année à Paris. Lui aussi précocement en ménage avec sa cousine Élise. Dès juillet 1941 — quand, après le long hivernage des vingt premiers mois d'une guerre considérée comme « impérialiste » jusqu'à ce que le



franchissement par la Wehrmacht de la frontière soviétique en juin 1941 en métamorphose aux yeux des communistes du monde entier la nature —, les deux jeunes gens et leurs femmes sont « récupérés » par Lily Berger. Elle-même femme du responsable de la commission centrale de la MOI auprès du Comité central du PCF avant 1939, Louis Gronovski (Louis Brunot dans les années de la clandestinité, mais aussi Lerman dans l'organigramme des dirigeants de la MOI avant guerre), Lily Berger avait été chargée de battre le rappel des jeunes camarades juifs qu'elle connaissait et de reconstituer avec eux les premières cellules de jeunes.

Albert Ouzoulias cite déjà le nom de Charles Wolmarck avec ceux de Samuel Tyszelmann et d'Élie Wallach comme étant les jeunes juifs communistes qui auraient dérobé le 2 août 1941 les premiers kilos de dynamite reçus par l'organisation militaire naissante à Paris, mais cela paraît douteux<sup>1</sup>. A cette date, comme ils l'ont fait le 14 juillet 1941, les quatre « amis et camarades » en sont encore à camper, même s'ils en profitent pour accrocher un drapeau « à la polonaise », c'est-à-dire en le lançant muni de crochets qui le retiennent aux fils électriques. Ou, comme le 13 août 1941, à se grouper autour d'un drapeau tricolore pour défiler à partir de la station de métro Strasbourg-Saint-Denis en direction de la place de la République. Ce jour-là, Samuel Tyszelmann fut arrêté. Il sera fusillé comme otage le 19 août 1941.

Au lendemain de cette manifestation, les quatre amis partent en vacances, mais des vacances qui n'empêchent pas, bien au contraire, tout intermède militant. N'ont-ils pas emmené sur leur vélo, outre la tente à double toit, 4 500 tracts, des pots de peinture et des pinceaux pour écrire sur les murs les mots d'ordre que Lily Berger leur a communiqués avant le départ ? Du genre « Mort à l'envahisseur ! », « La victoire viendra ! ».

Le 16 août, en pleine campagne, près de L'Aigle, à une centaine de kilomètres de Paris, des gendarmes les interpellent. Ont-ils été vus peinturlurant, semant leurs tracts, suivis, signalés comme le permettent les plaques minéralogiques que portent alors les bicyclettes ? Les gendarmes font signe à un camion débâché qui passe sur la route et entassent à l'arrière jeunes gens, vélos et matériel. Ils laissent d'ailleurs les deux garçons balancer à chaque virage tout ce qu'ils ont de compromettant sur eux et avec eux — les tracts, la peinture. Arrivés à Bernay où ils mettent tout leur petit monde dans l'unique cellule destinée aux clochards, ils se bornent à écrire dans leur rapport que ces quatre campeurs-là détenaient « quelques tracts, un matériel ultramoderne » (de camping !).

Après huit jours ainsi passés à la maison d'arrêt de Bernay et l'interrogatoire d'un juge d'instruction français qui prend sur lui de faire disparaître l'affichette la plus lourde de conséquences, celle qui porte : « Mort à l'envahisseur ! », les quatre campeurs, transférés à Évreux, sont remis aux autorités allemandes. Les deux femmes, qui n'ont pas été séparées, jouent avec constance les oies blanches. Déchargées de toute responsabilité par leurs époux qui jurent qu'elles ne savaient rien, elles seront relaxées.

---

1. Albert Ouzoulias, *Les Bataillons de la jeunesse*, Paris, 1967.

Néanmoins Marguerite Wolmarck, jouant de malchance, se fait encore ramasser dans une rafle à la gare Saint-Lazare un jour où elle rentre d'une visite à son mari à la prison d'Évreux. Internée au camp des Tourelles, elle n'est libérée qu'un mois plus tard. A la mi-octobre, les deux hommes sont, eux, condamnés à cinq ans de travaux forcés par un tribunal de guerre allemand siégeant à huis clos. A la fin du mois de novembre, ils sont à nouveau transférés au fort de Villeneuve-Saint-Georges. De même que la gare de Villeneuve-Saint-Georges, gare de triage et nœud ferroviaire, était célèbre dans la geste du syndicalisme cheminot, le fort est devenu, lui aussi, un centre de tri où les internés pour faits de résistance peuvent, en cas d'attentat contre les membres des forces d'occupation, être fusillés à titre d'otages.

Droits communs et politiques sont groupés dans des chambrées dont chacune compte une quarantaine de détenus. La surveillance en revient, à l'intérieur, à des gardiens français. Mais ce sont les Allemands qui contrôlent l'entrée du fort et font des rondes autour de la dernière enceinte extérieure.

Charles et Maurice apprennent très vite que des droits communs concoctent un projet d'évasion. Ils s'y joignent sans hésiter. Le 6 décembre à 23 heures, un stratagème simplet et archi-usé permet en effet à un groupe important de détenus de tenter la belle.

Sur une colonne en page 4, *Le Petit Parisien* du 8 décembre donne l'information sous le titre « Au cours de leur transfèrement, 63 détenus politiques s'évadent — quinze d'entre eux n'ont pu être retrouvés » :

« Soixante-trois détenus communistes et gaullistes avaient été extraits, l'autre soir, de la prison de Fresnes pour être transférés au fort de Villeneuve-Saint-Georges. Mais à la faveur de l'obscurité, ces prisonniers réussirent à fausser compagnie à leurs gardiens. L'alarme fut immédiatement donnée et des battues, auxquelles participèrent la gendarmerie, la police d'État et des soldats de l'armée d'occupation, s'organisèrent aussitôt. Une trentaine d'évadés furent bientôt repris ; plusieurs rejoignirent leur cellule quelques heures plus tard. Quinze fugitifs manquent encore à l'appel. Il est probable qu'ils ne jouiront pas longtemps de la liberté. »

Le 9 décembre, *Le Petit Parisien* complète en la corrigeant l'information donnée la veille. Sous le titre « Après l'évasion des détenus de Villeneuve-Saint-Georges — 22 évadés sont encore en fuite », le journal précise :

« On a pu établir de façon précise dans quelles circonstances s'est produite l'évasion des détenus du fort de Villeneuve-Saint-Georges. Il y avait dans cette sorte de prison 521 détenus de droit commun. Dans la soirée de samedi<sup>1</sup>, quelques-uns d'entre eux, qui avaient été transférés tout nouvellement de la prison de Fresnes, enfoncèrent la porte de leur dortoir, puis se rendirent dans les chambres voisines où ils décidèrent quelques-uns de leurs compagnons à les suivre. Une cinquantaine d'entre eux acceptèrent. La petite troupe, qui était alors composée de 63 hommes, se rendit aux vestiaires où les vêtements de bure furent échangés contre des costumes civils. Il ne restait plus aux détenus qu'à refouler le petit nombre de gardiens qui voulaient s'opposer à leur fuite. Fort heureusement, l'alarme avait été donnée et des battues s'organisèrent aussitôt. Un certain nombre de fuyards furent rattrapés, mais,

---

1. Le 6 décembre effectivement.

à l'heure actuelle, 22 d'entre eux sont encore recherchés par la gendarmerie et les inspecteurs de la police d'État. »

*Le Petit Parisien* ne reparle plus de l'affaire. Sans doute, la censure... Parmi les 22 qui se sont vraiment échappés, Charles et Maurice, à pied et par toutes petites étapes de nuit, gagnent Brunoy, à une douzaine de kilomètres de là en lisière de la forêt de Sénart. Brunoy ! Les juifs immigrés de Belleville avaient coutume avant la guerre de s'y retrouver le dimanche pour prendre l'air — la « datcha juive », disait-on en riant pour évoquer cette aimable localité. Y réside désormais en quasi-permanence un commerçant en chaussures de la place de la Nation. C'est un client et ami très proche du père — lui-même artisan en chaussures — de Marguerite, la femme de Charles : il accueille les deux fugitifs, les reconforte. Munis d'un viatique, ils n'ont plus qu'à prendre le train pour Paris.

A peine de retour, la joie de Maurice Bursztyn se fige. Le 15 décembre 1941, neuf jours après son évasion réussie, son père, Israël Bursztyn, est extrait de Drancy où il avait été expédié quand il avait été arrêté le jour de la rafle du XI<sup>e</sup> arrondissement, le 20 août 1941. C'était déjà un vieux militant du temps de la Pologne. Tourneur sur bois de profession, mais marchand-forain de son état après son installation à Paris en 1922, il était devenu, ayant obtenu par naturalisation la nationalité française en 1930, l'administrateur de la *Naïe Presse*, le journal communiste en yiddish. Il est fusillé au mont Valérien avec 92 autres otages en réponse à la série d'attentats individuels qui ont eu lieu à Paris dans la troisième semaine de novembre.

Désarmé, terriblement abattu, Maurice, avec sa femme Élise, décide de passer en zone libre. Il s'installe à Morzine qu'il connaissait pour y avoir passé des vacances avant la guerre, trouve du travail mais, averti par un chef de service de la préfecture que des avis de recherche circulent à Thonon portant sa photo et celle de Charles, il repart avec sa femme enceinte pour Castres où Charles et Marguerite, qui ont de leur côté franchi la ligne de démarcation, se sont établis : Marguerite avait une amie qui se trouvait avoir épousé un boucher de cette petite ville aveyronnaise sur la bordure méridionale des Causses. La fille de Maurice et Élise Bursztyn naît à Castres en avril 1943.

Industrieuse et parpaillote, Castres est accueillante. Marguerite trouve du travail dans l'entreprise de peinture Duco et Charles reprend son maillet de tapissier. Mais les gendarmes viennent un jour lui demander des comptes, « rapport au STO ». Le jeune couple fait ses bagages. Cette fois, direction Grenoble.

A cette date, les concentrations de familles juives sont telles à Grenoble et autour de Grenoble — à Fontaine, à Sassenage — toujours sous occupation italienne que Marguerite et Charles n'ont aucune peine à résoudre leurs problèmes d'installation. Ils reprennent contact avec la MOI. Charles, de Castres, n'avait d'ailleurs pas cessé d'être connu de l'antenne toulousaine. On peut même penser que s'est opérée une simple permutation entre Catherine, qui part bientôt de Grenoble pour Toulouse, et Charles.

Quoi qu'il en soit, c'est à cette date — automne 1942 — que je

rencontre et commence à faire équipe avec Charles (qui, pour moi, est Maurice) et, un peu plus tard, avec Maurice (qui, pour moi, est Justin). L'équipe, on l'a vu, tient — un record — plus de dix-huit mois. Cependant, au printemps 1944, la situation dans Grenoble est devenue si grave que Maurice — qu'on me permette de revenir ici aux prénoms qui furent ceux, exclusifs, sous lesquels je les connus — se demande si le jeu en vaut encore la chandelle, si le travail politique a encore du sens et s'il n'est pas préférable que tout le monde parte au maquis. Il fait une demande en ce sens à la direction de la JC - MOI (Lyon coiffe Grenoble). La réponse n'aura pas le temps de parvenir.

Le 24 juillet, comme chaque matin, Maurice et Micheline ont quitté leur logement de l'avenue d'Eybens, proche de la sortie de Grenoble, pour aller chacun de leur côté à leurs rendez-vous respectifs. Micheline rentre à midi pour préparer le déjeuner qu'elle partage en général avec Maurice. Une heure passe et Maurice ne revient pas. Inquiète, Micheline se rend chez Justin, installé alors au neuvième étage d'un immeuble moderne où il fait fonctionner son imprimerie — un local dont le dispositif est intéressant puisqu'il permet d'accéder à une terrasse par où, en cas de besoin, on peut descendre et sortir par la porte d'un autre bâtiment. Ce local, seuls Maurice, Micheline et moi le connaissons.

Tandis que Micheline part à bicyclette donner l'alerte — à Lily et Gérard, à moi-même —, Justin se rend de son côté chez Maurice où, presque en même temps que lui, débarquent les miliciens.

Des miliciens bien renseignés qui savent que le logement est à l'étage, que la femme de Maurice, bien que s'appelant Marguerite à l'état civil, s'appelle dans la vie clandestine Micheline. Sans doute une longue filature antérieure a-t-elle précédé l'opération.

Justin et Micheline, revenue sur ces entrefaites, s'en tirent par miracle. Justin en sautant par la fenêtre tandis que les miliciens sont joyeusement occupés à piller la villa, Micheline en s'apercevant à temps que la maison est en train de recevoir une visite non souhaitée. Justin, la cheville foulée, passe une nuit à la belle étoile avant d'atteindre un maquis de l'AS. De là il est conduit à celui du 9<sup>e</sup> bataillon des FTPF où il avait déjà accompli une période de préparation militaire. Micheline, déguisée par les soins de Lily, est expédiée à Lyon où elle devient l'agent de liaison d'Adam Rayski.

Dispersion générale.

On me prévient — mais ce souvenir-là est-il même exact, je veux le croire, comment être sûre ? — que Maurice de sa prison aurait fait dire que je me planque parce que les Allemands ont mis la main sur une photo qu'il avait dans son portefeuille et où je figurais : « Qui c'est, celle-là ? On la connaît », aurait dit l'un des tourmenteurs en me montrant du doigt. De toute manière, les mesures de précaution habituelles sont prises.

Ce n'est qu'après la Libération que Micheline, accompagnée de Czeslaw Krzentowski qui dispose d'un side-car militaire, parcourt la région grenobloise pour tenter d'y retrouver les traces de son époux. La vérité, elle la découvrira à Charnècles, petite localité à une trentaine de kilomètres de Grenoble sur la route de Lyon. Le 30 juillet, les Allemands ont commencé

à faire retraite. Dans leur fuite, ils se trouvent embarrassés par les prisonniers qu'ils emmènent avec eux. Le plus expéditif, c'est de les tuer d'une balle dans la tête et d'abandonner derrière eux les cadavres.

Les gens du pays ont recueilli dans des cercueils en bois blanc numérotés les corps des suppliciés et, dans de petits sachets portant le même numéro, ce qu'ils ont trouvé dans les poches ainsi que des échantillons du tissu de leurs vêtements. Le cercueil n° 2 est celui de Charles Wolmarck. Sur le registre de la mairie, son signalement : « Vingt-cinq ans, 1,70 mètre, cheveux bruns, bonne dentition. Vêtu de sandalettes de cuir à lanières rouges, pantalon laine gris rayures rouges, chemise Lacoste coton gris beige. » Un autre cercueil contient les restes d'Isaac Baumol, ancien des Brigades internationales, responsable des adultes, ce qui tend à faire penser que les deux hommes ont été arrêtés ensemble lors de leur rendez-vous quotidien.

A moins que... Maurice n'est-il pas tombé dans le cadre d'un coup de filet encore plus large et décisif ? C'est possible puisque le 21 juillet ont été exécutés à Seyssinet, près de Fontaine, Marco Lipsyc, chef départemental des FTP, Nicolas Ajzenberg (commandant Paul Fabre) du bataillon *Liberté* et Léon Schwartzbart, chef du détachement FTP - MOI. Le 22 juillet tombe Albert Brozek, responsable du « Travail allemand » dans le bataillon *Liberté*. Début août disparaît encore Nathan Klayn (« Alain »), ancien des Brigades qui, après avoir combattu dans le bataillon *Carmagnole*, s'est trouvé muté au bataillon *Liberté* en janvier 1944.

Que dire ici qui puisse faire comprendre le rôle que Maurice, ce garçon tombé à vingt-trois ans et « mort pour la France », comme il est inscrit sur le petit monument élevé à l'entrée de Charnècles à la mémoire des victimes du massacre du 30 juillet 1944, a joué dans ma vie, intimement et constamment mêlé à elle, présent, pesant — avec délicatesse, gentillesse, sans avoir l'air d'y toucher — sur mes décisions ? Ce que j'écrivais un an plus tard est resté inaltérablement vrai :

« Je crois qu'après Micheline c'est en moi que vit le plus intensément son regard et sa volonté... Le mot fraternité avait pour nous toute sa splendeur... Je le revois encore, dans son atelier, vêtu d'un bleu, les yeux brillants, me dire : "Oh, Annie, tu verras comme ce sera beau, après la Libération !" Je chercherai toujours à travers la vie celui qui aura cette lueur dans les yeux, à la fois malicieuse et enthousiaste. »

Non que — loin de moi cette prétention — rien ne me permette de dire que, vivant, il aurait approuvé mes choix puisque rien non plus ne permet d'augurer ce qu'il serait devenu dans l'entre-deux qui sépare la destinée fondée sur la fidélité politique d'un Krasucki et celle d'un chef d'entreprise remarquable et fortuné comme l'a été Marguerite.

Maurice, les jambes de pantalon serrées par des pinces, arrivait en pédalant sur son vélo, sautait à terre pour marcher à mes côtés, lui et moi tenant notre machine par le guidon et causant calmement de nos affaires en suivant des chemins fleuris au bord de l'eau ou des chemins de caillasses saupoudrés de neige glacée — nous aimions nous retrouver dans les écarts tranquilles d'une ville encore pénétrée de campagne comme cent cinquante

ans plus tôt au temps de Stendhal, bien qu'il eût suffi de lever les yeux pour apercevoir les escarpements du Belledune ou du Taillefer, les croupes du Néron ou du Saint-Eynard. Et c'était la sécurité et le sourire<sup>1</sup>.

D'abord le sourire. Un sourire sans éclat, pur de toute forfanterie carnassière, de toute invite à l'optimisme héroïque, un sourire des yeux voilés, le sourire de Reims. Sous les cheveux bouclés, la gaieté de la bouche était naturelle, la bienvenue et l'hospitalité dues à tout être humain de rencontre. Rien de forcé, de calculé, rien qui soit là pour inspirer confiance, éveiller l'ardeur au combat, encourager et soutenir les énergies défaillantes, comme il convient à un chef — de patrouille scoute ou de guerre. Non, Maurice souriait et riait souvent parce que c'est le propre de l'homme de sourire et de rire.

La sécurité. Il est difficile de trouver un vocable plus contradictoire avec le climat qui aurait dû présider à nos rencontres. Le danger et la peur nous cernaient. A partir du moment où j'ai travaillé avec Maurice, je n'y ai cependant plus jamais pensé — sauf à cette peur, venue d'une enfance pas tout à fait achevée, quand la nuit descend et qu'il n'y a pas de lumière. Qu'on me comprenne : le courage, ce n'est pas de ne pas avoir peur quand tout dit et signale le péril, c'est de faire calmement ce qui est à faire pour mettre toutes les chances de son côté et du côté des siens. Le courage, c'est d'appliquer avec rigueur pour soi-même des mesures de sécurité contraignantes et répétitives. Le courage, c'est de ne pas transgresser, par étourderie, lassitude, pour une toquade, les lois, la logique du type d'action et de conduite qu'imposent les circonstances. Le courage, c'est la maîtrise de soi — souriante si possible, piquée du grain d'ironie et d'humour qui fait lever pâte et couvercle.

Je ne saurais, sans manquer à la vérité, donner de Maurice une idée plus complète. J'étais trop jeune pour que mon jugement d'un garçon de six ans mon aîné fût informé et sûr. Au soir d'une vie où j'ai eu à professionnellement évaluer les aptitudes et les dons d'étudiants qui avaient l'âge de Maurice, quelle serait, s'il revenait, ma vision de lui en termes d'intelligence et de culture ? Je ne sais. Dans l'ordre commun qui était le nôtre — le combat pour le communisme comme seule alternative à la barbarie dans laquelle le monde avait sombré —, il a incarné, avec une pleine authenticité, une idée du communisme qu'il me fallut beaucoup de temps et de peine, « sans lui et contre lui », pour arracher non de mon cœur et de mon intelligence, mais de mon âme, pour la reconnaître fausse, mensongère, irréaliste autant qu'irréaliste.

---

1. Qu'on me permette de signaler un très beau texte également dédié à la mémoire de Charles Wolmarck. C'est un « roman » de Catherine Claude, *Ciel blanc*, préface de Jean Cassou, paru chez Gallimard en 1967 et prix littéraire de la Résistance. Catherine Claude, je l'ai connue à l'époque comme la femme de Claude Piermont — Michel : le troisième du triangle de direction de notre JC - MOI grenobloise. Catherine Claude, avec une vive sensibilité, a saisi de l'intérieur la complexité des rapports entre jeunes gens d'un groupe de combat opérant en ville, c'est-à-dire en l'occurrence à Grenoble. Qu'elle ait restitué la physionomie de Maurice sous les traits du personnage que dans son roman elle appelle Édouard est une évidence et peut-être a-t-elle raison : Charles Wolmarck, comme Édouard, était d'abord bon.

Peut-être ce que je viens d'écrire explique-t-il suffisamment pourquoi j'ai pu à la fin du mois d'août — après des semaines où je demeurai enfermée à la maison, attendant un hypothétique ordre de transfert à Lyon ou ailleurs, mais, à cette date, à quoi bon ? — vivre la libération de Grenoble sans qu'aucune trace d'exultation ni même de soulagement m'en demeurât en mémoire.

Des semaines précédentes, une seule trace : l'entrevue que, dans le parc Paul-Mistral, j'ai eue avec Richard — mon ami depuis lors sous son nom véritable : Jacques Kott —, venu de Lyon pour tenter de mesurer l'ampleur du désastre et renouer si possible les fils. Je ne peux retenir mes larmes et Richard tente de me reconforter. Pour moi il chuchote, mettant l'accent sur les perspectives radieuses de la révolution prochaine : « Avant cinq ans nous aurons fait la révolution, sinon nous ne la ferons plus. » Ce n'était pas mal vu. Devant une telle science, je lève les yeux, éblouie et perplexe : comment donc est-ce qu'on peut prédire à si long terme ?

À l'occasion des commémorations du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Libération, dans une chronique du *Figaro*<sup>1</sup>, j'ai tenté d'évoquer « ce brouillard dans lequel sont enveloppées pour moi les journées de la Libération à Grenoble », un brouillard qui n'est pas tant « le voile qui obscurcit la mémoire que la trame même, la substance qui imprégna ces journées-là » :

« Car j'ai beau chercher, en m'étonnant, je ne trouve dans mon âme de cette fin du mois d'août 1944 aucune grande lumière, aucune grande chaleur — il devait faire beau pourtant, c'était l'été et il ne pleuvait pas, là je suis certaine parce que je me vois, roulant à vélo, un brassard sur mon bras nu, dans la ville déserte (couvre-feu ?). Je ne trouve, non, aucune joie, aucun vaste concours de foule en délire, rien qui ressemble en petit à la descente des Champs-Élysées. »

Et je poursuis un peu plus loin :

« C'est donc d'une ville abattue, prostrée, épuisée — je parle ici de la ville clandestine, résistante, armée, car j'ignorais tout de la ville normale... : à Grenoble, je ne connaissais pas de Grenoblois et je n'avais jamais pénétré dans une famille du cru — que d'un soir au lendemain matin l'armée allemande s'éclipsa. Elle avait jusqu'à la dernière minute traqué les "combattants de l'ombre" et laissé des cadavres, beaucoup de cadavres, dans les rues abandonnées, car elle avait tiré des prisons et sommairement exécuté ses dernières prises. »

Ce texte doux-amer devait me valoir une très intéressante lettre du général Alain Le Ray, que je tiens, avec l'accord de ce dernier, à reproduire ici, ne serait-ce que pour donner à mesurer l'écart entre la vision d'un acteur très infime et désorienté et celle d'un acteur en pleine possession de ses moyens et chargé du rôle principal, s'il est vrai que celui-ci était d'ordre militaire.

---

1. 24 août 1984.

« Paris le 28 août 1944

Madame,

Votre relation du 24 août, “dans Grenoble... libre”, m’avait de prime abord heurté et peiné. Chef militaire départemental des Forces de l’Intérieur pour l’Isère depuis le printemps de 1944, j’avais ressenti vos propos comme un reproche implicite.

Croyez-moi, ce n’est pas à la légère que la Croix de la Libération a été décernée à Grenoble. Pour vous en convaincre je vous joins le résumé, qui m’a été demandé à l’occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire, des épreuves subies par la capitale du Dauphiné et des faits d’armes réalisés pendant les longs mois de l’occupation par nos hommes... et par nos femmes.

Si la bataille finale dans Grenoble n’a pas eu lieu, ce n’est pas tant en raison de l’hécatombe subie par les nôtres que par l’accord commun du CDLN et de moi-même de ne pas l’aggraver par un geste de bravoure dont les conséquences eussent été démesurées.

En 1944, Grenoble n’était qu’une petite ville, facile à maîtriser par des forces aguerries, dotées de moyens de combat puissants, appuyées sur trois solides camps retranchés, et décidées à tous les recours, à commencer par le massacre des otages. N’oublions pas que la 157<sup>e</sup> Reserve Division était celle du Vercors.

Nous avons donc résolu de ne pas livrer combat dans la ville et d’organiser l’interception des forces ennemies dans la périphérie. La 157<sup>e</sup> RD a réussi le coup de maître d’évacuer dans le secret de la nuit son état-major protégé par deux détachements d’élite.

En revanche, nous avons, à l’extérieur, coupé la retraite à la quasi-totalité des unités d’infanterie et d’artillerie avec leur matériel. Les cadres supérieurs s’étant regroupés sur ordre pour passer en Italie et rejoindre Kesselring, la troupe — il faut le reconnaître — avait perdu beaucoup de sa combativité et les prisonniers furent faits par milliers avec leur armement léger et lourd.

Manifestement, le départ anticipé du général Pflaum de Grenoble a été déterminé par la pression générale des maquis dauphinois et des groupes francs, combinée, bien sûr, avec la poussée ultra-rapide de la 45<sup>e</sup> DI US montée en six jours de Provence aux portes de Grenoble, alors que le planning allié prévoyait 90 jours ! »

Le général Alain Le Ray terminait sa lettre sur un paragraphe attendri :

« Si j’avais eu le plaisir de rencontrer cette jeune Annie lorsqu’elle est venue à l’hôtel de la Division, mon PC jusqu’à la mi-septembre, je lui aurais expliqué tout cela ; et sa tristesse se serait sans doute évanouie. »

Comme il l’annonçait dans sa lettre, le général Le Ray joignait un texte de huit pages intitulé « Les étapes vers la libération de l’Isère » que, cette fois, j’ai lu en historienne. Un texte qui, abordant avec maîtrise le côté militaire de l’articulation entre la Résistance intérieure armée, la France combattante et les Alliés, ne s’attardait guère sur la dimension politique et prenait pour un mouvement spontané d’une conscience nationale droite ce qui fut en fait le résultat d’une concurrence, tantôt sourde, tantôt ouverte, entre les divers prétendants à la légitimité.

La seule note qui, ce jour de la Libération, me tira un sourire, je l’ai évoquée dans ma chronique du *Figaro* :

« Pourquoi, qui m’envoya ce matin-là sinistre — je le répète : littéralement sinistre, si plein de morts, ceux que je voyais, ceux que je cherchais, ceux que je redoutais de trouver, ceux pour qui j’aurais donné ma vie pour ne pas les trouver et qu’on trouva dans les jours et les semaines qui suivirent au hasard de la découverte



des charniers d'autour la capitale alpine —, pourquoi, qui m'envoya ce matin-là de la Libération à l'Hôtel du gouvernement militaire place Verdun ?

J'étais, bien sûr, des rares qui représentaient la "force armée", non pas dans les maquis des montagnes difficiles d'accès, mais au cœur d'une ville-piège, d'une ville-fournaise ; mais bien que solide, endurcie, je ne devais guère avoir l'air martial, en short et chemisette douteusement fripés, avec ma taille d'enfant qui avait oublié de grandir.

Je me souviens — oh là ! oui, je me souviens — que je m'assis dans le fauteuil du gouverneur militaire : ce n'était pas un geste de plaisir ni de dérision, c'était comme tout le reste, un geste d'hébétude triste, un geste de perplexité. Je ne savais rien de ce qu'il aurait fallu faire et je n'avais aucune envie de le savoir : j'avais seulement envie de m'asseoir et de pleurer. Ah ! les beaux libérateurs que nous faisions ! Nous n'étions que des enfants désolés, Fabrice plus stendhaliens que nature dans la ville de Stendhal...

Heureusement, dès l'après-déjeuner — notation qui désigne non pas l'acte de se mettre à table, nous étions bien mal et bien peu nourris (rutabagas, topinambours, châtaignes et pommes), mais le moment correspondant de la journée dans la vie bien rythmée d'avant-guerre — arrivèrent au siège de la région militaire des officiers d'active : ce fut mon premier sourire. Ils étaient sans doute un peu fripés et leur uniforme sentait la naphthaline : mais ils étaient français, c'étaient des hommes qui me parurent grands, forts, protecteurs et je n'eus personnellement pas la moindre idée qu'il aurait fallu tenter de leur révolutionnairement contester le droit de reprendre la maîtrise de l'institution militaire. Puisqu'ils étaient là, il n'y avait plus qu'à traverser la place et aller en face, à la préfecture, où siégeait le comité départemental de la Libération. »

Et je conclusais :

« Dans les jours qui suivirent la passation des fragiles "pouvoirs" qui avaient été les nôtres s'acheva quand, à son tour, Raymond Guyot vint, au nom du parti communiste, réinstaller légalement une nouvelle direction pour la fédération communiste de l'Isère. C'étaient des gens que je ne connaissais pas, des camarades qui venaient, dit-on, d'ailleurs, n'importe comment des "adultes", comme on désignait ceux qui n'étaient pas membres des Jeunesses.

Au demeurant, tout le monde semblait maintenant venir d'ailleurs et être adulte : et moi, je n'étais déjà plus en pensée à Grenoble. La vie qui avait été la mienne depuis plus de deux ans — clandestinité, armes et danger — s'arrêtait là brusquement, se défaisait presque instantanément, me laissant meurtrie, indifférente, timide, mais avec deux idées fixes : retrouver ma maison d'"avant" ; reprendre mes études. »

Il est temps, tout juste temps en effet : je vais avoir dix-huit ans.



### III.

## EN COMMUNISME

(1944-1954)

« Dans l'histoire de ma vie, il n'est nullement question de moi. Mais qui voudra le croire ? »

Élias Canetti, *Le Cœur secret de l'horloge*.

« Le fait demeure que l'homme n'est pas uniquement composé de sens commun et d'intérêt personnel ; telle est sa nature qu'il ne juge pas la vie digne d'être vécue s'il n'y a pas quelque chose pour quoi il soit prêt à la perdre. »

Élie Halévy, « Une interprétation  
de la crise mondiale de 1914-1918 »,  
in *L'Ère des tyrannies*, Gallimard, 1938.



## 1.

### Deuil. 1945

Les semaines qui suivirent la Libération furent gesticulantes et mornes.

La maison ne s'était que fugitivement animée. A peine échappé des horreurs de la Gestapo, mon frère aîné s'engagea dans la I<sup>re</sup> armée et partit avec sa batterie. Les lettres qu'il m'écrivait — souvent au crayon — sont bien dans le ton de l'époque :

« J'écris assis sur les obus près du canon. Je suis dans une très belle campagne. Les couleurs des arbres sont magnifiques. Il y a des rouges, des pourpres, des jaunes, des verts. Tout est très calme. La Nature paraît se foutre éperdument de la guerre. Ce en quoi elle n'a pas tort d'ailleurs. »

Rien d'héroïque, bien sûr, mais c'est le cas de toutes les lettres de soldats d'à peu près toutes les guerres. Surtout, rien d'exalté : décidément, ces mois-là, la jeunesse de France n'a pas cru en masse, comme soulevée au-dessus d'elle-même, aux « lendemains qui chantent ».

C'est peut-être la donnée majeure qui explique le caractère un peu académique du débat, dont les historiens de la période sont friands, sur ce que fut la politique du PCF à la Libération : se prépara-t-il réellement à « monter à l'assaut du ciel » — du pouvoir — ou bien a-t-il très vite admis qu'il devait se contenter d'être l'aile populaire d'un mouvement d'unité nationale dont la figure de proue serait nécessairement le général de Gaulle<sup>1</sup> ?

Débat académique ? Il se resserre trop autour de la seule « volonté » des grands acteurs en présence. Que la dynamique reposât sur une perspective stratégique du type « prise du palais d'Hiver », autrement dit de conquête du pouvoir à l'issue d'une phase brève où il devrait, après l'effondrement

---

1. Comme a bien voulu le rappeler et me le rappeler Maurice Agulhon dans son excellente communication, « Les communistes et la Libération de la France », au colloque international organisé par le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale sur le thème de La Libération de la France (28-31 octobre 1974) — cf. les *Actes*, CNRS, p. 67-90 —, j'ai par deux fois esquissé une analyse de la politique communiste à la Libération. La première, dans un volume de 1966, *Le Socialisme français et le pouvoir*, publié avec Michelle Perrot aux EDI (cf. p. 147-150). La seconde, à l'occasion d'un colloque historique franco-italien tenu à Naples en mai 1973, où j'ai présenté une communication sous le titre : « Le parti communiste français, la Résistance, la Libération et l'établissement de la IV<sup>e</sup> République (1944-1947) » — communication reprise dans mon ouvrage *Communismes au miroir français*, Gallimard, Bibliothèque des Histoires, 1974. Ce texte que je viens de relire, il me semble qu'il faudrait l'infléchir dans le sens où je le fais ici. L'ouvrage de référence est désormais celui de Philippe Buton, *Le Parti communiste français à la Libération. Stratégie et implantation*, thèse de doctorat (Université Paris I, 1987).

du gouvernement de Vichy, jouer la reconstitution concurrentielle d'un double pouvoir, c'est évident. Le PCF ne pouvait pas ne pas avoir en tête ce modèle-là. Encore qu'il n'eût pas à tous les niveaux et sur tous les terrains la fermeté de s'y tenir. La conjoncture était souvent trop confuse pour qu'il s'y retrouvât et les dirigeants en place, en attendant Thorez, n'avaient pas l'esprit clair et rigoureux autant qu'il aurait fallu.

Mais, puisqu'on sait combien pour Lénine « on ne fait pas la révolution » mais que « la révolution se fait <sup>1</sup> », la « volonté » d'ordonner ses forces et ses objectifs pouvait-elle suffire dès lors qu'il n'y avait pas dans le pays ce qui est indispensable à la transformation d'une conjoncture de changement de régime en crise révolutionnaire : « l'élan » des « masses » et l'effondrement de la capacité de résistance des élites sociales constituées ?

L'élan ? Sans doute le PCF connut-il alors une brutale expansion, ce qui correspond à ce « critérium de toute vraie révolution » dont parle Lénine : « Une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des hommes aptes à la lutte politique parmi les masses laborieuses et opprimées, apathiques jusqu'alors ». L'expansion du PCF à cette date se manifeste sur trois plans : numérique, territoriale, sociale.

Numérique : il retrouva et dépassa ses effectifs de 1936-1937. Dans une section exemplaire et bien étudiée parce qu'elle a conservé ses archives comme celle de Puteaux (Hauts-de-Seine) qui, en 1939, comptait encore 400 adhérents mais qui n'en rassemblait plus qu'une vingtaine au début de « l'insurrection », la foudroyante progression du nombre de ses adhérents pendant l'automne et l'hiver 1944 est éloquente <sup>2</sup> :

26 août 1944 .....	40 adhérents
10 septembre .....	180
30 septembre .....	280
17 octobre .....	358
29 octobre .....	473
15 novembre .....	502
10 décembre .....	610

A la même époque, et toujours à Puteaux, s'ajoute le flot des adhésions aux « organisations de masse » qui, le 29 octobre 1944, se comptent ainsi :

La Garde patriotique : 500 membres  
 Les Forces unies de la Jeunesse patriotique : 40  
 L'Union des femmes françaises : 100  
 Les Amis de l'URSS : 180  
 Le Comité des ménagères : 1 200

Territoriale, son expansion conduisit le PCF à se transformer d'un parti dont l'implantation était jusque-là limitée aux grandes régions d'industrialisation urbaine en un parti qui disposait désormais d'organisations de

1. Dans ce même ouvrage, *Communismes au miroir français...*, p. 13-30, j'ai repris une communication présentée au séminaire de la Fondation Einaudi à Turin en avril 1972 ainsi qu'au séminaire du regretté Pr Jacob L. Talmon à l'Université de Jérusalem en mai 1973 sur « La crise révolutionnaire (1919-1920) : hypothèse pour la construction d'un modèle ».

2. Chiffres établis par Serge Robles dans son mémoire de maîtrise, « La section du PCF de Puteaux. Effectifs et militants communistes » (Université de Paris-X Nanterre, 1982-3).

base jusque dans les extrémités les plus reculées et les plus montagneuses du territoire national où avaient essaimé les maquis. Sociale, son expansion le changeait d'un parti à qui seul le monde ouvrier traditionnel avait procuré l'essentiel de ses militants en un parti interclasses où se pressaient, à la ville comme à la campagne, des représentants de toutes les composantes des classes moyennes. De parti ouvrier il devenait parti populaire, plébéien.

Cette expansion, qui traduisait sans conteste l'existence d'une fraction de gens aspirant à s'enrégimenter dans une organisation porteuse d'un projet révolutionnaire à court terme, ne devançait-elle pas, et de beaucoup, la force réelle d'un élan plus général dont on trouvait peu trace chez les militants sortis de la clandestinité ou dans la population elle-même ?

Que m'écrivait alors Henri, ce garçon qui n'a pas vingt ans et qui, s'adressant à sa sœur, parle sans doute plus vrai que s'il écrivait à ses parents ou à une amante ? « Personnellement, je doute de tout... Tout ce que je pensais, la vie en commun avec d'autres hommes m'a appris que ça ne valait pas grand-chose, parce que ça ne suivait pas d'assez près les contours sinueux et combien déconcertants de la nature humaine. » Et encore :

« On s'attend dans le nouveau régime à trouver quelque chose de nouveau. Et au fond on se trompe profondément... *Il ne faut rien attendre des hommes* [souligné par lui]. Je crois que la culture intellectuelle que nous avons tous les deux et — plus encore — l'exploitation intellectuelle du spectacle auquel nous assistons et avons assisté dans la Résistance font de nous des êtres qui d'ores et déjà peuvent se passer des autres hommes. »

Il revient une nouvelle fois sur la même idée, sans doute parce que, dans ma réponse (je lui écrivais à l'adresse qu'il m'avait donnée : 10<sup>e</sup> batterie, secteur postal 63041), j'en avais contesté le bien-fondé : « Très bien ta lettre, m'écrit-il. Ne crois pas que j'aie perdu, à quelque degré que ce soit, ma confiance dans le marxisme [...]. Cependant, je continue à douter des hommes et je me demande s'ils sont capables de contribuer même à leur propre bien. »

S'agit-il d'une vision pessimiste des choses et des gens, si fréquente chez l'adolescent : « Il ne suffit pas d'avoir une très belle foi dans l'avenir, il faut que cette foi ne nous ôte pas la conscience des difficultés et des périls » ? Elle prend plutôt appui sur l'état d'esprit qu'il découvre chez ses compagnons d'armes : « L'armée vous présente l'humanité moyenne. C'est une occasion d'observer les gens dans leur nature la plus vraie. Eh bien, ce n'est pas très beau. Parmi les engagés, en particulier, il y a de tout, des FFI, des FTP, des neutres. Tout ça, ça se vaut. Ils ne savent ce qu'ils veulent que si leurs intérêts vitaux sont en jeu. » Et encore : « La jeunesse de 1944 n'a pas voulu aller se battre pour défendre la Liberté. Ne crois pas que cette jeunesse acceptera demain de se battre pour refaire la société. »

A la sortie de cette longue phase de convulsions politiques et nationales qui va de 1939 à 1945, des groupes entiers de jeunes gens — maquisards, FFI, FFL, prisonniers de guerre, STO, etc. — avaient pourtant vécu en dehors des routines de la vie civile. De là un « mal de la jeunesse » dont

l'existentialisme, moins par les concepts philosophiques qu'il véhiculait que par le style de vie qu'il propageait (cinéma, boîte de nuit et chambre d'hôtel), fut l'expression. Dix-huit mois plus tard encore, sous l'égide du groupement des amis d'*Action* et la présidence de Kriegel-Valrimont, Pierre Hervé, devant un auditoire houleux, débatta avec l'abbé Charles, vicaire à Saint-Étienne-du-Mont et aumônier du groupe catholique des Lettres, de la question « La jeunesse est-elle désespérée ? ».

Au cœur du constat doux-amer d'Henri se dissimule sans doute, plus fondamentalement, une contradiction : celle qui oppose la poursuite d'une entreprise révolutionnaire et l'aspiration majeure qui est alors la nôtre — non pas « respirer » et se distraire après ces années terribles, mais affranchir ce qui a été le plus durement comprimé en nous, la possibilité d'acquérir un savoir *critique*. Encore au front, Henri m'écrit : « Je suis en excellente forme intellectuelle [...]. Je pioche à fond la géométrie et l'atomistique qui constituent deux pôles attractifs de la science moderne. Et, quoique Marx n'ait jamais été un savant, il a utilisé dans plusieurs passages du *Capital* des méthodes de résolution d'un caractère analytique indéniable. » Or, rappelle-t-il dans une autre missive, « l'esprit critique et l'esprit de discipline ne doivent surtout pas s'exercer sur le même plan ou c'est la catastrophe. C'est à ce sujet-là que je me suis souvent engueulé à Grenoble avec des membres de la JC qui exigeaient de la discipline dans l'ordre de la pensée alors qu'elle devait être exigée seulement dans l'ordre de l'action ».

L'action, quelle action ? « Continue à étudier et à étudier énormément », me conseille-t-il, car il croit qu'« il est bon que certains jeunes défendent notre cause à l'intérieur. Mais je ne pense pas en vérité que ce soit bien utile ». On voit comment, de proche en proche, se diluent la priorité de l'engagement révolutionnaire et l'élan qui le porte.

Si l'élan n'est pas aussi puissant qu'on le dit, que penser de la capacité de résistance des élites dirigeantes ? Sur ce point également, Henri souligne qu'elle est demeurée intacte face à tout projet d'inspiration communiste :

« Je pense que tu te rends compte que tous les ingénieurs, tous les grands corps de l'État (Inspection des finances, Conseil d'État, Enseignement supérieur, finances publiques et privées) sont encore contre nous... Dans l'armée où j'ai dû faire quelques démarches, et par suite coudoyer des gens venus d'horizons très différents, j'ai constaté chez la plupart d'entre eux une attitude réactionnaire d'une virulence incroyable. »

Peu importe le qualificatif de « réactionnaire » ici appliqué au refus radical d'adhérer à un projet de révolution. Ce qui compte, c'est que les observations d'Henri vont à l'encontre du manichéisme de la vision communiste orthodoxe selon laquelle la collaboration, et Vichy de bout en bout, c'est la bourgeoisie, tandis que la Résistance, d'où procède la Libération, c'est la classe ouvrière, « seule fidèle dans sa masse à la France profanée » selon la malheureuse et démagogique formule de François Mauriac. Un manichéisme qui, depuis, se perpétue, inaltéré, puisque, le 1<sup>er</sup> septembre 1986, je lis encore dans *L'Humanité* : « Il est notoire que les élites possédantes de ce pays et leurs représentants dans l'appareil d'État se



sont compromis jusqu'au cou dans la collaboration pour des raisons de classe qui n'ont rien de bien mystérieux. » Ce simplisme obstiné occulte donc toujours le fait crucial qu'en réalité, à la Libération, le système de valeurs sur lequel reposait la République restaurée par le général de Gaulle ne se trouvait nullement désarticulé. Le Général n'en avait jamais douté. Le jour même du débarquement, après avoir enregistré dans les studios de la BBC l'allocution par laquelle il annonce l'événement au peuple de France, il s'entretient dans la voiture qui le ramène de Bush House à Carlton Gardens avec André Gillois, son porte-parole. Celui-ci évoque au cours de la conversation l'énigme que constitue l'attitude à attendre des communistes face à ce qu'ils appellent, depuis que le général de Gaulle a employé une fois la formule, l'insurrection nationale : « Ils ne feront rien, estime de Gaulle, tout au plus, en certains points isolés, des initiatives locales essaieront de soulever les populations à leur profit, mais d'action concertée il n'y en aura pas. Leurs chefs savent aussi bien que moi qu'ils iraient à un échec et ils ne s'y exposeront pas<sup>1</sup>. »

De Gaulle avait vu juste. Dans son langage d'homme politique confronté à un problème concret, il avait pressenti que l'absence d'un élan généralisé, le sens de la continuité qui animait la population permettraient en France que la Libération fût vraiment libératrice. Elle n'ouvrirait pas, comme à l'Est, une nouvelle phase d'occupation plus durable encore que l'occupation nazie, elle n'installerait pas une autre variante de totalitarisme. En somme, elle ne figurerait pas « le Diable chassé par Belzébuth ». Il m'a encore fallu par la suite beaucoup de temps pour que j'évalue correctement le fossé qui, à l'ouest et à l'est de l'Europe, a séparé les significations respectives revêtues par les événements de 1944-1945. Et pour comprendre qu'à la différence de ce qui s'était passé à l'Ouest où, même si l'épuration fut une source de graves tensions, la population dans son ensemble comprenait les choses de la même façon, à l'Est il n'en était pas ainsi. La logique de survie des juifs résiduels pour qui l'effondrement allemand primait toute autre préoccupation s'opposait à la logique des populations chrétiennes pour qui passer du joug de Hitler à celui de Staline n'était pas une perspective exaltante.

Toto, lui aussi, ne faisait plus que des apparitions furtives à la maison. Il avait été ou il s'était affecté lui-même au Comité d'épuration et ressemblait de plus en plus au Toto des *Aventures de Toto Guérin* d'où lui venait son surnom.

L'épuration : je n'aimais ni la chose ni que Toto en fût un rouage. Je n'aimais pas, de manière spontanée et insurmontable. Était-ce là le produit inconscient de ma culture littéraire ? Avais-je trop fréquenté le théâtre d'Euripide ?

« Celui qui s'est fait l'artisan de la mort, je dois le suivre jusqu'aux enfers. Mais le trépas même ne le délivre pas de moi.

---

1. André Gillois, *Boulevard du temps qui passe*, « De Jules Renard à de Gaulle », Le Pré aux Clercs, 1986, p. 184.

Voilà, voilà le chant que doit entendre notre victime, chant du délire, du désespoir et de la fureur, hymne des Furies, que n'accompagne point la lyre, qui enchaîne l'âme et sèche les cœurs<sup>1</sup>. »

La vengeance en effet me répugnait. Et ce « retournement de la violence » qui, au même moment, donnait la « nausée » au futur cardinal Lustiger<sup>2</sup>. Toto avait beau m'écrire : « Sais-tu que le tribunal militaire a jugé Campeau, le chef de la milice de Voiron ? Tu ne devineras jamais ce qu'il en est résulté : on a demandé un supplément d'information, car il serait possible que, le 21 août, il ait manifesté de grandes résolutions d'aide à la Résistance<sup>3</sup>. Sais-tu que Roger Tatin, le petit ami d'Henri, qui avait été condamné à mort, attend depuis plus de trois semaines le résultat de son recours en grâce... », je murmurais :

*Ange plein de bonté, connaissez-vous la haine,  
Les poings crispés dans l'ombre et les larmes de fiel,  
Quand la Vengeance bat son infernal rappel,  
Et de nos facultés se fait le capitaine ?*

Certes, quand Toto s'occupe de rechercher « les types qui ont plus ou moins appartenu au SR de la Waffen SS », je vois bien qu'il est au cœur d'une lutte nécessaire contre ce qui avait été le noyau dur, la quinzaine de membres encasernés dans l'immeuble du 37, boulevard Gambetta (à cette date boulevard Maréchal-Pétain), et souvent revêtus de l'uniforme SS — qui, de juin à août 1944, avait été l'instrument privilégié du SD allemand<sup>4</sup>.

Toto m'écrivait aussi en novembre 1944 qu'attaché à la présidence du Comité d'Épuration et n'ayant désormais d'ordre à recevoir que de Pel, le secrétaire général du Comité Départemental de la Libération (CDL), il espérait que « ses pouvoirs allaient certainement être très élargis » — surtout du fait que Pel avait « presque obtenu les pleins pouvoirs pour les questions amendes dans l'Isère » : « Pel a fait arrêter les Bonal, apéritifs de Voiron. On va bientôt coffrer Chatin, de la maison de nouveautés. Et tout cela va casquer et largement. »

C'était là un langage qui me heurtait. Paul Éluard avait, lui aussi, réagi avec colère au spectacle des « idiots lamentables tremblant de peur sous les rires de la foule » : « En ce temps-là, pour ne pas châtier les coupables, on maltraitait des filles. On allait même jusqu'à les tondre. » Le légendaire Robert Capa a fixé sur la pellicule de son Leica, sous le titre « Paris, 25 août 1944 », cette scène hideuse où, dans la rue pavée d'un quartier populaire, une femme tondue portant dans ses bras le nouveau-né de la honte est conduite (en prison ?), précédée d'un homme en bérêt,

1. *Les Euménides*.

2. Jean-Marie Lustiger, *Le Choix de Dieu*, Éditions de Fallois, 1987.

3. Rémi de Campeau, chef de la franc-garde du canton de Voiron, a été condamné à mort le 26 février 1945 mais gracié le 16 mars après avoir d'ailleurs entre-temps réussi à s'enfuir. Cf., sur la Milice française dans l'Isère (fév. 1943-août 1944) et les châtements encourus par ses membres, l'étude de Michel Chanal dans *La Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 187, juillet 1982, p. 1-42.

4. C'est dans cette prison organisée qu'avait été détenu mon frère. Cf. 2<sup>e</sup> partie, chap. quatrième. Cf. également Michel Chanal, « La collaboration dans l'Isère. 1940-1944 », *Cahiers d'Histoire*, revue trimestrielle du Comité historique du Centre-Est, t. XII, 1977, p. 377-403.

visage émacié et fermé — le père ? un justicier ?, à la main un mince ballot de hardes — et escortée d'une foule, beaucoup plus de femmes et de fillettes que d'hommes, toutes la tête tournée vers la coupable, les unes paraissant surtout curieuses, d'autres, dont un sergent de ville, riant carrément.

Pour Éluard, il s'agissait de réclamer que le châtement s'abatte plutôt sur « les bandits à face d'apôtre », les Pétain, Laval, Darnand, Déat, Doriot, Luchaire. D'autres, comme Claude Morgan, contestaient l'argument du pasteur Bœgner qui demandait de « pardonner » : « S'il est permis aux hommes de pardonner le mal qui leur a été fait personnellement, de quel droit prétendent-ils pardonner le mal fait aux autres, le mal fait à Saint-Paul Roux, à Jacques Decour, à Politzer, à Max Jacob, à Benjamin Crémieux, le mal fait à des centaines de milliers d'honnêtes gens ? »

Pardonner ? Je n'y étais pas davantage inclinée. Mais je ne voyais pas quelle punition — serait-ce la mort — fût digne de s'ajouter à la punition suprême, celle d'avoir à traîner le fardeau d'une vie misérable et déshonorée. Le fardeau d'avoir perdu — ce que l'*Uranus* de Marcel Aymé décrit dans une version âcre et sordide —, ce que Jean Guilton, dans ses *Mémoires*<sup>1</sup>, philosopant sur sa propre mésaventure, analyse excellemment :

« La grandeur du chef, c'est d'accepter d'avance la honte (toujours possible) d'un insuccès, d'une erreur de l'histoire. Dans la vie historique, on ne sait jamais quelles seront les conséquences de ses actes. Je crois que *le temps* (lorsqu'on le considère dans son essence) peut se définir : *le retard du Jugement*. Quant à ceux que l'histoire semble approuver et récompenser par l'or, les honneurs, les profits pour avoir choisi la bonne direction, il me semble qu'ils doivent avoir de la gêne dans leur réussite. »

Il me fallut beaucoup de temps en effet pour comprendre, et seulement en historienne, que l'épuration, instrumentalisée, avait été, dans l'esprit des communistes, moins une procédure moralisatrice d'élimination des « traîtres » qu'un procédé de dislocation des institutions et des forces politiques et sociales susceptibles de s'opposer à leur hégémonie.

Cette hégémonie, j'allais moi-même pouvoir en évaluer le caractère fragile et éphémère là où pourtant elle semblait solidement établie. Les premiers jours — ou les premières heures — après la libération de Grenoble, je me déplaçais encore en vélo, un brassard tricolore simplement frappé du tampon des Forces françaises libres au bras et munie d'un laissez-passer FFI daté du 22 août à minuit. Puis j'avais dû échanger le *Nachtausweis* rose qui, sous le sceau du *Verbindungsstab* 735 et du Commissariat central de Grenoble, m'autorisait, en raison de mon travail de nuit au *Réveil*<sup>2</sup>, à sortir pendant les heures de couvre-feu contre le *laissez-passer* permanent qui, pour la même raison mais, cette fois, sous le sceau unique du Commissariat central, me permettait de circuler entre 22 heures et 6 heures. Très vite enfin je reçus une carte, du format d'une carte d'identité, et qui portait en haut les mentions :

1. *Un siècle. Une vie*, Robert Laffont, 1988.

2. *Sud-Est* (ou plutôt *La République du Sud-Est*) prend à la Libération le titre de *Réveil*, de tendance MRP.

République française  
Département de l'Isère

CDLN

Avec elle, je pouvais aller et venir librement dans le département pendant les jours et les heures de couvre-feu et pénétrer dans la préfecture. J'avais été embauchée par le CDL, et plus précisément par Pel, pour prendre en sténotypie et établir les procès-verbaux de ces interminables et pittoresques délibérations qui dévoraient leur énergie. Les problèmes que le CDL aurait eu à résoudre s'il avait bien été le centre du pouvoir comme il l'entendait et parfois croyait l'être auraient été déjà immenses et difficiles. Deux mois plus tard, au début de novembre, Toto m'écrivait : « Le ravitaillement ne marche pas très fort : encore ni sucre ni café. Peu de vin, peu de tabac. » Et c'était là observation d'un célibataire n'ayant souci que des quelques produits qui lui étaient nécessaires pour compléter la popote où il prenait ses repas.

Tout en siégeant à la préfecture, le CDL n'avait réellement en main aucune des commandes des services et organes de l'État. Certes, on lui avait laissé l'épuration. Encore, une fois dépassée l'épuration extralégale des tout premiers jours qui ne fut que le prolongement de la lutte à mort que s'étaient livrée depuis juin Résistants et Miliciens, l'épuration légale était-elle canalisée en amont par l'autorité préfectorale, en aval par l'appareil judiciaire, fût-il lui aussi d'exception. « Le préfet nous met des bâtons dans les roues », se plaint Toto.

Le préfet, qui avait pourtant été, sous le nom de Vauban, le « préfet du maquis », ne mettait pas des bâtons dans les roues seulement en matière d'épuration.

Parce qu'il avait été « le préfet du maquis », Reynier savait mieux que personne l'emprise qu'exerçaient les communistes sur le CDL. Le « Comité de la France combattante de l'Isère et des Alpes dauphinoises » avait été au printemps 1943 la première esquisse de ce qu'allait être à partir de janvier 1944 le CDL. Pierre Flaureau, sous son nom de clandestinité — Pel —, y était le représentant du Front national, ayant remplacé André Dufour que le Parti avait entre-temps muté à l'état-major des FTP en Dordogne. André Dufour ne revint à Grenoble qu'à la fin de 1944 pour y devenir le secrétaire de la Fédération communiste de l'Isère et bientôt son candidat à la députation.

Pierre Flaureau, lui, resta le seul membre de l'exécutif du Comité de la France combattante, puis du CDL, après la mort de Valois et la mise à l'abri de Chevallet — Valois et Chevallet, le premier gaulliste, le second communiste, étaient initialement les deux autres membres de cet exécutif — devint tout naturellement à la Libération le secrétaire général du CDL. Le président, sur protestation et revendication des instances gaullistes de Lyon qui jugeaient tout de même abusive la domination communiste, devait en être, à partir de mai 1944, Joseph, *alias* Roger Bonamy, un ancien d'Uriage, mais qui venait de donner secrètement son adhésion au Parti. Un rééquilibrage donc trompeur.

Dans l'Isère, les communistes étaient ainsi parvenus à atteindre deux

de leurs objectifs. Primo : faire du CDL l'instance supérieure de la Résistance sur le plan départemental tandis que les CLL, par un effet de démultiplication, lui serviraient d'instruments politiques d'exécution. Secundo : en prendre la direction. Mais ils échouèrent en ce qui concerne le troisième de leurs objectifs : étendre son pouvoir.

Le CDL avait beau siéger à la préfecture, c'était le préfet en titre qui exerçait le pouvoir administratif. Le CDL, quels que fussent son prestige et ses prétentions, n'eut bientôt plus pour occupation que de lui donner des conseils, de jouer les mouches du coche et de remuer les foudres. Le présent étant le domaine du préfet, le CDL s'adjugeait l'avenir. C'est ainsi que tout un après-midi, dans cette ville où l'on manquait de tout, où les cadavres attendaient dans des morgues improvisées qu'on vînt les reconnaître, où des bandes sillonnaient les campagnes pour rançonner les fermiers, où toutes sortes de marchés inavouables trafiquaient des réputations, des hommes et des biens, le CDL invita un jeune homme fiévreux et inspiré, Joffre Dumazedier, lui aussi un ancien d'Uriage, à lui exposer ce que devrait être dans la France libérée, rajeunie et socialiste, les rapports du peuple et de la culture. Miracle de l'incongruité ! Ces tout premiers jours de septembre, d'un même coup d'aile, voyaient naître l'œuvre de la vie entière du fondateur de *Peuple et Culture*, la vocation de la ville de Grenoble à l'inventivité et à l'expérimentation dans le domaine de l'action culturelle municipale, enfin l'intérêt et les réticences qu'éprouverait le parti communiste tout au long des décennies à venir envers une culture *populaire*. Une culture populaire qui, de ce fait, ne serait pas proprement *ouvrière* et encore moins *communiste*. Sans doute promettait-elle de contribuer à faire accéder le peuple — et, comme le noyau de celui-ci, la classe ouvrière — à la culture par le biais d'une action multiforme : création de bibliothèques, organisation d'expositions, aménagement de salles consacrées au théâtre ou au cinéma installées à proximité des lieux de vie des gens modestes ; elle avait aussi l'avantage de pouvoir constituer un facteur supplémentaire d'attrait et d'union, de procurer un ciment propre à consolider la cohésion, notamment des rangs du mouvement syndical dont elle exprimait bien la « largeur » des vues et des pensées, des attentes et des intérêts. Mais la culture populaire présentait aussi l'inconvénient d'induire qu'il existerait une césure, une fracture entre la culture (tout court), celle des élites, et cette culture apprêtée, appauvrie, miniaturisée et condensée dont les intellectuels auraient mission de nourrir le peuple, de préférence à la becquée. Autre inconvénient : elle introduisait un décrochage, un décalage avec la culture *nationale* dont, à l'heure du patriotisme révolutionnaire, les communistes se voulaient les plus authentiques défenseurs. Elle risquait enfin — il est difficile de nier que ce fut bien ce qui arriva — d'être une nouvelle proie pour l'appareil d'État qui y trouverait une extension de ses pouvoirs et de ses emprises : ce faisant, perdant son autonomie, elle se transformerait en une culture « dirigée » qui mordrait sur l'indépendance du mouvement ouvrier et l'amoinerait.

Les CDL des départements voisins devaient connaître les mêmes difficultés que celui de l'Isère. Ils éprouvèrent le besoin de se réunir pour réaffirmer qu'à l'échelle du grand Sud-Est ils étaient bien les organes du

nouveau pouvoir dans la France libérée. Après une première rencontre à Vizille, ils se réunirent solennellement les 7 et 8 octobre au palais des Papes d'Avignon. J'étais du voyage au titre de la délégation de l'Isère et ce me fut l'occasion de franchir pour la première fois de ma vie la frontière au-delà de laquelle se découvrent les pays et les paysages de la Méditerranée.

Du congrès lui-même, je ne garde que deux instantanés. Celui d'un Pierre Emmanuel de vingt-cinq ans, adossé à un pilier de l'auguste salle, son long et maigre corps un peu tassé sur lui-même, les mains recueillant une tête fièrement inclinée sur ses secrets, sa solitude et sa fatigue. C'était l'image même de la poésie, accablée, tendue et fervente. Et, plus politique, le frémissement, puis la consternation, que provoquent l'arrivée en coup de vent et le discours cassant d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie, envoyé par de Gaulle au nom du Gouvernement provisoire signifier aux représentants de toute la Résistance méridionale — enfin unie et réunie dans un même destin pâlot — la reconnaissance qu'avaient la République et l'État pour l'héroïsme de ces braves mais aussi la nécessité pour eux, concomitante aux yeux du Général, de rentrer chez eux et laisser cette même République, ce même État et par conséquent lui-même gouverner.

Je n'avais, et pour cause, jamais assisté jusque-là, encore moins participé à un si vaste conclave. Ma tête avait commencé à tourner d'entendre, dans cette enceinte à la majesté écrasante, d'interminables discours dont je mesurais mal les enjeux, traversés d'interruptions rageuses, ponctués de coups de poing sur la table et de votes houleux. Mais là, en un éclair, je compris tout : que cette réunion était dérisoire, que ces flots de paroles, ces remontrances, ces réquisitoires, ces admonestations n'avaient aucune importance, que le pouvoir était de nouveau à Paris. Aussi fus-je étonnée et intriguée de voir que mes camarades de la délégation de l'Isère éprouvaient le besoin de s'acharner à faire entre eux, des heures durant, l'exégèse de l'impérieux congé que leur avait transmis d'Astier.

Dans les mois qui suivirent, la perte d'audience des CDL s'accéléra au point que même leurs dirigeants durent en prendre acte. Pierre Flaureau (Pel) m'écrivait ainsi de Grenoble le 30 décembre 1944 où il était de retour après avoir assisté à Paris, les 15 et 16 décembre, à l'assemblée nationale des CDL qui avait décidé de convoquer pour le 14 juillet 1945 les états généraux de la Résistance française :

« Je suis satisfait des résultats de l'assemblée nationale des CDL. A côté de faiblesses constatées (faiblesse du CNR, d'abord, qui n'a pas su détecter avant les 15 et 16 décembre le dynamisme latent que renferment la plupart des Comités de Libération ; manque de confiance dans le Peuple de certains camarades politiquement mal éduqués), l'esprit de résistance n'est pas mort et, orienté sagement vers la reconstruction de notre pays, vers l'effort de guerre, il doit s'épanouir dans le cadre reconfortant de l'Unité française (5<sup>e</sup> colonne exclue naturellement).

Comme tu as pu t'en rendre compte, je m'oriente uniquement vers des réalisations conçues à l'échelle de nos possibilités. Mon but est d'entraîner dans cette voie et par l'exemple, bon gré mal gré, des administrations tatillonnes qui, inconsciemment parfois mais consciemment quelquefois, par le truchement d'ennemis de la Patrie, empêchent l'indispensable redressement de notre Économie. »

En vérité, j'avais à peine eu besoin de l'épreuve d'Avignon pour que ma résolution fût prise de ne pas m'attarder à Grenoble. Raymond Guyot, à la tête de la délégation du PCF en zone sud, était venu de Lyon introniser solennellement la nouvelle direction de la Fédération communiste de l'Isère qui m'était évidemment inconnue même si elle sortait en partie de la clandestinité locale. A sa manière aussi, Raymond Guyot avait procédé, comme d'Astier l'avait fait de la légalité républicaine, au rétablissement expéditif de la légalité communiste. Une fois complimentés pour leur courage et leur audace dans la clandestinité, les jeunes communistes étaient invités à se regrouper, comme avant la guerre, dans la Fédération des Jeunesses communistes qui ferait ce que le Parti lui dirait de faire. On nous délivra aussitôt la carte provisoire éditée par la Délégation du Comité national en zone sud. Nous n'étions donc plus que des « jeunes » avec tout ce que cela impliquait d'humilité et de soumission.

Dans un texte d'époque dont je retrouve le brouillon rageusement raturé et qui s'intitule « Point de vue sur les FUJP » (à quoi, à qui pouvait être bien destiné ce discours ?), j'exprimais l'amertume de cette jeunesse remise à sa place :

« La question de la jeunesse est à l'ordre du jour. On ne parle que de nous. On nous abreuve de promesses. Chacun se penche avec sollicitude, dans une attitude attendrissante, sur nos propres corps malades et nos esprits bien plus malades encore. Mais comme le gouvernement précédent a affiché cette même tendresse, il est normal que nous marquions quelque défiance et que nous attendions les premières réalisations.

La première, ce serait une réalisation d'ordre moral : que l'on cesse de nous considérer avec une condescendance sympathique et nous croirons alors que quelque chose a changé. On nous a pour lors assez tapoté la joue. Nous voudrions que lorsque, par malheur, dans un timide essai, nous élevons la voix, les gens d'âge n'échangent plus des coups d'œil complices et ne pensent plus : "Il est attendrissant de naïveté, ce petit." Nous savons bien que nous sommes candides, maladroits, idiots, prétentieux. Nous savons bien, hommes d'expérience, que vous connaissez la Vie. Je voudrais me faire le malin plaisir de recopier une phrase glanée au hasard d'une lecture et qui m'a charmée : "Vers les quarante ans, ils baptisent leurs petites obstinations et quelques proverbes du nom d'expérience." »

Sur quoi je traçais un projet de transformation des FUJP — à qui on avait concédé dans le même bâtiment des bureaux pour chacune des organisations qui les composaient mais qui n'avaient aucune existence véritable :

« On n'a pas, écrivais-je dans ce même texte, un seul projet débattu à fond, rédigé, prêt à être porté soit sur le plan local par l'intermédiaire de nos délégués au Conseil municipal, soit sur le plan départemental par notre délégué au CDLN élargi... Si le FUJP continue dans la voie qu'il parcourt actuellement, il ne durera pas deux mois et les aînés se riront de nous. »

« Ce qu'il faut faire ? » (avais-je déjà lu Lénine ? Non : j'aurais autrement évité de poser ainsi la question), « C'est bien simple », affirmais-je : « Le FUJP pourrait devenir le grand syndicat des jeunes où chacun pourrait apporter ses revendications et ses suggestions... » Mais pas seulement un syndicat :

« Ce doit être un foyer où se forgera l'esprit de la jeunesse au contact des différents idéaux. Les maisons FUJP seraient de véritables maisons de jeunes où chacun se coudoiera et apprendra dans un contact quotidien à se connaître et à s'estimer, à se nettoyer de l'esprit de chapelle. »

Les maisons de jeunes... Elles ont finalement vu le jour, mais dans un esprit sans doute bien différent, assommé dès le départ par la bureaucratie municipale.

Un autre texte de même époque, écrit sur le même papier genre pelure jaunasse, se révèle plus incisif encore. Dépourvu de titre, je sais encore moins à quels adultes, à quels « aînés », comme on disait alors, il s'adresse. Moins général mais plus précis, il porte sur ce qui manifestement est au cœur de mes préoccupations personnelles, la reprise de mes études :

« Nous sommes libérés. Ce moment nous a certes remplis de joie (...), nous, les "morts en sursis" d'il y a deux mois », commençais-je.

Hélas,

« Nous voici accablés de crainte, désemparés, inquiets, pleins de doutes pour l'avenir. »

Pourquoi ?

« Nous n'avons pas impunément vécu dans une atmosphère de risque permanent ; nous n'avons pas impunément pris chaque jour des décisions qui pouvaient entraîner notre mort ou la mort de nos camarades ; nous n'avons pas impunément fait chaque jour appel à notre esprit d'initiative ; nous n'avons pas impunément appris à ne compter que sur nous, notre sang-froid, notre courage, notre ténacité ; nous n'avons pas impunément vaincu mille difficultés matérielles sans le secours et souvent malgré la mauvaise grâce de nos aînés ; bref, nous n'avons pas impunément fait de la Résistance. Car nous sortons de là avec le sentiment qu'il nous est impossible de reprendre les habitudes d'avant, de retomber sous la coupe de nos parents, liés que nous sommes par la question financière. »

Et mon ton se faisait suppliant :

« Nous ne sommes pas des orgueilleux ou des arrogants qui croient pouvoir se passer à jamais des conseils de leurs aînés. Mais nous avons trop souffert pour ne pas vouloir nous développer maintenant et nous épanouir sans contrainte. Nous avons mené une vie nécessairement trop libre pour nous plier à la discipline fatalement arbitraire de la vie familiale. Laissez-nous reprendre haleine, permettez-nous de nous recueillir, de faire le point... »

Quel était donc le problème qui me rendait si éloquente ? Être en mesure de reprendre les études abandonnées sans être à la charge de mes parents me faisait sortir de ma réserve coutumière :

« Mais voilà, nous nous heurtons à l'accablante réalité. Si nous avons vécu, dénués de tout, dans l'illégalité, nous ne le pouvons plus maintenant que nous voici bientôt rendus à la vie civile. »

Cette pauvreté, cette misère, les jeunes résistants ne l'ont-ils pas méritée pour leur esprit d'aventure ? Non et non. Évoquant les jeunes filles « qui avaient tout laissé, tout risqué », je disais :



« Les jeunes filles ont fait plus encore : elles ont dû le plus souvent se dresser contre leurs parents qui voulaient les retenir au logis, comme le bon ton l'exige, elles ont dû abattre un par un les préjugés non seulement de leur famille, mais encore leurs propres préjugés, vaincre leur timidité, leur inaccoutumance à la liberté, lutter seules contre toutes les tentations, dont la plus forte justement était de céder à l'attrait de la vie d'aventure. »

Nous protestons contre l'opinion lancée par certaines gens qui veulent nous faire passer pour des illuminées, des exaltées, des casse-cou. »

Des études et pourquoi pas un travail immédiatement rémunérateur ?

« Nous sommes partis, appelés par la conviction profonde que la vie de l'esprit était devenue impossible [...]. Mais maintenant ces études abandonnées, nous voulons les reprendre. Nous tremblons d'espérance à la pensée de nous retrouver dans un amphithéâtre, dans une bibliothèque. Nous la voyons, notre petite chambre d'étudiant, bourrée de nos livres les plus chéris, avec au mur épinglées des reproductions des tableaux que nous aimons... »

Était-ce une idée à moi ou bien me l'avait-on soufflée, la proposition sur laquelle débouchait ce plaidoyer emphatique et sincère : considérer l'étudiant, à l'instar de l'apprenti, comme un travailleur salarié ? Une idée qui allait en effet bientôt trouver une très partielle application quand les élèves des Écoles normales supérieures recevront non plus un pécule, mais un traitement. Mais n'anticipons pas !

Pour l'heure, faute de salaire, je devais, outre l'autorisation de mes parents pour devancer leur retour à Paris, faire transférer ma bourse dont le taux initial de 1 080 francs était porté à 1 800 francs et recevoir un ordre de mission FFI qui me permettrait d'accéder à un train de soldats, permissionnaires et blessés. Le 14 octobre 1944, vêtue d'une jupe militaire dont j'attendais qu'elle me vieillisse un peu, une mallette à la main contenant les manuels dont j'aurais besoin pour le latin et le grec et la Chrestomathie du Moyen Âge de Cledat, quelques partitions de musique, un canif, des ciseaux et un béret, je quittai Grenoble. Direction : la khâgne de Fénélon.

Paris. Notre appartement de la rue de Picardie placé sous scellés n'était pas encore accessible. Mon père était seul habilité à faire les démarches pour le récupérer. Mais je n'avais pas de souci à me faire : Jacqueline et ses sœurs m'accueillaient avec joie dans le petit appartement qu'elles occupaient rue des Francs-Bourgeois et cela d'autant plus que Jacqueline, comme moi, entraînait dans la khâgne de Fénélon.

Je n'avais pas non plus à m'occuper des délicats problèmes matériels que devait poser à mes parents le rassemblement de leurs biens — appartement, mobilier, avoir liquide qui se trouvaient dispersés en de multiples mains. Les uns jusqu'au bout secourables, d'autres à qui n'aurait pas déplu la tristesse de ne pas nous voir revenir. Pour mon père se posait enfin le retour chez son ancien employeur, terriblement gêné de sa conduite quand en 1942 il avait accepté avec soulagement le départ « volontaire » d'un excellent collaborateur qui avait le malheur d'être juif. Par contre, j'eus aussitôt à faire face à une situation que j'avais laissé se créer avec la

plus totale légèreté. Avec Jacqueline et ses sœurs m'attendait en effet Roger, mon beau polytechnicien d'avant notre fuite à Grenoble. Il m'attendait... au Luxembourg où il m'avait impatiemment donné rendez-vous pour le lendemain de mon arrivée à la gare de Lyon.

Ce fut une entrevue dont je sortis butée, honteuse, désorientée et inflexible. Fidèle à sa promesse, Roger avait, deux années durant depuis que nous étions séparés, continué à me considérer comme sa fiancée et à prier pour moi. Mais moi ? A Grenoble, devenue communiste et chargée de lourdes responsabilités clandestines, j'avais oublié, littéralement, ce qu'avait été ma vie « d'avant ». Comme Zazie, je n'avais pas seulement vieilli, j'avais changé, changé d'identité. Sur la terrasse où naguère se tenait un manège de chevaux de bois, par cette matinée d'automne très douce, à cet élève-officier au regard clair et droit qui, engagé dans la 2<sup>e</sup> DB, proposait qu'à son retour notre mariage ait enfin lieu, je ne pouvais que répéter les mêmes mots-talismans dont il ne parvenait à comprendre ni le sens ni l'importance : « Mais je suis communiste ! Je suis communiste ! »

Communiste ! Et alors, quel rapport avec l'engagement qui, à ses yeux, était le nôtre, quel rapport avec quatre ans de fidélité et d'attente ? Aucun. De ce fait même, il n'y avait pas d'explication ni de communication possible entre nous. J'étais accablée mais aussi comme allégée. Durcie comme une dune prise par le gel, le malheur que je portais en moi — la mort de Maurice — me rendait rigide, inaccessible aux larmes, têtue et impatiente. Roger avait de la peine, mais il vivait. Maurice, lui, était mort. Roger souffrait : et moi...

Vingt ans plus tard, Roger et moi nous sommes retrouvés. Apaisés, amicaux, l'un et l'autre ayant eu la somme et le mélange de bonheurs et de malheurs privés qui sont la part commune de l'existence. Parfois nous évoquons le passé, la tendresse et le formidable écart de mœurs qui sépare notre jeunesse de la jeunesse d'aujourd'hui. Mieux, pire, allez savoir !

Le lycée Fénelon et sa khâgne — en langue administrative : sa première supérieure qui fournissait chaque année le plus grand nombre d'élèves reçues au concours d'entrée à l'École normale supérieure de Sèvres, en somme l'équivalent de la khâgne de Louis-le-Grand pour les garçons — devaient m'accueillir avec quelques jours de retard sur la rentrée officielle. Mon arrivée n'en fut que plus remarquée.

Je me réadaptai fort bien à la vie austère, régulière et enfermée d'une élève d'un lycée de jeunes filles. Car la première supérieure avait beau être, deux années après le bac, une classe de préparation au concours d'une grande école, elle n'en était pas moins soumise au règlement intérieur d'un lycée — qui plus est d'un lycée de filles — prévoyant, par exemple, carte de sortie, relevé de nos absences et de nos retards, bulletin trimestriel avec notes de composition et classement, distribution de prix...

Cependant, le lycée Fénelon était atteint, oh, certes de manière retenue et discrète, par les effluves que dégageait le climat de l'époque. Situé au cœur du Quartier latin où, comme l'on sait, on a horreur d'être en retard

d'une mode politique pourvu qu'elle se situe aux extrêmes, soucieux peut-être aussi d'oublier que le professeur de philosophie, au demeurant excellent, qui avait enseigné en première supérieure la dernière année 1938-1939 avant la guerre, n'était autre que Marcel Déat, il ne pouvait échapper aux séductions du temps : la Résistance, le communisme. J'étais la seule, parmi les élèves, à incarner, à une échelle sans aucun doute modeste et approximative, l'une et l'autre. Aussi ma double et prestigieuse qualité me désigna-t-elle d'office pour représenter, auprès de Mme la Directrice, la catégorie des élèves communistes, une catégorie tenue en si haute estime qu'on ne voyait pas d'inconvénient à ce que ses membres portassent à la boutonnière de leur veste ou sur leur tablier l'insigne, faucille et marteau sur fond rouge, de leur appartenance à la Fédération des jeunes communistes de France — les élèves de la JEC<sup>1</sup> portaient bien le leur.

La France des lycées et collèges tenait en outre à manifester patriotiquement son retour à la liberté en se livrant à d'audacieuses expériences pédagogiques. L'une d'elles consista à former, auprès de l'Administration, des conseils de représentants des élèves. Aux traditionnelles déléguées de classe, dont la désignation devait être au moins soumise à la ratification de la surveillante générale, devaient se substituer (ou, plus prudemment, s'ajouter) des représentantes élues par les groupements propres aux élèves.

Cela bien sûr ne dura pas longtemps. Dans un pays qui n'est pas soumis à un obscurantisme délibéré et intraitable, les élèves en corps n'ont nul besoin d'institutions bureaucratiques fixes pour faire, sur leur sort, des remarques le plus souvent pertinentes mais qui ne relèvent pas d'une révolte exaspérée. On put le vérifier avec les « cahiers de revendications » dont on encouragea la rédaction : une classe de 3<sup>e</sup> A2 par exemple dont j'ai conservé ledit « Cahier de revendications, année 1944-1945 », évoque des problèmes d'intendance (les lanternes nécessaires aux projections qui illustrent les cours d'histoire et de géographie auraient besoin d'être vérifiées), d'emploi du temps (les mardi et samedi étant vraiment surchargés) ou de tarification des « mauvaises notes » (on n'allait pas jusqu'à envisager leur disparition bien que la suggestion fût faite, « si c'était possible », de les remplacer par des devoirs supplémentaires).

Quand, un quart de siècle plus tard, Danielle, ma première fille, rentra déjeuner en m'annonçant pompeusement que ce matin-là, au lycée, elle avait remplacé impromptu la directrice — on aura compris que c'était en mai 1968 —, je ne pus m'empêcher de sourire. Bien que les journaux de gauche fissent chorus sur le « sérieux » et la « maturité » de ces jeunes gens, je savais trop ce que valait l'aune de ces complaisances fugaces et de ces dérisoires prises de pouvoir.

Retrouver les disciplines du lycée et le caractère scolaire du travail qui nous était demandé ne me pesait pas. Pourtant, l'année fut difficile. Il y avait d'abord le chagrin que je gardais au fond du cœur et dont je ne parlais à quiconque. Un chagrin que rendait inguérissable le fait d'être désormais séparée, et sans doute pour la vie, même de mes camarades

1. Jeunesse étudiante chrétienne.

survivants. Notre groupe de Grenoble, déjà pratiquement disloqué avant la Libération, n'avait aucune chance de se reconstituer. Ni à Grenoble que presque tout le monde quittait très vite puisqu'elle n'avait été qu'une ville refuge. Ni à Paris où je vivais désormais dans un autre milieu. A quelques exceptions près, c'est seulement trente ou quarante années plus tard que les uns et les autres nous avons enfin eu le temps et le courage de nous revoir et de dresser le bilan doux-amer d'un passé aboli.

Or ce chagrin créait avec mes compagnes, même celles dont j'étais le plus proche — Jacqueline et bientôt Claire —, un invisible hiatus. En somme, bien que je fusse la plus jeune de la classe, j'étais aussi la moins innocente en raison de la vie que j'avais menée. Et cela se vérifiait à un dernier trait. Tandis que je surpassais mes compagnes dans les matières où la maturité et un début d'expérience professionnelle font merveille — le français, la philosophie, l'histoire —, j'avais d'énormes lacunes et de grandes faiblesses dans celles qui exigent un savoir précis et un entraînement constant : le grec et le latin, le thème latin surtout où je fis le désespoir de mes professeurs qui auraient souhaité m'aider.

Il ne faut rien exagérer : c'était tout de même un vrai, un immense bonheur d'aller en classe et d'étudier — d'étudier vivante dans un Paris retrouvé...

Quand, aux petites heures du matin, dès 5 h 30 en général, je faisais du latin, version et thème, et révisais par exemple les règles qui président à l'emploi du *ut* ; quand, douche d'eau froide et ersatz de café pris, ménage fait, je sautais sur mon vélo en chantant — faux — dans le jour qui se levait, quand, passant devant le commissariat de police de la rue Perrée, je souriais au gardien en faction — habitude de clandestinité —, quand, ayant acheté *L'Humanité*, je m'arrêtais au Luxembourg pour lire mon journal avant de gagner la rue de l'Éperon et entrer en classe, c'était le bonheur. Quatre heures de classe, certes tantôt animées tantôt languettes, que suivait l'heure de sieste dans la cour de récréation où trois arbres défraîchis distillaient leur ombre. Le déjeuner à la cantine ne traînait pas : la chère n'était ni grasse ni goûteuse. Heureusement, il y avait le complément des paquets que recevaient les camarades montées de province qui ignoraient la pénurie des villes à un point incroyable. On peut en juger par le menu d'un de ces « épuisants » dîners de famille qui, quelques mois plus tard, célébrèrent le succès de Claire au concours et que celle-ci me détaillait dans une lettre expédiée le 21 août 1945 de Queyssal : bouillon gras, melon, poule bouillie, sauce de cèpes, carpe de six livres, rôti de bœuf, canard rôti, galette, choux à la crème, fruits, café, liqueur. Claire, à ce menu, ajoutait un commentaire qui en disait long sur l'état réel de la France profonde :

« Sur quoi ma tante s'excuse de ne pas avoir de second bouilli en disant le plus naturellement du monde : "Nous nous sommes dit : Té, à Paris ils mangent ce qu'ils ont, ici nous ferons pareil." »

Le déjeuner expédié, nous montions par petits groupes jusqu'à la bibliothèque Sainte-Geneviève — Sainte-Ginette dans la langue des khâgneux qui, de toutes les khâgnes du Quartier latin, y convergeaient pour se

retrouver et lire, en de longs après-midi studieux, les auteurs du programme. Quand à 7 heures je redévalais en courant le Boul'Mich et, hors d'haleine, m'affaler sur ma chaise au dîner familial (rien, pas même la Libération, n'avait incliné mon père à relâcher le contrôle qu'il tenait à avoir de mon emploi du temps), j'avais toutes raisons d'être plutôt contente. Une fois la vaisselle faite, il me restait encore un peu de temps pour lire de la poésie ou de la musique.

Longues journées. Nous ne connaissions ni dimanches ni vacances, petites ou grandes : ces classes de préparation étaient des chauffoirs où la machine devait tourner à feu continu ; la débrancher de temps à autre n'était pas recommandé. Il ne semble pas qu'il en aille autrement aujourd'hui. En tout cas, il n'en va pas autrement sur les campus américains ou japonais que j'ai eu l'occasion d'observer de plus près. Cette continuité dans l'effort est même peut-être plus éprouvante de nos jours où week-ends, ponts et congés multipliés dans la société environnante invitent à privilégier le loisir. Ce n'était pas le cas en ce temps-là où l'étudiant, même le plus laborieux, ne travaillait pas beaucoup plus que ne le faisaient ses parents ou les jeunes salariés.

Le fait que toutes mes heures de veille fussent consacrées au travail scolaire avait par ailleurs l'avantage de réduire au minimum les dépenses incompressibles. Ma bourse couvrait le déjeuner à la cantine. L'entrée à la bibliothèque était gratuite. Nous écrivions sur le dos de toutes sortes de papiers — les prospectus et les tracts ainsi que les bulletins de vote étaient recherchés — et réservions les copies aux devoirs dont la présentation ne souffrait pas la négligence ni le laisser-aller. Je n'avais à prévoir que l'achat quotidien de *L'Humanité* (2 francs — il m'arrivait de regretter que cette dépense-là, mes camarades qui allaient à la messe chaque matin n'eussent pas à s'en acquitter), le carnet de métro (15 francs), de très exceptionnels coups de téléphone (1,50 franc), des cartes timbrées (1,20 franc pièce) pour la correspondance — j'écrivais, bien sûr, chaque jour à mes parents tant qu'ils furent à Grenoble —, de menus objets d'usage courant (lacets, peigne, carnet de notes). C'est ainsi que ma première semaine à Paris en octobre 1944 je déboursais au total 118,50 francs, y compris les 5 francs qui m'avaient été demandés à l'entrée d'une exposition (laquelle ?... s'agit-il du premier Salon d'Automne de la Libération où Picasso, qui vient d'adhérer au parti communiste, se fait chahuter ?).

A cette frugalité de la vie matérielle s'opposait l'abondance des œuvres et des auteurs qu'il nous était demandé de découvrir et fréquenter. En français, Mlle Berne avait inscrit à notre programme les poètes du XVI<sup>e</sup> siècle, Pascal, Fénelon, Balzac. En latin, Cicéron, Virgile, Horace, le théâtre de Plaute devaient faire le fond de nos lectures dans le texte. En grec, Mme Duchemin avait retenu Démosthène et ses *Philippiques*, la *Médée* d'Euripide, Platon, les sceptiques. En philosophie enfin, M. Dreyfus Le Foyer nous avait, lui aussi, proposé une longue théorie de textes à méditer — le *Parménide* et *La République* de Platon, la *Métaphysique* et la *Logique* d'Aristote, le *De natura rerum* de Lucrèce, Plotin, les *Confessions* de saint Augustin, le *Contra gentiles* de saint Thomas, bien sûr les *Méditations* de

Descartes, l'*Essai sur l'entendement humain* de Locke, les *Principes de la connaissance humaine* de Berkeley, le *Traité des sensations* de Condillac, enfin son cher Kant. Mais il souhaitait que nous ne négligions pas les philosophes plus modernes — ceux qui avaient engagé une réflexion sur la science, Comte, Boutroux, Cournot, James, Henri Poincaré et plus encore ceux, français, comme Bergson et Gabriel Marcel qui, au XX<sup>e</sup> siècle, pouvaient nous préparer à aborder la *Phénoménologie* de Husserl. Ces immenses lectures devaient nourrir les compositions françaises et les dissertations philosophiques que nous avions à remettre deux fois par mois.

À revoir ces noms et ces titres, à parcourir aussi les listes des ouvrages que je lisais et dont je recopiais, dans mes carnets de lecture, sans aucun commentaire, les extraits qui me touchaient ou me paraissaient importants, j'observe qu'il n'y a aucune césure, aucun hiatus, aucune rupture d'une année à l'autre, de l'occupation à la Libération. J'ai lu en juillet 1944 Brasillach (*Portraits*) après avoir lu en avril *Itinéraire français* de Ramon Fernandez et je lirai encore Brasillach (*Notre avant-guerre*, Corneille) dans l'hiver libéré de 1944-1945. J'ai lu en février 1944 *Le Voyage intérieur* de Romain Rolland et en juillet-août *Les Thibault* de Roger Martin du Gard comme je lirai l'*Au-dessus de la mêlée* du même Romain Rolland et *Les Épaves* de Gorki au printemps 1945.

Cette continuité dans la diversité et le désordre goulé, j'y fais d'ailleurs allusion dans l'un de mes devoirs, en novembre 1944, sur cette réflexion de Marcel Proust : « Chaque lecteur est, quand il lit, le propre lecteur de soi-même. L'ouvrage de l'écrivain n'est qu'une espèce d'instrument d'optique qu'il offre au lecteur afin de lui permettre de discerner ce que, sans ce livre, il n'eût peut-être pas vu en soi-même. » Or, me référant au carnet que j'ai tenu de mes lectures, j'observe que, dans l'année écoulée, j'ai « sauté d'un roman de Giraudoux à une critique de Thibaudet, de Rousseau ou de Fernandez, d'un essai de Huxley ou d'André Breton à la poésie d'Éluard ou d'Emmanuel, de Baudelaire à Villiers de L'Isle-Adam et Rimbaud, de Mallarmé à Wilde, de Sartre à Camus, de Gide à Malraux ». Et je commente :

« Ces pensées qui me viennent d'autrui exposent les contradictions actuelles dans lesquelles je suis enfoncée. Toutes les aspirations qui m'agitent, les voici matérialisées en mots clairs et pressants. Le sentiment de l'absurdité du monde, cette angoisse de vivre et de mourir, cette angoisse que j'écartais par une pirouette lorsque j'étais plus jeune, qui maintenant surgit au détour du geste le plus anodin, dans la rue, à table, le déséquilibre entre la nécessité morale de l'action et sa vanité effective, "ce divorce entre la vie et l'homme", cette impression que tout va craquer comme un château de cartes, les voici étalées, rendues brutalement sensibles par Sartre : "Nous étions un tas d'existants gênés, embarrassés de nous-mêmes, nous n'avions plus la moindre raison d'être là, ni les uns ni les autres. Chaque existant confus, vaguement inquiet, se sentait de trop par rapport aux autres. De trop..." Et Camus martèle, combien cruellement : "Étranger à moi-même et au monde, armé pour tout secours d'une pensée qui se nie elle-même dès qu'elle s'affirme, quelle est cette condition où je ne puis avoir la paix qu'en refusant de savoir et de vivre, où l'appétit de conquête se heurte à des murs qui défient ses assauts ?" »

À Sartre et à Camus, voici que s'opposent les trompettes de Gide et de Gorki.

Voici qu'à mon âme déseparée répond mon âme d'Espérance : "J'éprouve à exister joie si vive que parfois je doute si déjà je n'avais pas envie d'être avant même que je n'étais pas" (Gide). La joie de mon esprit "qui se meut avec agilité", "la douce et formidable joie" dont parle Verhaeren, Gorki me la révèle mienne : "A vingt ans j'avais la sensation d'être non pas un homme, mais une meute de chiens qui s'élancent et courent de tous côtés, sur toutes les pistes, voulant tout flairer, attraper tous les lièvres, satisfaire tous leurs désirs — mais les désirs sont sans nombre." »

Je conclusais cette entrée en matière en soulignant :

« Dans ce carnet, témoignage de ce que j'aimais et de ce que je suis, mon âme, la contradiction de mon âme, l'amour désespéré de la vie et de la beauté, menacé par le non-sens et l'absurdité, le désir de paix et de pensée combattu par la nécessité d'agir, l'appétit de clarté contredisant le vertige de l'irrationnel, la nostalgie d'absolu s'opposant au sentiment du relatif, tout, oui, tout ce qui constitue l'essence de mon être s'exprime en ce carnet. »

Ces développements, à l'évidence sincères, soulignent par leurs accents personnels la qualité des rapports que nous entretenions avec nos professeurs. Ils suffisent à dénoncer la caricature qu'on a voulu en donner plus tard en les représentant comme des mandarins mesquins, indifférents et dédaigneux. Ils n'étaient tout au plus que souvent maladroits. C'est ainsi que dans une lettre d'époque je raconte ce qui s'est passé le jour de la Victoire — le 8 mai 1945 — au lycée en classe de français :

« Le jour de la Victoire, au lycée, comme le professeur — une vieille fille refoulée, très sensible, je crois, mais qui ne présente à ses élèves qu'un nez rouge et une bouche pincée — se mettait à reprendre le cours sans un mot de circonstance, sans un cri de joie, avec le même visage fermé, pesant, je lui ai demandé de nous lire des poèmes de la Résistance. Elle n'en avait naturellement pas. Alors j'ai récité parce que j'en sais beaucoup de mémoire et pour toutes les talas<sup>1</sup> qui forment les 90 p. 100 de la classe, j'ai dit entre autres quelques très beaux vers d'Éluard :

*Et puisqu'on a compris la lumière  
Pourra-t-il faire nuit ce soir ?  
Puisque l'espoir sort des pavés  
Sort des fronts et des poings levés  
Nous allons imposer l'espoir  
Nous allons imposer la vie  
Aux esclaves qui désespèrent. »*

Ce que je développais dans ma composition française sur la réflexion de Proust concorde avec la description que me faisait mon frère de son état d'esprit au même moment. On peut donc penser que c'est bien là le climat spirituel dans lequel baignaient les jeunes gens cultivés à la fin de la guerre, ceux qui avaient lu *Le Mur* de Jean-Paul Sartre et le *Journal* de Gide en 1939, *Gilles* de Drieu La Rochelle en 1940, *Notre avant-guerre* de Brasillach en 1941, *L'Étranger* de Camus en 1942. Certes, on y trouvait la composante romantique devenue la marque de la vingtième année depuis que le XVIII<sup>e</sup> siècle et plus encore le XIX<sup>e</sup> siècle lui avaient donné licence de se manifester. Certes, c'était une culture livresque, et pas n'importe laquelle : la culture

1. Ceux qui vont à la messe.

littéraire et philosophique qui avait réussi, selon la formule de Michel Foucault, « au jeu de sélection, de sacralisation, de valorisation institutionnelle dont l'Université est à la fois l'opérateur et le récepteur ».

Mais quelle que soit l'ingéniosité que met Foucault à renverser les rôles, j'avoue ne pas bien saisir ce que pourrait être et surtout ce que pouvait être une culture non livresque. Encore moins suis-je disposée à reconnaître que la faiblesse de cette culture livresque était d'être trop « classique », ne renvoyant qu'au passé et ignorante des réalités contemporaines. Je n'avais pas attendu les consécérations à venir ou revenir pour lire Sartre, Blanchot, Brasillach ou Benjamin Crémieux. Les discours non littéraires ou para-littéraires, rejetés du saint des saints de la « bonne » littérature, auraient-ils seulement échoué au jeu défini ci-dessus ? Non. Ces discours ne sont pas de la littérature du tout. Sans doute l'historien ou le sociologue peut-il en tirer sa provende. Je le sais aussi bien que personne pour avoir dépouillé — c'est atrocement fastidieux ! — nombre de quotidiens sur telle séquence historique. Mais de là à penser que ces journaux et toutes sortes d'écrits de circonstance du même acabit sont les « pas d'chance » refoulés par les vétilleux gardiens du temple de la « bonne littérature », c'est tout de même négliger un peu trop la dimension de la beauté et le rapport à la vérité.

Plus que ce débat, lui-même académique, sur la constitution d'une culture académique, ce qui fait pour moi ici question, c'est la persistante ignorance dans laquelle je demeurais des classiques du marxisme. Avant la Libération, je n'avais guère lu Marx ni Engels, encore moins Lénine, mais on peut l'attribuer au fait que leurs livres avaient été bannis des bibliothèques de prêt. Ce n'était plus le cas depuis septembre. Or, dans mes lectures de l'année 1944-1945, c'est à la rigueur acceptable de mettre au compte de mes options politiques que je lise Dos Passos, Jorge Amado, Ignazio Silone, encore que cela participe de la vogue de la littérature étrangère à l'heure où les frontières s'ouvrent, et que je lise tout autant Dostoïevski (et Plisnier<sup>1</sup> !). Mais j'ai beau scruter mes listes et mes carnets : pas une seule inscription ou citation qui relève de l'univers du marxisme. Juste une petite brochure, d'utilité immédiate et qui dut m'être si ennuyeuse qu'elle ne fut relayée par aucune autre : *La Politique française de l'enseignement*, de Georges Cogniot. Tête de liste aux élections municipales de mon quartier, j'étais allée l'écouter et avais fait l'emplette de son petit ouvrage.

C'est par la poésie que je commençai tout doucement à faire le lien entre culture, idéologie et politique. Ce lien, je ne le dégageais pas de ce que je citais volontiers Éluard et Aragon, car je citais tout autant Claudel et Valéry. Le poète que j'avais élu compagnon de mes « saintes solitudes »,

---

1. Charles Plisnier qui fut, entre 1919 et 1928, un militant actif du PC belge, engagé notamment à l'échelle internationale dans le Secours rouge international, fut le premier écrivain belge à recevoir en 1937 le prix Goncourt pour *Faux Passeports*, « roman » traduit en dix-huit langues et dont l'édition française atteignit presque le demi-million d'exemplaires (rééd. : Éditions J. Antoine, 1984). Trois ans avant *Le Zéro et l'infini* d'Arthur Koestler, Plisnier, avec son personnage de Iégor, avait retracé la douloureuse aventure d'un homme qui, par dévotion à son parti, s'accuse d'une trahison dont il n'est pas coupable.



c'était d'ailleurs, après Alfred de Vigny — le janséniste lecteur de Pascal et de saint Augustin, l'antiutopiste familier de Spinoza, le partisan d'une alliance invulnérable du stoïcisme avec la logique cartésienne —, Rimbaud dont j'écrivais à l'époque qu'il était « prodigieux, monstrueux, *équilibré* mais si haut en équilibre qu'à nous il paraît étranger ». Ce qui donne raison à Aragon quand, ayant défini le rimbaldisme comme « un ciel. Chacun s'en arrange, il n'a qu'à lever les yeux pour en être ébloui », il observe en 1943 que « l'image que nous nous faisons de Rimbaud [est], à tout prendre, celle qui a prévalu. C'est elle que je rencontre chez les jeunes gens d'aujourd'hui, chez ceux-là mêmes qui commençant l'apprentissage de l'esprit apportent une passion que je reconnais à opposer Rimbaud aux divers maîtres qu'on leur propose. Car c'est une des grandes caractéristiques de Rimbaud que d'être celui qui fait pièce<sup>1</sup> ».

Ce détour par la poésie prend un tour concret à la fin de l'été 1945 que je passe à Combloux en Haute-Savoie. L'Entraide universitaire française, financée par le Fonds européen de secours aux étudiants qui fonctionnait à Genève, y a mis un chalet à la disposition d'étudiants sortis fatigués ou malades de la Résistance. C'est là que je fais un exposé intitulé « Renaissance et Poésie ».

Deux orateurs m'avaient précédée. Leurs sujets étaient plus pratiques. L'un avait traité de la santé publique, le second de l'urbanisme dans la perspective de la reconstruction du pays. J'avais donc commencé par justifier mon intérêt pour la renaissance poétique : « On parle beaucoup en ce moment de transformation de l'industrie de guerre en industrie de paix. Pourquoi ne pas parler de la transformation de la poésie de guerre en poésie de paix ? »

La poésie n'avait pas été, au cours des cinq années qui venaient de s'écouler, une poésie d'évasion, « de rêves qui nous permettent d'espérer », comme l'avancait un journaliste de la revue chrétienne *Le Semeur* :

« Je ne vois pas, disais-je, où logent le rêve et l'évasion dans les poèmes d'Emmanuel, d'Aragon, d'Éluard, de Tardieu, de Frénaud : les titres mêmes des plaquettes — *La Diane française, Jours de colère, Combats avec tes défenseurs, Amour en guerre, 33 sonnets composés au secret, Au rendez-vous allemand, Poèmes d'ici* — proclament la teneur belliqueuse et réaliste de cette poésie "engagée". *Poésie 41* (puis 42, 43, 44 et 45) s'appelait primitivement *Poètes casqués*. Non, l'inflation poétique de ces dernières années n'exprime pas le besoin de s'évader ; elle est au contraire le fruit d'un climat propice. "L'espace, l'obscurité, la terreur, trois grandes sources de poésie", disait Honoré de Balzac [...]. »

Cette poésie de guerre, fallait-il vraiment la prolonger et les critiques qui se réclamaient de Mallarmé, de Valéry, de certains surréalistes avaient-ils tort de répudier la poésie engagée ?

« La partie féconde de l'œuvre de Hugo, est-ce *Les Châtiments* ? La partie vigoureuse de l'œuvre de Verlaine, est-ce la poésie anecdotique des *Romances sans paroles* ? Préférez-vous chez Rimbaud les poèmes de la Commune au *Bateau ivre* ?

1. Aragon, *Pour expliquer ce que j'étais*, Gallimard, 1989, p. 55.

Admirez-vous ce braillard de Verhaeren dans *Les Villes tentaculaires* ? Sans parler de la poésie ouvrière et sociale qui n'a reçu le nom de poésie que de ses auteurs. »

Faux problème, à mes yeux, que d'opposer poésie engagée à poésie d'évasion. Il y a poésie quand il y a *évidence* — une évidence que produit l'authenticité des rapports au temps et à l'homme :

*Je dis ce que je vois  
Ce que je sais  
Ce qui est vrai.*

Paul Eluard.

« Peu importe, concluai-je, les discussions sur la poésie sociale, anecdotique, éternelle, fugitive, pourvu que chaque poème fasse éclater un morceau d'évidence. » J'aurais pu citer ici Moréas :

*Muse, comment sais-tu de ces heures sinistres  
Tisser un jour vermeil  
Comment à l'unisson fais-tu sonner les sistres  
Dans un discord pareil ?*

On voit que j'étais loin de compte avec le marxisme. Je n'avais pourtant pas cessé de militer. Je n'avais pas non plus à dissimuler par calcul et par prudence mon appartenance politique. Elle était tout à fait publique et d'ailleurs se manifestait par un comportement de nature morale, sinon religieuse : le déchirement que me procurait le fait d'être tiraillée entre l'étude et l'action, l'inclination à l'ascétisme, l'attrait des valeurs fortes. Mais je n'étais pas venue au communisme par le marxisme ni par une quelconque démarche intellectuelle. Pour l'essentiel et jusqu'au cœur de mes années stalinienne, j'y étais venue pour des raisons qui tenaient avant tout à la conjoncture historique et politique. Je devais sur cette lancée avoir la chance de saisir ce qui faisait l'originalité créatrice (fût-ce pour le mal) du communisme — d'être un *politisme* dont Lénine était le théoricien et le stratège. Je lirai certes Marx, mais de manière assez extérieure, par acquit de conscience et jamais avec cet intérêt passionné d'ordre académique qu'y mettent les sectateurs du jeune ou du vieux Marx, les marxistes, marxologues et marxistes de stricte observance. En revanche, Lénine dont j'aurai bientôt une connaissance familière a joué un rôle capital dans l'éveil de mes aptitudes à l'analyse politique.

Guy que j'ai rencontré au printemps 1945, avec qui je me suis fiancée bientôt et que j'épouserai deux ans plus tard — c'est la raison pour laquelle on me donne encore parfois le nom d'Annie Besse qui fut brièvement le mien — avait bien vu le dédoublement qui caractérisait ma vie intellectuelle et politique, mais l'avait mis sur le compte de mon immaturité. Il m'écrivait le 6 mai 1945 de Lyon où il préparait l'oral de l'agrégation de philosophie :

« Admissible ou non, admis ou non, je me sentirai mal à l'aise dans cette université *pourrie* — pourrie parce qu'elle est *vieille*, et parce qu'elle est *corrompue*, au service d'une classe corrompue. Le compromis est impossible ; il faudra que les philosophes de la chaire *partent* : ils iront rejoindre M. Teitgen — le MRP — la

valeur valorisante — et tout le bataclan idéaliste s'abolira dans la fin d'un monde essoufflé. Tu ne me suis pas tout à fait, je sais bien ; et gardes encore ton cœur à Le Senne<sup>1</sup> ou à d'autres. Mais tu verras, tu verras plus tard, Annie. Songe que tu n'as pas vingt ans... Alors tu ne douteras plus qu'il faille *en finir* avec ces braves gens, dont toutes les théories ne sont en définitive qu'autant de justifications d'un monde injustifiable... »

Militer en automne 44, c'est d'abord organiser, mettre en place, installer, faire fonctionner un appareil qui, avec le retour à la légalité, doit faire face à un afflux considérable de nouvelles recrues. J'y consacre surtout mes après-midi des jeudis et des samedis qui sont, pour les cercles de lycéens communistes, des jours privilégiés. Car rien ne peut se faire aux heures de classe où la discipline, bienveillante mais incontestée dans ses principes sinon dans son détail, admet souvent les réunions dans les locaux pourvu qu'elles aient lieu après la fin des cours. Rien non plus ne peut se faire le soir où, comme chez moi, la règle familiale dominante, respectée très généralement en dépit d'impatiences et de ruses occasionnelles, n'autorise pas, fût-ce pour les bonnes œuvres de la Révolution en marche, les escapades vespérales. De toute manière, les internes sont bouclés. Encore très nombreux à l'époque et d'origine souvent plus modeste que leurs brillants camarades externes des beaux quartiers, ils nous procurent d'importants contingents d'adhérents.

J'ai été nommée adjointe au responsable politique du secteur lycéen. Nommée, bien sûr, à titre provisoire, jusqu'à la convocation de conférences régionales habilitées à élire secrétariats et bureaux régionaux définitifs, composés d'un secrétaire politique, d'un secrétaire adjoint, d'un trésorier, d'un jeune dirigeant syndical, d'un responsable FUJP, de la responsable pour les jeunes filles, du responsable aux liaisons avec l'armée, du responsable aux étudiants. Cette structure est une simple transposition, au niveau de la jeunesse, de la structure des bureaux fédéraux du Parti.

En fait, ces conférences régionales n'auront jamais lieu, du moins sous cette forme, puisque au printemps suivant la Fédération des jeunesses communistes fut appelée, sur décision du Parti, à se transformer en une organisation dont l'ambition devait répondre à un projet radicalement nouveau — l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF).

En attendant, la Fédération était, à ses niveaux hiérarchiques successifs : régions (telle la région parisienne dont le siège se trouvait rue Montmartre), comités d'arrondissement, etc., divisée en plusieurs branches, les jeunes filles ayant souvent leurs foyers propres ; la mixité imposée par les urgences de la vie clandestine ne fut pas acceptée, la légalité revenue, comme un fait acquis, même dans le cadre d'une organisation qui se voulait révolutionnaire. A la place des *cellules* ou des *groupes de trois* qui, avant et pendant la guerre, avaient été les dénominations des organisations de base, ce furent

1. Philosophe alors très coté parmi les khâgneux : cet ancien condisciple de Robert Debré à Janson-de-Sailly développe des thèmes qui se rattachent à l'idéalisme chrétien. Dans son *Journal* (Grasset, 1987, p. 8), à la date du 12 janvier 1953, Mathieu Galey, parlant de Philippe Tesson, directeur du *Quotidien de Paris* dans les années 80, écrit : « Il s'apprête à passer prochainement sa thèse de doctorat en philosophie... Il se dit lesenniste, ce qui me remplit d'étonnement ; je n'en avais jamais rencontré, et je me demande s'il n'est pas l'unique exemplaire de cette race inconnue. »

des *cercles*. Cercles d'entreprise ou de quartier pour les jeunes travailleurs ou les apprentis. Cercles d'étudiants pour la jeunesse des Écoles dont on doit se souvenir qu'elle était encore très minoritaire par rapport à la masse des adolescents qui quittaient l'institution scolaire à quatorze ans.

A Paris, les Étudiants communistes (EC) étaient partagés en deux secteurs : le secteur étudiant (cercles de faculté et de grande école) et le secteur lycéen.

Malgré son qualificatif, le secteur lycéen n'ignorait pas la gamme des écoles primaires supérieures et des collèges (à Paris : Chaptal, Turgot, Colbert, Edgar-Quinet, Sophie-Germain, Paul-Bert, Lavoisier, Jean-Baptiste-Say) ni même des collèges techniques (tel Dorian). On y trouvait une clientèle plus populaire et donc plus réceptive. Néanmoins, ce furent à peu près partout des lycéens qui prirent la tête des cinq sous-secteurs entre lesquels le secteur lycéen à Paris fut divisé : Quartier latin, Paris-Ouest, Paris-Est, Paris-Nord, Banlieue ouest. De meilleure extraction, plus aisés, ils étaient aussi, avec leur culture souvent gréco-latine, plus diserts et plus dégourdis. Dans les lycées surtout, relativement peu nombreux encore mais presque tous dotés de classes de préparation aux grandes écoles, les cercles des élèves des classes secondaires coexistaient avec des cercles réservés aux élèves de ces classes de préparation. Ces élèves-là, plus âgés, donnaient le ton, taupins pour les matheux, khâgneux pour les littéraires, élèves de Corniche pour les futurs saint-cyriens, de Flotte pour les candidats à l'École navale, de Colo pour ceux qui rêvaient de la France d'outre-mer.

Le prestige communiste était si fort que les cercles ne se multipliaient pas seulement dans l'enseignement public. Sans prétendre que le couvent des Oiseaux ou Sainte-Marie de Neuilly fussent investis, on admire que, par exemple, le sous-secteur du Quartier latin, dont la responsable était une élève du lycée Duruy et qui avait des cercles déjà constitués à Saint-Louis, Louis-le-Grand, Henri-IV, Fénelon et des cercles encore provisoires à Paul-Bert, Victor-Duruy, Lavoisier, en comptât aussi à Sévigné, au cours Porché, au cours Jarack, à l'institut Gallia.

Gardons-nous néanmoins de nous représenter les jeunes lycéens en cet automne 44 comme prêts, eux aussi, à monter à l'assaut du ciel ! Ils étaient sans doute plus nombreux qu'ils ne l'avaient été quelques mois plus tôt à se tourner vers le communisme, mais tout de même pas très nombreux. Mathieu de Brunhoff — l'un des fils du créateur du sympathique Babar apparenté à la famille Vogel à laquelle appartenait Marie-Claude Vaillant-Couturier — était alors responsable du sous-secteur Paris-Ouest. Il ne dénombrait (il est vrai que nous sommes encore en octobre ou novembre 1944, c'est-à-dire en tout début d'année scolaire) que huit membres dans le cercle provisoire de Janson-de-Sailly, un seul à Pasteur et un seul à Carnot.

Aussi n'était-ce pas le travail qui manquait. Dans le rapport qu'il avait présenté à la conférence nationale tenue à Paris les 19 et 20 octobre 1944, Léo Figuières, alors patron de la Fédération des JC, après avoir longuement rendu hommage à la jeunesse pour la part prise dans la lutte libératrice, dressait une liste en sept points des tâches qui attendaient une jeunesse décidée « à œuvrer à la restauration de la grandeur française ». « Tout

pour la guerre », cela signifiait aussi bien la liquidation des nids de résistance « boche » (on reconnaît le langage d'époque) sur la côte atlantique que la constitution d'une armée française forte de « plusieurs millions d'hommes » par l'amalgame des FFI (« glorieuses ») et des divisions d'Afrique. Cette armée nationale, c'était le deuxième point, devait être « unie, forte et disciplinée » mais aussi, à l'instar de l'Armée rouge, « démocratique », c'est-à-dire « composée de soldats-citoyens ayant les droits politiques et civiques ». On pressent ici qu'il y avait eu ou qu'il y avait encore débat interne sur la manière dont les communistes devaient s'y prendre pour toucher les dividendes de la lutte armée qu'ils avaient menée dans la clandestinité. Il s'agissait certes de peser sur l'institution militaire et de la faire s'infléchir dans le sens d'une armée « populaire » placée sous le contrôle et l'influence des organisations syndicales, familiales, de jeunesse qui assureraient ainsi « la liaison de la Nation avec son armée ». Mais sur la question la plus délicate, celle de l'action politique parmi les soldats, Figuières esquissait un compromis prudent : « Pas d'organisation politique au sein de l'armée. Mais les combattants doivent pouvoir lire la presse, assister aux meetings et appartenir à l'organisation de leur choix en dehors du service. » Le bulletin d'information, qui, sous le titre « Pour le triomphe de la jeune génération, faisons de notre JC la plus puissante organisation de jeunes », reprenait le rapport de Figuières en le précisant, indique clairement qu'« il n'est pas question de constituer des groupes dans les casernes ou cantonnements, mais de rattacher les JC soldats au cercle du quartier ».

En tout cas, et c'est le troisième point, l'heure n'était pas à l'antimilitarisme révolutionnaire ni même à la dénonciation d'une société en voie de militarisation ! Bien au contraire, les communistes entendaient préparer la jeunesse « à ses devoirs envers l'armée » en proposant qu'à « partir de douze-treize ans le jeune Français soit initié au maniement des armes » par des sociétés populaires d'éducation militaire, de tir, de vol à voile... Douze-treize ans : bigre ! L'objectif idéologique était d'ailleurs clairement affirmé : « Il faut briser toute nouvelle tentative de pseudo-pacifisme. »

Dernière composante de cette nécessité d'une « éducation militaire de la jeunesse » : les Milices patriotiques, définies « à la fois comme réserve de l'armée et force du maintien de l'ordre républicain ». Moins de deux mois plus tard, Maurice Thorez devait confirmer l'invite faite par de Gaulle de dissoudre et désarmer les Milices patriotiques. Mais, en ce milieu du mois d'octobre, rien ne permettait de le prévoir.

Après ces quatre premiers points étroitement dépendants de la conjoncture de guerre, le cinquième ne pouvait que longuement aborder, toujours dans la perspective d'assurer aux combattants « les armes, les équipements, les moyens de transport, le ravitaillement nécessaires », un second volet de problèmes : comment remettre la France au travail ? Il fallait « contribuer à la reprise économique », réparer voies ferrées, canaux, ponts, routes, remettre en état de marche usines et stations électriques, produire et encourager à produire.

Cette seconde et impérieuse catégorie d'obligations, les jeunes s'y

soumettraient avec d'autant plus d'ardeur que des satisfactions justifiées leur seraient accordées, en conformité avec le *Programme d'action* et la *Charte de la jeunesse* que le CNR et les FUJP avaient respectivement adoptés dans l'illégalité. D'où une liste disparate, mais de même inspiration, de revendications économiques (augmentation des salaires sur la base du principe « à travail égal, salaire égal », augmentation des rations alimentaires, prêt aux jeunes ménages) et politiques (épuration des organismes d'épuration pour introduire, « dans les formations policières », des « jeunes combattants sûrs » ; statut du jeune travailleur ; droit de vote à dix-huit ans ; représentation des FUJP à l'Assemblée consultative et sur les listes uniques de la Résistance proposées par le Front national).

Est-ce à dire que militer, pour une khâgneuse comme je l'étais, c'était une version adaptée de la dichotomie fameuse entre tête et jambes, la tête au lycée et les jambes pour l'action ? Ce serait très exagéré. J'étais seulement consciente de manquer des instruments intellectuels qui m'auraient permis d'acquérir une compréhension autonome des enjeux et tactiques du moment.

Certes, je comprenais assez bien les ressorts et la signification d'une affaire comme celle de la dissolution des Milices patriotiques : les mêmes, en Avignon, avaient conduit le représentant du Gouvernement provisoire à remettre à leur place les délégués des Comités de Libération de la zone sud.

Tandis que les FFI avaient pour devoir de s'occuper seulement de faire la guerre, les Milices patriotiques, plus encore que les Comités départementaux et locaux de Libération dont, formellement, elles dépendaient, étaient totalement contrôlées par les communistes. Ceux-ci les avaient mises sur pied un peu avant et surtout après la Libération pour disposer d'une sorte de police supplétive sous couleur de « mobiliser les patriotes » et fournir « le soutien des forces populaires disciplinées et organisées » au Gouvernement provisoire. Une police poussant la « police officielle » et au besoin se substituant à elle dans une série de domaines relevant de l'ordre public : contrôle des activités « suspectes », arrestations et perquisitions liées à l'épuration des « traîtres », collaborateurs, délateurs et miliciens de Darnand, lutte contre les « menées antifranchaises » de la « cinquième colonne » (un mythe attardé mais très puissant), garde des usines, locaux administratifs, permanences politiques et réseaux ferrés menacés par les « saboteurs », lutte contre le marché noir et toute autre forme de « sabotage du ravitaillement » de la population.

Il est clair que ces fonctions des Milices patriotiques introduisaient, dans un secteur clef, une situation de double pouvoir à laquelle, sitôt qu'il lui sembla avoir la force de le faire, le général de Gaulle mit fin en décrétant le 28 octobre 1944 leur désarmement et leur dissolution. Dans un premier temps, le parti communiste réagit comme on pouvait s'y attendre : en changeant l'étiquette mais en s'efforçant de garder le flacon et surtout de mettre les armes à gauche. Les Milices patriotiques vont s'appeler Gardes civiques républicains — GCR. Tout au long du mois de novembre, des conversations fiévreuses portent sur l'établissement, par le CPL<sup>1</sup>, d'un

1. Comité parisien de Libération.

« statut » de ces GCR, qui, une fois adopté par l'Assemblée consultative, assurerait leur maintien malgré de Gaulle.

Le 30 novembre éclatait un second coup de tonnerre. Ce jour-là, arrivé soixante-douze heures plus tôt de Moscou *via* Le Caire, Maurice Thorez lançait au Vél'd'hiv' le fameux mot d'ordre : « S'unir, s'armer, se battre » qui mettait fin aux spéculations sur l'éventualité d'un coup de force dont les Milices patriotiques, plus ou moins revenues à la clandestinité armée, se préparaient à être l'instrument.

Six mois plus tard, j'avais déjà assez de jugeote pour apprécier par moi-même la signification du 8 mai 1945. J'écrivais par exemple dans une lettre à Guy, datée du 15 mai :

« *Di boni* (ô khâgneux, reconnais ce style imagé que je traduisis un jour de ma tendre jeunesse par "Bon Dieu" !) j'allais oublier de te parler de la victoire. "La victoire si chèrement payée sur les bandits de Berchtesgaden et de Sigmaringen..." Ploum, ploum, tambours battez ! En réalité, si l'on examine sérieusement les réactions de la foule, chacun a compris que le jour de la victoire marquait pour la France à peine une étape. Aussi les fêtes de la Victoire se sont-elles déroulées à Paris dans une atmosphère assez factice. Sans doute des cortèges, des hurlements, des illuminations. Mais en somme rien de délirant. Pour ma part, j'ai été me promener avec mon petit frère et une camarade fort tard dans la nuit. L'Opéra, sur fond rouge cardinal, était splendide. Un concert, des chants. Des danses à tous les coins de rue. Une foule assurément joyeuse, mais joyeuse pour ainsi dire par convenance, parce qu'il convient de crier et de parler fort le jour de la Victoire. Qui du reste était capable de se réjouir ? Les uns ont trop souffert et sont encore bien souvent torturés d'inquiétude pour l'un des leurs. Pour la plupart aussi, ils ont conscience du lourd avenir qui s'ouvre à nous ; ils songent à notre faible part dans la lutte finale. »

Quant aux autres, la description que j'en faisais n'était pas tendre mais assez bien vue :

« Comme ils sont toujours restés indifférents à la guerre, à la Résistance, à la déportation, à n'importe quoi d'autre qui ne concerne pas l'estomac, ils sont incapables de se réjouir d'une victoire qui leur est étrangère. Leur joie ne peut être que de l'ersatz, comme la douleur qu'on éprouve à la mort d'un parent qu'on n'a jamais vu mais qu'on pleure en famille. Seuls se sont amusés ce jour-là les imbéciles de la fac. de droit qui se sentent soulagés parce qu'ils n'ont plus à parler à mi-voix de leurs parties de plaisir. C'est la libération pour eux. En avant les surprises-parties à ciel ouvert, les cigares aux lèvres, les flirts affichés, le snobisme et la distinction. Aussi, trois minutes après le déclenchement des sirènes, formaient-ils un monôme au cri de "Lop au pouvoir !" ou "Embrassez, embrassez". 25 millions de morts aboutissent à cette dérision. »

Cette philippique contre ceux que j'appelais dans la même lettre « les futurs décorés de la Légion d'honneur » exprimait une amertume somme toute compréhensible.

De même j'avais tellement, avant guerre, suivi mon père quand,

---

1. Ferdinand Lop, mi-mascotte, mi-amuseur, fut une pittoresque figure du Quartier latin chargée d'incarner le politicien dérisoire des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques. Mais jamais promesse électorale ne fut aussi bien remplie que la sienne qui consistait à « prolonger le boulevard Saint-Michel des deux côtés jusqu'à la mer » !

passionné par les campagnes électorales, il courait les préaux où parlaient les candidats que je ne pouvais rester insensible à l'ardeur de la première consultation d'après-guerre, celle des élections municipales des 29 avril et 13 mai 1945. Avant les résultats, j'étais remplie de crainte : « Des camarades m'avaient dit que les ouvriers se détachaient du Parti, n'avaient pas compris le discours de Thorez de février<sup>1</sup>. Mais le lundi où les résultats furent connus fut pour moi l'un des jours les plus heureux depuis la Libération. » Et, dans la même lettre, je commentais, déjà bien savante :

« Toutes les voix qui se sont portées sur les listes antifascistes ne sont pas celles de vrais communistes... Il faut prendre garde de ne pas commettre la faute du parti socialiste allemand de 1900 qui, sous prétexte de garder les votes des électeurs non socialistes mais mécontents du régime, s'avachit et se dissocia. Je crois d'ailleurs que nous ne risquons pas cette faute car, à une réunion électorale où je suis allée, Georges Cogniot a bien marqué la différence entre le programme actuel, programme du CNR, et le véritable programme communiste. »

Mais, hors ces quelques grandes secousses, je suivais les événements courants non pas de loin, bien au contraire, mais de l'extérieur, sans pouvoir en juger vraiment, avec le sentiment qu'il me fallait reprendre les choses au commencement. En juin 1945, par exemple, je citais dans une lettre à Guy « les événements de Syrie, le problème arabe, Constituante et Constitution, la scission du MLN, le vote à San Francisco, les troupes communistes en Chine, le problème allemand, les élections en Angleterre, le discours de Churchill, le silence de Truman » : chacun d'eux, sauf à recopier *L'Humanité*, exigeait une analyse dont je n'étais pas capable.

C'est d'ailleurs pourquoi j'étais sensible aux appels à l'« éducation » que lançaient avec insistance les dirigeants des Jeunesses et du Parti. Déjà dans son rapport d'octobre 1944, Léo Figuières avait consacré l'un de ses derniers développements à mettre en garde contre le danger de « donner des textes ardues à nos jeunes camarades ». Il faut, proposait-il, procéder par stades, d'abord faire assimiler certaines connaissances marxistes-léninistes, faire étudier des extraits de *L'Histoire du PC (b) de l'URSS* et seulement après faire étudier les six cours que le Parti venait de rééditer.

C'était bien la démarche que j'avais suivie. A mes notes prises en classe se mêlaient celles que, dans le même moment et le même style, je prenais en lisant les cours du Parti et que je rangeais dans une chemise portant l'inscription « Communisme » !

Comment est-ce que ça s'arrangeait dans ma tête ? Comment s'articulaient, s'emboîtaient, se fondaient ces divers apports ? Eh bien, cela n'avait pas l'air de s'arranger. Je m'en expliquais dans la même lettre à Guy du 15 mai 1945 :

« La philosophie de K(ant) m'a en effet jetée bas. Je ne sais plus rien. Mon intelligence contemple d'un œil plutôt abruti les ruines de toutes mes primitives idées. Quand j'étais en<sup>2</sup>, j'avais quelques conceptions dont je ne savais pas

1. Il s'agit sans doute du fameux rapport, intitulé *S'unir, combattre et travailler*, présenté à la session du Comité central des 21-23 janvier 1945.

2. Classe de philosophie.



d'ailleurs l'origine. Jeune communiste, on m'a fourni quelques formules que j'ai consciencieusement retenues et répétées. Mais à présent il s'agit pour moi de tout reprendre par le fond. »

Il ne me restait, au milieu de ces décombres, qu'une boussole — combien précieuse ! puisque, grâce à elle et bien plus tard, j'ai pu, égarée et perdue, retrouver mon chemin. Toujours dans cette même lettre à Guy, j'écrivais en effet :

« Je veux créer en moi et jalousement garder une exigence d'honnêteté intellectuelle, qui, à mon sens, est un aspect de la pureté morale. Hier soir, on nous a rendu la composition d'histoire et notre professeur m'a fait un compliment qui m'a remplie de joie, elle m'a dit : "Vous avez fait un devoir d'histoire socialiste. Vous vous êtes laissé entraîner à comparer avec notre époque, à donner une définition de la démocratie (nous avions à traiter l'évolution de la démocratie en Grande-Bretagne de 1815 à 1914) trop moderne. Vous êtes passionnée, mais on voit pourtant que vous cherchez la précision, l'impartialité et c'est cet effort, cette lutte interne qui fait la valeur de votre travail." C'est exactement ce qui me tracasse : comment concilier l'ardeur de la vie, la ferveur (ferveur et Nathanaël, seuls mots que j'aime chez Gide), la passion qui fait le rayonnement d'une personnalité, et en même temps le refus du mysticisme, la volonté d'élucider, de restreindre au maximum l'irrationnel et l'absurde de l'existence. Je ne m'abandonnerai jamais au facile vagissement d'un Gide et d'un Kierkegaard. Mais d'un autre côté, c'est mutiler notre être que mépriser le mystère de notre sensibilité esthétique, ou autre, que réclamer une rationalité totale, une logique exacte de notre action. »

Le concours approchant, la vie militante était suspendue pour un temps. Les dernières semaines avant l'écrit, je m'engloutis dans un travail fastidieux et harassant de révisions. Les épreuves écrites se déroulèrent du 29 mai au 5 juin sur des sujets sans surprise. Composition française : « L'on examinera dans quelle mesure les romantiques ont ouvert à la poésie française des voies encore peu frayées, l'ont dotée de moyens nouveaux et lui ont assuré par là un enrichissement durable ». Histoire : « Les transformations politiques, économiques, sociales et religieuses en Angleterre de 1815 à 1848 ». Version grecque : un texte d'Isocrate intitulé « Comment, dans l'ancienne Athènes, l'aréopage se préoccupait des mœurs des citoyens et, particulièrement, des mœurs de la jeunesse ». Thème latin : un texte de l'*Émile* de Jean-Jacques Rousseau sur Auguste. Seul le sujet de philosophie m'avait paru plus stimulant : « Que pensez-vous de cette formule de Spinoza : "L'homme qui est dirigé par la Raison est plus libre dans la Cité où il vit selon le décret commun que dans la solitude où il n'obéit qu'à lui-même" (*L'Éthique*, 4<sup>e</sup> partie, proposition LXXIII) ? ».

Au long de ces épreuves, un seul incident burlesque : le réveil dont je m'étais munie (ma mère m'avait d'ailleurs promis, en cas de succès, de m'offrir une montre qui serait ma première montre) se mit à sonner, l'imbécile, en pleine composition d'histoire et à l'hilarité générale.

Dans les semaines qui suivirent, je préparai l'oral — à tout hasard, portée soit par le sentiment d'avoir à l'écrit assez bien « rupiné » (un verbe, dans notre langage khâgnal, probablement dérivé de « rupin »), soit par un sentiment de résignation philosophique.

Le 28 juin, dans cette même partie de la Sorbonne où trois ans plus

tôt, à la veille de la Grande Rafle, j'avais passé l'oral du bac, 1<sup>re</sup> partie, j'apprenais que j'étais admissible en même temps que mes plus chères compagnes. Je transmis aussitôt la bonne nouvelle à qui de droit — bien sûr en latin khâgnal : « *Rupinans, admissibilis sum, digitis in naso* » et je signai : *Anna Mitro, Huppaeae discipula* (mon professeur de latin s'appelait Mme Huppée).

*Digitis in naso* ? C'était bien vite dit. Non que l'oral, qui se déroula du 2 au 6 juillet, se passât dans une atmosphère décourageante. Au contraire, si j'en crois la description que j'en fis à Guy :

« Philo : le fondement de la causalité. Jury : Bayer et Lavelle. — Imagine-toi un type athlétique avec des bajoues ; pas du tout l'homme idyllique et jeune premier dont les livres reflètent l'image ; plutôt genre satire. Il m'a entraînée dans l'univers divin ; les relations de la causalité et de la temporalité. J'inclinai gentiment la tête et l'approuvais béatement, en lorgnant sur Bayer qui, lui, se taisait. Car, sur les deux membres du jury, il y en a un qui interroge et torture la candidate tandis que l'autre sourit finement, approuve de la tête ou branle du chef en guise de vigoureuse protestation.

Grec : Cyropédie. Traduction "audacieuse". Le jury n'a pas pu garder son sérieux, tellement je fonçais dans les difficultés et tombais... à côté la plupart du temps. C'est d'ailleurs la caractéristique de l'impression que j'ai faite : tous les jurys se sont amusés, je ne sais pas pourquoi. Il suffisait que j'ouvre la bouche pour les entendre glousser. Le plus drôle, ce fut en latin, avec Mandouze, rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, professeur de fac., vingt-huit ou trente ans, déguisé en capitaine. Je me suis disputée avec lui pour une interprétation (*L'Énéide*, XII), Turnus refuse la "collaboration", nous nous sommes quittés fort bon amis. Il m'a simplement déclaré en riant à la fin : "Je pense que vous aurez des loisirs à Sèvres. Je vous conseille d'étudier votre grammaire Riemann. C'est un livre passionnant." Ce qui implique à la fois que je ne sais pas ma grammaire, mais que j'intégrerai. »

Hélas, non : 41<sup>e</sup> à l'écrit avec 13,33 en français, 13 en philosophie, 14 en histoire (notes un peu faibles pour moi mais tout de même très honorables), 11 en version latine mais 5 en version grecque et 0,5 en thème latin (Mandouze savait donc de quoi il parlait quand il me conseillait d'apprendre ma grammaire latine), j'étais remontée à l'oral à la place de 26<sup>e</sup>... surtout grâce à Mandouze qui, sans doute pour se faire pardonner son 0,5 de l'écrit, m'avait donné 17 !

26<sup>e</sup>, mais le jury n'avait déclaré reçues que 22 candidates. Pour quatre places et onze points, j'étais réduite à ne recevoir qu'une bourse de licence. Malgré la terrible déception de ma mère, je m'apprêtais à faire contre mauvaise fortune bon cœur (déjà un travail intéressant m'était proposé, j'en reparlerai) quand, du jour au lendemain et à mon insu, se produisit un coup de théâtre. Sur démarche de mes professeurs de khâgne dont l'un d'eux (indiscrètement ?) faisait valoir à la directrice de l'École normale supérieure, Mme Prenant, mes états de service « militaires », le jury décidait de demander qu'on me prît en surnombre sur une liste spéciale — ces listes spéciales des lendemains de guerre... Il y avait une difficulté administrative : une telle liste spéciale avait été prévue pour le premier concours après la Libération, mais non pour celui-ci qui était le second. La décision dépendait

du ministère. Elle me fut favorable. Quelques jours plus tard, par arrêté du 2 août 1945, mon nom figurait sur une liste qui s'ajoutait à la liste normale.

Cet épisode me fut pénible. Certes, j'avais une envie folle d'entrer à Sèvres, pas pour le titre (par nature et sans effort je n'étais pas portée sur les vanités d'établissement), mais pour la sécurité que me donnerait le statut de normalienne, la sécurité financière au premier chef et, avec elle, la liberté de poursuivre mes études dans de bonnes conditions. Mais entrer à l'École à titre exceptionnel me faisait scrupule : même si je ne prenais la place de personne puisque j'étais « en plus », même si on ne faisait là que me permettre de rattraper le temps perdu (le temps perdu ? Je n'avais tout de même que dix-huit ans et du temps à perdre, il m'en restait encore ! Mais, justement à dix-huit ans, on n'en juge pas forcément ainsi), je gardais au cœur le regret que ce que j'avais fait dans la Résistance ne fût pas resté secret.

Je m'en ouvris à M. Seguin pour qui j'avais un immense respect tant sa culture, sa délicatesse, sa dignité m'en avaient imposé les quelques mois que j'avais passés en hypokhâgne à Grenoble. De sa belle écriture, il me répondit par retour :

« Je suis persuadé que vous serez à votre place à Sèvres et tiendrez tous les engagements que vous prenez devant vous-même. Ce dont je vous en veux personnellement, c'est de vos notes de latin et de grec. Sans doute s'expliquent-elles assez bien — et trop — mais je conçois mal, pour ma part, de bonnes études littéraires sans d'honorables résultats en version et en thème. Je ne vous dis pas cela en manière de reproche, croyez-le bien, plutôt à titre de conseil, et un peu de regret : car vous pensez bien que je me doutais un peu l'an dernier du peu de temps que vous consacriez à certains travaux [...]. Oui, il y a là, croyez-moi, une lacune à combler... »

Une nuit entière, je sanglotais de n'avoir pas la force de refuser le cadeau qui m'était fait et que seul le sacrifice de Maurice me valait. Mais les dés étaient jetés. Le 2 novembre suivant, je franchissais le portail de la rue de Chevreuse où, provisoirement, l'École était repliée depuis son départ de Sèvres. Ce jour-là, du même coup, je quittais la maison, la maison de mes parents, pour toujours. J'y reviendrai certes fidèlement et par bonheur encore quarante années durant, mais je n'y habiterai plus. Pour toujours. Embarquant mon léger bagage sur un pousse-pousse, je saluais chaque locataire croisé dans l'escalier et murmurais : « Je m'en vais. Je m'en vais pour toujours. Oui, pour toujours. » Mais aucun bruit de porte qui se ferme n'eut le son inexorable et menaçant que j'avais dans l'oreille depuis 1942.

## 2.

### 1945-1947. Sévrienne

« La génération que nous formons ensemble  
Est massive et ailée comme un essaim d'abeilles.  
A quel arbre pendra sa grappe bourdonnante,  
Et quel sera le goût de notre nouveau miel ? »

Henri Franck, *La Danse devant l'arche*,  
Gallimard, 1921.

« Ni dans les écoles élémentaires, ni dans les écoles supérieures, on ne doit enseigner des matières qui admettent des interprétations de parti ou de classe. Seules doivent y être enseignées des matières telles que les sciences naturelles, la grammaire, etc. (les règles grammaticales, par exemple, restent les mêmes, que ce soit un tory croyant ou un libre penseur qui les explique...). Pour ce qui est de l'économie politique, de la religion et d'autres matières, on ne peut les enseigner ni dans les écoles élémentaires ni dans les écoles supérieures. Ce genre d'enseignement est l'affaire des adultes... »

Karl Marx, édition allemande des *Œuvres complètes* de Marx et Engels, Dietz Verlag, Berlin, t. XVI, p. 562. Cité par Kostas Papaioannou, « Les producteurs associés. Dictature, prolétariat, socialisme », *Diogène*, Gallimard, 1968/64, p. 175.

L'École normale supérieure de Sèvres avait déjà commencé son errance mais conservé dans son nom le souvenir du lieu où, en 1881, lors de sa fondation, elle s'était installée : l'ancienne Manufacture de Sèvres, son parc et ses dépendances. Son transfert à Paris, où les élèves, issues en majorité des rigoureux internats de province, aspiraient à résider, avait été depuis la fin de la Grande Guerre périodiquement évoqué. Il fut question un moment de l'ancien couvent des Oiseaux dont les bâtiments étaient vacants, mais ce fut au nouveau lycée Victor-Duruy qu'ils furent attribués. Avec l'évolution graduelle de l'enseignement supérieur féminin qui imposa dans les années 30 aux sévriennes la préparation en Sorbonne des licences et agrégations de

l'enseignement secondaire, la chose devint inéluctable. La guerre et l'occupation en précipitèrent l'urgence car il n'était plus possible de conduire chaque jour des élèves de Sèvres à Paris.

En 1941, l'École trouvait un premier havre dans deux bâtiments séparés. Les scientifiques étaient logées à la Maison des Étudiantes boulevard Raspail, les littéraires rue de Chevreuse. Mais Raspail n'était qu'un dortoir ; la maison commune, c'était la rue de Chevreuse.

Un vieil hôtel du XVIII<sup>e</sup> siècle avait abrité là un club, Reid Hall, qui accueillait les femmes diplômées des universités américaines de passage à Paris. En 1940, le club dut suspendre ses activités. Quand, après la victoire de 1945, il revendiqua son bien, Sèvres dut en juillet 1947 de nouveau déguerpir pour occuper un terrain prêté « provisoirement » par la Cité universitaire boulevard Jourdan. Les bâtiments, construits en catastrophe, ressortissaient du style insipide qui, à l'époque, annonçait aussi bien une crèche, un commissariat de police, un couvent, une piscine ou un guichet de Sécurité sociale.

Je n'ai habité l'École que dans la période où elle était installée à Reid Hall. Avant que la célèbre boîte du Jockey se transportât du coin de la rue Campagne-Première à celui de la rue de Chevreuse, celle-ci n'était qu'une toute petite rue dont les façades à deux ou trois étages seulement, bien alignées avec leurs volets souvent fermés, rappellent les paupières closes des couvents de nos pieuses provinces. Elle s'ouvre perpendiculairement sur le boulevard Montparnasse à une centaine de mètres de ce carrefour Vavin qui fut, dans les années 30, en un minuscule périmètre — le quadrilatère d'une cinquantaine de pas sur cent cinquante que dessinent, entre le carrefour et Notre-Dame-des-Champs, les quatre cafés majeurs : le Dôme, la Rotonde, le Select, la Coupole — le lieu géométrique du rassemblement international et pluridisciplinaire d'artistes auquel André Warnod, chroniqueur de la vie des arts dans le journal *Comœdia*, avait donné le nom d'École de Paris<sup>1</sup>.

A vrai dire, en 1945, le quartier ne faisait encore que secouer timidement la somnolence qui l'avait saisi pendant les cinq années de guerre. Je crois bien n'être, de tout mon séjour à l'École, jamais entrée dans aucun des cafés où auraient pu m'attirer les fantômes de Guillaume Apollinaire et de Max Jacob et plus encore ceux des peintres et sculpteurs que Marevna, « fille de la mer » comme Maxime Gorki avait baptisé à Capri Maria Rosanovitch Vorobieff, peignit dans ses « Hommages aux amis de Montparnasse » ou dont elle fit le portrait, Mané Katz, Kisling, Chaïm Soutine, Ossip Zadkine dont Jean Cassou a si magnifiquement parlé, Alberto Giacometti, Chagall, Zborowski, Pinchas Krémègne, Kikoïne, Modigliani et sa femme Jeanne Hébuterne.

Ce quartier de Montparnasse, avec sa consonance évocatrice des muses, était à ce point mythique que je n'eus pas, en arrivant à l'École, conscience de m'y installer. Le point extrême, avant guerre, du Paris de la rive gauche

1. Cf. la communication d'Andrée Jacob, « Montparnasse de 1919 à 1940. Les années folles ». In Commission du Vieux Paris, supplément au Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris, n° 82, oct. 1990.

que j'avais connu, ç'avait été le jardin du Luxembourg. La rue de Chevreuse était donc un lieu un peu excentrique encore que, par la rue Vavin, tout proche du verger et du potager, qu'embaumait le miel des ruchers et où j'aimais m'asseoir aux petites heures prometteuses et fraîches du matin quand ne les traversaient que des silhouettes imprécises, le nez dans les lainages qui les emmitouflaient. Près de quarante ans plus tard, l'un de mes jeunes collègues du Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de la Fondation des Sciences politiques, à son tour installé rue de Chevreuse, m'emmena de là déjeuner à la Coupole ; je me pris naïvement à admirer que j'avais moi aussi habité Montparnasse.

Une fois franchi le portail du 4, rue de Chevreuse, on trouvait, sous la voûte à gauche, la conciergerie — un haut lieu pour toutes celles, nombreuses parmi mes compagnes, qui attendaient paquets et lettres de leur famille —, à droite le parloir, pièce revêche bien faite pour décourager les visiteurs, ces frères et surtout ces « cousins » à qui Joseph, notre cerbère, avait mission de dénier le droit d'aller plus loin. De là, par une large entrée vitrée, on pouvait apercevoir un joli jardin semé de petits cailloux et bordé de fleurs. Au fond, quelques arbres pas trop mignards dominaient une charmille. Quand il faisait beau on y disposait tables et chaises de fer. Entre deux cours, on lisait les ouvrages empruntés à la bibliothèque. Celle-ci, avec ses boiseries de chêne sombre et ses fauteuils de cuir, s'ouvrait par une mezzanine sur la grande salle de réunion, coiffée d'une verrière, qui donnait, elle, de plain-pied sur le jardin.

L'intérieur du bâtiment était assez biscornu. Pour arriver à ma chambre, il me fallait tourner à gauche sous la galerie couverte, monter deux étages d'un escalier étroit, emprunter un couloir, tourner encore à gauche, faire vingt mètres, rencontrer une ouverture, descendre quatre marches et remonter un étage d'un escalier dérobé. A cette hauteur où ne nichaient que trois petites thurnes — les autres se trouvaient au fond du jardin dans un pavillon vitré un peu plus moderne —, on jouissait d'un vaste espace dégagé avec vue, par-delà les toits de zinc, sur un atelier d'artiste où l'on disait qu'au printemps on avait loisir de contempler les modèles nus que le peintre faisait venir, parfois... des sévriennes. Pur phantasme, ô mon école « vierge et perverse », j'en puis attester !

Nos thurnes étaient minuscules. Une grâce : nous y aurions moins froid dans l'obscurité d'un hiver où les ruptures de stock en charbon alternèrent avec les pannes d'électricité. Certains jours l'électricité était coupée chaque demi-heure. Faute de bougies et une fois épuisé le pétrole alloué pour alimenter les lampes ressorties des greniers, c'était sans remède.

La cothurne — la compagne de chambre en argot normalien — qui m'avait été attribuée se décida au dernier moment à conserver le statut d'externe. La chose était contraire aux usages, mais l'exiguïté des locaux incitait l'Administration à envisager avec faveur une telle requête. Aussi ma première soirée à l'École me procura-t-elle la double jouissance que j'ai déjà signalée : celle d'avoir une chambre à moi toute seule et un lit de même. Je n'eus pas même la charité d'adresser une pensée émue à ma petite sœur. Bien qu'ayant la mauvaise habitude de coucher en travers et me

flanquant de ce fait régulièrement à terre, elle avait pourtant vigoureusement protesté contre mon départ de la maison et la fin d'une cohabitation nocturne qui avait été notre lot commun depuis qu'elle n'était plus un bébé au berceau.

Ce ne fut qu'à la rentrée de janvier que j'eus une cothurne pour de bon. Ce jour-là avait traditionnellement lieu la « valse des cothurnages ». De même qu'à un signal donné on changeait jadis de partenaire au quadrille, de même les cothurnes qui s'estimaient avoir été mal appariées étaient invitées à jouer aux quatre coins.

Dans le climat d'effervescence produit par ces chassés-croisés, on se heurtait à des filles transbahutant tiroirs, commodes et petites tables, piles de livres et matériel de petit ménage.

Pour moi, ce ne fut pas un arrangement administratif mais un choix de cœur que les années n'ont pas démenti puisque Paule et moi, tout au long de notre existence, nous avons continué à nous faire signes et signaux. Cette année encore où j'écris ces lignes, quand, en un matin glacé d'un printemps tardif, nous avons ensemble pris le petit déjeuner dans une maison amie de Newton (Massachusetts), j'ai pu vérifier quelle bénédiction avait été notre compagnonnage. Nous n'étions pas réunies depuis cinq minutes, moi venue de Cambridge où j'avais donné une conférence au Centre d'études européennes que dirige Stanley Hoffmann, elle *full professor* de plein exercice à l'université de Boston, que nous avons renoué le fil de ces méditations à deux voix dont avaient été jalonnées nos austères soirées sévriennes.

Paule Verdet n'appartenait pas à ma promotion mais à une promotion antérieure d'une année ou deux. Elle en était déjà à préparer son diplôme de philosophie consacré à « L'idée de personne chez Kant ». C'est moi qui, je crois, lui avais demandé si elle voulait bien être ma cothurne. Paule m'avait en effet, dès que je l'avais rencontrée lors des premiers repas pris au réfectoire, émue par la sérénité qui émanait d'elle, son caractère égal, le rayonnement spirituel qui était le sien, la paix, la grâce qu'elle répandait et qu'égayait l'accent du Midi conservé de Valence, la ville de sa jeunesse.

Paule avait perdu son fiancé, Pierre, à la guerre. Partager silencieusement la même douleur d'un deuil insurmonté nous avait d'abord rapprochées. Mais tandis que j'avais le sentiment d'être pleine de choses mortes en moi — « les Allemands nazis sont passés par bien de mes chemins qu'ils ont défoncés et ravagés », écrivais-je le 16 décembre 1945 —, Paule avait préservé le don qu'elle avait de faire jaillir en elle et autour d'elle la vie.

C'était la « sainte » de l'École, mais une sainte si ordinaire, si pareille à nous toutes que sa sainteté, loin de nous offusquer, nous charmait. Elle me fut d'un inestimable secours. Quand, très tôt le matin, elle se levait et partait entendre sa messe rue d'Assas, quand, à complies, elle se réunissait avec quelques-unes des plus pieuses de nos compagnes pour un dernier office, quand, tard le soir, nos livres et nos cahiers enfin fermés, elle faisait sa toilette et sa prière avant que, toutes deux couchées, nous échangions nos réflexions et nos pensées de la journée, elle me donnait ce que je cherchais alors avec une inquiétude croissante : le spectacle de la dignité

que procure à une femme la foi dans le Dieu de son enfance. Non que je fusse portée à éprouver de l'attrait pour une religion qui n'était pas la mienne. Mais Paule a contribué à donner une teinture chrétienne à la foi laïque, à l'agnosticisme fervent qu'incarnait mon adhésion au communisme. En même temps, elle a contribué à ce que je saisisse avec exactitude la nature d'une foi authentiquement religieuse et que je ne confonde pas avec celle-ci une croyance telle que la croyance communiste, si ambitieusement plénière fût-elle.

Paule, dont le père avait commencé sa vie professionnelle comme dessinateur aux chemins de fer, avait été en 1941 à Lyon secrétaire générale adjointe de la JEC de zone sud<sup>1</sup>. Sa foi était donc active et je n'avais rien à lui apprendre sur les malheurs du temps. Même si, comme je l'écrivais, « je m'amusais à la mettre au pied du mur, à opposer sa religion à sa volonté de révolution ». Elle n'appelait même pas charité ce que j'appelais justice. Elle avait de la France un amour qui ne se distinguait pas du mien. Ensemble, un soir, nous avons lu tout haut la *Jeanne d'Arc* de Péguy...

Paule m'a aidée à ne pas faire vertu de mon goût tenace pour une taciturne solitude. Elle savait, d'une science très sûre, créer dans la thurne une atmosphère chaude et joyeuse tout en respectant notre liberté à chacune de travailler, manger, dormir comme nous l'entendions. La liberté dont elle se voulait garante n'était pas négligence, indifférence à l'autre mais au contraire une liberté toute pénétrée de sollicitude et d'attention. Moi qui n'avais jamais vécu qu'avec mes frères et sœur, cette vie à deux dont la seconde ne m'était proche que par les liens d'une confiante et admirative amitié me fut un apprentissage heureux.

Est-il étonnant, dans ces conditions, que Paule et moi, nous ayons convenu en riant, un soir de février 1946 où, levant la tête de nos livres respectifs — il est vrai que de mon côté je lisais un ouvrage canularique d'un certain Hardy sur la psychologie des peuples —, et contemplant les tulipes, achetées par la première, qui s'épanouissaient, moirées, dans le vase de cristal de la seconde, que « Sèvres est un paradis de bonheur et que nous ne saurions trop nous émerveiller de notre destin » ? Nous retrouvions ainsi la formule même qu'emploie Madeleine de L'Hopital, de la 41<sup>e</sup> promotion, dans un texte publié par le bulletin de l'Amicale des anciennes élèves de l'École, SÉVRIENNES : « Notre arrivée à Sèvres en 1921, c'était vraiment l'entrée au paradis. »

Incohérence de la jeunesse ! Je proclamais en février dans une lettre privée la joie que j'avais d'être à Sèvres, mais en août dans une autre lettre au même destinataire j'approuvais l'indignation de l'une de mes condisciples qui traitait l'École d'« école bourgeoise et snob » :

---

1. La Jeunesse étudiante chrétienne ou JEC eut de 1940 à 1943 deux secrétariats généraux séparés, l'un à Paris, l'autre à Lyon, animé par Maurice-René Simonnet qui fut l'un des principaux fondateurs à la Libération du MRP. Cf. Alain-René Michel, *La JEC (1938-1944) face au nazisme et à Vichy*, Éd. Presses Universitaires de Lille, 1989. Préface de René Rémond.



8 août 1946

« J'ai reçu plusieurs lettres de camarades de l'École. Une intéressante entre toutes d'une agrégative qui attend ses résultats (elle sera d'ailleurs reçue) : non communiste (son frère, si mais pas elle), fille d'instituteurs qui ont élevé quatre enfants, elle m'écrit : "Je ne regretterai pas cette école bourgeoise et snob où on ignore le peuple, où on *veut* l'ignorer." Il s'agit de Sèvres naturellement. C'est vrai, malheureusement. Et je pense que l'esprit est difficile à changer, parce que cette école est une école de classe moins par l'origine des élèves que par les postes qui leur sont destinés. »

Ainsi j'observais avec équité que les filles de l'École sortaient peut-être de la cuisse de Jupiter — la chouette de la subtile Athéna était l'emblème de la khâgne — mais, dans leur quasi-totalité, sûrement pas de la bourgeoisie. Or, si je parlais raisonnablement de ce que je connaissais *de visu* et par expérience, je n'en divaguais pas moins sur ce dont je ne savais encore rien. « Les postes qui nous étaient destinés », faut-il préciser que ce fut, là aussi pour la majorité écrasante de notre promotion, des postes de professeur de lycée dont il serait excessif de prétendre, quarante années plus tard, que ce furent des postes réservés à une élite choyée ? Comment, après cela, ne pas se méfier *a contrario* des notations amères de tant de biographies et autobiographies de dirigeants communistes, tels Lucien Midol, Georges Cogniot ou Florimond Bonte, faisant remonter leur inclination à s'engager dans la voie du communisme au fait que, boursiers, venus de familles modestes, ils avaient fait à l'école l'expérience de la solitude due au déclassement par le haut que leur infligeait la fréquentation de leurs camarades plus fortunés<sup>1</sup> ? Car enfin l'École des arts et métiers de Châlons-sur-Marne pour le premier, l'École normale supérieure pour le second, le collège catholique de Tourcoing pour le troisième, ce n'était tout de même pas des « nids de gentilshommes ».

Les multiples caricatures auxquelles la vie à Sèvres a donné lieu ont contribué à terroriser par avance mes condisciples en leur inspirant la crainte d'être promises à un revêche célibat. Les promotions qui ont succédé à la mienne dans les années 50 ont d'ailleurs été davantage la proie de cette obsession que nous le fûmes au sortir de la guerre. Peut-être parce que, avec le retour des prisonniers et des soldats démobilisés, la fin des années 40 fut une époque tout à la fois d'équilibre et de vitalité démographiques. Sans être rationnellement averties des conclusions d'une science qui n'était encore ni très développée ni très enseignée, nous avions le sentiment que notre classe d'âge n'était pas menacée. Plusieurs d'entre nous étaient déjà fiancées : Jacqueline, Claire, moi... Les parties de canoë entre l'écrit et l'oral des concours avaient servi à apparier khâgneuses de Fénelon et khâgneux de Louis-le-Grand avec le sérieux que nous étions accoutumés à mettre dans tout, travail et amour ! Si ce ne fut pas là tout mon roman, ce fut celui, ardent et retenu, des plus proches de mes compagnes : Claire avec Roger Quillot, Jacqueline avec François de Labriolle.

1. Lucien Midol, *La voie que j'ai suivie*, Paris, Éditions Sociales, 1973 ; Georges Cogniot, *Parti pris*, Paris, Éditions Sociales, 1976 ; Florimond Bonte, *De l'ombre à la lumière*, Paris, Éditions Sociales, 1965.

Sans doute les mariages qui nous attendaient devaient-ils être pour le plus grand nombre des mariages entre enseignants. Sur les normaliens littéraires des six promotions de la rue d'Ulm entre 1948 et 1953, Pierre Bourdieu et Monique de Saint-Martin ont calculé que 85 p. 100 des 155 élèves concernés s'étaient mariés, 59 p. 100 de ceux qui s'étaient mariés avaient épousé une enseignante, 58 p. 100 de ceux qui avaient épousé une enseignante avaient épousé une enseignante agrégée, 49 p. 100 de ceux qui avaient épousé une enseignante agrégée avaient épousé une sévrienne. La belle affaire ! Recalculé en chiffres absolus, cela ne fait que six cas par promotion. N'est-ce pas à peu près ce qu'on peut observer dans n'importe quelle grande institution d'enseignement supérieur mixte ?

Sans doute, selon les fortes paroles prononcées à la rentrée de 1938 par la directrice qui avait, plus qu'aucune autre, infléchi dans un sens libéral la discipline de l'École, Mme Eugénie Cotton — la future présidente, dans les années du stalinisme triomphant, de la Fédération démocratique internationale des femmes —, étions-nous aussi averties que « pour les élèves d'une École normale le plus grand des bénéfices, c'est la vie en commun avec des camarades du même âge... C'est pour cela que le régime normal d'une telle École doit être l'internat. En conséquence, l'état de mariage ne peut être qu'exceptionnel ».

Nous avions en effet bien conscience que l'École nous apportait un répit d'un prix inestimable. Avant d'être accaparées par les devoirs familiaux et professionnels, nous avions, trois ou quatre années, tout loisir de nous instruire et de nous cultiver — trois ou quatre années où nous étions dispensées de quelque obligation que ce soit, même celle d'assister aux cours donnés à l'École par professeurs et agrégées-répétitrices. Nous étions déchargées de tout souci matériel sauf à nous procurer quelque argent de poche en « tapirisant ». Tapiriser, c'était donner chaque semaine quelques leçons particulières à des cancre bénis, ainsi dénommés sans doute parce que, dans leur effort pour suivre les laborieuses explications de leur juvénile professeur, ils allongeaient leur museau à la manière des tapirs d'Amérique et de l'Asie tropicale. Mais c'est assurément là une explication débile, à lire la « Théorie du Tapir » que propose Claude Lévi-Strauss dans le chapitre 12 de *La Potière jalouse* (Plon, 1985) !

Originaires de familles en général peu portées sur l'esbroufe, par nécessité ou par inclination, nous étions naturellement préparées à la « vie sévère et recueillie » que Camille Sée, rapporteur à la Chambre du projet de création d'une École normale supérieure de jeunes filles, avait souhaitée pour nous.

J'avais reçu comme numéro d'identification pour le linge de mon trousseau le n° 107 ; mon frère Henri avait eu, dans ses années d'internat, le n° 7 ; il ne me fallut que rajouter un 10 pour hériter de ses restes. Je montai mon ménage avec la même sobriété. En furetant dans les placards de ma mère, je pus dénicher un vase de grès et un pot à beurre (bien que du beurre, pour l'instant, il n'y en eût guère à conserver), deux petits pots ébréchés mais de jolie forme, une tasse (il lui manquait son anse) avec une

soucoupe, deux autres tasses sans soucoupe, l'une énorme, l'autre toute petite, enfin quatre petites cuillères.

Cette quasi-indigence ne me singularisait pas. En 1945-1946, la vie quotidienne des Parisiens était dure, plus dure encore, on l'a un peu oublié, qu'elle ne l'avait été en moyenne pendant la guerre où de surcroît « l'espoir » d'une libération prochaine « faisait vivre ». On ne peut comprendre les évolutions politiques complexes des années 46-47 si on ne prend pas en compte la détérioration persistante du niveau et des conditions de vie liés à une inflation galopante — dans l'automne 45, les prix à Paris variaient de jour en jour — et à un ravitaillement de plus en plus déficient. Dans mes lettres de cette année 1945-1946, bien qu'encore « J3 », ayant droit de ce fait chaque jour à un quart de litre de lait ainsi que, de temps en temps, à une barre de chocolat et, bien que ce ne soit dit qu'en passant, je parle de la faim qui me tourmente. J'attends que sonne la cloche du déjeuner, mais j'ai déjà mangé tout le pain qu'assurent les tickets de la journée, ces 300 grammes de pain jaune dont la couleur est due à la farine, composée en forte proportion du maïs dur jusqu'ici destiné aux bêtes. Faillots ou pâtes, j'ai le ventre gonflé mais non satisfait. La preuve en est qu'une histoire de tartelette m'est demeurée inscrite en mémoire et qu'elle figure symboliquement la grâce qui me sera donnée entre toutes ! Mais n'anticipons pas.

Encore un an plus tard, je rends visite à mon frère aîné alors interne à la Maison des Mines. Celui-ci me fait observer l'ordre judicieux de son installation et m'emmène pour comparaison chez l'un de ses anciens compagnons d'armes devenu un ami commun, un camarade du Parti, un familier aussi de la maison de mes parents — sa famille à lui, une riche famille juive du Protectorat chérifien, résidant au Maroc. Or, dans le bidet qui trône bizarrement en plein milieu d'une chambre dont l'indescriptible désordre est celui d'un troufion tout juste libéré des obligations du lit au carré, je contemple, fascinée... un pot de confitures.

Ce très charmant garçon à la tenue tout de même négligée à l'excès, les cheveux noirs frisés tout emmêlés, les yeux liquides et un sourire candide découvrant une dent en or, lève-tard qui systématiquement s'abstient de paraître aux cours du matin, c'est Abraham Serfaty, qu'on appelle alors dans l'intimité Dédé. Ce Serfaty-là, ce bon copain un peu dégingandé, un peu voûté, qui traîne les pieds par nonchalance, c'est le même qui, retourné au Maroc, d'abord directeur technique des Phosphates puis directeur des études à l'École Mohammadia d'ingénieurs, rompt en 1970 avec le parti communiste marocain (le PLS de ce temps-là) pour se situer plus à gauche encore dans un groupe marxiste, *Ilal Amam* (« En avant »). Il devient l'âme, avec Abdelatif Laabi, d'une revue *Souffles*, interdite dès 1972. Arrêté en novembre 1974, jugé au procès de Casablanca (janvier-février 1977), condamné à perpétuité et depuis lors enfermé à la prison de Kenitra, ce juif marocain de formation et de culture entièrement françaises s'est voulu — au prix le plus élevé qui soit : le sacrifice permanent de sa liberté — un « Arabe juif », un « révolutionnaire marocain » marxiste et radicalement antisioniste.

Plus dur que la faim pour des étudiantes qui avaient de longues heures

à passer assises, une plume à la main, était le froid. Une bonne partie de l'École n'était pas suffisamment chauffée. Ou carrément glaciale comme la grande salle de réunion sous la verrière. Les Méridionales frileuses et même les autres avaient du mal à conserver leur bonne humeur. Les hivers 1946 et 1947 furent une égale épreuve. Le 1<sup>er</sup> janvier 1946, j'écris que mes deux frères, Henri et Jean-Jacques, m'ont emmenée « piquer un 100 mètres jusqu'à l'Opéra, histoire de se réchauffer. Il fait froid (— 4 ce matin) et pas de chauffage (*because* Marcel Pôle) ». Ce jeu de mots sur le nom du ministre communiste, Marcel Paul, qui, en qualité de ministre de la Production industrielle d'abord du gouvernement de Gaulle (21 novembre 1945-20 janvier 1946) puis du gouvernement Gouin (23 janvier-12 juin 1946) et encore du gouvernement Bidault (23 juin-22 novembre 1946), a la charge périlleuse de procurer du combustible aux Parisiens, indique bien ce qu'il en est. Un an plus tard, le 26 janvier 1947, soit deux ans et demi après la Libération et plus de vingt mois après la fin de la guerre, j'écris encore qu'« il n'y a plus de charbon à l'École. Il gèle dans les thurnes ». Un autre jour, dans la même période :

« Je suis restée à la Sorbonne de 6 heures à 11 heures du soir pour écrire un nouveau chapitre de mon diplôme. Je suis contrainte d'abandonner totalement l'École qui n'est plus du tout chauffée. Il fait un froid terrible. Ce matin, neige. Quand cela va-t-il finir ? La plupart des gens n'ont plus de charbon. Et les écoles non plus... Je ne sais pas comment cela va tourner, mais les masses sont lasses : elles ont froid, elles ont faim. La vie monte à allure accélérée (parce qu'il faut obligatoirement passer par le marché noir). »

On comprend que, dans ces conditions, la cérémonie du thé, après le dîner, fût à l'École le rite le mieux observé. C'était le moment où l'on s'invitait d'une chambre à l'autre. Il y avait bombance quand l'une d'entre les provinciales avait reçu un paquet de douceurs.

La règle voulait qu'on ne s'attardât pas. A 20 heures en effet, une surveillante passait de chambre en chambre. Pour dire bonsoir, pour contrôler aussi que nous étions bien là à l'heure où commençait une soirée qui se devait d'être studieuse.

Étions-nous donc sous surveillance ? Rien n'est plus délicat que d'évaluer la somme respective de liberté et de contraintes dont toute vie en communauté est tissée.

Contrainte assurément le fait que, sauf le samedi où nous avions permission de minuit, nous étions obligées de rentrer avant 22 heures. Et même de solliciter l'autorisation de dîner en ville un soir de semaine, comme en témoigne la lettre que j'ai sous les yeux, adressée le 6 novembre 1945 à Mme Prenant et annotée en marge par celle-ci : « Entendu. Pouvez-vous passer un instant dans mon bureau ? L.P. » Mais outre que nous appartenions à une génération qui avait dû s'accommoder du couvre-feu si souvent imposé à 20 heures au cours des années de guerre, la contrepartie était précieuse : nous n'avions pas de difficultés à nous lever matin. Pour moi j'y voyais un autre avantage : j'étais d'avance excusée de quitter une réunion ennuyeuse — comme la réunion de cellule ! — ou un dîner de famille.

Contrainte encore, le fait que subsistait une sorte de clôture au-delà de laquelle les garçons n'étaient pas autorisés à pénétrer. Mais les jeunes gens étaient-ils alors davantage autorisés à pénétrer dans les chambres de jeunes filles sous les toits familiaux ? Au demeurant, qui a observé, dans les internats résiduels, ouverts à tous vents, des écoles d'aujourd'hui, le spectacle navrant de ces couloirs où traînent en savates des couples de fortune peut apprécier qu'une maison ayant vocation d'abriter une communauté de filles provisoirement vouée à l'étude ne se convertisse pas en hôtel, voire en hôtel de passage. Toute communauté, pour se constituer, pour persister dans son être, exige d'être circonscrite et séparée de ce qui se situe à l'extérieur par une règle, fût-elle « fais ce que tu veux ».

La règle qui régissait notre École, fondée sur le caractère strictement féminin de celle-ci, n'était d'ailleurs pas poussée à l'absurde. Les élèves de la rue d'Ulm assistaient, s'ils le souhaitaient, aux cours donnés à Sèvres comme nous allions, de la rue de Chevreuse, assister à des cours donnés rue d'Ulm. C'est ainsi que j'ai connu, parmi les historiens, mes amis les plus anciens, normaliens comme moi, Maurice Agulhon ou Emmanuel Le Roy Ladurie. Mieux : les conférences et les débats, tenus le soir dans les grands salons d'apparat, étaient courus par les élèves de toutes les ENS confondues. Et bientôt le syndicat inter-écoles...

Contrainte aussi, mais celle-ci de circonstance, le fait que libres tout le jour d'entrer et sortir, d'aller et venir sans avoir à fournir à quiconque aucune explication, nous avions à être exactes aux repas. Si, retenues pour quelque raison, nous comptions ne pas y prendre part, il nous fallait prévenir à temps pour être décomptées et pourvues des tickets d'alimentation qui, au-dehors, seraient exigés de nous.

Contrainte enfin, dans une certaine mesure, la présence et la sollicitude à notre égard de Mme Prenant, notre directrice, de Mme Febvre, notre bibliothécaire, de Mlle Lods, notre « caïmane » de français. Autant de femmes qui, par leurs titres, leurs fonctions, leur culture, leur dignité, leur largeur d'esprit, ne pouvaient que constituer des modèles qui nous obligeaient. Par le nom aussi qu'elles portaient : Mme Prenant était la femme de Marcel Prenant, professeur à la Sorbonne, ancien chef d'état-major des FTP, ancien déporté à Neuengamme, député de la Marne, membre du Comité central du PCF depuis le X<sup>e</sup> congrès (juin 1945) ; Mme Febvre, fille de Paul Dognon — professeur de géographie à la faculté des lettres de l'université de Toulouse —, était la femme de Lucien Febvre, professeur à l'université de Strasbourg du temps où celle-ci comptait dans son corps enseignant le sociologue Maurice Halbwachs, le psychologue Henri Wallon, petit-fils de l'auteur de l'amendement d'où sortit la III<sup>e</sup> République, le chirurgien René Leriche, le philosophe Charles Blondel, les historiens André Piganiol et Marc Bloch. Dès 1932, Lucien Febvre avait été élu professeur au Collège de France puis chargé de la direction de *L'Encyclopédie française* dont le ministre de l'Éducation nationale — le premier à porter ce titre —, Anatole de Monzie, avait été l'initiateur.

Mme Prenant, qui, en octobre 1944, avait succédé à Mme Hattinguais (emportée par le grand lessivage qui avait suivi la Libération), était pour

chacune de nous bien moins une figure politique — philosophe et spécialiste de Leibniz, je ne l'ai jamais entendue parler politique — qu'une grande figure maternelle. Souvent, dans le jardin, pépiaient les deux petits-enfants que sa fille Jeannette confiait à sa garde. Aussi ai-je été déroutée par le portrait, un peu trop distancié, que celle-ci trace de sa mère dans le roman autobiographique qu'elle a récemment publié, « cette femme raide aux chaussures plates, au manteau mal ajusté, au chignon poivre et sel, intemporelle, inclassable. "C'est une âme", dit Marcel sans que ce soit un compliment<sup>1</sup> ». Sans doute l'explication de cette distance, la trouve-t-on un peu plus loin, dans un autre passage qui, en effet, soulignant l'attachement de Lucie Prenant à sa propre mère, rend bien compte du caractère parfois frustrant pour l'entourage qu'a la vivacité des sentiments entre mère et fille dans une famille juive comme l'était la famille Soto : « L'attachement de l'une à l'autre est admirable, enfermant ; les enfants, le mari s'en sont toujours sentis exclus. » Sans en tirer pour ma part aucun ombrage, j'ai observé ce même type de lien excessif entre ma mère et ma sœur.

Quoi qu'il en soit, Mme Prenant nous recevait autant que nous l'en sollicitions et, sans nous soutirer de confidences, formulait à l'occasion des remarques frappées au coin du bon sens et de l'affection. Elle me fit venir un jour pour me signifier que, l'année où j'étais censée préparer l'agrégation, il lui semblait qu'il ne serait pas incongru de réduire mes activités militantes. Elle parlait comme mes parents. Peut-être avait-elle de surcroît l'espoir que je ferais part de ses observations à son fils André, mon coéquipier en toutes sortes d'expéditions. Prudente mais obstinée, je me contentai ce jour-là de lui promettre que je serais reçue à l'agrégation. Le sort voulut bien que je tienne cet engagement !

Contraintes multiformes donc en contrepartie d'un libéralisme menacé d'ailleurs, de notre fait, d'une remise en cause majeure. C'est en effet le temps où mûrit l'exigence d'une évolution de notre statut.

Dès mon entrée à l'Ecole, j'avais eu l'intention de constituer avec celles de mes camarades qui en seraient d'accord un syndicat CGT. Je n'y parvins qu'en juin 1946. Encore l'une de mes compagnes crut-elle bon de poser la question, naïve mais somme toute pertinente, de savoir pourquoi nous devions former un syndicat pour la défense de nos intérêts puisque Mme Prenant s'en occupait fort bien.

Dans mon esprit, façonné par l'étude de l'histoire grecque et des conceptions qui avaient présidé à la fondation de la cité antique, le syndicalisme était une forme moderne de civisme s'offrant à l'intervention autonome des citoyens. Où avais-je rencontré ce compromis — bâtard ? — entre l'univers social-démocrate qui privilégie le citoyen-électeur et l'univers syndicaliste-révolutionnaire qui privilégie le producteur ? Peu importe. Un calcul plus classiquement marxiste s'y rattachait. En décembre 1945, je le formulais ainsi :

« Vendredi visite rue d'Ulm. Discussion sur la question du syndicat. Gros succès. On se rallie peu à peu à la thèse de la fonctionnarisation nécessaire ; chose

---

1. Jeannette Colombel, *Les Amants de l'ombre*, Flammarion, 1990, p. 71, 72.

normale, c'est ce qu'Engels ou Marx appelle la prolétarianisation des petits-bourgeois. En somme l'Ecole est constituée surtout par des petits-bourgeois qui défendent leurs privilèges jusqu'au moment où la montée des prix fait qu'ils ne peuvent se maintenir à leur rang social et qu'il leur devient indifférent de se démocratiser. »

D'où le projet concret de constituer une Intersyndicale des six Écoles normales supérieures — la rue d'Ulm, Sèvres, Saint-Cloud, Fontenay-aux-Roses, enseignement technique et éducation physique. La présence des quatre dernières écoles de moindre prestige qui, notais-je, « ferait du bien aux prétentiaris de la rue d'Ulm » garantissait d'atteindre une masse critique suffisante. Elle garantissait surtout que celle-ci serait favorable à la transformation souhaitée : dès leur entrée dans l'une de ces six écoles, les élèves ne seraient plus considérés comme des boursiers recevant un pécule (Maurice Nadeau, alors « cloutier », s'était battu au début des années 30 pour, avec le soutien du député néosocialiste... Marcel Déat, obtenir en faveur de tous les élèves des ENS, 20 francs mensuels) mais comme des professeurs stagiaires recevant un traitement, bref comme des *travailleurs intellectuels*.

C'est dans cet esprit que fut élaboré et rendu public le 1<sup>er</sup> mai 1946 un mémorandum dont les circonstances favorisaient la logique. L'inflation était alors telle que le pécule — 10 000 francs par année scolaire — destiné à couvrir les frais d'habillement, de culture générale, de voyages (pour les provinciaux) et des trois mois de vacances légales était devenu dérisoire. Nous avions, en annexe de notre document, établi le budget type d'un élève interne comme d'un externe. Il soulignait combien la situation pécuniaire de l'un et de l'autre, estimée en déficit de 75 000 francs par an, était désespérée sauf à recourir à des expédients (leçons, petits cours, correction de copies, etc.) préjudiciables à la poursuite d'études ambitieuses.

Ce mémorandum, soumis à la Fédération de l'Éducation nationale et au ministère, fit l'objet, par nos soins, l'automne suivant, d'une campagne de presse et de démarches. J'avais été chargée de rencontrer Guitton, secrétaire du SNES, pour lui demander d'accepter l'affiliation de notre Intersyndicale et le soutien de nos revendications. J'avais aussi été chargée d'écrire un article dans *Action*<sup>1</sup>.

Sèvres, j'en suis convaincue, a entamé la spirale qui devait conduire à sa disparition — car sa fusion avec la rue d'Ulm en 1986 n'est que l'aboutissement regrettable d'un processus de décomposition qui s'est étendu sur trente ans — quand ses élèves, se croyant en phase avec l'esprit du temps, prétendirent ne plus accepter que celles des obligations dont il reviendrait à chacune de juger si elles lui convenaient ou non. A l'instar de ce qui s'était si fréquemment répété dans la vie des grands ordres religieux, le relâchement de la règle, accompagné d'un relâchement des mœurs, fit

1. Les normaliens obtinrent le statut de fonctionnaire stagiaire dès la rentrée d'octobre 1948 pour les élèves des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> années, puis le bénéfice en fut étendu à toutes les promotions par la loi du 20 mars 1954. Cf. Jean-François Sirinelli, « Les normaliens de la rue d'Ulm après 1945 : une génération communiste ? », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, t. XXXII, oct.-déc. 1986.

que l'École cessa progressivement d'être le foyer de travail intellectuel intense qu'elle avait été.

Dans les années d'après-guerre, « chiader » — travailler dur dans le langage khâgnal des bizuths qui venaient d'« intégrer » — était l'obligation primordiale.

La scolarité durait entre trois ans — la première année consacrée à passer les certificats de licence qui nous manquaient, la seconde à écrire un mémoire de diplôme (l'équivalent de la maîtrise d'aujourd'hui, mais une maîtrise que son ambition et parfois son volume rapprochaient d'une petite thèse de 3<sup>e</sup> cycle), la troisième à préparer l'agrégation. Il arrivait déjà qu'on accordât une quatrième année à une agrégative qui avait joué de malchance et s'était fait coller, alors qu'elle passait comme devant réussir. Bien que reçue à l'agrégation d'histoire et géographie dès ma troisième année, je fus l'une des premières à bénéficier d'une quatrième année dont le principe se généralisa peu à peu. Quelques années plus tard encore, celles qui, surtout chez les scientifiques travaillant en laboratoire, avaient entamé la préparation d'une thèse de doctorat purent obtenir une cinquième année.

En principe, nous devions suivre à la fois les cours dispensés à la Sorbonne pour tous les étudiants, normaliens ou non, candidats aux certificats de licence ; ceux que dispensaient à l'École les professeurs généralement prestigieux qui y étaient attachés ; enfin ceux, les seuls obligatoires, que donnaient les agrégées-répétitrices — les « caïmanes », elles-mêmes anciennes élèves de l'École, agrégées comme leur titre l'indiquait et qui avaient pour mission d'aider les élèves à la préparation de leurs examens.

En fait, nous faisons ce qui nous agréait, selon les disciplines, nos acquis, l'intérêt des cours, la cohésion des groupes de travail auxquels nous décidions d'appartenir pour y préparer en commun telle ou telle épreuve.

Il me fallait d'abord décider de la discipline qui, désormais, serait la mienne. Car, si la khâgne était encore consacrée à toutes les Muses, avec l'entrée à l'École nous devions accéder à un niveau plus spécialisé. Au terme d'un processus d'élimination, je me déclarai pour l'histoire, non sans regret d'abord, mais vite satisfaite de ne pas m'être trompée sur mes goûts et aptitudes.

J'avais écarté d'emblée la perspective de me consacrer à une langue vivante. Malgré les résultats honorables qui tenaient à ce que je la traitais comme une langue morte, je n'étais pas douée pour l'anglais qui avait été tout au long de mes années de lycée ma première langue vivante. Avais-je déjà le pressentiment de la surdité totale dont j'allais être précocement affligée ? C'est possible, car la prise de conscience du handicap quand la surdité n'est pas congénitale mais acquise se fait progressivement. Il n'y a en effet rien de commun entre le monde des sourds-muets de naissance qui, dotés d'une langue de signes, se regroupent tout naturellement en petites communautés ayant une culture singulière et les sourds même profonds mais qui ont « entendu ». Spontanément, quand on appartient à la seconde catégorie, on commence, sans le savoir, par lire sur les lèvres de ses interlocuteurs. Et l'on s'aperçoit qu'il y a « comme un défaut » quand cette



lecture est soudain rendue difficile parce que des lèvres sont trop minces pour que s'y creuse un relief, qu'elles sont masquées par une moustache trop fournie, par une pipe, ou que la parole — c'est le cas de l'anglais — ne coule pas des lèvres mais de la gorge. C'est alors qu'un jour on porte une montre à son oreille et qu'on constate n'en pas saisir le tic-tac. Pour moi, la perception de mon infirmité se fit plus nette à la suite d'un accident amusant : comme, pour mieux suivre la conversation d'un de mes visiteurs, je regardais avec attention ses lèvres, à la manière d'une speakerine qui observe son prompteur, celui-ci se méprit sur l'acuité de mon regard et rougit. Je rougis à mon tour de confusion et m'excusai en riant. J'ai des années durant ainsi « compensé » — avec des bévues et des cafouillages qui faisaient la joie des enfants tandis que mon époux venait à mon secours — jusqu'à ce que, toutes opérations chirurgicales ayant échoué, je fus tirée d'affaire par un miraculeux appareil dont je n'ai jamais compris comment, alors que je n'entends même pas le son de ma propre voix quand il est enlevé, il me procure, une fois ouvert, y compris au téléphone si ce dernier est un peu « trafiqué », une honorable audition. A condition bien sûr de me placer de telle manière qu'il ne soit pas saturé par les bruits de fond : ce qui m'a confirmée dans ma phobie de la foule et des mondanités. La tristesse dont on crédite généralement les sourds n'est pas une invention du populaire. Elle découle du sentiment d'insécurité qui fait préférer s'isoler plutôt que de s'exposer au risque de ne pas saisir ce qui par nature n'a pas de sens : les chiffres et les noms propres, surtout débités d'une voix blanche et neutre. Mais il y a des consolations : devant écouter avec attention ce qu'il suffit aux autres d'entendre, on a une chance, n'écoutant pas la radio, d'entendre moins de sottises ; la lecture en demeure une grâce inépuisable.

Dès notre première entrevue, Mme Prenant m'avait conseillé de me mettre à l'allemand. Ce que je fis. L'allemand est une langue dont la structure, la sonorité ont pour moi quelque chose de curieusement familier — est-ce parce que ç'avait été la langue ou l'une des langues de mes ancêtres alsaciens-lorrains ? Mais, bien sûr, pas question de me consacrer exclusivement à l'allemand. Mme Prenant m'avait aussi conseillé d'apprendre l'hébreu. Dans la lettre où je mentionne cette proposition sans préciser l'argument qui la soutenait, j'indique seulement que j'ai aussitôt refusé. Quel dommage ! Si j'avais déferé à l'invite de ma directrice, j'aurais le bonheur de converser dans leur langue maternelle avec trois de mes petits-enfants. J'ai plus tard, trop tard, tenté de me rattraper, mais l'hébreu est une langue qu'en raison d'une graphie qui n'indique pas les voyelles il faut pouvoir entendre.

La philosophie m'intéressait mais me paraissait décidément trop abstraite et textuelle. Sauf à disposer d'une autonomie, d'une réserve de puissance intellectuelle qui invite à devenir soi-même philosophe, l'enseignement philosophique est par définition un pur arrangement conceptuel, menacé de logomachie et verbiage dont la vacuité laborieuse se camoufle sous une terminologie propre à épater ou égarer le béotien.

Quant aux lettres « pures » — français, latin, grec —, mes performances dans les deux langues anciennes au concours suffisaient à m'en écarter.

L'histoire, elle, me paraissait dotée d'un double mérite : elle traitait d'événements concrets, elle était à échelle humaine, faite par et pour des hommes dont elle confirmait la part de liberté que, malgré contraintes et nécessités, ils avaient d'agir et d'entreprendre. Le climat de l'époque et l'évolution de la discipline sous l'effet de ce qu'on n'appelait pas encore l'École des Annales conspiraient en outre à introduire des méthodes d'analyse et un cadre interprétatif qui ne pouvaient être que peu ou prou apparentés au marxisme. J'ai déjà noté le malicieux hasard qui avait voulu que, sur mon palier, une armoire qu'on avait mise là pour profiter d'une rencoignure, contînt la collection complète des *Annales d'histoire économique et sociale* fondées par Marc Bloch et Lucien Febvre en 1929. J'en fis une lecture exhaustive dès mon arrivée rue de Chevreuse.

Une lecture non dépourvue d'ambiguïtés. Les *Annales* passaient pour avoir réuni des hommes de gauche à la sensibilité socialisante (Lucien Febvre avait collaboré avant 1914 au *Socialisme comtois*, hebdomadaire de la Fédération socialiste du Doubs) ou même communisante (Georges Friedmann dans les années 30 avait appartenu au Cercle de la Russie neuve et fait dans la revue l'éloge du stakhanovisme). Mais ces hommes de progrès n'avaient du marxisme qu'une connaissance approximative. Leur marxisme, davantage qu'à Marx et surtout à Lénine (même si Lucien Febvre avait en 1935 donné dans sa revue le conseil pressant : « Lisez Marx, dirai-je volontiers... Lisez Lénine aussi »), empruntait plutôt à « l'esprit des années 30 » né de la crise de 1929 et incarné dans un mouvement d'idées comme le « planisme » qui reprenait, contre le désordre capitaliste, le principe du plan cher au modèle soviétique. En somme, du marxisme les *Annales*, rebaptisées d'ailleurs *Mélanges d'histoire sociale* pour paraître de 1940 à 1944 sous la caution de deux directeurs « aryens » — Marc Bloch ainsi éliminé, pas vraiment de son plein gré, car ça ne s'était pas aussi bien passé que Febvre le prétendit et ce n'était pas très glorieux —, ne retenaient que trois choses : l'ambition globalisante d'une histoire capable d'embrasser la totalité du réel, le primat de l'économique et du social, l'importance accordée au repérage des structures matérielles sous-jacentes. Ce qui explique que les *Annales* dans l'immédiat me convenaient fort bien. En revanche, lorsque le moment sera venu de m'orienter par moi-même, je me séparerai de la nouvelle histoire et désertterai le lieu institutionnel où elle avait pris quartier, cette École des Hautes Études qui pourtant abritait mes amis de toujours. Adopter le marxisme pour son économisme ne menait pas loin et récuser tout à la fois la politique et l'événementiel, c'était abandonner les seuls domaines où le marxisme-léninisme avait triomphé en y exerçant ses véritables ravages.

Pour l'heure, l'humanisme à coloration sociale à quoi se réduisait le marxisme des *Annales* qui, en 1946, prenaient pour sous-titre : « Économie, sociétés, civilisations », m'était pleinement acceptable. Dans une lettre datée du 10 octobre 1945 et alors que je préparais le certificat d'histoire moderne et contemporaine, j'écrivais :

« J'aime l'Histoire parce que c'est un diable de carrefour où l'on rencontre des hommes à chaque pas. Je suis capable de philosopher en histoire. Mais ce n'est

pas ce qui m'intéresse au fond. Ce que j'y vais chercher, c'est le grand élan de l'humanité en marche, mais pas dans une fresque grandiose et conventionnelle, c'est le monde à petits pas, à rechutes, c'est la marche du bambin qui agite l'air de ses petits bras pour se maintenir en équilibre. »

D'un cours sur « la France de 1559 à 1610 », je me félicitais qu'il fût « plus marxiste » parce qu'« on y parle pour une fois de l'état *social* en 1559 : un essai — timide mais réel — pour étudier la situation politique à partir des fluctuations économiques ».

« Période très attachante : véritable naissance de l'Ancien Régime, de la caste des banquiers et des fonctionnaires (affaires de justice et de finances). Évolution de la classe paysanne ; apparition des ouvriers industriels se glissant entre ouvriers des métiers “jurés” et ouvriers des métiers “libres”. »

S'il avait fallu le choc de la Première Guerre mondiale et l'émergence de la sociologie durkheimienne pour pousser les fondateurs des *Annales* à requérir contre l'histoire scientiste façon Langlois et Seignobos et ses trois « idoles » : la chronologie, le politique et le singulier, ce procès-là n'avait plus besoin d'être plaidé. Y suffisait l'ennui dont nous accablait le champ par excellence de l'histoire telle que l'incarnait encore la *Revue historique* de Gustave Monod : l'histoire diplomatique. Après étude des conflits interétatiques du XVIII<sup>e</sup> siècle inscrits au programme de licence, je proclame qu'« on pourrait me pendre, jamais, au grand jamais, j'en fais le serment solennel, je ne m'engagerai dans la “diplomatique” ». Vanité des engagements prématurés ! L'histoire diplomatique, rebaptisée histoire des relations internationales, connaîtra bientôt un dépoussiérage majeur sous l'impulsion de Pierre Renouvin — le « maître » qu'entre tous j'ai aimé et respecté. Homme de haute stature et de belle prestance qui avait perdu un bras à la guerre de 1914, il était le doyen d'immense autorité de la Sorbonne mais surtout, d'une courtoisie attentive, il était, sans emphase, droit et rigoureux. Dans son bureau, à l'extrême pointe du boulevard Saint-Germain du côté du pont Henri-IV, après avoir attendu quelques instants dans le boudoir attenant, j'entrais toujours avec le sentiment de pénétrer chez l'homme de bien par excellence. Du « grand patron » à l'élève, aucune familiarité déplacée mais une confiance qui, me semblait-il, m'obligeait. Combien de fois, recevant à mon tour mes élèves, j'ai pensé, pour les leçons de maintien, pour les règles qu'il m'avait transmises, à celui, altier et bon, que j'élus comme modèle et qu'une dernière fois, le rencontrant à la descente du RER, j'ai en 1975 accompagné à travers le campus de Nanterre jusqu'à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

Il me faut admettre également que je n'étais pas aussi fermée que le dogme annaliste l'aurait voulu à l'intérêt de l'histoire diplomatique. Réfléchissant au cours de Renaudet sur l'Angleterre de 1711 à 1789, j'agitais avec une naïve satisfaction « la clef que j'ai découverte hier en tournant le coin de la place des Vosges... » :

« Il y a deux lignes nettes, lignes de force qui déterminent la politique de tous les pays occidentaux : la ligne de la politique traditionnelle qui se concrétise dans les conflits dynastiques (France contre Autriche, Espagne, tracasseries en Italie, guerre de la

Succession de Pologne, d'Autriche) et la ligne de la politique nouvelle au service des intérêts du mercantilisme national (guerres maritimes ; Angleterre contre France ; Angleterre contre Russie). C'est l'interférence de ces lignes qui explique les constants changements de camp et d'alliance de 1714 à 1763. »

On croit facilement à cet âge avoir découvert l'œuf de Colomb.

Le goût que j'avais pour l'histoire sociale, confondue avec une histoire marxiste, ne m'empêchait pas d'avoir un attrait particulier pour l'histoire de l'Église. Était-ce le fait qu'elle m'était radicalement étrangère ? Était-ce que j'avais déjà, plus ou moins claire à l'esprit, l'idée d'une parenté entre projets et institutions à finalité messianique ? Était-ce encore que, dans leurs recherches concrètes, nonobstant leurs pétitions de principe en faveur du primat de l'économie, Marc Bloch et Lucien Febvre, sous la qualification assez plate d'histoire des mentalités, s'étaient attachés à une histoire des croyances — Lucien Febvre avec *Un destin : Martin Luther* et surtout *Rabelais ou le problème de l'incroyance au XVI<sup>e</sup> siècle*, Marc Bloch avec *Les Rois thaumaturges* ? J'expliquai ainsi à l'époque ma répugnance pour un anticléricalisme que j'aurais pu emprunter tant à mes traditions familiales qu'à l'air du temps par un autre côté. A l'occasion d'un cours de Pouthas que je n'appréciais guère sur « l'Église catholique de Pie VII à Pie IX » : « C'est un plat condensé de statistiques et de faits. Veux-tu savoir la proportion de curés qui mettaient un rabat dans la paroisse de Pampelune le 8 novembre 1831 ? Précipite-toi sur Pouthas. Mais aucun exposé de la vie religieuse au XIX<sup>e</sup> siècle. Une page sur les ordres monastiques, une demie sur les missions, un quart sur les séminaires, trois quarts sur la journée du prêtre. Rien, une misère... Pas un document. Pas une référence. Pas un texte » — j'avais pioché l'histoire monastique du XIX<sup>e</sup> siècle : la régénération des grands ordres ; la diffusion des ordres missionnaires ; le dépoussiérage des grandes règles. Je trouvais « la chose intéressante... au point de vue esthétique ». Esthétique, le mysticisme que je tenais pour « affolant », parce qu'il « foulait aux pieds la grande liberté des plaines ouvertes et du vent qui souffle dans le matin » ? En tout cas, ce fut aussi par là que m'enchantait la préparation du certificat d'histoire du Moyen Âge. Bien que la question au programme ne fût consacrée qu'à « l'Église de 1305 à 1378 » — la période des papes d'Avignon —, je m'attachai au personnage de saint Bernard :

« Saint Bernard, écrivais-je alors, m'a tenu compagnie toute la soirée. Figure puissante, étrangement dominatrice. Il me venait parfois des bouffées de colère, des sursauts d'indignation contre certains de ses actes inhumains, contre ses mépris de tout ce qui est beau et *naturel*. Il me semble que cette recherche désespérée de la pureté dans une vie de macérations inouïes confine à l'impureté... surtout chez un homme du tempérament, de la fougue de saint Bernard. Il y a de ses lettres qui me font rougir. »

Pour fortifier ma manière de comprendre la réorientation imprimée dans l'entre-deux-guerres non tant aux études qu'on faisait en Sorbonne mais à la discipline historique elle-même, j'eus la bonne fortune de quelques entretiens avec Fernand Braudel et plus encore le bénéfice des mises en

garde de Georges Lefebvre en personne, tous deux à des degrés divers très proches du noyau annaliste originel.

Ma rencontre à cette date avec Fernand Braudel vaut d'être contée : heureuse sur le moment pour mon évolution intellectuelle, elle eut des conséquences fort désagréables, « sur le long terme », pour parler comme l'intéressé.

En juillet, quand j'avais cru être recalée au concours d'entrée à Sèvres, j'avais aussitôt cherché un travail rémunéré pour l'année suivante. La bourse dont j'avais bénéficié en khâgne ne couvrirait pas les mois d'été et j'avais déjà convenu d'une place pour le mois d'août — du genre auquel mes diplômes professionnels et mes certificats de travail me permettaient de postuler.

Cette place-là me fit pénétrer plus avant dans l'intimité du monde des employés et comprendre, avec Albert Camus (« 8 heures - 12 heures ; 2 heures - 6 heures. Un jour seulement le pourquoi s'élève et tout commence dans cette lassitude teintée d'étonnement »), que la vie de bureau, qui avait été le triomphe de la III<sup>e</sup> République, avait secrété la philosophie de l'absurde. L'Étranger est un employé.

L'ATIC, c'était le nom de la « boîte » sise rue de la Bienfaisance, presque au coin du boulevard Malesherbes. L'Association technique de l'importation charbonnière était un organisme de statut hybride, mi-établissement public, mi-association, créé en 1944 et qui devait détenir à partir de 1948 le monopole des importations de charbon. Selon les manières d'époque — « Oui, Monsieur... Bien, Monsieur... Tout de suite, Monsieur », je retapais pour la quatrième fois, en alternant trois ou quatre séries de papier à en-tête, de papier carbone et de papier pelure, le même texte, lettre, rapport, tableau, état, jusqu'à ce que le chariot de la machine voulût bien céder aux violentes pétarades que je lui imprimais car attendre le réparateur procurait une petite détente —, le climat intérieur était compassé :

« Les tapis sont pour les messieurs bien graves avec rosette de la Légion d'honneur, qui s'affalent dans les fauteuils d'un vert épouvantable, au beau milieu de l'antichambre. Hier, l'un d'eux m'a regardée de bas en haut, parce que j'avais un tablier tout noir : j'étais en train de ronéotyper. Alors très dignement j'ai été chercher des dossiers et je suis venue m'asseoir dans un fauteuil comme si j'attendais le patron. Nous avons bien ri, Robert (le "galopin" du bureau) et moi, de son air offusqué : une employée qui osait prendre place dans des fauteuils réservés aux augustes derrières des messieurs à particule et à décorations, scandale ! »

Le travail ne manquait pas d'un certain charme. Tous les correspondants demeuraient dans des ports puisqu'il s'agissait d'importateurs maritimes : au détour d'une phrase qui traitait de déchargement par « allèges et bords à quai », je pouvais saisir une odeur d'océan et sur mon Underwood soufflait une petite brise du large. Sans compter que, pour combattre le décousu, l'arbitraire, le non-sens du travail en pool, j'essayais de m'initier au langage technique dont usaient les chefs de service, ce qui, faut-il le préciser, étonnait ceux-ci, convaincus de la radicale inutilité qu'une dactylo comprît ce qu'il lui était seulement demandé de taper sans fautes.

Si j'avais dès le printemps fait les démarches requises pour obtenir un

remplacement d'été, reste qu'en cas d'échec au concours il me fallait voir plus loin. Aussi, au revers de la feuille où j'avais inscrit mes notes d'écrit et d'oral, avais-je relevé l'adresse d'un professeur qui cherchait une secrétaire pour l'aider à classer ses fiches. Un certain Fernand Braudel, 11, rue Monticelli (XIV<sup>e</sup> arrondissement), de la part de M. Faucher, du secrétariat de l'École des Hautes Études (j'avais écrit, émotion ou ignorance, les deux sans doute : l'Académie des Hautes-Études). J'y cours.

La mémoire n'est pas qu'oublieuse, elle est trompeuse. La sienne et celle des autres. On croit savoir, on ne sait que du vraisemblable. Pour le vrai, tout est à vérifier. J'ai donc longtemps cru dur comme fer que Fernand Braudel, dès cette première entrevue de juillet, m'avait confié pour le taper au net un gros paquet de fiches, matériel de base nécessaire à la rédaction de son grand œuvre sur *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* et que je le lui avais très vite rapporté, travail fait et bien fait. Aussi l'historien, enchanté d'avoir mis la main sur une étudiante pas trop gourde, aurait-il été cruellement déçu quand, peu après, sans trop de cérémonie, je lui aurais rendu mon tablier en l'informant que, reçue à l'École, je pouvais me dispenser de tâches ancillaires et partir en vacances. Ce dont Braudel m'aurait gardé rancune et qui l'aurait conduit, sa vie durant, à se montrer fort désagréable avec moi. En quoi il se serait révélé bien mesquin, car il aurait pu admettre qu'une fille de dix-huit ans qui n'avait guère fait relâche depuis cinq ans pouvait être excusée de ne pas demander son reste quand un miracle faisait que devant elle s'ouvrait l'avenir.

Las, ça ne s'est pas passé du tout comme ça. Dans une lettre du 6 juillet, je note que « j'ai déjà trouvé une place épatante : un professeur d'histoire de la fac. va me prendre comme secrétaire quelques heures par jour. Je l'ai vu aujourd'hui et je commencerai vers fin septembre ». Puis, dans une lettre du 9 octobre, j'indique que « j'ai commencé à travailler chez mon prof. de fac., M. Braudel ». Le 11, je précise que je deviens sa « secrétaire ». Le 26, j'écris encore :

« Mon professeur d'histoire est très chic mais je ne peux l'extorquer. Il gagne déjà difficilement sa vie, il ne peut me payer 300 francs de l'heure. Alors je me suis résolue à demander seulement 50 francs de l'heure, ce qui ne remplit guère mon escarcelle. Je trouverais indélicat de le plaquer, mais il est possible que, si je trouve un remplaçant, je cherche quelque chose de plus rémunérateur. Il faudrait absolument que je remonte ma garde-robe cette année et ce n'est pas avec 1 500 ou 2 000 francs par mois que j'y arriverai. D'autant que, l'UJRF étant fauchée, toutes les convocations que j'envoie, les coups de téléphone et les déplacements sont à ma charge — quelque chose comme 100 à 150 francs par semaine. »

Et puis..., plus rien : avais-je mis à exécution l'idée de me chercher un remplaçant ? N'est-ce pas que le problème de ma garde-robe qui, à mon arrivée à l'École, « tenait dans une demi-valise » s'était trouvé miraculeusement résolu par l'arrivée du colis des cousins américains ? Le fait est que je n'ai, cette année-là, exercé aucun travail salarié, à l'exception d'une leçon hebdomadaire donnée à un tapir. J'oubliais d'ailleurs si totalement cet épisode que, quinze ans plus tard, quand son plus proche

collaborateur, Clemens Heller, m'interrogea sur les raisons de la mauvaise opinion qu'avait de moi le président de la VI<sup>e</sup> section de l'École des Hautes Études, je lui répondis que je n'en savais rien puisque je ne l'avais jamais rencontré. Il fallut qu'Heller protestât pour que je fasse le lien entre mon éphémère employeur de 1945 et le Braudel glorieux des années 60.

Pourtant, ce Fernand Braudel d'octobre-novembre 1945 m'avait fort impressionnée. Dans ma lettre du 11 octobre 1945, j'écris :

« Ce matin, vu M. Braudel, le professeur des Hautes Études dont je deviens la secrétaire : or sais-tu qu'il est marxiste, sans doute communiste ? Tu imagines ma chance, et ma joie en découvrant cela au cours de la conversation. Nous avons discuté plus d'une heure ce matin. Il m'a découvert des horizons intéressants, m'a recommandé de ne pas me lancer dans l'histoire de la Révolution tout de suite, il faut un dépaysement beaucoup plus grand pour apprendre son métier d'historien, et une masse moins grande de documents.

Nous nous entendons fort bien et je crois qu'il pourra devenir pour moi un "maître". Il faisait partie de l'équipe de Marc Bloch, fusillé à Lyon en juillet 1944, et du comité de rédaction des *Annales* où figurent Georges Friedmann, Lucien Febvre, Georges Lefebvre, etc. Le hasard fait bien les choses. M. Braudel s'occupe du MNPGD (Mouvement national des prisonniers de guerre déportés). Il a été cinq ans prisonnier dont trois ans au camp de représailles, je ne sais pas à quel titre (juif, politique ou spécialiste de l'évasion ?). Il a promis de me guider dans mon travail. Il m'a tracé à grandes lignes les caractéristiques d'une histoire marxiste (il est spécialiste du XVI<sup>e</sup> siècle). Aussi mon ardeur est-elle renouvelée. »

Lettre pleine d'affirmations hasardeuses. Braudel n'était ni juif ni communiste. Marxiste ? Peut-être moins à l'époque où il en restait à ce marxisme dilué, entré dans la composition du mélange où baignaient les *Annales* de la génération des fondateurs, qu'il ne le fut plus tard quand il s'enticha d'Immanuel Wallenstein et de son concept d'« économie-monde ». Mais sans doute son langage, en harmonie avec cette courte période où tout le monde se voulait marxiste, était-il radical.

En revanche, les conseils qu'il me donna ce jour-là contribuèrent de manière déterminante, si j'en crois ce que j'écris sur le moment, à infléchir mes perspectives de travail. Il me découragea notamment de m'engager trop vite dans des recherches sur la Révolution française — option qui allait presque de soi pour les jeunes historiens communistes dont le chauvinisme gaulois s'épanouissait à la chaleur d'un dogme qui situait la Révolution russe dans le prolongement logique de la Grande Révolution. Les fêtes du Bicentenaire en 1989 ont donné l'occasion d'observer que ce dogme se porte toujours aussi gaillardement.

Il est vrai que Braudel ne fut pas seul à me recommander d'y regarder à deux fois. J'eus aussi la chance de bénéficier des mises en garde de Georges Lefebvre en personne.

Nous avions à l'École trois professeurs d'histoire en titre, tous trois attachants dans leur classicisme dru également inspiré des *Annales*. Édouard Perroy était, des trois, peut-être le plus linéaire, bien qu'il eût été le chef d'un maquis dans la région de Saint-Étienne. Professeur avant la guerre à la faculté de Lille, il fut au nombre des initiateurs de la Commission d'histoire de l'occupation et de la Libération qu'il dirigea tout un temps.

Spécialiste du Moyen Age, il nous fit un cours sur « l'Arabie au IX<sup>e</sup> et au X<sup>e</sup> siècle » qui me révéla surtout l'œuvre et la personne d'Henri Pirenne, grand historien belge et professeur à Gand, « divinité tutélaire » qui avait veillé sur la fondation des *Annales*. Ses thèses, aujourd'hui un peu oubliées, mettaient l'accent sur les conséquences, du fait de la conquête par l'Islam des rivages afro-asiatiques, de la fermeture de la Méditerranée au grand commerce dont dépendait toute l'économie à l'époque médiévale.

Est-ce pour l'agrégation que je suivis un autre cours de Perroy sur « la guerre de Cent Ans » ? Sans doute car au certificat d'histoire du Moyen Age que je passai en juin 1946, à la fin de ma première année d'École, les sujets étaient tout autres : « la situation de l'Empire carolingien à la mort de Charlemagne », « l'histoire byzantine de 1204 à 1301 » et une explication de texte sur « la bulle de suppression de l'ordre des Templiers ». Mais peut-être le souvenir le plus vif que j'ai conservé d'un médiéviste de ce temps-là est-il, plutôt que de Perroy, celui de Charles-Edmond Perrin dont j'allais suivre rue d'Ulm le cours « très savoureux et très suave ». J'avais une tendresse particulière pour ce maître que je soupçonnais d'être un pince-sans-rire qui, de la rue de Navarre où il habitait, transportait, dans une valise en carton bouilli d'une indéfinissable couleur, ses tours de malice. C'est Charles-Edmond Perrin qui dirigea mon diplôme complémentaire, consacré bien entendu à l'analyse d'un chapitre du Polyptique<sup>1</sup> d'Irminon. Cela consistait à évaluer les redevances en nature que tel manant devait à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Il m'était échu des affaires de ruchers et de miel et, en 1947, c'était à se lécher les doigts que de calculer ce que produisaient, une dizaine de siècles plus tôt, des abeilles butinant les fleurs de champs sis à quelques centaines de mètres de l'École.

Charles-Edmond Perrin était la simplicité même et ce professeur à la Sorbonne, en ce temps où l'on prétendait que l'approche des hauts dignitaires de l'*palma mater* était hérissée d'obstacles, prenait la peine de tourner une invitation comme celle-ci :

« Mademoiselle,

Je terminerai vendredi prochain l'étude du chapitre "Novigentum" du polyptique de Saint-Germain-des-Prés et j'exposerai en particulier les problèmes que pose l'étude des chapitres du polyptique. Vous trouverez donc dans la conférence toutes indications utiles en vue du travail que vous devez faire sur le chapitre "Villanova" et aurez par suite intérêt à assister à ladite conférence qui aura lieu comme d'habitude à l'ENS vendredi 10 janvier 1947 à 9 heures.

Bien cordialement à vous. »

André Pigagniol que j'avais déjà rencontré puisqu'il était membre du jury du concours d'entrée à l'École était, d'après moi, « un affreux petit gnome mais absolument charmant et pas laid du tout ». Il avait une réputation de candeur désarmante et des histoires drôles couraient moins sur sa crédulité que sur sa capacité à ne se froisser de rien. Un jour où j'étais sans doute lasse mais surtout, plus vraisemblablement, affamée, je m'étais endormie à son cours qui avait lieu avant le déjeuner. Il n'avait pas

1. Registre de cens des anciennes abbayes.



paru s'en formaliser. Certes, j'avais assez d'objectivité pour juger que Carcopino, tout ancien ministre de Vichy qu'il fût mais esprit plus puissant et synthétique comme en témoigne son *Sylla*, « écrasait Pigagniol ». Pourtant, était-ce le fait que mes déconvenues au concours dans les humanités grecques et latines eussent terni le plaisir que j'aurais dû prendre à étudier, cette fois de manière plus approfondie, des séquences d'histoire grecque et romaine, est-ce plutôt le fait que j'aie préparé ce certificat d'histoire ancienne l'été 1946 pour en passer les épreuves à la session de novembre, je ne saurais le dire, mais l'influence de Pigagniol sur moi (et d'Aymard qui, à la Sorbonne, avait la responsabilité de ce certificat) fut assurément moins décisive que celle qu'exerça mon troisième professeur à Sèvres, Georges Lefebvre.

Tout le monde savait, avant même d'être mis en sa présence, que Lefebvre était adoré de tous ses élèves. L'historien de la Révolution française que sa thèse sur *Les Paysans du Nord* avait imposé — mais après trois tentatives infructueuses et quand, en 1937, il avait déjà soixante-trois ans — comme le successeur unique des grands ancêtres et frères ennemis : Aulard et Mathiez, je ne pouvais au départ qu'avoir l'ambition de travailler sous sa direction. Une longue conversation que j'eus avec ce maître vénéré, à la fin du mois de février 1946, me fut doublement, que dis-je... triplement bénéfique. D'abord par la leçon de méthode, ou plutôt la méditation à haute voix à laquelle il se livra pour moi. Voici le récit qu'à chaud j'en fis dans une lettre du 26 février 1946 :

« J'ai discuté une heure tout entière avec M. Lefebvre au sujet de mon diplôme. La scène fut pittoresque. Imagine un homme encore alerte, fort bien habillé mais sans recherche, petit-bourgeois honnête, avec un bouc et des moustaches à la gauloise, un visage aux yeux parfois injectés, un rire un peu "satyre" ou malicieux (je ne sais lequel des deux). J'ai longuement parlé du matérialisme historique avec lui. Il est comtiste, positiviste (de la grande époque naturellement), kantien pour tout dire. Il se fait une étrange idée des marxistes, qu'il voit (et peut-être ceux qu'il connaît le sont-ils) affreusement dogmatiques, recherchant stupidement une marche dialectique à travers toute l'histoire de l'humanité, considérant le matérialisme historique non comme une hypothèse de travail fructueuse, mais comme un *dogme*, une donnée métaphysique à leur insu — inaltérable et indéniable. Une caricature, ma foi, assez réussie, et qui représente, hélas, trop souvent la réalité de nos jeunes marxistes.

Enfin j'ai clarifié certaines idées, j'ai vu le sens dans lequel il fallait travailler. Guerre à la systématisation, guerre aux affirmations massives, guerre au travail bâclé. Avant tout des *faits*. Avant tout de la science. Avant de bâtir une science marxiste, bâtir simplement une science. Et si vraiment elle est scientifique, eh bien, du même coup elle sera marxiste. »

Il y avait dans ces réflexions que m'avait inspirées ma conversation avec Georges Lefebvre bien des platitudes, notamment cette dernière identification du marxisme avec la science. Mais cela avait au moins une utilité : celle de ne pas me détourner, sous prétexte de recherche marxiste, d'acquérir le savoir dispensé par l'Université. J'y étais certes spontanément portée. Dans une lettre légèrement antérieure, je disais comment « chaque jour m'apporte des découvertes émouvantes » :

« Voici que j'entre dans un domaine mystérieux et inconnu, un pays aux effluves incertains et pourtant métalliques, le pays des savants où règnent la conscience et la courtoisie. »

Mais, pour justifier la manière que j'avais de privilégier le savoir tel que constitué par la recherche universitaire, j'invoquais l'expérience léniniste : « Savoir se servir des savants et des écrivains bourgeois, secret de Lénine trop souvent méprisé de nos jours par les jeunes qui se disent marxistes. »

Avec conviction et esprit, Georges Lefebvre m'avait répété qu'au cœur de l'histoire il y a d'abord des *hommes*. Et je résumais ainsi ma pensée :

« Des hommes. Toujours des hommes. C'est de là qu'il faut partir. Sans doute, ne pas en revenir à l'histoire des héros, à l'histoire d'individus de génie. Il ne s'agit pas de cela. Il faut considérer des groupes, des structures humaines. Mais se bien persuader que si on ne fixe pas à l'histoire comme cœur, comme point de départ, point d'arrivée, comme boussole, des hommes, si l'on veut, à tout prix, faire des seuls phénomènes économiques les seuls moteurs, l'unique artisan de la bataille humaine, nous tomberons dans un simplisme aussi redoutable que l'histoire providentielle de Bossuet. »

Comment ne pas rapprocher ces paroles rapportées par moi à chaud de ce que Marc Bloch, réfugié dans sa maison de campagne des Fougères, par chance en zone non occupée, à mi-chemin entre Guéret et La Souterraine, écrit dans son *Apologie pour l'histoire* qu'il rédige pour l'essentiel du 10 mai 1941 au 11 mars 1942 et dont le manuscrit inachevé fut édité par Lucien Febvre après la guerre :

« Derrière les traits sensibles du paysage, les outils ou les machines, derrière les écrits en apparence les plus glacés et les institutions en apparence les plus complètement détachées de ceux qui les ont établies, ce sont les hommes que l'histoire veut saisir. Qui n'y parvient pas ne sera jamais, au mieux, qu'un manœuvre de l'érudition. Le bon historien, lui, ressemble à l'ogre de la légende. Là où il flaire la chair humaine, il sait que là est son gibier. »

Nous étions, Georges Lefebvre et moi, assis sur un banc, dans la partie du jardin sur laquelle s'ouvrait la salle des cours. Il y avait un pâle soleil d'un hiver qui paraissait enfin entrer en agonie. Et je ne sais pourquoi — c'est tout à fait stupide — l'image de Georges Lefebvre, me menaçant amicalement de son doigt en répétant : « Les hommes, ma chère enfant, les hommes », s'est fondue dans ma mémoire avec la scène où de Gaulle, à la télévision, saute sur sa chaise en criant : « L'Europe..., l'Europe ! »

Ce premier bénéfice de ma conversation avec Georges Lefebvre s'accompagna d'un second : j'abandonnai définitivement le projet, lourd d'un potentiel dogmatique trop menaçant, de m'orienter vers une spécialisation en histoire révolutionnaire. Ce que Braudel avait commencé, Lefebvre l'achevait.

Enfin, et c'est le troisième bénéfice, Lefebvre me suggéra ce jour-là d'aller voir de sa part Ernest Labrousse, chargé de l'histoire économique à la Sorbonne. Les dés étaient jetés. Labrousse ne fut pas pour moi qu'un éphémère directeur de diplôme. Il fut, bien plus tard et des années durant, le directeur de ma thèse d'État.

« J'ai besoin de beaucoup réfléchir et beaucoup travailler encore », écrivais-je pour expliquer que le moment n'était pas encore tout à fait venu de choisir ma voie en connaissance de cause. Il y avait d'ailleurs, amère difficulté, à surmonter d'abord l'obstacle qu'était le certificat de géographie, composante obligatoire d'une licence d'histoire et de géographie. L'enseignement de la géographie était encore dominé par un maître prestigieux et tyrannique, le doyen André Cholley. Au printemps, il nous emmenait en excursion et c'était un spectacle charmant que ce bel homme en tenue de chasse — chapeau à plume, veste et bottes de cuir — entouré d'un essaim de jeunes gens qui se pressaient autour de lui dans les moments où il fallait écouter ses savants commentaires puis, pfut, qui s'envolaient, folâtrant devant, derrière, au-dessus même quand des grès offraient leurs blocs déchiquetés à escalader. Moqueurs, fanfarons, les garçons virevoltaient autour des filles que le ton de l'époque voulait plus falotes, plus discrètes.

« T'fous pas d'ma gueule », ça c'est André Prenant et son mufler de brute au regard très doux ; Dugrand, le garçon très fort (en géographie) — il a le "don" —, très charmant auprès des femmes — il a beaucoup de succès, trop peut-être : il s'ennuie — et somme toute très enfant ; Hubert, le parachutiste, crins en bataille, muet, distingué, les yeux bridés... »

André Prenant, le fils de ma directrice et de Marcel Prenant, était, dans ce cercle de copains, mon plus proche camarade, plus pour vendre *L'Avant-Garde* ou distribuer des tracts à la porte de l'Institut de géographie rue Saint-Jacques que pour préparer le certificat. Géographe « pur », il était trop fort pour moi à qui la géographie n'était qu'un complément.

Il arrivait que la pluie baptisât notre balade. Impérial, Cholley poursuivait ses explications et ne nous autorisait à trouver asile dans une grange qu'à l'heure d'un déjeuner frugal, quand ceux qui étaient « A » échangeaient des cigarettes contre le chocolat dont les J3 avaient le monopole. En proportion de l'appétit, les victuailles étaient déplorablement chétives.

Ces dimanches joyeux ne faisaient guère avancer ma science. En un mot comme en cent, l'étude des coupes, dont l'assistant du maître, Tricart, nous gratifiait à titre de travaux pratiques, me demeurait des exercices hermétiques. Je n'arrivais pas même à reconnaître quand ça montait et quand ça descendait. Je décrivais assez justement où j'en étais de mes tentatives d'apprivoiser la géographie physique :

« Vlan ! je repars à toute allure, bondissant sur les côtes, me cassant le nez dans les failles, jetée en l'air par les explosions, brisée par les raz de marée, enfouie dans un géosynclinal, plissée dans l'érection des Alpes, enfin érodée et réduite à zéro dans la pénéplaine apocalyptique de la fin des terres immergées. »

André Cholley, qui était bon prince, finit par déclarer que j'étais un cas désespéré et que, puisque tous les historiens faisaient son siège pour qu'il y consentît, eh bien, il me le donnait gracieusement, ce malheureux certificat de géographie.

« Beaucoup réfléchir et beaucoup travailler » : je multipliais donc, au risque de me disperser, les explorations dans les disciplines voisines. Ce qui correspondait tout à la fois à l'explosion que connaissaient dans cet immédiat

après-guerre les sciences sociales et à la mainmise que tentait d'opérer sur elles la seconde génération, la génération braudélienne de l'École des annales.

Le droit m'intéressa assez pour que je passe et réussisse les épreuves de la 1<sup>re</sup> année en droit constitutionnel, droit civil, histoire du droit, droit romain. Je patageai bien sûr en droit romain où je dus disserter sur la curatelle des moins de vingt-cinq ans, mais en histoire du droit (avec une interrogation sur les « coutumes »), en histoire constitutionnelle (« les pouvoirs du Sénat dans la Constitution de 1875 »), en économie politique qui fut la matière tirée cette année-là et où je fus appelée à débattre des « méthodes de l'économie politique », les sujets se recoupaient assez, pris sous un angle différent, avec ceux qui relevaient de ma discipline majeure. Seul le droit civil en était vraiment éloigné, et le professeur Mazeaud, « ancien déporté rayonnant d'intelligence et d'astuce », écrivais-je, voulut bien s'amuser de ce que j'inventais avec bon sens, au risque de m'égarer du fait que chaque question dispose de plusieurs solutions, chacune ayant sa part de logique, entre lesquelles le choix est de circonstance ou de hasard.

Cette initiation aux disciplines juridiques aurait pu m'encourager à me présenter à ce qui allait devenir l'École nationale d'administration. Le nom n'en était pas encore fixé et l'on parlait plutôt de l'École des hautes administrations. On me le suggéra, je fus un instant tentée et j'eus le bon esprit d'en repousser la tentation. Je me suis toute ma vie félicitée d'avoir ainsi échappé à l'activisme d'État.

En revanche, je me tournais vers l'économie politique. Le marxisme d'époque était moins léniniste qu'engelsien, avec une propension marquée pour ce que j'appelais déjà un « économisme des années 30 ». Je lus, après le Lucien Febvre de *La Terre et l'évolution humaine*, les 850 pages du livre I de *L'Économie politique* de François Simiand dont, au début du siècle, la critique iconoclaste de l'histoire positiviste avait fourni les linéaments du projet annaliste. J'y associai une relecture de la *Critique de l'économie politique* de Marx, confessant que, à ma première lecture, je n'y avais rien compris.

Beaucoup plus tard, quand j'étudierai, pour le premier tome de mes *Origines...*, l'évolution du socialisme français pendant la guerre de 14-18, j'aurai à accorder une attention toute particulière à l'équipe qu'avait groupée autour de lui le ministre socialiste de l'Armement, Albert Thomas, avec Maurice Halbwachs, Mario Roques (le même qui avait été mon examinateur au concours de Sèvres), Hubert Bourgin, François Simiand, tous normaliens. C'est ce groupe qui, situé globalement à la droite de la SFIO, mit à l'épreuve, « pour l'intelligente coordination de l'effort national » selon l'heureuse formule de Léon Jouhaux, une vision d'un « socialisme de gouvernement », fondée sur un rationalisme économique. L'idée centrale en était celle d'« économie organisée », matérialisée dans une pratique du *contrat* entre État et industriels, entre travailleurs légalement représentés et dirigeants patronaux.

Déjà familiarisée avec les travaux de Friedmann (dont le dernier livre, *Les Problèmes humains du machinisme*, m'avait semblé « plus terne, plus compact et moins ferme à la fois que ses livres précédents »), je me hasardai

à affronter en juin 1947 les épreuves d'un certificat de sociologie. Mais c'était la sociologie telle qu'on la pratiquait encore à la faculté de droit — et j'écrivais avec un petit grain de raison et un gros grain de marxisme que « de rester l'apanage du droit fait crever la sociologie ».

L'ethnologie m'attirait. Après que Leroy-Gourhan m'eut fait visiter les coulisses du musée de l'Homme, j'étudiai son grand œuvre : *Milieus et techniques*, paru en 1945. L'auteur, après avoir décrit les techniques d'appropriation (armes, chasse, pêche, élevage, agriculture) et celles de consommation (alimentation, vêtement, habitation), s'essayait à élucider cette notion de technique. Il proposait l'idée de « milieux techniques » pour, à sa lumière, examiner les phénomènes de l'échange, de l'invention et du progrès. Réticent à l'égard d'un déterminisme mécaniste, Leroy-Gourhan restituait ainsi non seulement aux individus mais aux groupes humains leur capacité à assumer les contrecoups qu'entraînait pour la collectivité l'inventivité de certains de ses membres. C'est aussi à peu près à la même date que je lus, bien que leur réputation n'eût pas encore dépassé un cercle relativement étroit, Lévi-Strauss et le *Mitra Varuna* de Dumézil dont j'ai encore dans ma bibliothèque un exemplaire sorti des Presses Universitaires en 1940, sans doute aussi *Naissance de Rome* publié chez Gallimard en 1944. Je n'étais pas idolâtre de sa « tripartition fonctionnelle », système qui, pour être proche de la triade platonicienne (la tête, le cœur, le ventre), n'en est pas moins simpliste. Quand la grande presse eut enfin découvert Dumézil à plus de quatre-vingts ans et qu'on voulut faire de lui un maître à penser peut-être sulfureux — puisque, dame, il s'était occupé cinquante années durant des Indo-Européens —, il n'était plus tenté, m'a-t-il semblé, que par un seul rôle, celui de mystificateur. Son Nostradamus, *Le Moyne noir en gris dedans Varenne*, c'est la formidable « niche » qu'en riant il fit à tous ceux qui bâillent en se forçant à lire *Mythe et Épopée*.

Il reste qu'historienne, et de ce fait poussée à la défiance à l'égard de la recherche du sens, j'ai, en lisant très tôt Lévi-Strauss et Dumézil, acquis le « souci de l'ensemble<sup>1</sup> » et je suis partie à la découverte du système ou de la structure organisatrice, mais tout autrement que croyaient le faire les activistes de l'École des Annales en se contentant d'allonger la durée qu'ils découpaient dans le fleuve du temps pour l'ériger en principal facteur.

Il m'arrivait enfin de faire un crochet par l'École du Louvre. Cependant, si je courais déjà musées et expositions, l'histoire de l'art, elle, m'ennuyait. Ce n'était que gloses et commentaires dans un langage abstrus et pompeux. Je n'eus pas le temps d'observer la mutation et la rénovation que devait connaître peu après cette spécialité.

De temps en temps, prise de doute sur ce qu'était ma véritable vocation, je m'interrogeais : devais-je m'engager dans la voie de la science ou celle de « l'imagination et de la création » ?

« Je ne sais pas encore très bien. Mais il est net que j'abandonne facilement un livre "sérieux" pour un roman, un recueil de poésie, une pièce de théâtre, un film. Il est certain que je m'attache moins passionnément à comprendre M. de

1. Dumézil, *Entretiens avec Didier Eribon*, Gallimard, 1987 (coll. Folio-Essais).

Martonne — le géographe — que l'art de Carné ou de Feyder. J'ai à l'heure actuelle plusieurs choses à dire, mais je les dis mal, sans profondeur, sans arrière-plan. C'est gracile et fluët comme un corps d'adolescent. »

Je continuais en effet, hors programme, à beaucoup lire, à hanter cinémas et théâtres. Je suivais cours et projections d'une histoire du cinéma organisée par l'IDHEC dans le cadre de la Cinémathèque. Dans l'hiver 1946, je lisais Claudel (*Le Père humilié*), un peu plus tard *Phèdre*, annoté par Jean-Louis Barrault, Sartre (*Les Chemins de la liberté*), Romain Gary (*Éducation européenne*), Roger Vailland. Curieusement, *Drôle de jeu* qui venait de paraître avec un grand succès me fut d'une lecture pénible : « *Drôle de jeu et drôle de livre*, écrivais-je, que ce livre traitant du communisme et de la Résistance sous la plume d'un résistant et d'un communiste... Je dois être naïve mais je n'ai pas rencontré pendant la clandestinité tant d'histoires de bordel. »

Naïve en effet. Pourtant, je retenais des *Frères Karamazov*, adapté par Copeau, qu'outre le jeu admirable de Maria Casarès « le génie de Dostoïevski a malgré tout triomphé de la traduction et de l'adaptation. Étonnante création d'un Smerdiakov épileptique, répugnant, horrible à souhait ». Et je reconnaissais :

« On voudrait crier que ces êtres sont faux, qu'ils sont malsains, qu'ils n'existent pas dans la réalité. Et puis, au souvenir de certaines minutes vécues personnellement, de bouffées irréflechies et mystérieuses de vie sauvage, à réfléchir ainsi sur des tendances obscures que l'on note en soi-même à des périodes brusques, on se dit que ces êtres, quoi qu'on en ait, sont bien vivants, sont bien réels. Mais, malgré l'horreur, l'étouffement de certains tableaux, l'atmosphère que crée Dostoïevski est bien différente de l'atmosphère sartrienne. L'atmosphère de Sartre est tout entière bloquée, fenêtres, portes fermées, pas de point lumineux, aucune pureté, rien de vibrant, rien de fraternel, pas une onde de pitié, pas un cillement d'amour. Tandis que chez Dostoïevski, à côté de l'horreur née, je crois, de la peur, une véritable peur qu'éveillent en nous ces créatures aux passions si formidables et si troublantes, il y a comme un hymne à la joie, comme un hublot de simplicité et de pureté, de ferveur saine et d'étonnement ravi : ainsi Glouchenka. Il n'y a rien à aimer dans Sartre, il y a trop à aimer dans Dostoïevski. »

Je n'avais pas achevé de passer les quatre certificats de la licence d'histoire et géographie (puisque le certificat de géographie ne me fut « donné » qu'à la session d'automne 1947 après deux échecs en juin et novembre 1946) quand j'eus à affronter pour le diplôme ma première expérience d'un travail qui serait autre chose que l'acquisition d'un savoir livresque.

J'avais donc, sur les conseils de Georges Lefebvre, demandé audience à Ernest Labrousse. J'ignorais alors tout de la carrière antérieure de ce maître de conférences — le fait qu'il avait été avant 1914 l'élève d'Aulard, qu'en 1919, pour s'initier à l'économie politique, il avait dû s'inscrire à la faculté de droit, que, porté par les travaux de Simiand et d'Albert Aftalion dont il avait été l'assistant, il s'était imposé dès 1932 comme le meilleur spécialiste de l'histoire des prix au XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'il avait été nommé en

1938 directeur d'études à la IV<sup>e</sup> section de l'EPHE grâce au soutien de Marc Bloch. J'ignorais encore davantage qu'il avait adhéré en 1913 au groupe des Étudiants socialistes révolutionnaires où, aux côtés de Prenant et d'Halbwachs, il avait participé à une lecture collective du *Capital*, qu'il avait adhéré en 1916 au parti socialiste, qu'il avait été en 1919 rédacteur à *L'Humanité* dont il avait été chassé en 1924, qu'il avait démissionné du parti communiste en 1925 et qu'il était rentré à la SFIO en 1938. Pourquoi alors étais-je allée le voir si je ne savais rien de lui et n'avais pas davantage suivi aucun des cours qu'il donnait — l'histoire économique me paraissant encore plus fastidieuse que la diplomatie, encombrée de chiffres, taux et pourcentages autant que l'autre de dates ? Curieusement, j'étais plutôt portée à lire Victor-Lucien Tapié et Roland Mousnier. J'ai un moment cru que c'était là signes prémonitoires de mes regrettables dérapages ultérieurs à droite. Mais pas du tout : Maurice Agulhon, resté imperturbablement « de gauche », a avoué aussi sa dette à leur égard.

Cependant, Labrousse était, comme on dirait aujourd'hui, incontournable quand on était un étudiant de gauche et qu'à défaut d'histoire économique on envisageait de faire de l'histoire sociale.

A quel moment ai-je eu l'idée de lui soumettre le sujet qu'il accepta de bonne grâce — une recherche sur « l'évolution de l'artisanat dans le III<sup>e</sup> arrondissement de Paris de 1895 à 1945 » ? En tout cas, dès mars 1946, puisque après avoir abandonné, sous la pression conjuguée de Braudel et Lefebvre, l'idée d'une recherche sur « dantonistes et hébertistes » et caressé le projet d'examen d'un épisode du modernisme catholique tel que le Sillon, je note le 13 mars que je vais m'entretenir avec mon père de mon diplôme sur les artisans : « Il sera très fier. »

Mon choix, original pour l'époque, avait été guidé, on ne s'en étonnera pas, par le désir de vérifier un point de dogme dont il me semblait que j'avais observé autour de moi dans les années 30 la pathologie sociale qui le fondait : comment, avec la lente asphyxie du secteur de production prémoderne condamné par le progrès technique et le processus de concentration que connaissait le capitalisme contemporain, une catégorie sociale urbaine constitutive de la classe moyenne se trouvait inexorablement promise à l'extinction.

Original, ce choix ? Moins par la finalité théorique, banale à l'aune de l'économie marxisante qui faisait le fond du « marxisme de la chaire » à la française, que pour la conception hardie de l'histoire sur laquelle il reposait. Cette histoire économique et sociale, découpée dans un présent immédiat, ne se distinguait guère d'une enquête de sociologie et encore moins d'une « observation participante » propre à cette anthropologie sociale à laquelle, bien plus tard, on sacrifiera sous le nom d'ethnologie française. J'avais en somme spontanément découvert ce que je vérifierai souvent par la suite : que je ne saurais rien étudier dont je n'aurais pas au préalable une connaissance familière, « profane ». Évidente limitation d'un esprit peu imaginatif, mal à l'aise dans la pure abstraction et le seulement livresque, qui avait en permanence besoin, pour soutenir sa curiosité, de la chaleur du

vivant, de la perception sensible, esthétique — volumes et couleurs — des réalités concrètes.

Ce faisant, de quelle sorte d'histoire tenais-je à me réclamer ? L'introduction que je rédigeai pour mon mémoire n'en faisait pas mystère :

« Alors que l'histoire institutionnelle, politique et diplomatique, nef de la cathédrale universitaire, paraissait défoncée de sillons trop profonds, épuisée comme une terre travaillée à l'excès, il se trouvait, grâce à cette admirable collection que Marc Bloch dirigeait avec Lucien Febvre, grâce aux chefs de file comme Simiand et Pirenne, grâce aux géographes qui reconnaissaient pour maître Vidal de La Blache, le chemin d'une histoire charpentée, fortement structurée, où tous les aspects divers de la réalité humaine s'enchaînent et s'expliquent dialectiquement. Comment ne pas être séduit pas l'étude d'un problème social qui mette en cause les différents rouages de la vie des hommes, l'économique, le technique, le politique, etc. ? Depuis longtemps, les *Annales d'histoire économique et sociale* ont insisté sur la nécessité d'envisager les problèmes de structure agraire et urbaine. Si l'étude d'une structure agraire effrayait une Parisienne de naissance, de vie et de pensée, l'examen d'une structure urbaine, par ailleurs beaucoup moins poussée parce que fort complexe, retenait mon attention. »

Plus déterminants que cette profession de foi — qui témoigne, dans sa crudité, de la totale victoire, au moins chez les historiens en herbe de la jeune génération, remportée par l'École des *Annales* sur l'historicisme antérieur — en furent les corollaires.

D'abord voici qu'au lieu de diriger mes pas comme c'était de règle vers les Archives nationales, quelque chartier ou dépôt de pièces et documents d'État, je me livre à une enquête de terrain dont je rapporte bien des aperçus pris sur le vif :

« Je suis allée lundi au Syndicat général des maîtres-artisans bijoutiers, joailliers, orfèvres et tous métiers s'y rattachant, 14, rue du Mail. Imagine que je monte au 6<sup>e</sup> étage d'une très vieille maison. Là une plaque. J'entre dans une entrée poussiéreuse, puis dans un atelier où deux jeunes filles s'agitaient au milieu d'un infernal bric-à-brac, l'une balayant et l'autre allumant le feu.

Enfin vient à moi le maître de céans, le président — M. Mouchonnet qu'il s'appelle —, boiteux, la chemise ouverte, gros et large, sertisseur de son métier, mais surtout M. le Président. Avec beaucoup de rondeur, un inimitable contentement de lui-même, une exquise vanité, il me fit part de ses indéniables connaissances dans le monde du bijou. J'ai obtenu un certain nombre de renseignements intéressants, une documentation inédite sous l'espèce d'un journal professionnel et quelques adresses où me procurer d'autres détails.

L'après-midi, je suis allée voir le père de Monique Bloch, avant la guerre fabricant-joaillier, qui m'a présenté un autre aspect de l'artisan, celui qui vit hors de toutes les associations artisanales.

Le lendemain, j'allai à la Bourse du travail voir M. Sancier, secrétaire de la Fédération des ouvriers du bijou, et lui, fort brutalement, me dit que les artisans n'étaient que des "jaunes". Ils prétendent ne pas être des patrons au sens courant du mot ; en fait ils le sont, ou les auxiliaires des patrons des grandes boîtes.

Il me reste à aller visiter les deux écoles de la bijouterie et j'en aurai terminé



pour cette branche si importante (c'est le premier métier artisanal de notre quartier<sup>1</sup>). »

Je multipliai ainsi les interviews, à vrai dire les entretiens à bâtons rompus car je n'avais aucune idée quant à la manière de conduire « scientifiquement » des interviews directives ou non. Avec un artisan monteur en bronze, avec le secrétaire de la Fédération patronale de la maroquinerie, avec les directeurs de la Chambre des métiers, de deux centres d'apprentissage, du centre d'éditions artisanales, avec le directeur de l'École des métiers d'art, rue de Thorigny, avec le secrétaire général de l'Union des artisans français, avec la directrice de l'Office d'orientation professionnelle du III<sup>e</sup> et le directeur des Contributions directes, avec le président de la Chambre des métiers, cité Clémentel quai de Maubeuge, avec le secrétaire de la section des Déportés du III<sup>e</sup> arrondissement, etc. Je courais les rues étroites, pavées et bordées rue Chapon, rue du Temple, rue des Gravilliers d'hôtels délabrés dont la lourde porte d'entrée était surmontée d'une tête de pierre barbue et chevelue. Par des entrées voûtées, longues et basses, je pénétrais au fond de cours bosselées au pavé verdi, je montais de sombres escaliers de guingois dont les paliers carrelés offraient un poste d'eau jusqu'aux lumineuses chambres mansardées sous les toits où l'artisan, à peine réchauffé par la petite flamme droite et pâle de la veilleuse à gaz, travaillait sur la planchette, la « cheville » de l'établi jonché d'outils minuscules.

Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, des artisans de tous métiers s'étaient fixés au Temple pour se soustraire aux exigences des jurandes et travailler en franchise. Dans le domaine du grand prieur de Malte où, à l'emplacement des immenses marécages (le Marais !) qui, sur la rive nord de la Seine, se prolongeaient jusqu'aux hauteurs de Ménilmontant et de Charonne, avaient été progressivement bâtis les terrains vagues et incultes concédés aux Templiers, se tenait chaque vendredi un marché libre, sans taxe ni redevance. Les marchandises s'y vendaient à meilleur compte et s'y écoulaient les produits d'industries interdites ailleurs par les corps de métier souverains, telles que la « fausse bijouterie » et les fausses pierres précieuses (les « bijoux du Temple »). Puis, au XVIII<sup>e</sup> siècle, quelques années seulement avant la Révolution, là où le prince de Conti avait aménagé des serres chaudes, fut construite une galerie, appelée la Rotonde, et bordée de boutiques : elle devint en 1811 le centre d'un marché public de friperie qui se tenait auparavant près de la fontaine des Innocents, une « halle au vieux linge » — hardes et chiffons, vêtements de travail et habits de fête —, reconstruite une dernière fois sous Napoléon III, en même temps que le square du Temple était dessiné par Alphand sur l'emplacement de la vieille tour du Temple. Ce sont précisément les grincements des lourds paniers à roulettes dans lesquels, tôt le matin, on véhiculait jusqu'au carreau la marchandise sortie des ateliers de confection qui constituent le bruit de fond le plus caractéristique de mon enfance.

1. Il l'est toujours, quarante années plus tard, puisque rue des Gravilliers, rue du Temple, rue Debelleye sont installés des orfèvres qui travaillent l'étain de Malaisie et du Zimbabwe ou l'argent massif, des doreurs qui obéissent encore aux techniques de Ruholz, des bronziers qui sont tout à la fois fondeurs, ciseleurs et monteurs.

Alphonse Daudet, l'un des auteurs préférés de ma mère, devait aussi situer rue des Vieilles-Haudriettes, au coin de la rue des Francs-Bourgeois, la fabrique de papiers peints qui, dans son « étude des mœurs parisiennes », portait le double nom de *Fromont jeune et Risler aîné* (1874) avec ses ateliers d'impression, de dorure, de ponçage, sa salle des machines à vapeur. « Étude » qui m'avait aidée à voir « ce Marais bruissant et bourdonnant dont les maisons noires, à cinq étages, les vieux hôtels écussonnés abritent le plaisir en préparation de Paris, laissent traîner dans la poussière de leurs mansardes et de leurs escaliers à ferrures des parcelles d'or fin et de bois précieux » :

« Entrez dans ces allées étroites, gravissez ces escaliers tristes : par les portes entrouvertes sur chaque palier, vous apercevez sous la lampe à schiste, autour d'un maigre feu, des femmes, des enfants qui travaillent. Un peu de laiton, un peu de colle, du papier doré, du velours, et c'est assez, malgré la misère et le froid, pour fabriquer du bout des doigts, presque sans outils, par l'adresse et l'ingéniosité seules, ces menus objets "jolis et bien faits", comme disent en vous les offrant les camelots : pierrots, danseurs, papillons qui battent des ailes, merveilles de quatre sous, joujoux de pauvres fabriqués par des pauvres, en qui se marque le goût si fin, si bon enfant de cet étonnant peuple parisien. »

Comme le rappellent en mars 1875 dans leur *Journal* les frères Goncourt, Daudet habitait lui-même alors l'hôtel Lamoignon, rue Pavée, « tout peuplé, en ses nombreux petits logements débités dans l'immensité des anciens appartements, de misérables industries, qui mettent leurs noms sur toutes les portes s'ouvrant sur les paliers de pierre des escaliers » :

« Du cabinet de l'auteur, l'on a devant soi de grands et mélancoliques ateliers et de petits jardins aux arbres noirs, aux arbres dont les racines poussent dans les conduites de gaz, aux cailloux verdissants, à l'enceinte faite de caisses d'emballage. »

De mon enquête de terrain, je ne rapportais pas seulement quelques données pittoresques ou folkloriques. J'ai la bonne fortune qu'elle me ramène à des travaux d'archives, archives d'un genre nouveau, dédaignées alors par les services officiels. Le 27 novembre 1946, je notais en effet :

« Figure-toi que j'ai fait une découverte sensationnelle : au Bureau artisanal des matières (BAM), rue de Maubeuge, en face du 44<sup>1</sup>, il y a *tous* les dossiers des artisans, et dans ces dossiers un questionnaire :

- Nom, prénom
- Date et lieu de naissance
- Marié ou pas
- Enfants, nombre et sexe
- Nationalité
- Profession principale
- Profession secondaire
- Date d'inscription au Registre des métiers
- Date d'inscription au Registre de la Seine
- Date de fondation de l'entreprise
- Personnel : genre et nombre
- Force motrice utilisée

---

1. 44, rue Le Peletier, alors siège du Comité central du PCF.

- Outillage nécessaire
- Chiffre d'affaires de 1938
- Dimension de l'exploitation
- Matières premières utilisées en 1938
- Matières premières nécessaires en 1941.

J'ai commencé par dénombrer les artisans du III<sup>e</sup> : il y en a 2 260 (sans compter l'alimentation). Il me faut donc trier les 60 000 dossiers de la Seine pour garder et copier les 2 260 de l'arrondissement... Pour obtenir l'autorisation de consulter ces dossiers, je me suis fait passer comme déléguée du service de l'artisanat au ministère de la Production industrielle. »

A ce premier et exceptionnel fonds d'archives, j'ajoute un « document de premier ordre » que le directeur du Commerce à la préfecture de police m'avait remis à ma seconde visite : la statistique des créations, extensions et transferts d'artisans à Paris de 1940 à 1945, classés par profession et par année. C'est dire que, même si je n'obtiens pas l'autorisation sollicitée de consulter les déclarations fiscales, par contre les annuaires de métier, les dossiers des offices sociaux tels que la Caisse de la Chambre des métiers ou les caisses professionnelles, rue du Temple pour le bâtiment, rue de la Chaussée-d'Antin pour les blanchisseurs et teinturiers, le registre des métiers du tribunal de commerce, les registres d'adhérents aux chambres syndicales, le recensement effectué en 1936 par la Chambre des métiers de la Seine constituent autant de sources qui permettent compléments et recoupements.

Je passe donc de longues journées au Bureau artisanal des matières, créé pendant l'occupation pour effectuer la répartition des matières premières entre les artisans du département. J'y recopie tous les dossiers individuels remplis à l'époque par les artisans déclarés du III<sup>e</sup> dont je conviens qu'« on peut se demander s'ils ont répondu avec honnêteté au questionnaire ». Mais — amusante notation dont je ne sais pas encore qu'elle relève de l'individualisme logique — « le mieux est d'examiner où se trouvait, dans chaque cas, leur intérêt ». De manière générale d'ailleurs, « le besoin de matières premières fut jusqu'en 1945 plus fort que la répugnance d'étaler ses affaires aux yeux de l'Administration ».

Cette prodigieuse quantité de séries chiffrées ainsi recueillies, il me faut, pour la traiter et, comme je l'écris naïvement, « pour ne pas faire une simple étude descriptive, mais rechercher les moyens par lesquels les artisans se sont défendus contre la concurrence », recourir aux méthodes tant de la statistique que de la sociologie. Je consulte dans cette intention des spécialistes de ces deux disciplines. Pour les statistiques, je fais appel aux lumières d'un jeune collaborateur d'*Économie et Humanisme* dont le style « scout routier » me rebute et qui, jugeai-je, « enrobe ses discours dans une philosophie bergsonienne et un ridicule vocabulaire idéaliste et réactionnaire », mais du moins « sa méthode me paraît neuve et féconde » — une chance. C'est d'ailleurs dans l'ordre des choses que je rencontre à ce moment-là, par l'intermédiaire d'un membre des « Équipes Économie et Humanisme », le mouvement fondé en 1941 par le père Lebret. Ayant l'ambition d'élaborer un discours chrétien de la modernité économique, celui-ci s'est orienté depuis la Libération vers des enquêtes d'aménagement

du territoire avant de s'intéresser en priorité au tiers monde et de contribuer au débat théorique sur le développement.

Quant à la sociologie, voici mon premier contact avec l'une de ses institutions tout juste établies :

« Je suis allée (17 novembre 1946) au Centre d'études sociologiques où j'ai été reçue par une dame. Le bulletin et la revue sont prévus mais non encore en marche. La publication des conférences, que je lui ai suggérée, présente de grosses difficultés financières... Elle a semblé contente de voir une étudiante. Je lui ai souligné le besoin que les étudiants avaient d'eux (les sociologues) parce qu'ils sont seuls près d'une Sorbonne croulante. »

### La sociologie contre la Sorbonne : une vieille histoire.

Au vrai, c'est pourtant à la Sorbonne — en me décidant cette année-là à suivre les deux cours de Labrousse sur « l'histoire économique de la Révolution » et sur « le mouvement social en France de 1870 à 1914 » — et aussi à l'École des arts et métiers où je suis le cours de Georges Friedmann sur l'artisanat que je trouve les cadres de pensée propres à m'aider dans l'exploitation statistique et sociologique de mes sources. Chez Friedmann surtout, dont j'annote l'ouvrage sur *La Crise du Progrès*. A côté de vastes perspectives dont l'avenir démontrera l'inconsistance, par exemple celle-ci :

« La bourgeoisie fut progressiste, tant que le progrès symbolisé par le machinisme lui fut une source d'énormes profits ; mais, frappée par la crise économique de surproduction, elle se retourne maintenant contre la machine qu'elle rend responsable et élabore diverses idéologies antimachinistes et antiprogressistes (dont l'idéologie artisanale et corporatiste) »,

je trouve et prends à mon compte l'intérêt pour les techniques dont les évolutions ne peuvent que retenir les historiens du travail. Outre *L'Artisan français* que je dépouille sous cet angle, je m'astreins à lire des livres techniques sur le travail du cuir et du bois. Je réfléchis au rôle de l'apprentissage sur lequel Friedmann a lui aussi beaucoup insisté.

Au terme, sur le modèle de l'*opus magnum* de Georges Duveau, *La Vie ouvrière en France sous le Second Empire* — « 600 pages. C'est bon. Un gros travail de dix ans. Mais dix ans qui ne sont pas perdus... Accumulation de détails pour construire une perspective juste », écrivais-je —, je n'ai pas seulement accumulé des détails en m'attachant notamment à dresser des tableaux sur les facteurs qui président à la création d'entreprises artisanales, sur l'origine géographique des artisans, la place des étrangers, le nombre par métier d'apprentis et compagnons, la répartition des entreprises en fonction du nombre de leurs employés, les facteurs qui favorisent le célibat (nécessité pour les gens du bâtiment de se déplacer, durée de l'apprentissage chez les horlogers-bijoutiers, pauvreté chez les cordonniers) ou la faible fécondité des familles constituées. J'ai, et c'est une expérience bouleversante, profondément remanié les hypothèses dont j'étais partie et que j'avais puisées dans une relecture de *Salaires, prix et profits*, remaniements qui visaient à expliquer pourquoi, en somme, les artisans, condamnés à disparaître, ne semblaient pas si mal se porter. Certes, je n'étais pas insolente avec le dogme au point de le rejeter. Mais enfin je parlais de

survie. On peut se survivre longtemps. La preuve, c'est qu'à peine dix ans avant la fin du siècle l'artisanat, pourtant « inéluctablement condamné il y a quarante ans », se porte encore si bien qu'il est devenu le principal créateur d'emplois. Concentration et industrialisation — dont les économies d'échelle sont souvent compensées par l'immobilisme ou du moins le manque de souplesse auquel condamne la lourdeur des investissements déjà opérés — ne l'ont pas balayé parce qu'il existe mieux qu'une place pour les productions de qualité ou très spécialisées dans la fabrication de produits sophistiqués à la pointe de la recherche technique. Les métiers liés au monde rural ont disparu, mais d'autres ont bien résisté en évoluant souvent vers le luxe, donc la production en petite série.

Plus important encore : je mettais à jour les *événements* qui avaient sinon changé le cours inexorable des choses, du moins l'avaient considérablement ralenti. Ces événements qui avaient rompu d'ordre de la nécessité, ç'avait été la crise et la guerre — la crise de 1931 et la guerre de 39-45. Ainsi, sans le vouloir, je m'éloignais d'un sociologisme qui ne valait pas mieux que l'historicisme antérieur. Je m'éloignais, avant même qu'il n'eût triomphé dans les années 60-70, d'un dogmatisme des structures et du primat de la longue durée. J'avais découvert que les hommes disposent de plusieurs solutions pour un même problème et que ce qui tranche souverainement, c'est, inattendu même quand il est prévisible et prévu, l'événement, dans le langage de tous les jours : les circonstances.

« Consacrer les mois de décembre et janvier à la documentation, réfléchir en février, rédiger en mars », ce programme que je m'étais fixé dès octobre 1946 pour l'année universitaire 1946-1947 — « l'année du diplôme » —, je m'y étais tenue et j'avais commencé à faire l'expérience de certains moments clés dans tout processus de recherche :

« Aujourd'hui, je suis demeurée à l'École. J'ai repris mon plan d'une part et mes notes de l'autre et j'ai commencé à répartir ma matière entre les divers titres. Cela me permet deux choses : d'abord de rendre mon plan effectif. Je me suis rendu compte que certains points sont amenés artificiellement. D'un autre côté, je sais maintenant exactement où j'en suis et dans quel sens je dois poursuivre mes recherches. Je continuerai demain. Je voudrais pouvoir terminer pour lundi ce travail de classement et de précision. »

Je n'en avais pas tout à fait fini quand, à la mi-mars, un intermède vint perturber la régularité studieuse de ma vie à l'École.

J'aurais dû pourtant mettre les bouchées doubles puisque mes parents, après avoir longuement hésité, avaient consenti à ce que je me marie en juin, les examens passés et avant ma majorité<sup>1</sup>. Ils auraient à l'évidence préféré que je conserve encore mon statut d'élève interne pour une troisième année d'autant plus importante que c'était l'année de préparation à l'agrégation. Mais Guy ne pouvait, après avoir enseigné la philosophie les

1. Fixée alors à vingt et un ans.

deux dernières années scolaires à Saint-Étienne et Bourges, espérer se voir nommé à Paris que s'il était marié.

Ma mère et moi, nous avons donc commencé les préparatifs d'une cérémonie qui se devait d'être modeste et ne se dérouler que dans l'intimité familiale quand je fus distraite par l'une de ces circonstances qui, à l'improviste, troublent l'ordonnance des jours et de la pensée.

André Gillois était, en cette seconde moitié des années 40, l'un des hommes de radio les plus célèbres de France. Embarqué dans une felouque en compagnie de Pierre Brossolette, il avait rejoint Londres en août 1942. Porte-parole du général de Gaulle à la BBC, il était de cette « équipe des Français » dont les voix réconfortèrent la France occupée : Jean Marin, Pierre Bourdan, vedette de l'émission en langue française mais sous contrôle anglais, « Les Français parlent aux Français », Maurice Schumann, lui porte-parole de la France combattante dont il animait l'émission « Honneur et Patrie », Jean Oberlé qui, caricaturiste au début des années 30 dans des journaux satiriques, avait fait plusieurs dessins de son ami Max Jacob (j'entendis en mars 1944 l'hommage fervent qu'il lui rendit de Londres quand il apprit la mort du poète de soixante-dix ans au camp de Drancy dix jours après qu'il eut été arrêté à Saint-Benoît-sur-Loire dans cette « maison rose » où, depuis huit ans, il logeait tout près du monastère).

Aujourd'hui où la radio est, dans la vie quotidienne, un robinet mal fermé qui goutte, on n'imagine pas le magistère moral qui fut le sien au temps de « la radio de Londres ». Aussi, peut-être en souvenir de mon père, le visage tendu et l'oreille collée au poste pour capter, malgré le brouillage, les nouvelles qui le sauvaient du désespoir, ai-je persisté à exempter la radio des vitupérations que m'inspire le décervelage des autres médias : il est vrai que je ne l'écoute pas.

Éditeur — on lui devait d'avoir, pour l'imprimeur d'art François Bernouard, collationné le *Journal* de Jules Renard et les *Œuvres complètes* de Courteline — mais plus encore homme de spectacle (il était le frère de l'un des premiers producteurs de cinéma, Diamant-Berger), André Gillois avait dans les années 20 et 30 fait cent métiers qui, tous, avaient le caractère commun de n'être pas considérés comme « sérieux ». Dans une société où la culture classique et savante demeurait la référence, on n'avait pas encore inventé le « culturel » sous le contrôle d'« animateurs » dûment appointés par un ministère dit de la Culture.

Or, si l'entre-deux-guerres fut sans conteste, dans l'ordre politique et économique, une basse époque pour un pays épuisé par la tension et les sacrifices que, courant après la victoire, il s'était imposés de 1914 à 1918, il faut reconnaître en contrepartie que ces métiers-là, tous ancrés dans le terreau des arts, des lettres et du spectacle, s'exerçaient au sein d'un petit milieu bohème et très parisien, très brillant et très audacieux qui, lui, continuait à abonder en talents pleins d'une vitalité inventive, même si la fortune, en raison de déplorables méthodes de gestion, n'était pas nécessairement au rendez-vous.

Happé par la radio à ses débuts, André Gillois avait ainsi imaginé pour le poste parisien des formules d'émission qui avaient eu grand succès.

Il y mélangeait l'information, l'histoire et la fiction mais privilégiait surtout l'improvisation, le dialogue en direct, la conversation entre gens de qualité s'exprimant dans une langue exacte.

Après guerre, dans l'incapacité où il était de se soustraire désormais à son éminent statut d'homme de radio, il avait pris l'initiative d'organiser des émissions publiques où des hommes de science débattaient des grands problèmes de l'heure, ceux que résumait le seul nom d'Hiroshima, puis il eut l'idée de demander aux simples auditeurs de s'en mêler et la série s'appela « Vous avez la parole ». La formule fut conservée quand, renonçant aux scientifiques sur lesquels s'exerçait un trop visible contrôle communiste, André Gillois décida de faire s'affronter étudiants et élèves des grandes écoles en des sortes de tournois qui n'étaient, puisqu'il s'agissait de radio, que des tournois d'éloquence. Ce fut un immense succès. Des éliminatoires se déroulaient à l'intérieur de chaque grande école jusqu'à ce que, de demi-finale en finale, le vainqueur désigné par un jury, en remportant la palme, fût rejallir sur sa maison sa jeune notoriété.

Mes camarades de promotion m'avaient désignée pour figurer aux éliminatoires de Sèvres. Les raisons de ce choix n'étaient guère mystérieuses. En un temps où les jeunes filles ne s'exprimaient pas fréquemment en public, la mission ne pouvait être confiée qu'à celles qui s'étaient déjà singularisées comme porte-parole d'un courant ou d'une famille de pensée au sein de l'École, la princesse Tala<sup>1</sup> ou la responsable communiste.

Je devais, pour commencer, me fixer un thème de réflexion puisque, avant de répondre aux questions du jury et du public, les candidats en lice avaient, sur un sujet à leur convenance, à prononcer un petit discours. Il se trouvait qu'à peu de temps de là et dans le même concours un élève de l'École des Chartres, qui n'était pas réputée pour la gaieté des études auxquelles elle astreignait les futurs conservateurs de nos Archives nationales, crut devoir, sur le ton léger de la moquerie et de l'ironie condescendantes, se gausser des étudiantes dont le zèle à venir en Sorbonne s'expliquait surtout à ses yeux par le désir de s'y dénicher un époux. Le mystère des destins croisés a voulu que je retrouve, quelque trente-trois ans plus tard, à un dîner chez Henri Dubois, médiéviste qui avait été dans les années 60 mon collègue au Collège universitaire de Reims, « mon » chartiste, Robert Fossier, devenu entre-temps le remarquable historien des paysans picards, et toujours véhément — mais, cette fois, fort engagé à gauche et quasiment prêt à m'exécuter si les socialistes, comme on pouvait s'y attendre, venaient au pouvoir !

A Sèvres dont les élèves souffraient parfois de la réputation qui leur était faite — sévriennes à lunettes, disait-on, comme on aurait dit serpents à sonnettes —, on avait mal pris cette diatribe qui n'était pas méchante si elle ne volait pas bien haut et n'avait qu'un défaut, d'être triviale et rebattue. Nous étions encore, dans ces années de l'immédiat après-guerre, en un

1. La « princesse Tala » était le chef de file des élèves qui allaient à la messe. Madeleine Biarreau, qui étudiait déjà le sanskrit et devait devenir une très éminente indianologue, était en 1946 la détentrice du titre.

temps de foi, de croyances fortes, d'engagements. L'émancipation des femmes par l'accès aux études supérieures n'était pas matière à plaisanterie pour celles, peu nombreuses encore, qui prenaient le risque d'entrer dans cette voie même si la chose était déjà moins hardie qu'elle ne l'avait été un demi-siècle plus tôt quand convergeaient vers les universités suisses de jeunes révoltées, venues la plupart des confins orientaux de l'Europe pour satisfaire leur ardent désir d'accéder aux libertés et au savoir que leur refusaient les conformismes familiaux et les obscurantismes sociaux.

Je résolu donc, puisque je parlais au nom de la première grande École féminine à participer au jeu, de moucher l'impertinent — qui en fut étonné et marri car il n'avait vu ni malice ni pétition de principe dans cette mise en boîte de ses condisciples du sexe faible. « A quoi rêvent les jeunes filles ? » tel fut le titre que je donnai à ma causerie.

J'en ai sous les yeux le texte manuscrit. C'est bien un texte d'époque. Par-delà son agressivité verbale et son lyrisme désuet, il stupéfierait et ferait sourire, par la modération de son fond, non pas les féministes mais les femmes des années 80. Certes, il dénonce avec quelque âpreté les deux « idéologies » qui concouraient également à justifier l'abaissement de la condition féminine : celle de la « femme au foyer » et celle de la Femme, avec une majuscule. Mais la seule émancipation dont je me souciais, c'était celle que devait procurer aux femmes leur entrée sur le marché du travail, dans le monde de la production. Les seuls problèmes que j'abordais étaient ceux que faisait naître la nécessité de concilier les deux catégories d'obligations auxquelles auraient à faire face les femmes ainsi émancipées par le travail : les obligations communes quel que soit le sexe et celles, particulières, qui découlaient pour les femmes de leur état d'épouse et de mère.

J'esquissais dans cette perspective un programme qui envisageait deux séries de mesures. L'une appelait au développement d'un enseignement féminin de tous niveaux qui accroîtrait la qualification professionnelle des femmes et éviterait qu'elles ne soient refoulées dans les emplois les plus méprisés, fastidieux et mal payés. L'autre insistait sur le développement des techniques propres à alléger les tâches ménagères et surtout sur le transfert des besognes domestiques à des formes collectives d'organisation telles que blanchisserie et restauration collectives, ouverture de magasins de confection, etc. Dans le même esprit, l'éducation des enfants serait prise en charge par des institutions sociales telles que maternités, crèches, jardins d'enfants.

C'était là un programme depuis belle lurette classique. Les communistes n'avaient fait que le reprendre à leur compte avec la détermination qui les caractérise quand ils se sont fait une religion. C'est d'ailleurs aujourd'hui toujours le fond des politiques familiales suivies tant par les collectivités locales que par les gouvernements de droite comme de gauche. Dans le passé, des réformateurs sociaux d'inspiration socialiste, anarchiste ou féministe s'étaient montrés plus audacieux. Ils ne s'étaient pas bornés à déplorer que les femmes fussent confinées dans leur intérieur et retranchées de la sphère de la vie publique ; pour eux, c'était le mariage et la maternité qu'il fallait incriminer. Les femmes ne seraient vraiment libres et les égales



des hommes qu'après que ces deux institutions, abusivement sacralisées, auraient été récusées et que s'y seraient substituées d'autres formes plus ou moins stables, légales et naturelles d'union et de procréation.

Ma plaidoirie n'avait pas de ces excès. Je ne proposais pas de modifier l'économie des obligations que la manière classique de concevoir le partage fonctionnel entre les sexes imposait aux femmes. Je me contentais, maintenant que les effets transitoires de la révolution urbaine sur la condition féminine étaient en passe d'être surmontés, de redonner à celle-ci une fonction de production comme ç'avait de tout temps été le cas dans les sociétés paysannes. Mon discours s'achevait d'ailleurs sur une chaleureuse évocation de la « fraternité vivante » que nourrirait entre hommes et femmes des rapports ainsi réajustés.

Au total, je péchais par un mélange d'optimisme quant aux fins et de sous-estimation de l'ampleur et du rythme de la révolution à venir quant aux moyens.

L'allègement du travail ménager dans ce qu'il avait de dur ou de pénible, la rupture de l'isolement et de l'enfermement auxquels il condamnait les femmes au foyer sont allés beaucoup plus loin et plus vite qu'on ne pouvait le prévoir en cette fin des années 40 quand commençaient à apparaître des machines ménagères de 50 000 ou 80 000 francs créées pour les seuls heureux de ce monde. Loin d'être utopique, le programme que je soutenais, conforme globalement sans doute à l'évolution qu'on allait en effet connaître, était d'un réalisme timide, incapable d'imaginer le degré de mécanisation auquel atteindrait la vie domestique dans nos sociétés développées. De même, il n'avait pas prévu, au degré atteint trente ans plus tard, qu'aidées par les progrès de la médecine les femmes, « libérées par le travail », n'accorderaient plus à leur fonction maternelle, comme en témoigne cruellement l'effondrement de la natalité dans les sociétés les plus prospères et les plus modernes, qu'une brève période de leur temps de vie.

C'est peut-être ce qu'avaient obscurément pressenti ceux de mes auditeurs et surtout celles de mes auditrices qui manifestèrent avec vivacité leur radical désaccord avec mon exposé. Déjà, quand André Gillois m'avait proclamée vainqueur, son palmarès fut salué par des huées. Il était furieux. Je n'étais, comme chaque fois que je me trouve exposée à une forme violente de détestation, qu'étonnée et triste. Ce fut pis dès le lendemain où je reçus un déluge de lettres de protestation. Il y en avait certes d'insultantes, de grossières, de furieuses et, comme j'avais vingt ans dans une société où en principe les jeunes filles se croyaient protégées, je fus consternée et terrifiée par la brutalité de missives émanant d'hommes qui, dessins à l'appui, revendiquaient d'être des mâles et me traitaient d'exaltée, d'excitée ou autre nom d'oiseau. Mais il y eut surtout des lettres de femmes, des lettres de mères de famille qui disaient avec des mots simples et souvent touchants combien elles étaient heureuses d'élever elles-mêmes leurs enfants, comment crèches, pouponnières, nurseries ne sauraient remplacer les relations d'amour qu'elles tissaient quotidiennement avec leurs petits.

Somme toute, je me demande si je n'étais pas, par-delà nos différends, davantage en accord profond avec ces femmes et ces mères-là que je ne le

suis avec le réseau d'idées et de sentiments que propagent aujourd'hui les journaux féminins. J'étais assurément convaincue que le travail des femmes était une bonne chose. J'avais travaillé si jeune que le travail s'était imposé à moi comme une donnée élémentaire et quasi naturelle : ni un besoin ni un désir d'accomplissement, plutôt une nécessité qui, comme toute nécessité une fois reconnue, n'était pas forcément avilissante. Mais je n'avais pas davantage de doute sur l'étendue de mes devoirs. Dans une de mes premières lettres à Guy en 1945, bien maladroite et écrite à la va-vite, j'avouais mes hésitations face au radicalisme en vogue :

« Au fond, cela revient à discuter la pensée de Plekhanov : "Le communisme est une conception totale du monde". Parce que, pour parler franchement, le plus clairement possible, tu sais combien je suis avec toi quand tu admires la femme soviétique, la femme-citoyen, la camarade-femme d'Aragon :

*Prends notre enfant et mon fusil  
Camarade-femme, vas-y.*

Mais, malgré tout, je ne crois pas que cela résout tout. Il y a un problème de la femme. La rendre égale à l'homme, en tous points, et risquer même pour cela de la "masculiniser", c'est une première étape. Mais, lorsqu'on y sera arrivé, il faudra alors examiner comment rendre à la femme ses qualités proprement de femme sans lui faire perdre l'émancipation et l'élargissement qu'elle aura acquis. Car enfin, on a beau dire, une femme, ce n'est pas un homme. Ou bien on se dirige tout droit vers la sinistre prédiction de Vigny :

*La femme aura Gomorrhe et l'homme aura Sodome.*

Elle existe, et il ne sert à rien de la nier, la différence structurale de nos deux sexes. Et je pense<sup>1</sup> qu'on ne fera pas les bébés à la machine. Alors, que dans un premier temps on rapproche et confonde le plus possible filles et garçons pour faire perdre aux unes un sentiment d'infériorité, aux autres un sentiment de supériorité fondé sur des apparences très superficielles et même le plus souvent sur de fausses perspectives, soit. Mais après ? Il ne faut pas passer d'un extrême à l'autre et, parce qu'on veut un monde plus beau, négliger de faire les hommes eux-mêmes plus beaux. »

Il n'y avait là rien qui fût original. Mes laborieuses considérations faisaient seulement écho au discours que Maurice Thorez avait prononcé lors d'un meeting au Vél'd'hiv' réservé aux Parisiennes le 11 avril 1945 :

« Bien avant la guerre, sans nous laisser arrêter par les moqueries et les sarcasmes, nous avons poussé un cri d'alarme devant les progrès effrayants de la dénatalité, devant le péril mortel menaçant notre pays [...]. La dénatalité, les ravages de la mortalité infantile, la déficience physique de la jeunesse, la crise de moralité : quand on voit l'étendue du mal, on se rend compte qu'il faut autre chose que des mots pour donner des enfants à la France, pour assurer à notre pays les millions d'enfants, faute desquels la France serait condamnée à disparaître.

Il faut d'abord aider efficacement la famille française<sup>2</sup>. »

1. A tort, à tort !

2. Maurice Thorez, *Œuvres complètes*, livre V, t. 20, p. 237.

### 3.

## L'échec du national-thorézisme

« Je ne suis pas venu comme l'humble dieu de la soupe.  
Bienveillant, clignant des yeux dans la vapeur de la viande et  
du chou. »

Paul Claudel, *Tête d'or*.

« J'ai adhéré ce soir à 5 heures au Parti. En sortant de la réunion des lycées, je suis allée à la permanence du VI<sup>e</sup>, rue du Vieux-Colombier. Mes impressions ? Aucune. »

C'est ainsi que je relatais, le 17 octobre 1945, mon entrée dans ce que je désignais tout de même un peu plus loin sous le nom de légende qu'il avait fait sien : « le parti des fusillés ».

« Rien de changé ? » En effet, puisque cette adhésion-là ne résultait que d'une modification quasi administrative dans le dispositif militant d'une jeune adepte du communisme. Depuis qu'au printemps précédent le Mouvement de la jeunesse communiste s'était transformé en Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF) et dès lors que celle-ci avait l'ambition d'être une organisation de masse « sans parti » — républicaine ! —, il fallait bien que ceux de ses membres qui avaient appartenu à la JC pendant la Résistance et devaient exercer désormais à l'UJRF des fonctions responsables fussent « contrôlés ». Ce contrôle revenait aux cellules du Parti qui les accueillaient.

La cellule à laquelle je fus normalement adressée, puisque son « territoire » englobait la rue de Chevreuse, portait le numéro 718 — comme l'indiquait la convocation, reçue le 3 novembre suivant, à la prochaine réunion qui tombait le 8 novembre. Cette cellule-là tenait ses assises hebdomadaires le jeudi soir à 20 h 45.

Quand la pratique du numérotage des cellules fut-elle abandonnée ? Quand l'invite, faite à chacune d'elles, de se choisir un nom plus évocateur (soit un nom de lieu correspondant à la localité ou à l'entreprise, soit le nom d'un des héros et saints patrons du calendrier communiste) devint-elle la norme ? Vers 1951 sans doute car, de 1945 à 1950, il y eut coexistence des deux formules. Ma cellule 718 se réclamait de Danielle Casanova. La cellule des étudiants d'histoire à laquelle j'appartins dès sa fondation en 1947 avait reçu en 1950 le numéro 572, mais s'était aussi placée sous la

protection de Saint-Just. Tandis que la carte que je reçus en 1951 de la cellule locale du VIII<sup>e</sup> arrondissement qui m'accueillit quand, n'étant plus étudiante, j'habitais rue du Rocher ne portait plus, elle, que la mention Saint-Augustin/Gabriel Péri.

En fait, dans la vie de tous les jours, on dédaignait numérotage et patronage pour ne parler par exemple que de la cellule Notre-Dame-des-Champs. Le communisme bénisseur de l'époque ne s'était pas soucié de recouvrir cette appellation si intensément religieuse, même si elle n'avait ici qu'un sens purement topographique, par une autre dénomination plus conforme au laïcisme révolutionnaire. Cependant, l'anticlérical qui ne dort jamais que d'un œil chez le communiste, par conformité autant à l'athéisme doctrinal du marxisme qu'à la tradition du mouvement ouvrier français, pouvait trouver matière à compensation : le local où nous siégeons, 63, rue de Vaugirard, était celui des « Bretons émancipés » — association d'originaires qu'avait, semble-t-il, anciennement fondée Marcel Cachin et dont le siège ne pouvait se trouver qu'à proximité de la gare Montparnasse puisque les Bretons, émigrés à Paris, étaient installés en nombre dans ce quartier. Son caractère « progressiste » se manifestait dans les fresques naïves qui ornaient notre salle de réunion : l'imagerie bretonnante y était privée de calvaires et de croix.

La cellule Notre-Dame-des-Champs était une cellule locale, et dans un quartier des plus socialement typés. Encore le Quartier latin, mais policé, rendu à la dignité et de maintien réservé comme il convient quand l'âge venant confère un rang qui ne saurait plus s'oublier. Des congrégations religieuses possédaient en outre derrière de hauts murs une part considérable des terrains. En même temps qu'un certain silence, myrrhe et encens imprégnaient l'air qu'on y respirait.

La trentaine de personnes qui assistaient de manière régulière aux séances du jeudi donnait un reflet assez exact du monde alentour. On y voyait sans doute de ces petites gens qui constituent jusque dans les quartiers les plus huppés le fond constant de la population parisienne. Mais il y avait aussi des personnalités assez représentatives de cette frange de la société où des intellectuels et artistes côtoient les bourgeois sans être eux-mêmes des intellectuels bourgeois.

Jean-Pierre Vigier paraissait déjà comme il paraîtra à toutes les étapes d'une carrière agitée et également décevante, résistant, physicien théoricien, contestataire nuance dogmatisme gauchisant, gonflant son personnage, ses titres et ses hauts faits, hâbleur et petit garçon. Pour l'heure, il soignait ses apparitions en tenue de capitaine FFI : au début de l'année 1945, le colonel communiste, Claude Jaeger, que le ministre de la Guerre, André Diethelm, venait de désigner pour remplacer le légendaire Fabien à la tête du 151<sup>e</sup> régiment d'infanterie, l'avait pris pour adjoint après avoir choisi pour chef d'état-major un autre officier communiste, Boris Guimpel.

Louis Daquin, massif, chaleureux, bonhomme, fendant l'air de son nez charnu et de son bréchet pointé à l'avant, était pour moi le cinéma en personne et sa formidable puissance émotionnelle à l'heure où les œuvres du néoréalisme italien et celles du réalisme à la soviétique s'accordaient avec

la mythologie ambiante : le patriotisme des simples, l'héroïsme des bonnes gens, la fière honnêteté des pauvres, leur esprit de sacrifice et leur fidélité aux grandes valeurs humanistes. Daquin valait beaucoup mieux que cette bondieuserie à laquelle il eut l'humilité de s'identifier. Et, comme les professionnels de l'ambition et du ressentiment ne s'attachent délibérément qu'aux apparences, on eut vite fait de le parquer dans l'*in pace* grotesque du cinéma stalinien. N'avait-il pas prêté son concours, ce qui serait banal aujourd'hui mais paraissait encore impur, à toutes sortes de films de propagande comme celui, réalisé pour la campagne des élections à l'Assemblée constituante le 2 juin 1946, qu'il réussit à monter en huit jours et qui s'intitulait *Les lendemains qui chantent* ? Ou ce film auquel il travailla pendant les trois mois de l'été 1946 avec Albert Soboul et qui s'appelait, du titre d'une chanson très populaire (musique de Jean Wiener, paroles de Pierre Migennes), *Nous continuons la France* ? On oublia de regarder vraiment ce qu'il faisait, ce qu'il ne savait pas toujours qu'il faisait, croyant ne reconstituer en naturaliste que la triviale réalité quotidienne, comme l'avait fait Marcel Carné dans *Hôtel du Nord*. A la manière d'un Courbet, il dissimulait derrière la solidité probe d'une facture sans génie une intense perception de la poésie qui, au-delà de la réalité, enveloppe et transfigure le prosaïsme du labeur populaire. Un jour, il faudra bien rendre justice à des films comme *Les Frères Bouquiquant* (1947 ; dialogues : Roger Vaillant ; musique : Jean Wiener) avec Madeleine Robinson, *Maître après Dieu* (1950 ; musique : Jean Wiener ; montage : Victoria Mercanton) avec Pierre Brasseur et Loleh Bellon, mais surtout à ce chef-d'œuvre, d'une grâce mystérieuse, presque religieuse, digne du récit de Panaït Istrati qui l'a inspiré, *Les Chardons du Baragan*<sup>1</sup> (1957). Qu'un critique aussi averti qu'André Bazin dans *Les Cahiers du cinéma* n'y ait vu que du réalisme socialiste me demeure incompréhensible.

D'un tout autre profil, plus secrets, souvent pensifs et d'ailleurs destinés à s'éloigner très vite : le peintre Jean-Michel Atlan, qui habitait un atelier rue de la Grande-Chaumière (où l'on croyait qu'avait vécu Gauguin), et l'écrivain Elian J. Finbert. Ils appartenaient à cette phalange d'écrivains dont Albert Camus fut le glorieux archétype, marquée par les chaos et déchirures des sociétés sud-méditerranéennes. Petit-fils de « rabbin miraculeux », Atlan était venu de Constantine en 1930. Bientôt gagné aux marxisme — en 1934, il consacre son diplôme d'études supérieures à « La dialectique marxiste » — et même au marxisme-léninisme, se vantant, selon son biographe Michel Ragon<sup>2</sup>, d'avoir été un jour « garde du corps de Trotski », cet étudiant en philosophie fait régulièrement le coup de poing avec les camelots du roi. Professeur de philosophie à Laval en 1939, puis au lycée Condorcet, il est en 1940 radié, comme juif, de l'enseignement. Arrêté avec sa femme lors de la manifestation de la rue de Buci le 31 mai 1942, il réussit à convaincre le psychiatre de la prison, le Dr Cellier, de le

1. Panaït Istrati, *Les Chardons du Baragan*, Paris, Grasset, 1928. « Entre la dolente Yalomitsa et le Danube grognon », le Baragan est une plaine inculte de la Valachie roumaine.

2. Michel Ragon, *Atlan mon ami, 1948-1960*, Galilée, 1989.

tenir pour fou et de l'interner. Il n'est pas seul dans ce cas : le film de Raymond Bernard, *Un ami viendra ce soir*, tourné en 1945 avec Madeleine Sologne et Michel Simon, se passe dans une clinique psychiatrique où sont mêlés de vrais malades et des résistants traqués simulant la folie. Jusqu'au 18 août 1944, protégé par le professeur Delay, Atlan à Sainte-Anne écrit sous prétexte thérapeutique des poèmes qui furent publiés en novembre 1944 sous le titre *Le Sang profond* :

« Je suis le prisonnier des sables du délire »,

et il y peignit avec une telle frénésie qu'en décembre de la même année la galerie de l'Arc-en-Ciel, rue de Sèvres, organisa sa première exposition personnelle. Une peinture où, par-delà une rencontre énigmatique entre abstraction et expressionnisme, se déchiffraient les rugosités et griffures des roches d'un paysage magique. Petit, mince, cheveux noirs bouclés, des sourcils d'un seul trait qui barraient le front, il a bien fallu que me frappe ce camarade inconnu pour que le souvenir m'en revienne si aigu à la vue d'une de ses toiles chez Claude Kelman. Celui-ci l'avait acquise, ayant noué des liens d'amitié avec Atlan, qu'il avait reçu dans le bureau ouvert après la Libération pour aider les juifs en perdition — preuve entre d'autres qu'Atlan, bien que marxiste à l'époque, était resté très proche du monde juif de sa très religieuse et fidèle famille.

Enfin, comme il en est dans maintes cellules parisiennes, la nôtre possédait un militant confirmé qui en était le mentor, bien qu'il fût jeune encore puisque, né à Paris en 1913, il n'avait que trente-deux ans. C'était André Tollet — Bastien dans la clandestinité —, tout à la fois secrétaire confédéral de la CGT et président du Comité parisien de la Libération. « Un petit bonhomme sans signe distinctif, appliqué, consciencieux et titi comme un Parisien qu'il est », ainsi le décrivais-je dans une de mes lettres. Je ne connaissais de lui que ce visage anonyme et sans grâce, comme poli et prématurément usé par les pratiques dissimulatrices d'une clandestinité sans fin. Il n'était pas bavard sauf pour patiemment transmettre les analyses, élaborées en haut lieu, de la situation politique du moment. A l'occasion seulement, il évoquait à la blague un souvenir plus personnel qui remontait aux jours où il était tapissier dans le meuble. Sur un ton moins facétieux qu'à l'habitude, il m'avait raconté quelle était son humiliation quand, au début des années 30, faubourg Saint-Antoine, déjà militant CGTU de la Fédération du bois, il devait tirer les pieds-de-biche pour demander de l'ouvrage. Simple dans sa mise, son langage et ses manières, il était toujours dans son assiette. Par nature ou parce que c'était le genre quasi stéréotypé du militant ouvrier ? D'où lui venait qu'il fût si petit et d'apparence si frêle ? Sa femme, qu'il avait épousée à vingt ans quand elle en avait vingt et un, d'origine judéo-polonaise (elle était née à Lodz), paraissait plus instruite que lui. Elle avait des yeux aussi tristes que les siens étaient vifs et rieurs. Encore qu'à la dérobée il leur arrivât d'être, le temps d'un éclair, froidement inquisiteurs. Impressions fugitives qui suggéraient que l'étiquette syndicale chez Tollet dissimula très tôt une activité bien moins classique. Lié dès 1935 à l'appareil communiste international, responsable à la

Libération, au sein du Bureau de la CGT, des secteurs de l'immigration et des questions coloniales, puis, plus généralement, des affaires internationales, il a en effet mené — de concert avec Marcel Dufriche — des opérations très spéciales qui lui ont conféré, cautionné par la FSM dont le siège était Prague (où il trouva sa seconde femme, en l'occurrence japonaise), un rôle important dans l'implantation agitée, inégale et instable du communisme d'obédience soviétique en Afrique, noire et blanche, et au Moyen-Orient.

Fréquenter chaque semaine la cellule n'était qu'une discipline parmi d'autres visant, pour les étudiants, à réguler le lent processus d'imprégnation du marxisme.

La médiocrité intellectuelle des échanges que provoquait l'exposé initial de la « situation » — internationale, nationale et locale ! —, après le sempiternel « contrôle des tâches », ne m'échappait pas. Sauf quand la charge en revenait à Tollet : en relation avec les fédérations syndicales implantées dans les colonies, il nous rapportait de ses voyages et déplacements lointains des observations intéressantes. Mais quand c'était le tour de rapporteurs « prétentieux et adjudantesques », notai-je, comme ce fut le cas l'année suivante où de nouveaux responsables animèrent le bureau de cellule, cela tournait vite à l'aigre.

Je m'inquiétais aussi de l'activisme qui condamnait des militants pas nécessairement stupides à « s'engloutir dans des tâches matérielles et d'organisation ». Le fonctionnement interne consommait bien du temps et de l'énergie : « On discute actuellement de la conférence de section qui doit avoir lieu en février (très intéressant peut-être, mais qui fait perdre de vue les problèmes actuels). » Ce n'était pas moins vrai quand on se tournait vers l'extérieur. Le référendum du 21 octobre 1945 avait porté sur deux questions. La première : « Voulez-vous que l'Assemblée élue ce jour soit constituante ? » La seconde : « Approuvez-vous que les pouvoirs publics soient, jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle Constitution, organisés conformément aux dispositions du projet de loi dont le texte figure au verso de ce bulletin ? » Les communistes avaient demandé à leurs électeurs de répondre « oui » à la première question, « non » à la seconde. Les résultats avaient été décevants puisque, si le oui à la première question l'avait emporté par 96,4 p. 100, le non à la seconde n'avait recueilli que 33,7 p. 100. Résultats d'autant plus décevants que le même jour avaient eu lieu des élections à l'Assemblée constituante dont les résultats étaient bien plus satisfaisants. Les socialistes SFIO, donnés vainqueurs par la presse avant la consultation, n'arrivaient qu'en troisième position. Les communistes, avec 151 sièges, obtenaient devant le MRP et ses 150 sièges le statut de premier parti de France.

Or, avant même d'essayer de trouver les raisons politiques susceptibles de rendre compte de l'écart entre ces deux séries de résultats, j'étais portée à incriminer le style ultra-militant d'une campagne de propagande obsédante :

« Tu dis, écrivais-je à Guy : “Malgré nos efforts, les masses ont voté oui-oui.” De là à déduire l'inutilité de la propagande, il n'y a qu'un pas. En fait, c'est faux. Nos efforts ont été *vains* parce qu'ils ont été *idiots*... Nous avons été à Paris abrutis d'une propagande stupide... Parce que inscrire oui-non sur les murs, parce

que coller des papillons "Si Pétain était libre, il voterait oui-oui", ça n'est pas sérieux. »

Et je poursuivais :

« Notre propagande a porté à faux. Pourquoi ? Tout simplement parce que nous l'avons vidée de son contenu. J'ai senti très vivement — et douloureusement — cette faute en entendant des camarades se raconter leurs "exploits" sur les différentes et baroques méthodes d'inscrire astucieusement oui-non. »

J'osais alors comparer cette « émulation socialiste » à cette « technomanie » qui m'avait poussée à organiser pendant la clandestinité des distributions de tracts sans même avoir pris connaissance de leur texte, « un peu comme des camarades passent leur temps à organiser sans savoir ce qu'ils organisent ». Et j'en appelais... à Staline et au chapitre « Le style dans le travail » de ses *Principes du léninisme* où, après avoir défini le style léniniste comme une combinaison de l'élan révolutionnaire russe et du sens pratique américain, il analysait la « maladie du praticisme étroit » (et « l'affairisme sans principes »). Ce qui m'incitait à préconiser un « travail du PC à l'intérieur même du PC » — revivifier l'élan révolutionnaire pour obvier à l'excès de sens pratique. Et le revivifier par l'« éducation » — « il faut créer, alimenter, pousser des écoles de cadres, il faut éduquer les camarades ».

En attendant : m'éduquer moi-même. Je lisais donc... Staline. Mais surtout Lénine. Ce faisant, ma perspective était en principe très honorable. J'étais « accablée à la maison de railleries » parce que mes parents et mes frères, tout sympathisants qu'ils fussent et électeurs communistes mus par la conviction que le Parti était seul capable de désenliser la France, n'en considéraient pas moins que c'était là un parti politique comme les autres, un parti entre dix autres et qui ne se distinguait que par son programme politique au sens étroit. Or moi, je tenais que le communisme était bien plus, bien autre chose — ni un péché de jeunesse ni une panacée pour adolescents fiévreux, mais une étape historique qui marquerait dans l'évolution des civilisations humaines un tournant aussi important que l'avait été le christianisme. Naguère sujets du Roi Très Chrétien, aujourd'hui citoyens d'un pays que l'Église avait longtemps tenu pour sa Fille aînée, il nous fallait nous comporter en héritiers attentifs à faire fructifier le patrimoine : de cette gestion bénéfique de l'héritage, le communisme serait le ferment. Avais-je lu Michelet : « La Russie n'admet rien de nous que le mal. Elle absorbe, attire à elle tout le poison de l'Europe. Elle le rend augmenté et plus dangereux. Mais elle nous disait : "Je suis le christianisme", demain elle nous dira : "Je suis le socialisme" » (*O.C.*, t. XVI, Flammarion) ? La Russie, la France : par le biais du marxisme, du communisme, ce qui valait pour l'une pouvait-il valoir pour l'autre ?

Ambition honorable, ambition redoutable. On tient là l'un des maillons de la chaîne de conduites et de raisons qui devaient bientôt mener à la glaciation raisonnée du stalinisme.

J'avais pourtant au départ quelque défense, intérieure et extérieure, contre un tel dévoiement. D'abord une allergie naturelle à cette héroïsation des comportements qui dissimule sous un verbe épique une stratégie d'emprise



sur les âmes attirées par une version séculière de la sainteté. Cette allergie, je ne la tenais pas de penser comme Roger Martin du Gard que « l'héroïsme est une qualité de crétin ». Elle me venait de mon père. Il avait fait courageusement toute la guerre de 14, il avait été blessé, enterré dans un trou d'obus et laissé pour mort à Verdun. Il n'en parlait pas, sauf à la toute fin de sa vie quand il avait reçu — soixante ans plus tard ! — la médaille militaire. Surtout, elle procédait en moi d'une curieuse indifférence à la mort.

« Je ne crois pas à l'héroïsme. Toute action me semble naturelle, et surtout l'action qui entraîne la mort »

notai-je à l'occasion de la Toussaint et du 11 novembre 1945 où se succédèrent les cérémonies en l'honneur de ceux qui étaient tombés sur tous les champs de bataille, dans les unités de la France libre, sur les terrains d'exécution et dans les maquis de la France occupée, dans les camps de déportation. Je n'étais pas dégoûtée par avance, l'esprit lavé de tout ce qui pourrait ressembler à une attente, à de l'enthousiasme, à cet « espoir » dont Malraux avait fait le titre d'un de ses romans alors parmi les plus lus. Je n'étais en rien disposée à une conduite de type cynique — j'ai d'ailleurs souvent, et j'y reviendrai sans doute, soutenu que le cynisme était un ingrédient qui, s'il n'était pas adroitement dissimulé, gâchait très vite et faisait tourner à l'aigre l'adhésion au communisme dans sa version stalinienne. Mais si la vie valait d'être vécue, exigeait-elle d'être constamment escortée de la peur de la mort à venir ?

« On me dirait : "Tu dois mourir dans un mois", que je répondrais : "Bon." Et je vivrais mon mois sans me préoccuper de l'échéance. »

Attitude bravache assez commune à l'âge tendre ? J'ai retrouvé pourtant bien plus tard ce même et instinctif comportement quand j'ai eu à faire face à l'épreuve du cancer. Produit d'une âme forte telle qu'un Lucrèce la voulait ou d'un esprit religieux seulement préoccupé d'avoir à paraître devant son Créateur ? Nullement. Ni davantage expression d'une vitalité triomphaliste. Que ma vie « ne fût pas surmontée du nuage de peur » qui plombe le ciel de tout être pensant ne la rendait pas insensible aux limitations du temps en train de passer. D'où une certaine stabilité émotionnelle, mais qui n'a pas que des côtés positifs : l'absence de peur à l'égard de sa propre mort, fort bien, mais à l'égard de celle des autres ?

Quelque chose là, sans doute, touche à l'essentiel. J'en étais consciente et me l'expliquais d'une manière curieuse qui recoupait assez ce qu'ont suggéré plus tard les travaux sur la psychologie du cortex : par la survivance d'une structure archaïque !

« Je suis à peu près certaine que la peur de la mort remonte à des temps relativement proches. C'est une donnée de la civilisation parce que c'est une donnée de l'individualisme. »

Plus terre à terre, s'offrait une autre explication — mon goût pour l'analyse politique dans ce qu'elle a de conceptuel, dépouillée de l'idéologie

non comme mode opératoire d'auscultation critique, mais comme voile destiné à empêcher de scruter le réel. Le 11 novembre, par exemple, au retour d'une manifestation à la Sorbonne en l'honneur des professeurs et étudiants morts pour la France, manifestation que je jugeai tout à la fois « émouvante et indigne », je notai que « ces cérémonies patriotiques sont terribles tant elles sont creuses » : « Ils ont fait l'appel des morts. J'aurais voulu qu'ils fassent l'appel de ceux qui ont été expulsés de l'Université pour faits de résistance. » On voit que je déplaçais allègrement la vraie responsabilité que l'Université avait endossée, celle d'avoir eu à appliquer les lois raciales même si ce fut sans passion, en multipliant atermoiements, échappatoires et subterfuges. Mais ce qui compte ici, c'est que l'émotion ne submergeait pas ma capacité critique ; ce que Lénine appelait « le sens pratique américain » me gardait d'élan qui me feront basculer plus tard dans le fidéisme.

A cette première défense, d'ordre intérieur, s'en ajoutait une seconde qui, elle, découlait de l'esprit du temps.

Pour « s'éduquer », le jeune communiste pouvait courir les conférences et débats qui, à cette date, pullulaient. Tout un chacun était avide de recevoir ou prendre une parole reconquise sur le silence imposé par l'occupant. C'est en reconstituant la liste des conférences et débats auxquels j'assistai pendant mes deux années de présence à l'École que je me suis mieux rendu compte à quel point la télévision a désormais appauvri les rapports humains directs entre intellectuels et étudiants et, en les rendant abstraits, stérilisé les affrontements d'idées dans ce qu'ils avaient de vivant, dru, charnel. J'ai écouté Jean-Pierre Vernant sur Platon, André Ribard, David Rousset, dont je lus en décembre 1946 *L'Univers concentrationnaire* (« la lecture en est rendue pénible, observai-je, par un style assez étrange »), Orcibal sur le jansénisme. Francis Jourdain, pour causer sur le thème de « L'art et le communisme », avec sa barbichette, ses cheveux un peu longs derrière, sa malice et son intime familiarité du mouvement d'idées qui, depuis le tournant du siècle, avait alimenté « l'art nouveau », était venu en voisin de l'immeuble construit rue Vavin par son père, Frantz Jourdain, et qu'en raison de sa façade en céramique blanche on appelait dans le quartier la « piscine ».

Une série de conférences-débats m'est surtout restée en mémoire. Le 6 décembre 1945, tandis que se tenait à la Mutualité un débat auquel participaient Pierre Hervé, Maurice Kriegel-Valrimont et Maurice Schumann sur « Le MRP est-il réactionnaire ? », un autre dialogue se nouait à Sèvres entre Roger Garaudy et le père Daniélou, alors aumônier de l'École. Le lendemain, je racontai l'affaire :

« L'École est fiévreuse ce matin. Le père s'est assez mal défendu en ce sens qu'il a voulu attaquer dans le domaine où nous sommes rois, le côté social de l'homme... Garaudy a défini l'homme communiste par le sens de l'infinitude : un communiste ne pose pas de limites à la puissance et aux possibilités humaines... Le père a fait un bref exposé, mais, au moment de la contradiction, la scène a été accaparée par Garaudy. »

« Ce qui m'a plu, ajoutai-je en conclusion, c'est que les deux adversaires ne se sont pas embrassés à la fin. »

Dix jours plus tard encore, toujours à Sèvres, débat Pierre Hervé-André Mandouze :

« Grosse affluence : 5 à 600 auditeurs. La rue d'Ulm était tout entière descendue. Tu penses si j'étais fier de mon succès. »

La conférence fut jugée passionnante, mais les performances respectives des deux conférenciers, également sympathiques, difficiles à apprécier de par la position de Mandouze « qui se désolidarise de l'Église, du pape, des encycliques, de la Compagnie de Jésus, des tiers ordres pour ne suivre que l'enseignement révolutionnaire du Christ ». Ayant ainsi résumé sa pensée, je me trompais d'ailleurs en prévoyant que « d'ici dix ans Mandouze sera excommunié comme Lammenais, comme le Sillon, fichu à la porte de l'Église comme il a été fichu à la porte de *Témoignage Chrétien* ». En fait, non pas dix ans mais vingt ans plus tard, c'est l'Église qui s'est fichue elle-même à la porte.

Le 17 janvier 1946, c'est encore Pierre Hervé qui traite, rue d'Ulm, des problèmes constitutionnels alors que la veille déjà il avait, à la Mutualité, « bafouillé lamentablement » au cours d'une réunion contradictoire avec Mounier, d'*Esprit*, sur le thème : « Le marxisme est-il dépassé ? » J'ai, à ce propos, la dent dure :

« Hervé, même diplômé de philosophie, doit s'occuper des problèmes politiques (à orientation doctrinale et philosophique sans doute), mais ne pas s'attaquer à des sujets qui le dépassent (c'est le cas de le dire) : non parce qu'il n'est pas assez intelligent mais parce qu'il n'a pas le temps de les travailler. »

Et c'est Garaudy qui tente de répondre peu après à la question : « Le christianisme est-il révolutionnaire ? »

Cette série de conférences-débats tenues en un court laps de temps fait bien voir entre quelles forces, à l'époque, se déployait la concurrence pour l'hégémonie chez les jeunes intellectuels : entre « chrétiens » et « marxistes ». Dans un vieux fond de brocante, j'ai déniché récemment un numéro de *Réalités* de juin 1951, à l'époque une sorte de *Match* pour salles d'attente un peu huppées. D'un banal reportage sur la vie d'un étudiant, j'extrais cette vérité reconnue sans détour :

« Il est 4 h 10 de l'après-midi. Michel Renaud, dix-neuf ans, étudiant en mathématiques générales, franchit le seuil du grand porche de la Sorbonne, enfouit dans sa poche les prospectus que lui a distribués un membre de l'Union des jeunes républicaines de France (communiste) et un représentant du Centre Richelieu (catholique) postés à l'extérieur de l'enceinte de l'université... Les étudiants communistes, très actifs, se serrent les coudes, font une propagande organisée, quoique généralement peu efficace, et forment un véritable noyau au centre de l'université... On les voit discuter en petits groupes dans les couloirs, distribuer des tracts à la porte. Leurs relations avec le groupe du Centre Richelieu, "bien pensant", social, laïc — bien qu'il soit dirigé par un abbé — sont d'ailleurs cordiales ».

De ce « bipartisme »-là, les raisons sont nombreuses.

Sur le fond, il représentait une modalité, une actualisation de la ligne

de séparation entre les deux versants de la société française depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, à un degré atteint nulle part ailleurs, entre « cléricaux » et « laïcs ».

A force de comparer le parti communiste à une Église, à un ordre quasi religieux, on a un peu oublié que le marxisme était d'abord, à sa racine, un athéisme — militant au surplus, comme il se doit quand il s'agit des composantes de base du communisme dans sa belle époque. Expression porteuse d'un programme politique concret, mais aussi camouflage d'un projet radical : par-delà la séparation de l'Église et de l'État, un humanisme rigoureusement athée, la « laïcité » était elle-même un terrain de concurrence à investir et à enlever à la maçonnerie et à la gauche non communiste. Je suis frappée de lire à quel point, dans ma correspondance de ce temps, perdure le souci de cette « laïcité », associée au sectarisme qui lui est propre.

D'autres raisons plus circonstancielles expliquent cette primauté du débat entre catholiques et communistes. Parmi celles-ci, la véritable éclipse que connaissait la SFIO au Quartier latin. Pourtant, dans les années 20 et 30, son prestige avait été grand parmi les normaliens de la rue d'Ulm : Georges Lefranc en a détaillé, dans un récit autobiographique érudit, les divers aspects<sup>1</sup>. N'avait-elle pas séduit un moment des esprits aussi considérables que Raymond Aron et Claude Lévi-Strauss ? Il faudra rien moins que Léon Blum, mais au printemps 1947 seulement, après qu'il eut du 16 décembre 1946 au 16 janvier 1947 assuré un mois la fonction de Premier ministre, pour que le cercle d'étude socialistes de la rue d'Ulm, animé par Jean Roncayolo, réussisse à attirer nombre d'auditeurs sur le thème : « Exercice et conquête du pouvoir ». On verra d'ailleurs comment, ayant pris la mesure de la résurrection de l'audience socialiste grâce à l'autorité morale et intellectuelle de l'auteur d'*A l'échelle humaine*, les étudiants communistes auront à cœur de dresser un réquisitoire permanent et de mener une persécution systématique à l'encontre de la personne et de l'œuvre de Léon Blum.

Si les socialistes étaient rares, les catholiques en revanche étaient nombreux. Je ne sais si l'on a songé à comparer la puissante mais brève renaissance catholique dans le monde intellectuel d'après la Seconde Guerre mondiale avec le mouvement de réveil que dans l'avant-Première Guerre mondiale d'étonnantes conversions, face à l'anticléricalisme arrogant des autorités et du pouvoir établis, avaient illustré. Ainsi, rue d'Ulm, tandis qu'en 1905 on ne comptait plus que trois ou quatre catholiques déclarés, on en avait compté une quarantaine en 1912. Soit près du tiers de l'École, ce qui était apparu comme une sorte de miracle.

A quarante ans de distance, on voit mieux quel chemin de croix s'est infligé l'Église de France quand on compare l'athéisme général et tranquille des étudiants des années 80 avec la ferveur religieuse qui, dans une école comme Sèvres, était de loin la caractéristique spirituelle majeure de bon

1. Cf. Georges Lefranc, « Rétrospectives. A travers un demi-siècle de mouvement ouvrier (1920-1970). Comment, dans les années 1920, on devient socialiste », *Cahier de l'Ours* (Office universitaire de recherche socialiste), n° 116, janvier 1981, 80 p. Un témoignage capital, d'une superbe modestie.

nombre de promotions dont la mienne. Les catholiques n'étaient pas seulement nombreux ; nombreux aussi à recevoir la prêtrise : en 1947, il y eut 1 649 ordinations (contre 111 en 1980) ; ils disposaient également de puissantes organisations. A la Sorbonne le Groupe catholique des lettres, la JEC, les scouts — des Routiers, bien sûr —, la Conférence Saint-Vincent-de-Paul se trouvaient rassemblés et regroupés au Centre Richelieu, place de la Sorbonne. La vie intellectuelle qui les animait se trouvait stimulée par la présence, les œuvres et les travaux d'aumôniers, de théologiens et de penseurs à l'autorité et au rayonnement considérables. Le père Daniélou, notre aumônier à Sèvres, était aussi l'aumônier de la section de la Sorbonne de la JEC ; la revue qu'il avait fondée, *Dieu vivant*, recueillait grande audience. Le père de Lubac, le père Fessard, Jacques Maritain, autant de figures majeures. Nombreux, organisés, ouverts à des débats de grand style, les étudiants catholiques, invités à ce qu'ils appelaient « l'engagement temporel dans la cité », s'égaillaient enfin à l'intérieur et sur toute l'étendue du spectre politique. Jusqu'à comprendre une aile qui, privilégiant une interprétation « révolutionnaire » et « sociale » de la figure du Christ, se retrouvait bientôt en sympathie avec des éléments centraux de la logique communiste surtout si la Résistance avait été l'occasion d'une action commune.

Ainsi s'explique qu'il y eût double appartenance ou passage et conversion d'un univers à l'autre. Le cas, rue d'Ulm, de Louis Althusser est le plus connu. De 1937 à 1939, dans la khâgne du lycée du Parc à Lyon (dont un autre élève, Gilbert Dru, qui de 1940 à 1944 fut l'âme de la résistance des mouvements d'action catholique à Lyon, fut fusillé sur la place Bellecour en juillet 1944), Althusser avait eu pour professeur de philosophie Jean Guittou qui y enseignait le réalisme spiritualiste de Bergson. Un autre professeur arrivé en 1938 dans la même khâgne, Victor-Henry Debidour, fameux pour sa traduction d'Aristophane dont il goûtait, à l'égal d'un Rabelais, la truculence populaire, enseignait le grec et le français. Issu d'une famille plutôt républicaine et anticléricale, Debidour s'était très tôt converti à un catholicisme proche de celui de Péguy. Bien que reçu au concours en juillet 1939, Althusser ne devait « intégrer » qu'en 1945 après son retour de captivité qui le tint cinq ans prisonnier de guerre en Allemagne. Je ne me souviens pas l'avoir alors jamais rencontré. Né en 1918, et donc beaucoup plus âgé que la moyenne des autres élèves, longtemps militant d'Action catholique, il n'était en 1945-1946 qu'un membre ordinaire du « groupe Tala ». C'est sous l'influence de sa femme, Hélène Rytman, qu'au dire de Jean Guittou à qui Althusser s'expliqua dès 1947 de son évolution, il devint athée et communiste. Il s'inscrivit au Parti en 1948. De son côté Maurice Caveing, lui aussi venu de la khâgne de Lyon, entré à l'École dans la promotion 1944, adhéra au Parti dès 1946 et, tout en restant catholique, anima la cellule de la rue d'Ulm de 1946 à 1948. Après son agrégation de philosophie, il collabora avec Guy à un remodelage (et une réécriture) du *Manuel de philosophie* de Politzer.

Pour s'« éduquer » toujours, le jeune communiste pouvait commodément se procurer à très petit prix de minces brochures sur papier journal

qui reproduisaient discours et rapports des grands personnages du monde communiste français et international ou, par des plumes moins autorisées, traitaient des problèmes de l'heure. Ces brochures constituaient le fond de ce qu'on appelait pompeusement, à l'entrée des salles de conférences et de meetings, les « tables de littérature ». Comme on vivait une période d'exaltation intellectuelle, on franchissait vite un pas supplémentaire en acquérant des brochures moins liées à l'actualité immédiate — tel cet opuscule à succès que fut *Les Communistes et la morale* de Garaudy — ou, mieux encore, les rééditions des textes majeurs de l'Ancien — Marx et Engels — et du Nouveau Testament révolutionnaire — Lénine et Staline.

En février 1946, par exemple, fatiguée de « toutes ces brochures hâtivement mal faites qui se veulent — ô ridicule — marxistes et scientifiques », je me décide à remonter à la source et lis de Lénine *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Las, ce qui m'y fascine, c'est la pseudo-érudition dont Lénine aime à encombrer ses écrits, ce goût qu'il a de piquer, références à l'appui, toutes sortes de données disparates destinées, non à fonder, mais simplement à illustrer son raisonnement préfabriqué. Ma familiarité avec l'œuvre et la pensée de Lénine a dû entre-temps progresser puisque l'année suivante, à l'occasion de l'anniversaire de sa mort, je suis chargée par ma cellule locale de faire un exposé commémoratif : « Tollet semblait très content. Mais j'avais oublié de mettre en lumière certains aspects de l'œuvre de Lénine, par exemple sa politique vis-à-vis des paysans. » Ça s'imposait en effet quand on était réuni rue Notre-Dame-des-Champs.

Le jeune communiste pouvait encore étancher sa soif de connaissances et de lectures grâce à des institutions datant de l'avant-guerre, qui réapparaissaient baignées d'une lumière différente. L'une d'elles, l'Université nouvelle, était issue de l'Université ouvrière qui avait été fondée en 1932 sous le double patronage de Romain Rolland et d'Henri Barbusse. De l'une à l'autre, la continuité s'affirmait par le fait qu'elles se situaient également dans la mouvance du mouvement ouvrier telle que l'incarnaient la CGTU de la première moitié des années 30 et la CGT de la seconde moitié des années 40. Lors de la séance inaugurale du 11 novembre 1945, le premier orateur à prendre la parole symbolisait cette continuité puisqu'il s'agissait d'Henri Raynaud, l'un des secrétaires de la CGT.

À sa création en 1932, l'Université ouvrière avait voulu rappeler dans son nom les Universités populaires dont la première, créée par un militant positiviste, Deherme, s'ouvrit en avril 1898 rue Paul-Bert dans le XI<sup>e</sup> arrondissement. Leur succès foudroyant bien qu'éphémère avait exprimé le désir d'intellectuels de gauche d'aller à leur tour, après l'intelligentsia russe des années 70 du siècle précédent, « au peuple ». Au peuple pour contribuer, grâce à une école de liberté, de tolérance et de solidarité qui lui serait destinée en propre, à sa régénération morale et spirituelle, à son affranchissement des préjugés et servitudes. Victor Basch le rappelait dans un article de *L'Humanité* qu'il publiait le 6 octobre 1915 :

« Aux temps lointains où je présidais aux destinées de l'Université populaire de Rennes, j'avais obtenu de mes collaborateurs qu'on n'offrît aux ouvriers qui, leur dure journée de labeur achevée, venaient nous entendre que ce que la littérature, ce que l'art et la science avaient produit de plus exquis et de plus élevé. Inexorablement, je rejetais de mes programmes la musique de caf' conc', la soi-disant poésie socialiste ou anarchiste, la science basement vulgarisatrice... C'est du Schumann, du Beethoven, du Wagner — j'en demande pardon à M. Saint-Saëns ! —, c'est du Racine, du Victor Hugo et du Leconte de Lisle, c'est la philosophie de Darwin, de Spencer, voire de Kant et de Leibniz, que nous leur révélions. Et c'est les yeux grands ouverts, c'est l'âme béante d'enthousiasme qu'ils écoutaient<sup>1</sup>. »

L'Université ouvrière, et c'était le sens du changement de qualificatif, avait voulu innover sur deux plans. D'abord en extrayant de la nébuleuse « peuple » la catégorie à laquelle elle s'adresserait en priorité. Ce ne serait plus l'élite professionnelle des vieux quartiers de l'Est parisien, ces compagnons d'atelier, ces ouvriers des anciens métiers qui avaient assuré le fond des auditoires positivistes ou proudhoniens, mais ce serait les ouvriers de fabrique, le prolétariat de la grande industrie concentrée, ces manœuvres d'usine auxquels exploitation et oppression donnaient une conscience de classe spontanément révolutionnaire. Dès lors, il ne s'agissait plus de cours et de leçons convenant à des autodidactes désireux de parfaire leur instruction dans des matières qui ne leur étaient pas directement pratiques, désireux en somme d'élargir une culture dont ils possédaient déjà bien des éléments et qu'ils considéraient, face à la culture bourgeoise, comme la culture ouvrière. Mais, sur le modèle de l'École marxiste supérieure que dirigeait à Berlin l'époux d'Anna Seghers, il s'agirait d'un enseignement explicitement fondé sur le marxisme et qui aurait, avec des enseignants comme Georges Politzer, René Maublanc, Jacques Solomon, pour vocation de diffuser dans la classe ouvrière, au-delà du petit noyau des militants organisés, les principes théoriques du marxisme-léninisme.

A quel souci répondait qu'une fois de plus, en ce mois de novembre 1945, le qualificatif fût changé et qu'à « ouvrière » fût substitué « nouvelle » pour caractériser l'Université en passe d'être réouverte ? Sans doute au souci, général à l'époque, d'élargir les bases sociales sur lesquelles reposait le mouvement ouvrier d'obédience communiste. L'Université nouvelle devait être, pour les travailleurs certes mais aussi bien pour les intellectuels et les étudiants, un lieu où commencer à s'initier au marxisme.

Le prestige que la victoire avait conféré non seulement au communisme soviétique, mais à toute l'expérience révolutionnaire russe, se traduit ici par la résurgence du modèle qui avait été celui des premières universités populaires et qui avait poussé les étudiants russes à « aller au peuple ». Dans une lettre du 11 juillet 1945, je note qu'« une image (m'avait) frappée dans mon livre d'histoire : un jeune homme au visage ardent est en train d'expliquer un livre à de vieux moujiks et les moujiks écoutent avec avidité ». En France où ne se posait plus la question de la lutte contre l'analphabétisme, même si subsistait un fond d'ignorance grossière, le problème le plus actuel paraissait être d'éviter les erreurs de l'Université

1. Victor Basch, *L'Aube*, Proses de guerre, Paris, Alcan, 1918, p. 143.

ouvrière : « On cherche », écrivais-je dans la lettre où je stigmatisais la conception fautive de celle-ci, « à donner aux ouvriers les connaissances des étudiants ; on leur fait *grosso modo* des résumés scientifiques ; on leur entonne des connaissances humanistes qui ne peuvent leur profiter parce qu'ils manquent des bases. Je crois qu'on ferait mieux de *parler* avec les ouvriers de ce qui les intéresse, de parler parce que j'ai remarqué que la plus grande faiblesse des ouvriers, c'est de ne pas savoir parler ».

Dès lors que l'auditoire serait ainsi socialement mêlé, il convenait que les cours et conférences tinssent compte des attentes qu'un public plus instruit manifesterait en matière non plus de culture, mais de savoir et de science. Ainsi peut s'expliquer que les deux orateurs dont le discours avait constitué les plats de résistance de cette soirée inaugurale fussent Marcel Prenant et Cécile Angrand.

Marcel Prenant ? Non le chef d'état-major des FTP, le déporté qu'il avait été ni le député qu'il sera bientôt, mais le professeur à la faculté des sciences qui, dans les années 30, avait déjà enseigné à l'Université ouvrière et participé aux premières démarches tendant à confondre univers de la science et univers du marxisme : le recueil collectif, intitulé *A la lumière du marxisme*, avait été le produit de cette entreprise intellectuelle ambitieuse et conquérante posant le marxisme comme le lieu d'un dépassement mais surtout d'une récupération du scientisme. Cet hybride à faible teneur marxiste, c'était ce qui autorisait l'Université à se qualifier de « nouvelle » et à attirer intellectuels et étudiants curieux d'un socialisme s'autoproclamant « scientifique ».

Cécile Angrand, de son côté, convenait bien à l'originalité de la formule. Philosophe, c'était un excellent professeur, à l'expression plus limpide que sa pensée n'était profonde. Son marxisme, superficiel et dilué, revêtait les allures d'une dogmatique dont j'étais déjà assez avertie pour regretter le caractère sclérosé.

L'Université nouvelle gardait néanmoins de ses origines son implantation ouvrière et son lien à la CGT. Ses cours avaient lieu salle Pelloutier, avenue Mathurin-Moreau — là où bien plus tard se dressera le siège du PCF —, et dans son comité de patronage figuraient Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, et Eugène Hénaff, secrétaire général de l'Union des syndicats de la Seine. Même si en 1945-1946 Georges Tessier, Henri Wallon, Francis Halbwachs y dispensaient des cours d'excellent niveau, le public en demeurait ouvrier.

Pour mieux répondre à sa devise rénovée : « apprendre pour mieux servir la France et son peuple », l'Université nouvelle mûrit, dans les jours mêmes où elle procédait à sa réouverture, un projet plus ambitieux : détacher d'elle un rameau qui serait réservé aux seuls étudiants et prendrait le nom d'Université de la Renaissance française. Sous le patronage de l'Encyclopédie de la Renaissance française, cette Université, divisée en trois sections : philosophie, économie politique, sciences, assurerait, étendues sur une vingtaine de semaines, trois séries de cours par semaine, les lundi, jeudi, vendredi à 20 h 30, salle des Sociétés-Savantes, rue Danton. Des cours « franchement marxistes », notais-je le 9 octobre 1945, « nettement marxis-



tes », disais-je encore le 2 novembre suivant. La liste des professeurs pressentis en faisait foi puisqu'on y trouvait, aux côtés de Langevin, Wallon, Tessier, Prenant, Baby, Bruhat, Pierre Georges, Henri Lefebvre et René Maublanc, les noms de Cogniot, Garaudy, Georges Gosnat, Maurice Kriegel-Valrimont, tous membres du Comité central et députés à l'Assemblée constituante. Comme disait le prospectus de lancement, « ce sont soit des savants qui sont l'honneur de la pensée moderne, soit des jeunes hommes, passés de l'Université à l'action politique ».

Entreprise ambiguë néanmoins. Sous le couvert du terme de « Renaissance » qui pouvait évoquer la simple rentrée de la France dans le concert des nations libérées et victorieuses mais qui pouvait aussi renvoyer à l'esprit du temps où, au XVI<sup>e</sup> siècle, la neuve formation de la société et de la culture modernes se dégageait des ruines du Moyen Age, l'Université en question pouvait être aussi bien une machine de guerre contre l'Université « bourgeoise » qu'une locomotive pour tirer celle-ci de ses ornières au cas où Henri Wallon deviendrait, comme le bruit en courait, ministre de l'Éducation nationale. De toute façon, machine de guerre ou locomotive, l'Université de la Renaissance française avait au moins ceci en commun avec la Sorbonne : l'une et l'autre étaient « laïques » et trouvaient de ce fait à se liquer contre la « Catho<sup>1</sup> » !

Est-ce cette ambiguïté qui explique jusque dans mon cas, pourtant le plus favorable en principe, que je ne fus sur le moment ni plus tard marquée ni même influencée quelque peu dans ma compréhension du métier d'historien par les historiens — non négligeables — dont j'avais à écouter les leçons, Jean Bruhat, Jean Dautry, Albert Soboul, Émile Tersen... ? C'est peut-être que, ralliés depuis peu au chemin droit d'un parti même encore ouvert, ces historiens communistes croyaient de leur mission de nous éviter les détours, écueils et repentirs qu'ils avaient connus. Sans doute Albert Soboul n'avait-il pas confessé d'autre credo que le matérialisme historique dans son interprétation stalinienne, mais ce n'était pas le cas d'un jeune Dautry qui avait été militant actif de l'ultra-gauche entre les deux guerres. Quel dommage de l'avoir totalement ignoré !

Est-ce cette même ambiguïté qui explique l'échec rapide de l'entreprise encore plus grandiose dans laquelle s'était engagé Garaudy : la confection d'une nouvelle *Encyclopédie* qui serait, selon le Manifeste publié en mars 1945, l'« état-major de cette formidable armada spirituelle que la France peut et doit aujourd'hui lancer à la reconquête de sa grandeur » ? Manifeste certes emphatique mais qui ne manquait pas de souffle : « Il faut continuer la France sans la dépouiller d'aucune de ses dimensions spirituelles. » Et d'évoquer au point de départ la *Somme* de saint Thomas. Comment expliquer la déconfiture presque immédiate de cette gigantesque ambition ? Roger Garaudy<sup>2</sup> ne l'attribue qu'aux circonstances. Alors que l'*Encyclopédie de la Renaissance* était conçue pour jouer dans la gestation de la révolution

1. La faculté catholique de la rue d'Assas.

2. Roger Garaudy, *Mon tour du monde en solitaire. Mémoires*, Robert Laffont, 1989, p. 120-122.

socialiste un rôle semblable à celui qu'avait joué l'*Encyclopédie* de Diderot dans les années précédant la Révolution de 1789, la perspective d'une révolution socialiste prochaine en France s'était très vite estompée et lui, Garaudy, était « venu trop tôt<sup>1</sup> ». Georges Cogniot, par contre, attribue la seule responsabilité de l'échec à Garaudy lui-même :

« Le 10 juin (1945) se tint au Palais de Chaillot l'assemblée inaugurale de l'*Encyclopédie de la Renaissance française*. Devant trois mille auditeurs, Paul Langevin prononça un remarquable discours sur l'ancienne *Encyclopédie* de Diderot et le projet d'en fonder une nouvelle, d'orientation marxiste [...]. J'applaudissais Langevin aux côtés de Maurice Thorez et de Jacques Duclos. Nous croyions assister à un événement solennel, au début d'une grande œuvre : tout semblait promettre un brillant avenir à l'entreprise qu'en fait les fragiles épaules et les convictions incertaines du principal responsable, Roger Garaudy, seraient incapables de soutenir. »

Et Cogniot de rappeler que, lors de la session du Comité central d'Issy-les-Moulineaux le 4 novembre 1945, « Maurice Thorez devait, entre deux séances, administrer à Garaudy, en ma présence, une mercuriale mémorable, en lui reprochant son penchant pour l'idéalisme philosophique et pour la conciliation avec le fidéisme<sup>2</sup>. » Sans doute y a-t-il là beaucoup de vrai. Garaudy n'était pas Diderot, encore moins un Diderot qui fût un marxiste conséquent. Mais peut-être faut-il s'interroger au-delà des inconséquences propres à l'encyclopédisme de Garaudy qui devait tourner en polygraphisme et éclectisme : le marxisme avait-il les réserves de puissance et de fécondité de la philosophie des Lumières ? La France de 1945 avait-elle la même vitalité que la France du XVIII<sup>e</sup> siècle ? 1945 était-elle une date fondatrice au même titre que 1789 ? Reste une dernière question : cette prompte faillite d'une entreprise fondée sur l'espoir de jeter l'intelligentsia communiste dans le grand fleuve vivifiant d'une tradition nationale qu'il lui reviendrait de prolonger ne l'a-t-elle pas laissée en état de faiblesse, disponible pour le dévoiement où elle sera attirée à partir de 1947 ? Comment, en tout cas, ne pas observer que le choc en retour de l'effondrement du marxisme pur et dur dans les années 80 s'est aussitôt traduit à gauche par un réembrasement de l'esprit des Lumières et de la thématique des Droits de l'homme. Non tant à la façon du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'à la manière, qui avait momentanément assuré leur prestige aux universités populaires avant de les tuer, des années de combisme triomphant du début du siècle quand la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, « deuxième combisme doublant, redoublant le combisme officiel » dont la loi anticongréganiste et sa brutale exécution furent l'expression tranchante, « négligea quelque peu les anciens droits des anciens hommes et les anciens droits des anciens citoyens », tous ces anciens droits devenant « le cadet de ses soucis loin qu'ils fussent demeurés les aînés de ses principes<sup>3</sup> ».

1. L'entreprise souffrit aussi beaucoup de la mort brutale, en juillet 1945, d'Henri Mougin, cheville ouvrière de l'opération, puis de celle de Langevin en 1946. Le projet ne fut pas aussitôt abandonné. Marcel Prenant tenta jusqu'en 1948 de lui donner un second souffle. Cf. Marc Lazar, « Le PCF et la culture », *Cahiers de l'animation*.

2. Georges Cogniot, *Parti pris*, t. II, p. 32.

3. Péguy, « Notre Patrie », *Cahiers de la Quinzaine*, octobre 1905.

La responsabilité de l'Université de la Renaissance française incombait à l'UJRF comme l'Université nouvelle dépendait de la CGT. L'UJRF ? Ayant pris au printemps 1945 le relais de la Jeunesse communiste, comment avais-je vécu sa métamorphose ? Pas du tout comme l'expression transitoire d'une tactique de camouflage, comme un artifice destiné à attraper les mouches avec du miel. Mais comme une invitation à s'interroger sur les particularités qui, dans les sociétés contemporaines, conféraient une existence séparée à cette catégorie d'ordre générationnel — les « jeunes ». Une invitation aussi à repenser les finalités d'un mouvement de jeunesse dans la France libérée. « Je veux, écrivais-je le 6 juillet 1945, une fois achevées les épreuves du concours d'entrée à Sèvres, étudier de très près l'organisation et surtout l'esprit, les buts des différents mouvements de jeunesse. » A quelles exigences, pour résoudre quels problèmes étaient-ils nécessaires ? Entre les terrains occupés par l'école et la famille, quel espace était laissé vacant ?

Ici encore l'activisme au quotidien me déplaisait :

« Je pense profondément qu'on ne fait rien sans réfléchir d'abord, quitte après, même si nos vucs ne sont pas encore nettes et nos plans tout dressés, à se lancer et à nager. Mais je déteste les improvisations toutes crues, surtout quand il n'y a aucune raison d'improviser. »

Je me proposais donc de consacrer une partie des mois d'été à élaborer « un plan net et mûri de mes conceptions sur les mouvements de jeunesse, et singulièrement sur l'UJRF étudiante. Ce sera peut-être idiot, mais ce sera. On aura un point de départ pour discuter ».

L'activisme proposé aux adhérents comme mode de vie ne me disait non plus rien qui vaille :

« Vendre *L'Avant-Garde* et ramasser des tickets de pain au titre du Service civique [sont] des occupations nettement insuffisantes pour alimenter la pensée et le développement d'un jeune, enthousiaste ou non. »

Je ne détenais certes pas de réponse toute faite, encore moins de réponse très neuve à donner. J'envisageais que fussent distingués deux groupes de classes d'âge — les quinze/vingt ans et les vingt/vingt-cinq ans. Pour l'un et l'autre, l'appartenance à un mouvement de jeunesse devait se justifier par la plongée dans deux univers auxquels ni la famille ni l'école ne prêtaient assez d'attention. D'abord le retour à la nature, ce que l'ajisme<sup>1</sup> avait si heureusement assuré à la jeunesse ouvrière dans les années 30 avec de longues marches, le dimanche, sac au dos. Et puis, surtout, par des discussions libres et sérieuses entre gens de même génération, provoquer un réveil de la soif d'apprendre ou entretenir le désir d'acquérir des lumières nouvelles.

On n'aura pas de peine à observer là que mon travail chez les scouts

---

1. L'ajisme ou mouvement des Auberges de jeunesse (AJ) fut, dans la foulée du Front populaire de 1936, la forme dominante et militante prise par l'idée de « loisirs populaires » sur la base d'une « philosophie » où camaraderie, fraternité entre les peuples, pacifisme intégral et culte de la nature unissaient toutes les tendances sous le signe de Giono. C'est de l'ajisme que sont sortis au lendemain de l'occupation *Tourisme et Travail* comme *Travail et Culture*.

avait porté ses fruits : je parlais d'« atmosphère saine et ardente » ! J'en étais d'ailleurs consciente puisque je notais qu'il fallait prendre garde à ne pas transformer l'UJRF en « organisation jéciste ou de patronage, filles de Marie, billets de confession, etc. ».

Pour l'instant d'ailleurs, le danger n'était pas grand tant était généralement mal perçue la signification de l'opération de conversion de la JC en UJRF. Dès les derniers jours d'août, j'avais rencontré Jean Poperen, alors agrégatif d'histoire, avec lequel je ferai très longtemps équipe. Mince, réservé, presque secret sous une apparence calme et claire, plus froid en vérité que ne le donnaient à croire sa gentillesse, la simplicité accueillante d'une parole et d'une gestuelle volontiers pédagogiques — il était fils d'instituteur —, Jean Poperen m'était très proche. Son intelligence déliée et solide que n'avaient encore raidie ni le dogmatisme communiste ni la lutte de tendances à l'intérieur de la nébuleuse socialiste, la justesse de son coup d'œil quand il s'agissait de déchiffrer une situation compliquée m'inspiraient d'emblée confiance et affection.

Or nous tombons lui et moi aussitôt d'accord sur le fait que l'UJRF, à peine née, se trouve en plein marasme, sans plan, sans directives et sans cadres : « Les camarades n'ont pas encore compris que l'UJRF n'était pas un déguisement des Jeunesses communistes. » Les bureaux régionaux ne semblent pas même encore avoir décidé si l'UJRF serait une formation politique ou un simple mouvement de jeunesse. Quant au bureau exécutif, au sommet de la pyramide, il était « lamentable ». De surcroît muet : ce qui se remarquait, la logorrhée étant plutôt le mal d'époque. « Pas une seule directive. Pas une explication. Pas une brochure. Et les statuts de l'UJRF ne comportent que des clauses organisationnelles. »

Les choses n'allaient pas se clarifier dans les mois qui suivirent, bien au contraire. La rentrée universitaire devait, avec ses « tâches » urgentes d'organisation — mise en place des cercles de base dans chaque faculté, des groupes d'étude à l'intérieur de chaque cercle, mise en place des bureaux parisien et national pour chapeauter l'ensemble des cercles à l'échelle du Quartier latin et du pays —, aggraver le malaise dont je souffrais.

« Je m'ennuie, écris-je le 20 novembre 1945. Il manque quelque chose à cette UJRF. Il manque quelque atmosphère de chaude humanité. Il manque la grâce et la poésie, ce qu'on trouvait dans la clandestinité, des garçons et des filles au regard affectueux. Il manque l'âme communiste, non : pas l'âme, mais l'homme, le bolchevik. »

Et moins de trois mois plus tard encore :

« L'UJRF manque de chaleur, de dynamisme, d'attraction. Il y a certainement un ratage quelque part... On mourait — et fort bien — pour les Jeunesses communistes. On ne mourait guère, tout au moins je ne l'imagine pas, pour l'UJRF. »

Nostalgie d'un romantisme résiduel qui n'était plus de saison ? Mais il y avait autre chose, plus politique : « Plus j'y réfléchis, moins je trouve le joint et la faute commise. » Le joint, c'était la nature même de l'UJRF. A un premier niveau, très visible, l'UJRF n'avait pas su choisir entre les

différentes fonctions qu'elle croyait devoir assumer. Elle s'était voulue un peu tout à la fois. Organisation dont la raison d'être était la prise en charge des problèmes de la jeune génération dans une perspective politique, à la différence des organisations confessionnelles qui se plaçaient, elles, d'un point de vue religieux, elle entendait remplir, en outre, d'autres fonctions complémentaires. D'abord, celle qui l'amenait à se conduire à la manière d'un syndicat de jeunes et cela l'avait aussitôt fait entrer dans une concurrence fâcheuse avec la Commission des jeunes de la CGT qui veillait sur ses prérogatives. Ensuite, elle entendait être un club — pas au sens d'un club révolutionnaire, d'un club jacobin, mais au sens anglais de club de loisirs, et, ici, toutes les organisations spécialisées se trouvaient doublées : la FSGT pour le sport, l'ajisme pour le camping, les ciné-clubs pour le cinéma, les chorales populaires pour la musique, l'Université de la Renaissance pour l'étude. Quant à danser, la plus populaire et peu coûteuse distraction de la jeunesse ces années-là, quelle importance y avait-il à danser à l'UJRF plutôt qu'au bal musette ?

Ce premier niveau d'incertitudes ne faisait que masquer un niveau plus caché mais plus déterminant. Tous ces appendices qui, sous couleur de répondre à la soif de s'amuser que ressentaient les jeunes au sortir de la guerre, alourdissaient l'appareil et réduisaient sa fonction politique centrale à la portion congrue, visaient à « élargir » la base — en termes d'effectifs ou en termes politico-sociaux ? — sur laquelle reposait l'UJRF. Mais cet élargissement était purement formel, il ne touchait pas à sa logique. Sur le fond, l'UJRF n'avait rien trouvé qui pût donner de la substance et du prestige à la reviviscence d'une tradition républicaine et laïque. Était-ce surprenant ? Cette tradition-là, qui avait été au cœur du radicalisme façon III<sup>e</sup> République et de la maçonnerie, s'était brisée avec le radicalisme et la III<sup>e</sup> République. Il était trop tôt pour la relever, comme ce sera le cas, quarante ans plus tard. Y avait-il une chance, dans l'état de faiblesse et de discrédit où elle était tombée, qu'on réussît à lui redonner couleurs et lustre en la mariant avec la tradition marxiste au nom de la très ancienne communauté d'origine, du tronc commun constitué par la démocratie révolutionnaire au début du XIX<sup>e</sup> siècle ? En vérité, le marxisme avait trop investi la place, trop pénétré l'entreprise pour que cette union, par un retour aux sources du socialisme français, fût féconde. Au XI<sup>e</sup> et dernier congrès de la Fédération des jeunesses communistes de France, qui s'était aussitôt transformée en 1<sup>er</sup> congrès de l'Union de la jeunesse républicaine de France (31 mars 1945), Thorez avait parfaitement exprimé la confusion dont l'UJRF serait la première victime :

« L'UJRF éduquera ses membres dans un esprit de confiance en les forces du peuple, en la démocratie, esprit de confiance dans le grand parti ouvrier français que nous voulons constituer ensemble, communistes et socialistes. Et naturellement, esprit de confiance dans le meilleur guide de la jeunesse de tous les pays, le plus grand ami de tous les jeunes, le maréchal Staline<sup>1</sup>. »

---

1. Maurice Thorez, *Œuvres complètes*, livre V, t. 20, p. 222.

Sans doute, en 1936 à Villeurbanne et en 1937 à Arles, le secrétaire général du PCF avait-il déjà esquissé, pour réintégrer le fait national dans une perspective révolutionnaire et légitimer un patriotisme ouvrier qui ne fût pas trahison de la lutte des classes, un discours humaniste et républicain. Mais ce discours s'adressait à un parti dont le noyau dur originel avait, tout au long de la décennie de sa formation, été trempé par le fer et le feu de la dialectique léniniste et de la parole kominternienne.

Cet aggiornamento doctrinal avait porté ses fruits pendant la Résistance. Mais la Libération venue, comment le Parti et ses organisations de masse auraient-ils pu se contenter de baigner dans ce type de discours le flot considérable de ses catéchumènes ? Comment ne pas leur procurer ce qui seul pouvait empêcher que le communisme ne se réduisît bientôt à un simple radicalisme pratique ou ne se confondît avec la SFIO en ne s'en distinguant plus que par un trait moral — le « sérieux » apporté au *style* du militantisme ?

Ce qui explique que Roger Garaudy ait rencontré au début de l'automne les membres du Bureau régional de l'UJRF et insisté pour que le marxisme, et le marxisme seul, inspirât et façonnât la logique de l'UJRF. L'UJRF marxiste mais pas communiste ? Quelle substance, quelles fins et quelles résultantes conférer à cette surprenante distinction, alors que le marxisme apparaissait comme un bloc dont la version léniniste, qui s'identifiait avec le communisme, était l'unique expression vivante ? La chose ne pouvait être entendue que dans le sens trivial où elle avait été conçue : comme une invite faite aux cadres communistes à dissimuler leur appartenance, être des « communistes honteux », user de phrases codées sur « l'indépendance de l'UJRF », bref se comporter en hypocrites ou, pire, en sous-marins. L'UJRF mimait une diversité qui n'avait aucune existence réelle. Elle devait mourir de cette homogénéité originelle fatale à l'*union* dont elle avait inscrit le projet dans son nom. La même maladie de langueur avait conduit semblablement le Front national à s'étioler très vite. Sauf dans une conjoncture où tout est joué d'avance comme ce fut le cas dans les démocraties populaires, on ne peut pas très longtemps ni très utilement maintenir la fiction d'une organisation de front unique quand, et c'était le cas du comité directeur du Front national fin 1944, le président, un des deux vice-présidents, le secrétaire général et quatre membres du Bureau sur six sont communistes.

Sur quoi ne pouvaient manquer de se greffer, comme il arrive dans toute entreprise indécise, des conflits de personne. Dans le bureau parisien où j'avais été désignée comme secrétaire responsable des cercles de faculté, je me heurtai au groupe étroitement soudé que constituait le secrétaire général, Jacques Sauvageot, associé à ses deux fidèles, Serge Merejkowski et Lisette Friedland. Un groupe fondé sur l'une de ces amitiés de jeunesse qui durent toute une vie. Jacques Sauvageot, dans son âge mûr administrateur-gérant du *Monde*, Serge et Lisette Mairet — celle-là même qui, quarante ans plus tard, devait présider aux destinées de la Banque Hervet, nationalisée en 1982 par le gouvernement d'union de la gauche — ont fait toute la route ensemble. Jacques Sauvageot était dès le départ un personnage. Sa mère,

l'impérieuse Ella Sauvageot, baptisée à trente-trois ans et devenue tertiaire dominicaine, avait su rassembler Maritain, Mauriac, François Perroux, Charles Du Bos, Gabriel Marcel, Louis Massignon, Pierre-Henri Simon et tant d'autres bons esprits catholiques avant guerre autour de *Temps présent* que dirigeait Stanislas Fumet, après guerre autour des publications de La Tour-Maubourg qu'animaient Georges Hourdin ou le père Boisselot. Jacques tenait donc du clan corse des Landry (Adolphe Landry, le démographe, était l'oncle d'Ella) son goût d'une politique communiste fondée non tant sur un engagement de type idéologique que sur une fidélité de type clientéliste. Petit-neveu du grand Dmitri Merejkowski qui, en 1920, avait émigré en France avec sa femme, Zinaïda Hippis (aujourd'hui tenue pour un poète aussi important que son illustre époux), Serge n'avait pas connu son père ni par conséquent l'intelligentsia russe antisoviétique installée à Paris. Au contraire, sa mère qui l'avait élevé, elle aussi d'origine russe, avait été proche de Pierre Le Brun, que ses qualités intellectuelles et sa distinction naturelle désignaient pour jouer, en tant que responsable du Centre d'études économiques de la CGT sous Frachon, un rôle complexe : ex-confédéré de Jouhaux, il put, sans modifier de manière substantielle sa vision propre, être tout à la fois un communiste, un mendésiste et un gaulliste de gauche. Serge, s'il était rouge, n'en était pas moins un vrai Russe de la lignée d'Oblomov : fantasque, pénible et drôle. Aussi, maintenant que sont depuis longtemps oubliés les désaccords nés d'une vie militante à laquelle nous avons tous également renoncé, sommes-nous, Serge et Lisette, Arthur et moi, en mesure de nous retrouver fréquemment pour nous réjouir de notre inaltérable communauté d'appartenance. A quoi ? A la même génération ? Ce serait trop peu dire.

A l'époque, sur quoi portait le conflit ? Concrètement sur un projet que j'avais conçu, celui de lancer une grande enquête sur les conditions de la vie étudiante, et cela dans un triple but ainsi défini :

- « — Donner à nos camarades le sens du concret et de l'humain ;
- appuyer nos revendications sur des faits précis et multiples ;
- préciser notre programme par un examen approfondi de la réalité actuelle. »

Lisette avait tourné en dérision le libellé que j'avais proposé du premier objectif : cela faisait, avait-elle dit joyeusement, avec un rire qui lui faisait plisser le nez sous ses lunettes, « chrétien », « curé ». Ce qui n'était pas faux mais répondait justement à mon intention de faire de l'UJRF un mouvement d'éducation et d'éducation morale :

« Le marxisme est-il ou non un humanisme ? Si oui, ne devons-nous pas donner aux camarades qui viennent à nous des tâches qui leur enseignent précisément l'homme ? Je commence à être dégoûtée de ce soi-disant réalisme qui n'est que mesquinerie et paresse de pensée... Est-ce vraiment faire de l'idéalisme et des saint-sulpicieries que de réclamer de jeunes communistes une attitude de ferveur grave devant la vie ? »

Et je conclusais en me plaignant à nouveau de ce « virus de la "politicaillerie" surnommée efficacité ».

Le premier trimestre de l'année universitaire était sur le point de s'achever. Or j'avais pris l'habitude depuis que je n'étais plus une petite fille de dresser à cette date, pour la nouvelle année civile, le bilan des options qui avaient été les miennes pendant l'année écoulée. Pour, éventuellement, procéder à leur révision, décider de poursuivre ou de changer de route. Examen de conscience ou inventaire, peu importe. Il était donc inévitable que, dans la même lettre du 22 décembre, j'en arrive à penser que « l'année ne pourra pas se passer sans que je m'en aille de là. Je ne suis pas à ma place, certes non ».

« Ils, c'est-à-dire Lisette, Merejkowski, Jacques Sauvageot, sont sans doute plus forts que moi. Mais leur manière de conduire la barque ne m'intéresse pas. Ils sont sérieux, je n'ai rien à leur reprocher, mais je prétends *qu'ils perdent leur temps*. »

De fait, après quelques semaines de réflexion, je démissionnai, dans les derniers jours de janvier 1946, de toutes mes responsabilités. Ce n'était pas une rupture. Je m'engageais à rester active dans mon cercle des lettres. Mais je me recentrais sur ce qui me paraissait devoir pour l'instant l'emporter : mes études. Décision un peu difficile à prendre, encore que je puisse la fonder sur le mot d'ordre donné par Lénine à la jeunesse en 1920 : « Conclure qu'on peut être communiste sans s'être assimilé le trésor de connaissances accumulé par l'humanité, ce serait commettre une énorme erreur<sup>1</sup> », et même sur l'autorité de Staline : « Les étudiants communistes... doivent se poser d'une manière claire et nette la tâche suivante : s'assimiler la science et former une nouvelle relève d'hommes nouveaux soviétiques<sup>2</sup>. »

Décision que je motivais de mon côté ainsi :

« Ne pas papillonner. Sourires, poignées de main, laïus, discours, chants. Très bien. A l'heure présente, concentration et reprise de moi-même. Comme une retraite... Besoin de recueillement... L'action ne peut subsister efficace et valable qu'entrelardée de pauses... Une gymnastique autre qu'une gymnastique d'organisation. La politique, l'action politique, m'a conduite à cette constatation qui crevait les yeux sauf les miens : je suis inculte et pas capable encore d'analyser correctement une situation donnée. »

Cet éloignement de l'action politique à haute dose, ce resserrement sur l'étude, la lecture et la réflexion se prolongèrent pendant une quinzaine de mois. Répit d'un triple intérêt.

J'avais d'abord découvert par effet de manque la part énorme d'affectivité qui pénètre et colore les relations interpersonnelles à l'intérieur d'un groupe faiblement hiérarchisé. L'UJRF étudiante, malgré l'échec que représentait la maigre extension de ses bases idéologiques et de ses effectifs, était déjà une organisation bureaucratique où la gestion quotidienne des organes, le caractère préfixé des liaisons entre eux, les rapports de commandement par l'intermédiaire de bureaux forçaient la part faite à des

---

1. Lénine, « Discours au III<sup>e</sup> congrès des Jeunesses communistes (4 octobre 1920) », in *Lénine et la Jeunesse*, Bureau d'édition.

2. Staline, « Discours à la conférence des étudiants prolétaires de l'URSS (1925) », in *La Jeunesse communiste*, Bureau d'édition, Paris, 1938.



règles anonymes, à une rationalité présupposée, ce qui me troublait par rapport à ce que j'avais connu dans la Résistance où les rapports humains passaient en priorité par la confiance. « Cette UJRF même sur le plan humain n'a pas été une réussite », m'écrivait un peu plus tard un camarade du cercle de géographie, Maurice Agard. Le pouvait-elle dès lors qu'elle avait à se mesurer avec le souvenir encore frémissant de « la fraternité de sacrifice » qui avait donné souffle à la Résistance ? La communauté d'appartenance idéologique n'était pas de force à se substituer à cette communauté de destin, bien au contraire :

« Chez certains, m'écrivit le même camarade, le marxisme est devenu une certitude absolue et non pas une méthode de travail, si bien qu'ils en ont tiré un orgueil qui s'étale, une prétention qui les empêche de voir les hommes... Ils sont prêts à nous reprocher comme des faiblesses nos sympathies pour certains non-marxistes alors que cette sympathie compréhensive n'enlève rien à la profondeur de notre conviction et à son tranchant. »

L'arrogance sectaire, corollaire d'un bureaucratisme décervelant : les questions étant étudiées en vase clos par des dirigeants qui, leur opinion faite, mettent leur gloriole à n'en plus démordre, tout questionnement d'en bas est arrêté net puisqu'il se sait inutile ou, pire, exposé à une sèche et vaine admonestation. Cette analyse est sans doute féconde pour d'autres cas que celui modeste de l'UJRF étudiante des années 1945-1946.

Le répit dont je bénéficiais présentait un second intérêt, celui de me révéler une allergie à la politique qui devait se manifester ma vie durant, quelle que soit la politique qui eût intellectuellement mes préférences. On découvre ici un autre maillon des raisons qui ont conduit à la glaciation stalinienne. Bien que le léninisme fût dans son essence un politisme, une doctrine du primat absolu du politique dans tout processus d'évolution et de révolution sociale, l'action politique, elle, n'est que très rarement le terrain où le communisme attire ceux qui y adhèrent. L'action politique concrète est en effet trop dépendante, partielle, incertaine et instable dans ses objectifs, ses acteurs, ses résultats, en somme trop brouillée pour ne pas apparaître minable en comparaison des vastes horizons que propose le communisme. *A contrario*, le goût de l'action politique qu'apportaient avec eux certains militants communistes qui se méprenaient peut-être sur la nature du communisme, mais qui avaient l'avantage de prendre le parti communiste pour un parti politique entre d'autres, a été, pour eux, un antidote efficace au poison de stalinisme. Le politicien, fût-il communiste, ne campe peut-être pas une puissante et fascinante figure de notre temps, mais son côté prosaïque et terrien est salubre. Il est inséparable de la démocratie.

Enfin, et c'est là le troisième intérêt de la décision prise, il s'imposait à moi que le militantisme ne m'était pas aussi indispensable que l'air que je respirais, qu'il n'était ni une hygiène ni une thérapeutique réclamées par mon équilibre personnel. La leçon resserrera : elle garantissait mon indépendance. Ce fut dans un état de ravissement extrême que j'abordais l'année 1946. Ma vie n'y serait plus morcelée ni écartelée.

Néanmoins, il n'était pas question que je renonce à observer la scène politique, pour moi d'autant plus neuve qu'elle fut alors jalonnée d'une longue série d'épreuves électorales, dont je n'avais aucune expérience autre que des souvenirs d'enfance un peu flous. Dans ces deux années 1945-1946, élections municipales, cantonales (à l'exception de Paris qui n'était pas encore redevenu commune de plein exercice), référendums constitutionnels, élections législatives se succèdent en rafales. Mineure puisque l'âge de la majorité civique était toujours fixé à vingt et un ans, ni électrice ni éligible, je n'en étais pas moins « mobilisée » pour satisfaire aux exigences routinières de ces fastidieuses campagnes à répétition : entretien des panneaux officiels ; porte-à-porte dans des escaliers d'immeuble où le rendement était d'autant plus grand qu'il n'y avait pas d'ascenseur et que l'on prospectait les étages supérieurs ; collage à la nuit d'affiches et de papillons ; vente de masse à la criée de *L'Humanité*, du journal de cellule et de brochures sur les marchés et aux carrefours où chaque dimanche les CDH<sup>1</sup> installaient leurs éventaires ; envoi, aux adresses relevées rue par rue sur les listes électorales, de lettres-circulaires (ma seule cellule expédia, aux élections du 2 juin 1946, 3 000 enveloppes dont chacune contenait cinq à six tracts) ou de messages ciblés en fonction de la profession, de l'âge, du sexe (fonctionnaires, coiffeurs, concierges, petits commerçants, femmes, jeunes, croyants, anciens prisonniers, instituteurs, vieux, anciens STO, rentiers, assistés, vieux hospitalisés, sinistrés, familles nombreuses, etc.) ; et surtout préparatifs pour les réunions en soirée dans ces préaux (d'école) où les candidats locaux, escortés par un sourcilieux « service d'ordre » et épaulés par des ténors descendus de l'empyrée (en l'occurrence du « 44 » et du « 120 »<sup>2</sup>), présentaient leur profession de foi et, les soirs fastes, affrontaient concurrents et adversaires. Sans compter les « meetings centraux » destinés à telle ou telle corporation, comme ce meeting destiné aux universitaires où se produisit le 31 mai 1946 Paul Langevin aux côtés de Jacques Duclos. Entre deux épreuves de mon examen de droit, je m'y rendis. Le dimanche du vote, il fallait encore prendre une longue et ennuyeuse faction aux abords et à l'intérieur des salles où siégeaient président et assesseurs des bureaux de vote. Pour veiller à la régularité du scrutin, nous disait-on. Pour cette raison seulement ? Peut-être, mais ce n'était pas à de jeunes écervelés comme nous qu'on faisait confiance du reste. Et dans la soirée, à l'heure du dépouillement et de la comptabilité des résultats, restait à se tenir autour des tables que jonchaient les bulletins sortis des urnes. Mais là, c'était déjà plus excitant puisqu'il y avait du suspense.

Je ne suis jamais devenue, même plus tard quand la chose s'imposa comme une importante composante de la science politique, une spécialiste des questions électorales. Je me suis même montrée d'une durable inaptitude

---

1. CDH : Comités de défense de *L'Humanité*, structure militante de diffusion de la presse communiste.

2. Cf. *infra*, p. 523 et sq.

à mémoriser les logiques des divers modes et types de scrutins, leurs avantages et inconvénients respectifs pour chaque famille politique dans une situation donnée, à déduire les tactiques qui en découlaient nécessairement, au premier et au second tour, à formuler des prévisions qui soient d'une approximation raisonnable. En un temps où les instituts de sondage ne faisaient encore que balbutier, où n'existaient pas encore d'ordinateurs capables d'emmagasiner et de traiter les *data* de toutes les consultations depuis un siècle, il y avait à tous les échelons du petit monde politique français d'extraordinaires connaisseurs qui, avec une précision parfois stupéfiante, remplissaient ces fonctions. Celui qui m'a le plus confondue, c'est Guy Mollet, un jour où je me trouvais dans son bureau de la cité Malesherbes. Il m'écrivit sur le dos d'une boîte d'allumettes les résultats qu'il prévoyait, à deux décimales. Et même les décimales se révélèrent exactes.

D'une manière plus générale, j'étais et je reste encore aujourd'hui à peu près privée de toute imagination et souplesse manœuvrière en matière de politique politicienne, serait-ce au seul niveau de l'analyse abstraite. C'est pourquoi je me dérobe à tout coup dès que le débat public se développe sur ce terrain. Déjà, après les élections du 21 octobre 1945 dont les résultats se suffisaient à eux-mêmes (le « non » avait été repoussé et les communistes en étaient « effondrés »), j'écrivais : « Reste à gouverner. Là je m'y perds. » En mai 1946 après que pour la seconde fois le projet de constitution eut été repoussé — mais cette fois contre l'opinion positive qu'en avaient ensemble les deux partis communiste et socialiste —, même réaction de ma part : « Je ne comprends pas et je reste coite. » Quatre mois plus tard, à la veille du troisième et dernier référendum constitutionnel, j'ai une vue des choses qui témoigne d'un parfait embarras : « La situation est claire tout en étant fumeuse. » Ce qui justifie ce qualificatif de « fumeuse » ? La nature du différend qui sépare le MRP du gaullisme : impossible de lui conférer une « base de classe ». Alors quoi ?

Malhabile aux finesses du jeu électoral et perdue quant aux problèmes posés par la conduite d'un parti qui avait à se déterminer sur des matières de gouvernement, il reste que le caractère répétitif de l'épreuve électorale ne pouvait, au cours de ces deux années, que favoriser chez moi réflexion et débat sur la France (et le Parti dans la France) telle que ces votes successifs la donnaient à comprendre. Si amorce d'un communisme national il y eut, alors ce fut pour une part le produit de l'expérience, nationale dans sa substance et dans son verbe, qu'avaient été l'occupation et la Résistance — la substitution en 1937 du sigle PCF au sigle jusque-là en vigueur PC (SFIC)<sup>1</sup> avait pris toute sa force —, ce fut aussi pour une autre part le fait que, deux années durant, par le biais d'élections à répétition, le Parti eut à s'occuper en priorité de la France et de lui-même dans cette « France nouvelle ».

---

1. PC (SFIC) : parti communiste (Section française de l'Internationale communiste) par opposition à la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière). Cf. mon petit « Que sais-je ? » sur *Les Internationales ouvrières*, dont la première édition parut en 1964.

Les résultats du 21 octobre 1945 avaient d'ailleurs révélé l'incroyable stabilité du spectre politique d'un pays qui, au sortir de la plus tueuse et destructrice des guerres pour toute l'Europe et le monde, remontait de l'abîme identique à ce qu'il était quand il y était entré. Certes, dans le détail, bien des choses semblaient avoir et avaient en effet disparu. Une bonne partie de la classe politique qui s'était compromise à Vichy, avec ses prolongements dans l'appareil gouvernemental, l'Administration et les institutions sociales, avait été emportée sans retour. D'autres avaient surgi comme ce parti catholique, le MRP, dont l'articulation entre le religieux et le politique était si étrangère à la tradition politique française. Son existence éphémère montrera d'ailleurs qu'il n'est pas parvenu à l'infléchir durablement. Mais, en gros, au niveau des grandes masses, les similitudes entre 1939 et 1946 étaient éclatantes. Malgré la rageuse autoépuration publique que Daniel Mayer et les militants socialistes, qui avaient pris une part indiscutable dans la Résistance, avaient imposée pour mieux résister à la concurrence morale du PCF (à ce point glorieux qu'il parvenait à se faire gloire même de son attitude en 1939-1940), la SFIO était si semblable à ce qu'elle avait toujours été que Léon Blum devait en faire, à son retour de captivité, la constatation navrée. Admiré, respecté, vénéré, Blum était écouté — religieusement — mais peu ou mal entendu.

En fait les choses vraiment neuves, susceptibles de modifier durablement le paysage politique français, existaient déjà, mais à l'état virtuel. Elles n'avaient pas encore trouvé leur inscription proprement politique et n'étaient pas entrées dans le jeu apparent des forces en présence. Parmi elles, la plus décisive à long terme : la mutation du gaullisme en une logique politique.

La stabilité du dispositif politique était donc le trait dominant de la situation française. Ce que j'observais le 22 octobre 1945 :

« Il y a glissement vers l'extrême gauche à l'intérieur des gauches et cristallisation autour du MRP des droites mais le rapport droite/gauche est resté le même. »

Un communisme national ? Masqué qu'il était par le fait qu'une bonne part du prestige énorme dont bénéficiait l'option communiste à la Libération lui venait du rôle joué par l'Union soviétique dans le nouvel ordre des choses en Europe et dans le monde, le phénomène fut si fugitif que le PCF lui-même n'en prit qu'une tardive et presque rétroactive conscience. Il fallut pratiquement attendre, en 1948-1949, le schisme titiste, la sauvage bataille interne engagée contre lui, pour que le tournant amorcé dès la fin de 1946, théorisé et programmé dans l'automne 1947 avec le rapport Jdanov, fit saisir la logique particulière et désormais condamnée de la brève période antérieure.

Cet essai d'élaborer un communisme national, dont la perspective est encore à peine entrevue et la substance moins encore explorée, se heurta presque aussitôt à l'opposition larvée, inarticulée mais efficace, de la classe ouvrière, entité peut-être inorganique mais riche d'une inestimable ressource : elle était identifiable. Et cette identité dont elle disposait en propre, elle

pouvait en étendre le bénéfice à qui la servait en retour. Le parti communiste paya là ce qui faisait sa force, sa légitimité, sa pérennité : d'être non pas seulement un « parti de la classe ouvrière » mais un « parti ouvrier ». Ces ouvriers, qui avaient passé comme un pacte avec le PCF pour qu'à des conditions mutuellement avantageuses il les représentât, se refusèrent à ce qu'il devînt autre chose qu'un parti ouvrier.

Cette opposition ouvrière, Maurice Thorez tenta désespérément de la briser, contourner, au moins amollir et fléchir à coups de concessions et raidissements alternatifs. Presque seul, il prolongea son idée d'un communisme capable de s'identifier à une version des destinées nationales au-delà même du temps où, après avoir reçu un renfort décisif de l'évolution du mouvement communiste international, l'opposition ouvrière triompha. Thorez avait voulu être la France, mais les ouvriers voulaient être des ouvriers.

Ce combat si déterminant a peut-être scellé le sort du communisme français : quand, trente ans plus tard, l'évolution scientifique et technique eut bouleversé la production et le dispositif des classes sociales dans la France des années 70-80 et que le monde ouvrier, tel qu'il avait surgi de la seconde révolution industrielle dans la première moitié du <sup>xx</sup>e siècle, se fut englouti, le PCF ne trouva pas d'alternative au fondement qui avait été cinquante années le sien (et que lui offrait le fait d'être un parti ouvrier). Les historiens n'en ont pas encore pris la pleine mesure parce qu'il se déroula au cœur le plus caché du dialogue et de la confrontation entre parti communiste et monde ouvrier. Parce que, surtout, l'a masqué la survivance d'une idée archifausse, d'un mythe que François Mauriac avait contribué à transformer en article de foi, en pétition de principe.

En réalité, privée en 1939 de l'encadrement politique et syndical qui était le sien depuis les années fortes du Front populaire, démembrée entre les divers groupes nés des circonstances — prisonniers de guerre, employés des usines tournant sur place pour l'occupant, ouvriers qualifiés attirés par les hauts salaires dans les usines de guerre outre-Rhin, chômeurs dont le nombre croît d'année en année lorsque les usines, intactes mais non prioritaires, ferment ou fonctionnent au ralenti faute de matières premières, de force motrice ou de moyens de transport, travailleurs des villes repliés sur les campagnes pour fuir les bombardements ou trouver des conditions de vie moins dures, surtout en ce qui concerne le ravitaillement, volontaires de la relève, requis, STO, maquisards —, la classe ouvrière sortit de la guerre diminuée en nombre, physiquement affaiblie, dispersée et divisée. Les années antérieures à son adhésion en pleine lumière (1943-1947) demeurent chez Georges Marchais des « années obscures ». Ce n'est pas un cas isolé.

La petite fraction d'ouvriers engagés dans la Résistance active, comme toutes les fractions similaires appartenant aux autres classes sociales, avait payé un tribut élevé. Quant aux survivants, ils devaient, à la Libération, faire face à un formidable surcroît de charges et d'obligations publiques qui raréfiait leur présence sur les lieux de travail. Enfin les communistes, pour qui l'épuration constituait une arme destinée à affaiblir adversaires comme

alliés, devaient se prémunir contre toute tentative que leur fût rendue la pareille. Aussi, jusqu'en 1947, maintinrent-ils discrètement à l'écart de leurs rangs les « retours du STO », fût-ce en leur accordant pour la galerie le titre (ironique ?) de « déportés du travail ». Ce refus de laisser adhérer ou réeadhérer au « parti de la classe ouvrière » fut souvent mal vécu, source de tensions, soupçons et rancunes à l'intérieur des ateliers ou des cités ouvrières.

J'ai longtemps cru que, si la prodigieuse montée des effectifs communistes dans les mois qui suivirent la Libération avait correspondu à un élargissement de la base sociale d'un parti désormais de stature nationale, cela n'empêchait pas que la composante ouvrière, plus faible relativement au tout, fût demeurée, comparée à ce qu'elle était en 1937, égale à elle-même en chiffres absolus. Or les remarquables travaux de Philippe Buton ont montré, chiffres à l'appui, qu'il n'en était rien<sup>1</sup>. En réalité, l'amalgame entre petite bourgeoisie radicale-patriote et ouvriers de longue date attachés à des perspectives de classe et familiarisés avec les traditions révolutionnaires de type bolchevik ne se réalisa pas sans que les seconds en éprouvent un lourd malaise.

Cela ressort à l'évidence d'un fait très général : les organisations du Parti implantées dans les quartiers ouvriers ne retrouvèrent que péniblement, quand elles les retrouvèrent, les effectifs qui avaient été les leurs à l'époque du Front populaire. Un indice l'atteste : le poids de Paris-Ville, avec ses classes moyennes prépondérantes liées à sa fonction administrative et commerciale, passe, dans le cadre du Grand Paris avec sa banlieue rouge, de 28 p. 100 en 1938 à 33,7 p. 100 en décembre 1945. Dans les boucles de la Seine où Gennevilliers, Asnières, Courbevoie, Colombes et Nanterre sont installées sur un territoire dont la proximité du port pétrolier a favorisé l'industrialisation, les effectifs des sections communistes ont régressé en décembre 1945 de 10 p. 100 par rapport à ce qu'ils étaient en 1937. Dans le secteur Clichy-Levallois, c'est pire : ils ont régressé de 20 p. 100. La section de Montreuil, au nord-est, ne retrouve le nombre d'adhérents qu'elle avait avant guerre qu'à la fin de l'année 1947. Seul le triangle formé par les communes de Bobigny, Pantin, Drancy et Aubervilliers fait mieux qu'en 1937 avec une croissance des effectifs communistes de plus de 8 p. 100.

La contre-épreuve est aussi éloquente. A l'ouest de Paris, la section de Neuilly, commune de la bourgeoisie nantie par excellence, faisait état en 1937 de 250 adhérents. Elle en revendique 855 à la fin de 1947. A l'est, les sections des communes des bords de Marne, Champigny et Joinville, où résidait une population certes moins aisée qu'à Neuilly mais de petite et moyenne bourgeoisie assez bien rentées, avaient accueilli 1 035 adhérents fin 1945 pour seulement 300 en 1938.

La stagnation ou même la régression de l'implantation communiste dans les zones de forte concentration ouvrière se lisait encore plus clairement dans le déséquilibre croissant de la balance entre cellules locales et

---

1. Cf. Philippe Buton, *Le parti communiste français dans la région parisienne de la Libération de Paris aux états généraux de la renaissance française*, mémoire de maîtrise, université de Paris I, 1978.

cellules d'entreprise. Dans la Fédération Paris-Nord, les cellules d'entreprise représentaient un peu moins du tiers (32 p. 100) du nombre total des cellules existant en 1937. Elles n'en représentaient qu'un peu moins du sixième (14 p. 100) en décembre 1944. A Paris, les effectifs communistes passaient du 1<sup>er</sup> mars au 15 décembre 1945 de 26 694 à 47 192 adhérents, soit une augmentation, en moins de dix mois, de 75 p. 100. Mais les effectifs des cellules d'entreprise ne passaient dans le même temps que de 12 195 à 20 993 adhérents, soit une augmentation de 72 p. 100.

Sur la base 100 en 1936, le niveau des cellules d'entreprise n'arrive qu'à 92 dans le XI<sup>e</sup> arrondissement et 84 dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement — deux des arrondissements les plus ouvriers de la capitale. Mais il passe à 134 dans le XVI<sup>e</sup>, 407 dans le VII<sup>e</sup> et respectivement à 217 et 235 dans les V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> arrondissements. Ce qui lève un autre lièvre. Les cellules d'entreprise qui se multiplient dans ces arrondissements-là le font dans des établissements du secteur public, commercial et bancaire ; elles réunissent des ouvriers d'État, des fonctionnaires, des travailleurs à statut, de petits employés, des étudiants ou des intellectuels. En décembre 1945, moins d'un tiers (30 p. 100) des cellules d'entreprise intéresse à Paris le secteur privé (métallurgie, alimentation, cuirs et peaux, bâtiment, meuble-bois, livre, etc.).

Que les liens du parti communiste avec le monde ouvrier se fussent relâchés, on pouvait le constater jusque dans les résultats électoraux. Alors qu'en 1936 un électeur communiste sur trois était un électeur de la région parisienne, cette « forteresse ouvrière » avec sa « ceinture rouge », il ne restait plus qu'un électeur sur quatre en octobre 1945 et un électeur sur six en novembre 1946. A Paris, dans les XI<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> arrondissements, le pourcentage des voix communistes était respectivement de 41,7 p. 100 et de 42,6 p. 100 en 1936. Il n'était plus que de 36,8 p. 100 et de 38,6 p. 100 en octobre 1945. Alors qu'en Corse par exemple l'électorat communiste s'était, en octobre 1945, multiplié par 45 !

Les dirigeants communistes ne pouvaient pas ne pas s'inquiéter de la morosité des sentiments du monde ouvrier à leur égard. Un état d'esprit qui tranchait avec le climat de succès, d'estime, de considération qu'ils rencontraient ailleurs. Dès octobre-novembre 1945, le comité fédéral de la Fédération Paris-Ville entend un rapport du secrétaire à l'organisation, Ernest Louette, un métallurgiste, qui souligne : « Nous avons encore de grandes faiblesses à Paris, notamment dans les quartiers ouvriers. »

Ils n'ignoraient pas davantage les raisons de cette morosité. L'appel à la production, à la reconstruction n'avait reçu qu'un accueil mitigé de la part de ceux à qui revenait en priorité de « retrousser leurs manches ».

Le même comité fédéral de la Fédération de Paris, dans un texte autocritique de novembre 1945, le reconnaissait implicitement :

« Nous n'avons pas su utiliser les justes arguments de la direction du Parti pour persuader les militants à tous les échelons de mettre la question de l'intensification de la production au premier plan de leurs préoccupations, d'y lier intimement tous les problèmes revendicatifs et de les orienter vers une recherche approfondie des conditions techniques qui permettraient l'accroissement du rendement. »

Était-ce là une manière de dire que le tort (dont le comité fédéral voulait bien se charger) avait été de trop mettre l'accent sur la dimension nationale, comme le faisait ce tract, entre bien d'autres :

« Aux ouvriers français  
 Au travail pour gagner la bataille de la production  
 ... Pour tous les patriotes, pour tous les républicains,  
 pour tous les travailleurs, un même mot d'ordre :  
 Produire ! Produire ! Produire !  
 Mobilisons toutes les énergies nationales  
 Contre les trusts  
 Pour la France  
 Pour la République  
 Afin de gagner la bataille de la production. »

Sans doute cette mobilisation sous le signe d'un patriotisme productiviste avait-elle entraîné de non négligeables contreparties. Dans les jours et les semaines de la Libération, sous le couvert d'une insurrection nationale plus mimée d'ailleurs que vécue, ce patriotisme-là avait assuré une légitimité nationale aux comités de gestion, comités mixtes à la production, comités d'usine, comités patriotiques d'entreprise qui avaient fleuri un peu partout, surtout en zone sud, à Lyon, Toulouse, Béziers, Marseille, Montluçon, là où s'était produite une vacance du pouvoir dans les entreprises. Ces comités aux noms divers disposaient de pouvoirs eux aussi de nature et de durée variables, dans le cadre d'une légalité au moins douteuse même quand elle était garantie par commissaires de la République ou présidents de comité de Libération. Les comités d'usine, qui, surtout dans l'ancienne zone nord, avaient pris la suite des comités sociaux de la Charte du travail, devaient bientôt servir de stimulant et de modèle à l'ordonnance de février 1945 sur l'institution des comités d'entreprise dans les entreprises de plus de cent ouvriers. Institution bien accueillie mais qui, dépourvue de tout pouvoir de gestion puisque sa compétence se limite à la sphère des œuvres sociales, ne suscita ni enthousiasme ni grosse réticence.

Quant à la vague des douze nationalisations réalisées de décembre 1944 à mai 1946, comment d'abord ne pas rappeler que, dans nationalisation, il y a nation et national, ce qui indique assez la logique à laquelle entendaient se référer les promoteurs ? Deux textes seulement sur ces douze nationalisations font appel, dans leur exposé introductif, à des motivations sociales : ceux qui concernent la nationalisation des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais et, bien sûr, l'organisation de la Sécurité sociale.

Les communistes ne s'étaient d'ailleurs que tardivement ralliés à l'idée de nationalisation. Dans l'entre-deux-guerres, c'est Léon Jouhaux, poussé par son plus intime conseiller, Maurice Harmel, qui, sous la formule développée de « nationalisation industrialisée », l'avait publiquement portée sur les fonts baptismaux de la CGT en 1919, après rapport du Conseil économique du travail qu'il avait fondé. Puis une partie au moins des socialistes SFIO, y voyant une réforme de structure favorable à une progression de la rationalité économique — comme à la même époque l'idée de « plan » —, l'avaient reprise à leur compte. Les communistes, dont la



défiance à l'égard de tout germe de réformisme n'était jamais en défaut, s'étaient opposés à tout ce qui pouvait apparaître, dans le programme du Front populaire, comme des projets de créer des « îlots socialistes » au sein d'une société capitaliste. L'État, dès lors qu'il continuait à servir d'instrument au pouvoir de la bourgeoisie, ne pouvait que se trouver malencontreusement renforcé de l'étatisation d'une économie, assez opportune de surcroît pour dissimuler la trahison des « trusts sans patrie ». A tout prendre, le PCF préférait parler de confiscation, durant l'été et l'automne 1944. Ce n'est qu'au cours de l'hiver 1945, à l'occasion d'un texte signé en commun avec le parti socialiste, que le PCF avait considéré, comme Fajon l'avait préalablement expliqué dans un long article des *Cahiers du communisme*, que les nationalisations n'avaient rien à voir avec le socialisme mais que ce n'était pas une raison pour ne pas les faire. Et pourquoi donc les faire ? Pour mieux mener « la guerre pour l'indépendance de la France et pour l'écrasement du fascisme », avait souligné Fajon, pour enlever leur maîtrise des moyens de production aux « hommes des trusts... [dont] la trahison s'est étalée ouvertement sous l'occupation de la France par les nazis ».

Toujours l'argumentaire à dominante nationale et patriotique dont les ouvriers de 1945-1946 semblent se fatiguer. Un exemple éloquent : celui de la nationalisation de la société anonyme des usines Renault dès les premières heures de la Libération de Paris et acquise par ordonnance en Conseil des ministres dès le 23 décembre 1944. Or, présentée comme le juste châtiment qui frappe, selon la formule de *L'Humanité* quand elle reparait au grand jour le 22 août, « les traîtres et les profiteurs de la trahison » — Louis Renault, inculpé le 23 septembre pour « commerce avec l'ennemi » et écroué, meurt en clinique le 24 octobre —, elle ne semble pas avoir provoqué, dans le personnel, une dynamique qui invite celui-ci à adhérer en masse au Parti. La preuve ? Il existait, fin 1936, aux usines Renault de Billancourt une section communiste forte de 6 000 adhérents répartis dans 55 cellules. En 1937, 25 p. 100 du personnel employé, soit 7 500 travailleurs, sont membres du Parti. Or ceux-ci étaient en janvier 1945 moins de 1 000 et, en juin 1947, au nombre de 2 200, ils ne représentaient plus que 8 p. 100 des 26 000 salariés.

Bataille de la production, nationalisations et bientôt planification : en acceptant de se rallier en 1944-1945 à ces composantes majeures d'une politique de reconstruction et de renaissance économiques, les dirigeants communistes n'ignoraient pas qu'ils renonçaient ainsi à ce qu'ils opposaient encore au début des années 30 à tout projet de modification des structures économiques : en conformité avec le modèle soviétique, la nécessité préalable d'une révolution anticapitaliste qui transfère la totalité du pouvoir politique au parti communiste.

Se ralliaient-ils seulement par tactique, en raison des circonstances, bref par opportunisme parce qu'ils auraient vu dans les nationalisations des instruments d'épuration, dans la bataille de la production un moyen de briser les goulots d'étranglement d'une économie de pénurie ? Dans une certaine mesure, sans doute. Encore que, plus fondamentalement, ils eussent déjà achevé à la veille de la guerre l'évolution intellectuelle qui devait les

conduire à accepter le principe des nationalisations, même si le mot les faisait encore bisquer en 1943-1944 et qu'ils auraient préféré une formule comme « retour à la nation », moins marquée à leurs oreilles par la filiation qui unissait le concept de nationalisation au réformisme socialiste. C'est la même tournure d'esprit qui, en 1945, leur fait percevoir le premier plan Monnet — dont la fonction était de donner sens à la nationalisation des industries clés et du crédit — comme l'agent décisif d'une modernisation nécessaire. Ceux des dirigeants communistes dont les responsabilités s'exercent dans le champ syndical et qui sont appelés à siéger désormais dans les très nombreuses institutions étatiques ou para-étatiques (Conseil économique et social, Comité national des prix, commissions du Plan, etc.) qui marquent l'avènement d'une démocratie économique et sociale, les Frachon, Martel, Victorin Duguet, Raymond Arrachard, Henri Jourdain, Henri Raynaud, André Tollet, ont d'ailleurs pesé de tout leur poids. Ils ont notamment soutenu les ministres communistes, Marcel Paul, Ambroise Croizat, François Billoux et Charles Tillon, pour que le programme gouvernemental du Parti admette de faire du Plan « à l'amont un instrument de négociation sur les crédits étrangers de modernisation et à l'aval un préalable à la réinsertion de la France dans le libre-échange mondial<sup>1</sup> ».

Mais le Parti est-il suivi et ses innovations intellectuelles hardies largement approuvées par ses propres troupes ? Il ne le semble pas.

Les réserves de plus en plus nettes qu'affichent les ouvriers des corporations décisives — mineurs, métallos, gars du bâtiment — à l'égard des appels à intensifier la production finissent par convaincre le Parti de mettre en avant des compensations plus immédiates que le bénéfice mal perçu des nationalisations. Alerté par l'apathie du défilé du 1<sup>er</sup> Mai 1946 puis par les résultats décevants du référendum constitutionnel du 5 mai, le PCF, une fois passé l'échéance des élections constituintes du 2 juin, réunit son comité central à Saint-Denis les 15 et 16 juin et appelle en vingt-quatre heures à une manifestation qui se déroule le 20 juin — en semaine. Les deux premiers mots d'ordre sont ainsi formulés : « Augmentation générale et immédiate des salaires, traitements, retraites, pensions, de l'ordre de 25 p. 100 » ; « Diminution des prix, répression du marché noir, meilleur ravitaillement ».

C'est un immense succès. Dans une lettre écrite le soir même, au comble de l'exaltation, je raconte :

« Jamais nous n'avons été aussi serrés, aussi compressés, marchant par vingt ou trente, unis et mêlés avec tous les UJRF qui sortaient du travail, et ceux des usines qui descendaient de banlieue, en bicyclette, en camion. Mots d'ordre, Internationale et Marseillaise, Jeune Garde et Debout ma blonde et les Partisans russes, tout a été chanté, crié, hurlé... On ne peut même pas comparer avec le 1<sup>er</sup> mai. On n'était pas lustrés et peignés... Chacun avait encore en main ses instruments. Ouvriers en bleu... »

---

1. C. Rousselier, *Autour du plan Monnet, le PCF et le démarrage du premier plan de modernisation et d'équipement (1945-1947)*, mémoire de maîtrise, Paris-X Nanterre, 1985.

Une formidable manifestation qui démontrait — c'était ma conclusion — que les « trotskards l'avaient dans le baba » qui prétendaient que les ouvriers s'éloignaient du Parti.

Que venaient faire là-dedans les trotskistes ? Enrageant de cette manière qu'avait eue le monde ouvrier de renâcler devant l'appel qu'ils lui avaient lancé, les dirigeants communistes depuis des mois incriminaient des « saboteurs » malintentionnés — anciens collaborateurs épargnés par une trop molle épuration, agents des trusts et surtout, surtout, « hitléro-trotskyistes ».

Cette insolite et provocante alliance de termes, devenue légendaire comme expression archétypique de la langue de bois et de ses inventions les plus étonnantes, avait pour fonction d'imprimer une flétrissure ineffaçable aux disciples de Trotski dont l'assassinat en 1940 n'avait pas suffi à assouvir la haine que lui portait le maître de toutes les Russies. Elle poussait à l'extrême et à l'absurde le fait que les trotskistes, d'ailleurs divisés comme ils le sont à l'ordinaire dès qu'ils sont confrontés à une alternative théorique ou stratégique, n'avaient pas, à l'instar des communistes orthodoxes, considéré que l'entrée en guerre de l'Union soviétique avait suffi à changer sur-le-champ la nature de la guerre, la convertissant de guerre impérialiste — donc injuste — en guerre antifasciste — donc juste. Les trotskistes ou plutôt certains groupes trotskistes avaient notamment récusé l'adoption du langage que le parti communiste avait fait sien et qui confondait tous les Allemands sans distinction de classes sous l'étiquette injurieuse de « Boches ». Jusqu'au terme du conflit mondial, fidèles à la perspective léninienne du « défaitisme révolutionnaire » dans le contexte d'une guerre impérialiste, ils avaient, comme Lénine de 1914 à 1917, appelé « à la fraternisation entre ouvriers français et allemands » et estimé que prolétaires français requis dans les usines allemandes ou, après la Libération, dans les usines de guerre françaises et prolétaires allemands envoyés sur le front russe pouvaient également contribuer à désagréger les machines de guerre de tous les impérialismes et accélérer, par le sabotage et une propagande pacifiste, la venue d'une révolution mondiale. En bref, ces trotskistes-là avaient eu le tort — un tort manifeste — de continuer en 1944-1945 à parler comme le faisaient — à tort eux aussi — les communistes français de 1939-1940<sup>1</sup>. Puis, dans la foulée, ils avaient pris, notamment dans l'organe *La Vérité*, position contre la participation ouvrière au gouvernement tripartite et appelé sans cesse à la grève, si possible la grève générale, pour la satisfaction pleine et immédiate des revendications ouvrières.

1. On peut regretter ne disposer d'aucun travail qui fasse véritablement le point de cette affaire, non seulement dans le cadre français mais encore, de manière plus générale, au sein par exemple de la colonie française aux États-Unis pendant la guerre. Dans une lettre à André Breton qui ne fut pas envoyée mais dont la substance fut connue et le texte retrouvé plus tard, Saint-Exupéry, qui y fustige les « embusqués de New York », écrit au début de février 1941 entre autres : « Il est d'une évidence éclatante que votre action eût pu être souhaitée par Goebbels lui-même. Il est hors de doute que, si une telle action était encore en son pouvoir, il subventionnerait aux États-Unis la transposition intégrale des textes politiques et sociaux de vos revues surréalistes » (*Cahiers Saint-Exupéry*, n° 3, Gallimard, 1989, p. 9-21). Cf. encore p. 573.

Sur cette toile de fond, la Libération n'avait donc pas ralenti la chasse aux trotskistes. Dès le 19 septembre 1944, *L'Humanité* avait parlé des « agents trotskistes de la Gestapo ». Le 7 octobre, à une conférence des responsables aux cadres de la région parisienne et de l'ex-zone nord, organisée à la Mutualité par la commission centrale des cadres, un « camarade des Cadres de la jeunesse communiste » avait attiré l'attention « sur le danger né des provocations trotskistes dans les mouvements de jeunes », sur le « ramassis d'espions et de traîtres » grouillant dans cette « succursale de la Gestapo » : « Le trotskisme n'est pas un mouvement politique, c'est le moyen dont se servent les nazis et leurs agents de la cinquième colonne aux abois pour détourner la juste colère d'un peuple pillé et martyrisé, pour saper la volonté d'anéantir et de vaincre l'ennemi exécré. » En décembre, la 8<sup>e</sup> conférence régionale de Paris-Est avait recommandé de « déceler les trotskistes partout où ils se trouvent <sup>1</sup> ».

Cette chasse avait redoublé d'acharnement sitôt que le Parti avait eu besoin d'un bouc émissaire pour lui faire endosser la responsabilité de la maussaderie ouvrière. En 1945-1946, les *Cahiers du communisme* ne consacrent pas moins de trois « études » à la dénonciation du trotskisme (Auguste Lecœur, avril 1945 ; G. Bernard <sup>2</sup>, mars 1946 ; Étienne Fajon, mai-juin 1946).

Il est vrai d'ailleurs que les trotskistes, dont l'existence n'était tout de même pas entièrement mythique même si elle n'avait pas les sombres couleurs dont on la déparait, se faisaient un malin plaisir d'élargir la faille. André Marty, dont la réelle audience aux marges populaires du Parti reposait sur la crudité de son langage, devait noter dans le premier ouvrage qu'il écrivit après son « affaire » :

« Dans les élections législatives de la région parisienne de 1945-1946, nous avons très rarement rattrapé dans les centres ouvriers essentiels le niveau de 1936. On a même constaté dans la Seine (ouest), la Seine-et-Oise (Argenteuil) et d'autres centres ouvriers une nette opposition ouvrière au Parti manifestée par un report de voix sur les listes "internationales trotskistes" <sup>3</sup>. »

Et Étienne Fajon, dans son article des *Cahiers du communisme*, reproduit en brochure sous le titre « Un instrument du fascisme et de la réaction : le trotskisme », commençait par indiquer qu'aux élections générales du 2 juin 1946 des listes trotskistes, se réclamant d'un « soi-disant "parti communiste internationaliste" » et d'une prétendue « Quatrième Internationale »<sup>4</sup>, avaient dans quatre départements fait manquer au PCF l'obtention d'un siège supplémentaire.

Il se trouvait aussi que la pratique de l'« entrisme » dont les trotskistes avaient fait la théorie dans les années 30 les avait conduits à des postes de responsabilité dans certains syndicats, dans le Mouvement uni des auberges

1. *Le Problème des cadres*, brochure, 31 p., Imprimerie commerciale, Lyon.

2. Sans doute Georges Beyer, colonel Bernard de son nom de guerre.

3. Cf. André Marty, *L'Affaire Marty*, Éd. des Deux Rives, 1955, p. 39.

de jeunesse (MUAJ<sup>1</sup>) et à la direction des Jeunesses socialistes. Ce qui posait, en cette période d'union socialiste-communiste, la question d'une éventuelle menace d'infiltration trotskiste dans la JC par le biais de la JS. Encore que, et j'en faisais la remarque assez pertinente dans une lettre de mai 1946, si les trotskistes voulaient noyauter l'UJRF, ils n'avaient pas besoin de faire le détour par chez les socialistes : « Ils n'ont qu'à venir directement chez nous. »

En fait, la chasse aux trotskistes, si le ton en était virulent, demeurerait assez bonhomme. Du moins chez les étudiants et lycéens communistes qui avaient encore en 1945-1946 une grande fraîcheur d'âme. Réfléchissant « au meilleur moyen de lutter contre le trotskisme », je me contentais d'estimer que le pire du trotskisme consistait « à se placer dans l'absolu au lieu d'être dialectique », bref d'être dogmatique et pressé : « Ils font du ski, sautant des dizaines de mètres d'un coup alors que le commun des mortels marche et doit parcourir les moindres centimètres. » La dialectique, c'était alors mon dada. Ne m'étais-je pas promis, si j'avais un jour canot, canadienne ou périssière peu stable, de l'appeler « Dialectique » ? A mes yeux, le drame des étudiants trotskistes résidait aussi — en mai 1946 — dans le fait d'organiser, salle des Sociétés-Savantes, une conférence sur « la Révolution prolétarienne » alors qu'il y avait tellement plus urgent, par exemple défendre la République menacée d'un coup d'État militaire, d'un putsch fasciste. Lequel ? Mais celui... que méditait le PRL<sup>2</sup> ! Et d'emmener à la réunion de cellule pour la faire haranguer par Tollet — un prolétaire, lui, « pure laine » — l'une de mes compagnes de Sèvres qui avait un faible pour le trotskisme.

Le trotskisme m'avait pourtant déjà valu une admonestation dont, sur le moment, je n'avais tiré ni leçon ni profit. Cela se passait dans une grande boutique en rez-de-chaussée de la rue de Médicis où, en 1944-1945, face au Luxembourg, l'Union des étudiants communistes avait son local. Sous la présidence de Pierre Kast, qui, ancien khâgneux d'Henri-IV, dirigeait depuis la Libération l'Union des étudiants communistes — dès juin 1945, il bifurque vers le cinéma et commence à travailler avec Henri Langlois à la Cinémathèque —, Guy, agrégatif de philosophie sorti de la Résistance lyonnaise, avait été chargé de faire aux lycéens communistes dont j'étais une « conférence éducative » sur un thème qui m'est sorti de l'esprit. Il en était venu de manière incidente à stigmatiser ces fameux « hitléro-trotskyistes ». Or il se trouvait, on l'a vu, qu'à Grenoble j'avais entretenu, mandatée par Maurice, des rapports de travail avec un trotskiste. Sans malice, je levai donc le doigt pour contester qu'il fallût ainsi généraliser et tenir tous les trotskistes pour des hitlériens — d'autant que, comme c'était le cas du « mien », le pourcentage de trotskistes d'origine juive n'était pas mince et

1. On ne disait d'ailleurs plus le MUAJ mais le MTAJ (Mouvement trotskiste des AJ) — par manière d'avertissement bien sûr. Cf. la brochure « Nous ne voulons pas être complices », éditée en novembre 1945 par les opposants à la mainmise trotskiste sur le MUAJ.

2. Le PRL (Parti républicain de la liberté) de Michel Clemenceau était l'un de ces petits partis situés à la droite du MRP, qu'on appellera plus tard « partis modérés » ou « indépendants et paysans ».

qu'il était peu plausible que ceux-là fussent des partisans de Hitler. Cette remarque de bon sens, faite sur un ton neutre, ne déclencha aucune riposte immédiate. Mais deux jours plus tard j'étais convoquée par je ne sais plus quelle haute instance pour m'entendre interroger sur la question de savoir si je continuais à fréquenter ce redoutable « saboteur ». Bien sûr que non puisque à ma connaissance il était resté à Grenoble. Et d'ailleurs il m'était très antipathique. Pas, à coup sûr, parce qu'il était trotskiste, mais parce qu'un jour, comme je l'ai déjà relaté, où nous déambulions rue Thiers, il m'avait expliqué que « nous étions trop intelligents pour nous faire tuer ». Ce qui m'avait paru d'une insupportable prétention.

Face à ce responsable aux cadres qui me faisait la morale, je me fis *in petto* la remarque qu'« ils » — « là-haut » — avaient du temps à perdre en me dérangeant pour si peu. Puisqu'« ils » le disaient, les trotskistes étaient sûrement en corps des « hitléro-trotskistes » mais le mien, non, et il n'y avait que profit à signaler cette réconfortante exception.

L'algarade ne parut d'ailleurs pas tirer à conséquence. Dans une lettre à Guy, j'indique au mois d'août suivant que je lis le *Lénine* de Trotski. Je lui raconte même gentiment qu'à la suite de cette lecture j'ai fait un rêve où le visage de sa mère à lui se confondait avec celui de la mère de Lénine !

Trois ou quatre ans plus tard, dans un rapport écrit pour la 3<sup>e</sup> conférence de la Fédération communiste de la Seine (février 1949), j'analyse le courant trotskiste parmi les étudiants avec une relative objectivité :

« Très peu nombreux, une vingtaine d'étudiants que nous connaissons bien. Ils agissent dans des sphères particulières : sur les étudiants déracinés, notamment parmi les juifs étrangers à tendance sioniste, sur des fils d'instituteurs ou des instituteurs eux-mêmes qu'un intellectualisme prétentieux pousse parfois vers ceux qui paraissent raffiner le marxisme. »

Je leur accordais d'avoir, « par suite de notre propre carence en ce domaine », une influence certaine d'ordre idéologique : « Ils ont monté et fait marcher durant toute l'année un cercle Lénine avec conférences sur les problèmes actuels », et je soulignais avec pertinence qu'« ils peuvent bénéficier de l'appui d'un certain nombre de professeurs et d'intellectuels qui, contrairement à ce que croient certains camarades, ne sont pas tous des imbéciles et qui du moins travaillent et sortent des livres fort répandus dans les amphithéâtres : tels ceux de Naville, de Guérin, de Duveau, de Schwartz et la *Revue internationale* possède une audience certaine ».

Le plus plaisant de l'affaire, c'est qu'en vérité je n'ai jamais éprouvé de vif attrait ni pour la personne ni pour l'œuvre de Trotski. Aussi bien du temps où j'étais d'une fraîche orthodoxie que dans cette période qui succéda immédiatement aux premiers et sourds ébranlements de la croyance et où, pour reprendre pied sur la rive droite opposée, il fallait, comme sur une autoroute, commencer par tourner à gauche — une période rituellement donc employée, pour un rattrapage indispensable, à pratiquer livres et brochures de Trotski dont la lecture jusque-là avait été sinon explicitement interdite, du moins tacitement considérée comme dénotant quelque mauvais esprit.

En 1950, dans une étude abandonnée que j'ai retrouvée dans mes papiers, la description que je donnais du personnage historique de Trotski, une fois dépouillée de la gangue que sécrète la langue de bois, péjorative et à l'occasion insultante, assortie des citations d'usage, me paraît sur le fond exacte. Aussi ne changea-t-elle guère lorsque, attelée à la préparation de mes thèses de doctorat six ou sept ans plus tard, j'étudiai le rôle que Trotski avait joué au sein de la CGT française et de ce groupe de la Vie ouvrière dont Raymond Lefebvre évoqua les heures de découragement au début de la Première Guerre mondiale dans *L'Éponge de vinaigre*.

J'ai en particulier retrouvé aux archives de la préfecture de police de Paris un important dossier de 704 pages réparties en six chemises. Sur la couverture, on lit :

22.653

BRONNCHTEIN Léon dit      TROITSKY  
                                 ou TROTSKI  
                                 ou BRONSTEIN-TROTZKY  
né le 26 octobre 1878 à Gromokli (Russie)  
Juin 1915 : 23, rue de l'Amiral-Mouchez.

Femme SEDOFF  
                         ou SIEDOW  
                 dite TROTZKY  
                 née IVANOV

SIEDOWA Nathalie  
née le 26 septembre 1879 à Romng (Russie)  
Octobre 1916 : 27, rue Oudry

SEDOFF Léon  
né le 24 juin 1906 à Saint-Petersbourg (Russie)  
Avril 1930

De ce dossier je publiai d'abord les documents datant des années antérieures au retour de Trotski en Russie<sup>1</sup>. Mais j'avais mis de côté une vingtaine de feuillets dont j'avais apporté la copie à Alfred Rosmer, car je souhaitais que celui-ci, lié comme on sait à Trotski par une indéfectible amitié personnelle, les présentât lui-même. Rosmer en était tombé d'accord, mais la mort l'empêcha de réaliser ce projet. Je les publiai donc moi-même<sup>2</sup>. De quoi s'agissait-il ? En septembre 1916, Trotski reçut avis qu'il était expulsé de France où il avait trouvé asile depuis novembre 1914. Après avoir obtenu divers délais, il fut conduit à la frontière espagnole le 30 octobre. Il avait dû provisoirement laisser sa femme et ses enfants à Paris : d'Espagne, il correspond avec eux. Certes, des lettres expédiées

1. A. Kriegel, « Le dossier de Trotski à la préfecture de police de Paris », *Cahiers du monde russe et soviétique*, juil.-sept. 1963, p. 264-300.

2. A. Kriegel, « Quinze lettres de Trotski », *Les Lettres nouvelles*, juil.-sept. 1966, p. 169-189.

d'abord de Madrid puis de Cadix sont bien parvenues. Mais, avant d'être acheminées à leurs destinataires, elles ont été interceptées et retenues le temps d'être copiées et traduites : c'est la traduction de cette correspondance familiale que j'avais retrouvée dans le dossier de police.

Nulle révélation à attendre de cette correspondance pourtant inédite. Mais peut-être quelque chose de plus : la lecture de ces quelques billets montre de façon saisissante à quel point le drame de Trotski à l'époque, bien que s'inscrivant dans le drame de l'Europe en guerre, en est différent par sa nature et son style. Septembre-octobre 1916 ? Douaumont sur le front occidental, l'enveloppement de l'armée roumaine sur le front oriental. Combien sont insolites, dans ces conditions, les préoccupations de cet homme de trente-huit ans qui ne patauge pas, comme ceux de sa génération, dans la boue des tranchées ; qui ne cultive pas, comme ses compatriotes, les solidarités de la communauté nationale à laquelle il appartient par la naissance ; qui persiste à penser et agir, avec tous les périls que cela comporte, en fonction de ses objectifs révolutionnaires.

Dans cette « vieille canaille d'Europe », il n'est plus un seul pays dont les gouvernements soient disposés à se soustraire aux contraintes du jeu diplomatique et militaire. En France, en Italie, en Suisse, en Espagne, partout la guerre donne des moyens nouveaux aux autorités tsaristes pour miner le sol sous les pas de leurs adversaires : Trotski doit partir pour New York. D'où ce spectacle paradoxal et pathétique : d'un côté, d'immenses troupes d'hommes-soldats massés de part et d'autre de la ligne des fronts ; de l'autre, quelques individus isolés et ballottés que le télégraphe relie péniblement d'un bout à l'autre de l'Europe. Isolé, Trotski ? Oh, que oui ! Au point de ne pouvoir dissimuler à sa femme son angoisse et ses incertitudes. Mais notons la date de la première lettre à Natalia : 8 novembre 1916. Un an plus tard, jour pour jour, Léon Trotski sera avec Lénine au pouvoir en Russie bolchevique.

Le dossier Bronstein de la préfecture de police de Paris devait encore m'aider à parfaire ma connaissance d'autres épisodes de la vie de Trotski. Par mégarde (?) le gardien qui l'avait déposé sur ma table avait oublié d'en ôter les pièces postérieures à la date où prenait fin la liberté de consultation. Je pus tout à loisir parcourir notamment la très intéressante enquête de police qu'avait provoquée le décès suspect, dans une clinique parisienne, de Léon Sedov, fils et collaborateur à Paris de Trotski, alors installé au Mexique. L'après-midi, au retour du déjeuner, le gardien, qui avait enfin fait le rapprochement entre Bronstein et Trotski, reprit son bien mais c'était trop tard.

Peu après, pour un cours que j'avais entrepris de donner sur Staline et la légitimité de son statut d'héritier de Lénine — en fait ce cours était, à l'époque où j'avais eu l'ambition de le construire, trop difficile pour moi et j'abandonnai mon projet après y avoir consacré beaucoup d'efforts —, je concentrai mon attention sur la brève période où Staline et Trotski sont apparus comme des candidats rivaux à la succession de Lénine. La psycho-histoire était alors à la mode, et, bien que fort réticente à l'égard de tout emploi des concepts analytiques surtout maniés par des amateurs, je relus



minutieusement l'autobiographie de Trotski, *Ma vie*, et comparai ce qu'écrivait l'auteur de son enfance — une enfance choyée dans une famille juive unie et respectée où le riche meunier qu'était le père faisait régner les valeurs fortes de la tradition — avec ce qu'avait dit Staline de la sienne. A Gori puis à Tiflis, en Géorgie, elle avait été lamentable. Son cordonnier de père, qui, soûl, avait d'ailleurs l'habitude de battre comme plâtre femme et rejeton, disparut sans laisser de trace quand le petit Sesso (diminutif de Joseph) Djougatchvili avait onze ans. Or Trotski n'a cessé de dénigrer les siens, de geindre sur ce qu'ils firent ou ne firent pas pour lui et de peindre dans des teintes décourageantes « une enfance toute grisâtre » comme pour justifier sa vocation révolutionnaire. Tandis que Staline, lui, pare des plus belles couleurs sa misérable jeunesse, peut-être en effet réchauffée et illuminée par l'amour d'une mère qui avait rêvé faire de son fils unique un prêtre de l'Église orthodoxe et l'avait fait entrer au séminaire russe de Tiflis. A tout prendre, et peut-être à tort, j'eus le sentiment que la manière stalinienne de dissimuler ses propres disgrâces, « sans pleurnicherie », avait accru les chances du secrétaire général de s'identifier à la Russie soviétique alors que le goût flamboyant de Trotski pour une vision romanesque — ou romantique — de son histoire personnelle ruinait le rapport de nécessité qu'il aurait voulu établir avec la Révolution.

C'est finalement l'idée directrice qui m'a guidée quand, pour le tome VI des *Hommes d'État célèbres*, les Éditions Mazenod me demandèrent un bref portrait de Trotski que je repris sous le titre *Trotski : prophète ou Juif errant de la révolution*<sup>1</sup>. Trotski avait d'ailleurs pressenti ce que pouvait avoir d'anecdotique la tournure personnelle de son engagement dans l'histoire. Pour s'en défendre, il avait écrit : « Je ne connais pas de tragédie personnelle. Je ne connais que la substitution d'un chapitre de la révolution à un autre. » « Eh bien, si, une tragédie personnelle. Et même, par chance d'ailleurs pour l'honneur "personnel" de Trotski, rien qu'une tragédie mineure », objectai-je, car à l'exception des quelques années « où, de la déconstruction de la Russie à la restauration de l'ordre soviétique, il œuvra magistralement pour le compte d'une entreprise qui s'avéra ne pas être exactement celle à laquelle il croyait travailler », Trotski, journaliste, publiciste, homme de guerre, écrivain, ne fut qu'un marginal brillant, imaginatif, doté d'une inépuisable vitalité et d'une superbe confiance en soi, autoritaire et capricieux, présomptueux meneur de petits groupes latéraux flottant à la surface de la société internationale plutôt que réaliste chef de peuple ou d'État. En témoignent ses lieux de résidence, ses fonctions et sa manière de les assumer, ses choix politiques successifs. Si bien qu'en fin de compte Trotski ne me parut acquérir sa dimension et découvrir sa fonction que lorsque, rédigeant en 1920 le bréviaire de la violence révolutionnaire dont il serait la plus illustre des victimes, il se préparait à assumer, « dans la droite fidélité à son destin de Juif », le besoin que « le monde socialiste eût, comme tous les mondes qui l'avaient précédé, son Juif errant ».

1. *Les Juifs et le monde moderne*, Le Seuil, 1977, p. 204-211.

Autant les trotskistes sur notre gauche nous occupaient fort, autant nous avions l'arrogante conviction que le Parti était si pur, si ferme qu'il n'avait rien à craindre d'aucun concurrent qui se situerait à sa droite, notamment la SFIO.

Nous étions d'ailleurs si naturellement étonnés que des camarades de notre âge pussent se déclarer socialistes que nous allions leur rendre visite pour les toucher comme s'il s'était agi de diplodocus, par exemple Michel Simon qui allait d'ailleurs peu de temps après se convertir au communisme ou Roger Quilliot qui, lui, est demeuré fidèle à ses convictions de jeunesse et dont l'ouvrage *La SFIO et l'exercice du pouvoir*, paru en 1972, est un classique de l'histoire de cette période.

On comprend dès lors le cours désastreux qu'en moins de un an prirent les relations entre socialistes et communistes. Pourtant, dès son congrès du 9 au 12 novembre 1944, le parti socialiste avait défini les conditions de sa reconstitution, puis adopté, sur rapport de Jules Moch, une motion où il « renouvelait solennellement, avec sa loyauté et sa traditionnelle bonne foi, l'offre d'unité déjà faite dans la lutte clandestine ». Le bureau politique communiste avait réagi très vite. Une semaine après avoir reçu le 15 novembre la lettre de Daniel Mayer qui accompagnait le texte de la motion socialiste, il avait répondu par une déclaration publique où, sur un ton sans réelle aménité (« le PC a trop déploré la scission réalisée au congrès de Tours en 1920 par une minorité indisciplinée »), il souligne que « l'unité ouvrière [est] considérée par lui comme un facteur d'unité nationale » (ce qui est bien dans la perspective d'une époque où la guerre n'est pas gagnée, mais le « toujours » dont il accompagne cette articulation est tout de même un peu surprenant), que les pourparlers avec le PS dont il est partisan et pour lesquels il désigne sur-le-champ sa délégation (Duclos, Ramette, Bonte, Mauvais, Fajon, Guyot) ne sauraient ni « porter atteinte à l'unité réalisée au sein du CNR » ni exclure de semblables pourparlers avec d'autres groupes et partis issus de la Résistance.

Première réunion commune le 4 décembre : elle prévoyait, outre « d'établir entre les deux partis un climat de compréhension, de cordialité et d'amicale collaboration », la création, sur le plan national, d'un comité d'entente chargé d'étudier les problèmes d'actualité, ainsi que « les modalités et la réalisation de l'unité politique de la France laborieuse ». Ce comité d'entente tenait à son tour sa première réunion le 19 décembre au siège du *Populaire* sous la présidence de Jacques Duclos. Dirigé par un bureau restreint où Jacques Duclos, Léon Mauvais et Raymond Bossus siégeaient pour les communistes, Daniel Mayer, Vincent Auriol et Robert Verdier pour les socialistes, il éclatait aussitôt en trois commissions, l'une qui devait traiter des questions relatives à l'*unité d'action*, la seconde des questions relatives à l'*unité organique*, la troisième n'étant qu'une commission d'arbitrage des trois et de loin la plus sollicitée.

La commission d'unité d'action réussissait à s'entendre sur les manifestations commémoratives du 12 février 1934 et de l'écrasement de la Commune et sur le 1<sup>er</sup> mai 1945. Elle rendait publics des textes sur la répression et

l'épuration ou encore, en mars 1945, un manifeste en faveur des nationalisations. La commission d'unité organique, elle, décida que chacun des deux partis rédigerait d'abord séparément un projet de déclaration de principes et de statuts pour le futur parti unifié. Mais la dégradation des rapports entre les deux partis fut si rapide dès les premières semaines de 1945 — surtout à l'approche des élections municipales des 29 avril et 13 mai — que le 12 juin le PC publiait unilatéralement dans *L'Humanité* son propre *Projet de charte d'unité de la classe ouvrière de France* sans attendre, comme c'était prévu, d'en avoir débattu en commission. Un texte qui ne manque pas d'air : le parti unifié devrait « défendre et propager le matérialisme dialectique de Marx-Engels enrichi par Lénine et Staline » et s'inspirer bien entendu « des grandioses victoires du socialisme remportées par le parti communiste bolchevik de l'Union soviétique ». Le X<sup>e</sup> congrès du PCF, tenu du 26 au 30 juin, en adoptant « sept propositions concrètes en vue de hâter la réalisation de l'unité de la classe ouvrière française », n'était pas moins expéditif : réunion en commun deux fois par mois des comité directeur et comité central socialiste et communiste, recommandait-il ; réunion en commun des bureaux et commissions exécutives des fédérations socialistes avec les bureaux et comités régionaux des régions communistes ; adoption d'une politique identique par les représentants des deux partis au sein du gouvernement ; réunion commune des groupes socialiste et communiste dans les diverses assemblées ; unité de candidature dès les prochaines élections ; organisation commune de la propagande à travers tout le pays ; collaboration réciproque à *L'Humanité* et au *Populaire*. C'était là un « texte de quasi-fusion » dont rien, dans la situation, ne donnait à penser qu'il répondait à quelque réalité que ce soit. Que le 37<sup>e</sup> congrès national de la SFIO au mois d'août suivant décidât de ne « retenir comme une base utile d'unification » ni le projet de charte publié par le parti communiste ni les propositions du congrès communiste de juin ne pouvait étonner personne.

Les relations PS/PC allaient s'envenimer davantage au fil des mois pour prendre l'allure d'« une guerre non déclarée », selon la formule de Gérard Jaquet, secrétaire général adjoint du parti socialiste. L'impasse où en étaient arrivés les pourparlers eut alors cette conséquence peut-être imprévue que, donnant satisfaction aux attentes qui enfermaient de plus en plus les communistes dans leur esprit de supériorité, leur bon droit et leur bonne conscience, elle accentuait l'impatience des jeunes militants comme moi à l'égard de tout ce qui survivait, à l'état résiduel, de la politique nationale et d'ouverture.

Le 27 août 1945, par exemple, j'écris que « la collusion communistes-radicaux m'a d'abord violemment choquée ». Il a fallu que ma mère se gaussât des dithyrambes que consacraient *L'Humanité*, *Ce soir* et *L'Avant-Garde* à Herriot pour que, piquée, je défendisse l'idée qu'il fallait bien travailler à constituer une majorité telle qu'un gouvernement stable pût être formé. Sans cette stabilité gouvernementale, la République serait déconsidérée. Et un coup d'État fasciste ou fascisant serait à prévoir à brève échéance. « L'alliance avec les radicaux qu'il ne doit pas être agréable à Duclos et Thorez de manigancer » était d'ailleurs destinée surtout, selon

moi, à encercler les socialistes et hâter la désintégration de la SFIO. Si son comité directeur préférerait décidément s'allier avec les éléments réactionnaires de l'UDSR, bien des fédérations de base en province concluraient, elles, des alliances à gauche.

Dans la ligne impeccablement orthodoxe de ce raisonnement, je crois pouvoir estimer le 5 octobre que « nous marchons à grands pas vers un gouvernement socialiste ». Faut-il y attacher plus d'importance que ça ne vaut ? Il en est d'ailleurs de même pour les élections qui doivent avoir lieu quinze jours plus tard : « Les élections ne préoccupent pas la population, beaucoup plus intéressée par le fait qu'on va pouvoir acheter la viande chez n'importe quel boucher. Je crois que nous ne pouvons guère escompter un changement en France par le scrutin. »

J'en suis déjà au scepticisme sur la fiabilité de l'arme que représente le bulletin de vote. Aussi, le 10 octobre, me demandé-je quand le Parti « va reprendre son rôle de “forceps de la révolution”, ce que, je crois, il a un peu perdu de vue ». Et mon commentaire prouve que je n'ai pas réussi à me convaincre moi-même. « Je ne veux pas tomber dans le trotskisme, mais il me semble malgré tout que nous faisons un peu de “suivisme électoral”. »

Le 22 octobre, au lendemain des élections où les trois partis communiste, socialiste, MRP ont fait à peu près jeu égal (obtenant respectivement 151, 139 et 150 sièges), je suppose et précise où j'incline :

« Le Grand Charles se trouve en présence de trois formations à peu près égales. Il faut donc une coalition de deux partis contre le troisième (j'écarte l'hypothèse d'un gouvernement national). La solution que je souhaite, c'est la collusion gouvernementale du MRP et de la SFIO. Pour une raison assez simple : cette collusion serait le signal d'une décomposition de la SFIO. Telle une réaction chimique. Hydrogène/oxygène : les gauches s'en iraient d'un côté, les droites de l'autre. »

Pourquoi pas un gouvernement d'union socialiste-communiste ? « Nous n'aurons un gouvernement communiste-socialiste que lorsque la fusion sera faite (fusion qui signifie épuration de tous les éléments UDSR). » Et d'en appeler à l'autorité de Staline dont je lisais justement la veille les *Principes du léninisme* :

« La théorie selon laquelle “on peut venir à bout” des éléments opportunistes par une lutte idéologique au sein du Parti, selon laquelle on doit “battre” ces éléments dans le cadre d'un parti unique, est une théorie pourrie et dangereuse qui menace de vouer le Parti à la paralysie et à un malaise chronique ; elle menace de donner le Parti en pâture à l'opportunisme. »

Après Staline, j'en appelle à Lénine et cite : « Si l'on compte dans ses rangs des réformistes, des mencheviks, on ne saurait faire triompher la révolution prolétarienne. » Ce n'est pas, concluais-je benoîtement, une attaque contre l'unité actuelle, c'est une attaque « contre la possibilité d'une formule gouvernementale PC-PS ». Et de m'interroger sur l'intérêt pour les communistes de continuer à participer au gouvernement :

« J'avoue que je vois mal comment poursuivre la triple politique qui est la nôtre depuis six mois :

1. prendre la tête de la reconstruction française ;
  2. faire opposition au gouvernement ;
  3. faire partie de ce même gouvernement.
- Je crois que 1 et 2 se concilient plus facilement. »

D'où ce que j'appelle la « bonne formule » : « Ce serait un gouvernement MRP-socialiste qui ne peut aboutir à rien. Pour nous, faire opposition et diriger la reconstruction par le dehors, par les syndicats. Isoler le gouvernement du pays. » Je ne dissimule pas la portée d'une telle formule : « C'est la politique du pire. Elle est dangereuse... Mais dangereuse pour l'avenir se révélera une politique d'alliance avec les mencheviks (d'alliance gouvernementale, s'entend : l'unité organique, c'est autre chose). »

Ma « bonne formule » n'est pas celle qui l'emporte. Le 26 octobre, après l'annonce de la participation du PC au gouvernement, j'écris : « C'est la seule chose à faire, la seule, hélas ! Où va-t-on ? »

Le 22 novembre, au lendemain de la formation d'un gouvernement tripartite où chaque parti reçoit cinq ministères dont un d'État, je passe d'une timide perplexité à la franche indignation et ma résignation finale est fragile : « Il n'y a pas besoin d'un mois, de la menace d'une guerre civile et d'une démission à grand spectacle<sup>1</sup> pour ce maquignonnage écœurant. J'ai tout d'abord été violemment chagrinée de voir Thorez ministre d'État. Maintenant j'en prends mon parti, mais je le regrette. » Je me réfugie dans l'ironie : « On va travailler pour que "ça change". Encore une fois. »

Ça change d'ailleurs assez vite puisque le 20 janvier 1946 de Gaulle claque la porte. Dans ses *Carnets*, Marcel Cachin écrit à la date du 21 janvier : « De G. démissionne. Journée historiq. ns av. eu D.G. sans effrayer la population. » Une satisfaction qui n'était pas partagée par les petits. Mon amertume par exemple ne diminue pas, et le 23 janvier je note :

« La crise gouvernementale m'a beaucoup énervée. Il y a de quoi. Nous voilà devant un gouvernement de Gaulle sans de Gaulle. Nous allons vers de gros revers. Car ça ne peut aller que de mal en pis. Et le pis sera mis à notre compte. Tout ce qui ira plus mal tournera à bien pour de Gaulle. Peut-être bien que le Parti ne pouvait, devant le refus socialiste, faire autrement que d'accepter le gouvernement tripartite, mais je n'en suis pas sûre. »

Et d'observer : « En tout cas, les masses ne comprennent plus et deviennent boudeuses. Prenons garde à la fatigue. » Elles ne comprennent plus parce que « nous sommes impliqués dans la gabegie » : « Le Parti aurait dû ne pas accepter une fois de plus la foutaise de l'unanimité. Ça en

---

1. Du 13 au 19 novembre 1945 s'était développé un conflit annonciateur de la suite. Le 13 novembre, en effet, le général de Gaulle avait été élu à l'unanimité président du Gouvernement provisoire, mais trois jours plus tard le général fait savoir au président de l'Assemblée qu'il ne peut constituer le gouvernement et dit pourquoi dans un discours prononcé le 17 et accueilli avec la plus grande indignation par *L'Humanité*. Benoît Frachon, et ce n'est pas un hasard que ce soit le secrétaire de la CGT qui soit chargé de cette mission, ne mâche pas ses mots dans son discours, le 18 novembre, aux cadres de l'Union des syndicats de la région parisienne : « Nous n'avons pas le gouvernement que nous souhaitons [...]. Nous ne doutons pas que la classe ouvrière soit convaincue de la nécessité d'un gouvernement audacieux s'appuyant sur une solide majorité parlementaire. » Le 19 novembre enfin, le groupe communiste est seul à voter *contre* la demande faite au général de Gaulle de reprendre les négociations pour la constitution du gouvernement.

devient pitoyable. » Et de conclure : « Il faut être rudement “boussolée” pour ne pas s’en désintéresser ou pour ne pas devenir anarchiste. »

Il est curieux d’observer que tout au long de cette correspondance, s’il m’arrive, dans l’esprit de l’époque, de décorer de noms malsonnants les socialistes, on n’y trouve pas un mot de travers à l’égard de De Gaulle que j’appelle familièrement, comme tout le bon peuple, le « Grand Charles ». Au lendemain du référendum perdu d’octobre 1945, comme il est question de « dénoncer au pays le sabotage par de Gaulle du programme du CNR », je m’interroge : « Je voudrais chercher plus profondément ce que signifie le “gaullisme” des masses. » De ces « masses » aussi je voudrais bien en savoir un peu plus, à commencer par le contenu de « ce mot “masses” qui devient un peu passe-partout ».

Sept mois plus tard, en août 1946, j’en suis toujours au même point : « Je comprends très bien le tripartisme. Le tripartisme est nécessaire. N’empêche qu’il est une des causes pour lesquelles la France crève. Très vite même, à tout bien mesurer. »

Cette correspondance purement privée d’une fille qui n’a pas vingt ans, d’une militante qui n’exerce aucune responsabilité, a pour seul intérêt de montrer sur pièces la précocité du trouble que produisirent dans ses propres rangs la politique du PCF et son statut de « parti de gouvernement ». En somme, à trois reprises dans son histoire, le PCF a pratiqué ce type d’ouverture : en 1936, en 1945, en 1981. Trois fois dans des conditions différentes. En 1936, il n’avait soutenu que de l’extérieur le gouvernement de Front populaire. En 1945, il allait jusqu’à une participation au gouvernement tripartite d’autant plus acceptable qu’il avait alors acquis le rang de premier parti de France, devançant la SFIO de manière nette sur le plan partisan, électoral et moral. En 1981, il a aussi participé au gouvernement d’union de la gauche mais *in extremis* et dans une position qui, dès le départ, en faisait une « force d’appoint ». Or ce qu’il y a de commun dans les trois cas, c’est la rapidité avec laquelle le Parti, dans ses couches profondes, se sent en porte à faux, inexorablement conduit à retrouver le seul statut qui lui convienne : celui d’un parti d’opposition radicale.

## 1947. De la périphérie au centre

« Nous sommes Ouvriers, sire ! Ouvriers ! Nous sommes  
 Pour les grands temps nouveaux où l'on voudra savoir,  
 Où l'Homme forgera du matin jusqu'au soir,  
 Chasseur des grands effets, chasseur des grandes causes [...]   
 Ô splendides lueurs des forges ! Plus de mal  
 Plus... Ce qu'on ne sait pas, c'est peut-être terrible.  
 Nous saurons ! »

Rimbaud, « Le Forgeron ».

« Strasbourg, XI<sup>e</sup> congrès.  
 A Jeannette Vermeersch

Ô congrès mot malin mot innocent mot simple  
 Quand il s'agit de tant de visages vivants  
 Et mêlés comme grains pour le pain nourrissant  
 Pour le grain qui jaillit de la terre amoureuse

Je suis ici cherchant la vie la vie de tous  
 Qui me consolera de la vie que je souffre  
 Ici j'ai l'espérance ici j'ai le profit  
 D'espérer d'être au monde pour donner raison

Au jour qui donne à l'homme d'être tous les hommes. »

Paul Éluard, *Poèmes politiques*,  
 Gallimard, 1948.

Même si un événement finit rétrospectivement par en incarner les raisons et la substance — en l'occurrence la réunion secrète, du 22 au 27 septembre 1947, à Szklarska Poreba en Pologne, des représentants de neuf partis communistes qui, sur la base du rapport du représentant soviétique, Andreï Jdanov, vont constituer le Kominform —, un tournant vient le plus souvent de loin. C'est ce qui justifie qu'un colloque, réuni en 1986 à l'Institut des Hautes Études internationales de Genève<sup>1</sup>, se proposa,

1. Cf. les Actes de ce colloque publiés dans la revue *Relations internationales*, n° 47, automne 1986.

pour étudier les origines de la guerre froide, de fixer son attention sur l'année 1946 : « 1946 : la déchirure ? ».

Dans le cadre de ce débat très général, un débat particulier porta sur la manière dont le tournant fut, dans les diverses composantes du mouvement communiste international, non pas pris, non pas même perçu, mais dont il commença à être amorcé sur des points très éloignés du centre de l'enjeu réel encore caché.

Le PCF par exemple continue de bout en bout à marcher cette année-là sur les hautes eaux qui le portent depuis 1944. Il est au sommet de sa puissance politique, non seulement à l'échelle de la courte période de l'après-Second Guerre mondiale, mais à l'échelle de toute son histoire. Cette puissance politique, il en use au profit des intérêts nationaux dont il persiste à se vouloir en charge. En politique étrangère, les intérêts nationaux qu'il défend sont ceux-là même et ceux-là seuls que tous les autres partis français avec lui tiennent pour tels. La conférence dite des 21 a beau voir s'accroître le clivage entre l'Ouest et un bloc oriental, Churchill a beau prononcer le 5 mars 1946 son fameux discours devant les étudiants du collège rural de Fulton dans le Missouri où, pour la première fois, il emploie l'expression « rideau de fer », le PCF continue à soutenir sans barguigner la politique étrangère française visant, pour l'essentiel, à obtenir des réparations, notamment sous forme de charbon de la Ruhr alors sous contrôle anglais.

De ce soutien inaltérable, les manifestations sont incessantes. Florimond Bonte écrit ainsi, dans *L'Humanité* du 8 août :

« Nos ministres, nos experts, nos ambassadeurs, nos plénipotentiaires ont multiplié démarche sur démarche. Ils ont toujours fait des suggestions constructives mais, c'est l'exacte vérité, ils se sont toujours heurtés à la mauvaise volonté constante des milieux dirigeants de Londres. »

De même Thorez, à l'occasion d'un meeting d'ampleur nationale tenu à Rouen le 5 août, en fait le centre de gravité de son propos. *L'Humanité* titrait en gras le lendemain à la une : « Internationalisation de la Ruhr. Occupation prolongée de la Rhénanie. Rattachement de la Sarre à notre système économique et monétaire. » Or, cette position est d'autant plus remarquable qu'elle contredit celle affichée par les Soviétiques, partisans, eux, du maintien de l'intégrité de l'Allemagne. Pierre Courtade, éditorialiste de politique étrangère, le reconnaissait d'ailleurs, dans les *Cahiers du communisme* de juillet 1946 : « Il est vrai, en effet, que l'Union soviétique s'est prononcée contre la séparation politique et que, sur ce point, la position française et la position soviétique sont divergentes. » Courtade développait à cette occasion une argumentation de tonalité très nationaliste. La France, écrivait-il, était la plus importante démocratie d'Europe continentale. La sécurité de la France, c'était donc la sécurité de l'Europe, ce qui impliquait frontières sûres et réparations. De Georges Cogniot, dans les *Cahiers du communisme*, même son de cloche : « Qui ne comprend (...) la revendication du gouvernement français relative à l'internationalisation de la Ruhr ? »

On peut, pour réduire l'importance de cette évidente divergence entre le PCF et le gouvernement soviétique, recourir aux hypothèses généralement



avancées quand il y avait ainsi écart public entre Paris et Moscou. Première hypothèse : la divergence n'était qu'apparente ou secondaire. Pour les Soviétiques, il importait avant tout d'empêcher que ne se constituât un État fédéral à l'Ouest. Staline déclarait à l'agence UPI, le 29 octobre : « Il est nécessaire de rétablir en Allemagne non seulement l'unité économique, mais également l'unité politique. » Or, la politique du gouvernement français se situait à mi-chemin, à égale distance de la position soviétique et de celle des Alliés. Il pouvait être avantageux pour Moscou de la tenir pour un pis-aller. Dans la mesure où ils contestaient les ratios britanniques (c'est la Grande-Bretagne qui avait charge de répartir les tonnages de charbon de la Ruhr), où ils exigeaient un partage officiel et définitif du gâteau, les Français (et derrière eux leurs communistes) ne propageaient-ils pas la discorde au sein du camp occidental ?

Seconde hypothèse : l'appui communiste à la politique étrangère française n'avait qu'un caractère conjoncturel. Au fur et à mesure que la tension s'accroissait du fait du non-règlement des questions en cours, le PCF tendait d'ailleurs à prendre ses distances avec la diplomatie française. Au début d'octobre 1946, il critiquait l'attitude de Couve de Murville à la conférence de Paris. Cependant, les communistes devaient rester attachés à leur mot d'ordre sur la Ruhr et la Sarre même après que la conférence de Paris se fut achevée par « des résultats contestables » (*L'Humanité*, 16 octobre), autrement dit par la montée des antagonismes entre blocs. Pierre Courtade s'empressait de réaffirmer les exigences de la France « relatives aux réparations, au charbon de la Ruhr » (*L'Humanité*, 2 novembre), et Thorez y revenait encore, dans son interview au *Times* du 17 :

« L'opinion démocratique française approuve nos positions en matière de politique extérieure, notamment sur les problèmes de la sécurité et des réparations. Nous n'admettons pas l'idée émise par certains de "rendre à l'Allemagne une position économique dominante en Europe". Nous demandons l'internationalisation de la Ruhr et le rattachement de la Sarre à notre système économique. Nous voulons la liquidation du fascisme et le désarmement effectif de l'Allemagne. Nous estimons nécessaire, indispensable, l'entente entre nos grands alliés anglais, américain et soviétique. Nous repoussons toute politique de blocs et d'orientation exclusive sur l'un quelconque de nos alliés, notre gratitude allant également à tous. »

« Notre gratitude allant également à tous » — formule étonnante dans la bouche de Thorez. Pure hypocrisie ? *lip service* ? Onze mois plus tôt, Georges Cogniot avait déjà écrit, dans les *Cahiers du communisme* (janvier 1946) : « Tout le prouve, c'est sur la politique des trois grands que doit être fondée la politique extérieure de la France. » Dans le même temps, le PCF ne s'intéressait qu'épisodiquement à ce qui se passait en Europe de l'Est. En janvier 1946, Waldeck-Rochet avait fait l'éloge de la réforme agraire en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie et en Yougoslavie (*Cahiers du communisme*, 1946/1) ; en mai, *L'Humanité* consacrait quelques articles aux résultats électoraux du PC tchécoslovaque ; en septembre, l'organe central saluait la création de la République bulgare. Notations espacées, comme si les communistes français continuaient à éprouver de la suspicion à l'égard des pays d'Europe centrale et danubienne où, avant et pendant la

guerre, avaient sévi des régimes fascistes. Ils semblaient n'éprouver une réelle sympathie que pour deux des États de la région : la Yougoslavie et surtout la Bulgarie — celle de Georges Dimitrov. C'est que l'ancien secrétaire général du Komintern n'avait cessé d'être, pour Thorez et depuis 1935, l'inspirateur et le modèle. Aussi *France nouvelle* a-t-il recueilli le 14 septembre la déclaration de Dimitrov intitulée « La République triomphe en Bulgarie » :

« La Bulgarie sera non pas une république soviétique, mais une république populaire où le rôle dirigeant sera exercé par l'énorme majorité de la nation : ouvriers, paysans, artisans et intellectuels. Il n'existe aucune dictature dans la République populaire ; le facteur décisif, fondamental, sera la majorité laborieuse de la nation. »

L'hebdomadaire reproduisait encore le 23 novembre le commentaire du secrétaire général du parti communiste bulgare qui, saluant la victoire électorale du Front populaire en Bulgarie, en devenait le Premier ministre :

« La démocratie populaire n'est ni socialiste ni soviétique. Elle est le passage de la démocratie au socialisme. L'avantage de la démocratie populaire, c'est que ce passage est rendu possible sans dictature du prolétariat. »

Éclatante est, dans le temps et dans l'esprit, la concordance de ces deux citations avec ce qui va constituer le point d'orgue — et rétrospectivement le glas de la stratégie nationale du PCF : la fameuse interview donnée par Thorez au *Times* le 17 novembre.

Sans doute faut-il relativiser la signification de cette interview en raison des circonstances qui l'ont accompagnée. C'est le 4 décembre suivant que Maurice Thorez devait présenter à l'Assemblée sa candidature à la présidence d'un « gouvernement d'union démocratique, laïque et sociale ». Les socialistes avaient exigé, avant de se prononcer, de connaître le « programme d'action gouvernementale » que le secrétaire général du PCF, s'il était élu, se proposait d'appliquer. Appelé « programme de Puteaux », du nom de la commune de banlieue où le Comité central s'était réuni le 27 novembre pour l'adopter, ce programme, qualifié par Thorez de « sincère et viril », était en quelque sorte le pendant pratique et à court terme de l'interview au *Times* qui, elle, avait une portée à plus long terme et d'ordre plus théorique.

Tout parti communiste engagé dans une entreprise de conquête du pouvoir ayant également éprouvé le besoin, à un moment ou à un autre au long des quarante années suivantes, d'expliquer que le socialisme qu'il comptait installer serait un socialisme différent du modèle soviétique, un socialisme *sui generis* adapté « aux couleurs de... », le lecteur d'aujourd'hui, tant il a connu d'alternances entre les phases où se trouvait réaffirmé l'universalisme du modèle soviétique et les phases qui proclamaient la singularité de chacune des expériences communistes nationales, est-il porté au scepticisme quand il lit par exemple cet extrait de l'interview du *Times* :

« Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit des rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré

que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale. »

Je suis cependant portée à penser que l'interview au *Times* a cette qualité d'authenticité et de sincérité que procure le fait pour son auteur d'être ou de se croire encore en phase avec une conjoncture qui appelle à l'audace. C'est l'ultime forme qu'a épousée le rêve thorezien, sur le point de s'évanouir, d'une allègre et paisible accession du PCF au statut de parti messianiquement promis à incarner la France, la République, la classe ouvrière, un socialisme marié avec la liberté. Capable en somme de promouvoir une démocratie « agissante », « réelle », « avancée » — « création continue » qui autorise à faire « l'économie de la dictature du prolétariat ».

Certes, quand sonnent les douze coups de minuit qui scellent l'année 1946, Thorez ne sait pas encore que les temps sont proches où il devra décidément virer de bord. Déjà au printemps précédent, après l'échec de la mission d'Auguste Lecœur, alors secrétaire d'État au Charbon auprès du ministre de la Production industrielle, dépêché à Washington en mars 1946 pour exposer et défendre les propositions françaises d'augmenter largement la part de la France dans la production houillère de la Sarre et de la Ruhr, il a, en mai, accueilli avec réticence les accords Blum-Byrnes, commençant à soupçonner qu'ils pourraient receler un « danger de colonisation » par l'Amérique. Il soupçonne bientôt aussi le Plan de pouvoir être un instrument de pénétration du capital étranger, fonctionnant au profit d'un « bloc occidental » qui ferait de la France « le vassal docile des dirigeants anglo-saxons ».

Déjà, surtout, Thorez a dû, comme on l'a vu, faire des concessions à l'impatience ouvrière et s'engager à se porter lui-même candidat à la direction des affaires françaises. J'ai sous les yeux un bulletin d'adhésion au PCF émanant de la Fédération de la Seine. Orné d'une photo de Thorez, il appelle à prendre place dans une promotion intitulée « Victoire du 2 juin 1946 » et ainsi justifiée : « Pour que se constitue, après la victoire du 2 juin, un gouvernement démocratique présidé par Maurice Thorez. »

Malheureusement, à ces élections générales du 2 juin qui avaient constitué un succès incontestable pour le MRP, le PCF était resté à peu près stable. Le nombre des voix qu'il avait recueillies était passé de 5 005 000 à 5 190 000 et son pourcentage de 26 à 26,2 p. 100. Par le jeu des moyennes, il perdait même deux sièges. Et s'il continuait à marquer de légers progrès dans les départements de l'Ouest et de l'Est où il était traditionnellement faible, il enregistrait des pertes assez nettes dans certaines grandes villes (Paris, Lyon, Marseille) où il était traditionnellement fort.

Il fallut la rectification brutale<sup>1</sup> que furent la manifestation du 20 juin et l'adoption de mots d'ordre plus ouvertement centrés sur les attentes et revendications ouvrières pour qu'aux élections générales du 10 novembre 1946 le PCF gagnât, avec 5 475 995 voix, 272 000 suffrages sur le scrutin du 2 juin et redevint, comme en octobre 1945, le « premier parti de France ».

1. Cf. *supra*, p. 348.

Avec 28,6 p. 100 des suffrages exprimés, avec ses trois grandes zones de force : les plaines et régions industrielles du Nord, la bordure ouest et nord-ouest du Massif central, tout le Midi à l'exception de deux départements pyrénéens, le PCF ce jour-là était au sommet de la courbe de son influence électorale. Un peu plus d'un Français sur quatre votait communiste dans une France dont il ne faut pas oublier qu'elle était encore fortement rurale.

Mais ce succès était-il porteur d'un lendemain ? D'abord, les progrès communistes, en raison du recul de la SFIO qui passait de 21,1 p. 100 à 17,9 p. 100, n'empêchaient pas que la gauche dans son ensemble ne fût plus majoritaire. Avec 8 930 000 voix, elle ne représentait plus que 46,2 p. 100 contre 53,8 p. 100 à ce qu'on n'appelait pas encore la droite.

Ensuite, dès lors que la SFIO refusait de constituer un gouvernement socialiste-communiste dirigé par le secrétaire général du PCF et que le MRP refusait de concevoir un gouvernement tripartite sous la direction du premier des trois alliés, le PCF qui s'était jusque-là borné à réclamer des ministères clés — Guerre, Intérieur, Affaires étrangères — était contraint de poser effectivement la candidature de Maurice Thorez à la présidence du Conseil. Or celui-ci n'obtenait le 4 décembre que 259 voix alors qu'il lui en aurait fallu 310 pour être élu. Il avait rassemblé sur son nom 169 voix communistes et 65 voix socialistes mais, bien qu'au dernier moment le Conseil national de la SFIO eût décidé de faire voter pour lui son groupe parlementaire, 25 voix socialistes lui avaient manqué ; deux socialistes avaient voté pour Le Trocquer, quatre avaient déposé un bulletin blanc, dix-neuf (dont Defferre) n'avaient pas pris part au vote.

Décidément, le PCF allait avoir à tourner la page qui s'était ouverte cinq ans plus tôt, celle surtout qu'il avait écrite les deux dernières années. Une controverse aux thèmes et aux arcanes bien parisiens devait le faire pressentir ce même automne 1946. La question : y a-t-il ou non une esthétique communiste ? on ne peut en saisir la résonance si l'on ne mesure pas la place que tenait dans la vie culturelle du temps la peinture — non, comme aujourd'hui, sous la forme de fabuleuses enchères ou de fracassantes expositions dont la visite compassée remplace le dimanche matin la messe de naguère, mais la peinture vivante, en train de se faire dans les ateliers.

Les faits : Roger Garaudy avait réaffirmé, sous le titre « Artistes sans uniforme », dans un numéro d'octobre 1946 d'*Arts de France*, revue d'obédience communiste destinée à ceux que le PCF aimait englober sous la dénomination de « plasticiens », ce que Georges Cogniot avait déjà proclamé à la tribune du X<sup>e</sup> congrès du PCF en 1945 quand il avait déclaré : « Le PCF n'impose bien entendu à ses adhérents aucune esthétique particulière. » Bien entendu ? Dans les *Lettres françaises* du 29 novembre 1946, Louis Aragon, sous le titre « L'art : "zone libre" ? », prenait le contre-pied de cette attitude de non-intervention. Il défendait la thèse selon laquelle le PCF avait bel et bien une esthétique ; contre l'abstraction, l'expressionnisme, le surréalisme entre lesquels se partageaient à l'époque les milieux de la peinture, l'appellation de réalisme devait définir cette esthétique communiste.

Pierre Hervé, dans *Action*, une première fois le 22 novembre sous le titre « Il n'y a pas d'esthétique communiste », une seconde fois le 6 décembre

sous le titre « Nouveaux propos sur l'esthétique », plaidait, sous couleur d'appuyer Garaudy, pour la liberté et la diversité de l'art, mais il devait s'incliner quand Maurice Kriegel-Valrimont, directeur politique d'*Action*, fit retirer du marbre sur injonction de Maurice Thorez un troisième article déjà composé. Roger Garaudy, lui, faisait promptement amende honorable dans les *Lettres françaises* du 13 décembre. Entre-temps, chapitré par Aragon qui s'en targuait implicitement dans *L'Humanité* du 7 décembre, le Comité central avait rappelé dans sa session du 27 novembre que les communistes n'étaient ni indifférents ni neutres en matière de littérature et d'art.

Une si jolie querelle pouvait se lire à deux niveaux, mais sa véritable signification la situait à un troisième — tout à fait ignoré par presque tous ceux qui s'y trouvèrent mêlés, s'y intéressèrent ou s'en amusèrent.

A un premier niveau, c'était l'une de ces querelles de plumitifs qui, si fréquemment, agitent le Landerneau des écrivains, font la manne des échetiers et pimentent les commérages de café à Montparnasse ou Saint-Germain. Selon *Le Figaro littéraire*, qui avait longue expérience de la chose, il s'agissait de secouer « l'imperium d'Aragon » : « Elle revient à dire que les formules, les choix et les consécrationes de M. Aragon ne constituent pas un droit canon de la poésie pour les militants du Parti. »

A l'appui de cette lecture, mille riens faisaient sens pour les petits milieux de l'édition et du journalisme. Hervé avait récusé à la cantonade qui « émet la prétention de jouer dans la société un rôle sacerdotal » ; il s'était interrogé sur la présence, « dans certains romans et nouvelles d'Elsa Triolet par exemple, [de] la même atmosphère trouble que dans l'œuvre romanesque de Jean-Paul Sartre » ; il avait cité Georges Mounin comparant Aragon à « D'Annunzio virtuose parent » ; il avait traité *Aurélien* de « bric-à-brac surréaliste démodé ». *Aurélien* qu'Aragon a commencé en 1942, mais qui n'a été publié qu'en 1945 et que j'avais lu avec délice peut-être parce que, n'aimant pas les raffinements du luxe pour moi-même, je les aime chez les autres pour la beauté froide et pure dont ils sont le reflet. *Aurélien* que j'ai donc adoré au point de ne plus savoir si c'est sa Bérénice ou la Bérénice de Titus — dans les deux cas princesse d'Orient, princesse lointaine, amoureuse, abandonnée — qui me suggéra, dix ans plus tard, d'en donner le nom à la petite fille, née dans la souffrance de la prématurité et si tôt disparue, dont le deuil ne m'a jamais quittée, « tristesse majestueuse » comme l'avait écrit Racine et qui avait inspiré à Barrès de mettre en consonance Bérénice en son jardin et la cité d'Aigues-Mortes.

A un second niveau, on pouvait, par-delà ces piques et ces pointes *ad hominem*, réfléchir en substance et dissenter sur quelques problèmes assez constants : le rapport de l'art, la littérature et la culture à la politique, la consistance exacte d'une esthétique qui se réclamerait du marxisme, l'autonomie relative des sphères de la production sociale par rapport aux pouvoirs, les limites de la liberté des intellectuels créateurs dans un « parti de type nouveau » comme le PCF (d'où l'écho qui s'en répercuta au même moment dans le PC italien).

Il fallut du recul et une plus précise intelligence des mécanismes qui

commandaient l'apparition, dans le mouvement communiste international, de thèses appelées à faire autorité après débats et combats de forte teneur idéologique pour que les ressorts d'une querelle aussi chic et piaffante fussent reconnus et situés là où il fallait.

Quelques semaines auparavant, en Union soviétique, Jdanov avait engagé le fer contre des revues accusées de faillir à l'orthodoxie. C'est à son retour de Moscou où il s'était rendu l'été 1946 avec Elsa Triolet qu'Aragon amorçait en France un processus de normalisation dont il était peut-être, à l'époque, le seul à comprendre de quoi il retournait. Lui ne se conduisait pas à l'aveugle et savait, d'une science puisée à la source, que la querelle du réalisme, bien qu'exactement contemporaine de l'interview de Thorez au *Times*, procédait d'une inspiration opposée à celle qui animait encore la profession de foi thorézienne. A Paris comme à Moscou, le tournant idéologique précédait le tournant politique. Mais, à Paris, l'un comme l'autre résultaient d'une impulsion venue de Moscou.

L'accélération du tournant stratégique au cours de l'année 1947, l'installation de la guerre froide et la rupture en France du tripartisme sont des événements de première grandeur et bien connus.

Or voici que, sans aucune préméditation de ma part, sans aucune claire conscience du processus qui s'était ainsi mis en marche, je me trouvais impliquée dans un vaste chamboulement qui, jusqu'à un certain point, en était un sous-produit et constituait un tournant dans le cours de ma propre vie — même si, en fin de compte, ce ne fut qu'une parenthèse.

En relisant les lettres que j'envoie à Guy durant l'hiver et au début du printemps 1947, je suis frappée du changement de ton qui les affecte par rapport à celui dont j'usais les deux années précédentes. Il s'y manifeste comme une crispation — violente, étroite et sèche —, en tout cas un resserrement belliqueux et âpre autour d'un pôle d'intérêt unique aspirant mes forces, mon énergie, et me coupant de toutes ces privautés dont la jeunesse est friande.

Certes, cela peut s'expliquer par une raison privée. Mon mariage en juin 1947 entraîne que, même en restant élève de l'École les deux années suivantes, je quitte la rue de Chevreuse. Je n'aurai plus que des liens épisodiques avec mes compagnes. Dommage : la vie à l'École était riche de rencontres, de débats, de contacts prolongés avec des esprits et des sensibilités multiples.

Certes, cela doit s'expliquer aussi par l'air du temps. Un temps de ruptures où se creusent les différences, se cristallisent les oppositions, se circonscrivent les camps. Tandis que l'immédiat après-guerre avait été dominé par les idées d'union, d'unité, d'alliance, par la recherche des points communs, des similitudes, par le goût et le désir de rapprocher, conjoindre, confondre, voici qu'à l'inverse ce qui l'emporte désormais, c'est ce qui distingue, différencie, sépare. En trois mois, avec l'échec de la Conférence des quatre à Moscou (10 mars-25 avril), le discours de Truman au Congrès sur l'aide américaine à la Grèce et à la Turquie (12 mars), le début d'une

période de grèves d'abord sporadiques (25 avril), la révocation des ministres communistes (4 mai), et le discours du général Marshall à Harvard (5 juin), les dés en ont été jetés.

Mais cela doit aussi s'expliquer par le fait que je retrouve une activité militante dans un cadre de plus en plus exigeant et contraignant. Difficile de décider ce qui a été le facteur déclenchant : l'air du temps ou l'insertion dans une pratique militante — l'œuf ou la poule...

Que s'est-il donc passé ? On se souvient peut-être que j'avais démissionné de toutes mes responsabilités à l'UJRF au début de l'année 1946. J'avais alors, tout au cours de l'année 1946, tranquillement fréquenté ma cellule locale, mon cercle UJRF de géographie puis d'histoire et, à Sèvres, syndicat CGT, cercle laïque et cercle UJRF qui, en s'articulant les uns aux autres, avaient l'ambition de refaire de l'École, aux dépens de l'emprise jéciste, un foyer républicain et laïc capable de rayonner sur tout l'enseignement secondaire féminin.

Or, en octobre 1946, un mini-conflit éclate à propos des cellules constituées dans deux Écoles normales supérieures, dont la rue d'Ulm. A quelle date exacte remontait leur fondation ? Dans les années 20 et 30, les normaliens communistes étaient une espèce encore très rare. Depuis Georges Cogniot qui, venant de la khâgne de Lyon, était entré à l'École en 1921, on en comptait en moyenne deux ou trois au total pour les trois ou quatre promotions, littéraires et scientifiques, qui cohabitaient rue d'Ulm chaque année. Ces deux ou trois-là étaient affectés, en application des principes qui commandèrent la « bolchevisation » du Parti quatre ans après sa fondation au congrès de Tours, à des cellules d'entreprise. C'est ainsi que Marcel Prenant, qui était entré à l'École en 1911 et qui, en 1924, y travaillait depuis 1919 au titre d'agrégé-préparateur, fut affecté (on disait dans ce cas « détaché » ou plutôt « rattaché ») à la cellule ouvrière de l'usine d'automobiles Amilcar à Saint-Denis. L'ambition était louable : il s'agissait de disperser les intellectuels pour les mettre au contact du monde ouvrier. Mais, dans la pratique, le résultat fut moins heureux : la longueur des déplacements incita Prenant à bientôt cesser d'assister à sa réunion de cellule, puis de militer et même de reprendre sa carte, sans que cela impliquât de sa part l'ombre d'un désaccord politique. Jean Bruhat, lui, fut, à son entrée à l'École en 1925, « rattaché » à la cellule des ateliers de la ville de Paris, puis à celle des ouvriers boulangers du XIII<sup>e</sup> arrondissement.

En 1946-1947, le nombre des normaliens communistes s'est beaucoup accru. Il passe, rue d'Ulm, de 4, un an plus tôt, à 19 en février 1947. La formation d'une cellule communiste de 23 membres, y compris les adhérents communistes appartenant au personnel des services et à l'administration, s'est faite tout naturellement. Son secrétaire, Gilbert Lazard, calme et droit, bénéficiait d'une autorité particulière. Reçu au concours de 1940, il avait pris le maquis en juin 1943 et participé au service des « maquis-écoles » des MUR (Mouvements unis de la Résistance, mieux connus plus tard sous le sigle MLN — Mouvements de Libération nationale). Arrêté à Paris par la Gestapo le 1<sup>er</sup> mai 1943, incarcéré à Fresnes, puis interné à Compiègne, il avait été déporté à Dachau par le convoi du 2 juillet 1944 dont Joseph

Rovan s'est fait le scrupuleux chroniqueur<sup>1</sup>. Retourné rue d'Ulm en octobre 1945, ce savant spécialiste de persan sera le secrétaire de l'Institut d'études iraniennes fonctionnant depuis 1947 auprès de l'Université de Paris sous la direction successive de Massignon et Benveniste jusqu'à ce qu'en 1966 on crée pour lui à la Sorbonne la première chaire de langues et civilisations iraniennes, intégrée après 1968 avec d'autres chaires orientalistes à l'Université Paris III.

Les dirigeants de l'UJRF, quand ils apprirent l'existence de ces cellules d'école, ne l'entendirent pas de cette oreille. Ils la ressentirent comme une concurrence qui menaçait la survie de leurs chétifs cercles — une petite douzaine au Quartier latin avec au total 200 adhérents effectifs. Déjà l'année précédente, au début de 1946, des élèves communistes de grandes écoles techniques avaient saisi la direction du Parti et de l'UJRF et obtenu de fonder des cellules à Polytechnique, aux Arts et métiers, à l'École centrale, aux Travaux publics, à Supélec. Maintenant le danger se précisait du fait que les normaliens, à la différence des élèves des autres écoles enfermés dans des bâtiments et un enseignement qui leur étaient propres, se trouvaient quotidiennement mêlés aux étudiants des facultés dont ils suivaient les cours.

Les dirigeants de l'UJRF donnèrent donc l'ordre de dissoudre ces cellules et de créer à leur place des groupes UJRF. Qui en a appelé à l'arbitrage d'André Marty, alors responsable de la commission des jeunes auprès du Comité central et de surcroît député du 1<sup>er</sup> secteur (V<sup>e</sup>, VI<sup>e</sup>, VII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> arrondissements) ? Je ne sais. Mais Marty — qui n'avait, semble-t-il, jamais beaucoup apprécié la « transformation » de la JC en UJRF — trancha contre les dirigeants de l'UJRF. Le 24 octobre 1946, j'écrivais :

« André Marty a déclaré qu'il fallait multiplier les cellules d'école... Les responsables UJRF se sont fait savonner la tête. Nous allons prochainement avoir une réunion des responsables UJRF des ENS pour nous préciser la position à tenir : constituer des cellules communistes solides qui impulsent le syndicat et l'UJRF. »

J'ignore aussi par qui, quand et où a été prise la décision d'étendre aux facultés le principe d'y constituer des cellules d'étudiants, comme il y avait des cellules d'élèves dans les grandes écoles. Il n'y est fait aucune allusion ni lors de la réunion du Comité central qui, les 19 et 20 janvier 1946, a consacré une grande partie de ses travaux à l'examen des tâches « qui se posent aux communistes pour conquérir la jeunesse française », ni dans l'étude qu'en conclusion des travaux de ce Comité central Raymond Guyot publie dans les *Cahiers du communisme* de février 1946, ni dans le *Supplément* (imprimé) au bulletin intérieur *La Vie du Parti* que le secrétariat du Parti envoie le 1<sup>er</sup> octobre 1946 aux bureaux et comités fédéraux, bureaux et comités de section et de cellule sur « Le problème de la jeunesse », ni enfin dans le compte rendu que donne *L'Humanité* le 29 janvier 1947 de la réunion des dirigeants des secteurs communistes de la Seine où André Marty rend compte des débats de la récente session du Comité central. C'est en

1. Joseph Rován, *Contes de Dachau*, Julliard, 1987.



tout cas le 7 février 1947 — trois mois et demi plus tard — que se réunit pour la première fois la cellule des étudiants communistes de la faculté des lettres. Je rapporte l'événement à Guy le lendemain :

« Hier, à 6 heures, première réunion de la cellule d'entreprise de la faculté des lettres. Grosse assistance. Je suis élue secrétaire de la cellule. Cela me donne du travail, mais je peux maintenant céder ma responsabilité au cercle de Sèvres où il faut habituer les bizuths à diriger puisque, l'an prochain, les secrétaires actuelles du cercle laïc, du syndicat et de l'UJRF s'en vont... »

Je ne soupçonne donc rien là qui puisse modifier sérieusement ma vie dans son rythme et sa substance. J'y vois un simple transfert du lieu d'ancrage de ma barque militante : de la rue de Chevreuse que je devais bientôt devoir quitter puisque les élèves mariées deviennent automatiquement externes, à la Sorbonne où je vais préparer l'année suivante l'agrégation d'histoire et géographie. J'y vois si peu l'amorce d'un changement radical que, pendant quelque temps, je fréquente chaque jeudi les réunions l'après-midi de ma cellule de fac et le soir de ma cellule locale. La première appartient à la section du V<sup>e</sup> tandis que la seconde appartient à celle du VI<sup>e</sup>.

Pourtant, en moins de six mois et en cinq étapes qui allaient s'enchaîner à toute vitesse en dehors de toute initiative de ma part, je me trouvais déplacée, décalée par rapport à mon ancien *habitus*. De la périphérie où s'était jusque-là déroulée mon existence communiste, je glissai vers le centre et me retrouvai dans une position qui exigeait de moi réévaluation et accommodation sur des bases entièrement renouvelées.

Sitôt la décision prise d'inviter les étudiants communistes à constituer leur « cellule d'entreprise » dans leur lycée, faculté ou école, ce fut un formidable branle-bas. Cette simple mesure d'organisation, qui visait au premier chef à pallier l'atonie de l'UJRF, mit soudainement en mouvement, dans un espace relativement clos : le Quartier latin, un groupe dense et homogène de jeunes intellectuels, dotés d'une idéologie agressive à forte charge symbolique. Elle cristallisa une génération née à l'aube du stalinisme de guerre froide, dont le propre fut d'être la génération stalinienne par excellence.

Quelques chiffres témoignent de la vivacité du processus. Vingt jours après la constitution d'une première cellule destinée à rayonner sur toute la faculté des lettres, celle-ci se démultipliait. A côté d'une cellule réservée aux étudiants en histoire avec 18 membres (et bientôt 20) devaient fonctionner une cellule pour les étudiants de l'Institut géographie (6 membres et bientôt 8) et une autre pour les étudiants de lettres-philosophie (6 membres également mais bientôt 25). Le même jour, un premier décompte, dressé par la commission de la jeunesse et René Sentuc à l'échelle de la Fédération, indiquait qu'étaient d'ores et déjà formées des cellules en droit (18 membres et bientôt 21), en pharmacie (5 et bientôt 8), au PCB (11), à l'Institut Henri-Poincaré et à l'Institut du radium de la rue Pierre-Curie (10), à l'Institut de chimie (5), aux Beaux-Arts (11), à l'Institut national d'orientation professionnelle (INOP, 15), dans les Écoles dentaires de la rue Garancière

(8) et du boulevard Voltaire (8), à HEC (13), à l'École des Mines (4), à Polytechnique (11), à l'École de physique et chimie (6), à l'École des travaux publics (9), à Sciences-po (20 et bientôt 22), à Supélec (11), en médecine enfin (le rapport des cellules d'étudiants de la faculté de médecine à la conférence de section du VI<sup>e</sup> tenue en mai indiquait que, depuis six semaines, avaient été créées « dans ce vieux fief réactionnaire » quatre cellules d'étudiants, une pour chacune des trois premières années, une quatrième pour les trois dernières, coordonnées par un comité de parti faisant la liaison entre elles et avec la cellule du personnel : « Près de 100 membres étudiants avec deux ou trois nouvelles recrues chaque semaine »).

Dans son rapport préparatoire à la deuxième conférence fédérale de la Seine (6-8 juin 1947), René Sentuc signalait « dans onze facultés et instituts et neuf grandes écoles : 367 étudiants au Parti » et notait tout particulièrement l'existence de « quatre cellules à l'école de médecine avec 85 membres<sup>1</sup> ». Dans mon propre rapport à cette conférence, mes chiffres étaient encore meilleurs : de deux à l'automne 1946, les cellules d'école et de faculté étaient au nombre de vingt-quatre au printemps 1947.

Chiffres éloquentes mais qui ne suffisaient pas à mesurer la vitalité de ces nouvelles cellules dont la visibilité était assurée par des pratiques constantes signalant leur présence : l'édition d'un « journal de cellule », simple feuille volante recto verso dont les articulets se devaient d'être accrocheurs et porter sur des affaires mineures mais localisées et concrètes — *L'ami de l'amphi* à l'Institut Henri-Poincaré, *Le potard*, *La voix de la fac*, etc. ; la tenue, à des points de passage obligés, d'une « table de littérature » ; l'affichage quotidien, aux bons endroits, de *L'Humanité* et, le dimanche, sa vente à tous les carrefours ; enfin, pour favoriser le recrutement, des réunions de cellule dites « élargies » aux sympathisants.

Le 20 mars 1947 par exemple, pour la première fois, ma cellule installait une « table de littérature » à l'ombre de la chapelle de la Sorbonne :

« Aujourd'hui, écrivais-je à Guy, nous avons remporté un éclatant succès... Nous avons fait une vente admirable : pour 1 000 francs au moins de brochures. Comme elles coûtent en général entre 10 et 30 francs, une cinquantaine donc sans doute. Nous avons vendu même un Lénine. Et notre journal de cellule à 1 franc qui a été fort demandé. Nous avons bien arrangé la chose. Il y a eu en permanence 10 à 15 camarades dispersés sur la place de façon à éviter toute provocation. Cela a fait un grand effet... et du bénéfice pour la caisse de la cellule. Les frais du journal de cellule sont plus que couverts. Je crois que c'est là une meilleure opération — vendre les textes de Marx, Lénine, Engels, Staline, et les publications du Parti — que d'organiser une conférence confidentielle où quatre pelés s'étaient pour faire du monde. »

Mon enthousiasme peut paraître excessif tant on a vu, depuis les années 60, se vendre, sous l'œil de Richelieu, les textes sacrés de la tradition marxiste. Mais, dans les années 40 et 50, le Quartier latin appartenait encore à la jeunesse socialement favorisée — en 1947, moins de dix étudiants sur mille étaient fils ou filles d'ouvriers — et dont le système d'idées et de

1. Cf. PCF, Fédération de la Seine, 2<sup>e</sup> conférence fédérale, p. 20.

valeurs avait peu évolué par rapport à ce qu'il était dans les années 30. L'habitude s'était par exemple conservée que le samedi après-midi se pressent sur le trottoir de gauche en montant le Boul'Mich', vers le Luxembourg, deux cent vendeurs de journaux à la criée cherchant moins fortune que querelle aux concurrents et adversaires. Le maigre petit troupeau des vendeurs de *L'Avant-Garde* faisait pâle figure à côté des cohortes qui proposaient *Paroles françaises* ou *Forces nouvelles*, sauf quand faisaient leur apparition côte à côte, respectueusement salués par un murmure de considération, deux étudiants en médecine puissamment baraqués et la voix à l'avenant, Lucien Israël et Arthur Kriegel, ce dernier les « pectoraux superbes » au dire de Jean-François Devay dans la « page étudiante » de *Carrefour*.

La multiplication brutale des cellules d'école et de faculté ne pouvait qu'affecter les deux sections qui, en un temps où le Quartier latin demeurerait la forteresse quasi unique de l'enseignement supérieur, accueillaient la majorité d'entre elles.

La section du V<sup>e</sup> avec ses trente-quatre cellules toutes dotées en mars 1946 d'un journal — vingt-trois cellules locales, onze cellules d'entreprise — se situait par son importance dans la seconde moitié des sections parisiennes, tout comme le V<sup>e</sup> lui-même parmi les arrondissements parisiens. Au recensement de mai 1945, celui-ci comptait, d'après les cartes d'alimentation que sa mairie distribuait, 98 173 habitants, ce qui le plaçait au 14<sup>e</sup> rang des vingt arrondissements de Paris. La structure par âge de cette population était conforme à la structure moyenne de la population parisienne puisque avec ses 4 047 titulaires de la carte d'alimentation E (enfant), ses 21 930 titulaires de la carte d'alimentation J (2 491 J1, 5 834 J2 et 13 605 J3), ses 68 045 titulaires de la carte A (adulte) et ses 4 151 V (vieux), il se situait dans chacun des groupes d'âge à ce même 14<sup>e</sup> rang.

Les résultats des élections générales du 21 octobre 1945 avaient bien reflété qu'il s'agissait d'une population tranquille de classes moyennes, moins portées qu'ailleurs aux extrêmes, même en cette saison fiévreuse. Le PCF y avait recueilli 12 536 voix, ce qui, avec 25,3 p. 100, plaçait le V<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> rang des arrondissements parisiens pour son pourcentage d'électeurs communistes. La droite déclarée qui fleurait la nostalgie vichyssoise, avec 14,6 p. 100, le plaçait au 12<sup>e</sup> rang. En revanche pour la SFIO avec 21,5 p. 100 et le MRP avec 33,9 p. 100, le V<sup>e</sup> était respectivement au 10<sup>e</sup> et au 4<sup>e</sup> rang des arrondissements parisiens. Les choses avaient peu changé aux élections générales du 2 juin 1946 où l'on pouvait néanmoins noter une radicalisation à droite plus marquée qu'ailleurs : le MRP, avec 24,6 p. 100 des voix, ne situait plus le V<sup>e</sup> arrondissement qu'au 7<sup>e</sup> rang tandis que le PRL, avec 21,3 p. 100 des voix, le situait au 8<sup>e</sup> rang des arrondissements de la capitale pour ses pourcentages d'électeurs MRP et PRL.

La section, elle, faisait un peu mieux que ce que la population dont elle avait la charge paraissait lui promettre. De 793 adhérents en décembre 1944 (pour 880 adhérents en novembre 1936), elle était passée à 1 686 en décembre 1945, 1 407 en avril 1946, 1 724 au 31 décembre 1946, ce qui l'avait placée, pour ses effectifs, au 12<sup>e</sup> rang des sections des vingt

arrondissements de Paris en décembre 1944, au 11<sup>e</sup> rang en décembre 1945, au 12<sup>e</sup> rang de nouveau en avril et le 31 décembre 1946. Elle ne faisait vraiment mieux que dans deux domaines où se manifestait jusque dans ses rangs l'importance du nombre d'adhérents appartenant aux classes moyennes. D'abord, le bon accueil et les bons résultats obtenus en matière de souscription : pour les élections du 2 juin 1946, en collectant 224 327 francs, la section du V<sup>e</sup> s'était placée au 7<sup>e</sup> rang des sections parisiennes. Ensuite, on y lisait plus qu'ailleurs. En juin 1946, la diffusion de 9 050 exemplaires de la brochure de Maurice Thorez, *Union des républicains pour lutter contre la réaction*, rapportée au nombre des suffrages exprimés à l'échelle de l'arrondissement, avait placé la section au 5<sup>e</sup> rang des sections parisiennes. Outre le journal de section, *Le Phare du V<sup>e</sup>*, tiré à 2 000 exemplaires, les CDH du V<sup>e</sup>, en parvenant à diffuser en moyenne, chaque dimanche d'avril 1946, 2 500 exemplaires de *L'Humanité*, plaçaient la section au 10<sup>e</sup> rang des sections parisiennes.

En somme, la section du V<sup>e</sup> était assez archétypique d'une section parisienne dans les arrondissements du centre. Un peu plus d'un électeur communiste sur dix (1 686 adhérents pour 12 536 voix en 1945, soit 13,2 p. 100) était un adhérent du Parti. Un peu plus d'un habitant sur dix (12 536 voix pour 98 173 habitants) y était à la même date un électeur communiste. Les prestigieux établissements d'enseignement qui faisaient la réputation internationale de l'arrondissement donnaient leur nom aux cellules dont le territoire s'étendait dans les rues alentour. C'est ainsi que je rencontrai un jour aux Sables-d'Or — plage bulgare où Transtours, l'agence de tourisme de l'avenue de l'Opéra spécialisée dans les vacances en Europe de l'Est, eut mission dans les années 60 de déverser le petit monde des congés payés français et communistes avides de ciels, de sable et d'eau aux couleurs de démocratie populaire — une camarade qui se présenta tout de go comme étant « de la Sorbonne », ce qui signifiait, en langage communiste, qu'elle appartenait à la cellule locale du territoire ainsi dénommé.

Le secrétaire de cette section sans histoires était un vieux militant, Edmond Bagard. Le père Bagard, disait-on en apercevant sa silhouette courte et tassée, engoncée l'hiver dans un pardessus défraîchi et le chef coiffé d'un éternel béret. Vieux, Bagard l'était d'abord par l'âge : né en 1887, il avait en 1947 soixante ans, ce qui était beaucoup à une époque où la jeunesse était moins frénétiquement recherchée qu'elle ne l'est aujourd'hui, mais où l'on vieillissait physiquement plus tôt. De manière générale, les cadres moyens de l'appareil du Parti avaient vingt à vingt-cinq ans de moins que Bagard. Vieux, il l'était aussi par l'ancienneté de son adhésion. Le Parti ne s'était pas renouvelé de fond en comble après la Libération comme on le croit trop souvent. A la conférence constitutive de la Fédération de la Seine en mars 1946 (où avaient fusionné les fédérations de la région parisienne), sur 1 294 délégués, 849, soit près de deux sur trois, avaient adhéré au Parti avant 1939. A la deuxième conférence fédérale, sur 1 026 délégués, 578, soit 58 p. 100, étaient encore des adhérents d'avant-guerre. Bagard, lui, avait adhéré treize ans plus tôt, en 1934. A y regarder de près, plutôt qu'un apparatchik blanchi sous le harnais de l'orthodoxie et de la

discipline communiste, c'était un vieil ouvrier parisien. Né dans le X<sup>e</sup> arrondissement, il avait fait la guerre de 14-18. Peintre en bâtiment de son état, il était venu au communisme à quarante-sept ans, tardivement comme c'était souvent le cas chez des ouvriers où les solidarités de métier privilégiaient l'adoption d'idées et de comportements relevant de l'anarchie ou du syndicalisme. Interné au camp de Compiègne, il avait été déporté à Sachsenhausen, ce dont il ne parlait pas puisque personne, à cette date, ne parlait usuellement de ces choses-là. Je m'en aviserai seulement quand j'apprendrai qu'il s'est éteint à quatre-vingt-cinq ans à la Maison des déportés de Fleury-Mérogis.

Maire adjoint du V<sup>e</sup> arrondissement et, à partir de 1952, conseiller municipal de Paris, il était devenu une manière de notable de quartier, ou, dans la typologie des différentes sortes de militants, un « homme de masse », serviable, disponible et accessible par fonction. Il arpentait infatigablement rues et marchés de son arrondissement, serrait des mains, trinquait au comptoir d'où on le hélait, le contraire d'un bureaucrate — ni serviette, ni carnet, ni sourcil froncé et air important, mais plus fin et averti qu'il n'y semblait à le voir, pas orateur pour un sou, dos rond, poches béantes et pieds traînants.

Il fut en tout cas assez fin pour éprouver du plaisir à voir débouler toute une jeunesse dans son antre — une boutique crasseuse au 14 de la rue Linné que signalait *L'Humanité* collée, chaque jour, à la vitrine au milieu d'affiches de propagande plus ou moins défraîchies et, au premier étage où l'on accédait par un escalier intérieur, une petite pièce que suffisait à encombrer l'indispensable ronéo. Bagard avait ce don si commun jadis aux plus humbles curés et ministres du culte : faire respecter en lui le personnage consacré, intercesseur avec la divinité — en l'occurrence le Parti.

Peut-être aussi chez ces étudiants dont la guerre avait mutilé l'enfance, souvent privés de la chaleur d'un foyer, contraints, pour satisfaire aux besoins les plus élémentaires d'une existence précaire, à des besognes alimentaires misérables, Bagard trouvait-il des vertus : courage, modestie et désintéressement, qui le changeaient du climat de certaines des cellules qu'il avait sous sa juridiction, composées de grands bourgeois et intellectuels qu'une Résistance conduite avec panache avait radicalisés. Telle cette cellule du boulevard Saint-Michel, côté V<sup>e</sup>, où, invitée à la reprise des cartes en janvier 1947, j'avais « fait une étrange découverte : une cellule incapable de chanter aucun chant révolutionnaire ». Le répertoire à l'époque en était pourtant considérable<sup>1</sup> et exploité à toute occasion, de *L'Internationale* à *La Jeune Garde*, du *Chant des Marais* à celui des *Partisans russes* ou, plus récents, *Chantons jeunes filles* (paroles de Léon Moussinac, musique de Georges Auric), *Nous continuons la France* (musique de Jean Wiener) et surtout, tirée d'un film oublié, *L'homme que j'ai rencontré* (1932), la chanson *Au-devant de la vie*, musique de Chostakovitch sur paroles de Vaillant-Couturier :

1. Cf. de Robert Brecy, le *Florilège de la chanson révolutionnaire de 1789 au Front populaire*. Les éditions ouvrières, rééd., 1990.

« Ami, entends-tu dans la plaine  
Siffler les machines et les trains  
.....  
Allons au-devant de la vie. »

Sans compter les gentilles chansons créées pour l'Union des jeunes filles de France :

« Quand nous allons par les chemins  
Nous tenant toutes par la main  
Au-devant des saisons nouvelles  
Nous rions de nous savoir belles... »

Sans compter, enfin, les chansons ouvrières récupérées comme *Le P'tit Quinquin* (paroles et musique de Desrousseaux).

Y avaient été substituées des chansons de salle de garde ponctuées de propos de salon qui relevaient davantage du ragot et de l'intrigue que du marxisme-léninisme. Par nature, par mon âge, par ma vie antérieure, je ne pouvais que m'effaroucher d'un style si peu conforme aux normes de la société communiste. En fait, cette cellule était un astéroïde tombé de cette haute société communiste qui eut, dans les années thoréziennes, sa fonction, ses règles et ses mœurs et dont il n'était que puéril de se choquer. Les deux vedettes en étaient Jean et Madeleine Braun, compagnons de route du PC dès les années 30, qui avaient joué pendant la guerre, sous la direction de Georges Marrane, un rôle actif dans la fondation du Front national et son ouverture à des hommes issus des milieux gaullistes ou catholiques. Déléguée par le Front national à l'Assemblée consultative provisoire en 1944, Madeleine Braun fut en 1946 la première femme à accéder à la vice-présidence de la Chambre. D'une famille cultivée de la bourgeoisie libérale parisienne d'origine juive — elle était née Weil et sa mère, Gabrielle Hirsch, avait un joli talent de peintre —, elle avait l'élégance, le chic, l'enjouement, le charme de son milieu d'origine. Duclos disait aimer s'asseoir à côté d'elle parce qu'elle « sentait bon ». Elle n'en était pas moins sincère dans son engagement. La preuve en est qu'elle devait avoir brûlé ses vaisseaux puisque, après les années difficiles où elle fut entraînée dans les dangereux remous de l'affaire Noël Field<sup>1</sup>, elle fut, codirectrice des Éditeurs français

1. L'affaire Noël Field fut en 1949 une excroissance en Occident des grands procès et purges de la fin des années 40 et du début des années 50 dans les démocraties populaires d'Europe de l'Est. Il y eut un moment où il suffisait d'avoir connu Noël Field, directeur américain en 1941 de l'antenne marseillaise du Comité de secours unitarien aux réfugiés, pour qu'un communiste à l'Est fût arrêté, exécuté ou déporté. Plus chanceux, à l'Ouest où le Parti ne disposait pas du bras séculier, le communiste qui s'était trouvé, fût-ce pour les meilleures raisons humanitaires du monde, en relation avec Noël Field était démis de ses responsabilités. Cf. le récit le plus complet dû à Flora Lewis, *Pion rouge*, Gallimard, 1967. L'histoire est rendue plus compliquée encore du fait que Noël Field fut peut-être dès 1936 un agent du GRU, le service de renseignements de l'Armée rouge. Son organisation « humanitaire », l'*Unitarian Service Committee*, spécialisée dans le sauvetage des victimes européennes du nazisme et du franquisme, aurait servi de couverture à une filière d'évasion de savants et physiciens allemands qu'on retrouvera plus tard, aux États-Unis, au nombre des « espions atomistes ». Il est en tout cas avéré que Noël Field finit ses jours, apparemment libre, dans la Hongrie de Kadar. L'hebdomadaire soviétique, *Temps nouveaux*, a publié dans sa livraison des 14-20 août 1990 une longue étude de l'affaire Field sous la signature d'un docteur en histoire, Alexandre Potekhine. Malheureusement, en dépit de la *glasnost*, la thèse proposée, il

réunis avec Louis Aragon, appelée à animer le secteur des traductions d'œuvres des pays socialistes tandis que son époux dirigeait la représentation en France de la Foire de Leipzig (RDA).

Comme un maire sa commune ou un curé sa paroisse, le père Bagard avait aussi trop le souci de sa section pour ne pas entrevoir la capacité de renouvellement et de croissance, le surplus de vitalité, le rehaussement de son image que pouvait procurer à celle-ci la formation, dans la catégorie des cellules d'entreprise, d'un réseau de cellules d'école et de faculté. Cela se marqua d'abord au niveau des effectifs. La section, qui, au 31 décembre 1946, avait été créditée de 1 724 membres, revendiqua 1 908 adhérents à la fin de l'année 1947 et 2 100 à la fin de l'année 1948. Progression exceptionnelle dans ces deux années où la Fédération de la Seine, qui, au 31 décembre 1946, affichait 108 089 adhérents, en revendiquait 113 000 à la fin de l'année 1947 et 110 505 à la fin de l'année 1948. De décembre 1946 à décembre 1948, la section avait donc augmenté ses effectifs de 18 p. 100 tandis que la Fédération de la Seine devait se contenter d'un modeste accroissement de 4 p. 100. Si l'on s'en tient à Paris *intra-muros* où en 1939, selon les *Mémoires* d'Albert Vassart, la Fédération de Paris-Ville comptait 30 000 adhérents en 20 sections (avec 524 cellules locales et 852 cellules d'entreprise), la chose est encore plus nette : de 47 819 fin 1946, les 24 sections parisiennes (quatre arrondissements, les XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup>, avaient été « décentralisés » et divisés en deux sections chacun), devenues 45 (tous les arrondissements au-delà du VIII<sup>e</sup> avaient été à leur tour en 1947 « décentralisés » pour abriter chacun de 2 à 5 sections), ne s'attribuent plus que 46 874 adhérents fin 1947 et 45 821 fin 1948, soit une perte, en deux ans, de 4 p. 100.

En ce printemps 1947, je n'avais pas besoin de ces savants calculs pour sentir que les nouvelles cellules de faculté avaient le vent en poupe. Le 16 mai, je notais dans ma lettre quotidienne : « On recrute beaucoup. » Mais la contrepartie en était pour moi une montée exponentielle des « tâches » qui m'incombaient. Le 23 mai, je gémissais : « Je suis surchargée de boulot à la section. »

A la section, pourquoi ? Parce qu'à la conférence de section qui s'est déroulée les samedi et dimanche 3 et 4 mai précédents dans la perspective de la conférence fédérale de début juin et du XI<sup>e</sup> congrès national prévu pour la fin du même mois, j'ai présenté, en tant que secrétaire de la cellule Sorbonne-lettres, le rapport que celle-ci m'avait chargée, après discussion, de concocter et rédiger. C'est d'ailleurs pour l'essentiel ce en quoi consistait une conférence de section : à entendre les rapports des cellules, et le terme de rapport, compris comme dans l'expression « venir au rapport », convenait fort bien pour cet exercice très pratique et très concret. Il ne s'agissait en aucune façon de « parler politique », de débattre de la politique du Parti dans ce que celle-ci avait de général et d'abstrait, mais seulement d'analyser

---

est vrai sans aucune référence à des sources inédites, est absurde : avec pour titre « Donnés par Dulles et Beria », elle soutient que « la tragédie montée dans les capitales de l'Europe de l'Est » l'a été « par les services de renseignements des deux États qui se faisaient face : l'Union soviétique et les États-Unis ». Cf. *infra*, p. 458.

comment elle était perçue, adoptée ou contestée dans le type d'entreprise dont la cellule en question se voulait l'émanation. En fait, sauf intervention du délégué de la Fédération en « visite pastorale » qui, averti par avance des difficultés, faiblesses et embrouilles affectant telle cellule ou telle catégorie de militants, demandait à ce que la conférence les entende, on n'écoutait que de bons rapports des bonnes cellules — le secrétaire de section s'employant à faire reluire aux yeux du représentant de l'échelon supérieur tout ce qui allait bien.

Ce défilé de discours sur le même modèle, pour emphatiques et répétitifs qu'ils fussent, n'était pas nécessairement ennuyeux même si n'était pas uniformément portée par une fougueuse éloquence la lecture du papier toujours écrit à l'avance — ça ne se faisait pas d'improviser et la culture communiste était alors, comme la culture elle-même, une culture de l'écrit, pas seulement parce que cela évitait des dérapages incontrôlés au regard de l'orthodoxie, mais parce que l'écrit exige plus de concision et de précision. Tant les orateurs que la matière dont ils traitaient donnaient à voir, pour quelqu'un comme moi dont l'expérience de la diversité sociale était encore bien mince, des exemplaires d'humanité, des morceaux de société, des aperçus de vie professionnelle d'une grande valeur d'information — concrète et fiable. L'observation participante qui exige tant de peine et d'efforts des ethnologues et sociologues de métier, je la pratiquais ici spontanément.

A l'issue de cette conférence de section, je me retrouvai membre du comité de section et déléguée à la conférence fédérale. Dans ma lettre du 5 mai, sans aucun commentaire et au milieu de cent considérations d'ordre plus personnel (« Je t'écris dans le jardin. Il fait un soleil resplendissant et c'est délicieux de travailler ainsi. Il y a des rumeurs dans les arbres et dans le ciel. Les petits-enfants de Mme Prenant jouent autour de nous »), j'informe Guy : « Je suis nommée au comité de section. » J'étais même élue à son bureau la semaine suivante, lors de la première réunion du nouveau comité de section.

L'emploi du mot « nommée... », à la place du mot consacré : « élue... », est curieux. Était-ce de ma part l'expression lucide qu'appelait la reconnaissance d'un état de fait : que l'élection en la matière n'était que formelle, qu'en réalité la sélection préalable ne relevait que de l'autorité de Bagard et peut-être de quelques autres ? Ce serait probablement anticiper sur la connaissance que j'aurais plus tard des mécanismes de la « montée des cadres ». Ce « nommée » participait plutôt d'une logique de la nécessité : le comité de section ne ployait pas sous le nombre des candidats. Le responsable aux cadres de la Fédération de la Seine indiquait par exemple, dans les documents préparatoires de la conférence fédérale de 1947 : « Lors des conférences de section, 3 080 camarades ont été élus membres des comités de section. Le choix a porté sur près de 5 500 propositions. » Ce qui implique que plus d'une sur deux des candidatures présentées par les cellules avait été retenue.

Pourquoi mon nom l'avait-il été ? Il fallait bien que désormais la section pût coordonner l'activité des cellules étudiantes, répondre aux besoins de leur fonctionnement spécifique. Celles-ci ne se réunissaient ni en fin de



journée comme les cellules d'entreprise classiques ni le soir comme les cellules locales, mais en fonction des horaires des cours. Elles avaient un rythme, des attentes, des préoccupations qui impliquaient que l'attention et l'aide de la section ne pouvaient plus être du type indifférencié qu'elle apportait aux autres catégories de cellules. »

On a souvent insisté sur la verticalité de l'appareil du Parti. L'information devait monter et redescendre le long de la pyramide et ne pas se répandre de proche en proche sur toute l'étendue d'un même palier. De ce principe, on a fait souvent le fondement du « centralisme démocratique ». En réalité, il est loin d'avoir été systématiquement respecté. La communication horizontale fut même fréquemment favorisée quand il s'agissait, sans tenir compte des appartenances organiques conformes à la légalité du Parti en matière de structures, de confronter des expériences communes de type social, culturel ou professionnel, d'engager des groupes sur des champs de bataille dont la définition n'était liée ni à un seul établissement ni à un espace étroitement circonscrit. Les « groupes de langue », dont est sortie la MOI du temps de guerre, en sont un bon exemple. Il y en a eu bien d'autres. La conférence fédérale de février 1949 devait entendre une communication séparée sur les « travailleurs nord-africains ». Bientôt allaient se multiplier les « cercles » où se retrouveraient, par discipline, les intellectuels communistes dispersés par ailleurs dans leurs cellules locales ou d'entreprise.

Pour les étudiants, s'il fallut assez vite réunir les secrétaires de cellules étudiantes à l'échelle du V<sup>e</sup>, pour que s'établissent entre celles-ci confrontation et coordination, la chose se compliquait du fait que le Quartier latin chevauche les V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> arrondissements et qu'il se prolonge dans le XIV<sup>e</sup> où notamment la Cité universitaire du boulevard Jourdan était alors bien autre chose qu'un simple assortiment de « maisons » destinées à recevoir étudiants étrangers et français. Confrontation et coordination exigeaient en fait que l'initiative en revînt au palier supérieur : la Fédération. Dès février 1947, René Sentuc, membre du bureau de la Fédération et chargé des questions de la jeunesse bien que, chauffeur de taxi de son état, il ne fût plus très jeune, réunit les secrétaires de cellules étudiantes de toutes les sections. Le 27 février, moins de trois semaines après la réunion constitutive de la cellule « lettres », je notais : « Demain à 2 heures, réunion de cellule. A 5 h 30 réunion des secrét. à la Féd. »

La Féd. : ça doit être la toute première fois que je me rendais au 120, rue La Fayette, face à l'église Saint-Vincent-de-Paul (les lecteurs des *Thibault* savent que c'est dans le square en demi-lune qui précède celle-ci que Jacques et Jenny ont une explication décisive).

Le « 120 » avait été le premier siège du Comité central dans les années 20 avant que celui-ci ne se transportât un peu plus bas, au « 44 » (rue Le Peletier). Ainsi s'explique l'hommage qu'en vers de mirliton Aragon lui avait rendu :

« C'est rue La Fayette au 120  
Qu'à l'assaut des patrons résiste  
Le vaillant Parti communiste  
Qui défend ton père et ton pain »,

dans une brochure, *Aux enfants rouges. Éclairez votre religion* — texte d'Aragon et dessins de Georges Adam —, publiée en 1932 au Bureau d'Édition et de Diffusion<sup>1</sup>.

Cette localisation dérivait de celle des organisations socialistes et ouvrières d'avant la Première Guerre mondiale. La Bourse du travail avait été ouverte en 1887 dans la petite rue du Château-d'Eau qui s'ouvrait en biais sur la place de la République. Le siège du parti socialiste se trouvait, lui, jusqu'en 1935, au 12, rue Feydeau puis, de 1935 à octobre 1939, au 7, rue Meslay avant de s'installer au 12, cité Malesherbes. En octobre 1944, la Fédération de la Seine SFIO s'installe au 41, boulevard Magenta, à quelques centaines de mètres du « 120 ».

Quarante ans plus tard, le « 120 » est toujours là. La façade en est nettoyée et rafraîchie comme toutes les façades parisiennes depuis Malraux. Le rez-de-chaussée gauche est toujours occupé par une librairie comme elle l'était déjà quand, dans les années 30, le gérant en était André Wierzbolowicz. L'intérieur ? Je ne sais. Au tournant des années 50, au bout du couloir d'entrée d'où partait vers les bureaux en étage un escalier au pied duquel se tenait la guérite du gardien qui filtrait les visiteurs, s'ouvrait une salle assez vaste où la lumière pénétrait par des verrières et qu'on appelait, en raison de sa forme oblongue, la Rotonde. C'est là que se tenaient les assemblées de travail un peu nombreuses. Perpendiculairement à une estrade où dos au mur et face à la porte, sous un buste de Staline, s'installait la présidence, les participants s'asseyaient sur des bancs alignés de part et d'autre de cinq ou six longues tables.

La conférence fédérale à laquelle m'avait déléguée ma section se tint les 6, 7 et 8 juin 1947 à Clichy. Comme je m'étais mariée le 5 et que, le lendemain de la cérémonie, j'allais à midi déjeuner chez mes parents, vêtue d'une robe mauve (ou violette, ou parme, j'ai un doute) — couleur qui, sans être celle d'un deuil définitif, signalait néanmoins, avec mon changement de statut, mon passage dans la réserve —, je suppose que la conférence, elle, ne commença qu'en soirée, ce qui pour un vendredi était normal.

Il n'est guère pensable en effet que même ces circonstances particulières eussent pu me paraître de nature à excuser mon absence à la séance inaugurale d'une conférence où m'avait déléguée ma section. Mais l'émotion ne se commande pas : de cette conférence, ma mémoire n'a gardé aucune trace, surchargée qu'elle était déjà sans doute par les événements des jours précédents où j'avais aussi soutenu mon diplôme, le diplôme complémentaire sur le Polyptique, l'épreuve d'histoire générale, et gagné la finale du concours Gillois, aubaine qui m'avait fait recevoir pour prix un chèque de 3 000 francs avec lequel j'avais réglé mon premier mois de loyer. En cette

1. C'était dans les années 20 et 30 le nom porté par la maison d'édition du Parti jusqu'à ce qu'après la guerre elle prit le nom d'Éditions Sociales. La brochure en question, 20 pages et 16 dessins, avait été publiée pour le compte de la Libre Pensée révolutionnaire de France, organisation antireligieuse étroitement liée au Parti et qui avait mission, en s'adressant aux libres penseurs militants, de faire pièce à la Libre Pensée, vieille organisation anticléricale mais d'inspiration plutôt libertaire. Inutile de préciser que cette Libre Pensée révolutionnaire fut mise en veilleuse quand Maurice Thorez, en 1936, « tendit la main » aux travailleurs catholiques.

période d'abominable crise du logement — j'y reviendrai —, trouver un toit et en acquitter le loyer constituaient une épreuve plus marquante encore que ne l'était celle de recevoir un premier salaire. Et plus difficile que de se marier.

Mes élèves adorent retrouver, dans les archives et documents qu'il leur faut dépouiller, la trace de mes débordements anciens et ils m'en font fidèlement rapport. C'est l'un d'eux qui m'apporta donc, en se tenant les côtes, la photocopie du numéro spécial sur les travaux de la 2<sup>e</sup> conférence fédérale de la Seine publié par *Notre Bulletin* (juillet 1947), organe intérieur de la Fédération. Il s'y trouve, entre dix-huit autres, le résumé de l'intervention que j'y fis au nom de la section du V<sup>e</sup>.

Je n'avais sûrement pas pris l'initiative de monter à la tribune. Dans une conférence où l'assistance était si nombreuse (1 026 délégués — 677 hommes et 206 femmes —, représentants des 115 sections, parmi lesquels 358 appartenaient à des cellules d'entreprise et 574 à des cellules locales, cela faisait du monde !), le passage et l'ordre de passage au micro étaient scrupuleusement réglés par la présidence de la conférence.

En revanche, mon exposé m'était bien personnel. Il n'y avait aucun risque qu'en me laissant la bride sur le cou il fût explosif puisqu'il ne s'agissait, là encore, que de « rapporter » ce qui se passait chez les étudiants. Un salut préliminaire à la « lutte ardente et courageuse » des étudiants, lycéens et professeurs, pendant la nuit de l'occupation, s'imposait et situait la catégorie dont j'allais parler. Une évocation de « la grande figure du professeur Prenant, chef d'état-major des FTP » suivait : chaque catégorie avait ses génies tutélaires. Puis quelques chiffres sur les résultats obtenus, « avec l'aide de la Fédération » (ce membre de phrase pourrait m'inciter à croire que Sentuc avait dû se charger de résumer mon texte !), qui témoignaient de la pénétration du Parti au Quartier latin. Enfin des développements plus substantiels répondaient à la question : « Comment faire plus ? » En « se penchant » sur (on « se penchait » beaucoup sur... c'était la formule destinée à ouvrir l'exposé du programme à venir) les « besoins idéologiques et matériels » des étudiants. Par idéologiques, j'entendais l'acquisition du marxisme-léninisme susceptible de « faire la clarté et la lumière sur les problèmes philosophiques » contre « la confusion » introduite par le courant « humaniste ». Le courant « humaniste », ce devait être ici le socialisme dans sa variante blumiste par référence au titre de l'œuvre de Léon Blum, *A l'échelle humaine*. Pour cet ambitieux objectif, je préconisais deux moyens : le développement d'une presse destinée aux étudiants — autrement dit la création d'un journal (je soupçonne que la décision devait déjà en être prise, car le premier numéro de *Clarté* paraîtra, à peine six mois plus tard, daté du 9 décembre 1947) — et la constitution de « groupes de travail » qui, à côté des cellules, d'action plus terre à terre, s'intéresseraient au *contenu* des enseignements sur lesquels les étudiants avaient à fonder leur réflexion.

Besoins matériels : déjà l'objectif est fixé, celui d'une « démocratisation de l'Université ». Déjà je rappelle « l'intervention du Parti à la suite de la tentative faite par le gouvernement d'augmenter les droits universitaires et

le recul opéré par le gouvernement sur cette question » (relu en 1987, après le nouveau recul d'un autre gouvernement sur la même question, le détail ne manque pas de saveur). Une seule note qui soit cruellement d'époque : le problème du logement, mais les chiffres que j'indique (« 5 à 6 000 étudiants sont sans logement ») donnent une idée du caractère numérique restreint de la jeunesse étudiante à la fin des années 40.

Seconde trace de ma présence à Clichy : mon nom figure dans la liste des membres du comité fédéral de la Seine élus le 8 juin. Cette liste avait dû être arrêtée quelques jours plus tôt puisque j'y figure sous mon nom de jeune fille, alors que mon intervention a déjà été répertoriée sous mon nom de femme. A moins, plus simplement, que la proposition, envoyée par ma section, n'ait pas été rectifiée quand mon état civil eut changé.

La composition des organes de direction fédéraux (comité, bureau et sec étariat) était le fruit d'un long processus. Les conférences de section devaient faire des « propositions », puis la commission fédérale des cadres les étudier en collaboration avec la commission centrale pour établir la première mouture d'une liste que le délégué du Comité central — en l'occurrence Maurice Thorez — avait en poche quand il se rendait le samedi soir à la commission politique. Constituée par un représentant de chacune des sections, celle-ci avait pour mission de faire un dernier crible en commençant par les noms de ceux qui appartenaient déjà au précédent comité fédéral et en finissant par les noms des nouveaux proposés. Ce délicat travail de dosage — outre les problèmes et conflits de personnes qui existaient comme partout, même s'il était décent qu'ils trouvent à se dissimuler derrière de plus hautes et nobles motivations — répondait à la nécessité que fussent représentées et pondérées les diverses composantes de la population et du peuple communiste de la région parisienne définies selon le sexe, l'âge, l'ancienneté, l'appartenance professionnelle, le type de responsabilité exercée, les mandats électoraux détenus, etc. Il ne restait plus alors qu'à faire entériner le dimanche soir en séance plénière, sous le couvert enthousiaste d'une pluie de petits papiers déchirés lancés en l'air en guise de confettis, la liste ainsi laborieusement dressée.

Bien que j'eusse déjà l'expérience de la technique sur laquelle, de bout en bout, elle reposait : la technique de la « biographie », en 1947 je n'avais bien entendu aucune connaissance de cette procédure qui, à l'exception de la phase où intervenait la commission centrale des cadres, devait me devenir familière.

A tous les échelons, en effet, les commissions des cadres avaient à « biographier » les militants susceptibles d'accéder à des responsabilités dans l'appareil du Parti et dans les organisations de masse sous son contrôle. L'après-guerre, avec le flux de nouveaux adhérents qu'il apporta, fut un temps où l'on « biographia » à tour de bras. Même si le responsable national des cadres depuis le début de l'année 1943, Jean Chaumeil, fils d'un tailleur de pierre de Chamberet (Corrèze), « monté » à Bagnolet où, commis de voirie, il fut dans les années 30 un des responsables des Jeunesses communistes de la région Paris-Est, avait averti, dans un exposé fait le 7 octobre

1944, qu'« il ne faut pas faire de bios pour le plaisir de dire qu'on a biographié beaucoup de monde » :

« Il faut le faire pour tous ceux qui ont des responsabilités à prendre ou qui, par une activité excellente, se font remarquer par une bonne application de la ligne du Parti et par des résultats de travail positifs... Aller à l'encontre de ces choses serait agir en bureaucrate. »

Biographier ne signifiait pas seulement faire remplir un formulaire<sup>1</sup>, mais poser oralement des questions susceptibles d'approfondir et préciser la connaissance qu'avait le responsable de son client. Encore Chaumeil :

« Le responsable aux cadres qui établit une bio se doit de discuter avec le "biographié", sur chaque question posée en vue d'en tirer le maximum d'appréciations psychologiques et aussi politiques. Ces appréciations ne peuvent être justes que si elles sont épaulées par l'opinion du dirigeant direct du biographié. »

Quand fus-je « cadrée », c'est-à-dire « biographiée » ? Au plus tard en mai 1946, mais était-ce la première fois ? Car il n'était pas rare qu'on le fût plusieurs fois de suite, à intervalles irréguliers, soit en raison de lourdeurs et doublons bureaucratiques, soit plus vraisemblablement pour vérifier la conformité des renseignements fournis de l'une à l'autre occasion. La première épreuve à laquelle étaient soumis les inculpés des grands procès dans les démocraties populaires était d'avoir à raconter leur vie jusqu'au plus infime détail.

Sans doute avais-je été cadrée par Jules pendant la clandestinité, mais, pour la part dont j'avais pris conscience, selon une procédure exclusivement orale<sup>2</sup>.

Puis, dans une lettre à Guy, le 7 mai 1946, je mentionne que j'ai dû préciser, en remplissant ma bio, le statut social de sa famille à lui. Par chance et contrairement à ce qu'attendaient mes interlocuteurs, l'« origine sociale », selon la formule consacrée, était excellente : le père de Guy était cheminot et habitait alors la cité cheminote de Périgueux. Pourquoi ai-je subi cette formalité à cette date ? Est-ce une dernière retombée de mes ennuis « trotskistes » ? Je croirais plutôt que c'est lié au fait qu'à ce moment-là je me rendais chaque semaine au « 44 » pour y rencontrer André Voguet et parfois Joanny Berlioz, on en verra bientôt la raison.

Quel dommage cependant de n'avoir pas retenu en temps utile le conseil donné par Jean Chaumeil dans son exposé de 1944 : « Est un responsable aux cadres celui qui, étudiant une bio, le montre par ses annotations, par ses "soulignés", en *bleu* pour les choses favorables, et en *rouge* pour les choses défavorables » (bleu et rouge en gras dans le texte ; on notera ici une inversion de la symbolique des couleurs dans la culture révolutionnaire : le rouge aurait dû être préféré au bleu simplement républicain, une inversion qu'il ne semblerait pas devoir imputer au seul Chaumeil puisque André Marty, au bureau politique, prenait des notes avec deux crayons, un bleu

1. Sur le libellé du formulaire en usage en 1938, cf. le chapitre 10, « Les mécanismes de sélection », in *Les Communistes français, 1920-1970*, Le Seuil, 1975, p. 226 et sqq.

2. Cf. *supra*, p. 192.

pour ce qui lui paraissait bon, un rouge pour ce qui était critiquable). Un jour, en effet, entrant en coup de vent, au « 120 », dans le bureau du responsable fédéral aux cadres, Louis Vautier, je vis sur sa table mon dossier personnel barré à gauche, en travers, de la mention soulignée et en gros caractères : juive. Était-ce en bleu ou en rouge ? Sur le moment, cette indication ne me parut aucunement troublante. Il pouvait se faire qu'elle remontât au temps où j'appartenais à la JC - MOI. Quoi qu'il en soit, je ne posai aucune question : ç'aurait été inutilement inconvenant, car Vautier — comme Chaumeil, devenu alors le très puissant secrétaire administratif de la Fédération de la Seine — n'était pas bavard. Facilement plaisantin, oui, mais, sur les affaires sérieuses, muet comme une tombe. Que j'eusse mémorisé ce détail prouve au moins que mon inconscient s'interrogea sur sa signification exacte.

Élue au comité fédéral, j'étais aussi, à l'issue de la conférence fédérale, désignée pour faire partie de la délégation de la Seine au congrès national prévu pour se tenir à Strasbourg. C'est ici que je commençai à faire intérieurement mouvement et à prendre conscience de ce que ma vie, elle, prenait une tournure nouvelle et inattendue.

D'abord, je savais que j'aurais désormais à exercer la responsabilité, à l'échelle de toute la Seine, de l'action du Parti parmi les étudiants. Mais de cela on reparlerait après l'été. A vingt ans, ce qui doit arriver trois mois plus tard ne pèse pas encore lourd. Mariée, mes examens heureusement passés (je me réjouis surtout d'avoir obtenu la mention très bien pour mon diplôme dont la préparation m'avait tant passionnée), j'avais donc tout loisir d'observer la situation politique et de suivre les débats tels qu'ils étaient menés dans les organismes du Parti aux divers échelons.

Au début de l'année 1947, à mes incertitudes sur le bien-fondé du tripartisme s'était ajoutée une seconde catégorie de préoccupations : celles qui touchaient à la situation dans les colonies. En février 1946, j'avais été bouleversée par une conférence que Léopold Senghor, alors député de l'A-OF, avait donnée à l'École :

« Il a dressé un véritable "acte d'accusation" contre les colonialistes... Inscrit au groupe socialiste mais partisan de l'unité ouvrière et grand admirateur de l'URSS pour sa politique coloniale, il nous a révélé que la colonisation, bien loin de civiliser l'Afrique noire — qui était civilisée ou plutôt avait une civilisation avant l'arrivée des Européens —, avait tué<sup>1</sup> le pays : destruction de la race (3 millions d'habitants en A-OF au lieu de 20 avant notre venue), épuisement de la terre (culture intensive au lieu de la culture extensive nécessaire), oppression plus qu'esclavagiste... »

Quelques jours après, je revenais sur la question en l'élargissant :

« Les pays coloniaux bougent : l'Indochine d'abord, sauvagement dressée, unie autour du Viêt-minh, et maintenant l'Inde, l'Égypte, les îles néerlandaises [...]. La révolution ne va-t-elle pas éclater dans ces pays "coloniaux" dits primitifs, surpeuplés et *fabuleusement* riches de possibilités économiques encore inexploitées, mal connues même pour la plupart ? »

1. Les deux traits sont dans l'original.

Un an plus tard, dans ma lettre du 23 mars 1947, je faisais le lien entre tripartisme et problèmes coloniaux :

« Je suis au comble de l'énervement aujourd'hui avec cette histoire du Viêt-nam. Je ne parviens pas à avaler la pilule. Tant que l'on faisait des concessions sur le plan parlementaire et politique, peu importait. Mais maintenant, nous abandonnons des positions fondamentales. Que les députés communistes se soient abstenus, et après ? Cela ne change rien à rien. La guerre continue. Et les colonialistes s'en battent les flancs de notre abstention. Jusqu'où nous mènera-t-on ? »

Le gouvernement Ramadier ayant demandé à l'Assemblée le vote de crédits militaires pour la guerre en Indochine, les ministres communistes avaient en effet voté « pour » la confiance au gouvernement, tandis que le groupe communiste à l'Assemblée s'abstenait. François Billoux, ministre de la Défense, refusait de son côté de s'associer à l'hommage rendu au corps expéditionnaire, mais, je le souligne dans la même lettre du 23 mars, « les communistes (les camarades) n'ont pas l'air fin. Pour moi, j'estime que le Parti a *théoriquement* bien manœuvré, mais que pratiquement l'effet est déplorable... La réalité brutale, c'est que les ministres communistes ont *voté* les crédits pour une guerre coloniale... Jusqu'où ira notre complicité ?... J'avoue que, si un trotskiste me demandait ce qu'on va chercher au gouvernement, je ne saurais pas répondre... Je suis secrétaire de cellule et je dois cet après-midi faire une réunion de cellule. Mais que puis-je dire ? »

Jusqu'à ce que je relise cette correspondance, je croyais — manifestement à tort — que les problèmes coloniaux n'avaient commencé à retenir mon attention que plus tard, en 1948-1949, quand, dans le cadre de l'exercice de mes responsabilités parmi les étudiants, j'aurai à débattre avec les étudiants coloniaux, membres du Parti, de leur action au sein des associations d'étudiants originaires des pays d'outre-mer. Il est vrai qu'en avril 1947 les troubles de Madagascar, les incidents de la Petite Kabylie, des bagarres à Casablanca entre travailleurs sénégalais et civils marocains mettaient au premier plan de l'actualité la question du devenir de l'Union française.

Cependant, le 1<sup>er</sup> mai fait resurgir en force la question que j'avais, elle, bien en tête depuis des mois : celle du degré de convergence des intérêts et perspectives respectifs du Parti et du monde ouvrier. La grève qui éclate chez Renault le 25 avril, avec la déchirure des derniers fils de solidarité gouvernementale, entraîna la révocation des ministres communistes. Ainsi le 2 mai j'écrivais — dans l'abstrait, ce que j'avais écrit déjà bien des fois :

« La position du Parti est très délicate. Il y a crainte de se laisser déborder par la gauche. Que va faire le bureau politique ?... Il ne me semble guère possible que le Parti abandonne le gouvernement et pas plus qu'il y reste. Il y a un malaise partout. »

Le 4 mai, dans la matinée, la question était tranchée : les 186 parlementaires communistes et apparentés votaient contre la question de confiance posée par Paul Ramadier. Dans la soirée, après une succession de réunions du comité directeur et du groupe parlementaire socialistes hésitant entre la démission du cabinet et un simple remaniement ministériel, Paul Ramadier publiait un communiqué :

« Le président du Conseil a pris acte du vote des ministres communistes à la séance tenue ce matin par l'Assemblée nationale et constaté que ce vote constituait un geste de rupture de la solidarité gouvernementale. Il a remercié les ministres communistes du concours qu'ils lui avaient apporté. »

Un mois plus tard, il m'était donné pour la première fois d'entendre l'analyse du « mouvement Renault » de la bouche même des militants qui avaient la responsabilité à la Régie des organisations du Parti et des syndicats CGT. La grève Renault fut en effet au centre des travaux de la deuxième conférence fédérale de la Seine. Raymond Guyot dans son rapport introductif, Maurice Thorez dans son discours de clôture et surtout Bonnin, de la section Renault, Albert Carn, entré comme ouvrier aux usines Renault de Boulogne-Billancourt en 1934, militant actif depuis 1936 de l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie (USTM) de la région parisienne dont en 1947 il était secrétaire général, enfin Roger Linet, secrétaire de la section syndicale des usines Renault et membre du bureau — comme Carn — de la Fédération communiste de la Seine y consacraient de longs développements ou, pour les trois derniers, la totalité de leur intervention.

Il en ressortait trois éléments. D'abord le fait, éclatant et désormais reconnu, que, selon l'expression de Bonnin, « les camarades de la Régie Renault avaient mésestimé l'importance et la portée du mécontentement régnant parmi les ouvriers ». Lorsque le mouvement Renault s'était déclenché, « il nous surprit », déclara de son côté Carn, et Linet le confirme. Pourtant, depuis plusieurs semaines, des débrayages avaient eu lieu « ici et là ». Or, au lieu de « se mettre à la tête des revendications », les délégués, « nos militants, les responsables de la section syndicale », étaient surtout soucieux « qu'il n'y ait pas d'histoire, qu'il n'y ait pas de mouvement, que nous n'ayons pas de grève ».

Second élément : face aux efforts de temporisation déployés par les communistes, des « éléments adverses » avaient su exploiter le mécontentement de la « base ». Quels « éléments adverses » ? Bonnin parlait encore d'« éléments provocateurs », membres de la LVF, du PPF, du RNP, des anciennes BS<sup>1</sup>, montrant d'ailleurs par là combien le monde des usines était sorti, lui aussi, déchiré de la guerre. Surtout chez Renault où pendant toute l'occupation, à l'exception de courtes périodes d'interruption dues aux quatre bombardements alliés, la firme, qui avait jusqu'au bout conservé intactes à 10 p. 100 près ses capacités de production en évitant le départ du parc-machines en Allemagne, avait assuré à une fraction importante de son personnel un minimum de travail — il est vrai orienté vers la production, au bénéfice de la machine de guerre allemande, de camions de transport de troupes. Que les usines Renault, toutes saisies qu'elles eussent été dès juin 1940 par les autorités d'occupation, eussent fonctionné, comme l'avait d'ailleurs demandé *L'Humanité* clandestine du 24 juillet 1940, avait été pour la main-d'œuvre un avantage considérable qu'avait encore redoublé la

---

1. LVF : Ligue des volontaires français contre le bolchevisme ;  
PPF : Parti populaire français (Doriot) ;  
RNP : Rassemblement national populaire (Darnand) ;  
BS : Brigades spéciales.



mise en place en mars 1942 d'un Comité social d'entreprise prévu par la Charte du travail et qui développa le réseau d'œuvres sociales créées bien avant la guerre. C'est dire que les actes de résistance y furent exceptionnels, menés le plus souvent à titre individuel et en dehors des usines.

Mais Carn et Roger Linet mentionnaient plus carrément le rôle du groupe Abondance où se côtoyaient anarchistes de la CNT et trotskistes plus ou moins déguisés en membres de la Jeunesse socialiste. Cette menace de débordement par la gauche ne pouvait que remettre en mémoire le précédent de la Fédération postale. Le 30 juillet 1946, celle-ci avait en effet appelé à une grève limitée à dix heures, de 4 heures du matin à 14 heures. Or, au lieu de donner le signal de la rentrée au travail après ce mouvement limité, les sections locales de Lille et de Bordeaux avaient lancé, contre l'avis de la Fédération, un mot d'ordre de « grève illimitée » pour l'obtention des « parités externes », c'est-à-dire l'alignement des traitements des postiers sur ceux perçus par les fonctionnaires des Finances. Soutenue ouvertement par les socialistes et plus encore par les trotskistes — *La Vérité* avait édité un numéro spécial pour proclamer que la grève devait contraindre « le gouvernement Bidault-Menthon-Thorez à céder » —, cette rébellion ouverte contre la Fédération toucha trente-quatre départements et, aux yeux de ses partisans, constitua « une saine réaction de la démocratie ouvrière et de l'indépendance syndicale » (Daniel Mayer dans *Le Populaire*), un retour au « syndicalisme pur » débarrassé de l'emprise que les communistes exerçaient sur la CGT.

Troisième et capital élément : la première surprise passée, les communistes se ressaisissaient et, en présence de Raymond Guyot, « descendu » pour la circonstance, cherchaient d'abord à définir quelle revendication unitaire leur permettrait, en fixant un objectif commun à tous les départements de l'immense usine — il y avait alors 30 000 travailleurs à Billancourt —, de reprendre les choses en main. C'est dans ces conditions qu'« ils se souviennent que lors d'une délégation au mois de février on avait posé à la direction une demande d'augmentation de la prime de production de 3 francs de l'heure ». En associant cette revendication valable pour tous à d'autres revendications plus particulières, « atelier par atelier », « nos militants ont repris confiance ». Dix jours plus tard, satisfaction était donnée et les ouvriers retournaient au travail.

Ce fut là ma première et passionnante leçon de stratégie et de tactique d'une grève ouvrière. Roger Linet et Albert Carn incarnaient l'un et l'autre ces « métallos » qui, depuis les années 30, constituaient le fer de lance du mouvement ouvrier. Ce n'était pas physiquement des malabars à la manière des gars du bâtiment, surtout ceux de la terrasse qui, au début du siècle, avaient imposé leur manière d'être et de faire comme le modèle d'une vie ouvrière organisée. Quand il arrivait au comité fédéral, sa truelle à la main, les reins ceints d'une large ceinture de flanelle, la démarche lente et lourde, une voix qui n'avait pas besoin d'être forcée pour se faire entendre des plus vastes auditoires, un Jean Lolive, tout maire de Pantin qu'il fût, était encore l'image de la force physique de ces hommes à cou de taureau et à grosses paluches.

De même Raymond Bossus, alors secrétaire à l'organisation de la Fédération — numéro 2 de la direction fédérale derrière Raymond Guyot —, bien que tourneur de formation, ce qui lui avait permis de contracter un engagement de cinq ans dans la marine, avait, une fois revenu à terre, travaillé dans le bâtiment et fait toutes ses classes syndicales dans la Fédération unitaire du bâtiment. Il en avait le physique, hérité d'un père porteur de pianos, une large tête au teint coloré, cheveux coupés en brosse, sur un corps massif à forte membrure.

Les métallos, réfléchis et calculateurs, n'avaient pas de ces pesanteurs. Plus longs, plus maigres. Carn avait même le visage émacié, nez et lèvres minces, bien dessinés. Leur intelligence et leur élocution, également sobres, visaient d'abord à la précision.

C'est peut-être ici que se situe la contrepartie indiscutablement positive de mon engagement communiste. Ce qui n'est pas dit pour le justifier ou l'excuser, mais au contraire pour souligner que, mal ou malheur, la maxime biblique : « Ceci aussi est pour ton bien », peut être entendue dans toutes sortes de contextes. Il n'y a en effet aucun doute que la familiarité des choses du monde ouvrier et singulièrement des luttes ouvrières, je ne l'ai pas acquise par le seul truchement du discours public que tiennent les syndicalistes à l'usage des médias. Je l'ai acquise d'abord à l'écoute directe des âpres discussions internes qu'avaient entre eux les militants et dirigeants ouvriers. Et plus tard ma présence au cœur même de l'action m'a procuré un savoir sensible et des outils intellectuels qu'il était très improbable que j'acquière à ce degré par d'autres voies.

C'est encore de mon banc du comité fédéral que j'écoute, muette mais passionnément attentive, les analyses des syndicalistes communistes engagés sur le terrain lors des grandes grèves de l'automne 1947, puis de la grève des mineurs de 1948. Si passionnément attentive que, lors d'une suspension de séance, Raymond Guyot se félicite de cette grande première qu'est pour moi, la benjamine, l'observation directe d'un puissant mouvement social. Et déjà, à cette occasion, j'apprends l'importance d'un objectif latéral limité — celui de neutraliser, lors d'un conflit frontal de classe, les couches sociales périphériques.

Six ans plus tard, au mois d'août 1953, déferle inopinément une lame de fond social, emportant avec elle quatre millions de grévistes. Dans le secteur public : postiers, cheminots, gaziers et électriciens, travailleurs de la RATP, des services publics et de Santé, fonctionnaires. Dans le secteur privé : métallos (jusqu'à 70 000 dans la région parisienne), bâtiment (cimentiers, maçons, terrassiers, électriciens, monteurs-levageurs, etc.), avec d'importants contingents du livre, de la banque, etc. Membre du bureau fédéral, revenue à moto de Cayeux, je suis affectée à la section du VIII<sup>e</sup> dont le cœur à cette date est constitué par les cellules de la gare Saint-Lazare. Ce qui m'oblige à ajuster ma vision et à envisager les problèmes de stratégie et de tactique à la fois au niveau déjà global qu'est celui de la région et au niveau élémentaire et de détail qu'est une gare en grève. J'y fais équipe de tous les instants avec un très jeune militant dont c'est la première épreuve, André Argalon qui, dans les années 60-70, sera le porte-

parole très écouté de la Fédération des cheminots CGT. Fils de cheminot lui-même, passé par l'École de la SNCF, dessinateur, André Argalon eut à choisir entre une carrière, par promotion interne, de grand technicien dans le cadre du service des études et recherches de la SNCF et le travail syndical. Poussé par les circonstances, il choisit le second. En eut-il parfois des regrets ? C'était un garçon calme, un peu rêveur et réservé comme le sont souvent les Bretons, l'esprit clair, tenace, naturellement résistant à l'envahissement idéologique ou à l'emprise fanatique. L'un de ces petits matins où s'éveillent piquets et comités de grève, où dans les bistrots et cafés des rues adjacentes s'ébauche dans les conversations par groupes de deux ou trois, autour du casse-croûte, une sorte de dialogue permanent au fil duquel la décision s'élabore et se prend sans qu'on puisse exactement saisir à quel moment elle s'est ainsi cristallisée, André Argalon découvrit en rougissant qu'il avait la capacité d'analyser une situation, d'argumenter, de convaincre et, plus étonnant encore, de prendre la parole et de tenir un discours devant une grande foule de ses collègues assemblés, qu'il était écouté, approuvé, applaudi. D'une modestie qui coulait de source, il ne s'en laissa pas conter ni ne se laissa gagner à la démagogie d'une éloquence enflammée et creuse. Il parlait sans faconde, ni apprêt ni effet. Mais cela ne l'empêchait pas d'être joyeux et de trouver farce de découvrir en lui des ressources qu'il ne soupçonnait pas. Cette éclosion d'une âme à sa pleine humanité me fut si sensible qu'à chaud j'écrivis une sorte de reportage — avec des incrustations de langue de bois qui font tache. Un texte qui, cependant à le relire, ne manque pas de souffle<sup>1</sup>. Il montrait de l'intérieur comment des emboîtements de structures — cellules communistes, sections syndicales CGT, comités d'unité, assemblées des travailleurs — constituent un système de chenaux, conduits et citernes où s'accumule et se recueille l'information, se développent les processus de décision, mûrissent les évolutions individuelles et collectives en œuvre dans un conflit de grande ampleur. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que, lorsque vint le temps, quelques années plus tard, d'élaborer mes thèses de doctorat d'État, je consacrai une place et un temps tout particuliers à la grève des cheminots de 1920. C'était un type d'événement qui ne m'était pas étranger. Ce que je tirais d'un dépouillement classique d'archives<sup>2</sup> avait naturellement couleurs, formes et proportions.

Revenons aux analyses de la grève Renault entendues en 1947 de la bouche des acteurs présents sur le terrain. Elles m'apportaient de précieux éléments de réflexion sur le prix qu'attachait le Parti à ce qui faisait sa force et fondait sa légitimité : d'être le parti des ouvriers. Et sur les corollaires de cette donnée majeure : en aucune circonstance, le Parti

1. Cf. « Ce que furent les grèves d'août », *La Nouvelle Critique*, n° 48, sept.-oct. 1953, p. 17-35.

2. Cette étude de la grève des cheminots constituait la 2<sup>e</sup> partie de ma thèse de doctorat d'État, *Aux origines du communisme français* (Mouton, Paris, 1964). Après la grève des cheminots de l'hiver 1986, j'eus l'idée de la relire et de la rééditer sous le titre *La Grève des cheminots. 1920*, Paris, A. Colin, 1988.

n'accepterait de laisser entamer ce capital. Dès lors, quelle devait être, à cette condition-là, sa ligne politique ?

La chose demeurait floue. Maurice Thorez, dans son discours de clôture, avait demandé que tous les militants gardent à l'esprit « ce fait considérable que, près de trois années après la Libération et après les efforts accomplis par elle dans la bataille de libération comme dans la bataille de production, la classe ouvrière soit obligée de revenir à ses anciennes méthodes de lutte, aux grèves pour appuyer et faire aboutir ses justes revendications ».

« Fait capital » assurément. Mais, tout en dénonçant « le glissement à droite » de la politique gouvernementale, Thorez n'omettait pas d'évoquer son interview au *Times* : « Nous ne ferons sans doute pas le chemin dans les mêmes conditions où l'avaient fait nos camarades bolcheviks, répète-t-il, nous continuons à chercher... la voie propre à notre pays. » Il s'obstinait à estimer que, ses ministres révoqués, le Parti n'en restait pas moins un « parti de gouvernement, c'est-à-dire un parti qui a conscience que rien ne se fera de bien sans lui et contre lui ». Et le secrétaire général du PCF d'évoquer à nouveau « le camarade Dimitrov, président d'un gouvernement qui s'appuie sur un Parlement, qui comprend, à côté des communistes, des socialistes, des représentants de partis paysan et petit-bourgeois mais qui est tout de même une dictature du prolétariat ».

Comme il arrive chaque fois que la « ligne » n'est pas claire, un problème interne intéressant le noyau dur des plus militants était jeté sur le tapis, même s'il était tenu pour regrettable qu'ils fussent justement trop tournés vers les affaires propres au fonctionnement du Parti. En l'occurrence, il s'agissait des réticences qui empêchaient d'avoir un « parti large ». Thème type visant, dans une conjoncture peu porteuse, à ralentir la propension de l'appareil à se replier sur lui-même.

Quinze jours plus tard, du 25 au 28 juin, au cours du XI<sup>e</sup> congrès du Parti, mon apprentissage en accéléré et mon glissement de la périphérie au centre de l'espace communiste français se poursuivaient à Strasbourg.

Il y eut d'abord le fait d'aller à Strasbourg, sinon à proprement parler le berceau de ma famille, du moins la capitale des deux provinces — l'Alsace et la Lorraine — dont mes familles paternelle et maternelle étaient originaires. Mon père, dans les années 30, prenait ses quartiers deux fois par an dans la métropole alsacienne et le nom de Weirich, le plus grand magasin de jouets de la région établi rue des Arcades, était célèbre à la maison en raison de l'importance de ses commandes de trains électriques.

En 1947, ce me fut surtout un double choc. Nous étions logés chez l'habitant — dans une famille communiste d'un faubourg ouvrier, Königshoffen sans doute ou peut-être Schiltigheim. Or, dans la chambre parentale dont l'intimité confortable nous fut généreusement réservée — meubles imposants de bois plein, édredons rebondis, gros coussins en satin et velours ornés de naïves corbeilles brodées, petits napperons de dentelle blanche glissés sous les bibelots, housses également brodées sur les sièges —, j'eus un premier haut-le-corps. Sur la cheminée trônaient dans leurs cadres les habituelles photos de famille, celle du mariage d'un jeune couple, celle d'un bébé sur le ventre et puis celle du maître de maison ou de son fils

soldat... en uniforme allemand. Rien là, au fond, que de normal. Mais nous étions en 1947 et c'est une chose de connaître *in abstracto* les particularités d'une province, autre chose d'en recevoir le choc. Le soir, quand notre hôte rentra du travail, une épreuve complémentaire m'attendait : il ne parlait pas un mot de français. Là aussi, rien que de normal. Entre les deux guerres, même si elle était enseignée aux enfants des écoles, la langue française n'était pratiquée que par la bourgeoisie et l'Administration. Encore étais-je complètement ignorante (et le suis-je restée longtemps après) des véritables dimensions du drame alsacien puisque, comme la moyenne des Français de « l'intérieur », je ne savais rien des épreuves supportées, après la réintégration, en 1940, de la province dans le Reich, par les incorporés de force.

Le congrès lui-même, qui avait lieu au Wacken, ne fut qu'une version augmentée, enrichie et complétée de la conférence fédérale. Les analyses dont j'avais déjà entendu l'esquisse à Clichy, je les retrouvais, développées mais plus abstraites. Ce qui m'intéressait encore en priorité, c'était d'ailleurs moins ces analyses de caractère global et qui me passaient largement par-dessus la tête que l'approche des réalités françaises auxquelles me conviait le défilé des orateurs provinciaux. C'était comme un voyage à travers les multiples paysages de France. L'étudiante en géographie que j'étais, même peu douée, y trouvait une riche et savoureuse provende. Je me suis d'ailleurs demandé bien plus tard si cette attitude qui avait été spontanément la mienne : écouter, regarder, avec avidité, avec passion, pour découvrir un monde réel qui autrement me serait resté fermé et inconnu, n'impliquait pas que d'emblée je me reconnusse différente, séparée, incapable de me fondre parmi des gens qui n'étaient pas au total les miens. Ce n'est pas que je me sentisse aucunement déplacée. Bien au contraire : j'étais aussi détendue et à l'aise qu'il était possible. Mais j'écoutais et je regardais. Du dehors ou du dedans ?

Au demeurant, je n'étais pas si pataude que je manquasse d'observer qu'entre le rapport initial et les remarques de Thorez, quand il reprit inopinément la parole le deuxième ou le troisième jour, il s'était produit un événement qui semblait devoir prendre à l'avenir une importance plus grande encore : la condamnation par Staline du plan Marshall. Une condamnation sans appel bien plus tranchante que celle, hésitante, qu'avait formulée Thorez. En fait, ce XI<sup>e</sup> congrès national fut, de bout en bout, en porte à faux. Le départ des ministres communistes du gouvernement, deux mois plus tôt, était encore apprécié comme un accroc réparable — d'où le slogan choisi pour orner la tribune ainsi que la couverture des chemises offertes aux délégués, un slogan qui resservira bien des fois par la suite : « Union de la classe ouvrière, union des républicains pour empêcher le dangereux glissement à droite de la politique française et permettre le retour à une politique démocratique conforme à la volonté du peuple ». Le Parti et Thorez continuaient à se vouloir respectivement parti de gouvernement et homme d'État. Il faudra attendre l'automne pour que s'achève au plus haut niveau la prise de conscience du « tournant ».

A Strasbourg, la substance et l'ordre des débats n'étaient guère

différents de ce qu'ils étaient à l'échelle fédérale. Se succédaient les interventions, parfois languettes ou ânonnantes, de militants de base choisis par leurs fédérations respectives pour rendre compte d'un de ses points forts ou d'une de ses spécialités (un peu à la manière dont, à la fête de *L'Humanité*, chaque stand doit proposer une spécialité gastronomique de la circonscription qu'il représente). Juste après Louis Dupont, secrétaire de la Fédération de Meurthe-et-Moselle, qui avait évoqué « la vaillante Lorraine », la Fédération de la Seine m'envoya à la tribune répéter le jeudi 26 mon petit topo sur l'action communiste parmi les étudiants du Quartier latin. Ce qui me valut d'être « longuement applaudie » par le congrès debout (on se levait beaucoup, ça permettait à des militants ouvriers qui n'étaient pas habitués à rester longtemps assis de se dégourdir les jambes) et d'avoir mon portrait dessiné par Hag — j'ai les cheveux longs et bouclés — dans le compte rendu de *L'Humanité* du lendemain. Mais ce défilé était coupé à intervalles par des moments forts où l'attention se faisait soutenue pour écouter les rapports plus charpentés des membres du bureau politique qui avaient la responsabilité d'une des grandes sections de travail auprès du Comité central : André Marty avec « la jeunesse veut vaincre et vivre », Jeannette Vermeersch avec « les femmes dans la nation », Waldeck-Rochet avec « l'agriculture et l'indépendance française », Laurent Casanova avec « le communisme, la pensée et l'art », Étienne Fajon avec « l'avenir de l'Union française ». Jacques Duclos, lui, avait repris, sous l'angle de la situation parlementaire et gouvernementale (ce qui explique qu'il avait été salué par *La Marseillaise*), les grandes thèses développées par Maurice Thorez dans son rapport d'ouverture intitulé « Au service du peuple de France ».

Les deux impressions les plus fortes que j'ai gardées en mémoire relevaient de mes préoccupations propres. L'une était la présence à la tribune de deux jeunes et superbes parlementaires africains, membres du Groupe des républicains et résistants qu'avait créé Emmanuel d'Astier avec des hommes liés comme lui au parti communiste sans en être formellement membres : Houphouët-Boigny et Sékou Touré. Sékou Touré portait une cravate d'un rouge éclatant qui faisait flamber son sombre visage. Je ne soupçonnais pas que ce serait la couleur du régime sanguinaire qu'il imposerait à la Guinée.

L'autre impression forte, que je partageais d'ailleurs avec tout l'immense auditoire rassemblé à l'Orangerie, me fut procurée par le rapport de Laurent Casanova. J'aurai bien sûr l'occasion de revenir plus à loisir sur la substance de cette intervention qui confirma, six mois après la querelle du réalisme — laquelle avait entraîné la discrète mise à l'écart de Roger Garaudy et son remplacement par Casanova à la tête de la section centrale du travail parmi les intellectuels — et trois mois avant la réunion de Sklarska Poreba et le rapport Jdanov, que le tournant culturel était résolument pris alors que le tournant stratégique-politique était encore dans les limbes. Mais ce qui me frappa en cette fin d'après-midi où tombait une nuit fraîche, ce fut l'art de l'orateur, sa puissance d'envoûtement qui tenait à la stature, à la voix, à la tournure des phrases et au choix des mots rappelant l'éloquence sacrée dans

la Rome pontificale. Le silence qui fit suspendre raclement de gorge ou crissement de chaussure fut à l'évidence de nature religieuse. Il est probable qu'aujourd'hui cette éloquence, avec sa pompe et sa langue alambiquée, ne passerait plus. Encore qu'il ne faille jurer de rien.

De mon changement rapide de statut, je possède une trace : une photo où je suis assise sur une marche aux côtés de Madeleine Braun et de Maria Rabaté tandis qu'est accroupie derrière moi, une main sur mon épaule, Josette Cothias. Trois femmes plus âgées que moi, toutes trois permanentes : le destin qui m'attendait. Auquel j'ai fini par échapper. Par chance ? C'est ici que sans doute se vérifie le mieux l'axiome de Hannah Arendt sur la « banalité du mal ». Car ces femmes, dont la vie, dans les longues plages de calme, fut routinière autant qu'une autre, furent aussi tantôt des héroïnes, tantôt, mêlées à une entreprise sinistre, des comparses qui acceptèrent de ne rien dire ni faire quand elles se trouvèrent côtoyer des agissements suspects, y compris des injustices commises à leur rencontre. Fille d'un typographe dont la Première Guerre mondiale avait fait un grand malade, Josette Cothias, à vingt-deux ans, sous le nom de Catherine et après l'arrestation de Danielle Casanova, fut responsable des comités féminins clandestins de la zone nord. Arrêtée en gare de Lille en novembre 1942, elle fut enfermée au quartier français de la prison de Loos et de Cuincy jusqu'à la Libération. Cependant, après avoir été secrétaire nationale de l'Union des jeunes filles de France au sein des Jeunesses communistes et élue au Comité central du PCF en juin 1945, elle fut très vite marginalisée. Maria Rabaté, fille d'un instituteur poitevin dreyfusard, pacifiste, admirateur de Jaurès, est institutrice quand elle est entraînée dès les années 30 dans une vie aventureuse. Octave Rabaté, qu'elle a rencontré au congrès national de la CGTU (Bordeaux, 1927), inculpé dans l'affaire Crémet — une affaire d'espionnage au profit de l'URSS —, a dû quitter la France. Devenu instructeur de l'Internationale syndicale rouge (le *Profintern*), il est à ce titre envoyé pour de longues missions en Amérique du Sud et en Espagne. Maria le suit à Moscou, à Barcelone. Puis, Octave ayant été réclaté par Barbusse pour devenir en 1935 secrétaire du comité français Amsterdam-Pleyel, elle est parachutée de son côté au Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, la constellation féminine, que préside Gabrielle Duchêne, de la nébuleuse appelée Mouvement Amsterdam-Pleyel. Pendant la guerre et l'occupation, tandis qu'Octave est arrêté dès mars 1942 et déporté à Mauthausen, Maria, d'abord responsable, de 1942 à 1943, des comités féminins des sept départements de Normandie, devient en mai 1943, avec Claudine Chomat, responsable des comités féminins des sept régions de la zone nord. Membre du Comité parisien de la Libération, élue conseillère municipale du XIV<sup>e</sup> arrondissement, puis député du même secteur, elle va s'occuper vingt-cinq ans durant, directement ou dans la commission *ad hoc* du Comité central, du travail parlementaire et de l'activité des élus communistes. Héroïsme au quotidien ? En un sens, oui : Maria Rabaté, avec sa voix chaude, sa bonne humeur, son infatigable et maternel dévouement et ses lunettes d'institutrice, c'était la cheftaine « toujours prête », sans façon ni gloriole. Mais l'autre sens ? L'arrestation, pendant son séjour à Moscou en 1937, de tant de ses

amis proches n'a appelé de la part de Maria ni interrogation ni compassion. Quand en 1939 Bernadette Cattané, militante d'un rayonnement exceptionnel, sous la direction de qui elle travaille, réagit très mal à la signature du pacte germano-soviétique (ce qui, après tout, était assez normal pour qui avait consacré les six années précédentes à la lutte « contre la guerre et le fascisme » !), Maria Rabaté témoigne — et persiste trente ans plus tard à témoigner — que Bernadette, dans un moment de désarroi, lui a alors avoué qu'« elle était de la police ». Témoignage accablant et pourtant suspect. Pour des raisons privées, les deux femmes ne s'entendaient pas, mais surtout il est surprenant que Bernadette Cattané ne figure pas sur la « liste noire », publiée clandestinement en janvier 1943, de tous ceux que le Parti tenait alors dans la région parisienne pour des « traîtres ». Enfin que penser du rôle de Maria Rabaté dans la mise à l'écart à la Libération de Gabrielle Duchêne qui avait été l'âme entre les deux guerres du rapprochement entre féminisme et lutte pour la paix sous le signe d'une laïcité ancrée à gauche et à tonalité maçonnique ? S'agissait-il seulement de placer à la tête de la Fédération démocratique internationale des femmes une personnalité, au dire de Maria, moins « sectaire », c'est-à-dire peut-être moins déplaisante aux mouvements catholiques, telle que la bonne Eugénie Cotton, ancienne directrice de l'ENS de Sèvres ?

Cinquième et dernière étape de cette procédure accélérée qui, en ce printemps-été 1947, modifiait du tout au tout mon *habitus* communiste : ma participation au premier festival de la Jeunesse qui se déroule à Prague. Ce rassemblement de jeunes, qui bientôt s'institutionnalisera et d'ailleurs rétrécira en se bureaucratisant, constitue à cette date un événement considérable. Deux ans après la fin de la guerre, c'est l'une des premières manifestations à grand spectacle où des délégations venues de tous les pays sont appelées à se rencontrer ailleurs que sur un champ de bataille. C'est sans aucun doute un projet entièrement communiste et confié, pour sa réalisation, à la FMJD et à l'UIE qui seront sur le plan international, par rapport à l'ancienne Internationale communiste des jeunes (dans le langage kominternien : le KIM), les équivalents de ce que voulait être et fut l'UJRF en France par rapport à la JC : une JC « élargie ». C'est sans aucun doute à cet événement considérable de 1947 que, quarante-quatre années plus tard, en août 1991, va répondre un événement de même nature mais de sens opposé : celui qui va rassembler au monastère de Jasna Gora en Pologne des centaines de milliers de jeunes chrétiens venus surtout des pays de l'Est libérés (du communisme) comme en 1989 des centaines de milliers de jeunes pèlerins ont afflué par les chemins de saint Jacques à Compostelle.

Cette fois, je ne suis élue à rien ni choisie par personne. Il suffisait de s'inscrire et de payer 2 850 francs pour le voyage aller et retour, 2 250 francs de frais de séjour pour une semaine, 5 100 francs au total, 10 200 francs à deux pour une semaine mais seulement 14 700 francs pour deux semaines. Guy avait été d'accord : c'était une occasion unique de sortir des frontières et de rencontrer des jeunes de tous horizons.

Passé par Zurich, notre train remonta par l'Allemagne vers la Bohême. L'Allemagne : au petit jour nous avons contourné Nuremberg — à perte de



vue un champ de pierres, de gravats et de ruines. Je regardais, glacée d'horreur — et pourquoi ne pas l'avouer ? oui, de compassion ! — ce spectacle lunaire. La haine est (comme il arrive aussi de l'amour) une manière cérébrale de ressentir : on ne peut l'éprouver qu'abstraite ; dès qu'on touche et qu'on voit, l'emportent des sentiments moins abrupts, moins entiers, tendres et friables comme la pitié.

A quelle occasion ai-je eu à traverser un village des Sudètes ? Il avait été vidé de sa population allemande et n'avait pas encore reçu ses nouveaux habitants de « bonne origine » nationale. Aucun signe de destruction, aucun résidu désordonné n'évoquait la guerre ou la mort. N'y avait-il pas un chat ? Si, justement. Sur l'appui d'une fenêtre où poussaient des géraniums, un chat, assis pattes bien serrées et ramenées contre son ventre, nous guettait derrière la vitre, de sa tête levée aux petits yeux scrutateurs. Il semblait devenu, comme dans la fable, le seul maître des lieux.

Prague 1947. Dans l'un de ses « textes autobiographiques », *Bratislava*, publié en 1990, François Nourissier, qui, la même année, le même été, était allé, il avait vingt-cinq ans, non à Prague et au festival de la Jeunesse, mais justement à Bratislava, écrit qu'« il se rappelle avoir humé », au cours de ce voyage, « un parfum, perçu des images floues, les lambeaux d'un style, qui ne pouvaient pas composer cet ensemble de sensations et de connaissances que nous organiserons plus tard et qui deviendra pour nous le crépusculaire Empire austro-hongrois ». On ne saurait discuter un souvenir. Cependant, c'est tout de même bien de la prescience chez un garçon qui admet ne rien connaître alors de la culture austro-hongroise — « ni Musil, ni Joseph Roth, ni Schnitzler, ni Élias Canetti, Lou Salomé, Alma Mahler : noms inconnus », ni enregistrements de Gustav Mahler ni reproductions de Klimt ou d'Egon Schiele — que d'identifier, fût-ce confusément, les traces d'une société désormais « au bord de son anéantissement », alors que le socialisme en gésine s'apprêtait à prendre la succession non d'on ne savait plus quel Empire austro-hongrois disparu l'autre après-guerre, mais de la République tchécoslovaque plus ou moins radicale-socialiste de Tomas Masaryk, laquelle avait déjà tout fait pour justifier la ruine du prestige de la Cacanie.

Même si le « coup de Prague », c'est en février 1948 seulement, mes camarades et moi en cet été 1947 nous n'avons pas douté que nous étions en pays socialiste. Peut-être parce que nous étions logés dans des écoles et foyers des banlieues ouvrières. Je n'ai connu la ville monumentale et énigmatique que trois ans plus tard quand j'y suis retournée et fus logée en son centre à l'hôtel Paris, alors réservé aux représentants des partis frères.

Comme les petites ruses peuvent avoir du succès au centuple de ce qu'elles valent ! La Tchécoslovaquie nous sembla un îlot de prospérité dont il fallait attribuer le mérite au socialisme triomphant. Et pourquoi ? Parce que, pendant toute la durée du festival et justement pour impressionner ces jeunes naïfs venus d'un Occident capitaliste encore bien démuné, les autorités eurent le cynisme, au détriment bien sûr des populations autochtones et de leur ravitaillement l'hiver suivant, de mettre en vente libre dans toutes les boutiques où nous pouvions nous approvisionner... du lait chocolaté. Du lait, du chocolat : c'était Byzance. J'ignorais en outre que si, après

l'éprouvante traversée de l'Allemagne, l'arrivée en terre tchèque apparaissait comme l'entrée dans un pays de cocagne, c'est que la Bohême avait servi de réduit inviolé à l'industrie de guerre allemande.

Le festival nous infligeait à très haute dose des manifestations bilatérales et multilatérales d'internationalisme prolétarien : embrassades, congratulations, discours, bravos, de préférence entre jeunes appartenant à des pays ennemis ou ex-ennemis. C'était très émouvant, très bruyant, très lassant. Plus lassants encore, les spectacles qui, tous ou presque, relevaient d'un folklore sans surprise. Si je n'étais ni assez savante ni assez insolente pour penser à ce que Marx disait de « l'idiotie rurale », j'étais du moins assez impatiente pour trouver que la bourrée et le biniou, dans cent et mille variétés de cinq continents, les costumes à jupes et jupons de couleurs franches et criardes et les mouchoirs ou les foulards agités au rythme des sabots, c'était joli mais répétitif et fastidieux. Ce qu'Adorno a bien remarqué : « La spécificité résolue des musiques folkloriques est justement punie par la ressemblance abstraite qu'elles ont toutes entre elles <sup>1</sup>. »

Aussi, au bout d'une semaine — et l'on découvre ici que, si nous avions su ce qu'était le socialisme, nous aurions su que ce n'était pas encore tout à fait le socialisme —, nous avons décidé sans rien demander à personne d'aller prendre l'air et, pour nous fixer un but, de nous rendre à Banská Bystrica, petite ville de montagne en Slovaquie centrale où l'on nous avait signalé une rencontre d'anciens résistants de tous les pays destinée à commémorer l'insurrection nationale slovaque de la deuxième quinzaine d'août 1944 quand les troupes soviétiques approchaient des cols des Carpates. Mais les troupes allemandes étaient entrées en Slovaquie, État « indépendant » depuis 1939, en fait protectorat administré par Mgr Tiso. Les Allemands s'étaient emparés de Banská Bystrica en octobre 1944, contraignant les partisans à continuer la lutte dans les montagnes jusqu'à l'arrivée des troupes soviétiques qui libéraient Kassa (Kosice) en janvier 1945.

Nous partîmes à quatre. L'autre couple était constitué d'Émile-Étienne Baulieu, Milo, l'appelait-on, et bien sûr de sa femme, la « Vénus de Milo ». Milo n'était encore qu'un étudiant en médecine, mais il avait déjà l'air de savoir qu'il serait membre de l'Académie des sciences. Il est vrai qu'il devait cette consolation à la mémoire de son père qui avait été un prestigieux professeur de médecine à la faculté de Strasbourg.

Ce fut une merveilleuse expédition. L'auto-stop n'était pas encore ritualisé. Il n'y avait d'ailleurs pas d'autos mais des camions ou des charrettes. On s'arrêtait là où on nous offrait le gîte. A Brno, siège de la Diète morave jusqu'à la Première Guerre mondiale, nous fûmes accueillis dans un couvent dont les moines se saluaient quand ils se croisaient par un « frère, il faut mourir ». Était-ce le même couvent illustré par le moine Johann Gregor Mendel, le génial botaniste et généticien ? A Austerlitz, sur la Littawa, bien qu'on fût encore en pays morave, l'on chanta pour nous une vieille chanson slovaque qui célébrait, avec le souvenir de la paix de

1. Theodor W. Adorno, *Quasi una fantasia*, Gallimard, bibliothèque des Idées, 1982.

Presbourg (Bratislava), la mémoire du « charmant empereur », notre Napoléon bien sûr,

« Le bruit des lourds canons roulant vers Austerlitz<sup>1</sup>. »

Le style « américain » de la ville de Zlin (rebaptisée jusqu'en 1989 Gottwaldov du nom du premier président communiste) où le fondateur de la compagnie Bata à la fin du siècle dernier, Thomas Bata, adepte d'un taylorisme rationalisateur et paternaliste, avait souhaité bâtir tout ce dont, dans une perspective futuriste d'ascension sociale, pouvait rêver le personnel de ses usines de chaussures : les petites maisons d'habitation cubiques en briques rouges avec jardinet pour deux familles, les dortoirs pour filles et garçons de l'école d'apprentissage, les magasins où le prix des achats se trouvait simplement déduit des livrets comptabilisant les avoirs, les trottoirs plantés d'arbres et menant aux forêts des environs, les bâtiments industriels de dix étages, également en briques rouges, avec escaliers de fer extérieurs et système de téléphérique qui, par bennes rouges, transportaient les produits d'un bâtiment à l'autre, la ligne de chemin de fer qui reliait Zlin à Otrokowice, à vingt kilomètres de là, où avait été installée une filiale, les salaires plus élevés que partout ailleurs en Moravie, l'écoulement de cette production de masse enfin par un réseau de magasins à succursales multiples pour la conception desquels Le Corbusier, à la fin des années 30, avait été consulté, — oui, tout nous fit doctement conclure que le capitalisme, arrivé à ce degré de maturité et d'intégration, ne pouvait plus que laisser place au socialisme...

---

1. Victor Hugo, *Les Rayons et les Ombres*, IV (« Regard jeté dans une mansarde »).

## 1947-1950. Une génération communiste au Quartier latin

A la rentrée de septembre, j'entamai le cours de ma nouvelle vie, une vie tout de même encore très partagée entre mes études et mes nouvelles responsabilités.

Habitée à me lever très tôt, souvent avant l'aube si je ne m'étais pas couchée trop tard la veille, je consacrais chaque matinée au moins six heures à la préparation de l'agrégation. Il me paraissait qu'en travaillant de manière soutenue ce nombre quotidien d'heures là, interrompues au milieu par une pause que je réservais aux tâches de mon petit ménage (on trouvait alors au marché de plein vent du boulevard Richard-Lenoir des choux et des raves qui me permettaient de faire un « pot-au-feu » pour trois ou quatre jours tandis qu'un sac de pommes, reçu de Périgueux et entreposé dans le bas de mon unique armoire où les fruits, en surissant, firent un trou dans le plancher, complétait le menu éternellement recommencé mais qui valait bien les repas de l'École), je réussirais, à raison d'une question par mois, à venir à bout du programme. C'est en effet ce qui eut lieu. Je ne m'accordai que quelques impasses moins par faute de temps que par répugnance pour quelques spécialités ou sujets.

A 13 heures je fermais livres et dossiers et sautais sur ma bicyclette pour me rendre au 120. J'y partageais en effet un tout petit bureau avec le responsable de l'UJRF pour la région parisienne, Paul Laurent. Sur la fin de sa vie, parce qu'un dirigeant politique se doit de passer à la télévision, celui-ci s'était attiré, en raison de l'extrême lenteur de son élocution, la réputation d'être un endormeur. Impression fallacieuse : Laurent avait su très tôt tirer de sa singularité une autorité réfléchie qui en avait fait le chef de toute une bande de copains venus de ces quartiers de Belleville, Charonne et Ménilmontant où la voix traînante était de rigueur. Cette petite bande — Gajer, Grosman, Malberg, Fiszbin, Meillat, Lauprêtre — a longtemps cheminé de concert dans les entrelacs de l'appareil communiste : seuls les remous de la fin des années 70 l'ont disloquée. Laurent a d'ailleurs pu conserver son goût tranquille du clan puisqu'il fut, jusqu'à sa disparition en juillet 1990, à la tête d'une dynastie familiale, deux de ses trois fils étant permanents et tous ayant épousé des filles de la *nomenklatura*. Mais, à l'inverse, constatant sa longévité politique et sa progression régulière dans la hiérarchie du Parti, d'aucuns ont cru bon, du fait de son évidente difficulté d'expression qui, ne pouvant être attribuée décemment à une ruse

de guerre, pouvait ressembler à de la réticence, de le créditer d'une sorte d'étrangeté familière conférant de la profondeur à ce qu'il disait. Là encore, impression fautive : Laurent ne manquait pas d'esprit même si sa prudence naturelle, proche de la prudence paysanne d'un Waldeck-Rochet dont il était un « pays », l'incitait à balancer longtemps avant de prendre une décision, mais il n'était pas habité par le besoin incoercible de remettre en question ce dans quoi il était satisfait de s'être engagé.

La fonction que j'occupais désormais était délicate. Il ne me revenait pas de diriger une organisation indépendante ou autonome dont j'aurais eu pleinement à répondre. Les cellules d'écoles et de facultés demeuraient sous l'autorité respective des sections auxquelles elles appartenaient et les sections elles-mêmes sous le contrôle des organes réguliers de la Fédération. Il me fallait en conséquence ménager cette hiérarchie et ne pas donner à croire que, par un biais, je m'emploierais à reconstituer, sans le mot et sans aucun aval, une sorte d'union des étudiants communistes ou, pire, un petit parti étudiant lové au sein du grand. Tout ce que j'entreprenais, je ne le faisais que par délégation du secrétariat de la Fédération, sous son couvert et en raison de ma qualité de membre du comité fédéral. Il n'y avait pas que des inconvénients dans cette situation : sur tous les plans, et notamment matériel, je pouvais m'appuyer sur la machine du Parti. Il reste que, du fait de la dispersion entre plusieurs sections des ressources communistes au Quartier latin, tout ou presque tout remontait au niveau fédéral et par là me remontait.

Le mouvement ouvrier et socialiste est un impénitent discoureur et écrivain ; il est né de sa propre et infatigable capacité à produire du discours, de la parole, orale ou écrite. Le mouvement communiste a encore accentué ce rapport au verbe où se loge sa fonction utopique et prométhéenne. Il a devancé, et de loin, l'intuition qui s'est concrétisée dans les années 80, selon laquelle ce qu'on dénomme société est un système d'information et de communication entre les personnes, les microgroupes et les groupes (notamment les classes sociales). Là où existait un noyau communiste, là devait donc exister un organe d'expression. La stratégie de l'information — du dévoilement, de la « révélation » des turpitudes de la société établie, selon la formule léninienne — n'est pas qu'une stratégie réactive, réplique aux « mensonges » d'une information au service de la classe dominante. C'est une stratégie créatrice propre à faire du communisme une réalité existant par elle-même.

Aussi la première décision prise à l'échelle fédérale pour animer l'action communiste au Quartier latin fut-elle de créer un journal.

Je possédais déjà, comme on a vu, quelques lumières sur les à-côtés du journalisme. D'abord sténotypiste de presse la nuit dans un journal grenoblois, j'avais dû ensuite veiller sur la diffusion de toute une « littérature » clandestine<sup>1</sup>.

Depuis sa réparation légale en août 1944, il ne s'était pas passé une journée que je ne lise *L'Humanité* et, dans ma correspondance, je ne me

1. Cf. *supra*, 2<sup>e</sup> partie.

faisais pas faute d'en faire la critique. Au lendemain des élections d'octobre 1945, j'écrivais le 21 : « Toute l'équipe d'*Action* est élue. J'ai illuminé pour ce triomphe. L'équipe d'*Action*, c'est exactement ce qu'il nous faut (j'ai un faible pour Hervé). » Et encore : « Mauvaise élection dans l'Isère... J'en attribue la responsabilité à la presse — très mauvaise. » Et encore le 22 : « *L'Huma.* est détestable et manque de dignité. Je préfère *Franc-Tireur.* » Neuf mois plus tard, même refrain : « *L'Huma.* est empoisonnante. » Liberté d'esprit modeste en ce qui concerne *Franc-Tireur* : en 1946, c'était « un des journaux les plus populaires, les plus lus, les plus cités, avec un tirage dépassant les trois cent mille exemplaires », dit Charles Ronsac qui, de 1944 à 1958, y anima la rubrique de politique étrangère<sup>1</sup>. En fait issue du mouvement de résistance du même nom, l'équipe de *Franc-Tireur*, dont deux membres seulement étaient au départ vraiment communistes (Georges Valois et Marcel Fourier), fut jusqu'en 1947 unanime à rejeter toute « note discordante antisoviétique ou anticommuniste ».

Or, cette même année 1946, une occasion m'était donnée d'accroître et élargir ma familiarité avec la presse française. Je ne sais plus comment cela se fit, mais je sais bien pourquoi j'acceptai avec empressement l'offre d'André Voguet de lire pour lui chaque semaine tous les hebdomadaires politiques et culturels et d'en extraire une synthèse : je pouvais ainsi, sans bourse délier, lire et découper une masse de journaux que je n'aurais pu autrement me procurer.

André Voguet était alors ce qu'on appelait un collaborateur du Comité central. Ayant de peu dépassé la trentaine puisque né en 1913, il avait pourtant déjà un beau passé de militant. Fils de concierge d'école, après des études à Turgot et Chaptal, il était devenu instituteur, d'abord à Puteaux et Nanterre puis rue Vulpian dans le XIII<sup>e</sup>, ce XIII<sup>e</sup> où il adhéra au Parti en 1937 et auquel il resta attaché sa vie durant. Élu conseiller municipal en 1947, il sera l' élu de cet arrondissement de manière ininterrompue pendant trente-six ans. De cet enracinement découlait qu'en 1946 il était un proche d'André Marty, lui-même député du XIII<sup>e</sup>.

Mais pas du seul André Marty. Car militant syndical chez les instituteurs aux côtés de Georges Cogniot et de Georges Fournial, il avait été pendant la clandestinité la cheville ouvrière du Front national chez les enseignants et édité les journaux clandestins qu'étaient alors *L'Université libre* et *L'École laïque*. De ce fait, il entretenait des relations privilégiées avec Cogniot dont il donna le prénom à son premier fils.

André Voguet possédait toutes les vertus de l'instituteur public : c'était un homme tranquille, modeste, simple, bienveillant, laborieux, attentif et attentionné. Sont-ce ces vertus-là qui lui ont permis de traverser relativement indemne les « affaires » Marty, Casanova, Garaudy, tous militants dont il avait été à des moments divers le collaborateur immédiat — ou bien est-ce plutôt, à l'instar de son maître Cogniot, une obscure impuissance à se rebeller, le besoin d'une foi laïque qui compense le manque à croire de soi-même à des valeurs fortes ? Un Cambacérés, avait suggéré un connaisseur.

1. Cf. Charles Ronsac, *Trois noms pour une vie*, Robert Laffont, 1988.

Travailler avec André Voguet était en tout cas agréable. Dénué de toute arrogance, incapable d'exploiter à son profit le labeur d'autrui, il ne jouait pas sur le dévouement aveugle pour tirer le maximum de ceux à qui il confiait des tâches bénévoles.

Je l'avais rencontré d'abord en novembre 1945, dans les bureaux de l'*Encyclopédie* où il était l'assistant de Roger Garaudy, au moment où, responsable des étudiants de l'UJRF, j'avais eu à m'occuper de la mise sur pied de l'Université de la renaissance française. A cette première rencontre, André Voguet m'avait alors paru « sympathique ». J'ajoutais cependant, non sans exactitude :

« Mais je me demande quelle est la vigueur de sa pensée. Il me paraît assez hésitant, chaque fois qu'une difficulté se présente. Ce n'est qu'une impression. Il se peut qu'au contraire, par scrupule de pensée, il préfère ne pas apporter une solution immédiate pour réfléchir plus à loisir. »

S'était-il souvenu de cette rencontre ? C'est au cours de l'hiver 1946 que Voguet me fit la proposition que je viens de rapporter. Le 11 mars 1946, j'écris que « je reviens du 44 où j'ai porté mon travail de la semaine. J'ai vu Voguet et Joanny Berlioz ».

Berlioz était déjà à l'époque un vieux militant de cinquante-quatre ans puisque né en 1892 et, comme son illustre homonyme de La Côte-Saint-André, dans l'Isère, mais à Saint-Priest. Il avait adhéré à la Fédération socialiste des Vosges dès la fin de la Première Guerre mondiale où il avait été grièvement blessé à la bataille de la Somme en septembre 1914. Instituteur pacifiste sorti de l'École normale de Lyon en 1911, puis professeur d'allemand et d'anglais dans les écoles primaires supérieures et les Écoles normales, il avait défendu en 1920 les thèses favorables à l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Il devint très tôt un permanent de l'appareil communiste : dès 1924, il participa à la direction du *Bulletin communiste* après l'élimination en mars de Boris Souvarine qui avait été le fondateur et le directeur de cet « organe du PC (SFIC) », puis fut secrétaire général de *L'Humanité* avant de partir à Moscou où, sur la demande de Lozovski, il fut le secrétaire du bureau latin d'information de l'Internationale syndicale rouge (en abrégé et selon la coutume russe, le Profintern). Dans les années 30, c'est toujours plus ou moins dans les services d'agit-prop ou plus directement dans les organes de presse — de *L'Humanité* et des *Cahiers du bolchevisme* en France à *La Correspondance internationale* sur le plan kominternien — qu'il exerça son second métier de journaliste. Maire d'Épinay-sur-Seine et conseiller général depuis 1935, député-maire depuis 1936, il avait été arrêté en 1939, emprisonné d'abord en métropole avant d'être en avril 1941 expédié à Maison-Carrée, d'où la libération de l'Algérie le sortit.

En 1946, à nouveau sénateur-maire d'Épinay, il était rédacteur en chef de la revue *Démocratie nouvelle* centrée sur les problèmes de politique étrangère. Jacques Duclos en était le directeur politique. Berlioz se trouvait ainsi à cheval sur deux secteurs : la politique étrangère du fait de son équipement linguistique et de son expérience internationale, l'idéologie et la presse du fait de son activité quotidienne. Lui aussi développait les mêmes

traits que Voguet et Cogniot : d'un côté simplicité, modestie, dévouement, assiduité, associés à cette sève populaire et plébéienne qui venait de leur commune origine (Berlioz était issu d'une famille de petits paysans), de l'autre soumission et inconditionnalité avec acceptation de telles injustices mineures à leur propre rencontre et de crimes majeurs à l'encontre d'autres militants (Berlioz avait connu à Moscou, sans compter Lozovski dont il était proche et qui mourut misérablement dans un camp stalinien, bien de ceux qui finirent un jour dans les caves de la Lioubianka) que cela empêche de voir en eux des « figures morales ».

En avais-je — avec quelque audace du haut de mes dix-neuf ans — la prescience ? J'écrivais ce jour-là : « Berlioz m'a donné l'impression d'un brave homme, qui n'est peut-être pas à la hauteur des très délicates responsabilités qu'il assume. » Et de partir dans une réflexion sur les « intellectuels » où je disais beaucoup de bêtises comme c'est le cas chaque fois qu'on parle de cette catégorie difficile à définir, mais mêlées à des considérations plus pertinentes et d'autant plus piquantes que, quelques années plus tard, j'aurai à faire l'expérience douloureuse de ces difficultés.

Plus intéressantes étaient mes réflexions sur le bien-fondé de l'existence d'une « section des intellectuels » comme section de travail auprès du Comité central :

« Cette section me semble mal bâtie. En réalité, je crois qu'elle est construite sur le fait qu'est classée intellectuelle non une profession remueuse d'idées, mais une profession dont les membres doivent presque nécessairement sortir des rangs de la bourgeoisie. Le problème, vu sous cet angle, se transforme. Il s'agit moins d'étudier les problèmes particuliers que la révolution pourrait poser à des intellectuels mais d'étudier, et d'abord de poser, les problèmes qu'engendrent l'entrée en nombre de bourgeois dans un parti ouvrier et les méthodes de pénétration plus avant d'une idéologie révolutionnaire dans un milieu bourgeois. »

Ce jour-là, Berlioz voulut discuter avec moi des journaux que Voguet m'avait donnés à lire, en particulier les *Lettres françaises*, *Les Étoiles*, *La Marseillaise*, puis il me demanda de venir à une prochaine réunion de la section des intellectuels pour y exposer, devant les directeurs et gérants des journaux littéraires, entre autres Aragon et Claude Morgan, les réactions du monde étudiant, ce que celui-ci attendait et éventuellement ne trouvait pas dans cette catégorie de journaux là.

Cet exposé que j'ai donc dû faire fin mars ou début avril 1946, j'en ai retrouvé le texte original manuscrit. J'y rendais d'abord compte de la rapide enquête — sans véritable valeur : j'avais surtout interrogé mes camarades de Sèvres et de la faculté — à laquelle je m'étais livrée pour savoir ce qu'ils lisaient et pour quels motifs.

Les étudiants m'apparaissaient divisés en trois tiers :

— un tiers ne lisait rien, ni hebdomadaire ni revue. Faute de temps, c'était la raison généralement donnée, surtout pour les agrégatifs, mais une autre raison s'imposait davantage : la plus ou moins grande distance que les études entreprises entretenaient avec l'actualité. Les étudiants en droit lisaient plus que ceux de lettres « pures » ;

— un second tiers « lisait ce qu'il trouvait », sans manifester aucune



fidélité à un titre quelconque. En fonction d'un titre accrocheur, d'une publicité, *Carrefour*, *Les Nouvelles littéraires*, les *Lettres françaises* pouvaient bénéficier de leurs faveurs, mais plus fréquemment les publications qu'ils trouvaient « pour rien » — dans les lieux publics, les clubs, les bibliothèques. A Sèvres où les journaux passaient de main en main, « dévorés », arrivaient par exemple quotidiennement *Le Figaro*, *Combat* et *L'Humanité*, chaque semaine *Temps présent*, *Les Nouvelles Paroles françaises*, *Le Figaro littéraire* et *Les Étoiles*, ce journal littéraire dont le rédacteur en chef était André Ulmann depuis octobre 1945 et qui allait disparaître rapidement, bien qu'en 1943 à Lyon il eût été fondé sous les plus heureux auspices par Aragon, Jean Prévost, Stanislas Fumet et Auguste Anglès (un normalien érudit et secret de la promotion 1935, spécialiste de l'histoire de la NRF qui, plus tard, dirigea successivement l'Institut franco-japonais de Tokyo et la Maison française d'Oxford avant de terminer sa carrière comme professeur de littérature française à la Sorbonne). Chaque mois enfin, nous recevions *Contrepoint*, *La Revue internationale*, *Esprit* ;

— un dernier tiers seulement était client attitré d'un hebdomadaire régulièrement acheté. Parmi ces hebdomadaires qui étaient parvenus à « fidéliser » leurs lecteurs étudiants, *Temps présent*, dirigé par Stanislas Fumet, avait pris en 1937 la relève de *Sept*, l'organe des dominicains ; il avait été interdit par Darlan sous son titre de guerre, *Temps nouveau*, puis était reparu en 1944, toujours sous la direction de Fumet, avec une équipe où, parmi bien d'autres, figuraient les noms d'Hubert Beuve-Méry et un peu plus tard d'André Fontaine. *Temps présent*'emportait sur *Témoignage chrétien* car il répondait plus « à la tendance sociale des jeunes chrétiens en mal de révolution ». Autre hebdomadaire qui, chez les étudiants, chrétiens ou non, connaissait une grande vogue : *Action*, « lu, commenté, disséqué : succès de scandale, succès d'audace et en même temps de sérieux ». Au titre des revues mensuelles, *Les Temps modernes* « héritaient des adeptes et curieux de l'existentialisme », mais « c'était surtout *Esprit* qui était passionnément dépouillé et discuté ». Parmi les revues de littérature « pure », *Poésie 41*, *Confluences*, *Fontaine*, malgré leur coût, s'étaient constitué un public. *La Pensée* était, elle, « très appréciée dans les milieux étudiants de l'UJRF, mais peu connue ».

Quant aux motifs qui présidaient à l'achat d'un périodique, j'en voyais trois principaux. Le premier résidait dans la nécessité de se procurer le journal le plus « universel » possible puisque les étudiants en moyenne n'avaient la possibilité que d'en acheter un seul ; d'où le succès des journaux les plus « généralistes » comme *Temps présent* ou *Action*. En second venait le désir de lire des journaux « partisans » ou, mieux, « engagés », représentatifs d'un des grands courants de pensée vivants pourvu que cet engagement ne prît pas un tour étroit et sectaire ; là encore *Temps présent* et *Action* l'emportaient parce qu'ils annonçaient fièrement la couleur mais sans tomber dans la mesquinerie. Enfin troisième motif, le goût de la bataille en terrain difficile ; et je donnais l'exemple de la chronique, cette semaine-là, de Claude Roy dans *Action* sur *Le Zéro et l'infini* de Koestler : « *Action* est le premier et le seul à avoir abordé de front la question. »

Je terminais mon exposé en examinant les cas particuliers des *Étoiles* et des *Lettres françaises*. Des *Étoiles*, je disais que le journal était « apprécié » « en raison de son charme et de son élégance », mais non « recherché » car il n'était visiblement pas destiné aux jeunes. Le cas des *Lettres françaises* était plus grave : « J'ai rencontré fort peu d'étudiants qui les lisent encore et je n'en ai rencontré aucun qui les lise régulièrement. » Reproches : d'ordre technique : « pénible à lire, trop compact, mal bâti » ; d'ordre rédactionnel : journal politique ou littéraire ? Les deux qualificatifs ne s'excluent pas, mais encore faut-il que leur rapport ne soit pas trop flou et que la cohabitation ne se traduise pas par une tendance à éviter, dans l'une et l'autre catégorie, ce qui fait problème et plus encore ce qui est d'actualité. Journal d'une organisation, le Comité national des écrivains, d'une profession, celle des écrivains et de tous ceux qui gravitent autour d'eux, éditeurs, libraires, professeurs, étudiants en lettres, enfin journal d'un art majeur, la littérature, *Les Lettres françaises* devaient trouver à se construire sur ces trois pilotis.

J'avais ainsi eu l'occasion de réfléchir à voix haute sur ce qui était de nature à intéresser les étudiants. Ce qu'en revanche ils ne lisaient pas même quand par fidélité à une cause ils l'achetaient, c'était le journal propre à l'organisation étudiante à laquelle ils appartenaient ! Je n'avais donc pas le moindre doute sur la difficulté de la chose quand vint la question de créer un journal « édité par les étudiants communistes de Paris ».

Dieu, que le parti communiste a le souci de son histoire et l'entretiendrait pieusement si trop souvent ce qu'il entretient n'était pas son histoire mais sa légende, c'est-à-dire, par ignorance, erreur ou déformation volontaire, une histoire qui n'est pas la vraie ! C'est ainsi que le jour même où j'écris ces lignes, je lis dans *L'Humanité* (30 août 1987), à propos de la presse du mouvement étudiant :

« Seule *Clarté* a échappé à cet enlissement général. Fondée par Henri Barbusse, la revue des étudiants communistes entreprend depuis plusieurs années une reconquête des campus par un contenu, un ton et un style qui traquent la routine. »

Eh bien, non ! *Clarté*, en tant qu'organe des étudiants communistes, n'a pas été fondé par Henri Barbusse. Il y avait bien eu, en octobre 1922, fondés par Georges Cogniot et le docteur Georges Galperine, un groupe et un journal, *Clarté universitaire*, dont Cogniot, dans le tome premier de ses *Mémoires, Parti pris*, analyse les cinq ou six numéros parus cette année-là. Mais *Clarté* (tout court) a été fondé en 1947 et c'est son titre seul qui a été choisi en souvenir de la revue et du mouvement *Clarté* que Barbusse avait animés de 1919 à 1924 en reprenant lui-même le titre du deuxième livre de guerre qu'après *Le Feu* (décembre 1916) il avait fait paraître en 1919<sup>1</sup>.

1. Je ne suis pas sûre qu'à l'époque où nous avons choisi d'appeler *Clarté* l'organe que nous avons reçu mission de créer, nous ayons eu une idée très précise de ce qu'avait été *Clarté*, avant et après que Barbusse en assurât la direction. En 1925-1926 par exemple, *Clarté* était devenu une revue qui faisait le pont entre communisme et surréalisme, et l'on trouvait dans son équipe dirigeante Pierre Naville et Gérard Rosenthal aux côtés de Marcel Fourier.

C'était au printemps 1947 puisque j'habitais encore rue de Chevreuse et la réunion où nous avons cherché de quel nom baptiser le journal à créer se tint chez un étudiant en médecine, Arthur Kriegel, qui habitait alors à quelques dizaines de mètres de là. C'est d'ailleurs notre hôte qui proposa de relever le titre de *Clarté* — comme pour faire le lien d'un après-guerre à l'autre. Une suggestion qui ne devait pas être isolée à l'époque puisque, par exemple, l'organe de la Fédération bruxelloise du PC belge s'appela aussi *Clarté* d'octobre 1944 à novembre 1946.

La décision de donner aux étudiants communistes la possibilité de faire entendre leur voix et celle de leur parti au Quartier latin, non plus par des feuilles volantes ni par des journaux de cellule de tout petit format, mais par une vraie feuille imprimée, à parution régulière, avait été prise par la direction fédérale et, nommément, par le premier secrétaire de la Fédération, Raymond Guyot. Puis la responsabilité en fut confiée à trois inséparables : Arthur Kriegel, Jacques Hartmann et moi-même. Les deux premiers étaient liés par une amitié qu'avait nourrie au départ leur commune origine alsacienne. De recourir à l'échange de confidences ou de plaisanteries en alsacien devait les réchauffer, bien qu'Arthur eût, lui, passé sa jeunesse à Strasbourg tandis que Jacques, son aîné de un an, l'avait passée à Colmar. Mais leur amitié tenait surtout à ce que l'un et l'autre, même s'ils en avaient l'âge, n'étaient plus des étudiants comme les autres. La guerre les avait éprouvés. Arthur avait eu, entre autres aventures, à organiser à Lyon l'évasion de son frère, détenu à l'hôpital de l'Antiquaille où lui-même, en première année de médecine, faisait fonction d'externe. Jacques, comme c'était obligatoire après 1940 pour les jeunes gens de l'Alsace annexée, avait alors commencé ses études en Allemagne où, opposant actif, il avait été arrêté et déporté à Sachsenhausen. De ces expériences, aussi extraordinaire que cela puisse paraître, nous n'avons à l'époque strictement jamais parlé. A quel interdit était-ce dû ? Même si nous étions puissamment polarisés sur les « tâches » qui nous pressaient, qu'est-ce qui empêchait que, dans les moments d'abandon, de fatigue ou de relâchement, à l'aube lasse de ces longues nuits passées sur la copie du numéro en préparation, nous ne parlions à cœur ouvert ou par allusions des peines et des malheurs qui s'étaient abattus sur nous il n'y avait pas très longtemps ? Dans le cas de Jacques, la chose aurait été d'autant plus « normale » qu'il n'était pas un déporté « racial » mais un « politique », issu d'une famille catholique. Je reviendrai sur ce scellement d'une mémoire devenue autophage.

Directrice de la publication et Jacques rédacteur en chef tandis que

---

Elle devait évoluer vers « l'opposition communiste » puis, plus carrément, vers l'opposition trotskiste avant de céder la place, en février 1928, à un autre titre, *La Lutte des classes*. C'est sans doute pour pallier mon ignorance initiale que l'un des premiers textes, relevant de mon goût pour l'érudition historique, que je publiai quelque quinze ans plus tard dans *Le Mouvement social* (n° 42, janvier-mars 1963, p. 117-135) portait sur la naissance de la revue et du mouvement *Clarté*. Précédée d'une assez longue introduction où je proposais de distinguer entre la gauche intellectuelle « fin de siècle » du temps de l'Affaire Dreyfus et cette autre « gauche intellectuelle » fondée sur une rupture plus fiévreuse avec l'ordre établi, la science et la raison — dont la figure emblématique me paraissait être Raymond Lefebvre —, il s'agissait d'une édition critique de dix documents inédits appartenant à la collection Jean Maïtron.

François Alamachère en était l'administrateur, nous avons du 9 décembre 1947, date du premier numéro, à mai 1949 publié seize numéros à raison de un par mois et de huit par année universitaire. A l'automne 1949 où nous cessions d'être étudiants, Jacques, élève de la promotion « Croix de Lorraine », sorti de l'ENA en décembre 1948 et moi de Sèvres, nous avons passé le flambeau à une nouvelle équipe dirigée par Michel Verret. André Charpentier, normalien géographe, taciturne, tendre et exact, devenait rédacteur en chef et Pierre Suzor administrateur.

C'était un vrai journal, format 42/48, de huit pages écrites en très petits caractères. Techniquement et à cette date, il témoigne des ressources dont dispose le milieu étudiant dès qu'il est sollicité de produire poètes, dessinateurs, caricaturistes, critiques de cinéma, de théâtre, et théoriciens. L'imprimerie où nous allions au marbre et qui se trouvait du côté de Gentilly ne devait pas épargner sa peine, car la mise en pages, la diversité des caractères, la multiplicité (excessive) des modes de titrage parvenaient à aérer les pages d'un texte souvent compact, bien que les articles fussent correctement intertitrés et que nous sachions déjà alterner brèves et études plus denses. Il y avait même une véritable maquette. La une était réservée à l'actualité politique avec un éditorial signé *Clarté*, la dernière page était consacrée à l'actualité culturelle sous le titre « L'œil écoute » emprunté à Paul Claudel (de manière surprenante ? Ce n'est pas sûr si l'on se souvient du goût qu'avait Aragon pour « l'immense poète <sup>1</sup> ». Au demeurant, moi aussi, j'ai plus tard « écouté avec les yeux », comme disait, sur un banc de la maison de cure de Villiers-Saint-Denis, un poète lettriste complètement sourd à Kazimierz Brandys, l'écrivain polonais qui rapporte la formule dans ses *Carnets*, le sourd ayant ainsi repéré qu'il avait « un petit accent »). La double page centrale, la plus riche d'informations prises à la source, traitait

---

1. *L'œil écoute* de Paul Claudel était paru en 1946 chez Gallimard. Le général de Gaulle avait tenu à remercier l'auteur qui le lui avait dédié : « Il m'est précieux, dans les circonstances présentes, de m'abreuver à la source de pensée et de sentiment que vous excellez à faire jaillir » (*Espoir*, déc. 1989). Dans la même veine, André Kedros (*L'Homme à l'œillet*, Robert Laffont, 1990, p. 258) raconte comment, en visite en compagnie de Tristan Tzara chez les Aragon à Saint-Arnoult-en-Yvelines un dimanche de novembre 1952, il entendit Louis réciter un long fragment de *Jeanne au bûcher*. Par contre, Jean Cassou (*Une vie pour la liberté*, Robert Laffont, 1981, p. 54-55) raconte que rendant avec sa femme une dernière visite à Clifford Barney rue Jacob, peu après mai 1968, « "ah, lui dîmes-nous, il est dommage que vous n'ayez pas vu le plus beau : la Sorbonne occupée par les étudiants, le piano dans la cour, et tous les murs des couloirs et des amphis bariolés d'inscriptions sacrilèges et magnifiques. Celle-ci par exemple : Plus jamais Claudel". Son visage s'éclaira d'un ravissement approbateur. "Non, dit-elle, avec son adorable accent qui soulignait sa conviction, non, plus jamais Claudel" ». Plus jamais Claudel ? Est-ce là pur sectarisme antichrétien ? Pas sûr. Cassou, un peu plus loin (*op. cit.*, p. 70), revenant à Claudel, écrit en effet : « La foi de ce génie puissant et avide de puissance m'a toujours paru une foi jalouse et qui, plus que de l'Évangile, tient du sacrifice d'Abraham et du Dieu de la Loi. » C'est donc chez Cassou plutôt l'anarchiste antireligieux qui exprime, à l'instar d'André Lhote, sa « méfiance de la fascination » ... « exercée par Claudel, génie dominateur ». La preuve, c'est que quelques paragraphes plus haut Cassou rend un hommage éclatant à Oscar Vladislav de Lubisz-Milosz (cousin plus âgé de Czeslas Milosz), diplomate lituanien, poète et « réactionnaire » bien autant que Claudel, avec une seule différence : ce n'est pas au catholicisme que Milosz a donné sa foi, mais à un ésotérisme singulier et fantastique, inspiré d'une lecture cabalistique de l'Apocalypse. Cependant la Girolame Carillo de Mendoza, dans le « mystère en six tableaux » de O.V. de L. Milosz, *Miguel Manara*, n'est-elle pas bien proche de la Jeune Fille Violaïne ?

de la vie matérielle des étudiants et de leurs luttes revendicatives. Une page, parfois une double page, consacrée à la politique internationale sous le titre sans surprise (à partir de 1949) de « Pour une paix durable » et une autre, sous le titre « Mythes et Réalités », destinée au combat d'idées, complétaient le sommaire.

C'était aussi un vrai journal d'étudiants. Sur seize numéros, Raymond Guyot ne signe qu'un seul éditorial. André Tollet est interviewé mais parce que le projet d'intégration des étudiants dans le système de Sécurité sociale pose alors la question, comme il le dit drôlement, de « l'union des blouses et des redingotes ». Bien des noms de dirigeants du Parti et d'intellectuels communistes apparaissent dans les colonnes de *Clarté*, mais surtout à l'occasion de manifestations et de conférences où leur présence est annoncée. C'est ainsi que Tristan Tzara préside en décembre 1948 le jury d'un concours (doté de nombreux prix) organisé par la cellule des étudiants en lettres sur le thème « la poésie d'aujourd'hui est-elle populaire ? ». La quasi-totalité de la copie est donc le produit de plumes étudiantes, résultat plus ou moins cohérent de discussions dans les commissions de travail dont s'entoure le comité de rédaction.

La plupart des articles, surtout dans les premiers numéros, ne sont d'ailleurs pas signés ou signés d'un pseudonyme ou encore en nom collectif, car les étudiants qui ont le goût et le temps de la vie partagée aiment aussi les signatures partagées. Pourquoi cet anonymat à triple formule ? Inclination à ne privilégier que le côté collectif, et sans interférence personnelle, de l'entreprise révolutionnaire ? Survivance ludique des récentes pratiques clandestines ? Précaution que croyaient devoir prendre, à tort ou à raison, des étudiants qui se jugeaient exposés à des retours de bâton de la part d'une société dont la tolérance n'était pas encore ce qu'elle est devenue maintenant qu'elle n'est plus menacée de subversion intérieure ? D'une société aussi très timorée à l'égard de tout ce qui pouvait favoriser la rencontre sur un pied d'égalité entre garçons et filles : *Clarté* signale dans son numéro 6 qu'à l'École de physique et chimie la « strass<sup>1</sup> » a refusé de laisser faire le « dîner de promo » à l'intérieur de l'école. Pourquoi ? « Le quartier pourrait s'émouvoir en voyant sortir des jeunes gens et des jeunes filles à une heure si tardive. » Tardive ? 11 heures du soir.

L'usage du pseudonyme n'était peut-être pas seulement un moyen de se protéger des curiosités morigénatrices de la société établie. Le « groupe Barbara » par exemple qui signe un article de philosophie — je dois à Hélène Védrières de m'avoir rappelé l'épisode — dissimulait une tentative de la cellule des étudiants en philosophie de la Sorbonne, parmi lesquels Jean-François Le Ny, Marianne Schwab, J. Zompf, de réfléchir d'une manière un peu autonome et d'en témoigner par une étude critique qui prenait à partie les simplifications du livre d'Henri Lefebvre, *Logique formelle et logique dialectique*. Le pseudonyme ne suffit d'ailleurs pas à les protéger des foudres partisans : Jean Kanapa fut dépêché pour, patelin, les inviter à plus de modestie tandis qu'au Dupont-Latin, en présence de

1. L'Administration en argot de taupe.

Victor Leduc, il rappelait Arthur, responsable de la commission idéologique du journal, aux devoirs de sa charge.

Il est difficile de discerner à coup sûr les talents naissants. Deux caricaturistes qui signent Urs et C. Mendelovic ont du trait, du mordant. Le second va animer en 1950 un Atelier d'art politique qui regroupe, au sein de l'Union des arts plastiques, des artistes et étudiants — peintres, sculpteurs, graveurs, dessinateurs, architectes, décorateurs — entendant « montrer, par des images frappantes, vivantes et réelles, ce que les mots ne peuvent pas décrire<sup>1</sup> ». Ils utilisent de préférence une technique, la gravure sur linoléum, qui évite les frais de clichage. Mittelberg (le « Tim » de *L'Express* vingt ans plus tard) laisse aussi *Clarté* reprendre des dessins de lui qui ne sont pas parmi les moins violents, notamment l'un (n° 2, 3 mai 1950) qui, sous le mot d'ordre « Boycottez la presse pourrie », montre une prostituée dont la guêpière porte la mention *Figaro*. Elle est en train d'ouvrir la porte de sa salle d'attente où sur un banc font queue trois officiers SS tandis que François Mauriac, en uniforme d'académicien, aide un quatrième poussah SS à remettre son manteau.

Vendu 12 francs en décembre 1947, puis 15 francs à partir d'octobre 1948 et 20 francs en novembre 1949, le journal fut-il un succès de diffusion ? Une circulaire signée de « L'administration de *Clarté* » indique que le numéro 6, sorti le 17 avril 1948, avait été tiré à 8 000 exemplaires. Deux mille d'entre eux avaient été vendus dès le lendemain lors d'un rassemblement de la jeunesse qui s'était tenu le dimanche 18 avril au stade Buffalo avec Maurice Thorez et une « vente de masse » était prévue le 1<sup>er</sup> mai. Cependant, le 24 avril, il restait encore 3 000 exemplaires à la permanence de la rue des Carmes. Le numéro spécial, édité après les incidents du 11 novembre 1948, fut vendu à 4 000 exemplaires. Je n'ai retrouvé des indications plus précises que pour l'année universitaire 1949-1950. Dans le numéro 20 (janvier 1950), on indique que les numéros 18, 19 et 20 se sont vendus respectivement à 1 800, 2 800 et 3 200 exemplaires. A l'assemblée des étudiants communistes de la région parisienne tenue sous la présidence d'André Voguet, le 1<sup>er</sup> juillet 1950, fut présenté un rapport sur *Clarté*. J'en ai conservé le texte manuscrit. C'est un brouillon, non signé, de ce fait j'en ignore l'auteur. Tout ce que je peux dire, c'est qu'il n'est pas de la main de Michel Verret dont je connais bien l'écriture pour avoir eu si souvent à déchiffrer ses notes, soit au comité consultatif des universités où nous avons siégé longtemps côte à côte dans les années 70, soit lors de soutenances de thèse où nous avons participé aux mêmes jurys. Qu'indique ce rapport ?

« Partis au début de l'année avec un déficit de 65 000 francs, auquel il convient d'ajouter une assez forte mévente des premiers numéros de l'année, et un numéro distribué gratuitement à Pâques, nous nous sommes trouvés légèrement bénéficiaires au début du troisième trimestre. Ceci grâce à la souscription, grâce à notre représentation théâtrale, grâce enfin au progrès considérable que fit la diffusion au deuxième trimestre. Un remarquable effort de diffusion a été fait à

---

1. Quinze années plus tard, en juin 1964, j'ai la surprise de découvrir les tableaux de Claude Mendelovici, devenu peintre des bords de Seine près de Rouen, sur les cimaises de la galerie Kriegel dont, avenue Matignon, était propriétaire mon beau-frère André.

cette période par de nombreuses cellules qui doublèrent et même davantage le chiffre de leur vente. »

La souscription, c'était la « grande souscription » lancée au tout début de l'année universitaire pour la défense de *Clarté* « menacé de poursuites ». Le 30 octobre 1949, en une dizaine de jours, 51 931 francs avaient été collectés en médecine, à langues o., en fac des lettres (histoire, langues, lettres, philosophie, psychologie, géographie), à la fac des sciences, à Sciences-po, en droit, au préventorium de la rue Quatrefages, dans les maisons communautaires, les ENS, dans les lycées Henri-IV, Fénelon, Chaptal, Condorcet, Racine... Quinze jours plus tard, le bilan était encore plus réconfortant puisque, dans le numéro 17 (3 novembre 1949), le total — fondé sur une comptabilité détaillée où, à la liste précédente, s'ajoutaient Beaux-Arts, École des Mines, Jules-Ferry, Decour, Louis-le-Grand — atteignait 81 866 francs, soit l'équivalent d'une vente de 4 000 numéros.

La représentation théâtrale était celle de la pièce de Clifford Odets, *Ils attendent Lefty* (*Waiting for Lefty*), traduite par Clement Harari et Milan Kepel. Suivie d'un débat avec Pierre Courtade, Vladimir Pozner et André Wurmser sur l'Amérique, elle avait le 26 janvier 1950, sous le patronage de *Clarté*, de l'Atelier d'art politique et du Théâtre indépendant, fait salle comble — « un véritable triomphe » : 2 500 personnes s'étaient bousculées aux portes de la Mutualité, notait dans son compte rendu Henri Mitterrand, enthousiasmé par le « bouleversement total du théâtre » que constituait cette « première réussite du théâtre prolétarien » dont l'action se déroule à New York au cours d'un meeting de chauffeurs de taxi sur le point de décider la grève. Un succès qui répétait celui, également triomphal, qu'avait obtenu la pièce d'Odets en automne 1934 quand le Groupe Théâtre, une compagnie de gauche au sein de laquelle fonctionnait une cellule communiste, l'avait jouée à New York, avec, dans son rôle principal, le jeune Elia Kazan. Qui aurait pensé qu'en 1952 Clifford Odets et Elia Kazan donneraient à la Commission des activités anti-américaines les noms des membres du Parti au sein du groupe ?

Les progrès de la diffusion, c'était par exemple ceux de la cellule de la rue d'Ulm qui, vendant jusque-là 148 *Clarté*, avait lancé à la cellule d'histoire le défi d'atteindre une vente de 250 exemplaires pour le numéro 20. Défi relevé puisque les historiens avaient vendu 280 exemplaires et lancé à leur tour un défi aux cellules de psychologie et de philosophie. La cellule de psychologie était d'ailleurs passée entre-temps d'une vente de 33 exemplaires pour le numéro 18 à 150 pour le numéro 20. C'est « le journal étudiant qui se vend le mieux », concluait le rapporteur, et il n'y a pas de raison de ne pas le croire.

Le champion de la rue d'Ulm qui avait mis en branle cette chaîne de records n'était autre qu'Emmanuel Le Roy Ladurie, une fantastique NMPP<sup>1</sup> à lui tout seul. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, comme

1. NMPP : Nouvelles Messageries de la presse parisienne.

on s'étonnait devant moi quelque quarante années plus tard qu'il eût accepté la fonction d'administrateur de la Bibliothèque nationale tant il donnait l'impression, avec son sourire candide et ses yeux myopes, d'être royalement indifférent à la quotidienneté des choses, je pus prédire qu'il s'en tirerait fort bien. Quand on a su organiser la diffusion d'un journal étudiant, la gestion d'une bibliothèque, fût-elle nationale, ne pouvait qu'apparaître aisée.

*Clarté* proposait en outre à ses lecteurs de se retrouver à des manifestations variées — à des rencontres avec des écrivains comme, le 12 mars 1948, celle qui a lieu au Centre culturel France-URSS, 21, rue des Carmes (où se tenaient les comités de rédaction) : Jorge Amado dédicace son dernier roman, *Terre violente* ; à des cycles de conférences dont la première, « Qui pousse à la guerre ? », est donnée à la Mutualité le 5 février 1948 par Pierre Courtade. Le suit dix jours plus tard Raoul Calas qui traite de « Liberté, famille, nation d'après le *Manifeste communiste* ».

Le clou de la saison, c'était le grand bal du mardi gras que, de 21 heures à l'aube, *Clarté* organisait à la salle des fêtes de la mairie du V<sup>e</sup>. Un bal qui a joué le rôle classique dévolu à ce style de fête dans la société traditionnelle. Maints romans conformes ou non au moralisme communiste s'y sont ébauchés ; maints couples s'y sont formés pour le meilleur et pour le pire — qu'il s'agisse des couples ou de leur appartenance à l'univers communiste. Il était notamment couru par les étudiants coloniaux, assurés de ne pas s'y heurter à quelque forme de xénophobie ou de racisme que ce soit. Les étudiants marocains, avec leur haute stature de guerrier berbère, avaient la cote parmi les jeunes filles un peu timides que ravissait leur humeur batailleuse.

Le bal, baptisé « goguette » — très ancienne appellation puisque c'est dans les « goguettes » sous la Monarchie de juillet que Pottier, l'auteur de *L'Internationale*, le vieux « po-po », avait commencé à composer des chansons —, fut encore au tournant des années 50 de notre siècle la manière communiste la plus répandue de s'amuser. Certes n'avaient pas disparu les plaisirs des années 30 : les sorties dominicales en groupes, les balades hors les murs, les déjeuners sur l'herbe et les pique-niques, les baignades et parties de canotage à Nogent — c'est encore après avoir dîné dans une guinguette des bords de Marne avec Boris Taslitzki qu'Arthur m'a conduit un soir de 14 juillet à la clinique des Métallurgistes, rue des Bleuets, pour y accoucher d'Irène —, les fêtes champêtres de Garches dont une variante fut, à partir de 1930 et dans le même lieu, la fête annuelle de *L'Humanité* qui après guerre émigra sur la pelouse de Reuilly. D'ailleurs, la dernière grande assemblée d'étudiants communistes à la veille des examens de juin, nous la tenions sous tente dans le parc de Bonneuil où nous faisions alterner débats politiques, causeries théoriques, chansons et chants. Mais tout de même ce que nous aimions le plus, c'était danser.

Fut-ce là aussi une manifestation de cette avidité mise à récupérer tous les plaisirs des sociétés antérieures ? La goguette, comme avait été



le bal, qu'il se déroulât dans un palais ou, musette, dans les rues populaires et pavoisées du 14 Juillet, était sujet d'émoi pour les plus austères ou timides militants. Elle leur donnait cette ivresse sans poison que procure l'excitation physique quand tournent les têtes. Sur une vieille image colorée du temps de Louis-Philippe, n'avais-je pas lu ce distique :

« L'attente du plaisir fait palpiter ton cœur  
Et dans l'espoir du bal tu mets tout ton bonheur. »

Avions-nous beaucoup changé par rapport au temps où ces demoiselles qui s'appelaient Camille et Amélie s'émouvaient ? Guère puisque à l'heure du souvenir, chanter la rengaine :

« Le plus beau tango du monde  
C'est celui que j'ai dansé dans tes bras »,

nous fait encore rosir.

De quoi a été victime le bal ? Que signifie pour les jeunes d'aujourd'hui de l'avoir remplacé par la sortie « en boîte » ? Peut-être, comme Françoise Sagan l'observe avec malice, de ce qu'a disparu d'abord « l'époque bénie où l'on dansait à deux ». Peut-être faut-il incriminer l'attraction des grands nombres et le goût pour la passivité anonyme. On va à cent mille voir un show, écouter un concert rock, assister à un spectacle où jeux de lumière, chorégraphie, costumes s'enroulent autour d'une vedette qui, chanteur ou danseuse, n'en restitue par pour autant à la musique une place primordiale. Avant 1960, un couple marié sur six s'était rencontré au bal : existe-t-il une relation entre le déclin du bal et celui, dans les années 70-80, de l'institution du mariage ?

Le premier numéro de *Clarté* était apparu en pleine tempête. Quand il sort le 9 décembre 1947, l'Université vient de traverser, du 24 au 30 novembre, une semaine de grève et d'agitation à l'appel du Syndicat de l'enseignement supérieur.

Ce sont des professeurs (le corps des assistants existe à peine) qui mènent ces mouvements. Les noms d'Ernest Kahane, Marcel Prenant, Georges Tessier, alors directeur du CNRS, Wyard, professeur de minéralogie, reviennent dans tous les comptes rendus. Sont touchés la Sorbonne — plus encore l'aile consacrée aux sciences que l'aile des lettres —, l'Institut Henri-Poincaré, l'Institut national d'orientation professionnelle, les Beaux-Arts, les Arts décoratifs. Le petit personnel, les personnels des bibliothèques, les agents des grands lycées du Quartier latin conduisent de leur côté des grèves catégorielles. Le 29 novembre, le comité de grève de la Sorbonne se transforme en comité central de grève de l'enseignement public. Le même jour, le préfet fait fermer les portes de la Sorbonne par la force publique.

Les étudiants, eux, viennent en renfort. Le vendredi 28 novembre, relate *Clarté*, « M. Bachelard trouve son amphî quasi désert ; sur intervention d'un délégué du comité de grève des étudiants en philosophie,

la moitié des assistants demande la suspension du cours. L'air soucieux, M. Bachelard quitte la salle parmi les sourires d'approbation et les applaudissements de ses élèves ».

Comme il arrive dans ce genre de situation, le mouvement universitaire est inextricablement dépendant de deux ensembles distincts dont il reçoit des incitations différemment justifiées.

Le premier ensemble, c'est celui du mouvement social d'une rare violence qui secoue au même moment le pays. Après une première vague de grèves au printemps précédent qui ont affecté le secteur public, la métallurgie, les banques, les grands magasins et les transports, puis une seconde vague en septembre qui, partie du secteur public, a ranimé la combativité du secteur privé, la troisième, en novembre-décembre, prend une allure insurrectionnelle, à Marseille d'abord, puis dans les Houillères. Quand, le 28 novembre, vingt fédérations CGT se constituent en comité central de grève, métallurgie, textile, chimie, alimentation, bâtiment, transports, services publics sont concernés. Dès lors, le mouvement universitaire ne fait que joindre ses maigres forces qui jouissent d'un crédit certain dans l'opinion publique à un gigantesque affrontement dont on ne saurait nier la dimension révolutionnaire ou, au moins, politique, même si reste encore un objet de débat historique : la question de savoir jusqu'où souhaitaient aller les communistes.

Ce sont les professeurs et étudiants communistes seuls qui poussent à la roue au nom d'une « solidarité avec la classe ouvrière », cette fois authentique et tangible. Situation inverse de celle qui prévalut vingt ans plus tard quand, en 1968, le mouvement étudiant, dont la primauté dans le temps et sur le terrain était incontestable, chercha vainement à se rencontrer avec un mouvement social ; même après avoir pris le mors aux dents, celui-ci se refusa à coopérer avec la jeunesse des écoles. En 1947, étudiants de la Cité universitaire — où la police, après avoir dispersé les piquets de grève, en arrêta dix qui, deux jours plus tard, se voient notifier leur exclusion — et ouvriers d'Hispano-Suiza et de la SNECMA voisins déjeunent tous ensemble à la même cantine.

De là discussions et débats sur le caractère « politique » et « opportun » de la grève en milieu universitaire et étudiant. *Clarté* se lave en termes lyriques, dans le style de la rhétorique d'époque, de tout soupçon de manipulation :

« Grève inopportune, grève politique, vous allez, moulinant ce refrain. Mais, camarades, écoutez-les, ces métallos, ces instituteurs, ces terrassiers, écoutez-les. Les bourgeois disent : "L'émeute gronde." Non, écoutez la grande rumeur. C'est le cri magnifique : "Nous voulons vivre." Vivre, le cri des hommes de demain. Vivre. Et passe le souffle de toutes les amours, de toutes les enfances<sup>1</sup>. »

La situation concrète au Quartier latin légitime que se déclenche une grande bataille revendicative. C'est à ce carrefour que, sur le moment et dans les années qui suivent, va camper *Clarté*. Les étudiants

---

1. *Clarté*, n° 1, décembre 1947, p. 3, 9.

communistes s'y trouvent en terrain solide et ils ont des vues sinon à la hauteur de ce que sera réellement l'avenir dans les deux ou trois prochaines décennies, du moins qui vont dans un sens que l'avenir vérifiera.

Un éditorial intitulé « L'Université dans la Nation » — non signé et, sans en avoir la certitude, il me paraît possible d'y avoir prêté la main — souligne, dans ce premier numéro de *Clarté*, les facteurs qui contribuent au mûrissement d'une crise du système universitaire. Outre les séquelles d'une guerre qui « a rasé les facultés de Caen, malmené celles de Lyon et de Strasbourg, épuisé les réserves matérielles des laboratoires, tari le renouvellement des bibliothèques », outre la multiplication par dix, en raison de la dévaluation du franc et de la hausse des prix, des dépenses de fonctionnement de l'Université (de 2 300 000 francs en 1945 à 11 millions en 1947 pour les frais de chauffage, d'éclairage et d'entretien), deux évolutions majeures doivent désormais être prises en compte : l'accroissement du nombre des étudiants (passé de 21 000 en 1885 à 41 000 en 1912, puis 121 000 en 1946) que rendent souhaitables les besoins de l'industrie et de l'agriculture en techniciens de haut niveau et le développement de la recherche scientifique.

Rien là qui ressemble à une prescience de la formidable croissance universitaire des années 60-70. Mais une analyse exacte des tendances qui commencent à se manifester. Comme est exacte l'analyse corollaire des deux catégories de déficits que la crise du système a déjà commencé à creuser. La première : quant aux ressources que fournissent aux universités droits universitaires payés par les étudiants et subventions de l'État. Sur les 525 millions auxquels les services du ministère de l'Éducation nationale ont estimé qu'au plus strict minimum devraient atteindre en 1948 les dépenses universitaires, 280 millions seulement sont fournis par les recettes propres et les subventions spéciales au niveau où celles-ci sont prévues. Seconde catégorie : le déficit en personnel enseignant puisque, si le nombre d'étudiants depuis 1900 s'est multiplié par trois, le nombre des enseignants ne s'est accru que d'un quart, portant le taux d'encadrement à un professeur pour 56 étudiants. Le nombre des chaires d'État à Paris n'est passé que de 143 en 1910 à 190 en 1946.

De cette analyse doublement exacte au regard des tendances qu'elle percevait découlait un exposé de solutions qui n'avaient rien d'original mais qui annonçaient ce qui se fera plus tard sans plus d'originalité. Pour commencer, une augmentation des crédits d'État destinés aux constructions nouvelles qu'exigeait l'accroissement des effectifs étudiants, notamment en sciences et en médecine, et une augmentation des traitements et moyens de travail du corps professoral.

Comme il s'agissait tout de même d'un journal qui s'adressait aux étudiants, s'ensuivit un exposé détaillé des revendications qui permettraient aux étudiants de n'avoir ni faim ni froid — ou plutôt moins faim et moins froid : « Le niveau des études ne se relèvera pas seulement parce qu'on agrandira les amphithéâtres et qu'on achètera des microscopes et des livres. Il faut des étudiants pour garnir ces amphithéâtres et pour

lire ces livres. » Encore une fois, la rhétorique misérabiliste qui, dans les années 70-80, à propos des difficultés matérielles de la jeunesse étudiante, avait de quoi faire sourire n'était pas abusive en cette fin des années 40. Ne lit-on pas d'ailleurs jusque dans *Le Figaro* du 8 avril 1948 un appel « au secours de la jeunesse française » qui reprend la suggestion formulée par des lecteurs : une ou deux fois par semaine, à la table des familles qui le souhaiteraient, mettre un couvert de plus pour un étudiant en difficulté ? C'était là retrouver la tradition judéo-allemande du *Tägesser*, ce garçon doué issu d'une famille pauvre invité à partager le repas de midi notamment à la table de son maître et dont la fille de la maison, au plaisir mitigé de son père, tombait fréquemment amoureuse. Cette scène classique de la littérature romanesque et des « apprentissages » de langue yiddish ou allemande, Arthur Schnitzler la narre avec humour dans *Une jeunesse viennoise*. Il y raconte comment sa sœur avait dû tenir secrètes des années durant ses fiançailles avec Marcus Hajek, le *Tägesser* de la maison, petit juif hongrois dont son père, Johan Schnitzler, pourtant lui aussi parti de rien mais laryngologue arrivé, directeur de la polyclinique de Vienne, professeur à l'Université et *Regierungsrat*, avait fait volontiers son assistant mais avec tiédeur son gendre. En France, la rigueur avec laquelle la vie privée continuait d'être préservée empêcha cette tradition charitable de s'instaurer.

Nombre et nature des bourses, conditions de logement, gestion des restaurants universitaires, organisation des centres de prévention et de soins pour une jeunesse où la tuberculose atteignait jusqu'au quart des étudiants pauvres, tout était à repenser, réviser, augmenter, inventer comme l'avait mis en évidence le récent congrès que l'Union nationale (on ne disait pas encore l'UNEF mais l'UN) avait consacré à la vie matérielle des étudiants. De là une conclusion d'un intérêt considérable à long terme que l'éditorial en question développait tout à loisir : la nécessité d'une transformation des anciennes « corpos » et des « groupes d'études » en *syndicats*. Avec, par anticipation, l'introduction d'un vocabulaire emprunté au mouvement ouvrier : il fallait rédiger des « cahiers de revendications », se réunir en « assemblées générales », « décider en commun » la grève, etc.

Dès lors, et c'est de loin le meilleur de chaque numéro, la rubrique « Notre vie, notre lutte » développe sur deux pleines pages tout ce qui a trait au combat de type syndical. Ce qui concerne les étudiants en général : logements, bourses, restaurants universitaires, cours photocopiés, réduction de 50 p. 100 sur le prix des transports, participation à la gestion des institutions universitaires, intégration à la Sécurité sociale (la loi en cette matière est votée en 1948). Ce qui concerne aussi les diverses catégories d'étudiants : élèves des "grandes écoles, étudiants anciens combattants, étudiants des pays d'outre-mer, lycéens, jeunes ménages, étudiantes (on demande des crèches pour les bébés du *baby boom*), candidats à l'agrégation (on demande la parité avec les élèves des ENS). *Clarté* rejette avec force l'idée selon laquelle « il y aurait trop d'étudiants », comme semblent l'attester les difficultés d'installation des

promotions de titulaires de la licence en droit et surtout des promotions en médecine. (En 1945, la France comptait au total 25 402 médecins pour 150 000 au 1<sup>er</sup> janvier 1986. Pourtant, les difficultés d'installation étaient telles que, sur 682 jeunes médecins qui s'étaient inscrits au Tableau de l'ordre départemental de la Seine de septembre 1946 à septembre 1947, 301 n'étaient pas installés un an plus tard.) *Clarté* défend, sous la signature d'André Charpentier, l'idée plus féconde selon laquelle les étudiants devraient être désormais considérés pour ce qu'ils sont : des travailleurs en formation et, de ce fait, recevoir salaire, ou présalaire, financé et par l'État et par une taxe spéciale prélevée sur les entreprises publiques ou privées utilisatrices de diplômés.

Le logement est le souci prioritaire en raison de l'abominable « crise du logement » due moins aux destructions de la guerre qu'à la formidable poussée démographique que provoque l'addition de deux phénomènes concomitants : le redressement de la natalité et l'immigration provinciale — il y a en région parisienne 180 000 nouveaux venus par an. Sur 52 000 étudiants inscrits à l'Université de Paris en 1946-1947, 20 000 avaient besoin d'une chambre. Tandis que le préfet de la Seine réquisitionnait une centaine de chambres d'hôtel, 25 chambres de bonne et dix anciennes maisons de tolérance, le comité parisien des Œuvres sociales en faveur des étudiants, fonctionnant sous le contrôle du ministère de l'Éducation nationale, fournissait de son côté 417 chambres en accord amiable avec des hôteliers et 1 012 chambres offertes par des particuliers. Au total, moins de 2 000 chambres. L'idée avait été lancée de prospecter dans les V<sup>e</sup>, VI<sup>e</sup>, VII<sup>e</sup> arrondissements les appartements insuffisamment occupés ou les hôtels de passe, mais les difficultés juridiques et pratiques dans les deux cas la firent échouer. Quant à construire une nouvelle Cité universitaire...

Le seul succès immédiat, dont la presse parla abondamment pour ce qu'il avait de pittoresque, ce fut l'octroi aux étudiants des « maisons » dont Marthe Richard était parvenue à obtenir la fermeture. Un étudiant en médecine issu de l'Action catholique, Philippe Paumelle, fut élu président des comités de gestion de ces maisons rebaptisées du nom plus attrayant de « maisons communautaires ». La même inspiration le guidera quand il sera, dans les années 60-70, l'un des animateurs du mouvement en faveur de la « psychiatrie de secteur », version anticipée et modérée de l'antipsychiatrie en même temps que rempart contre elle, et, avant sa mort très prématurée, le président de l'Association de santé mentale du XIII<sup>e</sup> arrondissement.

J'ai moi-même habité, en 1948-1949, dans la maison du 25, rue Sainte-Apolline, une chambre dont j'ai conservé la définition certifiée par Paumelle le 15 novembre 1948 : « ne possède ni gaz ni électricité pour faire la cuisine ». Problème mineur : j'allais faire ma cuisine chez mon voisin qui, lui, avait droit à une arrivée de gaz.

Au moment de mon mariage, l'une de mes tantes, l'année précédente, avait pu me procurer un petit logement meublé dont étaient locataires en titre des amis juifs à elle, réfugiés pendant la guerre dans le Midi et

qui ne s'étaient pas encore décidés à remonter à Paris. Mais ils avaient, au terme de cette année universitaire 1947-1948, réclamé leur bien. Sur proposition de Philippe Paumelle qui habitait, lui, la maison mère de la rue Blondel, nous transportâmes nos pénates dans une maison nouvellement attribuée, rue Sainte-Apolline — une étroite et sombre rue qui débouchait à angle droit presque sur le carrefour Saint-Denis. La rue Blondel devait avoir connu des temps plus honorables puisque Alphonse Daudet y place la brasserie où ce brave Suisse de Risler buvait de la bière avec des *prachtels* (des bretzels ?) salés.

La rue Sainte-Apolline, elle aussi, devait avoir eu, dans sa catégorie, son heure de notoriété : Aragon, dans *La Mise à mort*, décrivant un « foutoir », signale la présence d'un miroir Brot qui « avec sa dégaine 1900... avait l'air de sortir de la rue Sainte-Apolline ». Elle avait au moins une commodité : il suffisait de traverser le boulevard pour être au marché de la rue du Faubourg-Saint-Denis, l'un des mieux achalandés de Paris en choux et en raves.

Pour le reste, ce n'était pas la grande vie. Les filles qui avaient été les pensionnaires des maisons n'avaient pas changé de métier. Elles se tenaient maintenant sur le trottoir devant la porte de leur ancien établissement. Elles ne nous en voulaient pas d'avoir pris leur place à l'intérieur, mais, tout de même, cet environnement sordide, cette cohabitation ignoble avec les « clients », les maquereaux piliers de bars d'où étaient jetés, dans les caniveaux puants, ivrognes et pauvresses, il ne suffisait pas, pour s'y faire, de mobiliser son humour et d'évoquer la poésie de Francis Carco. Honnêtement, il vint un moment où, enceinte, on dut m'évacuer : dès qu'arrivée au coin du boulevard d'où j'apercevais la rue Sainte-Apolline, j'étais prise de vomissements incoercibles.

L'arrivée dans ces lieux n'avait pourtant pas manqué de pittoresque. La maison de la rue Sainte-Apolline n'était certes pas l'une des plus reluisantes dans sa catégorie. Elle avait conservé des barreaux à toutes les fenêtres, des glaces sur tous les murs et aux plafonds, destinées sans doute à permettre aux clients de contempler leurs ébats. Une fois achevée la répartition amiable des chambres selon leur taille entre célibataires, couples et couples avec enfant, on procéda à un aménagement sommaire. Les glaces disparurent et dans les escaliers — c'était ce qu'il y avait de plus amusant : il y avait beaucoup d'escaliers pour que les clients « d'avant » pussent monter et descendre sans se rencontrer — une certaine animation me rappelait le plaisir déjà enfui des jours de changement de cothurne à Sèvres. Sur le même palier que nous habitait un discret étudiant en médecine, Guedj, originaire de Tunisie, qu'au cours d'un de mes voyages dans une communauté juive de province je retrouverai trois décennies plus tard.

En somme, à reprendre les statistiques indiquées plus haut, nous avons plutôt été parmi les chanceux. Philippe Paumelle était un homme de bien. Un peu « scout » peut-être, et alors ? Scout démocrate en tout cas. Sans faiblesse, il fit régner l'ordre dans les trois maisons de la rue Blondel et de la rue Sainte-Apolline — ç'aurait été autrement invivable

—, mais un ordre consenti par tous et géré par des comités effectivement élus.

En fait, et une enquête de *Libération* en mai 1949 le soulignait, étudiants catholiques et communistes constituaient les deux catégories les mieux représentées parmi les résidents. Dans *Clarté*, Mittelberg avait représenté savoureusement la chose en l'illustrant par un dialogue — dans une chambre aussi nue que l'étaient les nôtres ! — entre, assis sur deux chaises qui se faisaient face, Jésus-Christ et Karl Marx tenant sous le bras, l'un Le Nouveau Testament, le second *Le Capital*. C'est au côté catholique qu'appartenait Daniel Le Comte, jeune Lillois de vingt ans alors élève de l'IDHEC et qui, d'abord monteur aux Actualités Gaumont, puis réalisateur, créera à la télévision l'émission « Ombre et Lumière » et réalisera de grandes séries consacrées à l'art moderne. C'est d'ailleurs à l'occasion d'une rétrospective qui, à Beaubourg, en 1989, retraçait son itinéraire qu'il eut l'idée d'entreprendre une enquête sur ce qu'étaient devenus ses anciens colocataires de la rue Blondel et de la rue Sainte-Apolline et qu'à son initiative nous nous sommes retrouvés.

La hausse des prix devait ensuite s'imposer comme une source de préoccupation essentielle, notamment pour les boursiers<sup>1</sup>. Ainsi s'explique l'enquête d'André Charpentier sur « L'Étudiant sans livres », qui commençait ainsi : « L'étudiant de la *Vie de bohème* manquait de tout mais il avait des livres, à ne savoir qu'en faire. L'étudiant de 1948 manque également de tout, mais il n'a même plus de livres. »

Cette attention que porte *Clarté* au repérage des revendications et des mouvements revendicatifs qui scandent la vie étudiante — et par exemple à la rentrée 1948 la grève des loyers à la Cité universitaire — se cristallise dès le numéro 10 du 1<sup>er</sup> décembre 1948 en un article que, cette fois, je signe de mon nom et qui s'intitule : « Pour un syndicalisme étudiant ». Dès lors que l'étudiant serait considéré comme un travailleur, qu'il toucherait de ce fait une rémunération correspondant à son travail, il aurait à apprendre, comme tous les travailleurs, « la vertu de l'union et de la lutte pour la satisfaction de ses revendications matérielles et professionnelles ».

1. Le 1<sup>er</sup> décembre 1947, *Clarté* publie, sous le titre « Le (taux) ridicule tue » (déjà le jeu de mots fait prime !), un tableau de l'évolution des dépenses :

	Oct. 1945	Oct. 1946	Oct. 1947	Oct. 1948
Logement (Cité U., Maison des Provinces) .	1 200	1 200	1 300	2 800
Repas (Restaurant U.) .....	1 320	2 100	3 000	3 900
Métro.....	120	240	300	600
Tabac.....	176	290	480	650
Polycopiés.....	140	195	250	360
Blanchissage .....	100	150	175	350
Journal .....	60	120	150	210
Total .....	3 116	4 295	5 655	8 870

Or le taux mensuel des bourses varie entre 3 750 francs et 7 000 francs par mois, soit un déficit de 1 870 francs à 5 120 francs. Encore la question du nombre de bourses est-elle au moins aussi pressante que celle de leur taux puisque, sur 6 000 étudiants à la faculté des sciences, il n'y a que 92 boursiers.

J'examinai donc les indices d'« une transformation lente mais profonde [qui] se manifeste dans la structure du monde étudiant : toutes les formes de groupements étudiants, traditionnelles ou non, évoluent bon gré mal gré vers une forme unique, le syndicat, organe de défense des intérêts des membres de la corporation étudiante ». En témoignaient l'évolution de l'UNEF dont le sigle s'était imposé en 1946 après contraction ou extension de divers sigles antérieurs (UNAGEF, UNAC, UN) ; la fondation de l'Union des grandes écoles qui, en juillet 1947, sous l'impulsion d'un étudiant chrétien, Christian Beullac, alors condisciple de mon frère Henri à l'École des Mines et résidant comme lui à la Maison des Mines de la rue Saint-Jacques), prenait la succession du Cercle économique et social inter-écoles, lancé par le Cercle de l'X, le plus performant en 1945-1946, pour développer les contacts entre les grandes écoles techniques : dès sa réunion constitutive, l'UGE posait la question de son adhésion en bloc à l'UNEF ; la constitution enfin de sections syndicales, tout à fait reconnues puisque rattachées à des fédérations et confédérations ouvrières, dans les ENS, à l'ENA, à l'INOP, dans les écoles normales primaires.

Que les étudiants communistes s'attachent à défendre les intérêts de leurs camarades, il n'y avait rien là que de conforme à la pratique constante exigeant des communistes d'être le levain dans une pâte qu'une action revendicative ferait lever au premier chef. Cependant, la forme d'organisation dans laquelle celle-ci devrait se couler était fonction des lieux et des circonstances. L'UJRF, par exemple, se donna beaucoup de mal pour implanter *ex nihilo* dans les classes de second cycle et les « prépas » des lycées de la région parisienne des « amicales » qu'une fédération aurait regroupées. Le 8 mai 1947, les délégués de treize lycées où existait l'amorce d'un « comité d'initiative d'amicale » s'étaient réunis pour décider que cette fédération encore dans les limbes s'annoncerait en prenant en main les traditionnels monômes du bac et en organisant un grand bal, le soir du dernier jour de l'écrit, avec tous les orchestres amateurs de lycéens. En fait, l'écrasante présence, à la tête de ces structures encore fragiles, de militants de l'UJRF, tout à la fois désireux d'associer à leur projet des jécistes mais pleins de la crainte de se le faire voler par eux, devait condamner ces amicales à ne faire que d'évanescents apparitions en perpétuel retour.

Dans les grandes écoles, après divers tâtonnements (comme le lancement de cercles laïques, présyndicalistes, culturels), le Parti avait confié aux dirigeants communistes de l'UNITEC la mission d'étudier le problème posé par l'action de masse parmi les élèves des écoles d'ingénieurs. Ceux-ci avaient conclu dans un rapport de décembre 1946 qu'il n'était pas possible de créer des groupes d'appellation uniforme en raison de l'attachement de chaque école à sa singularité. Le mieux était donc que les élèves communistes participent aux cercles existants en s'efforçant de les faire évoluer de l'intérieur.

*Clarté* allait refléter cette action coordonnée des étudiants communistes pour monter, animer, prendre la direction d'organisations de type syndical. Dès 1949, c'est un communiste, signataire de son nom dans *Clarté*, Gérard Milhaud, qui devient président du groupe d'études de psychologie.



Je me rendis moi-même en observatrice au congrès de l'UNEF qui se tint à Pâques 1949 au Touquet. C'était le quatrième congrès depuis la Libération, après ceux de Grenoble en 1946, de Strasbourg en 1947, de Nice en 1948. A Grenoble — où se rencontrèrent et sympathisèrent, comme ils s'amuserent à s'en souvenir et s'en féliciter trente ans plus tard, un étudiant en médecine, envoyé alors par l'URJF, Arthur Kriegel, et un étudiant en lettres, alors président du groupe d'études antiques et président de la Fédération des groupes d'études des lettres (FGEL) de la Sorbonne, Jean-Marie Lustiger — avait été adoptée la fameuse Charte qui avait décidé, dans l'esprit de la Résistance, d'infléchir la vieille « coterie des fils de famille » amateurs de bals et de chahuts en organisation syndicale. Du Touquet je ramenai une idée plus nette des courants et tendances en présence que, depuis trois ans, parvenait à faire coexister un président, Pierre Trouvat, sans aucun doute en cette période de transition l'homme providentiel monté de Toulouse. L'une de ces tendances, qualifiée de traditionaliste, refusait l'évolution en cours ; ses partisans étaient désireux, en « vrais julots », comme ils se dénommaient, de préserver, faluche sur la tête, leurs joyeuses pitreries. La seconde, gagnée à la nouvelle orientation, entendait que, syndicale, l'UNEF le fût mais le fût sans que s'y mêlent des interférences politiques trop éclatantes. Quant à la troisième, c'était bien sûr celle d'un « syndicalisme conséquent » dont les communistes étaient les partisans et les théoriciens.

Rien n'interdit de réduire tout cet effort de réflexion et d'animation mené par *Clarté* à une ambition strictement tactique : permettre aux communistes de s'emparer, par un noyautage systématique, des leviers de commande au Quartier latin. Cette ambition existait bel et bien. Un an plus tard, une « fraction communiste » au sein de l'UNEF se constitua autour de quelques postes stratégiques avec Henri Bangou, responsable au bureau de l'UNEF des problèmes coloniaux, Emmanuel Le Roy Ladurie, représentant du Cartel syndical des ENS, François Furet, porte-parole des « postcures », c'est-à-dire des étudiants qui, sortis des sanatoriums de montagne, notamment de celui de Saint-Hilaire-du-Touvet, poursuivaient désormais leurs études dans des centres parisiens où ils continuaient à être médicalement suivis, enfin et surtout Louis Hay, président de la Fédération des groupes d'études des lettres, puis de l'Office national des étudiants en lettres et secrétaire général de la Fédération des étudiants de Paris. Les noms que je cite ici ne sont pas ceux que je prélève dans un stock plus abondant en raison de leur notoriété ultérieure. C'est la composition exhaustive de ce noyau : elle témoigne en tout cas de la qualité des représentants communistes à l'époque puisque Henri Bangou est devenu le sénateur-maire indéracinable de Pointe-à-Pitre ; Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France, l'administrateur de la Bibliothèque nationale ; François Furet, président de l'École des Hautes Études en sciences sociales, l'historien que l'on sait ; Louis Hay, germaniste et spécialiste de Heine, directeur au CNRS dont il a présidé le Département des sciences de l'homme et de la société, le fondateur de l'Institut des textes et manuscrits modernes (CITEM) auquel Aragon légua en 1976 l'ensemble de ses manuscrits.

Néanmoins, la visée politique de l'entreprise en cours allait plus loin que la simple colonisation communiste de l'UNEF. Elle avait même une dimension internationale comme deux terrains d'affrontements très vifs tout au cours de ces années-là en attestèrent : le problème du maintien ou non de l'affiliation de l'UNEF à l'Union internationale des étudiants (UIE) ; le problème de l'attitude à adopter à l'égard du colonialisme en général, de la guerre du Viêt-nam en particulier et, plus immédiatement, des associations d'étudiants d'outre-mer.

#### L'affiliation de l'UNEF à l'UIE ?

Le 17 novembre 1939, les nazis avaient fusillé à Prague neuf étudiants pour avoir manifesté le 28 octobre, jour de la fête nationale qui, en temps ordinaire, célébrait la proclamation en 1918 de l'indépendance de la Tchécoslovaquie. Deux ans plus tard, des centaines d'universités dans le monde commémoraient le sacrifice de ces jeunes patriotes. Un an encore, et le 17 novembre 1942 Roosevelt adressait un message aux étudiants réunis dans deux cents collèges des États-Unis, tandis qu'à l'Albert Hall de Londres Benes prenait la parole devant une grande assemblée d'étudiants à laquelle participait un représentant, lui-même étudiant, de la Résistance française. Dans le droit fil de cette tradition déjà établie, c'est tout naturellement à Prague que le 17 novembre 1945 siégeait un congrès mondial destiné à jeter les bases d'une Union internationale des étudiants.

Cette filiation proclamée avec le combat antifasciste victorieux justifiait le choix qui avait été fait en France de Gilbert Lazard pour se rendre à Prague, non proprement à titre de délégué puisque, normalien, celui-ci n'était alors membre d'aucune organisation étudiante, mais, revenu de déportation, comme spécimen représentatif de la jeunesse française héroïque et patriote. Gilbert n'assista d'ailleurs pas aux séances de travail du congrès ; il se contenta de participer aux réjouissances qui marquèrent l'événement. Inoubliables pour lui puisqu'il y rencontra celle qui devait devenir sa femme, une jeune veuve de guerre française qui, ayant repris ses études, résidait habituellement au foyer des étudiants du boulevard Saint-Michel.

L'année suivante, ce sont deux millions et demi d'adhérents qui, dans quarante-deux pays, célèbrent la fondation de l'UIE. Dans l'article 3 de la Charte qu'il avait adoptée à Grenoble en 1946, le congrès de l'UNEF avait convenu, dans le style atroce des résolutions de congrès où les énarques par la suite ont trouvé leur modèle, qu'« en tant que jeune l'étudiant a le devoir de s'intégrer à l'ensemble de la jeunesse nationale et mondiale ».

Cette belle unanimité avait commencé à faire question à partir de 1947. Certes, pour le 17 novembre 1948, « l'UNEF et toutes les organisations d'étudiants, catholiques, UJRF, protestants, coloniaux » (*Clarté*, 1<sup>er</sup> décembre) avaient encore réussi, après des négociations serrées, à s'accorder pour organiser « meeting sur la place de la Sorbonne et monôme revendicatif au ministère de l'Éducation nationale ». Mais la veille, le 16 novembre, le gouvernement interdisait toute manifestation en évoquant la possibilité de troubles dus au nouveau Kominform. Pour éviter toute « provocation », les diverses parties prenantes convinrent que le président de l'UNEF, Pierre

Trouvat, prononcerait son discours non plus sur la place publique, mais dans la cour de la Sorbonne.

Il n'empêche qu'à son congrès de Pâques 1949, au Touquet, l'UNEF avait décidé à la majorité de notifier à l'UIE sa désaffiliation qui deviendrait effective dans le délai d'un an. Pour quelles raisons ? Si elle entendait « rester fidèle aux principes énoncés dans la constitution de l'UIE », « entreprendre toute action *positive* pour reconstituer l'unité internationale des étudiants qui s'était concrétisée lors du congrès de Prague de novembre 1945 et d'août 1946 », « reconnaître qu'il est de [son] devoir de travailler à la démocratisation de notre université, de participer à la lutte des étudiants et des peuples coloniaux, de mobiliser les forces étudiantes pour la défense de la paix », l'UNEF était décidée en revanche à exiger que « l'UIE ne prenne position sur les problèmes étudiants de telle nation qu'à la demande de l'organisation nationale étudiante intéressée » ; que « les résolutions prises par l'UIE n'auront pas valeur de décision pour les organisations nationales » ; que « les points de vue minoritaires seraient exprimés dans des résolutions au même titre que les points de vue majoritaires ».

C'était là tenter de poser des règles qui avaient été celles des organisations mondiales, politiques ou syndicales, se situant dans la tradition fédéraliste et autonomiste de la II<sup>e</sup> Internationale, de l'Internationale de Vienne ou de l'Internationale socialiste<sup>1</sup>. Mais ces règles étaient précisément à l'opposé de l'esprit centralisateur et hiérarchique ayant présidé à la conception marxiste de la I<sup>re</sup> Internationale et surtout à la conception léniniste de la III<sup>e</sup>. Elles étaient incompatibles avec le raidissement qu'à l'instar de toutes les autres organisations internationales de masse sur lesquelles le mouvement communiste avait réussi, après la victoire de 1945, à mettre la main, l'UIE avait imprimé à sa politique depuis le tournant de 1947. Au reste, les choses allaient vite des deux côtés. Une partie de la direction de l'UNEF avait déjà accepté de participer à une rencontre internationale que les étudiants hollandais et belges avaient pris l'initiative de convoquer d'abord à Bruxelles, puis à Leyde, pour fonder une Union occidentale des étudiants. Le comité exécutif de l'UIE, réuni à Sofia en septembre 1949, avait eu beau tenter de désamorcer la crise qui menaçait son unité, c'était en décembre 1949 au tour de l'Union nationale des étudiants d'Angleterre de proposer une rencontre qui prît la suite des conférences de Bruxelles et de Leyde. Le président de l'UNEF, Charles Lebert, s'y rendait. Ainsi éclatait l'ambiguïté qui pesait sur la nature de l'UIE. Le fait qu'elle fût sortie de la guerre et du combat « antifascistes » en faisait un produit hautement politique qui, sous l'emprise et le contrôle croissant du mouvement communiste international et de sa lourde composante soviétique, devenait un instrument parmi d'autres de la politique étrangère du bloc communiste, ce qui contredisait totalement l'évolution du mouvement étudiant d'Europe occidentale glissant, lui, vers un syndicalisme corporatif.

1. L'observation que j'avais faite du fonctionnement de l'UIE explique probablement que j'aie tôt consacré un Que sais-je ? aux *Internationales ouvrières* (PUF, 1<sup>re</sup> éd., 1964).

Ces querelles et débats n'avaient en eux-mêmes aucune originalité. Ils ne faisaient que reproduire, à l'échelle du monde étudiant, avec les mêmes arguments, manœuvres de couloir, opérations tactiques fondées sur des coalitions, alliances et fronts à géométrie variable, postures avantageuses et jeux de séance, les querelles et débats qui se déroulaient au même moment dans toutes les enceintes internationales. Moins encore que les peuples ne le faisaient de l'ONU censée les représenter, les étudiants de base ne s'intéressaient à ce qui se passait dans les hautes sphères de la diplomatie internationale étudiante. Mais, pour la poignée de jeunes gens directement concernés, c'était un apprentissage assez efficace du vaste monde dans lequel ils étaient jetés.

C'est ainsi que je pris part, en août 1950 à Prague, au 2<sup>e</sup> congrès de l'UIE. Je n'y étais pas officiellement déléguée, mais, comme au Touquet au printemps 1949, il s'agissait pour moi d'examiner comment enrayer le mécanisme qui avait conduit à la désaffiliation de l'UNEF. Un premier succès avait été obtenu quand son président, Gérard de Bernis, avait convaincu la direction de l'UNEF de manifester son désir de continuer à coopérer avec les étudiants des pays socialistes en envoyant une délégation au congrès bien qu'elle ne fût plus membre de l'UIE depuis un an.

Dans le tohu-bohu dû à la présence de plus de 1 000 étudiants venus de 78 pays, j'eus à m'orienter entre les deux écueils, classiques en bonne théorie marxiste-léniniste, du sectarisme et de l'opportunisme et mesurer avec exactitude quels fragments de la stratégie communiste pouvaient être découpés et retenus pour servir de base à un programme commun susceptible, à quelques abstentions près, de faire l'unanimité. J'eus la chance qu'au même moment se tint à Prague une session du bureau du Congrès mondial des partisans de la paix. Il me suffit donc d'observer le comportement des dirigeants communistes français qui y siégeaient, notamment Laurent Casanova, pour, guidée par lui, savoir comment manœuvrer.

Reste, et l'article que je publiai à mon retour dans *France nouvelle* en porte la trace, que par-delà mes soucis tactiques je fus impressionnée, comme je l'avais été à Strasbourg à l'échelle de la France, par la richesse des aperçus que m'offrait la fréquentation de délégués issus de 27 pays d'Europe, de 13 pays d'Amérique latine, de 11 pays d'Afrique et du Moyen-Orient, de 11 pays d'Asie du Sud-Est, de 7 terres océaniques :

« Il y avait là, écrivais-je, Ubaldo de Mazo, de l'université catholique du Brésil, Falida, de l'Académie musulmane de Chine, un délégué de l'organisation juive *Hillel*, Walter Niehl, membre de l'*Evangelische Studentengemeinde* allemande, Baxter et Walmsberg, de la faculté de théologie du Canada, Kostas Konstantopoulos, membre de l'Eglise orthodoxe grecque. Il y avait là des étudiants britanniques membres du parti travailliste et du parti libéral... Dans la délégation soviétique, trois héros de l'Union soviétique et une héroïne du Travail socialiste, jeune fille ouzbek... »

L'« internationalisme prolétarien » ne m'avait pas néanmoins inspiré une mansuétude si œcuménique que je ne m'avouasse incommodée par les démonstrations et chahuts bruyants des étudiants italiens que ne calmait, ni jour ni nuit, la réserve du chef de leur délégation, Enrico Berlinguer — qui

sera quinze ans plus tard le successeur de Togliatti au secrétariat général du PCI —, et dont un des enfants a dû naître cet été 1950. Était-ce d'ailleurs bien Enrico, alors président de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique ? N'était-ce pas plutôt son frère, Giovanni, alors secrétaire général et représentant à Prague des étudiants communistes italiens, qui fut, au congrès suivant tenu en 1953 à Varsovie, élu président de l'UIE après que les deux premiers présidents, le Tchèque Joza Grohman et le Roumain Bereanu, eurent été successivement éliminés, le premier en 1951 après l'arrestation de Geminder et le second sans doute parce qu'il était lui aussi juif. Au cours d'une cérémonie intime, Enrico ou Giovanni donc, Giovanni plutôt, m'assure Louis Hay, reçut en effet en cadeau un landau pour bébé des mains de son homologue, Alexandre Chelepine, alors premier secrétaire des komsomols — et qui, lui, devait devenir à la fin de 1958 président du KGB avant que, stalinien ascète et puriste, ce pourquoi les intellectuels moscovites l'appelaient « Chourik de fer », il tombât en 1965 quand Brejnev lui fut préféré pour occuper le poste de premier secrétaire du PCUS.

L'autre terrain d'affrontement, c'était la « question coloniale ». Toute la période d'après-guerre jusqu'aux années 1960 en effet fut dominée par un phénomène unique aux multiples théâtres et épisodes, celui de la décolonisation ou, plus concrètement, de la destruction des deux plus grands empires coloniaux, l'anglais et le français. Ainsi prenait fin la centralité européenne qui, depuis l'aube des temps modernes, avait caractérisé l'histoire du monde. En France, le 8 mai 1945 n'avait pas été seulement le jour de la Victoire : ce fut aussi celui où, à Sétif et dans tout l'Est algérien, éclatèrent, à l'instigation des nationalistes arabes, des manifestations dont la répression ne fit pas les 40 000 victimes de la légende mais tout de même entre 1 000 et 3 000, ce qui est déjà énorme. L'année 1947, dans ce domaine aussi, a accéléré le cours des choses. En France, elle est marquée par l'insurrection de Madagascar et ce qu'on appelle encore le « phénomène indochinois », tandis que la Grande-Bretagne doit s'accommoder de deux événements de première grandeur — l'accession à l'indépendance de l'Inde et du Pakistan et le partage de la Palestine.

A cette date, le PCF n'avait pas une vision arrêtée des délais et modalités auxquels obéirait la décolonisation. Mais le procès que les tiers-mondistes radicaux des années 60 articulèrent rétrospectivement contre lui fut largement injuste, encore plus injuste si l'on observe la très grande indifférence qui, dans les mêmes milieux naguère tiers-mondistes inconditionnels, accueille trente ans plus tard les indicibles malheurs des États africains à la dérive — songeons à l'état de Madagascar en l'an de grâce 1990, devenu « un des dix pays les plus pauvres du monde », et à celui de l'Algérie. Car les vues communistes en 1947 ne manquaient pas de cohérence, même si l'histoire a démenti deux ou trois de leurs présupposés parmi les plus importants<sup>1</sup>. C'est ainsi qu'après avoir paru se confirmer trente années

1. Cf. la brochure *Questions du moment* avec « trois documents de la plus haute importance à lire et à étudier » : Waldeck-Rochet, « Les aspects actuels du fascisme » (10 février 1947) ; Raymond Guyot, « La démocratie et les voies du socialisme » (12 février) ; Étienne Fajon, « Les problèmes de l'Union française » (17 février), Éditions du PCF, 44, rue Le Pelletier.

durant — jusqu'aux années 80 — l'alliance dite « naturelle » entre camp socialiste et tiers monde n'est plus à l'ordre du jour tant dans le tiers monde lui-même qu'en Union soviétique dont le modèle avait clairement inspiré les communistes français et leur soutien de l'Union française. Autre supposé mis à mal par le cours des événements : l'Algérie n'est finalement devenue indépendante qu'au bénéfice exclusif de la composante majoritaire, musulmane et arabo-berbère, de la population qu'abritaient les trois départements français. On est ici à la source de la relative et persistante fragilité de l'État national algérien, issu d'une réalité tronquée, privé de référence et d'articulation avec son passé préétatique et prénational. On tient surtout l'explication de cet équilibrisme instable, de cette manière d'être prise à contre-pied qui a miné l'action communiste, tant en France qu'en Algérie, tout au long de la guerre d'Algérie. Maurice Thorez avait sans doute rafraîchi en 1957 le thème de la « nation algérienne en formation » et reconnu que le « fait national algérien » était désormais achevé ; mais cette « nation constituée » continuait à ses yeux à reposer sur « la fusion des éléments de diverses origines », une fusion « tragiquement attestée par le sacrifice de tant d'Algériens d'origine européenne, à côté des Algériens musulmans, dans la lutte pour l'émancipation nationale ». Ce qui renvoyait encore à la très belle évocation que le secrétaire général du PCF avait proposée des sources historiques de la nation algérienne le 11 juin 1939 :

« Ne trouverait-on pas ici parmi vous, peut-être, les descendants de ces anciennes peuplades numides, civilisées déjà au point d'avoir fait de leurs terres le grenier de la Rome antique ; les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Église catholique saint Augustin, l'évêque d'Hippone, en même temps que le schismatique Donat ; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de tous ceux qui, pendant plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant de vestiges ?... Sont ici maintenant les fils des Arabes venus derrière l'étendard du Prophète, les fils aussi des Turcs convertis à l'islam venus après eux en conquérants nouveaux, des Juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là mêlés sur votre terre d'Algérie auxquels se sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français... »

Évocation certes exacte et riche dans son chatoiement, mais que devait définitivement rejeter au cimetière des illusions perdues le cri coupant d'un Boumedienne : « Nous sommes des Arabes, des Arabes, des Arabes... »

C'est en tout cas avec ce bagage théorique et politique que j'eus à m'intéresser aux problèmes posés par l'existence, au Quartier latin, d'un nombre significatif d'étudiants coloniaux membres du Parti. Le premier problème était, comme toujours dans la vie quotidienne du militant responsable d'un secteur précis, un problème d'organisation : comment faire pour que cette catégorie particulière d'étudiants communistes eût les moyens de jouer un rôle actif sur les terrains et dans les questions qui la concernaient tout spécialement — et surtout la passionnaient le plus ? La réponse ne pouvait être trouvée qu'après consultation de la section coloniale qui remplissait auprès du Comité central depuis les années 30 le rôle que lui avait attribué dès mars 1922 le comité exécutif de l'Internationale communiste : « obtenir des informations régulières sur les affaires coloniales et établir

des relations régulières avec les organisations révolutionnaires des pays coloniaux ».

Avant guerre, Henri Lozeray avait été le premier responsable de la section coloniale (bien que rebaptisée en 1948 « section d'outre-mer », elle n'en garda pas moins dans la vie courante son qualificatif initial), mais en septembre 1945 Raymond Barbé devait le remplacer dans cette fonction jusqu'en 1950 où, après avoir été élu membre du Comité central au XII<sup>e</sup> congrès de Gennevilliers, Léon Feix lui succéda. C'est donc Barbé qui confia à Élie Mignot le soin de « suivre » les affaires de nos étudiants coloniaux.

La quarantaine, d'origine authentiquement populaire — jeune menuisier, Mignot avait adhéré à l'Association des compagnons du devoir et fait son Tour de France —, c'est un peu par hasard que ce natif de Touraine, dont le village, entre Vienne et Loire, non loin de Chinon, portait le si joli nom d'Avoine, était parti en 1934 en Algérie où il avait trouvé de l'embauche. Venu bien sûr de l'anarcho-syndicalisme qui était comme le fond de l'air dans ces ateliers où le métier tirait le compagnon doué du côté de l'artiste, il avait adhéré au PCF au lendemain du 9 février 1934. Il milite donc à la section d'Alger de la Fédération d'Algérie. A cette date, celle-ci n'est qu'une fédération départementale comme les autres, puisque ce n'est qu'en octobre 1936 qu'elle « s'algérianise » et s'érige, avec l'accord du PCF, en un parti communiste à part entière, le PCA, section de l'Internationale communiste. Élie Mignot est membre de son bureau politique et accède au secrétariat quand, de son chef, il pense à rentrer en France où, tout naturellement, la section coloniale qui siège alors au 120 le revendique pour y suivre la situation en Afrique du Nord. Mobilisé à la déclaration de guerre, prisonnier libéré en 1941, FTP en Corrèze dès 1942, arrêté en janvier 1943, détenu à Lyon, puis à Eysses, avant d'être déporté à Dachau par le convoi du 20 janvier 1944, nous n'avons pas besoin de connaître en détail ce parcours pour estimer la cordiale solidité du permanent (le terme ici a toute sa justesse) qu'était Élie Mignot.

La question fut-elle débattue à la section coloniale ou soumise à la direction du Parti ? Le fait est que je fus avisée d'avoir à autoriser les étudiants coloniaux, membres des cellules de faculté ou d'école, à constituer des « groupes de langue » où traiter des problèmes spécifiques qu'ils rencontraient dans leur activité militante au sein de leurs « associations d'originaires ». Ces « groupes de langue » étaient en fait des cellules réunissant les étudiants coloniaux membres du PCF sur une base territoriale. A coup sûr, la chose n'était pas improvisée du côté du Comité central. En 1947, sous la houlette d'Étienne Fajon et de Victor Joannès, Robert Brécy, collaborateur de la section centrale d'éducation, avait dirigé une École centrale d'un mois à Viroflay réservée aux dirigeants coloniaux et où s'étaient fait remarquer, parmi les élèves, les frères Vergès.

Autoriser, autoriser... A vrai dire la chose s'était faite spontanément. Formalisée après coup, la solution s'apparentait à celle qui, avant-guerre, s'était imposée dans l'organisation des communistes étrangers. Le parallèle était fondé, encore qu'à la différence des militants de la MOI la langue de culture des étudiants coloniaux, à l'exception peut-être des Vietnamiens, fût

le français. La flagrante impropriété de la désignation ne visait pas seulement à écarter le risque du repli sur un « petit parti communiste de poche », mais, en attribuant une caractéristique qui n'avait pas lieu d'être, entretenait une incertitude bienvenue quant à la situation à venir des pays d'origine et de la politique du Parti à leur égard.

A peine leur existence ainsi légalisée au regard de ce que le parti tenait pour légal en son sein, ces « groupes de langue », chacun doté d'un responsable et tous ayant un responsable commun, Jean Beckouche, en rapport constant avec la Fédération par mon intermédiaire et avec la section coloniale par l'intermédiaire d'Élie Mignot, manifestèrent un inégal mais au total remarquable dynamisme.

Pour faciliter, disait-on, la surveillance policière des ressortissants de chacun des territoires, ou pour faciliter, disait la direction de l'Instruction publique, la vie des 4 000 étudiants d'outre-mer perdus en métropole, le ministère de la France d'outre-mer avait conclu des accords avec des hôtels, des maisons, des foyers éparpillés au Quartier latin : les 130 étudiants marocains disposaient d'hôtels rue des Écoles et rue Bonaparte ; les 20 étudiants malgaches de l'hôtel Lamena ; les Vietnamiens d'un hôtel rue de l'Observatoire et du pavillon de l'Indochine à la Cité universitaire ; les Réunionnais de la Maison de la rue Saint-Sulpice, etc. Le tout était géré avec la collaboration de l'officielle Union des étudiants de la France d'outre-mer (UEFOM), établie au 184, boulevard Saint-Germain et contestée jusque dans son titre. La question s'était d'ailleurs posée, surtout aux étudiants des « vieilles colonies » : convenait-il qu'ils continuent à résider dans des foyers sur lesquels pesait la tutelle de la rue Oudinot ou, pour les foyers réservés aux étudiants d'Afrique du Nord, la tutelle directe du ministère de l'Intérieur ? De toute manière, le principe d'une association unique d'étudiants d'outre-mer était contestable non seulement en raison de la présence d'étudiants « assimilés » à la tête de l'UEFOM, mais surtout parce que les problèmes de chaque groupe de territoires étaient très différents les uns des autres — surtout les plus importants, ceux qui relevaient déjà de la catégorie des problèmes *nationaux*.

D'où la volonté de constituer des associations séparées, fédérées entre elles par un « comité de liaison des associations d'étudiants coloniaux ». Devenu, sous l'ardente conduite de Jacques Vergès, le « comité de liaison des associations d'étudiants *anticolonialistes* », ce comité de liaison devait revendiquer la représentation des étudiants d'outre-mer tant à l'échelle nationale auprès de l'UNEF qu'à l'échelle internationale auprès de l'UIE et fut bien, à cette époque, la colonne vertébrale de l'action anticolonialiste au Quartier latin.

Ce qui explique que, plus précocement à coup sûr qu'il ne le fut dans la vie du pays tout entier, le thème colonial fut, dès 1947, au cœur du monde étudiant. Le mérite en revint sans nul doute aux étudiants coloniaux membres du Parti. Leurs « groupes de langue » les constituaient en autant de noyaux durs qui leur donnaient le nombre et la force de pénétration avec lesquels ils s'assurèrent la maîtrise des associations d'originaires. Ils eurent ainsi la direction sans partage des associations d'étudiants des



« vieilles colonies », à 90 p.100 celle des associations d'étudiants d'Afrique noire et de Madagascar, à la majorité, parce que, face aux « nationalistes » divisés, ils en étaient la partie la mieux organisée, celle de l'Association des étudiants d'Afrique du Nord.

Cette capacité de mobilisation, ils la mettaient d'abord, comme à l'époque c'était le cas de toute organisation « corporative » d'étudiants, au service de leurs revendications matérielles propres, le relèvement des bourses dont, aux deux tiers, ils étaient titulaires ou l'octroi d'un voyage au pays tous les trois ans. Ils s'en servaient aussi pour desserrer le carcan de contrôles et mesures de surveillance dont ils étaient l'objet de la part des divers mandataires de ce qu'on appelait encore le ministère des Colonies. Cependant l'escalade, de leurs préoccupations immédiates aux grandes affaires publiques, était chez eux moins résistible que nulle part ailleurs. L'abolition du travail forcé en Afrique noire en application de la loi Houphouët-Boigny du 11 avril 1946, la révision du procès des députés malgaches arrêtés et condamnés à mort après l'insurrection de mars 1947 et sa sanglante répression, le rappel du corps expéditionnaire en Indochine et la paix au Viêt-nam, tels étaient les mots d'ordre et thèmes d'action qu'en accord avec les forces communistes et les mouvements nationalistes de leurs pays respectifs (l'UDMA algérienne, l'Istiqlal marocain, le Destour tunisien, le MDRM de Madagascar, le RDA en Afrique noire<sup>1</sup>), les étudiants coloniaux membres du parti firent leurs. Par l'intermédiaire du comité de liaison, ils s'employèrent à le populariser — surtout à l'occasion de l'annuelle « Journée anticolonialiste » du 21 février patronnée par l'UIE. C'est ainsi que, lancée par un numéro spécial de *Clarté*, huit pages avec, sur toute la dernière, une très belle gravure due à Mendelovic et à son Atelier d'art politique, la manifestation de l'année 1950 qui devait se dérouler, pour des commodités de calendrier, le samedi 25 février dans la cour de la Sorbonne, se transporta, ayant été interdite et la Sorbonne fermée, dans la cour de la faculté de médecine, puis se transforma en une démonstration de rue qui, durant plus de deux heures, « tient sans partage le Boul'Mich' » — ce que proclame une nouvelle édition spéciale de *Clarté* le lundi sous le titre : « Pendant trois heures, tandis que la police occupe la Sorbonne, le Quartier latin manifeste pour la paix au Viêt-nam. »

La question coloniale n'est pas seulement motif à agitation de rue. Elle secoue aussi les organisations corporatives. Au congrès du Touquet à Pâques 1949, Jacques Vergès et une jeune Vietnamiennne du nom de Tuyêt — un prénom (ou, dans l'onomastique vietnamienne, chinoise ou coréenne, le « nom personnel », la troisième partie du nom) qui signifie Neige — participent en « observateurs » à la commission des questions coloniales. En observateurs, car tous deux insistent sur l'indépendance des organisations qu'ils représentent par rapport à l'UNEF, une indépendance qui, à leurs yeux, préfigure celle à laquelle ils aspirent pour leur pays. Ce statut qu'ils

1. UDMA, Union démocratique du Manifeste algérien de Ferhat Abbas, dont le texte fondateur date de février 1943 ; MDRM, Mouvement démocratique de la rénovation malgache, fondé en février 1946 ; RDA, Rassemblement démocratique africain fondé en octobre 1946.

revendiquent est en outre une pierre jetée dans le jardin des étudiants coloniaux, qui ne rechignent pas à appartenir à l'UNEF et même à être membres de sa direction. Tandis que Tuyêt lance un appel à la solidarité des étudiants français avec les étudiants vietnamiens et leur combat national, Jacques Vergès dénonce l'analphabétisme et la destruction des cultures nationales dont sont victimes les peuples colonisés. L'année suivante au congrès d'Arcachon, toute la gauche de l'UNEF se retrouve sur un projet d'additif à la Charte de Grenoble — un texte élaboré par la commission d'études syndicales de l'AG de Lyon en réponse à une sollicitation du Conseil d'administration de l'UNEF qui, ayant deux mois plus tôt refusé de participer à la journée anticolonialiste du 21 février, avait en contrepartie chargé son bureau de soumettre au prochain congrès des « thèses » sur la question coloniale. Ce texte lyonnais portait notamment du principe que « l'application des principes énoncés par la Charte de Grenoble implique, à l'époque actuelle, des devoirs particulièrement impérieux pour les étudiants de l'Union française à l'égard de ceux d'entre eux qui sont originaires d'outre-mer » — le devoir entre d'autres de reconnaître la mission des étudiants d'outre-mer qui est de « participer aux efforts de leur pays pour leur émancipation dans le cadre de l'Union française ».

Même si la section coloniale du Comité central était mieux armée pour conseiller et guider les étudiants coloniaux, leurs groupes de langue et ceux d'entre eux qui exerçaient des responsabilités dans les associations d'originaires, j'avais à suivre de près la définition et la conduite des politiques adaptées aux étudiants de chaque territoire, ne serait-ce que pour articuler celles-ci avec la politique globalement mise en œuvre au Quartier latin. Cela me fit d'abord connaître, fréquenter, estimer des garçons — il y avait peu de filles parmi eux — qui stimulaient mon intérêt pour les cultures, les sociétés, les civilisations « exotiques ». Une expérience qui me fut précieuse quand vingt-cinq ou trente ans plus tard j'eus de très nombreux « thésards » africains, arabo-musulmans ou venus d'Extrême-Orient. Encore qu'à l'époque j'eusse été exposée à une vision déformée de la réalité du fait des a priori qui avaient cours parmi nous. C'est ainsi que je confondais dans une même entité les étudiants juifs et musulmans de Tunisie et du Maroc, tous censés être également gagnés à la lutte pour l'indépendance nationale. Quant aux Juifs d'Algérie, je ne les distinguais pas davantage puisque eux se considéraient en général comme intégralement français et se tenaient d'eux-mêmes à l'écart des associations d'étudiants d'Afrique du Nord. Mieux : j'ignorais la distinction au point que, bien plus tard, en retrouvant certains d'entre eux installés à Paris, j'appris qu'ils étaient juifs — israélites, comme on disait encore de l'autre côté de la Méditerranée. C'est cette vision déformée qui explique, aussi étrange que cela puisse me paraître aujourd'hui, que, durant toute la guerre d'Algérie, je ne fus ni consciente de la dimension juive du drame ni ne lui fus sensible.

En revanche, je voyais plus juste quand il s'agissait de prendre en compte les traits culturels de chacun des groupes nationaux. Il m'arrive encore de sourire à l'évocation du silence ahuri qui accueillit, au « 120 », l'exorde d'un étudiant communiste marocain convié avec une petite délégation

tion de ses camarades : « Sa Majesté, le roi Mohammed V... », commençait-il, et mes ouvriers parisiens dont le républicanisme s'était enraciné bien avant leur adhésion au communisme de se regarder, surpris, inquiets et rigolards. Un incident qui, pour moi, me permit de mesurer et garder en mémoire l'authenticité d'une « marocanité » construite sur la fidélité à la personne du souverain chérifien.

Cependant, ce qui me donna le plus de tintouin, ce fut l'irréductible opposition qui dressait l'une contre l'autre les deux plus fortes personnalités que comptaient ces quelques dizaines d'étudiants coloniaux membres du parti : Henri Bangou et Jacques Vergès. Ma sympathie allait spontanément à Bangou : étudiant en médecine, déjà marié avec l'une de nos camarades toute simple et gentille, Marcelle, une « Européenne » blanche née au Maroc, élevée en Afrique noire, déjà membre des Jeunesses communistes d'Alger, il habitait au pavillon Deutsch-de-la-Meurthe de la Cité universitaire et, de ce fait, militait à la section du XIV<sup>e</sup>. Grand, très beau, très noir, rayonnant d'intelligence, de bonté, de dignité et de mesure, intransigeant pour tout ce qui tenait à la défense des étudiants des « vieilles colonies », il n'en était pas moins français, croyait à l'Union française et, comme tout le monde à l'époque, estimait que l'« assimilation », telle que l'avait d'ores et déjà programmée la loi de mars 1946 qui avait érigé ces vieilles colonies en départements français, constituait l'étape finale de la décolonisation. Situation équivoque, certes, puisque, de ce fait, Bangou et ses camarades auraient dû cesser de militer au sein des organismes prévus pour les « colonisés » — par exemple les « groupes de langue ». Il reste que, pas plus qu'Armand Nicolas, responsable du groupe des étudiants martiniquais — et qui devait être par la suite, lui, le secrétaire général du PC martiniquais —, Bangou n'était porté à devancer la revendication d'indépendance étatique dont le PC guadeloupéen, issu d'une transformation de la Fédération de la Guadeloupe du PCF, devait se faire le chantre à partir de mars 1958 (c'est à la troisième conférence fédérale de Capesterre que François Billoux apporta l'accord de la direction du PCF pour cette transformation). Dès lors, ayant ainsi commencé par proclamer sa propre indépendance d'organisation à l'égard du PC français, le PC guadeloupéen plaça son stand, à la fête de *L'Humanité*, dans le carré des partis communistes *étrangers*.

Jacques Vergès était tout à l'opposé de Bangou. D'abord physiquement : petit, mince, presque frêle (son jumeau, Paul, qui devint quelques années plus tard le durable secrétaire général du PC réunionnais, était plus râblé), Jacques était blanc, d'un blanc tirant légèrement sur le jaune puisque, de sa mère siamoise, il avait hérité des yeux un peu bridés et une face de type eurasien. Jacques était surtout à l'opposé d'Henri dans la manière d'être ; autant le second était calme, conciliant sur les petites choses, disponible et souriant, autant le premier était agité, vindicatif, hargneux. Le désaccord entre eux était de fond : Henri n'avait aucune envie d'aller « plus vite que la musique ». Fils d'un médecin européen, Jacques, ancien engagé volontaire dans la France libre, avait tous les titres à se considérer comme un Français à part entière. Pourtant, il avait choisi de s'identifier coûte que coûte aux peuples opprimés. Comme il était jeune encore, il laissait parfois éclater sa

rage de n'être pas vraiment dans son corps issu de l'Afrique profonde : il l'avouait quand il lâchait sa garde, il aurait tant voulu être « roi de l'Afrique ». En attendant, il se faisait une idée très radicale de la lutte anti-impérialiste. Je n'ai pas le moindre doute que, si les circonstances l'avaient permis, c'est à Pol Pot qu'il aurait ressemblé. Sa haine de tête, quasi démente, irradiait la cruauté. Il n'aimait rien tant que dénoncer : la mollesse, la tiédeur, le modérantisme. D'un ton sifflant, il accusait, jamais las, la terre entière et d'abord ses proches. Sincère ou non, il était marqué de l'horrible sceau qu'est le désir — et le plaisir — de faire mal. Je fus comme soulagée quand il partit s'installer à Prague au titre de responsable du secteur anticolonialiste de l'UIE.

L'affiliation de l'UNEF à l'UIE, la question coloniale : deux des affrontements majeurs dont l'UNEF fut le cadre. Ne changeons pas néanmoins retrospectivement l'ordre des priorités. Le trait dominant du Quartier latin de l'époque reste la très angoissante situation de misère matérielle qui y règne. Trop de mémorialistes, en se reportant avec tendresse ou ironie à leurs années de jeunesse, oublient soit qu'ils furent des privilégiés, soit que maints de leurs camarades, pressés par le besoin et faméliques, n'ont pas eu la force d'âme d'aller jusqu'au bout de leurs études. Je viens encore de regarder les clichés — photographies de meetings et de groupes — publiés dans *Clarté* : tous les visages anonymes ici saisis à l'improviste sont également non pas minces comme le sont en général ceux des jeunes gens, mais émaciés. C'est peut-être là ce qui rend difficile de condamner en bloc l'adhésion de la gauche étudiante au communisme. D'autant que le Parti français eut alors le mérite de pressentir avec une relative exactitude et d'accepter les tendances et orientations qui allaient marquer l'évolution du système universitaire dans les années 50 et 60 sous le double signe d'un élargissement de l'accès aux études supérieures et d'une modernisation de l'enseignement lui-même.

On peut évidemment considérer que, sans les communistes, cette évolution aurait eu lieu et au même rythme que partout ailleurs en Occident où les mêmes réformes ont répondu aux mêmes revendications et aspirations. C'est plausible mais non certain. L'UNEF par exemple fut, telle qu'elle sortit de nos mains, le socle du mouvement étudiant à l'époque de la guerre d'Algérie. Elle se révéla par contre incapable de s'adapter à l'avènement d'une société de consommation où la misère étudiante prit de toutes autres formes, incapable aussi de résister à l'assaut gauchisant des années 60-70 qui la tourna en un commando d'étudiants révolutionnaires. D'où les scissions qui la ravagèrent, sa quasi-disparition et le fait qu'aucune structure étudiante n'a pu jouer un véritable rôle lors de la seconde grande phase de transformation du système universitaire dans les années 70-80. Carence regrettable : c'est le moment où l'on prend l'ENA pour une grande école aux dépens des Écoles normales supérieures — une bétise qui aurait peut-être été évitée (et ses conséquences si dommageables pour l'État et la société

française) s'il s'était trouvé un mouvement étudiant capable de réfléchir au destin de l'Université.

La relative intelligence que nous avions dans les années 40-50 du devenir à court terme de l'institution universitaire prit même parfois la forme, assez sensiblement anticipée sur le moment où celle-ci en réalité triomphera, d'une condamnation de comportements qui sont aujourd'hui surannés au point d'être oubliés. L'une des campagnes de *Clarté* qui eut le plus de retentissement fut par exemple la mise en cause des bizuthages. Sous le titre « Critique de la vie quotidienne » — un titre dont la « modernité » est significative —, une enquête de F. Lachenal s'ouvre sur un très beau texte signé A. Giacchetti :

« Il me souvient d'un soir de rentrée au lycée Henri-IV. C'était le soir du 11 novembre 1940. J'avais été séquestré pendant quelques heures dans les caves du Grand Palais. En rentrant, j'étais humilié et triste comme un enfant solitaire. Tout se brouillait : les Allemands, ma faim de pensionnaire sans colis, les premières difficultés de la khâgne et cette grande détresse du "bizuth" devant "les puissances"...

Les bizuths à genoux devant "Vara" toute-puissante<sup>1</sup> chantaient des couplets de Fernandel sur paroles d'Hérodote ou des rondeaux de Lulli avec livret de Courteline...

.....  
Évidemment ce n'était pas méchant. C'était même quelquefois spirituel. Mais après chaque brimade je ne pouvais m'empêcher d'éprouver quelque honte.

Ce soir du 11 novembre, je voulus parler au "Seck"<sup>2</sup> à cœur ouvert... "Les brimades, bizuth, c'est comme le canular, c'est tout ce qui nous reste depuis que les Allemands sont là. Eux se prennent au sérieux. Nous leur échappons dans l'exacte mesure où nous ne sommes pas dupes de nous-mêmes." »

« Heureusement, conclut Giacchetti, en somme qu'il y eut d'autres manières plus ou moins expéditives de leur échapper qu'en "bottant les fesses des bizuths". »

Ainsi, dans les cinq années qui ont suivi la guerre, s'est rassemblée pièce à pièce, agrégée, articulée au Quartier latin une constellation de cellules d'étudiants communistes, nœuds d'un réseau ramifié. Dans les vingt années suivantes, on retrouva ces hommes et ces femmes éparpillés tous azimuts mais porteurs de la mémoire d'un temps, d'une société, d'une culture qui les faisaient se rencontrer, se reconnaître et se saluer amicalement à tous les carrefours de la France des Trente Glorieuses. C'est probablement ce qu'on

1. Vara, c'est le nom donné à la chouette qui sert d'emblème et de déesse tutélaire puisque « oiseau de Minerve ». Vara est le féminin de *varus*, qui, en latin, signifie cagneux — c'est-à-dire celui qui a les genoux tournés en dedans —, épithète malsonnante dont les candidats à la section scientifique de l'ENS affublaient leurs camarades littéraires, en général crédités de peu de goût pour les sports virils. Le passage de cagneux à khâgneux est la transcription en écriture « savante » de la primitive injure.

2. Le « Seck », c'est le « secrétaire », le scribe d'une promotion.

appelle une génération. Et qui justifie qu'Alain Besançon ait donné ce titre à ses Mémoires<sup>1</sup>.

Depuis que l'accélération de l'histoire, apparente ou réelle, l'a fait renoncer à compter en ères ou en siècles, l'Europe occidentale a emprunté, pour ses propres repérages, une manière déjà ancienne aux États-Unis de donner, avec le groupage par génération, un surcroît de sens à des coupures moins arbitrairement introduites dans la succession des âges que celles, formelles et rigides, représentées par les décennies. Mais ce concept de génération, on en a vite abusé. On lui a accordé trop de cohésion et de force opératoire alors qu'il est plus expédient qu'authentique<sup>2</sup>. Au pire, il est le masque publicitaire d'une compagnie d'assaut réunie par le hasard et avide de ramener un butin, son trésor de guerre en nom collectif. Au mieux, il est une façon modeste et peut-être démocratique de donner leur part, dans des aventures individuelles, honorables ou non, à ses pairs, ceux des contemporains qui, dans leur classe d'âge, font figure d'élus (naguère c'était plutôt aux ancêtres de sa lignée qu'on devait se montrer redevable).

La génération ici en question trouva sans doute le principe de sa cohésion, sa « communauté d'empreinte » (Marc Bloch) dans l'adhésion donné au projet communiste tel que sa dimension mondiale et sa version soviétique triomphante l'avaient alors magnifié. D'où ce premier trait : à la différence de celui des années 60-70, le mouvement étudiant de la seconde moitié des années 40, conscient d'être une simple composante d'un ensemble qu'il tenait globalement pour le modèle et le creuset des temps venus et à venir, récusait tout penchant à s'inventer un destin original, à figurer ses membres, anges ou démons, en annonciateurs inspirés de nouvelles manières de penser et de vivre. Fragment d'un champ de forces, il produisit des personnalités moins volatiles, moins fascinées par le verbe, plus enracinées dans le substrat de la société globale et dont l'évolution ultérieure, plus lente, fut aussi moins chaotique.

Les très lourdes contraintes qui pesèrent sur cette génération contribuèrent aussi à ce résultat. La guerre avait été, à des degrés divers, la commune éducatrice de ces étudiants communistes. Ils en avaient appris pour la vie entière qu'ils étaient mortels — un savoir sévère et bénéfique. Sans que ce fût jamais un objet de conversation, la présence, parmi nous, d'un grand nombre de garçons et filles qui avaient été déportés avant d'avoir vingt ans — André Kirschen, Jean-Pierre Voidies, Pierre Suzor, Robert Francès, Georges Snyders, Gilbert Lazard, Jacques Hartmann... — nous avait familiarisés avec le tragique de la vie. La solidarité qui n'assurait la survie individuelle qu'à condition d'être implacablement sélective n'avait pas, dans leur cas, été seulement un thème de rhétorique dominicale. Mais qui sait

1. Alain Besançon, *Une génération*, Julliard, 1987 (en fait la qualité littéraire et la tonalité très personnelle du livre donnent aux souvenirs d'Alain Besançon une facture qui ne relève que très latéralement de l'ambition sociologique dont procède le concept de génération). Dans un registre plus prosaïque, Philippe Robrieux avait déjà intitulé *Notre génération communiste, 1953-1968*, Robert Laffont, 1977, son témoignage sur le mouvement communiste des années 60.

2. Annie Kriegel, « Le concept politique de génération : apogée et déclin », *Commentaire*, août 1979, vol. 2, n° 7, p. 390-399

encore le prix qu'il leur fallut payer : que l'horrible et le sordide à très haute dose saturent et altèrent la sensibilité à l'inacceptable ?

L'arrivée à la veille des années 50 des classes d'âge pour qui la guerre n'avait pas été la marâtre majeure introduisit une césure qui se devine dans la tonalité des souvenirs que leurs membres conservent de leur passé d'étudiants communistes : ils en parlent avec l'ironie légère dont d'autres avant eux avaient parlé de leurs années de régiment. Encore ces classes d'âge là avaient-elles eu à subir l'épreuve d'un après-guerre, temps d'effervescence qui eut ses duretés. Un peu plus tard, ce fut pis : pour une fois que les parents, sagement, veillèrent à ne pas vieillir avant l'âge dans la peau d'anciens combattants fourbus, les fils, à lire ce qu'ils écrivirent ou firent écrire d'eux-mêmes sur le modèle fourni par le malheureux Pierre Goldman, tympanisèrent les oreilles de leurs géniteurs avec leur prétention d'être, eux, les anciens combattants d'une guerre qu'ils n'avaient pas faite, armés jusqu'aux dents du slogan bien connu : « La France (bourgeoise, vichiste, antisémite...) paiera ».

Est-ce parce que nous n'avions pas eu le loisir de cultiver le ressentiment ou bien parce que nous avons été broyés et repétris précocement ? Le fait est qu'aucun d'entre nous n'évoquait, en privé comme en public, ce qu'avait été « sa » guerre. Un jeune journaliste, qui, dans les dernières années 1980, s'était mis en tête d'écrire une biographie de Jean-Marie Le Pen, fut tout marri d'entendre Louis Hay récuser formellement la rumeur selon laquelle au congrès d'Arcachon de l'UNEF en 1950, le premier, assurément brailard, vantard et paillard, aurait déjà manifesté son antisémitisme en insultant le second qui, pour se défendre, aurait été amené à signaler que ses parents avaient disparu à Auschwitz. « Invraisemblable, objecta Louis. A cette époque, on s'affichait à l'occasion "chrétien", catholique ou protestant, mais juif, non ; car ce n'était pas tenu pour une catégorie déclinable, c'est-à-dire exclusivement religieuse, et l'on taisait les épreuves qui avaient découlé de ce statut incertain. »

C'est si vrai que moi-même j'appris seulement de Louis quand il me narra en 1988 cette anecdote comment sa mère, Henriette, membre de l'appareil du Komintern, avait quitté Berlin après 1933 pour la Bohême d'où la direction du PC allemand essaya quelque temps d'animer la lutte clandestine au cœur du régime hitlérien. Puis, après l'invasion de la Tchécoslovaquie, transférée à Paris où elle participa au travail du groupe de langue polonais, elle y fut prise en octobre 1943 et déportée sans retour par le convoi 63 qui partit de Drancy le 19 décembre 1943. Elle avait été arrêtée au premier étage d'un hôtel quand son fils y dormait au troisième. C'est à cette infime circonstance qu'il dut de n'être pas embarqué avec elle. Le petit Ludwig, qui était né, citoyen soviétique, à Berlin en 1926 où ses parents avaient déclaré sa naissance à l'ambassade d'URSS, avait six ans et ne parlait que l'allemand quand il fut envoyé dans sa famille maternelle à Varsovie où, de huit à quatorze ans, il apprit à parler le polonais. En 1939, désormais installée à Paris, sa mère avait décidé de le reprendre avec elle et c'est donc à treize ans qu'il apprit le français. Qu'il soit devenu linguiste se comprend ! Quant à son père, Michel Hay, né avant 1914 dans l'Empire

austro-hongrois et qui avait été officier dans l'armée de François Joseph puis soldat de l'Armée rouge, il ne l'avait pas connu. Membre du groupe Lukacs, secrétaire du PC hongrois clandestin, en prison jusqu'à l'arrivée en 1944 des troupes soviétiques, il aurait été déporté ou aurait disparu dans les jours confus du passage à Budapest d'une occupation à l'autre. Son frère, Lazlo Hay, un haut fonctionnaire également du parti hongrois, et son cousin, le poète Gyulia (ou Julius) Hay, qui tous deux avaient vécu la guerre à Moscou et dont le second passa en jugement à Budapest après 1956, n'en savaient pas davantage.

En somme, l'imperturbable sérieux dont on s'accorde à créditer le militant communiste, nous n'avons pas eu à l'acquérir tant il était le fond, sinon de notre nature, du moins de conduites et comportements que nous avaient dictés les circonstances. Cela ne signifie pas que le rire, la fantaisie, l'humour, les inconséquences, les dérèglements et cette ridicule et fate insolence de la jeunesse nous fussent inconnus. Mais la frivolité n'était pas un luxe à notre portée. Ni Belle Époque ni années folles, le temps n'était pas à la gaieté. L'austérité était la commune manière d'être tant des chrétiens que des communistes. C'est pourquoi nous demeurâmes étrangers à la vie, aux plaisirs, aux intérêts tels qu'à l'époque les comprit à Saint-Germain-des-Prés l'intelligentsia de gauche qu'attristaient les seules noirceurs existentielles de la philosophie sartrienne. Sa jeunesse à elle remontait à l'avant-guerre.

De ce sérieux, nous avons encore redoublé le poids en avançant l'heure d'assumer les charges qui, de tout temps, incombent aux adultes. Il fallait, bien sûr, gagner sa propre vie puisqu'il était inimaginable qu'on attendît de sa famille, quand on en avait une, plus que le soutien de son exigeante tendresse. Sans tenir aucun compte de la majorité légale, l'indépendance que nous revendiquions nous était reconnue dès lors que nous étions capables de faire face à nos besoins matériels. Une règle qui s'imposait même à ceux dont la famille avait du bien.

A ces obligations individuelles s'ajouta le faix que constituèrent des mariages précoces et féconds. Là encore, rien qui nous fût particulier. Le baby boom fut la part privée de la reconstruction dans tous les compartiments de la société établie. Sans doute les stratégies matrimoniales traditionnellement fondées sur la compatibilité des ressources et statuts familiaux et sur le montant de la dot avaient-elles largement disparu. Mais l'institution du mariage demeurait intacte. Encore que désormais établie, de préférence, sur la communauté idéologique.

Il en résulte qu'un certain nombre de ces mariages ne résista pas à la dissolution, quand elle se produisit, de cette communauté idéologique qui en avait été le fondement. Cependant, beaucoup des ménages concernés surent trouver à temps de nouveaux éléments de cohésion : une histoire, des difficultés, une morale et des règles de conduite communes et surtout des enfants, beaucoup d'enfants. En somme, des raisons de continuer à cheminer ensemble. Peut-être aussi le fait que la société globale n'était pas alors indifférente au respect de ce qu'elle considérait comme les bonnes mœurs a-t-il incliné à la persévérance.



La quasi-totalité de ces mariages avait été endogame si on entend par là qu'ils se conclurent à l'intérieur du groupe d'appartenance — dont la base n'était pas ethnique, ni religieuse ni sociale, mais politique. D'où une conséquence paradoxale. La génération des étudiants communistes de la seconde moitié des années 40 et des quelques années suivantes réussit à se survivre pour persister dans son être après que ses membres dans leur grande majorité se furent désaffiliés tant elle s'est trouvée étayée et encadrée par des alliances familiales aux buissonnantes ramifications. Le tutoiement de la proximité familiale a relayé et s'est surimposé au tutoiement de l'ancienne foi.

Prolongés et grossis par des réseaux qui, ayant renoncé au compagnonnage militant, lui substituèrent ce ciment plus classique qu'est l'amitié, les réseaux familiaux ont d'autant plus favorisé la persistance de la cohésion générationnelle que l'homogénéité idéologique initiale avait été compensée dès le départ par une grande diversité dans l'origine, le statut social et géographique, les cursus universitaires, les orientations et réussites professionnelles. Ce fut justement une génération en ce sens que le noyau initialement communiste avait été un noyau composite, fait d'apports multiples venus de diverses dimensions et directions autres que la croyance communiste.

Il reste que, bien entendu, c'est le devenir ultérieur, la commune expérience de la sortie du communisme qui, rétroactivement, donna corps à cette génération. C'est quand le foyer s'éteint que la mémoire devient à son tour aliment et source de chaleur et de vie :

« Mais si l'on peut reconnaître l'année d'un vin à son goût,  
Qui nous empêche de penser que chaque génération d'hommes,  
Germant du champ maternel en sa maison,

Garde en elle un secret commun, un certain nœud dans la profonde texture  
de son bois<sup>1</sup> ? »

---

1. Paul Claudel, *Tête d'or*.

## Stalinienne

La capacité des étudiants communistes à s'orienter *grosso modo* correctement pour tout ce qui concernait les matières sur lesquelles leur propre vie et expérience au Quartier latin leur donnaient prise fut déjà moins évidente quand ils devaient aborder le domaine de la politique pure où pesaient sur eux les retombées de la rupture du tripartisme. Cependant, le dialogue avec les étudiants catholiques se poursuivit plus longtemps qu'on n'aurait pu s'y attendre. Il y eut bien, pour traverser et affaiblir ce dialogue, la création malencontreuse, fin 1947, d'une Union des chrétiens progressistes qui, en dénonçant la « duperie sacrilège » tendant à « enrôler la masse des chrétiens au service du grand capital américain » et à donner à ses entreprises « l'apparence d'une croisade », posait en principe que « seul le PCF défendait l'indépendance de la sécurité française, la justice économique et sociale et une Union française qui ne soit pas seulement dans les mots ». Ce petit groupe de communistes chrétiens avait le chic, ne serait-ce que pour légitimer leur existence, de radicaliser et pervertir les occasions de rencontre et de confrontation avec les étudiants catholiques.

Reste que, ces deux années 1947-1949, j'entretins des relations étroites, peut-être même une véritable amitié personnelle, avec les deux dirigeants alors les plus en vue de l'action catholique au Quartier latin : Gérard de Bernis et Georges Suffert.

Comme les destinées et itinéraires individuels sont peu prévisibles ! Gérard Destanne de Bernis — son patronyme le dit assez — appartenait à une famille de très ancienne noblesse. Était-ce autosuggestion de ma part, je croyais retrouver dans ses traits le visage poupin de son illustre parent, ce cardinal charmant et cultivé, lucide et intègre, fidèle en son exil romain aux principes de tolérance et de justice appris de Voltaire, porté en conséquence vers toutes les réformes qui pussent se réclamer des valeurs de progrès, mais fidèle aussi aux siens, à sa famille, à ses amis, à toute cette société brillante et condamnée de la France d'avant la Révolution, homme d'ordre et de charité pour finir. Gérard était d'ailleurs de nous trois le plus naturellement manœuvrier — un politicien de bonne facture habité par une honnête dose d'idéalisme. Il disposait encore, dans l'hôtel particulier de ses parents rue de Courcelles, d'une cellule certes monacale mais où nous servait le thé un valet de chambre en gants blancs. Responsable universitaire de la JEC, cet étudiant en philosophie était devenu en 1949, au congrès du

Touquet, secrétaire général de l'UNEF avant d'en être élu président au congrès suivant, à Arcachon. Qu'il ait par la suite évolué vers un tiers-mondisme d'inspiration gauchisante ne saurait être interprété comme une pure soumission frivole et irresponsable aux impératifs idéologiques du temps. Dès le tournant des années 50, Gérard avait témoigné du lien central qu'il établissait entre sa foi chrétienne et la lutte contre le colonialisme. En février 1950, il avait animé un groupe d'étudiants chrétiens, réuni autour d'un texte qui s'ouvrait sur cette affirmation : « Prendre position contre le colonialisme, à côté d'organisations politiques, n'est pas prendre une position partisane. Avec tout son caractère politique, notre attitude n'est pas partisane, elle est chrétienne. » Et qui poursuivait : « Partout et toujours les pauvres, les opprimés, les exploités nous trouveront à leur côté. Le Christ est pour nous en février 1950

Ce Malgache qui crie justice  
Ce Vietnamien torturé  
Cet Africain emprisonné. »

Gérard de Bernis, malgré les consternants résultats de la décolonisation, devait rester à l'ancre de ses convictions initiales. Aussi, à Grenoble où il s'est fixé, l'Institut universitaire qu'il anime, l'IREP<sup>1</sup>, est-il un haut lieu de l'élaboration des thèses qui prônent un radicalisme économique pour le tiers monde. Sa curieuse dérive vers un irréalisme de principe a trouvé son expression dernière quand, en 1988, il s'est prononcé publiquement en faveur du candidat communiste à la présidence de la République, André Lajoinie.

Georges Suffert était d'une extraction moins relevée. Plus « peuple », expansif et amusant, le cœur et l'esprit généreusement papillonnants, il ne pouvait être en effet que le journaliste, l'essayiste, le polémiste vif et brillant qu'il fut. Mais lui, après s'être vigoureusement frotté au marxisme et au communisme, n'a pas perdu le nord au profit d'un Sud mystique. Mobile et disponible, il avait en réalité une drue fidélité catholique qui lui assura sa vie durant une joyeuse stabilité. Tout le poussait donc, dans les années 60-70, à accentuer les distances prises avec toutes les variétés de socialisme.

La SFIO ne disposait pas au Quartier latin d'un pôle d'attraction aussi fort que le Centre Richelieu et la Fédération française des étudiants catholiques l'étaient pour les chrétiens ; elle manquait également d'animateurs qui eussent l'envergure de Suffert et Bernis. Peut-être cela expliquait-il qu'au contraire de ce qui se passa avec les catholiques nous ayons foncé tête baissée dans toutes les occasions de choc frontal avec elle.

Mais l'essentiel était ailleurs. La troisième force — le mot et la chose s'imposèrent brutalement à la fin du mois d'octobre 1947 — répondait à la nécessité d'une lutte sur deux fronts : l'ennui, c'est que les deux composantes majeures de cette alliance ne s'en faisaient pas la même idée. Pour la SFIO, le front du plus grand péril, c'était celui qui l'opposait au RPF du général de Gaulle après la victoire écrasante que celui-ci venait de remporter aux

1. Institut de recherches économiques et de planification.

élections municipales des 12 et 26 octobre et dont il paraissait acquis qu'elle ébranlait les fondations mêmes du régime républicain et de la démocratie. Pour le MRP où persistaient de vieilles sympathies gaullistes, c'était juste l'inverse : le péril le plus pressant était représenté par le PCF depuis qu'il s'était plié à l'ordre du Kremlin de rejeter le plan Marshall et qu'il avait basculé, comme en témoignait son appartenance au Kominform, dans le « camp socialiste » d'obédience soviétique.

Dans cette concurrence interne entre deux conceptions d'une troisième force dont le point d'équilibre ne se situait pas au même endroit, les socialistes furent battus et Ramadier dut se retirer au profit de Robert Schuman. Léon Blum, qui avait accepté de se présenter à l'investiture, avait échoué de neuf voix pour avoir, dans sa déclaration d'intention, mis sur le même pied les deux dangers. C'était là la substance du « glissement à droite » que les communistes ne cessaient de reprocher à la SFIO.

L'alliance de la SFIO avec le MRP paraissait ainsi constitutionnellement fragile. Elle l'était encore davantage du fait que la laïcité, un thème toujours très vivant, était un levier tout trouvé pour essayer de la rompre, empêcher qu'elle ne s'appuie sur un mouvement authentiquement populaire et la limiter à une alliance de raison entre stratèges parisiens, bref à une combinaison parlementaire.

Le prestige de la SFIO dans ces conditions était tombé si bas qu'ignorants de la vigueur des racines qu'elle avait enfoncées dans le milieu des petites gens et classes moyennes de province nous comprenions mal qu'elle se fût montrée capable d'écarter l'offre d'unité organique qui aurait dû la convaincre de se fondre et disparaître glorieusement au sein d'un parti ouvrier unifié de texture résolument bolchevique.

La déconvenue et le ressentiment qu'avait provoqués cette dérobade avaient ravivé la haine nourrie à l'encontre de Léon Blum depuis la scission de Tours, la guerre d'Espagne et la drôle de guerre. Elle était partagée par les jeunes militants d'après-guerre qui la concentraient cette fois non plus sur un seul mais deux personnages maléfiques, Léon Blum et Jules Moch. « La classe ouvrière vous hait ; le peuple tout entier vous hait », devait lancer le 17 novembre 1948 le député communiste de la Loire, Marius Patinaud, pourtant en général si digne et mesuré que le Parti en avait fait un sous-secrétaire d'État au travail dans les gouvernements Gouin et Bidault de 1946<sup>1</sup>.

1. Je ne peux ici éviter de poser la question d'un antisémisme populaire qui, malgré la vigilance officielle à cet égard, perceait dans la presse communiste périphérique. Sur le modèle qu'avait proposé Thorez lui-même quand le 19 août 1944, parlant de Moscou et énumérant les noms de Français déportés, il commente : « Français, Françaises, vous avez entendu les 168 noms. Noms qui sentent le vieux terroir français. Noms de Bretons et d'Alsaciens, noms de Flamands et de Corses, noms de Normands et de Provençaux » (*Œuvres*, I, V, t. 20, p. 74), *L'Aisne libre* du 10 janvier 1948 écrit que les noms de Jules Moch, Léon Blum, Robert Schuman et René Mayer « ne sentent ni la Beauce ni le Berry » (la mention de Robert Schuman, excellent chrétien, provient sans doute d'une confusion avec Maurice Schumann à moins que, dans le cas du Premier ministre, le journaliste ne veuille s'en prendre, comme le fit un jour Duclos à la Chambre, à « l'Allemand ») et, quatre jours plus tard, le 14 janvier, Gaston Monmousseau, secrétaire de la CGT, écrit dans *La Vie ouvrière* que « Blum en yiddish signifie fleur » !

La haine en politique est un sentiment énigmatique. Inexistante dans les zones à pression tempérée des régimes eux-mêmes tempérés, on ne la retrouve qu'aux extrêmes. Mais même aux extrêmes elle n'est pas fréquente. Cette haine de tête, désincarnée, abstraite, un peu forcée, douloureuse d'être bloquée puisqu'elle ne peut se décharger qu'en imprécations verbales, ressemble en somme à l'excitation de ce vieux marchand de bric-à-brac qui, dans une nouvelle de Marcel Aymé, « les poings sur les hanches, l'œil étincelant..., pinçant la bouche avec un air d'ironie insultante », interpelle « de sa voix aiguë, toujours irrité..., un grand oiseau empaillé<sup>1</sup> ». Elle rappelle aussi la sorte de rage avec laquelle, à la foire, des jeunes gens avinés gesticulent et s'acharnent à renverser, en les frappant de leurs balles de chiffon, des piles de boîtes de conserve vides et cabossées.

Dès que je fus moi-même dégrisée, c'est d'ailleurs cette énigme, parmi les toutes premières, dont je souhaitai percer le sens. Je consacrai alors une longue étude à ce « phénomène de haine fratricide » qu'avait été la constante et paroxystique détestation des communistes pour Léon Blum<sup>2</sup>. Encore ne savais-je pas à l'époque — Marcel Dufriche, son secrétaire, en témoigna seulement plus tard — que Benoît Frachon, malgré sa réputation de bonhomie, avait avec ses proches sablé le champagne en apprenant le décès de Léon Blum.

Cet effort d'élucidation n'a pas suffi à nettoyer la plaie. Je sentis combien la souffrance, sur ce point précis, ne saurait chez moi s'apaiser quand Jeanne Léon Blum, avec qui plus tard j'entretins jusqu'à sa mort des relations d'affection déferente, m'interrogea. Peut-être ce remords aigu venait-il de l'impression que j'avais de m'en être prise, en m'associant aux vitupérations contre Léon Blum, à mon propre père et aux miens qui, sous maints rapports, fût-ce dans un registre modeste, avaient tant d'affinités avec la figure morale du leader socialiste.

Il faut tout le zèle d'Alfred Grosser, avide d'administrer la discipline à qui ne partage pas son goût de l'entre-deux moralisant, pour faire l'hypothèse que « l'analyste combattante » qui écrit sur « Les communistes et leurs juifs<sup>3</sup> » « a oublié de dire, peut-être même de penser, qu'elle a elle-même participé de la façon la plus engagée à leur combat<sup>4</sup> ».

1. Marcel Aymé, « Les bottes de sept lieues », in *Le Passe-Muraille*, Gallimard, 1943.

2. « Un phénomène de haine fratricide. Léon Blum vu par les communistes », *Preuves*, n° 182, avril 1966. Repris dans *Le Pain et les roses. Jalons pour une histoire des socialismes*, PUF, 1968 et coll. 10/18. Cf. aussi « Léon Blum et le parti communiste », dans *Léon Blum, chef de gouvernement, 1936-1937*. Actes du colloque de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, mars 1965, Paris, A. Colin, 1967. J'abordai encore le thème des rapports des communistes avec Léon Blum dans un travail sur « Les communistes français et le pouvoir » publié, en collaboration avec Michelle Perrot, dans *Le Socialisme français et le pouvoir*, Paris, EDI, 1966.

3. *L'Arche* (le mensuel du judaïsme français), février 1971.

4. Alfred Grosser, *Le Crime et la mémoire*, Flammarion, 1989, p. 32-33. Personne, semble-t-il, n'a eu le loisir d'oublier que j'avais été communiste puisque à la différence de ce qui se passa pour tant d'autres, ce point a été inlassablement rappelé depuis trente-cinq ans que je ne le suis plus. Alfred Grosser ne semble pas d'ailleurs davantage s'aviser qu'il y a parallélisme absolu entre la phrase qu'il cite de moi analysant la position communiste — « ce que les communistes proposent à leurs juifs, c'est d'échanger leurs "particularités" contre celles d'une classe, la classe ouvrière » — et la phrase que, communiste, j'avais écrite dans les *Cahiers du communisme* de janvier 1953 : « La "solidarité juive" n'est donc pas une conception

Le remords était d'autant plus vif que, par ailleurs et comme le paradoxe en est fréquent, la mauvaise action à laquelle avait conduit la haine dont nous nous gavions constitue, pour Arthur et moi, l'un des plus réjouissants souvenirs de notre vie d'étudiants et nous ne pouvons nous empêcher de continuer à en rire aux éclats chaque fois qu'en famille nous en parlons.

Le mardi 23 février 1948, le gouvernement Schuman avait décidé de commémorer dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne le centenaire de la révolution de 1848. L'orateur principal devait en être Léon Blum. Qui décida que nous devions troubler la cérémonie ? Peu importe. Encore fallait-il pouvoir entrer en montrant patte blanche, c'est-à-dire une invitation officielle. La police en uniforme et en civil était venue tôt s'assurer du bon ordre des lieux. Bonasse, elle ne soupçonna pas qu'un étudiant — Arthur —, qui faisait, il est vrai, plus vieux que son âge et avait emprunté à l'un de ses frères un costume et un pardessus élégants, ainsi qu'une paire de gants beurre frais et un feutre seyant, réussît à déjouer les contrôles et nous ouvrît le chemin vers les plus hautes travées. Le parterre était garni d'une brochette impressionnante d'officiels — membres du gouvernement avec le président du Conseil lui-même et les ministres des Affaires étrangères et du Travail, Georges Bidault et Daniel Mayer ; corps diplomatique avec, en tête, le nonce apostolique ; autorités académiques et professeurs en robe. Notre petite troupe, figée dans un obscur respect des ors, chamarrures et gloires de la République — l'insolence façon mai 68 n'avait pas encore cours —, se tassait sur elle-même, muette et contrite, quand Léon Blum, à la manière un peu distante qu'on lui voit dans le tableau de 1916 de Tullio Garbari, *Les Intellectuels à la Rotonde* (les intellectuels en question, ce sont Marinetti, Apollinaire, Suarès et... Léon Blum), ayant attaqué un nouveau développement par la formule : « J'ai la stupide habitude », on entendit, tombant du haut des cieux sur Moïse prosterné au Sinaï, une voix rugir des tribunes : « de la trahison <sup>1</sup> ! ». C'était naturellement Arthur. Le trublion fut aussitôt évacué *manu militari*. Mais dégelés d'un coup, les camarades

---

communiste. C'est une conception nationaliste bourgeoise... Le sionisme a un fondement nationaliste et raciste ». Autrement dit qu'en la matière la mémoire a bien joué non pas pour se suffire d'une confession personnelle, mais pour fournir les clefs d'une logique désormais condamnée. De même enfin, écrire comme je le faisais dans ce même article de 1953 : « Qui oubliera jamais que Léon Blum, des fenêtres de sa villa, aux côtés de sa femme, contemplait la fumée des fours crématoires ? », imputation courante à l'époque pour discréditer le leader socialiste, ce n'était pas qu'une phrase « insensée » selon le qualificatif choisi par Grosser, c'était mettre dans une perspective outrageante pour l'intéressé (et qui découlait de la thèse selon laquelle la persécution n'avait par essence frappé que les juifs pauvres et préservé les riches) un fait aberrant, difficile encore aujourd'hui à expliquer dans la logique raciale hitlérienne : tandis que les nazis se donnaient un mal de chien pour transporter à Auschwitz et les y brûler les vieillards grabataires au seuil de la mort, ils plaçaient dans le même temps des juifs d'immense notoriété dans un statut d'exception qui, fût-ce avec l'idée de les « négocier » ou de les échanger, assurait leur survie. Sur ce dernier point, cf. p. 768, n. 2.

1. On ne retrouve pas, dans le texte publié au chapitre 9 des *Œuvres complètes* de Léon Blum pour la période 1947-1950, p. 419-430, mention d'une phrase commençant par « j'ai la stupide habitude ». Par contre, on retrouve l'allusion aux ouvriers « qui se firent tuer sur les barricades de juin » et l'exaltation de « la brochure de cent petites pages qui devait exercer sur l'histoire humaine une influence comparable à celle du *Contrat social* un siècle avant, *Le Manifeste communiste* ».

qu'il laissait derrière lui se déchaînèrent. Comme Léon Blum stigmatisait le gouvernement de juin 48 qui, par sa police, frappait les ouvriers, on scanda : « Jules Moch ! » Le ministre de l'Éducation, Édouard Depreux, crut devoir lancer un appel au calme : « Nous sommes dans une université libre et chacun a le droit de dire ce qu'il pense ! » Sages paroles auxquelles nous nous associâmes par des applaudissements nourris qui parurent néanmoins intempestifs. De nouvelles expulsions s'ensuivirent. Des applaudissements encore plus frénétiques saluèrent l'allusion faite par Léon Blum au *Manifeste communiste* de Marx et d'Engels et, pour finir, au cri de Blum-Byrnes, rappel des accords du même nom<sup>1</sup>, nous jetâmes à poignées des rubans de film, qui parurent empaqueter l'amphithéâtre.

Le lendemain, libérés à 1 heure du matin du poste de police du Panthéon où nous avions été emmenés pour nous faire mesurer « l'inconvenance de notre conduite », nous reçûmes un télégramme de la cellule des étudiants en médecine appartenant à la section universitaire romaine du parti communiste italien :

« La cellule des étudiants en médecine exprime sa solidarité et son plein accord avec tous les étudiants démocratiques de la Sorbonne pour la dure leçon qu'ils ont infligée au traître Léon Blum et pour la claire démonstration qu'ils ont aussi donnée que la jeunesse universitaire française ne veut avoir aucun rapport avec celui qui asservit et vend sa patrie aux trusts et aux banques de Wall Street. »

C'était la gloire. *Clarté*, dans son numéro daté du 11 mars, confondait d'ailleurs dans le même enthousiasme notre infantile chahut et... le coup de Prague : « Les ouvriers de Prague ont fêté le centenaire de 1848 en instituant la démocratie populaire. » Chaque parti communiste était ainsi appelé à faire et à dire des bêtises à la mesure de ses moyens.

Sept mois plus tard, la grève des mineurs de l'automne 1948 devait être l'occasion de flanquer définitivement Léon Blum d'un compagnon d'exécution en la personne de Jules Moch.

Il y a beau temps déjà que le mineur de charbon est une figure centrale de la geste ouvrière. Dès l'aube de la révolution industrielle, le charbon est porteur de symboles contrastés — la vie et la mort, les ténèbres et la lumière. Le charbon, c'est la vie puisque, pour 80 p. 100 encore de ses habitants dans la France des années 40, il est source d'énergie et de chaleur. C'est la vie meilleure puisque, dans le Nord, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les cantons miniers du Valenciennois et du Douaisis voient la mortalité infantile reculer bien plus vite que dans les cantons textiles de Lille-Roubaix-Tourcoing ou les cantons ruraux des Flandres. Mais c'est aussi la mort quand coups de grisou et coups de poussier, comme à Courrières en 1906, brûlent, asphyxient, emmurent à jamais plus d'un millier de mineurs

1. Au printemps de 1946, le gouvernement de Félix Gouin avait chargé Léon Blum, Emmanuel Monnick et Jean Monnet de plaider l'ensemble du dossier monétaire, économique et social français à Washington. Les accords Blum-Byrnes (ce dernier, secrétaire d'État sous Truman), signés le 28 mai, s'en tiennent formellement à la liquidation gracieuse des dettes de guerre, mais en contrepartie les négociateurs français ont dû promettre de laisser entrer les produits américains, notamment les films, risquant ainsi d'accélérer l'américanisation de la culture et de mettre en péril le cinéma français.

descendus ce matin-là dans les fosses 2, 3 et 4 de Billy-Montigny, Méricourt-sous-Lens et Sallaumines.

Le charbon, ce sont les ténèbres qu'évoquent sa couleur et la nuit des puits et des tailles. Mais c'est aussi la lumière — pas seulement celle que dispense la lampe Davy, attribut-fétiche du piqueur au fond, mais la lumière annonciatrice d'un avenir radieux : l'homme au torse nu, se livrant quotidiennement à un travail pénible et dangereux, incarne au début du xx<sup>e</sup> siècle les luttes syndicalement organisées pour arracher aux compagnies houillères des avantages ailleurs insoupçonnés — sécurité de l'emploi, logements dans ces corons devenus hauts lieux d'une contre-société ouvrière, écoles, médecins, secours et retraites.

Or, le *Germinal* de Zola n'aurait-il pas figuré dans le bagage culturel emporté par tout élève de la communale, les communistes des années de la Libération auraient eu ces motifs et bien d'autres pour se sentir concernés au plus intime d'eux-mêmes par la grève des mineurs. Dans ces années-là en effet et jusque dans les années 60 — on retrouve ici cette fameuse ligne de fracture que dessinent entre un avant et un après les années 60 et notamment en France la dernière grande grève des mineurs de 1963 —, le charbon est encore une réalité matérielle qui, dans la main, pèse et salit. La brouette pour transporter les sacs de boulets ou d'anhracite, le tas de charbon à la cave, le seau à charbon et sa pelle près du poêle à feu continu, une salamandre ou la cuisinière, autant de séculaires et quotidiennes réalités de la vie domestique ; allumer, entretenir le feu, secouer et vider les cendres, ranimer, pousser la flamme, autant de gestes d'un savoir ancien qui rythment les travaux de la ménagère et des enfants. « L'hiver cruel aux pauvres gens », c'est aussi depuis l'occupation une crainte et une menace chaque année renouvelées.

Du charbon — du charbon pour les Français, du charbon pour la France. La « grande grève des mineurs » en mai-juin 1941, du bassin de Liège à celui du Pas-de-Calais, nourrie d'un mélange de sentiments patriotiques et d'exigences revendicatives, avait opposé aux occupants pendant plusieurs semaines une résistance efficace. En 1945, « produire », c'est le mot d'ordre général dont la « bataille du charbon » est l'expression la plus directe et la plus immédiate. En 1941 comme en 1944, ces deux combats en apparence contradictoires sont animés par des militants et dirigeants communistes de premier plan : Auguste Lecœur d'abord, Maurice Thorez ensuite, tous deux anciens mineurs, fils et petits-fils de mineurs<sup>1</sup>.

Le résistant d'avril-mai 1941, le producteur stakhanoviste de 1945, le gréviste de 1948 : la discontinuité des comportements n'est que de circonstance. Déclenchée le 24 octobre 1948, la grève des mineurs vise à obtenir une augmentation des salaires sur la base d'un minimum vital à 15 000 francs

---

1. Contester à Thorez son appartenance au monde des mineurs, comme Robrieux le fit au double motif qu'enfant de la faute son père naturel n'était pas lui-même mineur et qu'il échappa très jeune encore à la vie du mineur de fond, est une entreprise futile. Outre que preuve a été définitivement apportée qu'il descendit bien un temps au fond, ce qui compte, c'est que toute son enfance n'eut pour seul horizon que celui des terrils dans un coran semblable à tous les corons et dans une famille semblable à toutes les familles de mineurs.



avec révision automatique, l'abrogation des récents décrets Lacoste<sup>1</sup> dénoncés comme portant atteinte à la sécurité et aux conquêtes sociales, l'extension des pouvoirs des délégués mineurs, etc. Les notes que, dans un cahier réservé à cet effet, je prends à la réunion du comité fédéral du 8 octobre sur le rapport qu'y présente Raymond Guyot précisent bien l'idée qu'au départ les communistes se font de cette grève : c'est un bélier destiné à enfoncer et disloquer le plan Marshall. Motivée au premier degré par « l'aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière », elle trouve en face d'elle tant « les dirigeants réactionnaires des houillères » que le gouvernement Queuille formé en septembre et, *last but not least*, « l'impérialisme américain ». Mais ces notes révèlent surtout à quel point les dirigeants communistes sont soucieux de ne pas retomber dans « les erreurs du type de celles de novembre-décembre (1947) » : « ne pas s'énervier », « ne pas s'exciter », ne pas céder à la « phraséologie révolutionnaire » et combattre « ce qu'il y a de négatif dans l'idée de grève générale » ; surtout ne pas se laisser provoquer à déclencher des mouvements mal préparés, qui se feraient écraser les uns après les autres.

C'est pourquoi d'ailleurs Raymond Guyot suggère de canaliser la combativité du Parti et des syndicats en la mettant au service d'un puissant mouvement de solidarité avec les mineurs en grève. Prendre la décision collective, entreprise par entreprise, atelier par atelier, de réserver le paiement d'une heure, d'une journée de travail au profit des grévistes, organiser des caravanes de ravitaillement en direction des cités minières, recevoir en retour dans les familles ouvrières et dans les communes populaires des enfants de mineurs, réunir au cours de vastes assemblées des comités de parrainage, autant d'initiatives chaudement recommandées. Au reste, elles correspondent à un élan authentique et profond qui traverse et emporte tout particulièrement le petit monde des intellectuels communistes : en première page de *Clarté*, une photo montre Frédéric Joliot-Curie accueillant chez lui des enfants de mineurs du Nord. Encore l'année suivante, André Stil publie un roman intitulé *Le Mot mineur*, camarades et Louis Daquin tourne le film *Le Point du jour* (il fallut attendre janvier 1951 pour l'exposition du peintre André Fougeron, intitulée « Le pays des mines »). Mais déjà la poésie de combat relie le présent aux glorieuses années de la Résistance. Dès le 11 octobre, dans *L'Humanité*, un poème d'Éluard repose sur le couple antinomique des ténèbres et de la lumière :

« Ombres sous terre du mineur  
Mais son cœur bat plus fort que l'ombre  
Son cœur est le voleur du feu  
Il met au jour notre avenir. »

Ce poème, *Clarté*, qui, non sans quelque raison, rejette le reproche, fréquemment opposé à Éluard, de « trahir la poésie » dans ses poèmes politiques, le reprend dans son numéro du 28 octobre.

L'appel initial à la prudence n'empêche pas cependant une rapide

1. Le ministre socialiste de l'Industrie dans le cabinet Queuille, Robert Lacoste, avait cherché à s'attaquer par décrets à l'absentéisme et au suremploi dans les mines.

escalade et la remise en place du dangereux scénario de l'année précédente, ce qui justifie que, le 9 octobre, devançant la réalité, le président du Conseil qualifie d'« insurrectionnelle » la grève des mineurs. La veille déjà, les ouvriers des cokeries ont été réquisitionnés et ceux qui refusent d'obéir à l'ordre de réquisition arrêtés. Trois jours plus tard, le gouvernement décide le rappel de réservistes. Le 21 octobre, la première intervention de la troupe fait deux morts parmi les grévistes. Le 2 novembre, des blindés accompagnent les 30 000 hommes de troupe chargés de dégager l'entrée des puits. Tandis que ce jour-là elle annonçait que Picasso en un « geste magnifique » versait un million de francs « pour les gueules noires », *L'Humanité* du 27 octobre concentrait ses tirs contre le ministre de l'Intérieur : « Moch lance ses tanks à l'assaut du puits d'Alès et fait couler à nouveau le sang des travailleurs français. »

Jules Moch, nouveau Noske, est alors définitivement hissé sur la claie d'infamie. Pour Aragon, dans sa *Chanson de la Ricamarie* (*L'Humanité*, le 16 novembre), toujours le soleil et l'ombre, mais l'ombre, c'est désormais Jules Moch :

« Le soleil c'est votre courage  
Hommes de fer hommes de fond  
L'avenir comme le charbon  
Vos pics en fassent l'abattage

Ce matin vous avez repris  
Un puits ô mineurs de la Loire  
Ce soir l'ombre sera moins noire  
Pour ceux de la Ricamarie

Et cette histoire surhumaine  
Fait reculer Moch et la nuit... »

Publiés seulement dans *Les Lettres françaises*, car il faut respecter la hiérarchie des notoriétés, les vers d'Eugène Guillevic sont moins mauvais mais la cible mortifère est la même :

« Les morts vous savez faire  
Le nombre n'est pas pour vous impressionner

Des morts vous savez faire  
Pour presque rien pour quelques francs »

Jules Moch, dont l'intégrité et le courage personnels étaient sans faille, a payé très cher sa vie durant le débordement d'injures que lui valut, ministre de l'Intérieur du gouvernement Schuman, son énergie à combattre la grève, persuadé qu'un coup de Prague n'était pas en France une éventualité tellement plus improbable qu'elle ne l'avait été en Tchécoslovaquie. Fils de saint-cyrien — son père avait été un proche du Jaurès de l'*Armée nouvelle* —, lui-même polytechnicien, officier du génie maritime et héros des deux guerres mondiales, Moch avait cette haute et droite intelligence active d'un technicien de très grande classe, mais il manquait de la finesse d'analyse qu'aurait développée en lui un esprit plus retors. Dans ses Mémoires, *Une si longue vie*, il reprend encore, à l'appui de ses thèses, le texte de sept consignes

que, d'après lui, le parti communiste aurait adressé à ses militants en fonction de leur degré d'initiation et dont il avait fait état à l'Assemblée le 16 novembre 1948. Or la moindre sensibilité à la manière de parler et d'écrire des dirigeants communistes à la tête d'organisations syndicales lui aurait fait écarter comme peu crédible tout ou partie d'au moins quatre de ces sept consignes. Une formule telle que : « Exciter les masses contre le gouvernement actuel, dont la chute demeure l'objectif essentiel de la grève des mineurs », ne peut être que le produit d'une « synthèse » grossière établie par un auditeur extérieur : les communistes n'admettent pas qu'ils aient besoin d'« exciter » les masses. Plus invraisemblable encore est la formulation de la consigne n° 2 : « Raidissement complet de l'attitude en vue d'obtenir la chute du gouvernement et ensuite prise du pouvoir, même s'il faut passer à l'action directe », et de la consigne n° 3 : « Objectif : chute du gouvernement et instauration d'une démocratie populaire. » Les communistes, auraient-ils en tête cette perspective-là de développement de l'action en cours, se garderaient de l'exprimer car, à leurs yeux, il est contre-productif — « aventuriste » — de devancer le moment où il devient utile et pertinent de dévoiler un nouvel objectif, plus ambitieux que le précédent.

« Avec les mineurs, solidarité », proclame donc *Clarté*. Solidarité ? Dans le numéro daté du 1<sup>er</sup> décembre, mon frère Henri signe crânement de son nom et de sa qualité — élève de l'École nationale des Mines — le compte rendu, surtitré « Un étudiant revient de la zone occupée », de l'enquête qu'il a effectuée à Lens et dans le pays minier à l'invitation de la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol :

« On n'est pas arrivé en gare de Lens que, déjà, on voit l'impeccable alignement des automitrailleuses prêtes à intervenir. Patrouilles de parachutistes dans les rues, mitrailleuses sur le ventre... Nous sommes occupés. »

Puissance des analogies boiteuses ! Henri savait mieux que personne ce qu'avait été l'occupation hitlérienne et l'épreuve qu'elle avait représentée pour Jules Moch. Néanmoins, le parallèle faisant du gouvernement, des CRS et des gendarmes français les émules de la violence nazie, il l'accepta à l'instar de *France nouvelle* qui le 30 octobre titrait : « Comme au temps des pelotons d'exécution commandés par les Waffen SS, à la manière du maréchal hitlérien von Stülpnagel en avril 1941, le massacreur J. Moch fait tirer ses CRS sur des poitrines françaises » ; et sur la même page un grand dessin de Boris Taslitzki, lui-même ancien déporté à Buchenwald, représentait à gauche, au-dessus d'une date, 1941, un soldat nazi en posture de fusilleur avec à ses côtés Hitler, Pétain et Laval tandis qu'à droite, au-dessus de la date de 1948, un CRS, fusil en joue, avait à ses côtés J. Moch, L. Blum et l'oncle Sam. Le 4 novembre, dans *Les Lettres françaises*, Claude Morgan, en reportage à Saint-Étienne, évoque les « CRS-SS ». Le lendemain, Simone Téry intitule son billet dans *L'Humanité* « CRS-SS ». Le 17 novembre enfin, à l'Assemblée nationale, Auguste Lecœur conteste qu'il soit « exagéré, comme font ou ont fait certaines personnes qui ont visité les corons, de comparer les compagnies républicaines de sécurité aux SS ». Quant à Marius Patinaud, député communiste de la Loire, il dénonce « les CRS qui resteront

dans l'histoire comme les tristes successeurs des SS hitlériens ». Vingt ans plus tard, les soixante-huitards savaient-ils encore que c'étaient « les crapules staliniennes » qui avaient en 1948 inventé leur plus fameux cri de guerre : « CRS-SS ! » et que c'étaient encore elles qui l'avaient fait résonner en 1955 tout au long des grandes grèves et émeutes des chantiers de Penhoët à Saint-Nazaire ?

Juste équilibre des passions contraires : quand le temps fut venu pour Henri de s'engager dans la vie professionnelle, il se trouva toute une période en butte à un ostracisme politique bien que ses services de guerre attestassent hautement son courage et son patriotisme. Quoi qu'il en soit, le fil est là : d'une occupation, l'autre. Le Comité des anciens du 11 novembre 1940, auquel Henri appartenait également, appela donc à commémorer, avec plus de solennité encore qu'à l'accoutumée, la légendaire marche à l'Étoile dont la rumeur avait dès l'origine amplifié le caractère sanglant : la radio de Londres, sur le moment, avait parlé de 11 morts et le recteur Roussy avait encore en 1945 évoqué comment « sur la tombe du Soldat inconnu le sang des étudiants et des lycéens de Paris coula comme l'offrande d'une riche promesse et le gage d'un serment solennel ». Notre tract de 1948 reprenait bien entendu le thème : « Des étudiants tués, blessés, arrêtés puis déportés sans retour furent les victimes de cette glorieuse journée ». Le ministre de l'Éducation nationale, Yvon Delbos, se contenta néanmoins, en se rendant à l'Arc de triomphe pour y choisir l'emplacement où apposer une plaque commémorative, d'y faire graver un texte plus mesuré « en hommage aux élèves, étudiants et maîtres qui, le 11 novembre 1940, ont manifesté contre l'envahisseur allemand ».

Précédé d'un drapeau tricolore, d'une banderole « Honneur aux étudiants du 11 novembre 1940 » et d'une gerbe simplement drapée de la mention « Les étudiants de Paris », notre défilé, parti à 17 heures de la place de la Sorbonne, se heurta au carrefour Saint-Germain à une police nerveuse qui le disloqua à coups de pèlerine (on est loin encore du déploiement paramilitaire des compagnies anti-émeutes d'aujourd'hui). Tard dans la soirée cependant, Henri et Arthur, relâchés du poste du VII<sup>e</sup> où ils ont été emmenés avec moi sur ordre du commissaire de police du V<sup>e</sup> dont nous sommes des « clients » attirés, accomplirent seuls la fin du parcours pour déposer sous l'Arc de triomphe la gerbe certes un peu abîmée après avoir été piétinée au cours des affrontements de l'après-midi. Ce qui n'empêche pas l'ordonnateur officiel des cérémonies de la journée de les inviter fort civilement à la déposer de manière à dissimuler la grande couronne du parti communiste français. Ce qu'ils refusèrent avec dignité.

J'ai essayé de montrer comment, dans son urgence, ses justifications immédiates, ses perspectives d'avenir, le combat que nous menions au Quartier latin pour la rénovation de l'Université ne manquait pas, sinon d'originalité, du moins de souffle. De même, dans les matières politiques que nous abordions un peu de biais, par les côtés où elles nous touchaient de plus près, nos positions étaient encore défendables même si la grande

coupure que provoquait, dans le droit fil d'un antifascisme de guerre, le début de la guerre froide commençait à les déformer. Par contre, à les réexaminer, les choses deviennent vraiment pénibles quand l'idéologie ne faisait pas que s'en mêler mais s'imposait quasiment à l'état pur.

Ce n'était pas tant l'apprentissage forcé du marxisme-léninisme qui menaçait l'intégrité intellectuelle des étudiants communistes. Après tout, lire avec quelque esprit de suite des auteurs comme Marx, Engels, Lénine ; participer à des cycles d'études ou des groupes de travail qui débattaient de questions comme la lutte des classes, la démocratie, la liberté, la personne, l'État, le matérialisme, l'humanisme, la guerre et la paix, le machinisme et la technique, le syndicalisme, la Révolution et les révolutions (1789, 1848, 1917) ; courir des conférences de type plus politique mais à assise théorique comme celle prononcée le 21 avril 1947 à la Mutualité sous la présidence de Marcel Prenant par Georges Cogniot sur le thème : « Démocratie ou pouvoir personnel », ce n'était là qu'une voie entre d'autres pour réfléchir aux grandes affaires du temps, et il faut bien que de jeunes intellectuels commencent par un bout. Les étudiants chrétiens de leur côté ne s'adonnaient-ils pas à des lectures, ne se familiarisaient-ils pas avec des auteurs, des textes, des approches et toute une gamme de connaissances, questions et débats dont l'institution scolaire dans sa laïcité et sa neutralité boudeuses avait expurgé ses programmes ?

La limite de validité est néanmoins franchie quand ces apprentissages et initiations, qui, pour de jeunes étudiants, ont le mérite d'être extérieurs aux circuits établis, ne sont pas proposés en addition et pour une confrontation critique mais présentés comme des armes qui les font entrer dans une bataille où ils ont seulement à défendre leur camp et assaillir celui d'en face.

On le vit bien d'abord à l'évolution du comportement des étudiants communistes à l'égard de l'enseignement « officiel ». Beaucoup d'entre eux désertaient les cours, comme les étudiants ne s'en sont pas privés de tout temps et en tous lieux, au moins tant que les universités furent des universités et ne se ravalèrent pas, surtout dans leurs premiers cycles, au rang d'écoles primaires supérieures et tant qu'il suffisait de passer des examens en fin d'année sans subir tout au long le carcan du « contrôle continu ». Ils les désertaient soit pour jouir du temps qui passe, soit pour s'occuper d'autre chose qui les passionnât davantage, soit même pour se consacrer à l'étude des questions et auteurs du programme, mais à leur manière et à leur pas. Je crois bien, une fois sortie du lycée et de khâgne, n'avoir plus suivi régulièrement aucun cours sauf, pour mon malheur, les grands cours de géographie physique qui ne m'en sont pas moins restés hermétiques. Quand j'apparaissais à la Sorbonne, on soupçonnait que c'était jour de manifestation. J'ai toujours préféré travailler en bibliothèque — dès que j'y fus autorisée, à la Nationale — ou chez moi. D'autres, moins portés sur le travail solitaire, se mettaient à deux, trois ou cinq, surtout pour la préparation en commun des concours. Rien là que de très banal.

Les choses se gâtent quand d'une part on théorise sur la « décrépitude » de l'enseignement officiel, inéluctable corollaire du « stade final du capita-

lisme » où l'impérialisme condamnait à végéter les léninistes que nous étions. Il y avait certes à dire des cours dispensés. Des professeurs plats, ennuyeux, vétilleux, ridicules, bref insuffisants, il y en avait autant qu'à l'habitude. Plus ? Il en est pour les professeurs comme pour les élèves : rituellement jugés de plus en plus mauvais, plus mauvais en tout cas que les fournées antérieures. C'est parfois vrai. Ce le fut vraisemblablement à partir des années 70 de ce siècle, encore que le corps universitaire a tant changé dans son extension, sa structure, ses fonctions et ses charges que la comparaison n'a pas grand sens.

Gémir sur l'impéritie de nos maîtres, passe encore. Mais pour des révolutionnaires aussi déterminés que nous l'étions, cela ne saurait suffire. Il fallait agir, mettre le nez de ces ignorantins dans le creux de leurs prestations sonores, les avertir et sermonner pour les incliner à boire la potion magique du marxisme-léninisme qui les ragaillardirait, ranimerait leur vigueur et leur rendrait des raisons d'aimer les choses de l'esprit. Nous consentions même, en revenant dans les amphis si peu garnis et, après avoir poliment levé la main pour demander à poser une question, ce qui ne pouvait que nous être libéralement accordé, à refaire tout au long la leçon qui cette fois ne serait pas la leçon *du* maître mais la leçon *au* maître.

Dans *L'Humanité* du 10 mars 1949 et sous ma signature, j'exalte la méthode où je crois voir « mourir, sous l'ardente poussée de la jeunesse intellectuelle, l'université officielle, bourgeoise » et « se créer lentement une nouvelle université où professeurs et étudiants, dans un esprit fraternel, multiplient les raisons pratiques de croire en l'action organisée de la classe ouvrière » ! J'en donne trois exemples. A la faculté de droit, le professeur Moyenne traite du plan Marshall. « Après une série pressante de questions », il objecte — tout professeur un peu expérimenté sait comment un questionnement compulsif et erratique peut ensabler un cours et une pensée : « Je n'ai pas le temps. » Objection fatale même si justifiée par les impératifs du temps alloué ! Car « les étudiants demandent alors que soit réservée dans la semaine une heure pour la libre discussion, pour le choc des idées entre élèves et professeurs. Le refus qui leur est opposé témoigne de la volonté officielle d'empêcher au maximum la confrontation légale des points de vue divers ».

A la faculté de médecine, le professeur Joannon étudie le problème de l'alcoolisme et, selon ce que j'en écris, « prétend qu'il n'y a rien à faire contre ce fléau social ». Aussitôt un « groupe d'étudiants » — communistes, bien sûr, même si je ne le précise pas — lui répond par tracts, distribués abondamment dans les amphis : l'alcoolisme n'est pas un fléau qui tient à l'essence de l'homme, mais un fléau du monde capitaliste. Comme Gorbatchev serait aujourd'hui soulagé si c'était vérifié ! Le professeur Joannon, lui, quarante ans plus tôt, se borne à regretter l'usage de tracts. A quoi lui est rétorqué : « Instituez des discussions publiques, diminuez le nombre des cours professoraux, et nous n'aurons plus besoin d'utiliser la méthode du tract... »

A la faculté des lettres enfin, c'est le professeur Labrousse, « socialiste SFIO, qui se prétend marxiste... ou marxien », et son cours qui porte sur le

mouvement ouvrier et les idées sociales en France auxquels le journal *Renaissance*, organe des étudiants communistes en histoire, consacre un numéro spécial pour « reprendre les théories du falsificateur et dénoncer ses trahisons du marxisme ». Falsificateur, trahison : langage « fraternel » ?

On voit déjà les ambiguïtés de l'entreprise. D'un côté, et vingt ans plus tard, pour le meilleur et pour le pire, ce sera chose faite, il y a une première et timide tentative pour secouer les somnolences d'un enseignement *ex cathedra* qui condamne ses auditeurs à n'être que de passifs preneurs de notes. C'est d'autant plus justifié que l'augmentation récente, à cette date, du nombre des étudiants a élargi la dimension des auditoriums, rendant de plus en plus impraticable le dialogue que permettait naguère leur taille restreinte. Faut-il rappeler qu'un Durkheim à Bordeaux professait à la fin du siècle dernier devant huit à dix élèves ? Mais, de l'autre côté, comment ne pas relever la double et inacceptable prétention consistant d'abord, en se réclamant d'un esprit critique également partagé, à mettre sur le même pied professeurs et élèves, ce qui préjuge de l'inutilité en toutes matières d'acquiescer au préalable un corpus de connaissances, un *savoir* ; consistant ensuite, en s'armant d'une dogmatique marxiste-léniniste assez grossière maniée à la manière d'un équarrisseur, d'un moulin à prières, d'un pulvérisateur, à réduire le savoir à une collection d'*opinions*, sujettes à débat comme le sont par essence des opinions.

J'ai depuis découvert que cette orientation donnée à l'activisme des étudiants communistes de Paris n'était pas de hasard. Au même moment, en Pologne par exemple, le combat contre « la science bourgeoise » avait pris aussi ce tour-là, comme le décrit Zbigniew Herbert<sup>1</sup> :

« Une fois en 1950, réunion ouverte de jeunesses communistes : il fallait en finir avec les professeurs bourgeois. "Qui parmi vous entrera en lutte avec le professeur Konrad Gorski ?" Une main s'est levée : "Moi !" En quoi cela consistait-il ! Eh bien, le professeur entrait, commençait son cours sur Krasinski, alors le délégué à la lutte se levait : "Monsieur le professeur, vous nous parlez de Krasinski, mais vous ne soulignez pas le rôle de la lutte des classes dans la littérature polonaise", et ainsi de suite sur le même ton. Le vieux monsieur, légèrement irrité, disait : "Ce n'est pas le sujet de mon cours", reprenait le fil de son exposé, mais au bout d'un moment, l'autre vigilant se relevait : "Oui, bien sûr, mais la lutte de classes..." »

Assaisonnée du grain de sadisme que la jeunesse des écoles, si elle y est excitée, mêle à ses rapports contraints avec des savants chenus, notre virulente contestation du contenu de l'enseignement universitaire portait en germe de bien mauvaises graines qui, depuis d'ailleurs, ont rempli d'orties et d'herbes amères le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Que les étudiants de 1968 aient revendiqué d'avoir voix égale au chapitre dans l'établissement des programmes, la conduite des examens et jusque dans les jurys de thèses de doctorat, cela ne fut qu'une brève et éphémère toquade due à l'exaltation du moment. Mais que les commissions d'évaluation et de sélection des candidats au CNRS accueillent des manda-

1. « La "Trahison des clercs" en Pologne : entretien avec Zbigniew Herbert, *L'Autre Europe*, n°s 17, 18, 19, 1988.

taires syndicaux relève d'une confusion durable entre ce qui appartient à la défense légitime des statuts et des carrières et ce qui touche à la stratégie de développement des disciplines et des compétences.

Sans doute est-ce moins sot — mais plus dévastateur à terme — que la pratique universitaire américaine accordant aux étudiants la satisfaction d'attribuer des notes, des lauriers et des blâmes à leurs professeurs, non tant sur la base de la valeur intrinsèque des cours dispensés que sur leur capacité, éventuellement démagogique, au maternage de leurs élèves, sur leur assiduité gentille aux *parties* hebdomadaires de « *beer and bretzels* ». Ce qui témoigne moins d'un lien sensible entre maîtres confirmés et jeunes disciples que du souci mercantile propre à des universités privées de plaire à leur clientèle. A moins qu'on ne retrouve là aussi cette aspiration « démocratique », abusive, dévoyée peut-être mais très active dans toute l'épaisseur de la société américaine, que résume assez bien le mot *accountability*.

Il reste un paradoxe à analyser : ce marxisme grossier, grossièrement asséné et plaqué sur des données mal maîtrisées, a néanmoins servi d'échafaudage à la construction de personnalités intellectuelles qui, dans maintes disciplines — l'histoire par exemple —, ont joué par la suite un rôle marquant dans l'avancement des connaissances. Comme si la formulation précoce d'une pensée critique, fût-elle lourdement grevée d'une arbitraire dogmatique, et puisât-elle une bonne part de son insolence dans la force et le nombre que détenaient les gros bataillons du socialisme et de l'Armée rouge victorieuse, avait permis des exercices d'éveil et d'assouplissement qui, une fois ôtée cette barre d'appui, ont eu les plus heureux effets.

Pourtant, à relire *Clarté*, que d'énormités n'avons-nous pas proférées, et sur le ton le plus rude ! Voici, signée bien justement « Jean Ledur » dans le numéro de novembre 1949, une dégelée infligée à Raymond Aron pour son cours de l'ENA où, à l'occasion précisément de la célébration du centenaire du *Manifeste communiste*, il développe, esquissée dès 1944 à Londres dans sa revue *La France libre*, la célèbre analyse du marxisme comme l'une de ces « religions séculières » que le monde moderne a secrétées pour compenser l'affaiblissement de la foi dans les grandes religions transcendantes. Voici, signée G.O. dans le numéro du 2 décembre 1950 — sur un ton plus serein et d'une plume qui annonce déjà qu'elle sera l'une des plus élégantes de l'école historique française contemporaine —, une mercuriale adressée à Fernand Braudel qu'on renvoie, pour sa « philosophie atlantique », à « la leçon des historiens de *Fils du Peuple* et de la *Révolution de la mer Noire*<sup>1</sup> ».

Faut-il penser dès lors que les mouvements de pensée critique, à chaque génération, séduisent un certain type d'esprit dont le talent profite non pas de la manne que ces mouvements leur prodiguent, mais des circonstances qu'ils créent pour les faire se rencontrer en un compagnonnage fécond ? Est-ce d'ailleurs, dans le cas qui nous occupe, d'avoir bu ensemble à grands traits le tord-boyaux marxiste-léniniste qui fut l'événement déclencheur du

1. On a compris que ces « historiens » sont Maurice Thorez et André Marty.



commun engagement ayant fait de beaucoup d'entre nous par la suite des chercheurs ou est-ce plutôt de s'être réveillés ensemble de la lourde ivresse qui fut un temps la nôtre ? La première hypothèse plaiderait en faveur de l'opportunité des erreurs de jeunesse, quelles qu'elles soient et quel qu'en soit le prix pour soi et pour les autres ; la seconde, en faveur de la grâce que seraient les ruptures de fidélité, les retournements de la conscience intellectuelle et morale pourvu que ruptures et retournements — baptisés conversions ou apostasies — interviennent avant la floraison. Ne risquait-on pas alors de glisser vers une amnistie générale et complaisante ? Que dis-je, vers une justification de toutes les aberrations pourvu qu'elles soient marquées du sceau de la jeunesse ? Certes, il ne s'agissait que d'apprentissages intellectuels ; nous ne sommes pas, pas encore, sur le terrain de l'évaluation morale. Les circonstances nous ont d'ailleurs été favorables : après le temps ramassé et brutal des convulsions de la guerre et de l'après-guerre, d'autres temps, ternes et gris, contrarièrent nos attentes et calculs antérieurs. Les longues plages de calme relatif, de liberté et de mieux-être à l'ancienne qu'ils nous menagèrent nous permirent de reprendre en sous-œuvre les fondations sur lesquelles installer l'œuvre à venir.

La comparaison avec l'épisode soixante-huitard, qui se situe à égale distance — vingt ans — de ce que fut notre mésaventure aux alentours de 1948 et de l'année 1988, d'où j'observe l'un et l'autre aujourd'hui, ne s'impose-t-elle pas ici ? Il fut, dans ses diverses composantes attachées à une variété ou une autre de marxisme, de beaucoup plus suranné et, de ce fait, artificiel, arbitraire, capricieux que cela n'avait été pour nous. Entre-temps, le monde en effet avait pivoté. Il était décidément entré dans une époque où marxisme et communisme allaient se révéler carrément obsolètes. Est-ce la raison pour laquelle il me semble, tout bien pesé, qu'il y eut, chez les gauchistes soixante-huitards de toutes obédiences, davantage de ces « gamins évolués et pervers » dont parle Dostoïevski, davantage de ces horribles « petits chefs » qui, au cri de « Mort aux petits chefs ! », se lancèrent aux trousses de vieillards maladroits ou effarés, davantage de ces jeunes caïds suivis d'une meute de voyous sans honneur mais aux poings solides, ivres de la « puissance du collectif » qu'il n'y en eut chez les communistes orthodoxes de notre génération ? « L'assemblée générale, avec présence obligatoire, une table, nappée de rouge, sur la scène, et derrière cette table, sous un palmier, un quadragénaire osseux en vareuse militaire, chaussant un impitoyable lorgnon à la Trotski » : cette description, que fait Iouri Dombrovski dans *La Faculté de l'inutile*, de la scène rituelle qui changeait un vieux lycée tsariste en une école soviétique, autogérée par ses élèves, ne l'avons-nous pas revécue cent fois au cours du mois de mai 1968 et par la suite, comme on l'a vécue des milliers et des milliers de fois en Chine au temps des Gardes rouges ? Scène rituelle qui, hélas, marquait le moment où des titres comme ceux de directeur de lycée ou de ministre étaient tournés en dérision, hués, bannis, mais où des « capitaines de quinze ans » — « *Du armes Kind, was hat man dir gethan ?*<sup>1</sup> » demande Goethe — apprenaient à devenir officiers du Guépéou.

1. « Pauvre enfant, que t'a-t-on fait ? »

La preuve, au débit de ceux de 1968, n'est-elle pas que, dans leur immense majorité, ceux de 1948 se soulevèrent contre eux-mêmes, en une protestation toute morale, quand, avec le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, l'autre face du stalinisme leur sauta à la figure ? Tandis que trop de ceux de 1968 n'ont abandonné leurs redoutables frasques que pour, assez cyniquement, les circonstances s'étant révélées contraires, se laisser récupérer et participer désormais, dans la France de François Mitterrand, à un pouvoir qui, sans être révolutionnaire, ni total ni totalitaire, n'en présentait pas moins les avantages minimaux qu'offre le pouvoir quel qu'il soit.

Ou dois-je prendre garde que cette évaluation sévère du devenir des soixante-huitards, je la porte parce qu'en 1968 j'avais changé de rôle et, professeur, savais mieux ce qu'il en coûtait de ne pas hurler avec les loups ? On n'est jamais sûr de rien, surtout de soi-même. Encore que mon expérience personnelle m'inspirât alors la grande sagesse d'essayer de ne pas confondre les opinions du moment avec l'évaluation des aptitudes et, ce qui n'est pas toujours commode tant le fait pour un étudiant d'avoir des convictions affirmées lui donne d'aise et d'avantage, de distinguer entre ce qui relève d'un système de pensée dont l'ordonnance fait belle figure et ce qui relève d'un vrai savoir en période d'accumulation.

Cependant, si dommageable que fût déjà l'élévation du marxisme-léninisme au statut de science des sciences qui nous faisait tordre la pensée critique et lui assigner pour objet le procès de l'enseignement sorbonnard, il n'y avait là encore que témérité et arrogance juvéniles, propension d'esprits encore en gésine à un dogmatisme exacerbé nourri et gavé d'une simpliste conception du monde.

De bien plus grave conséquence, irréparable puisqu'il y avait mort d'homme, fut toute la part de notre activité militante qui consista à défendre la pureté et la légitimité des crimes staliniens. Prisonniers que nous étions des mécanismes qui nous ont faits personnellement — avec des dizaines de millions d'autres de par le monde — complices de ces abominables sacrifices humains. Ici, et pour commencer par l'épisode majeur de ces années-là, il me faut parler de l'affaire Rajk.

C'est le 16 juin 1949 qu'un communiqué annonce l'arrestation de Lazlo Rajk, ancien ministre de l'Intérieur et ministre des Affaires étrangères de Hongrie. C'est le 6 septembre que l'acte d'accusation du ministère public est signé et envoyé au tribunal populaire de Budapest. C'est le 24 septembre enfin qu'à l'issue d'un procès public Rajk est condamné à mort et exécuté.

L'affaire fait en France sensation et scandale. L'ensemble du processus au sein duquel elle se place n'est pourtant guère perçu. Deux ans et demi plus tôt, un communiqué du ministère de l'Intérieur hongrois avait annoncé le 5 janvier 1947 la découverte d'une « conspiration » où se trouvaient impliqués un ministre et plusieurs députés du parti des petits propriétaires. La décapitation de ce parti et le limogeage de son secrétaire général, Bela Kovacs, arrêté par les autorités d'occupation soviétiques (et déporté dix années durant en URSS d'où il ne revint qu'en 1956) ont sans doute suscité,

en Hongrie et à l'étranger, des protestations, mais celles-ci ont été passagères. On oublia vite aussi le procès du cardinal Mindzsenty (arrêté en décembre 1948 et condamné en février 1949) comme celui de l'archevêque de Kalocsa, Joseph Grösz. C'étaient là encore des adversaires qu'on pouvait à la rigueur faire passer pour des nostalgiques du régime Horthy.

Le procès Rajk apparut donc comme une opération isolée, bien qu'en fait il se situât à la crête d'une formidable vague de terreur rouge qui emporta avec elle des centaines de milliers de citoyens hongrois victimes de mesures policières et judiciaires. Une opération isolée qui, de surcroît, visait à parachever le succès du « grand tournant » déjà sanctionné le 13 juin 1948 par la fusion des deux partis, communiste et social-démocrate, en un parti unique : le « parti des travailleurs hongrois ». Ainsi s'accélérait le passage de la « nouvelle démocratie » de type frontiste, propre aux années 1945-1947, à la « démocratie populaire », forme « non soviétique » de la dictature du prolétariat.

Mais il s'est trouvé qu'en France la légitimité et la crédibilité de l'opération, telle que ses promoteurs avaient souhaité qu'elle fût comprise, furent de manière imprévisible ébranlées quand des hommes qui connaissaient de longue date les personnalités en cause, leurs itinéraires et trajectoire, notamment le ministre de Hongrie à Paris, le comte Michel Karolyi, et surtout le chef du bureau de presse et de documentation près de la légation, François Fejtő, questionnèrent les certitudes prodiguées par l'acte d'accusation.

Il me serait bien difficile de parler avec froideur et détachement de Feri — c'est le diminutif de Ferenc, François en hongrois — alors que, depuis trente ans, Arthur et moi sommes des familiers affectueusement attachés au couple qu'il forme avec Rose, sa femme, et qui a le charme, la culture, la sociabilité gracieuse et tendre de la Mitteleuropa. C'est en novembre 1956, dans les jours qui suivirent la révolte hongroise et l'intervention de l'Armée rouge, que je rendis de moi-même ma première visite à Fejtő dans son service dit des « écoutes russes » à l'AFP. J'avais éprouvé le besoin irrépressible de parler avec celui qui, à mes yeux déjà, pouvait le mieux m'éclairer sur ce qui se passait à Budapest.

Le talent de l'essayiste et du polémiste qui a tôt, codirecteur avec Attila Jozsef de la revue culturelle de gauche *Szep Szo*, acquis figure et réputation dans la vie littéraire et artistique des années 30 à Budapest, le goût du journaliste de l'AFP pour l'information rapide et exacte, l'habitude, conservée jusqu'au grand âge, du travail régulier dissimulé sous un air de disponibilité affable, la répugnance à exercer ce rôle vulgaire de gourou et de mentor qui contraint à renoncer pour soi-même aux gaietés et privautés de la jeunesse, à durcir sa pensée et sa personne, autant de traits nécessaires pour rendre compte de la séduction de Fejtő.

Il faut y ajouter le courage, un courage sans ostentation, fondé sur l'évidence d'un devoir quand l'évidence s'impose. Il en fallait pour se battre comme Fejtő l'a fait et pour convaincre Emmanuel Mounier, directeur d'*Esprit*, de publier dans le numéro de novembre 1949 le retentissant article intitulé « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale ». Car

Mounier avait subi un siège en règle visant à le dissuader d'envoyer l'article de Fejtő à l'imprimerie. Pierre Courtade s'était déplacé en personne pour l'informer, sous le sceau de la confiance autorisée et charitablement préventive, que « Fejtő était un ancien fasciste, agent de la police et collabo ».

A partir du moment où il rencontra cet infime grain de sable qu'était la réfutation opposée par Fejtő à l'administration triomphante de la preuve, le parti français déclencha son dispositif d'urgence et mit la grande batterie en position de contre-attaque. Avec d'autant plus de détermination que le procès Rajk à ses yeux s'inscrivait dans les trois tableaux qui caractérisaient la période ouverte en 1947-1948 : la lutte contre l'impérialisme américain, pour la paix et contre le titisme. Il mobilisa ses journalistes et intellectuels et plaça à leur tête Pierre Courtade, son envoyé spécial au procès, dont les coquetteries cyniques renforçaient un pouvoir de conviction qui reposait en réalité sur l'intelligence du système et la connaissance des faits propres à un prestigieux éditorialiste de politique étrangère. Dès lors qu'il y avait ainsi affaire, campagne et polémique chez les intellectuels, la chose inévitablement devait atteindre les étudiants.

Ce fut sous la forme d'une lettre ouverte, signée de Gérard de Bernis et Georges Suffert, intitulée « Lettre à des amis communistes, Annie Besse et Jacques Hartmann », et publiée dans la revue que nos deux camarades chrétiens avaient fondée et animaient, *Les Mal Pensants*. J'en ai retrouvé une première version, dactylographiée sur papier pelure et qui portait une troisième signature, celle de Philippe Paumelle, mais barrée — je ne sais plus pourquoi.

L'exorde mettait l'accent sur notre entente : « Nous avons appris à travailler ensemble... Pas un événement que nous ne commentions ensemble », et sur le refus, en ce qui concernait les deux signataires, de tout anticommunisme : « Chaque fois qu'une réunion où vous n'étiez pas commençait à prendre un caractère anticommuniste, nous marquions notre désapprobation, soit en pestant, soit en exigeant votre présence. » Gérard et Georges abordaient ensuite le sujet : « Oui, il s'agit de Rajk. » Évoquant les prises de position de Jean Cassou, Louis Martin-Chauffier et Emmanuel Mounier, ils affirmaient comme leurs aînés : « Nous ne sommes pas d'accord et nous le disons simplement. » Reconnaisant la difficulté de définir la notion de « traître » en période révolutionnaire, contestant le caractère totalement explicatif d'un marxisme dont ils ne savent plus bien si c'est « une théorie de la révolution, une philosophie de l'Histoire, un mode d'investigation de la réalité », ils nous interpelaient sans précaution inutile : « Croyez-vous réellement que Rajk soit un traître et que, dès l'époque du Vernet, il ait préparé la contre-révolution et le schisme titiste ? Si vous le croyez, vous êtes déments. Si vous ne le croyez pas, pourquoi mentez-vous ? » Conclusion : « L'exécution de Rajk est un assassinat. » Avec des mots qui auraient dû nous toucher, Gérard et Georges nous pressaient une dernière fois :

« En écrivant ces lignes, nous songeons surtout à toi, Annie, et à toi, Hartmann. Les liens qui nous lient, nous avons la faiblesse d'y tenir. Et nous vous savons droits, honnêtes, sincères : ce que vous avez fait pour les étudiants, nous ne le discutons pas ; ce que vous avez dit, écrit, répondait à notre attente. »

Cette lettre qu'ils nous mettaient au défi de publier dans *Clarté* (« car nous savons que vous ne le ferez pas... »), nous l'avons naturellement reproduite dans le numéro 19 du jeudi 8 décembre 1949 — au bas d'une double page surmontée d'un titre en énormes lettres noires : « Oui, Rajk est un traître », couronnant notre très longue réponse.

Ce n'était pas la première fois que *Clarté* traitait de l'affaire Rajk. Déjà, dans le numéro précédent du 11 novembre 1949, Henri Mitterrand — est-ce ce qui le conduira à devenir un bon spécialiste de Zola ? — avait publié un long papier intitulé « La trahison de Rajk est un fait ».

Jacques Hartmann et moi avions une raison supplémentaire de nous sentir concernés. L'été précédent, en août 1948, nous avions séjourné une dizaine de jours dans un camp d'étudiants situé, à la frontière yougoslave, près de Pécs, ville-évêché où la première université de Hongrie fut fondée au XVI<sup>e</sup> siècle. Arrivée par le train du soir à Budapest et accoudée à la fenêtre du compartiment, ce fut l'une des toutes premières fois où j'éprouvai cette émotion qui s'empare du voyageur à l'approche d'une capitale encore inconnue. Il me fallut sans doute visiter une usine de lampes employant des milliers d'ouvriers. La demeure de l'ancien propriétaire y était devenue la maison de la culture abritant le club des ouvriers, la pouponnière, le jardin d'enfants et l'école d'après 4 heures pour les enfants plus grands. Il me fallut admirer à vingt kilomètres de là une autre splendide propriété, au bord du Danube, qui avait été l'un des endroits les plus sélects du Budapest d'avant-guerre et qui était désormais une propriété de la CGT hongroise où le dimanche se pressaient des dizaines de milliers d'ouvriers et petites gens. Il me fallut haranguer à trente kilomètres de la capitale une brigade de jeunes qui, étudiants, ouvriers et paysans mêlés, construisait de 6 heures du matin à 10 heures et de 17 heures à 20 heures un canal Danube-Tisza : je n'avais pas encore assez de science et plus assez de liberté d'esprit pour m'interroger sur cette frénésie de creusement de canaux qui, héritée du romantisme saint-simonien, a marqué tant d'étapes et paysages de la « construction du socialisme », engloutissant une main-d'œuvre d'abord volontaire puis, par masses énormes, composée de forçats. Il me fallut folâtrer dans une sorte de république enfantine, la République des pionniers, dont les jeunes citoyens étaient censés s'autoprotéger et s'autodiscipliner. Il me resta néanmoins assez de force pour être tout simplement ravie par la grâce de cette ville où l'on pouvait encore deviner ce qu'avait été la double monarchie et, plus encore, par la beauté physique, le charme et l'élégance de ses habitants. Mais les émotions, les impressions, les intuitions les plus intenses, je les avais éprouvées au camp d'étudiants. Rien ne pouvait faire que nous n'eussions vingt ans, une identité, des espérances, des goûts communs dont l'amour de la nature et le plaisir de la marche faisaient le fond. La gravité des mœurs qui était la règle n'empêchait pas la douceur des sentiments brouillés. Quand je relis, d'Arthur

Schnitzler, l'autobiographie : *Une jeunesse viennoise. 1862-1889*, il me semble que j'ai moi aussi connu cette atmosphère subtile, gaie, mutine — *schnippisch* — faite d'attentive courtoisie relevée d'une pointe d'exubérance moqueuse.

J'ai là, sous la main, l'une et l'autre signées Frici, une vieille lettre jaunie et une petite photo du paysage vallonné où le château qui abritait notre campement couronnait une hauteur boisée. Frici, Frici, qu'est-il devenu, mon beau cavalier avec qui, n'ayant aucune autre langue commune, je parlais... en latin ? Sa lettre est en hongrois et j'ai dû demander à mon cher Miklos — Miklos Molnar — de me la traduire car j'avais oublié ce qu'elle contenait. C'est une lettre qui déborde d'enthousiasme pour le socialisme en construction depuis « l'année du tournant ». Frici participe au travail d'éducation du département de propagande et de presse du MEFESZ, l'association des étudiants des universités et grandes écoles. Il habite au collège des acteurs Arpad Horvath (du nom d'un homme de théâtre et metteur en scène de la gauche procommuniste tué en 1945 peu avant la fin de la guerre). Ce collège fait partie du réseau des « collèges populaires » (NEKOSZ) dont la naissance dans les années 30 est liée au mouvement populiste et à la constitution en 1937, à l'occasion de la commémoration du 15 mars 1848 (jour de gloire de Petöfi), du « Front de mars » — point de jonction entre populistes et marxistes.

Un incident drôle — pour moi seule peut-être ? — avait marqué mon séjour au camp, significatif du climat qui régnait en cette seconde année du grand tournant : comme nous étions à la frontière yougoslave et pour exercer notre vigilance révolutionnaire, on nous fit lever à diverses reprises en pleine nuit pour des rondes destinées à débusquer des « ennemis » dont l'identité et le signalement n'étaient pas précisés — des titistes bien sûr. Nos amis hongrois étaient-ils assez bons connaisseurs du passé de leur pays ou avaient-ils assez lu Milos Tsernianski et son admirable roman, *Migrations*, dont la première partie était parue vingt ans plus tôt, pour se souvenir qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle déjà le régiment Slovénié-Danube, dans la Vojvodine occupée par les Turcs, s'était formé et mis au service de l'impératrice Marie-Thérèse et de la cour de Vienne ? Qu'au départ de leur chevauchée vers le Rhin ces cuirassiers serbes chevelus, encadrés par des sergents allemands, dans l'odeur mêlée des fruits qui mûrissaient et des graisses dont étaient imprégnées culasses des canons et moustaches des hommes, avaient bivouaqué autour de Pécs et de sa colline, rapinant, caressant et apeurant, eux orthodoxes, les habitants catholiques romains de la ville basse ?

De quel acte d'indiscipline me suis-je rendue coupable ? Je crois bien avoir traîné en route. Les marches de nuit ne m'amusaient pas : j'avais tout de même déjà connu la guerre. Quoi qu'il en soit, je fus traduite devant un « tribunal populaire » composé des autorités du camp qui me condamna seulement, puisque j'étais étrangère, à monter une garde supplémentaire la nuit suivante. Les membres du tribunal ne parurent pas goûter la plaisanterie quand je sollicitai la faveur de la monter en compagnie de Frici qui était aussi puni.

Gaminerie ? Ce n'est pas sûr. C'est le 21 septembre 1948, un mois à

peine après mon séjour au camp, que Jozsef Révai fait une première critique publique des « tendances sectaires » de la Ligue nationale des collègues populaires. Celle-ci proclame d'ailleurs son autodissolution en juillet 1949 : quelques semaines après l'inculpation de Rajk qui avait été le « patron » idéologique du mouvement des collègues.

Gaminerie, l'affaire Rajk en tout cas n'en était pas une. La réponse à la lettre ouverte de nos deux amis chrétiens, Jacques Hartmann et moi l'avons publiée en commun dans *Clarté* — mais, à la décharge de Jacques, je crois bien, sans en avoir la certitude, que c'est moi qui dus tenir la plume car, à une ou deux reprises, je note un féminin singulier là où en bonne logique il devrait y avoir un masculin pluriel.

Sur quel terrain nous placions-nous d'emblée ? Pas sur celui de la recherche de la vérité : nous reconnaissons notre incapacité à démontrer l'exactitude des faits incriminés. Était-ce là une dérobade ? J'avais lu — je les ai retrouvés dans le dossier que j'avais constitué — l'acte d'accusation de douze pages imprimées, publié en français sous forme de supplément à la revue *Temps nouveaux*, n° 38, 1949, ainsi que le *Livre bleu*, compte rendu sténographique complet des séances du tribunal du peuple à Budapest, préfacé par Pierre Courtade et publié par les Éditeurs français réunis en 1949. Deux documents dont l'édition hâtive et la diffusion démontraient que le Parti, lui, n'entendait pas abandonner le terrain des faits. Nous, si : cet écart, cette faille qui, dans l'immédiat, n'avait aucune conséquence pratique puisque nous acceptions le verdict de culpabilité, c'est probablement le lieu caché à partir duquel, quelques années plus tard, s'effectuera notre remontée vers la liberté de l'esprit. Était-ce dû à ma formation, modeste et un peu théorique mais néanmoins réelle, d'historienne ? Il est de fait que, sans encore en tirer aucune conséquence globale, j'eus peu après une réaction de même nature. La *Nouvelle Critique* m'ayant demandé, dans le cadre de la campagne contre Tito, d'esquisser un parallèle entre les procès de Moscou dans les années 30 et ceux du tournant des années 50, je découvris, en furetant dans les caves du 120, toute poussiéreuse, une collection d'avant-guerre, dans son édition française, de la *Correspondance internationale*, organe du Komintern, qui avait publié au fur et à mesure les procès-verbaux des grands procès. Je me mis au travail sans douter le moins du monde que je parviendrais sans peine à exécuter la commande. Or, ayant tout lu, tout mis en fiches, je me sentis perdue au milieu d'une forêt de données incontrôlables. Découragée, je déclarai forfait.

Paradoxalement, le fait que je renonçai pour moi-même à établir la vérité des faits prolongeait ma capacité de résister à celle-ci. Me reconnaissant impuissante à juger de la vérité des accusations, je me voulais également impuissante à juger du bien-fondé des réfutations minutieuses auxquelles Fejtő avait consacré l'essentiel de sa frémissante étude.

Problème constant et universel : personne n'est, seul et par lui-même, en mesure de vérifier tous les faits. La recherche de la vérité, en quelque domaine que ce soit, est donc nécessairement pour une grande part *déléguée* et cette délégation n'est probante que si elle est éparpillée entre spécialistes et experts, eux-mêmes soumis à contestation et confrontation. Le pluralisme

à toutes les étapes d'une enquête n'est pas une assurance complémentaire, c'est la condition même de l'établissement de la trame factuelle au sein de laquelle il convient de distinguer soigneusement ce qui relève du possible, du plausible et du certain.

L'un des pièges les plus redoutables pour qui se veut attentif à la recherche de la vérité, c'est en outre celui qu'offre l'inférence, à partir de vérités partielles, souvent minuscules et latérales à la cause mais établies sans conteste, à la vérité plénière. Plus encore les vérités partielles qui relèvent d'une expérience d'ordre psychologique : j'y succomberai un peu plus tard quand ses accusateurs prendront appui sur l'homme brutal et tyrannique qu'il était en effet pour asseoir leur réquisitoire contre André Marty.

La vérité de toute façon n'est pas fille facile. Elle se dérobe quand se déchaînent les grands mouvements passionnels collectifs qui, aujourd'hui encore, surtout s'ils s'exposent à la capture des médias, sont susceptibles de balayer inopinément la scène. Elle se dérobe chez les individus aux points aveugles — marottes, obsessions, idées fixes, manies — qui sont comme des cicatrices dans le tissu blessé de l'âme. Un cas m'éclairera. Au début des années 70 me fut amené à l'université, pour lui faire passer un oral de licence, un jeune détenu de Fleury-Mérogis impliqué dans un acte terroriste concernant la Corse. C'était un adolescent blond, yeux bleus, visage doux, ouvert et avenant. Après avoir expédié l'oral en question, je me hasardai à bavarder à bâtons rompus avec lui. Il était intelligent, sensible, cultivé, et raisonnait droitement... à une condition : qu'on n'abordât pas la question corse qui le faisait entamer un discours extravagant sur l'impérialisme et le colonialisme dont la Corse était la victime. Là se situait un point de délire parfaitement circonscrit et d'autant plus étrange que l'intéressé n'était même pas corse. Trouble affectif ? Équivalent d'une passion amoureuse ?

Le caractère incroyablement embrouillé de la cause contribuait enfin, dans l'affaire Rajk, à la difficulté d'atteindre la vérité. Aujourd'hui encore, comme le souligne Miklos Molnar dans l'ouvrage de référence qu'est son indispensable *Histoire du parti communiste hongrois*, « les pièces à conviction manquent. De nombreux points demeurent obscurs, confus, contradictoires ». C'est aussi l'opinion de Lazare Brankov, le dernier survivant des inculpés du procès Rajk — condamné à perpétuité, discrètement élargi en avril 1956 et qui vit depuis décembre de cette année-là à Paris. Représentant dès 1944 du Comité central du parti communiste yougoslave auprès du Comité central du parti communiste hongrois, les relations entre les deux partis et les deux gouvernements passant par lui, il était bien placé pour connaître beaucoup de choses et faire notamment la part entre la dimension purement hongroise de l'affaire (selon lui, dès 1947, sous la rivalité entre Rakosi et Nagy, chacun d'eux ayant à Moscou ses protecteurs dont l'influence variait, perceait la rivalité entre Gerö et Farkas d'un côté, Rajk de l'autre) et des dimensions internationales : par exemple, au premier départ de l'enquête, ce rapport, venu de Suisse, indiquant que dans le bureau politique hongrois il y avait un agent américain, un rapport dont aujourd'hui encore on ne sait pas l'origine exacte.



Il n'est pas exclu que Rajk, sans que ses actes et ses intentions fussent exactement rendus par les interprétations infâmes auxquelles l'acte d'accusation et lui-même au cours de son procès les avaient réduits, eût, au moment où il fut arrêté, des désaccords ou même seulement conservât des réticences à l'égard d'une politique qui, depuis le « tournant », conduisait à un alignement accéléré de la Hongrie sur le modèle soviétique et tendait à couper celle-ci de ses racines nationales. Il n'était pas besoin d'être embrigadé dans un complot « titiste » pour avoir des sentiments et des réactions qui venaient du même fond que ceux animant Tito. La vie militante de Rajk, tout entière clandestine dans la période qui s'étend des années 30 à 1945, avait aussi impliqué des liaisons avec divers services secrets. Ni dans l'entre-deux-guerres l'existence illégale d'une section de l'Internationale communiste telle que le parti hongrois, ni la guerre d'Espagne et le rôle qu'y ont joué communistes espagnols et brigadistes sous un contrôle soviétique lui-même chaotique, ni l'internement en France de réfugiés politiques pendant la drôle de guerre et à l'heure du gouvernement de Vichy sous le couvert du pacte germano-soviétique, ni le retour, d'ouest en est à travers l'Europe occupée, de communistes clandestins dans leur pays d'origine à la veille de l'effondrement du Reich hitlérien n'ont livré tous leurs secrets. Quant à l'intervention des services spéciaux de toutes les puissances en conflit tout au long de ces épisodes successifs, c'est un fait acquis, même s'il ne s'ensuit pas que la description qu'en a donnée le ministère public au procès Rajk fût exacte. On ne saurait oublier que, par au moins un de ses côtés, l'affaire Rajk à Budapest, comme l'affaire Slansky à Prague, jouxte l'affaire Noël Field, du nom de ce Field dont j'ai déjà souligné qu'on ne sait toujours pas de manière irrécusable s'il fut un agent et si, l'ayant été, il fut un agent simple ou double, dépendant plutôt de la CIA et d'Allan Dulles ou plutôt du GRU<sup>1</sup> soviétique et du général Ivan Iosifovitch Proskurov qui en fut le directeur de décembre 1938 à juin 1940<sup>2</sup>. Les dix années de 1937 à 1947 au centre desquelles se situent les années de guerre ont vu, dans tous les camps, s'interpénétrer et parfois se confondre les activités de renseignements politico-militaires et les activités proprement politiques et militantes ainsi que les réseaux qui servaient de support et contrôlaient les uns et les autres. Les renversements d'alliance auxquels l'Union soviétique procéda à deux reprises ont aussi entraîné à leur suite des convergences et des ruptures, des solidarités et des combats qui ont changé de sens en cours de route.

De là, sauf à se livrer à des investigations devant lesquelles les historiens de métier eux-mêmes, tant la fiabilité des résultats risque d'être faible, reculent souvent, le caractère invérifiable, en gros comme en détail, du type d'imputations relevées contre Rajk dans leur dimension factuelle comme dans l'interprétation retenue.

---

1. Le GRU — *Glavnoïe Razvedyvatelnoïe Upravlenië* ou Direction principale du Renseignement — est le service d'espionnage militaire de l'URSS dans le monde, rattaché à la direction de l'état-major général de l'armée. Le GRU est tout à fait distinct, et souvent rival, du KGB dont les fonctions de renseignement, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union soviétique, sont bien moins limitées à la sphère militaire.

2. Cf. p. 376, n. 1.

Encore faut-il atténuer cette dernière affirmation. Rajk, ainsi que l'avaient déjà fait les accusés des procès de Moscou, avait mené avec ceux qui devaient le préparer à son procès public — ses « référents » — une véritable négociation sur ce qu'il reconnaîtrait ou ne reconnaîtrait pas, puis il avait parsemé son discours autoaccusateur de mensonges et de faux dont il était assuré qu'ils seraient autant de signaux pour les initiés.

Même s'il était non moins sûr que ceux-ci, peu nombreux, n'en tiendraient pour la plupart aucun compte dans l'immédiat, Rajk, ce faisant, savait qu'ils n'auraient aucune peine à voir dans son procès un calque des procès de Moscou. C'est bien en effet ce qui se vérifia : dans les hautes sphères du parti hongrois et surtout parmi ses « moscovites », il n'y eut personne pour croire à la culpabilité de Rajk telle qu'elle était définie et argumentée par l'intéressé lui-même. Mais seul François Fejtő, qui avait intimement connu Rajk à l'époque de leurs études et qui de ce fait était en mesure de décrypter ceux des signaux qui s'appliquaient à cette période de leur vie commune, se trouva dans une situation où il put apporter des faits précis qui témoignaient de l'écart entre les faux aveux et la vérité.

Mais cela explique aussi qu'en Occident, ainsi que le note Miklos Molnar, et après de vifs débats, les communistes ne furent pas seuls à croire à une culpabilité au moins partielle de Rajk : le Vatican lui-même y crut. Julien Benda — *La Trahison des clercs* ! —, en invoquant l'affaire Dreyfus, refusa à Fejtő son soutien. Et, dans une lettre intime du 27 juillet 1950, parlant de son projet d'écrire une pièce qui deviendra *Le colonel Foster plaidera coupable*, Roger Vailland explique :

« Le major Brown plaidera coupable et, dans l'ambiance du Tribunal populaire, reconnaîtra qu'il a été un ennemi du peuple et se repentira publiquement. C'est dans la logique du personnage et, si c'est bien fait, servira à l'explication des fameux procès des républiques populaires, que les cons s'obstinent à trouver mystérieux<sup>1</sup>. »

Puisque, Jacques et moi, nous abandonnions le terrain de la vérité, restait celui de la vraisemblance. Nous écrivions :

« S'ériger en nouveau tribunal pour juger de la vérité des pièces du dossier conduit en fait à une impasse. Par contre, féconde est la méthode — et c'est en réalité la seule question posée parce que seule soluble — qui consiste à juger de la vraisemblance de l'affaire. »

Cette distinction entre le vrai et le vraisemblable aurait été en effet de bonne méthode si, intégralement maintenue jusqu'au bout, le vraisemblable ne s'était substitué au vrai et n'avait été reçu pour son équivalent. La dérive commençait quand le vraisemblable recevait un statut qui lui méritait la même révérence que la vérité.

Le vraisemblable, nous proposons de le chercher sur deux points : était-il vraisemblable que Rajk fût un traître ? Était-il vraisemblable que Rajk eût avoué qu'il avait trahi ? Expliquer, démontrer : avec le vraisemblable, quoi de plus aisé, puisque lui sied le raisonnement par antécédent et par analogie ? Des traîtres, et des traîtres qui passent aux aveux, ce n'était

1. *Écrits intimes*, p. 267.

pas ce qui manquait. Deux siècles de révolutions et de contre-révolutions : la série « bourgeoise » de 1789 et la série « socialiste » de 1917 avaient rendu familière la figure du « traître de type nouveau ». Au traître de toujours, celui qui, dans la guerre étrangère, trahit son camp, s'était ajouté le traître qui, dans la guerre de classes, trahit sa classe. La race en était prolifique. « La grande trahison du comte de Mirabeau », la trahison de Dumouriez, de Danton, voilà pour la Révolution française. Malinowski, Zinoviev, Kamenev, Trotski, « les centaines de ceux que la justice populaire a dû abattre pour instaurer précisément le règne de la justice », voilà pour la révolution d'Octobre et le parti bolchevik. Le parti français n'avait-il pas lui aussi les siens : Doriot, Barbé, Célor, Gitton ? Fallait-il s'étonner que les partis communistes des pays de démocratie populaire, le hongrois avec Rajk, le bulgare avec Kostov, fussent affligés d'une engeance qui témoignait *a contrario* de leur pureté révolutionnaire alors que, dans cette région du monde, c'était un parti tout entier, le yougoslave, qui venait d'être démasqué comme traître ?

Sans doute le concept de trahison, le type historique du traître relevaient-ils d'une définition qui offrait l'avantage d'être extensible. Dans une vision, par essence dialectique et de portée d'abord stratégique, du parti, de la classe et de la société à venir aussi implacablement unanime que celle nourrie par le marxisme-léninisme, tout écart, quels qu'en fussent la substance, la mesure, le motif et la visée, pouvait constituer le nodule qui, en grossissant, ravagerait et détruirait l'harmonie vitale.

Le PCF, je viens de le rappeler, avait ses « traîtres » dont l'énumération était rituelle. Traîtres, ceux-là ne l'étaient pas seulement pour avoir « renié » à une date donnée leur foi dans le communisme ou pour avoir sombré dans la collaboration avec les occupants nazis. Ils le devenaient de manière ontologique, immémoriale, à l'instar du péché originel, leur « crime » refoulé et attaché à un lointain et obscur passé quand les misérables étaient tombés dans les rets des services de police qui avaient mission de faire trébucher les militants révolutionnaires. Il ne s'est d'ailleurs pas trouvé grand monde en France, dans l'appareil d'État comme dans la classe politique du temps, pour démentir à chaud ces imputations calomnieuses. Seuls, et des décennies plus tard, les historiens chargés d'établir les notices biographiques insérées dans le *Dictionnaire Maitron*, en particulier la remarquable notice due à Guillaume Bourgeois concernant Marcel Gitton, ont procédé aux vérifications élémentaires. Nul ne se souciait jusque-là de recevoir en pleine figure les paquets de boue et les giclées d'injures que promettait le fait d'intervenir dans ces querelles entre communistes des diverses charrettes. L'insurrection de la conscience qu'appelle une affaire Dreyfus est moins salissante, même si elle est très âpre, quand elle accuse ces gens bien élevés qu'étaient militaires et magistrats dans la France policée du XIX<sup>e</sup> siècle ou ceux de la France encore assez civile des années 50.

Quant à la vraisemblance des aveux, le caractère public du déroulement du procès, le respect des règles formelles de procédure poussaient à l'admettre puisque n'était pas même pensable l'invraisemblable machinerie du truquage dont la fin de l'histoire nous a appris qu'il était la seule vérité de l'affaire.

« Vous nous dites, écrivait Courtade dans *L'Humanité* du 22 octobre 1949, ne pas comprendre pourquoi Rajk parle ainsi. Mais cherchez donc, mais expliquez vous-même ! Le fait est qu'il parle ainsi et que Péri parle différemment<sup>1</sup>. Nous vous donnons notre explication qui est que Rajk est un traître et que Péri est un héros. Vous n'en voulez pas, alors trouvez autre chose ! Si Rajk est un héros, pourquoi ne parle-t-il pas comme Péri ? C'est à vous d'expliquer. »

La vraisemblance était tellement du côté de ceux qui tenaient les aveux pour véridiques qu'il fallait, nous semblait-il, nourrir des préjugés et, bien sûr, des préjugés de classe pour les mettre en doute : minimiser la violence capitaliste (« les tréfonds de sa pourriture, les innombrables bouches de ses égouts clandestins »), tenir pour interchangeables terreur et raison d'État mises au service de la violence capitaliste comme de la violence socialiste, nier enfin que toute l'histoire contemporaine tournât autour de la lutte finale entre capitalisme et socialisme.

En abandonnant pour nous-mêmes le terrain de la vérité, en y substituant celui de la vraisemblance, nous acquerissions aussi du même coup le sentiment réconfortant que ceux qui croyaient à l'innocence de Rajk devaient, comme nous, adhérer à une idéologie, en l'occurrence « réactionnaire », puisque seule une telle idéologie procurait de la vraisemblance à une manière de percevoir l'histoire qui, pas plus que l'histoire accréditée en pays socialiste, ne reposait sur des faits vérifiables. Nous renforçons ainsi l'autorité acquise par l'*opinion*, contrepartie du déficit de l'*information*, sans avoir à rendre compte précisément de ce déficit qui n'était pas le fait de l'impéritie ou du hasard : la justice populaire l'avait volontairement creusé. On voit pourquoi le Parti n'avait pas tort quand il mettait le scepticisme ou les doutes que manifestaient certains militants sur la faiblesse de leur formation idéologique ou sur la distance qu'ils avaient déjà prise à l'égard des principes du marxisme-léninisme dans leur version stalinienne. Il faisait fonctionner le cercle de craie de l'idéologie comme un cercle vicieux à l'intérieur duquel étaient semblablement enfermés à ses yeux partisans et adversaires de la crédibilité du procès Rajk.

On comprend aussi dès lors pourquoi l'un de mes livres sur les deux auxquels je reste attachée — bien que ni l'un ni l'autre n'aient eu grand succès : le second, c'est *Israël est-il coupable ?* — est un petit ouvrage de la collection Idées, publié chez Gallimard en 1972, *Les Grands Procès dans les systèmes communistes*, que j'avais sous-titré « La pédagogie infernale ».

J'avais tenu à donner une première version très abrégée de ce travail poursuivi de l'été 1969 à l'été 1971 pour les *Mélanges en l'honneur de*

---

1. Allusion à la dernière lettre que Gabriel Péri, député d'Argenteuil et chef du service de politique étrangère à *L'Humanité*, écrivit avant d'être conduit le 15 décembre 1941 au poteau d'exécution : « J'ai souvent pensé cette nuit à ce que mon cher Paul Vaillant-Couturier disait avec tant de raison, que le communisme était la jeunesse du monde et qu'il préparait des lendemains qui chantent. Je vais préparer tout à l'heure des lendemains qui chantent. Sans doute est-ce parce que Marcel Cachin a été mon bon maître que je me sens fort pour affronter la mort. Adieu, et que vive la France ! » Les conditions dans lesquelles Gabriel Péri a été arrêté le 18 mai précédent, puis désigné comme otage, ont fait l'objet de vives polémiques et discussions qui n'ont pas abouti à des conclusions certaines, mais cela ne modifie en rien le fait que c'est avec un grand courage et une parfaite dignité que Gabriel Péri affronta à trente-neuf ans son destin.

*Raymond Aron* (Calmann-Lévy, 1971, t. I). Nul plus que l'auteur de *L'Introduction à la philosophie de l'histoire* n'avait en effet contribué au redressement de ma démarche critique.

En 1968 était paru le témoignage sensationnel d'Arthur London, *L'Aveu*. Depuis quatorze ans déjà se poursuivait à cette date ma rumination obstinée sur les procès des années 50. Avec London, j'avais ce qui me manquait terriblement dans les autres cas pour déclencher, puis nourrir, ma réflexion : un contact concret avec le réel et le vivant. London, je le connaissais en effet un peu. En 1950, quand je m'étais rendue à Prague au congrès de l'UIE, j'avais été emmenée chez lui par Raymond Guyot, son beau-frère qui se trouvait aussi de passage dans la capitale tchèque.

La villa qu'habitait le vice-ministre était pleine de monde qui s'agitait et jacassait comme on le fait l'été dans n'importe quelle société à l'existence aisée. J'étais allée saluer dans la cuisine où elle se tenait en retrait, tout de noir vêtue à la manière des paysannes espagnoles et le visage ridé comme elles, Mme Ricol, la mère de Lise London et de Fernande Guyot. A cette minute entra un commissionnaire qui apportait un cageot de poulets. La vieille femme eut un brusque mouvement d'épaule qui l'amena à serrer son châle contre sa poitrine et, le coin des lèvres abaissé en un rictus de mépris, darda un œil noir sur l'innocent cageot comme s'il était un produit obtenu par fraude ou corruption, comme si sa présence induisait une prodigalité et même une débauche contraires aux rigoureux principes d'austérité que la culture espagnole impose à ses révolutionnaires autant qu'à ses chrétiens. Pourquoi ai-je ainsi sur-le-champ, et peut-être absolument à tort, interprété cette scène en apparence banale ? Est-ce parce que mon regard se croisa avec celui, frémissant et agressif un bref instant, de cette intraitable femme de mineur ? Je ne sais. Mais elle s'inscrivit au départ de l'idée que je me fis graduellement de la nomenklatura en régime socialiste.

Dans ces mêmes jours, j'avais aussi été présentée à l'un de ceux qui comparurent plus tard avec London mais qui, lui, n'en réchappa pas, Bedrich Geminder. Au cours d'une réception que le Comité central tchèque avait donnée en l'honneur du Conseil mondial de la paix réuni alors à Prague — son siège permanent —, Laurent Casanova me fit m'incliner devant un petit homme plutôt trapu dont l'allure et le visage me rappelèrent tellement les gens du quartier de mon enfance que j'allais ne voir en lui qu'un invité quelconque quand je fus frappée par le regard inquisitorial dont il m'enveloppa et surtout par le respect dont le cercle qui l'entourait à distance saturait l'air ambiant. Surprise aussi par l'attitude très déférente de Laurent Casanova, alors que j'avais plutôt l'habitude de voir celui-ci transporter en tous lieux sa majestueuse hauteur de cardinal de curie, je coulai vers lui un œil interrogateur : « Un grand camarade », me souffla Casanova qui ne gaspillait pas ce genre de qualificatif. Il m'avait la veille fait justement la leçon quand, à propos d'un autre membre du Bureau politique français, j'avais employé la même expression : « Non, un *bon* camarade », m'avait-il repris. Un grand camarade, soit, mais encore ? Inutile de le lui demander. D'ailleurs, il fallait maintenant tendre la main à Slansky — un bel homme cette fois, et qui faisait penser à notre Auguste

Lecœur. En fait Geminder, ancien collaborateur de Dimitrov et qui, d'origine judéo-allemande, avait d'abord été membre du Parti allemand auquel il avait adhéré en 1921, avait vécu à Moscou jusqu'en 1946 et, bien que s'exprimant difficilement en tchèque — ce qui le faisait parler rarement en public et renforçait l'atmosphère de secret et de mystère qui l'entourait —, n'était venu à Prague que pour y diriger le Département international du PCT.

Pour traiter avec fruit le témoignage de London, je crus bon de l'insérer dans la chaîne des témoignages antérieurs, écrits et publiés par ceux qui, ayant connu les mêmes traverses, avaient eu comme London la chance de survivre. Le discours secret de Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS en 1956 et le chef-d'œuvre de Soljenitsyne qu'était *Une journée d'Ivan Denissovitch* publié en 1962 avaient restitué leur irrécusable authenticité à ces Mémoires que le pouvoir d'intimidation communiste était longtemps parvenu à disqualifier en bloc.

Mon propos était ambitieux : « L'étude des procès, pièce d'un système plus vaste — le système terroriste —, pouvait être une voie entre d'autres qui conduit à la compréhension des mécanismes du système global — le système stalinien. » Je souhaitais répondre à trois questions : comment ? Pourquoi ? Et maintenant ?

Seize ans avant que Gorbatchev relançât, en Union soviétique et dans le monde, le fol espoir que le communisme puisse un jour se mettre en ménage avec la démocratie, la réponse que je proposais à la troisième question n'était guère encourageante :

« Puisque le recours à de tels procès semble aujourd'hui tombé en désuétude, faut-il en inférer que le système stalinien a dégénéré, qu'il revient, bon gré mal gré, vers quelque chose qui tient de notre démocratie occidentale ? Ou bien faut-il plutôt considérer que le système néostalinien de Russie et d'ailleurs, en conformité avec son être bolchevik originel, n'est pas davantage en mesure que naguère de s'incorporer après coup le libéralisme et la démocratie ? S'il n'a plus recours aux grands procès d'antan, c'est qu'il n'en a plus les moyens : là où la faux stalinienne avait couché, de l'Oder à Magadan, des millions d'hommes morts de faim, de froid et de peur, d'autres hommes ont repoussé, qui ne croient plus assez au communisme pour qu'une représentation de ce qu'est le Paradis et l'Enfer selon Lénine leur enseigne la ferveur. »

A la question du « comment », largement élucidée depuis qu'on connaissait « la mécanique par laquelle des troupes sévèrement sélectionnées d'accusés et d'accusateurs, s'accordant à appuyer sur des aveux minutieusement circonstanciés et combinés des accusations que les uns et les autres acceptent de tenir pour vraies dès lors qu'elles permettent aux accusateurs d'accuser et aux accusés de s'accuser à la face des "leurs" et des "autres" », j'esquissais une réponse qui s'écarterait sensiblement de celle, fameuse, donnée par Koestler dans *Le Zéro et l'infini*. Pour Koestler, en effet, les aveux étaient extorqués par un mélange de brutalité physique et de persuasion où ce qui l'emportait en dernière instance, c'était la conviction de « rendre un dernier service » au Parti. Or aucun des « procès de Moscou à Paris » du type, dans le parti français, des « procès » Marty, Tillon, Lecœur, Casanova,

etc., au cours des années 50, ne devait donner lieu à de tels fantasmagoriques aveux. Était-ce seulement que le PCF, faute de disposer du bras séculier, ne pouvait recourir aux tortures et supplices usités à l'Est ? Ou bien qu'à l'Ouest le dévouement au Parti avait ses limites ? Mais la tenue, devant leurs juges et leurs bourreaux, des communistes français torturés, déportés, fusillés pendant l'occupation, infirmait l'hypothèse.

En fait, la condition préalable pour que s'enclenchât le processus de la collaboration entre accusés et accusateurs, c'était donc que, tel un ballon ou une tumeur, eût été dégonflée, anéantie, excisée une identité qui, vidée de sa référence communiste, se trouvait du même coup vidée de toute référence, surtout dans le cas où le militant en cause avait cessé d'avoir ou n'avait jamais eu d'autre culture, d'autres valeurs, d'autres attachements que la culture, les valeurs et les attachements résultant de son appartenance à l'univers communiste.

A la question enfin : « A quoi pouvait bien servir cette mystification ? », ma réponse, sans exclure que la technique des grands procès eût d'autres « vertus » mineures, je l'avais incluse dans la formule « pédagogie infernale ». C'était un diabolique enseignement de masse dont la théâtralité perverse fournissait la clef :

« Le procès apparaît comme le moment et l'acte privilégiés par lesquels cette société délitée, atomisée, éclatée de peur, se ressoude en une société unanime. Le sang répandu des victimes, comme on qualifiait naguère les victimes sacrificielles, réalisait le miracle de la communion... Paradoxe réalisation de la vision durkheimienne d'une société sans conflit où le consensus est le produit d'un apprentissage culturel ! »

Le fait que les condamnés eussent été préalablement séparés de toute trace d'un univers antérieur ou extérieur à leur adhésion au communisme suffit-il à expliquer la chose la plus horrible qu'à l'époque où j'écrivais mon livre je ne connaissais pas, puisque c'est beaucoup plus tard que l'historien tchèque Karel Kaplan<sup>1</sup> a retrouvé dans les archives du Comité central tchécoslovaque les dernières lettres écrites, avant leur exécution, par les pendus de Prague ? Notre revue *Communisme* (n° 10, 1986) les a publiées en première mondiale. Comme toutes les lettres de condamnés à mort à l'issue de procès politiques, tant celles des victimes de la Terreur révolutionnaire en 1792 et 1793 que celles des héros de la Résistance, elles reflètent d'abord la peine et le tourment d'hommes qui, à l'heure suprême, n'ont plus souci que de redire encore l'amour qu'ils éprouvent pour leurs proches, leurs parents, leur femme et leurs enfants, demander éventuellement pardon du mal qu'ils leur ont fait ou de les abandonner dans le malheur, se recommander, sinon à leurs prières, du moins à leur souvenir et exprimer leurs dernières volontés en ce qui concerne l'éducation à donner aux orphelins. Mais ces lettres des pendus de Prague redoublent la répulsion et l'impression d'être dans un monde dément qu'avait déjà suscitée le fait que le procès en question eût été manifestement truqué de bout en bout avec la collaboration active des

1. Karel Kaplan, *Report on the murder of the general secretary*, Ohio State University Press, 1990.

inculpés. Car ces lettres reprennent les dernières protestations de fidélité que chaque accusé avait exprimées publiquement lors de sa comparution. « Ma déclaration finale et la foi que j'y exprimais étaient sincères. Aujourd'hui plus que jamais », écrit Vladimir Clementis. « Notre liquidation et la mienne, c'est seulement au Parti qu'en revient le mérite, c'est une victoire du Parti et donc une défaite des impérialistes... Le Parti a vaincu et est vainqueur », écrit Geminder, qui ajoute : « J'ai fait au cours de l'instruction des aveux dans des choses qui ne sont pas directement ni personnellement en relation avec moi, mais ce sont des faits politiques et en tant que tels des vérités sacrées. » « Crois sans hésiter au Parti et au gouvernement, crois à l'enseignement marxiste-léniniste. Toute déviation, même la plus petite, mène au désastre. Guide Ivanek dans cet esprit », recommande Margolis à sa femme, etc.

Faut-il penser, comme je l'écrivais dans la présentation du numéro de *Communisme*, que ces lettres « sont la dernière expression de l'effroyable manipulation dont les accusés furent les victimes, des lettres écrites encore sous la dictée, avec un référent veillant au grain et regardant par-dessus l'épaule du scripteur » ? Faut-il penser qu'« elles ne sont écrites que “sous influence”, les victimes ayant pleinement adhéré aux vues de leurs bourreaux et les ayant faites totalement leurs, au point, sinon de se réjouir, du moins d'applaudir à leur prochain supplice ? Faut-il au contraire estimer qu'elles sont un dernier sacrifice fait non au Parti, mais à leurs proches, avec l'espoir que femmes et enfants — en changeant éventuellement de nom — seront épargnés ? »

Or le supplément d'horreur auquel je faisais un peu plus tôt allusion, c'est que ces lettres ne furent pas remises aux familles à qui elles étaient destinées. Doit-on conclure que décrypter leur signification n'est décidément pas à notre portée ? Puis-je ici cependant risquer une hypothèse qui s'est imposée à moi tardivement et qui d'ailleurs dépasse le cas sous examen ? Les parents de Slansky et ses deux frères avaient été tués pendant la guerre. Slansky lui-même ne devait sa survie qu'au fait d'avoir été appelé à Moscou. Ce fut là une destinée assez fréquente : tandis que les familles étaient exterminées parce que juives, leurs membres qui étaient militants communistes échappèrent au sort commun bien que juifs. Leur fidélité ultérieure — *perinde ac cadaver* — résultait-elle de ce que leur vie — et leur mort — appartenait au Parti puisque, sans lui, ils auraient péri ? Voici par exemple ce qui se passa en France : en 1940, le consulat d'URSS à Paris fit savoir qu'il accorderait un passeport soviétique aux citoyens polonais — juifs ou non — qui en feraient la demande en arguant, vrai ou faux, qu'ils étaient originaires de la partie de la Pologne annexée par l'URSS après le partage germano-soviétique de 1939. Ces juifs polonais qui furent ainsi munis d'un passeport soviétique — selon quel critère second, l'histoire ne le dit pas — furent arrêtés après le 22 juin 1941, mais en compagnie de tous les Russes, blancs ou rouges, qui étaient devenus aux yeux des Allemands « ressortissants d'une puissance ennemie ». Placés dès lors en résidence surveillée dans la catégorie non des juifs, mais des Russes, ils furent internés à Compiègne d'abord — mais dans le secteur qu'on appelait le « camp des Russes » où



les conditions de vie, soumises à la législation internationale en la matière, étaient beaucoup plus supportables que dans le camp voisin, celui des juifs, puis expédiés en Allemagne, mais dans des forteresses telles que celle de Wülzburg où la détention n'avait rien de plaisant mais était loin d'équivaloir à l'extermination par les gaz. Ce que montrent honnêtement les Mémoires d'Alexander Szurek qui survécut ainsi tandis que sa femme et sa fillette, arrêtées, elles, comme juives, disparurent à Auschwitz <sup>1</sup>. De même, dans les camps dits « de la mort lente » auxquels étaient expédiés, avec toutes les sortes d'exclus du régime nazi, les politiques et Résistants des territoires occupés, à l'exception des juifs qui, comme tels, étaient destinés aux camps d'extermination, les militants communistes d'origine juive qui s'y trouvèrent, ayant été classés comme communistes en dépit de leur autre qualité de juifs, bénéficièrent de la part de protection qui revenait aux communistes, une fois fait au sommet, sans que les SS s'en mêlent, le partage des secteurs protégés entre les composantes organisées de la population recluse. Peut-être ceux qui avaient le sentiment d'avoir survécu grâce à ce système de protection avaient-ils été ainsi préparés à sacrifier leur vie pour le salut de leurs sauveurs.

---

1. Cf. Alexander Szurek, *The Shattered Dream*, Boulder, New York, 1989.

## Permanente I : sur les arrières de l'ennemi à l'époque du stalinisme combattant

En octobre 1951, mon engagement au centre de l'appareil et de la contre-société communiste s'accrut. A cette date, je devins officiellement permanente. En réalité, ce nouveau statut — en congé de convenance personnelle du côté de l'Éducation nationale je devenais une salariée du Parti — ne sanctionnait qu'un état de fait largement antérieur.

Trois ans plus tôt, élève externe de 3<sup>e</sup> année, j'avais passé l'agrégation d'histoire et géographie, une agrégation alors réservée aux filles. Les garçons, eux, disposaient de deux agrégations séparées, l'une d'histoire et l'autre de géographie (celle-ci d'ailleurs ouverte à de rares candidates féminines). Le concours, en juin-juillet 1948, ne me causa guère de soucis. Première à l'écrit, je reculai après l'oral où je connus deux mécomptes, à la 8<sup>e</sup> place (il n'y avait en ces temps-là que de 12 à 15 reçues chaque année). D'abord, j'eus la malchance de tirer comme leçon d'histoire contemporaine un sujet dans lequel j'étais certes à l'aise mais toute bardée de mes pré-supposés idéologiques et politiques : la Russie en 1914. Je conçois que le jury, présidé avec élégance par l'inspecteur général François, fût embarrassé. Il s'en tira en m'infligeant un médiocre 11, à égale distance de l'excellente note que méritaient mon savoir étendu et ma connaissance familière de la question et de la note exécrationnelle qu'appelait un éclairage exclusivement emprunté à notre Bible en la matière — le *Précis* « rédigé par une commission du Comité central du PC (b) de l'URSS » et publié en 1938 sous le titre *Histoire du parti communiste bolchevik de l'URSS*. Ensuite Zurbarán : l'épreuve d'histoire de l'art était une spécialité de l'agrégation féminine, sans doute un beau reste des arts d'agrément qui avaient si longtemps fait le fond de l'éducation des filles, mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle je n'avais pu me résoudre à la préparer sérieusement. En fait, je ne savais par quel bout la prendre. Traitée comme un compartiment de l'histoire à une époque donnée, cette histoire de l'art ne disait rien qui rendît compte de la catégorie du beau ; et traitée comme une matière relevant de l'esthétique, je ne pouvais que reconnaître mon incompétence à cet égard. Reste que j'avais à parler de Zurbarán. Point embarrassée de mon ignorance absolue et du peintre en question et de son œuvre, j'imaginai d'établir un lien entre la sorte de catholicisme qui me paraissait propre aux Espagnes et la représentation qu'en donnait le peintre. J'avais souvenir d'un passage lu dans l'œuvre touffue qu'après sa conversion au catholicisme Joris-Karl Huysmans avait

publiée à la fin du siècle dernier sous le titre *La Cathédrale*. Il y parlait d'un tableau de Zurbarán, un *Saint François d'Assise*, dont il attribuait « l'aloi de mâle dévotion » au naturalisme mystique des peintres du temps de sainte Thérèse et de saint Jean de la Croix. Sans doute mes examinateurs n'avaient-ils pas le même goût que moi pour la fabuleuse érudition de l'écrivain symboliste. La spéculation arbitraire et présomptueuse à laquelle je me livrai à sa suite ne plut pas. Ma vie durant, j'ai expié mon échec en courant, au musée de Grenoble ou à l'église Saint-Médard au bas de la rue Mouffetard, après tous les Zurbarán qui passaient à ma portée. Il me fallut d'ailleurs attendre l'automne 1987 pour qu'au *Met* de New York la grande exposition Zurbarán, revue au printemps suivant à Paris dans une autre lumière et une présentation plus raffinée mais un peu trop ingénieuse et « jolie » pour cette peinture farouche et sévère, me permit de faire amende pleinement honorable.

Agrégée, je bénéficiai d'une quatrième année externée à l'École, ignorant d'ailleurs que je la devais à la réforme conçue en 1941 par Jérôme Carcopino, alors directeur de la rue d'Ulm et bientôt secrétaire d'État à l'Éducation nationale dans le gouvernement de Vichy, réforme abrogée en 1944 puisque émanant de Vichy mais reprise pratiquement telle quelle dans les dispositions qui, à la Libération, la remplacèrent. Au demeurant, ce fut une erreur de m'accorder cette quatrième année dont l'attribution n'était pas automatique même quand l'élève concernée avait, comme moi, du premier coup réussi l'agrégation. Nul ne pouvait en effet ignorer que j'étais alors trop prise par mes responsabilités militantes à la tête du mouvement des étudiants communistes pour imaginer que je choisirais de me consacrer *illico* à la préparation d'une thèse de doctorat.

Il est intéressant d'observer qu'à cette date — 1948 — le sentiment, acquis pendant la guerre, de l'incertitude et de la fragilité des temps à venir, éventuellement de leur brièveté due à l'inévitable catastrophe menaçante, persistait au point qu'il était exclu de se bricoler un profil de carrière, de mettre en œuvre une stratégie ambitieuse de conquête professionnelle ou scientifique. Désinvolture sans doute propre à l'extrême jeunesse — je n'avais pas encore vingt-deux ans. Ma vie n'avait encore qu'un rythme annuel, scandé par examens et concours. Pour la couche des *homines novi* (à plus forte raison quand ce sont des *mulieres*), le paysage social ne se découvre que lentement. Venue d'ailleurs, j'avais jusque-là suivi des rails qui filaient tout droit et je ne savais rien de la manière dont se construit un cursus universitaire. Paradoxalement, je partageais aussi sans doute un sentiment peu élaboré mais très fort d'aise et de confiance justifiées dans une société en expansion où, pour une génération aux effectifs maigrelets comme était la mienne, la vitalité démographique des jeunes classes allait exiger une abondance d'encadrement dont nous profiterions. Mais c'est tout de même l'emprise souveraine qu'avait sur moi le projet communiste qui écartait de mon esprit le seul fait de pouvoir songer à rien d'autre que me consacrer à lui.

En octobre 1949, j'étais nommée à mon premier poste dans l'enseignement secondaire. Non dans un lycée, mais, à ma demande, dans une école

normale d'institutrices, celle de Melun, dont les élèves, de plus humble extraction, méritaient qu'on s'occupât d'elles en priorité ! Ce ne fut là que de faux débuts qui infléchirent à peine l'usage militant que je faisais de mon temps. Il est vrai que la naissance de mes deux premiers enfants en quatorze mois ne fut pas propice au déploiement de mon zèle pédagogique et, dès que j'eus épuisé mes successifs congés de maternité — et les congés de maladie afférents, car grossesses et accouchements étaient encore des épreuves assez sévères, j'y reviendrai —, vint le moment, octobre 1951, où le Parti me prit en charge.

Permanente, mes fonctions restèrent ce qu'elles étaient déjà depuis que le Quartier latin et le monde étudiant n'étaient plus le lieu et le point d'application exclusifs de mes activités militantes. Membre du bureau de la Fédération de la Seine, responsable « à l'éducation et à la lutte idéologique », l'éventail de mes obligations s'était considérablement ouvert.

Avant d'en analyser les diverses facettes, il me faut planter le décor et définir la représentation que nous avions de l'époque où nous nous agitions.

De 1947 à 1950, la scène avait tourné. D'un projet, centralement français : la participation à la renaissance du pays, dans une perspective renouvratrice d'unité nationale et de progrès social qui conduirait à petites étapes, sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti, vers un socialisme « à la française » — édifié avec les matériaux que fournissaient en abondance deux siècles de révolution —, il avait fallu, dans l'urgence et pour répondre à la menace, revenir aux temps où, sur les arrières de l'ennemi, les « partisans » que nous étions avaient charge de harceler et ainsi d'aider à battre ceux qui conspiraient à détruire le camp socialiste dont l'Union soviétique et Staline, déjà vainqueurs du fascisme, étaient l'âme, le centre et le moteur.

L'ennemi ? L'impérialisme américain.

J'ai un jour suggéré à l'un de mes étudiants, Alain Dieckhoff, qui sut en tenir compte dans un beau et solide travail de doctorat<sup>1</sup>, d'examiner les origines (quand ? où ? qui ?) et les itinéraires empruntés pour la frappe et la diffusion d'une formule perverse qu'en novembre 1975 l'Assemblée générale de l'ONU adopta comme article de foi à validité universelle : « Le sionisme est un racisme. » Il y aurait sans doute un travail un peu similaire, mais plus ambitieux encore, à faire sur le concept d'« impérialisme américain », l'un des concepts les plus reçus, efficaces, durables, susceptibles des illustrations et des applications les plus variées. Pendant une bonne trentaine d'années, il a suffi à organiser la vision, créditée de gauche, de tout événement en matière de relations internationales, même si la social-démocratie européenne offrit jusqu'aux années 60 un môle de résistance à son emploi.

A-t-il d'ailleurs définitivement sombré dans le naufrage où se sont

1. Alain Dieckhoff, *Le sionisme comme racisme : genèse, expansion, itinéraire, résurgence d'une équation perverse*. Thèse de doctorat, université de Paris X Nanterre, 1983.

abîmés à la toute fin des années 80 les concepts majeurs secrétés par le marxisme-léninisme et les grands mythes entretenus par le mouvement communiste international ? Ce serait imprudent de l'affirmer. Les idées résistent mieux à la tourmente, pliant et se mettant à l'abri pendant l'orage, que ne le font les systèmes organisés et les réalités instituées. Le système communiste mondial qui s'était identifié à la partie motrice du camp anti-impérialiste s'est effondré comme sont tombées en panne certaines de ses composantes les plus apparemment consolidées — telles que l'Union soviétique. Mais les idées qui faisaient tourner ses circuits, surtout quand l'une remorque l'autre ? Par exemple, le tiers-mondisme (ou son équivalent : la métaphore du Sud), sous-produit à l'origine de la vision manichéenne d'un monde divisé en deux camps, est, lui, encore assez vaillant pour fournir un reste de crédit au soupçon renaissant d'impérialisme qui pèse sur l'Amérique au premier signe de conflit international.

Dès 1947, le concept d'impérialisme américain avait été mis sur orbite. Mais, consciencieux comme l'étaient alors les intellectuels communistes, il fit dans les deux ou trois années suivantes l'objet d'une investigation détaillée, lui et les méfaits dont, appuyés sur le « parti américain » local — l'équivalent d'un mythe de même nature et qui eut son temps d'emprise sans avoir beaucoup plus de réalité : la cinquième colonne<sup>1</sup> —, il se rendait coupable, portant notamment atteinte à cette indépendance nationale si chèrement reconquise sur l'Allemagne hitlérienne. Le dessein général n'avait rien, on le devine déjà, d'exceptionnellement original : on retrouvait tous les ingrédients de l'antifascisme des années 30 et 40, transposés et transférés de l'Ancien Monde au Nouveau.

Ce fut cependant un fameux tour de force que de parvenir à durablement diaboliser l'Amérique, et qui prouve les énormes ressources de travestissement qu'offre l'idéologie. Une diabolisation si tenace que, trente ans plus tard, l'islamisme radical d'un Khomeyni, quoique dans un tout autre dessein, n'eut qu'à remonter une fois encore le bon vieux ressort actionnant le mythe du Grand Satan yankee pour mettre à feu le moteur d'une fusée révolutionnaire moyen-orientale.

La vraie grande réussite, ce ne fut pourtant pas le calamiteux saisissement dont fut victime l'Iran des années 80, après avoir inhalé force bouffées tirées de ce calumet-là. Ce fut quand, dans les années 60-70, une fraction de l'opinion publique américaine et la presque totalité de l'intelligentsia d'outre-Atlantique — professeurs et étudiants mêlés — absorbèrent à leur tour avec un stupéfiant recueillement la fable grotesque qui faisait de leur propre pays une duplication aggravée de l'Allemagne hitlérienne. Grotesque, l'épilogue ne l'était pas moins quand Richard Nixon fut réduit au statut infâme de « crook ».

J'ai, dans la première moitié des années 70, eu l'occasion répétée d'observer, sur place, la fabuleuse hystérie collective que nourrit l'affaire du Watergate sur fond de guerre du Viêt-nam. Je conviens que les médias, dont le pouvoir de déstabilisation émotionnelle n'avait pas encore été

1. Cf. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40*, Gallimard, 1990.

expérimenté, mesuré et contrebattu comme il commence à l'être mieux aujourd'hui, portent, pour avoir avec frénésie soufflé sur le feu, une grande part de responsabilité. Il reste que, depuis, je n'ai pas tout à fait effacé de mon esprit et chassé l'effarement, la peur, le ressentiment que m'inspira le spectacle du dévergondage spirituel et intellectuel, certes passager mais dévastateur, donné par l'Amérique « libérale » des campus de la *Ivy League*<sup>1</sup>.

Ressentiment ? Il me paraissait — et cela continue d'être vrai — que l'Amérique devrait d'autant plus s'interdire ce type de convulsion qu'elle sait avoir la force d'en exporter les effets et faire payer les dégâts par d'autres plus exposés qu'elle et sans grande défense. Le plus impardonnable, c'est que, même rendus moins assurés de la « générosité » et du « courage » qu'ils s'étaient fait gloire d'avoir déployés en « luttant » pour rendre paix et prospérité à un petit pays que leur propre « impérialisme » avait injustement maintenu dans la division et l'oppression coloniales, les paladins du mouvement d'opposition à la guerre (du Viêt-nam) ne furent guère portés à réparer leur faute et à reconnaître, comme l'écrit sobrement Norman Podhoretz dans un livre méticuleux et décisif qui couronne et clôt la polémique<sup>2</sup>, qu'« en abandonnant ce peuple les États-Unis ont démontré que sauver le Viêt-nam du Sud du communisme dépassait non seulement leurs capacités militaires, politiques et intellectuelles, mais également leurs capacités morales ».

Et surtout effarement. Si l'Amérique elle-même peut être foudroyée comme elle le fut alors par un orage artificiel né d'une surchauffe idéologique, ne faut-il pas craindre que le destin du monde puisse, par inadvertance, être suspendu à un tel accident incontrôlable ? La mondialisation des épidémies de nature idéologique me semble en somme plus redoutable, relevant d'une médecine moins avertie de leur étiologie, moins maîtresse de ses méthodes et techniques de combat que ce n'est le cas pour les pandémies infectieuses d'origine microbienne ou virale.

C'est ce qui, paradoxalement, m'inspire une certaine indulgence à l'égard de la campagne d'antiaméricanisme primaire que déclencha en 1947 le parti communiste français, obéissant aux incitations reçues de Moscou. D'abord parce que, si tonitruante fût-elle, celle-ci ne parvint pas à débarrasser l'opinion publique française, qui en était la cible, d'un fond tenace de scepticisme. Il est vrai que l'expérience acquise sous l'occupation gênait la double manipulation qu'il était nécessaire de réussir. Il fallait en effet d'un côté dissoudre les traits originaux et singuliers du national-socialisme et les fondre dans un magma convenant à toutes les variétés de régimes réputés fascistes ou fascisants ; de l'autre trouver des similitudes entre la figure, ainsi édulcorée, de Hitler et la figure, sinon bonasse du moins étrangère à l'univers du crime, d'un Foster Dulles. L'expérience d'un pays, deux fois

1. La *Ivy League* rassemble les universités privées de la côte est — Harvard, Yale, Columbia, Cornell, etc. — dont le prestige est symbolisé par le lierre (*ivy*) qui grimpe sur les augustes façades de leurs vieux bâtiments.

2. Norman Podhoretz, *Pourquoi les Américains se sont battus au Viêt-nam*, préface de Jean-François Revel, Robert Laffont, Libertés 2000, 1987.

libéré comme l'avait été la France en un quart de siècle grâce à l'intervention militaire américaine ne facilitait pas le transfert, au compte des États-Unis, du statut d'ennemi héréditaire jusque-là réservé à l'Allemagne. Même si les maladresses qui avaient alourdi le poids des bombardements américains sur les points névralgiques de la France occupée, les modalités des débarquements alliés en Afrique du Nord et en Normandie et les premières mesures prises par l'*Amgot*<sup>1</sup> pouvaient alimenter des réquisitoires auxquels les gaullistes s'associaient volontiers.

L'impact réduit obtenu par la campagne communiste contre l'impérialisme américain avait aussi d'autres raisons. Il était difficile par exemple pour les communistes d'appuyer leur dénonciation de l'impérialisme américain sur une dénonciation corrélative de l'*American way of life* car, à leur manière, comme je l'écrivis plus tard<sup>2</sup>, « ils se sentent accordés aux aspirations, aux besoins, aux attentes qui président à l'usage persistant de la métaphore du *Nouveau Monde* pour désigner l'Amérique ». Même s'ils ont déjà quelque chose de leur propre à *conserver* (le modèle bolchevik de conquête révolutionnaire du pouvoir et de construction d'une société socialiste), leur sensibilité *révolutionnaire* les conduit par principe à valoriser le nouveau, cette *modernité* qui, de surcroît, présente aux États-Unis où l'enrichissement est celui du *common man*, une substance, des acteurs, un style plébéiens. Les classes moyennes qui donnent au pays son assise sociale sont en fait des *classes laborieuses* issues de l'expansion industrielle. L'accession à la puissance mondiale a eu lieu dans le temps même où la Russie devenait l'autre superpuissance. Le slogan khrouchtchévien : « rattraper l'Amérique », était bien en phase avec cette appréciation positive de l'« American way of life ».

Ce qui en revanche constituait l'axe de la critique communiste de l'Amérique était résumé par le concept d'impérialisme. Impérialisme, mais de quelle nature et pour quelle ambition ? Économique, stratégique, psychologique ? Exploitation, domination, oppression ? Il n'était pas nécessaire d'apporter une réponse précise et documentée à cette question, car l'*impérialisme* en cause tirait sa pertinence non de ce qu'il désignait en lui-même, mais de ce que désignait son antonyme, l'*anti-impérialisme*.

L'*antifascisme* des années 20, 30 et 40, l'*anti-impérialisme* des années 50, 60 et 70, l'*antiracisme* des années 80 ont rempli une seule et même fonction sous trois espèces successives : la fonction commune de chasser chez l'Autre la Bête immonde, réincarnation de la Bête de l'Apocalypse,

1. L'*Amgot* est l'administration militaire américaine que Washington avait prévu de mettre en place dans les territoires européens libérés. Mais la substitution rapide aux administrateurs vichyssois de mandataires du Gouvernement provisoire que dirigeait de Gaulle écartait le projet américain humiliant pour la France.

2. Cf. mon étude « Consistant Misapprehension : European views of America and their logic ». *Daedalus*, fall 1972, p. 87-102. Reproduit en français sous le titre « Communisme et gauchisme d'Europe dans le miroir américain des années 60 », *Communisme au miroir français*, p. 197-216.

pour lui interdire de saccager et dévaster la société parfaite et parfaitement purifiée qu'annonçait l'apparition de la société socialiste<sup>1</sup>.

L'opération avait eu la chance que sa validité se fût trouvée confirmée quand l'autre avait été l'Allemagne nazie. Le caractère hautement symbolique de trois concepts, dont la fonction commune est définie par le préfixe commun *anti*, se révèle à ce qu'en bonne analyse de la réalité l'antiracisme aurait été plus congruent dans les années 40 que les années 80 et qu'il aurait pu, dans les années 50, justifier, du fait de la question noire, une croisade antiaméricaine.

L'antique technique du bouc émissaire avait d'ailleurs subi un « lifting » qui l'avait modernisée et stylisée en un simple jeu de miroir grâce auquel les maux, qui, bien repérés, affectaient la Russie stalinienne, étaient renvoyés sur l'Amérique et devenaient son apanage. C'est ainsi que l'impérialisme américain se reconnaissait en priorité à une volonté d'expansion — dont attestait... l'extension en Europe centrale et orientale du bloc communiste.

J'ai retrouvé dans mes archives à ce propos un dossier volumineux constitué aux alentours de l'été 1947 par ou pour Étienne Fajon dont le nom figure au-dessous du titre « L'expansionnisme américain dans le domaine idéologique ». Certaines de ces pièces ont été rassemblées dès le printemps et l'été 1947, d'autres datent de la fin de septembre et du 1<sup>er</sup> octobre de cette même année-là, mais son orientation générale que marquent leur organisation finale et les titres donnés à ses chemises et sous-chemises est, elle, vigoureusement dépendante des conclusions de la fameuse conférence où, à Sklarska Poreba, une conférence de neuf partis communistes avait fondé le Kominform. Deux camps se sont formés, devait expliquer Maurice Thorez dans son rapport à la session du Comité central des 29-30 octobre 1947, première prise en compte, à l'échelle française, du rapport Jdanov :

« D'une part le camp impérialiste et antidémocratique ; d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique. Les États-Unis sont la force principale, la force dirigeante du camp impérialiste... Le camp impérialiste lutte rageusement contre le socialisme, contre la démocratie, contre le mouvement ouvrier... L'Union soviétique et les pays de démocratie nouvelle constituent la base du camp anti-impérialiste et démocratique. A ce camp appartiennent le Viêt-nam et l'Indonésie, et des pays comme l'Inde, l'Égypte et la Syrie. Le camp anti-impérialiste s'appuie dans tous les pays sur le mouvement ouvrier et démocratique, guidé par les partis communistes, sur le mouvement national libérateur des peuples coloniaux, sur toutes les forces démocratiques et progressives à travers le monde. »

Étienne Fajon, responsable depuis 1935 de la section centrale d'éducation qu'il avait à l'origine formée avec Georges Politzer, Jacques Solomon, Jean Bruhat et Hubert Ruffe — elle avait en charge l'appareil de formation des cadres, notamment le réseau des « écoles » —, et membre titulaire du Bureau politique depuis le XI<sup>e</sup> congrès de Strasbourg au mois de juillet

1. Cf. ma communication : « Un mythe stalinien par excellence : l'antifascisme », présentée au 4<sup>e</sup> colloque international de la Fondation Feltrinelli sur le thème « Le mythe de l'URSS dans la culture occidentale » (Cortona, avril 1989). Reproduite dans *Commentaire*, n° 50, été 1990.



précédent, accompagnait Jacques Duclos à Sklarska Poreba. Dix jours plus tôt, devant le Comité central français réuni à Aubervilliers les 12 et 13 septembre 1947, il avait présenté un rapport intitulé « La lutte idéologique, tâche permanente » et publié en deux livraisons dans les *Cahiers du communisme* d'octobre et novembre 1947. Un texte d'une extrême platitude, laquelle était la marque de fabrique propre à tout ce qui sortait de la plume de l'ancien instituteur. Ce qui n'empêcha pas qu'un an plus tard, fin juin 1948, dans les jours qui suivirent la seconde conférence du Kominform à laquelle Fajon assista également, Maurice Thorez décida de l'affecter à la direction de *L'Humanité* !

Si plat soit-il, ce rapport montrait le chemin parcouru depuis qu'à l'automne 1946 Aragon, de retour d'Union soviétique, avait secoué l'adoration spiritualiste de l'humanisme à la Garaudy<sup>1</sup>. Il montrait qu'avant même la première réunion du Kominform les dirigeants français avaient bien pris conscience qu'il fallait travailler au « renforcement idéologique du Parti ». C'est pour répondre à cette « nécessité » qu'Étienne Fajon signale qu'« une section centrale du travail idéologique a été récemment créée auprès de la direction du Parti ». Dirigée par François Billoux, celle-ci, après avoir absorbé la section centrale d'éducation, peut-être à l'occasion du départ de Fajon en 1948 pour *L'Humanité*, va devenir le centre d'impulsion, dans son domaine de compétence, de la stalinisation du Parti.

Comparé au rapport Fajon de la mi-septembre, le dossier Fajon de mes archives permet de comprendre comment progresse, par menus déplacements d'accents successifs, une vision idéologique qui continûment remanie un ensemble de faits par nature multiples, ambivalents, ambigus ; comment s'articule, se négocie, s'enrichit la collaboration entre responsables politiques qui ont à charge de tracer les grandes lignes de la perspective du moment et spécialistes plus ou moins bons connaisseurs des données, plus ou moins aptes ou prêts à adopter, en amont ou en aval de leur enquête factuelle, la manière de voir qui leur est proposée.

Le mécanisme de l'idéologisation apparaît ici crûment. Il s'agit de prélever des éléments constitutifs de la réalité en les isolant de manière à leur ôter la portée relative qu'ils ont et que seule pourrait exactement établir une approche comparative dans le temps ou dans l'espace. Rien n'est donc purement faux ou mensonger, mais tout est repéré, évalué, dénoncé en fonction d'une problématique antérieure, extérieure et surplombante qu'il s'agit non de tester et vérifier, mais de nourrir et d'illustrer.

Le dossier Fajon s'ouvre sur un long texte écrit de la main de Guy (c'est sans doute pourquoi il se trouve dans mes papiers) à l'encre rouge, avec des compléments au crayon, au dos d'une vingtaine de bulletins de vote (Liste d'union pour la défense de la République, dont la tête est l'amiral Muselier) pour les élections générales du 10 novembre 1946, 2<sup>e</sup> secteur (Seine). Il semble que ce texte, qui date au moins d'octobre 1947 puisqu'il mentionne la déclaration des Neuf, soit un rapport destiné à être présenté oralement, peut-être devant la section des intellectuels, car il est

---

1. Cf. p. 366 et sq.

parsemé de morceaux d'éloquence universitaire qui passeraient mal dans un document écrit. Il s'y ajoute une seconde liasse, mais celle-ci faite de bulletins de vote de la liste d'Union républicaine et résistante présentée par le PCF aux élections municipales du 19 octobre 1947, 1<sup>er</sup> secteur, V<sup>e</sup>, VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> arrondissements (tête de liste : Henri Gourdeaux), au dos desquels sont jetées des notes postérieures — certaines datées de janvier 1948.

Le premier texte, fortement articulé, apparaît, à l'examen, comme une relecture des éléments du dossier préalablement constitué. Son objet ? Démontrer l'existence en France d'une « cinquième colonne idéologique », « arme redoutable aux mains des financiers yankees », déployant sur trois « fronts » majeurs : le cinéma, l'édition, l'école, ses « lignes d'attaque ». Cette « offensive américaine » dont « les causes sont déjà toutes dans le rapport Jdanov », dont le but est de « briser le moral » des Français, de les « abêtir », d'« aliéner » tout à la fois leur conscience nationale et leur conscience de classe, dispose de « bases matérielles » : salles de projection, studios de cinéma, stocks de papier journal, allocations de dollars (par exemple à l'enseignement privé), fournies par les accords Blum-Byrnes et les « surplus ». Les procédés mis en œuvre ? La *peur* que les « maîtres américains cherchent d'autant plus à inspirer qu'ils veulent oublier leur propre grande peur née... à Stalingrad ; le *mensonge*, antisoviétique dans sa face tournée vers l'URSS, anticommuniste dans sa face tournée vers la classe ouvrière, la CGT, la parti communiste français, pro-américain dans sa face tournée vers la « démocratie » aux États-Unis ; la *falsification* comme celle consistant à minimiser le rôle de l'insurrection populaire dans la Libération, en soulignant « la gratitude » due « aux armées alliées libératrices de notre territoire ».

Autant de procédés qui sont de nature fasciste et déjà expérimentés dans l'Allemagne hitlérienne. Le fascisme, qui fut vaincu quand il était allemand, le sera à nouveau, maintenant qu'il est américain à condition de le démasquer (à la manière de Molotov et Vychinski qui surent « mettre au pied du mur » les accusés des procès de Moscou), de reconquérir et sauvegarder les bases matérielles déjà investies (d'où l'urgence des luttes pour la défense du cinéma, du papier journal, des crédits scolaires), et de lui opposer « le front uni des travailleurs ».

Restait à désigner nommément les buttes fortifiées sur lesquelles prenaient appui les lignes d'attaque de cette guerre-là : les accords Blum-Byrnes pour le cinéma, le *Reader's Digest* pour l'édition, les bourses Fulbright pour l'enseignement supérieur. Quant aux « valets de plume », ils étaient légion en un temps où il existait encore une grande littérature : Gide n'avait-il pas reçu le prix Nobel après que l'écrivain américain Henry Miller l'eut loué, comme le remarquait la *Pravda* ? André Maurois et François Mauriac n'avaient-ils pas, l'un et l'autre, fait de la publicité pour le *Reader's Digest* !

Le corps du dossier lui-même est composé de plusieurs chemises. La première porte en titre la mention : « L'expansionnisme américain sous la forme idéologique et littéraire ». Elle contient, introduite par une lettre dactylographiée d'Eugène Guillevic à Étienne Fajon (datée du 1<sup>er</sup> octobre

1947), une étude également dactylographiée de quatre pages du même Guillevic (qui assure dans sa lettre en avoir discuté « avec quelques camarades, particulièrement avec Aragon et André Ulmann »). S'y ajoutent deux notes, l'une séparée, non signée mais rattachée à l'étude par un coin-lettre et qui, sous le titre *Sélection*, traite de l'édition en langue française du *Reader's Digest* américain, l'autre également séparée, non signée mais rattachée à l'étude et dont Guillevic précise dans sa lettre d'envoi qu'émanant d'un Américain, c'est André Ulmann qui la lui a remise et se porte garant de son auteur.

Remettre et se porter garant de l'envoi d'un document dû à un Américain, c'était décidément une spécialité du directeur de la très confidentielle *Tribune des Nations* qu'on lisait en haut lieu pour l'estampille très visible qu'elle recevait de l'ambassade soviétique. Trente-deux ans plus tard en effet, Claude Morgan, dans les Mémoires qu'il publia en 1979<sup>1</sup>, révéla que ce fut le même André Ulmann qui, en novembre 1947, lui avait apporté pour *Les Lettres françaises* l'article diffamatoire à l'origine du retentissant procès que Kravchenko intenta à Claude Morgan et André Wurmser faute que se fût fait connaître l'« Arlésienne », comme M<sup>e</sup> Georges Izard qualifia l'invisible auteur déclaré, Sim Thomas, « ancien fonctionnaire des services américains ». L'aveu de Morgan, l'avertissement dont Pierre Daix fit en 1980 précéder la réédition de *J'ai choisi la liberté*<sup>2</sup>, l'ouvrage que Guillaume Malaurie consacra en 1982 à *L'Affaire Kravchenko*<sup>3</sup> ne permettent pas de se prononcer avec certitude sur ce que fut en l'occurrence le rôle exact d'Ulmann. Avait-il écrit lui-même le papier en question en usant d'un pseudonyme qui lui conférait un air d'authenticité ? Avait-il joué simplement le facteur en déposant entre les mains de Morgan, qui avait confiance en lui en raison de son statut très particulier<sup>4</sup>, un texte dont l'auteur réel pouvait être soit l'un de ces « progressistes » américains qui, à l'instar de Sayers et Kahn<sup>5</sup>, étaient obsédés par « la grande conspiration contre la Russie », soit plus directement par un membre des services soviétiques chargés, devant le fantastique succès de librairie remporté par la traduction française de *I chose freedom*<sup>6</sup> (500 000 exemplaires vendus), de contre-attaquer en Europe ? Resterait à savoir si ceux-ci avaient ou non prévu de leur côté que Kravchenko engagerait un procès dont le déroulement, de janvier à mars 1949, et les résultats, malgré leurs efforts, malgré le zèle déployé par les intellectuels communistes français les plus prestigieux et malgré le respectueux silence observé par la masse des intellectuels non communistes, furent pour eux si décevants.

L'étude en six points d'Eugène Guillevic constitue un rapport bref,

1. Claude Morgan, *Les « Don Quichotte » et les autres*, Guy Roblot, 1979, p. 189.

2. Orban-Nouvelles Éditions Baudinière.

3. Guillaume Malaurie (en collaboration avec Emmanuel Terrée), *L'Affaire Kravchenko. Paris 1949. Le goulag en correctionnelle*, Robert Laffont, 1982.

4. Cf. p. 695 et sq.

5. Sayers et Kahn, *La Grande Conspiration contre la Russie*, Éd. Hier et Aujourd'hui, 1947.

6. *J'ai choisi la liberté. La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique* était sorti en première traduction française aux Éditions Self en janvier 1947.

dense, net, tranchant. Est-ce la prose d'un poète dont on connaît le goût pour une économie de mots, hiératique et monocorde, pour une langue dont le matériau fut solide, dur, précieux ? Ce serait oublier qu'à cette date Guillevic, ce Breton râblé fils de gendarme — comme Marcel Cachin, comme Pierre Daix et comme... André Breton —, entré à moins de vingt ans dans l'administration de l'enregistrement et devenu en 1942 chef du bureau du contentieux judiciaire du Contrôle économique, est surtout un fonctionnaire. Ayant adhéré au Parti fin 1942, il a été appelé en 1945 au cabinet de François Billoux, ministre communiste de l'Économie nationale, qu'il suivit au ministère de la Reconstruction où il demeura quand Charles Tillon y succéda à Billoux. L'éviction des ministres communistes au mois de mai 1947 l'a amené à réintégrer le ministère de l'Économie nationale où il rédige des rapports d'enquête sur la conjoncture économique.

Un fonctionnaire donc et qui le restera dans l'âme puisqu'il aura le goût jusque dans son grand âge de faire carrière dans la Légion d'honneur, mais pour l'instant un fonctionnaire communiste. Le poète qui, en 1942, avait « osé la prosodie de *Terraqué* » ne va-t-il pas, préfacé par Aragon qui exalte « le grand vers national » et appelle au respect des formes fixes de versification, écrire *Trente et un sonnets* « réalistes et socialistes » ? En attendant, ce rapport de 1947, que dit-il ? Le premier point traite du « but recherché » par l'impérialisme américain : « préparer idéologiquement les Français à la formation du bloc occidental ». Dans cette perspective, « faire entrer dans les esprits et dans les mœurs » le sentiment qu'il y a « communauté de civilisation entre les pays anglo-saxons et la France » tandis que la production intellectuelle de l'Union soviétique et des démocraties de l'Est européen est « rejetée dans le lointain et considérée comme exotique ». « Tout se passe comme s'il y avait complot », conclut Guillevic sur ce premier point, « et en fait il est bien difficile de distinguer là où il y a complot et là où il y a simplement convergence ».

Second point : quels sont les milieux et les personnes qui agissent en la matière ? Guillevic les range en trois catégories : 1) les trusts et le gouvernement américain ; 2) les milieux américains en France ; 3) le parti américain en France. Les trusts et le gouvernement américain ? « Il faut bien constater que toute la littérature américaine importée en France tend vers un seul et même but : la démoralisation insidieuse des Français. » Ce que commente ainsi notre poète : « Il serait vraiment très étonnant que l'on doive au hasard une entreprise de démoralisation si bien orchestrée. » Il n'est même pas interdit de faire l'hypothèse, estime Guillevic, qu'il existe une double politique, l'une à usage interne, l'autre à usage externe :

« Si Miller est interdit aux USA et si Faulkner y est peu connu, cela ne veut pas dire que le gouvernement américain ou les personnes qui travaillent pour lui soient étrangers à la diffusion à l'étranger et notamment en France de ces écrivains pessimistes. »

Quant aux milieux américains en France et au « parti américain », « agents américains », américanophiles, etc., Guillevic n'y consacre aucun développement, sauf celui-ci :

« Il faut bien signaler que la propagande américaine n'est pas sans avoir gagné, à leur insu, certains milieux communistes ou sympathisants ; on doit notamment regretter que *Les Lettres françaises* et *Action* fassent une place si grande à la littérature américaine, et surtout que ces publications en parlent, non pas sur le terrain de la lutte idéologique, mais sur celui du compte rendu de la production littéraire. » (Une annotation au crayon — de qui ? — dans la marge approuve : « Très juste. Nos critiques ne défendent pas la littérature du Parti. »)

Troisième point : le rôle des trotskistes. « La chute de l'État allemand rendait les trotskistes indépendants d'une puissance étrangère ; les États-Unis ont pris la place de l'Allemagne. » Et Guillevic de « signaler » le rôle des trotskistes dans la revue *Fontaine* qui « publie fréquemment des textes d'écrivains trotskistes et gauchistes » (André Breton, etc.) et au journal *Combat* « dont la critique littéraire est presque entièrement consacrée à la littérature américaine et à la production des trotskistes français ».

Quatrième point : en trois lignes et sans commentaire, Guillevic note que « les USA soutiennent la religion catholique, surtout au moyen du cinéma comme en témoignent les films *La Route semée d'étoiles*, *Les Cloches de Sainte-Marie...* ».

Cinquième point : quelle est l'idéologie propagée en France par les USA ? Du côté de la bourgeoisie cultivée et des intellectuels, il s'agit de diffuser la littérature « noire », celle de « John Dos Passos, trotskiste avoué, Faulkner, dont les livres sont particulièrement brutaux et se concentrent toujours autour de cas sexuels, Steinbeck, dont l'œuvre est plus composite car il n'est pas sans attaquer l'injustice sociale (exemple : *Les Raisins de la colère*), Caldwell, Hemingway, que l'on peut facilement comparer à Malraux, Miller qui, lui aussi, s'évade dans le pessimisme lyrique et le dérèglement sexuel ». Par contre, du côté des classes moyennes et surtout des petits-bourgeois, il s'agit de répandre une littérature frivole, faisant miroiter la réussite individuelle et appelant à jouir des plaisirs de l'existence, « d'où "sex-appeal", coquetterie, distractions, snobisme "culturel" ».

Enfin le sixième point précisait les formes revêtues par la propagande culturelle des USA — littérature, radio, cinéma, magazines à « pin-up girls », publications à prétentions culturelle et scientifique.

C'est ce dernier élément qui fait l'objet de la note conjointe consacrée à *Sélection*, « revue mensuelle, format de poche, d'environ 150 pages, de présentation agréable, sur bon papier, vendu 25 francs le numéro, prix de toute évidence bien inférieur au prix de revient ». Le principe : « Ne pas fatiguer le lecteur. » Il faut reconnaître que « la publication est bien faite pour empoisonner le lecteur non cultivé et non éduqué politiquement ». Visant surtout les classes moyennes (« rien n'y est destiné au prolétariat »)... « elle présente surtout un grand danger politique pour les petits-bourgeois », et l'auteur de la note de s'appuyer sur Ilia Ehrenbourg qui « dans son livre *Retour des États-Unis* a magistralement analysé cet esprit ».

Pour appuyer cette première note, une feuille volante séparée reproduit l'extrait d'une fracassante double page de Roger Vailland parue dans *Action* sous le titre « M. Smith devient fasciste » :

« *Reader's Digest* a jeté le masque... On nous met en garde contre les psychiatres. Comment se préserver des mains des psychiatres (*How to keep out of the psychiatrists' hands* ?). En faisant du sport ? Pas du tout. En allant se confier au pasteur (ou au curé) comme le faisaient nos ancêtres. La voilà bien, l'évolution de l'Amérique. Hitler aussi combattit un certain psychiatre dénommé Freud. »

La seconde note, celle transmise par André Ulmann, porte sur l'organisation de la propagande culturelle aux États-Unis. Elle rappelle d'abord que l'*Office of War Information* (OWI), bureau d'information du département de la Guerre, a choisi de populariser, en organisant leur exportation, des romans « comportant ou paraissant comporter une critique sociale » propre « à constituer un trait d'union entre les peuples, en lutte contre le fascisme, et les États-Unis ». Observation atténuée par une note infrapaginale qui précise que ces livres — d'Upton Sinclair, Sinclair Lewis, Sherwood Anderson, Steinbeck, John Dos Passos, etc. — « mettent en accusation "la condition humaine" (littérature "noire") bien plus que le régime capitaliste ». Puis est évoqué le rôle de l'USIBA, société coopérative des grands éditeurs américains, destinée à conquérir le marché international du livre, avant que leur « *rugged individualism* » ait poussé ceux-ci à liquider l'USIBA et à lui substituer une coopération directe avec les grandes maisons d'édition européenne.

Certes, l'OWI<sup>1</sup> a été dissous à la fin de la guerre, mais il a été remplacé un temps par l'Institut des relations culturelles qui fut à l'origine du service radiophonique du *State Department*, *The Voice of America*. Sans doute le Congrès, officiellement par souci d'économie, en fait parce qu'il s'inscrivait encore dans le climat d'objectivité et de tolérance de l'époque rooseveltienne, a liquidé à son tour cet Institut, mais c'était pour mieux laisser à « l'initiative privée » « la coordination et la centralisation, sous le contrôle du Département d'État, de la propagande de l'impérialisme américain ».

Une sous-chemise, simplement marquée « Littérature », contient le procès-verbal dactylographié à l'encre rouge d'un entretien avec Jean Kanapa qui, lui, distingue deux littératures américaines : « Celle que l'on exporte et celle que l'on bloque. » Dans la première catégorie, tous les écrivains déjà cités par Guillevic, puisque tous lancés par Gallimard, tous passant pour être « de gauche » bien que « seuls Steinbeck et Caldwell soient tenus pour sympathisants communistes ». Kanapa ajoute à la série le nom d'Aldous Huxley, « précurseur de Koestler ». Dans la seconde catégorie, les écrivains dits de l'école naturaliste, Jack London, Frank Norris, Dreiser — qui a publiquement adhéré au PC américain —, Howard Fast, également membre du Parti. De même, sur la question noire, Chester Himes ou Richard Wright, exclu du PC, sont traduits de préférence à Langston Hughes qui est communiste.

Étienne Fajon a-t-il voulu vérifier, auprès d'un écrivain qui avait la réputation de bien connaître les États-Unis puisqu'il y avait passé toute la guerre, les affirmations tranchantes du rapport Guillevic et de ses annexes,

1. Pendant la guerre, le service des émissions destinées à la France, au sein de l'OWI, avait été dirigé par Pierre Lazareff. André Breton et Claude Lévi-Strauss y avaient aussi travaillé.

ainsi que la classification proposée par Kanapa ? En tout cas, un « Entretien avec Vladimir Pozner <sup>1</sup> » dont on ne précise pas qui en a rédigé le procès-verbal, mais au cours duquel les questions abordées sont manifestement empruntées au rapport Guilleyc et à l'entretien Kanapa, ne constitue pas un démenti pur et simple de ceux-ci, mais y introduit de sérieux bémols. Pozner « ne pense pas » qu'il y ait un plan concerté, systématique, d'exportation de romans américains « dissolvants ». De même, « il ne croit pas » à une politique déterminée qui consisterait à sélectionner et faire traduire, dans l'œuvre de Steinbeck, Caldwell, Faulkner, Dos Passos, Sinclair Lewis, ou même Upton Sinclair, les ouvrages les plus propres à exalter l'image de l'Amérique tandis que serait bloquée la littérature progressiste : ce sont, dit-il, plutôt les éditeurs « bourgeois » en France « que n'intéresse pas cette littérature-là ». Quant au *Reader's Digest*, il fait observer que ce n'est nullement au départ un produit d'exportation et qu'il jouit d'une large diffusion aux États-Unis mêmes<sup>2</sup>. Enfin Pozner souhaite qu'on ne fasse pas état d'appartenances et affiliations qui pourraient porter préjudice à des écrivains engagés.

A cette première chemise consacrée à la littérature succède une seconde sobrement titrée : « Enseignement ». Une sous-chemise, sous le titre « Journal officiel. Intervention de Giovoni et Cogniot », fournit la liste des méfaits causés à l'école par l'impérialisme américain et qu'ont dénoncés, dans le cadre de la discussion du budget de l'Éducation nationale en juillet 1947, les députés communistes Georges Cogniot et Arthur Giovoni. Quels méfaits ? D'abord la remise en état d'un tiers des écoles libres sinistrées du Calvados grâce aux généreux subsides de catholiques américains. Le secrétaire du Centre d'études et de documentation laïques de la Fédération de l'Éducation nationale (CGT - FSM) — nous sommes en avril 1947, un an avant la scission qui fera de la FEN une organisation autonome — n'a pas manqué de transmettre à Cogniot puis à Fajon, par lettre du 23 septembre 1947, un article extrait de *La Famille éducatrice*, bulletin des Associations de parents d'élèves de l'école libre (APEL) de Poitiers, relatant la cérémonie du théâtre municipal de Lisieux, le 8 mars 1947, au cours de laquelle, sous la présidence du cardinal Suhard, archevêque de Paris, et de M. Jefferson-Caffery, ambassadeur des États-Unis, le président de l'Union nationale des APEL de France, M<sup>e</sup> Laguet, exprima la gratitude des écoliers de France à M. Earle, représentant de la Fédération américaine de secours aux enfants. Georges Cogniot, dans son intervention à la séance du 22 juillet 1947, accorde qu'« il ne viendra à l'idée de personne de refuser, dans le cadre des lois existantes, aux catholiques de Normandie le droit strict de rebâtir leurs écoles privées plus vite que les écoles de l'État », mais il en conclut au

1. Issu de l'intelligentsia judéo-russe, Vladimir Pozner, plus encore qu'un écrivain lui-même, circula dans les milieux progressistes des lettres, des arts et du cinéma, faisant le lien entre l'URSS, l'Europe et Hollywood, entretenant des relations suivies avec Brecht et Ivens mais aussi bien, au moins un temps, avec Dashiell Hammet ou Robert Oppenheimer.

2. Fondé en 1922, le *Reader's Digest* est aujourd'hui publié en seize langues à raison de 18 millions d'exemplaires aux États-Unis et de 11 à 12 millions dans le reste du monde. Cf. Daniel Baylon, *L'Amérique mythifiée. Le Reader's Digest de 1945 à 1970*, Presses de CNRS, 1989.

devoir d'autant plus pressant des pouvoirs publics de « tout mettre en œuvre pour que les écoles publiques sinistrées soient rapidement reconstruites ».

Arthur Giovoni, lui, à la même séance de l'assemblée, s'en prend au fait qu'à la distribution des prix du lycée Henri-IV, « je ne sais qui a eu la très singulière idée d'ajouter à chaque lot de livres une brochure de propagande américaine en langue anglaise » ; brochure qui, de surcroît, contenait « des articles d'un feuilletoniste hongrois d'expression anglaise, qui n'est connu du grand public français que par ses attaques partisans contre une tendance fort respectable et étendue de l'opinion française » (le « feuilletoniste hongrois », c'était de toute évidence Koestler : quarante et un ans plus tard exactement, en ce même mois de juillet où Giovoni avait demandé au ministre de prendre « les sanctions qui s'imposent », le journal littéraire de Leningrad, *La Neva*, a commencé la publication du *Zéro et l'infini*...). t

Le dossier proprement dit sur l'enseignement contient les procès-verbaux dactylographiés de deux entretiens, l'un avec André Parreaux qui y a joint tout un ensemble de brochures et de documents « à lui rendre » et l'autre avec Delanoue.

Paul Delanoue, vieux militant de la FISE (Fédération internationale des syndicats de l'enseignement), retrace dans le détail la dernière tentative de relance de la *World Federation of Teachers*, connue avant guerre sous le nom d'« Internationale de San Francisco », et les pressions exercées à leur congrès d'Édimbourg par la section écossaise sur la Fédération internationale des instituteurs (FAAI) et la Fédération internationale des professeurs de l'enseignement secondaire officiel (FIPESCO) pour qu'ils adhèrent à la *World Federation*.

Une sous-chemise intercalaire reprend la question déjà évoquée par Parreaux à propos de la traduction d'une brochure de John Dewey. Elle contient un article publié dans la revue soviétique *Temps nouveaux* (n° 34, 20 août 1947) qui, sous le titre « Philosophie et hypocrisie », s'en prend au « sénile » patriarche de la philosophie américaine dont la spécialité « est la lutte contre le matérialisme philosophique sous le faux pavillon de la libre pensée, de l'humanisme et de la démocratie ». Mais un entretien avec Jean Kanapa, comme l'entretien avec Pozner l'avait fait pour la littérature, conteste qu'il y ait une « exportation philosophique » : « Les jeunes philosophes américains n'ont aucune influence sur la philosophie française. Ce serait plutôt l'inverse. »

De la pénétration de l'idéologie américaine à l'école, on passe tout naturellement à celle, bien plus agressive et ample, menée dans la presse enfantine. C'est l'objet d'un entretien avec René Moreu qui, aux côtés de sa compagne, Madeleine Bellet — une institutrice creusoise —, dirigea le journal du mouvement communiste des enfants, les *Vaillants*, un journal qui s'intitula alors lui-même *Vaillant* (démarquage de *Cœurs vaillants* et *Ames vaillantes* qui, dans les années 30, appartenaient à la presse catholique tandis que *Mon camarade* était à cette même date le titre d'obédience communiste) avant qu'il ne devienne *Pif*. Déjà, avant guerre, les cinq millions d'illustrés qui se vendaient chaque semaine en France étaient presque



tous de provenance américaine. Leur situation est depuis 1945 moins favorable puisque *Tarzan*, *Donald*, *Zorro*, *Astucieux* ne diffusent plus à eux quatre que 590 000 exemplaires. Bien que pour des raisons commerciales les « flans », déjà amortis aux États-Unis et de ce fait vendus à bas prix, datent de plusieurs années et soient donc encore pleins d'histoires de guerre orientées contre les Allemands et les Japonais, ce qui leur épargne d'être antisoviétiques, ces illustrés américains, souligne Moreu, faussent le jugement des enfants et adolescents en surexcitant leur imagination avec des *daily strips* et des *weekly comics* dont les héros sont des personnages tels que Superman, Batman, Mandrake, Guy l'Éclair. Aussi la loi du 16 juillet 1949 « sur les publications destinées à la jeunesse », après proposition déposée par le groupe communiste à l'Assemblée en mai 1947, comportera-t-elle un volet protectionniste qui établit un sévère contrôle des importations de journaux étrangers destinés à la jeunesse, et cela au nom du « caractère national » que doit conserver une telle presse. Une loi efficace puisqu'elle aura un effet dissuasif qui contraindra le groupe Winckler au repli.

Car le pourvoyeur en France de cette littérature complètement étrangère aux traditions culturelles européennes et dont seul le texte des bulles est traduit en français, c'est, rappelle encore Moreu, un certain Paul Winckler, agent de Hearst, directeur d'Opera Mundi dont le trust Hachette est propriétaire. Winckler, Opera Mundi, Hearst, Hachette : cette guirlande de noms propres a dû s'inscrire dans ma mémoire entourée d'une odeur bien faisandée puisqu'il m'a fallu attendre de lire quarante ans plus tard les chapitres consacrés par Charles Ronsac<sup>1</sup> à Paul Winckler pour m'apercevoir que, si l'impérialisme américain avait, après la Seconde Guerre mondiale, cherché à pervertir l'âme de nos enfants, ce noir dessein remontait bien plus haut puisque c'est en 1928 que Winckler avait créé son agence et qu'il était dès le début des années 30 le directeur d'Édimonde, société éditrice du fameux *Journal de Mickey*.

Sur le même modèle et reprenant globalement les mêmes analyses, une troisième chemise concerne le cinéma. Elle contient, rassemblés par Claude Jaeger, une note de Georges Sadoul, cinq articles de Pierre Kast et de Roger Vailland publiés dans *Action*, une note récapitulative de Jaeger. Avec, comme pour la littérature, une contre-expertise de Vladimir Pozner qui met l'accent sur l'offensive catholique, subie par Hollywood, « dont se sont émus les milieux progressistes et même protestants, beaucoup plus libéraux et souvent même nettement antifascistes ». Et Pozner tient à confirmer qu'« il est exact que beaucoup d'acteurs, metteurs en scène, assistants, etc., et même quelques producteurs sont membres "clandestins" du PC ou sympathisants ».

Cette analyse détaillée du dossier Fajon ne vise pas à faire ricaner de l'insondable bêtise stalinienne, un exercice aujourd'hui sans surprise et sans risque. En matière de délire idéologique, le siècle a eu son content et il n'a trop souvent su que faire alterner un flot boueux de croyances pathétiques et grotesques et une aridité lunaire. Ce que, dès le 30 septembre 1939,

1. Charles Ronsac, *Trois Noms pour une vie*, Robert Laffont, 1988.

écrivait dans son *Journal* Stephen Spender montre combien il ne faut jamais jurer qu'on ne vous y reprendra plus :

« Le patriotisme, le zèle révolutionnaire peuvent souder les gens dans une fervente union. Mais aujourd'hui, même cette consolation est refusée à des centaines de gens. Il y a de la confusion dans les idées. Beaucoup ne peuvent plus se battre avec conviction pour leur patrie parce que celle-ci représente le passé. Quant à l'avenir et à la révolution, c'est tellement compromis que seuls les plus doctrinaires des théoriciens peuvent encore se battre en leur nom. Soudain le monde ressemble à un désert. Il n'y a plus ni femmes ni enfants, il n'y a plus de foi, il n'y a plus de cause à défendre<sup>1</sup>. »

D'ailleurs, on a publié encore en France en 1989 la traduction d'un savant ouvrage américain<sup>2</sup> qui constitue l'assez exacte illustration d'une vision de la politique américaine à l'égard de la France et de l'Europe dans les années d'après-guerre reposant sur les concepts d'impérialisme (américain) et de dépendance (européenne). On y tient pour absolument « décisives » cent bricoles : que l'ambassade américaine de Paris subventionnait alors revues et journaux atlantistes — comme *Franc-Tireur* et *Combat* —, qu'elle soutenait la dissidence du syndicat Force ouvrière, qu'elle participait à l'organisation de propagande anticomuniste Paix et Liberté, qu'elle aidait de petits groupes d'anciens communistes favorables à Tito comme le groupe Unir. Toutes affaires sur lesquelles les archives américaines procurent en effet une documentation exhaustive mais qui ne suffit pas à en évaluer la consistance réelle ; elle permet seulement d'expliquer l'espèce de panique qui saisissait jusque dans les dernières années 60 ceux dont on pouvait soupçonner qu'ils eussent des accointances avec les Américains.

Par exemple, sur le modèle du Comité américain pour la liberté de la culture formé en 1949, présidé par le philosophe Sidney Hook<sup>3</sup> et appuyé sur des revues telles que *Partisan Review* ou *Commentary*, le Congrès pour la liberté de la culture dont la première manifestation eut lieu à Berlin en juin 1950 patronna cinq revues en Europe parmi lesquelles *Encounter* à Londres — qu'animait Stephen Spender et Irving Kristol puis Melvin Lasky — et *Preuves* — à Paris — qu'animait François Bondy<sup>4</sup>. *Preuves*, d'abord simple bulletin mensuel qui, sous forme de *Cahiers*, n'était que l'organe d'expression du secrétariat international du Congrès, gagna en force et en prestige au point de devenir dans les années 50 une revue qu'il devenait difficile de tenir en lisière. C'est dans *Preuves*, et grâce à sa double dimension, « européenne » et antitotalitaire, que dès le milieu des années 50 j'apprends à connaître le « réseau polonais » (en connexion avec *Kultura*) qu'animent Czeslaw Milosz et Kott Jelenski et que, par eux, je suis conduite

1. Stephen Spender, *Journaux (1939-1983)*, Actes Sud, 1990.

2. Irwin M. Wall, *L'influence américaine sur la politique française (1945-1954)*, Balland, 1989.

3. Sydney Hook, *Out of step. An unquiet life in the 20th century*, Harper and Row, 1987. Cf. notamment le chap. 27 où Hook analyse avec amertume l'effroi du qu'en-dira-t-on européen.

4. Cf. *Preuves, une revue européenne à Paris*. Sélection d'articles publiés dans *Preuves* entre 1951 et 1966. Avec une importante présentation de Pierre Grémion et une postface de François Bondy, Julliard, 1989.



3. Responsable à « l'éducation », je donne un cours à l'école fédérale permanente sous les photos des fondateurs : à g. : Léon Mauvais, François Billoux, Raymond Guyot, Jeannette Vermeersch ; à d. : Etienne Buisson, Waldeck Rochet, tous alors membres du Bureau politique ; au centre, en plus grand : Lénine, Staline ; au-dessous : Marcel Cachin, Jacques Duclos, Auguste Lecœur. Sur le mur du fond : le programme du parti, la « morale » du jour : « Le parti exige de tous ses cadres et surtout des cadres dirigeants [...] et de tous ses militants la discipline la plus stricte. » Signé : Malenkov.



Au mariage de Nathalie, la fille du cher Branko Lazitch, autour de la même table, de g. à d. : Arthur, Claude Casanova, Maria Besançon, Michel Heller, Jean-François Revel, Alain Besançon, l'ami de Branko, et Georges Liébert, mon futur éditeur !



1934. Un dimanche (tout le monde est habillé de blanc) d'été à Cayeux-sur-Mer. Devant la cabine, *de g. à d.* : Jean-Jacques, mon cadet ; mon père ; Henri, mon aîné ; ma mère avec, sur ses genoux, François, ma petite sœur née au dernier printemps et moi. Je vais sur mes huit ans.



1964. A Mamaïa en Roumanie. Par Istambul, Edirne (Andrinople) et Bourgas, nous sommes venus pour rencontrer Félix et Lucina Tych ainsi que leur fils, le petit Vlodeck, venus, eux, de Varsovie. *De g. à d.*, les enfants : Maurice, Irène, Emmanuel, Danielle.



1927. Strasbourg, la photo de famille des Kriegel : *de g. à d.* : le fils aîné, Naphtali ; la mère, Babette, et, debout sur ses genoux, son petit dernier, Arthur ; Maurice (le futur Kriegel-Valrimont) ; le père, Isaac ; le puîné, David.



1939. Été à Cayeux-sur-Mer : je gagne un appareil photo au concours des châteaux de sable organisé par *Le Figaro*.



Dans les années trente, mon père et ses clients au stand JEP à la Foire de Paris. (Photo Guy Rouard.)



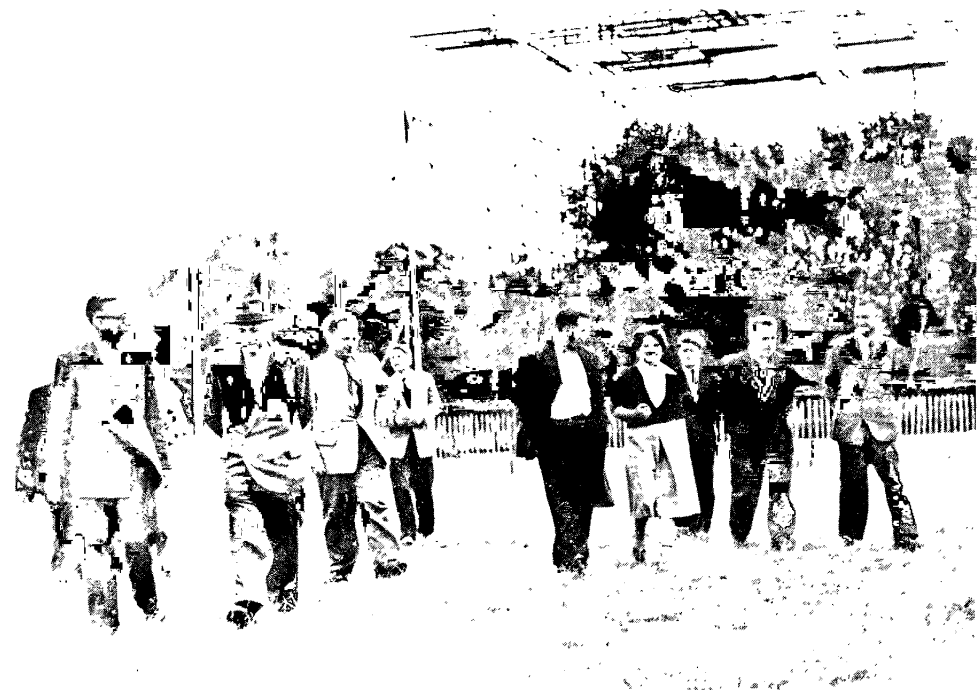
1943. Grenoble. Charles Wolmarck (Maurice) porte dans ses bras la petite fille que son père, Maurice Burstyn (Justin), asseyait dans une voiture d'enfant à double fond pour transporter ses tracts. Responsable « politique » de la J.C.-M.O.I., Charles Wolmarck, né à Varsovie le 24 janvier 1921, a été fusillé à Charnècles (Isère) le 30 juillet 1944.



La délégation de la Seine à une conférence ou un congrès communiste. Derrière moi, quatre dirigeantes : de g. à d. : Fernande Valignat, Claudine Chomat, Yvonne Dumont et Jeanette Vermeersch. Derrière Yvonne Dumont on aperçoit Louis Aragon.



1947, XI<sup>e</sup> congrès du P.C.F. à Strasbourg : assise sur les marches aux côtés de Madeleine Braun, vice-présidente de l'Assemblée nationale et Maria Rabaté, députée de Paris. Derrière moi, Josette Cothias-Dumeix. Le destin auquel j'ai échappé.



1952. Sur le chantier de la fête de l'Humanité. De g. à d. : Jacques de Sugny, administrateur de l'Humanité et Raymond Guyot. Tout à fait à d. : André Voguet.



0 : Pablo Picasso, Paul Eluard, Laurent Casanova. suis-je ? Sans doute pas très loin.



A la sortie de la mairie, mon témoin à mon mariage, Jean Kanapa. A ses côtés, la fillette est ma nièce Blandine, aujourd'hui Blandine Barret-Kriegel. (Photo J. Braux.)

# DEUIL POUR TOUS LES PEUPLES

qui expriment dans le recueillement, leur immense amour pour

# LE GRAND STALINE

La Conférence nationale du Parti Communiste Français interrompt ses travaux

**Déclaration  
du président  
de séance  
Victor MICHAUT**

à Jacques DUCLOS  
MICHAUT  
présente par  
MICHAUT

## Jacques DUCLOS :

Le camarade STALINE est mort.  
Cette terrible nouvelle nous est  
parvenue la nuit dernière, venant  
de Moscou.

Il y a 70 ans, le 21 décembre 1879, nous  
avons fraternellement la fête  
de son anniversaire.

C'est un grand malheur qui frappe  
le peuple soviétique, dont la classe  
ouvrière et le peuple de France sont  
si proches.

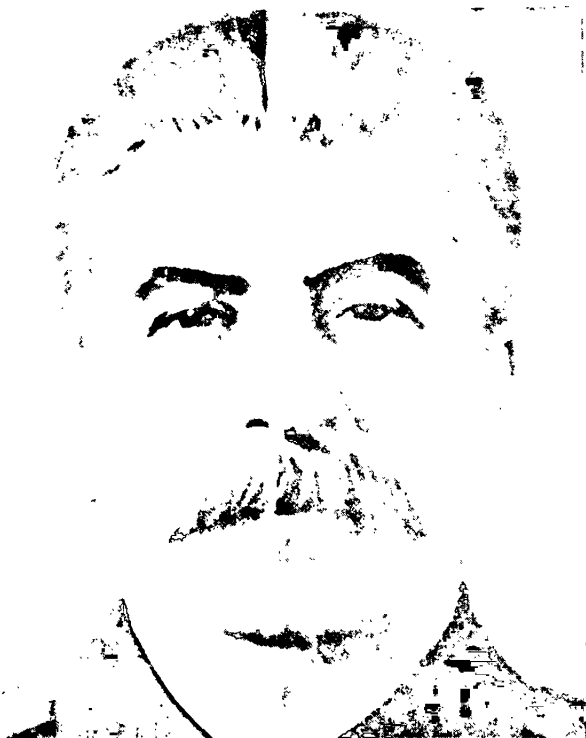
C'est un grand malheur qui frappe  
tous les peuples, ils perdent — STALINE  
le plus grand défenseur de la  
paix et de l'indépendance des nations.

Nous perdons un STALINE, un génie  
— l'honneur de MARX, ENGELS et  
LENINE, le génie de la pensée et de  
l'action, l'édificateur du socialisme en  
marche vers le Communisme.

Le malheur nous a fait perdre  
le plus grand homme de ce temps.  
Nous avons dû mal à réaliser ce que  
nous avions voulu.

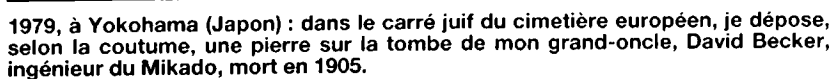
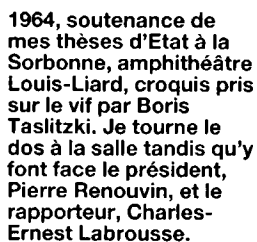
Un grand homme est mort, une pensée  
qui est à la mesure de notre amour  
pour STALINE.

La terrible nouvelle de la mort de  
STALINE nous parvient en pleine  
Conférence nationale, comme par-  
venue en plein Congrès du Parti, à  
(SUITE EN DERNIÈRE PAGE.)



## VEL' D'HIV' DE DEUIL MARDI







Dans les années 70, à un colloque sur le terrorisme : je présente un rapport aux côtés de Raymond Aron. (Photo Daniel Franck.)



1989. Un petit déjeuner pris avec Itzrak Shamir, Premier ministre d'Israël, souriant comme toujours et Bernard-Henri Lévy. (Photo A.F.P.)

à Gombrowicz qu'ils révèlent aux lecteurs français ; la « planète libérale » à laquelle appartiennent Aron, Isaiah Berlin, Jeanne Hersch, Herbert Luthy, Michael Polanyi, Denis de Rougemont ; les esprits qui constituent le noyau dur de la résistance au communisme : Koestler, Silone, Manès Sperber ; le cercle des russisants français : Pierre Pascal, Wladimir Weidle, Jean Laloy, Boris Souvarine. Or quand en 1966 le *New York Times* révèle le rôle de la CIA dans le financement de la politique culturelle extérieure américaine depuis 1947, notamment pour la liberté de la culture et de ses revues, c'est le sauve-qui-peut : en quelques semaines, le Congrès est balayé et *Preuves*, dont le PCF avait toujours dit qu'elle était une revue « policière », ne lui survivra pas longtemps<sup>1</sup>.

La problématique générale selon laquelle, du fait de l'impérialisme américain, le monde était désormais coupé en deux camps devait, pour acquérir toute son efficacité, se prolonger dans deux directions. L'une qui visait à accroître la cohésion du camp socialiste — et ce fut le rôle dévolu à la lutte contre Tito ; l'autre qui visait à empêcher le Pentagone de mettre à exécution le dessein qui lui était prêté d'anéantir par la force le socialisme, et ce fut « la lutte pour la paix ».

Chronologiquement, la lutte contre Tito était première puisque la résolution « sur la situation dans le parti communiste de Yougoslavie » était rendue publique le 28 juin 1948 à l'issue de la seconde réunion du Kominform qui venait de se tenir à Bucarest. Elle n'atteignit cependant son plein déploiement qu'en 1949 après la troisième réunion du Kominform organisée à Matra en Hongrie dans la deuxième quinzaine de novembre. G. Georghiu-Dej, secrétaire général du parti ouvrier roumain, y avait présenté celui des trois rapports qui traitait du « parti communiste yougoslave au pouvoir des assassins et des espions ». A Paris, quinze jours plus tard, le Comité central des 9 et 10 décembre entendait un rapport de Georges Cogniot — qui avait assisté à la réunion de Matra — sur « La lutte contre les crimes et les agissements des espions et assassins de la clique Tito ». En dix-huit mois, et Maurice Thorez le soulignait dans son discours de clôture à cette même session du Comité central, on était donc passé de la critique, acerbe mais terre à terre, d'une déviation nationaliste bourgeoise à la dénonciation furieuse d'un « groupe » puis d'une « clique », d'une « bande » d'« espions » et de « policiers », d'« agents » avoués des « fauteurs de guerre », aux mains desquels était tombé par fraude un État du camp socialiste.

La lutte contre Tito fut-elle conçue dès le départ ou s'est-elle progressivement révélée comme un formidable levier permettant d'achever les deux processus qui devaient concourir au renforcement de l'unité du camp socialiste : la *stalinisation* des partis communistes qui faisait s'épanouir en eux les traits communs de leur nature profonde aux dépens des traits particuliers provenant des circonstances variables de leur implantation et de leur histoire propre ; la *satellisation* des démocraties populaires du glacis

1. Cf. le témoignage essentiel d'Edward Shils, « Memoir. Remembering the congress for Cultural Freedom », *Encounter*, septembre 1990, p. 53-65.

est-européen qui faisait entrer celles-ci dans l'orbe de ce qu'on désignerait bientôt sous le nom de Communauté des États socialistes ?

Stalinisation : c'est en septembre 1947, on l'a vu, qu'est fondé le Kominform, avec le parti yougoslave mais celui-ci en fut bien vite expulsé. On n'a peut-être pas assez observé la double novation dont le Kominform était porteur. L'accent, comme son nom l'indiquait, y était mis sur l'information, concept assurément d'avenir et qui reléguait l'agitation et la propagande au magasin des antiquités. En privilégiant l'information, il contestait de même, et ce n'était pas moins « moderne », l'ancienne priorité accordée par la défunte Internationale communiste à l'*organisation*. Il n'est donc pas sûr que d'avoir limité pour l'essentiel l'activité pratique du Kominform à l'édition d'un journal, au titre aussi fabuleusement pédagogique que l'était son contenu, *Pour une paix durable, Pour une démocratie populaire*, ait été déterminé par la seule inopportunité de reconstruire une Internationale. En fait, le Kominform fut bel et bien l'état-major où, semaine après semaine, la campagne contre Tito fut élaborée et mise en œuvre. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, en se réconciliant avec Tito au printemps 1955, Khrouchtchev ne pouvait faire moins que mettre le Kominform en sommeil. Même son journal disparut en 1956. Cependant, en janvier 1958, parut pour le remplacer une nouvelle revue mensuelle, *Problèmes de la paix et du socialisme*, qui, dans les années 70 et surtout 80, parvint à se trouver un nouveau rôle en harmonie avec le changement d'assise et de cible que connaissait au même moment le Département international du PCUS : l'un et l'autre s'occupant en priorité de la formation et du guidage des partis communistes implantés dans le tiers monde. Ce qui explique qu'elle disparut à son tour en 1990 quand le gorbatchévisme a conduit à un abandon de la couronne périphérique du système.

L'occasion la plus fameuse dont s'empara le Kominform pour remplir sa mission de stalinisation des partis communistes européens lui fut offerte par la célébration du soixante-dixième anniversaire de Staline, fin décembre 1949. Que Staline fût né un 21 décembre était un hasard. Que, dans une Europe encore très religieuse, les solennités qui marquèrent l'anniversaire de sa naissance se confondissent, à quatre jours près, avec la fête chrétienne de la Nativité ne l'était pas.

Le « culte de la personnalité » de Staline est rétrospectivement aujourd'hui perçu comme un phénomène d'aberration collective, tout à la fois grotesque et odieux. C'est qu'entre-temps, en Union soviétique même, Staline a été tourné de Dieu vivant en diable mort. Cette métamorphose, du Bien absolu au Mal absolu, qui risque d'ailleurs de rendre encore plus inintelligibles les trente années où le « premier pays socialiste » s'est hissé au rang de seconde puissance mondiale, dit bien comment Staline, dans les années d'après la Seconde Guerre mondiale, réussit à incarner l'idée la plus proche de Dieu que puisse tolérer un monde radicalement athée, et cela par le détour de son conflit avec un diable qui lui fut personnel : Tito. On peut certes se demander pourquoi il fallait que Staline fût Dieu. Ce n'est alors que s'interroger sur la viabilité d'un pouvoir temporel qui, dans la « Sainte Russie » — et bien au-delà —, ne serait pas sanctifié par la relation

personnelle du Vicaire à l'Être suprême. Il est de fait que le PCF, lui aussi, n'atteignit à la perfection classique de son être que dans ce moment court où Thorez fit reposer la vitalité de son parti — le « parti de Maurice Thorez » — et la qualité de membre de ce parti sur la *fidélité* à l'Union soviétique, au parti bolchevik, à Staline. Tout le langage de l'époque se charge alors d'un vocabulaire qui est celui de l'affectivité à résonance sacrée. Son « Hommage à Staline », Thorez l'ouvrait sur « un long cri d'amour, de confiance et de gratitude, jailli de millions et de millions de poitrines, exprimé en cent langues différentes », le cri de « Vive Staline ! ». A qui trouve qu'« on parle trop de l'Union soviétique et de Staline », il répond : « Mais de quoi parlerions-nous si nous ne parlions pas de l'Union soviétique, du pays du socialisme ? » Et encore : « Serait-il un communiste celui qui n'aurait pas au cœur une affection sans bornes pour Staline, le chef, l'ami, dont nous avons célébré avec ferveur le soixante-dixième anniversaire ? » Cri, amour, confiance, gratitude, affection, ferveur, ce langage est celui-là même que capte un poète comme Francis Ponge expliquant pourquoi il est communiste : « Comment me serais-je refusé au seul Parti qui se propose la perfection '... ? » Ce n'est pas son parti seul que Thorez consacre ainsi en l'appelant à la fidélité, cette vertu qui est le « sang » du corps politique dans toute société parvenue à son point d'équilibre et qui fait le lien entre l'autorité de « l'ordinaire du lieu » et sa référence souveraine — en l'occurrence Staline, un Staline armé d'un code : les principes du léninisme, comme d'autres le furent des Tables de la Loi ou des Commandements<sup>2</sup>. Il y a, dans la relation que Thorez établit de sa personne et, par elle, de la France à Staline, quelque chose qui rappelle le vœu de Louis XIII consacrant la France à la Vierge. Coïncidence amusante : c'est à Abbeville, la « cité fidèle », que le 15 août 1638, dans l'église du monastère des Minimes, au milieu d'une foule considérable de prélats, de princes, de seigneurs et de peuple, Louis XIII plaça « nostre Personne, nostre État, nostre Couronne, et tous nos Sujets » sous la protection spéciale de la Vierge Marie. Et c'est à Abbeville toujours que, le 7 juillet 1907, *mutatis mutandis*, était inaugurée une stèle dont il n'y a sans doute guère d'autre exemplaire en France — non dans son objet : « commémorer le martyr du chevalier de La Barre supplicié à Abbeville le 1<sup>er</sup> juillet 1766 à l'âge de dix-neuf ans pour avoir omis de saluer une procession », mais dans la désignation de qui en avait pris l'initiative, car, ainsi qu'il est écrit sur sa face tournée vers les passants, le monument était « élevé par le Prolétariat à l'Émancipation intégrale de la Pensée humaine ». Dès lors comment ne pas admirer que ce furent encore des « professeurs d'Abbeville » que Thorez, le 10 décembre 1949, se crut dans l'obligation de fustiger — ces « petits-bourgeois », autrement dit ces mécréants qui, faisant des manières pour condamner Tito, « veulent la liberté d'aller patauger dans le marais comme a dit Lénine » ?

1. *Pourquoi je suis communiste*, Édition du parti communiste français, slnd.

2. Dès 1972, je proposai une première analyse du type d'*autorité* qui fut celle accordée au *pouvoir* du secrétaire général d'un parti comme le PCF. Cette étude, « Bureaucratie, culte de la personnalité et charisme. Le cas français : Maurice Thorez, secrétaire général du PCF (1900-1964) », fut publiée dans *Communisme au miroir français*, p. 129-160.

Jean Cassou a reniflé cette odeur de sacristie. Au cours d'une conversation avec François Billoux qu'André Wurmser, son beau-frère (par sa sœur, Louise Cassou, plus connue sous le nom de plume de Louise Mamiac, qui avait épousé Wurmser vingt-cinq ans plus tôt en 1924 ; son autre beau-frère, par sa femme Ida, étant Vladimir Jankélévitch), avait appelé à la rescousse afin de tenter de le faire renoncer à son penchant pour Tito, l'ancien commissaire clandestin de la République à Toulouse, le créateur du musée d'art moderne de la Ville de Paris, sommé de dire « qui il est », répond : « Ce que je suis, je vais vous le dire : je suis anticlérical. » Et c'est parce qu'il l'est qu'il ne supporte pas la prétention du Kominform de lui interdire, « sous peine d'excommunication majeure », de se rendre en Yougoslavie<sup>1</sup>. Hélas, comme tant d'anticléricaux, Cassou était un croyant — mais qui se voulait de la « vraie foi ». De Tito, il écrit qu'il a « connu cette présence qui enchante par une vive mobilité du sourire, du regard, de la main, en même temps qu'elle s'impose par une ferme et tranquille autorité<sup>2</sup> ». Tout juste ce qu'on disait ordinairement de Staline ! Vladimir Dedijer voit donc juste en observant vingt ans après : « Le conflit de 1948 entre l'URSS et la Yougoslavie fut empreint d'une passion assez semblable à celle qui enflamma les heurts entre les sectes chrétiennes du Moyen Âge. » Faut-il rappeler que cette démonologie ne fut pas au xx<sup>e</sup> siècle une réminiscence médiévale propre à l'ancien séminariste de Tiflis et que l'ayatollah Khomeyni, lui aussi, a tonné contre un autre « Grand Satan » ?

Il fallait un diable. Ce fut donc Tito. On se demande parfois ingénument pourquoi Staline, à la différence de ce à quoi se résolurent ses successeurs en Hongrie ou en Tchécoslovaquie, ne fit pas donner ses chars pour briser la dissidence titiste. Si le conflit entre Staline et Tito n'avait été qu'un conflit de *puissances* s'affrontant sur des problèmes de politique étrangère — celui des revendications territoriales yougoslaves sur la Carinthie slovène et sur Trieste ou celui d'un projet de Fédération balkanique ou encore celui du soutien à apporter aux partisans de la guerre civile grecque —, ce qu'il fut sans doute dans sa période de latence quand les deux chefs d'État échangeaient secrètement des lettres de reproche et d'admonestation, cela aurait pu se régler par la force puisque à la différence du conflit sino-soviétique qui, à la fin des années 50, prit le relais du conflit soviéto-yougoslave de la fin des années 40, l'un pouvait aisément écraser l'autre de sa masse et de sa suprématie militaire.

De même si, à cette date, le conflit n'avait été qu'un conflit *idéologique* portant sur des questions aussi centrales, dans la théorie et la pratique léninistes, que celle de la politique paysanne et de son articulation avec la lutte des classes, celle du rôle dirigeant du Parti par rapport au rôle d'un Front national ou, plus décisif encore, du rôle du Front populaire dans la stratégie de conquête du pouvoir, Staline aurait pu pardonner à l'heureuse indiscipline de Tito bien que celui-ci eût, dans des circonstances il est vrai

1. Jean Cassou, « La révolution et la vérité », *Esprit*, décembre 1949, p. 947.

2. Jean Cassou, *Une vie pour la liberté*, Robert Laffont, 1981.

favorables, fait se succéder au galop démocratie de type nouveau, démocratie populaire et État socialiste.

De même enfin si le conflit, à un degré encore plus trivial, n'avait été qu'un conflit de *personnes* entre deux hommes parvenus à incarner deux peuples traditionnellement proches — depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, contre les Turcs et les Autrichiens, des Serbes mettaient leur épée au service de l'Empire russe, leur frère en « sainte et douce orthodoxie » —, cela aurait pu prendre la forme de controverses que la vie et la lassitude auraient fini par trancher ou tourner en joutes académiques.

Mais le conflit vira en quelque chose de tout à fait différent, d'une nature qui touchait aux conflits sur la « vraie foi » parce qu'à cette date ce dont le système stalinien, parvenu dans sa dimension soviétique et dans sa dimension internationale à son plus haut degré d'équilibre et d'épanouissement, avait besoin, c'était d'un diable.

La preuve s'en trouve dans l'effort, considéré comme absolument primordial, mené pour établir la filiation de Trotski à Tito. La chose n'était pourtant guère aisée. Ni les personnes, dans leurs origines, leurs manières, leurs goûts, leur culture, leurs qualités et défauts, à l'exception peut-être d'un même mixte d'orgueil et de vanité, ni les statuts, à l'exception de la phase qui leur était commune d'exercice de la fonction de chef d'armée, ne s'accordaient.

J'ai ici sous les yeux un bulletin mensuel édité par le Comité central du PCF sous le titre *Notes pour la lutte idéologique*. Ce bulletin n° 21, daté du 15 octobre 1949, est consacré à la lutte contre Tito.

Ce texte appartient à la catégorie des argumentaires — on disait des « schémas » — que la section d'éducation d'abord puis la section idéologique avaient charge d'établir dans les matières ayant à faire l'objet d'un enseignement interne ou d'une polémique externe. En situant la lutte contre Tito dans le cadre général de la lutte du camp « démocratique et anti-impérialiste », il ancrerait d'abord l'affaire dans une réalité certes idéologisée, mais de nature proprement politique. L'« antisoviétisme exaspéré » de Tito, sa « complicité » désormais ouverte avec Tsaldaris<sup>1</sup> et son « attitude criminelle » à l'égard des « patriotes grecs », sa tentative de rupture du « front commun pour la paix » que révélait l'affaire Rajk, l'intégration de la Yougoslavie dans le camp impérialiste, autant de « faits » — têtus, comme on se plaisait à les qualifier —, sans doute enrobés dans une langue de bois qui en masquait les contours précis, mais qui, malgré tout, engageaient à conclure que « la lutte contre le clique de Tito » était une *tâche* politique et militante du « camp démocratique dans son ensemble sous la direction communiste ».

Venait ensuite le plat de résistance. Son titre : « Tito, relève du trotskisme », indiquait à lui seul qu'on avait ici à descendre aux Enfers.

1. Issu de la droite monarchiste qui, en 1902, a fondé le parti populiste, Tsaldaris exerce la fonction de Premier ministre du 18 novembre 1946 au 15 septembre 1947. La gauche grecque, emmenée par les communistes, l'affuble du qualificatif de « monarchofasciste ». Les Américains qui craignent la montée populiste favorisent ensuite la formation d'un gouvernement Sofoulis qui mettra néanmoins la gauche hors la loi et durera jusqu'en mars 1950.

Trotsky, chef des anges rebelles, des démons, des esprits malins, avait été le diable, le Lucifer, le Satan, le Belzébuth du monde communiste depuis les années 30. L'écorce du langage dont on usait pour parler de lui (et de l'« essence » du trotskisme) continuait à appartenir à l'univers des formes et des matières politiques. Mais, au fur et à mesure que l'erreur s'y transformait en faute, celui-ci se trouvait écrasé, malaxé et recomposé en un univers moral et même métaphysique. De Trotsky, le schéma disait bien par exemple que, battu au sein du parti bolchevik, il avait cessé dans la période du premier plan quinquennal (1928-1932) d'animer un courant politique de la classe ouvrière. *Parti bolchevik, plan quinquennal, courant* : autant de termes qui cernent une *histoire* concrète. Mais ensuite Trotsky était devenu le chef d'« une bande cynique et sans principes de saboteurs, agents de diversion, espions et assassins aux ordres des services d'espionnage étrangers ». Les « buts de la bande » s'étaient identifiés aux « buts de la bourgeoisie impérialiste mondiale : rétablir, par la guerre, le capitalisme en URSS ». Le trotskisme, à ce stade, n'était plus qu'une « variété de fascisme ». Autant de « grues métaphysiques », comme on aurait qualifié ces concepts s'ils avaient été ceux de l'ennemi, autant de mots-signaux dont la substance et l'extension indéfinies n'enfermaient dans leur cercle que la violence pure du Mal et du Malin. L'assimilation de Trotsky à un démon est tellement intériorisée dans l'imaginaire soviétique que la première tentative d'inspiration gorbatchévienne pour réévaluer le rôle de Trotsky était intitulée dans la *Pravda* : « Le démon de la révolution ». Le mièvre humanisme, même technicisé et prométhéen, dont se réclament, dans ses périodes calmes, le marxisme, sa rationalité scientiste et son ambition faustienne, déployant sa volonté de *puissance* pour transformer la nature et la hisser à un état d'harmonie supérieure, s'efface ici devant une mystique proprement luciférienne qui, une fois arraché l'habillement chrétien, autorise, sur la base d'un athéisme pur, la déification de l'homme pour sa plus grande *jouissance* : d'où l'implacable combat pour être ce déifié-là.

Une question peut intriguer : pourquoi Staline, qui donc avait déjà eu son diable en la personne de Trotsky, a-t-il éprouvé le besoin d'en créer un second en la personne de Tito ? C'est que peut-être il ressentait comme une imprudence, au moins un acte prématuré, de n'avoir pas, en ordonnant le meurtre de Trotsky, résisté à l'envie de tuer son premier grand diable. Un diable mort, dont on avait montré le cadavre, ce n'était plus tout à fait un diable. Il lui fallait un diable vivant, un diable qui, de surcroît, pour en faciliter l'identification, fût le fils, le rejeton du précédent. D'où ce développement, dans le texte de Guy, consacré à « Tito, digne émule de Trotsky ».

« Digne émule » : la formule indiquait d'abord qu'ayant bénéficié, si l'on pouvait dire, du chemin de déshonneur suivi par Trotsky, Tito avait pu brûler les étapes. La preuve : « Il n'avait *jamais* (jamais, souligné) représenté un courant », il avait été dès le départ « le chef d'une clique » — d'une cabale, d'un complot, avec ce que ce mot rare et familier de « clique » impliquait de mépris à l'égard de menées et d'intrigues misérables. Il en résultait que, même en se couvrant des « défroques du trotskisme »,



constituées d'une kyrielle de « négations » car un esprit malin, fût-ce sous « une phraséologie ultra-révolutionnaire », est d'abord « celui qui nie », Tito commençait là où Trotski avait fini. Ce qui faisait de lui un diable plus immédiatement achevé et plus opératoire que Trotski. La preuve, c'est que ce chef « proprement fasciste » disposait, avec la Yougoslavie, à la différence de Trotski, d'un État lui-même fasciste du type des régimes de Franco et Tsaldaris, « appareil d'État policier au service du capital financier américain ».

A partir de là, deux points peuvent mieux se comprendre. D'abord, à long terme, le fait que Tito et la Yougoslavie, comme d'ailleurs Trotski et le trotskisme, n'ont à aucun moment par la suite glissé hors de la sphère du socialisme dans sa version bolchevique, même si la nécessité de se distinguer de la variété proprement stalinienne a conduit Tito, là aussi comme l'avait fait avant lui Trotski, à théoriser sa différence. Bien des singularités du « titisme » — par exemple l'accent mis sur l'« autogestion » ou la substitution vers 1950, au concept de « démocratie populaire » qui sent son Kominform, du concept de « démocratie socialiste » appliqué à la Yougoslavie — sont en effet apparues *après* la rupture avec le Kominform. Sans parler de son rôle dans le Mouvement des non-alignés qui confère à Tito sa stature définitive et lui assure sa place au Panthéon des hommes d'État du *xx<sup>e</sup>* siècle. Mais par-delà ces différences, ce qui explique que, malgré les tentatives de débauchage dont il fut l'objet, Tito soit obstinément resté dans les parages du communisme international, c'est qu'ange déchu il n'en était pas moins de la race divine. S'il fut seul à pouvoir tenir tête à Staline, c'est juste qu'il était son meilleur élève. L'Occident, parce qu'il se querellait avec son maître, a tenu pour habile de cacher avec complaisance qu'il fut aussi un ange exterminateur et qu'à Goli Otok, le goulag yougoslave, il a fait périr des milliers de ses compatriotes qui avaient fait le mauvais choix en restant fidèles à Staline. C'est aussi pourquoi, moins de quarante ans plus tard, la Yougoslavie socialiste est dans le même triste état que le sont tous les autres pays socialistes. La poignée de ferments hétérodoxes jetée dans la baratte serbe n'a pas suffi à empêcher le socialisme d'y tourner à l'aigre.

A court terme, l'autre point qui se comprend mieux, c'est la violence et l'efficacité de la « lutte contre Tito ».

Violence : de verbale, elle devait atteindre le niveau le plus rare dans la vie politique d'une démocratie occidentale, même de sa composante communiste — la violence physique. Pas la guerre puisqu'il était exclu que Staline se privât cette fois de son infernal vis-à-vis. Mais la violence physique contre les « séides », bien sûr « les chefs réactionnaires de la social-démocratie [qui] se portent au secours de Tito et de sa clique » et surtout contre les « agents » directs de Tito dans le mouvement ouvrier. Car la violence reste le seul argument dès lors que, pour parler comme Mircea Eliade, la hiérophanie, le *sacré*, à la fois manifesté et dissimulé dans le *profane*, suscite des fidèles attachés à un *arbre sacré* là où les autres persistent à ne voir qu'un arbre d'une certaine espèce.

On put en juger le 9 juin 1950. Ce jour-là, *L'Humanité* publiait en

italique un appel qu'il faut ici reproduire *in extenso* tant c'est un morceau d'époque :

« Des agents du fasciste Tito prétendent organiser à Paris aujourd'hui 9 juin, à 20 heures, salle des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente (métro Odéon ou Saint-Michel), une réunion provocatrice pour le compte des fauteurs de guerre, leurs maîtres. Cette engeance d'espions et de traîtres au mouvement ouvrier, ces ennemis de la paix ne doivent pas impunément développer dans ce Paris aux glorieuses traditions révolutionnaires et républicaines leur propagande fasciste. Les Partisans de la Paix seront nombreux aujourd'hui à la salle des Sociétés Savantes pour affirmer, face aux agents des fauteurs de guerre titistes, leur volonté de paix, leur irréductible opposition aux pires ennemis de la classe ouvrière. »

Le lendemain, Pierre Courtade mettait toute sa fougue à justifier notre antititisme forcené :

« Lorsque nous disons que Tito et sa bande sont des fascistes, des *hitlériens* [souligné par PC], au sens plein du mot, nous ne l'entendons pas comme une simple analogie... Nous voulons dire très précisément que le régime de Belgrade a toutes les caractéristiques d'un régime fasciste et cela au sens scientifique, historique du terme. »

Et tandis que son journal relatait en détail, sous le titre « La police de Queuille protège les titistes. 35 blessés. 15 arrestations », ce qui s'était passé la veille :

« La police du gouvernement Bidault-Queuille est complice de la clique fasciste de Tito. La preuve en a été faite hier soir à Paris d'une façon évidente : plus de 1 000 agents avaient été mobilisés pour "protéger" une centaine de nervis titistes (...). Les patriotes, plusieurs centaines, des jeunes surtout, trouvaient porte close. Massés devant la salle, ils scandaient : "Tito, assassin !", "Tito, fasciste !"... C'est alors que les policiers commencèrent à charger. Matraque haute, ils refoulèrent les patriotes qui se trouvaient à l'extérieur, piétinant les femmes, frappant indistinctement les vieillards, les passants, etc. Dans le hall des Sociétés Savantes, une cinquantaine de jeunes démocrates étaient restés groupés. Ils avaient fait céder la porte de la salle où étaient enfermés les titistes, qui firent pleuvoir sur eux des chaises, des bancs, des planches, formant, à l'entrée de la salle, une véritable barricade, pendant que du dehors les agents les attaquaient à la matraque. Mais ces jeunes, courageusement, se défendirent. Ils purent évacuer le hall étroit en se battant contre les nervis et les policiers. On en vit sortir le visage en sang, les vêtements arrachés. »

Ces « patriotes », ces « jeunes démocrates », ces « courageux », c'était nous : car bien sûr j'y étais avec Arthur qui, comme d'habitude chaque fois que nous étions engagés dans les batailles de rue, ne laissait à personne le soin de me protéger autant que faire se pouvait. Comment nous sortîmes par le toit quand une verrière s'effondra avec fracas ? je ne sais, et il est vrai que nous saignions tous comme des bœufs, mais nous étions très contents. De nous être battus ? De nous être battus contre les titistes ? De nous être battus au nom de la paix, des grandes traditions révolutionnaires de Paris ?

Violence mais aussi efficacité : la « vigilance révolutionnaire » contre d'éventuelles « infiltrations » conduit à un « aiguisement de la lutte des classes », elle fortifie « l'esprit de parti » dans une perspective « internationa-

liste » aux dépens du « cosmopolitisme » ; elle invite à pourchasser les « petits-bourgeois » qui, enfin, s'éloignent d'un parti qu'ils anémiaient et pervertissaient. Certes, la décrue très marquée du nombre des adhérents depuis 1947 ou du nombre des lecteurs de *L'Humanité*<sup>1</sup> n'est pas à mettre au seul compte de la purge qui rejeta dans les « poubelles de l'histoire » les partisans déclarés de Tito : cette purge-là ne porta que sur quelques unités frappées « pour l'exemple ». Mais elle entretint un climat qui accéléra le repli du Parti sur ses « forteresses ».

Parmi les victimes, faut-il compter Edgar Morin ? A relire son témoignage qui, sous le titre *Autocritique*<sup>2</sup>, fut à l'époque de sa parution en 1959 un énorme succès de librairie, ce n'est pas sûr. Edgar en effet raconte :

« Courtade, convoqué par Servin<sup>3</sup>, me dénonça comme titiste. Apprenant incidemment la chose par Hervé<sup>4</sup>, je bondis chez Courtade. Je lui fis téléphoner sous mes yeux à Servin pour rectifier la contrevérité comme si je voulais me laver du parricide. »

Cette scène doit s'être située en 1949 au moment où, rédacteur en chef du *Patriote résistant*, journal de la FNDIRP<sup>5</sup>, Morin, ne s'entendant pas avec le colonel Manhès<sup>6</sup>, fut remis « à la disposition des cadres », ce qui signifiait que, sauf à le « renvoyer à la production », il revenait à Servin de lui trouver une nouvelle affectation.

A cette date, pas plus que ses amis Mascolo et Antelme membres de la cellule Saint-Germain-des-Prés (dont les habitués, fréquemment plus portés sur l'embrouille et la cabale que sur la résistance idéologique, passent leur temps à se plaindre les uns des autres auprès de la section du VI<sup>e</sup> tout en espérant se faire exclure avec panache, ce qui en effet adviendra, du fait qu'ils soutiennent par exemple qu'après le fascisme gaullien se produira une révolution pure et dure !), Morin ne fait mystère de ses désaccords mais des désaccords qui, depuis 1947-1948, portent plutôt sur la ligne culturelle du Parti telle que la développent Aragon et Casanova. En 1950, convient-il, il songe de lui-même à quitter le Parti, mais celui-ci le devance... en l'excluant au printemps 1951. Pour titisme ? Si l'affaire Tito avait pris dans ses préoccupations de plus en plus de place, Morin, en regrettant d'ailleurs sa pusillanimité, reconnaît que « le titisme fut un grand pari, un beau pari que je n'ai pas osé risquer ». En somme, du fait qu'il continuait à fréquenter ses amis Cassou, Duvignaud et Clara Malraux après leur retour de Yougoslavie, son exclusion était passée pour celle d'un titiste sans qu'il le fût vraiment.

Ici, j'entends le lecteur excédé : « Mais vous devez bien le savoir

1. Georges Cogniot note qu'entre 1947 et 1952 le tirage quotidien moyen de l'organe central a diminué de près de 55 % et qu'à son départ de la rédaction en chef, en août 1948, il ne se vendait déjà plus qu'à 200 000 exemplaires.

2. Edgar Morin, *Autocritique*, Julliard, 1959 (coll. Lettres nouvelles).

3. Alors responsable national des cadres.

4. Il s'agit de Pierre Hervé.

5. Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes.

6. Président « sans-parti » de la FNDIRP.

puisque, comme l'a raconté Morin avec verve, émotion et talent, c'est vous qui l'avez exclu. »

Je ne suis pas portée à plaider l'innocence égarée. Pas davantage à reprocher à Edgar — quand il publia son *Autocritique* en 1959, j'avais, comme lui, quitté le Parti — de m'avoir accablée : c'est, d'une charrette à l'autre, pratique usuelle. Même si, à son exemple, des années durant par la suite, tant de courageux ex-staliniens, qui sans doute voulaient se venger sur moi d'avoir été communistes, m'ont désignée à la vindicte publique comme responsable majeure de leur dévergondage. Il est vrai que ce traitement spécial, je l'ai bien cherché dès lors que je n'ai pas pris la précaution de me réfugier sous l'aile salvatrice de l'intelligentsia de gauche en continuant à mouliner une soft-idéologie radicale-marxisante. De toute nécessité, je devais rester maculée et déshonorée par mon stalinisme passé, suspecte de cultiver, c'était certain, une manière stalinienne de combattre le stalinisme puisque je n'avais pas couru me plonger dans les eaux savonneuses et lubrifiantes de la gauche bien-pensante : j'avais à la place rallié — à droite ! — les parages d'un libéralisme aronien auquel n'avait pas alors, il s'en fallait de beaucoup, été reconnu le crédit miraculeux que la gauche lui a accordé seulement dans la seconde moitié des années 80.

Edgar n'est d'ailleurs pas homme à se priver d'une belle page. Tout de même ! « Cette jeune Walkyrie... blonde, un peu plantureuse, l'air glacé et innocent... avec ses yeux de lac », cette description qu'il fait de moi, mais c'est l'image de la *SS-fraue* des camps de concentration nazis. Sans doute Morin est-il, pour me voir ainsi, influencé par la thèse alors en pleine vogue (l'ouvrage d'Hannah Arendt, *The Origine of Totalitarianism*, fut publié aux États-Unis précisément en 1951) de l'identité de nature des totalitarismes de droite et de gauche, du nazisme et du communisme. Une thèse féconde mais qui, prise à la lettre, a plutôt retardé la compréhension du phénomène communiste, tant elle heurtait l'expérience commune, du moins en Occident.

Faut-il aussi regretter que, mémorialiste, Morin romance parfois un peu trop, notant par exemple mon expression « qui, de judiciaire, devient extatique : — Maurice est de retour... Jeannette est allée le chercher ! Maurice Thorez venait de rentrer d'une longue cure en URSS ».

Extatique en ce printemps 1951, mon expression ? Peut-être, mais pas à cause du retour de Thorez qui n'a eu lieu qu'en avril 1953...

L'intéressant est ailleurs : Morin ignorait-il les procédures par lesquelles un parti de type bolchevik protégeait son unanimisme de principe ? C'est possible. Les responsabilités et le travail qu'il avait assumés depuis la clandestinité l'avaient maintenu aux marges de l'appareil. Encore qu'à l'occasion, on l'a vu, il sut en appeler à Servin. Alors pourquoi faire porter la responsabilité de la sanction qui le frappait sur ses camarades de cellule et sur moi-même ? Ceux-là ne pouvaient que recevoir avec faveur la proposition d'exclusion qui leur était soumise statutairement puisqu'il y avait belle lurette que l'intéressé ne fréquentait plus la réunion de sa cellule — en un temps où l'assiduité hebdomadaire était de valeur canonique. Quant à moi, je n'étais qu'un échelon de transmission, sans aucune part dans la constitution de la cause ni dans la décision arrêtée. Ce genre

d'affaire se traitait exclusivement au « 44 » : la concentration du « contrôle politique » dans une section de travail spécialisée auprès du Comité central évitant, comme il en est de la société globale où la police est aussi une institution distincte, que le Parti tout entier ne fût dans sa vie quotidienne un appareil policier. Je ne savais donc que ce par quoi la section nationale des cadres, en accord avec la section nationale des intellectuels — dont je n'étais pas membre —, avait choisi de justifier la sanction : d'avoir écrit dans *L'Observateur*, ce qui était manquement absolu à la règle selon laquelle les communistes, sauf si les instances habilitées les y avaient invités, n'écrivaient pas dans des organes autres que ceux sous contrôle ; c'est de cette manière que le Parti se faisait contre-société. Quant au reste, je n'avais jamais encore eu l'occasion de rencontrer personnellement Morin. De quelques années plus âgé que moi, il avait dès la Libération fréquenté le petit monde des intellectuels où en 1951 je ne faisais qu'aborder.

Là où Morin, en tout cas, a eu franchement tort, c'est d'avoir pris toute la chose au tragique, de s'être désespéré si longtemps que le Parti ne consentît pas à débattre avec lui, de rester enfin animé de l'ambition au service de laquelle des fournées d'intellectuels pendant quarante ans gaspillèrent tant de temps et d'énergie : l'ambition de réformer le Parti de l'intérieur, de le « redresser » pour en faire autre chose que ce à quoi le destinait son code génétique. Ce qui pouvait avoir un sens à l'Est où l'on était contraint de se battre avec les moyens du bord. Mais à l'Ouest la porte de la cage n'était pas gardée. Sauf par la crainte de s'éloigner des verts pâturages de l'extrême gauche et de la gauche. Quand le temps, quelques années plus tard, fut venu pour moi, j'eus au moins le mérite d'être bien convaincue que le communisme avait ses lois qui, telles quelles, avaient leurs raisons et n'étaient pas réformables. Ce qui n'empêcha d'ailleurs pas que le chemin où je me retrouvai fût rude.

La lutte contre Tito renforça la cohésion du camp socialiste, en poussant les partis communistes, ceux qui étaient au pouvoir et ceux qui ne l'étaient pas, à devenir des partis pleinement *stalinien*s, en faisant des démocraties populaires, toutes situées à la frontière occidentale de l'Union soviétique, un chapelet d'États socialistes *satellites* dont la communauté de destin pouvait désormais s'institutionnaliser sur le plan économique avec le Comecon<sup>1</sup> et sur le plan militaire avec le pacte de Varsovie.

Paradoxalement, c'était là un programme modéré puisqu'il ne s'occupait que d'aménager l'acquis. Un programme localisé aussi, à peine étiré quand en 1949 l'immense queue de comète de la Chine populaire vint s'adjoindre au dispositif. Ce n'est qu'à la toute fin des années 50 que le processus de décolonisation dans le tiers monde prend un tour tel qu'il incite le Kremlin,

---

1. C'est en janvier 1949 à Moscou que, sans la Yougoslavie et contre elle, le Comecon — ce Conseil économique d'aide mutuelle, d'où le sigle de CAEM usité à l'Est — est créé. Le pacte de Varsovie est, lui, du 14 mai 1955.

sous Khrouchtchev, à déplacer le centre de gravité d'un ensemble qui, plus composite et diversifié, se transforme en un système d'amplitude mondiale<sup>1</sup>.

Modérée et localisée, la vision stalinienne des choses, même si elle n'avait à cette date souci que de bien gérer et consolider, n'était pas étriquée au point de se suffire d'une politique centripète de renforcement interne. Toute la phase de l'histoire qui s'est ouverte en 1917 est, du point de vue communiste, commandée par la teneur du potentiel — offensif et défensif — recelé par les situations, les actes et les résultats qui la jalonnent.

Ce qui explique que Staline décida très vite d'associer au volet de la lutte contre Tito le volet de la lutte pour la paix. Tourné vers l'extérieur, celui-ci avait pour fonction majeure d'établir, à l'avant du bloc socialiste, un ouvrage protecteur, tenu par des alliés, et qui, comme tel, agrandissant le dispositif général, pouvait à l'occasion servir à passer à l'offensive.

Aussi le débat sur les origines de la guerre froide n'a-t-il jamais eu grand sens. Dès 1947, l'Union soviétique organise son camp en un camp retranché pour, telle est la justification constante qu'elle donne de sa politique d'après-guerre, décourager les agissements conquérants, les appétits de domination et d'expansion de l'impérialisme américain dont la préoccupation exclusive, selon elle, était encore et toujours d'anéantir le premier pays du socialisme. Dès juin 1947, les États-Unis de leur côté s'engagent dans la voie d'un soutien à l'Europe occidentale avec l'offre, le 5 juin 1947, par le général Marshall, d'un plan d'aide économique et son entrée en vigueur le 3 avril 1948.

La dénonciation à laquelle se livrèrent dans les années 60 les historiens américains « révisionnistes » en soutenant que c'est en effet l'impérialisme américain seul qui a contraint l'Union soviétique à s'isoler dans son glacis participait de l'esprit de ces années où la gauche américaine mit toute son intelligence à chausser des lunettes idéologiques empruntées à l'Est. Les idéologues soviétiques, eux, se sont longtemps gardés de ce genre de divagation. En août 1988, un long article de la *Pravda*, signé entre autres par le directeur de l'agence Novosti, tendait encore à préserver l'idée que « ce n'est pas nous qui avons choisi la guerre froide » : la responsabilité de la détérioration des rapports entre Washington et Moscou après la guerre incombe uniquement aux États-Unis, à Truman en particulier qui, succédant à Roosevelt en avril 1945, mit aussitôt en chantier des plans de bombardement atomique de l'URSS.

Ce ne sont en fait ni les accords de Yalta comme, dès 1949, le suggère une première vague de critiques en Occident contre les abandons de Roosevelt et de Churchill, ni leur rupture qui firent manquer la « vraie paix ». Celle-ci ne pouvait être que manquée. Tant en raison de la nature de la guerre qu'elle était appelée à conclure qu'en raison de la nature du régime soviétique qui devait en être l'un des architectes et signataires. La nature de la guerre : ce fut de bout en bout moins une guerre contre l'Allemagne qu'une guerre contre le national-socialisme et Hitler. De ce fait, la victoire et la paix

---

1. C'est le thème qui m'a inspiré le travail de systématisation publié en 1984 aux PUF, *Le Système communiste mondial*.

devaient moins reposer sur un nouvel équilibre des forces et l'ajustement d'intérêts nationaux que sur l'acceptation des principes fondamentaux, de caractère doctrinal, politique et moral, écartant tout retour à une dictature du type de la dictature allemande. La nature du régime soviétique : celui-ci reposait aussi sur des principes fondamentaux à vocation universelle, mais ces principes-là ne coïncidaient en rien avec ceux qui avaient légitimé le recours à la guerre telle qu'elle s'était engagée à l'Ouest au moment où l'Union soviétique, elle, avait préféré faire amie avec Hitler. Le seul point de contact où s'étaient recoupés les principes des uns et des autres s'était situé dans l'objectif commun à court terme : la nécessité d'abattre le nazisme. L'alliance du temps de guerre avait été en somme purement instrumentale, ce qui ne signifie pas, comme on l'entend encore dire ici et là, qu'inauthentique et porteuse d'illusions, elle n'aurait pas dû être conclue. Inéluctable, cette alliance-là, par sa configuration, impliquait non moins inéluctablement qu'il n'y aurait pas de « vraie paix ».

Il n'y en eut pas. Staline, mieux averti, et pour cause, que ses partenaires du caractère unique de son régime, en fut dès le début si conscient qu'il n'utilisa pas le terme de « paix » pour caractériser l'état souhaitable, selon lui, des rapports Est/Ouest, mais le terme de « coexistence pacifique ». La paix n'avait lieu d'être invoquée comme telle qu'à propos de la « lutte pour la paix », c'est-à-dire de la lutte pour soutenir la politique étrangère soviétique.

Ce qui explique encore que la « lutte pour la paix » ainsi que l'organisation d'un « mouvement pour la paix » qui en fut l'armature s'inscrivent au cours des années 30, 50 ou 70 dans une stratégie similaire, posent aux communistes des problèmes tactiques identiques, revêtent des formes d'expression et d'organisation analogues, suscitent enfin une même symbolique des lieux. Stratégie similaire même si la définition de la cible changea d'une phase à l'autre pour, en passant du négatif au positif, s'alléger de toutes les surcharges qui en rétrécissaient la portée : contre l'impérialisme et l'oppression coloniale ; contre la guerre *impérialiste* ; contre la guerre *et* le fascisme ; pour la paix *et* la liberté ; pour la paix — tout court. Problèmes tactiques identiques<sup>1</sup> : il s'est agi dans tous les cas de trouver des alliés et de les rassembler en un front unique aussi diversifié que possible mais compatible avec la capacité de guidage et de contrôle que devait en toutes occurrences conserver le mouvement communiste international. Formes d'expression et d'organisation analogues : en juillet 1935 à la porte de Versailles se tinrent les Assises nationales du peuple français pour la paix et la liberté comme en novembre 1952 les Assises nationales de la paix. Symbolique des lieux : la salle Pleyel à Paris servit par exemple de cadre en juin 1933 au congrès européen antifasciste qui donna naissance au Comité mondial contre la guerre et le fascisme, comme elle servit de cadre en avril 1949 au congrès mondial des partisans de la paix qui donna naissance au Comité mondial de la paix. Les thèmes concrets

---

1. Le texte de référence est le rapport de 80 pages présenté par Palmiro Togliatti au 7<sup>e</sup> congrès de l'IC en 1935.

ont naturellement varié en fonction des circonstances, la taille du succès remporté par slogans et mots d'ordre a varié aussi — et parfois seulement en raison de la qualité et de l'habileté des campagnes qui les ont portés, mais le fond fut le même<sup>1</sup>.

Ce qui explique enfin, à mon échelle modeste, que l'une de mes tâches constantes fut d'être active au bureau du Conseil départemental de la paix. Le Mouvement de la paix n'était pas en effet une organisation de masse comme les autres, parmi les autres, mais, selon la forte définition de Casanova, « l'expression en marche de l'unité d'action des forces populaires appliquée aux questions décisives que sont la sauvegarde de la paix et la reconquête de l'indépendance nationale ». Bref, l'instance qui fédérerait les raisons et les formes qu'avaient tous les autres de participer en masse à la lutte pour la paix : les jeunes, avec l'UJRF, qui se battaient contre le service militaire de deux ans ; les femmes et les mères, avec l'UFF, qui s'attachaient au thème du désarmement ; les anciens combattants, prisonniers de guerre, déportés, veuves et mères de fusillés, avec leurs organisations propres qui étaient naturellement portées à combattre le réarmement allemand ; les travailleurs, avec la CGT, préoccupés par les méfaits de l'extension d'une économie de guerre et des industries de guerre. Il n'en restait pas moins que le Mouvement de la paix avait des caractéristiques propres dont la plus importante était qu'il devait nécessairement avoir pour interlocuteurs privilégiés des « intellectuels » — au sens très complexe d'un vocable aux limites incertaines.

Ç'avait déjà été le cas dans les années 30 avec les congrès d'Amsterdam (contre la guerre impérialiste, en septembre 1930, sous le patronage de Romain Rolland et d'Henri Barbusse) et de Pleyel (à Paris contre le fascisme en juin 1933). C'était le cas dans ces années 40 avec le congrès de Wroclaw en août 1948. Pourquoi les intellectuels ? Pour des raisons sociologiques : la nébuleuse, jalonnée de petits corps lumineux autour desquels s'agrégeaient les intellectuels en question, enveloppait et pénétrait les classes moyennes et, par elles, les familles spirituelles qui en émanaient, la chrétienne et la social-démocrate. Pour des raisons techniques : on trouve aisément parmi les intellectuels les spécialistes et experts capables de nourrir les dossiers d'accusation contre la menace de guerre, tant les dossiers qui portent sur des précédents historiques que ceux qui traitent de la production d'armes et de systèmes d'armes nouveaux et redoutables. Pour des raisons qu'on dirait dans le jargon d'aujourd'hui « communicationnelles » : les intellectuels gardaient encore le monopole d'un prestige et d'une autorité qui les faisaient

1. J'ai tenté d'en présenter une analyse d'ensemble, « "Paix" et "lutte pour la paix" dans la stratégie et la structure du mouvement communiste international. Des études de cas des années 70 », qui constituent le chapitre 8 de mon livre, *Le Système communiste mondial*, PUF, 1984. Mais des travaux bien plus consistants se succèdent depuis : Stéphane Courtois, « Le système communiste international et la lutte pour la paix 1917-1939 », *Relations internationales*, 1988/53 ; Olivier Le Cour Grandmaison, « Le mouvement de la paix pendant la guerre froide : le cas français. 1948-1952 », *Communisme*, n° 18/19, 1988 ; Yves Santamaria, *Le PCF dans la lutte pour la paix (1932-1938)*, thèse de doctorat de 1991, Université Paris X Nanterre ; Michel Pigenet, « Ridgway-la-Peste à Paris. Heurts et malheurs d'une manifestation "dure" », communication au colloque de l'Association française de science politique, Bordeaux, octobre 1988.



normalement écouter quand ils avaient à *lancer des appels* (l'appel de Stockholm en mars 1950 pour l'interdiction de l'arme atomique) ou à *témoigner* (de la guerre bactériologique en 1952). La raison cardinale tenait néanmoins à ce que le concept d'*intellectuel* dans son sens moderne avait trouvé sa consécration à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans le climat de l'Affaire Dreyfus et s'était fixé au pôle opposé de celui que résumait le mot « armée », avec ses soldats, ses généraux, leurs sabres, leurs culottes de peau et leur sentiment de l'honneur. L'intellectuel était de fondation un civil, antimilitariste et pacifiste. Il ne restait plus qu'à en faire un « partisan de la paix », lequel risquait moins dans les années 50 de tourner au « pacifiste bêlant », comme aimait à dire André Marty en stigmatisant un Gary Davis, que dans les années 30 où le pacifisme — intégral, à tout prix, intransigeant, radical, sans aucune réserve — avait fini par s'imposer, hélas, comme un impératif moral. Pouvait-on ignorer où celui-ci avait conduit bon nombre des disciples d'Alain et des membres du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes ? En décembre 1934, ce dernier n'avait-il pas d'ailleurs pris une résolution précisant que « l'antifascisme ne saurait être le prétexte ni la justification d'aucune guerre » ?

Cette conception que les communistes avaient du petit monde des « intellectuels » et qui les faisait reconnaître pour les héritiers de la démocratie révolutionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle dont Marx et le marxisme étaient le bon rameau (une conception qui se retrouvait dans la société soviétique telle que Lénine avait commencé à la dessiner), voilà qui permet de comprendre pourquoi le PCF, comme les autres partis communistes, désigna ses dirigeants et militants responsables du travail parmi les intellectuels pour prendre en charge le mouvement de la paix.

Quand, à l'automne 1946, avait éclaté la querelle sur l'esthétique communiste qui avait opposé Pierre Hervé à Aragon<sup>1</sup>, Maurice Thorez avait tenté une médiation, bien que le fléau dût nécessairement pencher du côté d'Aragon. Il se saisit surtout de l'occasion pour remanier en profondeur le dispositif du Parti. L'encylopédisme à géométrie variable de Garaudy n'était plus de saison. De leur côté, les affaires militaires et leurs séquelles d'après-guerre n'avaient plus d'urgence : à quoi bon un membre du comité central dans la fonction de ministre des Anciens Combattants, Victimes de la guerre et Déportés ? La chute du gouvernement Bidault en novembre 1946 permit d'en libérer Laurent Casanova.

Celui-ci était l'homme de la situation. L'un des proches collaborateurs du secrétaire général dès l'avant-guerre, il avait doublé les rapports de camaraderie de liens d'affection unissant les deux couples qu'ils formaient, l'un avec Jeannette Vermeersch, l'autre avec Danielle Casanova. Ses relations avec les Aragon étaient aussi plus complexes qu'un simple compagnonnage de parti. Est-ce ce qui le désigna pour prendre la tête de la commission de travail parmi les intellectuels ? Du même coup, la mise sur orbite de la « question principale » : la paix, ne pouvait que le concerner directement. Il appartient donc au Conseil mondial de la paix dès que celui-ci, à l'issue

---

1. Cf. p. 366 et sq.

du premier congrès mondial des partisans de la paix qui s'était tenu à la salle Pleyel, se constitua en avril 1949. Déjà l'année précédente, en août 1948, il avait eu à se préoccuper de la délégation française au congrès mondial des intellectuels pour la paix qui, tenu à Wroclaw, avait fait fonction de lever de rideau et inauguré cette période de 1948 à 1954 où la « lutte pour la paix » devait être au cœur de l'action communiste internationale. Casanova, au sein du Conseil mondial, avait un poids très particulier du fait que les Soviétiques, s'ils voulaient que l'entreprise englobât des personnalités et milieux qu'ils ne pouvaient eux-mêmes atteindre, devaient en confier le soin aux dirigeants d'un parti qui n'était pas au pouvoir comme le parti français mais qui avait du lustre et de l'entregent. Si Casanova n'avait pas à prendre les décisions stratégiques majeures en la matière — celles-ci ne relevaient que de Staline et du Politburo soviétique —, il avait du moins à les mettre en musique. J'en eus la preuve en août 1950 quand il me fit don du brouillon de la résolution destinée à convoquer le second congrès mondial des partisans de la paix qui devait se tenir à Varsovie au mois de novembre suivant. Ce brouillon, il l'avait lui-même rédigé au crayon au dos de quatre feuilles à l'en-tête de l'hôtel Alcron de Prague où logeaient alors les membres du Conseil mondial.

En revanche, il lui fallut ramer un assez bon moment avant d'avoir la haute main sur l'échelon français du mouvement de la paix et de ses instances dirigeantes. Celui-ci était en effet sorti d'une reconversion — à la hussarde — de l'initial Mouvement des combattants de la liberté qu'avait lancé en février 1948 une soixantaine de personnalités de la Résistance au nombre desquelles le représentant du Parti le plus élevé en grade était naturellement Charles Tillon, l'ancien chef des FTP. Bien que le problème allemand, l'arme atomique et le désarmement eussent déjà une place de choix, les premières Assises nationales organisées en novembre 1948 avaient été encore très marquées par l'origine « résistante » de l'initiative dont elles étaient issues. Laurent Casanova entra bien dans la direction élue en conclusion de ces assises et l'affaire Tito, ici comme ailleurs, contribua à réduire l'originalité et l'autonomie relatives dont avait jusque-là bénéficié le mouvement. Jean-Marie Domenach a raconté en détail l'espèce de tribunal qui, sous le signe ironique des combattants de la liberté, eut à juger et expulser de leur sein Jean Cassou pour s'être rendu en Yougoslavie<sup>1</sup>. Mais il ne suffisait pas que le mouvement devînt Mouvement des combattants de la liberté et de la paix, puis de la paix tout court, pour éviter de subir le choc d'une embardée qui ne lui permit plus de se duper sur son « indépendance ». En janvier 1951, le Conseil national de la paix lançait en effet une campagne contre le réarmement allemand destinée à prendre le relais de la campagne pour l'appel de Stockholm qui avait épuisé ses effets à l'automne précédent. Malheureusement, le 17 février suivant, Staline, dans une interview à la *Pravda*, propose de travailler à la conclusion d'un pacte de paix entre les cinq grandes puissances, l'URSS, la Grande-Bretagne, les États-Unis, la Chine populaire et la France.

---

1. Cf. Jean-Marie Domenach, « Notre affaire Tillon », *Esprit*, juin 1971.

Réuni à Berlin dans les jours qui suivirent, le Conseil mondial prend la balle au bond et décide de lancer une grande campagne « pour le Pacte à cinq ». Le Bureau politique du PCF à son tour, le 2 mars 1951, doit choisir : réarmement allemand ou pacte à cinq ? On devine dans quel sens il tranche : c'est le pacte à cinq qui, bien sûr, l'emporte. Quatre jours plus tard la Commission permanente du Mouvement de la paix français abandonne sa propre campagne et s'engage dans la campagne mondiale.

Ce genre d'embarquée rappelle assez exactement comment, dans les années 30, après examen de la situation par le Comité exécutif de l'Internationale communiste et le Bureau politique français, le Comité mondial contre la guerre et le fascisme (CMGG), lui-même issu en 1933 d'une fusion difficile entre, d'une part, le Comité mondial contre la guerre impérialiste (CMGI) constitué en conclusion du congrès d'Amsterdam d'août 1932 et, d'autre part, les instances élues par la conférence « antifasciste » de Pleyel en juin 1933 — d'où le nom de Mouvement Amsterdam-Pleyel donné à cette nébuleuse —, avait dû s'effacer en 1936 devant le Rassemblement universel pour la paix (RUP) et son Comité mondial contre la guerre. C'est à cette occasion que Willy Munzenberg qui avait été jusque-là, en coulisse, le seul et talentueux metteur en scène des pièces précédentes fut supplanté par son adjoint, Louis Dolivet, à qui sa meilleure maîtrise de la langue française (de son vrai nom Ludwig Brecher, Dolivet était né roumain mais avait fait ses études en Suisse) et ses liens avec Pierre Cot conféraient de meilleures cartes<sup>1</sup>.

Laurent Casanova, lui, bénéficiait de sa grande proximité avec la pensée (et l'œil) soviétique par le biais du Conseil mondial où il siégeait aux côtés de familiers de Staline tels que Fadéiev. Il réussit donc, tant au Bureau politique de son parti que dans la Commission permanente du mouvement de la paix français, à l'emporter sur Charles Tillon qui, incarnant la Résistance et faisant équipe avec un « compagnon de route » également issu de la Résistance, Yves Farge, alors président du Mouvement de la paix, apparaissait plus inspiré et préoccupé par des considérations de sécurité proprement françaises que par des calculs de haute diplomatie internationale.

Encore qu'il ne faille pas forcer la note. Casanova n'avait rien d'un « moscovite » au sens très appuyé qu'avait le qualificatif dans les démocraties populaires. Il s'était évadé au début de l'année 1942 de son camp de prisonniers de guerre en Allemagne. Il avait rempli, dans la France occupée, des fonctions discrètes mais probablement mal cernées quand on les limite, comme Charles Tillon veut le croire, à une présence épisodique, au titre de représentant du Parti, au Comité militaire national des FTP ou à une participation, aux côtés de Pierre Villon, au Front national. On ne saurait oublier qu'en juin 1945 celui qui, au premier congrès national du PCF après la Libération, fut chargé du rapport sur « L'armée de demain, éléments d'une politique française de reconstruction militaire<sup>2</sup> » ne fut ni Tillon ni

1. Cf. *infra*, p. 693 et sq.

2. *Discours prononcé au X<sup>e</sup> congrès national du PCF, Paris, 26-30 juin 1945*, Paris, Éditions France d'Abord, 1945, 24 p.

Villon mais Casanova, ce qui indique que, dans ces matières de la guerre et de la paix, celui-ci avait déjà la préséance. On ne saurait oublier non plus qu'en juin 1947, élu membre suppléant du Bureau politique, il a remplacé à la tête du Front national Pierre Villon qui en a été écarté pour y avoir, dit-on, trop exclusivement mené une politique d'unité au sommet aux dépens du contrôle communiste. Peu importe que la raison invoquée soit ou non fondée. Dans sa généralité vague, elle n'a qu'une signification : elle casse net la lancée portant Villon, après sa brillante trajectoire pendant la Résistance, aux premiers postes de responsabilité dans le Parti.

Au reste, la mort de sa femme Danielle en déportation et le choix qui a été fait d'elle pour symboliser l'héroïsme des femmes communistes auraient à eux seuls empêché qu'on contestât à Casanova son statut de résistant. De son côté, Charles Tillon n'était pas un titiste en puissance qui se serait ignoré. Avait-il pendant l'été 40 esquissé des gestes qui préfiguraient la ligne ultérieure de la Résistance nationale ? Aurait-il à la Libération préféré une ligne plus ferme que la ligne ondoyante suivie par Duclos jusqu'au retour de Thorez ? Il est à craindre que ce furent là des questions posées après coup. Tillon avait participé sans état d'âme particulier à l'excommunication des titistes avérés qui siégeaient dans les instances dirigeantes du Mouvement de la paix. L'hommage à Staline qu'il signa pour le Comité départemental de la Seine des anciens combattants FTP n'est pas moins vibrant que tous les autres textes de la même farine. En fait ce qui compte, c'est la place occupée, de gré ou de force, dans un dispositif symbolique : étaient déjà présentes les données et les raisons qui s'exprimeront en clair l'année suivante quand son « procès » à l'automne 1952 entraînera l'exclusion de Charles Tillon du Bureau politique après qu'en avril 1951 il eut été prié de s'écarter du Conseil de la paix. La morale est-elle sauvée du fait qu'aucun des protagonistes ne s'en tira mieux ? Laurent Casanova subit en effet le même sort que Charles Tillon au début de la décennie suivante et Yves Farge, lui, mourut dès 1953 dans un accident de voiture suspect à Tbilissi en Géorgie soviétique<sup>1</sup>.

Casanova eut d'ailleurs deux coups de génie. Le premier fut de demander à Picasso de dessiner une colombe destinée à symboliser le mouvement mondial de la paix. Même le plus ignare des non-lecteurs des Livres saints connaît le sens de l'anecdote biblique : la colombe rapportant à Noé un brin d'olivier, signe que la terre n'est plus inondée, indice de réconciliation et de paix. A vrai dire, je ne sais si l'idée est de Casanova, Picasso ayant appelé sa propre fille Paloma, mais il y a joué un rôle puisque au retour d'une visite à Picasso dans le Midi il déroule sous mes yeux une épreuve toute fraîche et, pour me faire plaisir, me la donne : depuis, encadrée, elle surmonte le bureau où je travaille. La colombe, comme l'observe J.-K. Huysmans, est au demeurant « peut-être l'oiseau dont le belluaire ecclésial » s'est le plus occupé :

« D'après tous les mystiques, la colombe est l'image de la Vierge et du Paraclet... Selon Amalat Fortunaire et Yves de Chartres, elle manifeste les

1. Cf. p. 779, note 3.

prédicateurs, la vie religieuse active — en opposition avec la tourterelle qui décèle la vie contemplative — parce qu'elle vole et gémit, en bande, tandis que la tourterelle se réjouit, seule, à l'écart<sup>1</sup>. »

Le second coup de génie de Casanova fut de persuader un vrai scientifique, prix Nobel de chimie, d'accepter de présider aux destinées du Mouvement de la paix.

L'appareil communiste international ne pouvait rêver meilleure chance. Frédéric Joliot-Curie appartenait, par son mariage avec Irène, à l'illustre famille dont il avait accolé le nom au sien propre et, de ce fait, il s'était trouvé tôt intégré à la haute intelligentsia physicienne dont Paul Langevin — sans doute avec Jean Perrin — était dans la France des années 30 la figure la plus rayonnante. Le mariage d'un petit-fils de Langevin, Michel, avec la fille de Joliot, Hélène, devait en cette fin des années 40 donner une majesté dynastique à ce réseau serré d'alliances familiales fondées sur la possession de dons éclatants pour la recherche expérimentale ou théorique.

Joliot présentait encore d'autres traits qui en faisaient un excellent candidat à une fonction d'envergure internationale. Venu d'une famille modeste, sorti d'une école relativement obscure qui ne l'avait pas initialement mis de plain-pied avec les prestigieux normaliens (comme Pierre Auger ou Francis Perrin), il avait le goût des honneurs. La notice par laquelle, dans une brochure publiée en 1946, il avait fait précéder ses raisons d'être communiste égrenait ses titres sans en omettre un seul : « Ingénieur de l'École de physique et chimie de la ville de Paris ; professeur au Collège de France ; haut-commissaire à l'Énergie atomique ; membre de l'Institut et de l'Académie de médecine ; membre du Conseil économique ; ancien membre de l'Assemblée consultative ; directeur général honoraire à l'Éducation nationale ; membre du Conseil du Plan ; prix Nobel de chimie ; commandeur de la Légion d'honneur ; croix de guerre (1945) ».

Ce goût des honneurs était-il réel ou bien ne fit-il que masquer la perte de fécondité dont, après la fabuleuse découverte de la radio-activité artificielle et, en 1940, les travaux sur la fission de l'uranium, furent frappées après guerre la vie et l'œuvre proprement scientifique de Joliot ? En se refusant à quitter la France et en se confinant quatre années durant dans son laboratoire du Collège de France, Joliot, tout membre de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine qu'il fût devenu en 1943, avait certes courageusement accepté de courir, malgré la protection que lui assurait la bienveillance du physicien allemand Gentner chargé de le surveiller, les risques qu'impliquait sa participation à la Résistance. Mais il s'était trouvé coupé du monde scientifique américain. Si méritoire que ce fût — et je reprends ici une observation d'Anatole Abragam dans ses Mémoires<sup>2</sup> —, ce n'était pas comparable à l'importance qui aurait été la sienne si Joliot avait été l'artisan scientifique de la renaissance de la physique nucléaire française et l'avait fait sortir de l'isolement, par rapport au monde anglo-saxon, dans lequel la guerre l'avait plongée.

1. J.-K. Huysmans, *La Cathédrale*, 1898.

2. Anatole Abragam, *De la physique avant toute chose*, Éd. O. Jacob, 1987.

Immense notable donc, Joliot fut aussi, consécration suprême, une victime. Le gouvernement Bidault le 28 avril 1950 le révoqua de son poste de haut-commissaire à l'Énergie atomique. Motif : l'intervention qu'il avait faite trois semaines plus tôt, au XII<sup>e</sup> congrès national du PCF qui se tint à Gennevilliers du 1<sup>er</sup> au 6 avril 1950. « Jamais, avait-il déclaré sur le modèle de la célèbre formule thorézienne, les scientifiques progressistes, les scientifiques communistes ne donneront une parcelle de leur science pour faire la guerre contre l'Union soviétique. » Cette déclaration provocante, en si fort contraste avec le fait que, dix ans plus tôt, son auteur avait condamné le pacte germano-soviétique, signifiait-elle, comme le gouvernement voulait le croire, que Joliot était décidé à refuser tout net la participation du CEA à l'étude et la fabrication de l'arme atomique ? Y avait-il d'autres raisons ? Faut-il croire ce que rapportent Roger Faligot et Rémi Kaufer dans leur ouvrage *Kang Sheng et les services secrets chinois*<sup>1</sup> — que Joliot fut « un chaînon de la chaîne des physiciens » qui ont donné la bombe atomique à l'Union soviétique et à la Chine ? Par « autolimitation » de la curiosité personnelle à l'égard des contacts « spéciaux » que pouvaient entretenir des élèves et des collègues dont on partageait les idéaux ? Par souci surtout de restaurer entre les deux grands un équilibre des forces dans lequel on pouvait voir un facteur décisif de préservation de la paix ? Ce qui est sûr, c'est que sa très ostentatoire présidence du Mouvement de la paix fut, chez Joliot, relayée par d'autres occupations moins publiques, plus discrètes sinon secrètes, et peut-être plus sérieuses. C'est ainsi qu'il prit une grande part à la fondation en 1955 du Mouvement Pugwash, du nom du village de Nouvelle-Écosse au Canada où l'industriel américain Cyrus Eaton offrit de réunir la première conférence dont Bertrand Russell et Albert Einstein avaient rédigé le manifeste. Le Mouvement Pugwash jusqu'à aujourd'hui — il était présidé en 1988 par le professeur britannique d'Oxford, Dorothy Hodgkin, tout à la fois prix Nobel et prix Lénine de la paix, et il a tenu cette même année sa dernière conférence à Dagomys en URSS — a réuni trente-huit conférences rassemblant un petit nombre de participants ainsi que des séminaires et des symposiums encore plus restreints au cours desquels personnalités scientifiques de haut niveau, surtout physiciens et chimistes, militaires et diplomates (en nombre croissant) étudiaient des rapports anonymes consacrés aux solutions techniques qu'exigent certains aspects du désarmement. Suffit-il de tenir le Mouvement Pugwash pour une « Internationale de la science » née de la confiance des physiciens nucléaires dans leur capacité à résoudre des problèmes face auxquels les politiques sont impuissants ? Une confiance renforcée par l'idée qu'une certaine forme d'entente avec l'URSS permettrait la conclusion d'un accord Est-Ouest à propos des armes nucléaires ? Ne faut-il pas *aussi* observer que le Mouvement Pugwash s'employa à décourager, à l'Ouest et à l'Ouest seulement, les scientifiques de travailler avec les militaires tandis que les animateurs soviétiques de Pugwash se retrouvaient, eux, une fois de retour en Union soviétique, à la tête du complexe militaro-industriel (par exemple Evgueni

1. Éd. Robert Laffont, 1987.

Velikhov, président adjoint de l'Académie des sciences, dont Sakharov, dans ses *Mémoires*, déplore la conduite à son égard <sup>1</sup>).

Joliot était infiniment séduisant. Je n'en connais pas de meilleure définition que celle donnée par André Gillois : « Frédéric était une espèce de Jean Cocteau de la science. Beau, élégant, spirituel, il avait, lui aussi, un peu l'air d'un prestidigitateur. » C'est probablement pourquoi je n'étais pas à l'aise avec lui. Quand j'accompagnais Laurent Casanova chez les Joliot, silencieuse comme à mon habitude, c'est d'Irène que je me sentais proche. Concentrée, triste et pensive, retranchée par un début de surdité, peut-être secrètement hostile, c'était elle, j'aurais voulu le lui dire, que j'aimais et admirais. Quand elle est morte en mars 1956 d'une leucémie aiguë, nous avons donné son prénom — Irène : la paix — à celle de nos filles qui naquit cette année-là.

Léger, Joliot-Curie était aussi docile. Laurent Casanova et le secrétaire que le Parti lui avait donné pour le seconder à la présidence du Mouvement de la paix, Roger Mayer, communiste de stricte observance, modeste et laborieux comme il convient dans ce genre de poste à faible visibilité mais à responsabilité considérable, lui mâchaient la besogne. En commençant par le dispenser de ce qui aurait nui à la réussite de sa mission. On lui a fait crédit par exemple d'avoir eu la sagesse de se tenir à l'écart des « débats scientifiques-de-parti » comme ceux portant sur la fameuse distinction « science bourgeoise/science prolétarienne » ou sur le lyssenkisme. Mais, même si cela l'arrangeait, cette réserve était consubstantielle à sa fonction.

En revanche, Joliot n'était en rien exempté d'apporter publiquement son tribut à l'Union soviétique et à Staline. Il avait bien encore en 1938 tenté d'intervenir auprès du procureur général de l'URSS en faveur d'un physicien autrichien dont il était l'ami, Alex Weissberg, arrêté en janvier 1937. Mais, en 1949, il avait accepté d'être témoin à charge au procès Kravchenko. Dès novembre 1944, sous le patronage de l'Association France-URSS, il avait fait une conférence sur « le prodigieux développement des sciences en URSS <sup>2</sup> » et, dans ce fameux discours qui servit à sa révocation, il exaltait sans mesure le bonheur de ses confrères soviétiques :

« Combien sont heureux les scientifiques qui poursuivent leurs recherches en Union soviétique, dans tous les pays où n'existe plus l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils ont la conscience tranquille lorsqu'ils travaillent dans leurs laboratoires, car ils savent que les résultats qu'ils obtiennent serviront à l'amélioration des conditions humaines et à la défense des libertés acquises. Oui, les savants atomistes soviétiques travaillent avec enthousiasme ! »

Les atomistes soviétiques travaillaient en effet « avec enthousiasme », mais malheureusement pas pour les raisons qu'en donnait Joliot. On dispose maintenant, avec les *Mémoires* de Sakharov, d'une analyse détaillée et concrète des méthodes et des techniques par lesquelles un pouvoir totalitaire, incarné dans le Politburo du PCUS, fut en mesure de découper un espace,

1. A. Sakharov, *Mémoires*, Le Seuil, 1990.

2. Cf. Frédéric Joliot-Curie, *Textes choisis*, préface de J.-D. Bernal, Éditions Sociales, 1959.

au sens littéral, entièrement contrôlé par lui, au sein duquel se développa une fabuleuse aventure scientifique.

Certes, les risques de dérive qu'implique une dictature toujours menacée de devenir folle peuvent aboutir à des désastres scientifiques : ce fut le cas de la biologie ravagée par le lyssenkisme. Mais ce ne le fut pas des mathématiques et de la physique. Sakharov soupçonne bien qu'y fut pour quelque chose la nécessité impérieuse de relever le défi nucléaire américain, et que l'espionnage soviétique aux États-Unis a fourni les premiers éléments indicatifs des directions où il fallait chercher. Cela étant, s'est montrée efficace et féconde une étroite collaboration entre, d'une part, les plus hauts niveaux de l'appareil communiste, appuyé sur des structures et instances *ad hoc*, et, d'autre part, un groupe étoffé de savants et spécialistes, sélectionnés de loin, longuement formés en leur évitant, entre 1941 et 1945, d'être exposés aux risques de la guerre, recrutés un à un et tous placés dans une sorte de vaste bulle — une ville secrète que Sakharov appelle « L'installation » — où ils vivaient à l'écart de tout, exclusivement adonnés à leurs travaux de recherche. Il en découle que, hélas ! contrairement à ce que l'on croit parfois, la liberté en général n'est pas indispensable à la créativité scientifique. Ces savants n'éprouvaient aucune gêne d'être en permanence escortés, dans les moindres démarches de leur vie quotidienne, par les anges gardiens du KGB qui leur étaient officiellement affectés. Ayant à demander l'autorisation pour tout le reste, ils n'étaient libres que dans leur laboratoire.

Un point important : à la question de savoir ce qui le faisait se soumettre à des règles si inhumainement contraignantes, Sakharov ne répond pas seulement par une formule convenue sur le caractère passionnant de ses travaux de recherche, mais en arguant de la conviction dont il était lui-même pénétré que le pays avait besoin de ses découvertes. Ainsi, plus vif que le goût de la liberté, l'amour de la patrie...

Joliot, dont le nom curieusement n'est jamais venu sous la plume de Sakharov dans ses *Mémoires*, a reçu, lui, en 1951 le premier prix Lénine international « pour la consolidation de la paix entre les peuples ». Encore en 1956, après le coup de tonnerre en février du rapport secret de Khrouchtchev, il acceptera de signer un long message personnel au XIV<sup>e</sup> congrès du PCF, en juillet, où il écrivait : « Le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS a apporté un bilan grandiose de résultats fondamentaux. » Sur quoi et à cette date précise, il entra au Comité central du PCF.

Innocence, ignorance ? Ou cynisme, si l'on en croit le témoignage d'André Gillois à qui, au cours d'un déjeuner, il aurait déclaré : « Je suis communiste parce que cela me dispense de réfléchir. » Ce qui lui aurait attiré, de la part d'Irène qui prit très mal cette boutade, une réplique conforme à la droiture exigeante dont elle avait témoigné au cours de sa douloureuse enfance : « Tu n'as pas le droit de parler ainsi. On est communiste ou on ne l'est pas. Si tu n'y crois pas, ne te défends pas de l'être pour de mauvaises raisons. »

La campagne pour l'Appel de Stockholm était allée comme un gant à Joliot. Elle provoqua un authentique élan dans le Parti entier et, au-delà, recueillit un écho certain, libéra des énergies. Après l'année 1949 où Thorez,



en déclarant avec gravité à la conférence fédérale réunie à la Mutualité du 4 au 6 février 1949 : « La paix ne tient qu'à un fil », avait péniblement impressionné les militants, elle fit de l'année 1950 une année d'exception, ce à quoi son chiffre rond n'aurait pas à lui seul suffi. Sans doute le début de la guerre de Corée en juin 1950 avait-il semblé confirmer les sombres pronostics antérieurs. Mais la course aux signatures pour l'interdiction de l'arme atomique n'était pas qu'un sport. Peu importe le degré de fiabilité du chiffre de quatorze millions de signatures censées avoir été recueillies en France (et quatre cents millions dans le monde). Ce n'est peut-être pas même un ordre de grandeur. Auguste Lecœur a comptabilisé les résultats obtenus fédération par fédération : il arrive à un total de neuf millions et demi. Reste qu'à une époque où aucun support n'était à même de faire pénétrer très vite quelque thème ou mot d'ordre que ce soit, le bouche à oreille et le porte-à-porte pouvaient encore faire merveille pour alimenter une rumeur et provoquer une action collective. Peu importe aussi l'écart manifeste entre l'écho qu'eut la campagne et ce qui en resta une fois close. Les organisations de base — comités de paix et conseils communaux — qui auraient dû, après avoir animé et conduit cette campagne-là, demeurer disponibles pour relever d'autres défis ne furent le plus souvent que de façade ou n'eurent qu'une vie éphémère. Mais c'est le lot de tout « mouvement », hésitant entre une somnolente institutionnalisation formelle et une vie sinusoïdale marquée par des hauts et des bas.

Peu importe enfin la question de savoir si, oui ou non, la campagne empêcha *in extremis* les États-Unis d'employer la bombe atomique en Corée comme ils l'avaient employée au Japon. Le fait est qu'ils ne l'employèrent pas et que cela donna aux militants le sentiment d'avoir contribué à quelque chose de méritoire. Un sentiment si réconfortant que le temps ne l'a pas effacé : on se souvient encore de l'Appel de Stockholm<sup>1</sup>. Ce qui est d'autant plus ironique que Staline en ce qui le concerne ne semble avoir jamais pris la mesure du danger atomique. Lorsqu'à Postdam, en juillet 1945, le président Truman lui avait annoncé que les États-Unis avaient produit un nouveau type de bombe et qu'ils comptaient l'employer contre le Japon, il dit qu'il espérait bien qu'ils le feraient. Même après qu'il eut pu en constater les terrifiants dégâts, il considéra l'arme atomique comme un instrument supplémentaire dont il fallait à tout prix ravir le secret à l'Occident, mais il ne se montra aucunement intéressé par un plan, tel que le plan Baruch, soumis en juin 1946 par les Américains à la commission de l'Énergie atomique de l'ONU et propre à établir un système de contrôle atomique réel et rigoureux. Il était pour lui hors de question que l'URSS se soumît à une inspection. Il restait attaché à l'idée que la sécurité de celle-ci était fondée sur la souveraineté pleine et entière d'un territoire aussi vaste que possible et isolé par un glacis protecteur. Aussi la diplomatie soviétique a-t-elle jusqu'à Gorbatchev multiplié les variantes proposant la mise hors la

---

1. On a pu aussi s'interroger sur l'existence ou non d'un lien entre le succès de la campagne pour l'Appel de Stockholm et le retard durable, par la suite, qui caractérisa l'apparition d'un mouvement « écolo » en France.

loi de la bombe atomique ou la destruction des stocks existants sans que le problème clé, celui du contrôle, fût jamais abordé autrement que de manière truquée et irréaliste.

On ne saurait nourrir la même indulgence — et c'est un point qui ternit gravement la mémoire de Joliot — pour la campagne menée en 1951-1952 contre la guerre bactériologique. Dès le 28 janvier 1951, en effet, la Chine avait accusé les États-Unis d'avoir déclenché une guerre microbienne contre la Corée et la Chine du Nord-Est. Dans la panoplie des armes d'extermination massive dites ABC (atomique, biologique, chimique), « l'impérialisme américain » avait choisi de lancer des bombes qui, en touchant terre, se divisaient en deux pièces et libéraient des mouches — plus petites que les mouches ordinaires, elles ne volaient pas mais rampaient —, des moustiques, des grillons, des araignées, des puces, des cousins, tous porteurs de bactéries capables de dévaster les cultures ou de propager certaines maladies comme la peste, le charbon des voies respiratoires, le choléra.

Curieux syncrétisme. D'un côté, d'évidentes réminiscences issues de l'hindouisme pour lequel, à un niveau très inférieur, celui de Mâra, le Mauvais, des *devas* ou démons peuvent se réincarner sous la forme de vers, de sauterelles, de fourmis, de mites, de serpents, de scorpions. De l'autre, des documents, des photographies, des témoignages, des déclarations de prisonniers, des comptes rendus d'observations scientifiques furent versés au dossier accusateur publié à Pékin par le Comité du Peuple chinois pour la défense de la paix mondiale en 1952. Trois commissions internationales se rendirent sur place aux fins d'enquêter *in situ*. Si pouvait être mise en doute la fiabilité de deux d'entre elles, l'une composée de journalistes, la seconde de huit juristes dépêchés par l'Association internationale des juristes démocrates dont les liens avec Moscou étaient de notoriété publique, comment ne pas accorder plus de crédit à une commission scientifique internationale composée de savants suédois, britanniques, italiens de bonne réputation, et parmi eux le Français Jean Malterre, ingénieur agronome, directeur du laboratoire de physiologie animale à l'École nationale d'agriculture de Grignon et dont le rapport détaillé, publié à Pékin en 1952, comptait 650 pages ?

L'administration américaine eut beau dès le début démentir catégoriquement les imputations sino-coréennes, rien n'y fit. Le 8 mars 1952, se fiant au message de Kuo Mo Jo, illustre écrivain chinois qui était aussi vice-président du Conseil mondial de la paix, Joliot lançait un appel contre l'emploi criminel de l'arme microbienne. De son côté, Marcel Prenant, dans *L'Humanité* des 22, 24 et 25 avril 1952, s'employait, sous le titre « De Frédéric Joliot-Curie à M. Tréfouël », à tenir pour léger le scepticisme du Dr René Dubos à qui le *New York Times* avait soumis des « microphotographies de bactéries reproduites dans un numéro de mars du *Quotidien du Peuple* chinois ». Il dévalorisait surtout les réponses faites au *Figaro* des 8, 10 et 11 avril par trois grands bactériologistes de l'Institut Pasteur, les docteurs Gallut, spécialiste du choléra, et Girard, spécialiste de la peste, et le professeur Tréfouël, spécialiste des sulfamides et de la lutte antibactérienne, qui, tous trois, tenaient la guerre bactériologique pour, dans les conditions

présentes, « impossible ». Et Marcel Prenant concluait : « Personnellement, nous sommes convaincus que les criminels de guerre américains ont déclenché l'action atroce, au moins à titre de vastes expériences. »

Roger Vailland, avec sa pièce *Le colonel Foster plaidera coupable*, poussa encore les feux. Je l'appris plus tard par les *Écrits intimes* (publiés chez Gallimard en 1968) que laissa Vailland et par les Mémoires de Victor Leduc<sup>1</sup>, mais je l'ignorais sur le moment, l'écrivain — qui n'était pas encore membre du Parti : il ne donna son adhésion qu'au soir du 28 mai 1952 — avait de lui-même pris l'initiative de soumettre sa pièce (conçue fin juillet 1950, un mois après le début de la guerre de Corée, et écrite à Capri, chez Curzio Malaparte, au cours des mois d'août et septembre de cet été-là) au jugement de la section idéologique du PCF. Il en donna en personne lecture le 4 novembre 1950 au domicile de Victor Leduc. Elle y reçut un accueil chaleureux et Jean Jérôme, le grand argentier, lui aussi présent, fut convaincu d'engager les sommes nécessaires pour la monter.

Pourquoi la chose traîna-t-elle ensuite dix-huit mois ? Il est possible que Vailland cherchât d'abord un « théâtre bourgeois » comme pour sa pièce précédente, *Héloïse et Abélard*. Le projet qu'avec Claude Martin il soumit à Jacques Duclos en mai 1954 : doubler le « circuit normal » par une entreprise de spectacles qui mettrait « le théâtre au service du Parti », tendrait à suggérer qu'il explora en vain le « cercle vicieux » du circuit normal avant de tenter l'aventure semi-militante du théâtre de L'Ambigu.

C'est arrivé à ce point qu'en application de la décision prise à l'échelon supérieur il m'échut en avril-mai 1952 de suivre l'affaire pour le compte de la Fédération de la Seine. Suivre l'affaire, c'est-à-dire me démenier pour que la pièce fût un succès en « mobilisant » le bon peuple et, bien que celui-ci ne fût guère porté à fréquenter ce genre d'endroit, l'exhorter à soutenir de sa présence et de ses deniers les représentations d'une pièce si bien « orientée ». Je le fis de bon cœur : sans jamais jusque-là avoir hanté les coulisses ni approché les comédiens, j'avais toujours aimé le théâtre, son cérémonial, les velours cramoisis qui tapissaient balcons et fauteuils, le lourd rideau de scène dont les palpitations immobiles excitaient la volupté de l'attente. J'étais assidue aux week-ends du TNP de Jean Vilar où courait alors la sage et cultivée jeunesse des Écoles. Voilà qu'il m'était donné, et pour la bonne cause, de me promener côté cour et côté jardin, de m'attarder à assister aux répétitions même si je n'avais rien à y faire, d'observer le travail du metteur en scène, Louis Daquin, chaleureux et finaud, de son assistant, Claude Sautet, et de ses comédiens : Pierre Asso — qui tenait le rôle du colonel Foster —, que j'avais déjà vu grand et mince dans la pièce tirée du roman d'Erskine Caldwell, *La route au tabac*, et dans le *Henri IV* de Pirandello à l'Atelier, et surtout Loleh Bellon que j'avais déjà rencontrée rue Jean-Bart chez Daquin, si gentille fille, habillée et coiffée à la diable, que je l'avais prise pour une fille de mineur, l'identifiant naïvement au rôle qui l'avait lancée en 1949 dans le film du même Daquin, *Le Point du jour*. J'aurais été plus frottée de la vie parisienne, il m'aurait sauté aux yeux que

---

1. Victor Leduc, *Les Tribulations d'un idéologue*, Syros, 1985.

Loleh appartenait en fait de naissance au monde des « arts et lettres ». Sa mère, Denise Hulmann, dont l'amie d'enfance, Rose Maklès, devait épouser André Masson tandis que la sœur de celle-ci, Sylvia, épousait Georges Bataille, puis Jacques Lacan, était entrée, après son divorce d'avec Jacques Bellon, dans l'équipe de photographes que, dans les années 30, Marie Eisner avait regroupée autour du studio Zuber pour former l'Alliance Photo. A l'exposition consacrée en automne 1988 par la Bibliothèque historique de la ville de Paris à cette agence photographique, on pouvait voir une photo de Loleh en « néréide » prise par sa mère en 1934 sur une place espagnole. On sait que Loleh, mariée à Claude Roy après avoir eu un fils, Jaïme, de son premier mariage avec Jorge Semprun, s'imposa dans les années 70 comme un talentueux auteur de pièces de théâtre.

Ma peine fut perdue puisque avant même la générale prévue pour le 8 mai la pièce fut interdite. Interdite — pas exactement ! Nous sommes sous la IV<sup>e</sup> République et les décisions d'un gouvernement présidé depuis deux mois par Antoine Pinay après la chute d'un éphémère gouvernement Edgar Faure sont moins abruptes. Sur recommandation de ses services d'hygiène, la préfecture de police de Paris invoqua l'absence de mesures de sécurité adéquates pour prendre un arrêté interdisant l'accès du public au théâtre où pourtant depuis plusieurs semaines se jouait une pièce de Shakespeare. Nul évidemment ne s'y trompa et Pierre Courtade, dans *L'Humanité* du 9 mai, tira en clair le parallèle que suggère la pièce de Vailland :

« Entre le PC de Louveciennes <sup>1</sup> où dans quelques jours va s'installer le général Ridgway et le PC Jasmin du colonel Foster, il n'y a d'autre différence que la possibilité que nous avons encore d'éviter à notre pays les désastres de la guerre de Corée. »

Ma peine fut perdue surtout car, en ce qui me concerne, je gardai de Roger Vailland un souvenir plutôt saumâtre.

Sans doute est-il bien porté d'exempter Vailland, ainsi d'ailleurs que Courtade, de l'opprobre d'avoir été stalinien comme tout un chacun et d'avoir cultivé dans leur œuvre l'option du réalisme socialiste. Vailland notamment, au dire de ses repêcheurs, aurait dans sa brève période d'égarement confondu Marx (et plus encore Staline) avec le divin marquis qu'il n'aurait au fond par bonheur jamais renié. Vite d'ailleurs revenu à son inclination pour toutes les hétérodoxies de sexe et de mœurs, il aurait ainsi montré que, par une aberration regrettable mais peut-être conforme au deuxième degré à son goût du pervers, il ne s'était soumis que furtivement au morne moralisme d'un parti de petits-bourgeois bégueules.

C'est là à mon sens une vue des choses bien complaisante. Vailland,

---

1. Au printemps de 1951, l'état-major de l'OTAN est mis sur pied et le *Supreme Headquarters of Allied Powers in Europe* (Shape) s'installe à Rocquencourt, commune de Louveciennes près de Versailles. Nommé commandant des forces alliées en Europe, le général Ridgway, retour de Corée, arrive à Paris le 28 mai 1952. La veille a été signé le traité de la CED (Communauté européenne de Défense), impliquant le réarmement d'une Allemagne fortement intégrée à l'Ouest. On sait qu'il ne fut pas ratifié par le Parlement français au terme d'un débat public long et passionné.

malgré son visage en lame de couteau qui le qualifiait pour figurer un condottiere (de manière d'ailleurs moins convaincante que n'y parvenait, avec la même sorte de visage, Emmanuel d'Astier de La Vigerie), n'a pas attendu d'être sur les rôles pour enfermer ses textes de journaliste, articles et reportages, dans une orthodoxie propre à ravir le plus exigeant des censeurs moscovites. Quels que soient les motifs, la sincérité, les pulsions réelles dont il convient de créditer, nuancer, relativiser son engagement intellectuel, celui-ci était politiquement aussi total que l'engagement du plus borné, du plus plat des communistes de stricte observance. Tout juste peut-on lui trouver quelque excuse dans la pénible expérience qu'il avait faite dès avant-guerre quand la « Très Sainte Inquisition » d'André Breton l'avait persécuté parce qu'il avait, dans *Paris-Midi*, « laissé tomber, un jour, trois mots absolument quelconques sur Chiappe<sup>1</sup> ».

Il y avait en revanche un domaine où Vailland se dispensait de se perdre dans la masse des militants : c'était celui de ses rapports « avec les camarades ». Il n'avait eu besoin d'aucune initiation ni d'aucun délai pour se placer dans la catégorie des privilégiés que le Parti, candidat à la prise en charge postrévolutionnaire de toute la société, entendait par anticipation traiter comme une Haute Société Communiste (HSC), à la manière dont la Haute Société Protestante (HSP) avait été, au XIX<sup>e</sup> siècle, un fleuron de la société bourgeoise triomphante. L'Union soviétique en avait fourni le modèle en réservant à des intellectuels, pour le prestige personnel que leur œuvre leur avait valu ou pour les fonctions qu'ils remplissaient dans l'organigramme du pouvoir, un contingent de places au sein de cette aristocratie prébendée qu'était la nomenklatura.

En conséquence, Vailland ne reconnaissait comme interlocuteurs à sa taille que les proches du Bureau politique (et encore pas tous). Absorbé par ses intérêts exclusifs d'homme de lettres d'un égotisme frénétique, étriqué et méchant, il traitait avec une radicale absence d'attention, de sympathie, de générosité la valetaille indistincte que tous les autres étaient à ses yeux.

J'en fus étonnée, non que je fusse froissée dans mon amour-propre, car j'étais assez jeune pour imaginer de me dévouer sans contrepartie et, de toute façon, peu portée à croire dans la légitimité de principe d'une stricte réciprocité égalitaire. Mais étonnée, d'autant que trois ans plus tôt j'avais eu avec Paul Éluard une expérience toute différente et qui demeure l'un des souvenirs les plus heureux de ma vie militante.

Une fin d'après-midi de février 1949 où je me trouvais à la Maison de la Pensée, rue de l'Élysée, pour participer à je ne sais plus quelle réception, Laurent Casanova, auprès duquel je me tenais comme à l'accoutumée pendant qu'il causait justement avec Éluard et Picasso, s'interrompt pour se tourner vers moi et me prévenir que j'allais avoir à accompagner le poète dans une tournée de conférences qu'on avait organisée pour lui dans le midi de la France. Je figurerais en lever de rideau le monde étudiant.

J'en fus fort alarmée. Bien sûr, je savais par cœur les poèmes d'Éluard

---

1. Chiappe, le préfet de police de février 1934, fut pour la gauche de son temps une figure d'exécration. Cf. *Cahiers Saint-Exupéry*, 3, Gallimard, 1989.

de la guerre et de l'après-guerre, pas seulement ceux du recueil *Au rendez-vous allemand* ou les *Poèmes politiques*, mais, plus blasphématoires et scandaleux, les poèmes — *Corps mémorable* — que lui avait inspirés la mort en 1946 de Nush, sa seconde femme. Mais ces vers imprimés me suffisaient. Pour le reste, ce qu'on me demandait, c'était de voyager avec un homme grisonnant qui n'était pas mon père dont il avait l'âge à trois mois près, ni un dirigeant communiste : quelles manières adopter avec un être de cette sorte ? Mon embarras ne fit que croître quand, arrivée la première, je le vis de loin s'avancer sur le quai, sa belle prestance et sa haute taille mises en valeur par une toilette « artiste », avec un chapeau mou planté de biais sur la tête pour rééquilibrer un visage asymétrique d'une noble et hiératique beauté — immobile à la Beaudelaire, très différente de la beauté agitée et querelleuse d'un Aragon.

Je pris le parti qui était le mien quand j'étais paniquée : assise face à Éluard, je me rencognai et sans un mot m'endormis *illico*. Réveillée au petit jour, une triple surprise m'attendait. D'abord notre train était entré dans la partie proprement méditerranéenne de la vallée du Rhône et, pour moi qui n'étais jamais descendue au-dessous d'Avignon, ce fut la découverte émerveillée des ciels et des arbres de Provence. Ensuite, Éluard, qui avait sans peine deviné les raisons de mon hostile émoi, s'employa à m'apprivoiser en racontant, de sa voix obstinément caressante comme l'était la mélodie de ses poèmes, certains de ses précédents voyages plus lointains que celui que nous entreprenions. Enfin il m'introduisit à ce qui me parut un luxe étourdissant : il m'emmena au wagon-restaurant où nous prîmes deux œufs sur le plat pour le petit déjeuner tandis que, charmée, j'entendais derrière moi les chuchotements d'autres voyageurs qui se signalaient les uns aux autres la présence d'Éluard. Depuis, j'ai une certaine compréhension pour les très jeunes femmes qui succombent aux avantages de tomber amoureuses d'un homme célèbre, fût-il beaucoup plus âgé qu'elles.

Je ne tombai pas amoureuse — je l'étais par ailleurs —, mais je fus envahie d'une sorte de ravissement, fait de joie, de reconnaissance et de pitié devant la bonté et la beauté qui m'étaient offertes. Un ravissement qui ne me quitta pas durant ces jours passés à Montpellier quand Éluard me conduisait, en me tenant par la main, à Palavas-les-Flots rencontrer pour la première fois la Méditerranée ; quand à Toulouse nous dînions dans une superbe salle à manger d'apparat, avec un serviteur derrière chaque fauteuil haute époque, chez le chirurgien Joseph Ducuing ; quand, après mon petit *speech* rapidement expédié, mon compagnon parlait à des auditoires fascinés qui s'étaient battus pour entrer dans la salle et l'écouter dire ses vers ; quand, de retour à Paris, il m'invitait chez lui, rue de la Chapelle, dans ce quartier populaire un peu au-delà de Barbès où il habitait un étroit logement, partager son frugal repas — des poireaux à la vinaigrette en entrée : « les asperges du pauvre », faisait-il observer à la blague — et que, tout l'après-midi, il me laissait avec bonne grâce fureter entre ses tableaux et ses éditions rares dont, sa vie durant, il avait été un collectionneur avisé (« acharné », préférait médire Philippe Soupault). Comme tant d'artis-

tes et d'écrivains de sa génération, il avait longtemps assuré sa matérielle en se livrant à des opérations de courtage.

Sans doute ne puis-je plus ignorer que cette époque maudite dont je parle ici entraîna Éluard à accepter des missions qui, rétrospectivement, se sont avérées déplorables. C'est ainsi que, quelques mois après notre tournée dans le Midi, il partit, en mai-juin 1949, chevaucher dans cette « Grèce libre » qui lui inspira les vers de *Grèce, ma rose de raison*.

En 1946, Staline, qui ne voulait pas prendre le risque d'être entraîné dans une conflagration internationale, s'était abstenu de recommander trop ouvertement l'abandon de la « voie légale » au parti communiste grec et à son secrétaire général, Zachariadès. Cantonné au fond de la scène, il comptait alors sur Tito et les « frères yougoslaves » pour gérer au mieux les affaires communistes dans les Balkans. Même si la Grèce, entre tous les pays du glacis se situant aux frontières occidentales de l'URSS, manquait à devenir une démocratie populaire. Ou, dit autrement, si elle était le premier anneau, dans la chaîne des États se situant aux frontières méridionales de l'URSS — de la mer Égée à l'Afghanistan —, à échapper à l'emprise communiste. Mais, au printemps 1949, la situation avait changé du tout au tout. La rupture au sein du Kominform (dont n'était pas membre le PC grec qui n'avait pas été invité à la conférence constitutive de Sklarska Poreba) entre Staline et Tito fait désormais de la guerre civile grecque un enjeu des conflits internes au monde communiste. A l'heure où se dessine la victoire des forces gouvernementales grecques — des « monarcho-fascistes » comme on disait —, Staline entend tout à la fois consolider l'unité des partis-membres du Kominform, isoler davantage encore les « déviationnistes yougoslaves » et liquider aux moindres frais l'affaire grecque vouée à une défaite imminente. Il a donc toutes les raisons de faire endosser par le Kominform une ardente campagne destinée à magnifier une opération finissante en la projetant au niveau international et en l'intégrant dans la stratégie du « camp de la paix ». C'est là le sens de l'expédition d'Éluard qui, tel un Roi mage, gagne « à pied, à cheval, en jeep » le mont Grammos où, sous les ordres du général Markos (bientôt d'ailleurs mis sur la touche), des milliers de paysans et soldats, « tous avec leur mitraillette », combattent, dansent, chantent « pour la paix mondiale ».

Grande fut donc ma peine quand, le 18 novembre 1952 où devaient s'ouvrir à la porte de Versailles les III<sup>es</sup> Assises nationales de la paix dont j'avais la charge pour la Seine, puissance invitante, j'appris la mort d'Éluard. Aussitôt je me rendis avec Raymond Guyot à son domicile de l'avenue de Grenelle, à Charenton, où Dominique, sa dernière épouse, nous introduisit dans la chambre où il reposait, le masque aussi sévère et bienveillant qu'il l'avait été de son vivant.

C'est dire qu'au diable Vaillant et son colonel Foster ! Trois semaines plus tard, c'était le 28 mai 1952. Georges Pérec dont le joli livre, *Je me souviens*, publié en 1978, est uniquement composé de filaments isolés que la mémoire conserve pâlis, flottants, insubstantiels, accrochés à un mot, un nom, un slogan, a retenu dans le désordre :

« Je me souviens de "Ridgway la peste"...

.....

Je me souviens des pigeons de Jacques Duclos...

.....

Je me souviens que Roger Vailland écrivit une pièce intitulée *Le colonel Foster plaidera coupable* que le ministre de l'Intérieur fit interdire. »

Pourquoi la manifestation du 28 mai 1952, chez les militants qui avaient cent fois déjà manifesté et dont beaucoup manifesteront encore des centaines de fois, a-t-elle laissé une si forte trace ? Aragon le dit fort bien dans son roman, *Blanche ou l'oubli* (1967), qui constitue, avec *La Mise à mort* (1965) et *Henri Matisse, roman* (1868), une tentative impossible mais répétée de mettre de l'ordre en lui : « J'ai presque tout oublié de ce temps-là. Mais pas la manifestation Ridgway, le 28 mai 1952. »

Pourquoi est-elle devenue comme un archétype ? Encore Aragon :

« C'est, je crois bien, vers ce temps-là que j'ai noté ce petit fait linguistique chez les étudiants, entre eux disant sous une forme abrégée *la manif* (alors, c'est pour quand, la manif ?). Ça ne s'est généralisé que plus tard, pour s'écrire sur les murs. »

Est-ce parce que après l'armistice en Corée (juillet 1953) et l'abandon de la campagne « contre la guerre bactériologique », après la mort de Staline et la liquidation de Beria, avec l'apparition des prodromes du dégel et de la détente, s'oublia très vite le sens qu'elle avait eu ? C'est encore ce que suggère Aragon quand il relit ce qu'il avait écrit en 1953 dans *Le Neveu de M. Duval* (« est-ce que cela vous concerne que le surlendemain arrive à Paris le général étranger, qui va commander à l'armée française, ayant fait en Corée ses preuves de sang, en Corée où l'on met en batterie aux portes d'un camp de prisonniers de guerre les lance-flammes de la civilisation yankee ? ») et qu'il s'exclame : « Mon dieu, comme à le relire, ce langage me paraît aujourd'hui démodé ! »

Le Parti lui-même balançait entre une appréciation plutôt négative et une autre plutôt positive de l'événement : fallait-il ou non le faire entrer dans la légende comme l'avait été par exemple la manifestation contre l'exécution de Sacco et Vanzetti en 1927 ? Auguste Lecœur en septembre 1952, Maurice Thorez par ses messages d'octobre, François Billoux au Comité central du 8 décembre, Raymond Guyot à la 6<sup>e</sup> conférence fédérale de la Seine en février 1953, tous ont bien dit que ce fut « une grande journée de lutte du prolétariat et du peuple parisiens » et *L'Humanité*, pour le premier anniversaire en mai 1953, rappelait qu'il y a un an « Paris, dressé contre Ridgway, écrivait une page glorieuse de son histoire ». Mais, autour de l'affaire, il y avait eu trop d'ombres douteuses — la veille, au bureau politique, la décision de suspendre André Marty et Charles Tillon : une décision qui ne sera rendue publique qu'en septembre ; le jour même, en fin d'après-midi, l'arrestation de Jacques Duclos, ce qui, en l'absence de Thorez toujours en URSS, plaçait Auguste Lecœur en première ligne, lui qui, moins de deux ans plus tard, allait à son tour « déchoir ». Ce qui explique sans doute que célébration et commémoration ne se renouvelèrent



pas d'année en année comme ç'avait été près de vingt ans le cas avec les manifestations des 9 et 12 février 1934. Les noms des deux manifestants qui trouvèrent la mort au cours de cette journée — Belaïd Hocine tué le jour même et Charles Guénard qui meurt de ses blessures quelques jours plus tard — ne donnèrent lieu à un rituel de deuil qu'à Aubervilliers où les deux hommes avaient vécu.

La mémoire du 28 mai 1952 a-t-elle été sauvée justement par les traits qui empêchèrent qu'elle ne fût intégrée officiellement à la geste du communisme français ? L'arrestation de Jacques Duclos, son inculpation dans le « complot des pigeons<sup>1</sup> », sa libération piteuse dès le 1<sup>er</sup> juillet mirent les rieurs du côté des communistes, mais surtout cette série gaffeuse conféra un contre-point grotesque à l'accusation grotesque que propageait le slogan « Ridgway la peste ». Le tout s'apparentait — Jacques Duclos, si petit et bedonnant sans être contrefait, n'a-t-il pas en lui du Quasimodo ? — au grotesque hugolien qui, paradoxal signe d'humanité, donne, accompagné d'un rire sardonique, un supplément d'âme à la force nue déchaînée.

Car la violence fut le trait majeur des affrontements de la journée. Ce ne fut ni celle de voyous, ni celle de casseurs, ni celle de « jeunes » et d'étudiants au sens où on la vit se déployer en mai 1968. Pour la dernière fois peut-être, c'était la violence prolétarienne à l'état pur, la violence libérée de colonnes ouvrières descendant en bon ordre des faubourgs et des banlieues, armées d'outils de travail tournés en dangereuses massues.

Une violence qui n'était pas spontanée. L'activisme était consubstantiel au Mouvement de la paix dont les comités de base, chapeautés à l'échelle locale par les conseils communaux, avaient besoin, pour vivre et survivre, d'« avoir continuellement l'occasion de recommander aux autres quelque chose à faire ». De l'activisme à la violence, les occasions de dérive ne manquent pas. La manifestation du 28 mai, ses formes, le parcours des divers détachements, leur encadrement avaient été les jours précédents méticuleusement préparés au secrétariat de la Fédération communiste de la Seine. Je fus pour ce qui me concerne responsable de la colonne qui devait partir de la gare Saint-Lazare et s'approcher de la République par les petites rues qui doublent, de part et d'autre, les grands boulevards propres aux défilés pacifiques. En sortant du cinéma des boulevards où, l'ordre ayant été donné de quitter le siège de la Fédération, j'avais attendu l'heure de me rendre au point de rencontre fixé, je retrouvai le sentiment d'être physiquement séparée, isolée, que me donnait sous l'occupation la vue des gens qui vaquaient tranquillement à leurs affaires tandis que je me préparais, moi, à une « action » dangereuse.

1. Sur la banquette arrière de la voiture dans laquelle le 28 mai au soir Jacques Duclos fut intercepté, on retrouva des pigeons dont il fut dit que c'était des pigeons voyageurs chargés d'apporter des messages secrets au secrétaire du Parti tandis que celui-ci affirmait qu'il s'agissait, cadeau envoyé par un militant, de pigeons comestibles destinés à être accommodés aux petits pois. Cf. Michel Pigenet. « Le 28 mai 1952 : "Ridgway-la-peste", la "manif" des petites pancartes et des gros bâtons ». Inédit mais extrait dans *La manifestation*. Sous la direction de P. Favre. P.F.N.S.P., 1990.

Une violence qui n'était pas spontanée mais qui coulait de source : ce n'était pas simple défoulement, jouissance, goût du sang et du meurtre mais affirmation d'identité, volonté d'exister, de tenir, de résister, et c'est pourquoi, bien que rien par la suite n'encourageât à s'en faire gloire, le souvenir en est resté vivace.

## Permanente II : la Fédération de la Seine du PCF (1951-1953)

C'est donc à l'automne 1951 que je devins formellement permanente. La chose se fit sans fla-fla. Au soir d'une journée sans relief particulier, Raymond Guyot me pria de passer à son bureau et me suggéra de solliciter un congé pour convenances personnelles. Deux mois plus tard, à la conférence fédérale la plus prochaine, j'étais élue membre du bureau fédéral. La légalité du Parti coïncidait ainsi avec le fait acquis.

De militante à permanente, les différences de statut étaient néanmoins considérables. Lénine les avaient théorisées en préconisant un « parti de type nouveau » dont le noyau dur serait constitué de « révolutionnaires professionnels ». L'important était dans le qualificatif. Révolutionnaires, militants et permanents l'étaient à l'égal. Mais professionnels, seuls les permanents disposaient du temps nécessaire. Car il s'agissait dès lors moins de *faire* que de *penser* ce qui était à faire.

*Faire* : militants et permanents s'y employaient de concert, aux heures — en fin de journée, le soir jusqu'à la minuit et aux petites heures du matin — où les usines, chantiers, bureaux lâchaient ou avalaient leurs gens. Tout le monde sans autre distinction que le degré d'ardeur personnelle que chacun y mettait était alors sur le pont.

D'abord pour faire fonctionner la machinerie du Parti et vérifier que tous ses rouages étaient bien en constant état de marche : les cellules dont bureau et secrétariat avaient à préparer la réunion hebdomadaire ; les sections dont les comités tenaient au moins une fois par mois une session plénière tandis que leur bureau se réunissait chaque semaine et leur secrétariat aussi souvent qu'il fallait ; les commissions de travail spécialisées à tous les échelons ; les « écoles » et « conférences éducatives » destinées à clarifier et approfondir les raisons qui justifiaient toute cette activité. Cette fréquence dans le rythme des réunions intérieures, dont la semaine, comme pour la messe dominicale dans l'Église catholique, était l'étalon, caractérisait alors ce Parti-là, ni secte réduite à ce que ses membres, coupés du reste et isolés, vivent ensemble tout le jour et tous les jours, ni organisation languide et relâchée dont les cellules, unités élémentaires, ne se seraient réunies que de loin en loin comme c'est souvent le cas aujourd'hui.

Ce Parti, ainsi testé, devait rayonner à l'extérieur. Il fallait que ses

affiches fussent collées, sa presse diffusée, l'objet de ses « campagnes » proposé « à la porte des boîtes » ou au « porte-à-porte » dans les six étages de ces immeubles sans ascenseur qui constituaient la norme des bâtiments locatifs parisiens ; que les « sympathisants » fussent visités, les réunions publiques de quartier ou les meetings centraux assurés avec leur rituel aisément reconnaissable ; qu'enfin les manifestations et défilés, inscrits au calendrier des fêtes et célébrations constitutives de la tradition ouvrière et communiste ou obéissant à des appels de circonstance, fussent suivis en masse par un grand concours de peuple.

*Faire*, c'était aussi tout le long de la journée — semblable à celle de n'importe quel salarié touchant la partie qui relevait de sa fonction, mais il allait de soi qu'elle devait se prolonger sur le plan militant comme il en était pour tout communiste — le propre de ceux qu'on dénommait « permanents techniques », chargés d'un « faire » spécialisé : chauffeurs, secrétaires, gardes et gardiens, gestionnaires de tous niveaux et qualifications des services, organes et organismes concourant au fonctionnement de l'appareil.

Cette catégorie-là rend très aléatoire le décompte des membres du noyau permanent par rapport au nombre total des adhérents. Les indications que pourraient fournir au titre d'employeur les déclarations du Parti à la Sécurité sociale ne sont pas probantes car, pour des raisons financières, fiscales ou de sécurité, ces permanents-là, même si leur salaire était uniforme et leur était versé par la trésorerie du Parti, pouvaient relever de caisses très variées. Bon nombre d'entre eux étaient, fictivement ou même partiellement à bon droit, rattachés à des entreprises, municipalités, œuvres sociales, organes de presse, bureaux d'études qui, bien qu'ouvertement situés dans la mouvance communiste, avaient une existence autonome.

Cette nébuleuse intermédiaire dont on dirait aujourd'hui — mais ce n'était pas le langage d'époque — qu'elle constituait les échelons inférieurs de la *nomenklatura* présentait certes le risque de s'épaissir, durcir tels un emplâtre ou des bourrelets de graisse bureaucratique et isoler le noyau politique permanent de sa base partisane. Ce risque était néanmoins atténué du fait que ses membres étaient aussi, dans leur cellule d'origine ou leur section locale, des responsables dûment élus. Au surplus cette nébuleuse, surtout si on faisait entrer en ligne de compte familles et alliés, pénétrait loin dans la société civile dont elle était un fragment issu de sa composante ouvrière et populaire. La section des cadres, qui, à l'échelon central ou fédéral, avait à les recruter ou pour le moins à approuver leur embauche, était attentive à l'origine sociale de ces humbles collaborateurs. Dans les périodes de répression, elle offrait l'équivalent d'« emplois réservés » à des ouvriers qui avaient besoin de se faire un temps oublier, à des « gueules cassées », au sens propre ou au figuré, de la lutte des classes. Cette catégorie des permanents techniques contribuait donc à ce que le Parti fût un parti ouvrier, un parti de militants aussi, car en période d'urgence elle fournissait l'échelon de première réserve immédiatement mobilisable. Aussi y trouvait-on ce type d'homme doté presque à coup sûr des qualités qu'on se plaisait à reconnaître aux militants ouvriers — des hommes dévoués, simples dans

leur façon d'être et leur manière de vivre mais professant un dégoût marqué pour le débraillé, la fainéantise, le côté sordide du *lumpen*, goûtant l'ordre mais n'aimant pas recevoir des ordres, sachant donner la main et offrir le bon coup de main mais sans précipitation ni candeur excessives, facilement joviaux, en tout cas cordiaux, le mot à la blague mais très vite en alerte et mis en défiance si la camaraderie tournait à la familiarité ou brouillait les lignes de partage du quant-à-soi, du chacun-chez-soi et du chacun-à-sa-place.

A la différence des « permanents techniques » recrutés pour leur savoir-faire particulier, les permanents à qui seuls revenait le qualificatif de politiques étaient les élus d'une instance régulière du Parti, conférence ou congrès, et c'est cette élection qui les consacrait tels. Mais celle-ci n'était que la touche, l'onction par où était rendu visible leur rapport avec ce que définissait le qualificatif de politique, et qui assurément n'était pas la politique au sens courant que le populaire donne à ce terme.

La preuve, c'était que les élus dotés d'un mandat municipal ou législatif constituaient un groupe à part, au contraire de ceux qui, dans des fonctions de type syndical résultant d'élections professionnelles, suivaient le sort commun puisque tout militant avait à exercer des responsabilités dans une organisation de masse dont le syndicat était la variété la plus répandue.

Ces élus municipaux notamment avaient leur Amicale dont l'organe, *L'Information municipale*, était de lecture indispensable pour tous les communistes chargés d'administrer une commune. La Fédération de la Seine organisait aussi à leur intention des conférences départementales où le côté politique des « luttes » menées au sein des conseils municipaux était traité en priorité. Par exemple, si la majorité était hostile, il fallait tenter de la renverser à l'occasion du vote d'un budget en déséquilibre ou sur le soutien aux écoles publiques (« défendre la laïcité » était un terrain jamais laissé en friche !). Bien d'autres « batailles » éminemment politiques devaient mobiliser les élus municipaux : aider les chômeurs, soutenir les travailleurs en lutte (et par exemple ne pas faire fonctionner les cantines scolaires quand les instituteurs étaient en grève ou organiser des actions de solidarité quand c'était le cas des mineurs), combattre la hausse des loyers...

Les « réalisations » municipales fournissaient néanmoins le plat de résistance de ces conférences d'élus. Il s'agissait de construire des logements après avoir pris la précaution de créer tant des offices communaux d'HBM<sup>1</sup> (lesquels, à la différence des offices départementaux, donnaient l'assurance que serait conservé le contrôle de l'attribution de logements construits et, par conséquent, des électeurs à venir), que des amicales ou comités de jeunes ménages, sans-abri et mal logés ; d'aider les plus déshérités en ne laissant pas aux œuvres d'action catholique le soin d'organiser des quêtes pour le financement de repas servis aux vieux travailleurs ; d'ouvrir et gérer, à l'aide de conseils d'administration soigneusement composés, des dispensaires, des maisons de jeunes, des installations sportives, des cours du soir, des bibliothèques municipales (garnies de « livres appropriés » — pas

1. Habitations à bon marché.

comme à Cachan où « la réaction » avait introduit le livre de Kravchenko) ; de développer les patronages du jeudi en les rapprochant peu à peu de la Fédération des vaillants et vaillantes ; d'améliorer les cantines scolaires, la qualité des repas qui y étaient servis, l'agrément des réfectoires où les enfants étaient accueillis ; de perfectionner les installations des colonies de vacances (là aussi, attention aux colonies confessionnelles !).

Des « réalisations » si spectaculaires qu'elles furent des années durant l'objet d'un hommage unanime, imitées par toutes les municipalités quelle qu'en fût la couleur et par les ministères sociaux, leurs services et les organismes placés sous leur tutelle quel que fût le gouvernement en place. Jusqu'à ce qu'on s'aperçût qu'elles avaient produit, sous le couvert d'un dense réseau d'associations en apparence autonomes mais toutes commanditées par le pouvoir local, une société d'assistés, faux citoyens et vrais prébendiers, tenus sous surveillance tout au long de leur vie terrestre. Les premiers à se révolter contre cette société infantilisante, ce ne furent pas les industriels et commerçants bien que la ponction excessive dont était victime la trésorerie de leur entreprise sous forme d'impôts locaux destinés à financer les équipements collectifs minât l'économie locale, ce qui se solda par une désindustrialisation rampante. Ce furent... les enfants dégoûtés des « patros » et « colos ». La chanson de Pierre Perret : « Ah ! les jolies colonies de vacances », obtint un immense succès parce qu'elle mettait précisément en chanson la rancœur des petits. Puis leurs parents osèrent à leur tour manifester la détestation qu'ils avaient des « grands ensembles », des « espaces verts », de ces tours et de ces barres qui ne réussirent jamais à être ni des villes nouvelles, ni même les nouveaux quartiers de villes anciennes mais seulement des « cités » dans lesquelles on prétendait de surcroît que les titulaires de ces logements « à loyer modéré » (c'est en 1950 que le sigle HBM le cède à celui d'HLM) devaient avoir conscience de leur chance de s'y trouver relégués puisqu'ils y jouissaient d'une salle de bains.

Il est curieux d'observer que la sinistre laideur qui devint la norme esthétique de ce cadre de vie, accrue il est vrai par la dégradation et la saleté qu'installèrent d'autres vagues d'occupants, ne fut longtemps perçue que par les résidents sensibles au fait qu'ils étaient des transplantés dans un corps bâti, lui-même étranger à son environnement. Car si les municipalités de droite se récusèrent, souhaitant demeurer bourgeoises et conservatrices, les municipalités communistes firent plus que de ne pas refuser l'installation de « grands ensembles » sur leur territoire : elles se portèrent candidates avec enthousiasme. En Seine-Saint-Denis aujourd'hui les vingt à vingt-cinq communes qui, sur les quarante existantes, sont encore aux mains du PC comptent vingt-six des trente-sept grands ensembles du département.

Ainsi s'explique qu'un matin du début des années 50 les membres du bureau fédéral dont j'étais furent invités, sous la conduite des maires concernés et de leurs architectes, à visiter des chantiers ouverts à Nanterre, Saint-Denis et Aubervilliers. Il ne fut pas question, au cours de cette visite, de la nécessité de construire beaucoup et vite : cette cause-là était entendue et ne pouvait prêter à contestation, mais d'abord des perspectives qu'ouvrait l'industrialisation des procédés de construction liée à leur rationalisation.

L'abaissement des coûts par la croissance de la productivité avec l'utilisation en grande série d'éléments préfabriqués devait donner cette « architecture en chemin de grue » dont les « barres », sont le consternant produit. Il s'agissait ensuite de nous montrer combien, en plus, ce pouvait être beau. En particulier André Lurçat, bien qu'il ne fût pas lui-même d'humeur spontanément gaie mais, à la différence de son frère Jean — le tapissier —, plutôt grognon et ours, défendait l'idée qu'il fallait donner de la couleur aux résidences du peuple : sous l'influence de Max Raphaël<sup>1</sup>, le maître et l'ami qui habitait à la cité-jardin de la Butte-Rouge à Châtenay-Malabry et auprès duquel il était venu en 1939 s'installer, il avait emprunté cette idée aux expériences faites en Allemagne dans les années 20 par Bruno Taut à Berlin et par Ernst May à Francfort. Il en résulta d'atroces peinturlurages de façades qui auraient eu intérêt à se faire oublier et qu'on peut voir encore dès la sortie d'un Paris qui s'en est heureusement tenu à des couleurs neutres et sourdes. Telles, à Nanterre, ces tours rondes d'Aillaud percées de meurtrières : leur coloriage pastel, vieux rose et bleu alangui, s'enroule comme voiles de gaze autour du corps de femmes longilignes dans un tableau d'Odilon Redon ou dans l'envoi d'un peintre halluciné au salon Rose-Croix qu'animait à la fin du siècle dernier l'extravagant Sâr Joséphin Péladan.

Surtout, par une aberration logique dont il faut reconnaître qu'elle doit moins à l'esthétique d'après-guerre de la Stalinallee à Berlin-Est qu'aux expériences architecturales de Vienne-la-Rouge (telle la célèbre Karl Marx Hof et ses mille quatre cents logements qu'à l'heure du péril tenta mais en vain de défendre le *Schutzbund*) ou de l'Allemagne de Weimar et, plus généralement, au mouvement entier connu sous le nom de *Neues Bauen*, ce sont les oukases d'une utopie radicale, naïve et simpliste, mécaniste et figée, systématisée dans la doctrine dite de la Charte d'Athènes, qui devaient se matérialiser dans la construction, de 1947 à 1951, par Le Corbusier, de la Maison Radieuse de Marseille, celle que sur la Canebière on surnomma la Maison du Fada, et de ses autres exemplaires de Rezé et de Briey-la-Forêt. Fondées sur trois sources d'inspiration — la chartreuse d'Ema à Florence, le *Dom-Kommuna* (ou Maison commune) soviétique des années 20 et les paquebots transatlantiques —, ces combinaisons intégrées de cellules individuelles et d'équipements collectifs en imposèrent aux maires communistes par la rigueur de leur écriture architecturale. Ils y virent des prototypes bien adaptés à la demande de logements dotés de normes minimales de taille et de confort. Dans un cadre collectif et isolé, à l'instar des cités cheminotes ou minières, pourraient s'épanouir une sociabilité et une culture ouvrières révolutionnaires.

Il m'a fallu attendre la lecture des remarquables travaux de Jean-Louis Cohen, notamment son ouvrage *Le Corbusier et la mystique de l'URSS. Théories et projets pour Moscou, 1928-1936* (Pierre Mardaga éd., 1988), pour comprendre quel était l'enjeu de cette plaisante matinée consacrée à des visites de chantier. Je ne savais rien à l'époque — ni plus tard — du

1. Cf. 2<sup>e</sup> partie, chap. 4, p. 204.

mouvement de pendule qui avait fait alterner dans les années 20 et 30, notamment au sein des CIAM (les congrès internationaux d'architecture moderne), des phases d'ardente collaboration et des phases de virulente contestation réciproque entre Le Corbusier d'une part, des architectes communistes français et soviétiques de l'autre.

L'étude de Jean-Louis Cohen m'a en somme convaincue qu'en localisant le « jdanovisme » au seul tournant des années 50 et en le réduisant à une forme paroxystique de folie où aurait sombré Staline au comble de sa puissance et au déclin de son âge, on est amené à ignorer qu'il s'agit non d'un de ces naufrages qui marquent couramment la fin d'une vie et d'une époque, mais de l'une des phases récurrentes d'un mouvement pendulaire qui s'est mis en branle dès les années 20.

Cela est vrai aussi bien pour le cinéma (« de tous les arts le plus important pour la Russie », avait dit Lénine en 1922), à juger par le réquisitoire dont le congrès, tenu du 8 au 13 janvier 1935 pour le quinzième anniversaire de la fondation de l'industrie du film soviétique, accabla Serge Eisenstein malgré la réussite spectaculaire, de 1924 à 1927, de ses trois films successifs, *La Grève*, *Le Cuirassé Potemkine* et *Octobre*, et des films qui sont de la même période, *La Mère*, *La Fin de Saint-Petersbourg*, *Tempête sur l'Asie* de Poudovkine, *Aelita* et *Le Quarante-et-unième* de Protozanov, ou *Zvenigora* de Dovjenko. A juger surtout, en dépit de l'échec qu'avait été pour Eisenstein en 1927-1928 le projet de réaliser un film d'après *Le Capital*, par l'interruption définitive en 1937 de son nouveau film, *Le Pré de Bejjine*, taxé de « formaliste ».

C'est vrai aussi en musique où, dans les années 20, l'Association russe des musiciens prolétariens<sup>1</sup> pourchassa l'avant-gardisme des compositeurs qui ne se soustrayaient pas aux influences fécondes et contradictoires de Debussy et de Schönberg, de Scriabine et de Stravinski. Le RAPM souhaitait qu'on introduisît le vacarme des usines comme l'a fait Chostakovitch en employant un sifflet dans sa symphonie *Oktiabr*. Il insistait sur la source d'inspiration que devait être le folklore et mettait l'accent sur le « sujet » — la foi dans le destin de la Russie révolutionnaire. Après la dissolution en 1932 du RAPM pour qui l'Ensemble des chants et danses de l'Armée rouge, créé en 1929, avait été le prototype des supports dont la musique avait besoin, l'organisation et le contrôle de la vie musicale revinrent à l'Union des compositeurs et musicologues soviétiques<sup>2</sup>.

Ce qui s'est passé en architecture est peut-être le plus exemplaire. Dès novembre 1922, le critique d'art de *L'Humanité*, Jacques Mesnil, attaqua les thèses dont *La Ville contemporaine* de Le Corbusier était le support. Mais en mai 1928 Le Corbusier reçoit commande d'un projet pour la

1. Plus connue par ses initiales : RAPM

2. Les 28 janvier et 6 février 1936, la *Pravda* s'en prit en termes virulents aux « erreurs formalistes » de l'opéra de Chostakovitch, *Lady Macbeth du district de Mzensk*, et de son ballet, *Le Ruisseau limpide*. Les musicologues discutent encore de la portée exacte que revêtait cette double condamnation pour Chostakovitch et ses rapports ultérieurs avec le pouvoir stalinien. Cf. Richard Taruskin, « The Opera and the Dictator », *The New Republic*, 20 mars 1989.



construction d'un siège destiné à l'Union centrale des coopératives de consommation (*Centrosojuz*) et entreprend à l'automne de cette même année un premier voyage à Moscou, « prise de contact foudroyante » qui le fait rencontrer toute l'école des constructivistes que dominent les frères Vesnin. Or la situation se retourne bientôt. Le jury du concours pour le palais des Soviets de Moscou préfère au projet de Le Corbusier celui du jeune représentant du courant « prolétarien » soviétique, Boris Iofan. Puis trois communistes français, Léon Moussinac, Roger Ginsburger — le futur Pierre Villon, à cette date engagé dans la courte carrière architecturale qui fut la sienne — et André Lurçat, sont appelés à dresser un véritable réquisitoire contre son utopisme sectaire, son idéalisme petit-bourgeois, contre-révolutionnaire et même fasciste, qui lui font placer « l'homme » et non la lutte des classes au cœur de l'histoire. Sans compter son formalisme qui le conduit à plaquer la « forme », l'« artisticté » sur n'importe quelle réalité, son républicanisme radical qui le pousse à substituer le « plan » à la Révolution socialiste<sup>1</sup>.

La considération dont jouissait un maire ou un parlementaire communiste ne provenait pas, du moins en principe, des charges officielles qui étaient les siennes. Il n'était pas rare qu'un maire d'une très grande agglomération, comme il y en avait plusieurs dans la banlieue de Paris, un Auguste Gillot à Saint-Denis ou un Waldeck L'Huillier à Gennevilliers, se fit rabrouer par un blanc-bec dont nul n'avait entendu parler au-delà du cercle des militants. Raymond Guyot se faisait-il un malin plaisir personnel de tancer en public l'un ou l'autre de ces personnages qui, une fois regagné le territoire de leur bonne ville, pouvait trouver pénible de céder le pas, comme le voulait la règle, au secrétaire de leur section ? Je n'en suis pas même sûre. Les prérogatives d'un maire ou d'un député étaient-elles moins affichées qu'elles ne le sont aujourd'hui, la pompe, l'apparat et l'appareil dont bénéficient ces titulaires de charges et fonctions d'État étaient-ils moins éclatants, les militants étaient-ils si étrangers à l'idée de faire carrière dans la société établie qu'ils n'y étaient pas sensibles, le fait est que le Parti n'avait guère besoin, pour maintenir en lisière les élus de la nation, de périodiquement dénoncer le « crétinisme parlementaire » ou municipal dont avait pâti la social-démocratie. C'est là probablement l'une des différences les plus marquées entre le Parti d'il y a quarante ans et celui des années 80 taraudé par le souci de conserver les points d'appui et les ressources considérables que désormais procurent les municipalités.

Tous les militants étaient appelés à participer activement aux campagnes électorales, mais celles-ci, au moins à Paris, n'étaient ni particulièrement appréciées ni attendues avec gourmandise. Pour moi, j'avais bien conscience de n'être pas très douée pour leur conduite. Heureusement, l'exercice et son rituel étaient plus simples qu'ils ne le sont devenus depuis que des

1. Cf. dans *Commune* (janv.-fév. 1934) l'article de Ginsburger, à rapprocher de celui d'André Lurçat, « Essai sur la ville », dans *La Nouvelle Critique* (fév. 1954).

professionnels de la pub et de la communication ont cru devoir importer des méthodes et des techniques de campagnes « à l'américaine » et les imposer à des partis terrifiés par l'idée de n'être pas dans le vent.

La confection des listes de candidats faisait rarement difficulté. Elle répondait à des critères précis qui n'empêchaient pas les petites ambitions d'exister, mais qui les empêchaient de tourner au conflit de personnes. La queue de liste était fournie par les représentants des diverses sortes de composantes de l'électorat communiste local. La tête en revenait, s'ils n'avaient pas démérité, à des habitués, les « hommes de masse » de la circonscription de longtemps spécialisés dans ce rôle. Le tout était revu et sanctionné par la section de travail qui, auprès du Comité central, s'occupait des affaires électorales et, bien sûr, par les instances politiques fédérales. Le « matériel » central — affiches, brochures, tracts — descendait aussi de ces sommets. Mais il nous appartenait d'y adjoindre un matériel qui véhiculât les desiderata mineurs de la population indigène. Se préoccuper du dispositif des feux rouges et de la présence d'agents qui, à la sortie des écoles, fassent traverser la rue aux bambins de nos quartiers avait toujours du succès.

La grande affaire était de « mobiliser le Parti », de créer une « grande atmosphère » qui interdît l'abstention d'étourderie. Chaque cellule recevait donc son paquet. Elle devait d'abord veiller sur les panneaux électoraux officiels plantés sur son territoire. Il aurait été atroce que les panneaux communistes n'eussent pas reçu le numéro 1. Pour l'obtenir, un mandataire devait passer la nuit à la porte du bureau enregistreur à l'Hôtel de Ville. La superstition idiote et partagée est aussi un facteur de cohésion même chez des gens fiers de leur rationalisme athée. Il n'aurait pas été moins scandaleux que les affiches apposées sur les panneaux préalablement tapissés d'un fond de papier de couleur, si elles avaient été maculées ou déchirées par des mains ennemies, ne fussent pas aussitôt remplacées. Les visages aimés de nos candidats réclamaient leur toilette matinale. Il fallait ensuite, sous enveloppe mais aussi de la main à la main, sur les marchés dominicaux et aux bouches de métro, diffuser le matériel et vendre *L'Huma* en y ajoutant au besoin le journal de cellule, ronéotypé ou imprimé. Il fallait encore quêter pour recueillir l'argent de la souscription, au besoin en organisant des tombolas qui encourageaient à la générosité ; ne pas négliger de fonder au passage, si l'occasion s'en présentait, de nouvelles cellules galvanisées par notre entrain ; et songer que c'était le moment de faire de nouvelles recrues. Le tout demandait à être répertorié, comptabilisé, classé, les champions glorifiés, les retardataires houspillés. D'une cellule à l'autre, d'une section à l'autre, d'un secteur à l'autre, s'échangeaient défis, records et pronostics. Cela s'appelait l'émulation : les communistes avaient généralement été de bons élèves de la communale et continuaient à porter la croix au superbe ruban rouge sur leur imaginaire tablier de serge noire.

Mais ces amusements, pour ceux que cette agitation amusait, ne duraient que jusqu'aux résultats. Une fois acquis, ceux-ci faisaient l'objet, à tous les niveaux, de sévères et minutieux décomptes, bureau par bureau, ce qui permettait de recueillir, sur les mouvements en profondeur de l'opinion, sur les courants qui la traversaient, sur l'identité des groupes où

se manifestaient des ruptures de fidélité ou au contraire des élans de sympathie inaperçus, des observations sur le vif qu'aucun institut de sondage n'était encore en mesure de fournir.

Le plus important, c'était encore les réunions de préaux. Pour quelle élection ai-je eu la responsabilité de la campagne dans le 2<sup>e</sup> secteur de Paris dont la vedette parlementaire était alors Marcel Cachin, vieux routier de l'éloquence façon III<sup>e</sup> République ? Comment ne pas m'attendrir quand cette tournée des préaux — je finissais par connaître, mieux que l'inspecteur primaire du coin, l'odeur de craie, d'urine et de galoche des écoles du XVIII<sup>e</sup> arrondissement — s'achevait, soir après soir, sur un vibrant credo du « vieux lutteur ». Déjà dans son très grand âge mais debout à la tribune, petit et frêle mais le doigt dressé vers le ciel, il appelait ses électeurs à l'aider à entrer, avant sa mort prochaine, dans le paradis socialiste que préfigurait l'Union soviétique. Sitôt après, dans la voiture dont le chauffeur faisait un crochet pour me déposer à ma porte, le vieillard, un plaid sur les jambes et affaissé sur lui-même, s'assoupissait, sa main tavelée doucement abandonnée sur mon genou.

Le qualificatif de « politique » accolé au titre de permanent conférait d'abord une manière d'anoblissement à usage interne. Et même davantage : un droit, en cas de malheur, à la survie. Jusque dans les camps de la mort, selon des critères qui traversaient ceux de la classification nazie, les déportés « politiques » avaient été distingués des déportés « résistants » ou « raciaux ». Distinction d'une extrême conséquence puisqu'elle commandait le degré d'aide et de solidarité que l'organisation communiste clandestine sélectivement, et en fonction d'une hiérarchie fondée sur l'échelle des responsabilités dans le Parti illégal, accordait à ceux qu'elle reconnaissait pour siens.

Mais encore ? Ce qui singularisait les « permanents politiques », me semble-t-il, c'est qu'ils avaient à se situer en amont, là où se formulait la question par laquelle ils entraient dans la familiarité de Lénine : « Que faire ? »

Si les militants avaient en général à acquérir des savoirs pratiques variés : selon les temps et les lieux où ils opéraient, prendre la parole, débattre, négocier, convaincre, écrire, organiser, mener campagne, diriger une grève, les permanents politiques, eux, avaient d'abord à apprendre comment procéder à « l'analyse concrète d'une situation concrète ». Qu'on ne se méprenne pas sur la signification du qualificatif deux fois accolé au concept d'« analyse de la situation » : le « concret » dont il s'agit ici ne vise qu'à écarter le danger d'une « spéculation » libérée du réel et dérivant sans pesanteur, sans durée, sans espace, dans le vide et le creux de l'empyrée ou du logos ! Mais, écarté ce danger de l'irréalisme propre à ceux qu'on affublait du qualificatif unique de « bavards », il s'agissait bien d'un exercice intellectuel, exigeant comme tout exercice intellectuel un travail personnel et collectif d'accumulation de données qui, une fois vérifiée leur exactitude factuelle, correctement évaluées leurs proportions, demandaient

à être associées et combinées pour acquérir un sens — positif ou négatif par rapport au dessein global — sur lequel prendre appui et peser. Lectures, réflexion, discussions en étaient les épreuves quotidiennes. Maurice Thorez au 44, Raymond Guyot au 120, en consacrant leur matinée à ces occupations-là, nous proposaient le modèle à suivre bien qu'à notre échelle modeste il fût convenable de s'y livrer au siège plutôt que chez soi.

D'ailleurs, avant que commençât cette matinée d'étude et de cogitation, tous ceux qui, au 120, avaient à voir avec les lève-très-tôt des ateliers, des chaînes, des équipes de trois-huit, attaquaient leur journée en battant la semelle à la porte des usines — c'était l'heure frisquette de la distribution des tracts et de la vente à la criée des journaux de cellule et de *L'Humanité* — ou, pour de brefs échanges de consignes, dans les cafés alentour qui servaient le premier petit noir ou petit blanc de l'aube à des pratiques déjà lestées depuis le saut du lit, en ce pays encore bien pauvre dont se perpétuaient les usages paysans, d'une soupe épaisse et arrosée.

C'était donc seulement vers 9 heures que, de la ceinture industrielle du Paris usinier et de la proche banlieue, ils convergeaient vers le siège de la Fédération, mêlés à la cohue des employés des banques, des compagnies d'assurances, des grands magasins qui faisaient le fond de la foule que dégorgeaient sur les trottoirs en pente de la rue La Fayette les gares voisines du Nord et de l'Est.

Je pouvais, de mon côté, remontant de la gare Saint-Lazare, arriver plus tôt car « mes » ressortissants, si je puis dire, intellectuels et étudiants ou militants des VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> arrondissements, étaient plutôt du midi ou du soir et même de l'extrême soir.

Lire et écrire occupaient donc une matinée silencieuse. Si, pour moi, cela ne changeait pas mes habitudes de vie, c'était une autre affaire pour ceux que l'accession à plein temps à des responsabilités élargies avait récemment arrachés à l'univers des métiers et des machines, à la « production » comme on disait. Encore qu'il ne faille rien exagérer. Même si la moyenne d'âge des dirigeants fédéraux était peu élevée — autour de la trentaine —, ils avaient pour la plupart quitté l'école à treize ans et avaient déjà derrière eux de longues années de vie militante. Pour la plupart aussi, ils avaient été, dans leur partie, des professionnels qualifiés ou même hautement qualifiés (PHQ), ce qui impliquait que leur savoir-faire n'avait rien de purement manuel, répétitif et machinal. L'image de l'ouvrier abruti et robotisé, véhiculée par *Les Temps modernes* de Chaplin, sans être fausse, n'était pas la leur. Pas plus que celle de l'ouvrier aviné noyant dans son litre et ses jurons le désespoir d'une existence immanquablement fichue. Des bouquins techniques volumineux et arides, ils avaient eu à en potasser. Déchiffrer des fiches, des cotes, des plans, des schémas, des épures, calculer, anticiper, risquer, sauter le pas, ajuster, modeler, autant d'opérations abstraites qui mettaient en mouvement la main, l'œil et le jugement.

Lire donc : longuement et en priorité, *L'Humanité*, de la première à la dernière ligne. Une *Humanité* très différente de ce qu'elle est devenue depuis qu'à l'instar des autres quotidiens de format tabloïd, abondamment illustrée et barrée de titres en caractère d'affiche très noirs, elle tourne au magazine.

*L'Humanité* du début des années 50, sur ses dix pages très grand format, répondait plutôt à son rôle d'« organisateur collectif » dont Lénine, avec l'*Iskra*, avait élaboré le modèle. Ce n'était pas seulement l'information elle-même qui se trouvait encadrée par des commentaires orientés. Les seuls acteurs dont pratiquement elle parlait, indifférente aux autres et au reste, c'était ceux de son monde, le monde ouvrier et communiste, français et international. Des acteurs bien typés qui s'agitaient, organisaient, se battaient, recevaient des coups, en donnaient : l'Union soviétique et Staline, le Mouvement communiste international et le Kominform, le Mouvement de la paix et ses conseils nationaux qui, dans chaque pays concerné, faisaient campagne « contre les accords de Bonn et de Paris » ; le Parti, ses fédérations, sections et cellules, ses parlementaires et ses maires, ses « écoles » et ses « éditions », ses « organisations de masse », de l'Union des jeunes filles de France à l'Union française universitaire (UFU), aux Amis de l'art roumain, à l'Association France-Hongrie ou à l'Association des anciens combattants prisonniers de guerre de la Seine (je cite au hasard) ; la CGT enfin, ses fédérations, ses unions, ses syndicats. Jour après jour, *L'Humanité* en détaillait les prises de position, publiait leurs communiqués, leurs résolutions, leurs messages, en relatait les congrès, en répercutait les appels. Voici, égaré dans un dossier, le numéro du jeudi 3 décembre 1953. En première page, trois clichés : un aspect du congrès des cheminots, une vue de la réunion du bureau de la section communiste de Renault tenue la veille et la photo d'une famille de mal logés. En page cinq, il n'est question que du bassin minier des Cévennes où les « gueules noires » disent « non au plan Schuman » ; de « l'organisation de l'unité » au cours des débats du congrès de cheminots ; des grèves chez Kuhlmann à Aubervilliers, chez AST (XX<sup>e</sup>) et dans les ateliers 59.80 et 59.85 de l'artillerie chez Renault ; de la liste des délégations d'entreprise qui se sont rendues à l'Assemblée « pour le minimum garanti à 133 francs l'heure » ; des luttes chez Hispano (Bois-Colombes) « pour les 25 francs l'heure d'augmentation » et à l'atelier tôlerie de la CGCT (XV<sup>e</sup>) « pour empêcher la mise à pied abusive » d'un camarade et « pour l'amélioration de la sécurité » ; de la condamnation de trois sous-chefs de gare de Lérrouville (Meurthe-et-Moselle) ; des élections de délégués du personnel aux ateliers Bernard-Moteurs de Sartrouville où la CGT a recueilli 95,5 p. 100 des voix, etc.

On avait beau périodiquement tempêter contre le côté panneau d'affichage, palmarès, faire-part, bureau des pleurs et des réclamations, qui se manifestait par un fouillis d'encadrés hétéroclites dissimulés dans tous les coins du journal, il était impossible de résister à la marée des demandes, prières, supplications, interventions et ordres pour insérer tout ce que souhaitaient communiquer d'infatigables ordonnateurs de « journées d'étude, d'information et de discussion », de « séances enfantines », d'assises, d'assemblées générales, de cycles de cours, de festivals, de « grandes soirées », de « grands bals de nuit », de « kermesses des étrennes », de collectes de signatures au bas de pétitions et de « cahiers », de ventes de timbres, d'almanachs, de calendriers, d'agendas de poche, d'abonnements collectifs.

Journal paroissial en somme ? Sans doute, mais à l'échelle du monde. Il m'arrivait, après en avoir fini la lecture, de rester là, plantée, comme tendant encore l'oreille à cette rumeur qui sourdait du papier, rumeur d'une vie grouillante, dérisoire et insatiable. « Une force qui va », avait dit le poète.

*L'Humanité* d'abord, mais en rester là aurait relevé d'une coupable paresse d'esprit. Même si l'on s'autorisait quelques minutes de détente en parcourant *Regards*, hebdomadaire illustré où l'un des grands photographes du moment, Willy Ronis, publiait de très beaux reportages consacrés à la vie de la rue dans les quartiers populaires et à celle des ateliers et parcs de machines de Renault, s'imposaient ensuite des lectures, non moins obligatoires et qui exigeaient un effort de concentration bien plus tenace, de périodiques tels que *Pour une paix durable*, *Cahiers du communisme* ou *France nouvelle*, « l'hebdomadaire central du PCF ». Son directeur, Florimond Bonte, qui avant la Première Guerre mondiale avait été dans sa ville natale, Tourcoing, l'élève des frères puis du grand séminaire et à Roubaix un instituteur d'école libre, n'était pas porté à atténuer les rigueurs d'exposés massifs. Lui qui, pourtant, sacrifiait secrètement dans ses heures de loisir à la composition de valse musettes ne pouvait consentir à parsemer de *fioretti* et mignardises des textes sacramentaux destinés à l'édification d'hommes qui devaient pratiquer les grandes vertus théologiques. Des brochures sortaient à un rythme d'enfer des imprimeries de *L'Humanité* et des maisons d'édition du Parti. Reproduisant discours, rapports et conférences de circonstance ou fournissant les textes fondamentaux de la théorie et de la doctrine marxistes-léninistes, il y fallait mettre du temps et du sien, crayon ou plume à la main, pour en venir à bout. D'autant qu'en fonction de ses responsabilités propres, chacun avait encore tout un assortiment de titres à dépouiller, éplucher, annoter. Pour moi par exemple *La Nouvelle Critique*, *La Pensée*, *Les Lettres françaises*, *Arts de France* dont le peintre charmant et délicat, Jean Milhau, était le rédacteur en chef, *L'Écran français*, *L'École et la Nation*, *Démocratie nouvelle*, périodique de politique étrangère placé sous le contrôle personnel de Jacques Duclos, *La Paix vaincra*, édité par le Conseil de la paix de la Seine, et cent autres tribunes, bulletins, circulaires d'associations, groupements et syndicats qu'animaient des communistes appartenant aux milieux de la science, des lettres et de la culture. D'où le paradoxe que faisait surgir cette profusion de lectures imposées : elle favorisait tout à la fois l'ouverture et l'enfermement. Ouverture : sur le monde des « nôtres », un monde vaste et divers qui avait ses idées, ses débats, ses valeurs, ses problèmes, ses illusions, sa misère et sa gloire. Mais un enfermement, une clôture à l'intérieur de ce monde-là aux dépens d'un reste de curiosité à l'égard de tout autre monde non moins réel.

Lire mais aussi écrire. Alors journaliste ? C'est beaucoup dire. *L'Humanité* qui avait ses rédacteurs se protégeait de la prose souvent pâteuse des gens de l'appareil. Les *Cahiers du communisme* étaient, eux, réservés aux augustes : il fallait au moins, pour recevoir commande d'un article, avoir l'onction du Comité central. Mais *France nouvelle* nous était ouvert puisqu'il était destiné aux cadres qui devaient y chercher documents exhaustifs,

commentaires, analyses et conclusions portant sur les grandes préoccupations du moment, avec une préférence marquée pour les affaires intérieures du Parti. J'y ai publié dans les deux numéros consécutifs des 7 et 14 février 1953 une ample analyse, deux pleines pages, chacune de cinq colonnes bien tassées, rendant compte des dispositions prises en vue de — c'est le titre — « la campagne dans la Fédération de la Seine pour la diffusion et l'étude de l'ouvrage scientifique de J. Staline : "Les problèmes économiques du socialisme en URSS" ». En relisant ce double pavé à l'écriture aussi sèche, sommaire et administrative que celle qui régit l'exposé d'un plan de bataille à l'École de guerre, je m'aperçois que j'avais, sans les connaître, appliqué les recettes de marketing dont usent les maisons d'édition et leurs stratèges pour le lancement de leurs best-sellers potentiels.

Mais des articles, il n'y en avait pas tous les jours à écrire. Tous les jours, c'était plutôt ces interventions, ces rapports, ces discours de clôture, ces motions, résolutions, salutations, proclamations qui coulaient de source en flots jamais taris. Est-ce le propre de ce parti-là ou est-ce le fait commun à tout parti politique pour qui le maniement des mots est déjà travail sur les choses ? Quel homme politique, de quelque bord qu'il soit, n'est pas aujourd'hui tenu à prononcer à la chaîne et sur toutes les chaînes — de radio, de télévision — allocutions et discours ? Avec la circonstance aggravante que, depuis quelque temps, l'homme politique même de petit format est, à la manière américaine ou japonaise, entouré d'une escouade d'assistants et secrétaires jouant de la plume pour le compte de leur patron. Lequel patron donne régulièrement l'impression qu'il découvre en même temps que nous, ses auditeurs, le laïus qu'il est en train de nous servir — un topo écrit sur machine spéciale à gros caractères, avec soulignements au crayon feutre de couleur qui sont comme des *fortissimi* là où la voix est appelée à s'enfler.

Reste que le mouvement ouvrier et communiste, surtout dans sa composante russe, fut champion toutes catégories pour sa diluviale prolixité. Est-ce parce j'étais « l'intellectuelle » de la bande et que, peu bavarde, j'écrivais volontiers ou bien parce que, sachant aussi taper à la machine, c'était commode pour la mise au net d'esquisses encore confidentielles... quoi qu'il en soit, la rédaction des projets de résolution, communiqués et déclarations en tout genre me revenait plus souvent qu'à mon tour. Quand l'un ou l'autre de ces textes me tombe sous les yeux et que je me demande si c'est vraiment moi qui l'ai écrit, je dispose d'un indice aussi sûr que navrant : la quantité phénoménale de lyrisme dont le message est enrobé et qui le gonfle comme barbe à papa.

Ce n'est pas qu'une question de style. Si le lyrisme est devenu insupportable ainsi qu'une certaine éloquence dite fleurie, qu'une certaine rhétorique qualifiée d'ampoulée, si l'écriture obligée des années 80 se doit, ainsi que les formes féminines, d'être discrète, sobre jusqu'à la sécheresse et prête à tourner sournoisement en cynisme, c'est que le lyrisme des années 50 s'est gravement compromis et disqualifié pour avoir servi de support et d'appau à l'erreur radicale, au mensonge, à la mystification, à la complicité criminelle.

L'après-midi, dès 2 heures, le travail individuel du matin laissait la place aux réunions intérieures. La plupart avaient un caractère périodique régulier — le secrétariat de la Fédération par exemple se tenait chaque mercredi — et relevaient du fonctionnement statutaire des organes d'un Parti fortement structuré et hiérarchisé. Mais d'autres tenaient à ce que les responsables de la Fédération de la Seine eussent à coordonner leurs actions avec celles prévues par les services du Comité central : entre le 120 et le 44, la consultation réciproque n'était pas seulement aussi fréquente que de besoin, elle était aussi programmée.

De mars 1946 à novembre 1953, il y eut une seule Fédération communiste de la Seine correspondant à ce qu'offrait aussi l'appareil d'État, un seul département de la Seine.

Ce n'avait jamais été le cas auparavant. De 1926 à 1932, il y avait eu non une fédération, mais une région couvrant les quatre départements de la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Oise. De 1933 à 1939, la région parisienne fut découpée en cinq régions : Paris-Ville, Paris-Ouest, Paris-Nord, Paris-Est, Paris-Sud, qui, à elles cinq, couvraient les trois départements de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne. De mars 1945 à mars 1946, on était revenu à trois régions, Seine-Saint-Denis, Seine-Sceaux, Paris-Ville.

Ce ne sera plus jamais le cas non plus puisqu'en novembre 1953 la Fédération de la Seine fut de nouveau découpée en quatre fédérations, Paris, Seine-Nord-Est (de Saint-Denis à Vincennes avec siège central à Aubervilliers), Seine-Sud (d'Issy-les-Moulineaux au Perreux avec siège central à Ivry) et Seine-Ouest (de Saint-Ouen à Boulogne avec siège central à Nanterre). Jusqu'à ce qu'en 1965 le département de la Seine en tant que circonscription administrative soit lui-même découpé en quatre départements : Paris (75), Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93), et Val-de-Marne (94) : le découpage des fédérations communistes fut alors calqué sur ce découpage départemental.

Comment expliquer ces variations ? Le rôle des mécanismes électoraux dans le jeu de la démocratie politique s'est développé au point qu'il a pénétré et remanié de l'intérieur la vie d'un Parti qui ne pouvait rester à l'écart de cette évolution. Il a fini par découper aussi le temps en imposant son calendrier. Enfin le groupe des candidats aux fonctions électives d'État et des élus s'est étoffé en conséquence. Aussi devint-il inéluctable que les circonscriptions partisans se superposent exactement aux circonscriptions étatiques. Trois autres variables ont dans le même temps commandé, au cours de ce demi-siècle, l'instabilité du dispositif communiste dans la région parisienne : l'évolution démographique, économique et sociale de la région dans son unité géographique, le mouvement des forces du Parti, les variations enfin du rapport entre les forces du Parti en région parisienne et ses forces dans les autres régions françaises — rapport qui promettait ou non au Comité central que son autorité ne se heurterait pas à une ou des directions fédérales dotées d'un potentiel de pouvoir excessif par rapport au sien.

Le fait que j'appartins à la direction de la Fédération de la Seine dans



le bref laps de temps où celle-ci regroupa toutes les forces communistes d'un département couvrant Paris et sa couronne m'a exposée, et je dois reconnaître que le profit personnel en fut grand, à l'espace et au nombre, au phénomène de la banlieue dans sa fonction de « ceinture rouge » et à la vie ouvrière dans sa pleine authenticité.

C'était déjà m'éloigner de mon piquet d'enfance que de courir les arrondissements du second cercle dont le numéro se situe entre 10 et 20. Ceux de la rive droite où se trouvait concentrée à l'époque la majorité des sièges centraux et permanences des diverses organisations ouvrières, syndicales ou communistes et que fermaient à l'horizon les hauteurs plébéiennes de Montmartre, des Buttes-Chaumont, de Belleville et de Ménilmontant. Tandis que sur la rive gauche le fin fond du XIV<sup>e</sup> ou du XV<sup>e</sup> étirait vers le sud un tissu de plus en plus lâche.

Pour ses habitants férus d'une logique n'excluant pas fantaisie et savant désordre, Paris présente une unité manifeste. Celle-ci n'est pas due à l'uniformité de ses éléments constitutifs, se reproduisant à l'identique au fur et à mesure de son extension. Dans les limites d'un dessin en demi-lune de part et d'autre de la Seine, elle résulte du remaniement et de la réorientation, par lignes d'autobus ou de métro interposées, du double damier de ses villages originels et de ses quartiers. Des villages et des quartiers striés d'artères commerçantes où les vents d'hiver balançaient les lampes à acétylène éclairant les voitures de quatre-saisons et ponctués de jardins et squares, de marchés couverts aux armatures de fer, de groupes scolaires et de carrefours avec leurs bistrots, leurs cafés ou leurs brasseries.

Par contre, au-delà des boulevards des Maréchaux, des fortifications et de la zone (cette bande de 250 mètres de profondeur où, comme il y était interdit de construire, proliféraient cahutes et bicoques malfamées jusqu'à ce que, dans les années 20 et 30, rattachée à Paris, elle fût plantée... d'HBM), j'étais amenée à découvrir avec la banlieue une réalité urbaine qui m'était inintelligible tant me paraissait sans queue ni tête ce fouillis de percées dont beaucoup finissaient en impasses, s'arrêtaient brusquement comme des canassons butés devant canaux, routes ou voies ferrées qui tronçonnaient ou mutilaient ces étendues chaotiques<sup>1</sup>. Bordées de maisons à l'alignement capricieux, aux façades dégingandées — trop basses ou trop hautes pour leur largeur —, d'enceintes, de porches et de portails d'usines ou de bâtiments aux destinées incertaines, ces rues sur lesquelles s'ouvrait un dédale d'ateliers, d'entrepôts, de dépôts (de pavés, d'autobus) ou de cimetières dits parisiens, n'offraient aucun point de repère, signe ou symbole qui appartînt à un autre univers que celui d'une production elle-même dissimulée sous des sigles indéchiffrables (par exemple à Courbevoie et pour la seule mécanique étaient établis SIFA, GSP, ABC, SPMO, MAAG, SIFAC, SNCASO, MCB, SOMAC, SNTN), à l'enseigne de spécialités (tôlerie, nickelage, taillage-engrenage, découpage) nécessaires à la fabrication d'outillage, accessoires et pièces détachées dont l'emploi ne m'était pas

1. Cf. *La Banlieue de Paris*. Texte de Blaise Cendrars. Photographie de Robert Doisneau. Paris, Seghers, 1949.

familier (boulonnerie, ressorts, accumulateurs, tubes souples, coussinets pour moteur, pistons...). Quand, à force de tourner, on finissait par découvrir une place qui ressemblât à un centre, celui-ci était si maigrichon avec son hôtel de ville et son église le plus souvent sans caractère, dignes d'un bled perdu, que, ne pouvant faire contrepoids à l'attraction de Paris, il en subissait la loi. Seuls font exception quelques édifices plus imposants — entre d'autres les mairies d'Arcueil, des Lilas, de Maisons-Alfort, de Bagnole, d'Issy-les-Moulineaux, de Saint-Maur-des-Fossés, de Vanves, de Fresnes. La III<sup>e</sup> République en ses débuts, désireuse de soutenir une politique culturelle municipale, notamment dans le domaine des arts plastiques, les avait aidées financièrement à décorer, à des fins pédagogiques, leur escalier d'honneur, leurs salles de mariage, de fête ou du conseil. Des tapisseries ou des peintures murales et plafonnantes, par des scènes de genre, des allégories, des symboles réalistes où abondent nymphes, fruits et fleurs traités à fresque, à l'huile, à la cire ou sur des toiles marouflées, illustrent une vision élégiaque, mais dans des tons vifs et brillants, de l'Évangile laïque avec ses anges tutélaires : la République, la nation, l'école, le mariage, la famille, le travail, la fraternité.

Je suis restée allergique à cette réalité urbaine fruste et insipide qu'est la banlieue (je ne parle bien sûr ici ni de Nogent et ses tonnelles ; ni de Saint-Mandé en bordure du bois de Vincennes ; ni non plus d'ailleurs de Vincennes qu'ennoblissent le château, sa chapelle, son donjon, son fort, son champ de manœuvres, le plateau de Gravelles d'où l'on a une vue étendue sur la vallée de la Marne, le lac Daumesnil ou des Minimes enfin avec le temple romantique qui couronne son île ; ni de Neuilly en bordure du bois de Boulogne ; ni de Sceaux dont le parc fut une part du domaine qu'y acquit, aménagea et fit bâtir Colbert). Sa laideur me paraît consubstantielle à son insurmontable propension à l'anarchie et à l'anomie. Même si les deux guerres mondiales ont accéléré son évolution vers une structure plus rationnelle. Même si elle n'est plus aujourd'hui comme elle l'était encore dans les années 40 et 50 un espace indécis, à mi-chemin entre la ville densément bâtie et une campagne qui, poussiéreuse ou boueuse selon la saison, conservait un peu de son ancienne vigueur avec des champs d'épandage, des jardins maraîchers, des pépinières, des cultures florales sous châssis et serres, des vergers plantés de poiriers ou cultivant en espaliers la pêche (Montreuil-sous-Bois s'appelait encore au XIX<sup>e</sup> siècle Montreuil-les-Pêches ; une composition du peintre Bougonnier évoque cette culture des pêches dans un panneau encore en place dans la salle des mariages de la mairie). Des châtaigneraies sous la frondaison desquelles s'étaient ouvertes, comme au Plessis-Robinson, des guinguettes, des collines caillouteuses que couronnaient petits bois et taillis ou bien, comme à Suresnes, des vignes qui produisaient sur le mont Valérien un célèbre petit vin aigret cher à la table de François I<sup>er</sup> et Henri IV, des ruisseaux et canaux qui avaient naguère drainé des terrains marécageux en contrebas et que longeaient en hauteur des carrières de gypse ou de sable, telles étaient encore les échappées champêtres qu'offraient les alentours de Paris.

Mais cette banlieue dont à l'origine le corps flasque et étêté présentait

si peu d'attraits avait acquis, il faut en donner acte, une identité qui l'a enfermée dans un corset de soutien. Les socialistes avaient montré la voie. Dans la cité-jardin de la Butte-Rouge à Châtenay-Malabry dont il était le maire, Jean Longuet avait donné aux rues nouvelles les noms du Panthéon socialiste d'avant 1914 : E. Durkheim, E. Vaillant, F. Lafargue, E. Pottier, B. Malon, F. Simiand, E. Varlin. Sur cette lancée, les communistes firent naturellement mieux, même si aujourd'hui on ressent un certain sentiment de dérision quand, du côté de Bobigny ou de Drancy, on voit sur un panneau routier le nom de Paul Éluard accolé à un stade ou celui de Paul Langevin à une cité d'urgence. Reste que d'être en effet devenue la « banlieue rouge », égrenant sur de vastes espaces d'un seul tenant un chapelet de municipalités toutes communistes, lui a rendu une personnalité qui s'est inscrite dans le paysage. Assimilée à un territoire « libéré », cette banlieue rouge a affiché ses valeurs et honoré ses saints dans l'onomastique de ses rues, ses places, ses écoles, ses lotissements pavillonnaires. Elle a fait flotter ses drapeaux et ses banderoles chargés d'impératives injonctions sur les monuments publics transformés en autant de tours du château fort prolétarien. Elle a converti les temps de vie de chacun de ses habitants en temps sociaux se déroulant dans des lieux eux-mêmes collectifs. Elle a donné des fêtes et s'est fait entrepreneuse de spectacles. Elle a suscité un réseau de notables qui, à la tête des associations et groupes de pression locaux, ont constitué une aristocratie stable, régulatrice des échanges entre municipalités d'impressionnante longévité et population à haut degré de mobilité. C'est ce réseau de notables dont une stratégie d'alliances matrimoniales entre lignées familiales a favorisé la condensation en dynasties locales héréditaires qui fournit à chaque commune des noms et des visages dans lesquels celle-ci se reconnaît.

Sans doute cette banlieue rouge, qui, fondée sur une forte croissance démographique, sur la place prépondérante des ouvriers dans la population active, sur le niveau élevé de l'emploi industriel, semblait construite à chaud et à sable, s'est-elle trouvée attaquée et rongée dans les années 70 et 80 par des changements décisifs dans la composition de sa population (celle-ci tout à la fois vieillit, se déprolétarise, connaît un pourcentage croissant d'immigrés issus du tiers monde) et dans sa vitalité économique. Les activités de production l'ont cédée à des services d'études, de recherche et d'entreposage. La voici, sauf par plaques discontinues, menacée de disparaître : s'il y a « un monde que nous avons perdu », c'est par excellence celui-là. Aussi, comme déjà des ombres, des litanies de noms se pressent-elles dans ma mémoire, chacun avec les caractéristiques qui lui furent propres il y a bientôt un demi-siècle. Les plus petites communes, si petites qu'il fallait veiller à ne pas rater par inadvertance l'arrêt d'autobus qui les traversait : Bonneuil, Bry-sur-Marne, Dugny, Ile-Saint-Denis, Chevilly-Larue, Villemonble. Les plus grosses qui jouaient le rôle de phares : Aubervilliers, Boulogne-Billancourt (produit de l'accolement de deux faubourgs, l'un à qui sa proximité du bois assurait un cachet d'élégance, l'autre où les usines Renault en pleine expansion attiraient entre les deux guerres beaucoup d'émigrés russes, anciens officiers et soldats de l'armée blanche, qui se

fournissaient rue Traversière, à l'épicerie Pycham, en caviar d'aubergine et en poivrons farcis), Gennevilliers, Ivry, Nanterre, Saint-Denis, La Courneuve, Vitry. Celles qui portent un nom d'une agreste poésie : Asnières, au lendemain de la guerre de Cent Ans terre de parcours et d'élevage de nombreux ânes, Bois-Colombes, Fontenay-aux-Roses, Fresnes, Issy-les-Moulineaux, L'Haÿ-les-Roses, La Garenne-Colombes, Le Pré-Saint-Germain, Les Lilas, Les Pavillons-sous-Bois, Villeneuve-la-Garenne, Courbevoie qui doit son nom aux chemins sinueux escaladant autrefois sa colline. Celles qui sont juchées sur des hauteurs, telle Châtenay-Malabry et sa « Butte-Rouge ». Celles qui vendaient des terrains par lot, d'où le nom de lotissements dont les acquéreurs, les « mal lotis », durent faire preuve d'une longue patience pour obtenir viabilité des chemins d'accès, adduction d'eau, réseau d'évacuation des eaux usées et d'égout, électrification. Celles au contraire, Suresnes, Champigny, Maisons-Alfort, Le Plessis-Robinson où une cité-jardin, construite dans les années 20 et 30 sur le modèle viennois et sous l'impulsion du maire de Suresnes, Henri Sellier, qui, le premier, naturalisa en France un « social-municipalisme » de la vie quotidienne et, en respectant les normes très modestes de l'époque, en imaginant des sortes de cités-oasis, de cités-satellites qui rapprochent l'habitat de l'emploi, se proposa de trouver une issue à la crise du logement populaire, au surpeuplement et à l'insalubrité des hôtels garnis et des maisons de rapport existants.

Le « territoire » de la Fédération de la Seine, qui se confondait avec celui du département, avait une superficie de 478 kilomètres carrés. La distance d'Orly à Villetaneuse, de l'extrémité sud à l'extrémité nord, est de 28 kilomètres à vol d'oiseau ; et en largeur, d'est en ouest, de Bry-sur-Marne à Nanterre, la distance est équivalente.

Posséder une voiture personnelle n'était pas encore banal. Seul le premier secrétaire de la Fédération, puisqu'il était membre du bureau politique, avait une voiture de fonction avec chauffeur et garde du corps. Le second secrétaire, André Souquière, avait aussi une voiture de fonction mais qu'il conduisait lui-même. Tous les autres avaient à se débrouiller avec les transports en commun. Cependant, Arthur, jeune médecin, eut dès 1951 une quatre chevaux où je ne résistais pas au plaisir de me pavaner quand, après la réunion du bureau du Conseil de la paix de la Seine le jeudi soir, il me ramenait chez moi. Ainsi s'explique que j'en ai conservé en mémoire le numéro : 2422 BK 75 alors que j'ai évidemment oublié les numéros de toutes les voitures qu'il eut par la suite. Il faut dire que lors de ces retours il me payait aussi une glace, chez un petit Italien du boulevard des Batignolles, ce qui n'était pas un moindre luxe.

Outre la perte de temps et la fatigue qu'entraînait la nécessité de sillonner un territoire immense, le fait d'avoir souvent, à minuit, après une réunion, à traverser des terrains vagues mal éclairés pour rejoindre la tête de ligne du métro, m'inspirait une peur affreuse, que je n'osais pas avouer quand on négligeait de me raccompagner. Sans doute la sorte de peur qui remonte de l'enfance quand faire pipi au lit paraît moins risqué que de

s'aventurer dans le couloir. Ainsi vérifie-t-on que le courage n'est pas une qualité à dose constante et uniforme.

Qui eut alors l'idée géniale de doter les membres permanents du bureau fédéral d'un scooter, prodigieuse-réussite du mariage italien, dans les années 50, entre le design et une culture technique artisanale ? En rupture avec les caractéristiques traditionnelles de la motocyclette, conçue pour de petits parcours ou des voies encombrées et tortueuses, ma Vespa à carrosserie portante — la Lambretta à structure tubulaire était un modèle un peu plus cher — fut désormais de toutes mes équipées. La première fois que je l'enfourchai, je donnai, faute de savoir encore jouer du frein, dans le mur qui clôt les jardins du parvis de Saint-Vincent-de-Paul. La seconde fois, je m'enroulai autour d'un bec de gaz boulevard Magenta. Mais par la suite tout alla bien et c'est même sur ma Vespa — ou déjà une vraie moto ? — que je revins de Cayeux dans l'été 1953 quand je fus rappelée d'urgence en raison du mouvement de grèves qui, inopinément, bousculait la pause estivale.

L'espace. Le nombre. Un nombre qui n'était pas seulement celui de la population en forte croissance, mais aussi celui du peuple communiste.

Les deux années d'après la Libération — 1945-1947 — avaient été marquées, on s'en souvient peut-être <sup>1</sup>, par une puissante montée des effectifs bien que le repeuplement dans la dernière période de l'occupation eût déjà partiellement comblé les vides dus aux pertes de guerre et surtout à la désertion des années 1939-1941. De 5 000 membres auxquels défections, mobilisation et répression avaient approximativement ramené au début de 1940, selon les estimations de Stéphane Courtois <sup>2</sup>, les 328 547 adhérents recensés en septembre 1937 <sup>3</sup>, de 10 à 15 000 en 1942 <sup>4</sup>, le Parti avait pu déjà tabler en août 1944 sur un effectif de 60 000 membres <sup>5</sup>. Quatre mois plus tard, en décembre 1944, il avait bondi à 384 228 membres ; en 1945, il en comptait 785 292 ; en 1946, 814 285.

Mais cette impressionnante montée des effectifs avait présenté des caractéristiques qui la rendaient atypique et fragile. Sans doute la croissance de la part des femmes n'en était-elle qu'à son début et se poursuivrait. Par contre, de courte durée devait être la croissance plus rapide des effectifs dans les quartiers du Paris *intra-muros* qui n'appartenaient pas à la catégorie des quartiers ouvriers : elle témoignait d'une radicalisation éphémère des classes moyennes de la capitale, ce qu'atteste aussi l'augmentation plus

1. Cf. *supra*, p. 343 et *sqq.*

2. Cf. le rapport de Stéphane Courtois au colloque « PCF, 1938-1941 » publié in *Les Communistes français de Munich à Châteaubriant*, Presses de la Fondation nationale de la science politique, 1987, p. 55-96.

3. Cf. mon étude « Le PCF sous la III<sup>e</sup> République (1920-1939). Mouvement des effectifs et structures d'organisation », *Revue française de science politique*, n° 1, 1966, et *International Review of Social History*, Amsterdam, 1966. J'ai repris ces travaux qui datent de ma période d'érudition quantitative dans mon ouvrage, publié aux PUF en 1968, *Le Pain et les roses* (lui-même en livre de poche UGE, p. 277-390).

4. Cf. Jean-Paul Scot, « Stratégies et pratiques du PCF, 1944-1947 », in Roger Bourderon et Germaine Willard, *Le PCF, étapes et problèmes, 1920-1972*, Éditions Sociales, 1981.

5. Cf. Philippe Buton, « Les effectifs du PCF (1920-1984) », *Communisme*, n° 7, 1985, p. 13.

rapide du nombre des cellules locales par rapport à celui des cellules d'entreprise.

Après 1947, décrue et même hémorragie puisque de 1948 à 1952, selon les calculs de Philippe Buton fondés sur l'« état d'organisation du Parti » qu'Auguste Lecœur, alors secrétaire à l'organisation, avait fait établir et conservé dans ses archives personnelles<sup>1</sup>, les effectifs étaient passés de 650 000 à 330 000, soit une perte de 320 000 adhérents : à quelques unités près, c'est un adhérent sur deux qui s'éloigne. La Fédération de la Seine avait plutôt mieux résisté puisque, sur 101 749 cartes placées en 1948<sup>2</sup>, elle en avait gardé 58 922 en 1952, soit 57 p. 100.

On aurait tort de croire que la superbe communiste devant cette dégringolade en avait aussitôt rabattu. Le recours à toutes sortes d'astuces pour travestir les réalités chiffrées avait contribué à atténuer le choc qu'aurait pu provoquer une prise de conscience brutale du cataclysme. Mais surtout le départ, fût-ce en masse, de gens venus dans l'euphorie de la Libération était, sinon souhaité, du moins constaté avec philosophie. Contents de s'être comptés un court moment par centaines de milliers — Maurice Thorez les avait même appelés à se compter par millions —, les militants actifs qui savaient d'expérience ce qu'en valait l'aune n'étaient pas chagrins d'être débarrassés de ceux qu'ils qualifiaient volontiers d'« abonnés au Parti », de « membres honoraires », d'« adhérents fantômes », de « poids morts », osant de surcroît comme chez Hispano (Bois-Colombes) accepter, pour arrondir leur paye, de faire des heures supplémentaires au lieu de consacrer tout leur temps libre au Parti.

Au demeurant, les chiffres restaient importants pour un pays où le militantisme politique, à la différence par exemple de l'Italie où seuls les « activistes » étaient ainsi mobilisés, s'était toujours situé à un niveau d'exigences propre à rebuter le dilettante. En 1952, la Fédération de la Seine compte 108 sections dont 30 pour Paris-Ville et 77 en banlieue — plus une section d'entreprise (Renault) ; 2 500 cellules dont 1 076 locales et 1 420 d'entreprise ; 58 922 cartes placées, soit 17 p. 100 du total national : un communiste sur cinq militait dans la Seine.

Sans doute ces chiffres ont-ils besoin d'être regardés de près : ils recouvrent des réalités disparates, souvent difficiles à apprécier et dont la signification n'apparaît que s'ils sont réinsérés dans une courbe. La section de Villejuif par exemple compte 56 cellules, mais celle de Villemomble n'en a que trois. Les gares du Nord et de l'Est abritent 260 cheminots communistes membres de la section du X<sup>e</sup> Magenta. Pour 9 000 cheminots, est-ce peu ou beaucoup ? Faut-il tenir pour alarmant que la section d'Aubervilliers voie s'affaiblir la cellule de chez Malicet et Blin, roulements à billes, avenue de la République, qui avait été dans les années 30 la forteresse communiste locale, et que désormais 20 p. 100 de ses ressources humaines soient concentrées dans trois entreprises du secteur public : Communaux, Allumet-

1. Cf. l'interview d'Auguste Lecœur recueillie par Philippe Buton et Stéphane Courtois, in *Communisme*, n° 7, 1985.

2. Cf. le rapport de Raymond Guyot à la 4<sup>e</sup> conférence fédérale des 18, 19 et 26 mars 1950. PCF, Fédération de la Seine, p. 24.

tes, PTT ? Enfin 1 420 cellules d'entreprise dans la Fédération de la Seine en 1953, le chiffre était impressionnant : mais quinze ans plus tôt, en 1937, il y en avait 1 806.

L'espace. Le nombre. Les hommes. Non plus en masse, en foule, mais situés, définis, agrégés et séparés selon des critères assez détaillés pour que prît corps une image sociale plus précise et colorée qu'à l'habitude. Immergé dès sa naissance dans un chétif réseau de relations dont le nombre, la variété, la densité sont très faibles, l'individu, même si ce réseau s'élargit à l'adolescence et au début de l'âge adulte, n'a qu'une vision très générale, floue et convenue de ceux qui n'appartiennent pas au premier cercle de ses proches : sa famille, ses voisins, ses collègues de travail. Le cloisonnement social repose lui-même sur une organisation de l'espace et du temps si contraignante que, les habitudes aidant, le désintérêt gagne vite à l'égard de ceux qui ne sont pas exactement ses semblables. Dans une ville comme Paris où pourtant paraissent inépuisables les occasions de rencontres interpersonnelles, la totale solitude est, bien plutôt que le mixage, le prix paradoxal de cette profusion. Henri Lefebvre parle à juste titre du couple entassement/isolement. L'appartenance à un parti aussi diversement implanté que l'était le PCF au début des années 50 ne suffisait d'ailleurs pas à elle seule à casser la reproduction mécanique, à son échelle et dans son cadre, du quadrillage social : les cellules locales n'accueillaient que des voisins, les cellules d'entreprise que des collègues de travail, même si la relation avec ces voisins et ces collègues en devenait plus riche. Cette fatale reproduction jusqu'à l'intérieur du Parti d'un cloisonnement social préexistant conduisait le néophyte à d'abord faire siens, par une opération purement intellectuelle, des concepts comme celui de prolétariat, des pétitions de principe comme celle conférant au Parti le statut théorique exclusif de « parti de la classe ouvrière ». Il fallait beaucoup plus qu'une simple adhésion pour passer d'une affirmation doctrinale à une familiarité réelle, concrète, vivante, avec le monde ouvrier, avec la condition ouvrière, avec les « prolos », et éprouver que le Parti, s'il se revendiquait pour l'histoire et la révolution à venir comme le « parti de la classe ouvrière », était aussi dans sa chair un parti ouvrier.

Cet apprentissage passait par une double voie.

Contrairement à ce que j'ai moi-même trop vite affirmé en mettant l'accent sur l'interdiction statutaire des interrelations horizontales, le Parti favorisait ponctuellement la levée en son sein de tous les obstacles au rapprochement et au mélange quand, de Mutualité en Vél'd'hiv', de rassemblements en défilés, de commémorations en célébrations, de goguettes en assemblées populaires (pour la reprise des cartes autour du 1<sup>er</sup> janvier), de fêtes (de *L'Humanité*) en liturgies funèbres et surtout de conférences (de section) en congrès (fédéraux ou nationaux), il se déstructurait périodiquement pour mieux consolider ses structures, et offrait en abondance des formes horizontales de sociabilité élargie.

L'autre voie, conforme, elle, à la conception statutaire d'une organisation pyramidale, c'était celle de la montée dans la hiérarchie qui, à chaque

nouveau palier, fournissait un observatoire d'où se découvrait un paysage de plus en plus étendu.

C'est par cette double voie que, glissant lentement du général confus au singulier individuel et collectif, le militant devenu responsable se frottait à l'inépuisable diversité ouvrière.

Celle des grandes familles professionnelles de base dont le sidérurgiste, le mineur, le métallo, la fileuse étaient des figures éponymes refaçonnées par les statuts plus avantageux obtenus en 1945-1946. Celle des terroirs ouvriers que particularisaient tant de facteurs : l'inégale séparation de la terre chez les ouvriers-paysans (jardiniers, vignerons...) ou l'inégale séparation de l'atelier chez les ouvriers-artisans (et les bricoleurs travaillant au noir ou au troc) ; la nature des travaux effectués qui commandait la classification des métiers et des qualifications ; la taille locale des établissements et les rapports de nombre entre les catégories entrant dans la composition des personnels ; les traditions de résistance que transmettait la mémoire collective des épisodes de luttes et de grèves ; le degré de ferveur, d'ancienneté et de continuité de l'accueil réservé à des formes définies de conscience et de fidélité — fidélité à la République laïque (jusqu'à l'anticléricalisme), fidélité au collectivisme, marxiste ou non, d'ordre anarchiste, syndical ou politique. Dès lors se reconnaissaient, pour parler comme Michel Verret et ses élèves<sup>1</sup>, les matrices, les pentes et les lieux — cités patronales, lotissements pavillonnaires, logements sociaux, grands ensembles — où s'autonomisaient des micro-sociétés ouvrières que des liens familiaux rattachant lignées ou parentèles, des relations de voisinage, des compagnonnages d'enfance dans les mêmes écoles, patronages et centres d'apprentissage, une appartenance commune à des équipes, ateliers, usines ou corporations transformaient en communautés dotées d'un patriotisme de clocher à base de classe. C'est ainsi d'ailleurs que s'explique peut-être la pérennité des réseaux remontant, pour ceux qui s'en sont éloignés, à leur période militante. Réseaux de jeunesse, et précieux de ce seul fait, mais réseaux aussi fondés sur la brisure temporaire du cadre étroit dans lequel chacun est appelé à vivre.

C'est cette reconnaissance du monde ouvrier, surtout celle acquise de l'extérieur, qui a nourri une idolâtrie sociale, faisant de l'ouvrier un rédempteur et justifiant par avance une révolution vengeresse et exterminatrice : le chemin du salut devait désormais passer, dans la violence et le sang, par l'inversion de la pyramide sociale et le massacre des membres des anciennes classes dirigeantes.

Je ne connais rien qui donne de cette vision d'une parousie prolétaire une expression picturale plus achevée que l'œuvre géniale et méconnue (bien que le Centre Pompidou conserve dans ses réserves trois de ses aquarelles ou dessins) du peintre Pavel Filonov, qu'on classe distraitemment dans l'avant-garde russe, alors que ce « moine laïque », mort d'épuisement pendant le blocus de Leningrad en 1941, s'est orienté dès avant 1917 dans la voie

1. Michel Verret a fondé et dirigé à l'université de Nantes un laboratoire, le LERSCO (Laboratoire d'études et de recherches sur la classe ouvrière), d'une vitalité remarquable et avec lequel mon laboratoire nanterrois sur le communisme a naturellement noué des relations intellectuelles étroites.



baroque qui lui fut rigoureusement personnelle et qu'il tenait pour exclusive de toute autre direction acceptable : la voie de la représentation organique sous forme d'« éclosion-lumière et d'éclosion-couleur » d'un monde nouveau qui était un monde ouvrier. « Une autre vaste joie s'est mise à fleurir. Le monde s'est vu peuplé non plus d'une humanité éparpillée, mais du grandiose corps commun de Dieu », écrivait en 1916 à propos de Filonov son ami musicien et théoricien de l'art, M. Matiouchine<sup>1</sup>.

Mais retournons la toile. Dès lors qu'une fraction significative du monde ouvrier, profane par essence, a accepté ce rôle et cette fonction sacrée — une fraction seulement car tous les ouvriers, il s'en faut de beaucoup, n'ont pas été communistes ni même des électeurs communistes, mais enfin il reste vrai qu'en France le phénomène communiste fut un phénomène globalement ouvrier —, la responsabilité de la classe se trouve d'autant plus engagée dans cette aventure mondiale qui a très mal tourné qu'elle parut plus longtemps insensible à ses dévoiements et à ses crimes. Son noyau ouvrier en effet demeura ostensiblement à l'écart des crises morales qui depuis 1956 secouèrent périodiquement le PCF.

Certes, la bienveillance de la conjoncture historique ayant épargné à l'Europe occidentale le passage à l'acte et les horreurs d'une révolution prolétarienne, les choses ont ici dérivé de manière imprévue. Dans un premier temps la classe ouvrière, ayant grâce au Parti acquis la dignité d'acteur collectif, a réussi une ascension sociale dont hauts salaires et système de protection sociale ont été les récompenses. Elle l'a réussie sur la base du double principe qui régit tout ghetto social : du côté de sa face externe, séparation et clôture ; dans sa face interne, conformité et unanimité. Mais dans un deuxième temps, tandis que l'enfermement ghettoïque ne correspondait plus qu'à des épreuves temporaires comme le furent certaines grèves longues où le noyau des meneurs se transforma en une microsociété de forteresse assiégée, la classe ouvrière a choisi de céder. Loin de s'accrocher à son statut d'acteur collectif autonome, sauf par plaques (dans les services publics) ou par des opérations locales de résistance et de retardement (dans les mines, la sidérurgie, la construction navale), elle est entrée, mi-contrainte mi-intéressée, dans un processus de mutations qui, sous le signe de la troisième révolution industrielle, celle du machinisme informatisé, l'a poussée à abdiquer son dynamisme collectif, à répudier sa cohésion interne, à disperser ses membres. La diversification croissante d'une main-d'œuvre dissociée, délocalisée, désynchronisée, déqualifiée, recyclée dans un conglomérat de savoirs pratiques partiels, gérée selon des techniques de valorisation

1. En février 1990 eut lieu au Centre Georges-Pompidou une grande rétrospective de l'œuvre de Filonov, tableaux et dessins pour la première fois sortis des réserves du musée russe de Leningrad où ils dormaient entassés depuis 1929. Mais attendant un petit maître de l'avant-garde russe qui se caserait aisément entre le radicalisme réducteur d'un Malevitch et les géométries constructivistes, la critique, qui avait quelques mois plus tôt accueilli avec faveur la rétrospective Sophie Taeuber au musée d'Art moderne de la ville de Paris (une géométrie colorée — cercles, rectangles, arabesques — décorant gaiement mais de manière assez pauvre et répétitive des objets, des bijoux, des meubles design, le bar de l'Aubette à Strasbourg), fut déçue par l'apparition d'un artiste majeur dont la représentation du monde est d'une déroutante complexité.

individuelle et de traitement de cas, fait éclater les mécanismes de défense, les réseaux de solidarité, décompose, atomise une classe ouvrière précarisée et en voie d'extinction.

Autour de 1950, on n'en était pas là. On n'avait même pas soupçon que l'interpénétration du fait communiste et du fait ouvrier auxquels on prêtait une attention toujours en éveil puisse un jour n'avoir plus lieu d'être parce que ni le fait ouvrier ni le fait communiste n'auraient résisté à l'usure, au vieillissement, à l'obsolescence qui atteint les faits sociaux et, mortels, les condamne, à l'égal des individus humains, à une agonie douloureuse. Et que, du même coup, la banlieue rouge qui avait été le lieu par excellence de cette fusion subirait un véritable changement d'affectation.

Les manifestations publiques qui visaient à une audience nationale se déroulaient toutes à Paris. La Mutualité, le Vél'd'hiv', la porte de Versailles, la salle des Sociétés Savantes rue Serpente, la Grange-aux-Belles au fond de son impasse, rue du faubourg Saint-Honoré, la salle Pleyel à laquelle son créateur, Gustave Lyon, avait donné une forme en œuf qui la désignait depuis 1927 pour être la seule grande salle de concert à Paris, les salles de réunion de l'USTM (le syndicat des métaux) rue J.-P.-Timbaud, ou de l'annexe de la Maison des syndicats avenue Mathurin-Moreau — anciennes écuries et ancien grenier à foin de la compagnie des omnibus à chevaux —, par le nombre de sièges qu'elles offraient, leur localisation, leur style : fruste, bon enfant, cossu, convenaient à des occasions et des publics différents, tantôt plus militant, tantôt plus ouvrier ou plus intellectuel, plus mêlé ou même bourgeois, etc. Les démonstrations de rue, elles, suivaient des itinéraires variables (sauf l'annuelle « montée au mur » des Fédérés qui ne pouvait avoir pour point d'arrivée et de dislocation que le cimetière du Père-Lachaise), mais la plupart empruntaient le trajet consacré : de la Nation ou la Bastille à la République, à l'Opéra, à la gare Saint-Lazare, à la Concorde.

En revanche, congrès et conférences appartenant au rituel intérieur du Parti, s'ils ne se tenaient pas en province, étaient de préférence, mais sans règle absolue, accueillis par une municipalité communiste de banlieue. Après la première conférence de fusion qui avait vu naître en 1946 la Fédération de la Seine, la 2<sup>e</sup> conférence fédérale s'était tenue en juin 1947 à la Maison du Peuple de Clichy, la 3<sup>e</sup> en février 1949 à la Mutualité, la 4<sup>e</sup> en mars 1950 à la salle des fêtes de Gennevilliers, la 5<sup>e</sup> en décembre 1951 à Montreuil, la 6<sup>e</sup> en février-mars 1953 à la salle des fêtes d'Aubervilliers, la dernière en novembre 1953 à la porte de Versailles.

Ce sont surtout les conférences de section qui me donnèrent l'occasion d'être au contact direct du monde ouvrier là où il vivait et où il travaillait. Les membres du comité fédéral avaient en effet, outre leur responsabilité propre qui avait justifié leur élection, à « suivre » une section autre que la leur. Suivre, c'est-à-dire assister, au sens d'aider, aux réunions du secrétariat ou du comité. J'eus à ce titre à « suivre » les deux sections du IX<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> Rochechouart et IX<sup>e</sup> Saint-Georges dont le territoire abritait de grandes entreprises très typées : la direction régionale Paris-Centre du Gaz de France rue Condorcet et la direction générale de la SNCF rue Saint-Lazare, les

sièges de grandes banques nationalisées (le Crédit lyonnais, la Société générale, la BNCI) et de compagnies d'assurances (la Paix, l'Abeille, la Paternelle, la Protectrice, la Concorde, la Victoire), les grands magasins du Printemps, des Galeries Lafayette et le Bazar de la rue d'Amsterdam, le centre téléphonique Trudaine rue de Navarin, la Caisse nationale d'assurance vieillesse de la Sécurité sociale et... l'Opéra.

Les membres du comité fédéral avaient en outre à assurer, dans les trois ou quatre fins de semaine qui précédaient chaque conférence fédérale, le cycle des 108 conférences de section. C'est à ce titre qu'après m'avoir attribué quelques conférences de section mineures comme le XVI<sup>e</sup>-Auteuil ou Les Pavillons-sous-Bois, je fus déléguée dans des conférences de section importantes comme le VII<sup>e</sup> avec sa masse de fonctionnaires, le XVIII<sup>e</sup>-Clignancourt, le XV<sup>e</sup>-Vaugirard, Levallois, Courbevoie ou Montrouge.

La mission en question s'apparentait à la visite pastorale dans l'Église catholique. Le délégué fédéral ne débarquait pas mains vides et nez au vent. Les divers services fédéraux l'avaient dûment instruit de l'état des choses et des gens et averti des problèmes qui s'y rencontraient. Il était « descendu » (toujours le vocabulaire de la hiérarchie pyramidale) dans quelques cellules du lieu et avait participé à une grande réunion du comité de section sortant. Il avait pris connaissance des grandes lignes du rapport du secrétaire de section. Son rôle n'était pas d'intervenir sur tout et à tout bout de champ. Mais à bon escient et notamment lors de la réunion de la « commission politique ».

Dans la nuit du samedi au dimanche, celle-ci, constituée d'un délégué par cellule, devait étudier nom par nom la composition du comité de section sortant, puis les propositions de nouvelles candidatures, la liste finalement retenue devant être soumise à l'adoption et au vote de la conférence en fin d'après-midi le dimanche. Sans doute la section fédérale des cadres avait-elle muni le délégué fédéral d'une kyrielle de suggestions et recommandations. Reste que, sur le terrain et à chaud, il fallait parvenir à ce que le nouveau comité de section, sans trop augmenter le nombre de ses membres, ce qui en aurait fait un organisme difficile à manier, fût à l'image fidèle et équilibrée, dans leur réalité présente et dans les promesses de développement qu'ils recelaient, du peuple communiste comme de la population locale et des entreprises de la section considérée. Ainsi que le font aujourd'hui les sondeurs consciencieux, cela impliquait de dénicher des représentants de catégories peu portées à accepter des responsabilités, une « femme travailleuse » par exemple, et d'éliminer les doublons. Sans oublier de distinguer les qualités et les défauts personnels. Comme ailleurs, les trop modestes qui ne se sentaient pas de force étaient au moins aussi nombreux que les hâbleurs qui surestimaient leurs capacités. Il fallait aussi éviter que les responsabilités ne s'accumulent sur les mêmes têtes et donner à chacun de quoi faire ses preuves sans mettre en danger les fonctions dont ils recevaient la charge. Il fallait encore assurer un certain taux de renouvellement et de rajeunissement sans pour autant, en poussant trop vite des jeunes encore tout fous, risquer de leur faire prendre la tasse, ou, en éliminant brutalement

des militants dévoués mais âgés, perdre les trésors d'expérience acquise par eux. Il fallait...

Le délégué fédéral devait surtout savoir qu'il n'avait pas toutes les clefs. Des sourires en coin et des œillades échangées d'un bord à l'autre de la longue table autour de laquelle on siégeait pouvaient lui faire soupçonner que des affinités corporatives, des copinages d'enfance, des compagnonnages remontant à une époque révolue — la Résistance par exemple —, d'encombrantes complicités amicales, d'envahissants réseaux familiaux, des liaisons extra-conjugales, en provoquant des clans, en alimentant cancans, rancœurs ou sentiments d'exclusion, troubleraient le climat de camaraderie nécessaire au bon fonctionnement de l'organe de direction de la section. Ces choses-là, qui sont de tout temps et de partout, il fallait essayer de les résoudre avec tact, sans trop avoir l'air d'y toucher. On n'était pas encore dans un monde où les états d'âme s'exhibaient sans vergogne.

Il aurait été surprenant qu'entre hommes et femmes à qui pouvait paraître miraculeux, surtout quand ils étaient d'extraction, de culture ou de statut social différents, d'avoir été rapprochés par l'engagement dans un même combat, la part de temps considérable accordée à la vie militante ne favorisât pas des romances capables de faire oublier les devoirs contractés par ailleurs. Ce genre d'accroc ne provoquait pas d'indignation proprement morale. Le petit peuple de Paris et de la banlieue n'avait décidément pas le sens du péché — surtout du péché de chair. Ses femmes savaient d'instinct, si elles n'avaient pas fantaisie d'y succomber, reconnaître et repousser les coureurs de jupons. Il est vrai que le pouvoir, le pouvoir politique notamment — et le pouvoir, même modeste, exercé dans un parti aussi visiblement hiérarchisé qu'un parti communiste, est par essence un pouvoir politique —, est un aphrodisiaque auquel sont tout particulièrement sensibles les femmes qui se sont engagées dans l'action politique. Des permanents qui en avaient pris conscience, il y en eut et qui se comportaient volontiers en coqs de village. En cas d'affaires sérieuses, les dégâts et les souffrances n'étaient pas moindres que dans le monde ordinaire : la communauté idéologique n'est pas un onguent efficace pour les brûlures de la jalousie. Les mesures à prendre étaient celles qu'en ce temps-là prenait n'importe quelle administration publique : on séparait les coupables, quelle que fût la manière dont ils réglaient finalement leurs problèmes privés, en leur confiant des responsabilités qui les éloignaient l'un de l'autre.

Le fait que la vigilance — un mot qu'on affectionnait — fût invoquée pour justifier des rappels à l'ordre suffit-il à estimer que, du côté de la police « bourgeoise », on guetta, pour les faire chanter et les contraindre à se transformer en informateurs, les militants infidèles ou déviants ? Ce n'est pas prouvé. Les rumeurs de ce type par lesquelles on a cherché à expliquer a posteriori telle « trahison » — l'affaire Gitton par exemple — n'ont pas emporté la conviction des historiens. Ceux-ci ont par contre observé que la police politique soviétique et plus tard celle de tous les pays socialistes ont fait grande consommation des armes que leur procurait l'exploitation systématique des coups de cœur et des affaires de mœurs. En écrivant *l'Histoire de la baronne Boudberg* — une Mata-Hari ? une Lou Salomé

que cette Maria Ignatievna Zakrevskaïa-Benckendorff-Boudberg qui fut successivement la compagne de Bruce Lockart, de Maxime Gorki et de H.G. Wells avant de tourner à Londres pendant la guerre autour du petit groupe qui, avec André Labarthe, animait la revue *La France libre* (Raymond Aron qui l'y rencontre la trouva « encore charmante ») ? —, Nina Berberova s'est souvenue de l'« étrange méfiance » qui, dans les cercles littéraires parisiens des années 30, existait à l'égard de certaines femmes d'origine russe ayant épousé des personnalités françaises du monde (progressiste) des lettres, de la musique ou des arts : « Qu'elles fussent, écrit Berberova, les épouses légitimes de Romain Rolland, Louis Aragon, Paul Éluard, Fernand Léger, ou bien leurs maîtresses, peu importait, mais on avait toujours le sentiment, en faisant leur connaissance, qu'elles avaient été placées auprès de ces célébrités probablement par Moscou, avec pour mission principale de maintenir ces génies dans l'orbite de Staline... » Le cas le plus frappant est à cet égard celui de la princesse Maria Palovna Koudacheva qui épousa Romain Rolland lorsque celui-ci avait soixante-huit ans et elle guère plus de la trentaine<sup>1</sup>. Suscite les mêmes interrogations la catégorique des dirigeants (parfois plutôt « progressistes » qu'officiellement communistes) qui ont ramené de Moscou ou d'un séjour au siège d'une organisation internationale d'obédience communiste une épouse ou une compagne : au hasard Bergery, d'Astier de La Vigerie, Marius Magnien, Jean Kanapa... Sans compter ceux qui, tel Pierre Courtade, épousèrent des juives russes dont les parents, venus en France au début du siècle, retournèrent après 1917 dans leur pays d'origine, parfois pour y disparaître au goulag : mais ces classifications ont-elles un sens en dehors d'une étude cas par cas ?

Revenons à nos modestes et locales commissions politiques. Par décence ou, si l'on veut, avec quelque hypocrisie, on avançait donc des prétextes qui ne trompaient personne et on dissimulait une part de ses raisons. Quiconque a, dans sa vie professionnelle, participé à un comité de sélection sait qu'autrement ce ne serait pas vivable. Faire perdre la face est en Europe moins impardonnable qu'en Chine ou au Japon, mais ce n'est pas néanmoins recommandé. Après tout, il ne s'agissait, avec la marge inévitable de maladresses et d'erreurs, que de désigner une équipe de responsables, pas de prononcer des sentences individuelles dignes du Jugement dernier. La commission politique était-elle, comme on l'a dit, avec des airs mystérieux et entendus, un tribunal inquisitorial chargé de traquer les hérétiques ? A l'échelle d'une section, assurément pas. Certes, la vigilance — toujours elle — exigeait de courir sus à l'ennemi, les trotskistes et les titistes. Mais il

1. On ne saurait ignorer à propos de Maria Koudacheva le témoignage accablant de Georges Duhamel, *Le Livre de l'amertume*. Journal 1925-1956, éd. Mercure de France, Paris, 1983, p. 85 et 417. Rien n'est plus difficile néanmoins à vérifier que ce genre de soupçon. Maria Romain Rolland, Russe de mère française, soigna jusqu'à la fin avec un total dévouement son mari presque octogénaire qui, « sorti du cercle de l'Action » comme il l'écrit, vivait désormais dans la solitude de Vézelay. Avec lui qui se trouvait « au seuil de la dernière porte », elle lit les grands livres de la mystique chrétienne. Cf. les correspondances et inédits (1936-1944) rassemblés par Bernard Duchâtelet in Romain Rolland, *Au seuil de la dernière porte*, entretiens sur les Évangiles, Éditions du Cerf, 1989. Quant aux démêlés entre l'épouse et la sœur de l'écrivain vieillissant et malade, ce sont là querelles entre deux femmes dont les droits sont en concurrence.

n'était pas nécessaire d'en débusquer en chair et en os. Les antisémites de tradition ont-ils jamais eu besoin d'avoir des Juifs sous la main ? Existe-t-il d'ailleurs une forme de groupement ou d'association volontaire qui puisse assurer sa cohésion interne sans s'attribuer des ennemis et les nommer ? L'unité des rangs du Parti était à l'époque si forte que, sauf dans le petit monde des intellectuels communistes, le désaccord politique — assez global pour justifier une contestation d'ensemble — se manifestait plutôt sous forme d'une perte d'enthousiasme qui conduisait à s'éloigner sans tapage. Auguste Lecœur soutient, et il sait mieux que beaucoup d'autres de quoi il parle, que la plupart des éliminations, même du Comité central, auxquelles on a par la suite voulu attribuer une signification politique, relevaient en fait dans ces années-là de motifs le plus souvent triviaux. Philippe Robrieux rapporte que la commission politique du XII<sup>e</sup> congrès en 1950 tint une « séance dramatique à huis clos » au cours de laquelle furent destitués 27 résistants : « Ce sont les premières retombées en France, conclut Robrieux, de la cascade de purges et de procès en sorcellerie qui balayaient l'Est<sup>1</sup>. » A huis clos ? Bien sûr, mais c'est le cas de toute commission politique, dramatique ou non. Dramatique ? J'y étais et le fait de n'avoir pas conservé le souvenir qu'y régnait un tel climat ne prouve rien. Il se peut que je ne m'en sois pas rendu compte tant la langue employée dans ces instances était codée, truffée de sous-entendus et allusions insaisissables pour de jeunes militants ignorants des affaires et controverses antérieures à leur propre accession à des postes de responsabilité.

Cependant, rassembler sous le qualificatif de « résistants » les 27 membres du Comité central qui ne furent pas proposés à la réélection et y voir une entreprise délibérée destinée à éliminer au profit du couple Thorez des combattants héroïques de la période clandestine, c'est privilégier arbitrairement un trait qui, pour être commun à tous, n'en est pas pour autant déterminant. Dans la notice biographique que lui a consacrée le *Dictionnaire Maitron* sur la base des notes qu'il avait personnellement rédigées, Jean Chaintron, qui fut un des vingt-sept, ne fait aucune allusion au rôle qu'auraient joué dans son élimination ses titres de résistance et continue de l'expliquer, trente années plus tard, par la nécessité de « renouveler les cadres ». Bien sûr, à partir du moment où il s'agissait, à tort ou à raison, d'écarter une partie de la génération des cadres formés dans les années 30 pour faire « monter » des candidats plus jeunes, il ne pouvait s'agir que d'hommes qui avaient connu les heures difficiles de la Résistance. S'ensuit-il qu'ils se définissaient eux-même comme des « résistants » ? Hors des discours de circonstance, c'est douteux. Un Chaumeil ou un Auguste Havez (qui avait alors cinquante-trois ans, il avait adhéré au Parti aussitôt après le congrès de Tours et, depuis 1927 où il était devenu un militant très actif, il avait reçu cent missions des plus variées

1. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste*, Fayard, 1984, t. IV, p. 136. D'une stupéfiante richesse en détails anecdotiques, l'œuvre monumentale de Philippe Robrieux a pour inévitable contrepartie d'être d'une très inégale fiabilité. Elle relève plutôt de la chronique d'humeur que le lecteur devore avec intérêt et plaisir, mais dont il sait, s'il est averti, qu'il doit en prendre et en laisser.

avant et après avoir été envoyé en 1930-1931 suivre les cours de l'École léniniste internationale de Moscou) avaient fait fonctionner le Parti dans la clandestinité comme en d'autres temps ils l'avaient fait fonctionner légalement.

Héroïques ? Sans doute, mais de manière contingente. Le même Auguste Havez, arrêté en mars 1942, condamné en 1943 à trois ans de prison, détenu successivement à Clairvaux, Blois et Compiègne, eut naturellement autorité à Mauthausen, Melk et Ebensee où il fut déporté, sur le « directoire » informel qui avait pris en charge le destin des membres du groupe français et ses rapports avec les groupes d'autres nationalités.

C'est donc la conjoncture qui avait exigé, dans le cadre de la guerre contre l'Allemagne hitlérienne et après la parenthèse du pacte germano-soviétique (qu'ils aient ou non apprécié la ligne imposée en 1939-1940 et l'on sait qu'Havez s'en était de lui-même écarté en 1940), que ces militants s'associent à un combat antifasciste, lequel, du fait de la défaite française et de l'occupation, devait recevoir l'appellation de Résistance. Mais cela en avait-il fait de simples et purs résistants ? Ils étaient des politiques et, si déportés, avaient tenu à ce qu'on les qualifiât de « déportés politiques ».

Sans doute ai-je moi-même souligné dans mes *Communistes français* le « destin curieusement semblable dans son inachèvement de la quasi-totalité des cadres communistes que la Résistance révéla : Tillon, Casanova, Lecœur, Joinville, Kriegel-Valrimont, Guingoin, Giovanni, Hervé, Chaintron ou Rol-Tanguy ». J'aurais pu ajouter Pierre Villon. Mais, outre que la quasi-totalité des dirigeants ici nommés appartenaient en réalité aux classes d'adhésion des années 30 et non pas des années 40, « l'inachèvement » dont je fais état ne relève pas nécessairement d'un désir vicieux d'écarter les cadres de la Résistance. Il peut résulter d'un lot commun à l'immense majorité des militants et cadres toutes classes d'âge et toutes générations confondues du seul fait de la logique et des contraintes inhérentes à une politique qui, pour reprendre la formule de Stéphane Courtois, visait à « fondre (les survivants de ces générations) grâce à l'homogénéité ouvrière et au mythe stalinien » en un parti méritant en effet, par son unité et sa diversité, d'être désigné comme le « parti de Maurice Thorez ». Ce qui impliquait que chaque génération reçût sa juste part. Philippe Buton le montre bien quand il calcule qu'en 1952 les secrétaires fédéraux dont l'adhésion se situait entre 1940 et 1943 constituaient 15 p. 100 de l'effectif tandis que ceux dont l'adhésion se situait entre 1936 et 1939 n'en constituaient que 10 p. 100. Compte tenu de « l'ampleur de l'explosion militante des années 1936-1939 et au contraire du capital militant très restreint engrangé pendant les années noires de l'occupation », la génération de la Résistance fut donc loin d'être aussi défavorisée qu'on l'a prétendu.

Il est vrai qu'une catégorie de militants, celle des anciens FTP, avait été portée à interioriser l'imagerie de la Résistance dans ce qu'elle avait de non spécifiquement communiste. A ce propos avait circulé un mot de Thorez, prononcé justement devant une commission politique. Pour sauver du couperet qui le menaçait un bon camarade doté de plus de courage que de discernement, son secrétaire de section avait plaidé qu'il avait « l'esprit

FTP ». Et Thorez de rétorquer : « Je ne connais pas l'esprit FTP. Je ne connais que l'esprit de parti. »

L'esprit de parti ? Encore une formule clef. Peut-être, avec la formule correspondante mais plus englobante de conscience de classe, l'expression même de la quintessence qui faisait du Parti la référence et la mesure suprêmes. Comme le patriotisme est le soufflé vital auquel se vérifie la pérennité d'une nation, comme l'esprit maison est l'immatériel levain qui assure la cohésion d'une entreprise en période de croissance, l'esprit de parti, qui, poussé aux extrêmes, s'abâtardit en étroitesse et fanatisme, fournit à un agrégat d'individus d'âge, de sexe, de culture, de statut divers, le grain de sénévé qui homogénéise leurs motivations, attentes, conduites et comportements. Certes, en devenant plus et autre que l'addition de ses membres, comme toute organisation, institution ou Église que leur maturité, une fois atteinte, et leur résistance à l'usure du temps semblent rendre supérieure et indépendante des intérêts particuliers des individus qui la gèrent, le parti acquérait une dimension métaphysique et, par là, nécessairement oppressive. L'indispensable correctif ne pouvait dès lors en être, dans une proportion appropriée, que l'esprit critique. Plus facile à invoquer qu'à marier.

Il était fréquent que les conférences de section, sans l'avoir cherché, fussent le lieu de débats qui témoignaient assez bien du travail de soi sur soi auquel se livrait infatigablement le Parti pour réussir l'amalgame dont il se voulait le produit et faire du singulier avec du pluriel. C'est ainsi qu'à la conférence de section de Levallois en janvier 1953 une bonne partie de l'après-midi du dimanche fut occupée par une controverse passionnée et grotesque sur l'adoption, par de jeunes ouvriers communistes dans l'une des entreprises du coin, de je ne sais plus quel détail physique ou vestimentaire. C'était bien avant la mode soixante-huitarde des cheveux longs. Mais on sait que chaque génération invente sa marque distinctive. Les ouvriers présents les plus âgés s'esclaffaient, invoquant, quand ils redevenaient plus sérieux, la nécessité pour des communistes de ne pas choquer leur entourage par des extravagances, d'être conformes à la norme reconnue dans les matières sans importance politique. Les plus jeunes, eux, s'indignaient que le Parti leur refusât d'être ce qu'ils étaient : des jeunes aimant à se déguiser si ça plaisait aux filles. On me prit à témoin. Les vieux espéraient de moi la sagesse et l'autorité d'une déléguée de la Fédération ; les jeunes ne voyaient que la très jeune femme à leur image. Comment m'en suis-je tirée ? Mal sans doute. De retour le lundi matin au 120, quel embarras d'ailleurs pour avouer cet enlissement de la conférence de section dans un débat apparemment oiseux !

A la conférence de section de Montrouge, les débats prirent un tour moins épidermique mais tout aussi significatif. Ils tournèrent autour du fait qu'aux Compteurs s'était fait embaucher et militait à la CGT un prêtre-ouvrier. Les Compteurs à Montrouge, ce n'était pas l'une quelconque des quarante entreprises de la localité occupant plus de cinquante personnes. Si vingt-sept d'entre elles en effet avaient un personnel compris entre 50 et 200 membres, si onze en avaient déjà de 200 à 750 (Messier qui fabriquait du matériel d'avion en avait 700, Draeger, une imprimerie d'hélio, en avait



750), les Compteurs, c'était un mastodonte avec son effectif de 5 500 personnes.

La conférence était partagée. Les vieux grognards, formés au temps où manger du curé était l'alimentation de base qui fortifiait le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière, ne voyaient que le prêtre détrousseur d'âmes dont la présence à l'usine était à elle seule un scandale. Une menace aussi pour ce qui avait été au principe de la démarche révolutionnaire depuis la Révolution française et tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle : la révolte contre l'emprise des ensoutanés. Lèvres fermées, ils soufflaient du nez l'air de *La Jeune Garde* dont tout le monde savait le refrain par cœur.

« Prenez garde, prenez garde,  
Vous les sabreurs, les bourgeois, les gavés et les curés. »

D'autres militants moins instinctifs, plus tacticiens, en mettant l'accent sur le rapport de forces qui, sur le terrain, était massivement à l'avantage des communistes, voyaient là plutôt une possibilité de mettre à profit puis retourner contre elle la tentative de l'Église de reprendre pied dans le monde ouvrier. Il y avait lieu de se méfier d'une institution cléricale dont la politique avait été continûment celle des patrons mais sans négliger le profit à tirer du fait que la force ouvrière, la puissance communiste en France et dans le monde l'obligeaient à être désormais plus prudente, à se « recentrer » comme on dirait aujourd'hui, à dépêcher à gauche des éclaireurs qui lui ouvrent les barrières du « monde de demain » dont elle s'était malencontreusement séparée.

Tous les participants à la conférence de section avaient en fait obscurément conscience que l'enjeu réel se situait au-delà de ce niveau mesquin. Pour tous, les prêtres-ouvriers, qu'ils le voulussent ou non — et beaucoup de ces prêtres qui croyaient ne pas le vouloir en furent en effet broyés —, incarnaient, s'ils devaient rester fidèles aux engagements de leur sacerdoce, une espérance et une foi dont la substance et l'élan étaient d'une autre nature, appartenaient à une autre visée, à une autre logique que les aspirations, l'idéal moral, les attentes de la classe ouvrière dès lors que celle-ci et, avec elle, au-devant d'elle, ses militants puisaient dans leur situation existentielle et dans le marxisme la conviction intime, fondamentale, définitive que Dieu n'existait pas.

Si l'on en croit l'abbé Boulier, la conférence de section de Montrouge ne fut pas seule à en discuter dans le PCF. L'abbé Boulier ne fut pas un prêtre-ouvrier bien qu'entre les deux guerres il eût collaboré avec les jésuites de l'Action populaire de Vanves avant d'être vicaire à Plaisance, puis curé de Sainte-Dévote à Monaco : il fut, au plein sens du terme, un « compagnon de route », un « parangon des curés rouges » comme le nomme avec humour le père Serge Bonnet. C'est ainsi qu'il avait prononcé le discours de clôture des premières assises nationales du Mouvement pour la liberté et la paix en novembre 1948 ; qu'il avait en juillet 1949, au point culminant du conflit entre le gouvernement tchèque et le Vatican, parlé aux côtés de l'abbé Plohjar, prêtre excommunié et agent actif de l'Église « nationale » ; qu'on avait fait appel à lui pour tenter d'empêcher Mounier de publier dans *Esprit*

le texte de Fejtő disculpant Rajk ; qu'il écrit encore en 1977 : « C'est ma conviction profonde : l'humanité sera communiste un jour. Le temps importe peu à la chose qui me paraît inévitable. » Or l'abbé Boulrier raconte dans ses Mémoires qu'« avec Thorez nous avons beaucoup parlé des prêtres-ouvriers dont l'entrée dans les usines commençait à l'inquiéter<sup>1</sup> ».

On sait quels débats dont on trouve sans doute l'analyse la plus scrupuleuse dans le *Journal d'une mission ouvrière, 1945-1959* du père Jacques Loew, dominicain et curé de la paroisse de La Cabacelle en même temps que docker sur les quais de Marseille, déchirèrent l'Église de France. Stanislas Fumet, qui n'était pas journaliste pour rien et aimait à faire des mots, parle dans ses Mémoires de « ce Frère Jacques », le sonneur de cloches appelé à réveiller les consciences... Il en est qui lui reprocheront, dans les années 50, de « sonner les matines plutôt que le Grand Soir ». Pie XII, lui, avait reçu au Vatican les trois cardinaux Liénart, Gerlier et Feltin qui condamnèrent en novembre 1953 l'expérience des prêtres-ouvriers dans sa forme initiale. Tout au long de l'année 1954 se préoccupèrent de la question l'Épiscopat qui élaborait en mars une déclaration pastorale sur la doctrine sociale de l'Église, des théologiens comme les pères Chenu, Congar ou Féret, des penseurs, écrivains et publicistes catholiques tels que Teilhard de Chardin, François Mauriac, André Frossard, Jean de Fabrègues, P.-H. Simon, des hommes politiques chrétiens parmi lesquels le sénateur gaulliste Michelet, des militants de l'Action catholique ouvrière, des « chrétiens progressistes » tandis qu'en février soixante-treize prêtres-ouvriers, dans un communiqué adressé « aux travailleurs », refusaient tout compromis. « La mission de l'Église est la lutte des classes marxiste, ni plus ni moins », telle était la position radicale de ces rebelles ; position qui ne pouvait que scandaliser des esprits comme le père Francou s.j., désireux pourtant, à l'époque, d'appartenir au mouvement missionnaire des prêtres-ouvriers : il passera une bonne partie de sa vie à évangéliser une pauvre paroisse de la banlieue de Santiago du Chili. *L'Évangile d'abord*, écrira le père Francou : « Accepter un partage des tâches qui donnait au marxisme le royaume présent et à l'Église celui de l'avenir... c'était accepter que la foi [n'ait] rien à voir avec la vie présente, qu'elle soit l'opium... »

Quarante ans plus tard, la gravité de la crise respective dans laquelle se débattaient, chacun de leur côté, monde communiste et Église catholique doit-elle conduire à leur distribuer équitablement blâmes et regrets ? L'Église se serait-elle trouvée mieux de prendre en charge, par l'intermédiaire de ses prêtres-ouvriers, le messianisme athée d'un ordre militant ouvrier et marxiste se donnant, ô combien à tort, pour porteur d'un idéal de justice et de bonheur terrestres ? Le mouvement communiste a-t-il vraiment tiré profit d'être parvenu à détourner de leur vocation une poignée de prêtres qu'avaient bouleversés et fascinés, faute d'une pastorale vivante et réaliste adaptée au monde des pauvres, les grandeurs et misères de l'action politique et syndicale ouvrière et qui, sous le couvert d'une théologie réductrice se réclamant de certaines audaces franciscaines, succombèrent à la tentation de se porter

1. L'abbé Boulrier, *J'étais un prêtre rouge*, Éditions de l'Athanor, 1977, p. 222.

candidats à la sainteté incarnée comme valeur prophétique et manière d'annoncer l'Évangile ?

Ce fut en tout cas assurément ce débat à la conférence de section de Montrouge qui raviva l'intérêt que j'avais pris durant mes études à l'histoire de l'Église. Il est de fait que l'article que je publiai en avril 1954, dans le numéro 54 de *La Nouvelle Critique*, « sur l'affaire des prêtres-ouvriers », fut l'un des moins mauvais de ceux que j'écrivis en ce temps-là. A le relire, il est manifeste que la phase aiguë de ma dérive intellectuelle est en passe de retomber. D'abord, je dresse un historique sérieux, même si partisan, des efforts de l'Église depuis un siècle pour se donner une doctrine sociale qui la rapproche du monde ouvrier. J'analyse ensuite de manière équilibrée les positions communistes. Sans aucune originalité, je réaffirme, citations classiques de Marx et d'Engels à l'appui, l'interprétation matérialiste de la « misère religieuse » (« la religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un monde sans esprit »), mais — est-ce l'effet de ma longue participation, pour y représenter la Fédération communiste de la Seine, au Cartel parisien d'action laïque qui m'a alertée sur les outrances du laïcisme ? — je réaffirme avec non moins de fermeté, cette fois citations de Lénine et Thorez à la clef, le refus communiste de déclarer la guerre à la religion. Et reprenant le mot de Renan : « Oh, les étranges chrétiens que les chrétiens de la peur ! », j'oppose à la politique frileuse de l'Église, à sa condamnation des pères provinciaux de l'ordre de Saint-Dominique (restauré en France par l'apôtre de la démocratie chrétienne, le père Lacordaire), à sa crainte d'un réveil gallican, la politique communiste de la « main tendue » exprimant une volonté d'alliance et de front unique (il est vrai sur la base d'une plate-forme, lutte pour la paix et défense des revendications, qui s'inspirait de près du programme communiste). En somme, je plaçais pour une action commune en faveur de laquelle les communistes allaient jusqu'à s'entremettre entre chrétiens et socialistes « imbus d'anticléricalisme petit-bourgeois ».

Chauds débats car débats à la marge. Ce qui caractérise en effet des militants, ce n'est pas tant leur patriotisme ou égoïsme d'organisation que la nécessité où ils sont de gagner ou de perdre dans leurs rapports concurrentiels avec les plus proches. C'est d'ailleurs par là que se dégage, comme figure historique, le type d'acteur social, aujourd'hui en voie de disparition, qu'est le militant, quelle que soit la cause pour laquelle il milite. Par la suite, quand d'aventure, sans y appartenir moi-même, il m'a été donné d'observer des salles militantes situées en d'autres points du spectre politique ou social, j'ai été frappée des similitudes d'apparence, de comportement, de gestuel, de réactions affectives et même d'odeur avec les salles de militants communistes des années 50. C'est qu'il y a du Fabrice dans tout militant, un mélange d'ingénuité et d'adresse qui tient du bâton d'aveugle, tâtant le terrain et franchissant de dérisoires obstacles sans jamais en comprendre davantage mais faisant par là, avec simplicité et courage, son métier d'homme, d'homme blessé, à jamais handicapé.

Il est de bon ton aujourd'hui, dans les lieux branchés, de dauber sur la médiocrité des cadres communistes. C'est vrai que, notamment parmi ceux

qu'on appelait les collaborateurs du Comité central — des permanents qui, installés à demeure et faisant fonctionner les services, avaient souvent plus de poids que les militants élus mais éloignés du 44 —, le type d'homme le plus courant et très prisé, c'était celui du camarade sérieux, consciencieux, laborieux, honnête, discipliné et sans génie. Des noms d'époque ? Je pense à ceux que j'ai connus et estimés : André Vieuguet, Victor Joannès, Fernand Dupuy, Jean Laffitte.

N'était-ce pourtant que de tristounets bureaucrates ? Un certain nombre, oui, qui s'étaient laissé gagner par la routine paresseuse et satisfaite des « tâches » accomplies plus ou moins mécaniquement et dont ils voulaient faire croire qu'ils étaient accablés, alors que leur journée se passait à somnoler un journal sur les genoux. Ce pourcentage de bons à rien, il existe partout et ce n'est pas le plus grave. Il y en avait aussi un bon nombre qui ne se régalaient, comme dans toute administration, que d'intrigues, coups fourrés, croche-pattes et bonnes fortunes assortis du lot habituel de rancœurs, de ressentiments contre les heureux du jour, les favoris du moment. Rien que de banal. Il reste que, pour saisir le propre des cadres communistes, ce qui compte, ce n'est pas cet envahissement parasite de bureaucrates avachis — toute structure organisée en voie d'institutionnalisation en est pareillement menacée —, c'est plus abstraitement le type de sélection qui résultait du fait que le choix des cadres n'était fondé que sur une expérience bien définie et limitée : l'expérience militante.

Ce qui distinguait entre tous le parti communiste, c'est que, de la tête aux pieds, il n'était qu'un parti de militants, que ses responsables, qui avaient été sélectionnés pour leurs performances militantes, n'étaient que des militants accomplis, comme on disait naguère d'une femme qu'elle était une ménagère accomplie. Cela ne signifie pas qu'ils étaient par nature bornés, mais qu'ils appliquaient les ressources de leur intelligence à résoudre le rang de problèmes qui découle de cette manière d'agir.

Mes fonctions au bureau de la Fédération de la Seine m'ont fait évoluer au cœur de ce réseau de dirigeants et permanents de l'époque. L'une des raisons qui, assez précocement, ont éveillé chez moi une inquiétude diffuse en même temps qu'une obscure impatience fut d'observer que nul n'avait l'air, aucune instance, d'en savoir vraiment plus que ce que je savais moi-même, c'est-à-dire bien peu de choses.

Le secrétariat fédéral qui avait à sa tête Raymond Guyot était alors composé d'hommes et de femmes excellents dans leur catégorie. Ce n'est pas que Raymond Guyot n'eût — profil personnel, constellation familiale, carrière — tout ce qu'il fallait pour justifier quarante ans plus tard le portrait le moins indulgent qui soit. Ce serait là un jeu d'autant plus facile et de bon rapport qu'on ne risque pas d'accabler dans sa personne une victime puisque, jusqu'à sa retraite, prise progressivement à partir de soixante-quinze ans, il est parvenu à se sortir de tous les drames et purges qui ont secoué le mouvement communiste international et son propre parti. Reste qu'il me paraît plus intéressant de discerner ce qui différencie un *apparatchik* communiste de n'importe quel autre gestionnaire dans n'importe quelle organisation moderne, et par exemple ce qui différencie le premier

secrétaire d'une grande fédération communiste, comme était alors Raymond Guyot, du préfet d'un grand département.

Taille moyenne, âge moyen, portant beau sans que cette belle apparence fût par excès déplacée, intelligence moyenne, ne présentant aucun trait qui fût saillant, ne cultivant aucun talent qui fût éclatant, pas même le talent oratoire, ne manifestant aucun goût qui surprît ou confinât à l'excentricité, Raymond Guyot épousait sans effort l'organisation dont il avait reçu la charge en s'inspirant des trois règles qui commandent ordinairement la longévité administrative : la constance, l'expérience, la prudence.

Pourtant, cet homme parfaitement moyen n'avait pas eu qu'une vie grise à son image, à moins d'admettre que le gris dont il s'agit soit un gris acier et que cet homme quelconque, ayant comme absorbé la vigueur, la résistance que procure l'armature organisationnelle, en fût devenu lui-même un homme de fer.

Sa biographie est en effet pleine d'épreuves. Avant d'avoir trente ans — il était né en 1903 d'un père charretier mort d'un accident du travail l'année de sa naissance et il avait été élevé par ses grands-parents maternels, petits cultivateurs du Tonnerrois —, il avait déjà connu la grande misère du propagandiste qui ne vivait alors que de la vente du lot de brochures qu'il emportait avec lui dans ses tournées des départements : Aube, Marne, Haute-Marne relevant de la 7<sup>e</sup> Entente des jeunesses communistes dont il était le secrétaire. Il avait connu le chômage du militant pourchassé dès ses seize ans par ses employeurs successifs, le bureau de la Voie de la compagnie PLM à Tonnerre, un magasin d'alimentation à Troyes ; la maladie qui frappait inexorablement les jeunes gens comme lui, souffrant dans le dénuement et la solitude de la faim et du froid ; la prison, les Bat' d'Af', l'illégalité que lui valut le fait de s'être, dans une province de vieille tradition anarchiste, attaché au « travail anti » (antimilitariste) ; et, *last but not least*, les machiavéliques luttes internes (il fit partie du « groupe Barbé-Célor ») d'un appareil au sein duquel, monté de Tonnerre à Paris pour y occuper bientôt le poste de secrétaire général des Jeunesses communistes, puis initié à Moscou aux arcanes de l'Internationale communiste et de l'Internationale communiste des jeunes (le KIM) dont il fut élu secrétaire à son VI<sup>e</sup> congrès en octobre 1935, il dut apprendre à s'orienter.

Le pire était cependant encore devant lui. De retour de Moscou aux alentours du 20 septembre 1939, mobilisé en décembre, expulsé de la Chambre le 10 janvier 1940 pour être resté assis à son banc quand les députés unanimes, à l'exception des quatre députés communistes venus siéger, avaient rendu debout hommage aux armées françaises, déchu de sa fonction parlementaire, il déserte, passe en Belgique, regagne Moscou. Dix-huit mois plus tard, ayant laissé femme et enfants dans les touffeurs du Kazakhstan où ils ont été évacués, Guyot gagne l'Angleterre par Mourmansk, Reykjavik et l'Écosse pour, en janvier 1942, après entraînement dans une unité parachutiste de l'armée anglaise, être parachuté dans la région de Montpellier tandis qu'en sens inverse des résistants venus de Londres sont parachutés par le NKVD soviétique en Pologne et en Tchécoslovaquie. Installé à Lyon, il dirige dès lors avec Léon Mauvais et Georges Marrane le

PC clandestin de zone sud, et cet homme gris était à ce point gris mais aussi à ce point formé aux contraintes en demi-teinte d'une rigoureuse discipline qu'il tint sa charge jusqu'à ce qu'une jeune femme héroïque, Francine Fromond, sa technicienne radio, l'ayant accompagné dans son périple depuis Moscou, fût arrêtée en juillet 1943, abominablement torturée et, sans avoir parlé, fusillée le 5 août 1944 à l'âge de vingt-sept ans. On peut penser qu'au lendemain de cette terrible « chute » Raymond Guyot fut « mis au vert ». Davantage : retourna-t-il en URSS ? Ce n'est pas exclu puisque au témoignage de Charles Tillon, il fut parachuté en France en décembre 1943, pour la seconde fois donc et porteur des nouvelles directives qui résultaient des convergences tactiques dont étaient convenus Staline et de Gaulle.

Un apparatchik donc, apparemment sans talent particulier, sans imagination sinon sans initiative, dont le maintien « franchouillard », comme on dirait aujourd'hui, et la discrétion parviennent à maquiller une existence pleine d'aléas. Sa supériorité sur tout autre haut fonctionnaire de n'importe quelle autre organisation ou institution publique ou privée ? Sa totale identification aux intérêts de la cause qu'il a embrassée tout jeune et sans retour, ses ressources personnelles entièrement mobilisées et orientées par la soumission aux règles de survie qui commandent la pérennité de l'organisation.

La force et les limites du modèle que, proche de la cinquantaine, Raymond Guyot incarnait à la tête de la Fédération de la Seine (sans que les détails exposés plus haut fussent connus sauf sous la forme de remarques incidentes rares et peu explicites), chacun des militants qui l'entouraient s'en inspirait avec plus ou moins de bonheur.

André Souquière, secrétaire à l'organisation, avait la distinction naturelle, le sens inné du beau, l'affabilité de l'ébéniste d'art qu'il était et des artisans du meuble du faubourg Saint-Antoine. Il avait été aussi, au petit camp de Buchenwald, le commissaire politique d'une des trois compagnies de la brigade dite « d'intervention libératrice », la compagnie Hoche, dont le commissaire militaire était Fernand Belino (le même Belino, ancien d'Espagne et futur adjoint au maire d'Épinay-sur-Seine qui, ouvrier sensible et incroyablement cultivé, imagina de toutes pièces, en véritable artiste, toute la panoplie des activités musicales et théâtrales que, vingt ans avant toutes les autres municipalités, lancèrent et popularisèrent les municipalités communistes des années 50-60). De taille souple et bien prise, un brin coquet malgré la simplicité de sa mise, Souquière avait été, après son retour de déportation, le secrétaire de Maurice Thorez qu'il avait accompagné en Union soviétique lors des cérémonies du 30<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre en 1947. De dix ans plus jeune que Guyot, l'expérience qu'il avait ainsi acquise l'en rendait très proche et explique que sa carrière militante, française et internationale, fut assez égale, scandée par des changements d'affectation qui ne modifiaient guère une trajectoire convenue.

Le numéro 3 de la hiérarchie fédérale, André Karman, secrétaire à la propagande, tranchait, lui, sur le modèle courant du militant solide, simple et jovial, sans qu'on sût exactement à quoi tenait son évidente singularité

Le visage émacié porté par un cou fort, une grande bouche aux lèvres très minces contrastant avec un menton accusé et un nez charnu, un front lumineux qui rejetait dans l'ombre deux oreilles trop décollées, des yeux souvent mi-clos, étirés comme ceux des chats, tout à la fois vifs et voilés par la fumée montant de la cigarette, ce garçon d'apparence chétive, encore qu'il fût carré d'épaules, cachait une âme double, divisée contre elle-même, une âme d'acier qui, au lieu d'être trempé, aurait été ému. Romantique ? Un côté apollinarien de Mal Aimé, mais ce qui le rendait « si malheureux », était-ce le « faux amour » ou plutôt l'idéal dont il s'était épris ? D'où venait qu'il attirait et tenait à distance, que ses yeux restaient tristes même quand il riait ? D'une enfance douloureusement banale pour le natif d'Aubervilliers qu'il était ? Issu d'une famille lorraine qui, dans le dernier tiers du siècle précédent, avait quitté le village mosellan de Grossbliedenstroff pour s'installer aux Quatre-Chemins, dans un quartier écarté où il y avait tant d'émigrés de langue allemande qu'on l'avait surnommé la Petite Prusse, son père, qui avait été gazé en 1918, était mort en 1934 quand André avait dix ans et qu'il se trouvait lui-même en préventorium à l'île d'Oléron. Entré à onze ans aux Pionniers, à treize ans aux Jeunesses communistes en même temps qu'il passait son certificat d'études, il apprend au centre d'apprentissage des jeunes chômeurs du IX<sup>e</sup> le métier de fraiseur et à quinze ans travaille déjà chez Malicet et Blin. La Seconde Guerre mondiale va de nouveau décimer sa famille : une sœur déportée à Ravensbrück, un beau-frère fusillé au mont Valérien, l'oncle qui lui a servi de père incarcéré au bagne de l'île de Ré. Et lui arrêté en mai 1943 : la Santé, la Centrale d'Eysses, la déportation à Dachau. Quand il revient le 11 mai 1945, il a vingt ans et pèse 40 kilos.

Doté d'une « biographie en or », c'est-à-dire conforme en tout point aux critères sur lesquels le Parti tenait à sélectionner ses meilleurs militants — origines sociales, constellation familiale, spécialisation professionnelle, épreuves personnelles —, Karman, après une brève période où il fut donc troisième secrétaire de la Fédération de la Seine, puis premier secrétaire de la nouvelle Fédération Seine Nord-Est, se replia pourtant sur sa mairie d'Aubervilliers. Il en fut, de 1957 à 1984, vingt-sept années durant jusqu'à sa mort, le premier magistrat. Comment l'expliquer ? Je ne sais. Auguste Lecœur à qui je posai la question n'en savait rien non plus et, à tout hasard, ne lui vint — significativement — à l'esprit que cette interrogation : « N'était-il pas juif ? », ce qui aurait en effet pu être une explication suffisante, mais non, vérification faite, il ne l'était pas. Alors ? Peut-être avait-il une personnalité trop riche, trop complexe, une vie intérieure trop fiévreuse — les poèmes écrits à la Santé en témoignent, ainsi que les lettres à sa mère.

Karman ne fut d'ailleurs pas le seul dont l'itinéraire militant se bloqua comme si la machine de sélection, fût-ce au modeste niveau du Comité central, avait eu trop de bons candidats. Toute une pléiade de cadres, Pierre Estradère, Eugène Hénaff, Roger Linet, Jean Chaumeil, Louis Vautier, Auguste Gillot, Lucien Monjauvis, René Kerzreho, René Thoirain, formait, au bureau de la Fédération de la Seine, un véritable groupe de référence

bien que par la suite aucun de ces militants ne réussît à percer. C'étaient des hommes, pour la plupart des métallos, qui avaient fait longuement leurs preuves, notamment dans l'ordre syndical, et qui, après un stage de formation prolongé à l'École centrale d'Arcueil avant guerre, de Choisy-le-Roi et de Viroflay après ou, mieux encore avant comme après la guerre, à Moscou, étaient montés dans l'appareil, puis brusquement, comme arrêtés à un palier, s'étaient immobilisés dans une fonction certes honorable mais confinée et éloignée des centres de décision ou, pire, avaient entamé une lente et démoralisante dégringolade.

Louis Vautier, par exemple, est très représentatif de ce groupe. Jusqu'à trente-deux ans, son parcours, classique, est celui du militant ouvrier, professionnel hautement qualifié et syndicaliste. Né en 1904 dans un minuscule village du bocage normand — Mesnil-Clinchamps près de Saint-Sever dans le Calvados —, il est fils d'un cheminot mort en 1918. Monté à Paris, il travaille quatre mois chez Renault en 1927 avant d'être licencié pour avoir fait grève le 1<sup>er</sup> mai. Il se fait successivement embaucher dans diverses usines métallurgiques dont Voisin à Issy-les-Moulineaux jusqu'à ce qu'il puisse revenir chez Renault vers 1930 et s'y affirmer comme militant syndicaliste et communiste. C'est là qu'au printemps 1936 il joue un rôle central dans le mouvement des grèves qui suit la victoire électorale du Front populaire.

Son destin bascule alors. Élu secrétaire de la section Renault et membre du bureau de la Fédération Paris-Ouest, il quitte l'usine, suit l'École centrale d'Arcueil et devient permanent. L'un des dirigeants communistes clandestins de la région parisienne en 1939, il est arrêté en 1942 et déporté à Buchenwald. A son retour, élu conseiller général de Boulogne-Billancourt, il reprend sa place cette fois au bureau de la Fédération de la Seine où il assure la très importante fonction de responsable aux cadres.

Vient-il un moment où « les cadres » qui ont leur mot à dire chaque fois qu'une décision politique entraîne une modification du dispositif — et quelle décision n'est pas suivie d'une telle modification ? — apparaissent comme ayant acquis un poids excessif, susceptible d'empiéter, à tous les niveaux, sur les responsabilités des premiers secrétaires ? Ou encore, le secteur des cadres étant peuplé — avec Jean Chaumeil qui en est le patron — par des hommes appartenant à la « génération fondatrice » des militants nés au début de siècle et formés au tournant des années 30, n'est-il pas de bonne prévoyance, pour favoriser la succession des générations, d'en renouveler la composition de manière à ce que, rajeunis, « les cadres » favorisent à leur tour la promotion de cadres nés, désormais, dans les années 20 et formés dans l'après-Seconde Guerre mondiale, type Marchais ?

C'est ce qui expliquerait que, comme Chaumeil, Louis Vautier, tout en restant membre du bureau fédéral de la Seine, change radicalement d'affectation et devient secrétaire du Conseil de la paix de la Seine, au moment où le Parti est sollicité d'envoyer des militants éprouvés dans ce secteur d'autant plus sensible qu'il touche de près aux intérêts soviétiques. Ce faisant, Louis Vautier s'éloigne de sa base naturelle : le monde ouvrier, le syndicalisme, le Parti, pour entrer dans une nébuleuse faite de personnalités



traînant après elles des réseaux symboliques d'appartenance et qui fonctionne en parallèle avec la diplomatie internationale et ses jeux. Ouvrier trapu, gouailleur, pour lequel il n'est bon bec que de Paris — et cela ne vaut pas qu'en matière gastronomique —, la fréquentation de « bourgeois » et d'intellectuels l'amuse sans que cela l'épate ni qu'il éprouve le besoin de les imiter dans leurs manières et leurs intérêts. Dans sa nouvelle fonction, Vautier ne saurait être qu'un rouage assurant un de ces points d'appui solide et fiable dont le Parti a besoin pour que ne lui échappe pas ou ne se désagrège prématurément cette nébuleuse. Mais quand, après six ans, vers 1956-1957, vient pour lui le temps de la relève, il n'est plus bon qu'à mélancoliquement gérer l'une de ces « sociétés d'amitié » — en l'occurrence France-Roumanie ! — qui relèvent du contrôle de la section de politique extérieure du PCF. Triste fin de parcours avant une triste retraite dans une triste agglomération de la grande couronne parisienne, Pontault-Combault.

A quoi tient la réussite d'une carrière dans une grande organisation à finalité révolutionnaire ? Georges Marchais n'était marqué d'aucun signe annonciateur. Au contraire. Paul Laurent et Henri Krasucki, entre lesquels je me tenais généralement lors des sessions du Comité, ne se privaient pas de dauber à l'occasion sur ce garçon plus âgé que nous, si apparemment lourdaut, porté à bafouiller et qui, à l'école fédérale, n'avait pas fait d'étincelles. Et pourtant, après la décentralisation de la Fédération de la Seine, quand il fallut trouver pour la nouvelle Fédération Seine-Sud un secrétaire dont Maurice Thorez, député d'Ivry, souhaitait qu'il fût métallo, Madeleine Vincent, déjà désignée pour devenir premier secrétaire de cette fédération, recommanda de choisir Georges Marchais. Elle le connaissait d'Issy-les-Moulineaux où elle demeurait. Il y avait été dès 1949 un très bon militant syndical avant d'aller en 1951 chez Voisin. Marchais se révéla en effet un excellent agitateur et propagandiste, un très bon secrétaire de Fédération.

Peut-être est-ce l'absence de concurrence interne ou sa moindre acuité qui explique qu'au comité fédéral un autre groupe ait eu un relief particulier : celui des militantes affectées « au travail parmi les femmes ».

Le Parti était certes initialement une réalité toute masculine. Ce qui ne signifie pas qu'il n'était composé que de « camarades'zhommes », comme on disait, ni que les hommes y exerçaient un pouvoir de domination machiste mais que son côté féminin était bien issu de sa côte. Beaucoup des femmes qui s'y étaient fait un prénom en acquérant des mérites qui leur étaient propres avaient d'abord été des épouses : Marie-Claude Vaillant-Couturier menait une troupe nombreuse à cet égard — Josette Billoux, Georgette Cadras, Jeannine Chaintron, Fernande Guyot, Germaine Hénaff, Juliette Fajon, Rachel Lefort, Paulette Michaud, Raymonde Nédélec — où se distinguaient les veuves d'autant plus glorieuses que leur glorieux défunt leur avait été notoirement infidèle. Comment ne pas nommer ici la mélancolique Mathilde Gabriel-Péri et l'acariâtre Mme Paul Langevin ? Le couple était d'ailleurs encore une réalité à ce point incontournable qu'il fallait un pendant féminin à tout héros. Inutile d'aller chercher un exemple au loin — les Rosenberg : en France même, figures de proue de la lutte

pour la paix au Viêt-nam, Henri Martin fut flanqué de Raymonde Dien<sup>1</sup>. C'était vrai même des intellectuelles, philosophes ou scientifiques, dont le prestige provenait pourtant bien de leurs propres travaux et statut, Irène Joliot-Curie, Eugénie Cotton, Lucie Prenant, et même des journalistes-vedettes comme ma très chère Dominique Desanti. A défaut, une filiation faisait l'affaire comme dans le cas de la calamiteuse Simone Téry. Dans la catégorie des femmes du monde — d'origine ou par mariage — dont l'élégance, le chic, les qualités d'hôtesse paraient les dîners en ville de la haute société communiste, toutes, Gilberte de Jouvenel, Jeannine Crémieux, Annie Dalsace, Françoise Lecercq, portaient des noms qui avaient du répondant.

Cependant, le couple Thorez-Vermeersch avait introduit une variante très goûtée car elle permettait de distinguer les initiés du vulgaire : la variante constituée par les couples où les hasards de l'existence avaient amené la femme à conserver un patronyme différent de celui de son mari — Aragon/Elsa Triolet, Laurent Casanova/Claudine Chomat, Roger Desormière/Irène Joachim, Guy Ducoloné/Madeleine Vincent, Victor Leduc/Jeanne Modigliani, Pignon/Hélène Parmelin.

Revenons au Comité fédéral. Yvonne Dumont, bientôt remplacée par Madeleine Vincent, s'y appuyait sur une pléiade de militantes, Rose Guérin, Maria Doriath, Madeleine Marzin, Lucienne Mazelin, Jacqueline Chonavel, Adrienne Maire, Pierrette Petitot, Rachel Lefort, Hélène Edeline, Olga Tournade, Marion Liandrat, Marie-Madeleine Colin, Josette Cothias, les unes conseillères municipales, maires, députés de leur localité, les autres responsables syndicales ou de l'UFF<sup>2</sup>. Toutes avaient, l'étant ou non, des allures d'institutrice. Habillées avec la coquetterie appliquée conforme à l'image que les femmes de la petite bourgeoisie se faisaient alors d'elles-mêmes — mais, en l'occurrence, c'était peut-être encore davantage le produit inconscient de leur appartenance à une microsociété mixte (seule Marie-Madeleine Colin, les ongles faits, avait une élégance personnelle) —, c'étaient des femmes courageuses, modestes, actives, dévouées jusqu'à la docilité. Seuls les malheurs de la guerre et les difficultés d'une vie quotidienne harassante avaient parfois durci des cœurs qui auraient sans doute aimé à battre plus vite.

Les institutrices du début du siècle, cette phalange deux fois héroïque de femmes pures, pauvres, solitaires dans leurs écoles écartées, en butte à tous les traquenards tendus par des populations médisantes et mesquines, avaient constitué un groupe profondément novateur. Syndicalistes, pacifistes, animatrices de toutes les formes de protection de l'enfance malheureuse, soucieuses d'innovations pédagogiques fondées sur des méthodes d'éducation active, elles participèrent des forces de rupture qui travaillèrent la société de la Belle Époque.

Les femmes communistes du milieu du siècle recueillirent des bribes de

1. Le 23 février 1950, Raymonde Dien s'était couchée sur les rails pour bloquer en gare de Saint-Pierre-des-Corps un train chargé de matériel militaire à destination de l'Indochine. Elle fut condamnée à un an de prison.

2. UFF : Union des femmes françaises.

cet héritage. La maison de la Villette-aux-Aulnes, *L'Avenir Social*, où furent élevés des orphelins de la guerre d'Espagne, puis de la Résistance, se rattachait aux principes qui avaient été ceux de la Ruche et tenta de mettre en œuvre les idées qui furent à la base du développement des CEMEA<sup>1</sup> dont Gisèle de Failly et le docteur Le Guillant se firent les hérauts.

Mais, pour l'essentiel, sous l'emprise de la souveraine indifférence léninienne à toutes les formes d'expérimentation sociale qui ne se traduisaient pas directement au niveau des rapports de force politique, ces femmes communistes ne se piquèrent pas d'incarner un modèle inédit. Il est vrai qu'elles appartenaient à une génération antérieure à l'apparition de la pilule qui, en 1964, fut le point de départ de la révolution des mœurs des années 60-70. Elles ne firent que doubler la fonction militante masculine. Même quand, ne figurant encore que pour 3,6 p. 100 des délégués à la conférence Paris-Nord de 1937, elles figurèrent déjà pour 17,4 p. 100 à la 10<sup>e</sup> conférence Paris-Ville fin 1945. C'est que, dans ce domaine comme dans tant d'autres, les communistes, hommes et femmes, n'eurent souci que d'élargir et diversifier les formes et les lieux de la pratique militante afin d'accroître leur capacité de recrutement, d'intervention et d'emprise. Sans que fût affaiblie l'homogénéité de leurs rangs fondée sur un ressort à validité universelle, la lutte des classes.

La vie de ces femmes ne fut donc empreinte d'aucune audace personnelle majeure, mais elle ne connut pas non plus les contraignantes et douloureuses extravagances qui furent le lot de la génération féministe des années 70. Elles furent en somme les dernières à tenter le pari peut-être sans panache mais exigeant d'une existence équilibrée entre famille, travail et militance. Sans doute encore y furent-elles portées par le climat général de l'époque qui, sans pétitions de principe ni proclamations natalistes, fut caractérisé par un vigoureux redressement de la natalité. On a, à la fin des années 50, impitoyablement tourné en dérision le combat de retardement que livra Jeannette Vermeersch contre le *birth control*. Combat peut-être perdu d'avance mais dont les raisons n'étaient pas toutes aussi grotesques qu'on a voulu les présenter. Le démantèlement de l'institution familiale et le démaillage de la chaîne sociale qui en est résulté étaient-ils aussi inévitables qu'on le crut après qu'eurent été élevés à la dignité de l'absolu, sans précaution ni contrepartie, des droits et aspirations fondés exclusivement sur la convenance personnelle ?

Jeannette Vermeersch était demeurée fidèle à la vieille idée selon laquelle l'émancipation féminine ne serait pas l'émancipation des femmes de la condition féminine mais l'émancipation de l'oppression et de l'exploitation pesant sur le travail prolétaire des deux sexes. Vieille idée qui avait ses lettres de noblesse, même si elle ne devait pas résister au bouleversement qu'introduisirent la maîtrise de la fécondité puis son radical déclin. Préservant ce à quoi les femmes du peuple étaient encore passionnément attachées et qui allait leur être sous peu arraché sans qu'elles eussent pris conscience de quoi il retournait : la maternité (et pas seulement la « maternité heureuse »),

1. Centres d'études des méthodes d'éducation active.

cette apparence de maternité, vite fait bien fait, cette légère et très fugace obligation à laquelle, à la manière dont les plats surgelés et le four à micro-ondes ont réduit la cuisine, s'est réduite la maternité), c'est cette vieille idée qui explique la popularité réelle dont Jeannette Veermersch jouissait auprès des militantes et qui n'était pas seulement le pendant féminin du culte de la personnalité entourant son époux.

Je n'ai aucune raison particulière d'ignorer à quel point Jeannette exploita tyranniquement la situation qui était la sienne quand son statut de membre du bureau politique se trouva renforcé (ou l'inverse) par son statut d'épouse du secrétaire général. « Elle aurait fait battre des montagnes », me dit un jour en riant Auguste Lecœur, ce en quoi elle ressemblait assez à tout le monde. J'en ai été apparemment victime puisque c'est elle qui, à la commission politique de la conférence fédérale (novembre 1953) où je fus déchargée de mes responsabilités, fut la première à en faire la proposition : « Intelligente, brillante, formée dans le domaine idéologique, travailleuse », j'avais selon elle « le défaut de ne pas savoir écouter les camarades, surtout les simples militants, apprendre auprès d'eux ». Argument passe-partout, un tantinet « ouvriériste » et discutable. J'aimais au contraire questionner les militants ouvriers sur leur métier, les traditions et les mœurs, l'histoire révolutionnaire de leur corporation, et j'avais plutôt le défaut inverse : de m'attacher au caractère anecdotique des choses et des gens. Quant à ma formation idéologique, Jeannette, qui, comme beaucoup, confondait l'aisance à manier la plume ou la parole avec l'exercice de la pensée, avait tort : cette formation était bien insuffisante pour ce qu'elle aurait dû être, même si, en comparaison avec ce qu'elle était chez la plupart des responsables, elle avait ce côté bric-à-brac qui donne à croire que d'incalculables richesses sont cachées là. Mais enfin ses observations étaient tout de même moins bêtes que l'exemple donné par Lucienne Mazelin quand, prenant le relais de Jeannette et pour montrer le mépris où je tenais les militantes, celle-ci avait rappelé le manque d'enthousiasme que j'avais manifesté devant le choix d'une mère de quatorze enfants pour prendre la parole au Rassemblement du peuple de Paris contre les accords de Bonn ! Au demeurant, mon élimination ne fut que le genre de mésaventure propre à toute institution régie par une certaine concurrence interne. Il n'est pas exclu qu'elle ait coïncidé avec mon propre désir encore inconscient. De toute façon, elle fut pour moi une vraie chance : elle accéléra un processus de rupture dont il était important qu'il intervînt quand j'étais encore d'un âge où son bénéfice ne serait pas atténué.

Il reste que Jeannette Veermersch fut une femme qui mérite d'être retenue comme le modèle de la militante ouvrière dans la première moitié du siècle. Issue du sous-prolétariat textile lillois, elle a connu dans toute son horizon le bagne des usines auxquelles des cars de ramassage amenaient chaque jour le cheptel de ses grandes filles efflanquées aux cheveux filasse, au teint flétri, aux yeux délavés ; la promiscuité de ces taudis surpeuplés où s'entassaient des familles d'autant plus nombreuses que, comme chez elle, le chef en était un ivrogne invétéré et brutal. Parvenue à son grand âge, elle se souvient encore que son premier pull-over, usagé, lui avait été offert

par... Anna Pauker avec qui, faute d'autre moyen de couchage, elle avait dû partager son lit quand celle-ci, membre du groupe des délégués du Komintern expédiés à Paris pour « suivre » le PCF, avait accompagné Fried dans sa tournée d'inspection des « rayons » communistes du Nord.

Pour que le goût de la vie et de la lutte survive à une telle jeunesse, il faut une vitalité, une robustesse physique et psychique exceptionnelles. Je ne suivrai pas le général de Gaulle qui, de la comtesse de Portes, la turbulente égérie de Paul Reynaud en 1940, disait : « C'est une dinde... Comme toutes les femmes qui font de la politique » ; mais il est vrai que le plus souvent l'intelligence ne fait rien à l'affaire. Ce qui compte, c'est le tempérament. En un temps où la parole de plein vent était souveraine, la parole chaude, vivante, directe, s'adressant à des auditoires qui demandaient à être captivés, Jeannette Vermeersch fut une grande oratrice populaire dont la voix un peu rauque engendrait l'enthousiasme et l'émotion.

Mais surtout elle était des leurs, fille et sœur de prolétaire, ouvrière révoltée, devenue révolutionnaire, dès lors combattante d'une révolution dont elle ne doutait pas que le prolétariat dût en être sinon l'exclusif, du moins le premier bénéficiaire.

Un après-midi de la fin des années 80, l'une et l'autre vieilles dames bien que je fusse sa cadette, indulgentes l'une à l'autre malgré nos opinions désormais opposées, nous étions ensemble dans son appartement de Choisy-le-Roi dont le côté HLM décent n'était pas effacé par la présence sur les murs de tableaux aux signatures prestigieuses — cadeaux d'artistes immenses faits à Thorez au temps où ils allaient au communisme « comme à la fontaine ». Je l'écoutais me redire avec la même naïve et native âpreté ce qu'avait été ce monde-là, ce monde dont elle ne pouvait admettre qu'il fût englouti...

## Permanente III : responsable à l'idéologie

« Il y a des partis intellectuels comme il y a des partis politiques ; et les partis intellectuels — politiques eux-mêmes — sont beaucoup plus dangereux que les partis politiques — propres — parce qu'ils atteignent l'homme beaucoup plus profondément. »

Péguy, « De la situation faite au parti intellectuel »,  
*Œuvres en prose*, II, Pléiade, p. 547.

Chacun des membres du bureau de la Fédération de la Seine devait donc contribuer au fonctionnement des organes dirigeants de la Fédération. Mais il avait aussi en propre la responsabilité d'un « service », lequel se démultipliait en une cascade d'obligations gigognes. Chargée de l'« éducation », sous le double contrôle du secrétaire de la Fédération, Raymond Guyot, et de la section centrale idéologique où mes interlocuteurs les plus constants étaient Victor Joannès et André Voguet, j'avais à voir avec tout ce qui relevait de l'« idéologie », du « travail » parmi les intellectuels et les étudiants, des actions et mouvements de masse qui exerçaient un fort attrait sur ces milieux comme ceux de la lutte pour la paix, la défense de la laïcité, la défense des libertés.

En priorité, l'« éducation » au sens étroit. Une fois par mois se tenait en soirée une réunion de la section fédérale idéologique composée des directeurs d'écoles fédérales, de responsables à l'éducation et à la diffusion de la littérature des sections, de dirigeants d'organisations « démocratiques, éducatives et culturelles », comme le directeur de l'Université nouvelle. Avec, pour objet, précisais-je dans un article de *France nouvelle* (14 février 1953), « de suivre avec attention les courants d'idées qui traversent le Parti et la classe ouvrière, et d'aider la direction fédérale à diffuser les idées du marxisme-léninisme dans le Parti et dans les masses ». En recueillant les informations et observations que par exemple en décembre 1952 présentaient des militants venus de Levallois, du XVII<sup>e</sup> Ternes, du XVI<sup>e</sup> Trocadéro, de Champigny, du XI<sup>e</sup>, du XVIII<sup>e</sup> Clignancourt, du XVIII<sup>e</sup> Chapelle, de Fontenay, du VIII<sup>e</sup>, du IX<sup>e</sup> Saint-Georges, je me faisais une première idée de la manière dont avaient été reçues et éventuellement appliquées les directives fédérales, comme le montre le cahier — je l'ai sous les yeux —

où à l'époque je consignais les notes prises tout au long des réunions et entretiens auxquels je participais.

L'« éducation » présentait la double face qu'elle offre à quelque type d'élève qu'elle s'adresse, quelles que soient sa substance et ses visées. Libératrice puisqu'elle apprend à apprendre, refait de ses adeptes, surtout quand ils en sont restés à l'acquis du certificat d'études primaires, des lecteurs actifs. Mais oppressive et asservissante, surtout si elle n'est pas conduite, avec le souci d'être critique vis-à-vis d'elle-même, au moins un tantinet sceptique.

Quoi qu'il en soit, cette « éducation », un quadruple dispositif la proposait de manière insistante.

D'abord par un réseau hiérarchique d'« écoles » qui reflétait à sa manière les ambitions et les méthodes qu'avait entretenues l'institution scolaire publique quand les cours du soir dans les écoles communales de quartier offraient à des adultes la possibilité de refaire leurs classes manquées ou d'acquérir de nouvelles qualifications.

Il fallait donc aider les « responsables à l'éducation », membres des bureaux de section, à organiser des « écoles élémentaires ». Beaucoup d'entre eux étaient des instituteurs de métier dont le goût et l'aptitude à enseigner se redéployaient à cette occasion. Mais pas tous, loin de là : noté au hasard, le responsable à l'éducation de Romainville était menuisier, de Rosny-sous-Bois tourneur, du Pré-Saint-Gervais dactylo, de Paris II secrétaire commercial, de Boulogne-Billancourt sous-économe, du XII<sup>e</sup> Bel-Air mécanicien, du XIII<sup>e</sup> Gare postier. Quant aux « élèves », généralement très assidus — sur une école de 22 élèves dans le XV<sup>e</sup>, 16 étaient restés jusqu'au bout —, ils suivaient, une fois par semaine le soir, un cycle de six cours présentés en brochures. Les « professeurs » chargés de les expliquer, commenter, illustrer, devaient aussi les associer à des « travaux pratiques » tels que la rédaction d'un tract ou la préparation d'une prise de parole.

Au-dessus des écoles élémentaires dont il se tenait plus d'une centaine par an dans la Fédération de la Seine, des écoles fédérales, qualifiées d'Écoles fédérales permanentes (EFP), s'étendaient sur quinze jours d'affilée. Ce qui impliquait que la section fédérale des cadres, chargée de recruter chaque promotion d'une vingtaine d'élèves, devait aider les candidats pressentis à se libérer en faisant, avec l'accord de leur conjoint, le sacrifice financier qui résultait de leur absence au travail ou celui de leurs vacances (on n'avait pas alors idée de tricher avec la Sécurité sociale, encore tenue pour une « conquête du peuple » et qui ne devait pas être traitée comme une vache à lait).

À côté de ces EFP, des Écoles fédérales permanentes spécialisées (EFPS) s'adressaient à des élèves engagés dans la même activité militante. Les programmes, les schémas des cours qui servaient de « livre du maître » au cours professoral — lui aussi remanié en conséquence — étaient alors revus pour coller aux préoccupations d'un auditoire plus homogène que d'ordinaire. Au cours de ce même trimestre 1953 se tinrent cinq de ces écoles (dont souvent le nombre des élèves était plus faible) destinées respectivement à des militantes de l'Union des jeunes filles de France (une

vingtaine), à des travailleurs algériens, à des étudiants, à des travailleurs de la RATP, à des métallos de chez Citroën (trois élèves seulement en l'occurrence !). Cette formule permettait de sélectionner, former et tester une équipe, fût-elle restreinte, de cadres à lancer en terrain difficile et qui, sans cette préparation, aurait couru à l'échec. On l'utilisait aussi dans un autre sens : pour « former les formateurs », comme on dirait aujourd'hui, autrement dit les responsables à l'éducation dans les sections.

On s'est beaucoup gaussé de ce système scolaire qui avait en effet les simplismes infantilisants de tout système scolaire multipliés par les simplismes du marxisme-léninisme. L'étude des premières promotions de l'École centrale dans les années 20 et 30 a montré qu'elles subirent un fort taux d'abandons ou de défections. Pour beaucoup de militants néanmoins, leur passage à l'école est resté le moment de leur vie où ils ont découvert en eux-mêmes des ressources qui les élevaient au-dessus de ce qu'ils croyaient être. Jusqu'aux années 70 (où l'institution scolaire publique entra dans une crise qui contamina toutes ses imitations parascolaires), ce fut un passage obligé pour les cadres d'origine ouvrière et on en trouve mention explicite dans presque toutes les biographies d'époque. Enfin, bien d'autres mouvements cherchèrent à copier ces écoles, fût-ce sous la forme dégradée de stages, mais ils n'en imitèrent que le côté instrumental consacré à l'apprentissage des techniques de communication, faute — et c'est tant mieux — de disposer d'un corps de doctrine suffisamment clos pour être l'objet d'une transmission de type scolaire.

Ce premier dispositif se prolongeait par un second plus difficile à mettre en œuvre : il s'agissait d'encourager les comités de section, élargis aux secrétaires de cellule, à se réunir, une fois par mois le samedi après-midi, en cercles d'étude collective, l'étude en question pouvant être (lectures très recommandées) un chapitre de *Fils du Peuple*, un chapitre du Staline de l'année, *Les Problèmes économiques du socialisme*, ou l'un de ces discours ou rapports-fleuves publiés en brochure que sortaient à jet continu les éditions du Parti. Qu'on se souvienne ici que le samedi après-midi était déjà chômé mais que, faute de voiture, de logement spacieux et bien entendu de télévision, il n'y avait ni week-end à la campagne ni calfeutrage chez soi (mais il y avait les « heures supplémentaires » dont l'attrait qu'elles exerçaient sur des ouvriers désireux d'arrondir leur quinzaine était la cible d'une critique amère et véhémement de la part des militants). En décembre 1952, après une « conférence éducative » prononcée par Étienne Fajon devant plus de mille militants, soixante comités de section s'étaient ainsi réunis en cercles d'étude.

Un pas à franchir et, de l'étude collective, on passait à l'étude individuelle. Sans doute l'Université nouvelle continuait-elle à fonctionner sous la direction du successeur de Paul Bouthonnier, Auguste Dumeix, professeur à l'École normale supérieure d'apprentissage où il assumait la formation des professeurs d'enseignement général dans les CET (les LEP d'aujourd'hui). L'Université nouvelle, qui dispensait des cours de philosophie, d'économie politique, d'histoire, d'histoire littéraire, de philosophie des sciences, avait même ouvert des antennes en banlieue, à Montreuil,



Gennevilliers, Gentilly, Villejuif, Issy-les-Moulineaux. Mais les effectifs de ces cours ne se situaient qu'entre trente et soixante auditeurs poussés par le désir de se frotter à une culture désintéressée.

C'est le 7 octobre 1951 qu'après une session du Comité central où Auguste Lecœur avait lancé : « L'amélioration indispensable du travail d'éducation et de la lutte idéologique dans le Parti et hors du Parti dépend de façon décisive de la capacité des militants et cadres communistes à se livrer individuellement à l'étude des œuvres théoriques », le comité fédéral de la Seine fut convoqué avec pour seul point à l'ordre du jour : « La généralisation de l'étude personnelle ». Dans un long article de *France nouvelle* daté du 20 octobre 1951, je rendis compte de cette réunion en situant d'abord celle-ci dans la panoplie déjà existante des formes d'éducation. J'insistai surtout sur le fait qu'elle ne devait pas être « un travail abandonné à la fantaisie » : pour commencer, avant que les plus aguerris s'attaquent à l'étude des *Œuvres* de Maurice Thorez, chaque militant devait prendre pour base à raison d'un chapitre par mois la lecture, plume à la main, de *Fils du Peuple*. A grand renfort de citations — Maurice Thorez : « Il faut réaliser toutes les tâches en veillant au travail collectif afin que tous aient la possibilité de lire, d'étudier, de s'élever politiquement et d'être aussi les éducateurs de la classe ouvrière » ; Karl Marx : « Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seuls ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer et de gravir ses sentiers escarpés » —, je reconnaissais les difficultés : « l'usine, les cadences infernales, pas de table pour travailler, les enfants entassés dans la même pièce, le jardin à faire pour compléter la paye... », et la possibilité de les surmonter en attribuant à chaque « étudiant » un « conseiller d'étude », c'est-à-dire « un camarade qui a déjà suivi une école de section ou une école fédérale, qui a déjà une certaine expérience politique comme membre du comité de section » et qui saura apprendre à « son » élève à « tenir son cahier d'étude, à souligner les phrases importantes, à retrouver le fil des idées du chapitre, à noter ses réflexions personnelles ». D'être ainsi « scolaires » n'était manifestement pas un péché qui nous troublait. Nous avions au contraire poussé l'imitation de ce qui se faisait à la « grande école » — l'école primaire publique — jusqu'à éditer et distribuer des protège-cahiers dont les militants soigneux ont conservé pieusement leur exemplaire personnel<sup>1</sup>.

Le 26 octobre suivant, jour anniversaire de la publication quatorze ans plus tôt de *Fils du Peuple*, treize assemblées présidées chacune par un membre du bureau politique ou du Comité central ouvraient solennellement l'année d'études qu'aurait dû clore le 14 juillet suivant une « distribution de prix » attribués aux études, articles, travaux artistiques dont le sujet répondrait au thème de *Fils du Peuple* (mais, le 14 juillet 1952, la situation ne se prêtait pas à ce genre de festivités).

Comment cette première campagne pour l'étude individuelle fut-elle accueillie ? « Les premiers résultats sont positifs », écrivais-je sobrement,

---

1. Cf. en annexe la reproduction d'un de ces protège-cahiers.

toujours dans *France nouvelle*, le 19 janvier 1952, en estimant à cinq mille le nombre de militants qui avaient pris l'affaire à cœur et s'étaient inscrits dans leur section — cent sept par exemple dans le XV<sup>e</sup> Vaugirard, quatre-vingt-un dans le XIV<sup>e</sup> Plaisance, soixante dans le XI<sup>e</sup> Roquette, quarante dans le XVIII<sup>e</sup> Chapelle, en majorité des ouvriers de grosses et petites entreprises, après quelques hésitations des femmes en nombre appréciable, et surtout beaucoup de très jeunes garçons et filles de seize à dix-sept ans. Quelques sections qui disposaient d'un local assez vaste avaient aménagé une pièce en salle de lecture et d'étude, pourvue des livres indispensables et fréquentée par ceux dont l'étroitesse du logement rendait impossible l'étude à domicile. Par centaines, les membres de comités de section, les secrétaires de cellule, les dirigeants des organisations de masse s'étaient offerts comme conseillers d'étude : dans le XIV<sup>e</sup>, pour quatre-vingt-un élèves, ils étaient vingt et un. Je n'en soulignai pas moins les difficultés déjà apparues : la tendance des conseillers d'étude à imposer à leurs élèves « des formes tatillonnes d'inquisition et de contrôle » en les forçant à se plier à des règles identiques dans tous les cas ; la tendance des élèves à prendre dogmatiquement ce qu'ils lisaient pour argent comptant, « à appliquer mécaniquement à la situation actuelle » ce que Maurice Thorez avait écrit en 1930 et, à partir de là, « à mettre en doute la ligne actuelle du Parti au nom de "ce qui est écrit" ou bien condamner "ce qui est écrit" au nom de la ligne actuelle. » Cahin-caha cependant, le goût de la lecture se développait. La preuve indirecte en était que de 16 000 en novembre 1951, la diffusion des *Œuvres* de Maurice Thorez avait bondi au 15 mai 1952 au chiffre de 40 000 exemplaires vendus.

Pour aider et soutenir l'effort personnel qu'encourageaient de leur côté *France nouvelle* et les *Cahiers du communisme*, le bulletin, *Apprendre*, et une « conférence éducative » (comme celle prononcée en octobre 1952 par François Billoux à la Grange-aux-Belles sur « le projet des statuts du Parti de Lénine et de Staline et les principes de Lénine » dont la diffusion atteignit le chiffre de 9 062 exemplaires) fourniraient chaque mois des explications complémentaires, assorties d'une bibliographie et de références qui incluaient aussi bien des ouvrages théoriques tels que *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, *L'État et la Révolution*, le *Précis d'Histoire du PC (b) de l'URSS* ou *Les Questions du léninisme* que des romans, le tome I des *Communistes* d'Aragon, *Le Premier Choc* d'André Stil ou *Aurore du Nord* de N. Nikitine.

À quoi correspondait cet effort considérable pour mettre en place, sous la houlette des responsables à l'éducation dans chaque section, avec des élèves inscrits conduits par un collectif de conseillers d'étude, l'équivalent de ce qu'avaient été dans les années 30 les CDH<sup>1</sup> pour la lecture et la diffusion de *L'Humanité* ? En pleine guerre froide, le Parti était tenaillé lui aussi comme toute la planète par la peur de la guerre atomique. Refoulé de la plupart des positions de pouvoir qu'il avait occupées depuis 1944 dans l'État et la société civile, isolé de la scène politique française par le rideau

1. Comités de défense de *L'Humanité*.

de fer qui le séparait de la SFIO, il avait à gérer un recul brutal de ses propres effectifs, ce qui signifiait qu'il était abandonné de beaucoup des siens venus en des heures plus plaisantes. Il se retrouvait perdu sur les arrières de la ligne de front qui partageait un monde dont les deux moitiés étaient en procès impitoyable l'une avec l'autre. En témoignaient les réquisitoires dressés pour espionnage de manière apparemment parallèle : d'un côté, contre les époux Rosenberg, dernières proies du maccarthysme et de la « chasse aux sorcières » ; de l'autre, contre Slansky et ses coaccusés (l'affaire Marty-Tillon servant en France de relais et de caution). Harcelé enfin par la répression dont l'arrestation de Jacques Duclos en mai 1952, la levée de l'immunité parlementaire de certains députés communistes, l'emprisonnement pour complot de quelques-uns des dirigeants de la Jeunesse communiste n'étaient que les modalités les plus ostentatoires, le PCF, comme dans une forteresse assiégée, croyait-il devoir blinder les cœurs et passer le temps en s'abîmant dans la lecture et l'étude ? En tout cas, comme il en fut dans toutes les périodes sombres de son histoire — et c'est pourquoi quarante ans plus tard il veut encore interpréter en termes de cette sorte ce qui risque d'être en réalité la phase ultime de son existence historique —, il plaçait sous le signe de la *résistance* aux mauvais jours l'étude de ses classiques et de ses maîtres à penser. C'est donc une erreur de perspective que de voir dans ce jdanovisme manichéen, du moins en France, l'expression tragique d'une dérive triomphaliste et conquérante d'un camp socialiste en pleine possession de ses moyens.

Cette campagne pour l'étude individuelle ne pouvait que relancer — et c'était le quatrième volet du dispositif — l'acquisition des instruments de travail indispensables.

Déjà, depuis sa nouvelle édition revue et mise à jour sortie en 1949, la diffusion de *Fils du Peuple* avait fait l'objet d'une formidable campagne ponctuée par les populaires, populeuses et stakhanovistes séances de vente-signature auxquelles par toute la France se prêtait avec conscience Maurice Thorez. Le cinquantième anniversaire de celui-ci en avril 1950, sur le modèle, un cran au-dessous, des solennités qui, l'année précédente, avaient marqué la célébration du soixante-dixième anniversaire de Staline, donna lieu à d'étonnantes initiatives en matière d'édition comme par exemple la publication en yiddish de l'autobiographie du secrétaire général.

Il n'est pas interdit, bien au contraire, d'établir un rapport entre le succès de la diffusion de *Fils du Peuple* dans l'automne 49 — 76 900 exemplaires vendus en trois semaines, 304 877 au bout du mois — et la cristallisation de la mouture française du culte de la personnalité dont militants, presse, appareil, dirigeants se faisaient les zélotes en parlant familièrement du PCF comme du « parti de Maurice Thorez ». A condition, tout de même, de reconnaître d'abord que *Fils du Peuple* était, dans son genre, une remarquable réussite : le simple et vivant récit de la rencontre entre un jeune garçon issu de l'univers de la mine avec le communisme dans sa version d'époque telle qu'elle paraissait avoir triomphé en Russie, et ce qui en résulta. Il est d'ailleurs aussi dérisoire de contester que Thorez fût « du peuple » sous prétexte que, bâtard, il n'était qu'un fils légitimé de

mineur<sup>1</sup> que de tenir son autobiographie pour un travail dû exclusivement à des « nègres » et à des « revizors » kominterniens, même si Joanny Berlioz, Jean Fréville et André Wierzbolowicz y ont mis la main à un stade ou un autre de sa rédaction<sup>2</sup>.

Deux ou trois ans plus tard, à *Fils du Peuple* s'ajoutaient les *Œuvres* de Maurice Thorez et, après le XIX<sup>e</sup> congrès du PCUS, la brochure de Staline, *Problèmes économiques du socialisme en URSS* dont la traduction française avait été jointe au numéro spécial des *Cahiers du communisme* qui, en novembre 1952, avaient rendu compte des travaux du congrès soviétique.

Il y avait bien eu antérieurement des « mois du livre » dont les services commerciaux du CDLP (le Centre de diffusion du livre et de la presse) attendaient une poussée d'achats notamment de la part des bibliothèques scolaires, municipales ou d'entreprises : par exemple en avril 1952 un mois du livre organisé par la Fédération de la Seine. La séance inaugurale avait été marquée par un discours de Jacques Duclos, « Le livre progressiste et le combat du peuple français » que publiait en mai 1952 *La Nouvelle Critique*, et par une conférence d'Aragon sur Victor Hugo dont on fêtait le cent cinquantième anniversaire de la naissance. Mais cette forme de promotion ne donnait que des résultats éphémères.

Il s'agissait d'aller plus au fond des choses. Déjà, à l'automne 1938, sous la direction d'un militant autrichien, mandaté par l'Internationale communiste, Wertheim<sup>3</sup>, plus connu à Paris sous le nom de Bertrand (c'est sous ce nom qu'il gérait une librairie de Montparnasse), Pierre Villon, qui venait de passer trois ans à collaborer avec Jacques Duclos et Florimond Bonte à la section de propagande du Comité Central, avait été chargé de coordonner les trois maisons du Parti : le Bureau d'édition, les Éditions Sociales Internationales (ESI) dont le directeur était Léon Moussinac et le CDLP. Le Bureau d'édition ne s'occupait que d'ouvrages théoriques et politiques. Continuité des vocations : quinze ans plus tôt, son directeur, René Hilsum, avait fondé à l'enseigne du « Sans Pareil » une maison d'édition-librairie qui avait publié dadaïstes et surréalistes — notamment Breton, Soupault, Aragon ; un demi-siècle plus tard, c'est le fils de René Hilsum, François, dont on se souvient qu'il avait acquis la qualification de chaudronnier pour appartenir de droit à la classe ouvrière bien qu'il comptât dans sa lignée onze générations de grands banquiers judéo-hollandais, qui

1. Cf. p. 442, note 1.

2. La polémique sur ce point n'a plus lieu d'être depuis la publication du témoignage de Victor Fay, intime ami de Fréville : « Maurice Thorez donnait des indications, les lignes directrices, racontait des anecdotes, des faits marquants. Fréville prenait des notes détaillées, rédigeait le texte, puis le confiait à taper à André Wierzbolowicz, l'ancien libraire du Parti, devenu son secrétaire. Après la mort de Fréville en 1971, André prétendit, dans une lettre au *Monde*, être l'auteur de *Fils du Peuple*. Je le démens formellement. J'étais au courant de la façon dont Thorez et Fréville collaboraient et j'ai vu les carnets de notes de Fréville. André a simplement dactylographié le livre en proposant parfois d'ajouter des expressions populaires que Fréville acceptait ou rejetait. » (V. Fay, *La Flamme et la cendre*, Presses universitaires de Vincennes, 1989, p. 78).

3. Un an plus tôt, en 1937, c'est aussi un militant autrichien, Fritz Glaubauf, qui fut envoyé en France prendre la direction de l'École centrale du Parti, alors installée à Arcueil.

dirige à son tour les Éditions Messidor ! Quant à Villon, à l'issue de deux voyages d'études qui l'avaient amené en Grande-Bretagne, en Belgique et aux Pays-Bas, il avait rapporté trois idées d'avenir : créer des clubs du livre assurant à leurs abonnés l'envoi d'un ouvrage par mois ; fabriquer des livres brochés, cartonnés et déjà coupés (c'est de là que sortira le livre de poche) ; mettre sur pied un système de diffusion militante qui emploierait des retraités.

Il fallait renouer avec ces idées — et notamment la troisième. Aussi la diffusion de cette « littérature », comme la tradition révolutionnaire russe désignait ce genre d'écrit, devait-elle faire désormais dans les sections du Parti l'objet d'un « plan de travail ». Par exemple le XX<sup>e</sup> Ménilmontant, qui s'était fixé l'objectif de diffuser 1 750 exemplaires de la brochure de Staline, avait prévu d'inviter par lettre personnelle des dirigeants de syndicat, des cadres et techniciens, des enseignants, des militants socialistes de l'arrondissement à une vente-signature qui se tiendrait le 4 janvier au siège de la section. Annoncée par affiches, panneaux à la porte des entreprises et large envoi de cartes d'invitation, aurait lieu deux jours plus tard une conférence publique assortie de la projection d'un film. Réuni enfin en cercle d'étude le 14 janvier, le comité de section n'aurait plus qu'à charger chacun de ses membres de présider l'une des assemblées générales publiques de cellule au cours desquelles des « tables de littérature » offriraient en bonne place la brochure de Staline. Une cellule avait déjà promis d'en prendre à elle seule une centaine ; une autre avait décidé d'en prendre deux fois le nombre de ses membres ; la cellule interentreprise des enseignants du XX<sup>e</sup> se faisait fort de convaincre chaque collègue d'en faire l'acquisition ; l'UJRF espérait en placer deux cents.

La section de Stains (430 adhérents) dont le responsable à la littérature était un certain J. Ralite, le futur ministre communiste de la Santé publique dans le gouvernement Mauroy au début des années 80, avait, elle, dressé un plan de travail pour la diffusion de trois cents brochures de Staline et autant du rapport Malenkov. Grâce à l'émulation qui s'était développée entre les cellules d'entreprise de la SCMS de Stains et de la SNCASE de La Courneuve, le chiffre des brochures de Staline pris au CDLP s'était finalement élevé à 573. A Orly, le comité de parti des huit cellules de l'aéroport avait aussi son plan pour la diffusion, après révision en hausse, de 300 Staline, 300 Malenkov et 150 Billoux. Une cellule d'Air France, forte seulement de 12 membres, en avait diffusé à elle seule 100 exemplaires. Après une réunion publique consacrée aux réalisations aéronautiques soviétiques, trois cellules avaient décidé d'ouvrir un cercle d'études pour être mieux à même de répondre aux questions qui leur avaient été posées.

C'était là, comme on disait, de « bon exemples ». Mais point isolés. Le XIX<sup>e</sup> Fabien se proposait un effort particulier en direction d'une entreprise qui fabriquait des radars. Le XVII<sup>e</sup> Épinette avait porté en délégation l'ouvrage de Staline au siège de la section socialiste. Le XI<sup>e</sup> Roquette avait réussi à susciter un grand élan en faveur du numéro spécial des *Cahiers du communisme*. Le IX<sup>e</sup> Rochechouart en avait fait, avec l'aide des CDH, une vente de masse dans la rue. Le XV<sup>e</sup> Saint-Lambert avait

surtout réussi, au cours d'une kermesse, à persuader ses cellules locales de vendre la brochure de Staline au porte-à-porte. Le responsable de la section de Levallois, « qui avait commis l'erreur personnelle de penser que l'ouvrage de Staline n'était pas accessible aux larges masses », s'était aperçu que le seul nom de Staline suffisait à attirer le chaland ; il fallait selon lui éditer un tract centré sur la personnalité de l'auteur ; mais il attirait aussi l'attention sur les dangers que, selon lui, recelait un stockage inconsidéré au siège des sections. J'écrivais d'ailleurs moi-même dans *France nouvelle*, le 31 janvier 1953, qu'il ne suffisait pas « de comptabiliser la prise des sections. Il faut encore vérifier le placement réel de ces prises. Il ne faut pas permettre que des ouvrages de Staline s'accumulent inutiles dans les permanences ». Ce qui impliquait que les sections fussent mises en demeure d'éponger leurs dettes au CDLP !

Il revenait à la section fédérale idéologique et par conséquent à moi-même de suivre la campagne « pour la diffusion et l'étude de l'ouvrage scientifique de J. Staline ». Du 6 au 20 décembre 1952, seize « kermesses du livre » et pour toute la période des fêtes de Noël et du jour de l'an, plus de trente manifestations : causeries, ventes-signatures, soirées ou après-midi du livre, parfois agrémentées d'un film (soviétique), toujours animées par la présence d'écrivains, d'artistes, de peintres, avaient été mises sur pied : à Bagnolet, à Ivry (40 000 francs de livres vendus au cours de la soirée, soit, au prix moyen unitaire de 275 francs, près de 145 ouvrages), dans le XII<sup>e</sup> gare de Lyon, à Asnières, etc. Le XI<sup>e</sup> Diderot (plus de 100 000 francs de livres vendus pendant un mois de livre), Aubervilliers, Drancy (où Raymond Guyot, qui avait été délégué au XIX<sup>e</sup> congrès du PCUS, signa 400 brochures de Staline), le XX<sup>e</sup> (où un dimanche matin Étienne Fajon avait signé 250 brochures du même), Le Perreux avaient organisé des ventes-signatures. Au total près de 1 500 000 francs de livres vendus au cours de ces différentes manifestations.

La Fédération de la Seine s'était fixé pour objectif, dès novembre 1952, d'avoir placé 50 000 brochures de Staline à la date du 20 janvier suivant, jour anniversaire de la mort de Lénine. Dès le 11 janvier, dix jours avant la date fixée, cet objectif était atteint, malgré un démarrage difficile. De 4 000 le 18 novembre, la diffusion était montée à 9 720 le 9 décembre, à 17 000 le 11 décembre, à 30 000 le 24 décembre. Cependant, à cette dernière date, vingt-cinq sections n'avaient encore commandé aucune brochure, certes souvent de petites sections, Bonneuil, Bry-sur-Marne, Le Plessis-Robinson, Fresnes, Villemomble ou Thiais, mais aussi de grosses sections, Choisy-le-Roi, Gentilly, La Courneuve, Nanterre, qui plus est des sections de communes dotées d'une municipalité communiste. Une dizaine de sections en outre n'en avaient commandé qu'un nombre très réduit — moins de 25. Sept sections (le IX<sup>e</sup> Rochechouart avec 900 brochures effectivement diffusées, Arcueil, le VI<sup>e</sup>, Boulogne, Courbevoie, Ivry avec 1 750, Montrouge) se plaçaient en tête avec des commandes allant jusqu'à dépasser 500. A Ivry, on avait même imaginé de vendre des filets à provisions garnis pour, avec le bénéfice réalisé, distribuer gratuitement l'ouvrage de Staline. Le 15 janvier 1953, un nouveau bilan faisait état du chiffre de 55 742

brochures de Staline commandées. Une seule section, Fresnes, n'en avait pris aucune ; 65 sections en avaient placé un nombre supérieur à la moitié du nombre de leurs adhérents, 24 un nombre supérieur au chiffre total de leurs effectifs. Une ombre au tableau : les cellules d'entreprise avaient été moins actives et la brochure avait peu pénétré par leur canal, bien que, dans une section comme le XVII<sup>e</sup> Épinette, la remise de la carte 1953 « de l'étau à l'étau » se fût accompagnée de la remise de la brochure, ce qui avait permis à cette section d'être la première à avoir, à la fois, terminé la reprise des cartes et atteint son objectif de diffusion.

De la brochure théorique ou politique que prisait le militant déjà confirmé, comment, en pensant à sa famille, à ses proches, à ses camarades moins engagés, ne pas passer à la diffusion militante du livre dans sa définition la plus générale, de la vraie « littérature » quand le terme n'est pas codé, bref des romans ? Ce fut l'objet de 1950 à 1952 des « batailles du livre ». En 1952-1953, furent installées auprès des cellules, au siège des sections et des organisations de masse, des bibliothèques de prêt auxquelles on conféra le nom de « Bibliothèques des batailles du livre » (BBL). Elles offraient au choix pour un prix globalement modique quatre tranches de 25, 52, 77 ou 103 ouvrages parmi lesquels, à côté de textes théoriques et politiques français et soviétiques, on trouvait des « classiques du peuple », Alexandre Dumas, Jules Verne, Eugène Le Roy (*Jacquou le Croquant*), Jules Vallès (*L'Enfant*, *Le Bachelier*, *L'Insurgé*), mais aussi Anatole France (*Crainquebille*), Hugo (*Les Misérables*), Maupassant (*Boule-de-Suif*), Mérimée (*Carmen*), Zola (*Au bonheur des dames* et *Germinal*), Romain Rolland (*Colas Breugnon*), *Le Père Goriot* de Balzac, *Lucien Leuwen* de Stendhal, *L'Éducation sentimentale* de Flaubert. Sans compter les « classiques » étrangers, tels De Coster (*Till Uylenspiegel*), Gorki (*La Mère*), Dickens, Tolstoï (*Récits de Sébastopol*), Dostoïevski (*Nietotchka Niezvanov*), Amado ou Neruda.

Batailles du livre et BBL donnèrent par la suite lieu à des jugements sévères ou narquois. On y a vu le résultat de consignes adressées à ses sections nationales par le Kominform ; un artifice dont le souci premier n'était pas d'aider à la diffusion du livre dans un monde ouvrier qui ne lisait guère, mais de trouver des occasions nouvelles pour populariser, en temps de guerre froide, la « lutte pour la paix » ; une contre-attaque concertée destinée à faire barrage au flot d'une littérature venue d'outre-Atlantique et, nourrie qu'elle était des « tares de l'impérialisme américain », dénoncée comme décadente, belliciste et pornographique ; le narcissisme benêt d'écrivains, pour la plupart bien médiocres et paroissiaux, qui découvriraient avec ravissement que, contre toute attente, ils avaient un public, mieux, un public ouvrier, ce qui, selon les critères d'époque, était doublement méritoire et exaltant.

Tout cela n'est probablement pas faux. Mais le succès, au demeurant éphémère, limité et d'ailleurs gonflé des batailles du livre s'inscrit, me semble-t-il, davantage dans le respect, sans doute naïf et biaisé, que les militants communistes étaient formés à porter à la lecture et à l'étude. Il est de fait qu'en pénétrant dans un logement ouvrier on pouvait reconnaître au

premier coup d'œil si le locataire était membre du Parti : par la présence, dans la salle de séjour, d'une étagère chargée, pas seulement de brochures, mais de livres<sup>1</sup>. L'attention accordée à la diffusion du livre au début des années 50 n'a-t-elle pas d'ailleurs été un signe précurseur de l'élargissement que va connaître le concept même de politique quand, vingt ou trente ans plus tard, la culture deviendra un champ de manœuvre où s'ébattront tous les partis politiques et un territoire qu'annexera à son tour l'État. Des « batailles du livre » à ces « modernes cathédrales » que furent les maisons de la culture des années 60, n'est-ce pas, comme l'a dit Bernard Frank des initiatives chères à Malraux, « ce qui reste du communisme quand on a tout oublié » ? Et la crise d'identité dans laquelle est plongée la France depuis vingt ans n'est-elle pas pour une part le produit de l'américanisation qu'a subie notamment la culture populaire, même si ce fut moins grave que la stalinisation de l'intelligence fascinée par le « modèle soviétique » ?

Faut-il considérer que tout le côté éventuellement positif de l'entreprise se trouvait n'importe comment annulé du fait qu'elle était fondée sur une conception « jdanovienne » qui ne reconnaissait pour de la littérature que les œuvres se réclamant agressivement du réalisme socialiste ? C'est à l'évidence très exagéré. On trouve bien dans le catalogue des BBL Jean Laffite, André Stil, Simone Téry, André Wurmser, Claude Morgan, Pierre Courtade dont les romans à des degrés divers étaient en effet, sous couvert de réalisme socialiste, d'une consternante platitude. Par ailleurs une BBL de quartier, à Stains, qui touchait 52 personnes et avait prêté 542 livres depuis sa création, dix-huit mois plus tôt, avait observé que ce qui avait le plus de succès, c'était la littérature soviétique dont le réalisme socialiste était pur jus : *Un homme véritable* (26 lecteurs) ; *Une place au soleil* (19) ; *La lumière à Koordi* (18) ; *Solitude* (16) ; *La Jeune Garde* (15) ; *L'Étoile* (14) ; *Le Chemin de la vie* (13). Mais les emprunts ne se limitaient pas à ce rayon des BBL.

En réalité, l'acidité du ton sur lequel par la suite on a évoqué les batailles du livre — comme d'ailleurs les ventes du CNE qui, s'adressant à un tout autre public, déroulaient leurs fastes annuels par exemple dans les salons et jardins de la Maison de la Pensée — tenait à un fait contingent : le rôle central qu'Elsa Triolet avait joué dans toute l'affaire.

Je ne comptais pas parmi les familiers des Aragon. Sans doute m'est-il arrivé d'accompagner Laurent Casanova s'il avait à passer rue de la Sourdière et, dans le bureau de Louis encombré comme l'était le cabinet d'un « nid de gentilhomme<sup>2</sup> » russe, de petits meubles, de tentures, d'un fauteuil Voltaire à bande centrale ornée de fleurs géométriques, de tapis de table et de tablettes enjuponnées, d'un buste, de toiles non encadrées

1. Peut-être cette observation est-elle à rapprocher des résultats d'une enquête de l'INSEE (*Économie et Statistique*, juillet 1990) indiquant qu'en 1990 12,6 % des lycéens et 4,3 % des étudiants ne lisent jamais de livre tandis que ceux d'entre eux qui lisent au moins un livre par mois chute de 72,2 % à 44,6 % chez les premiers et de 93,65 % à 67,5 % chez les seconds. L'INSEE note encore qu'une chute de même ampleur s'observe dans la population en général.

2. Cf. Ivan Tourgueniev, *Une nichée de gentilshommes*. Mœurs de la vie de province en Russie.



pendant comme des banderoles, d'un petit Dali et d'un grand Tanguy, de fleurs en pot ou séchées, de livres bien sûr — des éditions romantiques et la poésie courtoise des troubadours —, je me dissimulais, assise près de la cheminée sur un pouf, tandis que Louis, comme à son habitude, déambulait et pérorait. Il m'est aussi arrivé d'avoir à rencontrer Louis dans son bureau de *Ce Soir* ou des *Lettres françaises*. Sans doute enfin, précisément dans le cours de cette bataille du livre pour laquelle elle avait besoin de prendre appui sur l'appareil fédéral, Elsa est-elle venue seule un jour chez moi où j'étais retenue, ayant à garder l'un de mes enfants.

Je n'ai donc aucun titre à formuler en connaissance de cause, un jugement quelconque sur la personnalité si controversée d'Elsa Triolet. Tout ce que je peux dire, c'est qu'elle a joué dans ma formation un rôle éminent, le sût-elle ou non, dont je lui suis redevable. J'étais assez fine pour pressentir qu'elle éprouvait à mon égard la méfiance qu'une femme vieillissante éprouve à l'égard d'une autre de trente ans plus jeune même si cette autre n'est pas portée à jouer avec insolence de son âge — et Dieu sait que je ne l'étais pas ; en outre, la légendaire séduction dont Louis était universellement crédité, je n'y étais pas sensible. Il me fatiguait plutôt, avec sa bougeotte et son intempérance de parole. Je ne souhaitais donc ni exaspérer ni désarmer cette méfiance sans objet. Je voulais seulement observer et admirer. Quoi ?

La beauté d'Elsa ? Je ne sais toujours qu'en penser. La série des fusains et dessins qu'Henri Matisse a faits d'elle en 1946, et qui sont reproduits dans *Henri Matisse*, roman (Aragon, 1971), me paraît totalement infidèle au modèle. Elle était alors dans sa cinquantième année : en la rajeunissant exagérément, ils vulgarisent Elsa, qui n'était ni du genre belle fille toute simple ni du genre fille libérée, aguicheuse ou mutine. Espiègle ? Oui, peut-être, de cette espièglerie « typique des futuristes, qu'on retrouvait chez Chklovski, Maïakovski, les imaginistes, les membres de la société "La queue d'âne" qui furent tous des habitués du café littéraire moscovite *La Stalle de Pégase* », comme l'écrit Nina Berbérova<sup>1</sup>.

Elsa avait la densité d'une météorite chue dans le champ de ruines de ce Parnasse russe sur lequel « la nuit était tombée » (Nabokov). « Nous avons passé ces vingt ans, écrit encore Berbérova, coincés entre l'Union soviétique et les grandes figures de l'ancienne Russie qui disparaissaient petit à petit, entre notre propre impuissance et le dur visage de la France moderne. » Dans ce monde rompu, tendu et changeant de l'émigration, toutes les attitudes, tous les comportements étaient recevables. Il y avait ceux qui refusaient de se considérer comme des émigrés, tel Evgueni Zamiatine, qui avait reçu, lui, l'autorisation de quitter l'URSS après y avoir été condamné à la peine capitale et qui mourra à Paris en 1937 ; ceux qui ne voulaient que survivre sans que la consistance concrète à donner à ce verbe fût précisée ; ceux qui, surtout parmi les juifs, tournaient la page et s'approprièrent à entamer, telle Sonia Delaunay, la longue marche vers l'intégration dans la collectivité française ; ceux qui, assis sur leurs valises perpétuellement entrouvertes, méditaient de retourner soit dans la Russie

1. Nina Berbérova, *C'est moi qui souligne. Autobiographie*, Actes Sud, 1989, p. 294.

ressuscitée, soit dans l'Union soviétique de Staline ; ceux, pour finir, qui comme Ehrenbourg, Prokofiev en 1932, Gorki en 1933 y retournèrent bel et bien.

Aragon avait-il aimé les dessins d'Elsa par Matisse, ce n'est pas sûr. A l'exception peut-être de celui où Matisse a accepté d'en rendre le visage fermé, la joue soutenue par une main à peine esquissée. Pour moi, le portrait d'Elsa où je la retrouve, c'est le dessin qu'en a fait Boris Taslitzki en 1956 et dont il m'a donné une épreuve. Elle a alors soixante ans : qui le croirait ? Ses yeux, son nez, sa bouche le signifient : « Non, je ne me laisserai pas faire ! » Et puis elle rendit les armes, se déguisa en vieille — ce fut ma dernière vision d'elle un jour où je la croisai au Printemps, remorquée par Louis — et mourut.

La réussite du portrait d'Elsa par Boris est-elle due aux affinités secrètes et au respect réciproque du peintre et de son modèle ? Il est de fait qu'Elsa, pour créer le héros de son roman, *Le Rendez-Vous des étrangers*, s'inspira (trop superficiellement à mon goût, trop vu de l'extérieur) de Boris, cet homme d'une prestance et d'un charme magnifiques dont le grand accueil — « bonjour, ma belle ! » — dans son atelier à la porte perpétuellement ouverte sur une cour superbe et délabrée de la rue Campagne-Première<sup>1</sup> faisait pressentir ce qu'il avait retenu de la dignité de sa mère, morte à Auschwitz, et du milieu de l'immigration révolutionnaire judéo-russe d'avant 1914 où il avait grandi. Fils de l'un de ces révolutionnaires de 1905 qui s'engagèrent en août 1914 dans l'armée française et furent bientôt tués, sa mère, couturière à domicile, remariée avec un autre juif russe dépenaillé bien qu'il fût le frère d'Aniouta Fumet, Boris avait dès ses vingt ans traîné à Montparnasse la misère de l'artiste, mais il ne s'y était pas complu : il avait préféré embrasser sans retour la foi communiste dont, encore une fois à sa manière large, il devait acquitter le prix. Démobilisé en octobre 1940, après un an passé à Aubusson auprès de Jean Lurçat, il est arrêté dans le Lot en novembre 1941 et récolte le mois suivant une condamnation à deux ans que lui inflige le tribunal militaire de la 13<sup>e</sup> Région à Clermont-Ferrand. La Maison centrale de Riom le garde dix-sept mois jusqu'à ce que la justice civile s'aperçoive qu'il ne dépend pas d'elle. Ce qui le fait expédier en avril 1943 à la prison militaire de Mauzac en Dordogne, d'où, à l'expiration de sa peine, il est envoyé au camp d'internement administratif de Saint-Sulpice-la-Pointe près d'Albi. Le 31 juillet 1944 les mille hommes de ce camp — communistes, gaullistes, droits communs — sont déportés à Buchenwald. De tous ces lieux de détention, Boris a rapporté carnets de croquis, portraits et dessins qui sont parmi les plus beaux réalisés en captivité.

« Tout le monde l'adorait », écrit Elsa, et c'est bien vrai si l'on excepte le petit monde des confrères et des marchands (que, timide et orgueilleux, il fuyait maladivement). Si l'on excepte aussi certains hiérarques du Parti qui ne voyaient pas pourquoi entourer d'égards un homme qui leur était tout dévoué. En 1953, lors de la querelle autour de Picasso, il fallut pour que

---

1. C'est à l'autre bout de la rue que l'architecte Arfvidson avait élevé un immeuble, baptisé Atelier 17, où habitèrent Miró, Calder, Giacometti, Max Ernst et Kandinski.

fût exposé à la Maison des métallurgistes de la rue J.-P.-Timbaud un tableau de lui, *Staline rend visite à Maurice Thorez malade*, que Jeannette Vermeersch se déplaçât à l'atelier et qu'Aragon, avec *Les Lettres françaises*, achetât la toile pour l'offrir au secrétaire général.

« Tout le monde l'adorait » : je m'en avisais encore en roulant récemment vers Chartres avec lui pour y visiter l'exposition Soutine. Artiste fécond à la sensibilité bafouée par lui-même et les autres, son « réalisme » fut surtout celui d'un grand peintre d'histoire dont l'histoire fut constamment tragique. D'où la tristesse et même le désespoir qui percent jusque dans ses œuvres les plus soi-disant « optimistes ». D'où surtout l'intense atmosphère religieuse qui baigne une toile comme celle, peut-être une manière de chef-d'œuvre, intitulée *La mort de Danielle Casanova*. D'une culture exceptionnelle qui le faisait privilégier la peinture française du XIX<sup>e</sup> siècle, de David à Géricault, Boris n'a cessé d'exalter l'amour qu'il éprouve pour son pays d'adoption et d'élection : à la plume, quand il écrit par exemple ses souvenirs d'enfance et de jeunesse à Montparnasse<sup>1</sup>, un des plus jolis textes que je connaisse, naturellement abandonné à la poussière par lui et ses éditeurs ; au crayon, car c'est un dessinateur de classe.

Revenons à Elsa. Son talent d'écrivain ? Il ne m'était pas évident, pas même dans *Le premier accroc coûte deux cents francs* qui lui valut le prix Goncourt. Malgré ses efforts, sa langue demeure plate et pauvre, privée de musicalité et finalement assez proche de celle, feuilletonesque, des journaux féminins. Ce n'est d'ailleurs peut-être pas sa langue seule qui explique ma déception puisque celle-ci fut aussi vive avec les « romans pour intellectuels de gare » dont nous assomma Simone de Beauvoir et, pire encore, avec les sottes rengaines dont se rengorgea Marguerite Duras. S'il faut, depuis Colette, sauver des romancières de langue française, il vaut mieux le faire pour Nathalie Sarraute, Marguerite Yourcenar et, pourquoi pas ? Françoise Sagan.

Ce qui m'en imposait chez Elsa, c'était plutôt la fascinante étrangeté que dégageaient sa voix et son accent, ses tresses, ses nattes, ses bandeaux, ses résilles, ses voilettes, ses turbans et ses foulards de tête, ses pommettes hautes, l'exotisme de ses parures, de ses châles frangés, le bric-à-brac de ses colliers, chaînettes et pendentifs — n'avait-elle pas, comme tant d'autres émigrés russes, gagné sa vie au début des années 30 en enfilant des perles (fausses) et en fabriquant des colifichets ? —, l'amertume de ses lèvres minces, serrées, son regard méfiant, inquisiteur, le goût qu'elle avait des couleurs fausses, le parme, le mauve, le bleu pervenche, turquoise ou pétrole, l'indigo, le prune, le lilas, le violine, l'améthyste.

Que m'a appris Elsa ? Rien dont j'aie eu à faire mon profit : je ne bâtirai pas comme elle ma vie sur une lutte pour la survie — une fois au moins qu'à la fin de la guerre celle-ci me fut accordée. Assoiffée de reconnaissance, intrépide, ambitieuse, méchante, malheureuse et généreuse par défaut de sécurité, elle croyait que le plus sûr, c'était de se constituer, soi, ses proches, ses amis, ses alliés, ses obligés, en bande organisée, avec

1. Boris Taslitzki, *Tu parles...* EFR, 1959.

des affidés (et naturellement des exclus). C'est une pratique que, pour ma part, j'ai toujours détestée, tissée qu'elle est de mépris et d'humiliations, même si, aujourd'hui, la bande s'appelle noblement réseau.

Que m'a donc appris Elsa ? Le communisme ? Elle aimait à souligner qu'elle n'était pas membre du Parti. Et qu'elle n'appartenait pas non plus à la catégorie bien repérée de ces « compagnons de route » qui acceptaient pour des raisons obscures d'extrême modestie ou d'extrême vanité — par sottise, par routine, par indifférence, par erreur — de remplir de fatigantes obligations décoratives. Elsa avait-elle une tout autre fonction ? Celle de gérer une antenne extérieure, une planète destinée à procurer une profondeur de champ au mouvement communiste, une station orbitale habitée par une sélection d'artistes et d'écrivains vivant en symbiose avec quelques-uns des détenteurs des plus hautes reponsabilités dans l'appareil communiste français et international ? Qui, par exemple, de Laurent Casanova et d'Aragon, dirigeait en dernière instance l'attelage qu'à eux deux ils formaient ? Comment se faisait entre eux l'échange des savoirs et la répartition des pouvoirs ? Toujours du côté et au côté de Casanova, je n'étais pas à même de m'en faire une idée sûre.

Elsa m'a appris surtout la Russie, la soviétique et l'autre, antérieure, pour elle mère et marâtre indéfectiblement aimée et détestée. Elle n'aurait eu qu'un mot à dire si, de 1939 à 1941, elle avait décidé de regagner Moscou avec Louis, comme le fit sans encombre Jean-Richard Bloch qui n'y avait pas les mêmes attaches ; ou si elle avait décidé de s'embarquer pour les Amériques comme tant d'autres : Marcel Duchamp, André Breton, Claude Lévi-Strauss, Julien Green, Man Ray, Miró, Dali, Delvaux, Darius Milhaud, Fernand Léger, Louis Jouvet et sa troupe, l'avaient fait à la suite des réfugiés allemands dont la fébrile attente à Marseille fournit à Anna Seghers le matériau de son chef-d'œuvre, *Transit*<sup>1</sup>. Et encore Victor Serge, Tanguy, Matta, André Masson, Jacques Maritain qui y fut le parrain de Gustave Cohen, professeur de littérature du Moyen Age à la Sorbonne, lequel, ayant ressuscité le théâtre à mystères et à miracles, y franchit le pas de la conversion, Henri Focillon, Jean Perrin, Bertrand Goldschmidt, Jacques Hadamard, Alexandre Koyré, Georges Gurvitch, Saint-John Perse, André Weil — le frère de Simone Weil, mathématicien génial et extravagant : pacifiste si « intégral » qu'il préféra faire en 1939-1940 de la prison en France plutôt que de faire la guerre même à Hitler<sup>2</sup>.

Elsa Triolet, elle, a préféré, juive exposée à la persécution raciale, courir tous les dangers dans la France occupée. Il est curieux que nul n'ait songé en temps utile à s'enquérir auprès d'elle des raisons d'un choix qui,

1. 1947. Traduction française avec préface de Christa Wolf, Alinea, 1986.

2. J'ai déjà noté (III, 3, p. 348) qu'aucun travail d'ensemble n'a été consacré à la colonie d'émigrés venus de France et installés notamment à New York entre 1940 et 1944. Il serait intéressant de savoir pourquoi les intéressés eux-mêmes y firent peu d'allusions par la suite. Est-ce dû à l'antiaméricanisme qui, dans les années 50, caractérisait l'intelligentsia parisienne ? Est-ce plutôt le fait que cette colonie fut très segmentée et que ses diverses composantes vécurent chacune de leur côté. Cf. le texte de Cl. Lévi-Strauss, « New York post et préfiguratif », *Le Regard éloigné*, Plon, 1983. Cf., anecdotiques mais parsemés de notations suggestives, les Mémoires de Darius Milhaud, Henriette Nizan, Vladimir Pozner, Yvonne Sadoul.

rétrospectivement, depuis qu'on connaît mieux l'intensité des déplacements individuels à travers l'Europe en guerre, n'a plus le caractère inéluctable qu'il revêtait quand on avait une vision trop fruste de l'enfermement auquel l'occupation avait soumis la population française.

Faut-il penser qu'elle avait pressenti qu'il lui serait donné d'échapper à Auschwitz ? Elsa a même légalement publié en 1943 chez Denoël et sous son nom son roman *Le Cheval blanc*, qui eut du succès comme en témoigne cette lettre de Matisse aux Aragon, datée de Vence le 22 août 1943 : « J'ai lu, ainsi que Mme Lydia, le livre d'Elsa que j'ai reçu de l'éditeur. C'est un livre bien prenant, je l'ai lu sans le lâcher, il m'a plu beaucoup... Je ne suis pas du tout étonné de son gros et retentissant succès. Voyez que la vie a toujours du bon pour qui la sert. » Aurait-elle semblablement échappé au goulag ou du moins au Kazakhstan ? Elle n'ignorait pas que le compagnon de sa sœur Lili Brik, le général Primakov, haut fonctionnaire de la Guépéou, avait été fusillé en juin 1937 avec les sept autres généraux de l'affaire Toukhatchevski. Aragon en somme n'a-t-il pas donné leurs vraies raisons à eux deux quand, parlant d'Henri Matisse qui, lui non plus, ne quitta pas la France occupée, il écrit : « C'est à Ciboure qu'il reçut la première proposition américaine d'un visa pour les États-Unis. Il le refusa, considérant un tel départ comme une désertion » ? Elsa, qui n'était encore qu'un écrivain français débutant — elle avait commencé à écrire en français en 1937 et publié son premier recueil en français, *Bonsoir Thérèse*, en 1938 — et qui connaissait d'expérience ce qu'est pour un écrivain, pour un poète, l'irréparable malheur de l'exil, a-t-elle pris des risques pour que Louis ne fût pas coupé de la langue où s'enracinait son œuvre ?

J'aime à penser que cette dernière raison fut déterminante. Quelle que soit l'idée qu'on se fait de l'authenticité des sentiments qui la liaient à Louis — je ne crois guère que le compagnonnage de deux êtres au long de quarante années puisse reposer seulement sur des faux-semblants —, il y avait chez Elsa un vrai sens et amour de l'écriture, tel qu'il lui faisait considérer comme un devoir impérieux et supérieur à tout autre de ménager toutes ses chances à la poursuite de l'œuvre de Louis.

Je sais qu'il est de bon ton aujourd'hui de ravalier Aragon au rang d'un proluxe faiseur. C'est substituer au jugement de valeur sur l'œuvre un jugement de valeur sur l'homme qui fut en effet bien infâme — mais le fut-il davantage qu'un Sartre dont la répugnante muflerie (lisez ses *Carnets de la drôle de guerre*<sup>1</sup>) se combine avec une totale légèreté et irresponsabilité, ironiques pendants de ses prétentions à l'« engagement »<sup>2</sup> ? Or, j'en demeure

1. Sartre n'a, si l'on peut dire, qu'une excuse, misérable : depuis que le *Journal de guerre* (de guerre, en vérité il n'est pas question) et les *Lettres à Sartre* de Simone de Beauvoir ont été publiés en 1990 en pendant à ses *Carnets de la drôle de guerre* (1983) et à ses *Lettres au Castor*, on sait combien il ne s'est très vite agi entre eux ni d'amour ni de liberté mais d'une débauche minutée, programmée, routinière, mesquine, écrivassière, privée de toute étincelle de grâce, de générosité et de beauté. Que l'intelligentsia de gauche se soit identifiée pendant trente ans à ce faux couple de gourous rabatteurs, trompant, trichant, truquant pour mieux humilier et asservir les corps et les âmes de leurs débilis proies, il y a là quelque chose de sordide et d'accablant. Cf. en anglais, Deirdre Bair, *Simone de Beauvoir*, Cape, 1990.

2. En voici un exemple : entre le 26 juillet et le 3 août 1965, Sartre et Simone de Beauvoir ont séjourné en Lituanie soviétique. A Vilnius, lors d'une conférence de presse, le

convaincue, l'ayant lue et venant de la relire, dans son immensité, c'est l'une des œuvres de ce siècle.

De fil en aiguille, l'« éducation », ainsi démultipliée, avait bien cerné son objet : il s'agissait, en délivrant les nouveaux adhérents du carcan verrouillé des idées reçues du vieux monde, de les conduire à refaire leur esprit et le meubler à neuf des idées qu'offrait le marxisme-léninisme dans sa version stalinienne. Dès lors, cette « rééducation » n'était plus qu'un secteur d'une entreprise plus vaste : une « lutte idéologique » qui, conquérante, devait viser à faire pénétrer ces idées fraîches au-delà même du cercle de craie du Parti.

Par « idéologie », il ne fallait rien comprendre d'aussi compliqué et même confus que le donnent à croire les discussions entretenues depuis vingt ans autour du concept. Il ne fallait pas davantage s'en rapporter au Marx de *L'Idéologie allemande* pour qui l'idéologie, ce sont les *idées fausses* que le « commerce matériel » des hommes leur inspire nécessairement.

Ni fausse conscience et encore moins conscience inversée du réel, l'idéologie dont il s'agissait ici, c'était — et une fois de plus se manifestait par là que, si notre rapport à Marx était fort relâché, notre rapport à Lénine était, lui, étroit — ce qu'entendait ce dernier, par exemple dans *Que faire ?*, quand il traitait des théories que les protagonistes de la lutte des classes utilisaient dans leur combat. Il y avait donc la nôtre et celle de l'ennemi de classe. La nôtre, c'était l'ensemble des idées que le mouvement communiste avait retenues et jugées utiles de son point de vue, qu'il avait sanctionnées en proclamant qu'elles découlaient en droite ligne de Marx et d'Engels, qu'il déclarait « vraies » et « scientifiques » dans le sens large et polémique où, à l'heure du scientisme triomphant, il avait paru valorisant pour le marxisme de s'autodéfinir comme un « socialisme *scientifique* », se distinguant ainsi des autres socialismes ravalés au rang de « socialismes *utopiques* » bien qu'en fait le critère du vrai ou du faux ne fût pas en l'occurrence pertinent.

Que la « lutte idéologique » désignât le combat pour la conquête des esprits, la preuve en était que sa conduite en revenait à la « section centrale idéologique » qui, placée sous la direction de François Billoux, avait, on l'a vu<sup>1</sup>, succédé à la primitive section centrale d'éducation créée dès l'avant-guerre par Étienne Fajon.

L'avènement d'un secteur autonome qualifié d'idéologique et découpé dans le champ entier de la lutte des classes, où, jusque-là, n'avaient été vraiment distingués et occupés qu'un secteur économique dont la charge

---

correspondant de Tass pose à Sartre la question suivante : « Que pensez-vous de la propagande américaine qui affirme que les peuples baltes sont asservis par l'Union soviétique ? » Réponse de Sartre : il avait passé en Lituanie plus de huit jours, il s'était entretenu avec de nombreux Lituanais, mais il n'avait pu rencontrer d'esclaves ; « bien au contraire : la foule qu'il avait pu observer à Vilnius, à Kaunas et dans d'autres villes était une foule joyeuse et gaie qui faisait penser à tout sauf à des esclaves. »

1. Cf. 3<sup>e</sup> partie, chap. 4 et chap. 7.

revenait aux syndicats et un secteur politique qui était l'apanage des organisations du Parti, impliquait que lui fût affecté un corps de bataille spécialisé, bien équipé pour le maniement des idées : globalement, par-delà les difficultés et incertitudes d'une telle classification, des intellectuels, en l'occurrence des intellectuels communistes.

La mobilisation des intellectuels communistes, affectés spéciaux au titre d'idéologues, n'était pas quelque chose de tout à fait nouveau. On en peut analyser les prodromes dans toute une série d'épisodes et de « batailles » qui se déroulèrent au cours des années 20 et 30. Mais, dans ces années 50 où la lutte des classes internationale paraissait redoubler d'âpreté, elle se trouva acquérir, en théorie et en pratique, un caractère d'urgence qui la rendait plus générale et impérative. De même que la lutte économique des travailleurs groupés dans leurs organisations syndicales, quelles que fussent l'originalité de ses formes et son autonomie relative sur le terrain, devait se soumettre à la primauté du politique et par conséquent admettre, à chaque étape de la conception et de la mise en œuvre de l'action revendicative, le « rôle dirigeant » des instances du Parti, de même la lutte idéologique se devait d'être un secteur du front de la lutte des classes et, par là, dépendre des « jeux de guerre » du grand état-major qu'était la direction du Parti. Ce qu'exprimait la posture imposée aux intellectuels communistes qui se proposaient de servir comme idéologues : « se placer sur les positions de la classe ouvrière ». Une formule qui pouvait paraître entachée d'un relent d'ouvriérisme et qui le fut parfois mais qui, dans le langage codé de l'époque, n'impliquait pas ce type d'excès et d'abus. L'expression « la classe ouvrière internationale » désignait ordinairement le mouvement communiste international et le concept de classe ouvrière n'était que l'équivalent de parti communiste, un équivalent un rien pompeux mais dont la pompe servait à rappeler le lien insécable qui fondait la légitimité du Parti. « Se placer sur les positions de la classe ouvrière » ou « se placer sur les positions de parti », c'était du pareil au même.

Sans doute, de même que tous les communistes ne militaient pas dans les syndicats bien que ce leur fût une obligation de principe dès lors qu'ils étaient salariés, de même tous les intellectuels communistes ne se firent pas idéologues de combat même s'ils y étaient invités de façon pressante. On a cherché un sens à cette abstention, d'autant qu'elle fut par la suite, à tort ou à raison, fréquemment invoquée pour alléger l'autoressentiment justifié que provoquait chez beaucoup le fait d'avoir été communiste. Par exemple, Jeannine Verdès-Leroux<sup>1</sup> a proposé de distinguer, parmi les intellectuels communistes, les « intellectuels autonomes » des « intellectuels de parti ». Pourquoi pas, si le qualificatif d'« autonomes » rappelle qu'en tout temps et en tous lieux il y eut des formes et des degrés divers d'adhésion et d'appartenance ?

Les intellectuels communistes qui furent attirés par l'exercice de cette fonction idéologique avaient besoin, pour s'y préparer, d'un lieu

---

1. J. Verdès-Leroux, *Au service du Parti. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Fayard/Minuit, 1983.

d'élaboration et de concertation qui leur fût propre. Ceux-ci reprirent tout naturellement le nom de *cercles*, adopté en 1930 quand la section d'agit-prop du Comité central, après avoir refusé la constitution par des communistes et des marxistes « sans-parti » d'une *Société pour l'étude et la propagation du marxisme* (à laquelle Thorez pourtant était favorable), avait formé le contre-projet de « créer un organisme auprès de la direction du Parti pour rassembler les forces théoriques du Parti ». En novembre 1930, le Bureau politique décida donc de « créer un Cercle d'études marxiste auprès du Comité central qui grouperait les travailleurs intellectuels inscrits au Parti et tous les membres s'intéressant aux questions théoriques ».

« Que l'on ne croie pas qu'il s'agit de créer une "Académie" quelconque où un certain nombre de coupeurs de cheveux en quatre se rassemblent pour discutailler à perte de vue », avait sévèrement prévenu Servet dans *Les Cahiers du bolchevisme*. Il avait tort de s'inquiéter par avance : le projet n'aboutit pas. Vingt ans plus tard, oublié de tous, celui-ci refit surface à l'identique. Dans les années 1952-1953, il y eut ainsi un cercle des philosophes, deux cercles des physiciens, un cercle des chimistes, un cercle des biologistes, un cercle des spécialistes des sciences de la terre, deux cercles des médecins, un cercle des psychologues, un cercle des psychologues scolaires, un cercle des conseillers d'orientation professionnelle et psychotechniciens, un cercle des sociologues, un cercle des historiens, un cercle des géographes, un cercle des historiens de la littérature française, un cercle des linguistes. Cette nomenclature hétéroclite suggère que ces cercles ne s'étaient pas constitués d'en haut mais en fonction des ressources et des occasions qu'offrait l'existence ou non de communistes intéressés à travailler ensemble sur des thèmes qui découlaient de leur appartenance à un champ disciplinaire ou interdisciplinaire commun.

Les cercles ne furent pas la seule forme d'organisation autorisée à abriter des débats préparant les intellectuels communistes à se mesurer sur le terrain théorique propre à leurs disciplines respectives. Ils prospérèrent surtout encore qu'inégalement parmi les universitaires. Ceux qu'avec emphase et pour les distinguer avantageusement de leurs congénères voués à la répétition on qualifiait d'« intellectuels créateurs » : plasticiens, architectes, écrivains, musiciens, cinéastes, étaient plutôt conviés à des *assemblées* qui avaient à régler toutes sortes de conflits et différends. Dans ces petits mondes traversés de querelles d'école, de conflits de génération, d'animosités et rivalités de personne, agités par le caractère indéfiniment contestable des jugements portés sur les œuvres, les crises n'étaient pas toutes, loin de là, de nature idéologique. La coalition des médiocrités envieuses à l'encontre des gens de talent n'en était pas même régulièrement responsable, car des gens d'égal talent maniaient eux aussi l'exclusive et l'exclusion. Mais l'intervention du Parti, c'est-à-dire d'un pouvoir par essence politique, ne pouvait qu'exacerber les passions et, pire encore, procurer une couverture idéologique à des oppositions et tensions d'origine et de nature multiples. Les dégâts que provoquait une telle intervention provenaient moins de son contenu que de l'alliance typiquement bureaucratique qui se nouait entre un pouvoir agissant hors de son ordre et un clan que la faveur du prince



transformait en clientèle. Le problème est d'ailleurs le même quand un État, fût-il démocratique, ne se contente pas de saupoudrer sur le maximum de têtes les aides et subventions qu'il accorde ou les commandes qu'il passe.

Cercles et assemblées, toujours convoqués au nom de la Fédération de la Seine, se tenaient le plus souvent au 120 puisque leurs participants étaient membres de cellules du territoire de cette Fédération. La dénomination complète des cercles était d'ailleurs « cercles idéologiques de la Fédération de la Seine du PCF. » C'était là une marque de respect à l'égard de la légalité du Parti. Mais en pratique, sans qu'il eût été nécessaire d'en convenir explicitement, il était entendu que le contrôle des recherches auxquelles se consacraient cercles et assemblées revenait à la section centrale idéologique et à ses trois dirigeants les plus autorisés, François Billoux, Georges Cogniot et Laurent Casanova.

Encore que cet organigramme ne rende pas compte de la complexité réelle d'une situation et d'un dispositif qui furent profondément troublés par un événement soudain : l'attaque d'hémiplégie qui frappa Maurice Thorez en octobre 1950. Les rapports interpersonnels au sein du Bureau politique en furent en effet subtilement modifiés sans que bien sûr rien ne fût dit ni au-dedans ni au-dehors. Je le subodorais un jour où Laurent Casanova et moi nous rentrions de Melun, ville dont il était le député et où moi j'enseignais. Il avait fait arrêter la voiture dans la traversée de la forêt de Sénart et prié son chauffeur-garde du corps de nous attendre un peu plus loin. Nous marchions lentement, savourant ce rare instant de libre tête-à-tête — car en principe un membre du BP n'était pas autorisé à se séparer de son cerbère —, quand Laurent, en soupirant, laissa tomber l'une de ces formules alambiquées qu'il prisait fort et dont il résultait qu'il allait lui en cuire maintenant que Maurice n'était plus là pour le protéger contre « les autres ». Quels autres ? Ça, il ne le précisa pas. Il est de fait que je le vis bientôt se cantonner dans les fonctions qu'il exerçait à la direction du Conseil mondial de la paix. L'arrestation de Jacques Duclos en mai 1952, le procès Marty-Tillon à l'automne firent aussi qu'Auguste Lecœur se retrouva dans la situation qu'il avait déjà connue pendant la clandestinité quand, en 1942, il avait eu à prendre sur ses épaules la responsabilité de rétablir les conditions de sécurité exigées par le fonctionnement quotidien de l'appareil clandestin. Y fut-il encouragé par son « référent » soviétique ou l'idée lui vint-elle sans qu'il eût besoin qu'on la lui soufflât ? Bien averti par le modèle thorézien qu'il n'accéderait à la tête d'un parti définitivement privé de son chef qu'après avoir reçu l'hommage de ceux des intellectuels communistes qui détenaient le prestige, il s'aventura à traiter des choses de la pensée et de l'art comme il avait vu faire Thorez et Casanova. Funeste audace : pas plus brutal et grossier qu'un autre quand il était sur son terrain, il manqua à toute règle de prudence en ne se tenant pas à l'écart de ce monde inconnu pour lui.

Dans un document interne de soixante-quatre pages, jamais rendu public bien sûr, rédigé du 20 décembre 1953 au 8 janvier 1954 comme mention en est portée sur l'original que j'ai retrouvé dans mes papiers, j'analyse ce que j'appelle « la ligne nouvelle » :

« L'exemple le plus éclatant est évidemment celui de la peinture : dans la période saine, Fougeron avait été salué à juste titre comme celui des peintres communistes qui s'avancait hardiment dans la voie tracée par le Parti (encore qu'il ne fût pas le seul et même pas le premier : l'année même des *Parisiennes au Marché*, Amblard par exemple peignait les *Maquis de France*). Fougeron était donc salué pour épouser la tendance du Parti : rien de plus mais c'était le plus important. Or, en 1951, cette position est déformée : il n'est plus celui qui fait effort pour se placer sur les positions du Parti : il est "le" peintre communiste, officiel. Autrement dit, au lieu de prendre appui sur l'exemple de Fougeron pour, en encourageant Fougeron et en continuant à l'aider, gagner les autres peintres, communistes ou non, le Parti brutalement choisit Fougeron, déclare que tout avec lui est fait et rejette les autres : parmi les autres Picasso, au surplus membre du Parti. Non seulement cette position est politiquement fausse dans la mesure où elle isole l'avant-garde et par conséquent la conduit à la défaite politique. Non seulement cette position est idéologiquement fausse dans la mesure où elle arrête les recherches de l'avant-garde au point, encore sommaire, où elle en est arrivée, par conséquent la condamne à la sclérose et au dogmatisme mortel. Mais encore cette position est théoriquement fausse dans la mesure où elle donne une idée erronée des conceptions marxistes dans le domaine de l'art. Si le marxisme affirme la primauté du contenu sur la forme, il affirme également l'unité dialectique du contenu et de la forme. Il s'ensuit qu'isoler le contenu de la forme, c'est détruire l'art aussi sûrement que nier la primauté du contenu, c'est courir à l'échec<sup>1</sup>. »

La confusion qui résulta de cette ligne « opportuniste sous un masque aventuriste » fut terrible. Elle le fut d'abord parmi les intellectuels communistes qui, pour la plupart, n'avaient qu'une connaissance très approximative des courants qui traversaient les hautes sphères du Parti : ils crurent que la politique de Lecœur se situait dans la continuité de celle qu'avaient conduite Thorez et Casanova. Ils étaient d'autant plus autorisés à le croire que Casanova, lui aussi, avait dérapé par exemple dans la théorie des deux sciences même s'il avait fait un début d'autocritique dans le numéro 30 (décembre 1951) de *La Nouvelle Critique*. A tout prendre, ce dérapage-là était d'infiniment plus durable et redoutable conséquence que la faveur excessive réservée à Fougeron.

Il reste que la déformation postérieure de la ligne initiale, due aux initiatives malheureuses de Lecœur, eut bien pour conséquence, comme je l'écrivais dans le même document, que « la ligne de front est rompue, et suivant les rapports de force à l'intérieur de chaque discipline, ici il y a repliement sectaire, là il y a capitulation opportuniste ; ailleurs il y a débandade individuelle ». Cet « état de division des intellectuels communistes », j'en brossais le tableau :

« Les intellectuels communistes qui, délibérément ou non, avaient jusque-là refusé de s'associer à l'effort commun se gaussent bruyamment ou bien se contentent de jouir de la tranquillité retrouvée et de cultiver leur jardin d'idées acquises où bon leur semble.

La masse des intellectuels communistes ne comprend pas très exactement ce qui se passe, mais sent qu'il se passe quelque chose : aussi dans le doute elle applique le dicton populaire, elle s'abstient. Au surplus, chacun se forge sa petite explication. Comme cela ne se fait pas d'un seul coup et comme les intellectuels — contrairement

1. P. 32-34 de la version dactylographiée.

à ce qu'on dit — sont des gens très disciplinés, ils demeurent très fidèles : simplement ils rongent leur frein ou s'adonnent à leur passe-temps favori et inoffensif. Mais toutes les mauvaises herbes repoussent : le libéralisme, l'objectivisme, et cette maladie de l'intellectuel français, le scepticisme souriant et hâbleur ; on tourne facilement en chanson le caractère scientifique de la détermination politique du Parti.

Et puis reste cette partie des intellectuels communistes qui les premiers avaient répondu à l'appel du Parti, au prix des plus grands sacrifices : pas seulement des sacrifices matériels de carrière, mais des sacrifices idéologiques douloureux — il n'est pas aisé de rejeter l'ancien de son cerveau. Parmi eux, les uns sont jetés dans des impasses : l'exemple le plus pitoyable est Fougéron. Ils sont maintenant acculés. Ils se tournent alors vers ce Parti qu'ils aiment, avec des revendications intolérables ou avec de l'angoisse suivant leur tempérament. Arrêtés dans leur recherche par la flatterie stérilisante qui leur a fait tourner la tête, ils ne comprennent pas les indications qui leur sont données aujourd'hui pour sortir de l'impasse.

D'autres, ayant davantage assimilé les leçons de Maurice Thorez, par chance ou par réflexion, ont analysé pas à pas le mal dont le Parti souffrait. Mais ils sont en difficulté à la fois pour exprimer clairement ce qu'ils pensent, pour se tenir solidement sur leurs positions et pour déterminer le moyen de les faire triompher par la discussion. Car ce sont de jeunes camarades pour la plupart qui n'ont jamais connu cette expérience de "ne pas être d'accord" avec un communiqué du secrétariat du Parti. J'ai vu pleurer des camarades qui n'étaient plus des enfants. Ils pleuraient : pour eux, il ne s'agissait pas seulement de savoir qui avait raison. Il s'agissait de savoir par exemple quoi et comment peindre, c'est-à-dire pour un peintre vivre. Il arrivait qu'ils déposent leur pinceau et leur plume. Alors, selon leur tempérament également, les uns attendaient, retirés ; d'autres luttaient, mais comment lutter sans qu'il y ait atteinte à la discipline et dans cet infernal tournoisement où chacun décide de son appréciation personnelle, fait ce qu'il peut, à son idée ?

Dans cet état d'abstention et de discussion sans principe, toutes les intrigues, toutes les histoires, tous les clans sont possibles. Ils se font et se défont au gré des circonstances, des ragots, des luttes éphémères, équivoques, douteuses dans leur objectif et leurs méthodes. Tout est rabaissé, mesquin, déformé : rien ne peut plus aller à maturité<sup>1</sup>. »

La confusion fut surtout terrible pour ceux qui devaient mettre en œuvre cette politique ainsi gauchie. A la section centrale idéologique, le « suivi » était en effet assuré par Victor Joannès, l'ombre portée et fidèle de François Billoux dont il partageait les origines modestes (sa mère avait été, comme celle de Voguet, concierge d'une école communale), un statut professionnel qui n'enflammait pas l'imagination mais méritoire pour ce fils de cheminot très tôt orphelin (il était commis accrédité en douanes), un long apprentissage dans le mouvement des Jeunesses communistes de la région de Marseille. C'est encore Billoux qui, à la Libération, l'avait appelé à Paris pour y être le directeur de l'École centrale : il avait alors trente-trois ans. La pointe d'accent qu'il avait conservée était tout ce qui évoquait en lui l'exubérance méridionale. Quant à la responsabilité au jour le jour du travail des cercles, elle revenait à Victor Leduc. Celui-ci à l'époque, avec sa figure toute ronde, ses yeux de faïence et son crâne dénudé directement planté sur un torse court et des jambes un peu arquées, ressemblait à Lénine, et je ne suis pas sûre qu'il n'a pas caressé l'espoir d'en être une réincarnation. Le patronyme qu'il s'était choisi montre qu'il avait le goût

1. P. 35-38.

des grandeurs d'établissement. Mais des grandeurs tournées en dérision et brouillées par le malheur. Sa femme, Jeanne Modigliani, tenait de sa mère, Jeanne Hébuterne, un profil de médaille tôt défilé, griffé de la même malédiction qui déjà avait emporté le grand Modi. Agé, malade, devenu tout petit et tout frêle, j'ai encore croisé Victor il y a peu, promenant au Luxembourg sa petite-fille née d'un gendre africain, et c'était un émouvant tableau de genre qui, sur les cimaises du Musée tout proche, aurait au siècle dernier été accroché sous le titre volontairement énigmatique : « Le vieux juif et la petite négresse ».

Et moi, là-dedans ? Dans les pages du document en question, j'analysais ainsi ma situation :

« Jusqu'au début de 1951, ma position fut aisée. Sous la direction de la Fédération et avec l'aide attentive de Laurent Casanova, j'appliquais avec cœur les indications politiques qui m'étaient données sans marchander... Mais, dès 1951, les choses changeaient. Les directives politiques étaient rares, incohérentes ou franchement impossibles à faire appliquer... Dans ces conditions, j'essayais (avec quelle peine, quel souci et quels faibles résultats) de demander une ligne cohérente en me rendant très souvent à la section centrale idéologique (où je n'étais jamais convoquée, sinon à la session plénière qui ne traitait que de questions générales) pour consulter les camarades, soumettre des questions, demander des avis, formuler des observations (mais tout ceci de bouche à oreille, sans qu'il y ait discussion collective, et avec des camarades qui changeaient souvent). Et par ailleurs face aux intellectuels, membres de la Fédération, qui exigeaient des réponses, j'essayais de masquer le plus possible les fluctuations (ce n'était pas toujours possible et j'ai souvent donné à contrecœur des indications qui n'émanaient pas de la direction fédérale), d'aider en les écoutant, de freiner leur découragement, de faire faire les petites choses qui étaient possibles.

Ai-je bien mené ce double combat ? Certes, non. A la section centrale idéologique, je revendiquais, sans avoir (ou par raccroc) toutes les données du problème. Chez les intellectuels, j'apparaissais souvent comme une commissionnaire dont ils ne pouvaient pas aisément démêler la pensée politique et les responsabilités. J'étais constamment en position fautive, ne voulant pas céder sur l'essentiel mais amenée à faire des choses qui compromettaient cet essentiel. Et dans l'âpreté de cette lutte, il m'arrivait de ne plus m'y reconnaître et de tomber dans les erreurs que je dénonçais par ailleurs.

... Il faut savoir choisir des terrains de bataille. Mais il y faut une acuité du coup d'œil. Je ne fonçais pas toujours intelligemment<sup>1</sup>. »

Pour bien saisir ce dont il est question ici, peut-être faut-il reprendre l'histoire à son point de départ. C'est en 1948-1949 que se produisent en rafale les interventions lourdes qui firent à juste titre parler de « jdanovisme » et d'un « jdanovisme français », modalités d'une reprise en main qui marqua les débuts de la « guerre froide » (une métaphore universellement acceptée mais chargée, du côté communiste, de dissimuler qu'il s'agissait d'une phase au cours de laquelle le « camp socialiste » devait s'employer à consolider les acquis et conquêtes opérés dans sa phase antérieure d'expansion).

C'est d'abord le 10 février 1948 qu'une résolution du Comité central du

1. P. 45-47.

PCUS condamne sévèrement les « erreurs » d'un « groupe » de compositeurs soviétiques, Dimitri Chostakovitch, Serge Prokofiev, Nikolai Miaskovski, Aram Khatchatourian, Popov et Chebaline. Trois mois plus tôt, le 7 novembre 1947, joué à bureaux fermés au théâtre Bolchoï de Moscou, l'opéra du compositeur géorgien Vano Mouradeli, *La Grande Amitié*, exaltant l'amitié russo-géorgienne pendant la Révolution et la guerre civile au Caucase, avait suscité un esclandre — peut-être du fait qu'Ordjonikidzé y était célébré avec plus de ferveur que Staline. De même avaient reçu un accueil réservé la *Sixième Symphonie* de Prokofiev et le poème de Khatchatourian joués pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre. Au début de janvier 1948, sous la présidence de Jdanov, s'était tenue durant trois jours une conférence de plus de soixante-dix musiciens, compositeurs, musicologues, chanteurs, chefs d'orchestre, pédagogues et critiques. Elle avait dénoncé le « rôle dirigeant » du « groupe » qui paralysait l'« activité critique » de l'Union des compositeurs soviétiques en soutenant « la tendance formaliste en musique ». Je ne sais ce qu'il en advint sur la scène musicale française. Sans doute la Chorale populaire et les « fresques dramatiques et lyriques » d'Henri Bassis et de Joseph Kosma furent-elles encouragées comme l'étaient d'ailleurs des chanteurs éminemment populaires eux aussi, Maurice Morelly, Yves Montand ou Paul Robeson. Mais quels débats opposèrent à cette date ou rapprochèrent des musiciens confirmés, chefs d'orchestre ou compositeurs, tels que Roger Désormière ou Jean Wiener, et des représentants de la génération plus jeune, Serge Nigg ou Prodromidès ? Il faudra attendre mai 1989 pour qu'aux Rencontres d'Évian, Rostropovitch présente la création française de *Rayok*, cantate écrite trente ans plus tôt (mais bien sûr gardée inédite) par Chostakovitch qui y tournait en ridicule Staline chantant ses directives de 1948 sur l'air de sa chanson géorgienne favorite, « Où es-tu ma Souliko ? », Jdanov vocalisant ses oukases contre l'atonalisme, « musique antipathique comme la roulette du dentiste », et Chepilov réclamant « des Glinka, des Rimski, des quatuors, des fugues et des sonates » sur les thèmes de la Kamarinskaïa puis de la Kalinka, la danse préférée des Chœurs de l'Armée rouge<sup>1</sup>.

C'est ensuite en octobre 1948 qu'après plusieurs textes publiés depuis le mois d'août dans *Les Lettres françaises* et ailleurs paraît le numéro spécial d'*Europe* dont Aragon a assuré la direction et qui défend la thèse selon laquelle il y a un lien de nécessité entre les théories de Lyssenko en biologie et le marxisme.

C'est en décembre 1948 qu'est condamnée, devant médecins, psychiatres et psychanalystes communistes réunis à cet effet, la psychanalyse, ce qui se traduit par la publication, dans le numéro 7 de *La Nouvelle Critique* (juin 1949) sous le titre « La psychanalyse, idéologie réactionnaire », de « l'autocritique » (c'est le surtitre) de huit des médecins concernés.

C'est en février 1949 enfin que Laurent Casanova prononce à la salle Wagram son fameux discours où il proclame l'existence de deux sciences, la

1. Cf. le disque de *Rayok* (Erato, compact, ECD 75571) sous la direction de Rostropovitch (en russe et en anglais).

science bourgeoise et la science prolétarienne. A suivre l'orateur, la lutte des classes, qui ne saurait contourner ni épargner aucune pratique sociale, traverse bel et bien le champ scientifique autant que tout autre, quelque unifié que puissent le faire apparaître l'application du critère de vérité et l'exercice de la preuve.

1948-1949 : cette année-là je suis encore dans ma dernière année d'École. Il se peut qu'à Wagram je sois assise à la tribune mais pour y représenter le secteur étudiant. Le seul souvenir que j'en ai, c'est qu'au retour l'un d'entre nous — mon frère Henri ? — remarqua dans l'argot taupin en usage : « J'ai rien bitté mais c'est foutral !<sup>1</sup> » Je ne saurais donc qualifier de topique la relation qu'en fait un témoin cité par J. Verdès-Leroux : « Casanova arrivait comme un boxeur entouré de ses soigneurs, suivi d'Annie Besse, Pierre Daix et quelques autres qui étaient les gardes du corps, les managers, les seconds. » Casanova ressemblait à tout sauf à un boxeur, avec son visage plein, un peu bistré, à la romaine. Quant à moi, à cette date, je le connaissais à peine, ne l'ayant rencontré qu'une seule fois dans son bureau de la rue Saint-Georges, accompagnée de Jacques Hartmann et d'Arthur, afin d'examiner qui des trois participerait, pour faire le lien avec *Clarté*, au comité de rédaction de cette revue, *La Nouvelle Critique*, que le Parti avait décidé de lancer. Il fut entendu que ce serait moi.

Marcel Prenant, il faut le reconnaître, a beaucoup contribué à ce que prévale cette déplorable image qui est la mienne dans le témoignage rapporté par J. Verdès-Leroux. Ce qui se comprend, même si, plutôt que de réfléchir à bon niveau sur les rapports pernicieux et corrupteurs entre le Parti, l'idéologie marxiste-léniniste et la science, plutôt que de mettre vigoureusement au jour l'un des lieux où prenait sa source un totalitarisme destructeur, il préféra me poursuivre d'une détestation tenace et surestimer la portée réelle de mon intervention à la commission politique du XII<sup>e</sup> congrès (mars 1950) où il fut écarté du Comité central. Prenant savait pourtant mieux que personne qu'avant même la tenue du congrès il avait démissionné de son propre mouvement en renvoyant sa carte déchirée. Il aurait pu s'en tenir là, ce qui l'aurait libéré d'un coup des liens qui blessaient son intégrité scientifique. Certes, mais c'était secondaire, la bonne règle — telle que le Parti la concevait pour lui-même — voulait que le congrès de son côté n'enregistrât pas simplement cette démission mais la maquillât en une décision dont l'initiative lui revenait. En outre, comme il était aussi de règle, Maurice Thorez devait s'efforcer de rendre flous aux yeux des observateurs extérieurs les véritables motifs de cette élimination sans que les Soviétiques pussent douter qu'elle sanctionnait les objections que le savant français opposait aux théories lyssenkistes. Aussi me pressa-t-il, par un billet qu'il m'envoya à mon banc, d'intervenir, sachant et que je n'interviendrais pas si je n'en étais pas priée et que je le ferais non sur la biologie qui n'était pas de mon ressort mais sur les difficultés qui avaient marqué, de tout temps, les relations entre professeurs et étudiants membres du Parti : tout proches qu'ils soient en pensée de leurs jeunes camarades convaincus à

---

1. « Je n'ai rien compris mais c'est formidable. »

chaque fois que c'est « la lutte finale », les professeurs ne sont pas chauds pour courir les aventures où voudrait les entraîner la furia estudiantine. Ce qui n'avait pas manqué de se produire à l'automne 1948, dans les semaines de la grève des mineurs où, sur la place de la Sorbonne, j'avais eu une prise de bec avec Marcel Prenant qui, à juste titre, n'entendait pas précipiter la cellule et le syndicat des professeurs de la faculté des sciences dans une grève « aventuriste ». Mais que ce fût à juste titre n'empêchait pas que mon récit fût apparaître le savant comme « intimidé » quand la lutte se faisait âpre.

Marcel Prenant, obsédé par le souci qu'il avait de passer « toute sa vie à gauche » (c'est le titre qu'il a donné à ses Mémoires), a payé très cher cette obsession et, de ce fait, ne s'est pas dégagé à temps des insupportables pressions qui s'exercèrent sur lui. Il avait accepté de porter un titre prestigieux, celui de chef d'état-major des FTP dont il était bien placé pour savoir qu'il n'avait correspondu à rien de très concret, sauf qu'il avait suffi à le conduire dans l'enfer de la Gestapo et au camp de déportation de Neuengamme. Ayant accepté ces excès d'honneur, il devait, en bonne comptabilité communiste, accepter l'excès de peine qui aurait consisté pour un biologiste à défendre l'indéfendable. Il ne s'y était pas résolu mais ne se résigna pas non plus à ce que Jacques Monod, le futur prix Nobel, fit à l'époque : dire non et partir, définitivement.

Le choix de Prenant ne fut pas le bon. Il n'a probablement pas même réussi à ralentir le cyclone qui passa sur le monde de la biologie soviétique en détruisant tout sur son passage : les idées et les hommes, comme en fait le compte, sous un voile romanesque et le titre *Les Robes blanches*<sup>1</sup>, la passionnante enquête de trente ans menée par Vladimir Doudintsev — déjà l'auteur, à l'époque du dégel, du célèbre *L'homme ne vit pas seulement de pain* — et qui fut enfin publiée en 1987 sur intervention personnelle de Gorbatchev.

Un cyclone produit par le système et aggravé par lui : un quelconque académicien de talent avait-il mis au point une nouvelle variété de blé convenant à une région définie, il n'avait de cesse, en jouant de ses relations de parti et de l'impunité d'un scientifique bien en cour, d'en étendre indûment l'aire d'emploi pour accroître sa réputation et asseoir son pouvoir d'intervention. On peut d'ailleurs se demander si le désastre qui frappa la biologie soviétique et contribua aux difficultés insurmontables de l'agriculture n'a pas eu des effets moindres que l'ostracisme qui, dans le même temps, frappa la cybernétique et qui fut sans doute à l'origine de l'incapacité de l'URSS à passer l'obstacle de la troisième révolution industrielle, celle de l'informatique.

La manière qu'eut Prenant de temporiser, bien des intellectuels communistes l'imitèrent qui, par la suite, s'empressèrent d'expliquer qu'ils n'avaient pas été d'accord mais que, de la faute à... qui..., bref ils s'étaient tus. Ce dont le témoin de tout à l'heure qui décrivait Casanova « en boxeur

---

1. Traduit du russe par Christophe Glogowski et Antonina Roubichou-Stretz, Robert Laffont, 1990, coll. Pavillons « Domaine de l'Est » dirigée par Zofia Bobowicz.

entouré de ses seigneurs » est un bon exemple quand il ajoute : « Et nous, on était là à maronner dans les rangs d'intellectuels bien rangés. » Mais qu'est-ce qui les obligeait à se contenter de « maronner » ? Pourquoi, s'ils avaient les idées suffisamment claires et la maturité d'esprit pour être sûrs de leur fait, n'ont-ils pas dit tout simplement : « Non », et contribué à ce que nous, leurs cadets de quinze ou vingt ans, nous sortions plus vite de ces fondrières où l'on nous jetait ?

Je ne peux me défaire de l'idée que les jeunes gauchistes du tournant des années 70 ont eu plus de chance lors de ce retour de jdanovisme que furent alors le maoïsme ou le léninisme althussérien. Ils ont trouvé près d'eux, devant eux, des intellectuels, anciens membres du PCF dans les années 50, pour leur crier, sans ruse ni complaisance, avec fermeté, avec gravité, casse-cou, fût-ce au risque sur le moment de se faire agresser, insulter, traiter de suppôts de la bourgeoisie. Dans un texte de réflexion sur les itinéraires adoptés, après leur rupture avec le PC, par les « ex » de notre génération, l'historien Maurice Agulhon<sup>1</sup> avec qui j'ai conservé des liens d'affectueuse amitié — nous sommes l'un à l'autre notre jeunesse normale ! — observe qu'il y avait quatre manières d'en sortir : 1) s'intégrer en se dépolitisant ; 2) passer à droite en faisant du communisme « le Mal unique ou du moins le Mal principal » ; 3) rester en politique mais à gauche et donner raison à Léon Blum contre Lénine ; 4) rester en politique mais à l'extrême gauche en persistant à donner raison à Lénine mais un Lénine distancié et coupé de Staline — pour un « bolchevisme sans Staline ». Avec satisfaction Agulhon, s'étant rangé dans la catégorie 3 et devenu socialiste (dans la version la plus modérée), se flatte d'avoir choisi la meilleure part. Car lui n'a pas oublié — comme d'autres, suivez mon regard — que « le Mal pouvait être aussi le fascisme, le capitalisme, la réaction noire ». Aussi s'est-il vraiment « défanatisé ». On reconnaît là l'imputation classique selon laquelle « passer à droite », c'est substituer un fanatisme à un autre, la tolérance n'étant l'apanage que de la gauche. Il est vrai qu'Agulhon proposait cette classification au milieu des années 80 quand le libéralisme paraissait encore définitivement suranné à quelques distraits qui n'avaient pas aperçu que la scène avait en fait tourné à la fin de la décennie précédente (déjà en 1941 Horkheimer avait ouvert son essai intitulé *Fin de la raison* par ces mots : « A l'heure où s'achève l'ère libérale... ») ; quand socialistes et sociaux-démocrates, d'inspiration plus ou moins marxiste, tenaient encore le capitalisme pour le monstre à abattre, quand à leurs yeux l'anticommunisme ne valait pas mieux que le communisme.

L'ennui, c'est qu'Agulhon, reprenant du service en mai 1968, s'est à lui-même infligé le plus cruel démenti. Oh ! certes il le faisait pour d'excellentes raisons puisqu'il s'agissait, précise-t-il, de « réformer l'Université dans un sens démocratique et faire tomber le pouvoir "gaulliste" » (encore qu'à vingt ans de distance on ne voit pas quelle urgence et quel mérite il y avait à faire tomber non le « pouvoir gaulliste », mais de Gaulle

1. Maurice Agulhon, « Vu des coulisses », in *Essais d'ego-histoire*, Gallimard, bibliothèque des Histoires, 1987, p. 56-57.



en personne — à quoi François Mitterrand ne détesterait pas d'être flatteusement comparé). Reste que basculer du côté des soixante-huitards, c'était donner sa caution à un mouvement dont l'essence, la logique, les finalités étaient les mêmes que celles du stalinisme, même si à la figure éponyme de Staline étaient substituées celles de Trotski ou de Mao. C'est le malheur intime de la social-démocratie : elle est faite, comme le remarquait déjà Karl Kautsky, pour les temps tranquilles<sup>1</sup>. A la première brise, elle, ou du moins son aile gauche, perd son cap et revêt la défroque du radicalisme révolutionnaire. Même mon cher Agulhon, en gardant sa veste et sa cravate<sup>2</sup>.

Revenons aux années 50. L'argument du « terrorisme intellectuel » qui, en France, se serait exercé dans la période stalinienne sur les intellectuels communistes n'est pas recevable. Ils vivaient dans un pays où le Parti n'était pas au pouvoir et de ce fait ne disposait d'aucun bras séculier, même s'il représentait une force parmi d'autres capable de peser sur le déroulement des carrières. L'argument selon lequel ces intellectuels étaient venus au communisme pour toutes sortes de bonnes raisons, que ne remettait nullement en cause l'erreur théorique et idéologique qu'ils déploraient, n'est pas non plus recevable : le problème de la vérité n'est pas un problème second que, dans une conjoncture d'urgence, il est de bon calcul de remettre à plus tard. Le fond de l'affaire, c'est qu'il faut du courage pour délibérément affronter une vitupérante mise à l'index ; la solitude de l'hérétique et de l'exclu est par définition amère. Ils ont manqué de ce courage-là.

Au demeurant, sur le terrain et à chaud, le bilan n'était pas aussi négativement sans appel qu'il l'est si l'on ne considère que la théorie des deux sciences et l'affaire Lyssenko. Le rejet de la psychanalyse ou le parti pris du réalisme en art sont en eux-mêmes des positions défendables sauf à être associées à des mesures disciplinaires. C'est ce dont témoignent les pages que, dans le document dont j'ai déjà fait largement état, je consacrais à la politique conduite dans les années 1948-1950 :

« En 1947, au congrès de Strasbourg, s'appuyant, reprenant et enrichissant cette tradition française et internationale, Maurice Thorez donnait dans son rapport général une impulsion essentielle au travail parmi les intellectuels, orientation que développait Laurent Casanova, orientation que confirmait encore le XII<sup>e</sup> congrès du Parti en mars 1950.

Dès lors [...], les intellectuels communistes, porteurs de l'idéologie marxiste-léniniste, se mettaient à la tâche pour recueillir l'héritage français, et lui donner un nouvel élan, en le fécondant de la théorie marxiste et de l'expérience soviétique. Ce fut comme le début d'une renaissance culturelle et scientifique. Des intellectuels déjà âgés, sous l'impulsion du Parti, révisaient les valeurs qu'ils considéraient comme acquises, rouvraient leurs livres d'étude, apprenaient à nouveau l'enthousiasme de la recherche. Bataille contre la psychanalyse, contre la génétique classique, pour le réalisme. Dans ces mois-là, les intellectuels communistes auraient ri au nez de l'impudent qui aurait prétendu inconfortable la position de l'intellectuel communiste

1. « L'internationale socialiste est un instrument pour la période de paix » (Karl Kautsky, 1914).

2. Pour témoigner de son modérantisme foncier en 1968, Agulhon souligne qu'il n'est jamais allé à l'université dans ces mois-là sans veste ni cravate ! Sur tous ces points, cf. encore 4<sup>e</sup> partie, chap. 1 et 4.

[...]. Il fallait d'un même élan constituer la troupe de choc des intellectuels communistes les plus conscients et la disposer aux premières lignes du combat contre l'ennemi de classe, en améliorant sans cesse ses effectifs, son moral, son équipement théorique et politique, son organisation ; prendre appui sur cette troupe de choc pour patiemment convaincre par des arguments de principe et par des exemples pratiques ceux des intellectuels communistes encore hésitants à adopter les raisons du Parti et à rejoindre ce combat de classe ; expliquer pour les intellectuels non communistes les véritables raisons nationales et sociales de notre combat en les éclairant par des démonstrations de principe et sur des données pratiques prises à la fois dans nos résultats et dans leurs préoccupations : ceci de façon à gagner à notre alliance les plus avancés, à maintenir dans une neutralité bienveillante la masse des intellectuels porteurs des traditions nationales et à isoler ceux-là seuls qui se faisaient les pourvoyeurs idéologiques de la grande bourgeoisie belliciste et cosmopolite. [...] Notre confiance dans le marxisme-léninisme, notre confiance dans le Parti étaient alors sans limites : nous apprenions à faire respecter avec intransigeance nos positions de Parti. Mais, en même temps, il nous était recommandé — recommandation instantane et renouvelée parce que indispensable, l'impatience étant l'écueil auquel nous ne savions pas toujours éviter de nous heurter — d'apprendre à connaître modestement nos limites, c'est-à-dire nos ignorances dans le domaine de la théorie, de la culture et de la science. Il était fait appel — pas toujours d'ailleurs avec succès — à notre esprit de mesure et de sagesse politique pour apprendre à saisir l'essentiel — le neuf — dans nos alliances possibles, à regarder le passé avec un esprit aussi conquérant que celui dans lequel nous regardions l'avenir, à avoir du respect pour le travail intellectuel. Il nous était souvent cité en exemple le décret de Lénine concernant Pavlov<sup>1</sup>. »

Le bilan qu'en 1953-1954 je dressais ainsi et qui, à mes yeux, ne me paraît pas même aujourd'hui entaché d'un irrémédiable et sot aveuglement montre comment il ne convient pas de calquer l'analyse des méfaits du communisme en Occident, bien que sa nature et ses principes y fussent exactement les mêmes que ceux du communisme en général, sur les horreurs maintenant bien repérées du système soviétique. Plus encore que *Le Chêne et le Veau* de Soljenitsyne, les fragments d'un texte posthume inachevé de Boris Iampolski, *Présence obligatoire*, organisés, rassemblés et prolongés par Ilia Konstantinovski<sup>2</sup>, décrivent jusque dans ses plus répugnantes conséquences l'effrayante cruauté du petit monde moscovite de la « littérature dirigée ». Mais cette cruauté-là ne pouvait s'épanouir totalement que si personne, absolument personne, n'était en mesure de s'échapper du cercle tracé par ses ordonnateurs, policiers, sélectionneurs et tortionnaires. Ce n'était pas le cas en France. C'est ce qui fait la fragilité du méticuleux réquisitoire auquel s'est livré J. Verdès-Leroux. Elle ne voit dans toute l'affaire parisienne qu'ignominie grotesque. Non : il y a plus grave — une erreur de base. Tout reposait en effet sur le principe, faux à la racine, selon lequel tout savoir, toute sagesse est pris dans la lutte des classes et modelé par elle. Mais cette erreur de base — et c'est là un redoutable paradoxe — a pu engendrer dans certaines circonstances (celles qui justement existaient alors à l'Ouest) un mouvement qui s'est cru fécond et l'était pour une part.

1. P. 19-21.

2. Boris Iampolski, *Présence obligatoire*. Ilia Konstantinovski, *Boris Iampolski et son témoignage*. Traduits par Madeleine et Wladimir Berelowitch, bibliothèque de l'Âge d'Homme, 1990.

En tout cas l'élan, l'enthousiasme dont mon bilan était pétri expliquent pourquoi il me fallut par la suite beaucoup de temps pour débusquer le principe erroné qui y était caché et lui enlevait toute validité.

Mais, en attendant, comment faire pour expliquer les déconvenues qui avaient marqué les années 1951-1953 et à qui en faire porter le chapeau ? Je croyais aussi tenir la réponse : la ligne développée de 1948 à 1950 s'était trouvée gauchie et déformée dans les années suivantes. Ce que je caractérisais de la manière suivante :

« La ligne de travail parmi les intellectuels, telle qu'elle est appliquée par la direction du Parti et la section centrale idéologique, est une ligne avant-gardiste, sectaire, masquant en fait un profond opportunisme et aboutissant à la constitution d'un groupe sans principe<sup>1</sup>. »

Le moins qu'on puisse dire, c'est que, dans ce document destiné au Bureau politique, je ne déguisais pas ma pensée. Mais je n'y avais pas autant de mérite qu'il pourrait sembler. Certes, fin 1953, Auguste Lecœur était encore le tout-puissant secrétaire qui passait pour le dauphin de Thorez. Cependant, un détail avait tout changé : Thorez était rentré en France le 10 avril précédent. *Franc-Tireur* — le quotidien, à l'époque, de la gauche non communiste — révélait sa médiocre compréhension des conflits qui à ce moment-là déchiraient l'univers communiste quand, le 9 avril, il avait traité de « magnifique canular » la publication, la veille dans *L'Humanité*, du poème qu'Aragon avait commis à cette occasion :

« Il revient les vélos sur les chemins des villes  
Se parlent rapprochant leur nickel ébloui... »

Méchants vers en effet mais d'une sincère jubilation si l'on veut bien se souvenir des avanies qu'avait subies le directeur des *Lettres françaises* quand, à peine un mois plus tôt, il avait dû péniblement s'excuser d'avoir accepté de reproduire le portrait de Staline dû à Picasso. Nul doute qu'il éprouvait un vrai soulagement de voir revenir, accompagné tout le long du chemin de retour par Laurent Casanova, celui qui ne lui avait jamais marchandé sa considération. D'ailleurs, non seulement Thorez était rentré, mais l'un des premiers visiteurs qu'il accueillit le 23 avril dans sa nouvelle maison de Bazainville fut Picasso en personne. Si je manquais d'expérience sur bien des points, j'en avais assez pour, me trémoussant autour d'eux quand j'appris la nouvelle, couiner aux oreilles de Krasucki et de Paul Laurent qui se trouvaient dans mon bureau : « Lecœur va sauter ! Lecœur va sauter ! » Ce que Kiki (comme on appelait Krasucki qui était encore un peu benêt — il s'est bien rattrapé depuis) commenta : « Mais où vas-tu chercher ça ? » Je le lui expliquai. L'article d'Aragon dans *Les Lettres Françaises* du 9 avril, plus tard un rapport de Jacques Duclos, une intervention autocritique de François Billoux devaient me conforter dans ma prévision, qui se trouva vérifiée en mars 1954 quand fut rendue publique « l'affaire Lecœur ». Ce qui ne signifie pas que celle-ci se réduisit à l'aspect qui m'intéressait directement, à savoir la conception qu'avait eue Lecœur

1. P. 18.

du travail parmi les intellectuels. Elle comportait bien d'autres aspects dont certains sont plutôt à mettre au crédit de la victime. Je serais de surcroît maintenant portée à penser que l'éviction de Lecœur au cours de l'hiver 1954 fut bien moins la conclusion d'une affaire proprement française, que le premier acte d'une vaste remise en question à l'échelle du mouvement communiste international, le second étant en Italie l'éviction de Secchia. Lecœur et Secchia (comme le suggèrent les archives Secchia dont Bruno Groppo a fait une remarquable encore que trop brève analyse<sup>1)</sup> ont l'un et l'autre pareillement incarné dans leurs partis respectifs la conception classique selon laquelle un parti communiste était un « parti de type nouveau » doté d'un noyau dur de révolutionnaires professionnels et prioritairement déterminé par son appartenance au mouvement communiste international. Une conception dont la mort de Staline semblait augurer qu'elle allait devoir être révisée et assouplie.

Quoi qu'il en soit, le gauchissement que j'attribuais à l'influence de Lecœur et aux insuffisances de Billoux, j'en pouvais tracer la genèse :

« Deux dates marquent avec éclat la brisure de la ligne du Parti : janvier 1951, l'affaire Fougéron ; mars 1953, l'affaire Picasso. Une fois de plus, dans ce pays "fou de peinture", c'est à propos de peinture qu'éclatèrent les divergences politiques et idéologiques.

Arrivé à ce point, il faut répondre à une série de questions :

1) Y a-t-il eu de 1951 à 1953 reniement de la ligne formulée en 1947 ?

Formellement, non. Les références théoriques ont toujours été puisées dans les rapports du Comité central de 1947 et de 1950.

En pratique, oui. Mais la manifestation n'en fut pas toujours évidente<sup>2</sup>. »

Et de citer les articles consacrés par Auguste Lecœur dans *France nouvelle* aux *Communistes* d'Aragon et dans *L'Humanité*, en réponse à Moussinac, au *Pays des mines* de Fougéron.

Quelles étaient les critiques que j'articulais contre cette politique gauchie dont je rendais Lecœur responsable ? Je les regroupais sous trois chefs :

« 1) *L'ouvriérisme*. Contrairement aux principes et aux méthodes si fermement établis par Maurice Thorez, le Parti nourrit une attitude incorrecte à l'égard de ses intellectuels comme à l'égard des intellectuels en général.

Le Parti a, pendant une période, connu certaines difficultés dans ses rapports avec la classe ouvrière. Aussi était-il de son devoir de tout mettre en œuvre pour en analyser les raisons et consolider ses liaisons de masse avec les entreprises et notamment avec les usines métallurgiques. Mais cela ne signifie en aucune façon qu'il doive renoncer à ses efforts pour rassembler autour de lui les intellectuels. [...]

Sans doute le rôle des intellectuels communistes n'est plus comme au début du siècle d'introduire la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier. Il est seulement d'apporter des justifications supplémentaires tirées de la science, de la littérature et de l'art à la théorie, à l'idéologie et à la politique communistes. En même temps, il est de gagner à l'alliance de la classe ouvrière la masse des intellectuels pour un changement de politique<sup>3</sup>. »

1. Bruno Groppo, « Les divergences entre Togliatti et Secchia et l'évolution du parti communiste italien, 1944-1954 », *Communisme*, n° 9, 1986.

2. P. 22-23.

3. P. 25-26.

La description clinique assez pittoresque que je faisais des ravages de cet ouvriérisme n'était pas mal vue :

« Et c'est encore une manifestation — inverse — de l'ouvriérisme que les excès d'honneur accordés aux intellectuels communistes après les excès d'indignité. C'est encore en effet les placer dans une situation d'exception qui nourrit pour les meilleurs leur malaise et pour les moins bons leurs travers que de les mettre à l'honneur à tout bout de champ en les plaçant aux tribunes de toutes les manifestations. Cela est fait de façon si formelle que tout le monde en est irrité : d'une part, les intellectuels qui sont sur les tribunes à titre de décoration et sans nécessité interne ont l'impression de jouer le rôle d'ornements. Le fait qu'ils soient souvent confondus dans un même respect officiel aggrave ce sentiment : n'importe quel poète n'est pas Aragon et n'importe quel chercheur scientifique n'est pas Joliot. D'autre part, cette manière de faire ne plaît pas et n'éduque pas les ouvriers (n'importe quel intellectuel est invité, fêté, placé à la tribune, tandis que des militants ouvriers très respectés dans leur usine restent dans leur coin)<sup>1</sup>. »

Aussitôt après cette tirade, j'en venais au second chef d'accusation :

2) L'ouvriérisme a pour corollaire l'*avant-gardisme*.

L'avant-gardisme, c'est dans le domaine politique le refus pratique d'une politique unitaire. L'avant-gardisme s'est manifesté chez nous par la manière dont nous avons durant l'année 1953 tergiversé quant aux efforts unitaires à faire par rapport au courant politique de *L'Observateur*. L'article de Barberet, paru dans les *Cahiers du communisme* de novembre 1953, est révélateur à ce sujet.

Mais l'avant-gardisme est bien plus apparent dans le domaine idéologique. Il s'exprime dans plusieurs directions. Il s'exprime par exemple dans cette théorie selon laquelle les ouvriers peuvent spontanément, par le seul fait qu'ils sont des ouvriers, donner un avis fondé sur l'art ou la littérature. Il s'exprime ensuite dans cette pratique qui consiste à ne porter attention qu'aux œuvres d'intellectuels communistes ou très progressistes au lieu de rechercher parallèlement tout ce qui, chez les autres, peut être encouragé, "porté au compte de la France". Il s'exprime enfin dans cette détermination d'intellectuels communistes à ne prendre pour sujet d'étude que ce qui intéresse directement la classe ouvrière et même la partie la plus avancée de la classe ouvrière, et à ne choisir pour forme donnée au sujet en question que la forme directement accessible à la classe ouvrière et cette fois à la partie la plus retardataire de la classe ouvrière. Il en résulte inévitablement une falsification de la classe ouvrière et du Parti, représentés comme isolés de la société capitaliste contre laquelle ils luttent mais dans laquelle ils baignent en réalité. C'est de cette façon que Fougerson est tombé dans l'erreur. C'est également par là que Bassis est entré dans une impasse en y attirant du même coup Kosma<sup>2</sup>. Et c'est par là que Stil dans une certaine mesure donne une vision fausse du Parti dans son dernier roman<sup>3</sup>. »

Et de citer à l'appui une formule de Lénine tirée de *Que faire ?*

« Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la

1. P. 26-27.

2. Allusion à la « fresque dramatique et lyrique », *Celui de France que nous aimons le plus*, d'après *Fils du Peuple*, écrite par Henri Bassis et mise en musique par Kosma. Relisant ces lignes en 1989, après la parade montée par le publicitaire Goude pour le bicentenaire du 14 Juillet 1789, j'hésiterais à me montrer aujourd'hui aussi sévère. C'était certes un spectacle populaire sans prétention, plein de vers de mirliton, mais la musique de Kosma était délicieuse et on s'amusait, bêtement j'en conviens mais de tout cœur. *Les Cloches de Corneville* ne sont pas du Berlioz ni du Wagner, mais qui n'a pas pris plaisir de toute sa vie à ce genre ? Et *Les Parapluies de Cherbourg* ?

3. P. 27-28.

classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même n'est pas un social-démocrate ; car, pour se bien connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de toutes les classes de la société contemporaine. »

Avec le troisième chef d'accusation, j'abordais ce que j'estimais au cœur de ma fonction propre au sein de la direction de la Fédération de la Seine : reconnaître et définir le rapport qui, dans le travail parmi les intellectuels, faisait de la lutte idéologique et de la lutte politique deux faces d'une même entreprise.

Ce n'était pas pour moi facile. Raymond Guyot et moi-même avions assez de bon sens pour savoir que nous étions mal préparés à conduire ce genre d'affaire. En ce qui me concerne tout particulièrement, je n'étais pas et ne fus pas davantage par la suite portée à spontanément aborder les problèmes par leur côté idéologique. Il me fallait et il me faut toujours une incitation qui, au démarrage, provienne de l'observation d'un phénomène vivant, en situation, et dont les proportions, la couleur, le grain sont pour une part dus aux circonstances. Je n'étais pas indifférente ou, pire, fermée aux débats d'ordre plus théorique et abstrait. C'est avec intérêt que j'écoutais les uns et les autres traiter de psychanalyse, de cybernétique, de linguistique ou de biologie. Mais je n'imaginais pas d'y participer plus directement. Même dans ma propre discipline, l'histoire, je n'éprouvais aucun désir de me mêler aux discussions de méthode et n'en éprouverai pas davantage lorsque je serai moi-même revenue à l'enseignement et la recherche. L'œuvre, l'élan vital qui la pousse à exister me paraissaient plus convaincants que les déclarations d'intention. Je fus encore confirmée dans cette attitude quand, au tournant des années 70, toutes les variétés de gauchismes cultivèrent un goût furieux pour les préalables, les préliminaires et les prolégomènes épistémologiques. Arrivée depuis peu à Nanterre, je fus d'abord épouvantée puis perplexe d'avoir à juger d'époustouffants étudiants qui s'étaient mis à trois pour traiter du cas du Brésil mais qui, à la cinquième heure de leur interminable exposé, n'avaient pas prononcé le mot Brésil, perdus qu'ils étaient dans les touffes non de la forêt amazonienne, mais des questions de méthode.

De même je courais voir les films, je lisais les romans, je visitais les salons et expositions où des cinéastes, des écrivains, des peintres communistes mettaient en œuvre ce qu'ils tenaient pour conforme à leurs positions de parti : le réalisme socialiste. Mais, lectrice dans *Les Lettres françaises* de critiques aussi avertis que Georges Besson, Francis Jourdain ou Georges Sadoul, je n'admirais pas sur commande ni ne condamnais sur ordre et je ne me croyais pas autorisée à proclamer mes palmarès personnels. J'ai tiré de cette réserve active un grand bénéfice. Si j'étais loin de détester en bloc André Fougeron qui me fit poser pour un personnage de son tableau, *Hommage à Marcel Cachin* — une jeune mère, son bébé (ma fille Danielle) dans les bras, assise sur les marches du podium : j'ai conservé l'étude que le peintre me donna — et si de manière générale je n'aimais pas Picasso (à l'exception de son *Portrait de Staline* qui, lui, m'avait bien plu !), j'avais très tôt, grâce à Boris Taslitzki, aimé Francis Gruber, Mela Mutter ou

Gromaire. C'est grâce à lui surtout que j'ai été sensible aux travaux de grands sculpteurs, ses voisins de quartier, Giacometti bien sûr, mais aussi celles qui ont ma préférence par leur exigeante douceur, Chana Orlov et Germaine Richier, ce qui explique qu'aujourd'hui mon jardin d'Éden se situe bien à Jérusalem : c'est le jardin du Musée d'Israël où figurent avec des œuvres majeures les grands sculpteurs du siècle, au tout premier chef Brancusi, Lifchitz, Zadkine sans compter Henry Moore dont l'énergie créatrice a parsemé de tant d'œuvres tant de campus américains.

Malgré tout, c'est du côté politique des choses que je me sentais le plus proche et c'est de ce côté-là que je pouvais m'exprimer de la manière la plus nette. Je n'y manquais pas :

« A mener la bataille politique du rassemblement des intellectuels pour la défense de la culture en dehors de la bataille idéologique, on renonce à mettre en valeur l'apport propre des intellectuels communistes au trésor national culturel ; on renonce à donner les raisons propres des intellectuels communistes à participer à cette défense et par conséquent on n'éclaire ni pour les communistes ni pour les non-communistes les conditions et les perspectives de ce combat commun : le résultat en est que le mouvement ne peut se développer avec les garanties de clarté qui donnent de la solidité à une alliance de cette sorte. Il me semble qu'il y a là une des raisons de l'incapacité où nous sommes de faire réellement démarrer un mouvement d'unité d'action politique pour la défense de la culture française.

D'un autre côté, à mener la bataille idéologique en dehors de la bataille politique, on vide la bataille idéologique de ses objectifs concrets. C'est en effet la bataille politique qui met normalement en évidence les données idéologiques à éclairer ou à combattre. Il s'ensuit que, n'ayant pas d'objectifs issus des rapports politiques réels, la bataille idéologique se sclérose, devient dogmatique et académique. C'est la raison essentielle pour laquelle les journées nationales d'Ivry, tout intéressantes qu'elles furent, ont ce côté dogmatique, académique qui s'est encore accentué et est devenu dominant dans la majorité des cercles idéologiques d'intellectuels. A la limite, la bataille idéologique devient bureaucratique<sup>1</sup>. »

J'étais ainsi portée à tenir pour central l'espace où se matérialisait le lien entre l'idéologie et la politique : celui de la culture. J'essayais d'en faire le tour et d'y bâtir :

« Les intellectuels communistes, en se fixant la tâche politique de contribuer au rassemblement des intellectuels français pour la défense de la culture nationale, doivent travailler d'un même effort 1) à dégager sur le plan politique les conditions de l'unité à réaliser et de l'action à mener ; 2) à dégager sur le plan idéologique les raisons sociales et nationales des communistes de participer à ce rassemblement : les raisons sociales, c'est-à-dire les raisons de la classe ouvrière à se tenir pour héritière du patrimoine national culturel ; les raisons nationales, c'est-à-dire les raisons de notre peuple à tenir pour valable l'héritage culturel qui donne son visage propre et assure son rayonnement international [...].

Le front unique politique pour la défense de la culture française sera renforcé et non affaibli par la proclamation publique des positions communistes dans le domaine de la culture, de la science et de la pensée. Encore convient-il d'exprimer ces positions communistes avec un langage et une argumentation susceptibles de rencontrer des préoccupations valables pour tous les intellectuels. Encore convient-il d'affirmer ces positions communistes avec la modestie patiente et la sagesse du Parti

1. P. 29-30 sur les journées nationales d'Ivry. Cf. *supra*.

de la classe ouvrière ; avec la conscience de la grandeur du passé culturel français ; avec la compréhension de l'immense responsabilité qui nous revient ; avec la confiance que nous devons avoir à l'égard des intellectuels honnêtes ; avec la certitude que la victoire de nos idées sera moins le fruit de déclarations retentissantes que le résultat des œuvres effectivement produites.

Une telle conception, pour complexe qu'elle soit, permet seule de ne pas brouiller les cartes : de ne pas parler d'unité idéologique quand il s'agit seulement d'unité politique ; de ne pas parler de "défense des positions de Parti" quand il s'agit seulement de refus sectaire d'unité politique ; de ne pas parler d'unité quand il s'agit seulement d'abandon des positions du Parti. Une telle conception permet de faire avancer à la fois le front unique politique et les positions de Parti, sans étroitesse sectaire et sans opportunisme ; de ne pas découper arbitrairement la politique du Parti en rondelles en tombant dans le schématisme<sup>1</sup>. »

Ouvriérisme, avant-gardisme, sectarisme sous le masque de l'opportunisme : une fois ces trois arguments du réquisitoire développés, il ne me restait plus qu'à porter l'estocade. Ce à quoi je me risquais sans me couvrir :

« A l'ignorance en matière de culture s'ajoute encore le mépris fondé sur l'incompréhension des hommes de culture. Par exemple, quand le camarade Lecœur déclare dans sa conférence de la *Nouvelle Critique* : "Il est encore trop souvent dit dans notre Parti que les problèmes délicats et complexes du travail parmi les intellectuels nécessiteraient de poser les questions avec une souplesse toute particulière." C'est ici qu'il faut dire combien le Parti a souffert dans sa réputation des méthodes publiques employées à l'égard de beaucoup d'intellectuels. Mais il faut surtout souligner le mal fait au Parti en ce qui concerne Aragon. »

Il était probablement trop tard — et sans doute depuis déjà beaucoup de temps — pour sauver Aragon lui-même des innombrables et irréparables brisures auxquelles il s'était exposé. Est-ce son exemple qui m'a persuadée, quand le moment fut venu pour moi de dire enfin : « Non », de dire un « non » définitif, un « non » qui m'empêchât d'avoir la berlue et de courir ma vie durant après les mirages et illusions de ces « voies nouvelles », de ces « dégels », de ces « ouvertures » et « redressements » censés conduire au Graal que serait un « socialisme à visage humain » ? En attendant, je poursuivais mon analyse :

« L'abandon des principes, concrétisé par le mépris de la culture et des hommes de culture, se manifeste pratiquement par l'anéantissement total de la démocratie du Parti dans ce secteur. Étant donné en effet que la discussion n'est pas établie sur une base de principe, la discussion au sein du Parti devient stérile. [...]

La méthode de direction qui s'instaure alors est totalement bureaucratique, caporaliste, et typiquement non collective. Un épisode caractéristique fut la décision (rapportée après beaucoup d'efforts) d'interdire à Boris Taslitzki d'exposer son tableau *Staline rend visite à Maurice Thorez*. Même si ce tableau avait été mauvais, faux, il reste que ce n'est pas une interdiction du Parti qui doit régler la question. C'est la libre discussion. »

Ces positions que j'avais ainsi rassemblées dans un document écrit, les avais-je jusque-là strictement gardées pour moi ? Il ne le semble pas puisque

---

1. P. 30-32.



Voguet, à la commission politique de la conférence fédérale où il fut décidé de me relever de ma responsabilité (novembre 1953) et de me renvoyer « à la production » (c'est-à-dire dans mon cas à l'enseignement !), me fit grief d'avoir la mauvaise habitude de « prononcer des paroles légères ou des jugements cavaliers sur la politique ou les dirigeants du Parti » :

« La remarque de Voguet fait en effet allusion à un violent incident qui avait éclaté avant la précédente conférence fédérale (février 1953) : j'avais, de façon évidemment très légère, confié à un camarade mon exaspération devant certaines positions d'Auguste Lecœur. Cette exaspération prenait sa source dans les questions liées au travail parmi les intellectuels. En outre, dans une conférence de section que j'étais chargée d'assurer, il avait été, sous l'impulsion d'un camarade membre du secrétariat d'Auguste Lecœur, prononcé au moins cent fois en référence le nom de Lecœur et je m'étais en définitive fait fortement accrocher parce que je n'avais pas consacré l'essentiel de la conférence à la question des instructeurs politiques. Au retour, j'avais laissé échapper cette phrase : "Une conférence de section, ce n'est tout de même pas un festival Lecœur." Tout ceci se mêlait enfin à la question de la décentralisation de la Fédération <sup>1</sup>. »

Je ne manquais aucune occasion pour aggraver mon cas :

« Il m'arrivait de laisser échapper des appréciations personnelles sur telle indication qui m'était donnée à la section centrale idéologique. Quand par exemple en janvier 1951 il y eut cette manifestation Fougerson à La Grange-aux-Belles, j'y allais naturellement mais, quand il m'était demandé mon avis le lendemain, pouvais-je exprimer de l'enthousiasme ? Quand il y eut le communiqué du secrétariat du Parti sur Picasso <sup>2</sup>, j'allais exposer ma peine d'abord au secrétaire fédéral André Karman, puis à Victor Joannès qui était le camarade de la section centrale idéologique

1. P. 48. C'est sur la question des instructeurs politiques que fut mené le procès fait à Auguste Lecœur pour justifier sa mise à l'écart. De quoi s'agissait-il ? Pour pallier au fait que trop d'adhérents ne fréquentaient pas la réunion de leur cellule, Lecœur avait imaginé, sur conseil de son référent soviétique et sur la base d'une expérience tchèque, d'élever au statut d'instructeurs les membres actifs qui recevaient la charge de visiter régulièrement les absents. C'était évidemment contraire au dogme selon lequel un adhérent ne pouvait être qu'un militant. Cela ressemblait assez à la formule pragmatique des « hommes de confiance » dans la social-démocratie allemande. Quant à la question de la décentralisation de la Fédération de la Seine, il se trouve que j'avais pris position contre le projet de découpage qui fut adopté et appliqué précisément à l'automne 1953 (j'ai retrouvé également dans mes archives un texte qu'au cours de la longue discussion préparatoire tout au long de l'année 1953 j'avais écrit pour expliquer mon désaccord sur ce point).

2. Sous le titre, dans *L'Humanité* du 18 mars 1953, de Communication du Secrétariat du Parti Communiste Français, voici ce qu'on lisait :

« Le Secrétariat du Parti Communiste Français désapprouve catégoriquement la publication, dans les *Lettres françaises* du 12 mars, du portrait du Grand Staline dessiné par le camarade Picasso.

Sans mettre en doute les sentiments du grand artiste Picasso, dont chacun connaît l'attachement à la cause de la classe ouvrière, le Secrétariat du Parti Communiste Français regrette que le camarade Aragon, membre du Comité central et directeur des *Lettres françaises*, qui, par ailleurs, lutte courageusement pour le développement de l'art réaliste, ait permis cette publication.

Le Secrétariat du Parti Communiste Français remercie et félicite les nombreux camarades qui ont immédiatement fait connaître au Comité central leur désapprobation. Une copie des lettres reçues sera adressée aux camarades Aragon et Picasso.

Le Secrétariat du Parti Communiste Français demande au camarade Aragon d'assurer la publication des passages essentiels de ces lettres qui apporteront une contribution à une critique positive.

Paris, le 17 mars 1953. »

avec qui j'avais le contact. Puis je me cachais trois jours pour ne pas avoir à répondre aux questions.

De telle sorte que les camarades les plus avertis savaient ma position. D'autant plus que j'étais membre du comité de rédaction de *La Nouvelle Critique* et que nous avions là les mains plus libres. Si bien que, non pour ma personne mais pour ce que représentait ma responsabilité, un certain nombre de camarades préféraient s'adresser à la section fédérale idéologique<sup>1</sup>. »

L'affaire du communiqué, ça je m'en souviens bien. Il y avait donc eu l'annonce de la mort de Staline, le vendredi 6 mars 1953, alors que s'ouvrait à la salle des Grésillons de Gennevilliers une conférence nationale du Parti. « Immense émotion en France et dans le monde », avait titré le lendemain *L'Humanité*. C'était sans doute vrai, mais moi j'étais comme un croque-mort à l'enterrement d'un notable : il y a trop à faire pour avoir des sentiments. J'avais à rédiger au nom de la Fédération des motions, des appels, des déclarations, des messages, à accompagner une délégation fédérale à l'ambassade soviétique pour y signer le registre de deuil, à veiller à ce que, dans les entreprises des sections dont j'avais la charge, aient lieu des minutes de silence, des arrêts de travail en signe d'affliction, que soient envoyées des condoléances, recueillies des adhésions à la promotion Staline, prises les dispositions pour recevoir les foules qui, le jour des obsèques, se pressaient au siège de la Fédération où avait été dressée une chapelle ardente et pour le Vél'd'hiv' de deuil qui devait se tenir le soir.

Bon. Mais la semaine suivante, le mercredi 18, c'était plus calme. Il faisait beau ce jour-là et j'avais le cœur assez en fête parce que j'avais en poche de quoi m'acheter un bracelet-montre. Un simple bracelet en cuir mais c'était tout de même, pour mon budget, une dépense qui comptait. J'avais à quelques centaines de mètres du 120 remarqué boulevard Magenta un petit magasin d'horlogerie dont la devanture présentait ce à quoi je rêvais. C'était dans mes prix. Mon emplette au poignet, j'allais retraverser le boulevard quand je croisai Fernande Guyot qui s'arrêta pour me demander sur un ton neutre si j'avais lu le communiqué du secrétariat du Parti. Non, pas encore. Je le fis, sitôt arrivée au bureau. Et ma bonne humeur s'évanouit.

On aura aussi remarqué l'incidente concernant *La Nouvelle Critique* dans la dernière citation extraite de ce long document, qui sans doute était mien mais s'inscrivait dans un mouvement plus général de réaction anti-ouvriériste. Quoi, ce support en majesté du jdanovisme triomphant était, sans qu'on le sût au-dehors ni que la postérité s'en avisât, un organe de combat contre les déformations qu'avait subies la politique jdanovienne première manière ? Quoi, son rédacteur en chef, Jean Kanapa, figure emblématique de la pire période stalinienne aux yeux de ses contemporains et plus tard, fut-il vraiment cet « opposant » que je suggère ?

Du fait de nos responsabilités militantes connexes, j'ai été très proche de Jean Kanapa — il fut mon témoin à mon mariage avec Arthur — bien que sa personnalité ne suscitât pas en moi de sympathie immédiate et spontanée. Le 4 novembre 1956, comme souvent le dimanche en fin d'après-

---

1. P. 49.

midi, Jean était à la maison quand nous avons appris l'entrée de l'armée soviétique à Budapest. J'éclatai en sanglots, il partit en claquant la porte, je ne l'ai plus jamais revu.

A Jean, sans qu'il en eût, bien sûr, le génie ni les singularités, je trouvais certains faux airs de Marcel Proust. Comme lui demi-juif (par son père, membre très respecté — ou bien était-ce son oncle ? — du Consistoire, tandis que Marcel Proust l'était par sa mère), il était comme lui malingre (si Marcel avait de l'asthme, Jean avait été tuberculeux), le visage cireux, les cheveux rejetés et plaqués en arrière. Une cigarette de maïs collée au coin de la bouche donnait à son visage trop fin, à des lèvres trop minces sous la moustache un petit air dur et canaille. Des lunettes sans monture, au bas d'un front immense et glacé, accentuaient l'arrogance du regard. D'une famille aisée (son père était banquier si celui de Proust était médecin, l'un et l'autre appartenant à la bourgeoisie de la plaine Monceau), Jean était snob, agressif, compliqué, malheureux du genre de ceux dont le malheur est conçu pour faire souffrir tout l'entourage. Affamé de tendresse par accès et avec excès, par exception généreux et très gai, il était plus couramment acide et grinçant.

Simone de Beauvoir, dans son *Journal* comme dans les lettres qu'elle écrivait alors à Sartre et où elle se révèle assez monstrueuse, avait jugé Jean (qui avait été en 1938 l'élève de Sartre au lycée Pasteur de Neuilly) « absolument neutre », « sec », « esprit ingrat », « pas très intelligent », « indifférent » quand elle, qui allait sur ses trente-deux ans, était partie à la Noël 1939 — faute de mieux, par « commodité » et pour ne pas paraître « absurde et abandonnée<sup>1</sup> » — faire du ski à Megève en tête à tête avec lui, tout juste âgé de dix-huit ans. De son côté, quelques années plus tard, Kanapa, dans un premier roman largement autobiographique, avait dépeint Sartre, sous l'occupation, dissertant et philosophant au café avec un petit groupe de disciples sur les raisons qu'il avait de se refuser à toute action pratique de résistance pour ne s'intéresser qu'à la notion de révolution<sup>2</sup>.

Ce qui devait inciter Sartre à décréter que Jean était un « fruit sec » et même un « crétin ». Décret parfaitement injuste. D'une intelligence percutante, il fallut sans doute à Kanapa du temps pour vérifier qu'agrégé de philosophie il n'était porté ni sur l'enseignement ni sur la recherche ; qu'il n'était d'ailleurs véritablement doué ni pour la philosophie ni pour la littérature. Il ne rencontra sa voie et son destin — ceux d'un Kissinger communiste secret — qu'à peine dix ans avant de mourir à cinquante-sept ans, en 1978, d'un cancer du poumon. Une voie et un destin qui n'étaient pas ceux vers lesquels l'avait au départ orienté son attachement quasi filial pour Casanova quand, à vingt-trois ans, il écrivit son premier pamphlet avec encore plus de mauvaise foi et de sifflante âpreté que le genre ne le tolère — *L'existentialisme n'est pas un humanisme* (1947) — ou quand lui fut confié à vingt-sept ans le poste de rédacteur en chef de *La Nouvelle*

1. Simone de Beauvoir, *Journal de guerre*, sept. 39-janv. 41, Gallimard, 1990, *passim* et *Lettres à Sartre*, I, 1930-1939, Gallimard, 1990, *passim*.

2. Jean Kanapa, *Comme si la lutte entière...*, Nagel, 1946.

*Critique*. Sa voie, il s'y engagea sans avoir une idée de l'endroit où ça le mènerait quand en 1957 il devint, avec résidence à Prague, rédacteur en chef de l'édition française de *Problèmes de la paix et du socialisme* dont le titre en français était *La Nouvelle Revue internationale*. Après avoir été correspondant de *L'Humanité* en poste à La Havane, il en fut le correspondant à Moscou. Remarié à une Soviétique, en situation d'observer dans tous ses replis le fonctionnement du mouvement communiste international sous Khrouchtchev puis sous Brejnev, le cœur et l'âme définitivement blindés pour n'avoir défailli qu'un instant en commettant le meurtre du père (il renia publiquement Casanova en 1961 après avoir fait dire que lui aussi « monterait dans la charrette »), Kanapa, sous Waldeck-Rochet puis sous Marchais, s'affirma comme un habitué et un spécialiste confirmé des lieux et des problèmes à partir desquels s'élaborait la stratégie du système communiste mondial. Cette période des années 60-70 est en effet marquée par la tenue de grandes conférences internationales où des délégations des PC, au pouvoir ou pas, se retrouvent, se concertent et négocient au fil d'une diplomatie interparti fondée sur les normes, principes et règles qui reproduisent, en les adaptant à ses besoins, ceux de la diplomatie interétatique. Officiellement chef de la section de politique extérieure du PCF depuis 1972, en fait depuis 1968, Richelieu d'un Georges Marchais qui avec bon sens accepta d'être ainsi coraqué, Kanapa conduisit une politique subtile où Casanova, s'il n'était pas mort en 1972, aurait eu la consolation de retrouver ses leçons, et qui eût dû permettre avec le temps, mais à temps, que le PCF, enfin émancipé et autonome, explorât les chemins, s'ils existaient, de la rénovation eurocommuniste. On comprend que Georges Marchais ait pleuré à chaudes larmes en enterrant au Père-Lachaise celui qui avait été son mentor bien qu'il fût son cadet. L'image de Kanapa n'en est pas moins restée exclusivement marquée par la macule stalino-jdanovienne. Un détail significatif en témoigne : dans son dossier hebdomadaire consacré le 15 mars 1990 aux « gros mensonges historiques », *L'Événement du jeudi* retenait, parmi quelques autres exemples, la déposition de Kanapa au procès Kravchenko : « Les camps, un des titres de gloire de l'URSS, déclarait au tribunal, à l'époque, Jean Kanapa. » L'ennui, c'est que — le procès-verbal exhaustif du procès en fait foi — Kanapa n'a pas été cité comme témoin audit procès ; il était alors bien trop jeune et trop peu connu pour une telle tâche surtout que se bouscullaient, pour en être, les grands intellectuels consacrés de l'heure.

Trente ans plus tôt donc, Laurent Casanova avait choisi Jean Kanapa pour son homme de confiance à la rédaction en chef de *La Nouvelle Critique* comme Aragon avait choisi Pierre Daix pour être le sien aux *Lettres françaises*. Pourquoi la direction du Parti avait-elle créé une revue plutôt que de remodeler et réorienter celle dont elle disposait déjà, *La Pensée* ? C'est que le Parti aimait à mettre en concurrence deux organes ou deux organisations également sous son contrôle, même si l'une des deux suffisait et même s'il n'était pas question que les deux suivissent des lignes différentes. Peut-être est-ce un effet assez mécanique de la tendance au cloisonnement jusqu'au plus haut niveau même d'un parti légal qui provoque ces

duplications. Casanova tenait sans doute à disposer d'un organe qui répondît exactement à ce qu'il souhaitait en faire, sans avoir à disputer à Cogniot la maîtrise que ce dernier exerçait sur *La Pensée*. Il en résulte qu'il est inexact de voir dans *La Pensée* de l'époque un lieu moins perméable au jdanovisme. Cogniot, qui de surcroît vivait alors au siège du Kominform, n'était pas moins orthodoxe que Casanova. Il écrivait d'ailleurs volontiers dans les deux revues entre lesquelles il y avait de nombreux chassés-croisés tant en ce qui concerne les thèmes abordés que les auteurs qui y collaboraient. Ce qui les distinguait, c'est plutôt leurs « âges » respectifs qui découlaient de la date où elles avaient été fondées. *La Pensée* renvoyait aux gens et choses des années 30. Quand, pour le soixante-dixième anniversaire de la mort de Karl Marx, elle organisa en mai 1953 un colloque auquel elle convia intellectuels parisiens et provinciaux, communistes ou non, les noms qu'aligna Marcel Cornu pour en souligner l'importance et l'intérêt furent ceux de Langevin, d'Henri Wallon, de Mme Seclet-Riou, de Jean Orcel, de Jean Bruhat, de Jean Baby, de René Maublanc (dont Marcel Déat, qui, en 1922, avait permuté avec lui du lycée de garçons de Reims au Centre de documentation sociale de Bouglé rue d'Ulm, avait judicieusement observé dans ses *Mémoires politiques* — on ne peut pas se tromper en tout — qu'il s'était senti « appelé sans doute, avec un grain d'humour qui l'apparente à son ami Jules Romains, à faire dans l'intelligentsia communiste une modeste mais persévérante besogne d'amateur lettré et de fanatique lucide »). Ce qui distinguait aussi *La Pensée* de *La Nouvelle Critique*, c'était le type de public auquel elle s'adressait. *La Pensée*, trimestrielle, visait un public d'universitaires ayant le goût de l'académisme, de l'encyclopédisme, de l'érudition avec un penchant pour l'éclectisme. Le colloque en question se présentait explicitement comme un colloque universitaire. *La Nouvelle Critique* se voulait plutôt, au même titre qu'*Esprit* ou *Les Temps modernes*, une revue qui participât directement au débat d'idées en cours pour un public moins défini et limité par sa caractérisation professionnelle que par le statut global d'intellectuel qu'il aspirait à se voir reconnaître.

De là un ton différent. De ce point de vue, la réputation qui s'est attachée à *La Nouvelle Critique* d'avoir usé d'un ton constamment agressif, outrancier est-elle méritée ? Il est difficile d'en juger.

*La Nouvelle Critique* a en effet polarisé par la suite des ressentiments, ô combien fondés, mais pas toujours bien ajustés. Ainsi le « gentil Claude Roy » (François Mauriac), vingt ans plus tard, se laisse aller à traiter un Casanova déchu de « "sous-Jdanov" à l'accent de douanier corse et aux idées de "primaire" en folie<sup>1</sup> ». Certes, et je l'ai déjà souligné à la suite de François Fejtö<sup>2</sup>, les « grands » dirigeants communistes de l'époque n'avaient pas cette « profondeur intellectuelle » qu'on leur attribuait volontiers — Casanova, qui pourtant n'était pas tout à fait un « primaire » (il était avocat, encore qu'il n'eût jamais ouvert un cabinet), pas plus qu'un autre. Si fréquenter familièrement Joliot, Picasso et Aragon lui permit d'acquérir

1. Claude Roy, *Nous*, Gallimard, 1972, chap. 26 (« Aragon. Les années cinquante »).

2. A. Kriegel, *Les Grands Procès dans les systèmes communistes*, p. 104.

du brillant, si ce Méditerranéen, pas douanier mais assurément corse, de ces Corses élevés en Algérie, du côté de Souk-Ahras où son père était cheminot (et ces Corses-là n'avaient pas l'idée qu'ils pourraient avoir une autre patrie que la France, même si on parlait du « vaillant peuple corse » en célébrant chaque année le 9 septembre la libération de l'île), était un orateur-né, il me semble avoir été moins intimement repétri d'une culture acquise au contact des œuvres que ne le fut de manière candide par exemple un Waldeck-Rochet. Mais quand je lis, en cette fin des années 80, les dithyrambes dont le président de la République est l'objet, je crains que les brevets, en fait d'intelligence et de culture, ne soient que des médailles qu'obtiennent les hommes politiques quand le soleil du pouvoir les éclaire et éblouit. Ma crainte augmente d'ailleurs quand, dans le même ouvrage, avant d'étriller Casanova, Claude Roy place au centre de la ruche qui est de son plein goût une « reine », Marguerite Duras, dont il fait « un mélange, inimitable, de la religieuse portugaise et d'Édith Piaf », ce qui n'est acceptable que si le « mélange » explique qu'elle n'ait été ni l'une ni l'autre dans ce que l'une et l'autre avaient d'admirable.

Claude Roy trahit d'ailleurs involontairement ses automatismes de pensée quand il écrit, parlant de l'équipe d'*Action* qui se retrouvait rue Saint-Benoît : « Nous ne commentons pas le dernier numéro de l'*Iskra* avec feu mais la dernière livraison de *La Nouvelle Critique* avec consternation. » Vraiment ? L'ennui, c'est qu'*Action* première manière dont il est ici question disparaît très précisément (sans que cela soit dans une relation de cause à effet) le mois où sort le premier numéro de *La Nouvelle Critique*, en décembre 1948, ce qui donne à la « consternation » un caractère immédiat et précipité qu'elle n'a probablement pas eu.

D'un autre côté, les années 80 sont marquées par un tel souci d'aimable consensus teinté d'ironie et de cynisme à l'égard de tout engagement, surtout collectif, qui se veuille durable, coûteux en cas d'échec, par un tel prix conféré à la paix des longs jours tranquilles, à la sérénité morose des soirs où se couche comme prévu un soleil qui se lèvera comme prévu le lendemain, qu'à le relire, un Léon Bloy par exemple, ce « conservateur désespéré » sur lequel méditait Ernst Jünger en mai 1945 au plus sombre de la catastrophe allemande, jette par le somptueux déglutis de ses imprécations et de ses invectives dans une stupeur incrédule. Quel imperturbable pamphlétaire, hyperbolique « pèlerin de l'absolu », vociférateur ému, sincère et droit, convaincu qu'« il n'y a qu'une tristesse, c'est de n'être pas des saints<sup>1</sup> », oserait aujourd'hui écrire des Français : « Ah ! nous sommes fièrement vaincus, archivaincus de cœur et d'esprit ! Nous jouissons comme des vaincus et nous travaillons comme des vaincus. Nous rions, nous pleurons, nous aimons, nous spéculons, nous écrivons et nous chantons comme des vaincus. Toute notre vie intellectuelle et morale s'explique par ce seul fait que nous sommes de lâches et déshonorés vaincus. Nous sommes devenus tributaires de tout ce qui a quelque ressort d'énergie dans ce monde en chute, épouvanté de notre inexprimable dégradation. » Et de prophétiser

---

1. Léon Bloy, *La Femme pauvre*.

(en août 1902) : « Nous sommes au prologue d'un drame inouï, tel qu'on n'aura rien vu de pareil depuis vingt siècles, et je vous convie à un certain degré de recueillement <sup>1</sup>. »

*La Nouvelle Critique*, à côté, c'était du vin clair. Ce qui permettra à Jean Kanapa, quinze ans plus tard, fin 1968, de limiter, avec une évidente mauvaise foi, son autocritique à ses seules méthodes de travail comme rédacteur en chef :

« Je corrigeais ce qu'ils (les camarades qui donnaient des articles à la revue) écrivaient d'une part. D'autre part, sans leur demander leur avis. Troisièmement, en essayant même le plus souvent de les mettre devant le fait accompli, pour être sûr qu'ils ne protesteraient pas. Quatrièmement, et ceci fait aussi partie de cette période, ils ne protestaient généralement pas... »

Quel rédacteur en chef ne se reconnaîtrait pas dans cette description malicieuse des relations qu'il entretient avec ses auteurs et leurs « papiers » ? Je viens d'ailleurs de comparer le manuscrit d'un de mes articles de *La Nouvelle Critique* — celui consacré aux *Confrontations* de Jules Moch — avec le texte imprimé. J'y relève de nombreuses petites corrections, mais elles ne dépassent pas ce à quoi se doit de remédier un réviseur attentif. Ne m'est-il pas arrivé de m'échiner, par pure horreur du gaspillage, à récrire de bout en bout un ouvrage qui, remis à l'éditeur, n'avait pas dépassé le stade du brouillon bien que la substance en fût excellente ? Son auteur, savant honorable mais piètre plume, fut, semble-t-il, si satisfait qu'il ne s'en aperçut pas. Ou le feignait-il, ce bienheureux ? Bref il ne faut pas sacraliser des textes qui ne sauraient prétendre à l'immunité que seule confère l'appartenance à la sphère de la littérature. Et quand j'observe de jeunes journalistes débutants crier « censure » dès qu'on tente de leur apprendre leur métier, je me résigne à prévoir *in petto* qu'ils n'iront pas bien loin.

Cependant, Kanapa ajoute, au témoignage de Francis Cohen qui le rapporte dans un écrit d'octobre 1978 à sa mémoire : « Pour moi, le stalinisme, c'est ça... C'est la substitution du commandement à la conviction, c'est le remplacement de l'adhésion des masses par le commandement des masses. » Comment m'empêcher de subodorer que cette dérisoire soft-analyse du stalinisme, Kanapa ne l'avance que parce qu'elle lui paraît suffire à combler la naïveté de son successeur ?

Encore faut-il reconnaître qu'à la différence de beaucoup d'autres publications dont le comité de rédaction est une institution purement décorative ou symbolique, celui de *La Nouvelle Critique*, le premier où nous n'étions encore que huit <sup>2</sup>, le second un peu élargi dans l'automne 1952, fonctionnait régulièrement. Simple rituel ? C'est possible puisque je ne garde aucun souvenir de ces réunions. Au demeurant nous avions, si nécessaire, dans le cours quotidien de la vie du Parti, de nombreuses occasions d'échanger nos vues et nos idées.

1. Léon Bloy, *Quatre ans de captivité*.

2. Le numéro I (décembre 1948) de *La Nouvelle Critique* donnait la liste suivante du comité de rédaction : Victor Joannès, Annie Besse, Pierre Daix, Jean Desanti, Victor Leduc, Jean Fréville, Henri Lefebvre. Rédacteur en chef : Jean Kanapa.

Sauf avec Henri Lefebvre. Non que celui-ci ne fût qu'un acteur muet. La première année de la revue, en 1949, il figure au sommaire de quatre livraisons, donnant en particulier deux longs textes, l'un (n° 4) qui s'intitule significativement « Autocritique » : après avoir précisé sa position en ce qui concerne les rapports du marxisme avec la philosophie et la sociologie, il y rend surabondamment hommage à Jdanov, Thorez et Casanova ; l'autre, en deux parties (n°s 11 et 12), traite de « Staline et la nation » : retrecotant les thèmes qu'il avait abordés dans son ouvrage publié aux ESI en 1937, *Le Nationalisme contre les nations*, il y exalte le caractère opératoire de la définition de la nation proposée par Staline dès avant la Première Guerre mondiale. Il reste que Lefebvre, par toute sa personne, donnait un peu l'impression d'être là par raccroc. Pourquoi Casanova avait-il jugé utile de le réembrigader ? Peut-être parce que, proche de la cinquantaine et l'un des seuls à avoir survécu à toutes les tribulations des années 20 et 30, il pouvait figurer le lien de continuité avec les marxismes antérieurs. Peut-être parce que entré au CNRS il pouvait représenter non, comme le faisait *La Pensée*, les universitaires voués au répétitif, mais les chercheurs qui défrichent. Peut-être parce que ayant à chaque fois passé condamnation de ceux que le Parti avait finalement choisi de condamner — par exemple Nizan ou Friedmann —, il donnait l'assurance que ses gambades n'allaient jamais jusqu'à la fuite, ses renâclages jusqu'à la rupture. Il en a d'ailleurs administré la preuve finale en réintégrant, sans doute pour la dernière fois, octogénaire très vert, les rangs du Parti et en appelant à voter pour son candidat à l'élection présidentielle de 1988.

Entre-temps, dans les années 70, j'avais retrouvé Henri Lefebvre à Nanterre où, toujours le même, il a achevé sa carrière professorale : polygraphe, léger et irresponsable, peureux, frimeur, vantard, s'adjudgeant tous les droits aux dépens de ses collègues, collaborateurs et élèves, se prêtant sans vergogne au rôle de gourou polygame, incapable en somme de vrai respect à l'égard des êtres et des œuvres et d'abord de lui-même, en étant honteux comme d'une tache et craignant que cela ne se sût, mais aussi pas vraiment méchant, encore moins pervers, soucieux d'en être peu importe de quoi, en étant et en écrivant — si bien qu'à force, papillonnant et inconstant, dans un fabuleux fatras, quelques jolies pages, idées ou formules (la vie quotidienne, l'irruption de Nanterre au sommet, la production de l'espace) ont fait tilt. Les cent premières pages de *La Proclamation de la Commune* ne sont pas loin du chef-d'œuvre.

Curieusement, du comité de rédaction de *La Nouvelle Critique*, je n'ai de souvenir vivace, peut-être parce que j'ai toujours aimé, c'est le moins pour une historienne, écouter de vieilles gens lourdes d'un savoir d'évidence sur des temps révolus, que de la présence de deux hommes, toujours gentils, discrets et souriants, qui faisaient également vieux bien que l'un n'eût dépassé que la cinquantaine et le second la quarantaine, mais dont l'un était peu disert et l'autre, qui ne figurait pas d'ailleurs dans la liste officielle, muet comme une tombe : Jean Fréville et Joseph Ducroux. A quel titre étaient-ils là ? Ducroux assurément parce qu'il était alors le directeur des Éditions Sociales. Fréville parce qu'il était depuis les années 30 un proche



de Maurice Thorez ? Sans doute mais aussi parce que, de 1927 à 1935, critique littéraire de *L'Humanité* dès 1932 et secrétaire adjoint du Bureau de l'AEAR<sup>1</sup>, il avait été mêlé à la première histoire des rapports tumultueux entre écrivains et parti communiste. C'est dans un article de Fréville en octobre 1932, à propos de Gorki, qu'était apparu en France le concept de réalisme socialiste : « Le réalisme de Gorki est dialectique, révolutionnaire, socialiste. » C'est encore Fréville qui avait publié en 1934, dans *Commune*, un article sur « Lénine et la culture » où se trouvait défini le rôle réservé à la culture dans une stratégie ouvrière. Mais peut-être aussi, hypothèse qui ne me serait pas venue à l'esprit à l'époque, Ducroux et Fréville se recommandaient-ils du fait qu'ils touchaient de près à l'appareil international directement contrôlé par les Soviétiques. Déjà, au début des années 30, Fréville avait charge de rendre compte à l'UIER<sup>2</sup> des débats, chocs et ruptures qui traversaient la vie de l'AEAR.

Je ne savais rien de ces antécédents de Fréville. Je présentais seulement qu'après des études de droit couronnées par deux thèses dont l'une, publiée en 1922, *La Question agraire en Russie*, avait été citée par Max Raphaël dans son ouvrage sur *La Théorie marxiste de la connaissance*, il n'était pas que l'écrivain populiste de l'étonnant *Pain de brique*, paru chez Flammarion en 1937, dont le héros, Svoboda, s'inspirait du personnage d'Eugène Fried, le représentant du Komintern auprès du PCF dans les années 30. Je ne savais rien non plus des étranges connexions qui, auprès de la figure brillante et controversée d'Anatole de Monzie — ce « grand seigneur » ayant occupé les plus prestigieuses des charges ministérielles —, avaient placé le couple Fréville : au titre de secrétaire privé, lui, de son vrai nom Eugène Schkaff, dont le père Marcus avait bâti une fortune rapide sur le commerce des armes d'abord avec la Russie tsariste, puis avec l'URSS ; elle, Liba Lipska, une danseuse dont la rumeur voulait qu'elle eût été la maîtresse de Monzie. Pouvais-je imaginer le fabuleux imbroglio découlant de ce que Liba était la nièce de Jean Arens, diplomate soviétique qui avait acquis une certaine notoriété pour avoir été blessé dans l'attentat commis, lors de la conférence de Lausanne en 1923, par un vétéran des armées blanches ? Premier secrétaire et conseiller de l'ambassade soviétique de Paris, ce même Jean Arens se distingua un peu plus tard en menant une vie très agitée et dispendieuse, faisant faire son buste par Chana Orloff et entretenant une liaison tumultueuse avec une journaliste du proche entourage de Caillaux, Marthe Y. Lebas, qui en tira, trente ans plus tard, un roman à clefs<sup>3</sup>. De retour à Moscou, il fut le directeur du bureau de presse du commissariat des Affaires étrangères. Après une dernière apparition comme consul général à New York, il disparut à l'automne 1937 dans les ténèbres du goulag.

Or, tout récemment, une historienne suisse a établi la véritable identité

1. AEAR : Association des écrivains et artistes révolutionnaires (1932-1936). Cf. Wolfgang Klein. *Commune, revue pour la défense de la culture (1933-1939)*, Éditions du CNRS, 1988.

2. UIER : Union internationale des écrivains révolutionnaires (1930-1935). Les représentants à Moscou de l'AEAR auprès de l'UIER furent successivement Aragon (janvier 1932-avril 1933), Léon Moussinac (avril 1933-fin 1934) et Nizan.

3. Marthe Y. Lebas, *Le Mariage de Moscou*, Robert Laffont, 1964.

de ce personnage haut en couleur et pourtant secret<sup>1</sup>. Jean Arens était le quatorzième enfant (en deux lits), prénommé à sa naissance Isaac, d'un honorable *hassid*, Hersch Alter, prospère propriétaire foncier, négociant en bois et en laine de Mława en Pologne russe, dont le quinzième enfant se prénommait, lui, Victor, oui, le célèbre Victor Alter qui avait fait ses études à Paris où il avait en 1932 publié en français à la librairie Valois son livre *Comment réaliser le socialisme ?* avant, échevin de Varsovie, de diriger en Pologne le *Bund* (la Fédération des travailleurs juifs), adhérent de ce fait non à la III<sup>e</sup> Internationale comme son frère Isaac, mais à l'Internationale socialiste. On sait que Staline, après l'avoir libéré de la prison où il l'avait enfermé les deux années de l'accord germano-soviétique, l'invita à venir à Kouïbychev (où siégeait une partie du gouvernement soviétique replié) pour participer à la création du fameux Comité juif antifasciste mondial. C'est à Kouïbychev que Victor Alter rencontra Joseph Czapski<sup>2</sup>, qui fut frappé « par sa remarquable intelligence et le détachement complet qu'il portait à ses affaires personnelles ». Et c'est à Kouïbychev que Staline, déjà soucieux d'éliminer par avance toute équipe susceptible de faire concurrence au noyau communiste qu'il entendait remettre sur pied dans la perspective de la « libération » de la Pologne, choisit en décembre 1941 de le faire exécuter en compagnie de son camarade Erlich.

Que penser de ces connexions qui tendent à confirmer que Fréville tenait un rôle dans les tentatives soviétiques d'emprise sur des milieux gouvernementaux français ? Il est difficile d'en juger, d'autant que Fréville semble n'avoir bénéficié pendant la guerre d'aucune des protections qu'auraient pu lui assurer les services soviétiques, ne serait-ce qu'en lui facilitant le départ de France. Des témoins ont en effet rapporté, ce dont Robrieux, estimant qu'il avait dû passer en Suisse, avait à tort douté, que Fréville était réfugié en 1943-1944 à Vebron près de Florac, dans les Cévennes lozériennes, où il se cachait en compagnie de Wierzbolowicz qui passait pour son fils (ou son gendre) et d'une femme (était-ce Liba ?) qui passait pour sa bru (ou sa fille)<sup>3</sup>.

Le cas de Joseph Ducroux est tout différent. D'abord, il s'appelait bien Ducroux, étant le fils d'un vigneron du Beaujolais. Ensuite, son terrain d'aventure, ce ne fut jamais le milieu fastueux et faisandé de la capitale, mais l'Asie du Sud-Est : après avoir en effet achevé des études commerciales en Angleterre, il avait été engagé à l'agence Cook de Paris où il adhéra au PC en 1923 à moins de vingt ans. Transféré à Marseille, il est, devenu permanent, affecté au travail semi-clandestin qu'est le « travail antimilitariste » pour les JC de toute la région méditerranéenne, ce qui le prépare,

1. Annette Caratsch-Gattiker, « Jean Arens, diplomate soviétique », *Communisme*, n° 17, 1988.

2. Joseph Czapski, ancien officier de l'armée Anders (c'est lui qui a très tôt révélé en Occident la vérité sur Katyn : cf. son témoignage, *Terre inhumaine*, rééd. L'Âge d'Homme, 1978), est d'abord un peintre qui, après guerre, dès 1947, fut à l'origine de la fondation de la revue de l'émigration polonaise, *Kultura*. Cf. aussi de lui *Souvenirs de Starobielsk*, Éd. Noir sur Blanc, 1987.

3. *Cévennes, terre de refuge, 1940-1944*. Textes et documents rassemblés par F. Joutard, P. Poujol et P. Cabanel, Presses du Languedoc, 1987.

puisqu'il a appris et l'anglais et l'illégalité, à accepter la mission qu'en 1925 lui confie le Komintern et qui, pendant sept à huit années coupées de séjours à Moscou et à Paris, le conduit de Chine en Indochine, de Birmanie en Inde et à Singapour. Qu'a-t-il fait exactement au cours de ces années ? On sait que de juin 1931 à novembre 1932 il fut détenu au secret, dans le quartier des condamnés à mort, à la prison de Singapour. Un historien américain<sup>1</sup> affirme qu'au cours de son interrogatoire Ducroux révéla les noms et adresses de responsables de partis locaux et du Komintern dans plusieurs villes importantes : c'est ainsi qu'Hô Chi Minh fut arrêté à Hong Kong ; Hsiang Chang-fa, le secrétaire général du PC chinois, à Shanghai où il fut exécuté par le Kuo-min-tang.

Ce qui n'est pas contestable, c'est que, libéré et revenu à Moscou en janvier 1934, Ducroux fut affecté aux services d'édition de l'IC et, sur sa demande, regagna la France où il devint le collaborateur de Léon Moussinac aux ESI. Sauf l'intermède de la guerre qu'il passa dans un camp de prisonniers, Ducroux fut donc vingt années éditeur, puisque ce n'est qu'en 1955 qu'il changea une dernière fois de métier mais pas nécessairement de patron en entrant jusqu'à sa retraite à la Banque commerciale de l'Europe du Nord. C'est là, rue de l'Arcade, qu'il m'arrivait encore de le rencontrer dans les années 60, toujours muet, toujours souriant de ce sourire mandarinale dont on est libre de penser ce qu'on veut.

Quelle fut ma contribution propre à *La Nouvelle Critique* ? Celle-ci, réexaminée, confirme, au-delà même de ce que je pensais, l'orientation et la substance délibérément politiques de mon activité militante. Sur les 90 numéros (de décembre 1948 à novembre 1957) où mon nom figure au comité de rédaction, j'écris quinze fois. C'est beaucoup. Surtout si on considère que mes contributions ne se situent qu'entre mars 1950 et novembre 1955, entre le numéro 14 et le numéro 69, soit 45 numéros.

Or le paradoxe, c'est que mes articles ne se déplacent sur le terrain de l'idéologie qu'au moment où, déchargée de mes responsabilités à la direction de la Fédération de la Seine et revenue à l'enseignement, je suis déjà engagée sur le chemin du retour. On sait bien qu'en règle générale on ne sort d'une phase de surréalité millénariste que par la gauche, c'est-à-dire en tentant de conserver un temps l'espérance, même si celle-ci s'est vidée de sa substance. J'use donc mes ultimes réserves de foi à critiquer âprement Aron dans le numéro de juillet 1955 et Gurvitch dans celui de novembre, alors que ce seront les hommes qui auront une influence majeure sur ma vie et mes travaux ultérieurs.

L'un de mes souvenirs les plus lumineux, je le garde en effet d'un colloque parmi tant d'autres qui, tenu à Bruxelles en 1965 était consacré à Proudhon. J'y fis la rencontre de Gurvitch. Pendant trois jours, délaissant les obligations qui nous avaient amenés dans la capitale belge, j'écoutai le vieil homme me parler de la Russie, de Saint-Pétersbourg, de la révolution, de Lénine, du judaïsme russe, de ce qu'avaient été sa vie d'émigré et sa

---

1. Robert C. Thornton, *China : The Struggle for Power (1917-1972)*, Indiana U.P., 1973, p. 51.

tardive carrière. Est-ce du fait de l'accent, le même chez l'un et chez l'autre, est-ce le charme d'une parole vraie, cette rencontre de Gurvitch s'est mêlée dans ma mémoire avec celle de Levinas que je fis beaucoup plus tard, quand tous deux nous rendions à Jérusalem pour participer à un séminaire chez le président de l'État d'Israël.

Celui-ci était alors, je crois, le professeur Katzir, qui chaque année aimait à réunir autour de lui, en un débat ordonné mais sans finalité immédiate, sur un thème d'actualité mais qui n'exigeait pas d'être traité dans des limites étroites, des intellectuels juifs d'Israël et de diaspora. J'éprouvais de mon côté pour Ephraïm Katzir des sentiments qui allaient bien au-delà de la déférence due à son statut officiel. Biologiste de l'Institut Weizmann, c'était avec une attention particulière que je l'écoutais analyser les promesses et les périls de la recherche scientifique de pointe. Dans la grande salle de Beit Hanassi — la Maison du Président de l'État — décorée de vitraux de Reuven Rubin représentant la lutte de Jacob avec l'Ange et le roi David jouant de la harpe, sa prestance volontairement atténuée par un sourire avenant n'empêchait pas que de ses yeux très bleus sous une chevelure très blanche émanât une douceur toute spirituelle pétrie d'une inguérissable tristesse.

Et comme la chaîne des confusions et rapprochements incongrus que suscitent visages, dates et lieux ne semble plus maintenant devoir se briser, laissons-la filer. Moi qui ne suis pas parvenue, par manque de temps, maladresse, sauvagerie, à entretenir comme il l'aurait fallu de chers liens de sympathie réciproque nés au hasard de rencontres semi-planifiées — c'est pourtant le principal usage de ces colloques innombrables que l'Occident pourtant peut se permettre de tenir aux quatre coins du monde pour satisfaire aux appétits touristiques déguisés en curiosités de ses élites intellectuelles —, j'ai, toujours à Jérusalem et à l'occasion de l'une des premières assises consacrées à l'étude du phénomène terroriste contemporain (après le coup d'éclat d'Entebbe en juillet 1976), fait l'une des rencontres qui ont compté dans ma vie, celle de Jacques Soustelle. Je ne l'avais jamais auparavant approché à Paris, éloigné qu'il était par l'ostracisme conjugué des belles âmes de droite et de gauche — une conjonction qui répandait autour de lui un épais nuage noir malodorant. Quel fantastique dommage ! Jacques Soustelle a été en ce siècle l'un des rares très grands savants français qui aient su périodiquement, autrement qu'en paroles et en acceptant tous les risques, prendre une part éminente aux affaires publiques. Il avait la massivité inentamée de la terre granitique dont il était issu, les Cévennes protestantes. Courage, perspicacité, savoir, désintéressement, autonomie de décision : Soustelle se portait naturellement vers les questions incertaines et les cas irrésolus, la France libre dès juillet 1940, l'Algérie de la seconde moitié des années 50, l'Israël des années 60, l'Afrique du Sud. Il était celui à qui je pouvais poser n'importe quelle question délicate : sa réponse n'était dans aucun cas tactique, dilatoire ou formelle, mais précise, informée, conclusive après qu'eurent été fixées les limites de l'inconnu ou du méconnu. Je ne l'ai pas, hélas, suffisamment interrogé. Sa mort en 1990 m'a été une amère déception.

## IV.

### RETOURS

« Ce convoi à destination de l'Orient n'était pas simplement le mien, ni simplement celui de ce moment précis, ce flot de croyants et de fidèles s'écoulait vers l'Est, vers le berceau de la lumière, sans interruption ni répit, il était éternellement en marche à travers les siècles, en direction de la lumière et du miracle, et chacun de nous, chacun de nos groupes, et notre troupe entière et sa vaste progression, tout cela n'était qu'une vague dans le flot éternel des âmes, dans l'éternel effort des esprits pour approcher de la clarté, de la patrie. Cette découverte me traversa comme un rayon, et au même instant un mot reprit vie dans mon cœur, un mot que j'avais appris au cours de mon année de noviciat et qui m'avait toujours étrangement plu, sans que je l'eusse vraiment compris, le mot du poète Novalis : "Vers quoi nous dirigeons-nous ? Toujours vers la maison." »

Hermann Hesse, *Die Morgenland Fahrt*  
(*Le Voyage en Orient*, Calmann-Lévy, 1948).



# 1.

## Ruptures

« Je pense qu'on n'est pas totalement libéré tant qu'on a honte de soi-même. La honte et les remords sont le dernier soupir de la foi et de l'amour. Ce n'est qu'une pleine compréhension de sa propre défaite qui libère de la honte, et la libération devient alors complète et définitive, ce qui ne saurait signifier que cet état puisse être équivalent d'une autojustification. »

Jerzy Andrzejewski, *La Pulpe (Miazga)*.

J'avais donc été « déchargée » de mes responsabilités à l'issue de la conférence fédérale qui s'était tenue en décembre 1953. Décision ambiguë. Les instances du Parti concernées avaient proclamé que ce n'était pas une sanction. Je demeurais membre du comité fédéral, j'avais simplement besoin, à vingt-sept ans, de reprendre haleine. La brutalité du congé se trouvait aussi atténuée et même dissimulée du fait que la Fédération de la Seine disparaissait au même moment, « décentralisée » en quatre fédérations qui repartaient à nouveaux frais. En réalité, dans une conjoncture où nul ne pouvait encore discerner la nature des retombées qu'auraient sur le mouvement communiste international la mort de Staline et l'élimination de Beria, intervenues au premier semestre de cette année-là, j'étais, à mon échelle et dans mon domaine, un fusible approprié qui épargnerait à d'autres plus gradés, au cas où on leur chercherait noise, d'avoir à prendre sur eux les erreurs de la période précédente, quelle qu'en fût l'idée qu'on s'en faisait.

Et de mon point de vue ? Si j'avais eu une once de cynisme, si j'avais conçu l'engagement militant en termes de carrière, j'aurais pu considérer ce qui m'arrivait comme un accroc qu'il me fallait au plus vite et adroitement réparer. Il était sans doute assez rare mais non tout à fait exclu qu'après avoir purgé, un temps convenable, sa peine de bannissement le militant de ma sorte obtînt sa grâce et retrouvât un « poste de combat » — un peu périphérique d'abord, mais d'où l'occasion pouvait se présenter de revenir au centre. Ce n'était d'ailleurs pas aussi rare que je me le figurais. Placée au cœur d'une génération qui n'avait pas encore traversé de violents orages internes, je ne connaissais pas dans son détail l'histoire des générations précédentes quand un grand nombre de militants confirmés avaient eu, à

un moment ou à un autre, à rétablir leur fortune menacée pour de bonnes ou de mauvaises raisons. Tel épisode, telle « biographie » conservaient bien un halo qui signalait qu'il s'était passé quelque chose, mais quoi ? La relation précise ne s'en transmettait pas puisque la pratique généralisée d'une discrétion de bon aloi, parée de l'aura que lui conférait l'existence de « secrets de parti », obtenait que la « maison de verre » — une conception de lui-même dont le Parti aimait à se réclamer et qui n'était pas formellement fausse — fût d'une remarquable opacité comme il en est de verres spéciaux destinés à bannir la transparence. Exactement ce que l'architecte Oscar Niemeyer a su traduire avec talent dans l'aspect intérieur du siège du Comité central qu'il a construit, place du Colonel-Fabien, au tournant des années 60-70.

Toute bureaucratie en phase d'expansion tend à gaspiller semblablement ses ressources humaines. Elle y gagne de ne retenir que les individus les plus décidés à gérer à leur profit les aléas de carrière et les conflits de personnes. La société globale au demeurant y perd peu quand elle est libérale puisqu'elle dispose, dans le même champ, d'une pluralité de bureaucraties concurrentes dont l'une récupère ce que l'autre a évincé malencontreusement. Mais ce n'est pas le cas d'un parti communiste qui prétend au monopole. Le gaspillage est ici irrémédiable et relève de la même fatalité qui a fini par ruiner l'économie socialiste pourtant programmée de manière à être préservée des « gâchis » capitalistes.

Quoi qu'il en soit, une telle approche m'était si étrangère que l'idée ne m'en effleura même pas. Aurais-je pu en revanche considérer la punition qui m'était infligée à l'improviste comme une injustice méritant qu'y fût répondu par une franche décision de rupture ? C'était là une gageure impossible à tenir. On ne se débarrasse pas en un tournemain, comme d'une guenille ou d'un badigeon superficiel, d'un ensemble de croyances et d'attitudes qui affectent dans leur substance les divers compartiments de la vie personnelle. C'est bien plus tard, dans les années 70, qu'on a vu des « révolutionnaires », surtout des maos, abjurer en une nuit pour, dès le matin suivant, annoncer la bonne nouvelle. Bien plus tard encore, dans les années 80, des cohortes appartenant aux diverses sectes trotskistes ont élu, pour s'y installer en corps, l'un ou l'autre des « courants » du débonnaire parti socialiste, non pour y « faire de l'entrisme » mais tout bonnement pour occuper dans l'appareil d'État places et positions que prodiguait la magistrature Mitterrand. Une opération fondée sur un échange mutuellement avantageux, les uns forts d'une relative jeunesse bien nécessaire à la relève d'un parti vieillissant ; le parti socialiste, lui, attribuant des prébendes dont l'odeur faisandée était masquée par l'allègre parfum d'une pinte de gauchisme. Ainsi s'est trouvé confirmé que le trotskisme n'avait survécu si longtemps après la mort de son fondateur qu'autant qu'il avait poussé en parasite sur le tronc de l'orthodoxie communiste. Quand celle-ci s'est étiolée dans une crise peut-être mortelle, il n'a pu trouver un nouveau sursis qu'en s'enroulant autour du tronc socialiste.

Ni du côté communiste ni de l'autre côté on n'était dans les années 50 si expéditif. L'irrespect et la désinvolture à l'égard de toutes valeurs fortes



n'étaient pas encore au principe d'une manière de vivre qui, sous cet angle, s'est depuis considérablement allégée — avec les avantages et les inconvénients corollaires.

Sans doute, chez beaucoup de permanents, le « retour à la production » et la vie professionnelle retrouvée imprimaient de brusques et irréversibles changements de cours qui les conduisaient, sans l'avoir nécessairement prémédité, à tourner la page une fois pour toutes. N'éprouvant pas le besoin d'épiloguer, surtout s'ils n'avaient pas trop vieilli sous le harnais, ils opéraient un déplacement drastique des centres d'intérêt dans lesquels ils réinvestissaient désormais leurs ressources et inscrivaient leurs projets d'avenir. Ce faisant, ils ne procédaient en général à aucune révision d'ensemble, figeant leur conscience politique, demeurant de fidèles compagnons de route, des électeurs communistes et même des adhérents jusqu'à ce qu'éventuellement, des années et des années plus tard, la marche de l'histoire les fasse, avec la première fois un petit pincement au cœur, passer du vote communiste au vote socialiste. D'autres qui avaient épuisé leurs réserves ou n'avaient véritablement de goût pour rien sinon cette vie de militant se comportaient, avant l'âge, en retraités, n'attribuant au gagne-pain qu'il leur avait bien fallu se procurer qu'une valeur alimentaire. A la manière des demi-soldes de l'Empire, ils ne se complaisaient qu'aux remémorations d'une légende héroïque et se réjouissaient de tout ce qui, même dérisoire, les réchauffait d'épisodiques retours de flamme. Quelques-uns enfin — Casanova, Servin, Joinville ? —, incapables de passer leur déchéance par pertes et profits, s'acharnaient, consciemment ou non, à convertir la peine de mort politique dont les avait frappés un parti, qui, n'étant pas au pouvoir, ne disposait d'aucun bras séculier, en une peine réelle et, se rendant littéralement malades, réussissaient à en mourir.

Aucune de ces voies-là ne me convenait.

Je n'avais pas le sentiment d'avoir fauté ni péché. Ce qui écartait le recours à toute attitude conçue comme témoignage d'humilité et d'obéissance envers qui, à la longue, consentirait peut-être à me relever. On voit ici à nouveau combien la comparaison du Parti avec un ordre religieux est forcée — surtout quand il s'agit du parti français dont les militants en général et moi en particulier n'avaient reçu dans leur enfance aucune espèce d'instruction religieuse.

Sauf un temps très bref, je ne fus pas davantage agitée par le sentiment de l'injustice qui m'était faite. Je n'ai pas la tripe procédurière. Réclamer son dû, défendre ses droits, me paraît toujours, d'ailleurs à tort, quelque peu entaché de formalisme. Si en outre la fameuse formule : « Le Parti a toujours raison », n'avait à mes yeux qu'une validité générale mais n'interdisait pas d'estimer qu'il pût trouver bénéfice, j'en avais fait l'expérience, à se voir combattu et mouché dans tel domaine ou sur tel point, il me paraissait clair qu'à entamer sur-le-champ une polémique, fût-elle strictement interne, je serais vite envoyée dans les cordes.

Ces deux options écartées, je n'eus en conséquence aucune difficulté à fixer la conduite qui devait être la mienne. Dans une démarche qui serait par nature solitaire, il ne pouvait s'agir que de mettre au net ma conscience

historique et politique. Restant en permanence à l'écoute des événements du monde, ce qui me garantirait de ne pas décoller du réel et m'égarer dans d'oiseuses spéculations, il me fallait donc reprendre en sous-œuvre, repenser, réévaluer et réorganiser les données que m'avait procurées une expérience assez longue et faite à bon niveau. Je ne savais pas à l'avance où, partant des positions globalement orthodoxes qui étaient alors les miennes, cela me conduirait. Mais, ce faisant, je devais bénéficier d'au moins trois chances.

La première, et de portée décisive dans l'immédiat, fut qu'à aucun moment je ne me sentis frustrée d'être privée de la sorte d'animation que le militantisme met dans la vie ordinaire. Du jour au lendemain, je rangeai dans un tiroir et l'y oubliai un agenda dont les pages devaient demeurer désormais uniformément blanches. Loin de me sentir désœuvrée, de languir, séchée de nostalgie, et d'avoir l'effroi du temps à meubler, je retrouvai avec délice les travaux et les jours où l'on vit à son rythme, ces travaux qui ne sont ni ennuyeux ni faciles, ces jours où je jouissais d'un inestimable privilège : étudier à ma table, dans ma maison, mes enfants jouant autour de moi.

Est-ce la raison pour laquelle je n'ai conservé aucun souvenir de la séance où je fus exclue du comité de rédaction de *La Nouvelle Critique* ? Sauf celui-ci, curieux : sortant de la rue Saint-Georges où s'était tenue la réunion, je perçus comme une grâce, dans le crépuscule qui tombait, la masse incertaine de l'église Notre-Dame-de-Lorette devant laquelle j'étais si souvent passée sans la voir. Il m'a fallu interroger Boris et Touki<sup>1</sup> pour qu'ils me précisent quand et comment cela eut lieu. Quand ? Fin octobre ou début novembre 1957 : *Le Monde* du 9 novembre écrit que « d'importantes modifications » vont intervenir à la direction de *La Nouvelle Critique*. Cela faisait donc quatre ans que j'avais repris mon chemin — j'étais déjà bien loin. D'ailleurs, le dernier article que j'avais signé dans la revue avait été publié en janvier 1955. Comment ? C'est Laurent Casanova qui présidait. Avant d'entrer en séance, il avait déclaré à Boris, qui s'en souvient : « Je ne sais pas qui sera encore membre du comité de rédaction, mais je sais bien qui n'en fera plus partie. » D'entrée de jeu, il annonça en effet la mise à l'écart d'Henri Lefebvre, de Victor Leduc et la mienne. Quels sentiments l'agitaient à mon égard à cette minute ? Je n'en sais rien. Même quand, plus tard, abandonné et malade, je l'ai revu, tantôt chez lui, tantôt chez Boris où il aimait à se tenir, silencieux, près du poêle, je n'ai pas évoqué le passé. Pour lui, c'était sa vie, pour moi non : quelque utile que ç'aurait pu être pour l'historienne que j'étais, ç'aurait été cruel pour l'homme vieilli que seul protégeait encore l'âpre amour de sa femme, Claudine Chomat.

Contre mon exclusion, je n'ai rien objecté. Je n'ai d'ailleurs pas ouvert la bouche. Tout cela me semblait cérémonial archaïque et superflu et je n'étais venue que par souci des convenances. Cependant, à ces trois exclusions (ou cinq : *Le Monde* cite aussi P. Meren — pseudonyme de

1. Boris Taslitzki et Jean-Toussaint Desanti.

Pierre Gaudibert devenu par la suite conservateur du Musée de Grenoble — et Lucien Sébag) allaient s'adjoindre aussitôt deux démissions : celles de Desanti et de Vassails. Desanti fut le premier à mettre sa démission dans la balance. L'effet dut être considérable. Non tant l'effet de la démission en elle-même : mais ce philosophe taciturne, tétant habituellement une pipe importante qui prolongeait un nez busqué et dissimulait, sous le haut front, deux tout petits yeux qui riaient en dedans, ne parlait que dans l'urgence, c'est-à-dire rarement.

A aucun moment je ne fus donc tentée de reprendre le collier pour retrouver les joies et les chaleurs de la camaraderie politique. Je n'avais même spontanément que répugnance à m'associer à l'un ou l'autre des groupes oppositionnels, « clandestins » ou « semi-clandestins », qui proliférèrent dans les années 56-60 avec l'intention de « redresser le Parti de l'intérieur » (c'était la manchette du bulletin *Unir*), tantôt par son « redressement démocratique et révolutionnaire » (c'était le mot d'ordre d'*Étincelle*, dont le titre se voulait référence à l'*Iskra* de Lénine), tantôt « pour la réunification du mouvement ouvrier » (*Tribune du communisme* en était le champion), tantôt, un peu plus tard (le numéro 1, nouvelle série de *La Voie communiste* est de novembre 1958), comme « organe de l'opposition communiste ». Empruntant des matériaux prélevés de bric et de broc dans les écrits des divers courants dits de gauche et de droite qu'avait connus dans son histoire le parti bolchevik, acceptant ou rejetant, un peu au hasard, tel pan de la politique du Parti, ce qui enlevait à celle-ci sa cohérence sans lui restituer sa validité, portés à la critique de détail ou à la mise en cause *ad hominem*, ce qui ne contribuait pas à clarifier ni élever le débat, ce n'était là, au sens propre, que des « groupuscules » où se rencontraient épisodiquement anciens permanents, souvent d'origine ouvrière, dont la carrière s'était, à juste titre ou non, brisée sur des écueils qu'ils n'avaient pas aperçus à temps, et intellectuels, certains brillants mais qui tous marinaient dans la même perpétuelle saumure marxiste et marxiste-léniniste. Je ne les ignorais pas par principe, je lisais tout ce qu'ils écrivaient et publiaient, mais je me tenais à l'écart. Pas par prudence, subodorant qu'ils devaient être « infiltrés », comme l'est tout groupuscule, tant par les « flics » de l'État que du Parti. Pas davantage parce que j'étais trop « compromise » par mes débordements antérieurs : tous ceux qui participaient à ces entreprises s'étaient pareillement ou à peu près, à un titre ou à un autre, compromis dans le stalinisme. Mais, outre que cette agitation m'empêcherait d'aller au fond des choses, je voyais trop que la pente conduisait tout droit à une version ou une autre du radicalisme trotskisant (le même qui, dix ans plus tard, alimenterait en effet le gauchisme soixante-huitard). Or, tant qu'à faire, j'aurais plutôt été du côté de Boukharine. Si, après 1956, lire ou relire Trotski participait d'un rattrapage nécessaire, il n'en découlait pas que je dusse me rallier à des positions qui, notamment dans le contexte de la guerre d'Algérie, m'étaient, j'y reviendrai, foncièrement déplaisantes : il n'était pas besoin d'être prophète pour deviner que la vague de retour de l'« Algérie algérienne », après avoir expulsé Européens et Juifs,

déferlerait sur la rive septentrionale de la Méditerranée et y porterait une inquiétante marée arabo-mulsumane.

Je n'étais pas plus encline, comme le fit par exemple un Jean Poperen, à me jeter dans un combat politique de très longue haleine qui, par déplacements personnels successifs calculés sans impatience et au plus juste, d'abord du PC à un fragment de gauche du magma PSU, pourrait en cas de réussite m'amener au parti socialiste et faire de moi, vingt-cinq ans plus tard, le propriétaire incontesté d'un îlot de l'archipel mitterrandien, le maire d'une commune de la banlieue lyonnaise et le ministre des relations avec le Parlement dans un gouvernement Rocard, lui-même ancien du PSU.

Ainsi se confirma que la teneur politique de l'adhésion au communisme, au sens où le qualificatif de politique caractérise la politique politicienne menée dans un environnement démocratique, n'est pas fixe, qu'elle dépend des tempéraments individuels, des héritages reçus et des cultures locales, des conditions d'entrée dans l'aventure révolutionnaire. Pour moi, cette teneur était si faible que, par la suite, je n'ai plus jamais été tentée de m'engager dans aucun réseau ni équipe qui fût attaché à la fortune d'un homme politique, moins encore de prendre la carte d'un parti. Sans partager l'injuste mépris de l'heure que suscite la fonction politique, car elle suppose travail et compétences fort astreignants, sans faire chorus avec les tenants d'un facile antiparlementarisme, je demeure aussi rétive à pénétrer dans ce champ que je l'avais naguère pressenti. Ainsi se confirma aussi, au fur et à mesure que le temps passait, que je ne plaçais pas mes ambitions sur le plan de la réussite sociale. Le mot comme la chose m'ont continûment paru débiles, et c'est ce qui me sépare le plus irrémédiablement de ceux, notamment parmi les jeunes, qui en font « l'unique objet de leur ressentiment ».

Ainsi se confirma surtout qu'à la différence de tant de mes petits camarades l'action militante n'avait pas été pour moi un mode de vie répondant aux exigences de mon tempérament personnel ou compensant les tristesses de ma vie privée. Il est vrai que je pris la précaution de remettre de l'ordre dans celle-ci. Je n'étais pas certaine en effet de me tenir à mon chemin si je ne me sentais pas personnellement en sécurité. Je n'appartiens pas à la catégorie des femmes qui sont capables de mener toute la course en solitaire. Je n'ai ni l'effronterie ni l'humilité de penser que ma vocation et mon génie méritent le sacrifice des bonheurs et des soucis dont est pétrie la vie de tout le monde. Du reste, même au plus fort de ma vie militante, j'avais eu la chance de n'être pas dans la situation à considérer le Parti comme désormais ma famille d'adoption et je n'en devenais pas orpheline maintenant qu'il me faisait défaut. J'avais mes père et mère et de la famille, étroite ou étendue, une expérience sensible qui me dispensait de ce genre de transfert. Tout au plus le Parti avait-il figuré ma maison et, puisque cette maison-là s'avérait ne pas être celle que je cherchais depuis qu'en 1942 j'avais été chassée de la maison de mon enfance, il me fallait recommencer ma quête et d'abord, en ces temps de crise persistante du logement, trouver pour ma propre famille qui allait s'agrandissant et pour mon époux qui souhaitait ouvrir son propre cabinet médical la vraie maison qui serait aussi pour ma vie entière ma coquille et ma carapace.

Un lundi matin où je travaillais à la Bibliothèque nationale (je m'en souviens distinctement car j'étais en train de lire avec stupeur la géniale analyse qu'avait proposée Augustin Cochin du mode d'influence, sur le cours de la Révolution française, des sociétés de pensée, véritable « parti intellectuel » auquel le club des Jacobins avait servi de relais — une analyse qui, datant d'avant 1914, éclairait si lumineusement le mode d'action et d'organisation du parti bolchevik, modèle des partis communistes ultérieurs que, très enfiévrée, j'en parlai aussitôt à François Furet qui travaillait à une table voisine —), une petite tape sur l'épaule me fit me retourner : « Je crois que j'ai trouvé », me souffla Arthur à l'oreille. « Viens ! » C'était, à quelques minutes du square Louvois, dans ce quartier de la Chaussée-d'Antin où tant de fonds de cour, masqués de la rue par des immeubles de rapport, sont occupés par de charmants hôtels qu'avaient au XIX<sup>e</sup> siècle aménagés les gens de théâtre. Le « nôtre » avait été celui de Labiche. Il était habité par un tailleur en chambre, lequel, pour justifier la transaction à laquelle il aspirait, nous confia qu'il entendait partir pour le Canada quasi séance tenante, craignant l'arrivée selon lui imminente des Russes. Il nous fit visiter : c'était notre maison. Un quart d'heure ne s'était pas écoulé, nous donnions notre accord ferme pour, dès le vendredi suivant, avant que la tombée du jour n'interdît à ce pieux coreligionnaire de toucher l'argent liquide avec lequel il comptait acheter les billets de son passage, verser la reprise demandée et devenir locataire en titre. Quelques années plus tard, un Américain à large chapeau sonna à notre porte : c'était notre prédécesseur qui avait naturellement fait fortune à Montréal, ce qui lui permettait de ne pas regretter son départ précipité, bien que les Russes ne fussent toujours pas arrivés à Paris. Depuis, Arthur a bien eu parfois la tentation de déménager, car il a un sympathique côté Cadet Rousselle. Cependant, à chaque fois qu'il y songeait, mon air effrayé l'a fait renoncer.

Ma seconde chance fut que la vie professionnelle offrait alors des facilités qu'on imagine mal aujourd'hui. Je n'ai pas eu à me tracer un plan de carrière optimal, à me soucier d'une stratégie de candidature, à établir *curriculum vitae* avantageux et état des travaux astucieusement étiré, à soumettre à un aérorage de compétence incertaine un projet de recherche par principe ambitieux et masquant plus ou moins adroitement l'ignorance où j'étais si la réalisation en était désirable ou s'il était même faisable. Maintenant que membre de la section de science politique au Comité national du CNRS et de la section de sociologie au Comité national des Universités j'ai à connaître de maints dossiers de candidature, c'est souvent avec un serrement de cœur que je constate la maladresse et le désarroi de candidats qui, étrangers au monde dans lequel ils souhaitent entrer, ont peine à comprendre les règles du jeu tandis que d'autres, mieux conseillés ou plus madrés, troussent habilement rapport ou projet sans que cela implique qu'ils aient du talent à revendre. J'ai beau lire et relire les dossiers qui me sont confiés, préoccupée d'y déceler cette note d'évidence qui signale une authentique vocation, je redoute le caractère formel de la procédure.

Dans les années 50, les choses étaient donc plus simples. Quand, pour bien indiquer, à moi-même en premier lieu, qu'il ne s'agissait pas d'une vague et capricieuse affaire de librairie et d'édition, d'un commentaire hâtif et lâche sans méthode et sans rigueur, j'eus décidé de placer la recherche que je voulais entreprendre dans un cadre universitaire, je retournai voir celui qui, sept ou huit ans plus tôt, avait dirigé mon diplôme et l'avait apprécié.

En fin d'après-midi, le samedi ou le dimanche matin, Ernest Labrousse recevait chez lui rue Claude-Bernard. Dans l'un de ces immeubles modestes et décents, alors dépourvus d'ascenseur, proches du carrefour des Gobelins, c'était un appartement sévère dont le silence m'accablait. Introduite dans une salle à manger aux sombres meubles rustiques, le maître, au bout de quelque temps, venait solennellement me quérir. L'accueil n'avait rien de familier. Assis les mains jointes derrière son bureau, il écoutait sans ciller le rapport que je lui présentais, posée du bout des fesses sur un fauteuil dont la distance à la table professorale disait bien l'énorme espace à franchir avant d'atteindre le saint des saints de la science. C'est seulement à la veille de ma soutenance de thèse, près d'une dizaine d'années plus tard, que j'accédai à la chaise placée à proximité immédiate du bureau. L'entretien écartait d'emblée les détails triviaux. Un matin où j'étais passée inopinément pour lui faire signer un document administratif urgent et comme il m'avait fallu emmener avec moi mon dernier fils qui devait avoir deux ou trois ans, mon patron, en recevant mes excuses pour cette double intrusion, caressa gentiment la tête de l'enfant, puis, avec un mince sourire, se releva, ramenant sa main contre son corps : « Laissons ces choses profanes ! » me dit-il. Cette réserve était pour une part convenance du temps, pour une autre timidité, mais pour l'essentiel expression du scepticisme qu'inspirait encore la prétention d'une jeune femme à se lancer dans la préparation d'une thèse d'État. Il est vrai que, dans les premiers temps, chaque fois qu'il me recevait — j'étais tenue à une visite en moyenne par an —, j'étais visiblement enceinte, ce qui lui faisait augurer qu'il ne me reverrait plus. Et comme l'année suivante je revenais néanmoins, il finit par se souvenir, sans trop visiblement se creuser la tête, du sujet qui était le mien et par prendre intérêt à ce qui n'était plus de ma part simple exposé d'un projet assez vague mais de la sienne discussion et suggestions précises. L'annonce initiale du sujet auquel je comptais m'attaquer ne l'avait pas non plus enthousiasmé. Les origines du communisme français, quel projet scabreux ! « Délicat, madame, très délicat. » Il aurait de beaucoup préféré que je lui propose une époque plus reculée et une affaire moins sujette à polémique. Cependant, comprenant que ce n'était pas chez moi un thème de recherche retenu parmi d'autres, que ce serait celui-là et aucun autre, il accepta, peut-être avec l'idée que, si je n'abandonnais pas en route, il serait temps d'aviser, en tout cas bien décidé à ne me faire grâce d'aucune précaution de méthode. Encore sept ou huit ans plus tard, comme je lui apportais dans une grande valise l'énorme manuscrit prêt pour l'impression (la soutenance d'une thèse d'État ne se faisait alors que sur exemplaire imprimé), il m'annonça sereinement que les Archives nationales venaient d'ouvrir à la consultation un fonds

considérable dont le dépouillement s'imposait. Cela demandait bien une année de travail supplémentaire. Je ne pus retenir mes larmes à la perspective de ce nouveau délai. Il fut gêné mais inflexible. Le cher homme avait raison. L'exhaustivité de rigueur n'était pas négociable. La preuve : cette obligation de dernière heure épargna à l'ouvrage à peine achevé d'être aussitôt frappé d'obsolescence.

En compensation, il n'y avait pas à cette époque de temps perdu à gérer sa carrière. Les quatre ou cinq professeurs qui, dans chaque discipline, faisaient à la Sorbonne et pour la France entière la loi avaient en tête l'organigramme et le tableau des postes à pourvoir. Ils se consultaient entre eux et, du jour au lendemain, par téléphone, le patron informait son élève de la bourse qui lui était accordée ou de l'affectation qu'il allait recevoir. C'est de cette manière que j'ai appris mes successifs détachements au CNRS et mon élection dans l'enseignement supérieur jusques et y compris dans mon actuelle chaire de sociologie politique à Nanterre. Ainsi habituée à ne rien demander et que les choses arrivent quand d'autres y songeraient pour moi, je m'en suis tenue là, ce qui, il faut en convenir, n'est pas tout à fait de bonne méthode si l'on veut parvenir aux plus hautes charges où la brigue est de règle absolue.

Cette procédure que le vocabulaire soixante-huitard qualifierait de mandarinale avait ses inconvénients. Elle favorisait la mainmise de petits clans qui, pour se donner du lustre, prenaient volontiers figure d'« écoles » en dissimulant affinités et dépendances autres que scientifiques. Le résultat pouvait en être que, par captation, monopolisation et exclusion, ces lieux n'accueillent, pour les y tenir enfermés, que les disciples parmi les moins enclins à s'écarter des sentiers battus et à conquérir leur autonomie. En témoignent, dans leurs autobiographies respectives, les récits hauts en couleur des déconvenues et barrages rencontrés par un Raymond Aron ou un Anatole Abragam pour s'assurer une position propice à la poursuite de leurs travaux, tous deux en fin de compte mais tardivement professeurs au Collège de France. En témoigne à l'inverse, dans la biographie que lui a consacrée Didier Éribon, la manière précoce dont Michel Foucault a cru normal de se démener pour échapper au sort commun. En témoigne enfin la description savante qu'a proposée le politologue américain Terry N. Clark de l'investissement, au début du siècle, par Durkheim et ses élèves, des divers espaces où allait s'établir une nouvelle discipline baptisée sociologie. Description qui confirme la pertinence de l'attaque, certes furieuse, que, dans ses trois essais de 1906-1907, conduisit Péguy non contre la Sorbonne des « historiens du positivisme en col dur », comme on l'écrit encore parfois (les Seignobos et les Lavissee), mais contre la Sorbonne de Lucien Herr, de Durkheim, du « parti intellectuel » : « Herr, écrit Daniel Halévy dans son *Péguy*<sup>1</sup>, et ses amis décidèrent d'installer des militants, de créer pour eux des postes de commandement et de les munir d'une doctrine... Le cours de Durkheim, c'était le signe de l'insolente mainmise d'un groupe doctrinaire sur l'enseignement de l'État. En même temps que sa chaire de sociologie,

---

1. Coll. Pluriel, chap. 6, préface de Robert Debré.

d'autres étaient créées dans toutes les universités, et les avisés jeunes hommes qui avaient flairé le vent virent, selon l'expression naïve de Bouglé, "se dérouler sous leurs pieds", comme par enchantement, "de moelleux tapis". » On voit là ce qui sépare assez nettement dans la suite deux branches du parti intellectuel : la branche communiste, porteuse de la dogmatique marxiste, et qui n'eut en somme qu'un temps de vie violent mais assez bref ; l'autre, bien plus vivace, bourgeonnant et reverdissant régulièrement et qui, socialiste dans un sens très diffus, mais surtout sous couvert de concepts à définition variable — elle se qualifie volontiers de « libérale » et de « laïque » —, se constitue en antenne du pouvoir d'État. Ce que le même Péguy, dans un texte peu connu, décrit lumineusement, parlant des membres de cette branche du parti intellectuel :

« Leur force n'est pas dans l'enseignement. Leur force est dans une sorte de maçonnerie extrêmement bien organisée ; leur force est une sorte de force de gouvernement à la fois officielle et occulte. Dans une attention constante et sournoise à accaparer, à usurper tout ce qu'ils peuvent du gouvernement de l'État. Et non seulement de l'État, mais tout ce qui est corps, situation, position, établissement temporel-spirituel<sup>1</sup>. »

L'intervention maintenant légalisée de groupes de pression comme les syndicats, habilités à contrôler l'équité des décisions commandant le déroulement des carrières, a alourdi, à l'occasion perverti, le processus d'évaluation des trajectoires universitaires. Ce fut peut-être le cas dans des institutions soumises aux règles particulières concernant les « grands établissements », lesquels sont devenus des champs clos dont les abords ne sont plus assez battus par la concurrence externe. Mais dans le cadre proprement universitaire où le tableau d'avancement, en se démultipliant, est demeuré exposé au vent salubre de la compétition, c'est, après force circonlocutions, le plus souvent le même petit noyau de professeurs à la conscience et la compétence reconnues qui comme naguère fait la décision. Encore qu'en se compliquant à l'infini grâce à l'inépuisable imagination des bureaux multipliant à plaisir règles et règlements dont eux seuls, se rendant ainsi indispensables, connaissent les subtilités, les procédures s'opacifient au point de finir par rebuter d'éventuels bons candidats qui ne brûlent pas du désir d'en découvrir les arcanes.

Je n'ai donc pas eu pour ma part à gaspiller mes forces dans des calculs aléatoires. Mais j'y ai mis du mien en ce sens que, n'ayant pas, par grâce d'état, le dégoût a priori de l'enseignement — comme d'autres, Jean Kanapa ou Edgar Morin<sup>2</sup> par exemple, en ont fait l'aveu, semblablement paniqués à l'idée de se retrouver dans une classe —, je réintégrai tout bonnement l'Éducation nationale quand j'eus été évincée de ma fonction de permanente. Certes, les recommencements furent pénibles. Nommée dès janvier 1954, donc en cours d'année scolaire, je ne pouvais prétendre à

1. C. Péguy, *Un nouveau théologien. Monsieur Laudet*, Gallimard, 1936, p. 143. Le texte est de 1911.

2. « J'acceptai... des bas métiers de militant-intellectuel... rédacteur du journal de la Fédération des déportés... je ne voulais pas devenir un petit professeur, courbé sous le joug du métier jusqu'à la retraite » (E. Morin, *Autocritique*, p. 76).



cette date qu'à des remplacements et l'on sait que les collégiens ne manifestent aucune indulgence à l'égard de ceux qu'ils prennent pour des bouche-trous. Au lycée de Nanterre où je débarquai, je découvris l'anomie des établissements de banlieue alors hâtivement promus à un statut qui n'avait pas été initialement le leur, dépourvus qu'ils étaient du fonds d'enseignants, de traditions et d'administration qui assurait la bonne marche des lycées parisiens. Je fus proprement chahutée et retrouvai à cette occasion mon aptitude à dévorer, étonnée et patiente, ma honte et mon chagrin. Le trimestre suivant, envoyée au lycée d'Enghien, ce fut plus gai, ne serait-ce que par la plus grande aménité du site, telle d'ailleurs que les élèves, dans des classes qui venaient tout juste et sans préparation d'être rendues mixtes, avaient la tête tournée. C'est ici que j'observai les premiers cas de grossesse précoce, favorisés chez de très jeunes lycéennes par le laxisme doctrinaire qui commençait à grignoter l'ancienne discipline, suscitant le désarroi du personnel de surveillance. La légalisation de l'avortement deux décennies plus tard résoudra en apparence le problème bien que les dégâts réels supportés par les fragiles organismes physique et psychique des adolescentes n'en fussent guère atténués.

L'année scolaire d'après devait déjà être plus normale. En octobre 1954, je me retrouvai avec François Furet, lui nommé au lycée de garçons, moi au lycée de filles de Compiègne, alors rue Saint-Lazare. L'un de nos camarades du Quartier latin, Armand Guillotin — qui fut, en fin de carrière, le très estimé proviseur du lycée Voltaire à Paris —, était alors surveillant général de l'établissement masculin.

Ce fut une année délicieuse. Comment des historiens n'auraient-ils pas été sensibles au charme d'une cité où songer aux vénérables conciles qui s'y étaient tenus, au cardinal Pierre d'Ailly, légat d'Avignon et l'un des chefs des conciles de Pise et de Constance — c'était son nom qui avait été donné au lycée de garçons, ce qui témoigne, de la part des laïcs de l'endroit, d'une belle ouverture d'esprit ; à Louis le pieux, à Marie de France, le poète du *Chèvrefeuille* :

« Belle amie, ainsi est de nous  
Ni vous sans moi, ni moi sans vous »,

qui dut aller vivre à la cour d'Aliénor d'Aquitaine quand Philippe Auguste proscrit de son royaume chantres, trouvères et jongleurs ; à Jeanne d'Arc qui y fut faite prisonnière le 23 mai 1430 ; à Napoléon III et sa cour qui réveillèrent le château du XVIII<sup>e</sup> siècle et parcoururent ses rues dans les carrosses depuis lors conservés au Musée de la voiture.

Comme François et moi nous n'étions guère portés sur l'enseignement de la géographie qui nous incombait, notre ami commun, Denis Richet, avait l'extrême générosité de nous prêter les cours qu'il préparait avec une science inégalable. Imprévisibilité des destins et des carrières ! Denis, qui avait à porter l'un des noms les plus illustres de la médecine française (Alfred Richet, professeur de clinique médicale sous le Second Empire, Charles Richet, prix Nobel de médecine pour la découverte de l'anaphylaxie à partir d'observations faites sur le yacht du prince de Monaco), était certes

de nous trois le plus doué, chercheur et professeur de grande race qui, dans son prestigieux séminaire de l'École des Hautes Études, a libéralement formé la pléiade, française et étrangère, d'historiens seiziémistes de notre temps. Mais, secrètement extravagant sous un extérieur et avec des goûts de bourgeois raidi dans sa dignité, il ne put résister à la misère morale des années 60-70 et se laissa couler dans une dégradation stérile et une mort précoce. François, qui était son beau-frère et qu'avec un humour finissant dans les larmes il admirait, enviait, idolâtrait pour sa naturelle et désinvolte séduction — compensant les frustrations d'une adolescence passée au sana —, est entré, lui, avec quelque regret et nostalgie, dans une maturité laborieuse. En garde contre l'érudition qui avait dévoré Denis de scrupules et de travaux mineurs, il s'est entouré d'un essaim d'amis et de disciples distingués qui lui permit d'employer sa souple intelligence à hardiment « penser la Révolution ». Il est ainsi devenu l'un des esprits qui comptent.

A la récréation de 10 heures, nous allions donc l'un au-devant de l'autre pour échanger les précieuses notes. Pour le reste, à l'heure de midi, nous courions la forêt, embaumée par ses fougères et ses mousses, qui résonnait encore dans chacune de ses allées cavalières des trompes des grandes chasses royales d'automne que François I<sup>er</sup> prisait si fort. Jusqu'à Saint-Jean-aux-bois et son abbatale, nous étions aux trousses, surtout le lundi, des petits fugueurs qui tentaient désespérément, en coupant par les halliers, de rejoindre leur mère. Dans ces lycées proches de la capitale et réputés pour l'attrait de leur environnement, il y avait, parmi les internes, un certain nombre d'enfants que plaçaient là, en attendant de régler leur sort, des familles éprouvées ou dissociées. Secrètement tourmentés, ces enfants supportaient mal l'incertitude d'une condition qui n'était pas aussi commune et banale qu'elle est devenue. L'idée n'était pas encore venue d'adoucir leur amertume en parlant de « familles monoparentales ». La directrice m'avait confié, outre les classes terminales que me valait mon titre d'agrégée, deux classes de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup>. Je m'attachais de tout mon cœur à ces petites filles qu'un rien pouvait blesser, mais dont un autre rien pouvait sécher les larmes. Je compris de moi-même à leur contact comment il me fallait éviter les leçons d'instruction civique prévues au programme et qui supposaient qu'en guise de document à étudier chaque enfant apportât le livret de famille de ses parents. Par contre, il fallut une discrète remontrance de ma directrice pour que j'évite à l'avenir d'aborder dans mon cours d'histoire, au chapitre de la naissance du christianisme, la question de l'historicité de Jésus devant des fillettes qui, cette année-là, se préparaient encore dans leur quasi-totalité à leur communion solennelle.

Au printemps, j'organisai des excursions dont nous revînmes les bras chargés de jonquilles et dans les mains des bouquets de perce-neige et de pâquerettes bien que l'objet déclaré en fût plus austère : par exemple la visite, sur la route de Villers-Cotterêts, du château de Pierrefonds, démantelé après que l'armée d'Henri IV eut assiégé les ligueurs qui s'y étaient retranchés. La reconstitution par Viollet-le-Duc fournissait un modèle très pédagogique du château fort des temps féodaux avec ses tours à échauguette,

ses courtines où couraient des scolopendres, ses hourds, ses mâchicoulis, ses créneaux et meurtrières, ses douves et ses poternes.

François et moi nous n'ignorions pas que le château de Compiègne de son côté avait été le siège du GQG français en 1917-1918 ; qu'à Rethondes avaient été signés les armistices de 1918 et de 1940. Nous n'ignorions pas non plus qu'avait été installé à Royallieu un camp de concentration et centre de triage pour les étrangers de nationalité russe et soviétique, pour les résistants et pour les juifs. Mais il me semble bien que nous n'en avons pas alors cherché les traces, ce qui entache de quelque anachronisme la remarque de François quand il écrit dans un texte plus tardif : « Ma génération se souvient surtout d'avoir vécu dans une époque hantée par le retour des camps, qui fut aussi la découverte des camps<sup>1</sup>. »

Il est vrai que nous avions en général hâte de retrouver Paris par le train de 17 heures que nous attendions à la buvette de la gare en nous payant cérémonieusement une bière pour deux, ce qui dit assez combien à l'époque les traitements étaient misérables. Cependant, en octobre 1955, nous étions l'un et l'autre détachés au CNRS et les choses sérieuses commençaient.

Ma troisième chance, ce fut qu'au cours des dix ou douze années qui coururent de 1955 à 1967 des événements de première grandeur, bien qu'aucun ne fût tel qu'il me contraignît à modifier les dispositions de vie auxquelles je m'étais arrêtée, fournirent de fabuleux contrepoints à mes recherches sur les origines du communisme français. De surcroît, comme j'avais engagé ce travail de réexamen dès 1954, je me trouvais disposer d'une courte avance sur la chaîne d'événements dont l'année 1956 fut le chaînon central. J'étais donc prête à accueillir chaque épisode marquant non pas clouée de surprise et désarçonnée comme l'étaient la plupart de mes contemporains, mais en ayant à l'esprit des hypothèses et des cadres d'interprétation dont il me restait à vérifier *in vivo* le bien-fondé.

Ce fut vrai pour les événements qui secouèrent le mouvement communiste international : la réconciliation de Moscou avec Tito, le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS et le Rapport secret de Khrouchtchev, la révolte hongroise, la déstalinisation et le dégel, le schisme sino-soviétique, l'insertion du tiers monde dans la stratégie socialiste internationale, la chute de Khrouchtchev et la restauration brejnévienne. Ce fut aussi vrai pour les événements qui concernèrent au premier chef la France : la chute de la IV<sup>e</sup> République, le retour au pouvoir du général de Gaulle et l'établissement de la V<sup>e</sup> République, la guerre d'Algérie.

Ainsi s'explique le léger décalage chronologique avec lequel, par rapport à mes contemporains, je bouleversai ma manière de voir. En ce qui concerne le communisme, l'événement décisif fut pour moi le voyage à Canossa de Khrouchtchev et sa spectaculaire réconciliation avec Tito au printemps 1955. Une nuit entière, nous en avons discuté avec Arthur. Ce n'était pas que

---

1. « Les Juifs et la démocratie », in *L'Atelier de l'histoire*, Flammarion, 1982.

l'événement appelât de notre part critique ou approbation, c'est que, tel qu'en lui-même, il obligeait à réviser l'organisation logique et la perception de la politique, de la stratégie et de la théorie communiste depuis 1948.

L'année 1956 n'en garde pas moins son privilège d'avoir de manière fracassante inauguré le processus de décomposition du communisme qui, avec des rémissions mais aussi de nouvelles poussées évolutives, allait s'étendre sur les quarante années à venir. Des historiens, entrés dans la carrière au cours des années 70 et 80, ont mis en doute ce caractère inaugural de l'année 1956. Ils ont argué qu'en somme le nombre des départs, enregistrés par exemple l'année suivante dans les partis communistes d'Europe de l'Ouest, avait été faible et qu'ils avaient été localisés chez les intellectuels. Pourtant, aucune autre des crises postérieures n'a eu un écho aussi prolongé, une semblable capacité à propager ses effets désagrégateurs au premier rang desquels, dans l'immédiat, se situèrent la rupture de l'unité du mouvement communiste international et le schisme sino-soviétique. Ce ne fut pas le cas au même degré, loin s'en faut, du Printemps de Prague qui, en 1968, fut reçu en Occident avec quelque dédain, ignoré et « dépassé » par toute une jeunesse qu'embrasaient des « révolutions » conduites, de Berkeley à Nanterre, sous le patronage de Marx, Trotski et Mao — ces « révolutions » qui, sous prétexte de paix mais en réalité, comme Kissinger lui-même s'en avisa tardivement, avaient pour but d'acculer l'Amérique à une défaite déshonorante, et dont le sinistre solde fut d'abandonner le Viêt-nam entier au Moloch communiste et, pire encore, de jeter les prémices d'une des tragédies les plus sanguinaires du siècle, celle du Cambodge livré à la démente cruauté d'un Pol Pot.

Souligner que les événements qui se déroulaient tandis que je travaillais de 1954 à 1964 à mes thèses — ces années « de désarroi et d'espoir », comme les qualifient dans leur *Histoire de l'URSS* Michel Heller et Alexandre Nekrich, ces années où, selon le pittoresque jugement de Churchill, Khrouchtchev chercha à franchir un précipice... en deux bonds successifs — m'ont aidée à faire mûrir ma réflexion sur le phénomène communiste ne signifie pas que le climat intellectuel dans lequel je baignais fût très bien disposé à l'égard de mon entreprise. Le PCF n'avait encore rien abdiqué de sa prétention à interdire le libre examen ni rien abandonné des voies et moyens destinés à faire respecter l'interdit. Sans doute ai-je été plutôt moins harcelée que d'autres, peut-être du fait que, me connaissant, on me savait en haut lieu peu accessible à quelque chantage ou provocation que ce soit, peut-être aussi du fait que finalement ce que je faisais et comme je le faisais intéressait. La preuve m'en a été donnée quand, avec un humour certain, Maurice Thorez, à qui j'avais envoyé un exemplaire de ma thèse, me répondit par un petit mot : « Merci quand même ! »

Il reste que traiter du communisme relevait encore quasiment d'une mauvaise éducation... surtout quand, de notoriété publique, l'auteur l'avait été, communiste. On peut juger du bien-fondé de la mise en garde que m'avait charitablement délivrée mon directeur de thèse à mesurer la virulence avec laquelle un historien aussi retenu que René Rémond laisse percer son

irritation : « Est-il indispensable, écrit-il<sup>1</sup>, pour avoir le droit de faire la leçon aux autres, et indiquer au peuple la voie de la vérité et du salut, de s'être laissé abuser dix ou vingt ans par la séduction d'une propagande ? Une ingénuité prolongée est-elle un brevet de lucidité tardive et une recommandation à l'attention des autres ? »

« Faire la leçon aux autres » ; c'est déjà le reproche qu'Hannah Arendt adressait aux « ex-communistes » dans une analyse célèbre<sup>2</sup>, séduisante comme tout ce qu'écrivait un peu à la va-vite cet esprit impérieux, catégorique et flottant. Séduisante mais contestable. La superbe ignorance des données factuelles, laissant toute sa place à un brillant mais assez rhétorique réemploi de la culture philosophique allemande et débouchant sur une paradoxale convergence avec l'adversaire désigné, autorise Hannah Arendt à délivrer le diagnostic suivant : les « ex-communistes » sont des individus chimériques, ayant d'inacceptables prétentions et toujours porteurs du mal dont ils invitent le monde à se libérer.

Chimériques, les ex-communistes le sont, décrète Arendt, quand ils entendent « ne pas se contenter d'agir politiquement » mais « faire l'histoire » alors que, « mortels, jamais nous ne saurons la fin de l'histoire ». Pur sophisme : l'histoire de l'humanité dans toute sa longueur indéfinie est par nature inconnaissable à l'individu dont l'existence terrestre est de durée limitée, mais non les séquences entre lesquelles, dans la pratique, elle se trouve découpée. Que d'histoires (au pluriel) se sont terminées en notre siècle : les deux guerres mondiales, le nazisme, les empires coloniaux de l'époque moderne, peut-être le communisme ! Qu'est-ce qui interdit à leurs contemporains de « faire l'histoire » de ces parties achevées, même si certains aspects encore inaperçus peuvent plus tard enrichir le tableau ? Sans doute la formule « faire l'histoire », sous la plume d'Arendt, a-t-elle une portée incertaine : « faire l'histoire », ce n'est pas seulement faire *de* l'histoire, proposer du passé, proche ou lointain, un récit historique raisonné, c'est avoir le sentiment « d'être investi d'une mission historique et d'agir en un moment historique » pour « *faire* l'avenir de l'humanité ». Tout à l'heure rêvant d'une entreprise condamnée à l'avance, voici donc les mêmes ex-communistes convaincus d'excès de zèle. Ils n'avaient pas vu qu'en termes de connaissance l'histoire n'est pas « faisable » et les voici maintenant qui, en termes d'action pratique, s'obligent à « faire une histoire » entachée, elle, d'ambitions prométhéennes. A croire que le seul héros de la scène démocratique qui paraisse acceptable à Arendt, c'est le politicien américain du Kansas ou de l'Arizona dont le « faire » ne se nourrit assurément d'aucune de ces deux ambitions.

Dotés ensuite d'inacceptables prétentions, ces « ex-communistes » veulent « se constituer en groupe politique influent », considérant que « l'humiliation publique attachée à la passation d'aveux spectaculaires est compensée par l'avantage que représente la poursuite d'une carrière politique ».

1. *Essais d'ego-histoire*, Gallimard, 1987.

2. Cf. la traduction de ce texte par Michèle B. de Launay, in *Penser l'événement*, Belin, 1989.

Affirmations bêtes et méchantes. Dans les pays socialistes où, qualifiés de « renégats » par les nomenklaturistes, ils ont reçu d'une opinion publique moins sèchement arrogante qu'Arendt l'appellation plus gratifiante de « dissidents », les ex-communistes (Soljenitsyne, Zinoviev ou Sakharov pour en nommer quelques-uns) ont surtout peuplé les camps, les prisons et les chemins de l'exil. Ils ne sont devenus des « groupes politiques influents » — comme en Pologne où ils furent l'une des composantes de *Solidarnosc* — qu'après des décennies de souffrances moroses. Dans les pays démocratiques, obstinément isolés et soigneusement catalogués tant par les communistes tenant à jour leurs listes d'exclusion que par les non-communistes qui veillent au grain d'un marché concurrentiel, les ex-communistes n'ont constitué que des groupuscules négligeables. C'est, pour reprendre la typologie d'Hannah Arendt, que les communistes qui cessèrent de l'être et se comptent par millions appartenaient en grosse majorité non à la catégorie des « ex-communistes », mais à celle des « anciens communistes », lesquels se reconnaissent au fait que, même du temps où ils étaient communistes, leurs intérêts, leurs compétences et leur prestige découlaient d'une expertise — professionnelle ou autre — sans rapport avec le projet communiste (par exemple, cite Hannah Arendt, Picasso). Les « ex-communistes », eux, se distinguent par le fait que « le communisme est resté la grande affaire de leur vie<sup>1</sup> ».

Si elle s'était donné la peine d'aller y voir de plus près, Arendt aurait constaté qu'il n'est pratiquement pas un seul de ces « ex-communistes », où que ce soit en Occident, qui ait mené une carrière politique à moins d'avoir au préalable fait perdre et perdu lui-même la mémoire de son engagement antérieur. Sauf peut-être en Allemagne fédérale où le flux constant d'arrivants de RDA a banalisé le statut d'ex-communistes et d'ailleurs en a fait bénéficier d'authentiques agents de l'Est.

Sans doute Hannah Arendt opère-t-elle à ce point un glissement de taille. Ce n'est plus tant d'une carrière politique à proprement parler qu'elle attribue le désir à l'ex-communiste que le projet de « cesser d'être un politicien communiste pour devenir un spécialiste de la politique communiste ». Elle revient donc, en sens contraire, du domaine de la pratique au domaine de la connaissance où elle se trouve en effet en terrain plus solide dès lors qu'elle affirme que, n'ayant ni goût ni don pour la politique politicienne, il ne s'agit pour les ex-communistes que de « comprendre ce qui leur était arrivé ». En somme d'analyser les trois phases que Jean-Marc Négrignat<sup>2</sup> a

1. Les expressions retenues pour distinguer les deux groupes en question ne sont pas innocentes. Autant le qualificatif d'« anciens » conserve quelque chose de civil et même d'atténuant — « ces chères vieilles choses » —, autant le préfixe « ex », à quoi que ce soit se trouve-t-il associé, est désagréable, dévalorisant et vulgaire. Quoi de plus atroce que ces gens qui parlent de leur « ex » ? Quoi de plus discourtois que, d'un homme à la retraite, faire précéder le titre qui était le sien lorsqu'il était en activité du préfixe « ex » ? Je n'ai pour ma part jamais utilisé cette manière de dire pour différencier entre eux les anciens communistes. Elle fut néanmoins assez répandue : cf. par exemple — mais d'une tout autre sensibilité que le texte d'Arendt — le chapitre d'Ignazio Silone, intitulé « Situation des ex », in *Sortie de secours*, Éditions Mondiales, 1966.

2. Jean-Marc Négrignat, *Avoir été communiste : analyse d'autobiographies*. Thèse de doctorat, université de Nanterre, 1985.

distinguées dans l'expérience communiste — la phase de la séduction, celle de la tentative de « refonte de la personnalité », celle de la désillusion.

Avec plus ou moins de bonheur, ces ex-communistes ont en effet été nombreux à tenter de se faire historiographes d'eux-mêmes et des entreprises auxquelles ils avaient apporté leur concours. En s'apercevant d'ailleurs fréquemment, au moment de raconter leur malaventure, que le compartimentage très poussé des « tâches » qui avaient été les leurs, assorti d'un entraînement général au non-questionnement, les avait privés de toute vue d'ensemble et ne leur laissait qu'une connaissance discontinue de faits disparates à signification douteuse. Résultat de ce que Lénine désignait sous le terme de *Konspirativnost* : ce secret qui fut la règle au moins jusqu'en 1956, quand le Rapport, lu par Khrouchtchev le 25 février devant les délégués au XX<sup>e</sup> congrès du PCUS après qu'il eut précisé qu'il était destiné à demeurer secret, fut transmis par des Polonais et diffusé à l'Ouest le 4 juin : « Nous vous avons donné le Rapport secret et vous l'avez imprimé et vendu pour 20 zlotys l'exemplaire. Vous ne savez pas garder les secrets », fulmina Khrouchtchev lors de la réunion du Comecon qui se tint peu après. « C'est vrai », murmura Ochab, premier secrétaire du parti polonais élu en mars 1956 pour remplacer Bierut qui venait de mourir à Moscou. (Vrai ? Pas tout à fait. Le Rapport secret fut en effet vendu — mais en dollars.)

La séduction communiste s'est exercée à des moments et dans des lieux très divers sur quantité d'individus et de groupes, mouvements, cénacles, d'âge, de longévité, de culture, de statut variés : l'intelligentsia russe jusque dans sa fraction émigrée, le *Yiddishland* révolutionnaire d'Europe centrale avec ses antennes de Palestine et du Nouveau Monde ; l'Allemagne de Weimar ; le mouvement surréaliste de France et de Belgique ; la « pink decade » des « oxbridgiens » anglais ; les fronts populaires, les guerres civiles espagnole et chinoise, la Résistance antinazie, les deux après-guerres mondiales. Aussi n'est-il pas surprenant que, parmi ces historiographes, se soient détachés des écrivains et des poètes que leur talent mit en mesure de trouver un sens inattendu aux miettes de savoir qu'ils avaient réussi à picorer. D'autant que l'expression littéraire semble la plus apte à restituer la luminosité et le grain de phénomènes aussi saisissants que l'illumination, la conversion et la déception qui scandent l'expérience communiste. Tantôt d'ailleurs ces écrivains sont encore restés dans les limites de genres très classiques : celui du récit de voyage qui tourne à la confusion des « anges gardiens », accompagnateurs et interprètes de la *Voks*<sup>1</sup> — c'est le cas de *Vers l'autre flamme* de Panaït Istrati (1929) et de *Retour de l'URSS* d'André Gide — et surtout celui plus hybride de l'autobiographie, avec sa propension irrésistible à la digression, et des formes qui lui sont apparentées : Mémoires, roman autobiographique, Mémoires par procuration. Entrent dans cette catégorie les *Mémoires d'un révolutionnaire* de Victor Serge, *La Corde raide* et *Hiéroglyphes* d'Arthur Koestler, *La Pensée captive* de Czeslaw Milosz, *Les Nôtres* d'Élisabeth Poretska, *Contre tout espoir* de Nadedja Mandelstam, *Le Vertige* d'Evguenia Guinzbourg, *Révolutionnaires sans révolution* d'An-

1. Ou Société de liaison culturelle avec l'étranger.

dré Thirion, *Entretiens avec Anna Akhmatova* de Lydia Tchoukovskaïa, *L'Archipel du goulag* de Soljenitsyne, *Mon siècle* d'Alexandre Wat. Sans oublier les écrits de Vladimir Boukovski, Jean Cathala, Anton Ciliga, Milovan Djilas, Pierre Herbart, Gustav Herling, Sidney Hook, Wolfgang Leonhard, Pierre Pascal, Leonid Plioutch, Gustav Regler, Jorge Semprun, Stephen Spender, Ignazio Silone (que le PC italien a bizarrement « réhabilité » en 1990 : on se demande ce que peut bien signifier, dans ce cas, le mot de *réhabilitation* !), Manès Sperber dont l'œuvre, mûrie au camp de Gyrenbad, en Suisse, où il a été avec Lucien Goldmann accueilli de 1942 à 1944, commence seulement en France, son pays d'adoption, à être reconnue (son autobiographie comporte trois volumes : *Porteurs d'eau*, *Le Pont inachevé*, *Au-delà de l'oubli*) pour n'en citer que quelques-uns. Sans oublier non plus Trotski (*Ma vie*, *Journal d'exil*). Tantôt ces mêmes écrivains ou d'autres ont emprunté délibérément le chemin de la fiction romanesque comme le fit Koestler (*Le Zéro et l'infini*, *Le Yogi et le commissaire*), Orwell (1984), E. Zamiatine (*Nous autres*), Ignazio Silone (*Le Pain et le vin*, *Une poignée de mûres*), Manès Sperber (*Et le buisson devint cendre*), Vassili Grossman (*Tout passe*, *Vie et destin*), Lydia Tchoukovskaïa (*La Maison déserte*, *La Plongée*). Et encore V. Havel, G. Isherwood, M. Kundera, G. Porselli, Ya Ding. Et, bien sûr, le plus déconcertant de cette phalange : Alexandre Zinoviev.

Tous ceux-là ou presque étaient d'« ex-communistes » comme les désigne dans sa superbe Hannah Arendt : excusez du peu. Il est vrai que la liste de ceux qui ont plutôt choisi de se faire scrupuleux historiens ou analystes, « spécialistes de la politique communiste », comme elle dit, est moins fournie : mais enfin Alain Besançon, Margarete Buber-Neuman, Milovan Djilas, François Fejtö, Ruth Fisher, Karel Kaplan, Leszek Kolakowski, Antonin Liehm, Czeslaw Milosz, Miklos Molnar, Ignazio Silone, Boris Souvarine, Bertram D. Wolfe<sup>1</sup> et... Trotski, que de bons esprits et d'œuvres puissantes dues à des ex-communistes et qui ne sauraient de ce seul fait être récusées !

Ce qui ne signifie pas a contrario que saurait davantage être reçue l'idée selon laquelle seuls les ex-communistes possèdent l'équipement pour traiter avec pertinence d'une matière si étrange. Il y a beau temps que la considérable phalange d'historiens, de sociologues et de politologues italiens qui s'affairent autour du même objet d'étude : le PCI, n'est plus susceptible d'être décomposée en communistes, ex-communistes et autres. De même, quand j'observe l'équipe étoffée réunie autour de la revue *Communisme* que j'ai fondée au tout début des années 80 avec Stéphane Courtois, je constate que les ex-trotskistes, les ex-maos spontex, les ex-rien du tout, les actuels « de gauche » et les futurs je ne sais quoi écrasent de leur nombre les deux ou trois « ex-stals » dont je suis. Ex ou pas, les règles du métier et les exigences qui participent de la recherche de la vérité sont les mêmes pour tous. Et la « maîtresse des novices » que mon âge m'oblige à être le

1. Cf. Robert Hessen, editor *Breaking with Communism : the Intellectual Odyssey of Bertram D. Wolfe*, Hoover Inst. Press, 1990.



rappelle avec insistance à ceux qui, de temps à autre, s'égarent et se laissent aller à leurs fantaisies personnelles.

Le pire de l'analyse d'Arendt est cependant à venir. Avec la même naïve rouerie qu'elle a déployée à d'autres occasions, soucieuse par-dessus tout de n'être pas chassée du paradis nourricier de la gauche intellectuelle new-yorkaise, telle que l'incarnaient dans les années 40-50 la *Partisan Review*, ses éditeurs Philip Rahv et William Philips et surtout son auteur-vedette, Mary McCarthy<sup>1</sup>, Hannah Arendt a mis en forme l'argument le plus propre à ravir les communistes, l'argument qui ne les dédouanait pas mais leur donnait l'assurance qu'aucun de ceux qui avaient été un moment des leurs et souhaitaient maintenant retraverser le fleuve ne pourrait librement y parvenir et se libérer ainsi de la marque d'infamie. Non qu'elle s'abaissât jusqu'à affubler les « ex-communistes » de qualificatifs malsonnants, se souvenant assez de ce que les « ex-juifs allemands », eux aussi, avaient été désignés à l'opprobre pour leur interdire de devenir simplement des Américains. Mais elle s'est activement employée à refouler les « ex-communistes » dans l'*in-pace* où les communistes se trouvaient enfermés, eux partiellement de leur plein gré. Un *in-pace* même plus rigoureux encore car il pouvait se créer des circonstances, comme ç'avait été le cas en Amérique, de 1941 à 1945, où la raison d'État imposait de laisser les communistes sortir à l'air libre tandis qu'il n'y avait guère de raison de penser qu'il y aurait jamais besoin d'aller chercher ces « prophètes désarmés » qu'étaient les ex-communistes, sauf pour en faire ce que les communistes disaient qu'ils étaient : de misérables délateurs.

Comment regrouper dans la même maladrerie communistes et ex-communistes ? A la manière de Staline quand il faisait jeter dans les mêmes isolateurs, sous le même déguisement d'« ennemis du peuple », les frères ennemis issus de toutes les façons d'être révolutionnaires, y compris et surtout les bolcheviks ? Pas tout à fait puisque, dans la libre Amérique, l'acte se limite en général au verbe : communistes et ex-communistes furent donc conjointement qualifiés de « totalitaires ». La preuve, disait Arendt, que les ex-communistes sont pareillement infectés, c'est qu'ils proposent que l'Occident, dans son combat contre le totalitarisme, use du même type de dragonnades que le dragon lui-même (ce qu'au demeurant elle avait accepté, avec Dresde et Hiroshima, quand le dragon était le nazisme).

Arendt a fait durable école. En France, Jean-François Kahn n'a-t-il pas essayé de bâtir sa réputation de penseur politique en collant sur de tels ex-communistes l'étiquette de « staliniens de droite » ? On sait aussi le scandaleux et dégradant accueil dont les libéraux et radicaux de Harvard, trente ans plus tard, ont stigmatisé Soljenitsyne, contraignant le banni à

1. Cf. Irving Howe, *A Margin of Hope. An Intellectual Biography*, Harcourt Brace Jovanovich, 1982. Cf. également William Barrett, *The Truants. Adventures among the Intellectuals*, Anchor Books, 1983. Cf. surtout Sidney Hook, *Out of Step. An Unquiet Life in the 20th Century*, Harper and Row, 1987.

N'est-ce pas le lieu, en contrepoint, de rappeler cette perle digne du bourgeois gentilhomme, due à Jean Daniel dans *L'Observateur* du 23 septembre 1974 : « Mais il reste un mystère : d'où vient que, dès qu'ils s'écartent de l'envoûtement de la gauche, tant de bons esprits deviennent médiocres ? »

s'enfermer dans un silence amer. Il leur a suffi d'attribuer à cet « ex-communiste » l'idée fixe, la volonté monomaniaque d'entraîner l'Occident dans une « croisade » dont les méthodes seraient calquées sur celles du Kremlin. Le type de raisonnement qui, dans les années 30, avait été celui des « pacifistes intégraux » quand ils avaient tenu pour acquis que tout essai de résistance armée à Hitler reviendrait à lui emprunter son bellicisme. Encore au début des années 80, quand pourtant la « menace » communiste était telle, dans sa force et ses faiblesses, qu'on pouvait en venir ici et là aisément à bout, Ronald Reagan fut, à chaque fois qu'il joua du coup d'arrêt — comme à l'époque du débarquement américain à la Grenade —, soupçonné de s'engager dans une aventure illégitime à laquelle l'encourageait seul le néo-conservatisme des gens de *Commentary*.

Le modèle *ne varietur* de ce comportement avait été mis au point de 1947 à 1954, à l'époque du maccarthysme qui demeure dans l'imaginaire de la gauche libérale d'Occident un équivalent, à l'extrême droite, du stalinisme. Encore en 1984, sous le titre *La Chasse aux sorcières, 1947-1957*, une étude due à une américaniste de la Fondation des sciences politiques, Marie-France Toinet<sup>1</sup>, tient pour établi que la répression anticommuniste dans l'Amérique de ces années-là, certes « sans commune mesure, cela va sans dire, avec le génocide perpétré par les nazis ou même avec le goulag stalinien » (savourons le « ou même »), « emprunte certains de ses aspects à une sorte de sous-totalitarisme fascisant ». Ce qu'est d'ailleurs chargé de confirmer le tableau chiffré donné en annexe où l'auteur note que, sous le maccarthysme, « des centaines d'étrangers [furent] arrêtés pour déportation : 163 [furent] déportés ». « Déportés » ? Est-il acceptable que, dans un pays comme la France qui conserve dans sa mémoire l'image des « déportés » débarquant en mai-juin 1945 au Lutetia, on use avec cette légèreté d'un vocabulaire qui peut avoir son exactitude juridique mais dont l'intensité et la charge en l'occurrence sont inadéquates ? Et que soit ignorée la formidable entreprise, exceptionnellement réussie si l'on en juge à certains de ses résultats, qui consista pour les Soviétiques dans les années 40 — n'ayant pas à craindre en Amérique comme c'était le cas en Europe continentale des retombées fâcheuses sur le PC local dont la faiblesse était acquise — à implanter, sous le couvert de l'alliance de guerre contre le nazisme, un appareil ramifié de manipulation et d'espionnage dont le démantèlement, à travers l'affaire Alger Hiss, fut long et difficile ?

Ce qui permet aussi qu'un historien de télévision, apprécié pour l'exactitude de ses reconstitutions, Alain Decaux, s'obstinât (il ne s'en est repenti qu'en 1989) à traiter du procès Rosenberg, non pas, comme on peut l'admettre, en discutant du caractère approprié ou non de la condamnation et de l'exécution d'Ethel et Julius Rosenberg par rapport aux crimes qui leur étaient reprochés et dont la réalité avait été indiscutablement établie, mais comme d'un procès d'opinion intenté à des innocents et, de ce fait, pas seulement un *remake* de l'Affaire Dreyfus mais l'équivalent à l'Ouest

1. De la même veine toujours, « Il y a trente-cinq ans, le glas du maccarthysme », de Marie-Claude Decamp, dans la rubrique *Dates* du *Monde* en juin 1989.

des procès qui, dans le même temps et dans les démocraties populaires, fauchaient les Rajk et les Slansky. C'est bien là l'ultime témoignage de l'efficacité de la mémorable campagne, qu'on qualifierait aujourd'hui d'humanitaire, destinée en 1953 à « sauver les Rosenberg » qui, de leur côté, en proclamant jusqu'à la mort leur innocence, ne mentaient pas puisqu'à leurs yeux ils étaient en effet moralement innocents, n'ayant fait qu'aider la cause de la paix et de l'antifascisme en aidant l'Union soviétique à avoir, elle aussi, la bombe atomique. Les communistes, qui de par le monde et de bout en bout l'animèrent, avec une foi et un élan d'autant plus vifs qu'ils croyaient eux-mêmes à l'iniquité foncière de la justice impérialiste, réussirent à bouleverser durablement l'opinion publique occidentale jusqu'à interdire près d'un demi-siècle toute révision de la cause.

Affirmer l'insécable parenté des ex-communistes avec les communistes, leur commune inclination pour une pratique totalitaire, ce fut une thèse d'autant plus perverse que, si l'on peut assez précisément définir les critères qui fondent l'appartenance à un parti communiste, à ses dépendances, variétés et variantes, il est en revanche bien plus arbitraire de réduire les ex-communistes à leur anticommunisme « viscéral » et, du même coup, de restreindre leur liberté de choix entre les multiples conduites et comportements qui, en démocratie, ne dépendent pas seulement de l'opinion qu'on a du communisme. Un arbitraire dont ont également joué les communistes et la gauche non communiste. Celle-ci en particulier, à temps et à contretemps, s'est beaucoup dépensée pour tantôt brandir son propre anticommunisme quand c'était avantageux pour elle d'être le champion de la fermeté à l'égard du monde communiste, tantôt dénoncer comme « primaire » et stupidement borné le même anticommunisme dès lors qu'il était le fait d'un homme de droite. Elle le fit bien voir à Richard Nixon.

Reste finalement entière l'énigme fascinante entre toutes. Il y eut un écrivain de génie — j'incline à penser que c'est le plus grand écrivain de ce siècle même si ce n'était pas, et beaucoup s'en faut, un homme entièrement sympathique —, qui, avant même que le bolchevisme fût sorti de l'œuf que couvait Lénine, a pleinement compris et décrit sa nature : Thomas Mann dans *La Montagne magique* — l'équivalent pour notre temps du *Wilhelm Meister* de Goethe ou de *L'Éducation sentimentale* de Flaubert. Non que Mann fût doté, à un degré surprenant, de prescience, qu'il fût capable d'attraper au vol la signification de signes prémonitoires, qu'il eût une divine aptitude à la prédiction prophétique. Rien de plus étranger à Mann. C'est de l'autre côté que se situe la clef du mystère : en mettant sa logique dans la bouche d'un de ses personnages, Naphta, dont on sait que le modèle en fut peu ou prou le jeune Lukacs —, Mann a été en mesure de faire le tour de ce que sera historiquement le communisme alors que celui-ci n'était encore qu'en pointillé. Pourquoi ? Parce que, comme tout projet humain qui résulte de « principes » — les « principes du léninisme » —, même s'il répondait à un rêve très ancien, même s'il tirait parti de réalités antérieures à lui et dans lesquelles il n'était pour rien, même s'il dut affronter des événements auxquels par définition il n'était pas préparé, même si les circonstances ultérieures, en lui conférant une histoire, lui furent des épreuves

dont sa résistance, sa capacité de persistance eurent à triompher, le communisme était un système précis, limité et clos, articulé et structuré par un réseau d'invariants qui se prêtait à une investigation rationnelle, donc capable de prévision. De même le *Staline* de Souvarine a pu être écrit au tout début du règne du successeur de Lénine et avant même que celui-ci eût remporté ses plus grands triomphes et perpétré ses plus grands crimes : car la logique du système l'emportait sur le génie de l'individu.

Ainsi s'explique que le roman de Mann ait pu connaître un énorme succès sans que cela empêche rien de ce qui devait arriver par la seule vertu de l'engrenage interne à la logique de la chose. Le système communiste mondial, en revanche, s'est effondré presque d'un coup, en quelques mois, lorsque se fut brisée la logique qui en était l'armature, il est vrai attaquée à la base et rongée par l'acide dont trente ans plus tôt Khrouchtchev l'avait aspergée pour nettoyer sa rouille sanglante. L'histoire disputera longtemps pour savoir si Gorbatchev, qui fut l'instrument de cette rupture, le fit volontairement ou par maladresse, en somme par inadvertance : en se proposant de consolider et restaurer l'édifice, il aurait provoqué son écroulement...

## 2.

### Retrouvailles. « Toujours à la maison ! »

« Comme un père accueillant, de toute sa tendresse, l'enfant le plus chéri, qui lui revient, après dix ans, de l'étranger. »

*L'Odyssée, XVI, 17 sqq.*

« Toute existence *réelle* reproduit *L'Odyssée*. Le chemin vers Ithaque, vers le Centre. Je savais tout cela depuis longtemps. Ce que je découvre soudainement, c'est que l'on offre la chance de devenir un nouvel Ulysse à *n'importe quel* exilé (justement parce qu'il a été condamné par les "dieux", c'est-à-dire par les Puissances qui décident des destinées historiques, terrestres). Mais, pour s'en rendre compte, l'exilé doit être capable de pénétrer le sens caché de ses errances, et de les comprendre comme une longue série d'épreuves initiatiques (voulues par les "dieux") et comme autant d'obstacles sur le chemin qui le ramène à la maison (vers le Centre). Cela veut dire : *voir* des signes, des sens cachés, des symboles, dans les souffrances, les dépressions, les dessèchements de tous les jours. Les *voir* et les *lire* même *s'ils ne sont pas là* ; si on les voit, on peut construire une structure et lire un message dans l'écoulement amorphe des choses et le flux monotone des faits historiques. »

Mircea Eliade, *Fragments d'un journal*,  
1<sup>er</sup> janvier 1960.

« Le pèlerin demande à Cyané : "Où donc allons-nous ?" Et celle-ci lui répond : "Toujours à la maison !" »

Novalis, *Heinrich von Ofterdingen*,  
« Le cloître ou le parvis ».

Ce furent les années les plus heureuses de ma vie, celles dont mes obligations et leur hiérarchie, évidente à mes yeux, fournirent la substance et le rythme sans ces harcèlements qui de l'extérieur en troublent désormais perpétuellement l'ordonnance.

Je m'assurai alors que, pour moi comme sans doute pour la plupart des femmes de ma génération, pas seulement les douces, les intraverties,

modestes et humbles, la vie ne se développait et n'atteignait son équilibre et sa plénitude qu'à partir du centre intime qu'était la famille. Les urgences de chaque journée étaient fixées et au besoin bouleversées par ce qui provenait de cette matrice, féconde en impératifs et contretemps, qu'était la maison.

Je sais bien qu'écrivant cela je m'expose au double risque d'être soupçonnée de mauvaise foi puisque je n'ai pas été exactement ce qu'on appelait naguère « une femme au foyer » ou de me ridiculiser tant les normes revendiquées par les jeunes femmes d'aujourd'hui s'écartent de ce modèle. Les femmes, soutiennent-elles, même quand elles ne se réclament pas du féminisme tapageur des années 70, tirent à l'égal des hommes leur statut, leurs motifs de satisfaction, l'estime d'elles-mêmes du regard social qu'elles attirent sur leurs mérites propres, du personnage public qu'elles assument ; la priorité accordée naguère aux gratifications privées n'est pas un fait de nature que vérifierait la moindre propension féminine à la conquête agressive, directe et poursuivie avec constance des biens, autorité, statut et richesses offerts à leur concupiscence dans l'espace public ; elle n'est qu'une ruse idéologique inspirée aux hommes par leur désir de persuader les femmes de ne pas s'immiscer dans la course et la concurrence réservées aux mâles et de continuer à admettre que tout, depuis leur nom d'épouse, leur est acquis par délégation maritale.

C'est possible. Je ne veux pas en juger, mais dire ici simplement ce qui faisait se mouvoir et s'émouvoir une femme des années 50. Le fait majeur est d'ordre démographique. Exprimé dans la langue spécialisée du démographe, le voici :

« La descendance finale décroche progressivement d'un plateau probablement très ancien de 5 à 6 enfants par femme à partir des générations nées au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour atteindre, au terme d'une très longue évolution qui porte sur près de 200 générations annuelles consécutives, la valeur de 2 enfants par femme avec les générations nées vers 1895. La courbe se relève ensuite durant 35 générations successives, plafonnant à 2,64 enfants par femme avec les générations nées vers 1930. Enfin une nouvelle phase de baisse se produit, conduisant à une descendance probable de 2,1 enfants par femme pour la génération 1955. »

Au total, vue en termes de descendance finale,

« l'histoire de la fécondité en France est tout spécialement simple : une très longue phase de baisse qui fait passer, en 200 générations, du régime ancien de fécondité élevée (5,6 enfants par femme) à un minimum proche de 2 enfants par femme, une remontée modérée qui culmine à 2,6 enfants par femme au bout de 35 générations, une nouvelle baisse qui amène la descendance finale à 2,1 enfants par femme au bout d'une vingtaine de générations<sup>1</sup>. »

Traduisons dans le langage de tous les jours : entre 1945 et 1965, les familles furent ordinairement nombreuses au sens où la SNCF entendait le qualificatif — de trois enfants et plus. Ce n'était plus certes les très grandes familles de huit, douze ou quinze enfants qui avaient persisté dans les

1. Cf. Gérard Calot, « La fécondité en Europe : évolutions passées et perspectives d'avenir ». Symposium on population change and european society, European University Institute, Florence, 7-10 décembre 1988.

milieux croyants de toutes confessions par-delà le déclin démographique général en Europe du Nord depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ma belle-mère, Babetta Kriegel, née Bernsohn, par exemple appartenait à une cohorte de vingt enfants, il est vrai en deux lits, la première épouse étant morte comme il se devait à son énième accouchement. Ce n'était pas davantage les familles très réduites — « l'enfant unique » ! — auxquelles en France avait abouti en 1935 le lent déclin biséculaire, malgré la faible et éphémère reprise de l'immédiat après-Première Guerre mondiale, et qu'avait favorisées sans en être la cause unique l'obligation faite aux petits paysans propriétaires d'avoir à partager également leurs terres entre leurs ayants droit.

Cette dimension des familles dans les années 50, modérée mais encore imposante par rapport aux normes actuelles, entraînait toutes sortes de corollaires mais surtout deux conséquences de poids.

Elle était d'abord à la base de la relative stabilité des couples. Sans doute que le mariage, même exclusivement civil, encore perçu comme un engagement destiné à durer la vie entière, y contribuait-il. Le divorce, bien qu'en progression régulière, était toujours socialement très mal considéré. L'affreux tourment que j'éprouvai à devoir annoncer à mon père mon intention de divorcer de Guy — il me paraissait, à tort d'ailleurs car il y avait eu d'autres cas mais ils étaient recouverts d'une ombre épaisse, que j'étais la première dans notre famille étendue à oser pareil scandale — me rappela l'épreuve qui était la mienne quand, enfant, je devais lui présenter un carnet de notes imparfait. Aujourd'hui, l'allongement de la vie aidant, l'idée de s'engager pour toujours a acquis quelque chose de monstrueux ; et l'on ne voit plus très bien comment les formes présentes de cohabitation, même légalisées, juvéniles ou non, fondées sur une réciprocité de sentiments dont l'épreuve la plus sévère, c'est le partage des agréments et plaisirs des week-ends, jours fériés et vacances, pourraient encore résister aux risques de détérioration et de rupture que recèlent d'inévitables rencontres nouvelles et de nouvelles émotions au sein d'une société où hommes et femmes sont partout réunis en des groupes divers faiblement structurés. Les chances sont très maigres que, laissées à elles-mêmes sans préparation et mises en garde préalables qui les rendent sensibles à la pertinence de modèles établis tel celui de « l'honnête femme », équivalent féminin de l'homme d'honneur, les femmes aperçoivent des raisons assez fortes pour se convaincre de résister aux entraînements, fantaisies, promesses et séductions que leur offrent de nouveaux partenaires et qu'elles sachent ce qu'elles savaient naguère : négocier en douceur leurs fugaces folies, les amuser et les user jusqu'à ce qu'elles cessent d'importuner leur imagination et leurs sens.

Mieux que n'y parviennent aujourd'hui les traites à payer pour la maison ou la voiture achetées en commun, la présence d'enfants nombreux et la charge de les élever persuadaient surtout les couples en difficulté de poursuivre vaille que vaille. Preuve *a contrario* : dans les années 70, c'est la fécondité qui la première a baissé (à partir du milieu des années 60) tandis que la nuptialité n'a commencé à se modifier brutalement qu'en 1973, les

générations nées vers 1960 devant dès maintenant escompter qu'à cinquante ans près de 25 à 30 p. 100 de leurs membres seront des célibataires.

C'est qu'à l'égard des pères l'opinion dans les années 50 était très dure s'ils manquaient à leurs devoirs de chefs de famille, cette dernière dénomination étant très contraignante. Même si aujourd'hui leur apparaît plus dur encore à vivre l'acharnement avec lequel, au nom du droit des femmes à l'égalité conçue comme une instance de répartition d'un stock limité de privilèges, leur sont enlevées une à une les obligations qui relevaient de leurs conditions d'homme. Il est de fait que les pères des années 50 n'étaient pas invités à partager les tâches domestiques, mais ils avaient à se dépenser sans barguigner — en heures supplémentaires, en travaux complémentaires — pour rapporter une paye qui assurât l'existence de toute la nichée. Il n'y a guère d'homme de cette génération (ni de couple : j'en garde à mon époux une inaltérable reconnaissance) qui ne conserve dans sa mémoire le souvenir amer du sacrifice de projets professionnels attrayants parce que ceux-ci auraient impliqué des risques ou des pertes qui auraient pu handicaper l'avenir des enfants. Encore une ironie de l'histoire : les femmes ont maintenant accédé à la dignité reconnue de chefs de famille. Le malheur, c'est qu'il n'y a plus guère de familles, comme en témoigne l'apparition, pour en renforcer l'espèce menacée, de cette formule si chargée de tristesse : la famille monoparentale qui se borne en général à deux personnes, la femme seule et l'enfant semi-orphelin.

Comme tout arrangement social, l'arrangement qui était encore celui des années 50 avait ses contreparties.

Des contreparties positives. L'une, charmante, s'inscrivait dans une figure et une période de vie aujourd'hui pratiquement disparues : la figure de la fiancée, la période des fiançailles. Soutine s'était rendu à plusieurs reprises à Amsterdam rien que pour se « recueillir » devant *La Fiancée juive* de Rembrandt. De même je me suis surprise à m'interroger sur les sentiments qui pouvaient devant ce tableau agiter une adolescente d'aujourd'hui à la sexualité « libérée » : incompréhension, ironie, envie ? Une autre contre-partie positive et de bon goût, c'était que la jeune femme d'alors ne tâtait pas perpétuellement son ménage pour en évaluer la solidité, comme je vois celle d'aujourd'hui le faire en parlant de manière emphatique et si atrocement vulgaire de « son couple ».

Des contreparties négatives. L'une se manifestait dans le nombre des faux ménages — doubles ménages, ménages irréguliers, concubinages, « notoires » ou pas, « mariages à la colle », comme on disait dans les vieux quartiers ouvriers du nord-est parisien. De grandes souffrances, misères et humiliations en découlaient. L'infidélité et ses modalités variées enrichissaient sans cesse le catalogue des figures présentées par deux personnages maintenant en cours d'effacement : ceux de l'amant et de la maîtresse, en titre ou pas. Une autre contrepartie négative s'inscrivait dans la pérennité de trois figures également disgraciées, objets d'un affreux discrédit, souffre-douleur offerts à la méchanceté publique : la fille-mère, la vieille fille, la femme stérile. Sans doute le célibat religieusement consacré était-il toujours entouré du même respect. Le célibat socialement utile des enseignantes et des



infirmières n'était pas mésestimé même si on en percevait le caractère ingrat et souvent involontaire. La « femme libre », divorcée ou non, ne faisait pas non plus l'objet d'une réprobation sans appel pourvu qu'elle inscrivît son destin dans les marginalités reçues qu'induisaient la pratique d'un art ou de l'écriture ou bien encore l'existence semi-mondaine de la femme entretenue. Mais les trois figures que je viens d'évoquer ne pouvaient, elles, s'attendre au mieux qu'à des manifestations de pitié.

Ce dispositif qui datait d'un XIX<sup>e</sup> siècle dont on peut dire que, sous cet angle, il s'est poursuivi jusqu'à la moitié des années 60 du XX<sup>e</sup> siècle rend assez bien compte des aléas de mon existence. La guerre et l'immédiat après-guerre avaient ébranlé les croyances, les valeurs et les pratiques sociales usuelles, mais celles-ci avaient encore trouvé la force de se rétablir. Ce n'est donc que fugitivement que leur éclipse avait, je l'ai déjà noté, amené la formation de couples fondés sur une réalité qui paraissait à tort pleine d'avenir, la communauté idéologique. Ainsi s'explique que le type de mariages et de ménages de militants, assez caractéristique des quelques années d'après-guerre, quelle que fût la nature de cette militance, se fût assez vite raréfié, beaucoup de mariages et de ménages conclus sur cette base modifiant leur assise ou se dissolvant. Il y a certes de la naïveté à confondre camaraderie de combat et amour conjugal, ou plutôt il y eut le pari vite perdu que socialisme et communisme renverraient la vie privée, irrémédiablement entachée d'égoïsme petit-bourgeois, à son insignifiance. Encore que cette utopie soit loin d'être restée sans effet, même et surtout là où ni le socialisme ni le communisme ne l'ont emporté. Il suffit d'observer comment les enfants des classes moyennes urbaines sont aujourd'hui « socialisés » dès l'âge de deux mois pour, de la crèche à l'Université, parcourir un chemin entièrement balisé d'une institution publique à l'autre ; comment leur vie familiale est effectivement réduite à de très étroites plages de temps quotidiennes, hebdomadaires ou saisonnières ; comment enfin l'extension et l'enrichissement constant de la classe des substituts parentaux tendent à rendre superflu l'effort indispensable au maintien, pour le bien des enfants, du couple parental.

Rien d'étonnant donc que Guy et moi nous soyons séparés très vite, de ma seule initiative et sous ma seule responsabilité. Guy était un compagnon d'une parfaite aménité, un homme excellent, une « bonne personne », comme on dit avec cette abondance de formules apprêtées dans ce Sud-Ouest dont il était originaire, un militant appelé à assumer fonctions professionnelles et partisans avec un égal dévouement. Mais il n'était pas celui qui m'était destiné. Je l'ai compris certes bien avant mais, au fond, dans le même mouvement qui me fit plus tard quitter le Parti tandis que lui, constant, y est resté fidèle sa vie durant.

Bien sûr, les choses, dans le monde réel, ne se passent pas à ce niveau d'abstraction. Mes parents, ma mère surtout auprès de laquelle je m'en étais la première ouverte, n'avaient pas accueilli les projets de mariage que nous avions formés, Guy et moi, avec enthousiasme. Dans une lettre du 9 octobre 1945, je raconte à Guy l'entrevue :

« J'ai parlé à ma mère hier soir (premier soir où nous nous trouvions seules toutes deux). Accueil plutôt frisque. Elle ne s'oppose pas à la possibilité de notre mariage, quoiqu'elle n'y soit pas favorable. 1) Arguments : "Tu n'es pas de notre milieu ni de notre situation sociale" (aryen et parents ouvriers) ; 2) méthode de résistance : prendre la chose à la rigolade. Obstacle : je n'ai pas fini mes études ; 3) conclusion : attendre. »

Ce compte rendu tout militaire n'empêchait pas les sentiments mêlés : joie d'avoir parlé, tristesse surtout :

« Tout cela je te l'avais dit et je m'y attendais... Ce matin, j'avoue que je suis un peu déçue. N'être pas en accord avec sa mère qu'on aime, respecte et en qui on a toute confiance, c'est dur. »

Ce n'était pas d'ailleurs le seul point sur lequel ma mère avait exprimé du scepticisme. Dans la même lettre, j'écris qu'« elle ne croit pas en notre fermeté de communiste. Elle rit de ma ferveur militante. Elle la considère comme un péché de jeunesse, une maladie de jeune chien ». Un seul solide terrain d'accord :

« La nécessité pour moi, une fois mariée, de terminer mes études. Je suis sur ce point irréductible comme maman. Je ne conçois pas une femme qui n'ait pas de métier dans ses mains. Mais comme tu tiens autant que moi à mon agrégation, il n'y aura pas de difficulté. »

En somme, écrivais-je,

« Tout cela pour t'expliquer qu'il n'en faut pas vouloir à ma mère si elle ne t'accepte pas de plein gré... A toi de la conquérir, de lui montrer qu'on peut être fils d'ouvrier et posséder délicatesse de cœur et dignité de tenue... Il faudra que je fasse comprendre à ta mère qu'on peut être juive et avoir l'âme noble. »

Beau programme. Mais, dûment mariés vingt mois plus tard, j'acquis, en allant dans la famille de Guy, l'impression de n'être pas arrivée au port. Non que je n'y fusse reçue avec une totale ouverture de cœur. Pour en témoigner, ma belle-mère, qui était couturière, me tailla, en un temps où les étoffes étaient rares, une charmante petite robe de velours noir. Il ne me semble pas non plus que je fusse rebutée par l'extrême simplicité de vie qui était alors la norme dans la cité cheminote accolée au flanc de Périgueux où tout un quartier abritait les ateliers de l'ancien réseau de Paris-Orléans. Je n'y avais pas de mérite, n'ayant à cette date aucune idée ni pratique du luxe. Encore qu'il y eût une différence de nature entre l'austérité parisienne et la rusticité de ces maisons appartenant aux Compagnies et dont les habitants, bien que devenus des salariés à statut assurés de la sécurité de l'emploi, vivaient encore au rythme des communautés villageoises d'alentour où ils conservaient leurs attaches.

Il ne me semble pas davantage que je fusse vraiment choquée de la vague inquiétude que mes origines juives avaient suscitée chez ma belle-mère et dont je la surpris par inadvertance à s'entretenir avec son fils. Elle avait été avant 1914 corsetière à Paris dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement. Elle avait conservé un mauvais souvenir de la féroce concurrence que, dans tous les métiers du vêtement, faisaient les ateliers juifs. Je la comprenais aisément

et n'en tirais pas ombrage, bien que ces propos se fussent significativement inscrits dans ma mémoire.

Ma belle-mère, qui, avec son fin visage aigu, sa taille encore souple et élancée et son maintien, avait dû être une très jolie jeune fille, avait d'ailleurs, grâce aux divers emplois qu'elle avait occupés avant son mariage, acquis un horizon moins limité que n'était celui de mon beau-père qui avait toute sa vie vécu de la vie du chemin de fer dans sa circonscription d'origine. Avant de monter à Paris où son frère, que je visitais encore dans son modeste logement de la Butte-aux-Cailles, était « taxi » comme c'était le cas de beaucoup de Corrèziens et Limougeots (on les appelait dans la corporation les « moissonneurs » parce qu'ils regagnaient la capitale après avoir au village donné la main pour les moissons), elle avait été lingère au château de Varetz, près de Brive, du temps où Colette, alors épouse d'Henry de Jouvenel, en était la châtelaine et jugeait que seules les tentures d'andrinople rouge soutenaient encore une maison qui menaçait ruine. Bertrand de Jouvenel, dont la provocante préciosité talon rouge n'a pas empêché qu'il se consacrat finalement à des travaux de science politique plus convaincants que ne l'avait été son incertaine première vie, préfère dans ses *Mémoires*<sup>1</sup> parler d'une gentilhommière, ancienne demeure des vicomtes d'Aubusson, à laquelle son aïeul, le baron Léon, cadet de Gascogne enrichi, qui avait le goût très Walter Scott de son époque, avait donné le nom de Castel-Novel. Dans *Blanche ou l'oubli*, Aragon l'évoque sous le nom de Bertrand de Jumièges — Jumièges, siège dans le Val de Seine d'une grande abbaye bénédictine, compta au VIII<sup>e</sup> siècle près d'un millier de moines — peut-être parce que Renaud de Jouvenel dont il s'agit, avant d'être à seize ans reconnu par son père qui lui légua Varetz, avait porté également le nom prestigieux de sa mère, une Comminges. Aragon raconte encore comment, lors de la débâcle de 1940, Léon et Jeanne Moussinac, Elsa et lui, venant de Périgueux, y avaient inopinément rencontré Jacques Sadoul (à qui, sans doute par malice puisqu'il était plutôt très rouge, il donne le nom de Didier Blanc). Sadoul, connu pour être fort proche de l'ambassade soviétique à Paris, en profita pour demander à ses amis d'emporter avec eux quatre exemplaires de *Lettres* que, sur le modèle de ses *Notes sur la Révolution bolchevique* écrites de Russie en 1917-1918 à son ministre, Albert Thomas, il avait depuis 1939 fait parvenir à quelques hommes politiques français, Marcel Cachin, Monzie (qui avait été intime ami d'Henry de Jouvenel), Laval (qu'il connaissait bien, ayant appartenu comme lui au parti socialiste d'avant 1914). Il y exposait les raisons et les calculs qui, à ses yeux, justifiaient la politique de Staline et la nécessité, pour la France, de reprendre langue avec l'Union soviétique. Ce ne sont d'ailleurs pas ces quatre exemplaires-là qui ont été sauvés puisque Aragon, toujours dans *Blanche ou l'oubli*, narre comment, de retour à Périgueux, les Moussinac et lui avec Elsa les ont par précaution détruits : « C'est un homme d'un autre temps, Didier. Un homme très bien. Mais, dit Léon, il n'a pas les yeux en

1. Bertrand de Jouvenel, *Un voyageur dans le siècle*, Robert Laffont, 1979.

face des trous. » Cette « espèce de journal politique au jour le jour », comme le définit Aragon, nous est pourtant bien parvenu. Comment ? Pas par mon intermédiaire bien que je croie me souvenir que Jacques Sadoul m'en avait remis un exemplaire, bien plus tard, en 1955 ou 1956, peu avant sa mort, un jour où j'étais allée, dans sa maison d'Andilly près d'Eaubonne, l'écouter me parler des années de son premier séjour en Russie. La lecture me laissa perplexe : la manière en était assez caractéristique de celle d'un avocat menant une plaidoirie dans un procès perdu d'avance.

Mais revenons à la maison de mes beaux-parents.

La vraie difficulté tenait à ma manière d'être, au fait que, apparemment docile, peu portée sur la provocation, j'étais pourtant insoumise, définitivement non conforme, me contentant, sans que l'idée me vînt d'en demander la permission, d'informer de mes allées et venues. Ce n'était d'ailleurs pas tant cette innocente liberté de mouvement qui chagrinait et offusquait mes beaux-parents, c'est que, au lieu de demeurer au logis, frayer avec les voisins et causer des gloires locales parmi lesquelles le député communiste du coin, Lucien Dutard, de surcroît un instituteur et un cousin, je m'attardais par les allées de Tourny à visiter le musée du Périgord célèbre pour sa collection préhistorique (mais la *Vierge et l'Enfant* de Filippo Lippi et le *Saint François en extase* de Ribera me retenaient davantage), à traverser la rivière de l'Isle par le pont des Barries et, de la rue des Tanneries, à prendre une vue d'ensemble, comme le faisaient les pèlerins en route vers Saint-Jacques-de-Compostelle, sur la cathédrale Saint-Front dont la façade romane cache curieusement un édifice en forme de croix grecque qui s'inspire, avec ses cinq coupoles, de l'école byzantine.

Ce fut pire quand, la retraite venue, mes beaux-parents s'installèrent au Buisson où je me procurai une petite moto très pétaradante pour sillonner dès potron-minet les routes de cette admirable région qu'est le Périgord noir et revenir le soir, couverte de la poussière que soulevait ma machine, ivre de vitesse, affamée, n'ayant mangé de tout le jour qu'une pomme et quelques noix, et surtout saoule de beautés. Les vallées de la Dordogne, de la Vézère, de la Beune, de la Dronne, les grottes des Eyzies, de Cro-Magnon, du Moustier, le gouffre de Proumeyssac, les châteaux comme celui de Perdigat, les petites villes au cachet du *xvi<sup>e</sup>* siècle, Le Bugue, Cadouin, Siorac, Belvès, Sarlat où naquit La Boétie, Bergerac la calviniste et Sainte-Foy-la-Grande qui fut une place de sûreté des protestants et le château de Montaigne où naquit l'écrivain, Brantôme et les restes de l'abbaye dont son chroniqueur, Pierre de Bourdeilles, posséda la commende, Montignac où vécurent Joubert et Eugène Le Roy, Excideuil avec la demeure d'Essendieras où André Maurois passa quarante étés au côté de sa seconde épouse Simone de Caillavet, comment ne pas en être curieuse et aller y voir ?

En fait, j'avais instinctivement adopté la posture de l'ethnologue qui, moins par sympathie et connivence que par intérêt intellectuel, le pousse à observer et comprendre une société différente de la sienne. Ce n'est évidemment pas la bonne manière quand le principe qui devrait être à l'œuvre vise à créer une atmosphère de naturelle intimité. Une manière qui n'était pas bonne, même si je me montrais curieuse des récits qui exaltaient

la culture ouvrière de ce petit monde-là, culture venue de Brive et plus encore de ce Limoges porcelainier dont Georges Glancier, dans *Le Pain noir*, a raconté les combats au tournant du siècle : malgré émeutes, et barricades, grèves violentes, Limoges n'a nourri aucun courant anarchiste mais a eu l'une des premières sa bourse du travail, fut l'une des premières à se donner une municipalité socialiste, mais l'une et l'autre modérées dans leur réformisme.

J'ai donc, par une maladresse qui peut-être espérait secrètement cette fin, manqué mon intégration à la famille de Guy. Est-ce à dire que j'en conclus à l'inanité de tout effort destiné à combler un écart initial ? Ce serait trop dire. Les deux ou trois dernières décennies ont favorisé l'apparition d'une société tout à la fois si peu différenciée et si mêlée, composée d'individus et de groupes infiniment divers par les origines et semblables par leur quasi-ignorance des traditions elles-mêmes affaiblies et diluées de leur héritage propre, qu'a sensiblement augmenté la probabilité que les couples qui s'y forment soient des couples disparates dont l'instabilité s'accroît de leur carence identitaire et de l'indifférence qui les accueille. Jusqu'à quel point d'ailleurs le déclin de l'institution du mariage n'est-il pas lié à cette carence ?

En tout cas ça n'a pas été mon lot. Arthur et moi nous avons su très tôt que nous étions destinés l'un à l'autre. Trop tôt puisque l'un et l'autre, quand dès l'automne 1945 à son retour de l'armée — il avait alors vingt-deux ans et moi dix-neuf — nous nous sommes vus pour la première fois dans ce local du boulevard Saint-Germain qui était celui des étudiants de l'UJRF, nous étions engagés dans ces unions des lendemains de guerre dont j'ai dit la fragilité. Il a fallu du temps pour que nous retrouvions le chemin sur lequel nous ferions désormais route ensemble.

Cet intervalle nous en avions besoin pour passer de la sorte de maturité que nous avaient donnée la guerre et le combat politique à la maturité plus lentement atteinte. L'adolescence que les malheurs du temps nous avaient refusée, c'est alors, à retardement, que nous l'avons connue avec ses fièvres, ses foudres, ses emportements, ses « bêtises » — un euphémisme —, son imprévoyance et sa désinvolture. Avec sa manière très particulière de souffrir quand trois jours d'attente paraissent une éternité. De ces années-là, si désordonnées, nous avons au moins retiré un avantage précieux : n'ayant jamais cessé d'être très proches, nous n'avions rien à nous révéler de ce qui avait précédé nos définitives accordailles.

Arthur, ce prénom redevenu en cette fin de siècle si fort à la mode, était dans les années 40 difficile à porter. La légende familiale veut que ses parents l'eussent choisi, croyant, eux qui ne savaient pas le français, choisir un prénom « bien de chez nous », ce qu'ils tenaient pour obligé puisque Strasbourg, où ils étaient venus s'installer en 1909 quand la capitale alsacienne était ville allemande, était maintenant revenue dans le giron de la France. Ils avaient donc demandé qu'on leur trouvât un équivalent phonétique du prénom hébreu que, fidèles à la tradition, ils souhaitaient donner à

leur quatrième fils, Arié Zvi (Lion Cerf). En fait il me paraît que c'est bien une légende. Arthur — souvent écrit Artur — était un prénom assez fréquent dans les années 20 et 30 chez les fils de famille juive en Europe de l'Est. C'est ainsi que le garçonnet de sept ou huit ans, coiffé d'une casquette à visière, les mains en l'air et, dans son dos, un Allemand qui tient sous le bras une mitraillette pointée — une photographie prise en 1942 ou 1943 et qui a fait le tour du monde —, s'appelait Artur Siematek <sup>1</sup>. Arthur Schnitzler ne fut-il pas d'ailleurs, sa vie durant, l'écrivain préféré de Babetta <sup>2</sup> Bernsohn, elle qui, comme d'autres jeunes filles de bonne famille ne disposant pas d'établissement secondaire féminin juif, avait fréquenté le lycée polonais de sa ville natale, Stanislau <sup>3</sup> dans la Galicie austro-hongroise — ce qui explique que, plus tard, avec son époux, elle s'entretenait dans un polonais très pur quand elle souhaitait ne pas se faire entendre des enfants. Sur une photo de classe où d'imposantes maîtresses, majestueusement enveloppées dans de longues robes très montantes, entourent de glabres prélats à grande soutane et courte pèlerine, je l'y vois, déjà grandette, quelques cheveux un peu follets dans une coiffure sagement tirée en arrière encadrant un front très haut, le port de la tête et le dessin de la bouche déjà impérieux et soulignés par la guimpe à haut collet.

L'ironie des choses a voulu qu'en somme, rétrospectivement, ce prénom d'Arthur, qui, en France, fleurait l'aristocratie anglaise (avec il est vrai et par contraste de fortes connotations populaires : le cousin de Babar, c'était « ce coquin d'Arthur »), convînt merveilleusement à un jeune homme dont l'allure, le maintien, les goûts rappelaient que sa famille paternelle, du temps où elle était séculièrement établie dans la province austro-hongroise de Galicie orientale, était une famille de propriétaires fonciers et qui s'enorgueillissait de descendre du Baal Chem Tov <sup>4</sup>. Les Kriegel avaient à Dolina une « seigneurie » (en allemand : *Rittergut*, un domaine de chevalier). Un rien d'arrogance et d'indolence mêlées était la marque de cette gentry juive dont l'allemand n'était pas seulement la langue de culture mais la langue quotidienne qui la distinguait du petit peuple juif yiddishophone. Car si Lemberg (Lwow) était la capitale provinciale proche, la manière d'être, le style et les exclusives venaient de Vienne.

Il est curieux d'observer que, quelles qu'en soient les raisons et surtout quand elle est vécue à retardement — au début du siècle aller de Lemberg à Strasbourg, ce n'était pas quitter la sphère de la germanité, et mes beaux-parents n'acquirent le sentiment d'être des émigrés qu'en 1918, dix ans après leur arrivée sur les bords de l'Il —, l'émigration rapproche pour une période transitoire les conditions sociales et matérielles mais n'efface pas

1. Cf. J.-M. Rymkiewicz, *La Dernière Gare. Umschlagplatz*, Robert Laffont, 1989.

2. Néchumé en hébreu, Bronislava en polonais, Broncka en yiddish mais Babetta en allemand, et c'était le prénom qu'employait usuellement son époux.

3. Stanislau — en polonais Stanislawow — est en 1945 devenue soviétique sous le nom d'Ivanofrankovsk.

4. Le Baal Shem Tov (le Maître du Bon Nom), inspirateur au début du XVIII<sup>e</sup> siècle du hassidisme moderne (le *hassid*, c'est l'« homme pieux » qui prie avec tout son cœur), met, au-dessus de la science, la piété, la foi, la bonté, la miséricorde et prêche l'amour et la joie. Cf. I.B. Singer, *Histoire du Baal Shem Tov*, Stock, 1980.

les distinctions provenant du statut durablement acquis dans le passé. Commerçants de la grand-rue aux prises avec les difficultés que la crise de l'entre-deux-guerres imposait au petit commerce, les Kriegel n'en avaient pas moins conservé les valeurs, les attachements, les manières qui témoignaient de leur qualité au sein de l'ancienne société juive de l'Europe germanique, et ils étaient reçus comme tels dans la nouvelle société, la française et la juive, où ils entraient. On voit ici combien grossière et naïve est la vision globale de l'immigration sous les traits d'une microsociété dont tous les membres, dans la plus parfaite égalité et uniformité, sont interchangeables entre eux.

Sans doute le prestige dont jouissait cette famille, en apparence aussi modeste que toutes les autres alentour, avait-il une connotation religieuse. Le nom même de Kriegel, qui, en allemand, désigne un cruchon, indique que ses membres appartenaient à la tribu sacerdotale des lévites, ces serviteurs du Temple qui devaient se purifier les mains en versant dessus l'eau des vases sacrés. La prescription rituelle avait dû être rappelée avec insistance au petit Arthur car, devenu grand, je ne l'ai jamais vu se mettre à table, où que ce soit, sans s'être au préalable lavé les mains : une mesure d'hygiène, compréhensible pour un médecin, mais trop strictement observée pour n'avoir pas le sens d'un rappel caché. C'est aussi ce qui explique que la famille assistait aux offices de la grande synagogue consistoriale du quai Kléber (érigée en 1898, elle fut détruite en 1940) où les juifs polonais ne fréquentaient guère, préférant leurs oratoires plutôt que se mélanger avec la dédaigneuse bourgeoisie juive de vieil enracinement alsacien.

Mes beaux-parents avaient de leurs devoirs religieux une conscience claire et rigoureuse. Dénudés de tout fanatisme, n'appartenant à aucune secte, ils n'en avaient pas moins une foi entière et une pratique exacte. Ce fut un déchirement quand mon beau-père, pour assurer les frais de scolarité de tous ses fils, dut envisager d'ouvrir son magasin le samedi<sup>1</sup>. Quant à ma belle-mère, quoi qu'il lui en coûtât, cette femme très belle et très altière ne demanda jamais à rencontrer les brus non juives que ses fils avaient choisies et que, par déférence, ils s'étaient gardés de lui imposer. Arthur regrette encore que sa mère ait disparu avant de pouvoir goûter la joie que lui auraient procurée notre union et la naissance d'un petit-fils selon ses vœux. Intolérance ? Le mot, en l'occurrence, n'a pas de sens : le respect de la Loi, la religieuse comme la civile, n'est pas de cet ordre-là. C'est toute l'ambiguïté de la tolérance : elle n'est que l'expression à peine anticipée d'une société qui, à tort ou à raison, n'est plus attachée à ses règles — ses « valeurs » — et dont au moins l'aile marchante espère sous peu en imposer d'autres.

Tout religieux qu'il fût dans sa source, le prestige des Kriegel avait une dimension sociale. Je connaissais, avec l'appartement de famille au-dessus, le magasin de chaussures des parents, si semblable à tous les magasins juifs de la grand-rue. Venue de la plaine ensoleillée, sur le versant est des Vosges,

---

1. Pour les deux premiers trimestres de l'année 1923, les frais de scolarité au lycée Kléber montaient, en externat simple, à 173,76 F pour chacun des deux aînés et à 94,75 F pour le troisième des garçons, soit au total 442,27 F.

vendre ses produits au marché — des oies — ou les livrer — houblon, choux, tabac, bois — aux brasseries, scieries, fabriques de pâte à papier, de foie gras, de choucroute, la clientèle principale y était celle de paysans désireux de se procurer des brodequins de travail qu'ils voulaient avant tout solides. Je me suis donc esclaffée en lisant Philippe Robrieux qui signale, à propos de Maurice Kriegel-Valrimont, qu'il était « issu d'une famille très aisée ». Très aisée, sûrement pas. Mais l'aisance, en la matière, n'est pas la bonne mesure. Alexandre Derczanski, mon savant collègue yiddishiste, se fait mieux comprendre quand lui, fils d'un peintre en bâtiment affilié au socialisme révolutionnaire, il prétend avoir conservé d'Arthur, avec qui il allait en classe au petit lycée Kléber-Saint-Jean, l'image d'un fils de bourgeois. La même image que celle qu'en a conservée Marcel Mangel, le fils d'un garçon boucher caché qui, habitant l'étage au-dessus, n'avait pas huit ans quand, hissé sur la table de cuisine des Kriegel, il les faisait rire par ses grimaces impayables, ce qui ne suffit pas à expliquer qu'il soit devenu le mime Marceau !

Cette dissociation entre le statut ancien de la famille et l'amertume relative de la vie quotidienne qui était la sienne — mes beaux-parents avaient été naturalisés en 1927 car ils ne pouvaient prétendre à la simple « réintégration » dans la nationalité française réservée aux Alsaciens de souche — explique que tous les frères Kriegel présentent ce même mélange d'orgueil et de timidité qui fut le propre du judaïsme viennois, et cela par-delà la diversité de leurs destins respectifs : l'aîné, dernier des Mohicans d'une grand-rue dont la rénovation en cours efface le passé juif, avait repris le magasin paternel pour, jusqu'à son grand âge, le gérer à l'identique de telle manière que l'extrême archaïsme de son cadre et de ses procédures parût finalement un effet de l'art ; le second fit fortune comme tant de ceux qui, pendant les Trente Glorieuses, s'y sont essayés : le voici sage rentier que réjouissent les lumières de la ville, la vie policée de la terrasse du Fouquet's aux Champs-Élysées, les cours de la Bourse et le luxe raffiné des vitrines du faubourg Saint-Honoré ; le troisième, Vabrimont, l'ancien député communiste de Nancy, n'a pas fait la révolution, ce qui somme toute est une chance pour lui et pour les autres.

Ce judaïsme viennois était encore bien vivant dans leur commune enfance. Mon beau-père entretenait d'ailleurs, en allemand et en hébreu, une correspondance régulière avec l'un de ses frères demeuré à Vienne qui, avant 1914, avait été fait *Kaiserlicherrat* — « conseiller de l'empereur » — pour le remercier d'avoir, directeur d'un puits de pétrole, découvert les restes d'un mammoth dont il avait fait don au Muséum de la capitale autrichienne.

C'est grâce à l'imprégnation de cet esprit viennois, transmis au sein de la vaste nébuleuse familiale qui s'était recomposée à Strasbourg autour des cinq frères et sœurs de la seconde couvée Bernsohn, qu'Arthur a pu — avec quelle peine ! — assouplir en moi ce que la rigidité un peu sèche du morose judaïsme alsacien de souche y avait déposé et contraint. Quand le soir, vers 8 heures, il rentrait de ses consultations, rentraient avec lui dans la maison la gaieté légère masquant avec élégance, sans parvenir à le réduire, un fond



atavique de mélancolie, l'intelligence souple et ouverte à toute nouveauté, la largeur d'esprit qui n'altérait pas une propension naturelle à l'équité et la vertu, les largesses aussi d'une générosité qui ne calculait pas. L'âge et les conduites qui s'imposent normalement aux médecins ont fini par fondre ces traits dans une bonté attentive et courtoise, même si celle-ci ne peut venir à bout des mouvements d'humeur, des susceptibilités, de brefs mais fréquents accès de colère révélant la souffrance cachée, l'insatisfaction qui sont, en fin de parcours, marques de noblesse et de lucidité.

Mes parents, sans renier leur précédent gendre pour lequel ils avaient finalement éprouvé beaucoup d'estime — la qualité d'agrégé de philosophie leur en imposait, à juste titre somme toute —, accueillirent avec affection ce gendre-là qui leur était à la fois très proche et un peu distant. Depuis des années mon père ne manquait pas, lors de ses passages à Strasbourg, de rendre visite à sa mère et à son frère aîné. La distance, mon père l'attribuait au fait qu'Arthur était médecin (une profession qui, à bon droit, jouissait encore d'un prestige considérable, son caractère de profession libérale, avec les obligations afférentes, n'ayant pas encore rétréci comme peau de chagrin au bénéfice d'un médiocre fonctionnariat aménagé). Mais elle tenait plutôt à l'intéressé : d'une parfaite déférence à l'égard de ses beaux-parents, Arthur n'entendait pas se soumettre à leur style de vie étriqué et compassé.

Il serait ridicule de donner les couleurs d'une idylle permanente à quatre décennies de vie commune. Mais aucune péripétie historique, aucune bourrasque du cœur, aucune option de carrière, aucun tourment pour l'un ou l'autre des enfants et bien sûr aucune affaire d'ordre matériel n'a pu même un moment ébranler ce qui était désormais à la base de notre existence et dont nous avons bien conscience que ce n'était pas prodigieusement original : le sentiment intense chez moi de *protection* que m'assuraient l'intelligence claire d'Arthur devant les grands dangers et ce courage qui est vertu ; la certitude chez lui du *dévouement* prioritaire que sa femme, avec le mélange de force obstinée et de faiblesses qui la caractérisait, avait à l'égard de la famille en général et de lui en particulier.

La taille des familles avait alors une seconde conséquence de poids : la fonction maternelle dans la vie des femmes était de longue durée. Entamée chez les jeunes épousées autour de leur vingtième année, elle se poursuivait sans désenparer jusqu'aux approches de la cinquantaine et se trouvait alors relayée par la fonction dérivée de grand-mère.

Assumée plus longtemps, la fonction était aussi plus lourde. Ce ne sont pas seulement les petits pots et les couches jetables qui ont depuis allégé la tâche de la jeune mère. Encore que frotter à la main, dans un étroit lavabo, avec un mauvais savon et de l'eau à peine tiède, les deux ou trois douzaines de couches, pointes, langes de coton et de laine quotidiennement souillés, de bavoirs et de guimpes raidis de renvois lactés, avoir en permanence au-dessus de sa tête ce linge qui, dans les logis mal chauffés, ne parvenait ni à sécher ni à perdre son odeur de lait sûr et d'urine, il faut en avoir eu l'expérience pour comprendre comment, parfois, en même temps

que la sueur, coulaient des larmes de détresse dont un bras mousseux, écartant une mèche de cheveux, tentait d'effacer les traces.

Mais c'était surtout l'arsenal thérapeutique à la disposition des médecins de famille et la science des pédiatres qui n'étaient pas encore tels qu'on pouvait à l'étourdie passer par-dessus les règles d'hygiène, les consignes touchant au respect strict de l'espacement régulier des tétées, les précautions multiples destinées à protéger le petit être contre le froid et les microbes. Depuis la rituelle pesée quotidienne qui, après le bain, s'effectuait dans une attente anxieuse et dont les résultats coloraient le reste de la journée, il n'était pas besoin d'être une mère naturellement inquiète pour s'affairer à stériliser tout ce que l'enfant mettait en bouche, pour s'acharner à trouver le « bon lait » qui, nourrissant, ne provoque ni diarrhées ni éruptions fessières, pour préparer alternativement jus de carotte et eau de riz, pour distinguer les pleurs du crépuscule que calmaient bercement et chansons des pleurs de gêne (ah, les épingles à nourrice !) ou de souffrance.

Les tracasseries commençaient d'ailleurs dès la grossesse. Aussi les femmes se racontaient-elles leurs grossesses et accouchements avec le même lyrisme épique et le même luxe de détails que le faisaient les hommes de leur régiment ou de leur guerre. Certes, aujourd'hui encore, pour la plupart des jeunes femmes, la grande affaire de leur vie, même si elle se situe désormais plutôt aux environs de leur trentième année, continue à tourner autour de l'enfant à naître ou du jeune enfant. Elles échangent avec la même passion qu'autrefois recettes, conseils et tuyaux. Mais la substance de ces conversations de femmes entre elles a tout de même beaucoup changé puisque la trame en est désormais congélée de maternité, allocations familiales, formules de garde, examens prénataux, échographie et péridurale. Autant de thèmes qui, pour une part, relèvent d'une législation sociale dont on ne sait plus très bien si elle a été conçue pour répondre aux attentes et besoins des femmes salariées ou pour fournir des palliatifs destinés à atténuer la violence que la société, pour des motifs mal élucidés, fait aux femmes : selon une enquête de 1989, 82 p. 100 des femmes actives (une majorité vraiment écrasante !) se déclarent favorables à une allocation qui permettrait à la mère de garder ses propres enfants.

Ce dont on parlait naguère, c'était plutôt, pour commencer, des malaises, nausées et vomissements des trois premiers mois. Pourquoi la plupart des femmes enceintes y échappent-elles aujourd'hui ? Des gynécologues, portés sur les hypothèses psychosomatiques, estiment que ce fait bien attesté est dû à la quasi-disparition, grâce aux méthodes contraceptives et à l'avortement, des naissances non désirées. Peut-être. Encore que la distinction entre celles qui étaient désirées et celles qui ne l'étaient pas (par exemple du « petit dernier » venu après un intervalle assez long) fût moins nette qu'il ne semble puisque la grossesse avait encore l'allure d'une fatalité à laquelle les méthodes contraceptives traditionnelles ne s'opposaient qu'au prix d'un nombre élevé d'« échecs ». Quitte à retenir une hypothèse psychosomatique, je verrais plutôt dans ces légendaires malaises des trois premiers mois une manière, en l'absence d'examen aussi sûrs que le sont à présent les tests de grossesse, de s'assurer de son état. S'assurer ou se rassurer ? N'est-ce pas

là, après deux essais malheureux, ce qui me fit saliver à l'excès, non pas d'ailleurs trois mois seulement, mais sept mois, le médecin accoucheur m'ayant solennellement affirmé que, si ma grossesse se développait normalement jusqu'au septième mois, tout ensuite irait bien. Au lycée Racine où j'enseignais cette année-là, j'eus la malchance d'être inspectée et le très estimable historien qui écoute ma leçon du jour signala innocemment dans son rapport qu'il était dommage que je fusse affligée d'un défaut d'élocution !

En fait, les grossesses même désirées n'allaient qu'irrégulièrement à terme. L'avortement spontané, lors de la première conception, était tenu pour banal. Dans les autres cas de déception, les explications variaient : les secousses du voyage en chemin de fer ou en métro ou la lourdeur des lessiveuses à soulever perdirent de leur responsabilité au fur et à mesure que se développait la pratique des examens hormonaux. Les thérapeutiques à mettre en œuvre n'acquéraient cependant valeur et sûreté qu'avec un certain décalage. La recommandation la plus fréquente, c'était encore que la femme restât étendue, sans plus être autorisée à mettre le pied par terre. Si la menace se faisait plus précise et que se déclenchaient d'intempestives contractions, une surveillance médicale constante s'imposait. J'accueillais ces avatars d'un cœur égal. Sauf les jours de plus grande inquiétude et souffrance, c'était calme. Je garde un clair souvenir des séjours longs et répétés que je fis à l'hôpital Foch de Suresnes. Je finis par y avoir mes habitudes dans l'excellent service du docteur Jean Lévy dont le dévouement, l'affabilité et la compétence étaient bien établis. Je dois d'ailleurs à ce médecin une reconnaissance infinie. Il nous avait fermement conseillé de ne plus vouloir d'enfant tant c'était pour moi risqué. Mais mon mari, devant ma tristesse persistante, sut qu'il fallait me permettre une nouvelle tentative. Le docteur Lévy m'accueillit à nouveau avec bonne grâce bien qu'une première série d'examens confirmât son pessimisme. Il prit alors sur lui de supprimer cette fois toutes les interventions médicamenteuses dont il suspectait qu'elles pouvaient accroître mes difficultés. Son hypothèse se vérifia. Cependant mon bon docteur, dans l'euphorie provoquée chez lui par le bien-fondé de son diagnostic, s'avança trop : « Si la grossesse continue à se développer normalement, l'accouchement ne posera pas de problème », prédit-il. Las, l'accouchement, lui, frôla la catastrophe. Tout d'ailleurs, ce vendredi où rendez-vous avait été pris pour déclencher le travail afin de parer au redoutable danger d'éclampsie, avait mal commencé. Il y avait grève générale des transports. Retenu dans son service, mon mari avait dû me laisser à la garde de mes aînés qui, tous, partirent à la recherche d'un taxi susceptible de m'emmener à Suresnes. Dans la cohue de la gare Saint-Lazare, bousculés et effrayés, ils couraient en vain de droite et de gauche jusqu'à ce qu'un agent compatissant, cédant à leurs supplications, en réquisitionnât un d'autorité.

Dans les maternités où les parturientes à l'époque restaient une bonne dizaine de jours, mais souvent plus si elles avaient subi une césarienne, l'atmosphère était plutôt à la gaieté. Il y avait des fleurs partout. Comme les visites de l'extérieur, très réglementées, étaient peu nombreuses, les

jeunes mères avaient le temps de se reposer, s'entraider d'un lit à l'autre, éventuellement se consoler quand l'une d'elles était atteinte du « baby's blues » — la dépression *post partum* —, apprendre à baigner, langer, nourrir leur bébé, surmonter les petites souffrances que, mis au sein, le nouveau-né maladroit provoquait ; surtout parler entre elles au cours de cet entracte à leur vie souvent difficile, en tricotant les dernières pièces de layette dont la confection exigeait de connaître le sexe de l'enfant puisque la couleur en était obligée, bleu pâle pour les garçons, rose thé pour les filles.

C'est à Foch que j'ai en novembre 1958, aux élections législatives qui devaient constituer pour le PCF une lourde défaite avec 1 650 000 voix perdues, décidé de voter pour le général de Gaulle. Décision prise après longue réflexion avec mon mari : en moins de six mois s'était donc effacé le catastrophisme qu'avait suscité le retour au pouvoir du Général. Des alarmes pourtant très réellement vécues : un dimanche du printemps précédent, tous nos proches réunis à la maison n'avaient-ils pas évoqué, se souvenant de ce qui s'était passé en Allemagne en 1933 et en Espagne en 1939, que nous aurions éventuellement à prendre le chemin de l'exil au cas où s'installerait en France un régime fascisant ? Henri, toujours farce, se voyait déjà, accompagné d'Arthur et de Lucien, gaucho dans la pampa argentine !

C'est à Foch encore, trente mois plus tard, que, toute à la joie de la naissance d'Emmanuel, j'ai rédigé les dernières pages de ma thèse principale. Dans une chambre lumineuse à deux lits, bien calée par mes oreillers, mon fils dans sa nacelle près de moi, je pouvais, en levant les yeux de la tablette qui me servait d'écritoire, admirer la palette d'une infinité de verts que déroulait en contrebas la pétulante éclosion printanière des frondaisons du bois de Boulogne.

Quand je rentre maintenant dans une maternité, certes merveilleusement outillée sur le plan technique, le laisser-aller général qui transforme en un tourbillon les deux petites journées où la jeune accouchée reste hospitalisée me fait une impression pénible. Dans une chambrette à l'air vicié par l'entassement de visiteurs exprimant bruyamment leur satisfaction, le nouveau-né passe de bras en bras. Sont ainsi gâchés ces moments uniques où, dans le recueillement, la mère et son enfant apprennent à se reconnaître et entamaient leur dialogue.

Il faut aussi convenir que le climat de discrète jubilation des chambres d'accouchées s'expliquait par contraste avec la dure épreuve que celles-ci venaient de traverser. Pourquoi ne place-t-on pas au premier rang des merveilles de ce siècle et des réussites les plus indiscutables de la médecine la disparition du bien-fondé de l'antique injonction : « Tu enfanteras dans la douleur » ? Sans doute, tandis que furent très vite adoptées les méthodes contraceptives modernes qui, en apparence, ne faisaient que se substituer aux anciennes (en réalité, elles ont été tout autre chose que des substituts plus fiables), les innovations thérapeutiques qui permettent désormais d'accoucher sans douleur ne se sont-elles que très lentement, inégalement et insuffisamment diffusées. Pour beaucoup de raisons — l'augmentation du

coût des infrastructures et équipements nécessaires à l'acte ainsi conduit, la crainte du renouvellement des accidents que la pratique à ses débuts, comme c'est le cas dans toute phase de mise au point, a provoquée, le désintérêt peut-être aussi des femmes qui savent n'avoir plus à connaître au cours de leur vie qu'un ou deux accouchements.

C'est d'ailleurs avec un léger sentiment d'égarement que, dans la banale petite pièce où j'attendais la naissance de mon petit-fils Élie, j'ai écouté dans un grand hôpital parisien le silence indifférent d'une nuit pareille à toutes les nuits. Introduite dans le cabinet de travail quelques minutes à peine après l'accouchement, j'ai vu la mère, ma fille Irène (le médecin) fraîche et rose comme au sortir d'un bal, plaisanter en position déjà semi-assise dans un fauteuil relevé assez semblable à celui d'un dentiste, tandis qu'elle s'assurait, avec des mots techniques qui s'adressaient à Arthur, son médecin de père, que le nouveau-né était dans la réalité exactement comme elle le savait déjà depuis que *de visu* et sur écran elle avait pu l'observer dans les mois précédents.

Je n'ai pu alors m'empêcher d'avoir une pensée émue (sottement nostalgique ?) pour ce que j'avais connu quarante années plus tôt, il y a donc moins d'un demi-siècle, à l'hôpital Rothschild.

Il y avait alors bien sûr la curiosité que soulevait le sexe du bébé à naître. J'ai gardé dans l'oreille le murmure de mon époux : « C'est un garçon ! » le bref instant que je repris conscience avant de sombrer à nouveau au soir de l'accouchement d'Emmanuel où la compétence du docteur Lévy avait contribué à me sauver sans mettre en danger l'enfant né seulement un petit peu bleu.

Il y avait bien sûr encore la peur d'avoir un enfant anormal. Quand j'accouchai, cette fois, hélas, sans grande douleur, tant elle était minuscule, d'une petite fille prématurée de six mois, je passais des heures derrière la vitre de la pouponnière où elle était en couveuse. Il me semblait que mon souffle si près du sien pourrait l'aider à vivre. Nous avions convenu de l'appeler Bérénice, tendre petite princesse juive venue de si loin. Une semaine s'était écoulée, et timidement je me reprenais à croire au miracle quand un prêtre entra de bon matin dans ma chambre pour me demander si je souhaitais que le bébé fût ondoyé. Je compris aussitôt non que l'aumônier avait fait erreur sur la communauté religieuse à laquelle appartiendrait plus tard l'enfant, mais que la nuit avait été mauvaise. Quelques jours plus tard, mon père, Arthur et moi nous déposâmes le petit être dans la terre consacrée où les miens ont leur caveau. Comment expliquer qu'une femme sensée puisse être inconsolable d'un malheur si fugace, de la perte d'une enfant presque mort-née et qui aurait sans doute, si elle avait vécu, conservé d'irréversibles séquelles ? Cela ne s'explique pas.

« Il faut que l'herbe pousse et que les enfants meurent.  
Je le sais, ô mon Dieu. »

Il y avait enfin la peur de mourir en couches, notamment après l'une de ces fièvres puerpérales si fréquentes que l'orphelin de naissance, le « fils de la morte », était une figure commune de la galerie des figures d'homme.

En 1949, l'année de la naissance de mon premier-né, l'immense cohorte des accouchées du baby-boom eut à souffrir d'une épidémie gravissime responsable d'abcès au sein en série, lesquels, en ces temps de pénurie où les antibiotiques n'étaient encore délivrés qu'au compte-gouttes et les sulfamides des années 30 pas toujours efficaces, étaient difficiles à soigner autrement que par le bistouri. Je n'échappai pas à la contagion et deux mois durant je délirai avec une fièvre de cheval, guettant dans un brouillard de sensations confuses les allées et venues de ma mère qui, bienheureusement, avait pris la charge du nouveau-né. Le docteur Vellay eut beau venir me visiter fréquemment et même, pour me faire sourire, parier une bouteille de champagne que la température allait tomber, rien n'y fit et, trois ou quatre fois de suite, il fallut exciser des abcès si mûrs qu'ils éclataient au nez de l'opérateur.

La venue du docteur Vellay me rappelait pourtant de vieilles et plaisantes histoires de famille : quand mon grand-père Henri Dreyfuss est rentré du régiment en 1892, la maison Bernheim Biens, rue de l'Arcade, aurait souhaité l'attirer à elle. Mais fils de négociant, comme on disait en ce temps-là, le jeune homme ne pouvait accepter même une offre aussi flatteuse et avantageuse. Il délégua à sa place un ami, lui aussi de régiment, mais de son frère Georges. Cet ami, Eugène Meyer, y fera fortune. Le temps passa. Malgré leurs différences de situation de fortune, les Meyer et les Dreyfuss continuèrent à se voir et, quand vingt-cinq ans plus tard les Bernheim organisèrent chez eux dans le goût de l'époque un bal de têtes, les Dreyfuss avec leurs trois filles y furent conviés. Quel bonheur ! Ma mère, qui avait alors dix-huit ans et s'était fait une irrésistible tête de poupée moderne, fut priée de s'asseoir à la table des maîtres de maison dont la fille, Annie, épousera bientôt un jeune gynécologue, le docteur Dalsace. Un quart de siècle encore, les Bernheim accompagnés de leurs enfants, les Dalsace, trouvèrent en 1940 refuge chez leur agent général de Montluçon qui les installa à Cérilly où ma tante, elle installée à Bourbon-l'Archambault, leur apportait en vélo tous les quinze jours un peu de beurre<sup>1</sup>. Cet agent général se nomme Vellay : son fils, c'était mon médecin qui aura entre-temps épousé la fille des Dalsace.

Même quand un accouchement était réputé normal et le bébé aussi, c'était une rude affaire. Par un soir dominical, doux et pluvieux de décembre 1949, après avoir couru de la maternité des Bleuets, archicomble, à l'hôpital Rothschild, je fus, primipare, amenée dans une salle de travail qui ressemblait, avec ses barreaux aux fenêtres et ses solides portes capitonnées et cadenassées, à une cellule de prison. Elle était encombrée d'une douzaine de tables gynécologiques qui, rangées sur une file et toutes occupées, se touchaient les unes les autres. Sur des chariots s'épalaient des instruments pas rassurants du tout, ciseaux, cuillers. Des bacs et baquets jonchaient le sol, attendant qu'on y plongeât les nouveau-nés pour les débarrasser du lanigo et du méconium. Les femmes en gésine se tordaient, les mains accrochées aux barreaux de la tête de lit, le regard traqué, la chevelure en

---

1. Cf. p. 159 et *sqq.*

sueur battant le drap au rythme de la tête qu'elles tournaient de droite et de gauche comme un noyé qui cherche à avaler de l'air. Sur la table voisine de celle, tout juste libérée, qu'on me désigna après avoir vérifié que le travail avait bien commencé, une horrible mégère, dont je ne voyais qu'un ventre énorme à l'enveloppe si tendue et tressautante qu'elle paraissait près de se déchirer et d'où sortaient deux jambes dressées vers le ciel comme les bras de l'implorant, hurlait : « Jamais plus j'f'rai l'amour, jamais plus j'f'rai l'amour. » J'estimai à part moi qu'elle exagérait dans la vulgarité. Présomptueuse, je n'en étais qu'aux « petites douleurs ». Quelques heures plus tard, quand déferlèrent les grandes houles, j'étais pareillement transformée en furie. Seulement, comme j'avais des lettres, ce furent deux vers de Vigny qui me vinrent aux lèvres et me hantèrent tout au long de cette infernale sarabande :

« Ô Seigneur ! J'ai vécu puissant et solitaire  
Laissez-moi m'endormir du sommeil de la terre. »

Dormir, il n'en était pas question. Les sages-femmes, comme des ombres blanches gigantesques, les manches de leur blouse retroussées jusqu'au coude, le visage dégoulinant de sueur, leurs seins volumineux enserrés dans des tabliers de cuir, les mains dans des gants visqueux, passaient d'une démarche lente et lourde avec des bassins et des linges sanglants. De temps en temps, l'une d'elles se battait avec une femme, folle de peur et de dégoût, qui cherchait à s'enfuir et la contraignait violemment à s'étendre. Dominant le fracas, celle qui avait l'air d'être la chef hurlait à son tour : « Taisez-vous, madame ! » Ou bien, appuyant sauvagement sur un bas-ventre, elle glapissait : « Poussez, poussez ! » Des brancards tournoyaient, amenant et remportant encore et encore des femmes. Parfois, entre les clameurs et les aboiements, un petit cri signalait l'arrivée d'un nouveau Moïse.

Cinquante centimes, un franc, cinq francs, c'était la manière comme à la Bourse dont les sages-femmes trompetaient où en était l'ouverture du col. Je devais m'en souvenir quand, à mon troisième accouchement, la dilatation s'arrêta si obstinément à cinq francs qu'il fallut, en désespoir de cause, procéder à une césarienne. Irène a prétendu, depuis qu'elle a appris cette particularité de sa mise au monde, que cela confirmait qu'elle n'aimait pas changer d'endroit quand elle s'y trouvait bien. Moi, j'ai continué à penser que Danielle, la seconde, était une si belle enfant, si vigoureuse avec ses quatre kilos à la première pesée, qu'elle avait sur son passage, dans son avidité à découvrir le monde, tout dévasté. Les « déchirures » faisaient partie du folklore triomphaliste accompagnant la naissance des gros bébés et n'avaient rien de commun avec les épisiotomies programmées d'aujourd'hui.

Cette première fois-là cependant, à l'hôpital Rothschild, le cinq francs dut être passé sans encombre puisque après toute une nuit, le lendemain à 7 heures je fus délivrée, épuisée, la gorge en feu d'avoir crié, gémi, pleuré, supplié, hurlé au point que mon cerveau n'enregistra l'information : « C'est un garçon », qu'après que j'eus bu le rituel café au lait (d'époque) qui marquait la fin de l'épreuve.

Un peu plus tard dans la matinée, le bébé, bras collés au corps, ficelé comme une momie pour éviter tout refroidissement et moi, nous fûmes véhiculés jusque dans une salle immense. Perpendiculairement aux hautes fenêtres par où, d'un côté et de l'autre, pénétrait une lumière glauque d'hiver, étaient disposés vingt-quatre lits tandis que les vingt-quatre berceaux correspondants (ou plus s'il y avait des jumeaux) s'alignaient en double file dans la partie centrale. L'agitation, le bruit, l'odeur, les cris et pleurs de bébé — il s'en trouvait toujours un pour, de jour et de nuit, faire repartir le concert — composaient un tableau digne des anciennes gravures représentant l'hôpital de la Charité. N'importe : une bombe aurait éclaté dans le pavillon voisin que je n'aurais pas détourné mon regard du berceau où reposait mon fils. Entièrement absorbée en lui, je m'amusais seulement de la scène qui se déroulait chaque matin. A 8 h 55 précises, en effet, les veilleuses ayant dès l'aube terminé leur service de nuit par la distribution des thermomètres, les filles de salle ayant pris le leur en lavant à grande eau les sols carrelés, les élèves infirmières de jour ayant apporté le déjeuner, aidé les alitées à faire leur toilette et remis en état leur couche, les puéricultrices, après la première tétée, ayant pesé et changé les bébés, les infirmières diplômées ayant procédé aux soins, observations et examens prescrits, voici qu'une voix de mère supérieure s'élevait pour enjoindre à « ces dames » de faire disparaître leur tricot et autres babioles qui jonchaient les lits et de se tenir droites, appuyées sur leur oreiller, silencieuses, les mains à plat sur les draps bien tirés. A 9 heures juste, la grande porte s'ouvrait à deux battants et le professeur Félix Walter, dont la superbe prestance disait bien qu'il était le représentant en blouse blanche du Seigneur de miséricorde, s'avancait, nimbé de la lumière du savoir, flanqué de l'infirmière-chef et de la surveillante-chef qui, sur son bras replié, portait ouvert un lourd registre. Il était suivi d'une troupe imposante dont les derniers rangs seuls, sans doute de jeunes externes, se permettaient de folâtrer en échangeant des bourrades.

L'instant était si solennel que les vingt-quatre bébés soudain se figeaient aussi et retenaient leurs larmes. Le maître s'arrêtait devant chaque lit, inclinait légèrement la tête pour en saluer l'occupante, écoutait, penché, les brefs commentaires que suggérait à ses assistants et chefs de clinique le tableau placé à la tête du lit. De temps en temps, les quatre ou cinq personnages du premier rang se mettaient en cercle et conféraient : l'un d'eux s'approchait, soulevait le drap, auscultait un ventre ou un sein, puis, avec un mince sourire d'excuse, rabattait le drap. Le visage de la jeune mère concernée hésitait entre l'inquiétude et l'orgueil d'avoir été distinguée.

Depuis, je n'ai jamais pu entendre Arthur chanter son grand succès : *L'Hirondelle du faubourg*, sans donner une pensée émue au grand patron qu'avait été à l'hôpital Rothschild le professeur Walter :

- « A l'hôpital, c'est l'heure de la visite.
- L'médecin en chef passe devant les lits.
- Numéro 13, qu'est-ce qu'elle a cette petite ?
- C'est la blessée qu'on amena cette nuit.
- Mais qu'est-ce q'je vois ? Vous portez une médaille.



C'est un cadeau sans doute de votre amant.

— Non, lui dit-elle,

C'est du rien qui vaille.

C'est du salaud qu'a plaqué ma maman.

— Laissez-moi lire

Andrée Marie-Thérèse

Mais je le reconnais ce souvenir émouvant

et cette date avril quatre-vingt-treize.

.....  
— Je suis un savant

J'en ai guéri des femmes

Mais c'est celle-là que j'aurais voulu sauver

Ô Dieu, retiens son âme

*(Coup de théâtre)*

Je suis ton père

Ô ma fille adorée

Vous mes internes, écoutez je le veux

Cette confession d'un père malheureux.

*(Refrain)*

On l'appelait l'hirondelle du faubourg

C'était une pauvre fille d'amour

Née un jour de la saison printanière

D'une petite ouvrière

Comme les autres elle aurait bien tourné

Si lâchement au lieu d'l'abandonner

J'avais su protéger de mon aile l'hirondelle. »

D'un autre côté, l'expérience ainsi faite lors de mon premier accouchement aurait dû m'incliner à accueillir un peu plus tard avec curiosité et satisfaction la nouvelle qu'une technique d'accouchement sans douleur avait été mise au point en URSS. A la polyclinique, fondée et gérée par l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie CGT — cette prestigieuse « œuvre » ouvrière dont Arthur demeura le rhumatologue jusqu'à la fermeture des consultations en 1985 était sise rue des Bleuets au cœur de ces quartiers Saint-Ambroise, la Folie-Méricourt, Roquette qui, à l'est de la République, comptaient alors d'innombrables ateliers de petite et moyenne métallurgie —, le docteur Fernand Lamaze avait décidé en 1951 d'introduire cette méthode en France après que l'eut impressionné le silence qu'il avait lui-même constaté en visitant les salles de travail d'un service d'accouchement à Leningrad. Le principe en était dérivé de la théorie pavlovienne du conditionnement. Si l'on faisait l'hypothèse que les femmes avaient jusque-là été conditionnées par l'idée, séculairement transmise de mère en fille, selon laquelle les douleurs de l'accouchement relevaient d'un plan divin ou, du moins, participaient de la nécessité, il convenait dès lors de les déconditionner en leur exposant à l'avance les mécanismes du travail et en les entraînant par une gymnastique appropriée, notamment par une discipline de la respiration, à contrôler leurs sensations, à prévoir et accompagner les contractions pour que celles-ci fussent déconnectées des fibres de la douleur. En somme, c'était un premier cas d'application de cette « médecine douce »,

non médicamenteuse, qui, malgré sa radicale impuissance et ses substituts ineptes face à des maladies graves, a conquis depuis une si flatteuse réputation. L'accouchement normal n'étant pas une maladie, le recours à une méthode relevant de la « médecine douce » y était certainement moins hors de propos qu'elle ne l'a été dans des secteurs où celle-ci s'est opposée à des thérapeutiques plus éprouvantes mais efficaces. Aussi les quolibets et gorges chaudes qui accueillirent sur le moment les explications du docteur Lamaze me semblent-ils maintenant encore avoir été le produit d'une réaction anticommuniste assez primaire.

N'empêche que pour ma part, sans que ce fût évidemment délibéré, je manifestai, sinon du scepticisme, du moins un fond d'indifférence à l'égard de ce que j'aurais dû tenir pour une prodigieuse innovation qui honorait le pays du socialisme en montrant la fécondité de son approche démystifiée de la nature comme de la société.

Déjà, l'été 50, je devais faire preuve, bien qu'il ne puisse être question de duplicité ni de cynisme, d'une semblable et étonnante capacité de dissocier la sphère de mes convictions et celle de mes attachements viscéraux. Cet été-là, en effet, la hiérarchie interne rigoureuse qui, pour leurs vacances, réservait les stations soviétiques de la mer Noire aux dirigeants de premier rang et attribuait les villes d'eau des démocraties populaires aux permanents de second rang m'avait conduite à Mariánské Lázně, l'ancienne Marienbad.

Bien sûr, il ne s'agissait ni d'y soigner sa rate, sa vessie ou sa prostate ni d'y guérir une goutte rebelle ou une affection nerveuse comme l'avaient fait depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, de Tourgueniev à Gorki, de Cholem Aleichem à Kafka, de Wagner à Mahler, tant de célèbres curistes, anglais, français, russes, roumains, turcs, scandinaves, accourant en foule puiser, à l'aide d'une petite cruche en porcelaine, l'eau qui jaillissait de cent quarante sources. Sa voisine, Karlovy Vary — l'ancienne Carlsbad —, ainsi nommée parce que le roi Charles IV, au retour de la chasse, y avait, entre les petites rivières du Tepla et de l'Ohre, découvert une source, était plus animée depuis 1948 qu'elle accueillait un festival international du film destiné moins à rivaliser avec les festivals de Cannes et de Venise qu'à accorder rituellement le globe de cristal à un film « socialiste » (cette année-là, ce fut le célèbre film de Michael Tchiaourelli, *La Chute de Berlin*, qui l'avait emporté ; je le vis quelques jours plus tard à Prague avec Laurent Casanova). Mariánské Lázně, située à six cents mètres d'altitude dans une paisible vallée, n'était pour nous qu'un lieu de repos. Le long de la colonnade, dans les allées et les parcs parsemés de statues, de kiosques à musique, de pergolas et bordés de palaces qui allaient bientôt connaître la décrépitude en devenant des sanatoriums gérés par la CGT tchèque, je pouvais encore respirer les derniers effluves du « monde d'hier » sur lequel flottaient les ombres de Goethe qui avait là, trois années de suite, souffert la malemort pour la jeune Ulrika von Levetzow ou d'Édouard VII d'Angleterre, « His Grace the duke of Lancaster », qui descendait à l'hôtel de Weimar. Même si le soir des couples de nomenclaturistes endimanchés dansaient valse et boléros dans des salles de bal un peu décaties qu'achevaient de déshonorer de minables orchestres, le morne climat que Kundera décrit sarcastiquement dans *Risibles Amours*

n'était pas encore tout à fait installé. Sans doute étais-je escortée dans mes promenades par des compagnons d'un genre tout différent des ombres illustres que je viens d'évoquer, mais ceux-ci n'étaient pas tous non plus sans mérite — Ambroise Croizat par exemple, l'ancien ministre du Travail dont le nom, aujourd'hui encore, reste associé aux lois organisant la Sécurité sociale : Ambroise, chacun l'aimait et le respectait pour son authentique simplicité, pour la confiance qu'inspirait son caractère sincère et réfléchi, pour l'évidente et tranquille dignité qui émanait de sa personne et dont nul ne doutait qu'elle était la quintessence de l'âme ouvrière. Quand il mourut brusquement, quelques mois après cet été-là, je ne fus pas la seule à en avoir un vrai chagrin.

De Mariánské Lázně je m'étais rendue à Prague où s'ouvrait le congrès de l'UIE<sup>1</sup>. J'étais logée à l'hôtel Paris. André Stil, que j'y rencontrai, trouva moyen de réprover hautement, même pas à la blague, mon « nationalisme culinaire » du fait qu'en proie aux malaises d'une nouvelle grossesse je ne supportais pas l'odeur de féculé des inévitables macédoines de légumes et réclamai timidement... des frites. Comme je ne pouvais garder avec moi pendant le congrès mon fils de huit mois, celui-ci fut placé dans une pouponnière où, grâce à l'obligeance du chauffeur mis à la disposition de Laurent Casanova, j'allais le visiter chaque jour. J'étais déjà mal à l'aise à la vue de l'uniforme, une longue chemise en toile rêche, dont il était revêtu et de son crâne rasé qui le transformait, couché dans son lit de fer, en petit soldat. Mais quand le pédiatre me proposa de le faire opérer d'une hernie inguinale dont il souffrait en effet, je fus prise de terreur et j'avançai mon retour en France, bien décidée à n'accepter l'intervention que là où j'étais en pays de connaissance — dans cette clinique du Pré-Saint-Gervais où le docteur Charles Cachin opérait.

Deux choses me rebutaient dans la méthode préconisée par le docteur Lamaze. D'abord la quantité énorme de temps et d'attention qu'exigeaient les exercices préparatoires. Cela me paraissait plus simple et, en termes d'énergie, moins dispendieux de souffrir une nuit. Ensuite, l'insistance mise sur la nécessité d'associer le conjoint à la réussite de l'opération. Une idée qui fit son chemin et triompha dans les années 70 quand on remontra aux maris quel mérite ils s'attireraient, quoi qu'il en coûtât à leur délicatesse, s'ils tenaient la main de leur épouse dans la salle de travail jusqu'au moment de l'expulsion. Était-ce mon vieux fond puritain, je ne vis que gaspillage mâtiné de voyeurisme dans cette confusion des rôles et le fait d'être deux quand un seul suffisait à une tâche qui n'avait pas que des côtés bien esthétiques et propres. Reste que de jeunes pères, il faut en convenir, gardent un excellent souvenir de la chose, et leur en donner acte.

Quoi qu'il en soit, je ratai l'épreuve, criai tout mon soûl, faillis même éborgner l'interne qui en appelait à mon esprit de parti et fis conclure que

---

1. Cf. p. 420 et *sqq.*

décidément les intellectuelles, par leur « suffisance »<sup>1</sup>, manquaient ce que réussissaient de simples ouvrières.

Mettre des enfants au monde, rude épreuve. Mais les élever ? Ma tâche aujourd'hui achevée, comment la juger ? Comment n'être pas tourmentée : tout ce que j'aurais dû faire, tout ce que je n'ai pas fait, pas fait assez ou pas fait du tout ? Ce qui leur est arrivé en bien, y ai-je ma part ? Ce qui leur est arrivé en mal, est-ce ma faute ? Le bien et le mal, en avons-nous d'ailleurs, eux les enfants, nous les parents, la même définition ? Puis-je accepter pour eux, ce que je n'ai pas accepté pour moi, que le premier critère du bien fût le bonheur personnel ? Mais comment ne pas souffrir s'ils sont malheureux ? Ne puis-je me réjouir pour eux de ce qui, pour moi, ne m'a pas réjoui : la réussite sociale ? Et comment ne pas les aider à atteindre cette réussite-là, tangible, minimale ? Je suis là, puissante/impuissante, trop présente quand je ne suis pas absente, si souvent lourde, craignant de paraître m'en mêler mais craignant, ne m'en mêlant pas, de paraître indifférente, bouche trop cousue et yeux trop fureteurs, donnant précipitamment mon temps, mes forces pour satisfaire toute requête de leur part, même abusive. Au total hésitante, inquiète, éperdue, en un mot une mère.

Suis-je d'ailleurs soulagée ou pleine de regrets du temps où tous les enfants étaient à la maison ? Les garçons au rez-de-chaussée, dans ce qui avait été une remise à carrosse et à chevaux, les filles, au second, dégringolant et remontant les escaliers « de derrière » qui leur assuraient à tous et entre eux une relative indépendance. J'ai encore dans l'oreille le bruit du pas de course de mon fils aîné, alors en 6<sup>e</sup> au petit Condorcet, pénétrant en trombe dans la bibliothèque où je me tiens pour m'annoncer, rouge de plaisir, qu'il est bon premier à sa première composition de latin.

C'était dans une maison à l'ancienne, sise dans une rue active mais décente en dépit de la proximité des grands magasins et du boulevard Haussmann. Seule la semaine précédant Noël drainait des foules qui, déboulant à pied de la gare Saint-Lazare, s'engouffraient, le rendant impraticable, dans le passage du Havre où la Maison des Trains attirait beaucoup de chalands collectionneurs. La vieille marchande de journaux, qui m'évoquait, avec son chapeau cabossé, celle peinte à Montparnasse par Soutine, avait bien du mal, assise sur son pliant au début du passage, à préserver son éventaire accoté au café qui s'ouvrait à la fois sur le passage et sur la rue. Hors cette folle semaine, Saint-Louis-d'Antin et la façade austère du lycée Condorcet, construit par Brongniart dans le pur style jésuite qui convenait à un couvent de capucins, conféraient un accent de hautaine gravité à l'étroite artère où flottait par ailleurs le souvenir de la famille Boussardel que, de l'autre côté de la rue, à l'étage noble au-dessus de l'entresol et de ses fenêtres écrasées en ovale, y avait fait loger le romancier Philippe Hériat. Depuis, hélas, devenue piétonnière par le décret imbécile

1. Docteur Fernand Lamaze, *Qu'est-ce que l'accouchement sans douleur ?* La Farandole, 1956, p. 244.

d'un aménageur de la mairie de Paris, cette section de la rue Caumartin n'est plus qu'un cloaque. Fripes de Taiwan et de Hong Kong accrochées à la diable ou jetées au déballé dans des bacs à 50 francs, diseuses de bonne aventure, sondeurs, skinheads, clochards, vendeurs à la sauvette, camelots, orchestres sud-américains stagnent dans les flaques malodorantes d'un carreau en permanence souillé, obstruant passages et portes cochères. Ayant la dernière vaillamment résisté, la fameuse librairie Weill, naguère point de ralliement de tous les écrivains et artistes du quartier d'Athènes, est devenue, à la retraite du petit-fils du fondateur, un hangar à livres géré par une compagnie bancaire à l'enseigne ridicule d'*Anecdotes*.

Mes parents venaient chaque jour. Le grand-père, un petit sac de sucreries dans sa main gantée, se chargeait d'aller quérir à 4 heures les plus grands à la sortie de leur école, l'école maternelle de la rue de Moscou, l'école primaire de la rue Blanche. Sa canne blanche n'empêchait pas la grand-mère, circulant à l'aise le long d'un itinéraire soigneusement balisé, de venir de son côté surveiller les devoirs et présider à la leçon de piano. A 18 h 30, cahiers, livres et piano refermés, tandis que les enfants prenaient leur bain et procédaient à leur toilette du soir, je la raccompagnais jusqu'au métro, bavardant de la conduite et du travail des uns et des autres, et des choses de la famille.

La pièce qu'on appelait la bibliothèque et qui était en effet tapissée de livres était celle où je travaillais, mais la porte du côté familial n'en était jamais fermée : tout un chacun pouvait y entrer et s'y installer librement, le bruit des conversations ne me gênant guère. Elle faisait le lien entre la partie privée de la maison et l'aile où était installé le cabinet médical. Le salon auquel on accédait par « l'escalier de devant », qui avait plus grand air, servait de salon d'attente pour nos visiteurs respectifs — pour mon époux ses patients, pour moi, des années plus tard, mes étudiants et mes élèves. Dans les années 70, on ne pouvait pas s'y tromper : les malades, souvent d'âge certain puisqu'ils consultaient un rhumatologue, étaient décemment mis, discrets et familiers ; les étudiants, bien plus jeunes, de plus en plus débraillés, cheveux longs et sales, n'en étaient pas moins gauches et, timidement assis sur le bord d'un fauteuil, lorgnaient vers le grand tableau qui occupait presque tout le mur du fond et exprimait bien l'esprit du lieu — *La Parabole du Bon Samaritain*, un tableau naguère attribué à Rembrandt (l'attribution a depuis été modifiée au profit, contesté, d'un peintre infiniment plus obscur, Renesse [1626-1680]), dont Boris Taslitzki avait, jeune élève des Beaux-Arts, exécuté une très belle copie. Dès que nous eûmes la télévision, c'est dans ce salon d'attente que nous l'avons installée. Double avantage : elle était inaccessible aux enfants aux heures de réception et la nouveauté qu'elle représentait encore contribuait à dissiper la petite angoisse qui habite les moments où l'on attend de voir son médecin.

Il me revenait fréquemment d'accueillir nos divers « clients » et, pour ceux qui n'étaient pas les miens, de les prier de s'asseoir en attendant que l'assistante du docteur vînt les chercher. Les cabinets médicaux attenants au logis personnel sont en voie de disparition. C'est bien dommage. L'agrément qu'il y avait pour nous deux à rester dans la proximité l'un de l'autre tout

en travaillant n'était pas mince : si je ne pénétrais qu'exceptionnellement dans le cabinet d'Arthur, lui, entre deux malades, venait saluer mes parents, embrasser les enfants, me rappeler une obligation, prendre le thé, feuilleter une revue professionnelle. Mais, de surcroît, l'épouse du médecin avait un rôle irremplaçable, méconnu parce que bénévole : le patient, naïvement porté à croire que la science du mari avait par contiguïté déteint sur sa femme, n'hésitait pas à confier à celle-ci ses soucis, et dans les quelques mots échangés une relation humaine s'établissait alors que l'accueil administratif, aimable mais dépersonnalisé, de la secrétaire médicale dans un cabinet de groupe ou de l'hôtesse dans une consultation hospitalière le laisse désespéré et replié sur lui-même.

Pendant trente ans, Mlle Calmel fut l'assistante du docteur. C'était une kinésithérapeute dont la ponctualité, le dévouement, la compétence professionnelle, l'efficacité quasi miraculeuse des traitements, son constant souci d'endormir la douleur, sa force physique sous une apparence frêle faisaient merveille. Elle en imposait au point que nul, si attaché lui fût-il, si entré dans sa familiarité, ne l'a jamais appelée par son prénom : elle était « Mademoiselle Calmel ». Droite et réservée, serviable et accueillante sans ostentation, elle fut la confidente sereine, discrète et sûre de tous ceux, enfants, employées, patients, qui avaient besoin d'une oreille attentive.

Quand, dans les années 50-60, tous les enfants étaient encore là — mon cœur se serre au souvenir de la tristesse qui tomba sur nos épaules quand l'aîné alla s'établir en Israël : tristesse non de ce qu'il partît en Israël mais parce que c'était l'annonce des temps où, un à un, les enfants partiraient ; bien sûr, ils reviennent, avec conjoint et enfants, et de nouveau, pour quelques semaines ou quelques mois, saturant l'espace de leur encombrante présence, mais l'alternance du trop-plein, si impatientement désiré, et du vide, c'est déjà une tout autre manière pour la maison (et la maîtresse de maison) d'être et de vivre —, dans les années 50 donc, nous avions deux employées de maison à demeure et, la moitié de la semaine, une lingère.

Étonnant train de maison, à le comparer, trente ans plus tard, à ces maigres équipages dont bénéficient les jeunes ménages des années 80-90 même quand les deux membres du couple jouissent de bonnes situations. Dans un appartement resserré, meublé façon Habitat ou Ikea et soigné à la diable, ils n'ont plus guère de service. L'un ou l'autre, en fonction de leur emploi du temps, en allant déposer ou reprendre à la crèche leur premier-né ou le second et dernier de leurs rejetons, passe à la six-quatre-deux chez le traiteur et au pressing.

À quoi tient cette différence dans le genre de vie ? Il est vrai qu'en ce qui nous concerne nous ne nous sommes pas enrichis, nous n'avons pas ahané à constituer un patrimoine immobilier et il n'y aura guère d'autre héritage que l'héritage de nos propres parents. Mais cela n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est d'abord le changement des mentalités qui a conduit, dans la gestion des budgets familiaux, à établir d'autres priorités que les nôtres. Les dépenses liées à la vie sociale à l'extérieur, vêtue, voitures, week-ends, voyages et vacances, sont désormais privilégiées. En contrepartie, maris et

femmes, quand d'aventure ils sont chez eux, fourgonnent de concert et lavent par terre. Ce qu'ont puissamment encouragé les options d'un État qui, fidèle à sa pente, nourrit l'ambition passionnée de réduire toutes les formes d'autonomie de la vie privée. L'augmentation fabuleuse des charges sociales et des prélèvements fiscaux sur les salaires et revenus, ceux que nous gagnions par notre travail et ceux que nous versions à nos employées (et qui, en eux-mêmes, étaient équivalents à ce qu'ils sont aujourd'hui), a rendu inaccessible à des particuliers, de jeunes parents ou des grands vieillards, d'avoir à leur service ces mêmes catégories d'employées que les titulaires des hautes charges de l'État ont à foison pour leur usage autant privé que public. Ainsi s'explique qu'ont pratiquement disparu ces folies qui étaient les nôtres. Était-ce d'ailleurs des folies puisqu'elles nous ont permis, à moi d'exercer mon métier sans en faire porter le poids à mes enfants, à nous deux d'avoir autant d'enfants que nous l'avons pu et, dans une maison ouverte, d'accueillir, sans verser dans une épuisante improvisation ou dans la bohème pseudo-artiste, tous ceux — nous étions ordinairement une bonne dizaine autour de la table de salle à manger — qui se trouvaient là à l'heure du repas, s'asseyant sans façon entre les enfants qui, de leur côté, ne perdaient pas une miette des conversations ?

Parmi nos convives de droit, il y avait bien sûr les jeunes gens qui servaient de professeurs dans les matières, l'hébreu, le piano, les maths, cultivées à la maison. Ainsi avons-nous gardé pour la vie entière de précieuses amitiés, nées autour de la table familiale après les leçons qu'ils donnaient et qui n'ont fait de nos enfants ni des virtuoses (encore que de vrais amateurs de bonne musique) ni des matheux (là l'échec est plus patent !), avec un Dominique Jameux — son nom nous avait été proposé par Léon Nerville et Aldo Ciccolini —, mon interlocuteur inlassable et subtil à l'heure de la contestation nanterroise, devenu depuis l'un des musicologues les plus savants, spécialiste de Strauss et plus généralement de musique contemporaine, ou avec Philippe Goy, normalien scientifique d'une sardonique culture... littéraire et politique, esprit original devenu, toujours rue d'Ulm, un physicien spécialiste de la physique des solides, et un auteur talentueux de science-fiction (à l'époque la passion commune d'Arthur et de Lucien Israël au point que le premier avait demandé à Boris Taslitzki de réserver l'un des panneaux qu'il peignit pour la bibliothèque à un paysage et une scène représentant le vol libre de spationautes qui, dans leur scaphandre souple, au milieu des astres et des tourbillons, rejoint le rêve de deux enfants nus écoutant le bruit de l'océan dans une conque marine).

L'aide domestique, on la rejette maintenant comme une survivance des temps d'esclavage, sauf sous la forme rudimentaire d'heures de ménage. C'est là un comportement de nature idéologique qui tend à déprécier le travail quand celui-ci ne se coule pas dans une structure massive et syndicalisée. La tâche robotique des caissières de supermarché ne provoque qu'indifférence, mais les soins donnés à des enfants dans un environnement familial comme ceux donnés à des vieillards ne sont tenus pour acceptables que s'ils passent par l'intermédiaire d'une administration de tutelle, court-

circuitant la relation directe du patron à l'employé salarié et transformant l'un et l'autre en assujettis et en assistés.

Nous n'en étions pas là heureusement dans les années dont je parle. Nous eûmes donc la chance d'accueillir l'une après l'autre les dernières filles de la famille Bilinski. Leurs parents étaient de très petits cultivateurs dans cette partie de la Champagne extérieure au périmètre du vignoble. Propriétaires seulement de leur maison dont la grosse cuisinière ne chauffait que l'unique salle du bas et du jardin attenant avec l'étable et l'écurie, ils louaient à la commune de Montmort des terres où ils faisaient un peu de tout — de l'élevage, des céréales. Le père, sec et dur à la tâche, était par bateau venu de Pologne au tout début des années 20, un contrat en poche pour travailler dans les mines du Pas-de-Calais, mais il n'avait pu supporter d'être ainsi enfermé à mille pieds sous terre. Il s'était enfui au bout de huit jours et avait survécu, ayant payé un dédit, en s'embauchant comme garçon de ferme. Dans l'Aisne où il avait échoué, la fille du patron était un petit bout de femme qui se prénomait Sylvie et qui aurait pu être l'inspiratrice de Nerval : prévenante, silencieuse, les yeux seuls parlants, mais, inébranlable, instruite et aimant à lire, elle avait été la première du canton au certificat d'études. Elle et lui s'aimèrent. Les mœurs du temps firent que les siens la mirent sans pitié à la porte quand il s'avéra qu'elle était enceinte.

M. et Mme Bilinski eurent douze enfants, un en moyenne chaque année, au point, me racontait Mme Bilinski avec confusion, que le médecin accoucheur, quand il prenait congé d'elle en la raccompagnant jusqu'à la porte de la maternité, la saluait d'un retentissant et cordial : « A l'année prochaine, chère madame ! »

A la suite de Romaine qu'un couple de Parisiens avait emmenée avec lui après qu'elle l'eut servi durant tout un été à Moussy près d'Épernay, Lucienne, qui savait qu'elle devrait partir depuis que la famille Bilinski avait quitté la grande ferme du Moulin Neuf avec ses sept pièces pour la maison du Gros Moulin qui n'en avait que trois, fut la seconde à tenter sa chance à Paris. Quand elle se présenta dans son unique petite jupe élimée, une minuscule valise de carton bouilli à la main, elle avait un air de vaillance, éclairé par sa blondeur de fille du Nord, qui me plut aussitôt. Ne connaissant rien des sophistications de la grand-ville, elle ne savait pas ce qu'était le thé : le soir à la ferme, la mère distribuait des bols de lait fumant ; le sucre dont il fallait quotidiennement près d'un kilo était la seule dépense d'épicerie. Intelligente et vive, Lucienne apprit vite. Avec elle ou à sa suite, Nicole qui s'attacha tout particulièrement à Irène, notre seconde fille, Cécile et son amie Yvonne qui devint la préférée de Danielle, l'aînée, en raison de leur commune et égale coquetterie, toutes observatrices éveillées, se sont frottées par notre intermédiaire à un monde plus ouvert que celui où elles avaient vécu. Filles solides et saines, tout à la fois malignes et sensées, elles ont su, quand le temps en fut venu, épouser des garçons à leur image et à leur goût. Se mettant hardiment à leur compte, commerçantes avisées dans la partie qu'elles se choisirent, travaillant aussi dur que père et mère et portées à l'économie, elles ont toutes atteint mieux qu'une très large aisance. En contrepartie, grâce à elles, mes enfants, petits, n'ont jamais eu



à rentrer dans une maison déserte. Les plus grands ont fait aussi l'apprentissage, quand ils allaient passer de petites vacances au Gros Moulin, de ce qu'était la vie dans une campagne française d'autrefois. « Mangez, disait Mme Bilinski en jetant leur pâtée aux cochons. Vous ne savez pas qui vous mangera. » C'est aussi ce qu'elle disait en souriant aux enfants. Inutile de préciser qu'il n'est encore pas de grande fête familiale sans qu'y assistent en corps toutes les Bilinski. Mon père dans son grand âge aimait d'ailleurs à faire la tournée de leurs magasins et commerces, heureux de bavarder avec des femmes d'expérience comme étaient naguère ses clientes.

Quand furent épuisées les ressources de la famille Bilinski — Cécile était la petite dernière —, il me fallut aviser. J'eus encore la chance de tomber très vite sur deux sœurs, l'une à la peau très claire et au port superbe, tandis que l'autre, plus petite et boulotte, avait la grâce dansante des femmes d'Afrique : Denise et Gilberte qui, lorsqu'elles nous quittèrent, l'une pour se marier, l'autre pour retourner à la Réunion, laissèrent un souvenir si vif qu'après un intervalle de dix ans pendant lequel nous fûmes sous la loi de la chère Maximinia, une Portugaise, travailleuse infatigable, au caractère sombre et changeant mais dont le visage s'éclairait dès qu'Emmanuel était dans ses jupes, nous avons souhaité retrouver une fille des îles — ce fut Marie-Renée chez qui se rencontrent, tel un mascaret, la langueur africaine et le feu hindou.

C'est aussi parce que nous disposions de ce train de maison que nous avons pu nous abandonner au goût qu'avait Arthur des fêtes et des célébrations. Les jeunes contestataires de 1968 avaient-ils lu dans les livres ou retenu de leurs visites aux musées que la société française — la villageoise, celle des quartiers ouvriers urbains, la bourgeoisie et celle qui, en s'attribuant une majuscule, se réservait la palme de l'élégance et du bon goût — avait été, avant de devenir une « société de consommation », une société plus légère, joyeuse, « conviviale » pour employer un qualificatif balourd ? Ils réclamèrent des fêtes et ont cru parfois, en croyant faire la révolution, faire aussi la fête. Hélas, ce n'était pas la bonne méthode : il y faut moins d'idéologie et plus de cœur, moins d'ambition et plus de vrai dévouement.

Toutes occasions étaient donc bonnes — fêtes carillonnées, grandes dates familiales, succès de l'un d'entre nous dans un ordre quelconque — pour battre le rappel, et que s'engouffrent dans une maison parée, élargie à des annexes d'un soir transformées en salle de bal, aux tables croulantes sous des pyramides gargantuesques de mets tous sortis de nos fours et fourneaux, la nébuleuse familiale en constante expansion, les amis de toujours, les étrangers de passage, les notables du moment et les connaissances de dernière heure. Rien qui ressemblât au buffet compassé d'une salle spécialisée dans les réceptions de prestige. Rien qui ressemblât non plus à une grande bouffe ou à une soulerie programmée, encore moins, bien sûr, à une chiennerie. Ce n'était pas une fête enfantine, mais les enfants étaient là, et les grands-parents, et les grand-tantes car il n'y aurait pas eu de fête si celle-ci avait été, comme elle est trop souvent devenue, réservée aux gens d'une seule génération. De toutes ces fêtes, celle dont le souvenir m'est demeuré le plus cher, c'est peut-être la fête que nous avons donnée pour

clôturer les cérémonies de la bar-mitsva d'Emmanuel : pour beaucoup de raisons dont je reparlerai mais dont l'une était la présence, pour la dernière fois, de Raymond Aron avec sa femme Suzanne.

D'une fête à l'autre, la maison ne demeurerait pas aplatie et ronronnante dans sa routine. Comme elle était située à proximité de toutes sortes d'institutions et au croisement de bien des voies et moyens de transport, les amis y passaient fréquemment sans crier gare. Arthur a le génie de l'amitié ; il accueille avec bonne grâce confrères, collègues de travail, relations épisodiques. Mais surtout il est heureux de toute rencontre supplémentaire et imprévue avec l'un de nos amis et rien ne lui est plus déplaisant que si, « débordée », je fais grise mine. « Tu te noies dans un verre d'eau », m'objecte-t-il, bon prince. Nos amis, comment ici les nommer tous, et dire avec justesse la texture et la couleur différenciées de chacune de ces amitiés ? J'aurais horreur de ne nommer que les notables et les flatteuses, et comment confondre les amitiés qui sont restées personnelles avec les amitiés qui nous sont communes à tous deux ou communes à toute la famille ? Fallait-il se limiter à ceux qui, rituellement, nous rejoignent à la maison le dimanche en fin d'après-midi pour un goûter dînatoire qui est l'occasion de s'entretenir des événements récents ? J'ai choisi le parti que voici : ne nommer qu'une amitié qui résume toutes les autres — celle qui nous lie indissolublement, de famille à famille et d'une génération à l'autre, avec Lucien et Germaine Israël.

Lucien Israël est le cancérologue que l'on sait. Il a eu la patience de m'avoir pour patiente et de me « guérir » chroniquement d'un cancer pas très « malin » mais qui cache sous un nom très énigmatiquement poétique — liposarcome — une formidable obstination. Depuis dix ans, sans jamais métastaser, celui-ci se plaît à s'offrir de loin en loin de courtes périodes de virulence, ce qui m'a permis, ayant fait le tour de tout l'arsenal dont dispose la médecine de pointe — de la chirurgie à la chimiothérapie, de la radiothérapie à l'immunologie —, de mesurer de quels fantastiques progrès thérapeutiques la cancérologie s'est enrichie en ce bref laps de temps. J'ai notamment été, grâce à l'audace réfléchie et conjuguée de Lucien et d'Arthur, l'une des premières à bénéficier d'un traitement fondé sur le principe de stimulation des défenses immunitaires. « Et ceci aussi est pour ton bien » : l'épreuve, dont je n'aurai pas le front de cacher que je la vécus en privilégiée — Arthur ayant pris sur lui de m'appliquer des traitements encore au stade expérimental et qui me furent décisivement salvateurs — m'a donné l'occasion de rencontrer un chirurgien merveilleux, le professeur Vilain qui me faisait encore rire quand j'étais déjà endormie (hélas, comme tant de grands humoristes, il enfouissait sous ses sarcasmes une tendre désespérance et, quand il fut à son tour ironiquement frappé d'un cancer, il refusa de se soigner et préféra mourir). J'ai pu surtout observer un « pavillon des cancéreux » à la française — la salle d'attente dans laquelle, à la clinique Hartmann, les malades attendaient leur séance de radiothérapie. A force de se voir chaque jour dans le même ordre d'arrivée, on finissait par se connaître et se saluer. J'ai lu, bien sûr, de poignants témoignages exprimant la révolte d'hommes et de femmes qui se virent du jour au lendemain

abandonnés par leurs proches qu'effrayait et dégoûtait la perspective d'avoir à côtoyer la « longue maladie ». Cela arrive en effet. Mais le contraire aussi : j'ai observé les scènes les plus touchantes où se manifestait l'exquise tendresse de vieux couples dont l'un des membres se trouvait à un stade avancé de la maladie. Comment, entre autres, oublier le regard éperdu que lançait à sa femme un vieux monsieur dont la dignité, qu'une tenue impeccable — chapeau, gants, pochette — tentait de sauvegarder, était bafouée par les malaises dont il était le siège ?

Arthur et Lucien ont, depuis leurs vingt ans, presque tout cultivé ensemble : le militantisme révolutionnaire, le grand art médical, la réflexion épistémologique, le judo, la science-fiction — Arthur plus disponible, musicien et joueur d'échecs, Lucien plus poète, possessif et ramassé. Mais rien ne serait pareil entre nous s'il n'y avait eu Germaine, une femme menue au visage de madone. Déportée à Auschwitz à dix-huit ans, elle a, sans jamais tomber dans la résignation angélique ni davantage s'accorder le droit à la plainte, au cri de protestation et de désespoir, supporté d'une âme héroïque, pour l'amour de son époux et des siens, une vie jalonnée d'affreux malheurs. Dont le plus affreux : Guillaume, leur fils et le filleul d'Arthur, de l'âge, à six mois près, de notre Emmanuel dont il fut l'inséparable camarade de jeu et d'enfance, leur a été enlevé à vingt-sept ans.

Il y avait cependant un mois de l'année où la maison était vraiment désertée. Si les enfants passaient en effet le mois de juillet avec leurs grands-parents et la ribambelle de leurs cousins à Cayeux où les accompagnaient nos employés du moment — c'est ainsi qu'Yvonne fut, un soir au casino, élue Miss Cayeux ! —, quand venait le mois d'août, c'était notre revanche à condition que le dernier-né eût atteint ses trois ans : nous emmenions tout notre petit monde aux quatre coins de notre continent.

L'Europe à la fin des années 50 et dans les années 60 n'était pas encore quadrillée de voyagistes à l'affût des moindres attractions touristiques pour y mener, comme naguère on menait les bêtes domestiques à l'abreuvoir, à la traite ou à l'abattoir, de patients troupeaux d'humains. L'été, elle n'était pas encore terre de parcours pour des hordes d'adolescents haillonneux, la chevelure retenue par un bandeau de forçat, un sac supermultipoches au dos, tandis que, mi-gênés mi-hilaires, les trente-cinquante ans, d'un coup d'aile, gagnent, pour n'en plus guère bouger, les « villages » et hôtels très aménagés du Club Méd et assimilés et que se calfeutrent dans leur propriété, des « Ça m'suffit » aux demeures et châteaux, les plus de cinquante ans.

Arthur préposé à tout ce qui concernait la voiture et sa conduite, moi chargée des itinéraires (puisque agrégée de géographie par la grâce de maître Cholley !) et des programmes qui devaient être adaptés à notre budget et aux exigences de repos des plus petits, Maurice affecté à la tenue du journal de bord, ce qu'il faisait diligemment... le premier jour, tous les enfants en semblable tenue (chaque soir fraîchement lavée et repassée) serrés sur la banquette arrière, les bagages dissimulés dans le coffre — la voiture, prononçait le père, n'était ni une décharge ni une roulotte et le voyage ni un exode ni une équipée sauvage, mais l'occasion d'explorer en civilisés les richesses de la nature et de la culture européenne —, nous partions.

Est-ce à Fuengirola, encore à cette date un minuscule village de pêcheurs à mi-distance entre Málaga et Marbella, ou plutôt à Cordoue, à l'Escorial et à Tolède, dans une Espagne certes franquiste dont les superbes et modiques « paradores » n'annonçaient guère un tourisme devenu plus tard bétonnier en devenant démocratique et de masse, que Maurice a commencé à réfléchir à l'histoire de cette péninsule Ibérique où avaient coexisté, avant de se combattre et de s'exclure impitoyablement, les trois religions monothéistes et leurs syncrétiques hérésies ?

L'année suivante en 1960, puisque d'avoir surmonté l'interdit espagnol<sup>1</sup> nous avait valu bien d'émouvantes découvertes — c'est alors que nous avons commencé à acquérir une certaine familiarité avec le Prado —, ce fut vers l'extrême nord qu'avec appréhension nous nous sommes dirigés. Pour la première fois, de Strasbourg après le déjeuner rituel à l'Ancienne Douane, par le pont de Kehl nous avons pénétré de nous-mêmes en Allemagne fédérale. La traversée — à vive allure, il faut le reconnaître tant nous étions tendus — de la paisible Hesse et du Hanovre, les prestigieuses villes universitaires de Marburg et de Göttingen, et même la visite à Hambourg, le soir après avoir couché les enfants, de l'ahurissant quartier Saint-Pauli nous firent constater l'existence d'une autre Allemagne que l'Allemagne de nos cauchemars. Quand, près de Lübeck, nous prîmes le bac pour Malmö, la bonne humeur était revenue que l'abondance du saumon fumé dans les *smorgasbord* servis à bord transforma chez les petits en enthousiasme. De lac en lac, par Norrköping et Stockholm, dont nous avons dû affronter sur un nouveau bac la baie venteuse, nous avons fini par débarquer sur l'île de Sandham où nous avons pu mesurer le prix payé par les Suédois pour leur neutralité : l'extrême difficulté qu'ils avaient, dans leur blazer de yachtmen, à perdre de leur raideur mi-germanique mi-anglaise. Aussi fut-ce avec plaisir qu'après avoir franchi la mystérieuse et sombre Délacarlée nous avons goûté, sur le bateau-poste qui de Trondheim à Bergen s'arrête au fond des moindres fjords, la simplicité rugueuse et cordiale des pêcheurs norvégiens.

« Elle passe tranquille, en un rêve divin  
Sur le bord du plus frais de tes lacs, ô Norvège !<sup>2</sup> »

C'est enfin sur le plateau désolé, barré de crevasses glacées qui sépare Bergen d'Oslo qu'ayant couché dans une ferme, près d'une église de poupée en bois, il nous fut proposé un déjeuner matinal composé de tant de sortes de poissons que, durant les vingt ans qui suivirent, Arthur demanda qu'on enrichît son petit déjeuner continental... d'un œuf ou d'un filet de hareng.

Que de scènes restent en mémoire qui alimentent la nostalgie des soirées familiales !

Ce poulain échappé, à peine sommes-nous sortis de Graz et avons-nous de Styrie, par Eisenstadt, capitale du charmant Burgenland, l'antique

1. Dans les milieux de gauche, il était moralement prohibé d'aller en Espagne tant que Franco la gouvernait. On observera qu'il était par contre chaudement recommandé d'aller... par exemple en Roumanie. Même chose, deux ou trois décennies plus tard, pour le Chili de Pinochet... et Cuba.

2. Leconte de Lisle, *Épiphanie*.

Pannonie et la patrie de Franz Litz, franchi la frontière austro-hongroise, le voici qui se jette sur la voiture en coupant la route menant au Balaton.

Cette cahoteuse route bulgare près de Tirnovo (n'était-ce pas plutôt du côté de Burgas ou même de Plovdiv, l'ancienne Philippopolis thrace qui avait dû son nom à Philippe II de Macédoine, lequel l'avait restaurée et embellie au IV<sup>e</sup> siècle avant J.-C. ; Lamartine y habita quand elle était devenue capitale de la Roumélie alors aux mains des Turcs ?) A la vue de notre voiture pleine d'enfants, des paysannes qu'on emmenait aux champs debout dans un camion, la tête enroulée d'un linge pour se prémunir du soleil, se mettent à applaudir comme pour dire la joie qu'elles auraient, elles aussi, avec leurs enfants ! Comme la vie est étrange et compliquée ! Le jour où j'évoque ainsi la Bulgarie, j'achève la lecture de l'autobiographie déguisée de Julia Kristeva<sup>1</sup>, née bulgare et qui y a vécu les vingt-deux premières années de sa vie — vingt-deux ans, ce n'est pas rien quand il s'agit de l'enfance, de l'adolescence et de la prime jeunesse. Or la mémorialiste ne trouve rien — rien — à dire du pays dont elle ne s'est pas arrachée illégalement, qu'elle a quitté tout simplement passeport et bourse d'étude en poche. Il lui a paru suffisant, débarquant du Tupolev à Orly, de se qualifier désormais d'« étrangère », comme si c'était la même chose de venir de la Bulgarie communiste ou de Belgique. En quatre cent soixante pages, pas une allusion à ses parents, sa famille, la ville qui fut la sienne (Sofia ?), sa langue maternelle, elle linguiste, aux poètes, aux hauts lieux (le monastère de Rila), au christianisme orthodoxe de ses pères, à ce qu'elle avait absorbé — ou rejeté — de la culture communiste dans sa version bulgare, du marxisme qui lui avait été enseigné et auquel elle avait adhéré, à ce qu'elle avait compris des mécanismes de la terreur instituée. « Là-bas », c'est l'adverbe de lieu le plus abstrait et le plus vague où, pour elle, la Bulgarie entière s'est engloutie à l'exception du souvenir d'un ancien amant, lequel d'ailleurs ressemble déjà furieusement à n'importe quel habitué du boulevard Raspail passant à la hauteur de la Maison des sciences de l'homme. Julia Kristeva peut consacrer quinze pages aux raisons, connues par ouï-dire, qu'a eues la femme de son amant américain pour s'installer en Israël, mais elle, mais elle qui a changé de planète ? Elle peut consacrer cinq ou six pages aux oiseaux de l'île de Ré dont n'importe quel prospectus de syndicat d'initiative nous fournit les noms, les caractéristiques et les trajets migratoires, mais les oiseaux du littoral de la mer Noire et des bouches du Danube ? Anna de Noailles, née Brancovan-Basarab, et surtout sa cousine, la princesse Marthe Bibesco ont osé, elles, rappeler

« le lumineux climat d'où sont venus nos pères »,

leurs aïeux hospodars.

Mais revenons à nos souvenirs de voyage à nous.

Maurice a vite compris que, « moment » dans toutes les langues danubiennes désignant une attente indéfinie, il vaut mieux à Varna se nourrir exclusivement de « palatchinka », des crêpes au chocolat toutes préparées

---

1. Julia Kristeva, *Les Samourais*, Fayard, 1990.

tandis qu'Irène, avec son père, est la seule à avoir un gosier résistant au paprika hongrois. Emmanuel, précoce économiste de trois ans, a intuitivement saisi l'inefficacité des circuits commerciaux en régime socialiste ; quand on entre dans une boutique à Mamaia sur la mer Noire roumaine, il prévient la réponse négative de la préposée en me tirant par la main : « Y a pas », souffle-t-il plaintivement.

A Bucarest, si lourdement incité à célébrer la fête nationale par une profusion de banderoles où revient un premier mot : « *Traiasca* » (Vive...) que ce mot-là nous devient un mot de passe, l'atmosphère est à ce point pesante que brusquement Arthur, à 3 heures du matin, réveille et embarque tout son monde. Nous passons d'abord par Craiova, capitale de l'Olténie. C'est un gros bourg poussiéreux que coupe la grand-route, isolant des deux côtés, en contrebas de petits fossés et de palissades en planche, des maisons paysannes et leur enclos en terre battue jusqu'à ce qu'on débouche sur la grand-place, Piata Unirii, avec en son centre la statue de Cuza et sur les côtés des maisons d'habitation au charme désuet dominées par d'innombrables clochers d'église — c'est là que, quatre ans plus tard, le 19 mai 1968, avant de retrouver la France et ses barricades, le général de Gaulle prononcera son ultime discours en terre roumaine et, follement acclamé, dira en roumain : « *Hai sa dam mâna cu mâna* » (« Allons, donnons-nous la main »). Par Turnu Severin qui veille aux Portes de Fer sur le Danube, nous fonçons, dépassant en trombe de vieilles femmes qui marchent pieds nus, une paire de souliers sous l'aisselle pour, sans l'user, exhiber les bienfaits du régime. Nous ne nous arrêtons ni pour boire ni pour manger : à Turnu Severin où un calicot flottant au fronton d'un café signalait qu'il avait reçu un prix pour s'être distingué par l'excellence de son accueil, nous avons bien essayé, mais, quand Danielle est en éclairer entrée dans la salle, l'odeur était si âcre qu'elle a reculé. Nous voici enfin à Timisoara, l'ancienne Temesvár, capitale du Banat : avec ses façades peintes en bleu doux, l'empreinte austro-hongroise, par rapport aux terres que nous venons de quitter et où persistent tant de traces de la domination ottomane, est si marquée que nous recommençons à nous sentir en Europe. Dans le jardin d'un restaurant pimpant, un couple s'approche de notre table et avec un sourire de connivence offre aux enfants bonbons et chocolat en s'excusant de parler en allemand.

Dans l'île de Korcula où, près de la côte dalmate, se réunissent chaque été des conclaves marxistes dissidents, Maurice écoute sans se lasser ce très grand esprit, méconnu en France, qu'est Leszek Kolakowski, ce puits de science intarissable qu'est Georges Goriely, Iring Fetscher, le spécialiste francfortois de Rousseau, et Veljko Korac, secrétaire de rédaction de la revue yougoslave *Praxis* qui, le soir sur la plage, un verre à la main, se félicite des plaisantes « particularités » du « marxisme méditerranéen ».

Quand, embarqués sur le *Karadeniz* à Marseille et, après escale à Athènes où, pour les enfants pas emballés du tout, c'est la première montée à l'Acropole, la première visite au Parthénon (sincèrement ils préfèrent les evzones enrubannés), nous naviguons en mer Égée, il fait si chaud dans notre unique cabine du second entrepont que Maurice et Danielle vont

dormir sur le pont. A Istanbul, petit malheur, j'ai eu le tort de suivre le conseil d'un passager du bateau qui nous a recommandé le Park Hotel, vieux palace certes sublime mais pour nous dispendieux (il n'existe plus d'ailleurs). Les enfants sont ravis, nous moins. Effroi supplémentaire : dans le Grand Bazar nous perdons Irène, partie batifoler en avant, et les dix minutes où, affolés, nous courons en tous sens à sa recherche sont parmi les pires de notre vie.

A Edirne, l'ancienne Andrinople, l'armée turque veille au pied d'un minaret et nous fait fête parce qu'elle est fidèle au souvenir de Kemal pour qui les idéaux de la Révolution française avaient été l'indépassable horizon. Mais à Salonique rien de ce que nous cherchons n'existe encore et par dépit nous achetons sur le port un hippocampe, cette bizarre erreur de la nature.

Cependant, reconnaissons-le, il y a tout de même deux villes privilégiées entre toutes où nous retournons même quand, chargée des finances de la troupe, je souhaiterais les éviter parce qu'elles consomment une part trop importante de notre budget de voyage : l'une, c'est naturellement Venise où la voiturée entière pousse les hauts cris si je prétends ne pas nous y arrêter ; la seconde, c'est Vienne, Vienne où il n'y aura jamais pour nous tout à fait de dernière valse — c'est que, dans ce neuvième arrondissement qui fut celui de nos grands Viennois tutélaires, la pension Szamwald, Hörlgasse, nous accueille de manière si *gemütlich*.

Comme à toute grand-mère blanchie sous le harnais, il m'arrive assez fréquemment que de jeunes mères ou des lectrices m'interrogent sur les problèmes posés par l'éducation des enfants. Cela me met dans l'embarras : il n'y a que des cas d'espèce.

Certes, quand les enfants sont encore petits, jusqu'à onze, douze ans et s'ils ne souffrent ni d'affections particulières ni de handicaps, il me semble qu'il n'y a pas de difficulté majeure : l'amour suffit à tout. L'amour et ses corollaires : présence et attention. Aucune recommandation n'est utile à une mère que ses obligations professionnelles rendent totalement absente cinq ou six jours par semaine sauf... celle de changer de travail ou d'en changer les modalités. Prise par l'intérêt ou l'urgence d'une recherche, j'ai parfois cédé au vertige, continuant à poursuivre, même à la table commune, ma réflexion solitaire. Mon mari, très fermement, m'a à chaque fois rappelée à l'ordre. Concilier « carrière » et maternité est une décision qui se tranche une fois pour toutes mais que confirment chaque matin l'ordre des priorités du jour, l'ajustement et l'adaptation imposés par une analyse quotidienne de la situation et des urgences.

Le partage entre les deux parents, sauf en ce qui concerne le temps exigé par des soins bien définis — donner le bain ou le biberon —, n'est qu'un palliatif médiocre. La relation de la mère et de l'enfant et, plus généralement, de la femme à l'enfant est spécifique tant celle-ci est « viscérale », d'une matière toute physique. Je crois bien, tant que j'ai eu un enfant petit à la maison, n'avoir franchi qu'en courant les cent derniers mètres qui me séparaient encore de lui quand je m'étais absentée, si altérées étaient mes lèvres des baisers et des caresses que nous allions échanger.

La vraie difficulté commence avec l'adolescence, la tranche d'âge où s'effectue un premier rétrécissement du champ d'emprise parental au bénéfice de nouveaux candidats : les membres de la classe d'âge. L'enfance n'est pas devenue plus brève, au contraire puisque, sous nos latitudes, tous les enfants ne sont que des écoliers, même s'il y a beaucoup à dire sur les fâcheuses inflexions qu'a subies l'institution scolaire. Mais l'adolescence, elle, s'est étirée sur quinze ou vingt ans, une éternité pendant laquelle les parents au supplice, en des colloques angoissés, s'interrogent sur ce qu'il leur faut « voir » ou pas, admettre ou pas, financer ou pas, les copains(ines), les petit(e)s ami(e)s, le rock, les boums, les « week-ends », la révolution ou bien pire. A quoi dire oui, à quoi dire non et que choisir entre les divers inconvénients ou périls ? Faut-il « dire » à tout hasard, sans disposer d'informations certaines, l'adolescent ayant le génie de l'esquive, du flou et de l'évasif ? Le dire à contretemps ou à retardement même si ça ne sert plus à rien ? Le dire « quand même » en espérant que l'avertissement ne tombe pas dans l'oreille d'un irrécupérable sourd ?

Demeurer résolument fidèle à une éducation libérale ou plus stricte ? Faire confiance ou pas ? Traiter en « adulte » qui ne l'est manifestement pas ? Réduire ses prétentions de contrôle à la qualité du travail scolaire et universitaire ou se montrer plus exigeant en s'immisçant dans d'autres domaines plus intimes ? Attendre ou non des marques de respect et d'affection ? Réclamer ou non des manières et de la tenue ? Détails, détails secondaires, qui ne changent pas grand-chose sur le fond, mais détails usants pour qui a tant à cœur de faire au mieux. Je me demande parfois si la chute de la natalité n'est pas liée à la crainte de ces années abominables où les parents, fous d'inquiétude, guettent des nuits entières et sans sommeil, serrés l'un contre l'autre, le retour de leurs brebis égarées et menacées. Certes, il arrive que cela se passe à peu près bien, il arrive surtout que, par chance, par chance uniquement, cela se termine dans la satisfaction et les congratulations générales et réciproques. Mais que se lèvent les parents qui, dans ces décennies paisibles, puissent proclamer, un sourire supérieur aux lèvres : « Pour nous, tout a été facile » !

Il est vrai que les choses ne se présentent pas du tout de la même façon, malgré l'éducation unisexe de rigueur, pour les garçons et pour les filles. Contrairement au sentiment qu'on avait autrefois, on a l'impression de s'en mieux tirer avec les filles. C'est que l'ambiance, pour elles, est porteuse ; le féminisme des années 70 a eu au moins ceci de bon qu'il a généralisé, comme critère d'émancipation réussie, le critère de la réussite professionnelle. Ce n'est pas seulement le cas des jeunes musulmanes désireuses d'échapper à l'enfermement qui autrement leur est promis, c'est le cas de toutes les filles que d'attribuer une importance majeure à leurs études pour accéder par là à un métier qualifié et, par la suite, à une « carrière ».

Sans doute la crise n'est-elle que différée. Car il vient nécessairement un moment — vers vingt-cinq, trente ans — où ne suffisent plus les plaisirs narcissiques de la vie active et de la séduisante image publique ni ceux que procure la liberté des mœurs. Sauf si elles arrivent à se persuader, à la



manière d'une Simone de Beauvoir — cette manière cheftaine, mère supérieure ou provinciale Adrienne Mesurat qui fut la manière de Beauvoir —, que les exigences d'épanouissement d'un génie dont elles surestiment la cérébrale fécondité valent de s'accrocher à une vie « flouée », les filles traversent alors un temps brouillé fait de repentance humiliée ou, pour le moins, d'humilité. Elles avouent qu'à l'instar de leur propre mère elles ont besoin et sont en quête non plus d'un « copain » ni même d'un « compagnon », mais d'un époux, d'une maison, d'enfants, bref de cet univers privé dans le seul miroir duquel elles se trouveraient vraiment belles. Pour elles commence alors une dure correction de trajectoire, car on ne vit pas à deux, puis à trois et à quatre comme on vit seule, et s'y remettre après un long intervalle est une épreuve.

Les garçons, c'est une autre affaire. L'air du temps ne leur est pas globalement favorable. Ils sont en permanence menacés d'en faire trop ou trop peu. C'est que leurs repères, ceux ordinairement fournis par l'image paternelle, ont été systématiquement dévalorisés à leurs yeux et présentés, pour ce qui en subsistait, comme obsolètes ! Dès lors, il leur faut combattre leurs propres et naturelles pulsions pour, sinon tout à fait s'émasculer, au moins s'aligner sur le modèle incertain, instable, métissé qui leur est instamment proposé. Rien d'étonnant qu'ils prennent la fuite, qu'ils empruntent tous les itinéraires d'évasion — naturellement vers le pire puisque, du meilleur, que reste-t-il ? Le pouvoir et l'argent, cela suffit-il à combler les exigences d'une vie d'homme ? Aussi les parents doivent-ils s'attendre aux ruades et embardées de leurs garçons : à la mesure de leurs talents et de leur authenticité.

Au bout de la route, après ses cahots et ses traverses, voici cependant la lumière et la récompense : les petits-enfants. C'est, chaque été, désormais, la saison des grands-parents. Quand sonne l'heure du retour à la ville et à l'école, s'empaquette le butin accumulé : fleurs et brindilles séchées, pommes de pin, papillons fixés dans des boîtes d'allumettes, coquillages, galets troués et tous ces menus cadeaux que les grands-parents aiment à faire quand, les jours de pluie, les petits furètent dans la maison à la recherche de trésors : bonbonnières de porcelaine fine où ranger, au lieu de sucreries, des timbres, vieilles boîtes de fer peintes Sirop des Vosges qui font, posées sur la table de travail, de merveilleux plumiers, porte-bouquets de poupée, terres cuites et biscuits représentant de belles dames du temps jadis, pierres exotiques rapportées d'on ne sait quelle exploration lointaine, foulards et châles de quant'sous pour se déguiser et déguiser les animaux familiers, photographies jaunies... Enfin sur le chambranle de la salle à manger destiné immémorialement à cet effet, chaque enfant, pieds nus et la tête bien droite, passe sous la toise et rit si, d'une année sur l'autre, il a gagné beaucoup de centimètres. Mamie a d'ailleurs triché un peu pour que celui dont la croissance est à la traîne ne s'en afflige pas...

Tout s'est bien passé, se félicite rituellement le grand-père. Et la légère anxiété qui se mêlait en juillet à la joie de l'arrivée s'est dissipée. C'est que les grands-parents se posent, en attendant les chérubins, bien des questions et d'abord celle-ci : quel est leur rôle ? Ils n'ont certes pas à s'opposer, fût-

ce de biais, ni même corriger ce que toute l'année font les parents. Ils ont certes à surtout manifester la tendresse qui remplit leur cœur. Ils ont enfin à parer aux accidents que l'imprudence ou la témérité enfantines peuvent provoquer. Est-ce bien tout ?

Non. Sans forfanterie, sans raideur ni rigueur, gentiment et presque par jeu, ils peuvent réintroduire dans la vie des petits un style — des gestes, des mots, des comportements et conduites, des intérêts, des générosités — que la vie quotidienne, scandée par des contraintes impératives et si souvent haletante, leur fait trop oublier en temps normal. Le matin surtout, ce n'est plus cet espèce de branle-bas où chacun se cogne à tous les autres qui secoue les maisonnées des grandes villes les jours d'école et de travail ni davantage ce laisser-aller, troué des crachotis de radios entrecroisés, des grasses matinées de fin de semaine. Le matin, c'est, autour du grand-père, le petit déjeuner pris en commun, assis, la serviette sur les genoux, cheveux démêlés et mains lavées de frais ; c'est la conversation sur les projets de la journée où les plus grands sont priés de ne pas accaparer la parole aux dépens des plus petits, où les fautes de prononciation et de français sont signalées, commentées. Puis, pour les plus grands, viennent les tâches coutumières : faire leur lit, écrire aux parents, s'isoler et se concentrer — peu de temps mais le temps nécessaire — sur les devoirs de vacances, éplucher, en usant des couteaux adéquats, pommes de terre, radis, fraises, faire cuire crevettes et crabes attrapés la veille...

Tout un monde enchanté se découvre alors aux yeux de ces enfants pour qui le poisson n'a plus si souvent que la forme rectangulaire, aplatie et pâteuse des croquettes surgelées. Les voici qui apprennent à reconnaître, nommer et distinguer les pains autres que l'éternelle baguette — pain de ménage, grandes flûtes, gros bâtards ; les pommes de terre — esterlingen, belle de Fontenay, roseval, bintje ; les herbes — estragon, ciboulette, basilic ; les salades — scaroles, batavias, frisées ; et même les steaks — dans la hampe, la bavette, l'araignée ou l'onglet. Et voici qu'ils voient soudain, comme si leurs yeux se dessillaient, les nuages, les marées, les fleurs, les étoiles.

Et quand l'heure est venue de mettre la table, les petites-filles rient de plaisir en apprenant les vieilles règles de la disposition des couverts, de l'arrangement des serviettes qui ne sont pas de papier, de l'emploi propre auquel est destinée chaque catégorie d'assiettes, de plats, de verres, les usages qui président à la composition des repas, les recettes et habitudes d'économie ménagère. Et mamie d'expliquer, devant les frais minois qui hochent gravement du chef, et de commenter les gestes qu'elle a elle-même naguère appris de son aïeule.

Ô miracle ! les petits sauvages, auxquels les repas de midi dans les cantines n'ont appris qu'à avaler le jambon-frites mélangé à toutes les variétés de crèmes industrielles, s'amuse à retrouver des saveurs, à observer des formes et des couleurs, à calculer des temps de cuisson et des proportions d'ingrédients, à gérer leur appétit de manière à déjeuner vraiment à table sans plus rôder, avant ou après, autour du frigidaire ni le dévaliser à la glouton.

Bah ! Est-ce bien utile ? Aussi utile que les noms des groupes rock, des équipes sportives et les marques de voiture ? Peut-être : car les enfants ont fréquemment, si celui-ci n'est pas précocement piétiné et malmené, le sens de la beauté et le goût d'un certain style.

## Regains. 1 / Historienne

« Tu t'obstines à consigner des faits qui corroborent tes idées : relève plutôt ce qui les dément et les infirme ! »

Élias Canetti, *Le Cœur secret de l'horloge*.

« Let the science and research of the historian find the fact, and let his imagination and art make clear its significance.»  
(Que la science et la recherche de l'historien trouvent le fait, et que son imagination et son art éclairent sa signification.)

Trevelyan.

« Ainsi le destin du communisme français, affaire de circonstances, est encore aujourd'hui suspendu aux circonstances ; il est ainsi ramené à ses véritables dimensions : les dimensions historiques qui rendent intelligible un phénomène par lequel trop de penseurs et de théoriciens, qu'ils lui fussent favorables ou défavorables, se sont laissé mystifier. Car ce qu'ils ont trop voulu considérer prioritairement comme une philosophie, une science ou une religion est d'abord une conception stratégique, mise au point l'autre après-guerre par les bolcheviks pour conduire à son terme une révolution ouvrière. C'est sa grandeur : le communisme garde de ses origines le sens du planétaire, l'audace que donnent les grands espaces et les grandes ambitions, la générosité des grands desseins. Mais c'est sa faiblesse : il date, condamné à attendre le retour d'une conjoncture particulière auquel il rêve comme à celui de l'âge d'or. Quarante-quatre années sont maintenant passées qui ont certes bouleversé la « vieille et sainte » Russie, mais aussi, mais autant la vieille Europe et la jeune Amérique, mais aussi, mais autant l'Afrique et l'Asie. De même que le XIX<sup>e</sup> siècle s'adossa à la Révolution française, de même la Révolution russe est derrière nous : source d'inspiration, rappel à l'ordre, bloc d'exigences. Mais la recommencer ? »

Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français*,  
Conclusions, p. 874 (1964).

Dix ans : c'est à peu près le temps qu'il me fallut pour venir à bout de mes deux thèses de doctorat d'État. A temps plein pour les années où je fus accueillie au CNRS — une première fois quatre années de suite, à l'époque

durée maximale de détachement à laquelle pouvait prétendre un professeur de l'enseignement secondaire, une seconde fois deux années supplémentaires quand, la thèse principale achevée et en cours d'édition, je fus requise par l'élaboration de la thèse dite complémentaire.

On n'imagine plus guère de quel degré d'indépendance jouissait le thésard — ou, dit autrement, de quel degré d'abandon il souffrait. Il n'avait à produire ni dossier de carrière, ni projet de recherche, ni rapport sur l'avancement de ses travaux personnels, ni preuves de sa participation à des travaux collectifs, ni témoignages de son souci de valoriser ses éventuelles trouvailles. Tout le contraire : hors sa visite liminaire annuelle à son « patron », on lui demandait de rester dans son coin et de se taire. Quand il aurait fini, il lèverait le doigt pour le signaler.

Il m'arrivait sans doute d'assister ici ou là à un séminaire. J'ai lu récemment dans un numéro spécial de la revue *Espaces Temps*, « Braudel dans tous ses états » (1986), qu'un séminaire sur l'histoire du parti communiste soviétique avec Lucien Goldmann, moi-même, Maximilien Rubel et Claude Frioux avait en 1957 montré la volonté d'indépendance du maître appuyé sur son plus proche collaborateur, Clemens Heller. En pleine guerre froide, la Fondation Rockefeller qui finançait le programme aurait pu ne pas apprécier. A la vérité, je n'ai gardé souvenir ni du séminaire ni du témoignage qu'il comportait. Pas plus d'ailleurs, toujours à suivre l'auteur de cette étude, que du refus de Braudel de cautionner un projet d'enquête, soutenu par Raymond Aron, sur l'histoire de l'Internationale communiste, dirigé par A. Rossi. Rossi ? L'ancien membre du secrétariat clandestin du parti communiste italien, qui, boukharinien, avait rompu avec le mouvement communiste en 1929, venait de publier coup sur coup trois ouvrages dont le caractère polémique n'était que de circonstance : bourrés d'une information soigneusement contrôlée, ce sont aujourd'hui sur l'histoire du PCF autant d'ouvrages de référence<sup>1</sup>. A. Rossi, c'était aussi de son vrai nom Angelo Tasca dont en 1986 les Éditions du CNRS, en collaboration avec la Fondation Feltrinelli, ont publié, sous le titre *Vichy, 1940-1944*, les documents, cahiers et inédits datant du temps où il dirigeait le Bureau d'études des services de l'Information du gouvernement de Vichy. Ô retournement et continuité des vocations ! la fille d'Angelo, Catherine Tasca, est ministre chargé de la Communication dans le gouvernement Rocard, François Mitterrand étant à l'Élysée !

Je n'ai gardé souvenir que de deux séminaires tenus en 1960 et 1961. Celui d'Herbert Marcuse parce que, bel homme à l'allure distinguée, ce *Herr Doktor* était si phénoménalement ennuyeux que le phénoménal prestige dont il jouit en 1968 (avant de retomber dans l'obscurité) me parut comique. Marcuse était assurément le moins doué des épigones de l'École de Francfort. L'autre, c'est celui de Ruth Fischer avec qui je nouai des relations assez intimes, brutalement interrompues par sa mort subite en 1961. Sœur de

1. *Physiologie du PCF*, éd. Self, 1948 ; *Deux ans d'alliance germano-soviétique*, août 1939-juin 1941, 1949 ; *La guerre des papillons : quatre ans de politique communiste, 1940-1944*, 1954.

Heinz et Gerhard Eisler<sup>1</sup>, elle avait dans ses manières un mélange assez émouvant fait d'un reste d'éducation — sous les doigts un peu tordus mais encore agiles d'une vieille dame voûtée, perçait la jeune fille juive de bonne famille viennoise tôt mise au piano — et d'habitudes de négligence (vestimentaires, alimentaires) propres aux révolutionnaires russes. De trente ans mon aînée — ayant vu le jour à Leipzig en 1895 —, elle savait sur le monde communiste des années 20 et 30 énormément de choses que j'ignorais. Établie à Berlin en 1919, déléguée allemande au 4<sup>e</sup> congrès du Komintern en novembre 1922, membre du Comité central du KPD<sup>2</sup> en 1924, elle avait écrit aux États-Unis où, en passant par l'Espagne et Cuba<sup>3</sup>, elle s'était réfugiée en 1941, un ouvrage de facture universitaire jamais traduit en français<sup>4</sup> et des textes plus incisifs comme celui intitulé « Bert Brecht, ménestrel du GPU ». Ce qui était courageux : la personne et l'œuvre de Brecht<sup>5</sup> ont été si gonflés, même en RFA, qu'en octobre 1990, à la veille de la réunification allemande, le Goethe-Institut de Paris et le Centre Pompidou croyaient devoir organiser une quinzaine Bertolt Brecht. On voit par là combien dans la réalité le parallèle entre le nazisme et le communisme est peu pris au sérieux : aurait-on organisé en pleine « dénazification » une manifestation en l'honneur de l'artiste officiel du III<sup>e</sup> Reich, Arno Brecker ?

Finalement je n'ai de toute ma vie suivi assidûment qu'un seul séminaire qui ait vraiment compté, celui de Raymond Aron. Comment cela se fit-il ? J'ai déjà dit que ma toute dernière contribution à *La Nouvelle Critique* avait été en 1955 une charge tête baissée contre *L'Opium des intellectuels*, si brutale et blessante dans ses débuts — la suite est plus argumentée — qu'il me fut pénible de la relire bien que cette brutalité même trouvât un semblant d'excuse dans le fait que je m'attaquais à l'un des livres les plus aigus et efficaces qu'ait écrits Raymond Aron. J'ai dit aussi que la lecture attentive de ses éditoriaux et chroniques dans *Le Figaro* accompagna par la suite tout au long ma lente reprise de contact avec le réel. Quel événement m'incita finalement à écrire à Aron pour lui exprimer mes regrets et lui présenter mes excuses ? Je ne sais plus, ni davantage la date exacte où j'eus avec lui cet échange de correspondance. Ce que je sais, c'est qu'avec une

1. Heinz Eisler était musicien et compositeur ; Gerhard, lui, journaliste (c'est sous cette classification professionnelle qu'il fut interné au camp d'étrangers des Milles avant de partir aux États-Unis), demeura sa vie durant membre de l'appareil soviétique.

2. KPD : Kommunist Partei in Deutschland (parti communiste allemand).

3. Elle dut y laisser son compagnon Arkadi Maslow, de son vrai nom Isaak Cereminskij, ancien porte-parole de la gauche du KPD au début des années 20, et qui fut trouvé mort dans une rue de La Havane en 1941 : Ruth Fischer était convaincue qu'il avait été assassiné.

4. Il vaut la peine d'en noter le titre tout au long : *Stalin and German Communism, a Study in the Origins of the State Party*, Harvard UP, 1948.

5. En septembre 1990 était annoncée la fondation à Berlin d'une « société Brecht européenne ». Cf. à ce propos l'analyse d'Antoine Vitez : « L'attirance de nombreux intellectuels pour le socialisme dans sa version stalinienne ou maoïste, étrangement, a été une attirance pour la cruauté elle-même, et non pas pour l'émancipation des travailleurs malgré la cruauté. *La Décision ; Celui qui dit oui, celui qui dit non* sont des œuvres cruelles... issues de la morale bolchevique... Je sens quelque chose de suspect dans la glorification du jeune Brecht, je sens que c'est un effort, d'une certaine façon, pour le sauver. » (*Cahiers de l'Herne*, Bertolt Brecht, 1979/1). Vitez confirme ainsi la notation avancée par Alain Besançon à la fin de sa préface au livre d'André Amalrik, *L'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ?* Fayard, 1971.

rare générosité — lui qu'on représente en général, à tort, comme un esprit assez détaché des contingences — il me répondit : « Oublions le passé », et m'invita à le rencontrer à son bureau qui était alors rue de La Baume, là où se trouvaient aussi à l'époque les services d'édition de la Maison des sciences de l'homme. L'entrevue se déroula sur le plan qui convenait : rien qui s'apparentât à un tumultueux et effervescent retour de l'enfant prodigue ; ce fut un calme examen de la situation du marxisme dans la vie intellectuelle contemporaine. Est-ce peu après que Philippe Gauthier, mon collègue de Reims, qui se trouvait avoir pour plus intime ami le gendre de Raymond Aron, le savant et plus encore délicieux historien de l'art, Antoine Schnapper, m'emmena une fin d'après-midi pluvieuse chez les Aron qui demeuraient encore quai de Passy ?

A la charnière des années 60-70, le séminaire auquel je pris part se tenait le vendredi en fin d'après-midi rue de Tournon<sup>1</sup>.

C'était sans doute l'occasion de rencontrer des amis avec qui j'étais en pleine intimité d'esprit et de cœur : Alain Besançon, Jean Baechler, Jean-Claude Casanova, Martin Malia, Kostas Papaioannou et, parmi les plus jeunes, Georges Liébert, Pierre Manent ou Bernard Bonilauri. Mais, bien que je fusse déjà à cette date professeur à Nanterre, j'éprouvais surtout le besoin d'affiner ma réflexion en conservant une posture d'élève qui ne me coûtait pas, bien au contraire. Le séminaire n'avait pas d'objet bien défini. A chacune de ses séances, un exposé était présenté, dû non à un débutant, mais à un chercheur déjà confirmé : l'écouter n'était pas de simple politesse. Mais enfin c'était tout de même Aron qu'on attendait et sa capacité miraculeuse de déblayer le chemin le plus encombré, de traverser halliers et fondrières pour faire, avec élégance et simplicité, déboucher sa petite troupe dans la clairière la plus lumineusement accueillante.

Il y a quelque chose de navrant dans le fait qu'Aron, qui, trente années durant, fut l'objet d'un ostracisme indigne de la part de toute la gauche, se soit vu, peu de temps avant sa disparition, impétueusement revendiqué et quasiment annexé par cette même gauche, gauchisante ou social-démocrate peu importe, maintenant convertie au libéralisme. Il en est résulté que, dans les deux moments, le diabolique et l'extatique, l'homme et le penseur ont été revêtus d'une couche de minium, tantôt noire d'encre, tantôt bleu tendre, qui les dérobe également à l'examen attentif qu'ils méritent.

Il faut aussi admettre que la sempiternelle tentation de comparer Aron à Sartre et de les définir l'un par l'autre fausse au départ l'approche de l'homme et de l'œuvre aroniens. Sartre fut un *personnage* tôt prisonnier d'un rôle et d'un jeu dont le succès lui conférait sa vérité existentielle. Pour Aron, le principe qui guidait sa vie n'était pas du côté de sa *personne*, mais du côté de sa capacité à accroître l'intelligibilité du monde sous observation.

Je n'ai pas la prétention d'avoir mieux connu Aron que d'autres. Je n'étais d'ailleurs pas bien placée. Raymond Aron, même s'il ne dédaignait

---

1. Sur le séminaire d'Aron, deux beaux témoignages : celui de Jean Baechler, « Maître et disciple », et celui d'Alain Besançon, « Aron à l'oral », dans ce document de bout en bout indispensable qu'est le numéro spécial de *Commentaire*, « Raymond Aron. 1905-1983. Histoire et politique. Textes et témoignages », Julliard, 1985.

pas comme tout un chacun les hommages qui lui furent longtemps chichement mesurés, ne cultivait pas l'esprit de cour. Il éprouvait même, sauf bien sûr en ce qui concerne sa famille étroite, quelque impatience allant jusqu'à la défiance à l'égard des proches, fidèles ou disciples, qui menaçaient de l'enserrer dans un réseau d'affections importunes. Surtout quand il s'agissait de femmes avec qui les mœurs de l'époque et l'expérience imposaient qu'une certaine distance fût maintenue. Il y avait entre nous, même dans les moments où nous étions seul à seule, un écart, un hiatus : nous n'étions pas de plain-pied. Plus : une réticence ? Cela ne tenait pas seulement à ce que je n'oubliais jamais la formidable inégalité entre nos aptitudes, nos statuts, nos œuvres respectives. Il était mon maître dans toutes les matières majeures. C'est aussi la raison pour laquelle je ne me suis jamais sentie autorisée à faire état, en les présentant comme des confidences, de remarques qui pouvaient être fruits d'une lassitude en fin de journée ou, au contraire, d'une brève flambée de passion encore inapaisée. Aron a suffisamment écrit, dans une langue exacte, pour qu'on tienne ses écrits seuls comme représentatifs de sa pensée constituée.

Mais la vie m'avait aussi mieux instruite que lui dans des matières secondes encore que non négligeables. Il y avait d'abord eu que j'étais en France dans les années noires. Aron, lui, était à Londres. Certes, à la différence de Claude Lévi-Strauss qui avait, délibérément et comme il s'en est expliqué lui-même, préféré se fixer à New York pour y écrire ses thèses de doctorat plutôt que répondre à l'invitation de son ami Jacques Soustelle et, à son exemple, s'engager aux côtés du général de Gaulle. Aron, rédacteur en chef de la revue *La France libre* qu'avait fondée le pas tout à fait recommandable André Labarthe<sup>1</sup>, avait consacré ses forces à analyser, dans des chroniques qui, à les relire aujourd'hui encore, présentent un intérêt certain, l'évolution de la situation politico-militaire. Mais enfin ce n'était pas là faire la guerre en soldat au sens strict ni même appartenir en propre à l'entourage du général de Gaulle. Aron n'a pas caché qu'il a toute sa vie regretté de s'être laissé enfermer dans ce travail de pensée et de plume, utile mais décalé : il avait raison, quelque peine que prissent ses amis pour le rassurer quant à la légitimité honorable de cette contribution à l'effort de guerre. Ce n'est pas que je place plus haut l'honneur de risquer sa vie : c'est qu'Aron a alors manqué l'occasion de connaître choses et gens sous une lumière dévastatrice.

Il y avait ensuite que ma connaissance directe, à bon niveau, du monde communiste et celle, aussi instructive, des duretés du chemin de retour m'avaient immunisée contre tous les chantages, notamment ceux, auxquels excellent les communistes, qui visent à mettre d'honnêtes gens en contradiction apparente avec leurs principes. Plus démocrates que les démocrates, plus libéraux que les libéraux, plus patriotes que les patriotes, plus pacifistes que les pacifistes, plus bellicistes que les bellicistes, les communistes

---

1. Il n'y a plus guère de doute sur le fait qu'André Labarthe fut un agent soviétique — dans l'acceptation la plus littéraire du terme. Cf. Oleg Gordievsky et Christopher Andrew, *KGB. The Inside Story of its Foreign Operations from Lenin to Gorbachev*, Hodder & Sloughton (trad. française, Fayard, 1990).



n'hésitaient jamais à parler le langage qui, dans une situation confuse ou fausse, pouvait accroître le malaise d'adversaires scrupuleux, provoquer leur découragement, leur faire baisser les bras. En 1953 l'affaire Rosenberg<sup>1</sup>, en 1966 le scandale provoqué par la révélation du financement du Congrès de la liberté de la culture par la CIA, en 1977 la campagne contre l'arrivée de Robert Hersant au *Figaro* — sur laquelle je reviendrai — jettent Aron dans un désarroi personnel. En somme, il lui est plus facile de tenir le choc quand il est attaqué, fût-ce avec la dernière violence, sur ses idées que lorsque paraissent mis en cause son objectivité intellectuelle, son intégrité et tout ce qui contribue à la respectabilité sociale. Malheureusement, sauf chez les universitaires (et encore !), les « tueurs » savent qu'il est inutile de perdre son temps en s'attaquant aux idées : les embuscades les plus viles touchant aux personnes sont de bien meilleurs moyens d'abattre le récalcitrant. Il faut s'y préparer, sinon se résigner à demeurer en marge — avec le risque, même dans la sphère des idées, de s'éloigner quelque peu du réel. C'est ce qui m'est apparu à l'occasion en ce qui concerne Aron, qu'il eût exprimé des idées trop uniment conservatrices comme en 1968 ou trop résolument liquidatrices comme ce fut le cas à propos de l'Algérie (domaine dans lequel je ne l'ai pas suivi, conservant jusqu'au bout des doutes : l'indépendance de l'Algérie ne pouvait à mes yeux suffire à décharger la France du fardeau que son accès au statut de puissance impériale lui avait légué ; elle ne devait qu'en déplacer géographiquement les acteurs et les enjeux).

Le « séminaire d'Aron » ne fut pas qu'un lieu, un peu hétéroclite, de formation ou de reformation où convergèrent anciens communistes, anciens de l'Algérie (et de l'Action) française — le côté Girardet de Sciences-po. Il encouragea, pour autant que le pessimisme aronien de rigueur pût être encourageant, des initiatives prises en dehors de lui mais dans son esprit. Telle, après la disparition de *Preuves* qui avait coupé la parole à des hommes aussi porteurs de vérité, combatifs et écoutés que Bondy, Jelinski ou Sperber, la création en mai 1970 d'une nouvelle revue, *Contrepoint*. Le projet dont l'inlassable animateur fut alors le tout jeune Georges Liébert avait mûri parmi les membres, style hussards, de l'Amicale des élèves de Sciences-po, las du conformisme gauchisant ou gauchiste régnant dans la maison de la rue Saint-Guillaume et barrant l'entrée des infidèles à la Fondation des Sciences politiques. Philippe Ariès, Jean Baechler, Jean Plumyène, Lucien Israël, Philippe Beneton acceptèrent dès ce premier numéro et sous leur propre signature d'y collaborer, tandis que la traduction d'un texte de Laqueur, repris de la revue *Commentary*, préfigurait les liens étroits qui allaient s'établir entre la prestigieuse revue américaine et sa jeune émule française.

A la suite d'une querelle intestine survenue dans la jeune classe du comité de rédaction, *Contrepoint*, après vingt et un numéros, changea en

1. « Après un récent voyage à Washington, Raymon Aron [est] rentré en France très perturbé et [il a] publié une déclaration selon laquelle il avait été obligé de s'incliner lors d'une discussion qu'il avait eue avec certains écrivains français affirmant qu'il existait aux États-Unis une forme de persécution politique » (Spender, *op. cit.*, 12 mars 1953).

1976 de mains, d'orientation et d'animateur : elle sombra peu après. Mais, deux ans plus tard, cette fois avec le soutien déclaré d'Aron en personne, prenait le relais *Commentaire* qui, sous la direction de Jean-Claude Casanova, Pierre Manent, Marc Fumaroli, Bernard Cazes, poursuit aujourd'hui toujours sa course, bien qu'elle soit privée de l'aiguillon que constituait pour elle l'hostilité de fondation à son égard : les propositions de collaboration affluent donc, mais elles n'émanent plus toutes nécessairement, comme c'était le cas, de gens de conviction et de talent.

Mais je me suis laissé entraîner. Revenons à ces années où, à part une présence épisodique dans quelques séminaires hors normes, je me concentrai sur mon travail de recherche. Ce retrait, cette retraite silencieuse prolongée — je n'ai pas publié une ligne de 1955 à 1962 —, l'émergence d'une bureaucratie scientifique qui n'aime rien tant que dossiers, rapports et projets, sans doute pour une part sensible à leur contenu mais plus soucieuse encore de leur conformité aux normes réglementaires, les a depuis rendus impossibles. On plaignait naguère les universitaires américains soumis à l'obligation du *publish or perish*. Chez nous ne pas publier n'est pas mortel, mais ne pas présenter de rapport, c'est l'horreur. De jeunes esprits, à peine encore enceints d'un vague soupçon de ce qui va devenir leur *field*, doivent se prêter à une sorte d'échographie mentale et donner des preuves de leur *work in progress* — preuves qui justement vont à l'encontre du progrès et en détournent le cours.

Ce n'est pas pour autant que je vécus toutes ces années-là dans une tour d'ivoire. Moins de quarante ans me séparaient du fait central pour mon propos, la fondation du PCF en décembre 1920, mais la guerre, l'occupation, les formidables coups de barre qu'avait entre-temps connus la vie nationale avaient détruit par pans entiers maints dépôts d'archives. Je ne pouvais pas non plus me contenter d'aller m'asseoir dans la salle des périodiques de la Bibliothèque nationale : on n'y fait que vérifier à quel point la presse est une denrée périssable. Sa consommation, une fois qu'elle a perdu sa fraîcheur, que les arômes du non-dit et de l'allusion voilée se sont évanouies, provoque flatulences et assoupissements. Seuls les « petits journaux », feuilles volantes ou publications à périodicité improbable, indifférents à l'événement, résistent à la corruption du temps. Quand, dans l'atmosphère « Vieille Russie » de la salle de lecture, rue Auguste-Vacquerie où la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine était encore (très petitement) logée, j'ai tenu dans mes mains quelques numéros (sur les onze parus) de *La Troisième Internationale* qui, à partir d'octobre 1918, avait été à Moscou l'organe de la section française du parti communiste (b) russe ou encore *Le Drapeau rouge*, journal du groupe communiste français à Kiev en 1919, il ne s'agissait plus d'un simple dépouillement de presse, mais de documents de première main.

Quant à la « grande presse », quotidiens et hebdomadaires bien établis, je pris vite le parti de ne pas succomber à l'ingestion de ce gigantesque poussier. La rubrique des « chiens écrasés » prend ici sa revanche : elle

demeure amusante à lire, peut-être parce que les accidents ou les crimes participent de l'éternité. Je me bornai donc à pratiquer quelques sondages à des dates clefs (comme le 1<sup>er</sup> mai) ou sur des événements bien définis à propos desquels une « revue de presse » constituait en elle-même une information au premier degré.

Les Archives nationales étaient encore régies par la règle dite des cinquante ans qui interdisait la communication des cartons postérieurs à 1914 (ce n'est qu'en 1962, comme je l'ai déjà indiqué, que, sur recommandation du Conseil supérieur des archives, fut décidée la libération anticipée des archives d'État pour la période 1914-1920). Il me fallut donc littéralement inventer mes sources. C'est d'ailleurs cette expérience qui m'a inspiré ma répugnance ultérieure à user d'une documentation toute faite, préparée par des services *ad hoc* ; même pour une simple chronique dans *Le Figaro*, je préfère, en fonction des hypothèses à vérifier ou ruiner, constituer moi-même un dossier qui ne saurait être standard.

Aussi, lors de mes premiers séjours, dans les années 70, sur des campus américains appartenant pourtant à l'Ivy League, ai-je été surprise que des collègues, dotés d'importants *grants*, se transforment avec ivresse en entrepreneurs et recrutent une masse d'étudiants sans qualification ni intérêt autre qu'alimentaire pour dépouiller des séries documentaires dont l'homogénéité était décrétée a priori. C'est là, en le canalisant et stérilisant à l'avance par des consignes — un programme — tout à la fois rigides et fermées à l'imprévu, réduire le travail d'archives à la saisie de données par des opérateurs sur machines à coder ou par des enquêteurs pour instituts de sondage. Il me paraît plus judicieux de constituer une véritable équipe dont les membres se partagent en connaissance de cause la tâche, ou de restreindre ses ambitions et la taille de l'échantillon. Faire soi-même sa collecte, même fastidieuse, permet d'observer *in situ* exceptions, incongruités, ambiguïtés qui forcent à remanier le cadre conceptuel et les hypothèses de départ. Le pire est qu'on voit se développer maintenant la même pratique jusque dans la fabrication d'ouvrages dits « de librairie », comme on désignait naguère les livres à vitalité intense mais brève. Ce qui explique que des auteurs, dont on pourrait croire que leurs astreintes professionnelles absorbent à plein temps leur énergie, soient en mesure de publier un livre par an : ils se contentent d'imprimer leur marque à la phase rédactionnelle, tout ce qui se situe en amont étant confié à des mains mercenaires et la publicité à haute dose faisant le reste.

La France a ceci de bon que, la loi étant la même pour tous et les fonctionnaires commis à son application normalement incorruptibles, il n'est pas interdit d'étudier au cas par cas la manière de la tourner pour lui éviter d'être ridicule ou abusive. C'est ainsi que, si les archives d'État versées dans les réserves de la rue des Quatre-Fils étaient féroce­ment exclues de la consultation avant que le délai des cinquante ans fût écoulé, d'autres archives publiques (ou les mêmes car les administrations concernées se communiquent des pièces dès lors archivées en plusieurs exemplaires), demeurées à la charge des institutions qui les avaient secrétées, étaient, elles, gouvernées par des règles plus variables, appliquées de surcroît avec plus de

libéralisme ou plus d'humour. Surtout si l'on s'adressait directement aux fonctionnaires les plus élevés en grade, sensibles à leur propre bienveillance et soucieux de faire montre, auprès d'une jeune universitaire, de largeur d'esprit. J'ai de cette manière pu faire bonne provende dans des lieux aussi malfamés que la préfecture de police de Paris dont le service d'archives était une plaisante maison de poupée, logée tout en haut d'un interminable et crasseux escalier.

On a beaucoup clabaudé sur la balourdise des inspecteurs de police envoyés pour rendre compte des réunions, meetings et manifestations politiques ou syndicales « à surveiller » ou sur les truquages des informateurs placés à tous les carrefours stratégiques de l'extrémisme révolutionnaire, naviguant entre le souci de se faire valoir (au sens littéral) auprès de ceux qui les stipendiaient et celui de se dérober à leurs viles obligations. En réalité, une fois opérés par des fonctionnaires expérimentés le nécessaire triage, la confrontation et la sélection des informations rapportées, les « notes de synthèse » qui en résultaient étaient de très bonne venue, bien supérieures aux articles de presse consacrés aux mêmes sujets. En un temps où la pratique des sondages d'opinion publique n'existait pas, je ne suis pas loin de croire que nos gouvernants, par ces canaux fétides, avaient une connaissance plus fine et plus sûre de l'état d'esprit des diverses catégories de la population qu'ils ne l'ont à présent par la méthode des sondages à laquelle on a convaincu les gens de se prêter, la déclarant saine et sans malice puisque la pluralité des instituts de sondage et la publication de leurs résultats en garantissent la fiabilité.

Ce constat m'incita à proposer à Pierre Nora, quand au début des années 60 il entama sa brillante carrière éditoriale en ayant l'idée de créer chez Julliard la fameuse petite collection Archives, d'expérimenter la formule à partir des rapports, conservés dans les archives de la préfecture de police de Paris, les uns consacrés à la « physionomie de Paris » (décembre 1917-juin 1918) et résumant quotidiennement les observations recueillies au cours des surveillances qu'exerçait la section spéciale de la police judiciaire à la Bourse, au palais de justice, dans les marchés couverts, dans les cafés, dans les gares ; les autres s'intitulant « rapports sur l'état d'esprit de la population parisienne » (de juin 1918 à mai 1920) et classés en dix dossiers correspondant aux dix districts de Paris. Le plus souvent manuscrits, parfois dactylographiés, ces notes quotidiennes et ces rapports hebdomadaires établis par les commissaires divisionnaires donnaient d'abord des indications d'ensemble sur le moral de la population, puis analysaient les questions susceptibles d'appeler des mesures d'ordre — ravitaillement, marche générale des affaires, agitations sociales, épidémies, démobilisation, vie chère, problèmes du logement, etc.

Bien sûr ce numéro zéro, destiné à tester l'esprit et la formule de la collection, resta inédit. Pierre avait trop le sens des convenances pour inaugurer ses fonctions avec des textes de source aussi impure. Je ne pouvais que lui donner acte de cette sagesse. Mais, l'épreuve ayant été concluante, je mis l'expérience acquise au service d'archives non moins passionnantes dont j'avais eu connaissance grâce à un microfilm conservé à l'Institut

d'histoire sociale d'Amsterdam. Il s'agissait de la partie française des archives Humbert-Droz qui, sous le titre *L'« Œil de Moscou » à Paris*, fut le numéro deux de la collection (j'écrivis un peu plus tard, et cette fois en mon nom propre, le numéro sept, *Le Congrès de Tours, 1920*, qui constitue la première édition critique des débats du fameux congrès).

Pour préparer la publication de *L'« Œil de Moscou »*, je rencontrai l'ancien pasteur suisse qui, ayant évolué du tolstoïsme et du pacifisme au bolchevisme, avait été l'un des premiers délégués du secrétariat de la III<sup>e</sup> Internationale dans les pays latins avant de se retrouver, avec Tasca justement, dans la fournaise des réprouvés boukhariniens (mais, à la différence de Tasca, Jules Humbert-Droz resta longtemps — jusqu'au bout ? — en contact avec Moscou, même quand il fut redevenu membre du parti social-démocrate suisse comme la chose est avérée en ce qui concerne son appartenance à la branche suisse de l'Orchestre rouge). Je n'entrai pas dans la confiance de ce grand beau septuagénaire, sec et droit, dont la prestance confirmait l'amusante caricature que, lors d'une séance houleuse de la « commission française » tenue au secrétariat de Staline en 1928, Boukharine avait dessinée à la plume : Humbert-Droz y était représenté le torse nu, la tête bouclée ornée d'un pampre et l'épaule ceinte de l'arbalète de Guillaume Tell. Il m'était commode mais peut-être hâtif de penser que mon hôte était, dans une série étoffée, l'exemple même de l'idéaliste naïf de formation protestante. Je ne pouvais néanmoins m'empêcher d'être sensible à la présence en lui d'une rouerie qui tempérerait fort l'idéalisme premier. Par contre, comme il m'arriva souvent quand j'approchai de très vieux couples militants recrues d'épreuves et de tribulations — par exemple le couple Rosmer —, je fus sur-le-champ saisie d'une vive sympathie pour la compagne de toujours, en l'occurrence Jenny Humbert-Droz. Fille d'un pasteur de l'Église indépendante, normalienne à Neuchâtel, elle avait rencontré à l'Association chrétienne d'étudiants un jeune pasteur, il est vrai déjà socialiste et fort peu conformiste, issu d'une famille d'ouvriers horlogers. En dépit de l'opposition de ses parents, elle l'avait suivi. Et le suivit tout au long de sa vie agitée. Bien après la disparition de son époux, j'avais encore grand plaisir, chaque fois que je montai à La Chaux-de-Fonds, à loger dans sa maison au confort si typiquement helvète malgré quelques notes d'exotisme, rappels discrets des errances de naguère. Veuve, elle ne cherchait pas à substituer son roman à celui de son mari comme l'ont fait, beaucoup plus tard et un peu trop allègrement, des veuves au statut d'ailleurs plus incertain ou plus précoce, telles qu'Yvonne Sadoul ou Henriette Nizan<sup>1</sup>.

À côté des archives de police, les archives de justice me furent aussi d'un grand secours. D'abord celles de la justice civile, alors conservées par les parquets. Le procureur de la République de la Seine m'accorda en 1957 l'autorisation de consulter le dossier d'instruction du « complot contre la Sûreté extérieure de l'État », constitué en mai 1920, lors de la grève générale des chemins de fer, à l'encontre de vingt-deux militants appartenant à la

1. Yvonne Sadoul, *Tels qu'en mon souvenir*, Grasset, 1978 ; Henriette Nizan, *Libres Mémoires*, Robert Laffont, 1989.

gauche révolutionnaire. Outre les réquisitoires et les procès-verbaux des perquisitions, on y trouvait surtout les dossiers personnels et les dossiers de Sûreté générale de chaque inculpé.

Le dépouillement et l'exploitation de cette source exceptionnelle me valurent d'ailleurs une mésaventure aux conséquences durables. Boris Souvarine, l'un des vingt-deux, de qui je sollicitai à plusieurs reprises la faveur d'un entretien, n'accepta jamais de me recevoir. Intriguée, je m'interrogeai sur la raison d'un tel ostracisme quand Branko Lazitch, son intime et le mien, me rassura un jour en riant. Il avait essayé de fléchir l'obstination du rancuneux vieillard mais n'y avait pas réussi, celui-ci étant trop fâché après moi. Mais de quoi ? De ce que j'avais signalé, à côté de son nom de plume (emprunté au *Germinal* de Zola), son véritable patronyme à consonance juive, Lifchitz (en quoi il n'y avait aucune indiscretion de ma part : ce n'était ni un secret de famille ni un secret d'État) ? Oui, oui, mais pas seulement : dans la notice biographique que j'avait fait figurer en tête de *L'Œil de Moscou* à Paris, j'avais qualifié son père de diamantaire, ce que celui-ci était en effet devenu grâce à son travail et à son talent, atteignant du même coup une très confortable aisance (il était d'ailleurs membre du fameux « cercle des diamantaires » de la rue Cadet). Or le fils tenait à ce que son père fût classé dans la catégorie des ouvriers joailliers qui témoignait des origines prolétariennes de la famille ! Aussi ai-je souri en lisant la biographie dépolluée que Philippe Robrieux a dressée de Souvarine dans le quatrième tome de son *Histoire intérieure du PCF* : la famille dont le patronyme n'est pas mentionné est simplement dite « venue de Kiev » où le père était « ouvrier dans un atelier spécialisé dans l'orfèvrerie d'église ». Dans l'orfèvrerie d'église, c'est dire ! Il est d'ailleurs exact que M. Lifchitz père fut à l'occasion consulté par les experts du Vatican.

Je me demande néanmoins si le recours à ces explications puérides est bien nécessaire et s'il ne s'est pas agi chez Souvarine d'une forme de rejet assez banale dans les dissidences et les émigrations — le rejet, à base d'insurmontable méfiance et ressentiment, de qui a suivi le même chemin mais plus tard. Ce que François Bondy écrit dans sa postface à l'édition d'une anthologie de textes publiés dans la revue *Preuves*, je l'ignorais ou je l'avais totalement oublié mais tendrait à confirmer cette hypothèse :

« Fallait-il accueillir des staliniens convertis de fraîche date qui avaient profondément repensé leur expérience ? Souvarine ne le pensait pas. Il rompit les rapports avec *Preuves* et des relations d'amitié que plus tard j'ai en vain tenté de renouer. La raison en était que nous publiâmes des essais d'Annie Kriegel... Y a-t-il une date au-delà de laquelle il n'y aurait plus d'excuse ? Boris Souvarine voyant dans nos bureaux André Ferrat<sup>1</sup> me disait, mécontent : "On fait chez vous de drôles de rencontres."<sup>2</sup> »

1. Ferrat, membre du Bureau politique du PCF de 1928 à 1936 ; rédacteur en chef de *L'Humanité* de 1932 à 1934 ; exclu du PC en juillet 1936 ; animateur de la revue oppositionnelle *Que faire ?* ; membre du comité directeur du parti socialiste SFIO de 1946 à 1956. André Ferrat était assurément l'un des hommes les plus remarquables du mouvement ouvrier de son temps.

2. « Staliniens convertis de fraîche date » ? Mon premier texte publié dans *Preuves*, « Léon Blum vu par les communistes », le fut dans le numéro 182 d'avril 1966 — dix ans donc après le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS !

Les archives de la justice militaire, en ces temps de guerre et de révolution, étaient non moins intéressantes. Sous l'autorité du ministre qui s'appelait encore tout roidement ministre de la Guerre, elles dormaient au dépôt central de Meaux, cette petite cité briarde qui, à l'époque, repliée sur son statut d'évêché et le souvenir de Bossuet, n'exploitait pas encore sa vocation à la somnolence en devenant cité-dortoir de la grande couronne parisienne.

Je fus autorisée à consulter trois dossiers. Le premier concernait les quarante et un grévistes arrêtés en mai 1918 dont le procès se termina, devant le conseil de guerre de Clermont-Ferrand, par un non-lieu en janvier 1919 : la guerre était finie, l'indulgence s'imposait. J'y trouvai un rapport très circonstancié sur le déroulement des grèves « pacifistes » de la Loire qui, de Firminy, avaient gagné toute la région stéphanoise. Benoît Frachon, ancien ouvrier boulonnier du Chambon-Feugerolles et futur secrétaire de la CGT, n'était pas là puisque, après la révocation de son statut d'affecté spécial comme tourneur-outilleur à l'arsenal de la Marine de Guérigny dans la Nièvre, il avait été expédié au plus près du front dans une escadrille de chasse. Mais, grâce à la correspondance qu'il entretenait avec les siens et ses vieux camarades de la mouvance anarchiste locale, il n'en perdit pas une miette.

Le second dossier était encore plus volumineux : c'était celui du deuxième procès Guilbeaux, le premier ayant eu lieu en 1919 « par contumace ». Guilbeaux s'étant décidé à rentrer en France, il se déroula en janvier 1933 devant le tribunal militaire de Paris. Henri Guilbeaux avait été l'un des hommes les moins sympathiques de l'entourage de Romain Rolland en Suisse. Il n'avait pas non plus laissé un très bon souvenir parmi ceux qui, à Moscou, avaient en 1919-1920 gravité autour du groupe communiste français. Dans son beau roman, *La Mémoire des vaincus* (Albin Michel, 1989), qui se passe en partie dans ce petit monde-là, Michel Ragon rappelle le goût qu'avait Guilbeaux d'être habillé de vert : « Tout ce vert sur ses vêtements semblait moins de la coquetterie qu'une sorte de moisissure. »

Si le personnage de Guilbeaux, composé médiocre d'homme de lettres tombé dans l'aventure, n'était pas fascinant, par contre le dossier éclairait avec bonheur la conception très pragmatique que se faisait Clemenceau de la « répression des menées pacifistes ». Le Tigre était moins altéré de sang que de symboles. Le dossier présentait aussi surabondance de pièces émanant des services spéciaux et destinées à prouver que l'inculpé, réformé sur intervention possible d'Almereyda — une caution qui sentait le soufre — et installé en Suisse, était un agent bolchevik membre d'un réseau indivis au service commun de l'Allemagne et des Soviets (on aura compris que nous étions après Brest-Litovsk), ce qui expliquait que les fonds pour sa revue *Demain* lui eussent été fournis par le 2<sup>e</sup> Bureau allemand. Qu'en était-il en réalité ? Je fus incapable de me former une opinion et le reconnus explicitement dans ma thèse. Pour tirer parti d'un dossier aussi touffu, il aurait fallu disposer d'une expérience des services spéciaux qui me faisait défaut.

Je fus plus à l'aise avec le troisième dossier, celui d'Hélène Brion,

institutrice de trente-six ans dans une école maternelle de Pantin et figure de proue de cette phalange de maîtresses d'école qui, en l'absence de leurs collègues masculins mobilisés, entretenaient la flamme des idées socialistes, syndicalistes, pacifistes, féministes. Hélène Brion avait comparu en mars 1918 devant le premier conseil de guerre de Paris pour infraction à la loi du 5 avril 1914. Elle avait été condamnée à trois ans de prison avec sursis, peine légère mais qui avait entraîné sa révocation.

Écart des temps : j'écrivis dans ma thèse que son dossier ne contenait, outre la masse des brochures, tracts et papillons imprimés par les diverses organisations qui avaient pris position en faveur de la paix immédiate, rien d'autre qu'une correspondance se référant à la distribution de ce matériel. Vertueux mensonge par omission ou louable souci d'exclure la vie privée du champ des recherches historiques autorisées ! En fait, le dossier contenait une émouvante correspondance, saisie à l'occasion d'une perquisition domiciliaire, révélant des amours lesbiennes discrètes mais ardentes. Pas plus que le tribunal, je ne me crus en droit d'en faire état. Pas plus qu'en matière de services secrets, je n'étais en effet préparée à traiter avec le tact nécessaire ces lettres qui pourtant achevaient de peindre des femmes douloureuses confrontées à la dureté de milieux très frustes, au triomphalisme grinçant des femmes mariées mères de leurs petits élèves et au dédain des bien-pensants. Le féminisme et l'homosexualité qui marquèrent un demi-siècle plus tard les années 70 pourraient trouver là quelques excuses à leurs débordements.

Je fus encore plus embarrassée quand, ayant noté qu'une motion Heine-Leroy avait au congrès de Tours recueilli 44 voix émanant, allez savoir pourquoi, du Lot-et-Garonne et de la Haute-Savoie, je fus conduite jusqu'à l'« enfer » de la Bibliothèque nationale pour y consulter les papiers Maurice Heine. A leur lecture, Heine apparaissait d'un côté comme un personnage de cette ultra-gauche qui avait un moment cru reconnaître dans le bolchevisme un avatar du communisme anarchiste ; habitant rue Campagne-Première, il avait fondé un « soviet du XIV<sup>e</sup> arrondissement » et adhéré à la Fédération communiste des Soviets créée par Péricat. De l'autre, Heine avait rassemblé une riche documentation illustrée sur Sade, la sexologie et les perversions sexuelles. J'ai à l'époque tout lu et d'ailleurs, sans en rien écrire, tout oublié, incapable de décider si l'homme était un précurseur audacieux encore qu'un peu... excessif : à la manière de Louis Lecoin<sup>1</sup> au congrès de la CGT à Lille en 1921, Heine avait tiré neuf coups de revolver dans le plafond de la Bellevilloise un jour de février 1923 où le comité fédéral communiste de la Seine lui avait refusé la parole ; héritier d'une grande fortune bancaire, il mourut pauvre, ayant presque tout perdu pas seulement lors de la crise de 1929, mais, étant d'une grande bonté, dans la pratique de la charité. Reste que ses intérêts participaient d'un temps où se conjugaient volontiers ultra-gauchisme révolutionnaire et pansexualisme.

1. Louis Lecoin (1888-1971), correcteur d'imprimerie, militant anarchiste, syndicaliste et pacifiste, eut, comme défenseur de l'objection de conscience, un bref regain de notoriété dans la foulée de mai 1968.



Je m'étais d'ailleurs étonnée qu'au titre des *curiosa* des années 20 nul n'eût exploité le fonds Heine. Je n'avais pas fait le rapprochement avec la publication posthume, en 1950, de l'ouvrage de Maurice Heine, *Le Marquis de Sade*, jusqu'à ce que me tombe sous les yeux, dans ce lieu assez improbable qu'étaient les *Mélanges* offerts à Jean Maïtron, la contribution d'Henri Dubief<sup>1</sup>.

Traquer des archives publiques tombait sous le sens. Imaginer de faire de même pour celles d'entreprises privées était, à cette date, plus original. Les Compagnies de chemins de fer, dont l'existence légale n'avait pas été supprimée par la nationalisation de 1937, avaient conservé dans leur patrimoine leurs archives, bien que certaines d'entre elles eussent conclu avec les pouvoirs publics des accords aux termes desquels leurs papiers avaient été avalés par les Archives nationales, ce qui les prémunissait contre toute destruction mais me les rendait inaccessibles. Cependant, de l'*Annuaire Chaix* (année 1920) qui procurait la composition des conseils d'administration des principales sociétés anonymes dont les Compagnies de chemins de fer et des comités de direction commis à la direction technique des réseaux, à l'*Annuaire de l'École polytechnique* (année 1896) qui, au rythme normal d'une carrière, offrait dans les promotions de 1872 à 1893 les noms des anciens élèves promis à devenir les directeurs, ingénieurs en chef, ingénieurs de grade élevé en poste en 1920 ; du fichier de l'École polytechnique que le gouverneur m'autorisait à consulter au fichier biographique et bibliographique inédit des membres du corps des Ponts et Chaussées (le passage, après l'X, par les Ponts était la « voie triomphale » qu'arpentaient ordinairement les futurs ingénieurs des chemins de fer), je me fis une idée plus précise du groupe appelé, lors de la grève générale de 1920, à jouer un rôle important. Mais surtout, courtoisement envoyée et renvoyée de l'un à l'autre, je fus finalement adressée au chef d'études administratives à la direction du personnel de la SNCF qui, lui-même féru d'histoire, m'introduisit auprès d'un des archivistes de la Compagnie PLM. Dans les caves placées au-dessous de la tour de la gare de Lyon gisaient, sous une phénoménale couche de poussière, d'énormes paquets soigneusement ficelés : les dossiers de la direction du PLM sur la grève de mai 1920, sa préparation, son déroulement, ses suites, des dizaines de kilos de documents non cotés, restés en l'état depuis qu'ils avaient été descendus. Comme j'étais plantée là bouche bée, bras ballants, le nez et les yeux picotés par l'odeur de papier moisi et la poussière, le cheminot qui m'accompagnait eut pitié de moi et alla quérir une énorme pompe aspirante.

Ces fantastiques archives me permirent de situer la grève générale des cheminots au cœur de mon travail. C'est d'ailleurs par le récit de son déroulement que j'entamai la phase de la rédaction, car un récit, même traité dans les termes dépouillés, statiques et abstraits d'un cours de l'École de guerre (sociale), dispose d'une capacité d'entraînement qui balaye les

---

1. « Contribution à l'histoire de l'ultra-gauche : M. Heine », in *Mélanges Jean Maïtron*, les Éditions Ouvrières, 1976.

embarras d'une plume encore mal assurée et lui confère, malgré elle, un certain *vibrato*.

Cette grève qui avait paralysé tout un mois la circulation des hommes et des marchandises, je la perçus comme une décisive bataille de classes. À la chaleur infernale des feux qu'avaient allumés la Grande Guerre et la révolution d'Octobre, elle avait vu s'affronter les forces sociales, politiques et intellectuelles porteuses des quelques perspectives et logiques d'avenir en compétition sur la scène mondiale. Comme un orage qui, en éclatant, donne du sens aux précédentes heures lourdes, l'ombre portée de cette bataille, qualifiée de « bataille de la Marne civique », retouchait d'une autre nuance de rouge la couleur de sang des années écoulées depuis 1914 et son issue entraînait avec l'autorité de l'inéluctable, sept mois plus tard, la fondation d'un parti communiste destiné à incarner, en France, la logique bolchevique.

La voilà bien, dans ses habits neufs, l'Histoire-bataille ! C'est la double expérience que j'avais de la guerre, la Seconde, et de la guerre sociale, dans le second après-guerre, qui me guida dans l'inventaire détaillé des camps en présence. Je savais qu'il me fallait observer ceux qui, de part et d'autre, se battaient, ceux qui, à l'arrière, ne faisaient pas que compter les coups, les alliés des uns et des autres et les neutres. Cela pour mieux évaluer le degré de préparation des hommes et des cadres dans chaque corps de bataille, à quel entraînement ils avaient été préalablement soumis, de quoi étaient faits leurs équipements respectifs, quelles étaient les motivations de leur résistance morale, de quel système d'armes ils se servaient, quelle tactique en avait renouvelé ou non l'emploi. Mais par-dessus tout il me fallait analyser les stratégies mises en œuvre, chaque camp ayant eu, en raison de son caractère composite, à définir des objectifs communs et, sur cette lancée, à tenter de résoudre les problèmes d'unité de commandement. On aura compris que ce qui m'intéressait désormais, ce n'était pas de refaire la bataille des bons contre les méchants, mais de savoir « pourquoi ils combattaient » les uns contre les autres, en raison de quel rapport de forces la bataille s'était finie de la façon dont elle avait fini.

Je n'en étais donc plus à écrire l'Histoire d'une manière où, selon la formule d'Élias Canetti (*Le Cœur secret de l'horloge*), « le bon droit serait toujours du côté des perdants ». Une froideur qui n'empêchait pas la pitié et l'hommage aux vaincus. Les cris des grands blessés — les 18 000 cheminots révoqués —, je n'étais pas prête à les étouffer, bien au contraire : je m'attachai à restituer le drame humain qui avait résulté de cette bataille sans merci.

Archives publiques, archives d'entreprise, la collecte était si abondante que j'aurais pu m'en tenir là. Mais je souhaitais aussi vérifier ce que pouvaient procurer les instituts spécialisés : à Stockholm, le Centre d'archives ouvrières qui conserve les archives Branting — père fondateur du socialisme à la suédoise ; à Milan, l'Institut J.-J.-Feltrinelli dont le directeur m'autorisa à consulter les photocopies des archives du secrétariat de la II<sup>e</sup> Internationale en attendant qu'à Anvers s'ouvre le fonds Huysmans — un autre « grand » du socialisme, celui-là belge ; à Amsterdam, surtout l'Institut d'histoire sociale, le mieux outillé, le plus vaste et le plus riche d'Europe occidentale

en documents d'histoire ouvrière et socialiste ; à Paris enfin, l'Institut d'histoire sociale qui, malgré la ridicule pauvreté de ses moyens, avait recueilli des papiers importants comme le fonds Monatte. Déplacements furtifs : je ne pouvais courir les routes en abandonnant la maison plus de quelques jours. Soucieuse aussi de ne pas grever le budget familial, je me retrouvais avec plaisir, au cours de ces expéditions, dans la peau d'une jeune étudiante étrangère ballottée entre pension, bibliothèque et thé dînatoire. C'est une bonne façon de s'émerveiller des beautés d'une ville : après les longues heures assises du déchiffrement d'archives, n'y faire, légère et sans but mais aux aguets, que marcher. A moins de monter jusqu'aux cintres comme à la Scala de Milan pour céder à ma passion de l'opéra et y entendre cette Butterfly « qui ne sait qu'aimer et souffrir ».

Restait une source dont on sait combien j'étais friande, non tant pour l'information neuve qu'elle m'apportait que pour ce qui est insaisissable dans les herbiers dont doivent ordinairement se contenter les historiens : le volume, l'odeur, la couleur, le grain du temps et des choses. Cette source, j'hésiterais à la qualifier d'« orale » car mes témoins interrompaient fréquemment la conversation et, s'étant assurés de l'intérêt que la jeune génération en ma personne prenait encore à ce pour quoi ils avaient souffert et lutté, ils allaient alors d'eux-mêmes, trotinant dans leurs pantoufles, quérir, les uns dans le buffet de la salle à manger où ils me recevaient, d'autres sur l'étagère de la pièce à vivre ou même au grenier, la brochure introuvable, le cahier de notes prises dans l'exercice d'une charge syndicale ou politique, la lettre ou la correspondance inédite qu'ils me faisaient lire près d'eux et dont ils commentaient les passages pour moi obscurs.

Curieusement, à parcourir la liste des témoins ainsi rencontrés, me restent plus présents à la mémoire les lieux que les personnes, peut-être parce que toutes ou presque étaient des vieillards dont le trait commun était justement d'être très vieux, de telle manière que ce qui me frappait, c'était leur pareille gracilité à laquelle j'associe désormais la gracilité de mon père en son grand âge. Paradoxalement aussi, le souvenir le plus net, je l'ai conservé de Raymond Péricat qui, de son vivant, avait déjà été oublié. C'est que l'obscurité dans laquelle il avait vécu après sa brève période de notoriété avait laissé intact ce qu'il y a de plus authentique chez le militant, sa générosité. Quelques jours plus tôt, j'avais rendu visite à Pierre Monatte, en tout point conformes — petit, simple, attentif — à l'idée qu'on pouvait s'en faire à lire *La Révolution prolétarienne*. Le mot de dignité le définissait : dignité de vie, sobriété de sentiment, mesure de la pensée, se situât-elle à une extrémité du spectre social. Mais ce réprouvé contre lequel le PCF s'était acharné pour le rejeter dans l'ombre avait tout de même conservé quelque chose du « pape » qu'il avait été au temps où, d'août 1914 aux premières années 20, il fut la conscience intellectuelle et morale de la minorité révolutionnaire au sein de la CGT puis de la CGTU. Or, décidément, je n'aime pas m'approcher des papes, ni en recevoir bénédiction ou anathème.

Avec Raymond Péricat, rien à craindre de tel. Il habitait un logement de guingois perché sur un toit bas à l'endroit exact où, ces branlantes

cahutes ayant été rasées finalement bien que leur propriétaire eût longtemps et héroïquement résisté, fut érigé l'orgueilleux siège central du PCF place Colonel-Fabien. Il avait été une figure du terrible « Bâtiment » parisien. Avec son Comité de défense syndicaliste (CDS), il avait empêché Clemenceau de dormir. Il avait fondé en 1919 le premier parti français à s'appeler « communiste » — un parti libertaire décidé à dépasser la vieille option : socialisme ou anarchie, et qui, pour « réconcilier Marx avec Bakounine », entendait que, sous le signe de la révolution prolétarienne, se rencontrent bolchevisme et syndicalisme révolutionnaire. Trente ans plus tard, il n'avait rien abdiqué de ses rêves ni rien comblé de ses ignorances. Il n'était pas davantage au fait des exigences de la modernité économique ni des réalités politiques de la société française et internationale, mais sa conscience de classe était toujours aussi aiguë, aussi pénétrée des vertus libératrices de l'organisation syndicale.

Cette phase première de collecte de l'information, si on est fouineur de nature, peut ne pas avoir de fin. C'est l'un des écueils sur lesquels trébuchent des chercheurs dont les scrupules vont jusqu'à l'angoisse : à quel moment clore l'enquête ? J'avais la chance d'avoir en moi une sorte d'horloge qui m'indiquait que l'heure était venue ; le plein était fait, les brouilles qui, dans un effort à rendement décroissant, viendraient s'ajouter ne changeraient plus rien, mon siège était fait. C'est d'ailleurs là l'avantage de rassembler soi-même sa documentation : ce n'est pas une période où l'esprit dort tandis que la main s'active ; l'opération intellectuelle de transformation du matériau brut commence aussitôt, l'extraction du minerai précieux, l'élimination de la gangue et des scories ont lieu en continu.

La seconde phase, celle du classement, destinée à l'élaboration du sens a son propre *tempo*. On ne bouge plus ! Il me fallut un an entier pour relire, relier, insérer, articuler, confronter toutes mes notes à un plan-masse qui, ayant circonscrit l'espace défriché, s'étirait, se contractait, se démultipliait tandis que des plans intermédiaires se ramifiaient, absorbaient la matière, la rejetaient, la cédaient, la remodelaient. Des amorces de rédaction apparaissaient quand ces liasses désormais en forme de dossiers structurés appelaient commentaires, introductions et conclusions partielles. Tel un postier affecté au tri, je jetais chacune d'elles dans la case qui lui convenait sur les cinq mètres de planche dont je disposais. Cette phase de rangement est aussi phase de maturation. Avant même que le soient les réponses, les questions y sont affinées, leurs ambiguïtés fondées sur une routine langagière débusquées, les puits par où passent les instruments de forage pour atteindre les couches profondes scrutés. L'importance du travail accompli s'exprime alors dans l'écart entre le texte du projet en son état premier et celui qui, désormais, va présider à la rédaction. Mon projet initial avait été, dans sa conception, sa texture, sa langue, encore marqué d'une candeur orthodoxe inaltérée : la guerre ne pouvait être que « juste » ou « injuste » et injuste quand elle était « impérialiste » ; l'impérialisme ne pouvait être que « le dernier stade du capitalisme » ; la Révolution la rupture d'un chaînon de la chaîne impérialiste au pôle dialectique de l'opposition à la guerre ; le prolétariat l'acteur principal d'une révolution

par essence « internationaliste », etc. Par rapport à ce projet, l'écart s'était accru d'autant plus que, s'il s'était creusé au fil de mon travail historique se déroulant portes et fenêtres closes, il se trouvait comme justifié et redoublé, bien qu'il n'en dépendît nullement, par les événements — le XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, l'année 1956, Khrouchtchev, le dégel... — qui, au même moment, bousculaient l'ordre stalinien.

De la dernière phase, celle de la rédaction, que dire qui ne se confonde pas avec toute affaire d'écriture et de style ? Il me fallut encore deux ans pour m'essayer aux divers genres requis, portraits, récits, analyses de textes, rapports d'enquête sur des épisodes dont le caractère dramatique avait une forte charge d'émotion comme la disparition en mer Blanche de Lefebvre, Vergeat et Lepetit, comptes rendus d'investigations chiffrées au cœur de la réalité telles que la sociographie des cheminots grévistes ou la structure sociale des configurations en présence à l'heure de la scission partisane.

On voit que les chemins dans lesquels je m'étais engagée à tous les stades de ma recherche solitaire n'étaient pas ceux que m'indiquait une certaine idée en vogue de la science historique, mais ceux dont j'attendais qu'ils me conduisent à résoudre le problème particulier qui était le mien : celui de la nature et du devenir du greffon, le jeune PCF, résultant, à l'époque contemporaine et en France, de la greffe réussie d'un projet de nouvelle société sur le corps de doctrine du vieux mouvement ouvrier et socialiste. Dans la conjoncture trouble d'un après-guerre où rien ni personne ne pouvait d'emblée retrouver sa place ancienne, c'est l'expérience étrangère des révolutions russes et de leur suite soviétique qui avait fourni la matière du prélèvement et du transfert à opérer ; ce greffon était désormais façonné par un système de pensée et un réseau d'idées regroupés sous le label de marxisme-léninisme ; il s'inscrivait dans une dimension planétaire incarnée par la III<sup>e</sup> Internationale communiste ; il s'appuyait sur une force sociale, le monde ouvrier, ayant déjà secrété ses propres traditions et sa culture ; il intervenait enfin en priorité mais pas exclusivement dans le champ politique d'un État-nation républicain et impérial et prenait de ce fait l'apparence d'un « parti de type nouveau ».

Un *projet* préalable, un *événement* fondateur comme le bang de la création du monde, sa *contemporéanité*, la présence active d'une *idéologie* constituée, la *double échelle* française et internationale, le *fait ouvrier* comme structure sociale fondamentale, la *politique* comme lieu final de production d'une réalité authentiquement neuve, autant de traits qui caractérisaient mon objet d'étude et qui expliquent, par-delà l'anecdote, ma situation ambiguë par rapport à l'École des *Annales*.

L'École des *Annales* ? J'en étais dans une certaine mesure. La preuve en est que ma thèse fut éditée — magnifiquement — par les Éditions Mouton, alors liées au service des Éditions de la « sixième section », un service qu'animait Mlle Picketty encore installée rue de La Baume et épaulée par Mlle Récurat, habile experte en transcriptions visuelles et cartographie. J'y avais aussi mes amis de toujours, Denis Richet, François Furet, Emmanuel Le Roy Ladurie, Jacques et Mona Ozouf. Quand, au début des années 70, Pierre Nora forma le projet, en collaboration avec Jacques Le

Goff, de dresser un bilan — sous le titre *Faire de l'histoire* (1974) — des « nouveaux problèmes », « nouvelles approches », « nouveaux objets » de la « Nouvelle Histoire », il me demanda d'y participer. Pourtant, je crus plus honnête de réserver mes réflexions personnelles au recueil de mes études et articles dispersés que Pierre publia d'ailleurs dans sa Bibliothèque des Histoires<sup>1</sup>.

J'avais en effet déjà exprimé mes réticences critiques dans la *Revue française de sociologie* en publiant dès octobre-décembre 1972 un article significativement intitulé « Du bon usage de la crise ». Ces réticences, je les développai sous le titre « La crise révolutionnaire (1919-1920) : hypothèses pour la construction d'un modèle<sup>2</sup> ». Il s'agissait non seulement de restituer une *fonction* à l'événement qu'est une crise, mais de constater qu'il y avait une différence de *nature* entre événement et structure, l'événement étant doté d'une structure repérable intervenant comme telle. Un thème que j'avais d'ailleurs amorcé avec ma thèse complémentaire<sup>3</sup>. Par des moyens artisanaux — maladroitement mis en œuvre : à la soutenance je reçus une volée de bois vert d'Henri Guitton qui se moqua féroce de mes techniques de bonne femme, m'étant servie d'aiguilles à tricoter pour regrouper en séries homogènes mes cartes perforées —, j'avais tout de même mis en évidence le processus de croissance par déploiement horizontal des noyaux syndiqués.

En somme, j'avais mieux à faire que de figurer en contrepoint puisque la plupart des partis « annalistes » ne me séduisaient pas : ni la concentration des efforts sur les époques médiévale et moderne ; ni la primauté accordée à l'immobile se reproduisant à l'identique (d'où la « longue durée ») et ayant de ce fait *apparence* de structure ; ni le refus dogmatique de reconnaître qu'il y avait quelque part moteur, mouvement et dynamique, que tout événement n'était pas ride sur une eau dormante, ce que favorisait le regard porté sur le rural en effet somnolent plutôt que sur l'effervescent urbain ; ni un certain dédain de l'érudition — facilement taxée de « positiviste » : un équivalent codé qui eut pour effet de dissuader quelques-uns de mes amis, parmi les plus doués, de conduire à bien la thèse entreprise. D'où, les effets s'enchaînant, l'acharnement post-soixante-huitard à dénigrer et rejeter la procédure de la thèse d'État, laquelle pourtant, outre sa vertu démocratique, avait été, au moins en histoire, le mode institutionnel sur lequel s'étaient imposés les progrès de la discipline.

Sans doute mon lot fut peu ou prou celui de tous les élèves d'Ernest Labrousse dont l'histoire ouvrière, pour sociale qu'elle fût, était considérée comme un peu lourdaude, imprégnée des relents de misérabilisme militant qu'évoquaient encore les noms de Dolléans, de Maxime Leroy, d'Étienne Martin Saint-Léon et même de Jean Lhomme. Jean Maïtron, sa revue, *Le Mouvement social*, son *Dictionnaire du mouvement ouvrier*, c'était certes

1. *Communismes au miroir français. Temps, culture et sociétés en France devant le communisme*, Gallimard, 1974.

2. Texte présenté au séminaire de la Fondation Einaudi à Turin (avril 1972), ainsi que chez Jacob L. Talmon à l'université de Jérusalem (mai 1973).

3. *La Croissance de la CGT. 1918-1921*, Mouton, 1966.

louable mais plébéen pour ne pas dire primaire. Après ma propre thèse qui, dans sa catégorie, apparut la première en 1964, les travaux successifs de Claude Willard sur les guesdistes (1965), de Rolande Trempe sur les mineurs de Carmaux (1971), de Michelle Perrot sur les ouvriers en grève de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (1974) et d'Yves Lequin sur les ouvriers lyonnais de 1848 à 1914 (1977) furent accueillis avec considération mais sans réels transports.

Ma réserve se mua en gêne quand, au fil du temps, les *Annales*, la « sixième section » devenue École des Hautes Études en sciences sociales (EHESS) et appuyée sur des supports éditoriaux et des réseaux médiatiques forcément prestigieux pour diffuser au plus loin renommée et influence, bientôt le culte de la personnalité de Braudel, isolé du vrai fondateur, Marcel Bloch, pour mieux en exhausser la stature (on en fera un penseur et un théoricien alors qu'après avoir été un excellent praticien il avait surtout manifesté un instinct très sûr du commandement et une intelligence efficace du nouveau *management* universitaire à amplitude transocéanique), vont transformer la nébuleuse des années 50-60 en un groupe dont l'essence n'est plus une école au sens scientifique du terme. Un groupe qui se défend d'ailleurs avec raison d'être une école, compte tenu de la relative volatilité de ses dogmes et de la dispersion des œuvres auxquelles il confère son label, mais qui se veut un groupe de pouvoir, sectoriel par définition. Il tend alors, propension il est vrai éphémère mais assez affichée au début du premier septennat miterrandiste, surtout par un Jacques Le Goff, à nouer des rapports d'alliance non plus avec telle administration ou ministère, mais avec le pouvoir politique lui-même bien que, jusque-là, la social-démocratie plébéienne à la Mauroy n'eût guère été la tasse de thé qu'on aimât savourer au 54, boulevard Raspail.

Peu importe. Je me retrouvai dans une situation que j'ai inconsciemment reproduite en divers temps et lieux : bien intégrée et légèrement en marge. Ce qui me permit de continuer à m'instruire à ma guise. J'ai par exemple constaté, à l'écriture de ce présent livre, qu'avait encore évolué l'idée que je me faisais d'un parti tel que le PCF, pas du fait de son déclin mais même quand il était au plus haut — un parti sur lequel pourtant depuis bientôt quarante ans j'ai écrit extensivement puisque, après l'achèvement de mes thèses au début des années 60, j'avais pris les choses par un autre bout avec les versions successives, en 1968 et 1970, de mes *Communistes français*.

Je voudrais ici — même si c'est une digression un peu étendue — montrer concrètement dans quelle direction j'ai récemment orienté ma réflexion. Elle permet de mieux comprendre pourquoi il était fondamental de bien voir l'entreprise communiste dès ses premiers pas et tout au long de son existence comme une entreprise mondiale. Cette conception seule permet d'expliquer que, lorsque a sonné l'heure de son démantèlement, c'est le *système* entier, malgré les buttes-témoins abandonnées derrière lui (Cuba ou la Chine), qui est atteint et s'effondre. Mais cette dimension mondiale, il ne suffit pas de la voir comme une affirmation de principe, comme une

aspiration, comme une virtualité, mais dans son inscription concrète, dans les techniques qu'elle entraînait sur le plan de l'organisation.

Dans tout parti politique de masse, l'autorité finit en effet par revenir à des hommes venus d'ailleurs, extérieurs à la tradition dans son acception étroite, longtemps étrangers à la compétition interne et qui débarquent au bon moment pour faire souffler un peu d'air frais dans une atmosphère trop confinée. Ce fut à la SFIO la chance de Léon Blum et au parti socialiste celle de François Mitterrand.

L'instance internationale, qu'elle fût avant guerre incarnée par l'Internationale communiste ou, après, par le PCUS, joua dans le PCF le même rôle : constamment sous-estimé parce que caché bien que vaguement soupçonné, ce pouvoir-là, d'autant qu'assez mal informé il était capricieux et imprévisible, n'en fut que plus grand. La disparition de l'Internationale en 1943, à laquelle j'ai naguère consacré une petite étude<sup>1</sup>, n'a pas coupé les liens des sections nationales avec le centre moscovite, mais elle a rendu ceux-ci encore moins visibles et surtout plus diversifiés puisque moins formels et institutionnalisés, pas plus lâches mais moins prédéterminés dans leur fréquence, leurs modalités et leur objet. En fin de compte, hormis les déplacements et rencontres des secrétaires généraux, eux annoncés à grand son de trompe, on ne sait à peu près rien des relations courantes entre l'ambassade soviétique à Paris et le PCF ni des rapports qu'entretenaient les divers services et chefs de service du Comité central français avec leurs homologues soviétiques<sup>2</sup>. Pannequin, dans ses Mémoires, a dit ce qu'il avait appris quand, membre de la section centrale d'organisation, il avait eu la responsabilité du travail parmi les immigrés, mais son témoignage est très lacunaire<sup>3</sup>. La *glasnost*, si elle cessait de se diluer en paroles évasives, pourrait peut-être permettre à Youri Roubinski, directeur en 1987 de l'Institut international de prospective économique de Moscou, devenu enfin officiellement premier conseiller de l'ambassade d'URSS à Paris, d'expliquer comment, auparavant, il fut un quart de siècle durant le spécialiste incontesté, auprès du Comité central soviétique, de la scène française et quelles étaient les règles du rôle muet qui, à l'extérieur, était alors le sien. Lecœur seul m'a explicitement précisé que, dans ses fonctions de secrétaire à l'organisation, il était, par émissaires interposés ou directement quand il se rendait en Union soviétique, en relations continues avec Souslov qu'il voyait en tête à tête, en l'absence de tout tiers, français ou étranger, sauf parfois Ponomarev ou

1. « La dissolution du Komintern », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1967, p. 33-43.

2. D'après le long entretien, détaillé, nuancé et fiable de Marcel Chalet dont toute la carrière (1945-1982) s'était déroulée au sein de la DST (le service de contre-espionnage français) avec Thierry Wolton, publié sous le titre *Les Visiteurs de l'ombre* (Grasset, 1990, p. 135), c'est aux agents de la « ligne N », selon la terminologie soviétique, de l'antenne du KGB en France que des transfuges ont attribué un rôle de liaison avec le parti communiste. Cette « ligne N » est (était ?) sous le contrôle direct du département spécial de la Centrale du KGB à Moscou qui supervise l'ensemble des opérations confiées à des « illégaux », c'est-à-dire à des agents non pourvus de couverture diplomatique. Mais il ne s'agit là que d'une liaison portant, comme leur nom l'indique, sur des affaires « spéciales ». Le problème de la liaison *politique* n'est pas de cet ordre.

3. Roger Pannequin, *Adieu camarades*, Le Sagittaire, 1977, chap. 5.



Zagladine. De cette liaison « verticale » qui, à ses yeux, faisait de Souslov son véritable supérieur hiérarchique, Lecœur n'avait à souffler mot à quiconque et notamment à aucun de ses collègues du Bureau politique, lesquels, de leur côté, devaient entretenir le même type de liaison avec le membre de la direction soviétique dont les fonctions correspondaient aux leurs. C'est d'ailleurs pourquoi il est absurde de voir en Lecœur un proche de Beria : cette « proximité » revenait fonctionnellement à Marcel Servin. C'est aussi pourquoi les « affaires » qui ont marqué un temps l'histoire du PCF ne sauraient être pleinement élucidées tant que l'on ne connaît pas mieux les « affaires » correspondantes à l'étage supérieur, c'est-à-dire à l'étage du Bureau politique soviétique.

Tout aussi impénétrable et inviolé demeure le rôle joué par une association comme France-URSS que Raïssa Gorbatchev s'est donné la peine d'honorer de sa visite lors de son voyage en France en 1989. Tout ce qu'on peut subodorer — surtout après qu'un diplomate soviétique chargé en Suisse des rapports de son ambassade avec l'association Suisse-URSS en a fait une relation détaillée<sup>1</sup> —, c'est que, créée à la fin des années 20, sous le nom d'« Amis de l'URSS », elle ne limitait pas ses ambitions à échanger des groupes touristiques et des délégations dans lesquels les services d'espionnage des deux pays fixaient d'un accord tacite la part qu'y prendraient leurs agents respectifs ; à distribuer des billets de faveur pour voyages guidés ; à monter en commandite des entreprises destinées à commercialiser des articles souvenirs — cuillers en bois, petits plats, *matriochkas*, censés exprimer la culture nationale russe, livres et disques de chants populaires ou, plus dispendieux, caviar, vodka et tapis de Boukhara ; à diffuser la littérature émanant de l'agence Novosti ; à faire circuler des expositions photographiques ou d'affiches qui fassent voir les réussites dues à l'édification du socialisme ; à proposer des cours du soir de langue russe ; à organiser des projections de films exclus des circuits ordinaires ; à fournir enfin des points d'appui locaux aux antennes de compagnies telles qu'Aeroflot, Intourist, Novosti ou Livre international.

Certes, personne ne faisait défaut à sa présidence innombrable : ni un gaulliste de gauche, ni le quota convenable de croyants et pasteurs des divers cultes, ni un socialiste de bonne cuvée, ni un ou deux officiers de bon rang bien que du cadre de réserve mais pourvus d'une brochette de décorations, ni un ambassadeur en retraite, ni un franc-maçon du meilleur degré, ni le contingent d'hommes du monde susceptibles d'échanger leurs bonnes manières contre des assurances d'autre sorte. Mais son secrétariat exécutif, lui, était indéfectiblement composé d'un tout petit noyau d'apparat-chiks d'une parfaite orthodoxie et d'une discrétion à toute épreuve dont Fernand Grenier, malgré sa loquacité sélective, avait été le modèle initial et déjà achevé. C'est ce noyau seul qui entretenait les contacts sérieux avec le responsable à Moscou de l'association-sœur URSS-France, elle-même membre de l'Union des associations d'amitié dont le secrétaire général appartenait traditionnellement au KGB. Par là s'explique peut-être aussi la désignation

1. Nicolas Polianski, *MID*, Belfond, 1984.

un peu surprenante de Fernand Grenier comme premier délégué du parti communiste français auprès du général de Gaulle à Londres.

De même il ne serait sans doute pas dénué d'intérêt de réexaminer d'un œil plus curieux une structure comme le « Cercle de la Russie neuve » qu'au tout début des années 30, et sous la présidence de Gabrielle Duchêne, des hommes tels qu'Henri Wallon et Francis Jourdain furent chargés de lancer pour étudier ce qui, sur le plan littéraire, scientifique et artistique, se faisait en Russie. C'est de ce cercle que devait procéder peu après « l'Association pour l'étude de la culture soviétique » (APECS) installée place du Panthéon. Un tel réexamen permettrait d'établir les différences de fonction et de statut, même s'il y avait des passerelles des uns aux autres, entre simples compagnons de route et, qu'ils fussent membres ou non du parti de leur pays d'origine, agents en bonne et due forme d'un des trois ou quatre circuits distincts de l'appareil soviétique extérieur. Yvonne Sadoul elle-même, qui en fut la secrétaire administrative, illustre assez bien les ambiguïtés de l'entreprise. Par toutes ses origines familiales (son parrain, Ary Renan, est le fils de l'illustre Ernest Renan et son père, Paul Mezzara, a fondé au début du siècle avec Frantz Jourdain et Hector Guimard la Société des artistes décorateurs qui s'identifia aux créations « modern style ») et par ses fréquentations mondaines (les Psichari, les Revault d'Allones, les Aubier, Eugène Schueller sont ses amis), elle est liée à l'intelligentsia de gauche du temps. Mais par son mari dont les liens avec l'Union soviétique ont pu changer de nature ou de fonction mais n'ont jamais été rompus ni même distendus — depuis 1933, il était le correspondant à Paris des *Izvestia* —, elle est à l'évidence totalement fiable pour ses employeurs. Elle a d'ailleurs elle-même raconté avec entrain<sup>1</sup> comment, un jour qu'elle dînait avec Maurice Thorez, elle demanda « s'il ne serait pas intéressant d'inviter tous les participants, conférenciers de renom (qui s'étaient produits dans le cadre de l'APECS), à adhérer au Parti », Thorez répondit : « Non, nous préférons leur travail ainsi. C'est beaucoup plus important. »

Il arrive cependant qu'à la dérobée on aperçoive comment le Parti, à sa belle époque, était flanqué d'une série de petites planètes. Ou comment, telle la voie lactée, il était un noyau central disposant de bras en spirale : des nuées d'étoiles, des vieilles et des jeunes, des disparues et des variables, liées entre elles par la « gravité ». Les militants ordinaires n'en connaissaient l'existence qu'à l'occasion. Sans doute certaines étoiles, simples ou groupées, brillaient de leur propre lumière. C'était le cas de la constellation des écrivains, artistes et savants dont l'éclat rejaillissait sur la nomenklatura.

C'était le cas aussi de cette nébuleuse d'affaires financières ou industrielles dont la couleur toute dorée a attiré l'attention des observateurs. Elle est loin d'avoir livré tous ses secrets. De ses banques (la BCEN tenait le devant de la scène, mais bien des transactions passaient plus discrètement par de moins voyants petits comptoirs), de ses institutions financières, de

1. Yvonne Sadoul, *Tels qu'en mon souvenir*, p. 185.

ses bureaux d'études, tel le Berim<sup>1</sup>, de ses figures de proue — Georges Gosnat, Georges Ternet (qui tenait les cordons de la bourse au Mouvement de la paix), Jean Jérôme, Jean-Baptiste Doumeng, le « milliardaire rouge » —, on ne sait que ce qu'on a bien voulu nous en dire<sup>2</sup>. Les Mémoires de Jean Jérôme ou d'Armand Hammer<sup>3</sup> n'ont pas dissipé ni davantage épaissi le mystère faite de repères sûrs pour en évaluer la véracité.

Autres étoiles, filantes ou non, doubles assurément : ces personnages consulaires de la scène politique française, assez brillants pour n'être pas de simples *go between* entre la France et l'URSS, assez habiles pour ne pas tomber au rang médiocre d'agents d'influence mais néanmoins assez eux-mêmes sous influence pour n'être pas en vain sollicités de faire ce qu'attendait d'eux le système solaire auquel ils appartenaient.

Pierre Cot, dans cette catégorie, est un cas emblématique, d'ailleurs encore mal cerné. Par chance pour Cot, le fait que la France possédait un robuste parti communiste rendait en partie inutile d'y implanter un réseau d'espionnage. La nécessité de préserver l'insertion légale d'un tel parti empêchait plus encore les Soviétiques d'y construire un réseau aussi actif, aussi dense, composé de personnages de la bonne société et de fonctionnaires de l'appareil d'État aussi prestigieux et haut placés qu'ils s'y employèrent en Grande-Bretagne et aux États-Unis<sup>4</sup>.

Cot ne quitta pas en conséquence la sphère décente du « progressisme » d'opinion, option liée à une conjoncture où les radicaux de gauche, qui dès les années 30 perdaient leur substance et leurs troupes au profit des socialistes, ne pouvaient survivre qu'en glissant plus à droite ou au contraire en contournant la SFIO pour faire bloc avec les communistes.

Sauf peut-être dans la période noire où, du fait du grand abaissement de la France, il fut contraint d'en accepter davantage. Cot devint alors aux États-Unis, où son ami Dolivet l'avait rejoint, la figure de proue et la caution de l'association *Free World*, et de la revue du même nom, mises sur pied avec le soutien financier de la richissime famille Straight (Michael Straight, dont le père était un *partner* de la banque Morgan et sa mère une Whitney, héritière d'une des plus grandes fortunes industrielles américaines, a raconté tout au long comment, étudiant du Trinity College à Cambridge, il était devenu la proie des services soviétiques<sup>5</sup>). *Free World*, chargée de promouvoir à l'échelle planétaire la conception, fort convenable au demeurant après juin 1941, que se faisait le mouvement communiste « de la justice, de la démocratie ou de la liberté humaine », fut l'une de ces organisations « frontistes » que le même Dolivet, d'abord à *Monde*, la revue

1. BCEN : Banque commerciale pour l'Europe du Nord ; Bérin : Bureau d'études et de recherche pour l'industrie moderne.

2. Quelques lumières dans les Mémoires d'Henri Le Gars, *Des marks allemands pour financer la Résistance*, édité par l'auteur, 1984.

3. Armand Hammer et Neil Lyndon, *Hammer. Un capitaliste américain à Moscou*, de Lénine à Gorbatchev, Robert Laffont, 1988.

4. L'ouvrage qui fait autorité, après beaucoup d'autres, est celui, construit autour du personnage d'Antony Blunt, par John Costello, *Mask of Treachery. Spies, lies, burglary and betrayal*, New York, William Morrow and Cie, 1988.

5. Michael Straight, *After a long silence*, New York, Morton, 1982.

fondée par Henri Barbusse, puis au RUP — Pierre Cot en avait été avec lord Cecil le coprésident — et au Cercle des Nations<sup>1</sup>, avait, sous la direction de Willy Munzenberg, appris dans les années 30 à conduire. Il est assez impressionnant d'observer que le secret de ces opérations n'a jamais été levé puisqu'en septembre 1989 le *Carnet du Monde* recevait et insérait l'annonce, formulée de manière strictement anonyme, de la mort de Dolivet. Celui-ci y était présenté comme un personnage banalement respectable, producteur de cinéma, directeur de la société Gray Film, directeur général de Cinerama, et qui avait été en 1947 consultant auprès du secrétariat général des Nations unies pour les questions économiques, les droits de l'homme et de l'information !

Pierre Cot, de son côté, avait dès juillet 1943 retrouvé un rôle plus à sa mesure et de sa dignité. Bien que son statut fût encore assez incertain, il envoya de Moscou un rapport de cent vingt pages où il se proposait de corriger les « défauts d'optique » qui, selon lui, faussaient la vision qu'à Alger on avait ordinairement de l'Union soviétique. Si les affirmations qu'on trouve dans ce document prêtent aujourd'hui à sourire ou jettent dans la consternation, du moins ne sont-elles pas forcément les produits d'un enthousiasme de commande mais un reflet de l'esprit du temps. « En 1971, prophétise ainsi Cot, la capacité de production industrielle de l'URSS sera égale ou supérieure à celle des États-Unis. » C'est que « l'humanisme est à la base de la puissance soviétique : la moralité publique et privée est plus élevée que partout ailleurs » et les élections y sont « plus libres qu'on ne le croit d'ordinaire<sup>2</sup> ». Il serait inéquitable d'accabler le seul Cot pour nous avoir servi de pareilles balivernes. De Sauvy qui, en 1952, nous assurait que, sans le rideau de fer, l'Europe serait envahie par les touristes soviétiques<sup>3</sup> à Duverger qui, en 1964, tenait « la supériorité technique de la production planifiée sur la production capitaliste » pour « un fait massif » et « irrécusable<sup>4</sup> » et à Mauroy qui, jusque dans les gras des années 70 et sous le signe de l'union de la gauche, concluait après un voyage en URSS : « L'acquis est énorme. Surtout l'acquis économique<sup>5</sup> », innombrables furent

1. Le « Cercle des Nations » fut en 1937 un groupe d'influence qui gravita autour du RUP. Présidé par Jean Perrin, avec trois vice-présidents — Émile Borel (radical), Léon Jouhaux (CGT) et Léon Prache (coopérateur) —, il compta parmi ses membres, outre son financier, le banquier Olaf Aschberg, des hommes comme Dolivet, Cot, Meunier, Labarthe (le pilier du non-gaullisme, sinon de l'antigaullisme à Londres en 1940-1941), Joliot-Curie et Jean Moulin.

2. Cf. ce rapport, cité largement pour la première fois par H. G. Giraud, *De Gaulle et les communistes*, II, Albin Michel, 1989.

3. « Nous croyons le niveau de vie de l'ouvrier soviétique encore inférieur actuellement à celui du français, mais la différence est peut-être moins grande qu'on ne le croit et diminue régulièrement. Dans quelques années, l'écart pourra avoir changé de sens. Qu'arrivera-t-il alors si le rideau de fer s'ouvre à des caravanes de touristes ouvriers, employés ou intellectuels ? » (*Le Monde*, 30 octobre 1952).

4. *Introduction à la politique*, Gallimard, Idées, 1964, p. 371.

5. *Héritiers de l'avenir*, Stock, 1977, p. 263. Un peu plus haut dans la même page, Mauroy écrit : « En 1975, je suis allé en URSS. A Kharkov, à Kiev et ailleurs, j'ai retrouvé partout la même ferveur. Dans les écoles primaires, les lycées, j'ai rencontré la foi, l'enthousiasme qui avaient marqué l'école de la III<sup>e</sup> République... L'honnêteté y est vertu, la délinquance, le vol, tels que nous les connaissons, s'ils existent, ne sont ni visibles ni vantés. »

ceux qui ont contribué au philosoviétisme de principe que les manuels scolaires, jamais en retard sur une bourde, véhiculèrent avec tant de sagacité.

Claude Morgan, qui n'était pas hargneux de nature, a été, lui, justement fort sévère à l'égard de Pierre Cot avec qui il eut à travailler à la revue éditée par le Conseil mondial de la paix dans les années 50. Reconnaisant bien volontiers que Cot était un « débateur hors ligne, un esprit clair », c'est pourtant en maniant le pavé de l'ours qu'il justifie Ehrenbourg d'avoir eu l'idée de faire nommer Pierre Cot directeur de ladite revue : « Le nom et la personnalité de P. Cot... donnaient toutes les garanties nécessaires. Ce non-communiste obéissait à toutes les directives du parti communiste. » Plus dur encore, il note le 5 novembre 1956 après une réunion de l'Union progressiste où Pierre Lebrun a insisté sur la nécessité de rédiger un texte contre l'intervention soviétique en Hongrie : « Cot sec comme une pierre. Pas trace d'un cœur<sup>1</sup>. » Mais bien entendu la seule vraiment grande affaire dans le cas de Cot, compte tenu de son indiscutable appartenance à la sphère du mouvement communiste international, c'est celle de savoir quelles furent la nature et l'intensité des liens qu'il entretenait avec Jean Moulin jusqu'à la tragique disparition de ce dernier. Le débat n'est pas tranché.

Une autre de ces étoiles doubles, moins connue que l'était Pierre Cot mais peut-être plus représentative encore de sa catégorie, fut dans les années 45-60 cet André Ulmann dont le nom m'est déjà venu à une ou deux reprises sous la plume, notamment (et le jeu de mots n'est que de hasard) comme rédacteur en chef en 1945 du journal *Les Étoiles*. Journaliste, il l'avait déjà été sous le Front populaire à *Vendredi*. Mais c'est comme directeur d'un autre journal, *La Tribune des Nations*, qu'Ulmann fut « un agent secret déguisé en agent secret », comme le décrit plaisamment l'un de ses anciens collaborateurs. *La Tribune des Nations* avait été rachetée dans des conditions assez expéditives grâce à un ancien chroniqueur de la maison, Joseph Dubois, qui en devint le directeur-gérant. Dans le montage financier bricolé au siège même de la BCEN qui en garda le contrôle par personne de confiance interposée, figuraient entre autres des capitaux provenant d'affaires maritimes, remontant à la guerre d'Espagne, auxquelles avait été mêlée la CGT.

A quoi servait *La Tribune des Nations* ? A répandre les thèses communistes sur les grands problèmes internationaux ? Sans doute, encore que les gens du quai d'Orsay, auxquels la feuille était libéralement servie (quant aux abonnements payés, une moitié venait de la Pologne !), n'eussent pas besoin de ce support pour les connaître. Les arguments de la *Pravda* gagnaient-ils en force à fréquemment s'appuyer sur un article préalablement publié dans *La Tribune* et dont elle citait les bons morceaux ? Sans doute aussi, encore que la ficelle fût un peu usée. En réalité, faite à la diable, *La Tribune des Nations* semble avoir eu plutôt pour fonction d'assurer à son directeur une position de prestige sans laquelle, dans le microcosme parisien, on ne saurait être pris au sérieux. Un peu comme au cours des années 70

1. Claude Morgan, *op. cit.*, p. 23.

Simon Malley fut, dans les milieux tiers-mondistes parisiens, un homme important grâce à son statut de directeur d'*Afrique-Asie*.

Mais, encore une fois, cette position, pour quoi faire ? Pour être au centre d'une constellation politique et journalistique de style mondain mais orientée à gauche. A la même époque, on pouvait d'ailleurs observer dans le même ciel parisien une constellation jumelle, de même style mais orientée à droite, qu'un bon journaliste d'investigation comme Pierre Assouline a su récemment faire resurgir<sup>1</sup> : en son centre, un curieux personnage, un peu oublié depuis, Vladimir Sokolovski dont le carnet d'adresses témoignait combien il était facile pour qui en faisait son objectif de pénétrer les cercles les plus fermés du Tout-Paris bien né. Cet émigré judéo-russe, issu d'une famille entreprenante, n'eut pas même besoin de dissimuler les rapports qu'il avait noués avec les services soviétiques pour réussir à marier sa propre fille à un Faucigny-Lucinge ! C'était d'ailleurs ces liens soviétiques affichés qui avaient fait que, même à Vichy, Sokolovski demeura, au moins un temps, dans l'entourage immédiat de Pierre Laval, l'homme qui avait signé le pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. Une faveur que le député de Châteldon n'accorda pas à Roger Stora, son chef de cabinet des années 30 en qui il avait pourtant une confiance absolue : en raison de ses origines juives, il lui demanda de s'écarter.

L'ancrage communiste d'André Ulmann avait été précoce. Dès les années 30, il a rencontré à l'UFE<sup>2</sup> Lucie Aubrac. En 1939, on le trouve aux côtés de Tillon lors de la « tragédie d'Alicante<sup>3</sup> ». En 1943 à Lyon où il a établi le centre de l'organisation de résistance, avec antenne en Suisse, qu'il a fondé quand il était encore prisonnier de guerre en Allemagne, le MRPGD<sup>4</sup>, il a recruté comme assistant, avec l'accord du Parti, le jeune Edgar Morin qui en parle dans son *Autocritique* où, le qualifiant de communiste, il le désigne seulement par l'initiale de son patronyme, U. A Mauthausen où il a été déporté sous un nom d'emprunt (est-ce ce qui lui a évité le pire : Auschwitz ?), il fut, en raison de sa très bonne connaissance de l'allemand, chargé de représenter le directoire français (dont Auguste Havez avait pris la tête) auprès du Comité international clandestin où se négociaient les compromis entre groupes nationaux parmi lesquels le groupe soviétique.

Ce ne fut pas cependant dans l'appareil communiste français qu'André Ulmann, à son retour, fut appelé à déployer ses talents. Mais en étant à lui

1. Pierre Assouline, *Une éminence grise : Jean Jardin*, Balland, 1986.

2. UFE : Union fédérale des étudiants.

3. C'est le 6 mars 1939 que Juan Negrin, le président de la République espagnole, s'envole dans l'après-midi du terrain de Monovar près d'Alicante. Trois avions DC 2 partent alors emmenant le président et ses ministres tandis qu'un appareil plus petit emporte les dignitaires communistes, Dolorès Ibarruri, Antonio Cordon, Rafaël Alberti et Maria Teresa de León. A la fin du mois de mars, 15 000 soldats et civils s'entassent à Alicante, dont un grand nombre de responsables de haut rang. Le 30 mars, une division italienne pénètre dans Alicante où les réfugiés ne sont plus protégés que par une centaine d'hommes et quelques chars légers. Une commission internationale tente de s'interposer pour qu'une zone neutre donne le temps d'une évacuation finale. Mais la flotte franquiste bloque la rade, empêchant le *Winnipeg* d'approcher des quais. Il ne reste plus aux vaincus qu'à se rendre aux Italiens.

4. MRPGD : Mouvement de Résistance des prisonniers de guerre et déportés.

tout seul l'âme d'un réseau d'amis, de confrères et de relations qu'il voyait tantôt dans les luxueux bureaux de *La Tribune* avenue des Champs-Élysées, tantôt chez lui à Viroflay où, le dimanche, passait beaucoup de monde. Peut-être le plus décisif de sa carrière fut-il néanmoins le rôle, celui-là certain bien que discret, qu'il joua pour consolider l'alliance entre gaullistes (emmenés par Michel Debré) et communistes dans la lutte contre la CED.

Il y a bien d'autres planètes ou étoiles dont il conviendrait de mieux connaître la structure, le rôle, les facteurs de longévité. Charles Plisnier, dans *Faux Passeports*, a évoqué certains épisodes de l'histoire d'une comète qui, au cours des années 20, sillonna l'espace européen : le Secours rouge international (dont le Secours populaire aujourd'hui n'est qu'un pâle résidu « humanitaire »). C'est dire que limiter à l'appareil proprement communiste, même flanqué de ses organisations de masse et orné de ses compagnons de route, la description de l'être communiste français dans sa belle période, comme je l'ai fait dans mes *Communistes français*, c'est ne décrire encore que ce que connaissaient en effet les militants, y compris ceux placés à des postes de responsabilité. C'est, en privilégiant la hiérarchie verticale, ignorer son dispositif en nappes, un dispositif de ce fait bien plus complexe où l'emprise soviétique s'exerçait, au-delà de son caractère visible et direct, par toutes sortes de relais qui la rendaient moins détectable et par conséquent plus imprévisible.

## Regains. 2 / Professeur

« Lorsque les pères s'habituent à laisser faire les enfants, lorsque les fils ne tiennent plus compte de leurs paroles, lorsque les maîtres tremblent devant leurs élèves et préfèrent les flatter, lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus au-dessus d'eux l'autorité de rien ni de personne, alors c'est là en toute beauté et en toute jeunesse le début de la tyrannie. »

Platon, *La République*, VIII, 562-3.

« Comme elle avait gardé les moutons à Nanterre  
Et qu'on était content de son exactitude  
On mit sous sa houlette et son inquiétude  
Le plus mouvant troupeau, mais le plus volontaire.

.....  
C'est elle la savante et l'antique bergère. »

Péguy, *La Tapisserie de sainte Geneviève*.

La soutenance de thèse était en ce temps-là une cérémonie solennelle. Elle avait lieu par tradition un samedi après-midi de mai ou juin dans l'amphithéâtre Louis-Liard de la Sorbonne. Derrière les doubles portes agencées pour étouffer le bruit des allées et venues, les hautes fenêtres ne donnaient qu'un jour neutre, laissant ignorer la journée de printemps qui déployait ses charmes au-dehors. Sur les gradins de beau bois lourd patiné, dégringolant dans une salle tout en longueur et dans les mezzanines latérales dont les balustrades brillaient des dorures incrustées qui les parsemaient généreusement, s'agglutinaient le ban et l'arrière-ban de la parentèle, des amis et des collègues, venus soit d'eux-mêmes par intérêt pour le sujet ou par curiosité — une thèse sur le communisme français, c'était une première et, soutenue par l'un de ses anciens membres qui en avait connu de l'intérieur les arcanes, cela promettait, sinon du scandale, du moins du spectacle —, soit à l'invitation que le candidat leur avait adressée. Après l'agitation des quelques minutes d'installation dans l'amphithéâtre archicomble, ils se tenaient, recueillis et silencieux, sous le plafond peint en oblongue, inspectant les panneaux disposés sur les trois côtés aveugles qu'éclairaient des candélabres d'où, à travers les pendeloques de cristal de leurs multiples branches,



se diffusait une lumière laiteuse. Dans des cadres ovales également dorés étaient représentés six génies à perruque du Grand Siècle dont les noms, par précaution, étaient indiqués au-dessous. Et, pour rappeler que, s'il présidait légitimement cette savante assemblée, l'âme de la République n'en était pas absente, Richelieu était encadré d'appliques sur lesquelles ressortait le symbole RF tandis qu'au plafond flottait la devise latine de Paris, *Fluctuat nec mergitur*. « Qui ne connaît pas l'amphithéâtre Louis-Liard ne peut se représenter la dégradation de l'art sous la III<sup>e</sup> République. Murs et plafonds sont recouverts de stucs visqueux et surdorés, de portraits consternants, d'un cardinal de Richelieu implacable dans sa robe rouge et, brochant sur le tout, deux drapeaux tricolores ! » écrit l'ancien président de la troupe des théophilènes qui eut à y monter et y faire jouer il y a soixante ans *Le Miracle de Théophile* de Rutebeuf<sup>1</sup>.

Le candidat, lui, se tenait, le dos tourné à la salle, derrière un petit bureau où il avait disposé ses papiers, face au jury de cinq membres — au milieu de la longue table incurvée, le président, flanqué à sa droite du rapporteur de la thèse principale, à sa gauche du rapporteur de la thèse complémentaire, aux deux ailes d'un assesseur —, une haute torchère à globe de verre opale éclairant, rangés devant lui en bon ordre, ses notes et les exemplaires des deux thèses, manuscrite pour la thèse complémentaire, imprimée pour la principale.

La composition du jury, désigné en principe par le doyen, ne pouvait surprendre l'impétrant qui en avait discuté au préalable avec ses patrons. La règle judicieuse était de constituer un jury équilibré qui ne représentât pas seulement une coterie institutionnelle ou une confrérie d'école. Il était maladroît d'en évincer aucun spécialiste qualifié, sauf à écarter, pour que la chose ne tournât pas au déplaisant pugilat verbal, des détracteurs déclarés.

La composition de mon jury n'avait fait aucune difficulté. Le président ne pouvait en être que le doyen Renouvin dont toute la personne : le visage plein, le nez charnu, la bouche nette ombrée sur toute sa longueur de la petite moustache des gens de sa génération, la forte carrure maintenant un peu tassée, la main solide jouant sans afféterie des classiques lunettes d'écaille, aurait respiré l'équilibre, le travail patient, l'autorité tranquille, l'enracinement serein dans un calme savoir, la connaissance exacte de ses obligations et de ses devoirs si la manche gauche flottante et la boutonnière mouchetée des plus hautes décorations civiles et militaires n'avaient rappelé de manière émouvante que cette vie-là aussi avait dû être jouée aux dés du destin. Le rapporteur de la thèse principale ne pouvait être de son côté que mon patron, Ernest Labrousse, qui faisait avec le président un frappant contraste : plus fluët, plus nerveux, visage glabre très modelé, un front démesuré soutenu par des verres très épais, grande bouche aux lèvres minces, nez quêteur, mains sculpteuses aux doigts joints et disjoints deux par deux quand elles étaient lancées en avant dans les instants d'éloquent plaidoyer (« votre ouvrage, madame, est le premier d'une longue série dans les années

---

1. Marcel Schneider, *L'Éternité fragile, Mémoires*, Grasset, 1989.

à venir... ». C'était là rappeler à ses autres élèves qu'il fallait, comme moi, savoir conduire leurs travaux à bonne fin).

L'autre rapporteur pour la thèse secondaire, Renouvin et Labrousse étaient tombés d'accord pour que ce fût, s'il acceptait, Henri Guitton, le frère du philosophe, lui-même économètre et statisticien, dont la rigueur par devoir d'état ne parvenait pas à cacher, sous les épais sourcils et une moustache à la Charlot, une bouche et un regard moqueurs confirmés par des oreilles décollées. « La statistique, c'est l'art de dire du vrai avec des chiffres faux » : hélas, « avec des formules fausses vous faites des calculs justes » mais « comment eût été le nuage s'il n'avait pas vérifié votre hypothèse ? ». « C'est tout à fait remarquable », conclut-il, narquois, pour faire entendre tout le contraire.

Jacques Droz et Louis Girard complétaient le trio. L'un, bon connaisseur du libéralisme rhénan et du romantisme révolutionnaire de la Mitteleuropa dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, avait tout naturellement étendu sa curiosité à l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste qui, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, avait trouvé en Allemagne un ancrage et un modèle. Le second, spécialiste froid, sobre républicain d'instinct modéré, ayant le goût d'une distinction lentement élaborée, avait choisi, pour compenser je ne sais quel manque, la période française excessive et baroque par excellence, le Second Empire.

Ouverte à 14 heures précises, la soutenance, avec une brève suspension après l'examen de la thèse complémentaire, ne pouvait décemment se clore que vers 20 heures. Mon rôle était bien défini : dans la communication introductive d'une vingtaine de minutes dont j'avais soigneusement écrit le texte à tête reposée (les audacieux parlent, eux, d'abondance et sans notes ; ce n'était pas mon cas), je devais exposer mes « positions de thèse », c'est-à-dire retracer brièvement mon itinéraire, en reconnaissant mes dettes à l'égard de mes maîtres, prédécesseurs, initiateurs et intercesseurs, afin d'éclairer les raisons qui m'avaient fait choisir mon sujet sous la forme ainsi que dans les limites temporelles et spatiales où il se présentait, dresser l'inventaire critique des sources et des méthodes auxquelles j'avais eu recours, cerner les conclusions majeures qui, à partir de mes hypothèses de départ, justifiaient l'ampleur du travail, anticiper par précaution l'énumération des lacunes et des manques auxquels j'avais regretté de devoir renoncer à porter remède, enfin annoncer les directions qui, désormais ouvertes, s'offraient à mes recherches ultérieures. C'était là un exercice classique qui se devait surtout, dense, clair et précis, de fournir à chacun des membres du jury un tremplin approprié pour ses observations. Deux remarques susciterent non des mouvements divers, ce serait trop dire, mais un voiletis de regards entre le jury et le public. Quand d'abord je rapprochai dans un élan de commune tendresse mes « enfants de papier » qu'étaient mes thèses et mes « enfants de chair » — tous, sauf le petit dernier, assis dans leurs plus beaux atours au premier rang sur le côté, l'aîné déjà professionnel et attentif, les filles plutôt curieuses et résignées, près de leur père et de leurs grands-parents, ma mère calme et souriante comme devant des choses qui allaient de soi, mon père raide d'orgueil nonobstant sa réserve native —,

n'était-ce pas à la limite du bon goût puisque c'était évoquer mon sexe qui n'avait rien à voir à l'affaire ? Quand ensuite j'évoquai les avantages et les risques qu'il y avait à prendre pour sujet d'étude un objet de croyance dont la croyance s'était perdue en route, n'était-ce pas furtivement pénétrer dans un espace privé qui, lui non plus, n'avait pas à entrer en compte ?

Les souvenirs que je garde des débats qui ont suivi sont assez flous. Chacun des membres du jury disposait d'environ une heure soit pour présenter ses propres remarques, soit pour engager une discussion avec le candidat. Par la suite, dans les dizaines de soutenances au jury desquelles j'ai participé, je n'ai jamais réussi à choisir d'emblée l'une ou l'autre méthode bien que la seconde seule justifie la pratique française de l'épreuve orale. C'est que cela dépend beaucoup des incitations reçues à la lecture préalable du travail sous examen et de l'aptitude du candidat à répondre, comme un bon danseur, au rythme et aux attentes de son partenaire. Charles-Edmond Perrin qui aimait à plaisanter avait l'habitude d'observer : « Je ne suis jamais aussi bon que lorsque j'ai lu une thèse entre la station Saint-Michel et la station Odéon. » Inutile de préciser que le dialogue avait ses préférences. Un candidat fut proclamait un soir d'ivresse : « J'ai été très bon : grâce à moi "ils" ont été très brillants ! » L'importance est là en effet, non du tout pour s'aligner complaisamment sur les goûts et marottes de son jury, mais pour donner occasion à ses maîtres de déployer les ressources de leur savoir et la séduction de leur parole.

Les débats achevés, la délibération était le moment où s'accomplissaient les mystères. Le jury se retirait, le public se détendait, le candidat se réfugiait auprès des siens. On comptait les minutes. Longues ? Bon signe, ou mauvais ? Plus tard, j'ai appris à descendre dans le cagibi miteux où les membres du jury avaient en entrant déposé leur vestiaire et où, pour finir, tout en signant les procès-verbaux, le président veillant à ce que la conversation ne s'égare pas, ils s'entretenaient des péripéties de la soutenance, de l'appréciation, unanime ou non, qui s'en dégageait quant à la qualité du travail, des modalités qui souligneraient ou minimiseraient la mention très honorable, laquelle était par tradition toujours attribuée dès lors que la soutenance avait été autorisée. Mais, en ce temps-là, la délibération portait surtout sur l'avenir du candidat : il s'agissait de se prononcer confidentiellement sur le vœu que formulerait le président dans son rapport et qui donnerait ou non le feu vert à l'accession du nouveau docteur à la plus prochaine maîtrise de conférence disponible. (Au contraire de ce qu'elle est devenue quand, plutôt que d'augmenter les traitements, le pouvoir socialiste choisit d'accorder du prestige, ce qui ne lui coûtait guère, en descendant d'un cran chacun des titres en usage dans la hiérarchie universitaire, la maîtrise de conférence se situait *après* les thèses d'État et ne constituait qu'un bref intermède conduisant deux ou trois ans plus tard à l'octroi du statut de professeur sans chaire.)

Ne restait plus que l'agréable. Déjà, le matin même, Arthur m'avait passé au doigt le « diamant de fiançailles » dont nous avons depuis des lustres repoussé l'urgence. Le soir, on eut non pas un simple « pot » selon l'usage, mais, à la maison où, depuis huit jours, nous cuisinions, une fête à

tout casser. Le lendemain matin dimanche, aux aurores, Ernest Labrousse me téléphonait pour m'assurer, bien sûr confidentiellement, qu'en effet le prochain poste serait pour moi.

La thèse d'État, le « chef-d'œuvre » à la manière des maîtres artisans du Moyen Âge, a disparu, après vingt ans d'une valse-hésitation sans gloire. Quand les paysans creusois donnaient une majorité à la droite, elle survivait ; quand les vignerons méridionaux penchaient à gauche, elle était condamnée, payans et vignerons étant également inavertis des retombées de leurs inclinations sur l'érudition universitaire — c'est ainsi quand le pouvoir politique se mêle de tout. Cette identification tardive de la thèse d'État avec une majorité de droite est bien sûr ridicule. Ceux qui butaient devant l'obstacle étaient de toutes les familles politiques. Était-elle une contrainte paralysante, une monstrueuse obligation obstruant les voies du renouvellement et de la vraie découverte ? Difficile à dire : comme il arrive souvent, la question s'est volatilisée du fait que tous les paramètres ont entre-temps changé.

C'est à Reims que je fus élue. Un collège littéraire universitaire y avait été créé, comme à Amiens, Rouen ou Orléans, pour soulager la pression qui s'exerçait sur la Sorbonne. Il était administrativement rattaché à la faculté des lettres de Nancy dont le doyen, l'historien Jean Schneider, était une forte personnalité, assez semblable à celle de Pierre Renouvin. Le contemporain nancéen, Pierre Barral, avait conduit toute l'affaire avec un remarquable désintéressement. Je fus chaleureusement accueillie par le Rémois déjà en place, Maurice Crubellier, qui fut avec un constant bonheur notre sympathique chef de troupe.

Comme toute nouvelle instance, le collège était doté d'une jeune vigueur. Le plaisant était qu'au départ il n'y avait rien : ni locaux puisque les grandes coques de la faculté des lettres conçues par l'architecte Dubard de Gaillarbois ne s'ouvrirent qu'au début des années 70, ni équipement, ni règles, ni précédents. J'étais dans la section d'histoire l'enseignant le plus élevé en grade : sous la tutelle intermittente et distraite de Michel Devèze, également historien mais directeur du collège chargé de la liaison avec Nancy, j'en fus donc désignée, selon la terminologie d'époque, comme le « chef », ce qui ne prêtait pas à conséquence puisque nous y vivions dans une sorte de communisme primitif qui évolua tout naturellement vers une démocratie informelle.

Avec trois résultats significatifs. Le premier fut la cristallisation d'une équipe d'enseignants agréablement soudée. Pourtant ses membres, huit à dix, s'étaient trouvés réunis au hasard de nominations et d'élections faites dans le désordre, mais, à une époque où l'éthique de vie des universitaires était encore inentamée, chacun avait de ses devoirs professionnels une compréhension si commune que nul rappel ni vérification n'était nécessaire. Au demeurant, la coordination des programmes et des horaires de cours, la répartition des salles, les calendriers d'examens, la gestion du budget n'étaient pas des tâches démesurées susceptibles d'engendrer frictions et

discordes. Entre les Rémois ou, plus largement, les Champenois et les Parisiens qui le soir reprenaient leur train, entre ceux qui étaient déjà avancés dans leur carrière et ceux qui, venus des lycées de la région, s'y engageaient, entre la confraternité qui nous unissait et la liberté de style qui nous individualisait, rendant chacun discrètement à sa vie privée, à ses mœurs et ses croyances, l'équilibre fut tôt trouvé et se maintint inaltéré. Comme il faut toujours un grain de poivre dans la plus parfaite des harmonies, nous l'avons mêlé à nos rapports avec la section voisine de géographie dont nous taxions la conduite d'envahissante. On ne s'étonnera pas que, de ma part, ce fût avec les géographes qu'il y eut du tirage.

Reste que la finalité de l'Université, ce n'est pas le bonheur des universitaires mais la bonne fortune des étudiants. C'est ici que se produisit à mes yeux la mutation décisive. La bourgeoisie rémoise, tournée vers le grand commerce international, avait de longue date suscité les lieux d'éducation de ses enfants. Si c'était indispensable, ceux-ci avaient les moyens d'aller à Paris. Par ailleurs, le lycée Clemenceau offrait les traditionnelles classes de préparation aux grandes écoles qui drainaient les très bons élèves dont les parents appartenaient à la petite ou moyenne fonction publique, notamment, en lettres, les fils et filles d'instituteurs. Le nouveau collège, lui, fut une bénédiction pour l'assez vaste troupe de bons élèves issus de familles beaucoup plus modestes appartenant au tout petit peuple indifférencié des chefs-lieux de département et de canton de notre circonscription, l'ancienne province de Champagne — à laquelle avait été agrégé le Soissonnais — telle qu'elle avait été réunie à la couronne sept siècles plus tôt par le mariage de Philippe le Bel avec Jeanne de Navarre. Les agrégats ouvriers qui, dans les vallées industrielles d'un système fluvial très ramifié, avaient attiré au XIX<sup>e</sup> siècle les anciens artisans des villages dispersés sur le plateau fournirent aussi leur contingent.

Ainsi purent venir à nous, dans des conditions peu coûteuses puisque à proximité de leur domicile, des jeunes gens qui n'auraient autrement jamais imaginé d'entreprendre des études supérieures, bien qu'au cours de leurs années de lycée, entamées grâce à l'attention d'un maître ou d'une maîtresse qui leur avait fait à temps passer l'examen des bourses, ils eussent déjà pris conscience du vieux fond de culture que leur offrait, variée et ouverte, une province séculairement traversée de routes de guerre, d'invasion et de grand commerce. En contact direct et familier avec nous, ils nous firent suffisamment confiance pour que ceux d'entre eux à qui nous disions avec insistance qu'ils devaient aller jusqu'à l'agrégation s'y emploient avec ardeur. Sans qu'il fût jamais question de rabattre de nos prétentions, nous eûmes la satisfaction, exigeants et râleurs, de conduire aussi loin que chacun le pouvait deux ou trois centaines d'*homines novi*, laborieux comme on l'est dans ces contrées et qui puisaient leur énergie dans les encouragements que nous leur prodiguions. On aura compris que nos méthodes étaient à rebours de celles qui, depuis vingt ans, règlent la circulation par ordinateurs dans nos universités-parkings.

Le troisième résultat fut d'ordre plus général. La présence de milliers d'étudiants, toutes disciplines confondues, les besoins qui étaient les leurs

en lieux et moyens d'étude et de loisir, plus tard en débouchés, réveillèrent toutes sortes d'institutions, sinon somnolentes, du moins sous-employées : cafés, gymnases et stades, théâtre municipal, conservatoire de musique, librairies et bibliothèques, dépôts d'archives, sociétés savantes et académies, observatoires économiques du type INSEE, service du cadastre, Chambre de commerce et d'industrie, antennes des services de conservation d'art et d'histoire, musées, lieux de fouilles archéologiques, Caisse des monuments et sites, offices de tourisme et associations des amis de vieilles pierres : d'églises — tant les modestes églises romanes du massif de Saint-Thierry que la superbe basilique Saint-Remi où la sainte ampoule des sacres royaux avait été conservée jusqu'à ce qu'elle fût fracassée en 1793 sur le piédestal de la statue de Louis XV due, place Royale, à Pigalle — ; de palais, depuis le palais archiépiscopal du Tau jusqu'à l'hôtel des Comtes de Champagne ou l'hôtel de style Renaissance qui vit naître Jean-Baptiste de La Salle, fondateur des Frères des écoles chrétiennes ; de cimetières militaires et de champs de bataille comme le fort de la Pompelle dressant sur sa butte sa masse déchiquetée qui explique les deux victoires de la Marne.

La municipalité de Reims était alors emmenée par un très bon maire, Jean Taittinger. Il arrivait que, me rencontrant dans le train, cet homme de qualité et de bonne volonté m'invitât à prendre le petit déjeuner avec lui, avant que son chauffeur, de la gare, me déposât à quelque distance de la faculté car il n'aurait pas fait bon, en ces temps de « révolution », qu'on me vît en compagnie d'un « capitaliste », par définition « fasciste ». Municipalité et conseil général — celui de la Marne était grâce au champagne le plus riche de France — comprirent aussitôt quel stimulant serait la formation d'un réseau élargi d'hommes de culture et de cadres pour la vitalité de leur région. Par-delà le champagne et ses industries annexes, verreries, cartonneries, imprimeries, fabriques de bouchons, de « muselets », de caisses, de papier d'étain, de paillons, ils prévoyaient déjà qu'elle aurait à s'engager dans des activités plus diversifiées exigeant la mise en œuvre de techniques de pointe en chimie, pharmacie, électronique, etc. Aussi leur générosité, intéressée pour de bons motifs, nous permit-elle par exemple de réunir à Reims, pour le cinquantième anniversaire de l'armistice de 1918, un prestigieux colloque international où, de l'Est et de l'Ouest, affluèrent des spécialistes qui, *in fine*, ne refusèrent pas, à l'occasion du banquet de clôture, de rouler sous les tables de l'une des plus illustres caves de la butte Saint-Nicaise.

C'est alors que les « événements » de mai 1968 nous surprirent. Je les vécus sur deux registres : à Reims dans leur dimension strictement universitaire ; à Paris dans leur dimension plus proprement idéologique et politique. Cette dichotomie m'aida à leur intelligence.

A Reims, le « mouvement » fut bien sûr tardif puisqu'il ne se déclencha que par incitation et imitation du modèle parisien. Sa violence fut aussi inégale selon les facultés. C'est la faculté des sciences qui fut en pointe, ce qui peut s'expliquer à la rigueur par le fait qu'en un temps où les télécommunications étaient encore dans l'enfance il était plus ardu d'élever à bonne hauteur, dans le désert provincial, des laboratoires encore mal

équipés que d'offrir un enseignement littéraire de qualité. Ce qui m'intéressa, ce ne furent pas les interminables et futiles discussions techniques qui, à partir du moment où la nécessité d'une réforme globale de l'enseignement supérieur s'imposa comme un article de foi, tournèrent autour de quelques mots-talismans : interdisciplinarité, autonomie ou sélection, et prônèrent une série de substitutions dont il convenait d'attendre merveille : la substitution aux cours magistraux de groupes de travaux dirigés et d'ateliers, au système des certificats le système des unités de valeur, au système des examens de juin et d'octobre le système du contrôle continu, à la nomenclature vénérable des institutions universitaires comprise dans le monde entier un système de sigles et d'abréviations (UER, UV, etc.) aussi changeants qu'inintelligibles, etc. Toutes substitutions qui, maintenant entrées dans les mœurs, n'ont touché à rien d'essentiel, sauf à accroître l'opacité, l'émiettement, la non-progressivité, le caractère aléatoire et capricieux des cursus d'études ; sauf à provoquer la diminution drastique des travaux personnels et à ruiner la crédibilité, dans le premier cycle, des mécanismes de contrôle et d'autocontrôle. La nécessité où l'on fut bientôt d'introduire des correctifs, comme par exemple la reconstitution de blocs de cours fondamentaux obligatoires par discipline et matière, a finalement réduit à peu de chose les innovations dues au bouillonnement réformateur de mai 1968.

Ce qui m'intéressa davantage, ce fut l'observation d'un processus dont je n'avais pas eu une expérience directe bien qu'en 1940 et en 1944 j'en eusse déjà pu vivre les retombées : la déstabilisation brutale d'une institution et la fuite dans une sorte de folie des individus qui jusque-là menaient leur petite vie tranquille.

L'Université s'est effondrée en 1968. Pas seule. Une autre institution — l'Église catholique — a été à la même date sévèrement bousculée. Comme nous recevions pour la partie profane de leurs études de jeunes jésuites de la province de Champagne en résidence dans la maison de Cormontreuil, il m'arrivait d'être conviée à déjeuner par le père de Sèze qui désirait s'entretenir avec moi de la valeur et des résultats de ses novices avant leur entrée au juvénat. J'ai alors pu observer chez deux ou trois de mes élèves parmi les plus doués qui se préparaient à faire profession dans la Compagnie les ravages de la confusion spirituelle introduite par l'eschatologie révolutionnaire. Des vocations qui paraissaient robustes en furent détruites à la racine, comme un petit matin de gel suffit à ruiner les promesses d'un verger en fleurs. Peut-être un facteur, peu perceptible à l'époque, a-t-il joué dans ce sens : la pyramide des âges dans le clergé français était alors l'une des plus jeunes de toute son histoire.

De s'être ainsi effondrée, on peut déduire par un raisonnement rétroactif que l'Université devait déjà se trouver dans un état de moindre résistance qui la condamnerait dès qu'elle serait exposée à l'épreuve. C'est là, comme à l'habitude, se montrer bon prophète d'un passé révolu. En fait, il y avait déjà vingt ans — j'ai essayé de le montrer en analysant la vie des étudiants

au Quartier latin dans l'après-Libération<sup>1</sup> — que l'Université faisait face à une extension considérable de ses missions et cette croissance aurait pu se poursuivre avec ses hauts et ses bas. Naturellement, comme chaque fois qu'il se produit un dérapage collectif, incalculable fut le nombre des observateurs, commentateurs, spécialistes et experts pour, d'une seule voix, affirmer, d'une part, que tout était prévisible et qu'eux en tout cas avaient tout prévu et, d'autre part, que ce qui venait de se passer était tout à fait excellent, annonciateur de lendemains qui chantent. En réalité, l'Université fut l'objet d'une agression qui, brutale comme la foudre, l'anéantit. Le tir au but, ayant pulvérisé ses organes vitaux, la laissa raide morte. Mais un paysage de ruines n'empêche pas, comme à Rome, de vivre en son milieu et même de construire autour de nouveaux quartiers : bien sûr Rome alors n'est plus dans Rome. C'est avec peu de bonheur ce qui a lieu depuis 1968.

Plus fascinante encore est la réaction des individus au fléau qui s'abat sur eux. Ici ce ne sont pas les étudiants qui doivent retenir l'attention. Que des êtres inachevés se laissent tourner la tête par des fantasmagories et billevesées, que ce soit les plus prometteurs parmi eux, les plus ductiles, les plus « *articulate* » qui s'abandonnent à des émotions fortes en forme de chimères, il n'y a là rien qui soit surprenant. Quoi qu'on en ait dit et quelque ridicules qu'aient été les mille affirmations répétées quant à leur « sérieux » et leur « maturité », ce ne sont ni « les » étudiants dans leur masse ni « des » étudiants qui ont mené le sabbat et débité des flots d'âneries. Pas davantage, me semble-t-il, ne doit retenir l'attention la catégorie intermédiaire — étudiants en toute fin d'études, assistants en tout début de carrière qui furent pourtant le véritable vecteur du mouvement dans sa dimension universitaire et d'ailleurs ses seuls bénéficiaires. Ces jeunes hommes qui n'étaient plus des adolescents ont simplement commencé à découvrir pour leur compte qu'existait un raccourci permettant d'économiser bien du temps et de la peine pour parvenir sans délais et sans fatigue à rafler des postes et situations jusque-là défendus par les conditions ordinairement mises à leur accès. Ce raccourci, c'était la révolution, fût-ce une parodie de révolution, l'entéléchie d'un être appelé révolution, une ombre, un rien. C'est ici qu'il convient de dater et localiser l'enfouissement initial de la graine de cynisme dont les racines, telles celles d'un baobab géant, stérilisent et fendillent désormais le sol de notre société contemporaine.

Ceux sur qui l'attention doit se concentrer parce qu'ils sont au cœur de l'énigme que constitue l'effondrement brutal d'une collectivité, d'une institution, d'une société, d'un État ou d'un système quelconque, ce sont ceux qui, par leur âge, leur position, leur esprit rassis (à l'excès !), la satisfaction et le désir conséquent de stabilité que leur vaut le relatif assouvissement de leurs premières attentes et ambitions, paraissent devoir être l'axe de la résistance aux tempêtes. Je n'oublierai plus comment, en quelques jours, en quelques heures, j'ai vu des collègues que je tenais pour plutôt timorés dans l'exercice de leur fonction, peu portés, bien qu'ils ne fussent entravés par rien, à mettre en œuvre des innovations à peine

1. Cf. 3<sup>e</sup> partie, chap. 5.



dérangeantes, nous passer devant le nez, à nous de la section d'histoire qui étions à la faculté des lettres le fer de lance incontesté d'une conception moderne et ouverte d'un enseignement de haut niveau et d'une gestion démocratique de l'Université. Détachés de leur piquet, débridés, affolés, nous les avons regardés filer comme des zèbres et, en sueur mais sans larmes ni sang, se laisser choir à l'extrême, à l'ultra-gauche des AG<sup>1</sup>, consentant, hébétés, à tous les reniements et palinodies. L'une des scènes les plus sinistrement cocasses auxquelles j'assistai : un étudiant de 1<sup>re</sup> année, ses cheveux courts (la chevelure de nos hurons n'avait pas encore eu le temps de pousser) déjà en tignasse sur le front bas, forçant un chargé d'enseignement, lequel, surtout chargé de famille, s'épuisait dans des tâches alimentaires mais n'en consacrait pas moins ses nuits à achever la thèse qui ferait de lui un maître de conférences, à convenir que désormais devraient figurer dans les jurys de soutenance des étudiants dont la réputation d'incompétence n'était qu'une invention bourgeoise. Lâcheté ? « On ne saura jamais assez tout ce que la peur de ne pas paraître assez avancé aura fait commettre de lâchetés à nos Français », avait déjà prévenu Péguy<sup>2</sup>. Oui, donc, pour quelques-uns de ces enseignants aux abois, peut-être même pour la majorité, encore qu'un bon nombre comprît vite que, n'ayant pas l'étoffe de héros ni de martyrs, à quoi nul n'est tenu, il était préférable pour leur dignité qu'ils abandonnent le terrain et rentrent chez eux en attendant que les choses se calment. C'est d'ailleurs, au cours des troubles et des violences qui hachèrent périodiquement la vie universitaire du début des années 70, le parti qui l'emporta de plus en plus largement. Aux premiers signes d'un retour d'agitation, enseignants et étudiants dans leur masse ne prenaient même plus la peine de s'enquérir de la cause, évacuaient séance tenante salles de cours et amphithéâtres pour poursuivre ailleurs leurs colloques, débats et recherches.

Le pire fut chez d'autres, en petit nombre mais qui jouèrent les premiers rôles. Que leur arriva-t-il ? Comme un barrage qui cède, un flot irrésistible de désirs qu'ils ne savaient plus nommer se mit à sourdre de leur cœur et de leur âme, un jet de bile amère brûler leur estomac, de l'écume leur vint aux lèvres, une mixture infâme faite des angoisses, des ressentiments, des humiliations qui, dans leur vie antérieure, avaient été leur lot puisque c'est un lot équitablement réparti, et qui, bien supportés jusque-là, leur étaient devenus insupportables. Ce qu'ils voulaient ? Mais c'était tout simple : recommencer, revenir en arrière, redevenir jeunes comme étaient tous ces jeunes autour d'eux, retrouver le velouté de leur peau, l'intensité des sens, l'émerveillement d'un simili premier amour. Que de barbons, ou du moins de maîtres d'un âge certain et d'une irréprochable moralité, ont alors, à l'affolement de leur digne épouse, jeté leur bonnet par-dessus les moulins, disputant sans vergogne à leurs étudiants les faveurs de narquoises disciples et prenant leur part du climat de saturnales qui s'installa où, quelques jours

1. Assemblée générale.

2. Péguy, *Notre patrie*. Troisième cahier de la septième série des *Cahiers de la Quinzaine*, 22 octobre 1905.

plus tôt, l'austérité faisait prime. La révolution des mœurs dont par la suite on crédita 1968 pour en rehausser les mérites prend sa véritable source quatre ans plus tôt dans la mise au point et la diffusion de la pilule. Mais 1968 fut l'occasion d'expérimenter à grande échelle et *in vivo* les licences personnelles qu'autorisait désormais la modification technique qui venait d'affecter la maîtrise de la fécondité. Ainsi se trouva accélérée l'adoption de nouvelles normes — que le sida quinze ans plus tard devait à son tour remettre en question.

On peut par là comprendre que ceux de mes collègues qui se jetèrent avec frénésie dans le « mouvement » ne furent pas que des opportunistes ou des imposteurs malgré la stupidité de la plupart des thèmes développés — dont le slogan sur « l'école des flics et des patrons » ou la sentence « la médecine bourgeoise ne soigne pas : elle répare », sans compter le fameux « il est interdit d'interdire » sont demeurés des archétypes. Il y avait en eux, latents, une paille, une erreur de trempe, un résidu narcissique, une inexpérience qui fit se briser comme verre le bouclier des règles de conduite, passées au statut d'habitudes qu'ils n'avaient plus depuis longtemps référées à des valeurs.

On peut aussi par là comprendre que, même si des hommes de gauche furent plus aisément piégés par la rhétorique d'époque, notamment d'anciens communistes qui repiquèrent aux si commodes binômes du manichéisme doctrinaire (capitalisme/socialisme ; bourgeoisie/classe ouvrière ; impérialisme/internationalisme prolétarien ; fascisme/antifascisme ; démocratie (bourgeoise)/dictature du prolétariat), reste que le clivage droite/gauche est loin d'avoir fonctionné de manière rigide. Les attitudes individuelles ont été davantage fonction du degré de stabilité émotionnelle et de cohésion de la personnalité que de l'orientation initiale des croyances et des convictions.

Si c'est à Reims que, grâce à l'exiguïté du terrain et à la bonne connaissance que j'en avais, j'ai tenté de comprendre le drame dans lequel s'abîmait l'Université, c'est à Paris que je fus à même d'observer l'autre dimension, plus proprement politique, des événements.

Sur ce second plan, je n'ai pas attaché beaucoup d'importance ni perdu beaucoup de temps à analyser les manifestations profuses de ce qui fut assemblé et confondu sous le nom de gauchisme. Anarchisme, syndicalisme révolutionnaire, conseillisme, archéo ou néo-marxismes, et marxismes-léninismes, trotskismes, maoïsmes, ainsi que les différents produits de greffe ou de synthèse auxquels on aboutissait en les croisant entre eux ou avec d'autres systèmes d'idées ou de croyances — le christianisme, l'existentialisme, le situationnisme etc. — m'étaient des variétés familières dont j'avais eu l'occasion d'étudier quelques formes d'existence concrète pour les années 20 en les classant alors soit dans l'ultra-gauche, soit dans l'extrême gauche. Je ne pouvais décemment m'ébaudir d'une créativité doctrinale dont on crédita surabondamment 1968 alors qu'il s'agissait pour l'essentiel d'exhumations, de résurgences, de réminiscences et de rattrapages. Pour moi, le paysage théorique de cette année-là s'apparente à celui d'un cimetière le jour de la Toussaint : les fleurs disposées sur les sépultures n'ont pas pouvoir de ressusciter les morts, mais elles donnent une apparence de vie,

de présence et de joie à ce qui n'est, les autres jours, que solitude abandonnée et tristes restes.

L'extension de la scène : de Berlin à Tokyo, de Berkeley à Paris et Rome par Chicago et Londres ; les lieux et places d'armes de l'action : quartiers latins, campus, esplanades de palais nationaux dont Telegraph Avenue à Berkeley était devenue l'artère triomphale (pour la prise du palais d'Hiver !), rues pavées, barricades ; les temps : jamais le matin, on joue de préférence en nocturne ; les formes de mobilisation : graffiti, placards et affiches, manifs, grèves, bagarres à distance avec les forces du maintien de l'ordre, émeutes, mini-destructions, incendies et pillages (de voitures et de vitrines des magasins privés, symboles de la société de consommation) ; le décor mobile : poings, bannières, banderoles, piques, drapeaux rouges, drapeaux noirs ; la bande-son : cris, huées, mots d'ordre lancés au port-voix et chants ; le costume de scène : jeans, baskets, bandeau sur le front, foulard sur le nez ; les sentiments les plus communs : la colère, l'indignation, l'exaltation, la haine ; les mots de la tribu : collectif, base, révolte, lutte, masses ; les équivalences abusives, les excès, exagérations et outrances de langage : de Gaulle identifié à Hitler, les CRS aux SS, le ministre de l'Éducation nationale à un nazi ; les objectifs déclarés : renverser le général de Gaulle (« dix ans, ça suffit »), imposer la paix (au Viêt-nam), exiger la justice (sociale) ; enfin les dédicataires des risques et sacrifices assumés : le prolétariat, les minorités qui lui font cortège, femmes, fous, noirs, jeunes, surtout s'ils sont délinquants ou drogués, tel est l'inventaire quasi exhaustif du psychodrame alors joué à l'échelle de l'Occident. On conviendra que cet inventaire ne dénotait rien qui fût foncièrement original.

Deux aspects le furent davantage. D'abord, l'intervention des médias (davantage, grâce au transistor, celle de la radio que de la télévision) favorisa l'émergence d'un phénomène promis à un bel avenir : le vedettariat délinquant et l'histrionisme dont Cohn-Bendit fut un talentueux prototype. Ensuite, bien qu'en France la vogue et le crédit en fussent très limités, ce qu'on classa aux États-Unis sous la rubrique de la contre-culture. J'eus la chance, au cours d'un long voyage d'études, d'une côte à l'autre, d'en pouvoir observer dès 1969 les formes et modalités les plus caractéristiques, notamment à Berkeley où je fus guidée par l'éminent slavisant Martin Malia — tout aussi bon connaisseur d'ailleurs des langues et cultures françaises et allemandes car ce catholique d'origine irlandaise qui fut le premier Américain accueilli après guerre rue d'Ulm se trouvait être un humaniste de vieille et grande école. Je notais le formidable écart entre d'une part le prophétisme cassant encore que prospère, le culot conquérant et, chacun dans leur registre, la prétention calamiteuse des écrivains, essayistes, chanteuses qui chevauchèrent la vague : les Susan Sontag, Charles Reich, Norman Mailer, Mary McCarthy, Noam Chomsky, I.F. Stone, Joan Baez et autres Jane Fonda, tous réunis, autour du *New York Review of Books* radicalisé, par une même berlue — qu'un monstrueux « fascisme » était à l'œuvre, tournant l'Amérique des pionniers, vraie Terre de promesse, en un continent maudit digne d'être rebaptisé *Amerika* —, et d'autre part la cachexie éthique, l'esthétique stridente mais répétitive et d'une pauvreté allant jusqu'au sordide

des réalités engendrées : l'accoutrement de la faune des *hippies* et des *drop-outs* affalés dans les *people's streets* ; la reconversion en terrains vagues, au nom de la défense de l'environnement, des *people's parks* ; la presse *underground* qui croyait s'assurer audience et longévité par l'adoption d'une langue faite d'un flux incoercible de grossièretés systématiques, d'onomatopées, allitérations et abréviations que seuls les initiés étaient en mesure de décrypter ; le *rock* façon Woodstock ; le graphisme psychédélique ; la libération sexuelle et la visibilité *gay* ; le *women's lib* ; le *Black Power* prêché par James Baldwin et l'intelligentsia radicale noire — Stockley Carmichael, Huey Newton, Bobby Seale — qui nourrira les phantasmes criminels des *Black Panthers* d'Elridge Cleaver à l'encontre des *pigs* ; l'extase à base de marijuana et de drogues dures ; l'engouement pour un hindouisme réduit au Bhagavad-gîtâ, initiation aux classiques du tiers monde ; l'exaltation de l'amour comme subversion (« plus je fais l'amour, plus je fais la révolution »), d'un amour donc couronné par l'assassinat hygiénique (« *Man-kind will only be happy when the last capitalist is hanged with the guts of the last bureaucrat !* » avait-on lu au fronton de la bibliothèque de l'université Goethe de Francfort-sur-le-Main et cette perspective eschatologique fut aussitôt reprise) ; l'encouragement à toutes les transgressions : « *Do it* », répétait Jerry Rubin ; l'inversion des sentiments les plus communs : l'hommage rendu aux déserteurs du service armé, la passion pour les chiens dont le nombre sur les campus devint terrifiant, plus terrifiant encore l'abandon cruel dont ils furent victimes à la fin de l'année universitaire, ce qui les fit, poussés par la faim, se déchirer et se dévorer entre eux ; l'intérêt compulsif porté à l'ouverture de départements universitaires injustement négligés — les *black studies* et les *women studies*, conduisant à l'« *affirmative action* », c'est-à-dire au recrutement des enseignants par un processus de discrimination retourné. Au total, un « mauvais rêve », pour reprendre la formule de Patty Hearst à l'issue de sa mésaventure<sup>1</sup>, qui, une fois évanoui, n'a guère laissé de trace autre que d'être d'une débilite navrante. Encore qu'il serait trompeur de penser que la chose s'épuisa d'elle-même. Il fallut, au moins pour hâter sa perte de crédibilité et de prestige, que de bons esprits, qui avaient su, à l'instar de Raymond Aron en France, garder leur sang-froid, s'emploient à en analyser méticuleusement, avec leur pragmatisme libéral et ouvert coutumier, les composantes et en montrent l'inanité. Leurs noms furent peu portés par les trompettes de la renommée mais à qui, comme moi, les lut, les rencontra, les écouta : les Daniel Bell, Edward Shils, Sidney Hook, Irving Kristol, Seymour Martin Lipset, Lewis Feuer, Robert Nisbet et, de l'autre côté de l'eau, les Hugh Trevor-Roper, Isaiah Berlin, Georges Lichtheim, Maurice Cranston, il apparut très vite qu'ils l'emporteraient<sup>2</sup>.

Je n'ai donc pas eu tort de concentrer mon attention à Paris, en 1968 et dans les années suivantes, sur deux points. Le premier touchait dans

1. Patty Hearst, héritière du groupe de presse Hearst, après avoir été enlevée, fut convaincue de s'enrôler dans une bizarre « armée symbionaise de libération ».

2. Du sein d'une littérature diluvienne consacrée à la scène américaine des années 60-70 se détache l'ouvrage de Peter Collier et David Horowitz, *Destructive Generation. Second Thoughts about the '60s*, Summit Books, 1989.

l'immédiat à l'évaluation du risque proprement politique que faisaient courir à la démocratie les extravagances du « mouvement ». On a par la suite beaucoup pardonné aux gauchistes pour avoir mené la danse et constamment renvoyé les « révisos » — les « crapules stalinienne », comme disait Cohn-Bendit, les « stals », bref les communistes orthodoxes — en queue de cortège dans les « manifs » et défilés. Mais cela ne doit pas prêter à l'illusion d'optique : l'objectif stratégique des uns et des autres était le même — renverser « le pouvoir gaulliste », installer à sa place un « pouvoir populaire » porteur d'un projet « anticapitaliste » capable de « changer la vie ». Or cet objectif n'avait chance d'être atteint que par une alliance, fût-elle conflictuelle, entre toutes les forces, familles et courants intéressés, y compris celui qui disposait encore des « bataillons de fer » et de la légitimité ouvrière, le PCF. C'est dire que, lorsque l'appareil d'État parut entrer dans sa phase dernière de décomposition — le mercredi 29 mai, on faisait les paquets dans tous les ministères —, la menace n'était pas que la France basculât dans une révolution gauchiste plus ou moins récupérée par des politiciens astucieux, Mitterrand plutôt que Mendès France, mais que, « révolutionnaire » ou pas au sens où l'entendaient les gauchistes, elle basculât dans un « gouvernement populaire d'union démocratique » sous direction communiste. Certes, l'expérience n'eut pas lieu d'être : le retour du général de Gaulle et la gigantesque manifestation des Champs-Élysées le jeudi 30 mai qui mit le point d'orgue à son discours décisif suffirent à dissiper le cauchemar. Dans les minutes qui suivirent ce discours prononcé à 16 h 30, Pierre Nora m'appela au téléphone pour me dire son impression : ce discours tomberait à plat et ne changerait rien. « Vous avez tort, c'est fini », lui ai-je aussitôt répondu. Encore, pour le saisir, fallait-il avoir pénétré la logique à l'œuvre dans le *Revolutionspiel* à quoi jouait la France depuis un mois. L'une de mes surprises ultérieures fut que nul, parmi les spécialistes, ne crut devoir en étudier le cours. L'analyse détaillée que j'en proposai en conclusion de mes *Communistes français*<sup>1</sup> n'eut guère d'écho et l'on fit par la suite comme si, de bout en bout en mai 1968, les communistes avaient été quantité négligeable, cinquième roue du carrosse, devançant ainsi d'une bonne dizaine d'années ce qui leur advint en effet et pour des raisons tout autres.

Le second point sur lequel je m'attardai fut celui de l'évaluation du risque d'une dérive terroriste des éléments les plus durs et les plus radicaux issus du « mouvement ». C'est sous cet angle qu'après l'échec commun des stratégies rivales de conquête du pouvoir, dont le « mouvement » dans ses divers embranchements — nouvelle gauche, gauchisme, communisme — avait été porteur, je suivis avec une attention extrême les débats internes qui devaient se cristalliser dans les premières années 70 autour de la question : fallait-il passer au terrorisme, premier échelon de la « lutte armée » ? La poussée de violences — assassinats, incendies, attentats — aux États-Unis, en Allemagne, en Italie, au Japon laissait ouverte la question concrète de savoir si en France le même phénomène engendrerait les mêmes

1. Cf. dans l'édition définitive (Le Seuil, 1985), Conclusions I, notamment p. 330-331.

effets. On sait que ce ne fut pas le cas. Pourquoi ? Ma réponse n'a pas varié : le « mouvement » à Paris, dans ses diverses familles, avait été trop peuplé d'étudiants d'origine juive pour que ceux-ci, fussent-ils d'un implacable antisionisme doctrinal, n'hésitent pas à entrer dans un processus qui les conduirait inéluctablement à accepter de se former aux techniques de l'assassinat politique dans les camps d'entraînement palestiniens et, de ce fait, à se placer dans une position telle qu'ils seraient amenés à se faire la main sur des juifs. Les précisions qu'ont apportées en 1990 l'effondrement de la RDA et le premier dépouillement de quelques archives fournies par des déserteurs de la police politique est-allemande, la Stasi, ont confirmé l'interconnexion des divers segments du mouvement terroriste international dans les années 70, le fait que, par relais interposés, il fut un instrument, contrôlé de Moscou, au service de la déstabilisation des démocraties occidentales et que des branches et services spécialisés du mouvement palestinien, alors implanté au Liban, en furent bien la plaque tournante.

Dès lors, après quelques dernières expériences velléitaires qui n'allèrent pas au-delà des années 74-75 : quitter la Ville/Babylone et fonder dans les Cévennes, sur un modèle qui se situait à mi-chemin de l'abbaye cistercienne et du kibboutz de référence tolstoïenne, de bucoliques communautés adonnées à l'élevage du mouton, à la poterie ou à la dentelle, ou bien au contraire « s'établir » en s'embauchant dans des « bagnes industriels » pour partager le sort du prolétariat le plus exploité, il n'y eut plus d'autre issue pour les gauchistes dépris de leur triste aventure que de se recentrer. Mieux que ne l'avaient fait les résistants à la Libération, ils firent travailler le petit capital immatériel que constituait leur renommée médiatique dans le grand public et surtout exploitèrent le butin — par exemple la détention de postes et de positions dans l'institution universitaire dont ils s'étaient emparés un peu par hasard au cours de leurs expéditions. Ce fut le signal d'une longue marche qui amena les plus dégourdis, ceux qui avaient le meilleur répondant familial ou dont les familles, sans les traiter en héros ni en « repentis », surent les accueillir en enfants prodiges, ceux qui aussi avaient le bon âge — ni trop jeunes ni trop vieux —, ceux surtout qui avaient d'inépuisables ressources de vitalité, au seuil des lieux non de mémoire ni de savoir, mais de pouvoir et d'avoir. Ainsi s'explique que, si l'épisode du gauchisme connut une fin sans gloire, les gauchistes, eux, eurent intérêt à s'en réclamer, non par fidélité à des idées et des valeurs, mais pour bénéficier de la synergie des noyaux et des réseaux qui en provenaient. Encore qu'il ne faille pas sous-estimer le nombre de blessés, d'éclopés, de handicapés et même d'obstinés que l'aventure abandonna derrière elle : mais de ceux-là l'histoire ne retient ni les noms ni les misères.

Les gauchistes libérés du gauchisme libérèrent du même coup un certain nombre d'hommes de pensée et d'œuvres qui s'étaient trouvés, par accident, par abus, par méprise, plus ou moins englobés dans l'univers gauchiste : Lévi-Strauss et le structuralisme, Lacan et le freudisme, Foucault aussi (bien que personnellement il eût gravement dérivé et dû consacrer les dix dernières années qui lui restaient à vivre à retrouver son cap) et même ces membres nomades d'une intelligentsia déconnectée qui, enfermés dans leur radicale

indifférence, ne témoignèrent que par convenance dans les années 70 de curiosité à l'égard de la Chine comme d'autres dans les années 60 l'avaient fait de Cuba et de Castro. Paradoxe : les soixante-huitards n'eurent en France que deux véritables pères spirituels — Sartre et Althusser. Or ce sont des noms qu'on ne prononce plus, pour des raisons diverses mais aussi pour une raison commune : d'être frappés de désuétude.

C'est encore par un coup de téléphone qu'au printemps 1969 j'appris mon élection à Nanterre dans une chaire dont j'ignorais jusqu'à l'existence et qui, libellée « chaire de sociologie politique », se trouvait affectée au département de sociologie. C'était donc un double transfert : je quittais Reims, j'abandonnais le cocon de ma discipline d'origine.

Je n'ai jamais en vingt ans retrouvé à Nanterre le même bonheur d'enseigner que j'avais eu à Reims. Problème d'échelle : je m'étonne quand un jeune enseignant se lamente d'avoir à passer par la province. Surtout quand on appartient à une discipline de sciences humaines, il est enrichissant d'avoir l'accès à l'observation d'une société certes limitée mais entière. La Champagne n'était qu'une province : mais, tout de même, que de découvertes instructives et de beautés dans une journée où il me fallait par exemple présider un jury de baccalauréat à Charleville-Mézières, la patrie de Rimbaud ! Ce devait être en 1969 car nous dûmes résoudre (?) le problème posé par un professeur de philosophie qui, contestataire radical, avait mis 18/20 à toutes les copies sans les lire. La tâche achevée, mon collègue scientifique et moi-même, nous prîmes le temps de monter dans la forêt, épaisse et sombre, coupée de fagnes, où des auberges, décorées de fontes et de trophées, accommodaient pour les chasseurs la viande de sanglier, puis de redescendre dans la vallée, encaissée et sinueuse (« Meuse endormeuse et douce à mon enfance », écrit d'elle Péguy). De Nouzonville à Givet par Bogny-sur-Meuse, Monthermé, Revin, Fumay, se mariaient encore, dans une « mentalité » bien vivante, solidarités de métier, traditions syndicales et socialistes qu'incarnait le souvenir de J.-B. Clément et patriotisme de région-frontière (ne sont qu'à vingt kilomètres de là Bazeilles, qu'une unité d'infanterie de marine défendit le 1<sup>er</sup> septembre 1870 dans « la maison des dernières cartouches » — épisode popularisé par la célèbre toile d'Alphonse de Neuville — jusqu'à ce que les troupes bavaroises incendient le village<sup>1</sup>, et Sedan, qui a donné son nom à la honteuse capitulation du 2 septembre 1870 et à la fatale percée de mai 1940<sup>2</sup>).

1. Dans leur *Journal*, les Goncourt notent, le lundi 5 août 1872 : « Je vaguais dans les rues de Munich avec Édouard. Il aperçoit son médecin, donnant le bras à un monsieur qu'il ne reconnaît pas de loin. C'était von der Thann, le brûleur de Bazeilles ! Il faut se saluer, se dire quelques paroles. Il est impossible de dire la grognonerie, en même temps que la gêne, du général bavarois. On dirait vraiment à les voir, ces Allemands, que c'est nous qui les avons battus, et les vainqueurs semblent avoir gardé la rancune de la défaite » (Robert Laffont, coll. Bouquins, t. II).

2. Un professeur d'histoire du lycée Chanzy de Charleville, Jacques Vadon, dont je fus le directeur de thèse (La Résistance dans les Ardennes), a consacré d'excellents travaux aux *Ardennes dans la guerre, 1939-1945*, Éd. Horwath, 1986.

Reims de son côté n'était qu'une sous-préfecture puisque le chef-lieu de département et de région, c'était toujours Châlons-sur-Marne ; mais c'était le siège d'un archevêché : je pus me plaindre à Mgr Marty, qui y habitait encore, que, convié dans les jours les plus tendus de mai 1968 à parler à la télévision, il eût traité des grèves — sujet qu'il connaissait mal — alors que nous étions nombreux à souhaiter qu'il nous parlât... de Dieu. Place d'armes, siège d'une université, d'un rectorat d'académie, d'une cour d'appel et surtout capitale économique régionale, Reims offrait en somme un panorama social très diversifié où, en haut, cohabitaient dans une relative indifférence réciproque élites de fonction, plus ou moins de passage, et bourgeoisie locale stable qui, malgré l'ancienneté de son enracinement, était tournée « à l'internationale », comme on dirait dans l'affreux jargon des chasseurs de têtes. Tandis qu'en bas une population ouvrière de longue mémoire se trouvait bien exprimée par une histoire comme celle de la Verrerie Charbonneaux<sup>1</sup>. Histoire singulière : le métier de verrier et l'équipe de travail que le « souffleur », armé de sa « canne », formait avec ses aides — un « grand garçon », un « gamin » et un « porteur », souvent ses propres fils — avaient quelque chose de mystérieux :

« Je fais avec la poussière  
Des diamants, des cristaux, et des yeux. »

Depuis la conquête romaine, la fabrication du verre s'était développée en Argonne qui offrait en abondance, outre le bois de chauffage, la potasse contenue dans les cendres des brûlis de fougères et de broussailles, la silice extraite de sable de gaize et l'argile, matière première des briques réfractaires introduites au XVIII<sup>e</sup> siècle dans la construction des fours. Mais c'est autour de Reims, à La Neuville, à Loivre et à Courcy, puis à Reims même, le long du canal de l'Aisne à la Marne, que s'installèrent vers 1850 des verreries, leurs bâtiments à usage industriel et les cités ouvrières attenantes, maisons et jardins. Exemple de l'évolution du travail humain — c'est en 1832 que s'arrête définitivement la fabrication des bouteilles soufflées à la bouche —, l'industrie verrière l'est aussi de la transformation de l'économie française du XX<sup>e</sup> siècle : c'est ainsi que, devenue une société anonyme après sa fusion avec Souchon-Neuvesel tout en conservant encore un caractère familial, la Verrerie Charbonneaux fusionne en 1966 avec Boussois. Informatisée et automatisée, appelée BSN-Emballage, elle appartient maintenant au premier groupe alimentaire français.

Enfin le dynamisme de notre section d'histoire rémoise reposait sur un réseau serré d'amitiés vraies. Henri Dubois, notre médiéviste dont l'esprit en forme de cactus fâché masquait un dévouement, un cœur et un savoir très exigeants, Philippe Gauthier, notre spécialiste d'histoire ancienne, dont l'élégante démarche dissimulait un attachement sans faille à des valeurs fortes, Nicole Moine, si ardemment ferrée en histoire religieuse, Georges Clause, l'historien de la Champagne à qui rien de champenois n'avait

1. *La Verrerie champenoise. Charbonneaux-BSN, Reims, de 1870 à nos jours*, La Manufacture, 1984.



échappé, notre cher Jean Mettas dont le souvenir en nous ne s'est pas effacé après sa disparition prématurée, lui le benjamin, profond connaisseur de l'Afrique, fasciné par le personnage d'Amilcar Cabral et la décolonisation révolutionnaire en Bissau, nous avions tous un égal plaisir à apprendre les uns des autres. Ce qui ne nous empêchait pas de connaître notre maison entière et de profiter de la richesse et de la diversité des bons esprits qui y étaient réunis : d'Alain Badiou, qui n'était encore qu'un jeune et brillant philosophe (sur qui l'esprit de 1968 fondit comme l'Esprit-Saint sur Saül cheminant vers Damas, avec la même soudaineté, la même définitive action ravageuse : hélas ! les temps n'étaient pas propices au triomphe d'une nouvelle religion universelle), à l'austère Roger Zuber, chasseur des « belles infidèles » du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'André Eskenazi, linguiste baroque et tumultueux, au discret et solide germaniste qu'était Pol Oury. Sans compter la rencontre majeure du père Serge Bonnet qui, appartenant au couvent des dominicains de Nancy, connaisseur admirable tant du haut pays lorrain que de l'impénétrable Argonne, venait en voisin nous prodiguer sa science, son esprit et sa foi.

Ainsi s'explique que j'aie pu ressentir mon arrivée à Nanterre comme une chute dans un horrible cul-de-basse-fosse où grouillaient, aveugles et sourds aux bruits du dehors, des humains anonymes qui se ressemblaient tous par l'accoutrement, la tenue avachie, une langue de bois formée d'onomatopées, de sigles et d'injures ordurières, et des discours insensés. Cependant, par une chance qui m'a accompagnée toute ma vie, dès la première « réunion » (une réunion ? Non, bien sûr : quoi ? Un « foutoir » ? C'est trop peu dire) à laquelle j'assistai effarée, j'ai aussitôt remarqué, parmi tous ces corps vautreés les uns sur les autres, un être immense, certes assis par terre en tailleur, dos au mur, mais qui néanmoins, dans la puanteur, la laideur et la cacophonie ambiantes, ne pouvait, silencieux et attentif, dissimuler la beauté altière et pensive de son visage comme la distinction et l'aisance de ses manières. C'était Éric de Dampierre, qui avait fondé le laboratoire d'anthropologie et de sociologie comparatives dont il sera vingt ans durant, dans un mélange très réussi de tyrannie hautaine et de pointilleuses pratiques démocratiques, le maître et l'esclave. Après que l'évolution des mœurs universitaires l'eut autorisé à reprendre l'habitude de s'asseoir dans son fauteuil directorial, il devint mon exquis, retors et fantasque interlocuteur de tous les instants. Sa vaste et exigeante culture, ses soucis administratifs maniaques, sa manière excentrique de soustraire ses misères autant que ses entreprises les plus banales à l'interrogation et à la plainte, sa vaporeuse capacité à simuler l'indifférence et à s'éloigner sans prévenir, sa fidélité totale enfin ont fait ma joie et ranimé, chaque fois qu'ils menaçaient de s'évanouir, mes forces et mon goût à vivre dans la « chienlit » nanterroise.

Les cinq ou six premières années furent très dures. On n'a eu à l'extérieur qu'une faible idée de ce que fut le calvaire des professeurs — qualifiés par dérision de « mandarins » — harcelés, moqués, insultés, bousculés, séquestrés, menacés, dénoncés par tracts, libelles, affiches, graffiti, quelle que fût d'ailleurs la sympathie active ou l'hostilité déclarée

qu'ils affichassent à l'égard de la contestation. On a parlé dans la presse, parce que ce fut public, de la poubelle dont fut coiffée la tête de ce grand esprit qu'était le doyen Ricœur, lequel avait pourtant écrit pour *Le Monde* les articles les plus conciliants, ouverts, généreux en faveur de la réforme universitaire. Ce type d'agression qui ne visait qu'à nier la dignité de la personne, en quoi il était directement inspiré de l'exemple des Gardes rouges chinois à l'époque de la « Révolution culturelle » et s'inscrivait dans une culture où « perdre la face » (ici, au sens littéral) était l'humiliation suprême — le piège fonctionna d'ailleurs parfaitement en ce qui concerne Ricœur : il s'exila à Chicago —, nous en avons tous essuyé de semblables, hommes ou femmes, encore jeunes ou déjà âgés, qu'on l'ait par la suite avoué ou non. Peu importait la qualité de nos travaux, le cours honorable de nos carrières, le caractère irréprochable de notre conduite dans les temps difficiles de l'occupation et de la guerre : le germaniste Pierre Grappin, doyen de Nanterre en 1968, avait eu beau être un indiscutable résistant, c'était insuffisant pour obtenir l'aman de ces grands admirateurs de la Résistance en général que se flattaient d'être les soixante-huitards. Pour ma part, un jour où je tenais mon séminaire de doctorat dans une petite salle perdue en étage, je reçus un verre d'eau qui me fut jeté à la figure par une main anonyme, la porte ayant été brusquement entrouverte, puis aussitôt refermée. Un autre jour, dans un amphithéâtre où je donnais un « grand cours » de première année, trois jeunes gens inconnus de tous entrèrent ; l'un d'eux portait à la main un seau comme en ont les peintres et les laveurs de carreaux ; posément, ils montèrent sur l'estrade et le porteur du seau me renversa sur la tête toute l'eau qu'il contenait, puis, toujours posément, ils se retirèrent. Pourquoi cette agression ? Je l'ignore toujours. Je crus un moment qu'il se pouvait qu'un quatrième larron m'eût photographiée dans ce piteux appareil : une photographie « amusante » à souhai. Mais non. Il n'est même pas certain que je fusse personnellement visée puisqu'il n'y eut aucune suite, aucune publicité d'aucun côté donnée à la chose. On en fut réduit à supposer que la « punition » visait à ce qu'aucun cours ne fût plus donné en amphithéâtre, symbole d'un enseignement « magistral ». Le plus probable, c'est que ce fut un acte gratuit, quasi abstrait, un message inarticulé et d'ailleurs inaudible envoyé par on ne sait qui pour faire savoir on ne sait quoi : c'est pour le coup que « le message est le médium ».

Le plus éprouvant dans ces cas-là, c'était d'ailleurs l'attitude des étudiants : spectateurs ostentatoirement neutres, décidés à n'être là que pour écouter un cours si cours il y avait, ils entendaient n'être entraînés à se mêler de rien et n'avoir donc ni à s'interposer ni même à secourir quiconque, fût-ce pour tendre un mouchoir. J'ai souvent pensé avec une infinie tristesse aux effets qu'une telle conduite pouvait avoir sur l'image que des garçons et des filles jeunes se formaient d'eux-mêmes. J'ai d'ailleurs rarement aussi bien mesuré comme ces années-là le formidable écart entre les comportements individuels quand, de personne à personne, se perpétue l'expression des sentiments les plus communs : pitié, respect, regret, et les conduites collectives qui ne charriaient plus que des symboles antagonistes exacerbés. Un garçon qui se trouvait seul avec moi me tenait obligeamment ouverte la

porte de l'ascenseur, comme, généralement issu des beaux quartiers de l'Ouest parisien auquel Nanterre était affectée, il avait vu son père le faire avec toute femme, mais s'il y avait foule, il était inutile d'escompter que je fusse exemptée de prendre la queue : pas de privilège, n'est-ce pas ?

Ces cinq ou six premières années furent encore plus dures du fait que je dus vite assumer la direction de la section de sociologie. A l'exception d'Henri Lefebvre, tous les professeurs qui avaient subi le choc de 1968-1969 s'étaient en effet éclipsés. Soit en raison de leur désaccord sur le fond, comme François Bourricaud — esprit trop fin pour se fourvoyer publiquement dans des affrontements baroques, d'une culture trop élaborée, plus sage que sceptique, pacifique par raison, libéral par vertu à la manière de ses illustres compatriotes, Montaigne ou Montesquieu, encore que, physiquement, il eût une curieuse ressemblance avec Stendhal, comme eux trois enfin voyageur et polyglotte bien que très français —, ou du moins de leur manque d'enthousiasme, comme Michel Crozier ; soit au contraire en raison même de leur désir éperdu de suivre le mouvement et ses surenchères successives jusqu'à ce qu'une dépression nerveuse révélât à eux-mêmes et aux autres à quel point ils avaient forcé leur nature ou la dose de l'acceptable, comme ce fut le cas d'Alain Touraine ou de François Isambert, tous rejoignirent les paisibles rivages d'institutions où, telle la Maison des sciences de l'homme, le nombre réduit d'étudiants et l'absence d'un corps très fourni d'assistants garantissaient le calme.

Comme ma constitution ne me permettait pas d'attendre le salut d'une dépression nerveuse, je dus d'emblée établir mes lignes de résistance. La première, qui n'avait qu'une charge symbolique, c'était de ne pas me soumettre à l'obligation du tutoiement — entre enseignants comme entre enseignants et étudiants. Je fus, dans mon département, probablement la seule à ne tutoyer quiconque (à l'exception de ceux avec qui, comme Henri Lefebvre ou Henri Raymond, j'avais partagé quinze ans plus tôt le tutoiement communiste) ni à être par quiconque tutoyée : ce refus signifiait que, mise et me mettant moi-même hors jeu, je ne consentais pas à entrer dans une contre-culture excluant la civilité « bourgeoise ».

Ma seconde ligne de résistance était qu'on ne me ferait rien signer, de quelque manière qu'on s'y prît, par violence physique ou harcèlement moral, qui serait contraire à mes convictions ou à l'idée que je me faisais de mes obligations, et Dieu sait qu'en ces temps on signait à tour de bras — des motions mais surtout des documents administratifs et procès-verbaux truqués conférant de manière douteuse titres, grades, postes et emplois. Se laisser extorquer les signatures nécessaires à l'apparence légale d'actes administratifs, c'était entrer dans une voie où, de fil en aiguille, on se trouvait soumis aux exigences de plus en plus léonines de « collectifs » manipulateurs.

Une troisième ligne de résistance ne relevait plus de la simple morale personnelle. Si je voulais éviter d'entrer dans le jeu consistant à introduire la logique révolutionnaire au cœur de l'institution universitaire, de son administration comme de sa fonction d'enseignement, il me fallait, au quotidien, non pas me constituer simplement en pôle de la contre-révolution, ce qui m'aurait placé, *nolens volens*, à l'intérieur de la logique subversive à

l'œuvre, mais, prenant les choses à la racine et mes agités à contre-pied, préserver contre vents et marées la logique (de nature et de portée essentiellement autres) fondée sur la détention d'un savoir, la liberté de jugement ou l'autonomie critique. C'est dire que je ne repoussais pas a priori et en bloc toutes les revendications, mais, au terme d'une argumentation *sui generis*, je m'efforçais de les trier — non pour manifester ma complaisance ou mon degré d'ouverture, mais parce que certaines d'entre elles pouvaient fort bien se comprendre dans la logique qui était la mienne. Quant à ce qui touchait aux personnes, quel que fût par ailleurs leur comportement, je devais obstinément, avec esprit d'équité, défendre les critères professionnels servant à mesurer la qualité des services d'enseignement et la valeur des travaux.

Les plus flamboyants de nos « révolutionnaires » eurent d'ailleurs des destins fort variés. Certains, pas parmi les plus antipathiques mais assurément parmi les plus fous, s'en allèrent d'eux-mêmes. J'aime bien recevoir encore de leurs nouvelles comme j'en reçois d'André Sénik. D'autres réussirent, on s'expliquera que je n'aie pas pour eux une extrême considération, à s'assurer durablement les postes et fonctions auxquels ne les prédisposaient pas vraiment leurs mérites, encore qu'ils se soient efforcés de se donner une contenance intellectuelle en se drapant dans des concepts de rencontre (pourquoi est-ce que je me souviens de ce concept d'« analyse institutionnelle » dont, aux beaux jours, avaient plein la bouche quelques-uns de cette catégorie ?). D'autres — leur goût de l'indolence perverse m'ayant plus impatientée que séduite (pourquoi, me disait l'un d'eux, qui ne venait que de temps à autre faire ses cours, pourquoi n'enseignerais-je pas à distance ?) — sont parvenus à maintenir leur cap : s'incrutant dans leur poste mineur comme moules sur un rocher, ils n'ont pas, pleinement moules, cédé à l'attrait de devenir poissons, en l'occurrence d'enseigner. Devenues cependant savoureuses avec l'âge, ces moules-là égaient désormais le plat unique moules-frites que servent certains départements universitaires. Les plus fûtés ont enfin capté à leur usage l'esprit des nouveaux temps avant d'en faire la matrice de leurs œuvres : tel Jean Baudrillard, notre sous-Barthes avant d'être notre sur-Maffesoli<sup>1</sup> ; devenus les petits-maîtres de grandes arabesques, fulgurances de génie miniature, ils se sont désormais souciés comme d'une guigne de tout ce qui évoluait à l'extérieur du cercle des maisons d'édition et des médias. Les salles de cours, notamment, sauf si elles se situaient à l'autre bout du monde, n'avaient pas pour eux de charmes. Reste que la plupart des échauffés de 68 ont, au fil des années, appris leur métier et se sont montrés de bons collègues.

Ce qui souligne combien, à vrai dire, ce à quoi je m'échinai dans les années qui suivirent les événements de mai 1968 était assez inutile, sinon comme exercice à mon propre usage ; il aurait été dommage de laisser passer l'occasion d'observer *in vivo*, à petite échelle, les articulations d'un

---

1. Professeur de sociologie à la Sorbonne. *La Violence totalitaire* (PUF, 1979) est caractéristique de sa manière.

processus révolutionnaire et de faire l'expérience des modes susceptibles de le bloquer.

C'était assez inutile puisque le pouvoir politique, qui ne peut que sécréter du politique, se plaçait, lui, dans la logique du « Mouvement » en prélevant ce qui lui paraissait le moins excessif par rapport à sa propre vue des choses. Edgar Faure, le nouveau ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Couve de Murville, était si peu doctrinaire (pragmatique ? plutôt éclectique) qu'il ne voyait pas pourquoi se donner le mal d'opposer à la logique révolutionnaire une logique universitaire — et prendre les risques afférents à un tel choix. Il suffisait bien selon lui d'afficher une attitude de conciliation modérée à égale distance des extrêmes du pour et du contre. Sa loi d'orientation, votée à l'unanimité — signe presque ontologique désignant les lois par essence néfastes —, accordait donc l'essentiel : elle transformait en société politique, certes « démocratique » mais d'abord politique, une institution destinée pourtant à générer non du pouvoir mais du savoir. C'est ce qui explique qu'elle entretint le mal bien au-delà du moment où sa virulence le rendait imbattable.

D'un autre côté, ce que je faisais était assez inutile parce que devait venir nécessairement et vint en effet le temps où, la logique révolutionnaire épuisée, l'institution reprit d'elle-même son pli, même si elle reste encore handicapée par les vieilles séquelles d'une démocratie électorale continuant à régir médiocrement les conditions d'apparition des équipes dirigeantes : la séquelle majeure d'une démocratie électorale inadéquate étant, comme on sait, de virer à l'aigre d'une bureaucratie proliférante.

Aussi étrange que cela puisse paraître, ce tohu-bohu ne suspendit que par assez brèves intermittences l'enseignement et la recherche. On avait appris à poursuivre sereinement de doctes exposés tandis qu'on s'étripait dans la salle voisine. Sans doute, en particulier dans les sciences humaines, et surtout dans une section de sociologie, l'enseignement se trouva-t-il gauchi et la recherche pour une part stérilisée par une problématique impérativement limitée aux diverses variétés du marxisme que rendait plus pimpantes mais encore plus friables un vernis emprunté, selon les cas, au structuralisme ou à la psychanalyse, bien sûr lacanienne. A quoi s'ajoutait le fait qu'enseignement et recherche étaient non moins impérativement farcis de références aux seuls ouvrages que sortaient à la chaîne les Éditions Maspero. C'est ainsi que les étudiants étrangers — notamment latino-américains ou algériens —, croyant apprendre le français, n'apprenaient à parler que le « maspero » : ce qui d'ailleurs leur permettait de trousser des copies où seul un œil exercé pouvait remarquer qu'ils ne savaient ni penser ni écrire. En somme, que de temps perdu à lire, discuter, évaluer des auteurs qui étaient alors des *must* absolus et dont il ne reste plus que poussière (mais, pour atténuer l'amertume de cette observation, il convient de reconnaître qu'il est aussi beaucoup d'auteurs dont il ne reste plus que poussière bien qu'ils ne fussent jamais à la mode).

J'avais pris au sérieux mon transfert dans une section de sociologie.

Pour mieux entendre mes collègues et mes étudiants formés aux auteurs que la discipline avait placés dans son Panthéon particulier — chaque discipline, devenue autonome et disposant d'un territoire propre, entretient un temple dont le fronton porte les noms des ancêtres institués —, j'entrepris de lire ou de relire les textes fondateurs. Je ne suis pas devenue pour autant sociologue. Le sociologue « pur » me donne fréquemment l'impression de ces oiseaux tombés du nid, les ailes coupées, incapables de creuser le sol pour fouiller les sombres épaisseurs du passé enseveli comme le font les historiens ni de s'élever dans les divins empyrées comme le font les philosophes.

Selon les cas, je suis donc désormais qualifiée et me qualifie d'historienne, de politologue ou de sociologue. Ce n'est là pour ma part que problème de classement qui ne touche pas au fond, quoique les hautes instances de chaque discipline traquent et punissent les possibles déserteurs. J'y ai gagné une certaine liberté, bien que je me sois retrouvée dans la situation que j'ai déjà relevée à plusieurs reprises et une fois de plus sans l'avoir cherchée : bien intégrée, mais en marge.

Curieusement, ce qui devait être le lieu où les sociologues triomphent, l'observation du réel au présent, est celui qui les tient en échec. Les techniques sociographiques dans leur modestie chiffrée — observation participante, enquête de terrain par questionnaire, interviews, sondages, statistiques sociales — ne sauraient suffire à fonder sur le roc de la scientificité des conclusions assez générales pour avoir une utilité et un sens. On ne mesure que ce qu'on cherche à mesurer en fonction d'hypothèses préconçues, sans bien savoir d'ailleurs ce que cette mesure en elle-même peut apprendre dès lors qu'elle ne s'intègre pas dans une courbe construite à l'aide des mêmes mesures prises à intervalles dans le même ensemble, ou qu'elle n'est pas comparable avec celles relevées au même instant dans des ensembles différents. Les biais potentiels sont si nombreux que tout chiffre provoque défiance et interrogations.

Mais c'est parmi ceux qui dédaignent ces travaux minutieux de tâcherons pour s'élever aussitôt aux considérations tirées d'un acquis historique ou philosophique exploité à la diable que l'échec est le plus patent. On leur reproche parfois d'être à bon compte des journalistes de niveau supérieur : c'est injuste... pour les journalistes de qualité qui, travaillant dans le court terme et soumis aux impératifs de la photographie — ils ont besoin de s'adresser à des individus définis et de recueillir du « son » en direct —, ont au moins l'œil vif et l'oreille aux aguets, cela dans des conditions qui comportent fréquemment risques et dangers. Les sociologues, même s'il leur arrive de courir les routes, courent surtout les colloques universitaires où, entre collègues parlant le même langage, ils manient les apophtegmes qui, leur voilant le regard, suffisent à leur bonheur : rien n'est plus propice à fournir la charpente d'un ouvrage de bonne venue qu'un arroi de concepts dont les limites de validité ne sont pas précisées.

Un jour de mai ou juin 1979, Nicos Poulantzas — je ne le connaissais jusque-là que par ses écrits auxquels leur doctrinarisme marxiste assurait une considérable audience auprès de la jeune classe des apprentis sociologues

— me téléphona, demandant à me voir. Je l'invitai à déjeuner à la maison. Il appartenait à cette phalange de jeunes intellectuels grecs — Castoriadis, Kostas Axelos, Kostas Papaioannou, André Kédros, Candyliis, Ioannou, Nicolas Svoronos, Évanghélos Bricas, Agamemnon Macris, au total une centaine — à qui, au lendemain de la guerre, l'Institut français d'Athènes fut chargé d'accorder des bourses d'étude en France. Du fait de l'évolution ultérieure de la situation politique en Grèce, beaucoup d'entre eux, qui sortaient de la Résistance dirigée par les communistes ou d'autres variétés d'extrémisme marxiste, se fixèrent définitivement à Paris. L'opération, honorable dans ses intentions, fut en conséquence probablement très dommageable à la Grèce : en la privant d'esprits de valeur, elle approfondit la crise que le pays a traversée presque continûment depuis.

Nicos Poulantzas était un garçon sympathique, chaleureux, tourmenté, réfléchi. Nous passâmes tout l'après-midi à discuter. Je fus stupéfaite — et touchée — de l'entendre me dire qu'il souhaitait, si j'en étais d'accord, travailler avec moi, ayant l'impression que je pourrais l'aider à mieux analyser non seulement la conjoncture, mais le réel dans toute son étendue, ce qu'il avait, lui semblait-il, manqué dans toute son œuvre et qui la faisait purement rhétorique. Il n'était pas, me parut-il, découragé ni désespéré : il parlait plutôt comme quelqu'un qui cherchait un guide pour retrouver le chemin par où il accèderait de nouveau au monde et retrouverait le contact avec une réalité qui l'avait fui. Quelle ne fut pas ma consternation quand, à la veille de mon retour du Japon, j'appris là-bas que Poulantzas s'était suicidé. Trop secouée et d'ailleurs sceptique sur la capacité d'élucider sans indiscrétion majeure les raisons d'un tel geste, je n'ai pas cherché à en savoir davantage.

Les choses ont maintenant repris cahin-caha leur pli. Ma vie de professeur est redevenue ce qu'elle doit être. Enseigner en licence, maîtrise de DEA, diriger mon laboratoire, codiriger deux revues ambitieuses — *Communisme* et *Pardès* —, suivre mes thésards (et éventuellement d'autres que les miens propres) au-delà même de la cérémonie de soutenance jusqu'à la publication de leurs travaux et la conquête entière de leur autonomie intellectuelle et professionnelle, lire et commenter les textes que leurs auteurs veulent bien me soumettre sans que j'en aie la responsabilité directe, recevoir les chercheurs de France ou de l'étranger qui souhaitent m'entretenir de leur projet ou me consulter sur tel point d'érudition, sur telle source introuvable, sur telle interprétation contestée, correspondre avec eux, participer aux organismes chargés de gérer le recrutement et les carrières au CNRS et dans l'Université, assister à des colloques qui appellent la présentation de communications originales, répondre à des invitations émanant tantôt d'universités étrangères, tantôt de diverses institutions publiques ou privées qui attendent de moi cycle de cours ou de conférences, contribuer à des entreprises et ouvrages collectifs, me rendre sur place pour examiner un terrain ignoré ou litigieux, autant d'« obligations » qui sont de l'ordinaire mandarin.

Leur énumération suffit à prévoir qu'il y a un problème d'équilibre à respecter. On pourrait passer sa vie en colloques, tant ceux-ci prolifèrent, et

par là se donner à croire qu'on est follement « créatif » alors qu'en fait on échappe à tout travail en profondeur. Fréquenter un séminaire de prestige, suivre une conférence de méthode, faire l'apprentissage de nouvelles techniques ou de nouveaux langages, rédiger notes, notules et comptes rendus qui confortent un état des travaux un peu chétif, recevoir un illustre collègue étranger en visite, assurer un ou deux passages à l'antenne dans des émissions de radio ou de télévision valorisantes, se rendre à un cocktail de presse : la semaine est bouclée ! Pour rien ou guère.

Enseigner à des auditoires dont le fond de culture et les références qui en découlent sont assez sensiblement différents de ceux de son auditoire ordinaire et dont les perspectives de carrière le sont aussi est une expérience enrichissante si elle n'est pas menée en coup de vent. J'ai tiré ainsi grand profit d'enseigner des périodes substantielles au Collège européen de Bruges ou à l'Institut des Hautes Études internationales de Genève. Bruges et Genève en sont devenues pour moi des cités majeures dont m'enchantent certes la beauté intrinsèque, mais dont me retient surtout l'intrication baroque et énigmatique, cachée aux touristes de passage — à Bruges, après un hiver calfeutré contre les vents humides qui viennent de la mer proche, l'arrivée des premières cohortes de visiteurs japonais est plus sûr signe de printemps que le retour des cigognes —, des traditions, des patrimoines, des populations qui s'y sont agglomérées.

A Bruges, sous l'intelligente direction du recteur Lukaszewitz qui a médité les travaux initiaux des pères fondateurs, Henry Brugmans et Léo Moulin, le Collège dans les années 70-80 a eu dans son corps professoral, dans ses élèves, ses programmes et jusque dans ses aîtres, à faire face à une double évolution. L'élargissement de la Communauté européenne, en passant de six à douze membres, n'a pas seulement provoqué un accroissement du nombre des élèves et des missions mais déplacé pour un temps, de l'Europe du Nord à l'Europe du Sud, l'aire de recrutement de candidats à la sélection, la commission de Bruxelles ayant besoin de spécialistes issus de la seconde. L'affermissement de l'échelle et du cadre européens tant dans les institutions publiques (pas seulement de la Communauté elle-même mais, par exemple, l'OCDE et l'UEO) que dans les affaires privées où les groupes à géométrie européenne se sont multipliés a augmenté dans des proportions sévères la masse des connaissances techniques que doivent acquérir des étudiants munis d'une licence de leur pays d'origine et accueillis pour un complément de formation de un an. Comment ne pas sacrifier les vues d'ensemble et les problèmes prospectifs ?

L'Institut des Hautes Études internationales, dont le maître d'œuvre initial, Jacques Freymond, était trop pénétré du sens exigeant de la neutralité suisse pour ne pas mesurer les obligations qu'en contrepartie imposait la proximité de l'antenne onusienne établie à Genève (sans compter d'autres institutions d'amplitude mondiale comme le BIT, voisin de notre parc Barton), est plus dégagé d'impératifs techniques mais a, en revanche, à négocier un juste rapport entre les préoccupations économiques qui offrent à ses élèves des profils de carrière plus rentables et les préoccupations



d'ordre historique, politique et scientifique qui assurent présence et prestige à une institution de haut enseignement.

J'ai aussi beaucoup aimé St. Anthony's à Oxford, alors tout imprégné d'une atmosphère vieille Russie dont la nostalgie aisément larmoyante et noyée dans l'alcool était contenue et resanglée par une bonne dose d'humour britannique. Au contact direct d'éminents spécialistes comme James Joll, Georges Katkov et Leonard Schapiro ou dans l'orbe d'hommes d'immense culture et de bon jugement comme G. Lichtheim et I. Berlin, j'y ai respiré un air qui me convenait : où l'on prenait au sérieux les choses sérieuses même si on le faisait à bonne distance de préoccupations subalternes.

Un air qui m'a souvent manqué sur les campus américains où j'ai séjourné, même les plus prestigieux : on y travaillait certes beaucoup, dans des conditions qui, au début, par leur confort et leur efficacité, stupéfient et ravissent le visiteur européen. Mais ce n'est qu'un travail dont on n'a pas l'impression qu'il réponde à des attentes et des incitations venues des profondeurs : un travail très « professionnel » — un qualificatif-sésame — obéissant à toutes sortes de règles indiscutables mais dont le caractère urgent et nécessaire est douteux. Ce qui m'a fait vérifier avec quelque satisfaction que je n'aimais pas particulièrement le travail pour le travail et que m'ennuyait le travail qui stagnait et flottait aux alentours de l'être.

Voyager enfin est indispensable. A condition de ne pas se transformer en globe-trotters, toujours en transit d'un aéroport à un autre, tels ces sionistes de l'époque héroïque dont on prétendait que, débarquant dans une gare ou un aéroport, ils ne se rappelaient plus s'ils arrivaient ou repartaient. Ce n'est pas que certains voyages n'aient été dans ma vie des points forts. J'en ai déjà de-ci de-là évoqué quelques-uns. Mais, sauf bien sûr les relations de voyage de découverte et d'aventureux périples accomplis dans la nuit des temps par de valeureux explorateurs — Colomb ou Charles Darwin, Louis Antoine de Bougainville ou Teilhard de Chardin —, les récits de voyage aujourd'hui sont comme les chagrins d'amour : assommants pour ceux à qui ils sont rapportés avec force détails importuns. Je ne veux donc noter ici, par reconnaissance, que les noms des pays qui, pour des raisons différentes, m'ont tantôt bousculée, tantôt émue, rendue songeuse, terrifiée : la Turquie, le Québec, le Zaïre, le Japon.

Arrivée presque au bout de ma route, il ne me reste plus qu'à organiser la transmission de l'héritage. Je n'y aurai aucun mérite. J'ai tôt éliminé le pincement de cœur qu'on ressent la première fois où l'on constate qu'un élève a dépassé le maître. Mes instincts maternels y ont contribué : une mère ne saurait être jalouse de la beauté de ses filles, de l'éclat de ses enfants. Je suis donc heureuse des succès de ceux que j'ai, après dix ou quinze ans, conduits à la maîtrise. Ma seule préoccupation, c'est qu'au sein de cette famille nombreuse je n'en avantage ni n'en oublie aucun. J'espère que tout se passera bien.

## Regains. 3 / Éditorialiste

« Des journaux pour oublier la veille. »

Élias Canetti, *Le Cœur secret de l'horloge*.

Il n'y a jamais eu pour moi fossé, encore moins opposition et contradiction, entre enseignement et recherche d'un côté, journalisme de l'autre. Le second, qui a certes ses règles et ses exigences propres, est un exercice où, prolongeant et valorisant les hypothèses formulées à partir de l'analyse d'un passé révolu, le défi du présent inaccompli offre un champ plus risqué et, par conséquent, plus significatif de vérification.

Commencée dans une famille de la petite bourgeoisie parisienne où la lecture du journal, c'était la « prière du matin », ma vie, on l'a vu, dans chacune de ses premières tranches de sept ans a été marquée d'empreintes dues soit au prestige de la chose écrite, soit à tel métier du monde de la presse. Je savais à peine marcher que je reçus la charge d'aller acheter le journal de mon père<sup>1</sup>. A sept ans, mon ambition avouée, c'était d'être, quand je serais grande, marchande de journaux<sup>2</sup>. A seize ans, munie de mes CAP de dactylo et sténotypie, je devins sténo de presse<sup>3</sup>, métier de nuit auquel, peu après, j'adjoignis de jour l'apprentissage des fonctions de messagerie et distribution, il est vrai pour une « littérature » clandestine<sup>4</sup>. A vingt et un ans, me voici directrice-fondatrice de l'organe des étudiants communistes *Clarté*, un vrai journal, celui-là, format 42/48<sup>5</sup>.

Laissons maintenant passer deux fois sept ans. En août 1962 — j'ai donc trente-six ans —, Arthur et moi, les enfants confiés à la garde conjointe de leurs grands-parents et de leurs jeunes « duègnes », Cécile et Yvonne (Emmanuel, qui n'a que quinze mois, est trop petit pour que nous envisagions avec lui la classique grande virée familiale), nous partons en voiture pour la Pologne où nous ont pressés de leur faire visite Félix et Lucyna Tych. Félix, nous l'avions d'abord connu à Paris où, jeune historien du mouvement ouvrier et boursier de son gouvernement, il se livrait à des recherches

1. Cf. p. 52.

2. Cf. p. 169.

3. Cf. p. 168.

4. Cf. p. 212.

5. Cf. p. 404.

d'archives sur Rosa Luxemburg<sup>1</sup>. C'était, à l'époque, de l'audace car si Rosa, bien qu'intransigeante contemptrice du nationalisme polonais même et surtout socialiste, était la figure éponyme secrète d'un marxisme révolutionnaire autochtone, elle sentait néanmoins le soufre du fait de ses joutes doctrinales avec Lénine. Et de la manière radicale qu'elle avait eue de contester l'absence de démocratie qui, à ses yeux, condamnait l'entreprise bolchevique.

Félix avait formé, avec Peter Nettl qui lui aussi travaillait sur Rosa Luxemburg, et moi, un trio vite et durablement inséparable. Impayable aussi par la disharmonie de nos statures et de nos comportements. D'origine judéo-tchèque — comme son cousin, l'historien également britannique, Eric J. Hobsbawm, dont le marxisme, contracté à l'université de Vienne, était bien plus marqué —, Peter avait fait la guerre dans l'armée anglaise qui l'avait parachuté en Savoie pour des missions auxquelles le désignait sa parfaite connaissance de l'allemand : il y avait acquis aussi un excellent français. A vingt-cinq ans, il dut en catastrophe renoncer à une carrière universitaire quand, après la mort subite de son père qui avait créé à Leeds dans les années 30 une affaire textile, il lui fallut s'employer à gérer et sauver l'entreprise familiale. Dix ans plus tard, c'était chose faite et Peter était riche. Même en continuant à suivre les cours de la laine en Nouvelle-Zélande et chaque matin, où qu'il fût, télégraphier ses ordres à son agent de change londonien, le voici libre de retourner à ses amours : l'écriture et l'histoire.

Grand, massif, agité, vorace, Peter est tout le temps en train de « faire des arrangements » pour lui et pour ses amis. Il a raison de se presser. En 1966 paraissent les deux volumes de sa superbe biographie de Rosa Luxemburg<sup>2</sup>. Elle lui vaut une réputation si flatteuse qu'il reçoit des invitations de plusieurs prestigieux collèges et universités américains. C'est à Oxford qu'il rêverait d'être accueilli.

Nos deux familles, deux années de suite, en août 1967 et 1968, conviendront de se retrouver sur la côte septentrionale de la Sardaigne, la Costa Smeralda, face à la petite île de Caprera où Garibaldi s'était retiré. Peter a fait construire à Punta del Sardegna, près de Palau, une maison d'un modernisme inconfortable et gâché par de malodorantes malfaçons. Mais il est flatté d'être admis dans la colonie d'Anglais riches et extravagants qui s'est fixée sur ce coin de côte — une colonie bien plus « sélect » et exclusive que ne le sont les dispendieuses installations ouvertes un peu plus loin à Porto Cervo par l'Aga Khân. Le snobisme tout « british » de Peter m'agace et quand je me dispute avec lui à ce propos, refusant de me rendre à de suspectes « parties », Arthur me prie avec humour de faire montre de moins de rigorisme.

1. Cf. Rosa Luxemburg, *Lettres à Léon Jogichès*, I, 1894-1899 ; II, 1900-1914. Réunies, annotées et préparées par Félix Tych. Présentées et choisies pour l'édition française par Victor Fay. Denoël-Gonthier, 1971 (lettres traduites du polonais par Claire Brendel ; notes adaptées par Karol Szurek).

2. J.P. Nettl, *Rosa Luxemburg*, Londres, Oxford UP, 1966 (l'édition allemande qui a été revue et corrigée, Cologne-Berlin 1967, est supérieure).

Au demeurant, ses trois enfants ainsi que les nôtres, excités par la sombre violence du film de Vittorio de Seta, *Bandits à Orgosolo* (c'est ce film-là qui nous a décidés d'aller en Sardaigne, comme c'est *L'Immortelle* de Robbe-Grillet qui, un peu plus tard, nous conduit à Istanbul), aiment que, délaissant la plage, nous nous enfonçons vers le sud dans les hautes terres inhospitalières entourant Nuoro ou vers l'ouest, pour y respirer un air plus âprement ibérique qu'italien, du côté d'Alghero et de Sassari, la farouche patrie des Berlinguer.

21 août 1968. L'intervention de l'Armée rouge à Prague bouleverse les dernières journées de vacances. Nous savons que les Tchèques ne se battront pas : depuis la Montagne Blanche, ce n'est pas dans leur manière. N'empêche. Peter n'est pas dans son assiette. Il n'est plus certain d'avoir envie de consumer son existence dans les tâches routinières de l'enseignement. L'humeur générale est à la morosité quand elle n'est pas à la tristesse. Prémonition ? A peine de retour aux États-Unis, Peter trouve la mort dans un accident d'avion. Sa femme, une très belle et très charmante Hongroise, éjectée de son siège, est heureusement sauvée. Pas lui. Nous sommes effondrés.

Félix, lui, était à l'opposé de Peter. Petit encore que râblé, un visage aux traits flous comme s'il tenait à ne pas se faire remarquer, c'était un garçon d'apparence effacée dont seuls les yeux, le sourire et la voix révélaient par éclairs furtifs l'intelligence et la tendresse. A Paris, pour économiser de quoi s'acheter des livres et, avec sa femme, visiter la France ou l'Italie, il ne se nourrissait guère. Nous l'avions invité à notre table mieux garnie que sa bourse. C'est ainsi qu'il devint un familier de la maison. Parfaitement à l'aise en russe et en allemand, c'est chez nous qu'il perfectionna son français, se perfectionnant par ailleurs en anglais avec Peter.

Autant Peter déplaçait d'air, autant Félix en usait avec parcimonie. La peur d'embarrasser lui était-elle devenue une seconde nature ? Passe encore que nous ayons appris des années plus tard que Lucyna était la fille de Jakub Berman — l'homme qui, membre depuis août 1944 du Bureau politique du PPR (devenu le POUP<sup>1</sup>), avait été jusqu'en mai 1956 responsable de l'idéologie, de l'instruction, de la culture, de la propagande, des Affaires étrangères et de la Sécurité (la police politique) : en somme le numéro 2 du régime, autrement dit l'« œil » de Moscou (et en l'occurrence aussi sa main) à Varsovie. D'une intelligence politique exceptionnelle — n'importe où ailleurs il aurait été un homme d'État, on peut s'en assurer en relisant les entretiens qu'il eut encore dans les années 80 (né en 1901, il était alors dans son grand âge), avec Teresa Toranska<sup>2</sup> —, il concentra sur sa personne, même une fois chassé de toutes ses fonctions comme « responsable de la période des erreurs et des déviations » et réduit au silence ignominieux

1. PPR : parti polonais ouvrier, nom que prend l'ancien KPRP (parti communiste ouvrier de Pologne) quand il réapparaît en décembre 1941 après avoir été dissous en 1938 par l'Internationale communiste ; c'est en décembre 1948 que le PPR prend le nom de POUP (parti ouvrier unifié polonais) après la fusion du PPR et du parti socialiste.

2. Teresa Toranska, *Oni. Des staliniens polonais s'expliquent*, préf. de Jean Krause, Flammarion, 1984. (*Oni* en polonais signifie *Eux*.)

d'abord d'une maison d'édition, puis d'une retraite définitive, la haine justifiée de tous ceux, innombrables, chrétiens ou juifs, que le communisme avait persécutés.

Il y eut bien plus étonnant encore : nous étions fraternellement proches depuis des années quand un soir, tout à trac, Félix nous laissa médusés en nous avouant qu'il était juif. Ses parents et six de ses frères et sœurs disparus dans le ghetto — Félix était le neuvième enfant —, il avait été, avec deux de ses sœurs, sauvé par une famille « polonaise », on ne peut dire « chrétienne » car il se trouve que ces deux femmes secourables se réclamaient des traditions de gauche issues des Lumières. Qu'est-ce qui l'avait retenu de nous le dire plus tôt alors que la parole, chez nous, était pleinement libre, qu'il nous savait juifs — et juifs toujours plus attentifs au fait juif, nous en entretenant fréquemment devant lui ? Ce silence et sa rupture inopinée me bouleversèrent. Depuis, je m'interroge : que sait-on vraiment des êtres que nous côtoyons et aimons, quelle face d'eux-mêmes, pas nécessairement laide ni coupable, dérobent-ils, éperdus, au regard des uns ou des autres ? Et comment se faire de quiconque une idée équitable quand nous n'avons de lui, si nous ne forçons pas ses défenses, si nous respectons la précieuse liberté de déguisement qui est la sienne, qu'un savoir travesti ? Au fil des ans, cette interrogation-là m'est devenue lancinante. La solution, est-ce de s'abstenir de juger ? Hélas, toute relation interpersonnelle enveloppe un jugement.

Revenons donc à cet été 1962 où nous partons pour Varsovie. De Berlin-Est, nous empruntons la seule *autostrade* autorisée pour le type de visa que nous avons obtenu. En très mauvais état, elle file tout droit jusqu'à Poznan, l'ancienne Posen où Félix est venu nous attendre. Depuis la frontière germano-polonaise, la route même nationale se trouve fort habitée. Des chevaux y vont l'amble ; des volatiles de basse-cour, surtout des oies, la traversent en se dandinant ; des carrioles et des chars à corps d'osier l'encombrent de leur exaspérante lenteur ; des piétons enfin tanguent dans la pénombre d'une fin de semaine trop arrosée.

Félix a décidé qu'il nous fallait voir la Pologne dans sa configuration d'après-guerre. De Varsovie donc, après avoir traversé la Mazovie où de gros bourgs dont les maisonnettes basses écrasées autour d'une grand-place carrée interrompent à peine le damier désordonné de champs minuscules que griffent des sillons jamais droits, nous atteignons, en Prusse-Orientale, l'enchantée Mazurie et ses croupes lacustres courant au sud de la Baltique en un chapelet de lacs qu'évoque le pur chef-d'œuvre de Roman Polanski, *Le Couteau dans l'eau* (étrange le fait que j'ai adoré le cinéma de Polanski tant qu'il demeura en Pologne et que rien de ce qu'il fit plus tard en Occident ne m'a touchée ; de même, j'ai dévoré les romans écrits à Prague par Milan Kundera et n'ai pu m'attacher à ceux, pourtant hautement célébrés, qu'il a écrits en France : est-ce moi qui ne suis fallacieusement sensible qu'au romantisme d'un certain folklore ou bien l'exil est-il un malheur irrémédiable pour cinéastes et écrivains ?). Bien sûr, le Comité central du parti polonais n'a pas résisté à la séduction de ce pays des Masures : il a caché les maisons de repos pour ses cadres dans cet entrelacs

de forêts et d'eau tout peuplés de ces mêmes oiseaux dont Milosz a épié le chant sur les bords de l'Issa.

Du centre de la voïvodie d'Olsztyn — l'ancienne Allenstein —, vieille ville de garnison dont l'architecture militaire toute prussienne emprisonne désormais des populations au parler chantant transférées de Biélorussie, nous allons repérer le champ de bataille de Tannenberg où furent écrasés au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle les chevaliers teutoniques et, à Rastenburg, observer la Wolfsschanze (la « tanière du loup ») où Hitler avait établi son GQG.

Puis nous redescendons vers le sud. Après le germanisme qui, à défaut des gens, persiste à imprégner pierres et toponymie même polonisée de Prusse-Orientale, voici, une fois dépassée Czeszochowa, Cracovie, pointe avancée en terre slave du baroque Renaissance italianisant. C'est à Sigismond I<sup>er</sup> Jagellon, époux d'une princesse italienne de la dynastie milanaise des Sforza, qu'est due la volonté d'embellir la vieille forteresse médiévale dressée, sur la route de l'ambre et pour garder le passage de la Vistule, au plus haut de la colline du Dragon — une dénomination de légende, les fils du prince-fondateur Krakus étant crédités d'avoir tué, comme saint Georges, patron de l'Angleterre, un redoutable dragon. Tout en préservant le caractère gothique de l'ancien *palatium*, Florentins et Siennois ont été appelés à partiellement reconstruire cathédrale et palais royal abrités dans l'enceinte du Wawel. Bien sûr nous faisons l'acquisition rituelle d'une reproduction en bois d'une des têtes sculptées ornant le fameux plafond à caissons de la salle des Députés. Placée en signe de bienvenue dans le hall d'entrée de notre maison de Paris, elle en disparut bientôt, emportée sans doute par la nostalgie d'une patiente d'origine galicienne.

Est-ce l'italianisme de son architecture ou d'être au midi de la Pologne ou bien est-ce la foule qui, à toutes heures, se presse aux offices sur la grand-place du Marché, faisant du parvis de la cathédrale un lieu de rencontre perpétuellement animé, Cracovie nous fait rentrer dans l'Europe brillante et légère dont, après la Toscane, la Lombardie et la Vénétie, l'Empire austro-hongrois et sa capitale furent le centre. Pour atténuer cette intempestive impression, Félix nous mène à Nowa Huta, déjà sinistre vitrine de l'industrialisation socialiste. L'industrie en général a ses vertus mais des vertus rugueuses que le socialisme a délibérément pris soin de ne pas arrondir. A noter : de Nowa Huta, aucun d'entre nous n'a idée de proposer un pèlerinage à Auschwitz pourtant tout proche, ce qui montre combien le souci de visiter, honorer et sacraliser des sites peut être variable.

Nous suivons plutôt la route du charbon silésien. Par-delà Katowice où, comme c'est alors fréquent, des mineurs rapatriés du bassin du Nord et du Pas-de-Calais saluent notre voiture immatriculée de France, nous remontons jusqu'à Breslau, certes devenue Wrocław et repeuplée, après l'expulsion de la majorité de sa population de souche allemande, par des gens qui, eux, ont été transférés de Galicie orientale, en provenance notamment de la somnolente et gracieuse capitale de la Ruthénie subcarpatique — la Lemberg du temps de l'Empire austro-hongrois, Lwow à l'époque de la II<sup>e</sup> République polonaise, la Lvov ukrainienne et soviétique d'après 1945. Mais cela suffit-il à faire oublier que Breslau, si elle a été justement

engloutie sous les crimes et les désordres du III<sup>e</sup> Reich, fut, après les trois guerres austro-prussiennes jalonnant la guerre de Succession d'Autriche et la guerre de Sept Ans, la capitale de la Silésie prussienne ; que son patriotisme germanique fut à la base du soulèvement de la Prusse contre Napoléon I<sup>er</sup> ; que, fécondée, au cœur d'une précoce et puissante région industrielle, par une prestigieuse université, elle fut la pépinière d'une intelligentsia juive tôt gagnée aux Lumières ? Là-dessus, l'historien Walter Laqueur a peut-être écrit ses pages les plus sensibles.

De retour à Varsovie, nous n'allons pas nous y attarder malgré les attentions délicates dont nous entourent Félix et Lucyna. Arthur, comme à chaque fois qu'il se trouve dans une « démocratie populaire », ressent un profond malaise. Une goutte d'eau fait déborder le vase : un soir où nous rentrons à notre hôtel, le concierge somme grossièrement Arthur de prouver — c'est là la routine de l'hôtellerie socialiste ! — que je suis bien sa femme. Outre que nous n'avons guère ni l'un ni l'autre le genre d'un couple en goguette, le malotru sait bien, autre routine, que nos passeports ont été confisqués et ne nous seront rendus qu'au départ. J'entends encore les rugissements exaspérés de mon époux qui ébranlent le palace décati de ses caves à ses combles. Le lendemain matin, il demande sa note.

Qui m'a demandé, dans l'équipe de *France-Observateur*, au récit de notre expédition, un « bilan du socialisme polonais » ? Probablement François Furet qui aime à rassembler ses amis autour de lui. Le fait est que je publie le 27 septembre 1962 un « reportage » où je souligne les « résultats limités et décevants » des six ans écoulés depuis l'Octobre polonais et le début de la « voie polonaise » vers le socialisme. Relu près de trente ans plus tard, il montre le caractère répétitif de processus dont on croit à chaque fois qu'ils sont inédits :

« A Prague et à Berlin-Est le "polonisme" est au plus haut... Cette fameuse liberté polonaise par exemple, qu'en est-il ? Elle éclate manifestement dans deux domaines : celui de la parole et celui du marché parallèle. »

Et encore :

« La politique économique que les organismes dirigeants du Marché commun occidental vont décider à l'égard de la Pologne revêt une importance considérable quant à l'avenir de l'Europe : du blé contre du charbon, pourquoi pas ? Si l'on veut que l'Europe soit vraiment l'Europe, l'Europe telle que l'histoire et la géographie l'ont dessinée, une occasion est ici offerte : faire que le Marché commun n'étrangle pas la Pologne... »

Ce texte paraît, signé d'un pseudonyme, Stalislav Ligier, concocté sans doute par le secrétaire de rédaction. Ce n'est que six mois plus tard, quand, avec un second article, « Khrouchtchev dans l'impasse », j'entame une collaboration désormais régulière, que je choisis moi-même un pseudonyme constant : David Ellimer. Un pseudonyme qui, cette fois encore, est de protection mais d'une protection inversée par rapport à celle des années de guerre. C'est qu'en 1962 la poigne que le puissant et vindicatif PCF est en mesure d'abattre sur le crâne de ses infidèles est encore redoutable. En me couvrant du prénom de David, je ne veux pas me camoufler sous une

référence de sexe masculin, j'avoue seulement ma faiblesse face à Goliath. Quant à Ellimer, privé par inadvertance du H de sa bonne graphie, c'est, on le sait déjà, le nom du village lorrain de ma famille paternelle ; voici le repère qui témoigne qu'à cette date, cheminant sur le chemin perdu du retour aux origines, je suis déjà capable de nommer le lieu de l'ancrage initial.

De mars 1963 à octobre 1964, je publie plus de vingt « papiers », en général très longs — d'une double page, à la mode du temps et de l'*Obs* qui, ni l'un ni l'autre, ne sont portés sur la contenance et la brève.

Cette collaboration me plaît. Quand le mardi en fin d'après-midi, tenant par la main mon dernier fils, j'apporte avant le bouclage ma copie, je me fais l'impression d'être l'une de ces femmes que, dans mon enfance, je voyais passer portant, dans une toile de serge noire, les robes qu'elles avaient cousues ou piquées depuis le matin. C'est ainsi que je retrouve toute une équipe de vieux « copains », déracinés comme je le fus par l'ouragan de l'année 1956 : François Furet bien sûr qui écrit sous le nom de Delcroix, Denis Richet qui a emprunté à l'auteur d'une vieille histoire des états généraux son nom d'Augustin Picot, J.-F. Rolland qui a conservé le sien propre mais réduit aux initiales (J.F.R.), Jacques Ozouf, notre incollable connaisseur de la carte électorale française, et tant d'autres. Tandis qu'Emmanuel, l'air affairé du vrai petit journaliste en herbe, fonce aussitôt quérir dans le frigidaire une canette de jus de fruits, les discussions vont bon train en une sorte de comité de rédaction informel, d'autant plus amateur de digressions qu'Hector de Galard, souriant mais pas dupe, s'occupe de tout le reste.

Gilles Martinet, aussi érudit que nous l'étions sur les arcanes du socialisme et de la gauche, aussi curieux que nous des secrets et promesses du proche avenir, était, sans y jouer du tout, notre mentor et incarnait à merveille un hebdomadaire qui, dans sa bavarde aridité, était plein de fraîcheur, tout pétri de l'ardeur et du désintéressement que nous mettions à rédiger nos textes. C'est que nous sommes bien avant la « révolution » (des mœurs) des années 70, celle de la « modernisation » qui, en l'occurrence, sous le signe d'une course ininterrompue au statut et à l'argent, s'est affirmée par la prépondérance du frivole, de l'éclectique et de la virevolte.

J'éprouvai un sentiment attendrissant de l'inattendu quand, juste vingt ans plus tard, de passage à Rome pour, au siège de l'OTAN tout proche de la capitale italienne, donner un cours destiné à des officiers de marine des bases méditerranéennes, je visitai Martinet au palais Farnèse dont, ambassadeur par la faveur du prince puisqu'il n'était pas de la carrière, il se trouvait le locataire en titre. Il est vrai que nous n'étions plus au temps où, comme avant 1914, les deux frères Cambon, l'un, Jules, ambassadeur à Berlin, l'autre, Paul, ambassadeur à Londres, et Camille Barrère, ambassadeur à Rome, « ont en même temps et pendant plus d'un quart de siècle porté dans leur cerveau la politique extérieure de la France<sup>1</sup> ». Depuis que

---

1. François Charles-Roux, *Trois Ambassades françaises à la veille de la guerre*, préf. de Jacques Seydoux, Plon, 1928.



les chefs d'État, leurs ministres des Affaires étrangères, leurs entourages et même le menu fretin de la classe politique n'ont de cesse que de se déplacer eux-mêmes, les ambassades s'affairent surtout à accueillir, convoyer et fêter les Excellences en transit. Martinet avait pourtant une vraie connaissance de l'Italie, en particulier de sa proliférante et aguicheuse intelligentsia de gauche. Demeuré semblable à lui-même en dépit du décor écrasant de son imposant bureau, lui et moi, en présence d'Emmanuel qui m'avait accompagnée, avons comme autrefois échangé des vues sur un sujet que nous avons bien des fois abordé : l'évolution comparative des PC français et italien. On croyait encore volontiers — pas moi — que le PCI, tellement plus séillant et inventif que le lourdaud PCF, s'en sortirait mieux que son voisin d'au-delà des Alpes.

A l'*Obs* du début des années 60, je n'écrivais pour ma part que sur les affaires du monde communiste : « Où en est le communisme français ? » ; « La brisure du monde communiste » (quel sens et quelle durée attribuer au conflit Pékine-Moscou ?) ; « Les démocraties populaires à l'heure des nations », etc. C'était pour moi l'occasion de mettre à l'épreuve les conclusions de ma « grande » thèse (tout juste achevée)<sup>1</sup>.

En octobre 1964, j'écrivis un dernier article : « La crise du monde communiste est aggravée » (Khrouchtchev venait d'être descendu en flammes et Martinet m'avait suggéré d'aller de nouveau à Varsovie, épice de toutes les rumeurs en provenance de Moscou, pour en savoir davantage : à vrai dire, n'ayant pas l'expérience d'une enquête sur le terrain, je n'ai rien appris que je n'aurais appris de la lecture des textes publiés). Ce dernier article est signé de mon vrai nom, car, depuis le retour des vacances d'été, nous avons décidé de sortir du « pseudonymat ». Était-ce pour ma part parce que j'avais soutenu mes thèses et entamé à Reims ma carrière universitaire ? Était-ce parce que avec la mort de Thorez en juillet (j'écrivis aussitôt : « Le véritable Thorez. Vers la déthorézisation ? ») et celle de Togliatti en août, bien des choses changeaient sous nos yeux ?

Pourquoi ce dernier article ? C'est que notre *France-Observateur*, miné de surcroît par les manigances de Claude Bourdet dont Roger Stéphane, le véritable fondateur et le bailleur de fonds, a parlé avec amertume dans ses Mémoires, n'avait pas autant de lecteurs qu'il aurait fallu. C'était en somme une feuille qui appartenait encore à la vieille tradition militante des journaux ouvriers et socialistes. Leurs rédacteurs, plus préoccupés de théorie et de stratégie que de mise en pages et de bilan financier, étaient d'infatigables amateurs de beau langage et de dialectique très chantournée, ne ménageant pas leur peine mais pas non plus la peine des lecteurs à qui ils servaient des pâtés monstrueusement indigestes. Stéphane n'avait-il pas proposé une définition de sa formule : « Le journal le plus ennuyeux du monde, parce que la vérité n'est pas drôle » ?

*France-Observateur* racheté, son titre subit une opération de rajeunissement limité qui préservait la continuité puisqu'on parlait déjà couramment de l'*Obs*, mais qui, en supprimant la référence à la France, trop marquée

1. Cf. les dernières phrases de ces conclusions, p. 670.

par le *Zeitgeist* de la Libération et des années 50, s'adjudgeait le qualificatif revigorant de « Nouvel » — un qualificatif « incontournable » (la « nouvelle vague » !) au début de cette décennie-là. En apparence, la nouvelle équipe de tête Perdriel-Jean Daniel entendait surtout dépoussiérer une feuille méritante mais lourdaude en substituant à des intellectuels intellectuellement engagés, donc vétilleux et ratiocineurs, une intelligentsia plus dégourdie qui ne plisserait pas le nez devant les réalités montantes — sous le couvert d'un professionnalisme plus affirmé : l'argent, les mondanités, le succès, l'« insoutenable légèreté de l'être » entretenue au bar du Pont-Royal et dans la Rome du *Manifesto*.

En profondeur, l'entreprise était de fait plus subtile. Pour que *Le Nouvel Observateur* devînt un hebdomadaire « branché », il convenait que l'ancrage à gauche — un *must* absolu — fût davantage une estampille politique globale qu'un code génétique façonnant manière d'être, de penser et de vivre. Il fallait surtout veiller, dans le processus en cours de réexamen du marxisme stalinien, à ne pas laisser gambader, comme le faisait Martinet, des esprits assez imprévoyants, assez dénués des calculs d'opportunité les plus élémentaires pour se refuser à substituer à la vessie soviétique, quand celle-ci devenait décidément trop malodorante, d'autres vessies de la même série mais encore provisoirement tenues pour diffuser d'admirables lumières — en somme des esprits compromettants inaptes à cultiver le seul anticommunisme acceptable, un anticommunisme à géométrie variable et éventuellement réversible en son contraire. Sur les pays de l'Est, K.S. Karol n'eut même pas à me toiser. Je n'étais pas de force. Journaliste confirmé, il avait partout des amis et des adresses où lui était assuré sans barguigner que, plutôt déplaisant à Moscou, le monde communiste était tout à fait fréquentable à Varsovie, à Rome, à Belgrade. Mieux même : à Cuba où « le socialisme n'est pas tranquille » et à Pékin<sup>1</sup> où, animé par des « puritains du marxisme », l'engagement révolutionnaire était heureusement débarrassé de toute velléité réformiste ou révisionniste. Comment d'ailleurs autrement endurer — à gauche, à gauche toute et toujours — les vingt-cinq années qui allaient suivre quand en effet, sous le double signe irrécusable de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme, le communisme dans ses diverses variétés, à Hanoi, Santiago du Chili, Lisbonne, Addis-Abeba ou Phnom Penh, conduisait le bal ?

Ma séparation du *Nouvel Observateur*, si elle suivit immédiatement l'arrivée de la nouvelle équipe, se fit sans aucun drame. N'ayant aucun lien ni juridique ni financier d'aucune sorte avec l'impécunieux *Observateur* de Martinet où notre collaboration, quasi militante et amicale dans son principe, était aussi quasi bénévole, il a suffi qu'on ne me demandât plus rien pour n'avoir plus de raison de venir le mardi avant le bouclage. Il en fut de même pour François, Denis et les autres. Ce ne fut que trois ou quatre ans plus tard que François, Denis, Mona Ozouf reprirent leur collaboration interrompue. Pourquoi eux et pas moi ? D'abord François, au contraire de moi, avait conservé non pas tant le goût des attentes et calculs intéressés de

---

1. K.S. Karol, *La Chine de Mao. L'autre communisme*, Robert Laffont, 1966.

la politique politicienne — comme ce fut le lot de notre vieux condisciple et camarade, le tenace Jean Poperen — que celui de la fréquentation d'hommes politiques qui, de Rocard ou Savary à Raymond Barre, d'Edgar Faure à Fauroux, avaient une vue des choses stimulante et parfois amusante. C'est aussi que François, Denis et Mona n'écrivaient que dans les pages culturelles où leur appartenance à l'École des Hautes Études et à la mouvance des *Annales*, en les marquant du signe de la « modernité », leur assurait, par-delà leur grand talent, l'immunité.

Existe-t-il un lien entre mon départ de l'*Observateur* et mon arrivée au *Figaro* ? Non. Rigoureusement non. La preuve en est sans appel : je ne commence à écrire de manière suivie au *Figaro* qu'en 1976. Il s'est donc passé douze ans, un intervalle suffisamment long pour que s'impose un constat : si périodiquement je me suis impliquée dans la vie d'un journal, ce n'était pas un besoin irrépissable.

Il est vrai qu'entre-temps, en 1967 puis en 1970-1971, j'ai assez fréquemment collaboré à la *Quinzaine littéraire*, un bimensuel dirigé par François Erval et Maurice Nadaud qui, de diffusion modeste, se limitait à la recension critique des livres récemment sortis des presses — rien de comparable malheureusement au *Times Literary Supplement*, le fameux TLS de Londres, ou au *New York Review of Books*. Où ai-je rencontré Erval ? Probablement chez Gallimard bien que Pierre Nora et lui ne s'aimassent guère. Moi, par contre, j'aimais bien cet original, venu dans les années 30 de sa Transylvanie natale, porté sur la gueule et ayant une vraie passion de la littérature, notamment dans la langue qu'en dehors du hongrois il maniait avec le plus de subtilité, l'allemand. Sa vie de vieux célibataire, par fougades fastueuses mais dans sa réalité quotidienne vouée assez obscurément — à puisque comme beaucoup de directeurs de collection il n'écrivait guère — à gérer une très valable collection de poche, « Idées », cachait une solitude effrayée que ne réchauffaient ni désespoir, ni hargne, ni esprit de dérision : une solitude qui n'était qu'absence. De quoi ? Ce libéral, style Viennois de la bonne époque, avait vécu la guerre dans la peur et, même après 1945, la peur était restée son unique compagne. La peur du rejet que l'establishment satisfait du monde de l'édition, dans sa crasseuse et ignare indifférence, ne pouvait un jour manquer de lui signifier. On a compris qu'Ervail était de caractère difficile : affreusement tyrannique quand il se sentait entouré d'une affection désintéressée, il prenait le large dès que la méfiance se réinstallait dans son cœur. Il se brouilla avec Nadaud en 1970 — je n'ai jamais su pourquoi : je le suivis dans son retrait comme j'avais suivi Martinet.

Il est vrai aussi que, sur le *listing* de mes articles dont le service des archives du *Figaro* m'a aimablement pourvue, j'observe avoir écrit pour ce journal trois articles en 1970, trois également en 1971, un en 1974, au total sept en quatre ans dont deux manifestent une certaine propension à sortir de ma spécialité : en juillet 1970, je développe un « point de vue », plaidant pour une révision de la loi d'orientation (la fameuse loi Edgar Faure de 1969) ; en juin 1971, je commente un sondage de la Sofres, « La question juive ne divise plus l'opinion française ». Collaborations épisodiques dont

le rappel n'a qu'un avantage : montrer que, dès cette date, je ne répugne pas à écrire dans *Le Figaro* dont le propriétaire est alors Jean Prouvost et, après la mort de Pierre Brisson en 1965, le directeur Louis-Gabriel Robinet puis, à partir de février 1974, Jean d'Ormesson. Pourquoi y répugnerais-je d'ailleurs puisque je lis chaque matin *Le Figaro* depuis au moins vingt ans ? C'est Arthur qui, dans les années 50, s'est le premier mis à le lire quotidiennement, attiré et retenu par le style qui y règne, le style d'un Guermantes comme des écrivains célèbres qui y signent une chronique régulière. Arthur est en effet demeuré sa vie entière par-dessus tout sensible au maniement d'une langue qu'il n'a apprise qu'à cinq ans en allant au jardin d'enfants du gymnase protestant : c'est que l'amour de la langue française s'est chez lui intimement fondu avec l'amour de la première femme qui émeut tout garçonnet — sa jeune maîtresse, en l'occurrence une « maîtresse de l'intérieur » comme on désignait en Alsace les institutrices venues d'au-delà des Vosges.

Quant à moi, c'est la lecture régulière et attentive du *Figaro*, notamment des éditoriaux et analyses de Raymond Aron, qui m'a progressivement confortée dans ma perspective libérale, ce à quoi ma non moins régulière et attentive lecture du *Monde* n'aurait pu m'inciter puisque, dans les cas d'affrontement Est-Ouest ou gauche-droite et sur tous les dossiers litigieux, le journal de la rue des Italiens était, au moins jusqu'à un certain point, porté à trouver au « camp socialiste » — dont le meilleur représentant en France était le PCF, même si les gauchistes de tout poil sont bien sympathiques — soit des excuses, soit des justifications ; et qu'il ne trouvait, à quelques rares exceptions près, que de bonnes raisons, de forme ou de fond, pour condamner l'Occident et son Amérique (en quoi mais en quoi seulement de Gaulle à ses yeux était tolérable).

Me voici donc en 1976 collaborant de manière plus suivie au *Figaro* : huit articles en 1976, trente en 1977, quarante en 1978, plus de soixante enfin en 1979, ce qui, depuis, constitue mon rythme de croisière.

Dès lors se pose la question : qu'est-ce qu'un professeur nanterrois qui tient une plume, éditorialiste dans un quotidien, qui plus est dans un journal de droite, qui plus est *Le Figaro* de Robert Hersant ?

La chose s'est faite, comme à peu près tout ce qui compte dans ma vie, un peu par hasard. A la veille d'un congrès du PCF — le XXII<sup>e</sup>, tenu en février 1976 —, Raymond Aron me téléphone pour me demander si j'accepterais d'écrire pour son journal une mise en perspective de l'événement. Ce n'est pas un problème et j'y consens volontiers sans que cela paraisse m'engager à rien de plus. Mais la crise que traverse *Le Figaro* l'année suivante, le départ de Raymond Aron, le fait que celui-ci, bien sûr consulté, ne me décourage pas d'y rester après lui, le fait enfin qu'en 1977 et en 1978 l'actualité privilégie deux sujets : les rapports PC/PS dans le cadre de l'union de la gauche, l'évolution de la crise israélo-arabe au Proche-Orient avec la visite de Sadate à Jérusalem et la signature des accords de Camp David, m'amènent à prendre tout doucement l'habitude d'y écrire régulièrement en élargissant peu à peu l'éventail des thèmes abordés. Mes deux séries de sujets initiaux sont en effet des sujets sur lesquels j'ai de

longue date travaillé et réfléchi. Il se trouve aussi qu'à leur propos je développe des analyses différentes de celles généralement admises dans le reste de la presse. Il se trouve enfin que, par chance, se vérifient les thèses que j'ai hasardées concernant, d'une part, le fait qu'il fallait s'attendre à une rupture de l'union de la gauche, d'autre part le fait qu'il fallait faire fond sur le succès final du processus conduisant à une paix durable entre Israël et l'Égypte.

Si on commence par hasard, ce n'est pas par hasard qu'on continue. Maints universitaires ont eu l'ambition, sans abandonner du tout leur statut, leurs fonctions et leurs obligations d'enseignement et de recherche, de s'exprimer à leur guise dans un quotidien ou un hebdomadaire, mais aucun, à l'exception d'Aron, n'y a pleinement réussi. Beaucoup se contentent d'écrire de-ci de-là, semant leur bonne parole d'un jour dans des lieux où ils ne repasseront plus guère.

C'est qu'écrire périodiquement dans le même organe se heurte à de grandes difficultés. La première : un éditorial ou une chronique, ce n'est ni une leçon d'agrégation ni un cours *ex cathedra*, encore moins une profession de foi. Sauf à se répéter et délayer, ces exercices ne peuvent donner lieu qu'à une ou deux prestations vraiment neuves par an — les bonnes années. L'autre difficulté qui brise les débuts les plus prometteurs, c'est... l'erreur grossière de pronostic à laquelle se laisse entraîner l'amateur insuffisamment averti que le journalisme n'est pas une école de vaticination, qu'il est fondé sur une vertu, chrétienne par excellence : la prudence — qui ne se confond pas avec un calcul d'arpenteur touchant à l'équidistance entre le noir et le blanc.

Si on commence par hasard, ce n'est pas par hasard qu'on continue à écrire, non dans *un* journal, mais dans *ce* journal-là. *Le Figaro*, libéral et conservateur dans son essence, ses valeurs et ses fidélités, s'est trouvé miraculeusement accordé dans ses pratiques, également libérales et conservatrices, à ma manière d'être et de travailler. Depuis douze ans en effet, tôt le lundi matin en général, je m'entretiens, rue du Louvre (j'ai à peine connu le siège du rond-point des Champs-Élysées, quitté en juillet 1976), avec le directeur de la rédaction, Max Clos, devenu en 1988, après l'arrivée de Franz-Olivier Giesbert, le responsable de la page « Opinions ». J'expose le thème qui me paraît s'imposer pour la semaine suivante et l'argumentaire que je compte développer. Bénédiction d'avoir un interlocuteur fiable ! Mais n'est-ce pas là, pourrait-on m'objecter, une manière indirecte de me soumettre à ce qui ressemble fort à une censure ? La peur panique de la censure, j'en ai observé les stigmates chez de jeunes apprentis journalistes manquant (à juste titre) de confiance dans leur propre indépendance d'esprit. L'exercice auquel je m'astreins est au contraire fondé sur une loyauté réciproque qui ne s'est, me semble-t-il, jamais démentie.

J'hésite souvent entre deux ou trois sujets sur lesquels mes dossiers me paraissent avoir atteint la consistance et la cohérence voulues : leur importance intrinsèque, l'actualité dans ce qu'elle a d'immédiat ou de prévisible qui les met ou non en situation, ce qui a été traité ou va l'être dans la même page, ce que j'ai moi-même déjà abordé dans ma chronique,

les attentes qui se reflètent dans le courrier reçu des lecteurs, autant de paramètres qui commandent le choix final. Malheur à qui n'intègre pas la durée — l'instant comme le plus long terme — et l'état de l'opinion, son degré de réceptivité ou son humeur rétive dans le calendrier de ses chroniques ! Malheur surtout au gazetier qui ne peut compter sur la bienveillance de son chef de service pour lui éviter une publication à contre-temps : vingt-quatre heures suffisent parfois pour changer, ne serait-ce qu'éphémèrement, le contexte et par là le sens et la portée d'un texte. De même, sur le fond, il ne m'a jamais été superflu de confronter l'information que je puise à des sources qui se situent très en amont de l'événement avec celles que les gens de métier, dont téléviseur, radio et téléscripateur sont ouverts en permanence, recueillent de l'observation de l'événement lui-même. Quant aux hypothèses par lesquelles je tente d'organiser la séquence qui se déroule sous mes yeux, je me sens autorisée à les proposer seulement quand ma pensée et la formulation de celle-ci, même et surtout quand elles tranchent avec la version dominante, ont atteint un degré de crédibilité qui m'en impose. Je ne prétends pas détenir la vérité toute nue, mais je ne me satisfais pas d'être un miroir sans tain que traverse l'impression ou l'opinion du moment.

Ce journal-là enfin, c'était non pas un journal entre d'autres ni même un journal de droite entre d'autres. Combien de fois n'ai-je pas été sommée de m'expliquer et condamnée avant d'être entendue du fait que j'écrivais « dans le journal d'Hersant » !

Cela m'a-t-il posé un problème ? Oui et non. Oui : si privilège il y eut de disposer d'une grande tribune, disons que je l'ai payé fort cher. Ancienne militante communiste à l'instar de un ou deux bons millions d'autres en France, j'ai vu inlassablement rappeler ce statut pour accroître la vraisemblance que je puisse, à l'autre extrémité du spectre, consentir à de détestables compromissions — en somme un Doriot en jupon. Ainsi furent implacablement isolées, marginalisées et diabolisées mon image et ma personne. Cette pratique de l'exclusion mortifère — il était exclu de citer l'un de mes textes ou l'un de mes livres sinon pour l'assommer sous une critique dévastatrice — qu'on attribue au seul fanatisme des communistes, ceux-ci l'appliquent avec une brutalité affichée mais à l'intérieur de l'ordre limité qui est le leur (quand ils ne sont pas au pouvoir), tandis que la gauche non communiste, tout en se drapant dans l'horreur convenue de l'« exclusion » érigée en nouveau fétiche, l'applique benoîtement mais à l'intérieur de l'ordre social entier. On comprend que tant d'intellectuels ne veuillent à aucun prix perdre la protection que leur vaut leur protestation d'allégeance.

Et non : je n'ai jamais — jamais — été tentée de me soumettre au chantage que je subissais. Pourquoi ? C'est d'abord que j'avais, précisément par ma formation militante et d'historienne du communisme, une assez bonne compréhension de ce type d'opération qui, pour atteindre un résultat B, feint de poursuivre un objectif A. En l'occurrence, à la veille d'une épreuve électorale dont l'enjeu, cette fois ou la suivante, était décisif, il s'agissait de déstabiliser et ruiner le seul grand organe de droite en le perdant

de réputation par un biais : en dénonçant, dans les termes les plus définitifs bien que généraux, le « passé criminel » de son nouveau propriétaire. La preuve qu'il s'agissait bien et uniquement d'atteindre *Le Figaro*, c'est que, lorsque l'opération eut échoué et que le journal eut bien résisté, la campagne contre Hersant fut pratiquement abandonnée, sauf à la relancer, cependant un ton au-dessous, quand ce fut la Cinq qu'on voulut déstabiliser.

Ce que fut la violence de la campagne contre Hersant, on peut s'en faire une idée puisque, au printemps 1977, elle réussit à faire plier Aron (et même le rendre littéralement malade). Il convient ici de lire le récit très circonstancié que le philosophe dans ses *Mémoires* consacre aux conditions dans lesquelles il quitta avec fracas le journal où il écrivait depuis trente ans. A distance, cela prête à rire : sous l'œil navré de Jean d'Ormesson qui est alors le directeur en titre du *Figaro* mais plus encore sous son regard jubilant de romancier qui tient une scène de grand goût, deux hommes sont conduits à rompre parce que l'un, Hersant, prétend vouloir se réserver d'écrire des éditoriaux politiques dans le journal dont il est le propriétaire, alors qu'il n'a aucunement l'intention de le faire vraiment comme la suite l'a prouvé, et que l'autre, Aron, veut obtenir de donner un contenu réel à son titre honorifique de directeur politique, alors qu'il n'est pas davantage question pour lui de modifier ses habitudes de vie et de travail pour passer ses journées dans les bureaux de la rue du Louvre.

Aron n'a-t-il pas vu le piège ? Probablement si. Comme il le note d'ailleurs, j'avais tout fait pour le retenir d'y tomber. Mais il était sans doute fatigué d'être la cible constante de l'intelligentsia gauchiste, figure d'un Christ aux outrages en permanence exposé aux crachats de la bonne conscience philistine. De son point de vue personnel, il n'a pas eu tort : ses dernières années furent plus paisibles jusqu'à la miraculeuse consécration finale qu'il savoura car il n'avait pas été jusque-là gavé de bonnes paroles. Je garde dans l'oreille sa voix, une voix surprenante venant de lui dont la voix de bronze s'était maintenue intacte, une voix presque tremblante mais de joie avec laquelle, trois ou quatre jours avant sa mort, m'ayant téléphoné, il m'égreña ses raisons d'être heureux — le triomphal accueil fait à ses *Mémoires* et les récents succès de ses petits-enfants.

En revanche, il se trompa quant à l'avenir du *Figaro*. Certes, la crise qui suivit son départ fut sévère. Parfois, avec Max Clos, nous évoquons ces années-là où l'on ne se bousculait pas pour écrire et signer dans un organe que la rumeur publique vouait à un inéluctable déclin et dont le propriétaire, représenté comme un aventurier de bas étage, un malotru autant qu'un malandrin, était traîné devant toutes sortes de tribunaux. Encore en 1982 Aron reste convaincu que *Le Figaro* ne se relèvera pas. Or c'est tout le contraire qui se produisit : en moins de dix ans, de 1976 à 1986, *Le Figaro*, contenu dans la gestion naguère débridée de ses dépenses de rédaction et de fabrication, rénové dans la gestion de ses ressources de publicité, modernisé dans son infrastructure technique, rajeuni dans ses hommes, grossi d'un éventail de suppléments qui fidélisaient de nouvelles catégories de lecteurs et devenaient, dans leur domaine, autant de *must* et de références obligées, a repris, sans avoir changé de cap, la tête de la presse quotidienne nationale.

Inutile de préciser qu'on n'y fut plus à court de copie et qu'on y vit même paraître des signatures au premier regard surprenantes mais baste ! on ne peut empêcher que le succès aille au succès ! Il restait certes beaucoup à faire : *Le Figaro*, dans une société il est vrai livrée à la fureur des appétits matériels, n'avait pas encore retrouvé la primauté qui était la sienne dans la vie culturelle d'il y a quarante ans et ne tenait pas avec suffisamment de fermeté le créneau qui fut par excellence le sien, celui, à travers débats et discussions d'idées, de la défense des valeurs auxquelles un homme de bien, libéral et tolérant par essence, adosse ses devoirs.

Reste une question d'importance, notamment pour moi, compte tenu de ce que je suis : les accusations portées contre la conduite d'Hersant de 1940 à 1944 étaient-elles fondées ? Une première observation me rendait perplexe : Hersant, député de l'Oise sous la IV<sup>e</sup> République, avait appartenu au même groupe de centre gauche, l'UDSR, que François Mitterrand ; comment l'expliquer si son passé était celui qu'on évoquait à mots couverts ? N'était-on pas en présence d'une de ces manipulations (les modèles de série se comptent par dizaine) dont j'ai une horreur toute particulière et qui consiste à pousser les juifs — ou des juifs —, en tablant sur leur compréhensible émotivité (et aussi, il faut le reconnaître, sur le brûlant désir qu'ont certains de mes coreligionnaires, comme on disait naguère, de jouer les justiciers) pour qu'ils se fassent les infatigables piliers de tout combat *ad hominem* ayant une apparence de lutte contre l'antisémitisme ? Or le livre *H. comme Hersant*, qui se voulait accablant, ne relatait en détail que des faits sinon insignifiants, du moins assez anodins. Que R.H., jeune militant SFIO de vingt ans, s'égare dans l'été 40 au point de participer, un mois durant mais un mois seulement, à des expéditions qui consistent à jeter des pierres dans les vitrines des magasins juifs des Champs-Élysées, ce n'est pas glorieux mais il n'y a pas de quoi, en étant resté là jusqu'à la fin de la guerre, le couvrir d'un éternel opprobre.

C'est alors qu'à l'improviste Hersant me fit venir à son bureau derrière l'Étoile. Hersant, pas plus que moi, ne paraît aimer se répandre. Le fait est qu'en douze ans je ne l'ai rencontré que cette unique fois. Pendant trois heures sans que je l'en aie prié et sans que pratiquement je l'interroge, il me raconta sa vie comme on peut la raconter à un témoin de hasard. Voulait-il m'induire en erreur ? M'éblouir ? Me charmer ? Faire ma conquête ? Qui peut savoir ? Lui peut-être, pas moi. Mais la chose est tout de même douteuse. Habitée à écouter intensément du fait de ma surdité, j'eus l'impression d'avoir en face de moi un homme certes intelligent mais pas du tout compliqué, calculateur sans doute comme on l'est dans nos provinces mais direct, simple et qui, ayant réussi, n'en avait pas perdu sa fierté telle qu'on la conçoit dans le peuple : il paierait tout ce qu'on lui ferait payer plutôt que de consentir à aucun geste humiliant susceptible de lui valoir sa grâce. Au fond, il commit la même erreur, par rapport aux normes en vigueur quand il s'agit de puissants, que cet autre homme simple (dans un autre genre !) qu'est Valéry Giscard d'Estaing refusant de s'expliquer dans la honteuse (pour ceux qui l'ont montée) affaire des diamants. Ni Hersant ni Giscard n'étaient assez fourbes pour savoir que,



sans qu'il en résulte rien de clair touchant à l'honneur et à la vérité, il peut être de bon rapport de se défendre contre des accusations odieuses surtout si l'on se roule ainsi dans la même fange que ses accusateurs.

Reste à préciser les conditions dans lesquelles j'ai donné une certaine part de ma vie au journalisme. Je n'ai jamais dissimulé que j'étais d'abord et avant tout un professeur : chaque fois qu'un interlocuteur bien disposé proposait de me qualifier de journaliste, une qualification que beaucoup estiment plus seyante et attrayante, j'ai rectifié. Sans aigreur et pas par mépris pour le second état bien que, moi aussi, je m'inquiète des dérives d'un certain journalisme vers la publicité, la commande et la communication — surtout cette dernière qui se situe à l'opposé de l'information puisque, si elle dit vrai à l'occasion, ce n'est pas pour déférer à l'impératif catégorique que lui impose son éthique de vérité, mais parce qu'elle a jugé que c'était en l'occurrence efficace et de bonne stratégie de stimuler plutôt que de freiner l'esprit critique de ses auditeurs ciblés.

Sans doute d'écrire régulièrement au *Figaro* me donne-t-il une notoriété qui dépasse celle d'un professeur courant. Mais il serait ridicule et d'une grande puérilité que d'en tirer gloriole car, si notoriété il y a, elle est éphémère : à moins qu'il n'ait été aussi écrivain ou qu'au cours de sa vie il n'ait été appelé à remplir d'autres fonctions, un journaliste même apprécié tombe généralement dans un oubli quasi immédiat dès qu'il cesse d'écrire. Essayez de vous souvenir des anciennes vedettes de l'information télévisée ! Cette notoriété s'arrête d'ailleurs aux frontières, étroites, du territoire où circule le journal : qu'est-ce qu'un chroniqueur du *Figaro* dans le Tennessee ou chez les Abkhazes ? Les politologues et sociologues des médias ont imaginé de décerner un titre flatteur : les éditorialistes connus seraient des « leaders d'opinion ». Merci pour eux. Mais sur quels critères repose l'attribution d'une telle médaille ? On peut juger du caractère très fruste de ce leadership au courrier reçu. Les lecteurs qui m'écrivent appartiennent dans une proportion non négligeable à la catégorie des gens à marotte qui souhaitent me convertir à leur Dieu ou à leur idole, ou bien me convaincre, petits inventeurs ou écrivains en manque d'éditeurs, de mettre ma plume au service de leurs entreprises, méritoires ou non. Dans une autre proportion également non négligeable, ils fonctionnent selon le clivage assez pauvre : d'accord-pas d'accord, et leur message, bref, est de félicitation ou de réprobation. Cependant, et c'est là peut-être la récompense la plus précieuse d'un métier ingrat, je reçois une proportion appréciable de lettres pleines d'intérêt, souvent assorties de textes ou de documents travaillés et rares, souvent aussi dues à des professionnels — militaires de haut grade, diplomates, médecins, etc. — dont la compétence et l'expérience ont été trop stérilisées quand a sonné l'heure de la retraite. Dans cette dernière catégorie de lecteurs, des amitiés se sont nouées mais qui ne relèvent pas d'un quelconque leadership, comme d'autres amitiés se sont nouées à l'occasion des croisières ou des voyages organisés par *Le Figaro* pour ses lecteurs.

Professeur donc et de ce fait fonctionnaire, il m'a toujours paru inconvenant d'avoir avec d'autres qu'avec l'Université un contrat de travail

permanent. A l'imitation de Raymond Aron qui avait l'habitude de dire avec humour qu'il était le plus mal payé des collaborateurs du *Figaro*, je suis en conséquence et ne suis que pigiste, rémunérée à l'acte, comme un médecin libéral par son patient, comme un auteur par sa maison d'édition. Les désavantages financiers de ce statut sont fabuleux, à la mesure de tout statut précaire. Je n'ai pas de carte de presse, je ne saurais prétendre ni à indemnités, ni à vacances, ni à treizième mois, ni à retraite, je ne jouis d'aucune facilité annexe : ni bureau, ni secrétariat, ni voiture, ni billets d'avion, ni notes de frais ! *Le Figaro* peut du jour au lendemain cesser de me publier, je peux du jour au lendemain cesser d'écrire. Sans tambour ni trompette, sans scandale. Cette indépendance réciproque me coûte très cher, mais elle mérite son prix : le prix de ma fidélité à l'alma mater.

Cette indépendance, je l'ai encore garantie par le fait que j'ai poussé aussi loin que possible le souci de ne me prêter à aucune opération publicitaire ou propagandiste en m'interdisant d'appartenir à quelque organisation politique ou parapolitique que ce soit, en m'interdisant même de fréquenter les buffets et les tables des palais officiels. J'ai pour la première fois rencontré en tête à tête le président Giscard d'Estaing chez lui quelques jours après qu'il eut quitté l'Élysée, j'ai pour la dernière fois déjeuné en tête à tête avec le président Mitterrand quelques semaines avant qu'il y entrât ! Même si l'agrément est certain de rencontrer de tels hommes, l'un et l'autre d'une parfaite urbanité, le premier paradoxalement plus clair et abandonné, le second tout couturé et marqué par sa longue vie de politicien de comités et de brasserie, à quoi bon m'entretenir avec eux quand leurs charges empêchent provisoirement que nous n'ayons une conversation libre et ouverte ? Ils ne pourraient que me resservir, fût-ce dans un style plus dégagé, les propos que je lis d'eux dans mon journal du matin ou du soir.

Journaliste, si je le suis pour une part, je le suis d'un type spécial. En raison des principes que je viens d'exposer, je ne suis qu'une collaboratrice *extérieure*. Bien qu'il ne s'y soit pas tenu lui-même jusqu'au bout avec assez de rigueur, Aron m'avait recommandé de bien me garder d'intervenir dans les affaires de la maison. Au demeurant, un quotidien national et a fortiori un groupe de presse sont aujourd'hui de trop lourdes et complexes machines qui ne sauraient tolérer une attention et des soins intermittents.

A l'écart du fonctionnement de l'entreprise, je ne suis pas moins à l'écart de ce qui fait l'éminente dignité du journaliste : réagir à chaud. Qu'est-ce en effet qu'un vrai journaliste ? Celui à qui n'est pas indifférent de savoir une minute à l'avance ce que tout le monde saura dans la minute suivante. Ce n'est pas mon cas : quand je m'isole pour rédiger une communication ou préparer un cours, je ne souffre pas d'ignorer jusqu'au lendemain les nouvelles.

Je suis également dispensée de l'obligation de traiter à sa mesure l'événement même refroidi. Si je ne connais pas la question et n'éprouve pas l'envie de consentir aux investissements intellectuels requis pour en faire le tour, je m'abstiens d'en traiter. Le registre des thèmes auxquels je

consacre mes chroniques peut paraître étendu, il n'est pas infini, encore moins indéfini.

Ni journaliste de commentaires, ni journaliste d'opinion, ni journaliste spécialisée en charge d'une rubrique relevant d'une discipline universitaire, ni expert, ni donneuse de leçons, ni Madame Soleil, alors quoi ? Familier de saint Augustin, Pascal et Bergson auprès de qui il chercha la mesure pour respecter le mystère sans offusquer la raison, à l'écoute de ces deux sources d'inspiration que furent pour sa foi un prêtre aveugle, M. Pouget, et Marthe Robin, ami de Paul VI qui en fit un observateur laïc au Concile, Jean Guitton, qui pendant trente ans écrivit au *Figaro* des articles dont un ample choix est maintenant rassemblé<sup>1</sup>, définit ainsi sa manière :

« J'envie mon illustre confrère André Frossard qui, merveilleux archer, tire sa flèche ironique chaque matin et la place souvent au centre de la cible. Et me demande comme fait Faizant : pour illustrer un événement inconnu hier au soir. Ma méthode est inverse : ils se plongent dans l'éphémère ; moi, je m'évade de l'éphémère. »

Il me semble que, pour ma part, je me glisse précisément dans l'entre-deux.

J'ai déjà dit comment dans un rapport nécessaire à l'événement un chroniqueur ou un éditorialiste ne saurait choisir de manière capricieuse ou arbitraire le thème qu'il entend aborder. Ce n'est, à l'exclusion de la longue durée, pas même dans le temps court qu'il doit se situer, c'est en fonction de l'évaluation anticipatrice qu'il fait de la persistance de la trace que laisse un événement au moment où il se déroule. Tel événement peut être enfoui, refoulé, submergé, effacé dans les quarante-huit heures ; tel autre, pourtant similaire mais s'inscrivant dans un autre contexte, reste au sommaire toute une semaine. A peine sa course achevée, tel événement disparaît et y revenir sent son réchauffé. Sa course depuis longtemps achevée, tel autre demeure comme référence, date-butoir, abcès de fixation, et l'évoquer à nouveau n'est pas de trop. Ce qui explique qu'on peut tirer bénéfice d'un décalage, consistant à parler à retardement d'un événement sur lequel d'autres observateurs se sont déjà abondamment exprimés. Les fins de semaine, notamment, ont de la perversité : bien des événements, encore pleins de verdeur le vendredi, ont perdu tout éclat le lundi. Certains ne présentent quelque intérêt qu'avant qu'ils aient eu lieu. D'autres n'acquièrent de la consistance qu'après. Reste encore à tenir compte que la durée de vie d'un événement n'est pas affaire purement objective : c'est ce qui est le plus manipulable. Faire précipitamment oublier ou au contraire prolonger l'écho d'une nouvelle, cela commence au choix des titres et à la mise en pages et exprime une volonté ou un rapport de forces contre lesquels il n'est pas facile de se prémunir.

De l'événement retenu, le chroniqueur ou l'éditorialiste n'a pas à faire la relation. Contrairement au journaliste d'investigation, il n'est pas un homme de terrain. Il n'a pas d'informateurs privilégiés mais des interlocuteurs

1. Jean Guitton, *Portraits et circonstances*, Desclée de Brouwer, 1990.

habituels, collègues ou élèves dont il a eu l'occasion de vérifier à maintes reprises la qualité et l'expertise et avec qui l'échange intellectuel autour de questions pendantes est une pratique continue. C'est donc un homme de dossier qui travaille à son bureau. Cela signifie-t-il qu'il n'est chargé que d'orner, recouvrir et dissimuler sous fioritures et bavardages le corps du délit ? Non : il peut se faire justement que sa connaissance du dossier l'induit à suspecter la relation de l'événement telle que généralement admise par la presse et les médias. C'est ainsi que, contre mes habitudes, je fus amenée en octobre 1980, dans les jours qui suivirent l'attentat de la rue Copernic, à interroger l'excellent et probe ministre de l'Intérieur qu'était alors Christian Bonnet. L'attribution du crime à des néo-nazis, en dépit des indices, nombreux et concordants, qui orientaient sans discussion possible l'enquête vers des terroristes venus du Proche-Orient, ne répondait qu'à un calcul politicien destiné à désarçonner Valéry Giscard d'Estaing dont était dénoncée la « complaisance » à l'égard de l'extrême droite et même la complicité avec elle. Un calcul qui n'était pas mauvais même s'il se révèle fondé sur un mensonge. De même, je n'ai pas eu besoin d'attendre que la « découverte » d'un pseudo-charnier à Timisoara en décembre 1989 se révélât une mystification, dont toute la presse mondiale fut victime, pour rejeter la thèse selon laquelle on avait affaire en Roumanie à un soulèvement populaire spontané contre un régime génocidaire. Il suffisait que je me souvienne d'épisodes dont la trame était la même — Katyn sur lequel toute la lumière est maintenant faite et... Sabra et Chatila où il n'est pas encore certain que la lumière sera faite un jour bien qu'on ne manque déjà ni d'indices ni de pièces à conviction, mais le nombre de personnes dont l'honneur et l'intérêt sont engagés — un Begin, un Sharon — est trop petit pour que cette affaire, s'étant déroulée en outre dans un pays depuis dévasté et délabré comme l'est le Liban, puisse être utilement réexaminée<sup>1</sup>.

L'événement est comme un trou de serrure, un conduit, une canule, un puits de forage qui permet d'observer les entrailles de la structure dont il procède. Mon rôle, c'est de tenter, grâce à l'événement révélateur, d'examiner les viscères du corps social, les excavations du champ politique de manière à proposer un diagnostic différentiel. Car tout événement n'est pas seulement énigmatique, il est ambigu, ambivalent, porteur de divers sens qu'il convient de sérier et hiérarchiser.

Il en résulte que, si l'événement fait une cicatrice en général superficielle dans le tissu du temps, il faut, pour anticiper sa postérité éventuelle, le replacer dans un fouillis d'autres événements qui, antérieurs ou contemporains, zèbrent de leurs rainures et cannelures la même colonne. C'est dire qu'on ne peut se prononcer sur un événement ponctuel sans se livrer à une pratique comparatiste prolongée pour ne pas se laisser piéger par les apparences, les chausse-trapes, les conclusions hâtives, complaisantes à soi ou aux autres. Ce qui implique en somme d'énormes lectures préalables en amont comme en aval de la presse proprement dite. L'extension proliférante

1. Cf. ce que j'écrivais à chaud sur Sabra et Chatila dans mon livre *Israël est-il coupable ?* Robert Laffont, 1982.

de la communication dans toutes les organisations et institutions existantes confère à ce travail le caractère décourageant du rocher de Sisyphe.

L'écriture enfin d'un éditorial est un exercice qui demande du soin. On peut évidemment jeter à la va-vite sur un coin de table de cuisine des phrases longues et creuses. Mais gare aux lecteurs qui ne goûtent pas ce genre de négligence et vous le font savoir ! Dans un journal de plus en plus automatisé, il faut écrire de plus en plus tôt pour être juste à l'heure et, dans un journal de plus en plus volumineux, faire de plus en plus court. Il convient encore de ne pas se complaire dans l'ambigu : la clarté est appréciée. En revanche, la lourdeur est aussitôt dénoncée : j'ai eu bien des reproches avec mes phrases qui n'en finissent pas. Le mieux est de s'y prendre à deux fois, comme pour les crêpes : écrire, laisser reposer, réécrire. En s'assurant un lecteur qui accepte d'être votre premier lecteur : je ne livre rien que mon époux n'ait lu avec sévérité et bienveillance.

J'ai dit jusqu'ici ce que le professeur se devait d'imposer au journaliste : d'abord l'exactitude et la rigueur. Mais l'équité m'oblige à préciser ce que le professeur doit au journaliste : un second laboratoire. Loin qu'il y ait rupture et chaos entre mes deux activités et statuts, il y a complémentarité, assistance réciproque, échanges de procédés et de bons procédés, continuité — j'écris au petit matin pour le journal et, quand commence la journée de travail du plus grand nombre, c'est l'heure où je lis Mémoires et thèses —, tout ceci non pour déboucher sur l'un de ces consensus mous qui ne sont que de déprimants ersatz de vérité, mais pour venir au plus près, si possible, de ce qu'on croit, au prix de tant d'efforts, de repentirs et de revenez-y, avoir compris.

## Sur la margelle du puits

« Tous, nous cherchons les sources. Nous voulons nous y rafraîchir, comme la femme de Samarie qui puisait l'eau profonde. De tout temps, l'humanité a connu le désir de revenir au lieu d'origine, de remonter le fleuve. De ce point de vue, Jérusalem est la source première, la source des sources. »

Jean Guitton, *Terra Sancta*,  
Carnet de voyage — 1935, Robert Laffont, 1989.

« Moi, dit un Juif, je suis juif. »

Marcel Aymé, « En attendant »,  
*Le Passe-Muraille*, 1943.

« Le Rabbi Ishak de Berditchev, voyant un juif fumer le Chabbat, lui dit :

Rabbi Ishak : — Peut-être ignores-tu que certaines actions sont interdites le Chabbat ?

— Non, Rav, je le sais.

Rabbi Ishak : — Tu dois ignorer qu'il est interdit de fumer le Chabbat ?

— Non, Rav, je le sais bien.

Rabbi Ishak : — Probablement ignores-tu qu'aujourd'hui c'est Chabbat ?

— Non, Rav, je le sais parfaitement.

Se tournant alors vers le Ciel, Rabbi Ishak implore :

— Aie pitié de ton fils, il ne sait même pas mentir ! »

« Le sentiment de continuité chez le juif remplace le sentiment de l'immortalité. »

Bernard Lazare

Je n'ai pas fait *techouva*. Pourtant le chemin, sans être aisé car la justice divine est d'une rigueur sans faille, était tracé de longue date. Que ce soit l'ordre des péchés commis, la réconciliation avec Dieu, le salut, en lui-même miraculeux et de pure générosité de Sa part, procédant de Sa seule miséricorde, s'offre à l'initiative du pécheur, passe par regrets, remords

confession, repentir, expiation, et les rites de pénitence et de réparation purifient l'homme qui veut de nouveau passionnément communier avec Lui. La Bible — les grands et petits prophètes porteurs de la sagesse inspirée, Isaïe, Amos, Malachie — et la théologie rabbinique sont toutes semées d'invites et d'appels émouvants qui parlent de rédemption et d'absolution. Sans être jamais gratuite, sans relever d'une amnistie ni d'une amnésie divine, la rémission des péchés est consentie à qui prie et accomplit les commandements : « Alors Dieu prendra plaisir aux offrandes de Judas et de Jérusalem comme il le faisait aux jours d'antan et dans les lointaines années » (Malachie, 3, 4).

Je n'ai pas fait *techouva*. Ce ne fut de ma part ni superbe rétive à la contrition de l'âme ni obstination mais incompetence. J'ai déjà dit ma surdité spirituelle, mon inaptitude à entendre les musiques célestes, mon peu d'attrance pour les espaces infinis. S'il est vrai que « le Saint béni soit-Il a choisi l'âme humaine comme lieu de résidence » et ne s'en retire pas même lorsque l'homme a fauté, m'aurait-Il oublié, moi qui n'ai jamais ressenti que mon âme fût un sanctuaire ? Exemple de cette « sécheresse » constitutionnelle dont les grands mystiques, eux, ne redoutent d'avoir à souffrir que les périodiques accès leur valant momentanément stérilité et petite mort, je n'ai pas cependant l'âme assez rustre pour, comme les mécréants à la Belle Époque ripaillant en carême, me faire gloire de ma misère. Ma maison aurait sans doute été plus belle et plus adorable encore si les heures et les jours de la Tradition avaient scandé sa vie quotidienne. Mais j'ai grandi dans une famille où ceux-ci avaient été pleinement sécularisés et leur spécificité religieuse effacée. La passivité dont j'ai fait preuve comme maîtresse de maison, répétant docilement à mon tour les règles avec lesquelles j'avais été familiarisée dès l'enfance, règles de bonne administration mais étrangères à toute définition et exigence religieuse explicite, s'est trouvée confortée par l'immensité de l'ignorance à laquelle avaient conjointement contribué l'éducation parentale et l'école laïque. Sans doute ai-je tenté de m'instruire, mais ce qu'il faut savoir pour être de plain-pied avec les Textes doit faire l'objet d'une étude si vaste et continue, au moins pour qui a la chance d'appartenir dans le domaine profane aux élites cultivées, que j'ai dû limiter mon ambition à n'être qu'une honorable autodidacte, statut dont je connais trop l'amère insuffisance.

Je me suis donc là encore tout spontanément orientée vers la catégorie de connaissances et de réflexions qui, acquises au départ dans le champ de mon expertise universitaire, pouvaient, appliquées à des matières juives, se révéler utiles à la vie terrestre de mon peuple.

La fondation, avec Shmuel Trigano, de la revue *Pardès* en 1985 a été, au terme de vingt-cinq années d'efforts personnels ainsi conçus, le couronnement d'une démarche à laquelle bien d'autres que moi avaient consenti. Il s'agissait en effet d'offrir à de jeunes universitaires et à un public juif cultivé un support pour des travaux qui, marqués par les méthodes et techniques des diverses disciplines et sciences humaines, se situeraient dans l'ordre juif. Les érudits judéo-allemands du début du XIX<sup>e</sup> siècle avaient rêvé d'édifier une « science du judaïsme » propre à

constituer le fondement d'une réforme religieuse, la rampe de lancement d'un mouvement d'émancipation que sanctionnerait l'entrée des juifs dans la société urbaine et bourgeoise allemande. Un siècle et demi plus tard, il n'est plus question de bricoler des substituts occidentalisés à une Tradition considérée, d'entrée de jeu, comme figée et obscurantiste, mais de faire se rencontrer, se féconder et s'éclairer mutuellement de leurs capacités et apports respectifs des esprits issus de lieux et de pratiques éloignés les uns des autres. Ceci pour que l'inévitable dispersion moderne, dans l'ordre physique, intellectuel et spirituel, ne conduise pas à la dissociation et à la disparition mais à un nouveau marquage du territoire. Le brutal réveil, à la fin des années 80, d'un laïcisme hargneux se faisant fort de réactualiser les accusations, injures et menaces tirées du fonds d'anticléricalisme du siècle dernier a souligné combien notre ambition, en dévoilant l'archaïsme de ce type de clivage, était fondée.

C'est que le seul critère qui, aujourd'hui, définisse le véritable « lieu d'où l'on parle » et l'appartenance au monde juif, ce n'est ni la conformité des conditions de sa naissance aux règles de la *Halakha*<sup>1</sup>, ni l'exactitude de sa pratique religieuse, ni la vigilance sourcilieuse à l'égard de toute manifestation présumée d'antisémitisme — une telle « vigilance » n'étant trop souvent, dans une perspective sartrienne, que l'expression du besoin de renforcer une identité juive de faible consistance positive —, c'est la priorité de principe donnée à la pérennité de l'État d'Israël, où que les circonstances de la vie vous aient finalement cantonné. Ce qui signifie ni que l'État d'Israël soit le *terminus ad quem* de l'histoire juive — il n'en est que la cristallisation en ce siècle et sans doute encore le ou les siècles à venir —, ni que le sionisme dans l'une quelconque de ses versions mérite seul l'adhésion fervente et militante, ni qu'en tout temps et en tous lieux on n'ait souci que d'Israël, moins encore que toute identité nationale diasporique doive nécessairement se subordonner ou coexister avec une primordiale identité israélienne. Cela signifie seulement par exemple qu'on ne saurait cultiver la mémoire de la Shoah en la coupant et l'isolant de ce qui constitue le présent juif et lui promet un avenir. Cela signifie encore par exemple que seule la reconnaissance par le Vatican de l'État d'Israël peut de nos jours réellement constituer une définitive répudiation de l'antijudaïsme chrétien.

Ce « lien vital » à Israël — c'est la formule que j'avais suggérée à la commission qui, en 1976, se réunit une dizaine de fois chez Claude Kelman pour rédiger la première « Charte du judaïsme français » adoptée l'année suivante, une formule qui témoigne dans sa péremptoire brièveté que la relation à Israël est de l'ordre de l'insécable tel un cordon ombilical à l'époque de la gestation —, j'ai eu la chance qu'il se fortifie de l'amour émerveillé d'une terre dont certes les beautés surabondent, du sentiment

---

1. La *Halakha*, littéralement « procédure », désigne la pratique traditionnelle juive codifiée. Elle comprend la partie législative du Talmud et ses compilations postérieures, par opposition à sa partie narrative et édifiante, l'*Aggada*. De la racine *halakh*, « marcher », elle fixait la démarche pour l'exécution d'un précepte à la suite de la confrontation de plusieurs avis des Sages du Talmud. Par extension, le terme s'applique à l'ensemble des pratiques juives, et notamment à la Loi orale.



d'évidence qui m'envahit au premier souffle que je reçus d'elle : je la connaissais déjà, en vérité je la reconnaissais en son intimité charnelle telle que, forme vague, nature indécise, le murmure des prières et supplications des générations dont j'étais issue me l'avait fait porter en moi sans que je le susse distinctement. Aussi le « voyage en Orient » n'a-t-il pas été pour moi, à la différence de ce qu'il fut pour tant de voyageurs au cours des siècles<sup>1</sup>, un voyage initiatique, une quête du Graal, une recherche du « Mont Analogue<sup>2</sup> » — cette attente non d'un pays « ou quelque chose de géographi-que » comme l'écrivait Hermann Hesse, mais de soi-même, de « la patrie et la jeunesse de l'âme », d'un lieu qui fut « partout et nulle part..., la synthèse de tous les temps ». Comme les croisés allaient, eux, précisément au tombeau du Christ, nous allions, nous, à Jérusalem capitale de l'État juif.

Notre premier voyage — par mer — remonte à 1969. Nous avons cette fois-là débarqué à Haïfa. Dans l'affairement ému de l'arrivée, n'ayant d'yeux que pour découvrir sur le quai la silhouette chérie de mon fils aîné qui, de son kibboutz de Mehravia, était venu nous accueillir, je n'ai pas eu le loisir d'admirer la courbe parfaite de la baie ni cette « montagne de la grande décision » du prophète Élie : le saillant du Carmel couvert de pins, de cyprès et de chênes, ni, dressés du fond de l'horizon, les cimes du Thabor, de Salem et d'Endor, les monts de Galilée et de Gelboa, les collines de Samarie. Quant au populeux quartier du port à travers lequel notre voiture, sitôt sortie de cale, tentait de se frayer un chemin, il ne nous dévoila que les images colorées et criardes chères à la peinture orientaliste telle que l'illustre un tableau comme *La Servante du harem* de Jean-Désiré Trouillebert au musée Chéret de Nice — ces mêmes images qui avaient si fort apeuré les « amants de Sion » arrivés de Russie à la fin du siècle dernier que, si cela avait été humainement possible, ils auraient du coup laissé tomber leur folle ambition de reconstruire la « patrie ancestrale ».

« Ton amour taciturne et toujours menacé »,

écrivait Vigny au dernier vers de *La Maison du berger*. C'est bien ainsi : la terre d'Israël n'éveille rien qui s'apparente au sentiment d'aise que, somptueusement, procure, sauf bien sûr dans ses cohues d'été, la Côte d'Azur française. La Méditerranée, sinon pour les petits Israéliens qui, comme tous les enfants du monde, adorent aller à la plage, ne participe pas vraiment du paysage : celle que l'Écriture appelle « la Grand Mère » appartient toujours au Léviathan. C'est à assez juste raison qu'un banal cordon de grands hôtels et une promenade qui s'étire jusqu'à Jaffa barrent Tel-Aviv du côté de la mer. Défendue par de dangereux rouleaux dans ses parties sablonneuses ou par des chapelets de rochers que recouvrent à peine des eaux peu profondes, la côte est surtout un lieu où l'on monte la garde : on y guettait naguère l'arrivée au large des rafiots chargés d'émigrants pour les transporter en chaloupes, en caïques ou en mahonnes à travers les

1. *Le Voyage en Orient. Anthologie des voyageurs français dans le Levant au XIX<sup>e</sup> siècle*, Robert Laffont, Bouquins, 1985.

2. R. Daumal. Cf. aussi Hermann Hesse, *Le Voyage en Orient*, Calmann-Lévy, 1948.

brisants de la darse ; on y surveille aujourd'hui non tant les mouvements de l'active marine de commerce et des élégants paquebots de croisière faisant relâche à Haïfa ou à Ashdod que les risques d'incursion de vedettes rapides ayant reçu mission de débarquer des commandos armés.

Ce n'est pas que l'eau comme élément soit mal aimée. Comment cela se pourrait-il au Proche-Orient où elle est la richesse primordiale ? Encore que, derrière le rideau de dunes piquetées de lys des sables, à proximité des embouchures de cours d'eau dont le lit sans pente rend incertain qu'ils parviennent à se jeter dans la mer, l'eau qui s'offrait aux premiers pionniers juifs était surtout saumâtre, sinon croupie — eau dormante de marais et de marécages qui, dans leurs fangeux cloaques recouverts d'épais nuages d'anophèles, abritaient d'immondes crapauds et autres bêtes palustres. Succombant à la malaria, à des vapeurs pernicieuses, égarés par des mirages de chaleur, attaqués la nuit par des chacals et au besoin par les Bédouins, le tribut que ces pionniers consentirent pour drainer les eaux insalubres, par exemple dans les parages d'Hadera, en extraire la tourbe et planter des eucalyptus fut énorme. De même, les Esséniens auxquels on attribue les fragments de rouleaux découverts dans les grottes de Qumran et les zélotes qui, perchés au plus haut du piton rocheux de Massada, se retranchèrent dans les casemates de la forteresse du roi Hérode ont eu beau peupler de leurs mystères ou de leur sacrifice héroïque le cirque de la mer Morte, celle-ci n'exhibe toujours que ses grèves sans oiseaux, ses abords recouverts de plaques de sel blanchâtres sous lesquelles se dissimulent des vases craquelés et des sables mouvants, ses eaux si lourdes d'asphalte qu'aucun vent ne peut les rider ni les soulever, aucun corps humain s'y enfoncer tandis que l'air empesté de vapeurs livides comprime le crâne et pèse comme un couvercle.

L'eau n'est précieuse que si elle est vive et pure comme elle l'est aux sources du Jourdain — à Banyas —, comme elle l'est jaillissant aux fontaines et remontée des puits qui furent naturellement le cadre de tant de scènes bibliques — le puits que Jacob, revenant de Mésopotamie avec sa famille et ses troupeaux, creusa dans le champ de Sichem et qui fut aussi le lieu où Jésus s'entretint avec la Samaritaine ; le puits d'Abraham au sud de Beersheba ; la fontaine de Gihon dont l'eau servit au grand prêtre pour, sur l'ordre de David, sacrer le fils de Bethsabée ; la fontaine du Dragon, mentionnée par Néhémie ; la fontaine d'Élisée près de Jéricho ; la fontaine de Harad dans la vallée de Yizréel où Gédéon rassembla son armée avant d'attaquer les Madianites ; et encore cette fontaine dite si joliment « du Cresson », près de Cana en Galilée, où au temps des croisades l'avant-garde de l'armée de Saladin tailla en pièces cent cinquante chevaliers francs à l'exception du maître du Temple. L'eau n'est d'ailleurs jamais plus précieuse que lorsqu'elle est nappe douce, lisse et calme, même si encline à de brusques tempêtes : comme au Kinneret ainsi que les Israéliens préfèrent appeler, du nom de l'octacorde du roi David, cette « mer de Galilée » que Pline, lui, dénommait mer de Tarrachée parce que, si poissonneuse avec ses bancs de sardines et de mulets, elle fournissait à tout l'Empire romain des caques d'un poisson séché réputé.

Naguère encore recueillie par la méthode des Nabatéens<sup>1</sup> quand la rosée de la nuit était invitée à se déposer sur des tas de pierres qui, au petit matin, la faisaient ruisseler jusqu'en terre, maintenant accumulée aux saisons des pluies torrentielles dans d'immenses citernes et réservoirs, canalisée en des chapelets d'étangs, de thermes et de piscines, acheminée du Hermon jusqu'au Néguev par des aqueducs et d'énormes tuyauteries, cette eau-là se déverse, grâce à des tourniquets ou des tuyaux courant au ras du sol et percés de petits trous, en pluies ou au goutte-à-goutte que règle l'ordinateur. Elle apporte la vie à tout ce qui doit pousser, aux cultures vivrières, aux jardins potagers, aux champs de blé, d'orge, de tabac et de coton, aux carrés de tomates, de fraises, de pastèques et de melons, aux pépinières de jeunes arbres — sycomores, térébinthes, pistachiers, grenadiers, arbousiers, figuiers du Pharaon, caroubiers, chênes nains, buis et buissons de cactus qui portent les figues de Barbarie —, aux vergers d'amandiers et d'abricotiers, de pommiers, manguiers et citronniers, aux vignobles, aux orangeries, oliviers, bananeraies et datteraies et partout, dans la plaine de Saron ou d'Ascalon comme en Galilée et en Judée, à ces mille plantes et fleurs, sauvages ou cultivées, graminées, asphodèles et fenouils, crocus et gentianes, cyclamens et lauriers-roses, renoncules et mandragores, iris et glaïeuls, roses, narcisses, anémones rouges, lys, giroflées, immortelles dont l'abondance somptueuse est le meilleur antidote à la souffreteuse mesquinerie ou à l'étroitesse amère et grise de l'habitat urbain. Dit le prophète :

« Tu seras comme un jardin arrosé  
Une source dont les eaux ne tarissent pas. »

Mais, plus que l'eau dont l'abondance, à qui vient de contrées où elle n'est pas rare, paraît moins miraculeuse qu'elle n'est en réalité, c'est le ciel vers lequel, irrésistiblement, se tourne le regard. Non nécessairement pour y scruter les mystères divins mais, plus naïvement, pour contempler ce qui nous est ordinairement dérobé dans l'Europe de nos métropoles polluées : à la brusque tombée de la nuit qu'aucun crépuscule n'a lentement préparée, il se constelle de tant d'étoiles, des géantes bleues aux naines blanches, que se réveillent nos curiosités d'élève de classe terminale pour l'astronomie. Accroupie sur une souche, je peux, à l'enfant blotti sur mes genoux, montrer du doigt la constellation que, dans nos livres, on appelle la Grande Ourse et là-bas le Chariot de David. Par contre, levée au petit jour pour laver à grande eau le sol carrelé ou accomplir l'une de ces tâches ménagères qui, plus tard dans la journée, font ruisseler la sueur dans le dos, c'est avec une sorte d'angoisse que, les pleins mois d'été et si je séjourne dans les parties basses et humides de la plaine, je surveille l'inexorable montée du soleil. Malgré la note flûtée trisyllabique des alouettes huppées, malgré les « our-tour-tour » répétés, à la première note haute, des colombes bleues et des tourterelles, les « tiouk » graves et les « tchich » aigus des merles, les trilles sourds des mésanges, les miaulements des geais, les tambourinades des pies,

1. Tribu du désert qui a occupé au I<sup>er</sup> siècle avant J.-C. le territoire abandonné par les Édomites dans la Transjordanie méridionale.

malgré toute cette cacophonie mélodieuse des matins triomphants, je soupire à l'idée des ardeurs dont nous allons souffrir quand ce ne sont pas les premiers signes d'une levée du *hamsin*, ce vent mauvais du désert, qui m'inquiètent.

Reste que l'eau, la terre et le ciel d'Israël ne tirent leur sens premier que de leur proximité du désert. Le Sinaï est maintenant revenu à l'Égypte. Dans le court intervalle, entre la guerre des six jours et le traité israélo-égyptien, où il fit partie des Territoires occupés, nous l'avons, venant du canal en un point qui était naguère un lieu de quarantaine pour les pèlerins, traversé non à dos de dromadaire comme les Bédouins, mais dans des véhicules militaires guère plus confortables, en suivant la route que les Hébreux avaient faite à âne, leurs chariots attelés de bœufs. Cet interminable fouillis de pierrailles était de loin en loin coupé par un oued le long duquel se pressaient quelques buissons de genêts et des tamaris dont ce sont les bouquets qui, à l'aube, portent des gouttelettes blanchâtres — la fameuse manne.

Soudain, dans un vallon verdoyant que rien ne laissait présager, nous apparut ce qui était le but de notre expédition, le couvent de Sainte-Catherine, ce monastère de rite orthodoxe grec dont la bibliothèque possède une extraordinaire collection de manuscrits enluminés et d'icônes des VI<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> siècles. Derrière de hautes murailles surmontées d'une frise crénelée qu'interrompent les lourds battants d'une porte d'entrée qui mène par des couloirs obscurs à un dédale d'escaliers, on déboucha sur une cour éclaboussée de soleil vers laquelle dégringolent des bâtiments vétustes et disparates, cellules, greniers, magasins, réfectoire, cuisines, dortoirs pour les visiteurs. Sous une vigne vierge se trouve le puits auprès duquel Moïse rencontra les filles de Jéthro et d'où il vit le buisson ardent.

À 2 heures du matin, impassibles, les moines circassiens, dont les robes allongent encore l'immense silhouette, réveillèrent notre petite troupe car il s'agissait, avant que ne se lève le soleil, de gravir par un sentier escarpé les pentes du mont Sinaï. Il y a bien un escalier colossal dont les marches ont été creusées du monastère jusqu'au sommet de la Montagne Sainte, mais nous ne l'avons emprunté que pour redescendre. Ç'aurait été dommage en effet de manquer en partie le spectacle sublime qui s'offrait à nous : au-dessus d'un amas de montagnes de granit pourpre, de porphyre vert tacheté, de feldspath jaune, de basalte ardoisé, cassées par d'étroits défilés entre les falaises abyssales, on devinait, dans une brume de lumière, vers l'ouest, un mince trait d'argent qui marquait le golfe de Suez et, vers le sud, la mer Rouge dont le rivage est parsemé de coquillages et coraux scintillants.

Tout autres sont les déserts de Judée et du Néguev où, pour une bonne part, le sable recouvre la roche. Mais là comme au Sinaï, ce qui impose sa charge, c'est le silence et la solitude écrasante, c'est la confusion des éléments convergeant sur une certitude unique — l'insignifiance de l'homme nu.

Ce serait cependant excessif d'estimer que si terre, ciel et déserts d'Israël m'émeuvent ainsi, c'est seulement par un sentiment, tellement plus aigu qu'ailleurs, de la splendeur de la Création. C'est aussi que le pays est profondément retravaillé par vingt siècles de peines et de labeurs humains

— et singulièrement par les labeurs et les rêves du dernier siècle juif. Ce qui explique que, malgré vingt ou trente voyages au cours desquels je n'ai cessé de sillonner ce minuscule pays, il me reste bien des choses intéressantes à voir.

J'avoue pourtant ne pas me compter au nombre de ces intellectuels, juifs, de gauche ou non, qui dès leur arrivée se précipitent tantôt dans les villages arabes de Galilée, tantôt dans les Territoires pour y constater, *de visu* croient-ils mais le plus souvent dûment chapitrés par leurs accompagnateurs en mission, les « méfaits » du colonialisme israélien ou de l'occupation. « Honte de soi » à l'état pur ! Ce n'est pas que j'ignore ou méprise la présence, la culture et la civilisation turco-ottomanes et arabo-musulmanes. Mais j'ai tout loisir de m'y intéresser en France où j'ai à accueillir des étudiants venant de tout l'*umma* arabe, à côtoyer, comme tout citoyen français, les communautés immigrées du Maghreb, à me préoccuper enfin des rapports de la France avec les États maghrébins. Toutes affaires bien aussi complexes que ce qui revient aux citoyens israéliens : trouver des accommodements avec les Palestiniens des Territoires. Seuls les Druzes et les Bédouins sont des populations dont nous n'avons aucun rameau en Europe. Les seconds en particulier, sous leur keffieh de couleur et dans leur *abaïe* en poil de chèvre, offrent « des spectacles qui nous ramènent aux origines<sup>1</sup> » d'une civilisation pastorale : autour de leurs longues et basses tentes de peaux noires s'égaillent leurs troupeaux de brebis tandis que les chameaux, attachés à des piquets, broutent sans conviction.

De même, bien qu'élevée au sein d'une société qui avait été, des siècles durant, une chrétienté et, de ce fait, malgré les pesants silences de l'école laïque à cet égard, tôt avertie des scènes, signes et symboles se référant au Nouveau Testament, je n'ai éprouvé qu'avec retard le désir de parcourir ce que la tradition chrétienne dénomme la « Terre sainte », ses lieux et ses institutions d'Église. Un retard d'autant plus significatif que, même si tous les États chrétiens, y compris les protestants (suédois<sup>2</sup>, allemands, anglais, américains), y ont installé des œuvres pies, c'est la France qui s'est trouvée au premier chef en concurrence avec la Russie championne de l'orthodoxie russe, grecque, arménienne, copte ou abyssine. Tant à l'époque des croisades et du royaume franc de Jérusalem que sous Bonaparte et, plus tard encore, au siècle dernier — à l'époque de la redécouverte des Lieux saints et du rétablissement du patriarcat latin —, la France en effet a assuré la protection en Palestine des catholiques romains : des grands ordres religieux de chevalerie, Templiers et Hospitaliers, notamment de ces « moines noirs » qui, dès 1099, soignaient les pèlerins à l'hôpital Saint-Jean de Jérusalem et qui furent à l'origine de la fondation de l'ordre de Malte ; de la custodie franciscaine ; de l'immense réseau des établissements entretenus par des dizaines de congrégations, paroisses, églises, séminaires, communautés de prières, couvents de religieuses cloîtrées, sanctuaires, cimetières et cryptes, dispensaires, hospices pour aveugles et lépreux, hôpitaux, orphelinats,

1. Jean Guitton, *Terra sancta. Carnet de voyage — 1935*, Robert Laffont, 1989.

2. Cf. Selma Lagerlof, *Jérusalem. En Terre sainte*, Éd. Nilsson, trad. Bellesort.

ouvrirs, écoles ainsi que cette fameuse École biblique des dominicains du père Lagrange installée dans l'enclos de l'église Saint-Étienne. A Jérusalem toujours, Notre-Dame-de-France, l'hôpital Saint-Louis, les hautes maisons des Religieuses réparatrices, des Frères des écoles chrétiennes, des Filles de la Charité ne forment-ils pas, au nord des remparts, un « quartier français<sup>1</sup> » ?

Ce récent regain d'intérêt chez moi pour la Palestine chrétienne, je distingue mal si l'a stimulé ou contrarié la présence d'œuvres qui s'emploient, serait-ce avec discrétion, à la conversion des Israélites, tels, appartenant à la congrégation Notre-Dame de Sion, le couvent des Filles du père Ratisbonne sur l'emplacement de l'*Ecce Homo* et, dans l'ancien quartier Saint-Pierre, le séminaire Ratisbonne. En l'occurrence, j'ai surtout voulu en savoir davantage sur les frères Ratisbonne, devenus, l'un le père Théodore, prêtre de l'archiconfrérie de Notre-Dame-des-Victoires à Paris, et l'autre le père Alphonse-Marie qui, de 1855 à 1884, fut au centre du réveil catholique de Jérusalem. C'est que cette double conversion, au sein d'une famille strasbourgeoise de riches banquiers originaires du Palatinat rhénan et qui, par la mère, descendait de l'illustre Nephtali Cerf-Beer, le champion de l'émancipation à l'époque de la Révolution, inquiéta le judaïsme français du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, qui y vit à juste titre, mais sans y trouver parade, la contrepartie redoutable d'une assimilation fortifiée, au dire même d'Alphonse Ratisbonne, par « une éducation religieuse presque nulle ».

Comment expliquer qu'ouverte et disponible pour l'étude de toutes les cultures, je me sois ainsi concentrée, lors de mes voyages en Israël, sur l'observation de ce qui contribuait à la construction de l'État juif ? C'est d'abord que, nourrie de lettres françaises et par là ayant lu les relations que Chateaubriand, Gérard de Nerval, Flaubert et Maxime Du Camp, Renan et Loti avaient faites de leur voyage en Orient, je ne pouvais qu'être frappée de la prodigieuse distance entre elles et ce que j'avais sous les yeux. Que les hâtifs chroniqueurs qui, sans même aller y voir, déplorent, du haut de leur superbe, combien il y a loin du rêve de Herzl aux tristes réalités actuelles commencent par relire l'une ou l'autre des descriptions du *Ychouv*<sup>2</sup> à la fin du siècle dernier ! En voici une, choisie au hasard, car toutes sont dans la même tonalité :

« Quelle évocation historique pourrait lutter d'étrangeté et d'invraisemblance avec ce fait actuel : l'apparition de ce peuple indéfectible qui revient du fond des siècles mythiques en pleine vie moderne, comme le spectre de Bar Gioras au milieu des Romains, pour maudire un attentat vieux de deux mille ans, pour prier et pleurer, avec une passion toujours jeune, dans une langue éteinte, sur les ruines d'un temple dédié à un culte mort<sup>3</sup> ? »

1. A ne pas confondre avec la « colline des Français » (*Giva Hatsarfatit*), bien plus au nord.

2. *Ychouv* désigne en hébreu une population, une agglomération, un « lieu civilisé ». Ha-Ychouv désigne le peuplement juif moderne d'*Eretz Israël* jusqu'à la création de l'État par opposition au « Vieux Ychouv » de l'époque présioniste.

3. Eugène-Melchior de Vogüé, *Voyage au pays du passé*, 1976.

Le même Vogüé qui fut le grand slavisant du *Roman russe*, visitant Safed, la cité mystique vouée, de Rabbi Yossif Caro à Rabbi Itzhak Louria, à la méditation sur le *Tikkoun*, la « restauration de l'ordre originel » susceptible de hâter la Rédemption, croit pouvoir en parler ainsi :

« Imaginez, des deux côtés d'une longue ruelle, des bouges fétides, hantés par mille menus commerces, dans chacun desquels se tient un vieillard digne de poser pour Rembrandt ou une sorcière de sabbat [...]. Ce sont là des Juifs du nord de l'Europe... qui ont gardé l'étrange et sordide coutume que chacun connaît : lévite noire graisseuse et rapiécée, chapeau conique [...]. Quelques vieillards à longue barbe blanche ont encore une certaine majesté ; d'autres offrent les types les plus appropriés que puisse rêver un pinceau réaliste pour personnifier l'usure et la rapacité : le nez crochu, les yeux rouges, éraillés et clignotants, usés par les maladies mosaïques [...]. Rien ne peut rendre cet extérieur de malpropreté résignée et repoussante qui semble vouloir fléchir le mépris. Tacite les voyait déjà ainsi quand il s'étonnait de leurs "mœurs sordides" : *Judoerum mos sordidus*. »

Voilà comme on parlait ordinairement des Juifs de Palestine. Il n'est pas étonnant que j'aie voulu comprendre leur métamorphose !

Il est vrai que je n'y serais sans doute pas facilement parvenue si je n'avais été guidée par mes enfants. Il vient toujours un moment où les pères se transforment en fils de leurs fils. Mon père était devenu, à la suite de ses enfants, sinon un militant, du moins un lecteur de *L'Humanité* et un électeur communiste. Il le demeura d'ailleurs, même après que ceux-ci eurent fait défection et, si le divorce qui en résulta entre lui et nous après 1956 ne modifia pas nos rapports de dépendance à son égard, c'est que notre déférence n'était pas de nature idéologique : nous ne pouissions l'irrévérence que jusqu'à nous permettre de plaisanter son obstination !

Pour Arthur et pour moi, dans ce domaine du moins, cela nous est arrivé très tôt, dès les années 60 — par une bienveillance particulière du destin, voulons-nous croire et peut-être aussi grâce à la majesté proprement juive qu'Arthur incarnait dans notre maison même s'il n'en était pas lui-même toujours conscient.

Comment expliquer autrement que mon fils aîné, Maurice, soit un jour revenu du lycée où, en 3<sup>e</sup> et à treize ans — nous étions en 1962 —, il avait le matin même étudié en classe de français une page de Montaigne et me dit : « Maman, Montaigne apprenait le latin, le grec et l'hébreu. Pourquoi est-ce que moi j'apprends le latin et le grec, mais pas l'hébreu ? » Prise de court, je ne sus que distraitement bredouiller : « Mais, mon chéri, c'est très difficile ! » En fait, de cette difficulté, je n'avais aucune idée précise, mais l'habitude, en français, de s'exclamer : « C'est de l'hébreu ! » pour désigner ce qui est inintelligible me faisait la supposer.

Ç'aurait pu être l'une de ces fougades d'adolescent qui, à la puberté, les poussent un jour à désirer apprendre à jouer de la clarinette et le lendemain, pour se singulariser, à s'enticher d'une guenille. Mais comme le désir d'apprendre l'hébreu ne me paraissait pas un désir coupable, qu'il n'offrait, semblait-il — à tort ! —, aucun danger discernable et qu'il appartenait à la catégorie des désirs culturels honorables reçus dans la

famille, je m'en ouvris le jour même à un jeune chercheur israélien qui préparait une thèse de doctorat sur Raymond Lefebvre. Shaul Ginsburg consentit à donner des leçons particulières d'hébreu à Maurice, lequel se mit, avec sa discrète ardeur habituelle, à la tâche. Et ne cessa plus de cultiver une langue qui n'est pas seulement devenue la sienne et celle de ses enfants, mais qu'il pratique, me dit-on, avec une rare distinction.

Deux ans plus tard, Maurice avait alors quinze ans, son professeur suggéra que nous l'envoyions en Israël pour s'y familiariser avec la langue courante, les différents niveaux de langue, celui de la rue et celui de l'expression savante, présentant en hébreu d'importants écarts. Les « séjours linguistiques » étaient déjà de règle. Maurice, avec sa sœur Danielle, était allé plusieurs fois en Angleterre dans des familles de « correspondants » devenues des familles amies. Mais Israël, cela paraissait encore à l'époque une destination lointaine. Les voyages en avion étaient hors de prix ou nous paraissaient tels. J'organisai donc cette première expédition de manière que le jeune homme fût, d'étape en étape, reçu et réconforté. Mon frère aîné, qu'un voyage d'affaires appelait dans le Midi, le conduisit chez Maurice Agulhon, lequel, d'Aix, veilla sur son embarquement à Marseille. A Haïfa où il aborda, les parents de Shaul vinrent le chercher pour le mener au kibboutz Kinneret où, tout le mois d'août, il prendrait sa part des travaux qu'appelait la saison.

Dès lors chaque année, mais toujours sous le couvert du besoin qu'il avait de se perfectionner dans sa langue d'élection, Maurice retourna en Israël. C'est au kibboutz Mehravia qu'il avait trouvé le climat qui lui convenait. Fondé en 1911 et appartenant à la catégorie des grandes *kvoutzot*<sup>1</sup> (plusieurs centaines de membres), Mehravia, qui s'enorgueillissait d'avoir accueilli, fût-ce un temps assez bref, la jeune Golda Meyerson, devenue la légendaire Golda Meir, était déjà l'un des fleurons de la Fédération *HaKibboutz Hatzair*, le plus radical des mouvements socialistes juifs d'une époque qui ne reculait pas devant les multiples tentations radicales d'extrême gauche et d'extrême droite. Révolutionnaire donc et collectiviste, l'*Ha'Shomer* (« Le jeune garde ») avait vu le jour en Pologne en 1917. Il avait attiré nombre de jeunes idéalistes vigoureusement athées et professant, à l'aile gauche du sionisme, un nationalisme juif qui, universaliste, nourrissait l'ambition finale de « changer » non seulement l'homme juif qu'avaient avili l'exil diasporique et la réclusion au ghetto, mais aussi, à travers lui, l'homme tout court. Comment ? Par le biais de communautés de travail — de travail agricole puisqu'il fallait bien commencer par régénérer la Terre d'Israël dans l'esprit du tolstoïsme gordonien<sup>2</sup>, mais un travail conçu sur le

1. Colonies agricoles de petite taille dont l'évolution et le développement conduisirent à l'institution kibboutzique. Cf. Eliezer Ben Rafael, Maurice Konopnicki et Placide Rambaud, *Le Kibboutz*, PUF, 1983 (Que sais-je ?).

2. Aron David Gordon (1856-1922) et ses amis du *Ha Po'el Hatzair* (« Le jeune ouvrier ») se réclamait de Tolstoï et de son exaltation de la vie simple du moujik russe pour instaurer un « culte du travail » qui imprégnera les dizaines de milliers de membres de l'organisation *HaHaloutz* (« Le pionnier ») : retrouvailles avec la terre, communion avec la nature, dignité du travail physique, rédemption personnelle, élan de foi laïque, pacifisme, tels sont les traits essentiels qui caractérisent l'enseignement de Gordon.



modèle du travail *ouvrier* — au sein desquelles toutes les fonctions seraient interchangeables et soumises à rotation. Il s'agissait d'immerger les volontaires dans des microsociétés totales placées sous le signe de l'égalité la plus absolue : une égalité portant à traquer toutes les formes de discrimination, à commencer par celles qui résultaient de quelque propriété individuelle que ce soit (la possession d'argent, comme signe monétaire renvoyant à l'idée de propriété, devant être totalement bannie de la vie quotidienne), à traquer de même toutes les formes de singularité, à commencer par la singularité de la cellule familiale. Ce qui explique que, contrairement à l'idée répandue, la crise de l'institution kibboutzique qui s'est développée à partir des années 70-80 n'est pas née de la substitution du travail industriel au travail agricole comme source majeure de revenus et d'enrichissement des collectivités concernées. Entre d'autres, deux facteurs principaux l'ont stimulée : l'individualisation de plus en plus poussée des techniques de satisfaction des besoins qui réintroduit un mode d'appropriation personnelle (l'usage collectif du téléphone, de la voiture, du frigidaire, de la douche, de la chaîne hi-fi, du téléviseur n'a plus de justification rationnelle) ; la prise de conscience par les femmes, surtout les plus jeunes moins marquées par les principes qui avaient commandé les règles de la vie kibboutzique, que leur influence propre sur la marche des choses dans leur communauté était en fait liée à leur statut familial bien plus qu'à la part qu'elles prenaient, en égalité théorique avec les hommes, au travail commun : elles étaient d'autant plus écoutées qu'elles exigeaient le retour à une existence familiale plus classique où par exemple les repas étaient de nouveau, si on le souhaitait, pris à la maison, où les enfants dormaient la nuit.

Maurice avait été pris en affection par Louchek Groll, qui appartenait à l'aristocratie de Mehravia — car ces sociétés farouchement égalitaires connaissent de subtiles distinctions, ne serait-ce que celle fondée sur l'ancienneté de l'accession au statut de « membres » (du kibboutz), mais, en l'occurrence, la distinction provenait plutôt de ce que Louchek était le gendre de l'inamovible secrétaire général du parti Mapam, Meïr Yaari, le Mapam, à la gauche du Mapaï, étant devenu l'antenne proprement politique de l'*Ha Shomer*. Avec Louchek, après le travail, Maurice avait en hébreu, bien que son interlocuteur parlât fort correctement le français, de ces longues conversations sérieuses qui enchantent un très jeune homme curieux des choses de l'esprit et du monde.

On sait comment, en France et dans le monde, au cours des semaines qui précéderent et suivirent la guerre des six jours, un mystérieux séisme déchaîna un cyclone qui souffla la tempête dans les âmes et les cœurs des juifs les plus apparemment éloignés du souci d'Israël. Je ne puis évoquer moi-même sans en être encore profondément émue et intriguée la manière dont je me suis précipitée dans les bras de mon époux, les yeux brouillés de larmes, en apprenant, à la fin de la matinée du lundi 5 juin 1967, que l'aviation israélienne avait détruit jusqu'au dernier appareil l'aviation égyptienne clouée au sol.

Comment dès lors aurions-nous pu résister au formidable courant qui entraîna les jeunes et les fit se porter, même avec retard, volontaires pour

servir dans n'importe quel domaine pourvu que ce soit en Israël ? Tout le monde se préparait au départ : par exemple ma cousine germaine Michèle Ignace qui ne reviendra plus à Paris qu'en visite de loin en loin, ayant trouvé sa place définitive et rencontré son destin à Mehravia. Aussi quand en juillet il fut d'avance acquis que Maurice, comme chaque année, irait pour l'été à son kibboutz et que, cette année-là, il emmènerait avec lui deux de ses camarades de classe les plus intimes, fut-il déceimment exclu que nous ne cédions pas aux supplications de Danielle, sa cadette d'un an, qui, elle non plus, n'entendait pas, malgré ses seize ans, être tenue à l'écart de l'aventure.

L'année suivante, en 1968, le climat avait changé. Maurice, en seconde année de Sciences-po (bien que cela lui eût été comme un gant, il avait bêtement refusé de « faire comme maman » et s'engager du côté de la rue d'Ulm ; il avait donc « fait Sciences-po », fait d'ailleurs au sens strict du minimum suffisant avant de retourner à ce qui était son éclatante vocation — l'histoire très savante du judaïsme médiéval), et Danielle, en terminale, avaient vécu les journées de mai-juin avec passion, le premier néanmoins en ne se départant pas de la réserve propre à un esprit volontiers sarcastique, la seconde toute rose de la générosité parfois téméraire et de la chaleur de cœur qui, dans toutes les circonstances de la vie, guident sa conduite. L'atmosphère de la maison était orageuse : si nous pouvions reconnaître que les élans de ces très jeunes gens n'étaient entachés d'aucune bassesse, nous n'avions aucune propension à leur donner raison sur le fond, à les traiter en héros ou en valables donneurs de leçons. Ses examens passés, Maurice partit comme à l'ordinaire. Quand, à la fin de l'été, il nous revint, ce fut pour nous dire, sur un ton neutre, qu'il avait décidé de faire son *aliah* : après ce qui s'était passé en France au printemps, il lui semblait que la société française ne disposait plus d'assez de cohérence et d'allant pour s'attacher à un projet commun ; lui se devait d'appartenir désormais « à la plus vieille et la plus jeune nation qu'il y eût au monde ». Sa résolution était trop évidemment mûrie pour que nous la discussions. Il fut convenu qu'il terminerait le cycle des études dans lequel il était engagé et qu'il ferait en France, en devançant l'appel, son service militaire, dernier hommage qu'il rendrait ainsi à la patrie qui avait été bonne pour les siens et pour lui.

Deux ans plus tard, ces promesses acquittées, il partit dans les tout premiers jours de l'année 1971. Il avait vingt et un ans. Il ne partait pas seul : quelques semaines plus tôt il avait rencontré au CLESS<sup>1</sup>, qu'il fréquentait distraitemment, une jeune fille qui avait presque aussitôt accepté de le suivre. On avait en hâte, pour rassurer des parents à juste titre effrayés de cet « enlèvement », célébré des fiançailles en règle. Vingt ans ont passé. Je viens de relire les lettres assez fréquentes que, dans ces premières années 70 quand n'avait pas été perdue, au profit du téléphone, l'habitude d'écrire, nous envoyait Maurice. Ce ne furent pas pour ces deux très jeunes époux des années faciles. Ils eurent à frayer leur chemin dans des conditions matérielles précaires au sein d'une société qui n'avait pas encore eu le temps

---

1. CLESS : Comité de liaison des étudiants sionistes socialistes.

(elle ne l'a guère davantage trouvé par la suite, semble-t-il), une fois épuisées les inlassables attentions accordées à la petite enfance, d'enrober de civilité et d'aménité l'âpre compétition des débuts de la vie active. Vingt ans ont cependant passé : leur fils aîné, Uri, mon premier petit-fils, se prépare à partir à son tour à l'armée — cette fois, c'est de *Tsahal* qu'il s'agit —, mais, en attendant, je m'émeus à l'entendre, comme le faisait déjà son père, me parler avec volubilité, malgré son français parfois hésitant, de la révolution, du socialisme, de Marx et de Trotski : ô éternel retour de l'espérance messianique dans ses habits laïcs ! Je dois faire effort pour, à cette jeune âme toute frémissante, répéter ce qu'avait dit, tristement, prophétiquement, le grand rabbin de Moscou à Trotski : « Ce sont les Trotski qui font la révolution et ce sont les Bronstein qui paient la note. »

Entre-temps, Emmanuel, notre petit dernier, avait grandi : il nous entraîna dans une autre sorte de réexamen et d'épreuve. A son entrée en 6<sup>e</sup> en octobre 1970 — il avait neuf ans —, il lui fut distribué, pour être rempli par les parents, un formulaire où, entre autres questions, devait être indiqué si l'enfant suivrait un enseignement religieux. Distraitement, je m'apprêtais, comme je l'avais fait pour tous les aînés, à biffer la mention inutile quand Emmanuel, qui, par-dessus mon épaule, surveillait ce que j'écrivais, mit sa main sur ma main et me dit : « Maman, je voudrais suivre l'enseignement religieux. » Je levai la tête vers lui, surprise d'une telle requête : « Tu veux ? — Oui. » Je ne pouvais que m'interdire de l'interroger sur ses raisons et je remplis le papier comme il en avait exprimé le souhait. Au demeurant, il ne me paraissait pas mauvais qu'il acquît, à sa demande, une certaine familiarité avec la Bible tant j'avais eu de regrets que la laïcité et la neutralité de l'école, telles qu'elles étaient comprises dans les années 30, m'eussent totalement barré l'accès précoce et direct à l'une des sources majeures de la culture universelle.

Deux ou trois mois plus tard, le rabbin qui, au petit Condorcet, avait charge des cours d'instruction religieuse pour les élèves juifs volontaires me fit venir et, frappé par l'intérêt que prenait Emmanuel à sa leçon hebdomadaire, me suggéra de l'envoyer à l'un de ses confrères qui, le dimanche matin, assurait un enseignement de plus haut niveau. Encore une fois, il n'y avait pas de mal à ça : ainsi donc fut fait.

L'embarras fut tout autre quand, un beau matin, Emmanuel nous déclara tout de go qu'il souhaitait préparer sa bar-mitsva — la cérémonie qui à treize ans marque l'accession à la majorité religieuse. « Mais, objecta son père, tu n'es pas même circoncis », car Arthur, malgré mes intimes réticences, n'avait pas voulu que le garçon fût, sans en avoir décidé lui-même, marqué dans sa chair. « Cela ne fait rien, on n'aura qu'à pas le dire », répondit l'enfant, jamais à court de malice. « Non, mon fils, si tu souhaites être reçu dans la communauté religieuse de tes pères, tu ne peux commencer par un mensonge. Si tu veux être bar-mitsva, il faut te faire circoncire. Réfléchis. Et donne-moi ta réponse dans huit jours. »

Une semaine plus tard, contrit mais déterminé, Emmanuel avait décidé

de se soumettre à l'obligation rituelle. Ce fut notre ami, le professeur Adi Steg, qui, dans son service de Cochin, procéda avec toute la science et la délicatesse requises à la pieuse opération.

Nous n'étions pas encore au bout de nos peines. Quand le moment fut venu des ultimes préparatifs de la cérémonie qui devait avoir lieu à la grande synagogue de la Victoire, Arthur et moi-même fûmes reçus par le rabbin chargé d'établir les documents qui faisaient foi de la filiation du jeune *bar-mitsva*. Penché sur ses formulaires, le digne homme, la plume en l'air, énumérait les questions d'usage : dates et lieux de naissance des parents, date et lieu du mariage, quand soudain il se tourna vers mon époux pour préciser : « Date du mariage religieux ? — Nous ne sommes mariés que civilement », répondit, toujours affable, Arthur. « Mais alors... votre fils... au yeux de notre Loi, c'est un enfant naturel. » Nous commencions à trouver la situation assez pittoresque. Arthur coula vers moi un regard qui lui suffit à vérifier que nous étions dans le même sentiment, prit ma main et sourit : « Eh bien, monsieur le Rabbin, si vous pensez que ce sera mieux pour l'enfant et l'idée qu'il se fait du caractère solennel de sa *bar-mitsva*, mariez-nous ! » A peu de temps de là, en conséquence, en présence de mon père, de mes frères et de tous les enfants riant sous cape mais émus, le grand rabbin André Chekroun venait à la maison procéder aux prières d'usage. Emmanuel pouvait ainsi se présenter la tête tout à fait haute, d'autant qu'à la stupeur générale, car on avait pris l'habitude que la distinction revînt à l'enfant d'une de ces familles séfarades tellement plus observantes, ce petit ashkénaze<sup>1</sup> était classé premier à l'examen final qu'avaient subi tous les élèves des Talmud Torah<sup>2</sup> de la région parisienne. Emmanuel n'en prépara qu'avec plus d'ardeur le commentaire qu'il devait présenter lors de sa montée à la Torah<sup>3</sup>. On ne s'étonnera pas qu'il eût pris pour thème la justice et que son petit discours, fort bien tourné, portât sur l'interprétation de la règle selon laquelle tout homme, condamné à mort à l'unanimité par le Sanhédrin, devait être immédiatement relâché.

Emmanuel continua encore deux ou trois ans à s'instruire dans la Loi. Il avait trouvé à la Communauté de la Stricte Observance de la rue Cadet un maître de grande valeur, M. Lemel. Le poids d'une famille non pratiquante, l'environnement du lycée, le climat de l'époque devaient venir à bout de sa ferveur : qui sait néanmoins si les marques qu'il en garda ne l'ont pas aidé dans les circonstances difficiles que tout homme, à un moment

1. Littéralement, dans la Bible, un habitant d'Ashkénaz, le pays où s'est installé un fils de Gomer, petit-fils de Japhet. Identifié d'abord avec la Scythie, le terme fut appliqué au début du Moyen Âge à l'Allemagne, puis à une zone de peuplement juif dense en Europe du centre et du nord-ouest avec, en son cœur, les juifs allemands de la vallée du Rhin. Les *sefardim*, liés au judaïsme de Babylone dont ils sont censés avoir assuré la succession, sont les juifs qui descendent des communautés espagnole et portugaise d'avant les expulsions de 1492 et 1497.

2. Littéralement « l'étude de la Loi ». Par extension, les cours et écoles où l'on étudie la Loi. Le terme est désormais plus particulièrement appliqué au cycle de cours donnés aux enfants de neuf à treize ans.

3. « Monter à la Torah » désigne le fait que, pour la première fois, le jeune *bar-mitsva*, le sabbat suivant son treizième anniversaire, lit, devant sa congrégation assemblée à la synagogue, la *sidra* (ou *paracha*), la section hebdomadaire du Pentateuque.

ou à un autre, doit traverser pour atteindre à la pleine maîtrise de lui-même ?

Les options qu'avaient prises, chacun de son côté et à son heure, mes deux fils, n'étaient pas des actes isolés. Dès la fin des années 50 un ample, inégal et sourd mouvement avait commencé à agiter la plus jeune génération juive, retravaillée par sa singularité. Dans le même temps la génération moyenne, glacée en son cœur par la déshonorante et sinistre ruine de ses certitudes antérieures, s'ébranlait en direction d'une forme ou d'une autre, d'un degré ou d'un autre, de « retour ». Mais, pour apprécier ce mouvement dans son authenticité collective, il faut d'abord revenir et prendre l'exacte mesure du mouvement biséculaire précédent qui, orienté en sens inverse surtout en son épiscentre européen, avait incité les juifs depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle à se retirer du judaïsme pour entrer dans l'humanité commune et se conformer à la norme universelle.

Il n'est pas question ici d'esquisser un procès unilatéral et sournois de l'émancipation telle que, dans la logique des Lumières, elle fut conçue et mise en œuvre. J'ai dit déjà<sup>1</sup> tout le bénéfice que le monde juif, comme un tout et dans ses individus les plus doués, avait tiré de cette entrée fougueuse dans la modernité, tout le profit obtenu d'avoir été précocement mis au contact direct et stimulant des valeurs et réalités novatrices : l'espace, le nombre, l'esprit d'examen, la liberté, la raison, la science et la technique, le progrès, l'égalité enfin. Comment pourrais-je d'ailleurs m'absorber dans une entreprise si paradoxale, moi qui suis sans conteste, dans les couches les plus profondes et les plus stables de mon être, une héritière privilégiée et en droite ligne de cette logique de l'émancipation ?

Mais je ne saurais davantage m'associer à une célébration extasiée qui ferait de 1789 le point de départ et d'arrivée d'un état indépassable et définitif de félicité comme, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution en 1989, s'y prêtèrent des adeptes quelque peu désuets de la Maçonnerie chère à nos grands-parents et des partisans attardés de la République radicale et radicale-socialiste chère à nos parents.

Toute logique, en se faisant Histoire, se dégrade, se brouille, s'enténèbre et, même porteuse de virtualités excellentes, même ayant engendré de magnifiques réalisations, ne peut que forcément s'alourdir de contreparties regrettables ou déplaisantes, parfois déplorables.

Sans doute, ce qui est fréquemment le cas dans les sciences humaines, n'a-t-on pas les moyens de démontrer autrement que par une succession dans le temps — succession qui, en elle-même, ne suffit pas à l'établir — le rapport de cause à effet entre la logique de l'émancipation et ses possibles contreparties : sur un mode mineur l'Affaire Dreyfus en France, sur un mode majeur la Shoah en Europe. Cependant, il est bien difficile de juger de l'Affaire à la fin du siècle dernier ou de la destruction des Juifs d'Europe

1. Cf. Annie Kriegel, *Les Juifs et le monde moderne. Essai sur les logiques d'émancipation*, Paris, Le Seuil, 1977.

pendant la Seconde Guerre mondiale dans des termes qui ne recourent pas à l'analogie avec ce qu'horticulteurs et chirurgiens désignent sous le nom de phénomènes de rejet. Des phénomènes qui apparurent et allèrent jusqu'à leurs plus extrêmes conséquences en France et en Allemagne, justement les nations au sein desquelles les juifs avaient avec le plus de ferveur, en consentant le maximum de sacrifices quant à tout ce qui relevait de leurs traditions propres, cherché à s'intégrer : ceux d'entre eux qui bénéficiaient d'un vieil enracinement local s'y étaient même qualifiés de « juifs assimilés ». Qu'ils fussent victimes de tels phénomènes, c'est d'ailleurs bien implicitement de cette manière que les juifs eux-mêmes, sur le coup ou en différé, ont résolu l'énigme que ces événements, pénibles ou atroces, leur posaient. Puisque c'est précisément dans l'espoir de prévenir leur réapparition que ceux qui n'adhérèrent pas au sionisme (encore le sionisme dans sa composante bientôt majoritaire embrassa-t-il force dogmes socialistes) se déplacèrent en masse d'une conception universaliste mais libérale à une conception non moins universaliste mais socialiste de l'émancipation.

On a recherché jusque dans la Bible et notamment dans la littérature prophétique l'origine des pulsions qui, à chaque génération, semblaient devoir pousser une fraction limitée mais bien douée de la jeunesse juive à verser, sous couleur de justice, dans l'utopie millénariste du moment. On s'est interrogé sur cette passion récurrente pour la subversion révolutionnaire qui assurait, dans tous les groupes et mouvements de ce type, un recrutement privilégié d'adeptes d'origine juive. On en a isolé des causes de circonstance, comme par exemple la poussée démographique qui depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, le développement de l'hygiène et de l'instruction aidant, fait massivement s'accroître une jeunesse de clercs d'autant plus désoccupés que la séduction de l'athéisme les détourne des études sacrées traditionnelles. Mais on y a vu surtout une constante spirituelle, intellectuelle, historique. Ces spéculations ont du vrai encore qu'elles demeurent fragiles. Car, si la catégorie de projets ou de perspectives qu'abrite et résume le mot fétiche de révolution a reçu l'adhésion de nombre de juifs qui en furent un ferment actif, ce fait établi ne remonte guère plus haut que le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et correspond au moment où, de manière générale, le mythe de la révolution s'est confondu avec l'éclosion des utopies socialistes. Il est bien inutile de dévier le débat et de le transformer en cercle vicieux en arguant que c'est la nouvelle vague déferlante d'antisémitisme qui contraignit les juifs à chercher la réplique et à se placer sous l'invocation d'un monde meilleur à venir. Car justement l'antisémitisme moderne, même s'il continuait à s'alimenter à l'antijudaïsme chrétien, tenait son renouvellement et ses particularités du procès inédit qu'il dressait contre des *contestataires* de l'ordre établi qui se trouvaient de surcroît, quoi qu'ils fissent, des *étrangers* dans le monde des nations résultant depuis 1815 de l'équilibre des puissances.

Tant que le socialisme lui-même demeura une branche poussant certes avec vigueur dans une direction (l'organique, le corporatiste, l'étatique) qui risquait de faire trop pencher l'arbre entier de ce côté-là, mais une branche toujours néanmoins solidement attachée au tronc des Lumières, le mal fut limité : les « mots de la tribu » — liberté, tolérance, peuple, industrie, paix,

association, philanthropie, instruction —, fussent-ils ambigus, étaient en phase avec les valeurs et les rêves de la société entière ou, du moins, de son aile marchante. Dreyfus fut défendu, sauvé du pire, amnistié, réhabilité.

Tout allait radicalement changer avec le greffage, sur la branche socialiste, d'un rameau allogène et bâtard, le rameau communiste, destiné à croître monstrueusement et à pomper la sève et l'air de tout ce qui, autour de lui et en concurrence avec lui, risquait de lui faire de l'ombre. Là encore, on a voulu masquer l'originalité vénéneuse de cet arbre de mort en lui trouvant des antécédents et en lui inventant une généalogie : Marx, tout à la fois d'origine juive mais converti et d'ailleurs fort mal embouché à l'égard du judaïsme en général, y tenait le rôle flatteur d'ancêtre du lignage. Ce n'était pas faux puisqu'il faut bien observer que, si greffe il y eut, la greffe a pris — mais à condition d'admettre par ailleurs que, somme toute, le marxisme d'abord, le marxisme-léninisme bien davantage, le stalinisme enfin (sans exempter les variétés hybrides, hâtives, tardives ou alternatives : trotskisme, boukharinisme, maoïsme, castrisme, polpotisme, etc.) étaient porteurs de maladies génétiques qui ne leur permettaient pas d'échapper à une inéluctable dégénérescence et à produire des fruits pourris.

Il en résulte que la part prise par des juifs dans une entreprise qui, au départ, paraissait de même nature que les utopies socialistes précédentes a eu des effets catastrophiques. D'abord pour les acteurs juifs directement concernés — les juifs communistes de toutes variétés ont payé un formidable tribut au Moloch léninien qui les a dévorés après les avoir séduits et pervertis. Mais aussi, mais surtout pour les groupes humains au sein desquels des juifs communistes ont servi d'agents favorisant l'incubation du mal : leurs propres coreligionnaires, d'une part, et, d'autre part, les nations et sociétés où ils vivaient.

Encore convient-il de bien circonscrire les lieux et préciser les modalités de l'œuvre d'assainissement que le monde juif doit poursuivre sur lui-même pour contribuer à la guérison du monde en général. Et éradiquer les risques de nouvelle infection que peuvent relancer dans la période de transition les tâches d'ensevelissement des cadavres et la gesticulation ultime des survivants d'une utopie ayant d'autant plus tourné au désastre qu'elle avait réussi à s'emparer du pouvoir d'État sur une large portion des terres émergées.

Sans doute serait-il odieux de faire porter aux juifs la responsabilité entière de cette épidémie meurtrière. Même si, après la révolution d'Octobre, l'imagination populaire a gonflé leur participation comme en donne une idée cette scène qu'Ivan Bounine a notée à chaud le 25 avril 1919 à Odessa :

« On raconte que Feldmann a prononcé un discours devant des députés de paysans :

— Camarades, bientôt il y aura le pouvoir des soviets dans le monde entier !

Et soudain une voix, de la foule des députés :

— Ça se fera pas.

Feldmann avec fureur :

— Pourquoi ça ?

— Il n'y aura pas assez de youpins<sup>1</sup> ! »

1. Ivan Bounine, *Jours maudits*, 1919, L'Age d'Homme, 1988, p. 107.

Dans la même veine, Staline, pour expliquer que le mouvement communiste ne s'était pas développé en Afrique, aurait dit en riant : « On n'a jamais vu un juif se déguiser en nègre<sup>1</sup>. »

Ce serait reprendre le thème pogromiste du judéo-bolchevisme, si perfidement orienté et si monstrueusement partial. Le communisme, et ce fut sa force, infecta bien d'autres zones de peuplement et des couches sociales si denses qu'on lui accorda un moment d'être « l'avant-garde » du « peuple » et des « masses ». C'est ainsi que la *classe ouvrière* des pays industriels, élevée au rang abstrait de prolétariat, se trouva, classe révolutionnaire par essence, assignée à une mission libératrice pour le compte de l'humanité entière ; les *intellectuels* empruntèrent aux communistes les concepts de base de leur *weltanschauung* au point que la qualification de la catégorie en général avait fini par se confondre avec la fraction, en principe plus réduite, des « intellectuels de gauche » ; les élites « éclairées » des *pays dépendants et coloniaux*, après avoir passé par une phase d'alliance « anti-impérialiste » avec les communistes, finirent par reprendre à leur compte le projet d'édifier, sur le modèle soviétique, des États socialistes ou « à orientation socialiste ».

C'est que, et le nier conduirait à laisser ouverts les voies et mécanismes de pensée par où l'infection a trouvé un chemin propice à sa propagation, le communisme n'opérait pas dans le vide mais dans un monde nécessairement imparfait. Fût-ce en les grossissant démesurément, en leur attribuant une fausse étiologie, en nourrissant leurs effets, en dénigrant les thérapeutiques qui se révélaient tant soit peu efficaces, il cernait dans chaque cas les raisons latérales, connexes, analogiques, qu'il avait de s'instituer le tonitruant champion de la lutte contre des maux réels.

Ce fut bien pire quand, à ces maux réels dûment répertoriés, le monde dut ajouter ceux, inédits et redoutables, découlant de la déstabilisation prolongée qu'entraîna la Première Guerre mondiale. Une crise d'une ampleur telle que le bolchevisme, confiné jusqu'en 1914 dans le statut d'une secte insignifiante, y trouva, comme l'avait espéré Lénine, l'occasion favorable qui lui permit de prendre pied sur la terre même de ses premiers adeptes, la Russie. Il y trouva surtout dans la suite l'occasion formidablement démultipliée de s'adjuger la fonction, coûteuse mais très honorable, de combattre en première ligne un adversaire, l'hitlérisme, qui présentait comme ennemi un double avantage : né de circonstances analogues — la défaite et l'humiliation nationales —, le nazisme appartenait au même type de pathologie sociale que le communisme, lui ayant d'ailleurs emprunté quelques-uns de ses thèmes, de ses traits et de ses pratiques ; par contre, dans les périodes où il se situait à l'autre bout de l'éventail géostratégique planétaire — ce ne fut le cas ni du tout dans les années 20, ni pendant toutes les années 30, ni bien sûr de 1939 à 1941 —, il fut en mesure, en le confondant, malgré d'énormes différences, avec le fascisme et ses diverses variétés autoritaires de dresser

1. Cette « plaisanterie » a été rapportée par Marius Magnien qui passait, dans les années 50, à tort ou à raison, pour un « œil de Moscou » à Paris. Elle me fut communiquée par René Lhermitte, ancien rédacteur à *L'Humanité* et professeur émérite de russe à l'université Paris IV.



contre lui un front commun auquel démocrates et démocraties occidentales ne pouvaient que se joindre.

Or, pour l'enchaînement sans fin du malheur juif, taillé notamment en Europe centrale sur le même patron que le malheur d'une Pologne coincée entre l'Allemagne hitlérienne et l'Union soviétique, il s'est trouvé que l'hitlérisme avait une même façon que le communisme de mettre l'histoire en perspective et d'en appeler à un mécanisme unique : la lutte des races fut au cœur de la philosophie de l'histoire pour le nazisme comme la lutte des classes le fut pour le communisme. « La question juive. Brecker est formel. Aucune exception possible. C'est un duel à mort <sup>1</sup> », rapporte Jean Cocteau, ainsi mis au fait, dans son journal à la date du 29 mai 1942.

On a souvent déploré que les juifs se fussent laissés passivement conduire à l'abattoir. Imputation calomnieuse. Ils cherchèrent désespérément des issues. Mais les cherchant, ceux d'entre eux (l'immense majorité) qui étaient moins pauvres que dépourvus de généalogies ou de talents, ces *ignotes* qui n'avaient ni amis aryens bien placés, ni oncles d'Amérique, ni relations d'affaires ou politiques susceptibles de leur décrocher des visas salvateurs, plus simplement encore tous ceux qui n'eurent pas de chance (car l'imprévisible, l'imprévu jouèrent un rôle énorme à l'échelle du sauvetage des individus), devaient inévitablement rencontrer, dans le monde souterrain où ils étaient pareillement descendus, la main tendue des communistes qu'ils prirent à la manière de ceux qui se noient.

Dans ces conditions, l'alliance entre juifs et communistes, parce qu'elle n'était pas une alliance entre égaux, ne pouvait être purement de circonstances, révisée et rejetée quand celles-ci auraient changé. Les juifs étaient trop intensément demandeurs pour ne pas aller jusqu'à *échanger* leur identité propre contre l'identité communiste. C'est ici que j'ai fait l'expérience de la dépendance acceptée. Si vitale soit-elle, aucune alliance ne devrait impliquer, de la part du plus faible, la perte de son autonomie de décision, sa subordination, bref, sous couleur de protection, la servitude volontaire. C'est le principe cardinal qui, depuis quarante ans, a permis que les rapports d'Israël avec les États-Unis se traduisent par une politique durable et positive : Israël à aucun moment n'a renoncé à sa capacité de dire « non » — même à tort.

La dépendance juive à l'égard du communisme fut si forte qu'encore au printemps 1990 des juifs sont venus de quinze pays pour célébrer et commémorer, avec l'inauguration à Barcelone d'un monument érigé en hommage aux combattants juifs d'Espagne, la part prise, parmi les 35 000 volontaires des Brigades internationales, par les 7 000 juifs<sup>2</sup> accourus du monde entier, y compris de Palestine. Ainsi était entretenu et prolongé le mythe selon lequel ceux-là s'étaient battus « *per vuestra libertad y la nuestra* » et, confondant la liberté avec le communisme, avaient contribué au salut de l'Europe qui, à leurs yeux, se jouait alors sur l'Èbre et en

1. Jean Cocteau, *Journal, 1942-1945*, Gallimard, 1989, p. 138. Le sculpteur Arno Brecker était un intime de Hitler.

2. Le chiffre est discuté. G.E. Sichon le ramène à 3 500-4 000. Cf. *Les Temps modernes*, octobre 1988.

Castille : effroyables illusions quand on sait ce que les communistes finirent par faire de la guerre d'Espagne — en liquidant leurs alliés, simples démocrates, révolutionnaires de diverses variétés non rigoureusement orthodoxes ou suspects de quelque déviation ou insoumission que ce soit, ils en firent le champ d'expérience d'un processus de stalinisation de toute la gauche internationale qui allait après guerre s'épanouir à grande échelle, avec l'aide des « anciens d'Espagne » ou plus souvent encore à leurs dépens<sup>1</sup>.

Effroyables illusions mais étonnamment persistantes. Après l'effondrement ignominieux des partis communistes au pouvoir en Europe de l'Est, ne voit-on pas cette même année 1990 des juifs ou demi-juifs, Gysi en Allemagne, Petre Roman en Roumanie, il est vrai débarrassée en l'occurrence de rivaux et concurrents qui, pour l'heure, estiment que le jeu n'en vaut pas la chandelle, se précipiter pour ramasser les débris et les repêtrer en nouveaux partis au pouvoir ou d'opposition ?

Le rôle d'ailleurs que, dans les pays, de la France aux États-Unis, où vit une importante communauté juive, ont joué de jeunes juifs dans la poussée incarnée par toutes les variétés de gauchisme des années 60-70 montre combien impérieuse demeure la lutte contre l'utopie partout où celle-ci a pour fonction de combler un manque d'ordre religieux ou national. Il est par contre remarquable qu'Israël se soit révélé si immunisé contre le virus que les quelques étudiants et intellectuels radicaux qui en son sein lui furent réceptifs choisirent le chemin de la *Yerida*, c'est-à-dire du retour en diaspora. De manière plus générale, le fait que Moscou eût très vite abandonné, rejeté et stigmatisé Israël, soutenu de son crédit international et de ses armes les formes les plus implacables du combat arabe contre lui, y compris le terrorisme, le fait que, dans la guerre comme dans la paix, ainsi qu'on l'a vu à l'époque des accords de Camp David, Israël ait eu pendant plus de trente ans, de Staline au premier Gorbatchev, à affronter la vindicte soviétique ont contribué efficacement à ce que le monde juif dans son ensemble fût des premiers à se purger de son ancien attrait pour les utopies totalitaires.

Jusqu'à quel point cependant ? Est-elle à coup sûr abandonnée l'ultime tentative, avant sa mort, à Tübingen en 1977, d'un Ernst Bloch, le « philosophe marxiste de l'espérance », de préparer le renouveau éthique du marxisme en tant que pratique humaniste en le mixant avec le millénarisme chrétien et surtout avec le messianisme juif apocalyptique dans la version que procure une lecture hâtive de la Kabbale — comme l'avaient fait avant

---

1. Faut-il même aller plus loin ? S. Spender, pour le dévoilement en novembre 1990 à Madrid d'une plaque à la mémoire de cinq écrivains britanniques qui tombèrent en Espagne du côté républicain, écrit : « Ceux qui avec amertume regrettèrent la victoire de Franco à l'époque peuvent, regardant l'Espagne en 1990, avoir de terribles doutes s'ils se posent à eux-mêmes la question de ce qu'auraient été les conséquences si les Républicains avaient gagné la guerre civile quelques mois avant le commencement de la Seconde Guerre mondiale, et, avec le reste de l'Europe, avaient été bientôt soumis à l'Allemagne hitlérienne. Peut-être Franco... fut-il le petit obstacle qui, se trouvant sur le chemin de Hitler entre la frontière espagnole et Gibraltar et neutralisant la péninsule, permit à la démocratie européenne de survivre » (*The Sunday Telegraph*, 11 novembre 1990).

lui et avec lui tant de ceux qui, aux côtés d'Adorno, de Horkheimer, de Stefan George, furent, dans les années 10 de ce siècle, du cercle Max Weber à Heidelberg : Lukacs, Franz Rösensweg, Walter Benjamin, sans compter Martin Buber lui-même ? On peut douter de cet abandon quand on voit la passion avec laquelle on s'obstine encore à tenter d'exonérer du désastre un Lukacs<sup>1</sup> qui, de 1919 à sa mort en 1969, a cru qu'il fallait « sacrifier son âme pour la sauver », l'ayant en effet sacrifiée mais sans rien sauver, surtout pas en lui le juif « ascète, antirationaliste, prophétique » qu'il appelait de ses vœux ; ou un Walter Benjamin dont on s'emploie à faire, avec une exagération manifeste, non seulement un immense écrivain et penseur, mais une véritable « sentinelle messianique » alors qu'il ne fut qu'un malheureux communiste empêtré dans son communisme jusqu'à en mourir.

J'ai tenté déjà de montrer<sup>2</sup> comment la Résistance avait été pour nous, jeunes « Israélites », tout ensemble une Résistance *française* nous restituant clandestinement la patrie qui nous avait reniés et une Résistance *juive* nous rendant à l'évidence de la communauté de destin d'un peuple traqué. Mais le communisme, dont l'armature s'offrait à fournir le cadre de cette double résistance, n'avait pas consenti à nous prendre en charge pour nous laisser associer librement les divers fils de nos existences indécises. Sa manière, c'était d'infatigablement rouler la pâte molle de nos esprits adolescents pour en exprimer ce qui, à ses yeux, n'était que rebuts, survivances et impuretés et, à la place, la nourrir de liqueurs et fortifiants — idées ou pratiques — qui nous rendraient aptes à jouer le rôle que nous avons en effet joué dans le mouvement communiste d'après-guerre.

Ce n'est pas l'inoculation du marxisme qui seule pouvait décider de la réussite de ces opérations délicates. Marx, Lénine, Rosa Luxemburg, Trotski ont pareillement consacré temps, forces et écrits pour évacuer en eux et chez leurs disciples toute idée qui accordât une quelconque valeur positive à quelque aspect que ce soit du judaïsme. Ce faisant, ils n'avaient pas à se défendre de céder à l'antisémitisme car il ne s'agissait pas, bien au contraire, d'éliminer les juifs de la vie sociale et surtout des milieux révolutionnaires : ils voulaient simplement les vider de toute parcelle de judaïsme, les libérer, les émanciper de toute sujétion à des « vieilleries réactionnaires ».

« Pour les disciples de Marx, tout comme pour la classe ouvrière, la question juive en tant que telle n'existe pas » (R. Luxemburg, 1910). Encore qu'il ne faille pas aller trop loin et proclamer comme allant de soi, en raison de leur nihilisme national de principe, la non-culpabilité en fait d'antisémitisme des grands maîtres du marxisme. Comme il en fut dans les

1. Je persiste à tenir pour l'ouvrage le plus stimulant sur Lukacs le travail déjà ancien d'Yvon Bourdet, *Figures de Lukacs*, Anthropos, 1973. Depuis, Michael Löwy a publié une analyse très détaillée de l'évolution philosophique de Lukacs sous un titre qui révèle une ambition plus large, *Pour une sociologie des intellectuels révolutionnaires*, PUF, 1976. Dans la toute dernière volée d'ouvrages consacrés au philosophe hongrois, cf. la remarquable étude de Judith Marcus, *Georges Lukacs and Thomas Mann. A Study in the Sociology of Literature*, University of Massachusetts Press, Amherst, 1987. En contrepoint, cf. Daniel Bensaid, *Walter Benjamin, la sentinelle messianique*, 1990.

2. Cf. 2<sup>e</sup> partie, chap. 4-5.

années 80 de la querelle des philosophes français à propos du cas Heidegger — il sembla parfois, à écouter leurs véhémentes protestations, que simplement s'interroger sur un possible dérapage antisémite de Heidegger, c'était toucher à l'honneur de la corporation philosophique entière —, on<sup>1</sup> s'est hâté dans les années 70, en réplique à une étude fouillée de Robert Mizrahi<sup>2</sup>, de venir au secours de Marx et de le laver de la macule que valait à un juif converti à l'âge de six ans, fils d'un père converti à l'époque de la contre-révolution postnapoléonienne en Allemagne, la « rage antisémite » dont témoigne une lecture (« naïve », « littérale », négligeant l'équivalence fantasmatique établie entre des « essences » : juif = argent = bourgeois) du pamphlet de soixante pages que, sous le titre de *La Question juive*, Marx publia en 1844 dans les *Annales franco-allemandes*.

Que leurs principes de base eussent conduit les marxistes à une indifférence (entachée à l'occasion d'antisémitisme) devenue peu à peu intenable, Trotski en a lui-même fait la démonstration puisque, après avoir, lui aussi, désavoué toute préoccupation étroite qui l'aurait détourné de la révolution mondiale, il fut obligé dans les toutes dernières années de sa vie de réviser ses présupposés. En février 1937, il écrit : « La question juive n'a jamais été au centre de mes préoccupations ; cela ne signifie pourtant pas que j'ai le droit d'être aveugle au problème juif qui existe et qui exige une solution. » Hélas, ses suggestions en la matière n'étaient encore que renvoi aux calendes grecques : considérant la Palestine comme un « mirage tragique » et le Birobidjan soviétique<sup>3</sup> comme une « farce bureaucratique », il préconisait une solution territoriale du même type que le Birobidjan mais dans le cadre d'une « fédération socialiste mondiale »<sup>4</sup>.

Le marxisme à lui seul n'aurait donc pas suffi à détourner ses adeptes juifs de s'intéresser de trop près à l'état de la question juive. D'où la précaution supplémentaire consistant à affecter les militants communistes d'origine juive là où, tout naturellement, s'éroderait leur inquiétude pour les affaires juives. En France, par exemple, dès la Libération, à l'exception d'une poignée de spécialistes qui, s'appuyant sur l'UJRE, eurent charge d'occuper le créneau destiné à consolider et élargir les relations de l'appareil

1. Elisabeth de Fontenay, *Les Figures juives de Marx*, Galilée, 1973.

2. Robert Mizrahi, *Marx et la question juive*, Gallimard, 1972. La meilleure mise au point est celle de R.S. Wistrich, *Revolutionary Jews from Marx to Trotski*, Londres, 1976.

3. Pour combattre le prestige qu'avait conservé le sionisme en URSS et dans le monde, fut créé en 1928, sur un territoire de deux millions et demi d'hectares situé à la frontière de la Mandchourie, entièrement dépourvu de routes et infesté d'insectes, sous un climat où le thermomètre « descend rarement jusqu'à 40° au-dessous de zéro », un « rayon administratif juif », élevé en 1934 au statut de « région autonome juive » puis en 1936 à celui d'« État national juif ». Le gouvernement soviétique espérait y envoyer dès 1938 cent mille défricheurs juifs pour atteindre ensuite un peuplement de un million d'habitants juifs. Ce fut un fiasco : le Gosplan évaluait en 1937 à 18 000 la population juive établie au Birobidjan. Ses cadres furent en outre décimés peu avant la guerre par une purge sanglante pareille à celle qui sévit dans les autres « régions autonomes » et « républiques fédérées ». En dépit de tout, la fiction qu'a constituée le Birobidjan s'est maintenue jusqu'à nos jours. Cf. Henri Slovès, *L'État juif de l'Union soviétique* (1982).

4. « Thermidor et l'antisémitisme », *New International*, février-mai 1941.

communiste avec le monde juif, les jeunes communistes juifs, une fois dissoute l'UJJ, furent appelés à s'inscrire à l'UJRF<sup>1</sup>.

Sans doute, dans les lettres que j'écrivais à cette date, puis-je encore relever quelques notations sporadiques qui font voir que je ne suis pas tout à fait parvenue à oublier mes origines. Le 10 novembre 1945, ayant assisté à la Sorbonne à une cérémonie en l'honneur des professeurs et étudiants morts pour la France, je m'indigne : « On a parlé beaucoup des professeurs, comme si, à part les quelques malheureux professeurs juifs déportés ils ne savent pas trop pourquoi, l'Université avait tellement soutenu la Résistance étudiante. » La phrase est d'ailleurs curieusement mal construite : le « ils ne savent pas trop pourquoi » renvoie, semble-t-il, aux ordonnateurs de la cérémonie mais peut aussi concerner les professeurs juifs déportés.

Plus significatif est le fait que les notations de ce type sont le plus souvent de caractère psychologique. A les relire près d'un demi-siècle plus tard, j'hésite à ne pas les mettre au compte d'une certaine complaisance à moi-même, du désir chez une jeune fille de moins de vingt ans de se singulariser, de poser sur son visage poudré une mouche ambiguë. C'est ainsi que, le 15 mai 1945, j'écris : « Sans doute ai-je hérité, de quel lointain ancêtre ! d'une nature un peu orientale. » Bien sûr, encore que... mais n'ai-je pas déjà suffisamment de lettres pour savoir quel attrait exerce l'Orient sur les garçons romantiques ? Je me fais plaisir comme aujourd'hui, ayant plus de science, je me réjouis d'appartenir au groupe B, le groupe sanguin majoritaire en Asie.

De même, dans une lettre du 4 juillet 1945, j'écrivais :

« J'avais toujours l'impression d'être étrangère, isolée, de trop, de trop partout où je me posais. J'ai peur des regards hostiles, j'ai soif de confiance, et sous mes airs bravaches, très maladroitement, je dissimule la crainte de l'injure, du mépris ou de l'indifférence... Ce que je redoute, ce sont les ennemis qui s'attaquent à des choses dont on n'est pas responsable et auxquelles on ne peut rien. Je crains pour ainsi dire d'être refusée, refoulée. Ce sentiment naturellement n'est pas constant. »

Cela, cette fois, sonne d'autant plus vrai que toute ma vie j'ai éprouvé ces mêmes sentiments diffus de crainte devant la menace d'être rebutée. Il n'est pas sans doute abusif de mettre ces sentiments en relation avec l'épreuve de la ségrégation, de la persécution et de la réclusion clandestine subie les années précédentes. Mais il n'est pas besoin non plus qu'elle soit juive en 1945 pour qu'une très jeune fille manque d'assurance dans ses rapports avec autrui : c'est un cas, par bonheur, assez général, et qui préserve d'être de ces filles que leur beauté, leur naissance, leur sottise ou leur présomption font avant l'âge pleines d'aplomb.

Plus que ces incertaines considérations psychologiques qui, à la rigueur, suggèrent la persistance de traces révélant une identité juive en voie de dissolution, les réactions ou l'absence de réaction à des événements majeurs attestent, eux, de l'affaiblissement graduel de tout intérêt pour les affaires

---

1. UJRE : Union des Juifs pour la Résistance et l'entraide ; UJJ : Union de la jeunesse juive ; UJRF : Union de la jeunesse républicaine de France. Cf. 2<sup>e</sup> partie, chap. 3 et 4, et 3<sup>e</sup> partie, chap. 3.

proprement juives — en concordance avec un renforcement de l'identité communiste qui désormais commande souverainement les logiques de l'esprit et du cœur.

Le premier test, c'est, au printemps 1945, le fait que le retour des déportés passe chez moi inaperçu. J'ai eu beau fouiller ma mémoire et mes archives, je n'ai trouvé aucun indice qui me permette de penser que m'a bouleversée, ou du moins touchée, ce dont le Lutétia<sup>1</sup> était le cadre.

Sans doute, à la maison non plus, personne ne me parut plus tendu qu'à l'accoutumée, comme si chacun était bien convaincu qu'aucun des nôtres ne rentrerait. Ma tante dont le jeune époux avait été des premiers déportés m'a confirmé qu'elle avait de longtemps cessé d'espérer. Mais tout de même : quand une petite cousine et sa mère qui avaient été de nos intimes avant-guerre — on les appelait « les Gros » parce qu'ils étaient, parents et enfants, très corpulents — furent, méconnaissables, rapatriées et, par une miraculeuse concordance, se heurtèrent, gare de l'Est, à leur père et époux qui, lui, était rapatrié d'un *oflag*, j'enregistrai avec plaisir la nouvelle qui me fut transmise par ma mère mais sans manifester le désir d'en savoir davantage<sup>2</sup>.

Sauf à l'égard de quelques personnalités à qui l'on fit fête (Marcel Paul, Martha Desrumeaux, Marcel Prenant, Julien Cain, Louis Martin-Chauffier), le Parti ne vit rien qu'une tâche bureaucratique parmi d'autres (bien qu'il recommandât à ce propos d'« éviter toute bureaucratie »). Le 15 mars 1945 les secrétaires régionaux reçurent des « instructions relatives aux déportés politiques, prisonniers de guerre et déportés civils<sup>3</sup> » ; celles-ci prévoyaient seulement des mesures de police interne, comme de faire remplir à chaque intéressé

« une biographie (modèle habituel) et un mémoire, aussi détaillé que possible, mentionnant en particulier :

- Conditions dans lesquelles il a été arrêté, fait prisonnier ou déporté.
  - Liste des camps, prisons, stalags, oflags dans lesquels il a séjourné et dates d'entrée et de sortie de chacun d'eux.
  - Camarades responsables du Parti, connus au cours de chaque séjour.
- Etc., etc. »

1. L'hôtel Lutétia servit de centre d'accueil pour tous les déportés de retour tandis que la gare d'Orsay fut équipée en centre frontalier, la caserne de Reuilly, le Vél'd'hiv', les écluses Saint-Martin en centres d'hébergement, le Rex et le Gaumont Palace en centres de transit pour toutes les autres catégories de rapatriés.

2. C'est en lisant tout récemment, dans la revue *Le Monde juif*, du Centre de la rue Geoffroy-l'Asnier, le témoignage de deux vieilles dames qui, encore enfants à l'époque, avaient été sauvées pour avoir été placées dans la catégorie des conjointes et enfants de prisonniers de guerre et de ce fait envoyées, au lieu d'Auschwitz, à Bergen-Belsen, que j'eus l'idée d'interroger ma cousine : c'avait été aussi son cas. Arrêtées, elle et sa mère, le 23 juin 1944 à Nice sur dénonciation, conduites à l'hôtel Excelsior qui servait de prison, elles avaient été, deux ou trois jours plus tard, transférées à Drancy. Un mois après, le 23 juillet, les Allemands formèrent un convoi de femmes et d'enfants de prisonniers de guerre et le dirigèrent directement sur Bergen-Belsen où se trouvaient déjà des juifs originaires de Hollande, de Grèce, d'Albanie appartenant à la même catégorie. Il semble que les Allemands projetaient d'en faire l'échange avec un contingent équivalent de leurs propres prisonniers de guerre. Un échange qui n'eut pas lieu.

3. On peut penser qu'étaient visés sous ce terme les déportés « raciaux » et/ou les STO qualifiés de « déportés du travail » (encore faut-il vérifier à partir de quel moment exact fut attribuée à ces derniers cette qualification analogique).

Après examen de ces documents, le secrétariat du Parti et le bureau régional étaient seuls habilités « à accepter les nouvelles demandes d'adhésion et à réintégrer dans le Parti les anciens membres ou responsables de cellule » à qui devait être confié non le poste que chacun d'eux occupait en 1939, mais « la tâche correspondant à ses aptitudes et ses possibilités actuelles (*souligné dans le texte*)<sup>1</sup> ».

Sans doute aussi le manque de chaleur qui caractérisait l'accueil des déportés, surtout quand il s'agissait de « déportés raciaux », ne fut-il pas le propre des seuls communistes. L'indifférence manifestée à l'égard de ce qui leur était advenu fut si peu discrète et si blessante que c'est un point qui, aujourd'hui encore, fait sortir de ses gonds Simone Veil. Sous le couvert d'une prétendue nécessité de respect et de décence fut imposée une manière de silence sous lequel devait demeurer enfouie pendant plus de vingt ans cette version moderne et paroxystique des horreurs de la guerre. Un silence qui apparut en lui-même énigmatique quand, après l'épuisement des fureurs révolutionnaires des années 60-70, revint en force la nécessité de réfléchir aux formes les plus extrêmes de la perversion totalitaire — la *Shoah* et le *Goulag*.

L'énigme à laquelle historiens et politologues ne se sont attaqués que récemment est loin d'être résolue. Les historiens français de gauche sont parvenus même à l'épaissir encore en réduisant leur questionnement à ce que l'un d'eux a appelé « le syndrome de Vichy ». A leurs yeux, c'est le général de Gaulle, anxieux de favoriser à son profit la réconciliation nationale, qui aurait en personne dès la libération de Paris posé « d'emblée la première pierre du mythe fondateur de l'après-Vichy<sup>2</sup> », mettant délibérément entre parenthèses le régime du Maréchal, la collaboration avec l'ennemi, la guerre franco-française qui fit rage de 1940 à 1944 et le génocide juif. Cette thèse a le mérite de donner à nos valeureux jeunes combattants d'une histoire engagée l'occasion de mener, rétrospectivement mais cette fois jusqu'au bout, cette guerre civile si fâcheusement interrompue en 1944-1945 par le chef de la France libre. Ils s'en justifient par l'urgence de préserver la mémoire de la *Shoah* — mais ce qui les passionne en priorité, c'est de la maquiller en une séquence de la guerre permanente entre la gauche (tout entière du bon côté) et la droite (tout entière du mauvais).

L'ennui, c'est que cette thèse est largement inconsistante. D'une part, attribuer une part significative de responsabilité au gouvernement de Vichy aboutit paradoxalement à écorner celle qu'encourt le nazisme. Quels qu'aient été ses faiblesses, ses abandons, ses lâchetés, sa complicité, sa servilité, Vichy ne fut jamais que Vichy. Dans les matières sérieuses, il n'eut aucun rôle pilote et indépendant qui lui eût permis de prendre des initiatives et d'être même comme associé aux décisions allemandes. Que des historiens américains ou suisses ne comprennent pas très bien ce qu'est un pays occupé après une défaite ignominieuse, soit, mais des historiens français ? Quelle

1. J'ai retrouvé cette circulaire dans les Archives André Marty déposées au Centre d'histoire du syndicalisme de la rue Mahler.

2. Cf. Henry Roussio, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Le Seuil, 1987.

marque, d'autre part, de parisianisme tournant en provincialisme que d'avoir manqué d'observer que l'occultation du génocide juif jusqu'aux années 70 ne se limita pas à l'Hexagone mais affecta le monde entier (y compris, au moins jusqu'au procès d'Eichmann, Israël) : l'humanité avait-elle besoin de cette période de refoulement de l'horreur pour reprendre ses esprits ?

C'est d'ailleurs après avoir pris la mesure de cette occultation universelle que j'ai renoncé de mon côté à n'en attribuer les méfaits qu'à l'opération, assurément détestable, à laquelle les communistes s'étaient livrés très tôt en opposant la passivité des déportés raciaux à l'actif courage des déportés politiques. Une opération qui fut tout ce qu'il y a de délibérément menée mais qui ne suffit pas à résoudre l'énigme.

Elle suffit néanmoins dans mon cas personnel. Sans doute au printemps 1945 les choses étaient-elles encore très confuses. *L'Humanité* de l'époque, comme toute la presse, multipliait les reportages sur les atrocités allemandes mais sans bien marquer qu'elles n'avaient pas également frappé les diverses catégories de survivants qui refluait alors d'outre-Rhin : prisonniers de guerre, déportés politiques, déportés raciaux, déportés résistants (ou pour d'autres motifs moins avouables), STO, Alsaciens et Mosellans incorporés de force (les « Malgré nous »), sans compter les collaborateurs, les miliciens, les soldats français engagés dans l'armée allemande, appartenant à la division Charlemagne de la Waffen SS.

Le cœur a comme l'âme ou l'esprit des points aveugles, aveuglés par des présupposés idéologiques ou des rejets passionnels. Rosa Luxemburg qui, dans sa cellule, pleurait de compassion sur les buffles attelés à de lourds chariots dans la cour de la prison, n'a jamais ressenti une égale affliction à la vue de la détresse juive. L'étrange et paradoxale Simone Weil chez qui toutes les sortes de malheurs et de malheureux éveillaient une charité éperdue fait retenir par ses parents pour y écrire plus commodément l'une des rares chaises disponibles dans le camp du Maroc où, en 1942, ils sont en transit tandis que des mères de famille accablées d'enfants, de fatigue et de chaleur restent debout... mais ce sont des juives.

Le second test qui permet de mesurer le degré auquel mon identité communiste, une fois maîtresse du terrain, a refoulé, anémié, écrasé, ventilé, évacué la dimension juive de mon identité telle qu'elle avait émergé de la guerre et de la Résistance, c'est ma complète non-implication, mon désintérêt comme personne, mon non-engagement comme militante dans les affaires du Proche-Orient, même quand, de 1945 à 1949, l'Union soviétique et le mouvement communiste international soutiennent à fond la création d'un État juif et lui fournissent une part décisive des moyens de sa défense.

Je suis si peu concernée, si extérieure à la chose que ne m'a ni intellectuellement ni affectivement atteinte, ne me laissant aucun souvenir vécu, cette série haletante d'événements de première grandeur : en 1945-1946, la gigantesque organisation de l'« immigration clandestine » qui permit de regrouper et d'acheminer plus de cent mille « personnes déplacées » entassées à travers l'Europe du Nord et l'Europe centrale dans des camps de fortune pour, notamment d'Italie, les faire gagner, malgré la surveillance britannique en Méditerranée, la Palestine ; en juillet 1947, l'affaire de



*l'Exodus*, qui fait un foin du diable en France quand, la Navy britannique ayant arraisonné le *President-Warfield* (devenu en pleine mer *Exodus 1947* après avoir arboré à son mât le drapeau bleu-blanc) avec à son bord 4 500 « illégaux » dont 955 enfants, trois « bateaux-cages » anglais ramènent leur cargaison humaine à Port-de-Bouc, vieux port de Sète — qui était alors le fief électoral de Jules Moch —, et restent tout un mois ancrés au large jusqu'à ce que le gouvernement de Sa Majesté et son secrétaire au Foreign Office, Ernest Bevin, décident de les réexpédier à Hambourg ; en 1947 encore, de mai au 29 novembre, la campagne internationale passionnée qui aboutit au vote à l'ONU du plan de partage de la Palestine entre deux États à créer, l'un juif, l'autre arabe ; en mai 1948 enfin, la proclamation d'indépendance de l'État juif qui prend le nom d'Israël, aussitôt suivie par l'invasion des armées arabes.

Désintérêt, et aussi total désengagement pratique. Je n'ai rigoureusement rien su — ce qui souligne, s'il en était besoin, l'efficacité du cloisonnement dans la vie quotidienne d'un parti communiste — de la manière dont a été prise la décision politique ayant commandé en Union soviétique, dans les démocraties populaires et dans les partis communistes occidentaux le soutien public du camp socialiste à la fondation de l'État d'Israël. Un soutien qu'ont successivement exprimé le discours de Gromyko<sup>1</sup> qui, devant l'Assemblée générale de l'ONU le 14 mai 1947, a balayé la manière marxiste-léniniste classique d'envisager la solution de la « question juive » comme celui en octobre 1947 du délégué de l'URSS à l'ONU, Seymon Tsarapkin, sur le droit du « peuple juif » à revendiquer un État. En France, alors que depuis mai 1947 les communistes ne participent plus au gouvernement, qu'à l'automne 1947 éclate un violent mouvement de grèves<sup>2</sup>, que les socialistes, et notamment Jules Moch, sont devenus les cibles d'attaques inouïes de la part de *L'Humanité*, le PCF dont la presse jusque-là avait été peu disert sur la Palestine (seul l'hebdomadaire du Comité central, *France nouvelle*, lui avait en 1946 consacré deux articles assez explicites prônant l'unité entre les Juifs et les Arabes pour abolir le mandat et établir une « Palestine démocratique », qui accorderait la liberté et l'égalité aux uns et aux autres) ne se joint pas moins à toutes les forces politiques françaises qui, autour de Léon Blum, se prononcent en faveur du soutien à la création de l'État d'Israël. Jacques Duclos affirme dans un meeting organisé le 3 mars 1948 à la Mutualité par le comité d'aide à la *Haganah*<sup>3</sup> que les juifs forment un peuple (« vous avez raison, vous, Juifs de France, de soutenir les Juifs de Palestine, vos frères ») et, à cette occasion, sans un mot pour les Arabes ni pour l'État arabe qui devrait être créé à côté de l'État juif, célèbre... la

1. Alors vice-ministre des Affaires étrangères de l'URSS.

2. Cf. 3<sup>e</sup> partie, chap. 4 et 5.

3. A l'origine milice chargée d'assurer la défense des établissements juifs en Palestine, la *Haganah* qui, en 1948, comptait quelque 60 000 hommes et dont s'était séparée une formation militaire de droite et terroriste, l'*Irgoun*, devait être l'embryon de l'armée israélienne, appelée aujourd'hui *Tsahal*. Le 11 janvier 1948 s'était tenue à l'Hôtel Continental une conférence nationale où 87 organisations et sociétés juives de France (dont bien sûr les communistes) avaient décidé de s'unir pour organiser l'aide politique et matérielle des Juifs de France à la *Haganah*.

judéité de Karl Marx : « Nous, communistes, nous sommes animés par une doctrine qui nous fait obligation de lutter pour notre libération, pour la libération de l'humanité. C'est un juif qui nous a donné cette doctrine, un juif de génie, un des plus grands hommes que la terre ait portés : Karl Marx<sup>1</sup>. » Florimond Bonte, le 18 mai 1948, prend la parole devant un Vél'd'hiv' bondé : « Au nouvel État juif... j'apporte ici le chaleureux salut de bienvenue du PCF toujours solidaire des combattants de la démocratie et de la paix. »

Envolées d'autant plus dignes d'être remarquées que le PCF et sa section coloniale doivent dans le même temps calmer la grogne des militants engagés dans les combats « anticolonialistes » du monde arabe, en particulier en Algérie. Ce dont témoigne une note d'information, adressée le 26 mai 1948 sous le titre « La question palestinienne » aux membres du Parti « responsables de journaux quotidiens et hebdomadaires », leur demandant de « faire preuve de prudence et de sérieux dans tout article traitant de la Palestine et, en général, des pays arabes du Proche-Orient ». Note à laquelle est jointe une bibliographie d'« articles à étudier sur la Palestine », comprenant, à côté du numéro spécial de *Démocratie nouvelle* (mai 1948, « Guerre ou paix »), des références à *Études soviétiques* et *Temps nouveaux*<sup>2</sup>. Le Bureau politique, réuni le 27 mai 1948, a par ailleurs, dans le relevé de ses décisions, élaboré sur « les événements de Palestine » un texte dont chaque terme a été soigneusement pesé :

« — Affirmer notre position de principe en tenant compte des décisions de l'ONU concernant le partage, en posant le problème de l'unité économique et la reconnaissance du nouvel État d'Israël.

a) Ce sont les impérialistes américains et anglais qui sont à l'origine de la guerre de Palestine.

b) La guerre de l'État d'Israël est une guerre juste.

c) Il ne convient pas pour autant de perdre de vue la position du Parti en ce qui concerne, d'une part, le sionisme (réactionnaire) et, d'autre part, le fait qu'en aucun cas le caractère juste de la guerre de l'État d'Israël ne peut être justifié par l'idée du « peuple élu », les deux choses étant distinctes.

— Dénoncer la position du gouvernement français dont la tactique consiste à défendre les intérêts impérialistes sous le prétexte de ménager les intérêts arabes en Afrique du Nord.

— Ne pas laisser poser le problème sur le plan racial.

— Faire la différenciation entre la Ligue arabe et ses menées au service des impérialistes et la juste lutte émancipatrice des peuples arabes.

— Porter cette position à la connaissance du Parti : *L'Humanité*, *France nouvelle*, *Cahiers* et information parlementaire<sup>3</sup>. »

1. Cf. *Droit et Liberté*, 15 mars 1948. *Droit et Liberté* est alors l'hebdomadaire en français de l'UJRE.

2. *Études soviétiques*, n° 1 de mai 1948, M. Melekhov, « La Ligue arabe ». *Temps nouveaux*, n° 10, 3 mars 1948, A. Kanounnikov, « A propos du partage de la Palestine » ; n° 11, 10 mars 1948, L. Sedine, « La Ligue des pays arabes » ; n° 19, 5 mai 1948, A. Kanounnikov, « La question palestinienne ».

3. Le texte de cette décision se trouve dans les Archives André Marty. Les mêmes archives fournissent la copie d'une très longue et très intéressante lettre adressée en réponse aux problèmes que se posent les militants algériens.

En somme et pour l'essentiel, il s'agit de colorer le soutien qu'apportent les communistes à la création de l'État d'Israël en la replaçant dans la perspective d'un combat anti-impérialiste, ce caractère anti-impérialiste ressortant clairement du fait — exact — qu'Américains et Britanniques traînent alors les pieds et cherchent des échappatoires pour renvoyer à plus tard l'application du plan de partage. C'est ce caractère anti-impérialiste de la guerre que Florimond Bonte s'efforce de mettre en relief quand il écrit : « Le patriote grec, le soldat de l'armée populaire chinoise, le combattant espagnol, les démocrates du Viêt-nam, les patriotes indonésiens, les résistants hindous sont des compagnons de lutte des soldats de la *Haganah* <sup>1</sup> ».

Non seulement je n'ai rien su de ces débats auxquels n'étaient mêlés que les militants juifs ayant la responsabilité des organisations sociales et culturelles, du quotidien en yiddish, la *Naïe Presse*, de la maison d'édition et de l'imprimerie regroupés dans trois bâtiments du 14, rue de Paradis, mais, conformément à la mise en garde qu'il n'a cessé de marteler dans ces mois-là :

« Nous vous mettons en garde contre la tendance erronée à croire que l'État juif de Palestine est l'État de tous les Juifs du monde. Le fait même qu'en France les Français de religion israélite sont des citoyens membres de la Nation française et qu'il n'existe pas en France de "question juive" (invention des Vichystes au service des nazis) suffit à réfuter une pareille "théorie". La reconnaissance de l'État palestinien d'Israël est la reconnaissance des droits nationaux des populations juives de *Palestine*. Mais le parti communiste français ne reconnaît pas d'immigrés "juifs" en France, il ne connaît que des immigrés polonais, hongrois, italiens, etc., sans distinction de coutumes ou de religion <sup>2</sup> »,

le Parti n'a fait aucun effort pour réveiller chez ses militants d'origine juive bien intégrés en son sein le sentiment qu'ils pourraient s'occuper des affaires de Palestine : je n'ai donc assisté à aucun des meetings que je viens d'évoquer malgré la présence à la tribune de représentants communistes. Je n'ai pas eu davantage la moindre part dans les modalités pratiques, légales ou non, qui ont accompagné le soutien déclaré des communistes français. A l'appel conjoint de la SFIO, de la CGT, du PCF se sont tenus par exemple dans plusieurs villes de France des meetings communs en faveur des passagers de l'*Exodus*. Rien de tel au Quartier latin. Je viens de consulter à nouveau ma collection de *Clarté*, le journal des étudiants communistes que je dirigeais de février 1948 à l'automne 1949 : alors qu'on y traite abondamment de toutes les sortes de combats anticolonialistes et anti-impérialistes du moment, pas un mot, pas une ligne n'est consacré à la Palestine. Pourtant, pendant la première guerre israélo-arabe, les correspondances de l'envoyée spéciale de *L'Humanité*, mon ancienne responsable de Grenoble, Catherine Varlin, ou les reportages de Roger Vaillant dans *Action* ne font pas la moindre réserve sur les exploits de la *Haganah*, même quand l'armée juive conquiert des territoires sur lesquels aurait dû s'établir l'État arabe, même quand l'exode des populations arabes de Haïfa ou de Jaffa peut ne pas paraître

1. *Cahiers du communisme*, n° 7, 1948.

2. Note également retrouvée dans les Archives Marty. Sans date.

tout à fait spontané. Les « bavures » comme l'assassinat du comte Folke Bernadotte ou le massacre de Deir Yassin sont aussi mises au compte de « provocations » dont la responsabilité entière revient à l'impérialisme britannique.

Je n'ai donc rien su et rien fait, bien que ce fût à Paris, à partir de l'été 1946, que Ben Gourion, installé au Royal Monceau, passa le plus clair de son temps ; à Paris que l'état-major de la Haganah pour l'Europe prit quartier ; à Paris que s'implanta le centre opérationnel du Mossad, à l'époque l'organisation clandestine responsable de l'immigration illégale, l'*Aliah Beth*<sup>1</sup>, à Paris encore que le Lehi (le groupe Stern de Nathan Yalin-Mor) s'appuya sur des sympathisants français pour tenter de jeter les bases d'un rapprochement avec le mouvement communiste international et l'URSS de Staline ; par Paris que transitèrent les hommes de la Haganah qui signèrent les premiers accords d'achats d'armes avec la firme *Ceskošovenski Zbrojovka* ; à Paris que fut obtenue du gouvernement français la possibilité de faire à l'aéroport d'Ajaccio l'escale technique nécessaire au transport des dix premiers Messerschmitt tchèques arrivés en Israël le 21 mai 1948<sup>2</sup>. C'est d'ailleurs en étudiant ces faits maintenant bien connus que j'ai soudain compris ce qui m'avait étonnée chez Shamir : la subtilité efficace avec laquelle il a, à la fin des années 80, conduit le processus de reprise graduelle des relations d'Israël avec l'Union soviétique et les divers pays de l'Est. C'est que Shamir avait été, justement à Paris, initié dans les années 50 aux avantages que pouvait procurer à Israël un jeu diplomatique ouvert qui ne le contraigne pas à s'appuyer, comme ce fut une inéluctable et impérieuse nécessité par la suite, sur un seul grand.

S'interpose ici un troisième test qui fait voir jusqu'où une identité communiste, désormais délivrée de tous impedimenta antérieurs et extérieurs à elle, devenue parfaitement homogène et lisse, peut aller en suivant sans défiance la voie étroite, à sens unique, de la logique qui l'anime.

Dès janvier 1949, le soutien soviétique à Israël, sans être retiré, se fait plus discret. Il est vrai que la scène proche-orientale est aussi moins trépidante. Il faut néanmoins attendre 1955 pour qu'avec les livraisons d'armes soviétiques à l'Égypte de Nasser apparaisse en pleine lumière à quel point, une fois déçue l'espérance d'une expansion territoriale du camp socialiste aux frontières méridionales soviétiques — de l'extrémité orientale de l'Anatolie turque à l'Azerbaïdjan du Sud — et par contre une fois l'« impérialisme britannique » chassé de la zone, la stratégie soviétique s'est retournée. Désormais et jusqu'à la « nouvelle pensée » gorbatchévienne des dernières années 80, elle repose sur l'alliance indéfectible du monde socialiste

1. L'*Aliah Beth* ainsi nommée pour la distinguer de l'*Aliah Aleph*, l'immigration légale autorisée par les Britanniques. De 1946 à avril 1948, vingt bâtiments porteurs de 20 000 émigrants sont partis de ports français. Cf. I. Zertal, « Le cinquième côté du triangle : la France, les juifs et la question de la Palestine, 1945-1948 », *La France et la Méditerranée*, E.J. Brill, 1990.

2. Cf. Arnold Krammer, *The Forgotten Friendship. Israël and the Soviet Bloc, 1947-1953*. University of Illinois Press, 1974.

avec le monde arabe, alliance que matérialise en 1967 la rupture des relations diplomatiques entre Israël et l'URSS.

En attendant, mais déjà dans la perspective de ce retournement stratégique, vont être conduites avec une rare brutalité, de 1949 à 1953, la liquidation en Union soviétique et dans les démocraties populaires de tout ce qu'avaient exigé l'alliance « antifasciste » du temps de guerre et son prolongement proche-oriental des immédiates années d'après-guerre, la liquidation aussi et dans le même mouvement de tous ceux qui avaient été mêlés à la pratique politique de ces temps bien particuliers et de leur suite. En somme, le « retour à la pureté communiste » qui, avant même la fameuse année 1947, fut l'un des prodromes de la guerre froide — il avait commencé à sévir dès 1946 dans le domaine de l'idéologie et pris la forme anodine de querelles d'intellectuels<sup>1</sup> — s'est trouvé en ce qui concerne la « question juive » retardé de deux ou trois ans du fait des événements du Proche-Orient mais n'a pas manqué dans ce secteur sensible de venir aussi à l'ordre du jour.

D'où l'élimination, sous divers camouflages, de nombreux cadres juifs dans tous les partis communistes au pouvoir, l'assassinat à Minsk, maquillé en accident, de S. Mikhoels (janvier 1948), la dissolution à Moscou du Comité juif antifasciste (novembre 1948)<sup>2</sup>, l'arrestation de l'élite des écrivains yiddishistes jugés à huis clos et exécutés le 2 août 1952, la suppression après un dernier numéro, le 20 novembre 1948, d'*Einigkeit* (« Unité »), organe du Comité juif antifasciste, du *Birobidszan Stern*, autre périodique de même langue, celle des Éditions *Emès* (« Vérité »). Sous le couvert de la lutte contre le « cosmopolitisme » — nom de code intronisé par un article retentissant d'Ilia Ehrenbourg dans la *Pravda* le 21 septembre 1948<sup>3</sup> —, le retour à la pureté communiste se manifeste par l'éradication de tout « nationalisme cosmopolite », alliage de mots curieux mais qui, à consulter le *Dictionnaire des termes étrangers* publié à Moscou en 1949, signifie que le « cosmopolitisme » en question est « le revers, le masque du nationalisme bourgeois agressif et l'antithèse hostile de l'internationalisme prolétarien ».

Le retour à la pureté communiste s'exprime donc, en fait de « solution finale » de la question juive, dans une marche forcée vers l'assimilation intégrale, nonobstant le maintien de quelques aspects dérogatoires en contradiction avec l'objectif global affiché, telle, pour des raisons de contrôle

1. Cf. 3<sup>e</sup> partie, chap. 4.

2. Dirigé par un vieux membre du Comité central soviétique, S.A. Lozovski (mieux connu dans le mouvement ouvrier français du temps où, proche des syndicalistes révolutionnaires de *La Vie ouvrière*, il animait les luttes des ouvriers casquettiers, sous le nom de Dridzo, puis dirigeant du *Profintern*, l'Internationale Syndicale Rouge dont il avait présidé le premier congrès à Moscou en juillet 1921), et présidé par le grand acteur S.M. Mikhoels, metteur en scène et directeur du répertoire du Théâtre d'État juif, le Comité juif antifasciste est né officiellement en avril 1942, reprenant une idée qu'avaient émise, au nom des bundistes polonais, Erhlich et Alter avant d'être exécutés sur les ordres de Staline (cf. 3<sup>e</sup> partie, chap. 9). Plus tard, en 1943, Mikhoels et le poète Itzik Feffer furent envoyés sillonner plusieurs mois durant les États-Unis pour s'adresser aux communautés juives. Lieu de contact par nature de juifs soviétiques avec des juifs étrangers, le Comité juif antifasciste servit surtout à stimuler l'aide américaine à l'URSS en diffusant une ardente propagande antinazie et prosoviétique.

3. Cf. Yeoshua Gilboa, *The Black Years of Soviet Jewry, 1939-1953*, Little, Brown and Cie, 1971.

policier, la persistance d'une « nationalité juive » que consigne le point 5 du passeport intérieur<sup>1</sup>. En pratique, cela appelle la reprise du vieux « combat d'idées » contre le sionisme dont les marxistes avaient depuis toujours voué aux gémonies la concurrence haïssable comme solution nationaliste bourgeoise de la question juive. D'où une campagne coordonnée qui, d'un côté, va, dans les démocraties populaires, conduire aux grands procès de la période, mettant ainsi le point final à la destruction, déjà très largement perpétrée par les nazis, du monde juif en Europe centrale, de l'autre, dans les pays comme la France où le PC n'est qu'un appareil politico-idéologique, à une profusion d'articles dénonçant le sionisme.

A qui s'adresser pour la rédaction de ces textes « doctrinaux » ? Les militants du créneau juif eussent sans doute consenti à faire le procès du sionisme et des sionistes avec qui, pendant la guerre et encore de 1945 à 1948, ils avaient travaillé main dans la main, mais il était plus judicieux de les tenir en réserve soit pour le cas où il y aurait un nouveau changement de stratégie, soit au besoin pour leur faire porter le chapeau des « erreurs » commises s'il fallait aller jusqu'à dénoncer la politique des années antérieures<sup>2</sup>.

Ce qui explique le jeu trouble que Jacques Duclos joua à l'égard d'Adam Rayski. Duclos poussa-t-il en effet Rayski, secrétaire général de l'UJRE dans les années 1945-1946 marquées par le front unique entre sionistes et communistes et, de ce fait, le militant communiste le plus connu de ce secteur, ou du moins ne le retint-il pas d'accepter en septembre 1949 un poste de haute responsabilité en Pologne ? En apparence, ce faisant, Rayski, dont, en raison de l'évolution de la stratégie soviétique, la fonction en France perdait de son importance, empruntait seulement avec retard le chemin de tous ceux qui, militants juifs de la Résistance MOI, étaient allés en 1945 « construire le socialisme » dans leur pays d'origine. En réalité, on peut se demander si le numéro 2 français ne précipita pas sciemment son collaborateur dans la gueule du loup. Adam Rayski, dans ses Mémoires<sup>3</sup>, évoque la « protection » dont le fit bénéficier à Varsovie l'appui efficace de Duclos. Peut-être a-t-il ainsi tenu à estomper la face la plus sombre d'une tragédie personnelle. Quoi qu'il en soit, une fois rendu là, Rayski n'échappa pas au filet destiné à ramasser les accusés potentiels d'un procès en cours de montage qui aurait été la suite polonaise des procès hongrois et tchèque<sup>4</sup>. Cependant, la mort de Staline ayant fait tourner court le procès en préparation, Rayski fut autorisé à revenir à Paris... où le SB polonais — la Sécurité d'État — peut n'avoir pas été totalement étranger à son arrestation par la DST et à sa longue détention dans une prison par bonheur française.

Ainsi se comprend que le PCF trouvât plus expédient de s'adresser à

1. Cf. mon étude « L'Union soviétique et ses Juifs », in *Les Juifs et le monde moderne*, 1977, chap. 8.

2. L'UJRE publia cependant une forte brochure de plus de 50 pages dans l'esprit des nouveaux temps : *Sionisme, antisémitisme et la grande conspiration contre la paix*, janvier 1953.

3. Adam Rayski, *Nos illusions perdues*, Balland, 1985, p. 196.

4. Adam Rayski, « Carnet de route d'un communiste », *Les Nouveaux Cahiers*, n° 43, hiver 1975-1976, p. 30-48.

des militants d'origine juive mais qui n'étaient plus ou n'avaient jamais été affectés à un domaine d'intérêt juif, qu'on avait depuis la Libération tenus soigneusement à l'écart de ces questions-là — des militants qui faisaient d'autant mieux l'affaire qu'entrés par héritage dans la logique de l'assimilation libérale chère aux juifs de vieil enracinement français, il leur était aisé de prôner une semblable conduite dans la logique encore plus prometteuse et « exaltante » de l'assimilation socialiste. Aussi Marcel Willard, Joe Nordmann, André Wurmser, Vladimir Pozner ou Francis Crémieux, Maxime Rodinson en raison de sa familiarité avec la culture arabo-musulmane, moi-même dans la plus jeune génération sommes-nous invités à participer à la campagne contre le « nationalisme cosmopolite » incarné par le sionisme. Peu importe que j'aie alors du sionisme dans ses réalités concrètes une connaissance si maigre et vague que, dans mon texte des *Cahiers du communisme* (n° 2, 1953), en plus des outrages *ad hominem* qui participent de la culture et du style communistes de l'époque, je cite Manouchian comme étant « le symbole du prolétariat d'origine juive ». Il suffit que nous développions, fût-ce d'une manière platement scolaire, les thèses du moment : en prenant pour clef de voûte l'idée, tout imprégnée d'évidence, selon laquelle la lutte des classes, ce « moteur de l'histoire », passe comme ailleurs à l'intérieur du monde juif, opposant les riches aux pauvres, Rothschild donc... à Manouchian, comment ne pas en déduire par une démarche « nécessaire » de pure logique : 1) que l'antisémitisme a disparu en URSS ; 2) que le sionisme est une idéologie réactionnaire qui a besoin de son jumeau, l'antisémitisme, dont elle ressuscite au besoin le fantôme ; 3) que si l'antisémitisme est quelque part en croissance exponentielle, c'est bien aux États-Unis (la preuve : l'affaire Rosenberg) ; 4) que l'État d'Israël est maintenant un « instrument au service de l'impérialisme américain ».

Observons en passant que ces thèses d'origine communiste ne sont pas mortes de leur belle mort dans les années 80 avec le communisme. On les retrouve couramment, à peine infléchies, sous des plumes qui se font fort, grâce à elles, soit de plaider là-bas la cause arabe, soit de plaider ici la cause d'un judaïsme « humaniste et laïc », dernière mouture avant une assimilation sans rivage.

Le procès du sionisme allait devenir moins rhétorique avec ce qui, en URSS, était destiné à n'en être que la vérification pratique : l'affaire des Blouses Blanches.

Si celle-ci s'est inscrite dans la mémoire historique, ce n'est pas qu'elle touchât le fond en fait d'ignominie — la concurrence en la matière est féroce —, c'est qu'elle fut la dernière de sa catégorie pour une époque donnée et que l'événement quasi miraculeux — la mort de Staline — qui sauva *in extremis* les médecins d'abord « saboteurs » puis « criminels » lui conféra un dénouement où les bons étaient récompensés et les méchants punis, ce qui est toujours réconfortant.

On a par la suite beaucoup glosé sur le caractère dès l'abord invraisemblable d'une accusation par nature délirante dès lors que portée contre des médecins d'immense autorité professionnelle. En oubliant que ne s'était pas encore estompé le souvenir des « expériences » conduites par des

médecins nazis<sup>1</sup> dans les camps d'extermination, entre bien d'autres, notamment celles portant sur des programmes de stérilisation massive de la main-d'œuvre féminine juive vouée à la mort mais pour l'instant indispensable à l'effort de guerre. Faut-il rappeler par exemple que le *Hauptsturmführer* professeur Hirt envoya, au nom de l'*Ahnenerbe* — une organisation fondée en 1939 par la SS pour explorer « le patrimoine de la race indo-européenne nordique » —, l'un de ses collaborateurs, également médecin, sélectionner à Auschwitz cent quinze détenus dont soixante-dix-neuf juifs et trente juives pour les transférer au Struthof où ils furent gazés et leurs corps expédiés au département d'anatomie de l'Université du Reich à Strasbourg dont Hirt était le directeur ? C'est oublier aussi qu'encore dans les années 60-70 la psychiatrie soviétique, dans les « hôpitaux de force » gérés par le ministère de l'Intérieur, s'est faite l'auxiliaire ignoble des basses œuvres du KGB et qu'il semble bien qu'il en fut de même pour la psychiatrie est-allemande ; que n'est pas tout à fait incroyable la recommandation, au demeurant vaine, faite, selon Philippe Robrieux, par Aragon à Waldeck-Rochet : « ne jamais se confier à des médecins soviétiques ».

C'est oublier surtout la longue théorie antérieure des victimes qu'avaient engendrée les sombres rapports du pouvoir bolchevik avec ses médecins. Staline a-t-il dès 1922 manipulé l'entourage médical de Lénine pour éloigner celui-ci du Kremlin et s'assurer, avant l'heure, de la succession ? Des rumeurs avaient mis en cause en 1936 le docteur Levine, le médecin traitant de Gorki, en 1937 le professeur Pletnev qui aurait lui aussi concouru à la mort du même Gorki, ainsi qu'à l'assassinat de Menjinski, successeur de Dzerjinski à la tête du GPU. En 1945 la mort de A. Chtcherbakof, chef de la direction politique de l'Armée, en 1948 celle d'Andreï Jdanov furent des épisodes troubles. Et puis c'est le déferlement : au début de 1951, les professeurs M.B. Kogan et I.C. Etinger meurent sous la torture avant même d'être impliqués — *post mortem* — dans l'affaire des Blouses Blanches<sup>2</sup>. En août 1952, dans la journée des intellectuels juifs exécutés figure le médecin principal de l'hôpital Botkinski, le professeur Chimelovitch. En novembre 1952, au lendemain du plénum du Comité central du 16 octobre où Staline a pris à partie nommément Mikoyan et Molotov, nouvelle journée incluant le cousin de Mikhoels, le professeur Miron Vovsi. Quand donc, le 13 janvier 1953, l'agence Tass publie le communiqué sur « l'arrestation d'un groupe de médecins saboteurs », la nouvelle n'éclate pas dans un ciel serein. Fait-elle en France sensation au moins dans le monde médical, en particulier chez les médecins juifs ? Si oui, l'effet n'en fut pas dévastateur, à en juger par cet entrefilet que *L'Humanité* publia le 9 mars, au lendemain de la mort de Staline :

1. Cf. Robert J. Lifton, *Les Médecins nazis, le meurtre médical et la psychologie du génocide*, Robert Laffont, 1989.

2. Cf. Iakov Rappoport, *Souvenirs du procès des Blouses Blanches*, Alinéa, 1988 (le titre, dû à la maison d'édition, est discutable : il n'y a pas eu de procès). I. Rappoport fut l'un de ces « monstres du genre humain » qui furent arrêtés dans le cours de l'affaire. Il a d'autant plus volontiers écrit ces souvenirs qu'il fut l'un des rares (le seul ?) à ne pas « avouer ».

Cf. Arthur Kriegel, « La responsabilité du psychiatre. A propos du congrès d'Honolulu », *Esprit*, mars 1978.



« A l'hôpital Rothschild<sup>1</sup>, la délégation du personnel a demandé à la direction que le drapeau de l'établissement soit mis en berne. La direction, en exprimant son accord avec cette demande, a déclaré que, pour l'hôpital Rothschild, la mort de Joseph Staline était un grand deuil car il était le dirigeant d'une nation qui avait grandement contribué à mettre fin à l'occupation nazie et à l'extermination raciale dans les camps de concentration où tant de membres de l'hôpital sont morts. »

En fait, c'est sans état d'âme particulier et sans long commentaire que Raymond Guyot — nous revenions tous deux en voiture du 120 et c'est dans *France-Soir* qu'il prit connaissance du communiqué Tass — me dit seulement : « Tu vois avec Lafitte. » Ce qui signifiait que je me mette le lendemain en rapport avec le docteur Victor Lafitte, responsable de la commission chargée, à l'échelle de la Fédération de la Seine, de l'action dans les milieux médicaux<sup>2</sup>, pour vérifier qu'il avait fait le « nécessaire », c'est-à-dire demander aux médecins communistes à qui il s'adressait généralement pour ce genre d'exercice, en raison de leur autorité professionnelle ou de leur surface mondaine, de signer une résolution qui condamnait les médecins assassins. L'UJRE de son côté lançait un interminable « Appel aux Juifs de France » où on lisait, entre autres :

« De même qu'au temps de l'occupation nazie, nous n'avons cessé, au prix des plus grands sacrifices, de mettre en garde contre les menaces de l'occupant et de ses serviteurs, les collaborateurs juifs, sauvant ainsi des milliers de Juifs d'une mort certaine, de même, aujourd'hui, nous vous mettons en garde contre les plans criminels des fauteurs de guerre et de leurs agents. »

Les « collaborateurs juifs » en l'occurrence ? Bien sûr « des agents sionistes, au service de l'espionnage américain, qui se sont livrés à une activité criminelle en Tchécoslovaquie et à l'assassinat des dirigeants soviétiques ».

Bref la routine, la même routine qui, dans la revue *France-URSS* de mars 1953, font s'exprimer, tous avec la même violence et dans le même sens, Jean Bruhat, Pierre Debray, Marcel Willard et Albert-Paul Lentin<sup>3</sup>.

1. L'hôpital Rothschild, à cette date, ne relevait pas encore de l'Assistance publique et conservait sa marque « confessionnelle ».

2. Cf. 3<sup>e</sup> partie, chap. 8.

3. Dans ses *Mémoires* (Le Seuil, 1990, p. 186), Sakharov, sans pouvoir se porter garant de l'authenticité des faits qu'il rapporte, écrit : « C'est le moment où Yves Farge, dirigeant français du Conseil mondial de la paix, se rendit à Moscou pour recevoir le prix Staline. Il exprima le désir de rencontrer les médecins arrêtés et, lorsque la rencontre eut lieu, leur demanda si on les traitait bien. Naturellement, leur réponse fut positive, mais l'un d'entre eux releva discrètement sa manche et montra sans mot dire à Farge des traces de torture. Bouleversé, Yves Farge se précipita chez Staline. Apparemment, Staline donna l'ordre de ne pas laisser repartir cet étranger trop curieux. » Sakharov ajoute encore : « Quelques années plus tard, je racontai cette histoire en présence d'un certain nombre de dirigeants, dont Slavski, et tout le monde garda le silence » (Efim Pavlovitch Slavski fut plus d'un quart de siècle le responsable des « nouvelles technologies militaires », en bref le nucléaire). La double scène que rapporte Sakharov : l'entrevue demandée et obtenue avec les médecins arrêtés et l'entrevue avec Staline après la découverte de l'infamie, paraît pour l'époque bien invraisemblable, tant du côté soviétique que du côté de Farge. Par ailleurs, la rumeur qui courut, tenant pour un maquillage et une opération gubiste le mortel accident de voiture dont Farge fut victime peu après dans le Caucase, n'a pas reçu davantage confirmation. Sa femme qui était avec lui et sortit indemne de l'accident reçut toute sa vie une pension du gouvernement soviétique. Cela ne prouve rien du côté soviétique, mais cette veuve, vivant en France, aurait-elle accepté une pension si elle avait eu des soupçons ? On ne peut pas le croire.

D'une tout autre ampleur est la sensation que provoque, deux mois et demi plus tard, le 4 avril 1953, le communiqué du ministère de l'Intérieur soviétique annonçant la libération et la réhabilitation des médecins faussement accusés par « les instructeurs de l'ex-ministère de la Sécurité d'État ».

Couverts de sarcasmes par la presse et des confrères ravis de l'aubaine, les médecins signataires s'affolent et se dérobent tandis que les autres médecins communistes, qui n'avaient pas encore accédé à l'honneur d'apposer leur signature sous manifestes et pétitions, jubilent, se félicitant de surcroît du tour que prend l'affaire car, sans positivement avoir mis en doute le type d'accusation — « sabotage, espionnage et action terroriste contre de hauts responsables de l'État » — lancée contre leurs confrères soviétiques, ils en avaient été vaguement incommodés, surtout les médecins juifs pour qui il devenait de plus en plus malaisé de maintenir la distinction rituelle entre antisionisme et antisémitisme. Raymond Guyot de son côté n'est pas homme à se laisser embarrasser ni déborder par de tels retournements de situation : il convoque en assemblée générale le ban et l'arrière-ban des médecins membres du Parti et, dans cette salle de la Rotonde, au 120, où tout le monde s'entasse, il prend lui-même la tête d'une course-poursuite contre le pauvre Lafitte qui, au soulagement général, est désigné comme « le pelé, le galeux d'où vient tout le mal ». Bouc émissaire consentant et lamentable que ce petit juif sans prestance venu dans les années 30 de sa Roumanie natale où il avait été un garçon brillant pour n'être plus ici qu'un obscur agent kominternien même si, pendant les années noires, il avait été le véritable organisateur des services médicaux des FTP. On imagine avec quel mépris enfin justifié nos grands juifs, si sûrs de leur langue, de leurs ancêtres et de leur science, le traînèrent sur la claie. Spectacle assez répugnant qui ne pouvait que préparer ceux qui y assistaient, silencieux, à comprendre un jour ce qu'avaient été les mécanismes des grands procès. Reste que, chez un homme de conscience comme le docteur Louis Le Guillant qui avait publié dans le numéro 44 de *La Nouvelle Critique* un article intitulé « Les médecins criminels ou la science pervertie », la brûlure de l'infamie dont il s'était rendu complice fut inguérissable. Brisé, il mourut sans se l'être à lui-même pardonné.

Plus de trente-cinq ans ont passé depuis ces tourments. Depuis mon propre tournant — entamé dès 1954-1955 —, je n'ai plus relâché un seul jour mon examen des affaires juives avec la double règle générale que je me suis très tôt fixée : reconquérir ou plutôt conquérir ma totale autonomie dans tous les ordres — information, élaboration, rédaction — qui concourent à l'expression d'une opinion réfléchie ; n'appartenir à aucune structure de décision qui m'engagerait partiellement à l'aveugle et pèserait sur la fiabilité de mes analyses. D'abord avec le subtil et secret Jacques Sabbath, écrivain délicat trop tôt disparu, puis avec Roger Ascot, habile et courageux à sa manière — la fonction de rédacteur en chef du « mensuel du judaïsme français » n'est pas de tout repos —, j'ai trouvé à *L'Arche* non une tribune, mais le support d'une chronique régulière qui m'oblige à ne pas oublier ce

que j'ai écrit les mois précédents. Sans doute *L'Arche* n'est-il pas un organe officiel, mais son lien, *de jure* et *de facto*, à la communauté organisée n'en fait pas une revue comme les autres, même s'il s'agit bien d'un magazine et non d'un tableau d'affichage pour communiqués autorisés.

Communauté ? Le mot est maintenant employé à tort et à travers, le plus souvent de manière abusive, durcissant une réalité infiniment complexe et fragile, tantôt la tirant du côté de l'État dont elle serait un substitut ou une instance subsidiaire, qui plus est, selon les cas, l'État français ou celui d'Israël, tantôt la tirant du côté de la société civile dont la trame comporterait, de place en place, des nœuds, plus serrés et plus chaleureux, qualifiés de communautés, telle la communauté juive. En fait, au moins dans l'Occident moderne et notamment en France, la communauté juive, ainsi comprise de manière hésitante, n'avait été longtemps qu'une nébuleuse assez lâche, extérieure à la sphère du droit, et qui ne se resserrait en nuage éventuellement chargé d'orage que dans les moments ressentis comme porteurs de périls. Elle tendait en somme à n'être qu'un agrégat, semi-volontaire et semi-formel, de personnes qui s'autodésignaient comme ayant qualité pour y appartenir. L'existential et l'affectif y dominaient sur le réflexif, ce qui lui conférait une surprenante résistance, encore qu'elle souffrît fréquemment de déchirures partielles et qu'elle fût constamment menacée d'être mise en charpie. Par chance et plus qu'aucune autre, la communauté juive avait le génie de dramatiser des drames il est vrai déjà très réels et, sans souci de sobriété (sauf justement dans les moments où le paroxysme avoisinait l'anéantissement), parvenait ainsi à occuper ses fidèles et — certes pas pour des riens — à les faire se quereller passionnément, c'est-à-dire mieux que survivre. Mais la perspective n'en était pas moins toujours la même : cette communauté ne pouvait échapper à un destin qui la condamnait inexorablement, un jour ou l'autre, à se diluer et à disparaître dans l'ensemble plus vaste et spirituellement neutre qu'était la nation, ici la nation française. Son espace central, encore taillé dans un tissu religieux, était d'ailleurs déjà fort élimé et troué tandis que les petits volants, dessinant des couronnes périphériques déjà bien effilochées, n'étaient composés que d'individus esseulés, qui, mus par un sentiment assez obscur de l'honneur, consentaient à être des juifs mais de type sartrien — privés de substance lumineuse propre.

Ce tableau bien connu, plutôt une aquarelle aux couleurs délavées, s'est brusquement révélé, dans les toutes dernières années 80, d'une fadeur fanée ; ce n'était plus du tout ressemblant car le modèle exigeait désormais qu'on recourût à l'eau-forte, à la sanguine, au burin, peu importe pourvu que la main départageât largement ombres et lumières. On n'a même pas encore eu le temps d'apercevoir toutes les raisons de ce changement de manière : l'affaiblissement du concept d'État-nation, classique armature qui avait servi à édifier l'ensemble français ; la réussite de l'État d'Israël en ce sens primordial qu'il est parvenu en trente ans à acquérir la sorte de consistance qui dissipe doute et scepticisme quant à sa capacité de persister légitimement dans son être ; enfin les modifications intervenues dans la composition de la population juive de France. Il se ramène à un retournement

aussi imprévu que décisif : l'espace central, dans sa texture religieuse mais bien au-delà — ce sont même les fils de nature politique (le CRIF !) ou sociétale (le FSJU !) qui ont été les premiers à reconstituer la trame —, s'est retendu tandis que les volants périphériques ne sont plus admis à compter que pour leur visibilité externe. Ce retournement, je n'en ai pris personnellement la mesure bouleversante qu'après avoir lu le rapport de l'enquête conduite par l'un de mes élèves, Erik Cohen, formé jusqu'au doctorat compris aux exigences ingrates de l'investigation sociographique<sup>1</sup>. Portant initialement sur un secteur précis et modeste : les attentes en matière d'éducation juive à propos desquelles les institutions qui en ont la charge souhaitaient, pour assurer une meilleure gestion programmée des ressources à y consacrer, disposer d'une estimation correctement quantifiée, elle a, sans qu'Erik Cohen et son équipe en eussent fait l'hypothèse préalable, mis en évidence et en chiffres cette restauration d'un centre compact tendant à s'arrondir jusqu'à ses frontières naturelles — un centre dont la vitalité anime des réseaux bien plus ramifiés qu'on ne le croyait. Il y a là de quoi renvoyer au musée l'idée arrêtée que l'on se faisait de l'histoire et du devenir de la communauté juive en France. Ce qui explique d'ailleurs le resurgissement baroque d'un débat en apparence vieillot entre juifs qui se réclament d'un humanisme laïc — formule codée qui désigne l'athéisme — et juifs attachés à la tradition religieuse. Il découle de la reconnaissance encore confuse, biaisée et polémique d'un état de choses inattendu auquel on ne fait qu'aborder.

Entre-temps, les épreuves n'avaient pas manqué. A intervalles rapprochés — 1967, 1973, 1982 —, Israël a eu à livrer des guerres courtes mais dont sa survie dépendait ; dans les intervalles eux-mêmes, il a eu à faire face à de pénibles guerres d'usure — 1968, sur le Canal ; de 1974 à 1982, contre le terrorisme palestinien qui avait fait du Liban sa plaque tournante ; depuis 1987, l'*Intifada* dans les Territoires. Il y eut des moments d'affreuse angoisse. J'étais aux États-Unis quand en 1974 Arafat, le revolver au côté, monta à la tribune de l'ONU, frénétiquement applaudi par une majorité qui ne doutait plus qu'Israël fût perdu. Un sentiment qui paraissait s'imposer à la raison froide. Quand je fus de retour en France, Raymond Aron, avec une infinie tristesse, me confirma le fatal pronostic : « De vous à moi, me dit-il, Israël est perdu. — Non, non, objectai-je désespérément, Israël ne sera perdu que du jour où il s'abandonnera. » Ce n'était pas de ma part simple déraison, fidéisme obstiné mais intégration dans les calculs stratégiques d'un facteur immémorial : Israël est peuplé de ces gens « à la nuque raide » dont, de manière si récurrente, parle l'Ancien Testament.

Même si je savais mon Péguy (« le soldat qui ne se reconnaît pas vaincu a toujours raison »), cela n'aurait pas suffi à tout mais pouvait suffire et suffire en effet à gagner du temps, le temps nécessaire pour que se produise un renversement drastique des choses et que se présente une situation si neuve, si autre que prévision et pronostic antérieurs devaient

1. Erik H. Colen, *Le Plein et le délié. Les Juifs de France au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle*, Le Cerf, 1990.

s'en trouver obsolètes. Dans la seconde moitié des années 70, en partie sous l'effet de la crise économique mondiale que déclenchait la stratégie pétrolière arabe arrêtée pour contraindre l'Occident à lâcher Israël, en partie sous l'effet d'innovations et d'inventions technologiques formidables qui ravageaient et renouvelaient dans leurs profondeurs les sociétés industrielles les plus avancées, se mettait en branle une vraie révolution dont quinze ans plus tard les acquis sont sous nos yeux : l'effondrement du système communiste mondial et la mise en place d'un échiquier dont les règles du jeu pourraient bien être celles que les États-Unis ont édictées, de Nixon et Kissinger à Reagan et Bush.

Or, grâce au débat permanent, en apparence si fréquemment vociférant jusqu'à l'hystérie, que favorisent certes ses institutions démocratiques mais que permettaient surtout les pratiques d'une société très homogène, fort ancienne dans ses fidélités de fond et fort neuve dans ses modalités contemporaines, Israël eut la bonne fortune non pas seulement de sentir le vent précocement, mais, un peu à tâtons et par décrochements successifs, de s'extraire du nid de principes que, depuis son érection en État, lui avaient tapissé les pères fondateurs de la première génération sur le modèle initial fameux qu'avait été Ben Gourion. Dès 1977 — année cruciale —, l'État juif, tant en matière de politique intérieure que de stratégie diplomatique et militaire, pivotait et s'orientait vers une vue des choses qui, sous le nom de libéralisme, allait s'imposer à tout l'Occident. Ce qui se traduisit dans l'immédiat, d'une part, au printemps 1977, par la première victoire électorale du Likoud — en termes triviaux, le passage d'un gouvernement de gauche sous conduite du parti travailliste à un gouvernement de droite mené par Menahem Begin —, d'autre part, en novembre, par la venue à Jérusalem, en la personne de Sadate, du premier chef d'État arabe qui se fût adressé à la Knesset.

Ce double changement de cap devait, au cours des quinze années suivantes, connaître et subir des assauts successifs, pas nécessairement tous dépourvus de quelques bonnes raisons, pas complètement vains, de la part de ceux, à gauche et à l'extrême gauche, qui s'obstinaient, en Israël et dans la diaspora, à entretenir la flamme des socialismes de diverses obédiences et à opposer des contre-feux à la progression des idées et des politiques en phase avec l'esprit des nouveaux temps. Le plus paradoxal étant que, fortes par tradition historique d'être le parti du mouvement, la gauche et son intelligentsia radicale, moulinant des assurances et des concepts dépassés, ne cessaient d'accuser d'archaïsme, d'immobilisme, de propension à la réaction, à l'obscurantisme, au fascisme, au bellicisme, à l'expansionnisme chauvin et militariste, à l'injustice, au crime, une droite peu sûre d'elle-même et dépourvue d'expérience. En réalité, la gauche ne faisait que lentement dériver du côté d'un irréalisme croissant et perdait une à une ses marques.

Je ne prétendrai pas que, pour ma part, je compris toute la scène d'un coup d'œil et fus ainsi en mesure de prévoir que le double changement de cap deviendrait un fait acquis. C'est d'abord non par un blanc-seing accordé globalement en raison d'une sympathie préétablie de nature idéologique,

mais au coup par coup, par l'observation attentive des séquences séparées les unes des autres et des divers dossiers en cours de traitement, que je tins pour susceptibles de développements vrais, positifs et durables les politiques suivies par la droite israélienne.

L'épreuve initiale fut celle que m'imposa l'annonce faite tout à trac par Sadate qu'il se proposait d'aller à Jérusalem. Toute la presse, française et internationale, en faisait des gorges chaudes et l'attribuait au goût qu'avait le Raïs égyptien de se sortir de ses difficultés internes en « faisant du cinéma ». Sans disposer d'informations privilégiées, je crus au contraire d'instinct que la chose était vraie et qu'elle allait avoir lieu : j'écrivis ma chronique dans cet esprit en donnant mes raisons de penser que Sadate ne bluffait pas. Il faut reconnaître que je plaçais ainsi le directeur de rédaction du *Figaro* dans une situation embarrassante : si je me trompais, je me ridiculisais et *Le Figaro* avec moi. Par prudence, Max Clos titra mon papier : « La foi », ce qui impliquait que je croyais ce que je souhaitais croire mais que cela demandait encore à être vérifié.

Cela se vérifia. Chance et plaisir rares. Car la norme, c'est qu'une politique audacieuse, même bien fondée et bien conduite, n'aboutisse qu'à un demi-succès ou un demi-échec : ce fut le cas avec la guerre du Liban. La norme, c'est surtout qu'entre deux percées la conjoncture soit si revêche, plate et stérile, qu'elle ne permette d'espérer aucune avancée nouvelle et qu'on n'ait rien à opposer à ceux qui trépignent d'impatience en prétendant que c'est de votre faute, de la faute de votre impuissance congénitale, de votre mauvaise volonté, de votre manque d'imagination si le ciel ne se dégage pas. Le pire enfin, c'est qu'aucun objectif ne s'atteint en allant tout droit et à vive allure : c'est là un rêve d'automobiliste lancé sur une autoroute au petit matin. Dans la vie des peuples et des nations, il faut s'attendre au contraire à ce que la route soit encombrée, coupée à l'occasion de barrages obligeant à d'importunes et longues déviations : l'*Intifada* n'a pas été un détour auquel on pouvait trouver du charme. Mais, avec un peu de chance et beaucoup de patience, le moment vient où l'on découvre que tout le paysage s'est modifié, que tout ce qui avait été espéré, subodoré, anticipé est en train de se réaliser, que la route est toute encore semée de trous et de fondrières, mais que ce ne sont plus les mêmes qu'il y a dix ou vingt ans. Nous sommes en 1990.

Voici. J'ai fini. Aurais-je commencé si j'avais su que ce serait si long, si difficile, si contraignant ? Non, sans doute : c'est en somme une chance qu'on sache si peu sur ce qu'on entreprend ; c'est aussi pourquoi l'une des qualités intellectuelles majeures est la capacité de juger à temps si le projet mérite d'être poursuivi ou si, mal conçu, il vaut mieux ne pas s'obstiner. Ai-je d'ailleurs, sous cet angle, toujours bien joué mon rôle de directeur de thèse, soutenu l'énergie défaillante du jeune chercheur en proie au tourment du doute, ranimé son ardeur quand elle faiblissait et, le plus délicat, dissuadé le téméraire qui va gaspiller son temps et le mien dans une affaire en forme d'impasse ? (Mais, sauf cas rares qui relèvent de l'évidence, comment être

sûr à assez longue vue de la réussite ou de l'échec ?) Un rôle assez proche de celui de l'éditeur, du moins en l'occurrence du rôle qu'a joué le mien : ce livre-là n'aurait en effet vu le jour si mon éditeur ne m'avait périodiquement convaincue et rédit aussi souvent qu'il le sentait nécessaire que l'ouvrage était attendu, que lui l'attendait — la preuve, c'est qu'il le commentait, l'annotait, suggérait, chapitre après chapitre, corrections, inflexions, éclaircissements.

En ai-je pour autant vraiment écrit le livre que je voulais écrire ? Encore aurait-il fallu qu'au début j'aie voulu écrire un livre quel qu'il soit. Ce ne fut pas le cas comme on sait puisque l'incitation fut une commande pour un livre collectif qui a paru depuis longtemps sans moi, ma contribution prévue ayant changé d'ampleur et d'ambition. Mais, une fois adopté le nouveau format, qu'en a-t-il été ? Jusqu'à un certain point, oui, c'est bien ce que j'ai voulu faire. Pourtant, dans sa substance en général comme dans ses éléments de détail, il aurait pu être tout autre. Comment cela ? J'ai assurément traqué l'erreur de fait qui m'incommode comme une tache sur la nappe d'un repas de fête. Il doit cependant en rester puisqu'il en reste toujours. Mais l'important n'est pas là. Il est dans la justification des choix auxquels je me suis arrêtée — pas toujours en pleine conscience et après y avoir réfléchi autant que j'aurais dû. C'est ici que je me tourmente ; ai-je donné à chaque épisode et à chacun la part qui lui revenait, le silence étant blessant autant que le commérage, ai-je respecté ce qui, ne m'appartenant pas, devait être respecté, n'ai-je cédé à aucune complaisance et d'abord à la plus insidieuse, qui n'est pas complaisance à soi-même ou à d'autres mais à l'air du temps, un air si variable qu'un livre écrit à son seul souffle — compte tenu, bien sûr, qu'il n'y a pas de livre totalement intemporel et écrit à huis clos — est un livre assuré de perdre très vite sa fraîcheur ? J'aurais honte, maintenant que l'autre « bête immonde » du *xx<sup>e</sup>* siècle est abattue, de m'associer sans vergogne aux hallalis fanfarons qui saturent les lendemains des changements majeurs de décor quand le passé tombe, pas seulement dans l'oubli, mais dans l'enfer d'un décri ô combien mérité, ce qui n'empêche pas qu'ayant vécu il eût reposé, même détestable, même pitoyable, même absurde, sur une logique, un projet, un sens et que c'est celui-là qu'il faut analyser, disséquer, comprendre pour que la condamnation devienne sans appel.

Et maintenant ? Comme ma mère me l'a appris et comme chaque soir, je vais ranger ma table de travail et disposer les pièces et les outils dont j'aurai besoin pour le travail du lendemain. Il n'y a rien là qui appelle césure, désarroi, désœuvrement ou commentaire. J'ai, au fil de mon récit, noté bien des épisodes sur lesquels mes connaissances demeurent fragiles, j'ai rencontré bien des destins pour lesquels la part irréductible de mystère dépasse la norme : autant de points de départ pour de nouvelles recherches et réflexions. Au demeurant, c'est bientôt la rentrée universitaire avec son cortège de cours et séminaires, de colloques, de soutenances de thèse, de lectures et corrections de notes, articles, mémoires et travaux. C'est la vie, c'est ma vie dont j'ai l'usufruit, plaisant ou amer selon les heures.

Voici l'heure d'ailleurs où, d'habitude, je lève la tête de ma table pour

regarder le muscadier de Californie rapporté par quelque aventurier des mers du Sud et planté au centre du jardin de ma maison de Saint-Valéry — ce « trou » dont Tourgueniev, venu en villégiature chez ses amis Viardot, ne pensait pas à dire du mal quoique cela ne ressemblât guère à ses steppes natales ni aux villes d'Europe qu'il aimait pour leur agitation et leurs mondanités. A travers les branches que tord la tempête équinoxiale de septembre, j'aperçois, au bord de la falaise qu'elle surplombe, l'église Saint-Martin. L'énergique curé va bientôt sonner l'angélus du soir. Je contournerai alors la maison et sortirai sur la digue pour voir où en sont la mer et le ciel. Le vent sera tombé, les mouettes voleront haut, la mer se sera retirée de l'immense baie et la Somme qui la traverse ne sera plus qu'un ruisseau. Mais du fond de l'horizon apparaît déjà le début du flot, rapide et bouillonnant puisque c'est grande marée. Je m'assois sur l'escalier qui descend à la grève et, comme le font autant ceux qui prient selon les formules consacrées et ceux qui ne savent pas parler à Dieu, je supplie craintivement : honorez ceux des miens qui ne sont plus, protégez ceux qui sont au loin comme ceux qui vivent tout près de moi. Quant à moi, je suis prête. A quoi ? Peu importe puisque, en fin de compte, j'ai continué.



## *ANNEXE*







## NOTES, ÉTUDES ET ARTICLES

### Note sur mes archives

Si ce livre est d'abord le fruit d'une mémoire individuelle, il a largement puisé dans un fonds d'archives privées (plus de 30 mètres linéaires). Classé et répertorié en différentes séries, ce fonds regroupe notamment la correspondance (18 cartons), les documents concernant la vie militante au sein de la Résistance et du PCF (20), l'activité universitaire (28), les colloques et conférences (35), les manuscrits d'ouvrages (27), les dossiers documentaires (29), les articles de presse (55) ainsi que ceux publiés dans des revues scientifiques (15). L'examen de cette dernière série a permis d'établir de façon pratiquement exhaustive cette liste des travaux. Un petit nombre d'articles de la presse quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle sont également cités ici dans la mesure où ils représentaient l'amorce d'une collaboration ultérieure régulière à ces périodiques. En revanche, j'ai exclu de cette nomenclature le listing des articles publiés dans *Le Figaro* ou dans *L'Arche*.

- « Le socialisme international en juillet 1914. A propos d'un débat récent », *La Revue historique* (oct.-déc. 1961), pp. 417-420.
- « Sources et méthodes pour une histoire sociale de la classe ouvrière (en collab. avec R. Gossez et J. Rougerie) », *Le Mouvement social*, n° 40 (juil.-sept. 1962), pp. 1-18 (étude reproduite dans *Z Pola Walki*, Varsovie, n° 2 (18), 1962, pp. 28-40).
- « Jaurès, le Parti socialiste et la CGT à la fin de juillet 1914. D'après les rapports de police conservés aux Archives nationales », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, n° 7 (oct.-déc. 1962).
- « Sur les rapports de Lénine avec le mouvement zimmerwaldien français », *Les Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. III (avr.-juin 1962), pp. 229-306.
- « Note critique : Léon Jouhaux. Cinquante ans de syndicalisme », *Le Mouvement social*, n° 41 (oct.-déc. 1962), pp. 79-85.
- « A propos de R. Aron : *Paix et guerre entre les nations*. Exigences et chances de l'histoire », *Les Annales* (ESC) (janv.-fév. 1963), pp. 130-135.
- « Documents : naissance du mouvement Clarté », *Le Mouvement social*, n° 42 (janv.-mars 1963), pp. 117-135.
- « Travaux universitaires, M. Laby — La première scission de la CGT (1914-1921) », *Le Mouvement social*, n° 42 (janv.-mars 1963), pp. 140-142.
- « Comunismo ed estremismo nel primo dopoguerra franceses. Il « Parti communiste » del 1919 », *Rivista storica del socialismo*, n° 18 (janv.-avril 1963).
- « Cinéma et histoire », *Les Annales* (ESC) (juil.-août 1963), pp. 822-824.
- « Hélène Brion », *Le Mouvement social*, n° 44 (juil.-sept. 1963), pp. 97-99.
- « Un groupe de travail sur l'histoire de l'Internationale communiste », *Le Mouvement social*, n° 44 (juil.-sept. 1963), pp. 108-113.
- « La Police en France », *La Nef*, n° 14 (juin-sept. 1963).
- « Le dossier de Trotsky aux Archives de la Préfecture de Police de Paris », *Les Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. IV, 3 (juil.-sept. 1963), pp. 264-300.
- « Les groupes communistes étrangers en Russie et la révolution mondiale (1917-1919) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (oct.-déc. 1963), pp. 289-300 (en collab. avec G. Haupt).

- « Bulletin d'histoire ouvrière », *La Revue historique* (oct.-déc. 1963), pp. 447-478.
- « Front populaire et unité socialiste », *La Revue socialiste*, n° 168 (déc. 1963), pp. 540-548 (sous le pseudonyme de David Ellimer).
- « Structuralisme et histoire », *Les Annales* (ESC) (mars-avril 1964), n° 2, p. 374.
- « Léon Blum au congrès de Tours », *La Revue socialiste*, n° 170-171 (fév.-mars 1964), pp. 147-159.
- Comptes rendus de Gunther Nollau, *International Communism and World Revolution : History and Methods*, Londres, 1961 ; Boukharine, Staline, Trotski *inter alii*, *La Rivoluzione permanente e il socialismo in una paese solo*, Rome, 1963 ; Palmiro Togliatti, *Le Parti communiste italien*, Paris, 1961 ; numéro spécial de *La Table ronde*, « La Vie intellectuelle en URSS » ; Lidia Fotieva, *Souvenirs sur Lénine*, 1963, *Lénine vu par ses contemporains*, Moscou, sd ; Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution*, Moscou, sd ; Félix Dzerjinski, *Journal, lettres à ses parents*, Moscou, 1959. *Le mouvement social*, n° 48 (juil.-sept. 1964).
- « La II<sup>e</sup> Internationale », *Jeune Afrique* (20 avril 1964).
- « Jaurès en juillet 1914 », communication présentée au colloque « Jaurès et la Nation » (mai 1964), *Le Mouvement social*, numéro spécial : « 1914. La guerre et la classe ouvrière européenne » (oct.-déc. 1964), pp. 62-77.
- « Parents et enfants dans les Démocraties populaires », *La Nef*, n° 21 (janv. 1965), pp. 107-116.
- « Patrie ou révolution : le mouvement ouvrier français devant la guerre (juil.-août 1914) », *Revue d'histoire économique et sociale*, n° 3 (1965), pp. 363-386.
- « Positions de thèses », *L'Information historique*, n° 2 (mars-avril 1965).
- « Histoire et cinéma. L'expérience de la Grande Guerre », *Les Annales* (ESC) (mars-avril 1965), pp. 327-331.
- « Vie et mort de la I<sup>re</sup> Internationale », *La Revue socialiste*, n° 181 (mars 1965), pp. 276-292.
- Compte rendu de Werner T. Angress, *Stilborn Revolution : the Communist Bid for Power in Germany (1921-1923)*, Princeton, 1963. *Revue belge de philologie et d'histoire* (juin 1965), pp. 1105-1110.
- Compte rendu de Jacques Freymond, *Études et documents sur la Première Internationale en Suisse*, Genève, 1964. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XII (avril-juin 1965), pp. 13.
- Compte rendu de Jacques Fauvet, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, 1964. *Bulletin SEDEIS*, n° 924 (juillet 1965), pp. 14-19.
- « Le mouvement ouvrier français et l'élaboration de la politique étrangère (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles) », communication présentée au colloque organisé par le Centre d'études des relations politiques de la faculté de Dijon (janv. 1965).
- « La scission de la CGT en 1921. Discussion avec J.-D. Reynaud », *Sociologie du travail* (1965), pp. 307-312.
- « L'Armée, la guerre et la politique. Vers une rénovation de l'histoire militaire », *Les Annales* (ESC), n° 5 (1965), p. 833.
- « L'historiographie du communisme français. Premier bilan et orientation de recherches », *Le Mouvement social*, n° 58 (oct.-déc. 1965), pp. 130-142.
- « Le Parti communiste français sous la Troisième République (1920-1939) : l'évolution de ses effectifs », *Revue française de sciences politiques*, n° 1 (fév. 1966), pp. 5-35.
- « Léon Blum vu par les communistes », *Preuves*, n° 182 (avril 1966), pp. 34-36.
- « Structures d'organisation et mouvement des effectifs du PCF entre les deux guerres », *Revue internationale d'histoire sociale*, vol. IX (1966), part. 3.
- Direction du n° 54 (janv.-mars 1966) du *Mouvement social* consacré au Front populaire.
- Compte rendu de Jacques Freymond, *Contributions à l'histoire du Komintern*, Genève, 1965. *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (avril 1966).
- « Histoire ouvrière aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *Revue historique*, n° 478 (avril-juin 1966), pp. 455-490.
- « Les inscrits au Carnet B. Dimensions, composition, physionomie politique et limites du pacifisme ouvrier », communication présentée au congrès des Sociétés savantes (Pâques 1966).
- Compte rendu de A. Mitchell, *Revolution in Bavaria (1918-1919) : the Eisner Regime and the Soviet Republic*, Princeton, 1965. *Revue belge de philologie et d'histoire* (avril 1966).

- « Bulletin d'histoire ouvrière (II) », *La Revue historique*, n° 235 (avr.-juin 1966), pp. 455-490.
- « La II<sup>e</sup> Internationale devant les questions nationales », communication au colloque d'histoire européenne, Amsterdam (avr. 1966), *Socialisme*, n° 76 (juil. 1966), Bruxelles.
- « Trotsky : quinze lettres », *Les Lettres nouvelles* (juil.-sept. 1966), pp. 169-189.
- « Les communistes français et la question du pouvoir (1929-1939) », communication présentée à la Société d'histoire de la III<sup>e</sup> République, *Les Annales* (ESC), n° 6 (nov.-déc. 1966), pp. 1245-1258.
- « Les communistes et le gouvernement Léon Blum : pourquoi n'y ont-ils pas participé ? », communication faite au colloque « Léon Blum, chef de gouvernement », *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques* (155), A. Colin, Paris, 1967.
- « Proudhon et le syndicalisme révolutionnaire », communication présentée au colloque « Actualité de Proudhon », Éditions de l'Institut de sociologie, Bruxelles, 1967.
- « Le syndicalisme révolutionnaire et Proudhon » in *L'Actualité de Proudhon*, Université libre de Bruxelles, 1967, pp. 46-66.
- « A la conquête du prolétariat rural : les bûcherons et leurs syndicats au tournant du siècle », communication présentée au colloque « Histoire de la forêt » (Besançon, oct. 1966), *Cahiers d'études comtoises*, n° 12, Les Belles Lettres, 1967, pp. 176-183.
- « Les communistes français et le pouvoir », *Government and opposition*, vol. 2, n° 2 (janv. 1967), pp. 253-268.
- « Nationalisme et internationalisme ouvriers », *Preuves* (mars 1967), pp. 25-38.
- « Le Parti-modèle : la social-démocratie allemande et la II<sup>e</sup> Internationale », communication présentée au colloque « Cent années de socialisme allemand », Strasbourg, mars 1967.
- « La dissolution du Komintern », *Revue d'histoire de la II<sup>e</sup> guerre mondiale* (1967), pp. 33-43.
- « Le syndicalisme révolutionnaire et l'État : les inscrits au Carnet B. Communication présentée au colloque franco-anglais d'histoire ouvrière », Londres (avr. 1966), *Le Mouvement social*, n° 65 (oct.-déc. 1968).
- « L'opinion publique française et la Révolution russe (1917-1918) », texte publié dans l'ouvrage collectif *La Révolution d'octobre et le mouvement ouvrier européen*, EDI, Paris, 1968, pp. 75-104.
- « Note sur le Krestintern », *Le Mouvement social*, n° 67 (avr.-juin 1969), pp. 163-167.
- « Aux origines françaises du communisme chinois : ouvriers et étudiants chinois en France dans les années 10 et 20 », communication à la Société d'histoire moderne (déc. 1967), *Preuves*, n°s 209-210 (août-sept. 1968), pp. 24-41.
- « Vocabulaire unitaire et périodisation de la politique communiste : l'exemple du Front populaire », communication au colloque sur le vocabulaire politique (Saint-Cloud, 28 avril 1968), *Cahiers de lexicologie*, 1969, II.
- « Les débats théoriques et idéologiques dans les partis communistes français et italien depuis 1956 », communication à la Table ronde de science politique (4 mai 1968). Miméographié.
- « Les communistes français, l'ordre et la subversion », *Projet*, n° 41 (janv. 1970).
- « L'Express va plus loin avec Annie Kriegel », *L'Express* (14-20 déc. 1970), pp. 144-167.
- « Les communistes français et leurs juifs », *L'Arche*, n° 167 (25 fév. 1971), pp. 47-54.
- « Notes sur l'idéologie dans le PCF », *Contrepoint*, n° 3 (1971).
- « A propos de London. Les procès ou la pédagogie infernale dans le système stalinien », *Mélanges Raymond Aron*, Calmann-Lévy, Paris, 1971, t. 1, pp. 499-547.
- Compte rendu de Harvey Waterman, *Political Change in Contemporary France : The Politics of an Industrial Democracy*, Columbus, 1969. *American Journal of Sociology* (mars 1972).
- « La I<sup>re</sup> Internationale », contribution à *l'Histoire du socialisme* (PUF, 1972, t. 1).
- « Lénine stratège d'une révolution mondiale », *Lénine*, Hachette, Paris, 1972.
- « Du bon usage de la crise », *Revue française de sociologie* (1972 - XIII-4), pp. 459-471.
- « Consistent Misapprehension : European Views of America and their Logic », *Daedalus* (fall 1972), pp. 87-102.
- « La dimension internationale du PCF », *Politique étrangère* (1972-1975), pp. 639-669 (en anglais : *The International Role of the Communist Parties of Italy and France*, Harvard studies of Int. affairs, 33. (Trad. allemande.)
- « Gauchisme et Judaïsme », *L'Arche*, n° 186-187 (sept.-oct. 1972), pp. 36-38.
- « La crise révolutionnaire (1919-1921) », communication à la Fondation Einaudi (avr. 1972), *Problemi di storia dell'Internazionale comunista*, Torino, 1974 (en italien).

- « La constance dans l'erreur : les logiques européennes de l'Amérique », *Projet* (déc. 1972).
- « Le Parti communiste français et la V<sup>e</sup> République », communication au colloque « Parti communiste français et parti communiste italien », MIT, 15 oct. 1972, *Contrepoint*, 9, 1 (1973), pp. 159-175. (En anglais : « The French Communist Party and the Fifth Republic » in Donald L.M. Blackmer and Sidney Tarrow, *Communism in Italy and France*, Princeton Univ. Press, 1975.)
- « Fonction révolutionnaire de la classe ouvrière et ouvriérisme », communication présentée à la Table ronde de science politique (nov. 1972), *Mélanges C.E. Labrousse*, Mouton, Paris, 1974, pp. 515-523.
- « Si Mitterrand était élu », *Tribune juive* (10-16 mai 1974), pp. 14-16.
- « Le Judaïsme aura-t-il sa place dans un monde socialiste ? » *Tribune juive* (18-24 oct. 1974), pp. 12-18.
- « La II<sup>e</sup> Internationale », *Histoire du socialisme*, t. II, PUF, Paris, 1974.
- « Cinq observations sur la révolution française et les juifs », communication au colloque « Les Juifs et la Révolution française » (Sorbonne, 24 nov. 1974), *L'Arche*, n° 216 (mars 1975), pp. 63-67. Reproduit in Bernard Blumenkranz et Albert Soboul, *Les Juifs et la Révolution française. Problèmes et aspirations*, Privat, 1976.
- « L'émergence du mouvement national juif », *Nouveaux Cahiers* (1975), pp. 36-37.
- « Une nouvelle stratégie communiste ? », *Contrepoint* (n° 17, 1975), pp. 47-67.
- « Aux origines françaises du sionisme », communication au colloque « Les juifs dans l'histoire de France » (univ. de Haïfa, mars 1975), *Le Monde juif*, n° 78 (avril-juin 1975), pp. 1-7.
- « Koutznetsov : un témoin différent », *Tribune juive*, n° 348 (28 fév.-6 mars 1975), pp. 18-19.
- « Les juifs d'URSS », *Tribune juive* (19-25 sept. 1975), pp. 10-11.
- « Dialectique de la durée juive », *L'Arche* (sept.-oct. 1975), pp. 39-41.
- « Sur la diaspora », contribution à *L'Arche*, n° 222-223 (oct. 1975), pp. 39-41.
- « Le Parti communiste français, la Résistance, la Libération et l'établissement de la Quatrième République (1944-1947) », communication au colloque franco-italien, Naples, mai 1973, *Storia e politica*, anno XIV, fasc. 1-2 (1975).
- « Marx, Lénine, la question nationale et le sionisme », *L'Arche* (janv. 1976), pp. 56-64.
- « Le Parti communiste tel qu'en lui-même », *Le Figaro* (2-3 févr. 1976).
- « Sur la situation de la communauté juive en Union soviétique », rapport présenté le 26 octobre 1975 (extraits publiés sous le titre « Les juifs d'URSS et la stratégie de Moscou », *L'Arche*, mars 1976). Miméographié.
- « Les juifs, la paix et les guerres au XX<sup>e</sup> siècle », communication faite au XVI<sup>e</sup> colloque des intellectuels juifs de langue française, nov. 1975, in *La Conscience juive face à la guerre*, données et débats, PUF, Paris, 1976, pp. 51-69.
- Préface à Bertrand Badie, *Stratégie de la grève. Pour une approche fonctionnaliste du PCF*, Presses de la FNSP, 1976.
- « Sionisme et athéisme : la nouvelle articulation du religieux et du politique depuis le siècle des Lumières », communication au colloque « Aspects du sionisme : théorie, utopie et histoire », Paris, oct. 1976 (en collab. avec Eugène Fleischmann).
- « La "tentation" d'Annie Kriegel », *Israël Hebdo* (15 oct. 1976), pp. 19-20.
- Préface à Tony Judt, *La Reconstruction du parti socialiste, 1921-1926*, Presses de la FNSP, 1976.
- Compte rendu de Patrick Girard, *Les Juifs de France de 1789 à 1860*, Paris, 1976. *Les Nouveaux Cahiers*, n° 45 (été 1976), pp. 43-48.
- « L'eurocommunisme existe-t-il ? », conférence à l'IRPOP, 3 février 1977 (ronéoté).
- « L'eurocommunisme », communication faite au Center for European studies, Harvard, 18 février 1977 (ronéoté).
- « L'eurocommunisme », communication à l'Académie des sciences morales et politiques (nov. 76), *Projet*, n° 113 (mars 1977), pp. 263-273, et *Revue des travaux de l'Académie*.
- « Entrevue avec le Pr. Annie Kriegel », *Regards sur Israël*, Montréal, vol. V, n° 8 (avril 1977), pp. 4-6.
- « L'eurocommunisme », exposé à l'Institut de l'entreprise, 26 mai 1977 (ronéoté).
- « La Troisième Internationale », contribution à *L'Histoire du socialisme*, t. III (PUF, 1977), pp. 73-115.



- « La rupture de l'union de la gauche », colloque Eurocommunisme — défi à l'Europe, 43<sup>e</sup> congrès annuel de l'Union européenne de Suisse, 26-27 nov. 1977, Lugano.
- « Le projet communautaire », *Les Nouveaux Cahiers*, n° 50 (aut. 1977).
- Préface à Émile Durkheim, *Le Socialisme*, Retz-CEPL, Paris, 1977.
- « L'expérience communiste : de la libération à l'oppression », communication au colloque « Économies et Libertés », sept. 1977, in J.C. Colli et al., *La liberté a des idées*, Albin Michel, Paris, 1978, pp. 145-153.
- « La tentation communiste dans l'immédiat après-guerre », *Yod*, vol. 3, fasc. 1 (1978), pp. 79-85.
- « Gramsci, la France et l'eurocommunisme », table ronde au colloque, univ. de Nanterre, 21 janvier 1978.
- « Les historiens et la philosophie », communication à l'UER Occident moderne, université Paris-Sorbonne, 4 mars 1978 (ronéoté).
- « Le socialisme au miroir juif », communication au colloque franco-israélien « Tradition et modernité dans la pensée française », Haïfa, mai 1978, *Les Nouveaux Cahiers*, n° 54 (aut. 1978), pp. 64-67 ; in *Modernité et non-conformisme en France à travers les âges*, Éd. par Myriam Yardeni, E.J. Brill, 1983.
- « Les P.C. d'Europe occidentale : le retour à l'histoire », communication au colloque « Octobre 1956 » (Paris, sept. 1976) in P. Kende et Krzysstof Pomian, *1956 - Varsovie-Budapest. La 2<sup>e</sup> révolution d'octobre*, coll. Esprit/Seuil, Paris, 1978, pp. 133-141.
- « Juifs et Noirs. Essai d'analyse comparée du procès de leur émancipation », version anglaise in *The Jerusalem Quarterly*, 7 (spring 1978), pp. 22-37 et 8 (summer 1978), pp. 94-110.
- « French CP regroupes », *The New Republic* (8 sept. 1978), pp. 9-10.
- « Trotsky, prophète ou juif errant ? » *Les Hommes d'État célèbres*, t. VI, éd. d'art, Lucien Mazenod, 1978.
- Préface à Francis Conte, *Un révolutionnaire diplomate : Christian Rakowski. L'Union soviétique et l'Europe (1922-1941)*, Mouton, Paris, 1978.
- « État, parti et société en Union soviétique », contribution au numéro spécial « L'Union Soviétique », *Pouvoirs* (1978-6), pp. 121-130. Trad. in *Daedalus* (fall 1979).
- Contribution à Roy Godson (édit.). *Eurocommunism : Implications for East and West*, MacMillan, London, 1979.
- « PC-PS : les causes de la rupture », *Commentaire* (n° 3/aut. 1978), pp. 318-328.
- « Naissance, apogée et déclin du clivage générationnel », *Daedalus* (fall 1978), pp. 23-39 (en anglais). *Commentaire* (n° 7/aut. 1979), pp. 390-399.
- « L'avenir du collectivisme d'État : le renforcement du pouvoir d'État », communication au colloque « L'avenir à long terme des relations internationales », *Futuribles* (4-6 déc. 1978).
- « Le processus de titosisation », entretien avec Olivier Duhamel et Henri Weber, *Changer le PC ?*, PUF, Paris, 1979, pp. 177-197.
- « L'expérience juive : ni maître, ni esclave », *ICI*, n° 541 (15 août 1979), pp. 34-37.
- « Résistants communistes et juifs persécutés », communication présentée sous le titre « La Résistance communiste devant la persécution des Juifs en France pendant la Seconde Guerre mondiale », colloque « L'État, les Églises et les mouvements de résistance devant la persécution des Juifs en France, 10-11-12 mars 1979 », *H. Histoire*, n° 3, « Les Juifs en France », pp. 93-123. Les actes du colloque ont été intégralement publiés sous le titre *La France et la question juive, 1940-1944, la politique de Vichy, l'attitude des Églises et des mouvements de résistance*, Sylvie Messinger, 1981.
- « Une communauté à double foyer », *H. Histoire*, n° 3, pp. 161-169.
- Postface, pp. 306-307 à Béatrice Philippe, *Être juif dans la société française : du Moyen-Age à nos jours*, Montalba, Paris, 1979. Rééd. in coll. Pluriel, 1981.
- « The Nature of the Communist System : Notes on State, Party and Society », *Daedalus* (fall 1979), pp. 139-153.
- « Régionalisme, nationalisme, État et démocratie », communication présentée au colloque des Cercles universitaires, mai 1979, in *Les Intellectuels et la démocratie*, PUF, 1980, pp. 155-166.
- « L'eurogauche : socialismes européens », *Projet*, n° 146 (1980), pp. 704-714.
- « Histoire morale et histoire écrite : le cas de l'histoire de la Résistance communiste juive », *Yod*, n° 11 (1/2 trim. 1980), pp. 24-28.

- « Réflexions sur l'État soviétique », *Futuribles* (mai 1980), pp. 89-91.
- « La politique extérieure de l'URSS et/ou la logique du système communiste », *Politique étrangère* (1980/2), pp. 353-362.
- « Pour le cent vingtième anniversaire de l'Alliance israélite universelle. La génération des fondateurs. 24 juin 1980 », *Nouveaux Cahiers* (éd. spéciale).
- « Europe : des raisons d'être raisonnable », *Dossier 2001*, cinquantième du CPA, Chambre de commerce et d'industrie de Paris, 1980, pp. 119-128.
- « La génération des fondateurs », *Cahiers de l'Alliance israélite universelle*, n° 202 (oct. 1980).
- « Zionism in the International Arena », *Zionism in transition*, New York, 1980, pp. 307-313.
- « Un eurocommunisme à la française : le PCF aujourd'hui », communication à la Third Cuny Conference on History and Politics, 5-7 octobre 1978, *Eurocommunism*, edit. by Georges Schwab, Greenwood Press, 1981, pp. 131-156.
- « Vérité historique et mensonges politiques. Diversion et révisions sur l'antisémitisme », *Commentaire*, n° 12 (hiv. 1980-1981), pp. 551-558. Trad. anglaise in *Forum*, « Historical Truth and Political Lies », fall quaterly, n° 39, pp. 1-13. Nouvelle version française dans *Sillages*, Jérusalem, printemps 1981, pp. 64-77.
- « Lutte pour la paix et Mouvement de la paix dans la stratégie et les moyens d'action du mouvement communiste international », communication au colloque international sur « L'URSS dans la situation internationale », Bordeaux, 14 nov. 1980. Les actes de ce colloque ont été intégralement publiés in Francis Conte et J.L. Martres, *L'Union soviétique dans les relations internationales*, Economica, 1982, pp. 223-243.
- « Les communistes et l'Holocauste : la mémoire occultée », communication présentée à l'International Conference on the Aftermath : the Impact of the Holocaust on European Jewry, Haifa, 21-24 may 1979.
- Préface à Yohanna Manor, *Naissance du sionisme politique*, Gallimard, 1981 (coll. Archives).
- « Des Sages de Sion et du "syndicat juif" au "vote juif" », communication présentée au colloque franco-israélien « Les mythes en France », 11-14 mai 1981. Publiée in *Sillages* (été 82/7), pp. 79-85.
- « Chute et rétablissement des communistes français », *La Revue Tocqueville* III-2 (fall 1981), pp. 385-393.
- « Marxisme et réformisme dans le socialisme français au lendemain de la Seconde Guerre mondiale », communication présentée au colloque « Réformisme et révisionisme dans les socialismes français, allemand et autrichien », université de Strasbourg, 26-28 novembre 1981.
- « Les facteurs idéologiques dans la conduite des États », communication présentée à la XXXIII<sup>e</sup> session de l'Institut des hautes études de Défense nationale, 1<sup>er</sup> décembre 1981.
- « Moscou et les partis communistes occidentaux », communication présentée à Genève dans le cadre du colloque « Le centenaire de Staline », 19-20 janvier 1980, *Présence libérale*, n° 2 (avril 1981), pp. 68-74. Les actes du colloque ont été intégralement publiés dans la *Revue de sciences sociales Wilfredo Pareto*, t. XIX (1981), n° 57.
- « Les dimensions de l'expansionnisme soviétique », communication présentée au colloque « Les formes de l'expansionnisme soviétique. Continuité et diversité », IFRI - EHESS, 4-6 janvier 1982, in *Le Système communiste mondial : un monde en expansion* (Édit. P. Kende, I. Yannakakis et D. Moisi), IFRI, 1982, pp. 249-277.
- « L'Internationale socialiste et les socialismes de l'Europe du Sud », communication présentée au colloque « L'Internationale socialiste (1951-1981) », Nanterre, 21-23 janvier 1982.
- « Le système communiste mondial, mythe ou réalité », contribution au numéro spécial de *Pouvoirs*, n° 21, printemps 1982, pp. 5-24.
- « François Mitterrand diplomate », *Politique internationale*, n° 16 (été 1982), pp. 19-37.
- « Le Mouvement de la paix », communication présentée au colloque « Pacifisme, neutralisme et danger de guerre », Paris, 4-5 juin 1982.
- « Antisémitisme et antisionisme », communication présentée à l'International Conference of the Seminar on Sionist Thought, Jérusalem, 11-15 juillet 1982, *Sillages*, 1982.
- « L'antisionisme à la lumière de la guerre du Liban », brochure n° 7, 1982, Départ. de l'information de l'OSM sur « La menace de l'antisionisme » (36 pages).
- Patterns of prejudice*, vol. 16, n° 4, « Antisemitism To-Day. A Symposium », The Institute of Jewish Affairs, London, oct. 1982.

- « The Soviet Union — now less of an Enigma ? », *Nato Review*, n° 4 (1982), pp. 26-30.
- « Le socialisme est derrière nous », contribution à *La France socialiste. Un premier bilan*, préf. de Michel Massenet, Hachette, 1983 (coll. Pluriel).
- « Forces et faiblesses du PCF dans la France de François Mitterrand », *Revue Tocqueville (The Tocqueville Review)*, vol. V, n° 1 (spring/summer 1983), pp. 202-214.
- « De l'antisionisme à l'antisémitisme à la lumière de la guerre du Liban », communication présentée au colloque « L'antisémitisme : hier et aujourd'hui », Institut de recherche sur les civilisations de l'Occident moderne, université Paris-Sorbonne, 19 mars 1983.
- « La nature du changement socialiste en France », communication présentée au congrès « France/Grèce. L'expérience socialiste », Athènes, 11-12 avril 1983, *Commentaire*, n° 23 (1983), pp. 584-589.
- « Journalists at War », communication présentée au séminaire international « The Media in War and their Aftermaths : Lebanon, Vietnam, Iran-Irak, and the Falklands », The Leonard Davis Institute of International Relations, the Communications Institute of the Hebrew University of Jerusalem, 1-5 may 1983.
- « Le projet soviétique dans le Tiers Monde », communication présentée à la journée d'études « L'Union soviétique et le Tiers Monde » (23 juin 1983) du Comité d'étude de Défense nationale, *La Revue de Défense nationale*, n° 12 (1983), pp. 23-32.
- Préface à Eliza Orzeszkova, *Meir Ezofowicz*, trad. du polonais par Ladislas Mickiewicz, Robert Laffont, 1983.
- « Les traits fondamentaux de l'Homo sovieticus », *L'Astrolabe*, n° 72 (1983), pp. 18-19.
- « Être juif dans la vie publique », *Être juif à Paris*, journées d'études, 2-4 mars 1984, CRDP de Paris, pp. 77-83.
- « Soljenitsyne », *Perspectives* (mars 1984).
- « Y a-t-il une littérature juive d'expression russe, polonaise et tchèque ? » Colloque organisé par l'Institut d'études slaves, 13 décembre 1984.
- « Le judaïsme : une médiation au monde », contribution à Victor Malka, *Aujourd'hui être juif*, Le Cerf, 1984, pp. 113-130. Reproduit in *Réflexion sur les questions juives*, Hachette, 1984 (coll. Pluriel), pp. 622-633.
- « La Résistance juive en France ? Où en est son histoire ? », table ronde organisée le 9 décembre 1984, *Le Monde juif*, n° 118 (avr.-juin 1985), pp. 55-57.
- Préface à Richard H. Shultz et Roy Godson, *Dezinformatsia. Mesures actives de la stratégie soviétique*, Anthropolos, 1985.
- « L'art de vivre de la Haute Université », contribution à Raymond Aron, 1905-1983. *Histoire et politique. Textes et témoignages*, Commentaire, Julliard, 1985, pp. 58-61.
- « La religion comme clé de lecture des événements », Université européenne des affaires, mars 1985.
- « L'Union soviétique et le Proche-Orient après l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev », *L'Arche* (juin 1985), pp. 77-88.
- « De la Résistance juive », *Pardès*, n° 2 (aut. 1985).
- « Le Goulag existe-t-il toujours ? » (conclusion du colloque sur ce thème), *L'Astrolabe*, n° 83 (1985), pp. 39-40.
- « L'impact du soulèvement du ghetto de Varsovie sur la Résistance en France occupée », communication présentée au colloque « Le soulèvement du ghetto de Varsovie », Univ. de Turin, janv. 1984, estratto dal vol. *Gli ebrei dell'Europa orientale dall'utopia alla rivolta*, Edizioni di Comunita, 1985.
- « Cultures juive et russe : la question de la double appartenance » (table ronde animée par A. Derczanski), *Cahiers du monde russe et soviétique*, XXVI (avril-juin 1985), pp. 153-156.
- « Pouvoir politique et expression communautaire : le CRIF », *Pardès* (1986/3), pp. 199-206.
- « Facteurs de déclin et tentatives de rétablissement des partis communistes en Europe occidentale », conférences à l'Instituto de Estudios politicos (Lisbonne) et à l'Université libre de Lisbonne (Junqueira), 28 et 29 avril 1986. *Ciencia politica*, Lisboa, 1986/4. Reproduit in *Issues of Liberty*, Yearbook 1986. Libro Aperto International, 1986, pp. 99-109.
- « Communisme français, communismes méditerranéens », communication au colloque international « La France et la Méditerranée », Haifa, Tel-Aviv, 5-8 mai 1986, in *La France et la Méditerranée. Vingt-sept siècles d'interdépendance*, sous la direction d'Irad Malkin, E.J. Brill, 1990.

- « Les communistes et la Méditerranée », *Commentaire*, n° 36 (hiv. 1986/1987), pp. 613-622 et *Revista de Ciencia política*, Lisbonne (2<sup>e</sup> sem. 1986/4).
- « Le PCF en 1946 : le tournant s'esquisse mais n'est pas perçu », communication présentée au colloque « 1946 : l'année de la déchirure », Genève, 22-23 mai 1986. Publié in *Relations internationales*, n° 47 (aut. 1986), pp. 381-389.
- « Did the 20th Party Congress of 1956 in the Soviet Union come to represent Basic Changes in the Development of Eastern and Western Europe ? », communication au *Program for Eastern European Seminar* at Hogskolesenteret i Rogaland, Stavanger, 22-24 octobre 1986.
- « Être juif : une mémoire personnelle et collective à éclipse, ou les intermittences de l'identité dans l'Occident contemporain », communication au congrès international « Jewish memory and its history », Haïfa, 5-7 janvier 1987. Reproduit in *Singularités, textes pour Éric de Dampierre*, Plon, 1989, pp. 331-336.
- « Polémiques et politiques communautaires. *Pardès* (1986/4), pp. 190-202.
- « Le rôle de la Yougoslavie au sein du mouvement des pays non alignés », préface à Pierre Maurer, *Itinéraires, notes et travaux*, numéro 36 de l'Institut universitaire d'études et de développement, Genève, oct. 1986.
- « La grève des cheminots de 1920 : un réexamen », Lersco, *Philographies*, mélanges offerts à Michel Verret, ACL Édition, 1987, pp. 89-98.
- « Une vie "normale". Réponse à Daniel Bell », *Commentaire*, n° 37 (printemps 1987).
- « Vieillesse et dénatalité : la responsabilité des femmes juives », Communication à la 6<sup>e</sup> conférence européenne de l'International Council of Jewish Women, Zurich, 25-27 mai 1987.
- « De Khrouchtchev à Gorbatchev, le système est-il réformable ? », *Pouvoirs*, n° 45 (1988), pp. 124-126.
- « Proche-Orient : la paix au quotidien », *Politique internationale*, n° 41 (aut. 1988), pp. 393-401.
- « L'intérêt commun, la fatigue et la vie », *Commentaire*, n° 44 (fév. 1988-1989). Sur la « révolte des pierres » et la situation d'Israël.
- « Annie Kriegel. Du Parti communiste au *Figaro* », portrait par M. Riglet, *L'Histoire* (fév. 1989).
- Préface à Philippe Buton et Laurent Gervereau, *Le couteau entre les dents. 70 ans d'affiches communistes et anticomunistes*, Chêne, 1989.
- « Résistance nationale, antifascisme, résistance juive : engagements et identités », communication au colloque « Réfugiés et immigrés d'Europe centrale dans le mouvement antifasciste et la résistance en France (1933-1945) », Institut d'histoire du temps présent / CNRS, 17-18 octobre 1986, sous la direction de Karl Bartosek, René Galissot et Denis Peschanski, *De l'exil à la résistance*, Presses Universitaires de Vincennes, Arcantière, 1989.
- « Adolescent dans la résistance communiste juive... Grenoble, 1942-1944 », *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, études réunies par Yves Meny pour Georges Lavau, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, pp. 227-247.
- « Les intermittences de la mémoire : de l'histoire immédiate à l'Histoire, "Penser Auschwitz" », *Pardès*, n°s 9-10 (1989).
- « Sur l'antifascisme », communication présentée au 4<sup>e</sup> colloque international de la Fondation Feltrinelli, « Le mythe de l'URSS dans la culture occidentale », Cortona, avril 1989. Reproduit in *Commentaire*, n° 50 (été 1990).
- « Mort du communisme ou révolution dans la Révolution », *Géopolitique* (hiv. 1989/1990).
- Préface à Esther Benbessa, *Un grand rabbin sépharade en politique. 1892-1923*, Presses du CNRS, 1990.
- « De la Résistance juive », in *Pensée et construction européennes, hommage à Georges Goriély*, études éditées par André Miroir, Centre d'études des relations internationales et stratégiques, Université libre de Bruxelles, 1990.
- « Le communisme est-il mort ? » *L'année internationale, bilan et analyses 90-91*, Hachette.
- « Incarner la France : de Gaulle et Thorez », communication au colloque « De Gaulle et les communistes : antagonismes et convergences », Nanterre, 1<sup>er</sup>-3 octobre 1990.

# INDEX\*

## A

- ABBAS Fehrat : 427 (note).  
 Abbeville : 117, 487.  
 Abigail (petite-fille d'A.K.) : 32.  
 Abondance, groupe gauchiste : 387.  
 ABRAGAM Anatole : 503, 617.  
 ABRAHAM Henri : 181, 182.  
*Action*, journal : 250, 289, 366-367, 400, 403, 479, 483, 600, 773.  
 Action catholique ouvrière : 548.  
 ADAM Georges : 380.  
 ADORNO Theodor W. : 396, 765.  
 AEAR (Association des écrivains et artistes révolutionnaires) : 603.  
*Aelita*, film de Protozanov : 552.  
*Affaire Kravchenko*, L'—, de G. Malaurie : 477.  
*Affaire Marty*, L'—, d'A. Marty : 350 (note).  
 « Affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale, L'— », article de F. Fejtö : 453-454.  
 AFP, agence de presse : 453.  
*Afrique-Asie*, journal : 696.  
 Afrique noire : 384, 427, 762.  
 AFTALION Albert : 304.  
 AGARD Maurice : 339.  
 AGATHON : 140.  
 AGULHON Maurice : 247 (note), 287, 305, 586-587, 754.  
 AILLY cardinal Pierre d'— : 619.  
*Aisne libre*, L'—, journal : 438 (note).  
 Ajaccio : 774.  
 ajisme : 333, 335.  
 AJZENBERG Nicolas (commandant Paul FABRE) : 239.  
 ALAIN : 499.  
*A la lumière du marxisme*, recueil collectif : 330.  
 ALAMACHÈRE François : 406.  
 Albanie : 203.  
 ALBENIZ Isaac : 33.  
 ALBERTI Rafael : 696 (note).  
*A l'échelle humaine*, de L. Blum : 381.  
 ALEICHEM Cholem : 652.  
 A l'éléphant, café (Paris) : 30.  
 ALEXANDRE I<sup>er</sup>, roi de Yougoslavie : 36.  
 Algérie : 59, 173, 423, 425, 772 ; guerre d'— : 424, 428, 430, 613-614, 621, 675 ; les juifs d'— : 428.  
 ALIBERT : 98.  
 Alicante (Espagne) : 696 (note).  
 ALIÉNOR D'AQUITAINE, reine de France : 619.  
 Allemagne : 212, 394-395, 662, 672 ; le PCF et l'— : 362-363, 500-501 ; voir guerres mondiales, nazisme, Résistance, solution finale.  
 Alliath Beth, réseau d'immigration israélien : 774.  
 Alliance Photo, agence : 510.  
 Allier, fleuve : 156-157.  
*Allobroges*, *Les*, journal (Grenoble) : 184.  
 ALMEREYDA : 681.  
 ALPÉRINE A. : 138.  
 ALPHAND Jean-Charles : 307.  
 ALPHONSE XIII, roi d'Espagne : 24.  
 ALTER Hersch : 604.  
 ALTER Victor : 604.  
 ALTHUSSER Hélène : 327.  
 ALTHUSSER Louis : 327, 713.  
 AMADO Jorge : 266, 410, 569.  
*Amants de l'ombre*, *Les*, de J. Colombel : 288 (note).  
 AMBLARD Jean : 580.  
*Ame enchantée*, L'—, de R. Rolland : 188.  
 Amgot : 473.  
*Ami Fritz*, L'—, d'Erckmann-Chatrion : 31.

\* Cet index a été établi par Pierre Peuchmaurd.

- Ami viendra ce soir, Un*, film de R. Bernard : 320.
- Amis d'Israël, Les, association : 141.
- Amis de l'URSS, Les, association : 248, 691.
- AMOS (prophète) : 745.
- AMSELLE Antoinette : 62 (note).
- Amsterdam-Pleyel, mouvement : 393, 498, 501.
- Amusez-vous, foutez-vous d'tout*, chanson : 99.
- anarchie : 66, 223, 314, 375, 425, 681, 686.
- ANDERSON Sherwood : 480.
- ANDREAS-SALOMÉ Lou : 395.
- ANDREX : 99.
- ANGLÈS Auguste : 403.
- Angleterre : 82-83, 103, 112, 120, 362, 363, 423, 771, 773.
- ANGRAND Cécile : 330.
- Annales d'histoire économique et sociale, Les*, revue : 42, 292-293, 297, 298, 306.
- Annuaire Chaix* : 683.
- Annuaire de l'École polytechnique* : 683.
- ANTELME Robert : 493.
- anti-américanisme : 472-485.
- anticléricisme : 294, 318, 326, 380 (note), 547, 746.
- anti-impérialisme : 473-474, 773.
- antimilitarisme : 59, 108, 271, 499.
- antisémitisme : 48, 760, 765-766, 777 ; les lois de Vichy : 58, 124-129, 142 ; l'affaire Dreyfus : 61-62 ; la ségrégation : 145-152 ; au PCF : 438 (note) ; la rue Copernic : 742 ; le procès des Blouses blanches : 777-780.
- Anvers : 175.
- APECS (Association pour l'étude de la culture soviétique) : 692.
- APEL (Association des parents d'élèves de l'école libre) : 481.
- APOLLINAIRE Guillaume : 209, 279, 440.
- Apologie pour l'histoire*, de M. Bloch : 300.
- apparatchiks : Raymond Guyot : 550-552 ; Jean Kanapa : 596-598 ; Jean Fréville : 602-604 ; Joseph Ducroux : 604-605.
- Appel de Stockholm* (1950) : 499, 500, 506-507.
- Apprendre*, bulletin : 564.
- Après la défaite*, de B. de Jouvenel : 119.
- ARAFAT Yasser : 782.
- ARAGON Louis : 266, 267, 316, 366-368, 377, 379-380, 402, 403, 406, 416, 419, 444, 475, 477, 478, 493, 499, 512, 514, 543, 556, 564, 566, 570-576, 583, 589, 590, 591, 594, 595 (note), 598, 599, 603 (note), 637-638, 778.
- Arche, L'—*, revue : 233, 780-781.
- archives : — de la Résistance : 220 ; — de la police : 353-354, 678-680 ; — nationales : 616, 677, 683 ; — de la justice militaire : 681-682 ; — des chemins de fer : 683-684.
- « Archives », collection : 678-679.
- ARENDT Hannah : 393, 494, 623-624, 626, 627.
- ARENS Jean : 603-604.
- ARFVIDSON (architecte) : 572 (note).
- ARGALON André : 388-389.
- argent : 44-47.
- ARIÈS Philippe : 675.
- ARISTOPHANE : 327.
- ARISTOTE : 263.
- ARLETTY : 30, 66.
- arme atomique : 504-508.
- Armée rouge : 104, 115, 202-203, 216, 218, 219, 271, 376 (note), 434, 450, 453, 726.
- Armée secrète : 207.
- ARON Raymond : 326, 450, 463, 485, 543, 605, 617, 660, 671, 710, 734, 735, 737, 740, 782 ; le séminaire : 672-676.
- ARON Suzanne : 660.
- ARPAILLANGE Pierre : 188.
- ARRACHARD Raymond : 348.
- Arrache-cœur, L'—*, de B. Vian : 136.
- « Art : zone libre ?, L'— », article d'Aragon : 366.
- ARTAUD Antonin : 135.
- Artisan français, L'—*, revue : 310.
- artisanat : 305-311.
- « Artistes sans uniforme », article de R. Gaudy : 366.
- Arts de France*, revue : 366, 528.
- ASCHBER Olaf : 694 (note).
- ASCOT Roger : 780.
- Asnières : 534.
- Assemblée constituante (1945) : 321.
- Assises nationales de la paix (1952) : 497.
- ASSO Pierre : 509.
- Association des étudiants d'Afrique du Nord : 427.
- Association des juifs de Belgique : 176.
- Association russe des musiciens prolétariens : 522.
- ASSOULINE Pierre : 696.
- ASTIER DE LA VIGERIE Emmanuel d'— : 256, 257, 392, 511, 543.
- Atelier d'art politique : 408, 427.
- Atelier 17 (Paris) : 572 (note).
- ATIC (Association technique de l'importation charbonnière) : 295.
- ATLAN Jean-Marie : 319-320.
- AUBER Daniel François Esprit : 21.
- Auberges de jeunesse : 333 (note), 350-351.
- Aubervilliers : 515, 520, 527, 530, 533, 536-537, 540, 553.
- AUBRAC Lucie : 696.

AUBRAC Raymond : 190.  
*Au-devant de la vie*, chanson : 375-376.  
 AUGER Pierre : 503.  
 AUGUSTIN saint : 263, 267, 424, 741.  
 AULARD Alphonse : 299, 304.  
*Au lycée Papillon*, chanson : 98.  
*Aurélien*, d'Aragon : 367.  
*Au rendez-vous allemand*, de P. Eluard : 512.  
 AURIC Georges : 375.  
 AURIOL Vincent : 356.  
*Aurore du Nord*, de N. Nikitine : 564.  
 Au Sans Pareil, éditions : 566.  
 Auschwitz : 73, 82, 105, 138, 141, 146, 175, 182, 203, 208, 228, 229, 433, 440 (note), 467, 572, 661, 728, 778.  
 Austerlitz : 396-397.  
*Autocritique*, d'E. Morin : 493, 494, 696.  
 Autriche-Hongrie : 395.  
*Aux enfants rouges. Éclairez votre religion*, d'Aragon et G. Adam : 380.  
 Aux laines écossaises, magasin (Paris) : 36.  
*Avant-garde, L'—*, journal : 217, 301, 333, 357, 373.  
*Avenir social, L'—*, orphelinat (La Villette-aux-Aulnes) : 557.  
*Aveu, L'—*, d'A. London : 463.  
 Avignon : 256, 272.  
 AXELOS Kostas : 721.  
 AYMARD André : 299.  
 AYMÉ Marcel : 253, 439.  
 Azerbaïdjan : 229.

## B

B. Monique : 81, 131-132.  
 BABANI M. : 77.  
 BABY Jean : 331, 599.  
 BACH Jean-Sébastien : 33.  
 BACHELARD Gaston : 135, 411-412.  
 BADIOU Alain : 715.  
 BAECHLER Jean : 673, 675.  
 BAEZ Joan : 709.  
 BAGARD Edmond : 374-375, 377.  
 bains de mer : 92-98.  
 BAKER Joséphine : 98.  
 BAKOUNINE Michel : 686.  
 BALDWIN James : 710.  
 BALZAC Honoré de — : 31, 263, 267, 569.  
 BAM (Bureau artisanal des matières) : 308-309.  
*Bandits à Orgosolo*, film de V. de Sica : 726.  
 BANGOU Henri : 419, 429.  
 BANGOU Marcelle : 429.  
 Banque commerciale de l'Europe du Nord (BCEN) : 605, 692, 695.  
 Banque Hervet : 336.  
 Banque Morgan (USA) : 693.  
 Bansca Bystrica (Tchécoslovaquie) : 396.  
 BARBÉ Henri : 461, 551.  
 BARBÉ Raymond : 425.  
 BARBERET : 591.  
 BARBUSSE Henri : 328, 393, 404, 498, 694.  
 Barcelone : 234, 763.  
 BARNEY Clifford : 406 (note).  
 BARRAL Pierre : 702.  
 BARRAULT Jean-Louis : 304.  
 BARRE Raymond : 733.  
 BARRÈRE Camille : 730.  
 BARRÈS Maurice : 367.  
 BARROU Jean-Pierre : 184.  
 BARTHOU Louis : 36.  
 Baruch, plan (1946) : 507.  
 BASCH Victor : 328-329.  
 BASSIS Henri : 583, 591.  
 BATA Thomas : 397.  
 BATAILLE Émilie Charlotte voir LAMBERT Émilie Charlotte.  
 BATAILLE François : 127.  
 BATAILLE Georges : 135, 183, 510.  
 BATAILLE Sylvia : 510.  
 « Batailles du livre » : 569-570.  
 BAUDELAIRE Charles : 114-115, 209, 264, 512.  
 BAUDRILLARD Jean : 718.  
 BAUER Gérard : 152.  
 BAULIEU Émile-Étienne (« Milo ») : 396.  
 BAUMOL Isaac : 212, 239.  
 BAYER M. : 276.  
 Bazeilles : 713.  
 BAZIN André : 319.  
 BBC (British Broadcasting Corporation) : 118, 176, 251, 312.  
 BBL (Bibliothèque des Batailles du livre) : 569-570.  
 Beaune-la-Rolande, camp de concentration de — : 137.  
 BEAUVOIR Simone de — : 573, 575 (note), 597, 665.  
 BECKER André Léon (père d'A.K.) : 19-99 et *passim*, 114, 116-126, 129, 136-137, 142, 143, 147-151, 154-158, 161, 163, 177, 198-202, 259, 263, 305, 312, 323, 390, 633, 643, 655, 659, 700, 753.  
 BECKER Balthazar : 71.  
 BECKER Charlotte (grand-mère paternelle d'A.K.) : 21, 61, 64-65, 67, 68, 72.  
 BECKER David : 76-77.  
 BECKER Françoise (sœur d'A.K.) : 41, 150, 154, 156, 201, 280-281, 288.  
 BECKER Georgette (mère d'A.K.) : 21-99 et *passim*, 113, 114, 116, 118, 124, 125-126, 129, 142-143, 145, 148-157, 160, 164, 167,

- 177, 188, 197, 201-202, 275, 276, 288, 312, 357, 635-636, 643, 648, 655, 700.
- BECKER Henri (grand-père paternel d'A.K.) : 65, 69, 75, 77.
- BECKER Henri (frère d'A.K.) : 113, 115, 118, 122, 137, 142, 143, 150, 151, 156, 178, 179, 196-199, 203, 249-250, 252, 265, 284, 285, 286, 418, 445, 446, 584, 626, 754.
- BECKER Jean-Jacques (frère d'A.K.) : 109, 110, 113, 143, 156 (note), 160-161, 286.
- BECKER Lyon : 34.
- BECKER Mathieu : 34.
- BECKER Michèle : 138.
- BECKER Nicolas : 71.
- BECKER Pierre (oncle d'A.K.) : 87, 138.
- BECKROUCHE Jean : 426.
- BECQUE Henry : 32.
- BECQUEREL (photographe) : 105.
- BEETHOVEN Ludwig van — : 33, 329.
- BEGIN Menahem : 229 (note), 742, 783.
- Belgique : 172-173, 175-176.
- BELHOMME, famille : 95.
- BELHOMME Julie : 96.
- BELINO Fernand : 552.
- BELL Daniel : 710.
- BELLET Madeleine : 482.
- Bellevilloise, La, coopérative ouvrière (Paris) : 234.
- BELLON Loleh : 319, 509-510.
- BELLON Jacques : 510.
- BENDA Julien : 209, 460.
- BENES Edvard : 420.
- BENETTON Philippe : 675.
- BEN GOURION David : 774, 783.
- BENJAMIN Walter : 765.
- BEN MEÏER TAM JACOB (Rabbenou Tam) : 61.
- BENOIST-MÉCHIN Jacques : 119.
- BENVENISTE Émile : 135, 370.
- BERBEROVA Nina : 542-543, 571.
- Berck-Plage : 81, 82.
- BEREANU : 423.
- BERGER Lily : 235.
- BERGERY Gaston : 543.
- BERGMAN Ingmar : 30.
- BERGSON Henri : 141, 180, 264, 327, 741.
- BERGSON Jeanne H. : 141.
- BERIA Lavrenti : 514, 609, 691\*.
- Berim (bureau d'études) : 693.
- BERKELEY George : 264.
- Berkeley, université (USA) : 622, 709.
- BERLIN Isaiah : 485, 710, 723.
- BERLINGUER Enrico : 422-423.
- BERLINGUER Giovanni : 423.
- BERLIOZ Joanny : 383, 401-402, 566.
- BERMAN Jakub : 726-727.
- BERNADOTTE comte Folke : 774.
- BERNARD saint : 294.
- BERNARD II, seigneur de Saint-Valéry : 86.
- BERNARD G. voir BEYER Georges.
- BERNARD Jean-Jacques : 138-140.
- BERNARD Léon : 65.
- BERNARD Raymond : 320.
- BERNARD Tristan : 22 (note), 139.
- Bernay : 235.
- BERNE Mlle : 263.
- Bernheim Biens, société : 648.
- BERNIS Gérard de — : 422, 436-437, 454-455.
- BERNOUARD François : 312.
- BERNSOHN Babetta voir KRIEGEL Babetta.
- BERNSTEIN Henry : 532.
- BERTRAND (libraire) : 566.
- BESANÇON Alain : 432, 626, 672 (note), 673.
- BESSE Guy : 268-269, 273-276, 311-312, 316, 321, 327, 351-352, 368, 371, 372, 378, 383, 394, 475, 490, 633, 635-636, 639, 643.
- BESSE M. : 637, 638.
- BESSE Mme : 636-638.
- BESSON Georges : 592.
- BEULLAC Christian : 178, 418.
- BEVIN Ernest : 771.
- BEUVE-MÉRY Hubert : 403.
- BEYER Georges (colonel Bernard) : 350.
- BIARDEAU Madeleine : 313 (note).
- BIBESCO Marthe : 663.
- Bible : 745, 757, 760.
- Bibliothèque de l'Alliance israélite universelle (Paris) : 32.
- Bibliothèque nationale (Paris) : 106, 410, 447, 676.
- Bibliothèque Sainte-Geneviève (Paris) : 262-263.
- BIDAULT Georges : 286, 387, 438, 440, 492, 499, 504.
- BIERUT Boleslaw : 625.
- BILINSKI, famille : 658-659.
- BILINSKI Cécile : 658, 659, 724.
- BILINSKI Lucienne : 658.
- BILINSKI Nicole : 658.
- BILINSKI Romaine : 658.
- BILLOUX François : 348, 385, 429, 475, 478, 488, 514, 564, 576, 579, 581, 589, 590.
- BILLOUX Josette : 555.
- BING : 77.
- biologie : 583-585.
- Birkenau, camp de concentration de — : 181.
- Birobidjan : 766.
- Birobidszan Stern*, revue : 775.
- BISTESI Jean : 213.
- bizutage : 431.
- Black Panthers : 710.



- Blanche-Neige et les sept nains*, film de W. Disney : 29-30.
- Blanche ou l'oubli*, d'Aragon : 514, 637.
- BLANCHOT Maurice : 266.
- BLOCH Ernst : 764-765.
- BLOCH Eugène : 181-182.
- BLOCH Jean-Richard : 574.
- BLOCH Jacques : 60.
- BLOCH Léon : 181-182.
- BLOCH Marc : 21, 42, 110, 142, 287, 292, 294, 297, 300, 305, 306, 432, 689.
- BLOCH Monique : 306.
- BLONDEL Charles : 287.
- Blouses blanches, procès des — : 777-780.
- BLOY Léon : 140-141, 600-601.
- BLUM Jeanne : 439.
- BLUM Léon : 58, 197, 326, 342, 381, 586, 690, 771 ; les communistes et — : 438-441, 445.
- Blum-Byrnes, accords (1946) : 365, 441, 476.
- BLUNT Anthony : 693 (note).
- BOBOWICZ Sofia : 56 (note).
- BOEGNER pasteur : 253.
- Bœuf écorché*, *Le*, tableau de Rembrandt : 29.
- Bœuf écorché*, *Le*, tableau de Soutine : 29.
- Bohême : 175, 396, 433.
- BOILEAU Nicolas : 159.
- BOISSELOT père : 337.
- BOIVIN Jeanne : 43.
- Bolchoï, théâtre (Moscou) : 583.
- BON Gaston : 94.
- BONAL : 252.
- BONAMY Joseph (« Roger ») : 254.
- BONDY François : 484, 675, 680.
- BONILAUD Bernard : 673.
- BONNET Christian : 742.
- BONNET Cyrille : 20.
- BONNET Serge : 547, 715.
- BONNIN (syndicaliste) : 386.
- Bonsoir Thérèse*, d'E. Triolet : 575.
- BONTE Florimond : 283, 356, 362, 528, 566, 772, 773.
- Bordeaux : 387, 449.
- BOREL Émile : 694 (note).
- BORKER Jules : 187-188, 191-192, 202, 383.
- BOSSUET Jacques Bénigne : 300, 681.
- BOSSUS Raymond : 356, 388.
- BOUCHER DE PERTHES Jacques : 60.
- BOUCHINET-SERREUILLES : 120.
- BOUDBERG Maria Ignatievna : 542-543.
- BOUGAINVILLE Louis Antoine de — : 723.
- BOUGLIONE, famille : 30.
- BOUGONNIER (peintre) : 532.
- BOUKHARINE Nicolaï : 613, 679.
- BOUKOVSKI Vladimir : 626.
- BOULIER abbé : 547-548.
- Boulogne-Billancourt : 385-390, 533-534, 554.
- BOUMEDIENE Houari : 424.
- BOUNINE Ivan : 71, 761-762.
- Bourbon-l'Archambault : 159-161.
- BOURDAN Pierre : 312.
- BOURDET Claude : 731.
- BOURDIEU Pierre : 284.
- BOURGEOIS Guillaume : 461.
- BOURGEOIS Léon : 65.
- Bourges : 158-159.
- BOURGIN Hubert : 302.
- BOURRICAUD François : 717.
- Bourse du Travail (Paris) : 380.
- BOUSSAC (industriel) : 67.
- BOUTHONNIER Paul : 562.
- BOUTROUX Émile : 264.
- Bouvard et Pécuchet*, de G. Flaubert : 66.
- BOYARD François Simon : 91.
- BOYARD Jean Flour : 91.
- BRANCUSI Constantin : 593.
- BRANDYS Kazimierz : 406.
- BRANKOV Lazare : 458.
- BRANTING Karl Hjalmar : 684.
- BRANTÔME Pierre de BOURDEILLES, seigneur de — : 638.
- BRASILLACH Robert : 264, 266.
- BRASSEUR Pierre : 319.
- Bratislava*, de F. Nourissier : 395.
- BRAUDEL Fernand : 294-297, 300, 305, 450, 671, 689.
- BRAUN Jean : 376, 377.
- BRAUN Madeleine : 376-377, 393.
- BRECHT Bertolt : 481 (note), 672.
- BRECKER Arno : 672, 763.
- BRÉCY Robert : 425.
- BREJNEV Léonide : 423, 598.
- Breslau/Wrocław (Pologne) : 728-729.
- BRETON André : 209, 264, 349 (note), 478, 479, 480 (note), 511, 566, 574.
- Bréviaire de la haine*, de L. Poliakov : 146.
- BRICAS Evangelos : 721.
- Brigades internationales : 239, 763.
- Brighton (Somme) : 82-83, 99.
- BRINON Fernand de — : 139.
- BRION Hélène : 681-682.
- BRISSEON Pierre : 734.
- BRIZWSKI Isaac : 213-214.
- Brno (Tchécoslovaquie) : 396.
- BROCHARD Dr A.T. : 22 (note).
- BROCHERIE Mme : 132.
- BRODSKI Iossip : 33.
- BRONGNIART Alexandre : 654.
- BROSSOLETTE Pierre : 312.
- BROZEK Albert : 239.
- Bruges : 722.
- BRUGMANS Henry : 722.
- BRUHAT Jean : 331, 369, 474, 599, 779.

BRUNHOFF Mathieu de — : 270.  
 BRUNO F. : 140.  
 BRUNOT Louis *voir* GRONOVSKI Louis.  
 Brunoy : 237.  
 BRUNSCHVICG Léon : 52.  
 Bruxelles : 175.  
 BS (Brigades spéciales) : 386.  
 BSN-Emballage, société (Reims) : 714.  
 BUBER Martin : 765.  
 BUBER-NEUMAN Margarete : 626.  
 Bucarest : 485, 664.  
 Buchenwald, camp de concentration de — : 552, 572.  
 Budapest : 434, 453, 455 ; soulèvement de 1956 : 596-597.  
 BUFFON Georges Louis LECLERC, comte de — : 38.  
 Bulgarie : 363, 364, 374, 663.  
*Bulletin communiste, Le* : 401.  
 Bund (Fédération des travailleurs juifs) : 604.  
 Bureau d'édition (du PCF) : 566.  
 Bureau d'Édition et de Diffusion : 380.  
 BURSZTYN Élise *voir* Élise.  
 BURSZTYN Israël : 237.  
 BURSZTYN Maurice *voir* Justin.  
 BUSH George : 783.  
 BUTON Philippe : 247 (note), 344, 536, 545.  
 Butte Rouge, La, cité-jardin (Châtenay-Malabry) : 533, 534.

## C

C. Hélène : 131, 153.  
 C. Jacqueline : 81, 130-131, 152, 259-260, 262, 283.  
 C. Marguerite : 131.  
*Cabane dans la vigne, La*, d'E. Jünger : 174.  
 CABRAL Amilcar : 715.  
 Cachan : 520.  
 CACHIN Charles : 653.  
 CACHIN Marcel : 318, 359, 462 (note), 478, 525, 592, 637.  
 CADJJ (Comité d'action et de défense de la jeunesse juive) : 206-208, 219, 221, 229.  
 CADRAS Georgette : 555.  
*Ça fait d'excellents Français*, chanson : 99.  
 Cagoule, La, organisation : 174.  
*Cahiers du bolchevisme, Les*, revue : 401, 578.  
*Cahiers du communisme, Les*, revue : 206, 347, 350, 362, 363, 370, 475, 528, 564, 566, 567, 591, 772, 777.  
*Cahiers du sud, Les*, revue : 209.  
 CAILLAUX Joseph : 603.  
 CAIN Julien : 768.  
 CALAS Raoul : 410.  
 CALDER Alexandre : 572 (note).

CALDWELL Erskine : 479, 480, 481, 509.  
 CALLOT sœurs : 43.  
 CALMEL Mlle : 656.  
 Cambodge : 622.  
 CAMBON Jules : 730.  
 CAMBON Paul : 730.  
 Camelots du roi : 319.  
 CAMONDO, famille : 77.  
 Camp David, accords de — : 734, 764.  
*Camp de la mort lente, Le*, de J.-J. Bernard : 138.  
 campagnes électorales : 523-525.  
 CAMPEAU Rémi de — : 252.  
 camps de concentration (français) : 137-140.  
 CAMUS Albert : 209, 264, 265, 295, 319.  
 cancérologie : 660-661.  
 CANDYLIS : 721.  
 CANETTI Elias : 395, 684.  
*Canterbury Tales*, de G. Chaucer : 89.  
 CAPA Robert : 252.  
*Capital, Le*, de K. Marx : 250, 305, 522.  
 CARACCIO Mme : 164.  
 Carinthie slovène : 488.  
 CARCO Francis : 416.  
 CARCOPINO Jérôme : 299, 469.  
 Carmagnole (bataillon FTP-MOI) : 232, 239.  
 CARMICHAEL Stokely : 710.  
 CARN Albert : 386, 387, 388.  
 CARNÉ Marcel : 66, 304, 319.  
*Carnets*, de M. Cachin : 359.  
*Carnets de la drôle de guerre*, de J.-P. Sartre : 575.  
*Carnets d'un témoin, 1940-1943*, de R.R. Lambert : 229.  
 CARO-DELVAILLE Henry : 70.  
 Caroline (grand-tante d'A.K.) : 73.  
 CARP Cécile : 76.  
*Carrefour*, hebdomadaire : 373, 403.  
 Casablanca : 385 ; procès de — (1977) : 285.  
 CASANOVA Danielle : 317, 393, 499, 502, 573.  
 CASANOVA Jean-Claude : 673, 676.  
 CASANOVA Laurent : 392-393, 400, 422, 463, 464, 493, 498, 545, 556, 570, 574, 597, 611, 652, 653 ; au Conseil mondial de la paix : 499-503, 505, 511 ; et la lutte idéologique : 579, 580, 582-587, 589 ; l'affaire — : 598 ; — et la *Nouvelle Critique* : 598-599, 612.  
 CASARÈS Maria : 304.  
*Case de l'oncle Tom, La*, de H. Beecher-Stowe : 31.  
 CASSOU Jean : 240 (note), 279, 406 (note), 454, 488, 493, 500.  
 CASSOU Louise *voir* MAMIAC Louise.  
 Castel-Navet, château de — (Varets) : 637.  
 CASTORIADIS Cornelius : 721.

- Castres : 237.  
 CASTRO Fidel : 713.  
 CATHALA Jean : 626.  
*Cathédrale, La*, de J.-K. Huysmans : 469.  
 catholicisme : judaïsme et — : 140-141 ; —  
   étudiant : 326-327, 436-437.  
 CATTANEO Bernadette : 394.  
 CAVEING Maurice : 327.  
 Cayeux-sur-Mer : 159, 661 ; vacances à — :  
   81-99, 103, 105 ; la guerre à — : 113-117 ;  
   le lycée de — : 113-115, 119.  
 CAZES Bernard : 676.  
 CCL : 207.  
 CDL (Comités départementaux de Libéra-  
   tion) : 207, 254-256, 272.  
 CDLP (Comité de diffusion du livre et de la  
   presse) : 566, 567, 568.  
 CEA (Commissariat à l'énergie atomique) :  
   504.  
 CECIL lord : 694.  
 CED (Communauté européenne de défense) :  
   510 (note), 697.  
 ceinture rouge (de Paris) : 344-345, 531-534,  
   540.  
 CÉLINE Louis-Ferdinand : 67.  
 CELLIER Dr : 319.  
 CÉLOR Pierre : 461, 551.  
*Celui de France que nous aimons le plus*, de  
   H. Bassis et J. Kosma : 591 (note).  
 CEMEA (Centre d'études des méthodes d'édu-  
   cation active) : 557.  
 Centre d'études sociologiques : 310.  
 Centre Richelieu : 325, 327, 437.  
 Cercle économique et social inter-écoles : 418.  
 Cercle Max Weber (Heidelberg) : 765.  
 Cercle des Nations : 694.  
 Cercles de la Russie neuve : 292, 692.  
 CERF Salomon : 72.  
 CERF-BEER Nephtali : 71, 752.  
 CERNUSCHI Henri : 77.  
 Ceskolovenski Zbrojovka, firme d'armement  
   tchèque : 774.  
*Ce Soir*, quotidien : 357, 571.  
 CFLN (Comité français de la Libération na-  
   tionale) : 217-218.  
 CGD (Comité général de défense) : 206, 207.  
 CGT (Confédération générale du travail) :  
   288, 320, 321, 335, 337, 346, 353, 359  
   (note), 369, 476, 498, 527, 546, 651, 681,  
   682, 685, 695, 773 ; — et l'Université  
   nouvelle : 328, 330, 333 ; — chez Renault :  
   386 ; grèves de 1947 : 412.  
 CGTU (Confédération générale du travail  
   unifiée) : 328, 393, 685.  
*Chagrin des Belges, Le*, de H. Claus : 172.  
 CHAINTRON Jean : 544, 545.  
 CHAINTRON Jeannine : 555.  
 CHAIX (résistant grenoblois) : 197.  
 CHALET Marcel : 690 (note).  
 Champagne : 713.  
 CHANDLER Raymond : 134.  
 chanson : 98-99, 234 ; — révolutionnaire :  
   375-376.  
*Chanson de la Ricamarie*, poème d'Aragon :  
   444.  
*Chant du départ, Le*, hymne : 94.  
 CHAPLIN Charles : 29, 526.  
 charbon : 441-442.  
*Chardons du Baragan, Les*, film de L.  
   Daquin : 310.  
 Charlemagne, division : 770.  
 CHARLES abbé : 250.  
 CHARLES Mme : 132.  
 Charleville-Mézières : 713.  
 Charnècles (Isère) : 238-239.  
 CHARPENTIER André : 406, 415, 417.  
 Charte d'Athènes : 521.  
 Charte du judaïsme français : 746.  
 Chartres : 122.  
*Chasse aux sorcières, 1947-1957, La*, de M.-F.  
   Toinet : 628.  
 CHATEAUBRIAND François René, vicomte  
   de — : 752.  
 châteaux de sable : 105.  
 Châtenay-Malabry : 533, 534.  
*Châtiments, Les*, de V. Hugo : 59, 267.  
 CHATIN : 252.  
 CHAUCER Geoffrey : 89.  
 CHAUMEIL Jean : 192 (note), 382-383, 384,  
   544, 553, 554.  
 CHEBALINE (compositeur soviétique) : 583.  
 CHEKROUN André : 758.  
 CHELEPINE Alexandre : 423.  
 cheminots : grève de 1920 : 683-684.  
*Chêne et le Veau, Le*, d'A. Soljenitsyne : 588.  
 CHENEY Peter : 134.  
 CHENU père : 548.  
*Cheval blanc, Le*, d'E. Triolet : 575.  
 CHEVALIER Maurice : 99.  
 CHEVALLET (« Benoît ») : 184, 254.  
*Chez la modiste*, pastel de Degas : 74.  
 CHIAPPE Jean : 511.  
 CHIMELOVITCH (médecin soviétique) : 778.  
 Chine : 83, 140, 195, 451, 495, 504, 508, 689,  
   713, 732.  
 CHKLOVSKI Victor : 135, 571.  
 Choisy-le-Roi : 559.  
 CHOLLEY André : 301, 661.  
 HOLTITZ général Dietrich von — : 190.  
 CHOMAT Claudine : 393, 556, 612.  
 CHOMSKY Noam : 135, 709.  
 CHONAVEL Jacqueline : 556.  
 CHOSTAKOVITCH Dimitri : 375, 522, 583.

- Chronique d'une saison gâtée*, de Ch. Rist : 120.
- Chronique de Vichy*, de M. Martin du Gard : 190.
- CHTCHERBAKOF A. : 778.
- CHURCHILL sir Winston : 120, 274, 362, 496, 622.
- Chute de Berlin, La*, film de M. Tchiaourelli : 652.
- CIA (Central Intelligence Agency) : 459, 485, 675.
- CICÉRON : 263.
- CICCOLINI Aldo : 657.
- Ci-devant*, d'A. de Monzie : 119.
- Ciel blanc*, de C. Claude : 240.
- CILIGA Anton : 626.
- cinéma : 29-30, 183, 304, 441 (note), 476, 652, 726, 727 ; Louis Daquin : 318-319 ; et guerre froide : 483 ; soviétique : 522.
- ciconcison : 48, 757-758.
- Circonstances atténuantes*, film : 30.
- Cirque d'hiver (Paris) : 30.
- Cité universitaire (Paris) : 379, 412, 417, 426.
- CLANCIER Georges-Emmanuel : 639.
- clandestinité : 187-243.
- CLARK Terry N. : 617.
- Clarté*, journal (Bruxelles) : 405.
- Clarté*, journal du MNCR : 219.
- Clarté*, journal des étudiants communistes : 381, 404-419, 427, 430, 431, 441, 443, 445, 450, 584, 724, 773 ; dans la grève de 1947 : 412-417 ; et le procès Rajk : 454-455, 457, 460.
- Clarté*, revue : 404-405 (note).
- Clarté universitaire*, groupe et journal : 404.
- CLAUDE Catherine : 201, 237, 240 (note).
- CLAUDEL Paul : 134, 140, 266, 304, 406, 435 (note).
- CLAUS Hugo : 172.
- CLAUSE Georges : 714.
- CLEAVER Eldridge : 710.
- CLEMENCEAU Georges : 61, 681, 686.
- CLEMENCEAU Michel : 351 (note).
- CLÉMENT Jean-Baptiste : 89, 713.
- CLÉMENT voir FRIED Eugène.
- CLEMENTIS Vladimir : 466.
- CLOCHÉ P. : 209.
- CLOS Max : 735, 737, 784.
- CNE (Comité national des écrivains) : 404, 570.
- CNR (Comité national de la Résistance) : 206, 207, 256, 272, 274, 356, 360.
- CNRS (Centre national de la recherche scientifique) : 449-450, 602, 615, 617, 621, 671, 721.
- CNT, syndicat espagnol : 387.
- COCHIN Augustin : 22 (note), 615.
- COCHIN Mme : 132.
- COCTEAU Jean : 140, 763.
- coexistence pacifique : 497.
- COGNIOT Georges : 266, 274, 283, 331, 332, 362, 363, 366, 369, 400, 402, 404, 447, 481, 485, 493 (note), 579, 599.
- COHEN Erik H. : 782.
- COHEN Francis : 601.
- COHEN Gustave : 574.
- COHEN Jean-Louis : 521-522.
- COHEN Richard : 229.
- COHEN TANOUDDJI C. : 181.
- COHN Bernard : 183.
- COHN-BENDIT Daniel : 709, 711.
- COLBERT Jean-Baptiste : 532.
- COLETTE : 85, 573, 637.
- COLIN Marie-Madeleine : 556.
- collaboration : 182-183, 250-251 ; et le sort des juifs : 171-177.
- Collège européen de Bruges : 722.
- Collège de France : 503, 617.
- COLOMB Christophe : 723.
- colonisation : 384-385.
- COLOMBEL Jeannette : 288.
- Colonel Foster plaidera coupable, Le*, de R. Vailland : 460, 509-510, 513, 514.
- COMAC (Comité d'action militaire du CNR) : 190.
- COMBAL Laurence : 132, 133.
- Combat, mouvement de résistance : 198, 213.
- Combat*, quotidien : 403, 479, 484.
- combisme : 332.
- Combloux (Haute-Savoie) : 267.
- COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle) : 495.
- Comédie-Française, théâtre : 30.
- Comité américain pour la liberté de la culture : 484.
- Comité des anciens du 11 novembre 1940 : 446.
- Comité départemental de l'Isère de Libération nationale (CDLN) : 207, 242, 243, 254-256, 257.
- Comité d'épuration (Grenoble) : 251-253.
- Comité de la France combattante de l'Isère et des Alpes dauphinoises : 207, 254.
- Comité juif antifasciste mondial : 75, 604.
- Comité de liaison des associations d'étudiants anticolonialistes : 426.
- Comité des ménagères : 248.
- Comité mondial contre la guerre et le fascisme : 501.
- Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme : 393.
- Comité national de défense contre la tuberculose : 65.
- Comité national des professeurs : 210.

- Comité national des prix : 348.  
 Comité de vigilance des intellectuels antifascistes : 499.  
 comités d'entreprise : 346.  
*Comment réaliser le socialisme ?*, de V. Alter : 604.  
*Commentaire*, revue : 673 (note), 676.  
*Commentary*, revue : 484, 628, 675.  
 Commission d'histoire de l'occupation et de la Libération : 297.  
 Communauté européenne : 722.  
*Commune*, revue : 603.  
*Communisme*, revue : 202, 465, 466, 626, 721.  
*Communistes, Les*, d'Aragon : 564, 590.  
*Communistes et la morale, Les*, de R. Garaudy : 328.  
*Comoedia*, journal : 279.  
 Compiègne : camp de concentration de — : 138-140, 369, 375, 466, 545, 621 ; lycée de — : 619-621.  
 Complot des pigeons (1952) : 514-515.  
 Compteurs de Montrouge, Les, société : 546-547.  
 COMTE Auguste : 264.  
 CONDÉ Louis II de BOURBON, prince de — (le Grand) : 159.  
 CONDILLAC Etienne BONNOT de — : 264.  
 Conférence des Quatre (Moscou, 1947) : 368.  
 Conférence Saint-Vincent-de-Paul : 327.  
 conflit sino-soviétique : 621, 622.  
*Confluences*, revue : 403.  
 CONGAR père : 548.  
 Congrès américain : 368, 480.  
 Congrès mondial des partisans de la paix (Prague, 1950) : 422.  
 Congrès pour la liberté de la culture (1950) : 484, 485, 675.  
 Conseil économique et social : 348.  
 Conseil mondial de la paix : 497, 499-503, 579, 695.  
 Consistoire juif : 230-231.  
*Contrepoint*, revue : 403, 675-676.  
*Convoi du 24 janvier, Le*, de Ch. Delbo : 181.  
 COPEAU Jacques : 140, 304.  
 CORDON Antonio : 696 (note).  
 Corée, guerre de — : 507 ; — bactériologique ? : 508-509 ; « Ridgway la Peste » : 513-516.  
 CORNEILLE Pierre : 152.  
 CORNU Marcel : 599.  
*Corps mémorable*, de P. Eluard : 512.  
*Correspondance internationale*, revue : 457.  
 Corse : 345, 458, 600.  
 « cosmopolitisme » : 775.  
 COT Pierre : 501, 693-695.  
 COTHIAS Josette : 393, 556.  
 COTTON Eugénie : 284, 394, 556.  
*Couchés dans le foin*, chanson : 98.  
 COULANGES Philippe Emmanuel de - : 159.  
 Coupole, La, café (Paris) : 279, 280.  
 COURBET amiral Amédée : 88.  
 COURBET Gustave : 122, 319.  
 COURCEL Geoffroy de — : 120.  
 COURNOT Antoine : 264.  
 Courrières, catastrophe de — (1906) : 441-442.  
 COURTADE Pierre : 362, 363, 409, 410, 454, 457, 462, 492, 493, 510, 543, 570.  
 COURTELINE Georges : 152, 312.  
 COURTOIS Stéphane : 535, 545, 626.  
*Couteau dans l'eau, Le*, film de R. Polanski : 727.  
 COUVE DE MURVILLE Maurice : 363, 719.  
 CPL (Comité parisien de Libération) : 272-273, 320, 393.  
 Cracovie : 728.  
 Craiova (Roumanie) : 664.  
 CRANSTON Maurice : 710.  
 Crémét, affaire : 393.  
 CRÉMIEUX Benjamin : 253, 266.  
 CRÉMIEUX Francis : 777.  
 CRÉMIEUX Jeannine : 556.  
 CRIF (Conseil représentatif des israélites de France) : 206, 207, 229-231, 782.  
*Crise du progrès, La*, de G. Friedmann : 310.  
*Critique de l'économie politique*, de K. Marx : 302.  
 Croix-de-Feu : 98.  
 CROIZAT Ambroise : 348, 653.  
 CROZIER Michel : 717.  
 CRS (Compagnie républicaine de sécurité) : 445-446, 709.  
 CRUBELLIER Maurice : 702.  
 Cuba : 689, 713, 732.  
*Cuirassé Potemkine, Le*, film de S.M. Eisenstein : 522.  
 culte de la personnalité : 486-488.  
 CUVILLIER Armand : 178.  
 CUZIN François : 183, 184.  
*Cyrano de Bergerac*, d'E. Rostand : 30.  
 CZAPSKI Joseph : 604.

## D

- DAC Pierre : 134.  
 Dachau, camp de concentration de — : 369-370, 425, 553.  
 dactylographie : 143-144.  
 DAIX Pierre : 477, 478, 584, 598, 601 (note).  
 DALI Salvador : 571, 574.  
 DALSACE Annie : 556, 648.  
 DALSACE Dr : 648.

- Dames-de-Sion, congrégation : 127.  
 DAMPIERRE Éric de — : 715.  
 DANIEL Jean : 627 (note), 732.  
 DANIELLOU Jean : 324-325, 327.  
 DANNECKER *Hauptsturmführer* SS Theodor : 229.  
 D'ANNUNZIO Gabriele : 367.  
*Danse devant l'arche, La*, poème de H. Frank : 69.  
 DANTON Georges Jacques : 461.  
 DAQUIN Louis : 318-319, 443, 509.  
 DARCIER (compositeur) : 89.  
 DARLAN amiral François : 403.  
 DARNAND Joseph : 52, 253, 272, 386 (note).  
 DARRIEUX Danielle : 30.  
 DARWIN Charles : 329, 723.  
 DAUDET Alphonse : 31, 308.  
*Dauphiné libéré, Le*, quotidien : 184.  
 DAUTRY Jean : 331.  
 DAVID Jacques Louis : 573.  
 DAVID Mme : 133.  
 DAVIS Gary : 499.  
 DÉAT Marcel : 182, 253, 261, 289, 599.  
*De Berlin à Jérusalem*, de G. Scholem : 68.  
 DEBIDOUR Victor-Henry : 327.  
 DEBOUT-OLESKIEWITZ Ludwig : 183-184.  
 DEBOUT-OLESKIEWITZ Simone voir DEVOUASSOUX Simone.  
 DEBRAY Pierre : 779.  
 DEBRÉ Michel : 57, 697.  
 DEBRÉ Robert : 65, 269 (note).  
 DEBUSSY Claude : 522.  
 DECAMPO Marie-Claude : 628 (note).  
 DECAUX Alain : 628.  
 « Décembristes » : 139.  
 DECOIN Henri : 30.  
 décolonisation : 423-430, 437, 495-496.  
 DE COSTER Charles : 569.  
 DECOUR Jacques : 253.  
 DEFFERRE Gaston : 366.  
 DEGAS Edgar : 74.  
 DEGLIAME-FOUCHÉ Marcel : 190.  
 DEJERME : 328.  
 Deir Yassin, massacre de — : 774.  
 DEJIDER Vladimir : 488.  
 DELANOVE Paul : 482.  
 DELARUE Jacques : 174.  
 DELAUNAY Sonia : 571.  
 DELAY Pr : 320.  
 DELBO Charlotte : 181.  
 DELBOS Yvon : 446.  
 DELCROIX voir FURET François.  
 DELONCLE Eugène : 174.  
 DELVAUX Paul : 574.  
*Demain*, revue : 681.  
*Démocratie nouvelle*, revue : 401, 528, 772.  
 démocraties populaires : la satellisation : 485-486, 495-496 ; voyages dans les — : 662-664, 724-729.  
 démographie : 632-633.  
 DÉMOSTHÈNE : 263.  
 Denise (bonne d'A.K.) : 659.  
 Département d'État américain : 480.  
 déportation : 82, 137-140, 173, 175, 181, 228, 232, 432, 433, 466-467, 525, 545, 553, 572, 628, 696, 768-769, 770.  
 DEPREUX Édouard : 441.  
 DERAÏN André : 149.  
 DERZANSKY Alexandre : 56 (note), 642.  
*Dernier métro, Le*, film de F. Truffaut : 183.  
 DESANTI Dominique : 184, 556.  
 DESANTI Jean-Toussaint : 601 (note), 612, 613.  
 DESCARTES René : 180, 264.  
 DESNOS Robert : 136, 183.  
 DÉSORMIÈRES Roger : 556, 583.  
 DESROUSSEAUX (auteur-compositeur) : 376.  
 DESRUMEAUX Martha : 768.  
*Des « terroristes » à la retraite*, film de Mosco : 192.  
*Destin : Martin Luther, Un*, de L. Febvre : 294.  
 Destour, parti tunisien : 427.  
 DEVAY Jean-François : 373.  
 DEVÈZE Michel : 702.  
 DEVOUASSOUX Simone : 180-181, 183-184, 186, 191.  
 DEWEY John : 482.  
 dialectique : 351.  
 DIAMANT-BERGER : 312.  
 DI CASTIGLIONE général : 212.  
 DICKENS Charles : 31, 569.  
*Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, de J. Maitron : 65, 461, 544, 688.  
 DIDEROT Denis : 332.  
 DIECKHOFF Alain : 470.  
 DIEM Raymonde : 556.  
 DIETHELM André : 318.  
*Dieu vivant*, revue : 327.  
 DIMITROV Georges : 364, 390, 464.  
 divorce : 633, 635-639.  
*18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte, Le*, de K. Marx : 564.  
 DJILAS milovan : 626.  
 DOGNON Paul : 287.  
 DOLIVET Louis : 501, 693-694.  
 DOLLÉANS (historien) : 688.  
 DOMBROWSKI Iouri : 451.  
 DOMENACH Jean-Marie : 500.  
 Dominicains, ordre des — : 549, 752.  
 DONAT : 424.  
 DONNAY Maurice : 32.

DORIATH Maria : 556.  
 DORIOT Jacques : 253, 386 (note), 461, 736.  
 DORMOY Marx : 197.  
 DOS PASSOS John : 266, 479, 480, 481.  
 DOSTOÏEVSKI F.M. : 31, 266, 304, 451, 569.  
 DOUDINTSEV Vladimir : 585.  
 DOUMER Paul : 36.  
 DOVJENKO Aleksandr Petrovitch : 522.  
 DOUMENG Jean-Baptiste : 693.  
 Drancy, camp de concentration de — : 137, 138, 139, 146, 175, 232, 237, 312, 433.  
*Drapeau rouge, Le*, journal : 676.  
 DREISER Théodore : 480.  
 Dreyfus, affaire : 61-62, 125, 405 (note), 460, 461, 499, 629, 759, 761.  
 DREYFUS Armand : 82.  
 DREYFUS LE FOYER M. : 263.  
 DREYFUSS Georges : 62, 648.  
 DREYFUSS Georgette voir BECKER Georgette.  
 DREYFUSS Lulu (tante d'A.K.) : 159.  
 DREYFUSS Henri Samuel voir SIMONIN Henri Samuel.  
 DREYFUSS Jacques : 59-61, 63.  
 DREYFUSS Juliette : 70, 72.  
 DREYFUSS Maria : 63.  
 DREYFUSS Samuel : 60.  
 DRIEU LA ROCHELLE Pierre : 265.  
*Drôle de jeu*, de R. Vailland : 304.  
 DROZ Jacques : 700.  
 DRU Gilbert : 327.  
 DRUMONT Édouard : 140.  
 DUBARD DE GAILLARBOIS (architecte) : 702.  
 DUBIEF Henri : 683.  
 DUBOIS Henri : 313, 714.  
 DUBOIS Joseph : 695.  
 DU BOS Charles : 337.  
 DUBOS René : 508.  
 DU CAMP Maxime : 752.  
 DUCHAMP Marcel : 574.  
 DUCHEMIN Mme : 263.  
 DUCHÊNE Gabrielle : 393, 394, 692.  
 DUCLOS Jacques : 208, 217-218, 332, 340, 356, 357, 376, 392, 401, 438 (note), 475, 502, 509, 528, 565, 566, 579, 589, 711, 776 ; les pigeons de — : 514-515.  
 DUCOLONÉ Guy : 556.  
 DUCROUX Joseph : 602, 603.  
 DUCUING Joseph : 512.  
 DUFOUR André : 184, 254.  
 DUFRICHE Marcel : 321, 439.  
 DUFY Raoul : 149.  
 DUGUET Victorin : 348.  
 DUHAMEL Georges : 543 (note).  
 DULLES Allan : 459.

DULLES Foster : 472.  
 DUMAS Alexandre : 31, 569.  
 DUMAS fils, Alexandre : 32.  
 DUMAZEDIER Joffre : 255.  
 DUMEIX Auguste : 562.  
 DUMÉZIL Georges : 135, 303.  
 DUMONT Yvonne : 556.  
 DUMOURIEZ général Charles François du PÉRIER, dit — : 461.  
 DUPONT Louis : 392.  
 DUPUY Fernand : 550.  
 DURAS Marguerite : 573, 600.  
 DUREL, famille : 26.  
 DURKHEIM Émile : 140, 449, 533, 617.  
 DUTARD Lucien : 638.  
 DUVEAU Georges : 310, 352.  
 DUVERGER Maurice : 124-125, 694.  
 DUVIGNAUD Jean : 493.  
 DZERJINSKI Félix : 778.

## E

EARLE Mr : 481.  
 EATON Cyrus : 504.  
*Écho de l'Ouest, L'* —, quotidien (San Francisco) : 75.  
 Éclaireurs israélites : 206, 207, 208, 216.  
 École des Annales : 292-300, 302, 303, 306, 687-689, 733.  
 École centrale d'Arcueil (du PCF) : 554, 562, 566 (note).  
 École des chartes : 313.  
 École de Francfort : 671.  
 École des Hautes Études : 292, 620, 733.  
*École laïque, L'* —, journal : 400.  
 École libre des Sciences politiques : 120.  
 École marxiste supérieure (Berlin) : 329.  
*École et la Nation, L'* —, journal : 528.  
 École normale supérieure : 182, 259, 430-431 ; — de Sèvres : 42, 132, 260, 276-316, 368, 369 ; — de la rue d'Ulm : 287, 288, 289, 326, 327, 369-370, 409-410.  
 École de Paris : 279.  
 École polytechnique : 155, 683.  
*Économie et Humanisme*, revue : 309.  
*Économie politique*, de F. Simiand : 302.  
*Écran français, L'* —, magazine : 528.  
*Écrits intimes*, de R. Vailland : 509.  
*Écume des jours, L'* —, de B. Vian : 135.  
 ÉDELIN Hélène : 556.  
 Édimonde, société : 483.  
 Éditeurs français réunis : 376-377, 457.  
 Éditions sociales : 380 (note), 602.  
 Éditions sociales internationales : 204, 566, 605.  
 ÉDOUARD VII, roi d'Angleterre : 652.

- éducation : 21-99 et *passim*, 665-669 ; — sexuelle : 42-43 ; — juive : 50-57 ; — communiste : 203-210, 560-570.
- Éducation sentimentale*, L'—, de G. Flaubert : 629.
- EFP (Écoles fédérales permanentes du PCF) : 561.
- EFPs (Écoles fédérales permanentes spécialisées, du PCF) : 561.
- Église catholique : 705 ; conversions : 140-141 ; histoire de l'— : 294 ; le PCF et l'— : 324-327 ; les étudiants catholiques : 326-327, 436-437 ; les prêtres-ouvriers : 546-549.
- Égypte : 474, 734-735, 750, 774, 784.
- EHRENBURG Ilia : 479, 572, 695, 775.
- EICHMANN Adolf : 770.
- Enigkeït*, revue : 775.
- EINSTEIN Albert : 182, 504.
- EISENSTEIN Serge M. : 214, 522.
- EISLER Gerhard : 672.
- EISLER Heinz : 672.
- EISNER Marie : 510.
- El-Alamein, bataille d'— (1942) : 162.
- élections : — de 1945/46 : 321, 340-345, 348, 350, 358-359, 365-366, 373 ; — de 1947 : 437-438 ; campagnes électorales : 523-525 ; — de 1958 : 646.
- ELIADE Mircea : 491.
- Élie (petit-fils d'A.K.) : 647.
- Élise (résistante grenobloise) : 224, 234-237.
- ELLIMER David (pseudonyme d'A.K.) : 729-730.
- ÉLUARD Dominique : 513.
- ÉLUARD Nush : 512.
- ELUARD Paul : 196, 252-253, 264-268, 443, 511-513, 533, 543.
- Emès, éditions (Moscou) : 775.
- Émile*, de J.-J. Rousseau : 275.
- EMMANUEL Pierre : 256, 264, 267.
- employés de maison : 53-54, 656-659.
- ENA (École nationale d'administration) : 302, 430.
- Encounter*, revue (Londres) : 484.
- Encyclopédie*, de Diderot : 332.
- Encyclopédie française* : 287.
- Encyclopédie de la Renaissance française* : 331-332, 401.
- En dehors*, L'—, journal : 134.
- En famille*, de H. Malot : 31.
- Enfants du capitaine Grant, Les*, de J. Verne : 31.
- Enfants du paradis, Les*, film de M. Carné : 183.
- engagement : 184-185, 249-250 ; poésie et — : 267-268.
- ENGELS Friedrich : 266, 289, 328, 357, 372, 441, 447, 549, 576.
- Enghien : 619.
- enseignants, enseignement : — juifs : 129-130 ; au lycée Victor-Hugo : 132-137 ; critique de l'— : 134-136 ; — de Vichy : 176-178, 210 ; l'École normale supérieure : 276-316 ; statut : 288-289 ; les historiens : 290-304, 331 ; grève de 1947 : 411-418 ; étudiants communistes et — : 446-452 ; et guerre froide : 481-482 ; les institutrices : 556, 682 ; carrière universitaire : 615-723 ; le lycée de Compiègne : 619-621 ; soutenance de thèse : 698-702 ; le collège universitaire de Reims : 702-708, 713-715 ; Mai 68 : 704-713 ; Nanterre : 715-720.
- Enseignement secondaire des jeunes filles*, L'—, de F. Mayeur : 132 (note).
- Entretiens sur les Évangiles*, de R. Rolland : 140.
- entrisme : 350-351.
- Éponge de vinaigre*, L'—, de R. Lefebvre : 353.
- épuration : 272, 357 ; en Isère : 251-252, 254.
- Équipes, Économie et Humanisme, mouvement : 309-310.
- ERCKMANN-CHATRIAN : 31.
- ERIBON Didier : 617.
- ERLICH : 604, 775 (note).
- ERNST Max : 572 (note).
- ERVAL François : 733.
- ESKENAZI André : 715.
- Espagne : 193, 353-354, 662 ; guerre d'— : 234, 438, 459, 557, 695, 696 (note), 763-764.
- espionnage : 690 (note), 691, 693.
- Espoir*, L'—, d'A. Malraux : 323.
- Esprit*, revue : 325, 403, 453-454, 547, 599.
- Esprit du jacobinisme*, L'—, d'A. Cochin : 22 (note).
- ESTAING Jean-Baptiste, amiral comte d'— : 91.
- ESTRADÈRE Pierre : 553.
- Établissements Achille-Lévy (Schismek) : 60.
- État et la révolution*, L'—, de Lénine : 564.
- États baltes : 115.
- Éternel retour*, L'—, film de J. Cocteau : 183.
- ethnologie : 303, 638-639.
- ETIEVENT Gaston : 181.
- Étincelle*, bulletin : 613.
- ETINGER I.C. : 778.
- étoile jaune : 133, 145, 150, 151-152, 155, 173.
- Étoiles, Les*, journal : 402, 403, 404, 695.
- Étranger*, L'—, d'A. Camus : 265, 295.
- Être et le néant*, L'—, de J.-P. Sartre : 184.
- études : à Cayeux-sur-Mer : 113-115 ; le lycée



Victor-Hugo : 129-137 ; le bac : 152 ; la khâgne de Fénélon : 259-277 ; l'École normale supérieure de Sèvres : 276-316 ; — d'histoire : 290-311, 380, 384, 398 ; l'agrégation : 468-469 ; soutenance de thèse : 698-702.

*Études soviétiques*, revue : 772.

étudiants catholiques : 326-327, 436-437.

Étudiants communistes : 181, 210, 269-270, 325 ; et l'UJRF : 333-339, 369-371 ; et les trotskystes : 351-365 ; au Quartier latin : 371-384, 398-418 ; *Clarté* : 404-419 ; la grève de 1947 : 411-418 ; et l'UNEF : 419-422, 430 ; les « coloniaux » : 424-430 ; portrait d'une génération : 430-435 ; et étudiants catholiques : 436-437 ; et étudiants socialistes : 437-438 ; contre la « science bourgeoise » : 446-462 ; et le procès Rajk : 452-455.

Étudiants socialistes révolutionnaires : 305.

EURIPIDE : 251-252, 263.

*Europe*, revue : 583.

*Événement du jeudi*, L'—, hebdomadaire : 598.

*Excelsior*, quotidien : 106.

existentialisme : 135, 250, 403, 434, 708.

*Existentialisme n'est pas un humanisme*, L'—, de J. Kanapa : 597.

exode : 116-121.

*Exodus*, affaire de l'— (1947) : 770-771, 773.

*Exposé du marxisme*, de J. Rennes : 204.

*Express*, L'—, hebdomadaire : 408.

## F

FABIEN colonel (Pierre GEORGES) : 318.

FABIUS Mme : 72.

FABIUS André : 72 (note).

FABIUS Élie : 72 (note).

FABIUS Laurent : 72 (note).

FABIUS Paul : 72 (note).

FABRE commandant Paul voir AJZENBERG Nicolas.

FABRÈGUES Jean de — : 548.

FABRE-LUCE Alfred : 119.

*Faculté de l'inutile*, La, de I. Dombrowski : 451.

FADEÏEV : 501.

FAILLY Gisèle de — : 557.

*Faire de l'histoire*, de J. Le Goff : 688.

FAIZANT Jacques : 741.

FAJON Étienne : 347, 350, 356, 392, 423 (note), 425, 474-475, 476, 480, 481, 562, 568, 576.

FAJON Juliette : 555.

FALIGOT Roger : 504.

FALLA Manuel de — : 33.

*Famille éducatrice*, La, journal : 481.

FARGE Yves : 501, 502, 779 (note).

FARGUE Léon-Paul : 66.

FARKAS Michel : 458.

FAST Howard : 480.

FAUCHIER M. : 296.

FAULKNER William : 209, 478, 479, 480.

FAURE Edgar : 510, 719, 733.

FAURE Félix : 196-197.

FAURE-ALPE Marguerite : 196.

FAUROUX : 733.

*Faute de l'abbé Mouret*, La, d'E. Zola : 43.

faux-papiers : 221-223.

*Faux passeports*, de Ch. Plisnier : 266 (note), 697.

FAY Victor : 205, 566 (note).

FEBVRE Lucien : 42, 287, 292, 294, 297, 300, 302, 306.

FEBVRE Mme Lucien : 287.

Fédération communiste de l'Isère : 257.

Fédération communiste de la Seine : 374, 377, 378, 399, 405, 426, 470, 509, 515, 517-606 et *passim* ; la ceinture rouge : 531-534 ; effectifs : 535-537 ; conférences de section : 540-541, 546-547 ; conférences fédérales : 541-542 ; Raymond Guyot : 550-552 ; les apparatchiks : 550-557 ; les femmes : 556-559 ; l'« éducation » : 560-570 ; diffusion de la « littérature » : 566-569 ; la section centrale idéologique : 576-577, 579-582 ; décentralisation : 595, 609.

Fédération démocratique internationale des femmes : 284, 394.

Fédération française des étudiants catholiques : 437.

Fédération des locataires : 188.

Fédération postale (de la CGT) : 387.

FEFFER Itzik : 775 (note).

FEINTUCH Michel voir JÉRÔME Jean.

FEIX Léon : 425.

FEJTÖ François : 453-545, 457, 460, 548, 599, 626.

FEJTÖ Rose : 453.

*Feldgendarmérie* : 175.

Félix Potin, magasins : 123-124.

FELTIN cardinal : 548.

femmes : — juives : 51-54, 69-73 ; les bonnes — : 53-54, 656-659 ; et la Résistance : 123, 216-217, 258-259 ; les lycéennes : 132-133 ; enseignantes : 132-134 ; le féminisme : 133, 313-316, 632, 682 ; le travail des — : 313-316 ; au PCF : 555-559 ; Jeannette Vermeersch : 557-559 ; Elsa Triolet : 570-575 ; maternités : 643-654.

FEN (Fédération de l'Éducation nationale) : 289, 481.

FÉNELON François de SALIGNAC DE LA MOTHE : 263.  
 Fénelon, lycée (Paris) : 259-277.  
 FÉRET père : 548.  
 FERNANDEZ Ramon : 264.  
 FERRAT André : 680.  
 FERRIÉ général : 182.  
 FESSARD père : 327.  
 Festival de la jeunesse (Prague, 1947) : 394-397.  
 FETSCHER Iring : 664.  
 FEUER Lewis : 710.  
 FEYDER Jacques : 304.  
 FFI (Forces françaises de l'intérieur) : 225, 249, 253, 259, 271, 272.  
 FFL (Forces françaises libres) : 249, 253.  
*Fiancée juive, La*, tableau de Rembrandt : 634.  
 FIELD Noël : 376, 459.  
*Figaro, Le*, quotidien : 93, 105, 152, 172, 176, 233, 403, 408, 414, 508, 672, 675, 677, 733-743, 784.  
*Figaro littéraire, Le*, hebdomadaire : 367, 403.  
 FIGUIÈRES Léo : 270-271, 274.  
 FILLIOL (cagoulard) : 174.  
 FILONOV Pavel : 538-539.  
*Fils du peuple*, de M. Thorez : 450, 652, 563-566, 591 (note).  
*Fin de la raison*, de Horkheimer : 586.  
*Fin de Saint-Petersbourg, La*, film de Poudovkine : 522.  
 FINBERT Elian J. : 319.  
 Finlande, guerre de — : 116.  
 FISHER Ruth : 626, 671-672.  
 FIZBIN Henri : 398.  
 FLAUBERT Gustave : 66, 569, 629, 752.  
 FLAUREAU Pierre voir PEL.  
 Flore, café de — (Paris) : 182-183.  
 FMJD (Fédération mondiale de la jeunesse démocratique) : 394.  
 FOCILLON Henri : 574.  
 FONDA Jane : 709.  
 Fondation Rockefeller : 671.  
*Fontaine*, revue : 403, 479.  
 Force ouvrière, syndicat : 484.  
 « formalisme » : 522-523.  
 FOSSIER Robert : 313.  
 FOUCAULT Michel : 266, 617, 712.  
 FOUGERON André : 443, 580, 581, 590, 591, 592, 595.  
 FOURIER Charles : 184.  
 FOURNIAL Georges : 400.  
 FOURRIER Marcel : 400, 404 (note).  
 FRACHON Benoît : 330, 337, 348, 359 (note), 439, 681.  
 FRANCE Anatole : 31, 569.  
 France libre : 189, 190-191, 232, 323, 429.

*France libre, La*, revue : 450, 543, 674.  
*France nouvelle*, hebdomadaire : 364, 422, 445, 528-529, 560, 563, 564, 568, 590, 771, 772.  
*France-Observateur*, hebdomadaire : 34, 729-732.  
*France-Soir*, quotidien : 779.  
 France-URSS, association : 505, 691-692.  
*France-URSS*, revue : 779.  
 FRANCÈS Robert : 432.  
 Francfort : 521.  
 franc-maçonnerie : 68-69, 326, 335, 759.  
 FRANCO Francisco : 491, 662 (note), 764 (note).  
 FRANÇOIS I<sup>er</sup>, roi de France : 532, 620.  
 FRANÇOIS, inspecteur général : 468.  
*François le Bossu*, de la comtesse de Ségur : 32.  
 FRANÇOIS-JOSEPH, empereur d'Autriche : 434.  
 FRANCOU père : 548.  
*Franc-Tireur*, journal : 400, 484, 589.  
 FRANK Bernard : 171-173, 175-176, 570.  
 FRANK Henri : 69 (note).  
*Free World*, revue et association (USA) : 693-694.  
 FRÉNAUD André : 267.  
*Frères Bouquiquant, Les*, film de L. Daquin : 319.  
*Frères Karamazov, Les*, de F. Dostoïevski : 304.  
 FRESNAY Pierre : 30.  
 FREUD Sigmund : 480.  
 FRÉVILLE Jean : 566, 601 (note), 602-604.  
 FREY Fanny : 82.  
 FREYMOND Jacques : 722.  
 FRICI (étudiant hongrois) : 456.  
 FRIED Eugène (CLÉMENT) : 189, 559, 603.  
 FRIEDLAND Lisette voir MAIRET Lisette.  
 FRIEDMANN Georges : 292, 297, 302, 310, 602.  
 FRIOUX Claude : 671.  
 FROMOND Francine : 52.  
 Front national (communiste) : 184, 230, 254, 272, 336, 376, 400, 501, 502.  
 Front populaire : 52, 98-99, 234, 333 (note), 343, 344, 347, 360, 554.  
 FROSSARD André : 548, 741.  
 FSGT : 335.  
 FSJU : 782.  
 FSM (Fédération syndicale mondiale) : 321.  
 FTP (Francs-Tireurs et partisans) : 213, 216, 219, 225, 231, 238, 249, 254, 287, 330, 425, 500, 501, 502, 545-546, 585, 780 ; — MOI : 232, 233, 239.  
 FUJP (Forces unies de la jeunesse patrioti-

- que) : 206-207, 216-217, 219, 248, 257-258, 269, 272.
- Fulbright, bourses : 476.
- FUMAROLI Marc : 676.
- FUMET Aniouta : 141, 572.
- FUMET Stanislas : 141, 337, 403, 548.
- FURET François : 419, 615, 619-621, 687, 729, 730, 732-733.
- G**
- GAINSBURG Zoé (Tante Zoé) : 34, 43, 73-75, 122, 163.
- GABRIEL-PÉRI Mathilde : 555.
- GAJER : 398.
- GALARD Hector de — : 730.
- Galeries Modernes, Les, magasin (Cayeux-sur-Mer) : 82.
- GALEY Mathieu : 269 (note).
- Gallimard, éditions : 480, 733.
- GALLIOT Madeleine : 130.
- GALLUT Dr : 508.
- GALPERINE Georges : 404.
- GALSTER Ingrid : 184.
- GANCE Abel : 30.
- GAUDY Roger : 324-325, 328, 331-332, 336, 366, 367, 392, 400, 401, 475, 499.
- GARBARI Tullo : 440.
- Garde patriotique, organisation : 248.
- Gardes rouges (chinois) : 195, 451, 716.
- GARIBALDI Giuseppe : 725.
- GARY Romain : 304.
- gauchise : 586-587, 592, 613, 708-713, 764.
- GAUDIBERT Pierre : 612-613.
- GAUGUIN Paul : 319.
- GAULLE Charles de — : 33, 112, 117, 120, 121, 172, 218, 247, 251, 256, 271, 272, 273, 286, 300, 312, 358, 359, 360, 406 (note), 437, 473 (note), 552, 559, 586-587, 621, 646, 664, 674, 692, 709, 711, 734, 769.
- gaullisme : 342, 360, 437-438, 697.
- GAUTHIER Philippe : 673, 714.
- GCR (Gardes civiques républicains) : 272-273.
- GEMINDER Bedrich : 423, 463-464, 466.
- Général Dourakine, Le*, de la comtesse de Ségur : 56.
- Génération, Une*, d'A. Besançon : 432 (note).
- GENET Jean : 135.
- Genève : 722-723.
- Gennévilliers : 523, 540, 563.
- GENTNER (physicien allemand) : 503.
- géographie : 301, 304, 468.
- GEORGE Stefan : 765.
- GEORGES Pierre : 331.
- Georges Sorel et le syndicalisme révolutionnaire*, de J. Rennes : 204.
- GEORGHIOU-DEJ G. : 485.
- GÉRICHAULT Théodore : 573.
- GERLIER cardinal : 548.
- Germinal*, d'É. Zola : 442, 569, 680.
- GERÖ Ernst : 458.
- Gestapo : 127, 146, 148, 158-159, 172, 174, 175, 182, 207, 227, 228, 229, 350, 369, 585 ; à Grenoble : 197, 198, 213-214, 218.
- GESTETNER David : 211.
- GHELDERODE Michel de — : 106.
- ghettos : 146, 147.
- GIACHETTI A. : 431.
- GIACOMETTI Alberto : 279, 572 (note), 593.
- GIDE André : 209, 264-265, 275, 476, 625.
- GIÉSBERT Franz-Olivier : 735.
- Gilberte (bonne d'A.K.) : 659.
- Gilles*, de P. Drieu La Rochelle : 265.
- GIILLOIS André : 251, 312-313, 315, 380, 505, 506.
- GILLOT Auguste : 523, 553.
- GINSBURG Shaul : 754.
- GINSBURGER Roger voir VILLON Pierre.
- GIONO Jean : 209, 333 (note).
- GIORGIUS : 98.
- GIOVANNI : 545.
- GIOVONI Arthur : 481, 482.
- GIRARD Dr : 50.
- GIRARD Louis : 700.
- GIRAUDOUX Jean : 209, 264.
- GISCARD D'ESTAING Valéry : 738-739, 740, 742.
- GITTON Marcel : 461, 542.
- GLAUBAU Fritz : 566.
- Glières, maquis des — : 218, 225.
- GLORY D' : 22.
- GODEFROY DE BOUILLON : 86.
- GODIN Modeste : 117.
- GOEBBELS Joseph : 146, 349 (note).
- GOERING Hermann : 146.
- GOETHE : 451, 629, 652.
- GOLDMAN Pierre : 227, 433.
- GOLDMANN Lucien : 626, 671.
- GOLDSTEIN Simone : 76.
- GOLDSCHMIDT Bertrand : 574.
- Goli Otok (goulag yougoslave) : 491.
- GOMBROWICZ Witold : 485.
- GONCOURT Edmond de — : 77, 308, 713 (note).
- GONCOURT Jules de — : 308, 713 (note).
- GORBATCHEV Mikhaïl : 448, 464, 507, 585, 630, 764.
- GORBATCHEV Raïssa : 691.
- GORDON Aron David : 754 (note).
- GORGULOV : 36.
- GORIELY Georges : 664.
- GORKI Maxime : 264-265, 279, 543, 569, 572, 603, 652, 778.

- GOSNAT Georges : 331, 693.  
 GOSSE René : 213.  
 GOUDE Jean-Paul : 591 (note).  
 GOUIN Félix : 286, 438, 441 (note).  
 GOURDEAUX Henri : 47.  
*Goûter des généraux, Le*, de B. Vian : 134.  
 GOY Philippe : 657.  
 Grammos, mont (Grèce) : 513.  
*Grande amitié, La*, opéra de V. Mouradeli : 583.  
 Grande-Bretagne voir Angleterre.  
 Grande Maison, La, magasin (Paris) : 36.  
 Grandjean, cours (Paris) : 144-145.  
*Grands procès dans les systèmes communistes, Les*, d'A. Kriegel : 462, 464-465.  
 Grange-aux-Belles, La (Paris) : 540, 564, 595.  
 GRAPPIN Pierre : 716.  
 GRAVE Jean : 66.  
 GRAVEY Fernand : 30.  
 Grèce : 219, 368, 664, 721 ; la guerre civile : 488, 489, 513.  
*Grèce, ma rose de raison*, de P. Eluard : 513.  
 GRÉCO Juliette : 135.  
 GREEN Julien : 574.  
 GRENIER Fernand : 691, 692.  
 Grenoble : 262 ; la pension Lonjon : 161-163 ; un homme de lettres : 164-166 ; chez les scouts : 166-168 ; *La République du Sud-Est* : 168-171 ; la Résistance à — : 179-243 et *passim* ; la Libération : 241-243, 253-259 ; l'épuration à — : 251-252, 254 ; le Comité départemental de Libération : 254-257.  
*Grève, La*, film de S.M. Eisenstein : 522.  
 grèves : — *de 1947* : chez Renault : 385-390 ; — *de l'enseignement* : 411-418 ; — *d'août 53* : 388-389 ; — *des mineurs (1948)* : 441-446 ; — *des cheminots (1920)* : 683-684.  
 GROHMAN Joza : 423.  
 GROLL Louchnek : 755.  
 GROMAIRE Marcel : 593.  
 GROMYKO Andreï : 771.  
 GRONOVSKI Louis : 235.  
 GROPPO Bruno : 590.  
 GROSAN : 398.  
 GROSSMAN Vassili : 626.  
 GROSSER Alfred : 439.  
 GRÖSZ Mgr Joseph : 453.  
 Groupe catholique les lettres (Sorbonne) : 327.  
 Groupe Théâtre, compagnie américaine : 409.  
 GRU (renseignement de l'Armée rouge) : 376 (note), 459.  
 GRUAU René : 44.  
 GRUBER Francis : 592.  
 GUEDJ D<sup>r</sup> : 416.  
 GUÉNARD Charles : 515.  
 Guépéou : 451, 778.  
 GUÉRIN Daniel : 352.  
 GUÉRIN Georges (« Toto ») : 198, 251-252, 254.  
 GUÉRIN Rose : 556.  
 GUERMANTES voir BAUER Gérard.  
 guerre bactériologique : 508-509, 514.  
 guerre froide : 447 ; entrée dans la — : 470-472 ; l'anti-américanisme : 472-485 ; littérature et — : 476-481, 569 ; l'affaire Kravchenko : 477 ; enseignement et — : 481-482 ; presse enfantine et — : 482-483 ; cinéma et — : 483 ; la « lutte pour la paix » : 496-516 ; les intellectuels dans la — : 498-506 ; arme atomique et — : 504-508 ; l'*Appel de Stockholm* : 506-507 ; bactériologique ? : 508-509 ; « Ridgway la peste » : 513-516 ; le jdanovisme : 586-602.  
 guerre de 1870 : 60, 61, 96, 713.  
 Guerre mondiale, Première : 19, 20, 82-83, 94-95, 96, 103-104, 125-126, 353-354, 762 ; le mouvement ouvrier et la — : 107-111, 681-682.  
 Guerre mondiale, Seconde : 103-259 et *passim* ; l'été 39 : 105-107, 111-113 ; l'épuisement national : 111-113 ; à Cayeux-sur-Mer : 113-117 ; l'exode : 117-121 ; Vichy et les juifs : 124-129, 141, 142 ; voir Libération, Résistance.  
 GUÈS Mlle : 64.  
 GUET Mme : 159, 160.  
 GUILBEAUX Henri : 681.  
 GUILLEVIC Eugène : 444 ; et le « complot culturel américain » : 476-481.  
 GUILLOTIN Armand : 619.  
 GUIMARD Hector : 692.  
 GUIMPEL Boris : 318.  
 Guinée : 392.  
 GUINGOIN Georges : 545.  
 GUINZBOURG Evguenia : 625.  
 Guite (tante d'A.K.) : 72, 119.  
 GUITRY Sacha : 139.  
 GUITTON Henri : 688, 700.  
 GUITTON Jean : 253, 327, 741.  
 GUITTON (secrétaire du SNES) : 289.  
 GURVITCH Georges : 574, 605-606.  
 GUYOT Fernande : 463, 555, 596.  
 GUYOT Raymond : 184, 243, 257, 356, 370, 386, 387, 388, 405, 407, 423 (note), 443, 463, 513, 514, 517, 523, 526, 550-552, 560, 568, 592, 779, 780.  
 Gyrenbad, camp de — (Suisse) : 626.  
 GYSI : 764.

- HAG (dessinateur) : 392.  
Haganah : 771, 773, 774.  
Haïfa : 747-748, 754.  
HAJEK Marcus : 414.  
Hakibboutz Hatzair, mouvement socialiste juif : 754.  
HALBWACHS Francis : 330.  
HALLBWACHS Maurice : 287, 302.  
HALÉVY Daniel : 617.  
HAMMER Armand : 693.  
HAMMET Dashiell : 481 (note).  
HARARI Clément : 409.  
HARDY Thomas : 20ç.  
HARLAN Veit : 183.  
HARMEL Maurice : 346.  
HARTMANN Jacques : 405, 432, 454-455, 457, 460, 584.  
Harvard, université (USA) : 627-628.  
Ha'Shomer, mouvement socialiste juif : 754, 755.  
HATTINGUAIS Mme : 287.  
HAVEL Vaclav : 626.  
HAVEZ Auguste : 544-545, 696.  
HAY Gyulia (Julius) : 434.  
HAY Henriette : 433.  
HAY Lazlo : 434.  
HAY Louis : 419, 423, 433.  
HAY Michel : 433-434.  
HEARST Patty : 710.  
HEARST William Randolph : 483.  
hébreu : 291, 753-754.  
HÉBUTERNE Jeanne : 279, 582.  
Hector, réseau : 82.  
HEIDEGGER Martin : 766.  
HEINE Maurice : 682-683.  
HELBRONNER Jacques : 138.  
HELLER Clemens : 297, 671.  
HELLER Michel : 622.  
Hellmer (Moselle) : 34.  
*Héloïse et Abélard*, de R. Vailland : 509.  
HEMINGWAY Ernest : 479.  
HÉNAFF Eugène : 330, 553.  
HÉNAFF Germaine : 555.  
HENRI IV, roi de France : 532, 620.  
*Henri IV*, de L. Pirandello : 509.  
*Henri Matisse*, roman, d'Aragon : 514, 571.  
HERBART Pierre : 626.  
HERBERT Zbigniew : 449.  
HERGÉ : 135.  
HÉRIAT Philippe : 654.  
HERLING Gustav : 626.  
héroïsme : 322-323.  
HERR Lucien : 617.  
HERRIOT Édouard : 357.  
HERSANT Robert : 675, 734, 736-739.  
HERSCH Jeanne : 485.  
HERSON, famille : 26.  
HERVÉ Pierre : 250, 324, 325, 366-367, 400, 493, 499, 545.  
HERZL Hans : 141.  
HERZL Theodor : 58, 752.  
HERZOG Ernest : 46.  
HESSE Hermann : 747.  
HEUDRICH Reinhardt : 146, 174, 175.  
HILSUM François : 566-567.  
HILSUM René : 566.  
HIMES Chester : 480.  
HIPPIUS Zinaïda : 337.  
*Hirondelle du faubourg, L'—*, chanson : 650-651.  
Hiroshima : 105, 313, 627.  
HIRSCH Gabrielle : 376.  
HIRT *Hauptsturmführer* : 778.  
Hispano-Suiza, firme : 412, 527, 536.  
HISS Alger : 628.  
histoire : études d'— : 290-311 ; l'École des Annales : 292-300, 302, 303, 306, 687-689, 733 ; — des relations internationales : 293 ; — de l'Église : 294 ; — de l'art : 303, 468-469 ; l'agrégation : 468-469 ; carrière universitaire : 615-723 et *passim* ; les origines du PCF : 676-689 ; soutenance de thèse : 698-702.  
*Histoire de la baronne Boudberg*, de N. Berberova : 542-543.  
*Histoire de la Gestapo*, de J. Delarue : 174.  
*Histoire intérieure du PCF*, de Ph. Robrieux : 680.  
*Histoire du parti communiste hongrois*, de M. Molnar : 458.  
*Histoire du PCF de l'URSS* : 274, 468, 564.  
*Histoire de l'URSS*, de M. Heller et A. Nekrich : 622.  
HITLER Adolf : 113, 174 (note), 194, 251, 352, 445, 472, 480, 496, 497, 574, 628, 709, 728, 763 (note), 764 (note).  
HOBBSAWN Éric J. : 725.  
Hoche, compagnie : 552.  
HÔ CHI MINH : 106, 605.  
HOCINE Belaid : 515.  
HODGKIN Dorothy : 504.  
HOFFMANN *Oberleutnant* : 171.  
HOFFMANN Stanley : 281.  
HOLBAN (cadre de la MOI) : 202.  
Hollywood : 483.  
HOLZMAN Marguerite voir Micheline.  
*Hommage à Marcel Cachin*, tableau de Fougeiron : 592.  
*Hommages aux amis de Montparnasse*, de Marevna : 279.  
*Homme ne vit pas seulement de pain, L'—*, de V. Doudintsev : 585.  
Hongrie : 434, 488 ; le procès Rajk : 452-462 ; voyage en — (1948) : 455-457.

HOOK Sidney : 484, 626, 710.  
 Hôpital Foch (Paris) : 645, 646.  
 Hôpital Rothschild (Paris) : 648-650, 779.  
 HORACE : 263.  
 HORKHEIMER : 586, 765.  
 HORTHY Miklos : 453.  
 HORVATH Arpad : 456.  
 Hôtel d'Angleterre (Bourges) : 158.  
 Hôtel Lutetia (Paris) : 768.  
 Hôtel du Nord (Reims) : 70-73.  
*Hôtel du Nord*, film de M. Carné : 66, 319.  
 Hôtel Paris (Prague) : 395, 653.  
 Houillères du Nord et du Pas-de-Calais : 346, 412.  
 HOUPHOUËT-BOIGNY Félix : 392, 427.  
 HOURDIN Georges : 337.  
 HSIANG CHANG-FA : 605.  
 HUGUES Langston : 480.  
 HUGO Adèle : 81.  
 HUGO Victor : 31, 59, 81, 267, 329, 566, 569.  
*Huis-clos*, de J.-P. Sartre : 184.  
 HULMANN Denise : 510.  
*Humanité*, L'—, quotidien : 192, 205, 250-251, 262, 263, 305, 328, 340, 347, 350, 357, 359 (note), 362, 363, 367, 370, 372, 374, 375, 392, 399-400, 401, 403, 404, 443, 444, 445, 448, 462, 475, 491-492, 493, 508, 510, 514, 522, 524, 564, 589, 590, 595 (note), 596, 598, 603, 753, 762 (note), 770, 771, 772, 773, 778-779 ; — clandestine : 217-218, 386 ; fête de l'— : 392, 410, 429, 537 ; — des années 50 : 526-528.  
 HUMBERT-DROZ Jenny : 679.  
 HUMBERT-DROZ Jules : 679.  
 HUNTZINGER général : 190.  
 HUPPEE Mme : 276.  
 HUSSERL Edmund : 264.  
 HUXLEY Aldous : 264, 480.  
 HUYSMANS J.-K. : 209, 468-469, 502-503.  
 HUYSMANS (socialiste belge) : 684.  
*Hymne du Rhin*, de N. Becker : 71.

## I

IAMPOLSKY Boris : 588.  
 IBARRURI Dolorès : 696 (note).  
 IBSEN Henrik : 209.  
 idéologie : 446-452, 471-472, 475-485, 486-491, 560-570, 576-606 et *passim*.  
*Ideologie allemande*, L'—, de K. Marx : 576.  
 « Idées », collection : 733.  
 IGNACE Michèle : 756.  
*Ile mystérieuse*, L'—, de J. Verne : 31.  
 Ile-Verte, L'— (Grenoble) : 204.  
*Illustration*, L'—, magazine : 77.

*Ils attendent Lefty*, de C. Odets : 409.  
*Immortelle*, L'—, film d'A. Robbe-Grillet : 726.  
 Impérialisme américain : 470-485, 496, 569.  
*Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, L'—, de Lénine : 328.  
 Inde : 423, 474.  
*Indicateur des juifs de la Marne*, L'—, (1898) : 62.  
 Indochine : 384-385 ; guerre d'— : 136, 385, 420, 423, 427, 428, 474, 556.  
 Indonésie : 474.  
*Information municipale*, L'—, journal : 519.  
 Institut d'études iraniennes (Paris) : 370.  
*Instrument du fascisme et de la réaction : le trotskisme*, Un, d'E. Fajon : 350.  
 Institut français d'Athènes : 721.  
 Institut des Hautes Études internationales (Genève) : 722-723.  
 intellectuels communistes : 318-320, 366-368, 402, 443, 476-483, 498-506, 543, 570-602 ; Guillevic : 476-481 ; Edgar Morin : 493-495 ; Frédéric Joliot-Curie : 503-506 ; Roger Vailland : 510-511 ; Paul Eluard : 511-513 ; Elsa Triolet : 570-575 ; Aragon : 570-576 ; Boris Taslitzki : 572-573 ; « lutte idéologique » et mobilisation des - : 576-602 ; clans et divisions : 578-596 ; le jdano-visme : 582-602 ; Marcel Prenant : 584-585 ; Henri Lefebvre : 602 ; les ex- : 623-630.  
*Intellectuels à la Rotonde*, Les, tableau de G. Garbari : 440.  
*Internationale*, L'—, chant : 99, 375, 410.  
 Internationale, Première : 421.  
 Internationale, Deuxième : 107, 421.  
 Internationale, Troisième : 107, 189, 401, 421, 604, 679, 687, 690 ; voir Komintern.  
 Internationale, Quatrième : 350.  
 Internationale socialiste : 421, 604.  
 internationalisme : 108-111.  
 Intifada (guerre des pierres) : 782, 784.  
 IOANNOU : 721.  
 IOFAN Boris : 523.  
 Iran : 229, 471.  
 IREP (Institut de recherche économique et de planification/Grenoble) : 437.  
 Irgoun : 771 (note).  
 ISAAC Jean-Claude : 141.  
 ISAAC Jules : 178.  
 ISAÏE (prophète) : 745.  
*Isaïe ou le travail*, d'I. Lévy : 59.  
 ISAMBERT François : 717.  
 ISHERWOOD G. : 626.  
*Iskra*, journal (URSS) : 527, 600, 613.  
 islamisme : 471.  
 ISOCRATE : 275.

- ISRAËL Germaine : 660, 661.  
 ISRAËL Guillaume : 661.  
 ISRAËL Lucien : 373, 657, 660-661, 675.  
 Israël : 32, 37, 141, 195, 207, 231, 606, 656, 734-735 ; création : 228-229, 770-772 ; l'URSS et — : 228-229, 770-776 ; découverte d'— : 746-753 ; les kibboutz : 754-757 ; le PCF et — : 771-776 ; la communauté juive et — : 781-782 ; situation politique : 782-784.  
 Issy-les-Moulineaux : 555, 563.  
 Istanbul : 664-665, 726.  
 Istiqlal, parti marocain : 427.  
 ISTRATI Panait : 319, 625.  
 Ital Aman (groupe marxiste marocain) : 285.  
 Italie : 161, 193.  
 IVANOVA Gabrielle Evodovna : 91.  
 IVENS Joris : 481 (note).  
 IVOI Paul d'— : 31.  
 Ivry : 530, 568.  
 Ivy League : 472, 677.  
 IZARD Georges : 477.  
 IZODOR Lazare : 50.  
*Izvestia*, journal (URSS) : 692.
- J**
- JABOTINSKI Vladimir : 229 (note).  
 JACOB Max : 24, 136, 140, 253, 279, 312.  
 Jacobins, club des — : 615.  
 JAEGER Claude : 318, 483.  
*J'ai choisi la liberté*, de V. Kravchenko : 477.  
*J'ai deux amours*, chanson : 98.  
 JAKOBSON Roman : 135.  
 JAMES William : 264.  
 JAMEUX Dominique : 657.  
 JAMMES Francis : 140.  
 JANKÉLEVITCH Ida : 488.  
 JANKÉLEVITCH Vladimir : 184, 488.  
 Japon : 37, 76-77, 507, 723.  
 JAQUET Gérard : 357.  
 Jardin des Plantes (Paris) : 38.  
 JARRY Alfred : 152.  
 Jasna Gora, monastère de — (Pologne) : 394.  
 JAUBERT : 183.  
 JAURÈS Jean : 110-111, 393, 444.  
*Jazz-Hot*, magazine : 134.  
 JC (Jeunesse communiste) : 187, 196, 203, 206, 208, 213, 216, 217, 227, 231, 243, 250, 257, 261, 269, 270, 271, 274, 317, 333, 334, 335, 351, 370, 382, 393, 394, 551, 553, 565, 581, 604.  
 JC-MOI (Jeunesse communiste-Main-d'œuvre immigrée) : 192-196, 202-243 et *passim*, 384.  
 JDANOV Andreï : 361, 368, 583, 602, 778 ; rapport — (1947) : 342, 392, 474, 476.  
 jdanovisme : 582-602.  
 JEAN DE LA CROIX saint : 469.  
 JEANNE D'ARC : 155, 195, 619.  
*Jeanne d'Arc*, de Ch. Péguy : 282.  
*Jeanne au bûcher*, de P. Claudel : 406 (note).  
 JEANNE DE NAVARRE, reine de France : 703.  
 JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) : 261, 282, 327, 418, 436.  
*Je chante*, chanson : 98.  
 JELENSKI Kott : 484, 675.  
 JEFFERSON-CAFFERY (ambassadeur américain) : 481.  
*Je me souviens*, de G. Perec : 513-514.  
 JEP (Le Jouet de Paris), société : 19-20, 122, 142.  
 JÉRÉMIE (prophète) : 71.  
 JÉRÔME Jean : 189, 213-214, 509, 693.  
 Jérusalem : 86, 593, 606, 734, 747, 751-752, 783, 784.  
 jésuites : 705.  
*Jeune combat*, journal clandestin : 215-217, 218, 223-224.  
*Jeune Garde, La*, chant : 375, 547.  
*Jeune garçon au chandail rayé*, tableau de Kisling : 160.  
 Jeunesse bundiste : 206, 208, 216, 217.  
 Jeunesse sioniste : 206, 208, 216, 217.  
*Jeunesse viennoise, Une*, d'A. Schnitzler : 414, 456.  
 Jeunesses socialistes : 98, 351, 387.  
 JOACHIM Irène : 556.  
 JOANNÈS Victor : 425, 550, 560, 581, 595, 601 (note).  
 JOANNON Pr : 448.  
 JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) : 207.  
 JOINVILLE général (Alfred MALLERET) : 190, 565, 611.  
*Jolies colonies de vacances, Les*, chanson : 520.  
 JOLIOT-CURIE Frédéric : 443, 503-506, 508, 591, 599, 694 (note).  
 JOLIOT-CURIE Irène : 503, 505, 506, 556.  
 JOLL James : 723.  
 JOUBERT Joseph : 638.  
 JOUHAUX Léon : 302, 337, 346, 694 (note).  
 JOURDAIN Francis : 324, 592, 692.  
 JOURDAIN Franz : 324, 692.  
 JOURDAIN Henri : 348.  
*Journal*, d'A. Gide : 265.  
*Journal de guerre*, de S. de Beauvoir : 575 (note), 597.  
*Journal de la France*, d'A. Fabre-Luce : 119.  
*Journal de Mickey, Le* : 483.

*Journal d'une mission ouvrière*, de J. Loew : 548.

*Journal officiel* : 129.

journalisme : 724-743 ; *La République du Sud-Est* : 168-171 ; *Clarté* : 404-419 ; — militant : 528-529 ; *France-Observateur* : 729-733 ; *Le Figaro* : 733-743.

*Journée d'Ivan Denissovitch, Une*, d'A. Soljenitsyne : 464.

JOUVENEL Bertrand de — : 119, 120, 637.

JOUVENEL Gilberte de — : 556.

JOUVENEL Henry de — : 637.

JOUVENEL Léon de — : 637.

JOUVENEL Renaud de — : 637.

JOUVET Louis : 66, 574.

JOYCE James : 209.

JOZSEF Attila : 453.

judaïsme : — et catholicisme : 140-141 ; le Consistoire : 230 ; et Israël : 744-746 ; marxisme et — : 764-766.

*Judenraten* (conseils juifs) : 229, 230.

*Juifs Süss, Le*, film de V. Harlan : 183.

juifs : *passim*, et : le yiddish : 54-55, 129, 193-194 ; assimilation et émancipation : 57-62, 147-148, 759-761 ; patriotisme : 58-61, 194 ; et franc-maçonnerie : 68-69 ; famille et mariage : 69-73, 151 ; patronymes : 70-71 ; aux USA : 75-76, 232-233, 764 ; la déportation : 82 ; Vichy et les — : 58, 124-129, 141, 142, 146, 147, 171-176, 230 ; l'obligation de recensement : 125-128, 173 ; conversions au catholicisme : 127, 140 ; l'engloutissement : 128-129, 145 ; l'étoile jaune : 133, 145, 150, 151-152, 173 ; dans les camps français : 137-139 ; la solution finale : 145-146, 173 ; la ségrégation : 145-152 ; la rafle du Vel' d'Hiv' : 152-155 ; collaboration et sort des — : 171-177 ; dans la Résistance communiste : 192-196, 207-208, 210, 215-217, 220, 226-233, 765 ; et l'URSS : 193, 228-229, 232-233, 466-467, 766 (note), 770-771, 775-776 ; le CRIF : 229-231 ; — d'Algérie : 428 ; les Kriegel : 639-643 ; et le terrorisme : 712 ; et le communisme : 760-780 ; la communauté — et Israël : 781-782 ; *voir* : antisémitisme, Israël, judaïsme, sionisme.

JÜNGER Ernst : 174, 600.

JUSSIEU, famille : 38.

Justin (Maurice BURSZTYN) : 211, 212, 214, 217-221, 223, 224, 228, 231, 234-238.

## K

Kabbale : 765.

KADAR Janos : 376 (note).

KAFKA Franz : 652.

KAHANE Ernest : 411.

KAHN Jean-François : 627.

KALKENHAUSEN général von — : 175.

KAMENEV : 461.

KANAPA Jean : 407-408, 480, 481, 482, 543, 596-598, 601, 618.

KANDINSKI Wassily : 572 (note).

*Kang Sheng et les services secrets chinois*, de R. Faligot et R. Kaufer : 504.

KANT Emmanuel : 180, 264, 274, 329.

KAPLAN Karel : 465, 626.

Karlovy Vary (Tchécoslovaquie) : 652.

KARMAN André : 552-553, 595.

KAROL K.S. : 732.

KAROLYI comte Michel : 453.

KAÏ Pierre : 351, 483.

KASTLER Alfred : 181-182.

KATKOV Georges : 723.

KATZ Mané : 279.

KATZIR Ephraïm : 606.

KAUFER Rémi : 504.

KAUTSKY Karl : 587.

KAZAN Elia : 409.

KEATS John : 134.

KEDROS André : 406 (note).

KELLER Émile : 61.

KELMAN Claude : 320, 746.

KEMAL Mustafa : 665.

Kenitra, prison de — (Maroc) : 285.

KEPEL Milan : 409.

KERBEC Henri de — *voir* BECKER Henri.

KERTESZ (photographe) : 106.

KERZREHO René : 553.

KESSELRING maréchal Albert : 242.

KGB : 423, 459 (note), 506, 690 (note), 691, 778.

KHATCHATOURIAN Aram : 583.

KHOMEINY ayatollah : 471, 488.

KROUCHTCHEV Nikita : 464, 486, 496, 506, 598, 621, 622, 625, 630, 687, 731.

kibboutz : 754-757.

KIERKEGAARD Sören : 275.

KIM (Internationale communiste des jeunes) : 394, 551.

« Kiosque », collection : 109.

KIRSCHEN André : 432.

KISLING Moïse : 52, 149, 160, 279.

KISSINGER Henry : 622, 783.

KLAYN Nathan (« Alain ») : 239.

KLEIN Théo : 230.

KLIMT Gustave : 395.

KNOCHEN SS *Obersturmführer* : 174.

KOESTLER Arthur : 266 (note), 403, 464, 480, 482, 485, 625, 626.

KOGAN M.B. : 778.

KOLAKOVSKI Leszek : 626, 664.



- Kominform : 361, 420, 474, 475, 513, 527, 569, 599 ; contre Tito : 485-496 ; et la stalinisation : 486-488.  
 Komintern : 203, 364, 401, 424-425, 433, 457, 459, 559, 603, 605, 672.  
 KONSTANTINOVSKI Ilia : 588.  
 KORAC Veljko : 664.  
 Korcula, île de — (Yougoslavie) : 664.  
 KOSMA Joseph : 583, 591.  
 KOSTOV : 461.  
 KOTT Jacques (« Richard ») : 241.  
 KOUDACHEVA Maria Palovna : 543.  
 KOVACS Bela : 452.  
 KOYRÉ Alexandre : 574.  
 KRASUCKI Henri : 202, 239, 555, 589.  
 KRAVCHENKO Viktor : 477, 505, 520.  
 KRÉMÈGUE Pinchas : 279.  
 KRIEGLER, famille : 639-643.  
 KRIEGLER M. (beau-père d'A.K.) : 641.  
 KRIEGLER (beau-frère d'A.K.) : 408 (note).  
 KRIEGLER Arthur (mari d'A.K.) : 38, 96, 116, 156, 337, 373, 405, 408, 410, 419, 440, 446, 453, 492, 534, 596, 615, 621, 639-643, 646, 647, 650, 651, 656, 657, 659, 660-665, 701, 724, 729, 734, 753, 757, 758.  
 KRIEGLER Babetta (belle-mère d'A.K.) : 633, 640, 641.  
 KRIEGLER Bérénice (fille d'A.K.) : 367, 647.  
 KRIEGLER Danielle (fille d'A.K.) : 261, 592, 649, 658, 664, 754, 756.  
 KRIEGLER Emmanuel (fils d'A.K.) : 646, 647, 659, 660, 661, 664, 724, 730, 731, 757-759.  
 KRIEGLER Irène (fille d'A.K.) : 410, 505, 647, 649, 658, 663, 665.  
 KRIEGLER Maurice (fils d'A.K.) : 189, 661, 662, 663, 664, 747, 753-757.  
 KRIEGLER Uri (petit-fils d'A.K.) : 757.  
 KRIEGLER-VALRIMONT Maurice : 190, 250, 324, 331, 367, 545, 642.  
 KRISTEVA Julia : 663.  
 KRISTOL Irving : 484, 710.  
 KRZENTOWSKI Czeslaw : 238.  
 Kuhlmann, société : 527.  
*Kultura*, revue : 64 (note).  
 KUNDERA Milan : 626, 652, 727.  
 Kuo-min-tang : 605.  
 KUO MO-JO : 508.  
 Kurdistan : 229.  
 LABICHE Eugène : 615.  
 LA BOÉTIE Étienne de — : 638.  
 LABORIE Pierre : 176.  
 LABRIOLLE François de — : 283.  
 LABRIOLLE Jacqueline de — voir C. Jacqueline.  
 LABROUSSE Ernest : 56, 300, 304-305, 310, 448-449, 616-617, 688, 699-700, 702.  
 LAC Mlle : 132.  
*Lac, Le*, poème de A. de Lamartine : 135.  
 LACAN Jacques : 510, 712.  
 LACÉPÈDE Bernard Germain Étienne de LA VILLE, comte de — : 38.  
 LACHENEL F. : 431.  
 LACORDAIRE Henri : 549.  
 LACOSTE Robert : 443.  
 LACOUTURE Jean : 106.  
 LACRETELLE Jacques de — : 209.  
 LAFARGUE F. : 533.  
 LAFFITTE Jean : 550, 570.  
 LAFFITTE Victor : 779, 780.  
 LA FONTAINE Jean de — : 37.  
 LAGRANGE père : 752.  
 LAGUETTE M<sup>e</sup> : 481.  
 laïcité : 326, 332, 335, 394, 438, 519, 549.  
 LAJOINIE André : 437.  
 LALOY Jean : 485.  
 LAMARTINE Alphonse de — : 135, 663.  
 LAMAZE Fernand : 651-652, 653.  
 LAMBERT, famille : 60.  
 LAMBERT André (oncle d'A.K.) : 126-127.  
 LAMBERT Claire : 127.  
 LAMBERT Élise : 62 (note).  
 LAMBERT Émilie Charlotte : 127.  
 LAMBERT Eugène : 62, 127, 156.  
 LAMBERT Germaine (tante Mimi) : 64, 126, 127, 153, 155, 156.  
 LAMBERT Julie : 51, 60, 62 (note), 63.  
 LAMBERT Marie : 54, 60, 62.  
 LAMBERT Raymond-Raoul : 229.  
 LAMOIGNON Guillaume de — : 165.  
 Lamoignon, hôtel (Paris) : 308.  
 LANDAU Lazare : 178 (note).  
 LANDRY Adolphe : 337.  
 LANG Jeanne : 158.  
 LANGEVIN Hélène : 503.  
 LANGEVIN Michel : 503.  
 LANGEVIN Paul : 331, 332, 340, 503, 533, 599.  
 LANGEVIN Mme Paul : 555.  
 LANGLOIS Henri : 351.  
 LANGLOIS (historien) : 293.  
 LAQUEUR Walter : 675, 729.  
 LASKY Melvin : 484.  
 LA SALLE Jean-Baptiste de - : 704.  
 LAUPRÊTRE : 398.  
 LAUREL et HARDY : 29.

## L

- LAABI Abdelaatif : 285.  
 LA BARRE Jean-François LEFEBVRE, chevalier de — : 487.  
 LABARTHE André : 543, 674, 694 (note).  
 LABÉ Louise : 136.

- LAURENT Paul : 398-399, 555, 589.  
 LAVAL Pierre : 185 (note), 253, 445, 637, 696.  
 LAVELLE M. : 276.  
 LAVISSE Ernest : 32, 617.  
 LAZARD Gilbert : 369-370, 420, 432.  
 LAZAREFF Pierre : 480 (note).  
 LAZITCH Branko : 680.  
 LÉAUTAUD Paul : 67.  
 LEBAS Marthe Y. : 603.  
 LEBBE père : 140.  
 LEBERT Charles : 421.  
 LEBRET père : 309.  
 LE BRUN Pierre : 337, 695.  
 LECAT M. : 93.  
 LECLERC maréchal Philippe-Marie de HAUTECLOCQUE, dit : 190.  
 LECLERCQ Françoise : 556.  
 LECŒUR Auguste : 350, 365, 442, 445, 463-464, 507, 514, 536, 544, 545, 553, 558, 563, 579-580, 594, 595, 690-691 ; l'affaire — : 589-590, 595 (note).  
 LECOIN Louis : 682.  
 LE COMTE Daniel : 417.  
 LECONTE DE LISLE : 209, 329, 662 (note).  
 LE CORBUSIER : 204, 397, 521-523.  
*Le Corbusier et la mystique de l'URSS*, de J.-L. Cohen : 521-522.  
 lecture(s) 31-32, 208-209, 263-267 ; — communis-tes : 563-569 ; les Batailles du livre : 569-570.  
 LEDERMAN (cadre de la MOI) : 202.  
 LEDUC Victor : 190, 408, 509, 556, 581-582, 601 (note), 612.  
 LEDUC (coureur cycliste) : 93.  
 LEFEBVRE Georges : 295, 297, 299-300, 304, 305.  
 LEFEBVRE Henri : 331, 407, 537, 601 (note), 602, 612, 717.  
 LEFEBVRE Raymond : 353, 405 (note), 754.  
 LEFKO, famille : 163.  
 LEFORT Rachel : 555, 556.  
 LEFRANC Georges : 326.  
 LÉGER Fernand : 543, 574.  
 LE GOFF Jacques : 687-688, 689.  
 LE GUILLANT Louis : 557, 780.  
 LEIBNIZ Wilhelm Gottfried : 288, 329.  
 LEMEL M. : 758.  
*Lendemain qui chantent*, *Les*, film de L. Daquin : 319.  
 LÉNINE : 107, 203, 248, 257, 266, 268, 292, 300, 322, 324, 328, 338, 349, 352, 354, 357, 358, 372, 447, 464, 487, 499, 517, 522, 525, 527, 549, 564, 568, 576, 581, 586, 588, 591-592, 605, 613, 625, 629, 630, 725, 762, 765, 778.  
*Lénine*, de Trotski : 352.  
 LENTIN Albert-Paul : 779.  
 LE NY Jean-François : 407.  
 LEON Maria Teresa de — : 696 (note).  
 LEONHARD Wolfgang : 626.  
 LE PEN Jean-Marie : 433.  
 LEQUIN Yves : 689.  
 LE RAY général Alain : 241-242.  
 LERICHE René : 287.  
 LE ROY Eugène : 569, 638.  
 LEROY Maxime : 688.  
 LEROY-GOURHAN André : 303.  
 LE ROY LADURIE Emmanuel : 287, 409-410, 419, 687.  
 LERMAN voir GRONOVSKI Louis.  
 LERSCO (Laboratoire d'études et de recherches sur la classe ouvrière) : 538 (note).  
 LE SENNE René : 269.  
 LE TROCQUER André : 366.  
*Lettres au Castor*, de J.-P. Sartre : 575 (note).  
*Lettres françaises*, *Les*, hebdomadaire : 366, 367, 402, 403, 404, 444, 445, 477, 479, 528, 571, 573, 583, 589, 592, 595 (note), 598.  
*Lettres à Sartre*, de S. de Beauvoir : 575 (note).  
 LEVACHER, famille : 26.  
 LEVETZOW Ulrika von — : 652.  
 LEVINAS Emmanuel : 606.  
 LEVINE (médecin soviétique) : 778.  
 LÉVI-STRAUSS Claude : 70, 135, 284, 303, 326, 480 (note), 574, 674, 712.  
 LEVITTE Simon : 207.  
 LÉVY Isaac : 59.  
 LÉVY Jean : 645.  
 LÉVY Pierre : 60.  
 LÉVY Renée : 82, 129 (note).  
 LÉVY-BRUHL Lucien : 140.  
 LEWIS Sinclair : 209, 480, 481.  
 LHERMITTE René : 762 (note).  
 LHOMME Jean : 688.  
 L'HÔPITAL Madeleine de — : 282.  
 LHOUE André : 406 (note).  
 L'HUILLIER Waldeck : 523.  
 LIANDRAT Marion : 556.  
 Liban : 712, 742, 782, 784.  
 Libération : à Grenoble : 241-243, 253-257 ; le PCF à la — : 247-258, 269-274 ; le mal de la jeunesse : 249-250 ; l'épuration : 251-254 ; les Comités départementaux de — : 254-257.  
*Libération*, journal : 417.  
 LIBERMANN Max : 190.  
 Liberté, bataillon FTP-MOI : 232, 239.  
 Libre pensée, La, organisation : 380 (note).  
 Libre pensée révolutionnaire de France, La, organisation : 380 (note).  
 LICHTHEIM Georges : 710, 723.  
 LIEBERT Georges : 673, 675, 785.

LIEHM Antonin : 626.  
 LIÉNART cardinal : 548.  
 LIÈVRE Jacques : 199.  
 LIFCHITZ (sculpteur) : 593.  
 LIFCHITZ M. : 680.  
 Ligue arabe : 772.  
 Ligue des droits de l'homme et du citoyen : 332.  
 Ligue maritime et coloniale : 27.  
 Likoud, parti israélien : 783.  
 Lille : 387, 393.  
 Limoges : 639.  
 Limor (petite-fille d'A.K.) : 31-32.  
 LINET Roger : 386, 387, 553.  
 Lioubianka, prison (Moscou) : 402.  
 LIPPI Filippo : 638.  
 LIPS général : 93.  
 LIPSET Seymour Martin : 710.  
 LIPSKA Liba : 603, 604.  
 LIPSYC Marco : 239.  
 LISZT Franz : 33, 663.  
 littérature : — et enseignement : 134-136 ; et catholicisme : 140 ; — et engagement : 267-268 ; le réalisme socialiste : 366-368, 570 ; — et guerre froide : 476-481, 569 ; Aragon et Elsa : 570-576 ; voir lecture(s).  
 Lituanie : 575-576 (note).  
*Livre de l'amertume, Le*, de G. Duhamel : 543 (note).  
 LOCKART Bruce : 543.  
 LOCKE John : 264.  
 LODS Mlle : 287.  
 LOEW Jacques : 548.  
 logement : crise du — : 380-382, 415-417 ; mairies communistes et — : 519-521, 534.  
*Logique formelle et logique dialectique*, de H. Lefebvre : 407.  
 LOLIVE Jean : 387.  
 LONDON Arthur : 463-464.  
 LONDON Jack : 480.  
 LONDON Lise : 463.  
 LONGUET Jean : 233.  
 LOP Ferdinand : 573 (note).  
 LOUETTE Ernest : 345.  
 LOUIS I<sup>er</sup> le Pieux, roi de France : 619.  
 LOUIS XIII, roi de France : 487.  
 LOZERAY Henri : 425.  
 LOZOVSKI S.A. : 401, 402, 775 (note).  
 LUBAC père de — : 327.  
 LUBITSCH Ernst : 183.  
 LUCHAIRE Corinne : 182.  
 LUCHAIRE Jean : 182, 253.  
 Lucienne (résistante grenobloise) : 198-199.  
 LUCRÈCE : 263, 323.  
 LUKACS Georg : 629, 765.  
 LUKASZEWITZ, recteur : 722.  
 Lumières, philosophie des — : 332, 759.

LURÇAT André : 204, 521, 523.  
 LURÇAT Jean : 521, 572.  
 Lurcy-Levis : 157.  
 LUSTIGER Jean-Marie : 31, 82, 252, 419.  
 LUTHY Herbert : 485.  
*Lutte des classes, La*, revue : 405 (note).  
 « lutte pour la paix » : 496-516.  
 LUXEMBURG Rosa : 725, 765, 770.  
 LVF (Ligue des volontaires français contre le bolchevisme) : 386.  
 lycées : — de Cayeux-sur-Mer : 113-115 ; — Victor-Hugo : 129-137, 179 ; refuges des enfants juifs : 142 ; — Stendhal (Grenoble) : 179-181, 186-187 ; la Résistance dans les — : 179-181, 186-187 ; la khâgne de Fénélon : 259-277 ; à la Libération : 260-261 ; le militantisme communiste : 269-270, 418.  
 Lyon : 327, 346, 365, 403, 405, 551, 696.  
 LYON Gustave : 540.  
 LYSENKO Trofime Denisovitch : 583, 587.  
 lyssenkisme : 505, 506, 583, 584-585.

## M

McCARTHY Mary : 627, 709.  
 maccarthysme : 628-629.  
 MACRIS Agamemnon : 721.  
 Madagascar, insurrection de — (1947) : 385, 423, 427.  
*Madame Thérèse*, d'Erckmann-Chatrion : 31.  
 MADURO Dr : 22.  
 MAGGIORI Robert : 184.  
 Maginot, ligne : 116.  
 MAGNE Antonin : 93.  
 MAGNIEN Marius : 543, 762 (note).  
 MAGRITTE René : 106.  
 MAHLER Anna : 395.  
 MAHLER Gustav : 395, 652.  
 Mai 68 : 261, 406 (note), 412, 449, 451, 452, 515, 587, 659, 704-713, 756.  
 MAÏAKOVSKI Vladimir : 571.  
 MAILER Norman : 709.  
 MAÏMONIDE : 159.  
 MAIRE Adrienne : 556.  
 MAIRET Lisette : 336-338.  
 MAIRET Serge : 336-338.  
 Maison de la Pensée (Paris) : 570.  
 Maison des syndicats (Paris) : 540.  
*Maître après Dieu*, film de L. Daquin : 319.  
 MAÎTRON Jean : 405 (note), 683, 688-689.  
 MAKLES Rose : 510.  
 MALACHIE (prophète) : 745.  
 MALAPARTE Curzio : 509.  
 MALAURIE Guillaume : 477.  
 MALBERG Henri : 398.

- MALENKOV Gueorgui Maksimilianovitch : 567.
- MALET Albert : 178.
- MALEVITCH Kasimir : 539.
- MALIA Martin : 673, 709.
- Malicet et Blin, société (Aubervilliers) : 536.
- Malines, camp de concentration de — (Belgique) : 175.
- MALINOVSKI : 461.
- MALLARMÉ Stéphane : 209, 264, 267.
- MALLERET-JOINVILLE voir JOINVILLE.
- MALLEY Simon : 696.
- MALON Benoît : 533.
- MALOT Hector : 31.
- Mal Pensants, Les*, revue : 454.
- MALRAUX Clara : 493.
- MALRAUX André : 24, 264, 323, 380, 479, 570.
- MALTERRE Jean : 508.
- MAMIAK Louise : 488.
- MANDELSTAM Nadejda : 625.
- MANDOUZE André : 276, 325.
- MANENT Pierre : 673, 676.
- MANHÈS colonel : 493.
- Manifeste communiste*, de K. Marx et F. Engels : 440 (note), 441, 450.
- MANN Thomas : 629-630.
- Manouchian, groupe : 189, 233.
- MANSFIELD Katherine : 161-162.
- Manuel de philosophie*, de G. Politzer : 327.
- MAO TSÉ-TOUNG : 195, 587, 622.
- maoïsme : 586, 708.
- Mapai, parti israélien : 755.
- Mapam, parti israélien : 755.
- maquis : 224-225, 249, 369.
- Maquis de France, Les*, tableau d'Amblard : 580.
- MARBEAU Firmin : 22 (note).
- MARCEAU, mime : 642.
- MARCEL Gabriel : 264, 337.
- MARCHAIS Georges : 343, 554, 555, 598.
- marché noir : 123, 147, 272, 286.
- MARCUSE Herbert : 671.
- MAREVNA : 279.
- MARGOLIS : 466.
- mariage : 314-315, 411 ; — juif : 70-73, 641 ; — scout : 167-168 ; — normalien : 283-284 ; — communiste : 434-435, 635 ; — dans les années 50 : 633-639.
- Mariage de Moscou, Le*, de M. Y. Lebas : 603 (note).
- Marianské Lázně voir Marienbad.
- MARIE DE FRANCE : 619.
- Marie-Louise (bonne) : 53-54.
- Marie-Renée (bonne d'A.K.) : 659.
- MARIE-THÉRÈSE, impératrice d'Autriche : 456.
- Marienbad : 160, 652-653.
- MARIN Jean : 312.
- Marinella*, chanson : 98.
- MARINETTI F.T. : 440.
- MARITAIN Jacques : 29, 122, 141, 327, 337, 574.
- MARITAIN Raïssa : 29, 122, 141.
- MARKOS général : 513.
- Maroc : 285, 385, 428-429.
- MARRANE Georges : 376, 551.
- MARROT : 184.
- Marquis de Sade, Le*, de M. Heine : 683.
- Marseillaise, La*, film de J. Renoir : 29.
- Marseillaise, La*, quotidien : 402.
- Marseille : 346, 365, 376 (note), 412, 521, 548, 574, 604.
- MARSHALL général George : 369, 496 ; plan - : 391, 438, 443, 448, 496.
- MARTEL Henri : 348.
- MARTIN Claude : 509.
- MARTIN Henri : 556.
- MARTIN-CHAUFFIER Louis : 454, 768.
- MARTIN DU GARD Maurice : 139, 190.
- MARTIN DU GARD Roger : 109, 264, 323.
- MARTINET Gilles : 34, 730-733.
- MARTONNE M. de — : 304.
- MARTY André : 350, 370, 383-384, 392, 400, 450 (note), 499 ; l'affaire — : 458, 464, 514, 565, 579.
- MARTY Mgr : 714.
- MARX Karl : 107, 196, 203, 204, 250, 266, 268, 289, 292, 302, 328, 357, 372, 396, 417, 441, 447, 499, 510, 549, 563, 599, 622, 686, 757, 761, 765, 766, 772.
- marxisme : 266, 268, 302, 305, 319, 326, 381, 454, 490, 499, 547, 548, 687, 719, 761 ; — et histoire : 292-294, 297, 299 ; l'Université nouvelle : 328-333 ; à l'UJRF : 335-339 ; étudiants communistes et — : 447-452 ; la « lutte idéologique » : 576-602 ; — et judaïsme : 764-766.
- MARZIN Madeleine : 556.
- MASARYK Tomas : 395.
- MASCOLO Dionys : 493.
- MASLOW Arkadi : 672 (note).
- MASSIGNON Louis : 337, 370.
- MASSIS Henri : 140 (note).
- MASSON André : 510, 574.
- Maspéro, éditions : 719.
- maternité : 643-654.
- Mathausen, camp de concentration de — : 393, 545, 696.
- MATHIEZ Albert : 299.
- Matin, Le*, quotidien : 93.
- MATIOUCHINE M. : 539.
- MATISSE Henri : 571, 572, 575.
- Matra (Hongrie) : 485.

- MATTA : 574.  
 MAUBLANC René : 329, 331, 599.  
 MAUGENDRE Mme : 28, 179.  
 MAUPASSANT Guy de — : 569.  
 MAURIAC François : 172, 209, 250, 337, 343, 408, 476, 548, 599.  
 « Maurice » (Charles WOLMARCK) : 188, 189, 192, 202, 206, 211, 212, 215, 221, 223, 224, 228, 260, 277, 351 ; jeunesse et mort d'un juif communiste : 234-240.  
 MAUROIS André : 46, 476, 638.  
 MAUROIS Simone : 638.  
 MAUROY Pierre : 567, 689, 694.  
 MAUVAIS Léon : 356, 551.  
*Ma vie*, de L. Trotski : 355.  
 Maximinia (bonne d'A.K.) : 659.  
 MAY Ernst : 521.  
 MAYER Daniel : 342, 356, 387, 440.  
 MAYER René : 438 (note).  
 MAYER Roger : 505.  
 MAYEUR Françoise : 132 (note).  
 MAZEAUD (professeur de droit) : 302.  
 MAZELIN Lucienne : 556, 558.  
 MBH (Militärbefehlshaber in Frankreich) : 124, 145, 174.  
 MDRM (Mouvement démocratique de la rénovation malgache) : 427.  
 médecine : 21-22, 65, 655-656 ; pédiatrie : 22, 644 ; étudiants en — : 415 ; — et maternité : 643-654 ; cancérologie : 660-661 ; le complot des Blouses blanches : 777-780 ; — nazie : 778.  
*Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, La*, de F. Braudel : 296.  
 MEHL, famille : 97.  
 MEHL Roger : 97.  
 Mehravia, kibboutz de — : 747, 754-756.  
 MEILLAT : 398.  
 MEÏR Golda : 754.  
*Meïr Ezofowicz*, de E. Orzeszkowa : 56.  
*Mélanges d'histoire sociale*, revue : 292.  
*Mélo*, film d'A. Resnais : 32.  
 Melun : 470, 579.  
*Mémoire des vaincus, La*, de M. Ragon : 681.  
*Mémoires*, de R. Aron : 737.  
*Mémoires*, d'A. Sakharov : 505-506, 779 (note).  
*Mémoires politiques*, de M. Déat : 599.  
 MENASCE Jean de — : 141.  
 MENDEL Abraham : 62.  
 MENDEL Johann Gregor : 396.  
 MENDELOVIC Claude : 408, 427.  
 MENDÈS FRANCE Pierre : 711.  
 MENJINSKI : 778.  
 MENTHON François de - : 387.  
 MERCANTAN Victoria : 319.  
*Mère, La*, film de Poudovkine : 522.  
 MEREN P. voir GAUDIBERT Pierre.  
 MEREJKOVSKI Dimitri : 337.  
 MEREJKOVSKI Serge voir MAIRET Serge.  
 MÉRIMÉE Prosper : 569.  
 MERLEAU-PONTY Maurice : 183, 184.  
 MESLIN Dr : 91, 115.  
 MESNIL Jacques : 522.  
 Messidor, éditions : 567.  
 METTAS Jean : 715.  
 MEUNIER : 694 (note).  
 MEYER Eugène : 648.  
 MEYERHOLD Vsevolod Emilievitch : 91.  
 MEZZARA Paul : 692.  
 MIASKOVSKI Nikolai : 583.  
 MICHAUD Paulette : 555.  
 MICHELET Edmond : 548.  
 MICHELET Jules : 32, 322.  
 Micheline (Marguerite HOLZMAN) : 206, 221, 224, 234-239.  
 MICKIEWICZ Ladislas : 56 (note).  
 MIDOL Lucien : 283.  
 MIGENNES Pierre : 319.  
 MIGNOT Elie : 425, 426.  
*Migrations*, de M. Tsernianski : 456.  
*Miguel Manara*, de O.V. de L. Milosz : 406 (note).  
 MIKHOELS S.M. : 775, 778.  
 MIKOYAN Anastase Ivanovitch : 778.  
 Milan : 684, 685.  
 MILHAUD Darius : 574.  
 MILHAUD Gérard : 418.  
 MILHAUD Jean : 528.  
 Milice : 198, 212, 213, 238, 252, 254.  
 Milices patriotiques : 271-273.  
*Milieux et techniques*, d'A. Leroy-Gourhan : 303.  
 militantisme : — étudiant : 269-270, 369-384, 398-455 et *passim* ; la cellule Notre-Dame-des-Champs : 317-325 ; les conférences-débats : 324-325 ; l'Université nouvelle : 328-330 ; l'UJRF : 333-339 ; — électoral : 340, 523-525 ; la voie des cadres : 382-397 ; *Clarté* : 404-419 ; le Mouvement de la paix : 497-516 ; les permanents : 517-535 ; lire : 526-528 ; écrire : 528-529 ; les conférences de section : 540-541 ; les conférences fédérales : 541-542 ; l'« éducation » : 560-564 ; — des intellectuels : 576-602 ; la sortie : 609-615.  
 MILLER Henry : 476, 478, 479.  
 MILLERAND Alexandre : 61.  
 1914, *Comment les Français sont entrés en guerre*, de J.-J. Becker : 109.  
 1914, *La guerre et le mouvement ouvrier français*, d'A. Kriegel et J.-J. Becker : 109.  
 Milles, camp de concentration des — : 204.

- MIŁOSZ Czesław : 484, 625, 626.  
 MIŁOSZ O.V. de L. : 406 (note), 728.  
 MINDZENTY cardinal : 453.  
 mineurs : grève de 1948 : 441-446.  
 MIRABEAU Gabriel Honoré de — : 461.  
*Miracle de Théophile, Le*, de Rutebeuf : 699.  
 MIREILLE : 98.  
 MIRO Joan : 572 (note), 574.  
*Mise à mort, La*, d'Aragon : 416, 514.  
*Mitra Varuna*, de G. Dumézil : 303.  
 MITTELBERG voir TIM.  
 MITTERRAND François : 188, 452, 587, 610, 671, 690, 711, 738, 740.  
 MITTERRAND Henri : 409, 455.  
 MIZRAHI Robert : 766.  
 MLF (Mouvement de libération de la femme) : 216.  
 MLN (Mouvement de libération nationale) : 369.  
 MNCR (Mouvement national contre le racisme) : 207, 219.  
 MOCH André : 198-199.  
 MOCH Jules : 57, 199, 356, 438, 441, 444-445, 601, 771.  
 MODIGLIANI Amedeo : 149, 279, 582.  
 MODIGLIANI Jeanne : 556, 582.  
 MOHAMMED V, roi du Maroc : 429.  
 MOI (Main-d'œuvre immigrée), organisation communiste : 192-195, 202-203, 210, 212, 235, 237, 379, 425, 776 ; FTP— : 323, 233, 239 ; voir JC-MOI.  
 MOINE Nicole : 714.  
*Moisson de 40, La*, de J. Benoist-Méchin : 119.  
 MOLLET Guy : 341.  
 MOLNAR Miklos : 456, 458, 460, 626.  
 MOLOTOV Viatcheslav : 115, 476, 778.  
 MONATTE Pierre : 685.  
*Monde, Le*, quotidien : 171, 336, 612, 694, 716, 734.  
*Monde*, revue : 693-694.  
*Monde enchanté, Le*, de B. Becker : 71.  
 MONDOR Henri : 209.  
 MONJAUVIS Lucien : 553.  
*Mon légionnaire*, chanson : 98.  
 MONMOUSSEAU Gaston : 438 (note).  
 MONNICK Emmanuel : 441 (note).  
 MONNET Jean : 441 (note) ; plan — (1945) : 348.  
 MONOT Dr C. : 22 (note).  
 MONOD Gustave : 293.  
 MONOD Jacques : 585.  
 MONTAIGNE Michel de — : 638, 717, 753.  
*Montagne magique, La*, de Th. Mann : 629-630.  
 MONTAND Yves : 583.  
 MONTESPAN Françoise Athénaïs de ROCHECHOUART DE MORTEMART, marquise de — : 159.  
 MONTESQUIEU Charles de SECONDAT, baron de — : 717.  
 MONTGOMERY maréchal Bernard : 162.  
 Montparnasse : 279-280.  
 Montpellier : 207, 512.  
 Montreuil-sous-Bois : 344, 532, 540, 562.  
 Montrouge : 546-547.  
 Mont Valérien, otages du — : 237, 553.  
 MONZIE Anatole de — : 52, 119, 287, 603, 637.  
 MOORE Henry : 593.  
 MOPIN Anatole : 81.  
 Moravie : 175, 396-397.  
 MORÉAS Jean : 268.  
 MOREL Mme : 92.  
 MORELLY Maurice : 583.  
 MOREU René : 482, 483.  
 MORGAN Claude : 253, 402, 445, 477, 570, 695.  
 MORIN Edgar : 493-495, 618, 696.  
*Mort de Danielle Casanova, La*, tableau de B. Taslitzki : 573.  
 Morte, mer : 748.  
 MOSCO (cinéaste) : 192.  
 Moscou, procès de — : 457, 460, 476.  
 Mossad (services secrets israéliens) : 774.  
*Mot mineur, camarades, Le*, d'A. Stil : 443.  
*Mouches, Les*, de J.-P. Sartre : 184.  
 MOUCHONNET M. : 306.  
 MOUGIN Henri : 332 (note).  
 MOULARD Jacques : 97-98, 112.  
 MOULIN Jean : 694 (note), 695.  
 MOULIN Mme : 132.  
 MOULIN Léo : 722.  
 MOUNIER Emmanuel : 325, 453-454, 547.  
 MOUNIN Georges : 367.  
 Mouton, éditions : 687.  
*Mouvement social, Le*, revue : 698.  
 MOURADELI Vano : 583.  
 MOUSNIER Roland : 305.  
 MOUSSINAC Jeanne : 637.  
 MOUSSINAC Léon : 375, 523, 566, 603, 605, 637.  
 Mouvement des combattants de la liberté : 500.  
 Mouvement des non-alignés : 491.  
 Mouvement de la paix : 497-516, 527, 693 ; Frédéric Joliot-Curie : 503-506 ; et la guerre bactériologique : 508-509 ; et la guerre civile grecque : 513 ; « Ridgway la peste » : 513-516.  
 Mouvement Pugwash : 504.  
 MOYENNE Pr : 448.  
*Moyne noir en gris dedans Varennes, Le*, de G. Dumézil : 303.

MRP (Mouvement républicain populaire) : 253 (note), 268, 282, (note), 321, 324, 341, 342, 351 (note), 358, 359, 365, 466, 373, 438.  
 MRPGD (Mouvement de Résistance des prisonniers de guerre et déportés) : 696.  
 MSR (Mouvement social révolutionnaire) : 174.  
 MUAJ (Mouvement uni des auberges de jeunesse) : 350-351.  
*Muette de Portici, La*, opéra d'Auber : 21.  
 municipalités communistes : 519-521, 523, 533-534, 552.  
 MUNZENBERG Willy : 501, 694.  
 MUR (Mouvements unis de la Résistance) : 213, 369.  
*Mur, Le*, de J.-P. Sartre : 265.  
 Musée de l'Homme, réseau du — : 82.  
 Musée de la Résistance (Ivry) : 220.  
 MUSELIER amiral : 475.  
 MUSIL Robert : 395.  
 musique : 33-35 ; — soviétique : 522, 583.  
 MUSSET Alfred de — : 71.  
 MUTTER Mela : 592.  
 Mutualité, Palais de la — (Paris) : 324, 409, 410, 447, 507, 537, 540.  
*Mythe et Épopée*, de G. Dumézil : 303.

## N

NABOKOV Vladimir : 571.  
 NADEAU Maurice : 185 (note), 289, 733.  
*Naïe Presse*, journal (Paris) : 237, 773.  
*Naissance de Rome*, de G. Dumézil : 303.  
 Nanterre : 520, 521, 530, 619 ; faculté de — : 602, 617, 622, 713, 715-720.  
 NAPOLÉON I<sup>er</sup>, empereur : 91, 397, 729, 751.  
 NAPOLÉON III, empereur : 60, 307, 619.  
 Narvik, bataille de — (1940) : 116.  
 NASSER Gamal Abdel : 774.  
*Natalia*, film de B. Cohn : 183.  
 nationalisations : 346-348, 357.  
 nationalisme : 107-111.  
*Nationalisme contre les nations, Le*, de H. Lefebvre : 602.  
*Nature morte à la bouteille*, tableau de Kising : 52.  
 NAVILLE Pierre : 352, 404 (note).  
 nazisme : 137, 194, 497, 762-763, 769, 778 ; voir solution finale.  
 NÉDELEC Raymonde : 555.  
 NEGRIN Juan : 696 (note).  
 NEGRINAT Jean-Marc : 624-625.  
 NEKRICH Alexandre : 622.  
 NERIC : 71.

NERUDA Pablo : 569.  
 NERVAL Gérard de — : 209, 658, 752.  
 NERVILLE Léon : 657.  
 NETTER Abraham : 60.  
 NETTL Peter : 725-726.  
 Neuengamme, camp de concentration de — : 585.  
 Neuilly : 344, 532.  
 NEUVILLE Alphonse de — : 713.  
*Neva, La*, journal (Leningrad) : 482.  
*Neveu de M. Duval, Le*, d'Aragon : 514.  
 NEWTON Huey P. : 710.  
 New York : 409, 574, 674.  
*New York Review of Books* : 709, 733.  
*New York Times, The*, quotidien : 485, 508.  
 NICOLAS Armand : 429.  
 NIEMEYER Oscar : 610.  
 NIGG Serge : 583.  
 NIKITINE N. : 564.  
 NISBET Robert : 710.  
 NIXON Richard : 471, 629, 783.  
 NIZAN Henriette : 679.  
 NIZAN Paul : 135, 602, 603 (note).  
 NKVD : 115, 203, 551.  
 NOAILLES Anne Jules, maréchal de — : 159.  
 NOAILLES Anna de — : 663.  
 Nobel, prix : 476, 503, 504.  
 NOËL-NOËL : 29.  
 NOIVILLE M. : 132.  
 NORA Pierre : 678, 687-688, 711, 733.  
 NORDMANN Joe : 777.  
 NORRIS Frank : 480.  
 Norvège : 662 ; expédition de — (1940) : 116.  
 NORVEZ Alain : 22 (note).  
*Nos illusions perdues*, d'A. Rayski : 202.  
 NOSKE Gustav : 444.  
*Nostalgie n'est plus ce qu'elle était, La*, de S. Signoret : 182.  
*Notes pour la lutte idéologique*, bulletin : 489.  
*Notre Bulletin*, organe de la Fédération communiste de la Seine : Notre-Dame-du-Bon-Secours de Boulogne, pèlerinage de — : 89.  
 Notre-Dame-des-Champs, cellule communiste : 317-325.  
 Notre-Dame-de-Jouarre, abbaye : 131.  
*Notre génération communiste*, de Ph. Robrieux : 432 (note).  
 NOURISSIER François : 395.  
*Nous continuons la France*, film de L. Daquin : 319.  
*Nous n'irons plus au bois*, film : 192.  
 « Nouveaux propos sur l'esthétique », article de P. Hervé : 367.  
*Nouveaux Temps, Les*, journal : 182.  
*Nouvel Observateur, Le*, hebdomadaire : 732-733.

*Nouvelle Critique, La*, revue : 457, 528, 549, 566, 580, 583, 584, 594, 596-606, 672, 780 ; exclusion d'A.K. : 612-613.  
*Nouvelles paroles françaises, Les*, journal : 403.  
*Nouvelles littéraires, Les*, hebdomadaire : 403.  
 Novosti agence : 691.  
 Nowa Huta (Pologne) : 728.  
 NOYELLE M. : 91.  
 Nuit de Cristal (1938) : 146, 174.  
 Nuremberg : 394-395.

## O

OBERLÉ Jean : 312.  
 OCHAB : 625.  
 Octobre, groupe : 183.  
 ODETS Clifford : 409.  
*Odysée, l'—*, d'Homère : 136.  
*Œil écoute, L'—*, de P. Claudel : 406 (note).  
*Œil de Moscou à Paris, L'—*, de J. Humbert-Droz : 679, 680.  
*Œuvre, L'—*, quotidien : 52, 105.  
*Œuvres*, de M. Thorez : 563, 564, 566.  
*Oktjabr*, symphonie de Chostakovitch : 522.  
 Olsztyn (Pologne) : 728.  
 « Ombre et Lumière », émission télévisée : 417.  
 ONU (Organisation des nations unies) : 228, 422, 470, 507, 694, 771, 772, 782.  
 Opera Mundi, éditions : 483.  
*Opium des intellectuels, L'—*, de R. Aron : 672.  
 OPPENHEIMER Robert : 481 (note).  
 ORCEL Jean : 599.  
 Orchestre rouge : 679.  
 ORDJONIKIDZÉ Grigori Konstantinovitch : 583.  
 ORCIBAL : 324.  
 Organisation pour la défense des familles des morts pour la France en 39-40 : 165.  
 Organisation sioniste : 207.  
*Origin of Tolitarianism, The*, de H. Arendt : 494.  
 ORLOV Chana : 593, 603.  
 ORMESSON Jean d'— : 734, 737.  
 ORWELL George : 626.  
 ORZESKOWA Eliza : 56, 57.  
 otages : 138, 228, 235, 236, 237.  
 OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) : 510 (note), 730.  
 Otrokowice (Tchécoslovaquie) : 397.  
 OUIN René : 114.  
 OUIN Tchiot-Tchiot : 93.  
 OURY Pol : 715.  
 OUIN Victoire : 93, 114.

OUZOULIAS Albert : 235.  
 OWI (Office of War Information) : 480.  
 Oxford : 723.  
 OZOUF Jacques : 687, 730.  
 OZOUF Mona : 687, 732, 733.

## P

pacifisme : 59, 107, 108, 333 (note), 499, 628, 681-682.  
 « Pacte à cinq » (1951) : 500-501.  
 Pacte germano-soviétique (1939) : 105, 128, 138-139 (note), 140, 181, 394, 459, 466, 504, 545, 604.  
 Pacte de Varsovie : 495.  
 PAIN Jean : 213.  
*Pain de brique*, de J. Fréville : 603.  
*Pain noir, Le*, de G.-E. Clancier : 639.  
*Paix et Liberté*, organisation : 484.  
*Paix vaincra, La*, journal : 528.  
 Pakistan : 423.  
 Palavas-les-Flots : 512.  
 Palestine, Palestiniens : 229, 423, 751, 766, 770-773, 782.  
 PALEWSKI Gaston : 82.  
 PANNEQUIN Roger : 690.  
 PAPAIOANNOU Kostas : 673, 721.  
 PAQUIN Jeanne : 43.  
*Parabole du bon Samaritain, La*, tableau de Renesse : 655.  
*Parès*, revue : 148, 721, 745.  
 Paris, conférence de — (1946) : 363.  
 PARIS Dr : 22.  
 PARMELIN Hélène : 556.  
 PARREAUX André : 482.  
 Parti communiste algérien : 425.  
 Parti communiste allemand : 433, 464, 672.  
 Parti communiste américain : 409, 471, 480, 483, 628.  
 Parti communiste belge : 266 (note), 405.  
 Parti communiste bulgare : 461.  
 Parti communiste français : *passim*, et : — et les juifs : 128, 766-780 ; la Résistance : 180, 183, 184, 186-243 ; clandestinité en Isère : 186-243 ; les « biographies » : 192, 382-384 ; les juifs de la MOI : 192-196, 207-208, 210, 215-217, 220, 226-233 ; patriotisme : 193, 255, 346 ; l'apprentissage communiste : 203-210, 324-333, 537-540 ; les cadres : 205, 382-397, 549-557 ; et l'« unité d'action » : 206-208, 216-219, 230, 356-360 ; la propagande : 211-212, 220 ; la presse clandestine : 215-220 ; les permanents : 224, 393-394, 517-520 ; à la Libération : 247-258, 269-274, 346 ; et les Comités départementaux de Libération : 254-256 ;



la Fédération de l'Isère : 257 ; et la jeunesse : 257-258, 269-272, 333-339, 369-373 ; et l'armée : 271 ; les Milices patriotiques : 271-273 ; les femmes : 316, 555-559 ; la cellule Notre-Dame-des-Champs : 317-324 ; les élections de 1945/46 : 321, 340-345, 348, 350, 358-359, 365-366, 373 ; les intellectuels : 318-320, 366-368, 402, 443, 476-483, 493-495, 498-506, 543, 570-602 ; les conférences-débats : 324-325 ; et les catholiques : 324-327, 380 (note), 546-549 ; l'Université nouvelle : 328-332, 562-563 ; l'UJRF : 333-339 ; le communisme national : 341-348 ; les ouvriers et le — : 343-350, 365-366, 385-390, 537-540 ; les cellules d'entreprises : 345 ; et les nationalisations : 346-348 ; la bataille de la reconstruction : 346-348 ; et Renault : 347, 385-390 ; et le plan Monnet : 348 ; la chasse aux trotskystes : 349-352 ; et la SFIO : 356-360, 366 ; X<sup>e</sup> Congrès : 357 ; et l'Allemagne : 362-363 ; divergences avec l'URSS : 362-364 ; et la politique extérieure : 362-365 ; réalisme socialiste et jdanovisme : 366-368, 392-393, 570, 580-602 ; la section du V<sup>e</sup> arrondissement : 373-383 ; l'affaire Noël Field : 376-377 (note) ; XI<sup>e</sup> Congrès : 377, 390-393 ; conférence fédérale de 1947 : 378-382 ; mécanismes de sélection : 382-384, 518-519, 550-556 ; et la guerre d'Indochine : 385 ; et les grèves de 1947 : 385-390, 411-418 ; contre le plan Marshall : 391, 438, 443 ; les bals : 410-411 ; la question coloniale : 423-430, 474, 772, 773 ; et la guerre d'Algérie : 424 ; les mariages : 434-435 ; contre la troisième force : 437-446 ; l'antisémitisme au — : 438 (note) ; et Léon Blum : 438-441 ; et la grève des mineurs de 1948 : 441-446 ; et le procès Rajk : 452-462 ; contre le titisme : 457, 485-495, 502 ; l'affaire Marty : 458 ; les « traîtres » : 461 ; les procès : 464-465 ; entrée dans la guerre froide : 470-472 ; l'anti-américanisme : 472-485 ; l'affaire Kravchenko : 477 ; et la littérature américaine : 478-481 ; le culte de Staline : 486-487 ; exclusion d'Edgar Morin : 493-495 ; le Mouvement de la paix : 497-516 ; l'affaire Tillon : 502 ; F. Joliot-Curie : 503-506 ; contre la guerre bactériologique : 508-509 ; « Ridgway la peste » : 513-516 ; le « complot des pigeons » : 514-515 ; les élus : 519, 523-525 ; les municipalités : 519-521, 523, 533-534, 552 ; campagnes électorales : 523-525 ; la presse : 526-529 ; la banlieue rouge : 531-534 ; effectifs : 535-537 ; l'amour au — : 542-543 ; purges et exclusions : 543-544, 584-585 ; et les cadres

de la Résistance : 544-546 ; l'esprit de parti : 546-559 ; et les prêtres-ouvriers : 546-549 ; portraits d'apparatchiks : 550-556 ; la réussite au — : 555-556 ; les épouses et les veuves : 555-556 ; Jeannette Vermeersch : 557-559 ; l'« éducation » : 560-576 ; les textes sacrés : 563-569 ; le repliement : 564-565 ; diffusion de la « littérature » du — : 566-569 ; les Batailles du livre : 569-570 ; la « lutte idéologique » : 576-602 ; XII<sup>e</sup> Congrès : 584, 587 ; l'affaire Lecœur : 589-590, 595 (note) ; ouvriérisme et avant-gardisme : 590-592 ; les instructeurs politiques : 595 ; l'affaire du portrait de Staline : 595-596 ; *La Nouvelle Critique* : 598-606, 612-613 ; l'opposition intérieure : 613 ; recherches sur les origines du — : 616-617, 622-623, 676-689 ; l'année 1956 : 621-622 ; les ex et les anciens : 623-630 ; et Moscou : 689-697 ; la nébuleuse financière : 692-693 ; les étoiles doubles : 693-697 ; en mai 68 : 711 ; l'union de la gauche : 734-735 ; et Israël : 771-776 ; et le sionisme : 776-777 ; et le procès des Blouses blanches : 778-780 ; voir Fédération de la Seine, Étudiants communistes, intellectuels communistes, militantisme.

*Parti communiste français à la Libération, Le*, de Ph. Buton : 247 (note).

Parti communiste grec : 489 (note), 513.

Parti communiste guadeloupéen : 429.

Parti communiste hongrois : 434 ; le procès Rajk : 452-462.

Parti communiste italien : 193, 367, 423, 441, 536, 590, 626, 671, 731.

Parti communiste marocain : 285.

Parti communiste martiniquais : 429.

Parti communiste palestinien : 232.

Parti communiste polonais : 726.

Parti communiste réunionnais : 429.

Parti communiste roumain : 485.

Parti communiste tchécoslovaque : 464, 465.

Parti communiste de l'Union soviétique : 690 ;

XX<sup>e</sup> Congrès : 452, 464, 506, 621, 625, 687.

Parti communiste yougoslave : 458, 461 ; le titisme : 485-496.

*Parti pris*, de G. Cogniot : 404.

Parti socialiste : 610, 690, 734.

*Partie n'est jamais nulle, La*, de I. Meras : 199.

*Partisan Review*, revue : 484, 627.

PASCAL Blaise : 263, 267, 741.

PASCAL Pierre : 485, 626.

PATINAUD Marius : 438, 445-446.

*Patriote résistant, Le*, journal : 493.

patriotisme : 58-61, 96 ; en 1914 : 107-112 ;

- en 1939 : 111-113 ; — communiste : 193, 255, 346.
- PAUKER Anna : 559.
- PAUL VI, pape : 741.
- PAUL Marcel : 286, 348, 768.
- PAUMELLE Philippe : 415, 416, 454.
- PAVLOV Ivan Petrovitch : 588.
- Pays-Bas : 172-173, 175.
- Pays des mines, Le*, tableau de Fougeron : 590.
- Paysans du Nord, Les*, de G. Lefebvre : 299.
- pêche, pêcheurs : — de la baie de Somme : 88-92.
- pédiatrie : 22, 644.
- PÉGUY Charles : 59, 122, 140, 282, 327, 332 (note), 617, 618, 707, 713, 782.
- peinture : 29, 106 ; Atlan : 319-320 ; le réalisme socialiste : 366-368, 580, 590, 592 ; Zurbaran : 468-469 ; Pavel Filonov : 538-539 ; Boris Taslitzki : 572-573.
- PEL (Pierre FLAUREAU) : 252, 254, 255.
- PELADAN Joséphine : 521.
- Pensée, La*, revue : 403, 528, 598-599, 602.
- Pensées d'août*, poème de Sainte-Beuve : 35.
- Pension Lonjon (Grenoble) : 161-163.
- PERDRIEL Claude : 732.
- Père-Lachaise, cimetière du — (Paris) : 540.
- PEREC Georges : 513-514.
- PÉRI Gabriel : 318, 462.
- PÉRICAT Raymond : 682, 685-686.
- Périgueux : 636-638.
- Périgord : 638.
- permanents (du PCF) : — techniques : 518-519 ; politiques : 519-520.
- PERRAULT Mlle : 132, 133.
- PERRET Auguste : 204.
- PERRET Pierre : 520.
- PERRIN Charles-Edmond : 298, 701.
- PERRIN Francis : 503.
- PERRIN Jean : 503, 574, 694 (note).
- PERROT Jean : 213.
- PERROT Michelle : 247 (note), 439 (note), 689.
- PERROUX François : 337.
- PERROY Édouard : 297-298.
- PERRY commodore : 76.
- PERSONNE Mlle : 64.
- PÉTAI Philippe : 118, 121, 139, 172, 173, 175, 176, 185 (note), 253, 322, 445.
- Petit Dauphiné, Le*, quotidien (Grenoble) : 163, 164, 168, 184, 198.
- Petit Parisien, Le*, quotidien : 94, 236-237.
- Petites filles modèles, Les*, de la comtesse de Ségur : 31-32.
- PETITOT Pierrette : 556.
- PETÖFI Sandor : 456.
- Peuple et Culture, association : 255.
- PFLAUM général : 242.
- Phare du V<sup>e</sup>, Le*, journal de section : 374.
- pharmacie : 22.
- PHILIBERT : 192.
- PHILIPPE II, roi de Macédoine : 663.
- PHILIPPE II AUGUSTE, roi de France : 619.
- PHILIPPE IV LE BEL, roi de France : 703.
- PHILIPS William : 627.
- philosophie : 180, 263-264, 274-276, 291.
- photographie : 105-106.
- physiciens, physique : 503-508.
- PIAF Édith : 98, 234, 600.
- PICARD Charles : 181.
- PICARD Yvonne : 181, 183.
- PICASSO Pablo : 140, 263, 444, 502, 511, 580, 599, 624 ; le portrait de Staline : 589, 590, 592, 595.
- PICASSO Paloma : 502.
- PICKETTY Mlle : 687.
- PICOT Augustin voir RICHET Denis.
- PIE XII, pape : 548.
- PIERMONT Claude (« Michel ») : 240 (note).
- Pif*, magazine : 482.
- PIGAGNIOL André : 287, 298-299.
- PIGALLE Jean-Baptiste : 704.
- PIGNON Ernest : 556.
- PINARD Dr : 22 (note).
- PINAY Antoine : 510.
- PINOCHET Augusto : 662 (note).
- PIRANDELLO Luigi : 509.
- PIRENNE Henri : 298, 306.
- Pithiviers, camp de concentration de — : 137.
- Place des Vosges (Paris) : 24-27.
- PLANCK Max : 182.
- PLATON : 180, 263, 324.
- PLAUTE : 263.
- PLEKHANOV Georges : 316.
- Plessis-Robinson, Le : 532, 534.
- PLETNEV (médecin soviétique) : 778.
- Pleyel, salle (Paris) : 497, 500, 540.
- PLINE L'ANCIEN : 748.
- PLIOUTCH Leonid : 626.
- PLISNIER Charles : 266, 697.
- PLM, compagnie ferroviaire : 683.
- PLOHJAR abbé : 547.
- Plombières : 159.
- PLOTIN : 263.
- PLUMYÈNE Jean : 675.
- Plus beau tango du monde, Le*, chanson : 98, 411.
- PODHORETZ Norman : 472.
- Poèmes politiques*, de P. Éluard : 512.
- poésie : 209, 256, 266-268, 443 ; — et engagement : 267-268 ; Paul Éluard : 511-513.
- Poésie 41* (etc.), revue : 209, 267, 403.
- POINCARÉ Henri : 264.

- POINCARÉ Raymond : 111.  
*Point du jour, Le*, film de L. Daquin : 443, 509.  
 POIRET Paul : 43.  
 POLANSKI Roman : 727.  
 POLANYI Michel : 485.  
 POLIAKOV Léon : 146.  
 POLIANSKI Nicolas : 691 (note).  
 police : — sous l'occupation : 173-175 ; les Milices patriotiques : 271-273 ; le dossier Trotski : 353-354 ; archives : 678-680.  
*Politique française de l'enseignement, La*, de G. Cogniot : 266.  
 POLITZER Georges : 253, 327, 329, 474.  
 Pologne : 363, 394, 449, 484-485, 604, 624, 625, 640, 695, 754, 763, 776 ; juive ou catholique ? : 56-57 ; dans la guerre : 103, 105, 115, 138-139 (note), 146, 175, 229, 466 ; voyage en — : 724-729.  
 POL POT : 430, 622.  
 PONGE Francis : 487.  
 PONOMAREV : 690.  
 Ponts et Chaussées : 683.  
 POPEREN Jean : 334, 614, 733.  
 POPOV (compositeur soviétique) : 583.  
*Populaire, Le*, quotidien : 356, 357, 387.  
 PORCHÉ François : 139.  
 PORETSKI Élisabeth K. : 625.  
 PORSELLI G. : 626.  
 PORTES Hélène de — : 559.  
 PORTO-RICHE Georges de — : 32.  
*Portrait de Staline*, de Picasso : 589, 590, 592, 595.  
 Postdam, conférence de — : 507.  
 POTEKHINE Alexandre : 376 (note).  
 POTTIER Eugène : 410, 533.  
 POUBLAN, famille : 129, 154, 155.  
 POUBLAN Jean : 154.  
 POUDOVKINE Vsevolod : 522.  
 POUGET M. : 741.  
 POULANTZAS Nicos : 720-721.  
*Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*, journal du Kominform : 486, 528.  
*Pourquoi les Américains se sont battus au Viêt-nam*, de N. Podhoretz : 472 (note).  
 POUTHAS (historien) : 294.  
 POZNER Vladimir : 409, 481, 482, 483, 777.  
 PPF (Parti populaire français) : 213, 386.  
 PRACHE Léon : 694 (note).  
 Prague : 175, 321, 420 ; le Festival de la Jeunesse : (1947) : 394-396 ; II<sup>e</sup> Congrès de l'UIE (1950) : 422-423, 463, 653 ; coup de — (1948) : 441, 444 ; procès de — : 463-466 ; printemps de — (1968) : 622, 726.  
*Praxis*, revue yougoslave : 664.  
*Pravda, La*, quotidien (Moscou) : 476, 490, 496, 500, 522 (note), 695, 775.  
*Pré de Bejjine, Le*, film de S.M. Eisenstein : 522.  
*Précis philosophique*, d'A. Cu villier : 178.  
*Premier accroc coûte deux cents francs, Le*, d'E. Triolet : 573.  
*Premier choc, Le*, d'A. Stil : 564.  
*Premier rendez-vous*, film de H. Decoin : 30.  
 PRENANT André : 288, 301.  
 PRENANT Lucie : 276, 286, 287-288, 291, 301, 378, 556.  
 PRENANT Marcel : 287, 301, 330, 331, 332, 369, 381, 411, 447, 508-509, 768.  
 prénoms : 188-191, 639-640.  
*Présence obligatoire*, de B. Iampolski : 588.  
 PRESLES Micheline : 30.  
 presse : — de la Résistance : 215-220 ; revue de — au PC : 400-404 ; — enfantine et guerre froide : 482-483 ; — communiste : 526-529 ; — comme matériau historique : 676-677.  
 prêtres-ouvriers : 546-549.  
*Preuves*, revue : 484-485, 675, 680.  
 PRÉVOST Jean : 183, 403.  
 PRIMO DE RIVERA Miguel : 24.  
*Principes du léninisme, Les*, de Staline : 322, 358.  
 PRINTEMPS Yvonne : 30.  
 PRL (Parti républicain de la liberté) : 351, 373.  
*Problèmes économiques du socialisme, Les*, de Staline : 562, 566-569.  
*Problèmes humains du machinisme, Les*, de G. Friedmann : 302.  
*Problèmes de la paix et du socialisme*, revue : 486, 598.  
 procès : 452-467 : — de Moscou : 457, 460, 476 ; — Rajk : 452-462 ; — de Prague : 463-466 ; la pédagogie infernale : 465-467 ; — des Blouses blanches : 777-780.  
 Proche-Orient, conflit du — : 734, 742, 764, 774-775, 782-784.  
*Proclamation de la Commune, La*, de H. Lefebvre : 602.  
 PRODOMIDÈS : 583.  
 Profintern (Internationale syndicale rouge) : 393, 401, 775.  
*Projet de charte d'unité de la classe ouvrière de France* (1945) : 357.  
 PROKOVIEV Serge : 572, 583.  
 Propaganda Staffel : 182, 184.  
 propagande : 104 ; — de Vichy : 176 ; — communiste : 211-212, 220, 319, 321-322.  
 PROPP Vladimir Iakovlevitch : 135.  
 PROSKUROV général Ivan Iosifovitch : 459.  
 prostitution : 416.

PROTOZANOV (réalisateur soviétique) : 522.  
 PROUDHON Pierre Joseph : 104, 605.  
 PROUST Marcel : 134, 209, 264, 265, 597.  
 PROUVOST Jean : 734.  
 Prusse : 729.  
 pseudonymes : 188-191, 407-408.  
 PSICHARI Ernest : 122, 692.  
 PSU (Parti socialiste unifié) : 614.  
 psychanalyse : 583, 587.  
*P'tit Quinquin, Le*, chanson : 376.  
 Punta del Sardegna (Sardaigne) : 725.  
 Puteaux (Hauts-de-Seine) : 248 ; programme de — (1946) : 364.

## Q

*Quarante-et-unième, Le*, film de Protozanov : 522.  
 Quartier latin : 371-384, 398-418.  
 Québec : 723.  
*Que faire ?*, de Lénine : 576, 591-592.  
*Que faire ?*, revue : 680 (note).  
*Question agraire en Russie, La*, de J. Fréville : 603.  
*Question juive, La*, de K. Marx : 766.  
 QUEUILLE Henri : 443, 444, 492.  
 QUILLOT Claire : 262, 283.  
 QUILLOT Roger : 283, 356.  
*Quinzaine littéraire, La*, magazine : 733.  
*Quotidien du peuple, Le* (Pékin) : 508.

## R

RABATE Maria : 393-394.  
 RABATE Octave : 393.  
 RABELAIS François : 327.  
*Rabelais, ou le problème de l'incroyance au XVI<sup>e</sup> siècle*, de L. Febvre : 294.  
 RACINE Jean : 329, 367.  
 RACZYMOV Henri : 29, 56 (note).  
 radicalisme : 335, 759.  
 radio : 312-315.  
*Radio-Londres* : 176, 201, 312, 446.  
*Radio-Paris* : 176.  
 rafles : 277 ; — du Vel' d'Hiv' : 152-155.  
 RAGON Michel : 319, 681.  
 RAHV Philip : 627.  
*Raisins de la colère, Les*, de J. Steinbeck : 479.  
 RAISSKY Ferdinand von — : 190.  
 RAJK Lazlo : 548, 629 ; le procès : 452-462.  
 RAKOSI Matyàs : 458.  
 RALITE Jack : 567.  
 RAMADIER Paul : 385-386, 438.  
 RAMETTE Arthur : 356.

Raphaël (grand-oncle d'A.K.) : 73.  
 RAPHAËL Max : 204, 521, 603.  
 RAPOPORT David : 63, 138 (note).  
 Rassemblement national populaire : 182.  
 rationnement : 123, 142-143, 285-286.  
 RATISBONNE Alphonse Marié : 752.  
 RATISBONNE Théodore : 752.  
 Ravensbrück, camp de concentration de — : 553.  
 RAY Man : 574.  
 RAYMOND Henri : 717.  
 RAYNAUD Henri : 328, 348.  
*Rayok*, cantate de Chostakovitch : 583.  
 RAYSKI Adam : 190, 202, 219, 220, 238, 776.  
 RDA (Rassemblement démocratique africain) : 427.  
 RDA (République démocratique allemande) : 712.  
*Reader's Digest*, magazine : 476, 477, 479-480, 481.  
 REAGAN Ronald : 628, 783.  
 réalisme socialiste : 319, 366-368, 392-393, 570, 580 ; et jdanovisme : 582-602.  
*Réalités*, magazine : 325.  
 recensement des juifs : 125-128, 173.  
 RÉCURAT Mlle : 687.  
 REDON Odilon : 521.  
*Réflexions sur la question juive*, de J.-P. Sartre : 128.  
*Regards*, hebdomadaire : 528.  
 REGLER Gustav : 626.  
 REICH Charles : 709.  
 Reid Hall, club (Paris) : 279.  
 Reims : 60-62, 70-73, 158 ; le collège universitaire de — : 702-708, 713-715.  
 religion : 48-50, 59, 97-98, 112-113, 281-282, 294, 324-327, 546-549 ; voir judaïsme.  
 REMBRANDT : 29, 634, 655.  
 RÉMOND René : 622-623.  
 RÉMY colonel : 232.  
*Renaissance*, journal : 449.  
 RENAN Ary : 692.  
 RENAN Ernest : 549, 692, 752.  
 RENARD Jules : 156, 312.  
 RENAUDET (historien) : 293.  
 RENAULT Louis : 347.  
 Renault, régie : 347, 527, 528, 533-534, 536, 554 ; grève de 1947 : 385-390.  
*Rendez-vous des étrangers, Le*, d'E. Triolet : 572.  
 RENESSE (peintre) : 655.  
 RENNES Jacques : 204.  
 RENOIR Jean : 29, 183.  
 RENOULT M. : 93.  
 RENOUVIN Pierre : 293, 699, 700, 702.

- République du Sud-Est, La*, quotidien (Grenoble) : 168-171, 253 (note).
- Résistance : 30, 155, 171, 339, 343, 356\*, 446, 465, 500, 501, 502, 696 ; premiers contacts : 179-181, 186-188 ; dans les lycées : 179-181, 186-187 ; à Grenoble : 179-243 *passim* ; les oubliés de la — : 181-182 ; les pseudonymes : 188-191 ; — gaulliste : 190-191, 195, 196, 198, 209, 221 ; — communiste juive : 192-196, 207-208, 210, 215-217, 220, 226-233, 765 ; l'apprentissage : 203-210 ; les FUJP : 206-207, 216 ; l'« unité d'action » : 206-208, 216-219, 230 ; la presse clandestine : 215-220 ; les jeunes filles : 216-217, 258-259 ; les tracts : 218-219 ; archives de la — : 220 ; les faux-papiers : 221-223 ; « entraide et solidarité » : 223-225 ; les maquis : 224-225 ; le renseignement : 232-233 ; le terrorisme : 233-234 ; Justin, Maurice, Micheline, Élise... : 234-240 ; les cadres communistes : 544-546, 551-552.
- Résistance-Fer, réseau : 198.
- RESNAIS Alain : 32.
- Rétrospectives (...)*, de G. Lefranc : 326 (note).
- RÉVAI Jozsef : 457.
- Réveil, Le*, quotidien (Grenoble) : 253.
- REVERDY Pierre : 140.
- Révolte de la mer Noire, La*, d'A. Marty : 450.
- Révolution française : 297, 461, 759.
- Revue historique, La* : 293.
- Revue du droit public, La* : 124.
- Revue française de sociologie* : 688.
- Revue internationale, La* : 352, 403.
- REYNAUD Paul : 559.
- REYNIER (préfet de l'Isère) : 254.
- RIBARD André : 324.
- RIBERA José de — : 638.
- RICHARD Marthe : 415.
- RICHELIEU Louis Armand du PLESSIS, cardinal duc de — : 699.
- RICHET Alfred : 619.
- RICHET Charles : 619.
- RICHET Denis : 619-620, 687, 730, 732, 733.
- RICHER Germaine : 593.
- RICŒUR Paul : 716.
- RICOL Mme : 463.
- RIDGWAY général Matthew : 510 ; « — la peste » : 513-516.
- Rif, guerre du — : 136.
- RIMBAUD Arthur : 134, 154, 209, 264, 267, 713.
- Risibles amours*, de M. Kundera : 652.
- RIST Charles : 120.
- RIVIÈRE Jacques : 209.
- RNP (Rassemblement national populaire) : 386.
- ROBBE-GRILLET Alain : 726.
- Robes blanches, Les*, de V. Doudintsev : 585.
- ROBESON Paul : 583.
- ROBIN Marthe : 741.
- ROBINET Louis-Gabriel : 734.
- ROBINSON Madeleine : 319.
- ROBLÈS Serge : 248 (note).
- ROBRIEUX Philippe : 189, 432 (note), 442 (note), 544, 604, 642, 680, 778.
- ROBY Gabriel : 70.
- ROCARD Michel : 614, 671, 733.
- ROCHET Waldeck : 188, 363, 392, 399, 423 (note), 598, 600.
- Rocquencourt : 510 (note).
- RODINSON Maxime : 777.
- Roger (ami d'A.K.) : 148-151, 152, 155, 260.
- Rois thaumaturges, Les*, de M. Bloch : 294.
- ROLLAND J.-F. : 730.
- ROLLAND Romain : 140, 188, 264, 328, 498, 543, 569, 681.
- ROLLET Catherine : 22 (note).
- ROL-TANGUY colonel : 190, 545.
- ROMAN Petre : 764.
- ROMAINS Jules : 599.
- Romainville, prison de — : 181.
- Rome : 730.
- ROMMEL maréchal Erwin : 162.
- RONCAYOLO Jean : 326.
- RONIS Willy : 528.
- RONSAC Charles : 400, 483.
- ROOSEVELT Franklin D. : 420, 496.
- ROQUES Mario : 302.
- Rosenberg, affaire : 233, 555, 565, 628-629, 675, 777.
- ROSENSWEG Franz : 765.
- ROSENTHAL Gérard : 404 (note).
- ROSMER Alfred : 353, 679.
- ROSSI A. voir TASCA Angelo.
- ROSSI Tino : 98, 234.
- ROSSINI Gioacchino : 159.
- ROSTROPOVITCH Msislav : 583.
- ROTH Joseph : 395.
- ROTHSCHILD, famille : 77.
- ROTHSCHILD Alain de — : 230.
- Rotonde, La (Paris) : 307.
- ROUBINSKI Youri : 690.
- Roue rouge, La*, d'A. Soljenitsyne : 103-104.
- ROUFF Maggy : 43.
- ROUGEMONT Denis de — : 485.
- ROUGET DE LISLE Claude Joseph : 35.
- Roumanie : 363, 664, 742, 764.
- ROUSSEAU Jean-Jacques : 264, 275, 664.
- ROUSSEAUX André : 209.
- ROUSSEL Raymond : 135.
- ROUSSET David : 184, 324.

ROUSSY recteur : 446.  
*Route au tabac, La*, d'E. Caldwell : 509.  
 ROVAN Joseph : 369-370.  
 ROY Claude : 403, 510, 599, 600.  
 RPF (Rassemblement du peuple français) : 437-438.  
 RUBEL Maximilien : 671.  
 RUBIN Jerry : 710.  
 RUBIN Reuven : 606.  
 RUFFE Hubert : 474.  
 RUGER Gérard (« Victor ») : 221, 224, 238.  
 RUGER Lily : 221, 224, 238.  
 Ruhr : 362, 363.  
 RUP (Rassemblement universel pour la paix) : 501, 694.  
 RUSSELL Bertrand : 504.  
 RUTEBEUF : 699.  
 RYTMANN Hélène voir ALTHUSSER  
 Hélène.

## S

SABBATAI Zvi : 227 (note).  
 SABBATH Jacques : 780.  
 Sables d'or, Les (Bulgarie) : 374.  
 Sabra et Chatila, massacres de — : 742.  
 Sacco et Vanzetti, affaire : 514.  
 SACHS Maurice : 29, 140.  
 Sachsenhausen, camp de concentration de — : 375, 405.  
 SADATE Anouar el — : 734, 783-784.  
 SADE Donatien Aldonze François, marquis de — : 682.  
 SADOUL Georges : 483, 592.  
 SADOUL Jacques : 637-638.  
 SADOUL Yvonne : 679, 692.  
 Safed (Israël) : 753.  
 SAGAN Françoise : 411, 573.  
 Saint-Amand-Montrond : 158-159.  
 Sy-Anthony's, collège (Oxford) : 723.  
 Saint-Brévin-les-Pins : 118, 119, 148-149.  
 Saint-Denis : 520, 523.  
 SAINT-EXUPÉRY Antoine de — : 183, 349 (note).  
*Saint François d'Assise*, tableau de Zurbaran : 469.  
*Saint François en extase*, tableau de Ribera : 638.  
 Saint-Front, cathédrale (Périgueux) : 638.  
 Saint-Germain-des-Prés : 434.  
 SAINT-JOHN PERSE : 574.  
 SAINT-JUST Louis Antoine de — : 318.  
 SAINT-LÉON Étienne Martin : 688.  
 SAINT-MARTIN Monique de — : 284.  
 Saint-Martin-le-Vinoux : 196-197.  
 Saint-Nazaire : 118.  
 Saint-Pierre-des-Corps : 556.  
 SAINT-POL-ROUX : 253.  
 Saint-Rémi, basilique (Reims) : 704.  
 Saint-Valéry-sur-Somme : 83, 786.  
 Sainte-Anne, asile psychiatrique (Paris) : 320.  
 Sainte-Appoline, rue (Paris) : 416-417.  
 SAINTE-BEUVE Charles Augustin : 35.  
 Sainte-Catherine, couvent (Paris) : 750.  
 SAKHAROV Andreï : 31 (note), 505-506, 624, 779 (note).  
 SALOMON N.J. : 72.  
 Salonique : 219.  
*Salut par les juifs, Le*, de L. Bloy : 140-141.  
*Samouraïs, Les*, de J. Kristeva : 663 (note).  
 SANCIER M. : 306.  
 SAND George : 31.  
 San Francisco : 75.  
*Sang profond, Le*, de J.-M. Atlan : 320.  
*Sans famille*, de H. Malot : 31.  
 Sardaigne : 725-726.  
 SARRAUTE Nathalie : 573.  
 Sarre : 362, 363.  
 SARTRE Jean-Paul : 128, 184-185, 264, 265, 266, 304, 367, 575, 597, 673, 713.  
 satellisation : 485-486, 495-496.  
 SAUSSURE Ferdinand de — : 135.  
 SAUTET Claude : 509.  
 SAUVAGEOT Ella : 337.  
 SAUVAGEOT Jacques : 336-338.  
 SAUVY Alfred : 694.  
 SAVARY Alain : 733.  
 SAYERS et KAHN : 477.  
 SCARRON Paul : 159.  
 Sceaux : 532.  
 SCHAPIRO Leonard : 723.  
 SCHIELE Egon : 395.  
 SCHIFF-WERTHEIMER Mme : 201.  
 Schirmeck : 60-61.  
 SCHKAFF Eugène : 603.  
 SCHNAPPER Antoine : 673.  
 SCHNEIDER Jean : 702.  
 SCHNEIDER Marcel : 699 (note).  
 SCHNITZLER Arthur : 395, 414, 456, 640.  
 SCHNITZLER Johan : 414.  
 SCHOLEM Gershom : 68.  
 SCHÖNBERG Arnold : 522.  
 SCHUBERT Franz : 33, 50.  
 SCHUELLER Eugène : 692.  
 SCHUMANN Maurice : 312, 324, 438 (note).  
 SCHUMANN Robert : 33, 329, 438, 440, 444.  
 SCHWAB Dr : 22.  
 SCHWAB Marianne : 407.  
 SCHWARTZ : 352.  
 SCHWARTZBART Léon : 239.  
 Scouts de France : 166-168, 327, 333-334.  
 SCRIABINE Alexandre Nikolaïevitch : 522.  
 sculpture : 593.

- SEALE Boby : 710.  
 SÉBAG Lucien : 613.  
 SECCHIA Pietro : 590.  
 SECLÉT-RIOU Mme : 599.  
 Secours national : 180.  
 Secours rouge international : 266 (note), 697.  
 Section centrale d'éducation (du PCF) : 474-475.  
 Section centrale idéologique (du PCF) : 576-577, 579-582.  
 Sécurité sociale : 346, 407, 414, 518, 561, 653.  
 Sedan, capitulation de — (1870) : 60, 713.  
 SEDOV Léon : 353, 354.  
 SEDOVA Natalia : 353, 354.  
 SÉE Camille : 284.  
 SÉE Henri : 209.  
 SEGHERS Anna : 329, 574.  
 ségrégation : 145-152.  
 SEGUIN M. : 277.  
 SÉGUR Sophie ROSTOPCHINE, comtesse de — : 31-32, 56.  
 SEIGNOBOS Charles : 293, 617.  
 Seine-Saint-Denis : 520.  
*Sélection du Reader's Digest*, magazine : 477, 479.  
 SELLIER Henri : 534.  
*Semeur, Le*, revue : 267.  
 SEMPRUN Jaime : 510.  
 SEMPRUN Jorge : 510, 626.  
 SENGHOR Léopold Sedar : 384.  
 SENIK André : 718.  
 SENTUC René : 371, 372, 379, 381.  
*Sept*, hebdomadaire : 403.  
 SERFATY Abraham (« Dédé ») : 285.  
 SERGE Victor : 574, 625.  
 SÉRUSIER Paul : 115.  
 SERVAN-SCHREIBER Jean-Jacques : 178.  
*Servante du harem, La*, tableau de J.D. Trouillebert : 747.  
 SERVET Claude : 578.  
 services secrets : 459, 690 (note).  
 SERVIN Marcel : 493, 494, 611, 691.  
 Sète : 771.  
 Sétif, émeutes de — (1945) : 423.  
 SEURRE Mlle : 132-133.  
 SÉVIGNÉ Mme de — : 159.  
 sexualité : 42-43.  
 Seyssinet : 239.  
 SÈZE père de — : 705.  
 SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) : 302, 305, 321, 326, 336, 341 (note), 342, 346-347, 373, 380, 565, 680 (note), 690, 693, 773 ; et le PCF : 356-360, 366 ; et la troisième force : 437-446.  
*SFIO et l'exercice du pouvoir, La*, de Fr. Quillot : 356.  
 SHAKESPEARE William : 152, 510.  
 SHAMIR Iztak : 774.  
 SHARON Ariel : 742.  
 SHILS Edward : 710.  
 Shoah voir solution finale.  
 SICA Vittorio de — : 726.  
 SICHEL Auguste et Philippe : 77.  
 SIF (Société industrielle de ferblanterie) : 20.  
 SIGISMOND I<sup>er</sup> JAGELLON, roi de Pologne : 727.  
*Signal*, magazine : 198.  
 SIGNORET Simone : 182-183, 185.  
 Sillon, Le, mouvement : 305, 325.  
 SILONE Ignazio : 266, 485, 624 (note), 626.  
 SIMIAND François : 302, 304, 306, 533.  
 SIMON Michel, acteur : 320.  
 SIMON Michel : 356.  
 SIMON Pierre-Henri : 337, 548.  
 SIMON Renée : 113.  
 SIMONIN Camille : 61.  
 SIMONIN Fernand : 62.  
 SIMONIN Léopold : 49, 51, 59-61.  
 SIMONIN Lucie (tante d'A.K.) : 61.  
 SIMONIN Henri Samuel (grand-père maternel d'A.K.) : 62, 68, 648.  
 SIMONNET Maurice-René : 282 (note).  
 Sinaï : 750.  
 SINCLAIR Upton : 480, 481.  
 Singapour : 605.  
 sionisme : 139, 470, 746, 754, 760 ; — et communisme : 193, 195, 207, 216-217, 228-230, 440 (note), 761, 766 (note), 772, 776, 777.  
 Six jours, guerre des — : 755.  
*Sixième symphonie*, de Prokofiev : 583.  
 SIZAIRE Mme : 115.  
 Sklarska Poreba (Pologne), conférence de — (1947) : 361, 392, 474-475, 513.  
 SLANSKY Rudolf : 459, 463, 466, 565, 629.  
 SLANSKI Efim Pavlovitch : 779.  
 Slovaquie : 396.  
 SNCF (Société nationale des Chemins de Fer) : 389.  
 SNECMA, société : 412.  
 SNES (Syndicat national de l'enseignement secondaire) : 289.  
 SNYDERS Gary : 432.  
 SOBOUL Albert : 319, 331.  
 social-démocratie : 587.  
*Socialisme comtois, Le*, hebdomadaire : 292.  
*Socialisme et Liberté*, revue : 184.  
 Société centrale de sauvetage des naufragés (Cayeux-sur-Mer) : 88.  
 Sociétés savantes, salle des — (Paris) : 492, 540.  
 sociologie : 303, 309, 617-618 ; — de l'artisanat : 305-311 ; à Nanterre ; voir urbanisme.

SOFOULIS SOFOULIS (Premier ministre grec) : 489.

SOKOLOVSKI Vladimir : 696.

Solismes, abbaye de — : 140.

Solidarnosc, syndicat polonais : 624.

SOLJENITSYNE Alexandre : 103-104, 464, 588, 624, 626, 627-628.

SOLOGNE Madeleine : 320.

SOLOMON Jacques : 329, 474.

solution finale : 145-146, 173, 226, 759-760, 769-770.

Somme, baie de — : vacances sur la — : 82-99 ; les pêcheurs de la — : 88-92 ; invasion allemande : 116-117.

SOMMER Oberstrumführer Hans : 174.

sondages : 107-108, 341, 678.

SONTAG Suzan : 709.

Sorbonne : 140, 152, 181, 182, 275, 286, 290, 293, 294, 298, 299, 300, 310, 313, 324, 325, 327, 331, 406 (note), 420-421, 440-441, 447, 585, 617, 767 ; les étudiants communistes : 371-384, 398-418 ; grève de 1947 : 411-418 ; soutenance de thèse à la — : 698-702.

*Sortie du théâtre, La*, dessin de Steinlein : 68.

*Souffles*, revue marocaine : 285.

SOUPAULT Philippe : 209, 512, 566.

SOUQUIÈRE André : 534, 552.

SOUSLOV Mikhaïl : 690-691.

SOUSTELLE Jacques : 606, 674.

SOUTINE Chaïm : 29, 122, 149, 279, 573, 634, 654.

SOUVARINE Boris : 401, 485, 626, 630, 680.

*Souvenirs de guerre 1914-1915*, de M. Bloch : 110.

SPENCER Herbert : 329.

SPENDER Stephen : 484, 626, 764 (note).

SPERBER Manès : 485, 626, 675.

SPINOZA Baruch : 267, 275.

SPITZER (linguiste) : 135.

SS : 175, 408, 467, 778 ; « CRS — ! » : 445-446, 709.

Stains : 567, 570.

STALINE : 203, 216, 251, 322, 328, 335, 338, 357, 358, 363, 372, 380, 391, 470, 510, 513, 522, 527, 528, 543, 552, 562, 564, 565, 572, 583, 586, 587, 589, 590, 592, 602, 604, 609, 627, 637, 679, 762, 764 ; — et les juifs : 228-229, 774-779 ; et Trotski : 354-355 ; le culte de — : 486-488, 502 ; contre Tito : 486-491, 513 ; la « lutte pour la paix » : 496-497, 500, 501, 505, 507 ; diffusion des textes de — : 566-569 ; l'affaire du portrait : 595-596.

*Staline*, de B. Souvarine : 630.

*Staline rend visite à Maurice Thorez malade*, tableau de B. Taslitzki : 573, 594.

stalinisme : 322, 339, 371 ; guerre froide et

culture : le dossier Fajon : 475-485 ; la lutte contre le titisme : 485-495 ; le culte de la personnalité : 486-488 ; la vraie foi : 489-491 ; la satellisation : 495-496 ; la « lutte pour la paix » : 496-516 ; le jdanovisme : 582-602 ; le procès des Blouses blanches : 777-780.

Stasi (police politique est-allemande) : 712.

statistique : 309-310.

STEG Adi : 32 (note), 758.

STEIN Edith : 141.

STEINBECK John : 479, 480, 481.

STEINLEIN Théophile : 68.

*Stello*, d'A. de Vigny : 35.

STENDHAL : 31, 240, 243, 569, 717.

Stendhal, lycée (Grenoble) : 171 ; la Résistance au — : 179-181, 186-187.

sténotypie : 143-145, 164-166.

STÉPHANE Roger : 34, 120, 731.

Stern, groupe : 774.

STIL André : 443, 564, 570, 591, 653.

STO (Service du travail obligatoire) : 224, 237, 249, 340, 343, 770.

STONE I.F. : 709.

SDTORA STORA Roger : 696.

STOWIETZKY Madeleine (tante d'A.K.) : 72, 119, 155.

STRAIGHT, famille : 693.

STRAIGHT Michael : 693.

Strasbourg : 639-643 ; université de — : 287 ; XI<sup>e</sup> Congrès du PCF : 390-393.

STRAUSS Paul : 22 (note).

STRAUSS Richard : 657.

STRAVINSKI Igor : 522.

STÜLPNAGEL général Otto von — : 174, 190, 445.

SUARÈS André : 440.

Sudètes : 395.

Suède : 662.

SUFFERT Georges : 436, 437, 454-455.

SUFFREN Pierre André, bailli de — : 91.

SUHARD cardinal : 481.

Suisse-URSS, association : 691.

surréalisme : 106, 267, 349 (note), 366, 404 (note), 566, 625.

SUZOR Pierre : 406, 432.

SVORONOS Nicolash : 721.

*Sylla*, de J. Carcopino : 299.

syndicalisme : 577, 686 ; à l'École normale supérieure : 288-289 ; les grèves de 47 : 385-390 ; la CGT chez Renault : 386-390 ; les grèves d'août 53 : 388-389 ; — étudiant : 414-422, 430-431 ; grève des cheminots 1920 : 683-684.

Syrie : 474.

*Szep Szo*, revue hongroise : 453.

SZUREK Alexander : 467.



## T

- TAITTINGER Jean : 704.  
 TALMON Jacob L. : 248 (note).  
 TANGUY Yves : 570, 574.  
 TAPIÉ Victor-Lucien : 305.  
 TARDE Alfred de — : 140 (note).  
 TARDIEU Jean : 267.  
 TARNIER Dr : 22 (note).  
 TASCA Angelo : 671, 679.  
 TASCA Catherine : 671.  
 TASLITSKI Boris : 410, 445, 572-573, 592, 594, 612, 655, 657.  
 Tass, agence de presse : 57- (note), 778, 779.  
 TATIN Roger : 252.  
 TAUEBER Sophie : 539 (note).  
 TAUT Bruno : 521.  
 Tbilissi : 502.  
 Tchécoslovaquie : 160, 363, 420, 433, 488, 547, 779 ; le Festival de la jeunesse (1947) : 394-397 ; Marienbad : 652-653 ; voir Prague.  
 TCHIAOURELLI Michael : 652.  
 TCHOUKOVSKAIA Lydia : 626.  
 TEILHARD DE CHARDIN Pierre : 548, 723.  
 TEITGEN Pierre-Henri : 268.  
 TELCHIDE sainte : 131.  
 téléphone : 38-39.  
*Témoignage chrétien*, hebdomadaire : 276, 325, 403.  
*Tempête sur l'Asie*, film de Poudovkine : 522.  
 Temple, carreau du — (Paris) : 307-308.  
 Templiers, ordre des — : 307, 751.  
*Temps, Le*, quotidien : 176.  
*Temps modernes, Les*, film de Ch. Chaplin : 526.  
*Temps modernes, Les*, revue : 403, 599.  
*Temps nouveaux*, hebdomadaire (URSS) : 376 (note), 457, 482, 772.  
*Temps présent*, hebdomadaire : 337, 403.  
 TERNET Georges : 693.  
*Terraqué*, de Guillevic : 478.  
*Terre et l'évolution humaine, La*, de L. Febvre : 302.  
*Terre violente*, de J. Amado : 410.  
 terrorisme : Résistance et — : 233-234 ; — international : 233, 711-712.  
 TERSEN Émile : 331.  
 TÈRY Simone : 445, 556, 570.  
 TESSIER Georges : 330, 331, 411.  
 TESSON Philippe : 269 (note).  
 THANN général von der — : 713.  
 théâtre : 30, 32, 184, 409, 509-510.  
*Théorie marxiste de la connaissance*, de M. Raphaël : 204, 603.  
 THÉRÈSE D'AVILA sainte : 469.  
 THIBAUDET Albert : 264.  
*Thibault, Les*, de R. Martin du Gard : 109, 264, 379.  
 THIRION André : 625-626.  
 THIRY Georges : 106.  
 THOIRAIN René : 553.  
 THOMAS saint : 263, 331.  
 THOMAS Albert : 302, 637.  
 THOMAS Dr : 174.  
 THOMAS Sim : 477.  
 THOREZ Maurice : 189, 206, 248, 271, 273, 274, 316, 332, 335-336, 343, 357, 359, 362, 366, 367, 374, 380 (note), 382, 386, 387, 390, 408, 424, 438 (note), 442, 450 (note), 474, 475, 485, 487, 494, 499, 502, 506-507, 510, 514, 526, 536, 544, 445-546, 548, 549, 552, 555, 556, 559, 573, 578, 579, 580, 581, 584, 587, 589, 590, 602, 603, 622, 692, 731, 778 ; l'interview au *Times* (1946) : 363-365, 368, 390 ; au XI<sup>e</sup> Congrès du PCF : 391 ; *Fils du peuple* : 563-566.  
 tiers-mondisme : 423, 437, 471.  
 TILLON Charles : 348, 464, 478, 500, 501, 502, 545, 552, 696 ; l'affaire — : 514, 567, 579.  
 TIM : 408, 417.  
*Times, The*, quotidien (Londres) : interview de M. Thorez au — : 363-365, 368, 390.  
 Timisoara (Roumanie) : 664, 742.  
 TISO Mgr : 396.  
 titisme : 342, 454, 456, 457, 459 ; la lutte contre le — : 485-495, 502, 543-544.  
 TITO maréchal : 457, 459, 484, 621 ; Staline contre — : 485-496, 500, 513.  
 TIVOLI Annette : 141.  
 TNP (Théâtre national populaire) : 509.  
 TOGLIATTI Palmiro : 423, 497 (note), 731.  
 TOINET Marie-France : 628.  
 TOLLET André (« Bastien ») : 220, 320-321, 328, 348, 351, 407.  
 TOLET Mme André : 320.  
 TOLSTOÏ Léon : 31, 754 (note).  
 TORANSKA Teresa : 726.  
 Toto voir GUÉRIN Georges.  
 Toulouse : 346, 512.  
 Touquet, Le : Congrès de l'UNEF (1949) : 419, 427, 436-437.  
 TOURAINE Alain : 717.  
 TOURÉ Sékou : 392.  
 TOURGUENIEV Ivan : 652, 786.  
 Tourelles, camp de concentration des — : 236.  
 Tourisme et travail, association : 333 (note).  
 TOURNADE Olga : 556.  
 Tours, congrès de — (1920) : 106, 356, 369, 438, 544, 682.  
*Tout va très bien, madame la marquise*, chanson : 99.  
 trahison : 460-467.

*Transit*, d'A. Seghers : 574.  
 Transtours, agence de voyages : 374.  
 Travail et Culture, association : 333 (note).  
*Travailleur alpin, Le*, quotidien (Grenoble) : 184.  
 TRÉNET Charles : 98.  
*Trente et un sonnets*, de Guillevic : 478.  
 TRÉFOUËL Dr : 508.  
 TREMPE Rolande : 689.  
 TREVOR-ROPER Hugh : 710.  
*Tribune du communisme*, bulletin : 613.  
*Tribune des Nations, La*, revue : 477, 695-697.  
 TRICART M. : 301.  
 Trieste : 488.  
 TRIGANO Samuel : 745.  
 TRIOLET Elsa : 367, 368, 556, 570-575, 637.  
 Triple Alliance : 104.  
*Trois de Saint-Cyr*, film : 30.  
*Trois valse*, film : 30.  
 troisième force : 437-446.  
*Troisième Internationale, La*, revue : 676.  
 TROTSKI Léon : 319, 349, 352-355, 461, 587, 613, 622, 626, 757, 765, 766 ; le « démon de la révolution » : 489-491.  
 trotskisme, trotskistes : 66, 206, 232, 358, 385, 405 (note), 610, 613, 708 ; la chasse aux — : 349-356, 383, 479, 543-544 ; et les grèves de 47 : 487 ; titisme et — : 489-491.  
 TROUILLEBERT Jean-Désiré : 747.  
 TROUVAT Pierre : 419, 420-421.  
 TRUFFAUT François : 183.  
 TRUMAN Harry S. : 274, 368, 441 (note), 496, 507.  
 Tsahal (armée israélienne) : 757, 771 (note).  
 TSALDARIS (Premier ministre grec) : 489, 491.  
 TSARAPKINE Seymon : 771.  
 TSERNIANSKI Milos : 456.  
*Tu parles...*, de B. Taslitzki : 573 (note).  
 TURNER William : 85.  
 Turnu Severin (Roumanie) : 664.  
 Turquie : 229, 368, 664-665, 723.  
 TUYET (étudiante vietnamienne) : 427-428.  
 TYCH Félix : 725-729.  
 TYCH Lucyna : 725, 726, 729.  
 TYSELMANN Samuel : 235.  
 TZARA Tristan : 183, 406 (note), 407.

## U

UCELLO Paolo : 45.  
 UDMA (Union démocratique du Manifeste algérien) : 427.  
 UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance) : 357, 738.

UEC (Union des étudiants communistes) voir Étudiants communistes.  
 UEFOM (Union des étudiants de la France d'outre-mer) : 426.  
 UFE (Union fédérale des étudiants) : 696.  
 UGE (Union des grandes écoles) : 418.  
 UGIF (Union générale des israélites de France) : 207, 229-230, 232.  
 UIE (Union internationale des étudiants) : 394, 420-423, 426, 427, 430 ; congrès de Prague (1950) : 422-423, 463, 653.  
 UIER (Union internationale des étudiants révolutionnaires) : 603.  
 UJJ (Union des jeunesses juives) : 206, 208, 215-217, 219, 220, 223-224, 767.  
 UJRE (Union des juifs pour la Résistance et l'entraide) : 208, 218, 219, 230, 766, 776, 779.  
 UJRF (Union de la jeunesse républicaine de France) : 269, 296, 317, 325, 333-339, 348, 351, 369-371, 394, 399, 401, 403, 418, 419, 420, 498, 639, 767.  
 ULMANN André : 403, 477, 480, 695-697.  
 UNAMUNO Miguel de — : 24.  
*Un des trente-six, L'—*, de A. Alpérine : 138 (note).  
 UNEF (Union nationale des étudiants de France) : 414, 418, 430, 433, 437 ; et l'UIE : 419-422 ; l'action anticolonialiste : 426-428.  
*Une si longue vie*, de J. Moch : 444-445.  
 Union des arts plastiques : 408.  
 Union des chrétiens progressistes : 436.  
 Union des femmes françaises : 248, 498, 556.  
 Union des jeunes filles de France : 376, 393, 527, 561-562.  
*Union des républicains pour lutter contre la réaction*, de M. Thorez : 374.  
 Union sacrée : 107.  
 Unir, groupe titiste : 484.  
*Unir*, bulletin : 613.  
 Unitarian Service Committee : 376 (note).  
 UNITEC, organisation : 418.  
*Univer concentrationnaire, L'—*, de D. Rousset : 324.  
 Université voir Enseignants, Étudiants communistes, Histoire.  
*Université libre, L'—*, journal : 210, 400.  
 Université nouvelle : 328-330, 333, 560, 562-563.  
 Université ouvrière : 328-330.  
 Université de la Renaissance française : 330-333, 335, 401.  
 Universités populaires : 328-329, 332.  
*Uranus*, de M. Aymé : 253.  
 urbanisme : 520-523, 531-534.  
 URS (dessinateur) : 409.  
 URSS : 37, 138-139 (note), 342, 459, 538-

- 539 ; dans la guerre : 115, 216, 232, 349 ; et les juifs : 193, 232-233, 466-467, 766 (note), 770-771, 775-776 ; et Israël : 228-229, 770-771 ; Trotski : 354-355 ; et l'Allemagne : 362-363 ; le PCF et l'— : 362-364, 689-697 ; le XX<sup>e</sup> Congrès et le rapport Khrouchtchev : 452, 464, 506, 621, 625, 687 ; et les démocraties populaires : 495-496 ; la recherche scientifique en — : 505-506 ; et l'arme atomique : 506-508 ; le jdanovisme : 582-602 ; le lyssenkisme : 584-585 ; l'urbanisme en — : 521-523 ; l'accouchement sans douleur : 651-652 ; le Birobidjan : 766 (note) ; le procès des Blouses blanches : 777-780.
- URSS-France, association : 691.
- USA : 349 (note), 365, 376 (note), 409, 627-628, 763, 773, 777, 783 ; les juifs aux — : 75-76, 232-233, 764 ; l'enseignement aux — : 450, 677, 723 ; l'« impérialisme américain » : 470-485 ; le Watergate : 471-472 ; l'anti-américanisme au PCF : 472-485 ; le « complot culturel » : 476-483 ; la guerre froide : 496-516 et *passim* ; la guerre de Corée : 507-509, 514-516 ; « Ridgway la peste » : 514-516 ; la guerre du Viêt-nam : 622 ; le maccarthysme : 628-629 ; *Free World* : 693-694 ; contestation et contre-culture : 709-710.
- USIBA, coopérative d'éditeurs américains : 480.
- USTM (Union syndicale des travailleurs de la métallurgie) : 386.
- V**
- vacances : 79-99 ; 664-665, 724-729.
- VADON Jacques : 713 (note).
- VAILLAND Roger : 304, 319, 460, 479-480, 483, 509-511, 513, 514, 773.
- Vaillant*, magazine : 482.
- VAILLANT-COUTURIER Marie-Claude : 270, 555.
- VAILLANT-COUTURIER Paul : 375-376, 462 (note).
- Vaillants, mouvement de jeunesse : 482, 520.
- VALÉRY Paul : 209, 266, 267.
- VALLÈS Jules : 569.
- Vallier, groupe de résistance : 198.
- VALOIS Gaston : 213, 254.
- VALOIS Georges : 400.
- VAN LEER Franceska : 141.
- Varetz : 637.
- VARLIN Catherine : 192, 773.
- VARLIN Eugène : 533.
- Varsovie, ghetto de — : 146, 433, 727-729 ; ghetto de — : 220-221, 727.
- VASSAILS : 613.
- VASSART Albert : 377.
- Vatican : 460, 547, 548, 746.
- VAUBAN voir REYNIER.
- VAUTIER Louis : 384, 553, 554-555.
- VÉDRINES Hélène : 407.
- VEIL Simone : 769.
- Vel' d'Hiv' (Paris) : 537, 540, 596, 772 ; rafle du — (1942) : 152-155.
- VELIKHOV Evgueni : 504-505.
- VELLAY Pierre : 648.
- Vendredi*, hebdomadaire : 695.
- Vercors, maquis du — : 196, 225.
- VERDES-LEROUX Jeannine : 577, 584, 585-586, 588.
- VERDET Paule : 281-282.
- VERDIER Robert : 356.
- VERGES Jacques : 425-430.
- VERGES Paul : 425, 429.
- VERHAEREN Émile : 265, 268.
- Vérité, La*, journal : 66, 349, 387.
- VERLAINE Paul : 209, 267.
- VEERMERSCH Jeannette : 189, 392, 494, 499, 556, 557-559, 573.
- VERNANT Jean-Pierre : 135, 324.
- VERNE Jules : 31, 569.
- Verrerie Charbonneaux (Reims) : 714.
- VERRET Michel : 406, 408, 538.
- VESNIN frères : 523.
- Viaggio a Reims, Il*, opéra de Rossini : 159.
- VIAN Boris : 134-136.
- Vichy, gouvernement de — : 120, 121, 212, 229, 248, 250, 342, 459, 469, 671, 696 ; et les juifs : 58, 124-129, 141, 142, 146, 147, 171-176, 230 ; et l'enseignement : 176-178, 210 ; et le cinéma : 183 ; le syndrome de — : 769-770.
- Vichy, 1920-1944, d'A. Tasca : 671.
- Victor-Hugo, lycée (Paris) : 129-137.
- VIDAL DE LA BLACHE Paul : 306.
- Vie de la MOI, La*, bulletin : 205.
- Vie ouvrière, La*, groupe trotskiste : 353.
- Vie ouvrière en France sous le Second Empire, La*, de G. Duveau : 310.
- Vie du Parti, La*, bulletin : 370.
- Vienne (Autriche) : 642, 665.
- VIERBOLOVIEZ André : 380.
- Vierge et l'Enfant, La*, tableau de F. Lippi : 638.
- Viêt-minh : 384.
- Viêt-nam, guerre du — : 471, 472, 622, 709.
- VIETTO (coureur cycliste) : 93.
- VIEUQUET André : 550.
- Vieux-Colombier, théâtre du — (Paris) : 184.
- VIGIER Jean-Pierre : 318.

- VIGNE Fernand : 183.  
 VIGNY Alfred de — : 35, 267, 316, 649, 747.  
 VILAIN Pr : 660.  
 VILAR Jean : 509.  
*Ville contemporaine, La*, de Le Corbusier : 522.  
 Villeneuve-Saint-Georges, fort de — : 236.  
 villes d'eaux : 159-160, 652-653.  
 VILLIERS DE L'ISLE-ADAM : 209, 264.  
 VILLON Pierre : 57, 190, 501, 502, 523, 545, 566, 567.  
 Vilnius (Lituanie) : 575-576 (note).  
 vin, commerce du — : 63-64.  
 Vincennes : 532.  
 VINCENT Madeleine : 555, 556.  
 VIOLLET-LE-DUC Eugène-Emmanuel : 620.  
 VIONNET Madeleine : 43.  
 VIRGILE : 263.  
*Visiteurs du soir, Les*, film de M. Carné : 183.  
 VITEZ Antoine : 672 (note).  
 VLANDAS : 219.  
 VNV, parti belge : 175.  
 VOGEL, famille : 270.  
 VOGÜE Eugène-Melchior de — : 752-753.  
 VOGUET André : 383, 400-401, 402, 408, 560, 581, 595.  
*Voice of America, The*, radio : 480.  
 VOIDIES Jean-Pierre : 432.  
*Voie communale, La*, bulletin : 613.  
 Voiron : 252.  
 VOLTAIRE : 436.  
 VOVSI Miron : 778.  
 « Vous avez la parole », émission de radio : 313-315.  
*Vrilles de la vigne, Les*, de Colette : 85.  
 VYCHINSKI Andreï : 476.  
 WEILL Edmond : 70, 158.  
 WEILL Fernand : 158.  
 WEILL Hélène : 70, 72-73, 158.  
 WEILL Joseph : 72, 76.  
 WEILL Julien : 50.  
 WEILL Maurice : 75-76.  
 WEILL Raphaël : 73, 75.  
 WEILL Samuel : 75.  
 Weill, librairie (Paris) : 655.  
 Weirich, magasin de jouets (Strasbourg) : 390.  
 WEISSAGER, famille : 149.  
 WEISSAGER Marcelle : 149.  
 WEISSBERG Alex : 505.  
 WEIZMANN Chaim : 141.  
 WELLS H.G. : 543.  
 WERTHEIM voir BERTRAND.  
*Werther*, opéra de Massenet : 34, 44.  
 WIENER Jean : 319, 375, 583.  
 WIERZBOLOWICZ André : 566, 604.  
 WILDE Oscar : 264.  
*Wilhelm Meister*, de Goethe : 629.  
 WILLARD Claude : 689.  
 WILLARD Marcel : 777, 779.  
 WILLEMETZ Albert : 99.  
 WINCKLER Paul : 483.  
 WINTER Catherine voir VARLIN Catherine.  
 WOISENET Julie Émilie : 127.  
 WOLFE Bertram D. : 626.  
 WOLMARCK Charles voir Maurice.  
 WOLMARCK Marguerite voir Micheline.  
 World Federation of Teachers : 482.  
 WRIGHT Richard : 480.  
 Wrocław, congrès de — (1948) : 498, 500.  
 Wülzburg, forteresse de — (Allemagne) : 467.  
 WURMSER André : 409, 477, 488, 570, 777.  
 WYARD Pr : 41.

## W

- Waffen SS : 213, 252, 770.  
 WAGNER Richard : 329, 652.  
 Wagram, salle (Paris) : 583-584.  
 WAHL Jean : 184.  
 WALLACH Élie : 235.  
 WALLENSTEIN Emmanuel : 297.  
 WALLON Henri : 287, 330, 331, 599, 692.  
 WALTER Félix : 650.  
 Wannsee, conférence de — (1942) : 145, 226.  
 WARLIMONT général W. de — : 190.  
 WARNOD André : 279.  
 WAT Alexandre : 626.  
 WEIDLE Wladimir : 485.  
 WEIL André : 574.  
 WEIL Simone : 141, 164, 574, 770.  
 WEILL Charlotte voir BECKER Charlotte.

## Y

- YAARI Meïr : 755.  
*Y'a de la joie*, chanson : 98.  
 YA DING : 626.  
 YALIN-MOR Nathan : 774.  
 Yalta, accords de — (1945) : 496.  
 Yask, club sportif (Paris) : 225, 234.  
 yiddish : 54-55, 129, 193-194, 565.  
 Yokohama (Japon) : 7.  
 Yougoslavie : 364, 513 ; la lutte contre le titisme : 485-495.  
 YOURCENAR Marguerite : 573.  
 Yvonne (bonne d'A.K.) : 658, 661, 724.

## Z

- ZACHARIADES Nicolas : 513.  
 ZACHMANN Patrick : 56.  
 ZADKINE Ossip : 279, 593.  
 ZAGLADINE Vadim : 691.  
 Zaïre : 723.  
 ZAMIATINE Evgueni : 571, 626.  
 ZAY Jean : 52.  
 ZBOROWSKI : 149.  
 ZERMANN Julien : 213-214.  
*Zéro et l'infini, Le*, d'A. Koestler : 266 (note),  
 403, 464, 482, 626.  
 ZINOVIEV : 461.  
 ZINOVIEV Alexandre : 624, 626.  
 Zlín (Tchécoslovaquie) : 397.  
 ZOLA Émile : 31, 442, 455, 569, 680.  
 ZOMPF J. : 407.  
 zone libre : 121-122 ; le passage en — : 155-  
 157 ; Bourbon-l'Archambault : 158-161.  
 ZUBER Roger : 715.  
 ZUNZ Leopold : 140.  
 ZUNZ Robert : 140.  
 ZURBARAN Francisco de — : 468-469.  
*Zvenigora*, film de Dovjenko : 522.



# Table des matières

<i>Avant-propos</i> .....	11
---------------------------	----

## I. — MON PÈRE, MA MÈRE

1. La vie quotidienne d'une petite fille des années 30 .....	19
2. Les miens .....	48
3. L'été au bord de la mer .....	79

## II. — LA GUERRE

1. Du repli à l'exode, 1939-1940 .....	103
2. Dans Paris occupé, 1940-1942 .....	119
3. Grenoble, 1942 .....	158
4. JC - MOI, 1942-1944 .....	186
5. Va, laisse couler mes larmes .....	226

## III. — EN COMMUNISME

1. 1945. Deuil .....	247
2. 1945-1947. Sévrienne .....	278
3. L'échec du national-thorézisme .....	317
4. 1947. De la périphérie au centre .....	361
5. 1947-1950. Une génération communiste au Quartier latin .....	398
6. Stalinienne .....	436
7. Permanente I : sur les arrières de l'ennemi à l'époque du stalinisme combattant .....	468
8. Permanente II : la Fédération de la Seine du PCF .....	517
9. Permanente III : responsable à l'idéologie .....	560

## IV. — RETOURS

1. Ruptures .....	609
2. Retrouvailles. « Toujours à la maison ! » .....	631
3. Regains — 1 / Historienne .....	670
4. Regains — 2 / Professeur .....	698
5. Regains — 3 / Éditorialiste .....	724
6. Sur la margelle du puits .....	744
<i>Annexe</i> .....	787
<i>Bibliographie</i> .....	791
<i>Index</i> .....	799





*Aubin Imprimeur*

LIGUGÉ, POITIERS

Cet ouvrage a été composé  
par Nordcompco, Villeneuve-d'Ascq

Achevé d'imprimer en février 1991  
N° d'édition 33035 / N° d'impression L 36930  
Dépôt légal février 1991  
Imprimé en France

卷之四

四

五

六

七

八

九

十

十一

十二

十三



DEC - 1994

*Chez le même éditeur*

---

JEAN CASSOU

**Une vie pour la liberté**

★

MILOVAN DJILAS

**Une guerre dans la guerre**

La révolution de Tito / 1941-1945

★

BERTRAND DE JOUVENEL

**Un voyageur dans le siècle**

★

ANDRÉ KÉDROS

**L'homme à l'œillet**

★

ROBERT MARJOLIN

**Le travail d'une vie**

Mémoires / 1911-1986

★

JULES MOCH

**Une si longue vie**

★

CHARLES RONSAC

**Trois noms pour une vie**



Photo Jean-Louis Aucagos

D'une petite fille des années 30, issue du vieil enracinement alsacien-lorrain, écolière et lycéenne dans le quartier juif du Marais, à l'historienne reconnue, éditorialiste au *Figaro* et à l'*Arche*, en passant par l'ignominieuse défaite de 1940, la Résistance et le communisme, voici une vie : telle qu'elle a été comprise sur le moment, telle qu'elle l'est aujourd'hui et telle qu'en elle le siècle se reflète.

Entre l'éclatement de la Première Guerre mondiale et l'effondrement du communisme, un monde a vécu, fait pour tous ceux, amis ou adversaires, qui y sont nés, d'expériences ou de souvenirs partagés, d'un tissu commun de références historiques, littéraires et politiques, d'un même attachement à des valeurs fortes. De ce monde que nous avons perdu, Annie Kriegel est la mémorialiste et mieux encore, car le regard critique de l'historienne et de la sociologue double toujours celui du témoin privilégié de deux des plus grandes catastrophes de l'histoire - l'Holocauste et le communisme -, dont nous sommes les héritiers.

## COLLECTION notre époque



9 782221 065365